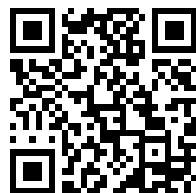


---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google<sup>TM</sup> books

<http://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



B

389726

DUPL



*Library of the University of Michigan*  
*The Coyle Collection*

*Miss Jean L. Coyle*  
*of Detroit*

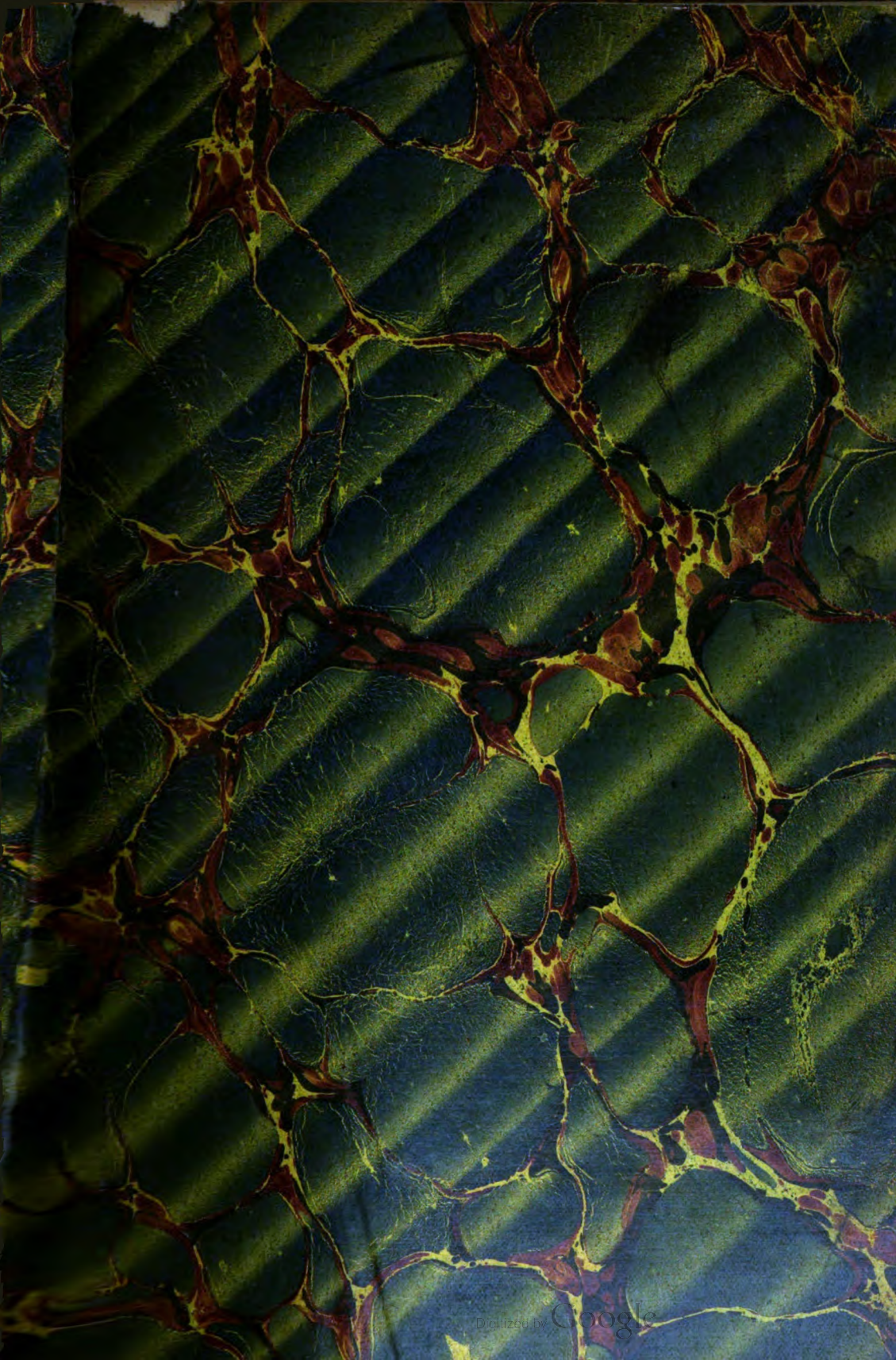
*in memory of her brother*  
*Col. William Henry Coyle.*

*1894.*



ETAMER











**REVUE**  
**DES**  
**QUESTIONS HISTORIQUES**

**T. LV. 1<sup>er</sup> JANVIER 1894.**

**1**





REVUE  
DES  
**QUESTIONS HISTORIQUES**

---

**VINGT-HUITIÈME ANNÉE**

---

NOUVELLE SÉRIE. — TOME XI

(1.<sup>re</sup> DE LA COLLECTION)

---

PARIS  
BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

---

1894



---

# L'ÉGLISE AU XI<sup>E</sup> SIÈCLE

## DANS LA GASCOGNE

---

### I.

La Gascogne, au xi<sup>e</sup> siècle, s'identifiait presque avec la province ecclésiastique d'Auch, qui comprenait les diocèses d'Auch, Tarbes, Lectoure, Couserans, Comminges, Dax, Aire, Bazas, Lescar, Oloron et Bayonne. Parmi ces onze diocèses, chacun des cinq premiers avait conservé son évêque. Mais les six derniers ne possédaient plus leurs pontifes et étaient placés en commun sous la juridiction d'un seul prélat, qui prenait le titre tantôt d'évêque de Gascogne, *episcopus Vasconensis*, tantôt d'évêque de Bazas.

La plupart des historiens qui ont traité de cette situation anormale se sont accordés à en faire remonter l'origine aux désastres des invasions normandes en Gascogne, vers 840. Les villes épiscopales ayant été alors complètement détruites presque partout dans le sud-ouest et les biens ecclésiastiques mis au pillage, on aurait été amené à réunir plusieurs diocèses sous la même main, et ainsi serait né l'évêché de Gascogne. En réalité, cette opinion ne peut tenir debout devant les faits. D'une part, le premier évêque de Gascogne connu apparaît seulement en 977, dans la charte de fondation de l'abbaye de la Réole, au diocèse de Bazas. C'était Gombaud, frère de Guillaume-Sanche, duc de Gascogne. D'autre part, on possède un texte très ancien qui mentionne les évêques de Dax, Bazas, Lescar et Oloron en 850 <sup>1</sup>, dix ans après la grande invasion de 840 et la prétendue érection de l'évêché de Gascogne. Long-

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, par dom Brugèles. Toulouse, 1746, p. 70.

temps après, en 920, un évêque de Dax, Odalric, administrait l'Église de Reims, au nom du jeune fils du comte de Vermandois <sup>1</sup>. Ainsi, ce vaste évêché, composé de six diocèses, fut fondé, non pas au ix<sup>e</sup> siècle, mais seulement durant la seconde moitié du x<sup>e</sup> siècle.

Le cartulaire de l'abbaye Saint-Pierre de Condom <sup>2</sup> fixe même approximativement l'époque de cette fondation. Nous voyons, en effet, dans une de ses premières chartes, que Gombaud, ayant perdu sa femme qu'il aimait passionnément, saisi d'un violent chagrin, résolut d'entrer dans les ordres sacrés. Son frère, Guillaume-Sanche, duc de Gascogne, partageait précédemment avec lui le souverain pouvoir. Et, quand il le vit abdicquer ce rang suprême pour embrasser la carrière ecclésiastique, voulant encore lui conserver dans ses États une situation prépondérante et digne de sa naissance, il lui donna les six diocèses déjà désignés ainsi que le diocèse d'Agen, et jeta ainsi les premiers fondements de l'évêché de Gascogne, soit que les titulaires de ces diocèses fussent morts, soit qu'il obtint leur acquiescement et leur démission. Mais, ajoute le cartulaire, Gombaud ne garda pas longtemps cet évêché. Il mourut peu après, laissant de son mariage un fils nommé Hugues, qui était encore en bas âge, et auquel il avait légué le diocèse de Bazas et avec lui probablement les cinq autres diocèses, et aussi celui d'Agen. En fait, les deux seules dates de l'épiscopat de Gombaud que nous connaissions, grâce au cartulaire de la Réole, sont 977 et 980. Rapprochées de la charte de Condom que nous venons de résumer, elles nous apprennent avec certitude que l'évêché de Gascogne fut fondé peu avant 977, et que son premier évêque le gouverna seulement pendant trois ans environ.

On ne saurait donc attribuer aux invasions normandes la chute de nos sièges épiscopaux. A la vérité, il faut bien dire qu'elles y aidèrent beaucoup par les dévastations qu'elles amenèrent et par la ruine des villes épiscopales. Les évêques se virent ainsi contraints à déplacer le centre de leur administration et à habiter de divers côtés dans leurs diocèses, ainsi que le

<sup>1</sup> Flodoard, l. IV, p. 22, cité par dom Brugères, p. 74.

<sup>2</sup> Archives de l'hôtel de ville de Condom. L'original du cartulaire n'existe plus; on n'en a que deux copies, l'une du xvii<sup>e</sup> siècle par un chanoine de Condom, Lagulère, l'autre du xviii<sup>e</sup> siècle par un feudiste, Larcher.

rappellent le cartulaire d'Auch <sup>1</sup> et les actes du concile de Toulouse en 1068 <sup>2</sup>. C'étaient là évidemment des conditions d'existence et de gouvernement très précaires. Ces évêques errants étaient forcément à la merci des comtes et des ducs. Ceux-ci d'ailleurs, et depuis longtemps, disposaient en maîtres des bénéfices ecclésiastiques. De plus, les six diocèses de Dax, Aire, Bayonne, Lescar, Oloron et Bazas, ainsi que celui d'Agen, formaient, quant à leur étendue, les États particuliers du duc de Gascogne. Cela étant, quoi d'étonnant à ce que le duc Guillaume-Sanche ait formé un seul diocèse de tout son duché pour le donner à son frère ? Telle est la véritable origine de l'évêché de Gascogne.

Au moment de l'élection de saint Austinde comme archevêque d'Auch, en 1050, l'évêque de Gascogne était Raymond, personnage auquel le cartulaire de Lescar donne le surnom de Vieux, *Vetulus*, et dont le même document nous dit qu'il appartenait à une famille puissante, sans la désigner autrement. Ce prélat administrait déjà les six diocèses un peu avant 1025. Le cartulaire précité nous révèle en effet que la fondation de l'abbaye de Saint-Pé, près Lourdes, remontant à l'année 1025, eut lieu sous l'épiscopat de Raymond le Vieux <sup>3</sup>. Ainsi apparaît très bien la raison de ce surnom de *Vetulus* que notre prélat porte habituellement dans les documents de cette époque.

On doit aussi noter ce fait qu'il était de naissance très illustre. L'histoire nous fournit le nom de son prédécesseur, Arsius, surnommé Racca, qui, comme lui, appartenait aussi à une famille des plus nobles de la Gascogne. Arsius lui-même paraît avoir succédé à Gombaud, d'abord pour le compte du jeune fils de ce dernier, Hugues, qui prit seulement plus tard, vers l'an 1000, l'administration des diocèses paternels en tout ou en partie, et ensuite (quand Hugues, au retour d'un voyage *ad limina apostolorum*, vers 1012, abdiqua toutes ses évêchés, sauf celui d'Agen), en son propre nom. Ainsi, tous les prélats qui possédèrent successivement l'évêché de Gascogne étaient membres de la maison ducale ou, tout au moins, de race puissante et partant appa-

<sup>1</sup> Cartulaire noir d'Auch, de *Clodoveo rege Francorum*, c. 77. *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 37.

<sup>2</sup> Labbe, t. IX, p. 1085.

<sup>3</sup> Marca, *Histoire de Béarn*. Toulouse, 1640, p. 217 et 288.

rentée plus ou moins à cette maison. L'origine de l'évêché de Gascogne et son caractère féodal s'accusent donc ici encore très nettement.

Les six diocèses, bien que placés sous la juridiction d'un seul et même évêque, conservèrent néanmoins leur vie propre et leurs limites distinctes. On trouve, en effet, sous Raymond le Vieux, un personnage nommé Sanche avec le titre officiel de prévôt, *præpositus*, du siège de Lescar <sup>1</sup>. Le prévôt était, comme on sait, le premier dignitaire ecclésiastique après l'évêque, et exerçait à peu près les mêmes fonctions que les vicaires généraux modernes. L'existence de ce prévôt de Lescar fait évidemment supposer que les autres Églises possédaient aussi un prévôt qui les administrait sous la haute autorité de l'évêque de Gascogne <sup>2</sup>.

Ces princes-évêques ont d'ailleurs laissé la mémoire de prélats vigilants, actifs et pieux. Gombaud fonda et dota l'abbaye de la Réole, et fit à l'abbaye de Condom de nombreuses donations. A Dax, il construisit une église sur les ruines de celle qu'avait élevée un des premiers évêques de Dax, Gratien, vers 506 <sup>3</sup>. En maint passage du cartulaire de Condom, il nous apparaît sous les traits d'un pontife des plus zélés et des plus exemplaires. Son fils Hugues, qui probablement lui succéda pendant un certain temps dans l'évêché de Gascogne, nous est présenté aussi par ce même cartulaire comme un véritable apôtre. Il mourut évêque d'Agen, en odeur de sainteté, peu après avoir restauré et comblé de dons l'abbaye de Condom en son diocèse. Arsius-Racca contribua grandement à la fondation de l'abbaye de Lescar. Il était célèbre dans toute la Gascogne par ses éminentes vertus et notamment par son admirable chasteté <sup>4</sup>. Quant à Raymond le Vieux, il plane quelque doute sur les premiers temps de sa vie. On lui connaît en effet un fils, nommé Arnaud, qui prit

<sup>1</sup> Marca, *Histoire de Béarn*, p. 283. *Sancius, præpositus hujus sedis (Lascarrensis)*.

<sup>2</sup> De nos jours, après le Concordat de 1801, Agen et Auch ayant été réunis sous un seul évêque, un vicaire général, agissant au nom de l'évêque d'Agen, gouvernait le diocèse d'Auch.

<sup>3</sup> *Année de la Société de Borda*. Dax, juillet 1890, p. 109.

<sup>4</sup> *Ad tempestatē Arsius, Racca cognomine, præsulatum Vasconiarum utilitatis et continentiarum ab omnibus ferebatur esse*. Cart. de Con-



l'habit religieux à l'abbaye de Lescar <sup>1</sup> ; mais il se peut très bien que ce fils fût issu d'un mariage antérieur, comme cela était arrivé, on l'a vu, pour Gombaud. Quoi qu'il en soit, il marcha avec zèle sur les traces de ses prédécesseurs. En 1037 <sup>2</sup>, il fit convoquer à Dax, ville que la solidité de ses vieux remparts romains avait sans doute assez bien préservée des coups de l'invasion normande, un concile provincial que présida l'archevêque d'Auch, Raymond Coppa, et qui est le premier des conciles purement gascons que l'on connaisse. Près de Lescar, il éleva à grands frais l'église et le village de Muret et donna le tout à l'abbaye de Lescar. Sous son épiscopat furent construites aussi et consacrées de nombreuses églises rurales, notamment celle de Pouillon près Dax, ainsi que le mentionne une inscription trouvée de nos jours <sup>3</sup>.

Mais, quelles qu'aient été les vertus et l'activité de ces évêques et de leurs collègues des autres sièges épiscopaux de Gascogne, on doit leur reprocher de ne s'être pas opposés, comme ils l'auraient dû, aux usurpations des biens ecclésiastiques par les ducs et autres seigneurs leurs contemporains. Leur excuse est que cet abus, dont nous aurons à parler plus loin avec plus de détails, était alors si universel et si invétéré <sup>4</sup>, qu'ils ont pu le regarder comme une coutume légitimement introduite ou du moins suffisamment prescrite. Il est d'ailleurs certain, comme nous le montrerons en son lieu, que la très grande majorité des princes et chevaliers détenteurs des biens d'Église étaient, à cet égard, dans une entière bonne foi et se considéraient comme de justes possesseurs ou du moins comme de légitimes usufruitiers de ces biens. Et cette bonne foi générale paraît avoir été plus ou moins partagée ou reconnue par les évêques de cette époque. Il n'en est pas moins vrai qu'à ce compte la plupart des églises cathédrales, abbatiales ou paroissiales étaient alors dépouillées d'une bonne partie de leurs terres ou revenus, et que tout se trouvait entre les mains de la féodalité. A Auch, le comte

<sup>1</sup> Marca, *Histoire de Béarn*, p. 400.

<sup>2</sup> *Cartulaire de Pessan, Chroniques d'Auch*, Preuves de la 2<sup>e</sup> partie, p. 37.

<sup>3</sup> *Revue de Gascogne*, 1874, p. 87-88.

<sup>4</sup> Cet abus se constate en effet très clairement en Gascogne, comme ailleurs du reste, dès le viii<sup>e</sup> siècle ; il fut alors la cause déterminante de la guerre qui éclata en 760 entre Pépin le Bref et Waïfre, duc d'Aquitaine et de Gascogne. (Cf. *Fin du premier duché d'Aquitaine*, par M. Bladé. Le Puy, 1892, p. 29-33.)

de Fezensac occupait les abords mêmes de la cathédrale, qu'il avait livrés à la culture <sup>1</sup>. A Oloron, Lescar, Bayonne, Dax, les vicomtes de Béarn, de Labourd et de Dax possédaient plusieurs biens appartenant aux anciens sièges épiscopaux de ces villes <sup>2</sup>. A Lectoure, l'abbaye de Saint-Geny était au pouvoir du duc de Gascogne <sup>3</sup>. Celui-ci détenait lui-même dans l'étendue de ses États un très grand nombre d'églises et de terres du clergé <sup>4</sup>. Les comtes de Comminges, les vicomtes de Couserans étaient également les maîtres des biens des évêchés et d'une foule d'églises de leur pays <sup>5</sup>.

Les abbayes et monastères, ainsi que les prieurés, granges ou *abbatioles* qui en dépendaient, ne se trouvaient pas dans de meilleures conditions. La plupart étaient réduits à faire partie de domaines de famille. On les vendait, on les achetait, on les transmettait par donations, contrats de mariage et testaments. Leurs fondateurs ou les descendants de ceux-ci avaient sur eux la haute main et réglaient en maîtres l'usage de leurs ressources et assez souvent la nomination aux stalles vacantes.

Mais c'était principalement dans les églises paroissiales que cet abus se présentait avec tout son caractère oppresseur. Presque partout la dime, les honoraires des sépultures, les oblations des fidèles allaient en majeure partie, et intégralement quelquefois, au seigneur du lieu. L'église, le cimetière, les terrains vagues qui les entouraient et qui y donnaient accès, étaient d'ordinaire en son pouvoir. Le prêtre qui desservait la paroisse recevait du seigneur une part du revenu, fixée soit par la coutume ou des chartes anciennes, soit d'après des conventions personnelles. Maintes fois, ce prêtre était un fils ou un parent du seigneur, et l'église alors, avec ses revenus, formait son douaire en tout ou en partie. Dans ce cas, c'était là une propriété particulière qui revenait plus tard à la famille seigneuriale par la mort de celui de ses membres qui l'avait occupée, à

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, *carta de cultura Sanctæ-Mariæ*.

<sup>2</sup> Marca, *Histoire de Béarn*, cartulaires des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles.

<sup>3</sup> *Cartulaire de Saint-Sever*, Charte de la fondation de l'abbaye vers 980, et concile de Toulouse. Labbe, t. IX, p. 1196.

<sup>4</sup> *Cartulaires de Condom et de Saint-Sever*, passim.

<sup>5</sup> *Histoire des comtes de Foix*. Toulouse, 1852, t. I, passim.

moins que le prêtre lui-même n'eût pris de son vivant des dispositions contraires, ce qui arrivait assez fréquemment, ainsi qu'en témoignent diverses chartes des cartulaires du xi<sup>e</sup> siècle.

## II.

Il convient maintenant d'examiner de quelle manière l'Église traversa cette période, et dans quelle mesure l'aliénation partielle de son indépendance nuisit à son action et à sa vertu. On a en effet beaucoup soutenu, et l'on croit encore généralement, que le clergé régulier et séculier, depuis l'évêque et l'abbé jusqu'au plus humble moine ou curé de campagne, vivait communément dans le désordre et donnait en masse l'exemple d'une conduite des plus irrégulières. Et l'on cite, à l'appui de cette assertion, plusieurs textes contemporains empruntés aux bulles pontificales, aux actes des conciles, aux ouvrages de certains saints. A la vérité, en présence de documents aussi nombreux que d'ailleurs incontestables, on ne saurait ne pas reconnaître qu'en effet il y eut dans le clergé des scandales publics et criants. Et, bien qu'il soit particulièrement pénible de découvrir dans l'Église de telles plaies, il n'est pas possible et il ne serait pas juste de jeter sur elles un voile. Nous avons dit que ce ne serait pas juste, parce que, à les cacher, on enlève à l'Église une des preuves les plus nettement palpables de sa divine vitalité. Une place, en effet, livrée par ceux qui en tiennent les clefs, son sort est certain : elle doit infailliblement succomber. Or l'Église, depuis de longs siècles non seulement triomphe des assauts violents et répétés de ses ennemis, mais encore survit toujours, ce qui est bien pire, aux trahisons de ceux qui devraient être ses premiers défenseurs. Et si elle avait pu périr, c'est surtout, il faut bien le dire, de leurs mains parricides qu'elle aurait reçu le coup mortel. Cependant, on doit aussi observer que les témoignages allégués ne sortent guère de la généralité et que bien peu s'appliquent à des cas particuliers. Il reste donc à déterminer quelle est la vraie portée de telles affirmations générales, et si elles démontrent sans réplique la corruption du clergé au xi<sup>e</sup> siècle.

Il n'est, d'ailleurs, personne qui ne sache combien les textes à

assertions générales et vagues doivent être regardés de près et contrôlés par l'examen d'autres faits certains, se rapportant au même ordre d'événements ou d'idées signalés dans ces textes. Il faut, sous peine de s'égarer bien souvent, peser les uns par les autres et faire, en un mot, une véritable contre-enquête. Hors de là, on marche dans une voie qui côtoie de très près l'erreur historique complète ; et beaucoup, à vrai dire, pour s'en être tenus uniquement à ces textes, sans la contre-enquête, ont versé dans l'abîme. Notre procédé sera tout autre, et l'objet de nos recherches sur l'état de l'Église en Gascogne durant la période visée n'en apparaîtra, croyons-nous, que mieux.

Parlons d'abord des évêques. Les faits que nous avons cités prouvent à suffisance que les évêques gascons eurent du zèle et de la vertu. L'histoire ne nous fait connaître aucun exemple certain d'un de nos pontifes de ce temps traître à sa mission. Il convient cependant de spécifier un peu. Nous avons vu que le prédécesseur de saint Austinde sur le siège métropolitain d'Auch, Raymond Coppa, fut un prélat très actif et plein de mérite. Avant lui, nous trouvons, à la fin du x<sup>e</sup> siècle, Garsie I<sup>er</sup> (982-987), qui fut des plus ardents pour la défense des lois ecclésiastiques : sa vertu était telle que deux comtes souverains de son diocèse durent se soumettre à lui et accepter pleinement les pénitences sévères qu'il leur imposa pour divers méfaits qui leur avaient fait encourir son excommunication <sup>1</sup>. Son successeur, Othon d'Astarac (988-1023), d'abord abbé de Simorre (Gers), où il fit construire et consacrer l'église abbatiale, porta sur le siège archiépiscopal les mêmes vertus qu'il faisait briller dans le cloître. Il assista notamment aux conciles où les divers évêques des provinces d'Auch et de Narbonne, réunis à Toulouse (1006-1020), adoptèrent de nombreuses mesures pour le bien de la religion. Dans le même temps, tous nos évêques suivent les exemples de leurs métropolitains. Les preuves de ce fait pourraient ici se multiplier. Bornons-nous à signaler seulement Héraclius de Bigorre, évêque de Tarbes, qui restaura et réforma complètement l'abbaye Saint-Lezer de Bigorre <sup>2</sup>, et dont on

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, p. 78-79.

<sup>2</sup> *Revue de Gascogne*, septembre 1892. *La Cité de Bigorre*, p. 428-429.

retrouve l'action énergique dans la plupart des conciles méridionaux de cette époque. Il n'est donc pas possible de relever un fait scandaleux quelconque au compte de nos évêques de Gascogne, au temps que nous étudions. Loin de là, tous nos documents s'accordent à faire ressortir la régularité de leur vie. Deux même de nos évêques gascons du xi<sup>e</sup> siècle et du commencement du xii<sup>e</sup>, saint Austinde et saint Bertrand de Comminges, ont mérité d'être placés sur les autels.

Si l'on remarque ensuite qu'outre la puissance ecclésiastique dont ils étaient les dépositaires, on ne pouvait pas non plus ne pas considérer en eux des princes féodaux alliés aux plus importantes maisons du pays, et ayant à leur service, par eux-mêmes ou par leur siège, une force matérielle indiscutable, il est certain que leur autorité fut, à tous égards, très grande. Néanmoins, cette autorité augmenta encore après les conciles de Toulouse (1056) et d'Auch (1068). Jusque-là, bien qu'ils eussent déploré vivement dans les conciles la situation faite à l'Église par l'usurpation alors générale qui avait mis entre les mains des comtes et des chevaliers la très grande majorité des biens ecclésiastiques, ils avaient dû souvent céder à l'obligation de s'entendre avec eux, et l'état des choses, malgré leurs protestations, demeurait à peu près le même. Mais après ces conciles, et quand saint Austinde eut, comme nous le dirons, donné, après mûre réflexion, le signal de l'attaque en renversant le puissant évêché de Gascogne et en rendant aux six diocèses leurs propres pontifes, vers 1038, les évêques entrèrent dans la même voie et déployèrent leur autorité entière, pesant d'un effort unanime sur les féodaux et les obligeant tôt ou tard à rendre gorge. L'autorité épiscopale sur le clergé et sur les populations s'en accrut, on le comprend, considérablement.

Du reste, un trait important à noter dans la vie de nos évêques est la fréquence des rapports qu'ils entretenaient avec les religieux et les prêtres comme avec les peuples non seulement de leur diocèse, mais encore de leur province et des contrées voisines. On sait combien le moyen âge eut le goût des voyages et des aventures. Mais au nombre de ses plus intrépides voyageurs, il faut certainement placer les évêques. Rien ne les arrêta, ni l'hiver, ni les montagnes, ni l'état des chemins. La consécration des églises abbatiales de Simorre (Gers) et de

Moissac (Tarn-et-Garonne), de Saint-Maurin (Lot-et-Garonne) et des cathédrales de Lescar (Basses-Pyrénées) et d'Auch eut lieu en plein hiver, le 23 novembre, le 13 décembre, le 14 décembre, le 5 janvier et le 12 février. Saint Bertrand passa les cinquante années de son épiscopat à parcourir les gorges profondes et les pics abrupts du Comminges. Saint Austinde franchit les Pyrénées pour aller présider le concile de Jacca en Aragon, aussi facilement qu'il traversa la France entière pour aller à Reims, à Paris, en Provence, à Maguelonne, etc. Son successeur, Guillaume de Montaut, se rendit, suivi d'un nombreux cortège, à Cluny, uniquement pour accompagner une cousine du vicomte de Béarn qui voulait entrer en religion. Tous assistaient en foule aux conciles, aux consécration d'églises, parfois à de simples cérémonies de vêtements religieuses ou de donations aux églises et abbayes.

Cette particularité de la vie épiscopale au moyen âge éclate davantage encore dans les tournées ou visites pastorales, qui étaient extrêmement fréquentes, et même, sur certains points, annuelles. On voit, en effet, dans nos cartulaires gascons des <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles, qu'un très grand nombre d'églises devaient à l'évêque et à sa suite un repas par an pour la visite, et en prélevaient les frais sur leurs revenus. Parfois même, comme tel cas pouvait se présenter où l'évêque serait remplacé par un délégué, il était stipulé que celui-ci avait le même droit à être hébergé que l'évêque lui-même. Ce droit était appelé tantôt *arciut*, tantôt *visitation*, tantôt *procuration*. En certaines circonstances la coutume, rappelée dans les chartes, fixait le menu du repas. Ainsi, à Sainte-Christie près d'Auch, d'après un acte de 1094, ce repas se composait de pain, de vin, d'œufs frits et de noix <sup>1</sup>. Il n'y avait là, on le voit, rien de bien exagéré. Dans le diocèse de Dax, à Orist, près Peyrehorade, le repas épiscopal devait se faire avec trois oboles morlandes de viande ou autres mets, trois pains, une *quarte de pomade* ou cidre de pomme, et un gâteau de farine de mil <sup>2</sup>; ce qui n'était pas non plus extrêmement ruineux. Ce droit d'*arciut* était d'ailleurs tellement général qu'on notait avec soin les églises exemptes. C'est ainsi qu'on

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 25.

<sup>2</sup> *Cartulaire de Saint-Jean de Sorde*, p. 93.

voit les Bénédictins de Sorde constater spécialement que l'église Saint-Criq-du-Gave, qui leur appartenait, ne devait pas le repas épiscopal <sup>1</sup>.

L'évêque ne voyageait jamais seul. Tantôt à cheval, tantôt à dos de mulet, surtout dans les Pyrénées, parfois à pied, il était toujours accompagné d'une suite plus ou moins nombreuse de prêtres, clercs et barons. Dans les campagnes, il logeait habituellement en des maisons appartenant aux églises ; et son cortège s'éparpillait chez les voisins. Parfois, ils étaient tous reçus dans les abbayes, surtout quand la visite pastorale avait pour objet une église dépendante de cette abbaye. On connaît une charte du cartulaire de Lescar, en 1104, mentionnant le droit qu'avait l'évêque de Lescar de souper chaque année une fois à l'abbaye de la Reule, en Béarn, avec cinq hommes à cheval et quatre à pied de sa compagnie <sup>2</sup>. Dans les villes, les évêques possédaient presque partout une demeure assez vaste, avec granges, celliers et écuries. C'était ce que de nombreux documents du moyen âge appellent l'*aula archiepiscopalis* ou *episcopalis*. Vic-Fezensac, Nogaro, Sos, Eauze, Saint-Mont, dans le diocèse d'Auch, renfermaient des *aula*. Les granges et les celliers étaient destinés à contenir les divers fruits de la dime archiepiscopale des alentours. La garde et la vente ou administration de ces fruits étaient confiées à un économe appelé aussi *clavaire*, lequel était, d'ordinaire, un prêtre du lieu ou du pays. Il y avait un clavaire par archidiaconé.

On constate aussi dans les cartulaires que les évêques vivaient habituellement en assez bonnes relations avec le clergé régulier, surtout lorsque la réforme de Cluny se fut introduite dans les abbayes durant la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle. Ils assistent en effet maintes et maintes fois aux fêtes, donations et cérémonies diverses qui ont lieu dans les monastères. D'ailleurs, tous ou presque tous avaient passé une partie de leur vie dans le cloître avant de tenir la crosse épiscopale, et il est naturel qu'ils aient aimé à revoir souvent leurs frères en religion, à les aider et à les stimuler vers la perfection de leur état. L'union entre eux était si générale que, si nous exceptons la lutte des religieux de

<sup>1</sup> *Cartulaire de Saint-Jean de Sorde*, p. 121 : *ecclesia Sancti-Cirici est nostra ad integrum neque debemus.... refectorem episcopo*.

<sup>2</sup> *Histoire de Béarn*, p. 396.

Saint-Orens d'Auch contre les archevêques d'Auch, et la difficulté passagère qui s'éleva entre les moines de Saint-Mont et saint Austinde, nous ne connaissons guère plus qu'une seule plainte des monastères à l'égard d'un évêque : c'est la protestation de l'abbaye de Sorde contre Grégoire, évêque de Dax et de Lescar (1058-1072), au sujet d'une terre donnée par celui-ci et sur laquelle Sorde élevait des prétentions <sup>1</sup>.

Les rapports des évêques avec le clergé séculier sont beaucoup moins connus dans le détail. Néanmoins, il ressort des textes mêmes des conciles de cette époque et de ce que l'on sait des tournées pastorales, qu'ils étaient très fréquents et parfois même, comme nous le verrons plus bas, empreints d'une véritable et presque fraternelle cordialité. Et, sans aucun doute, dans plus d'une donation de prêtre que relatent les cartulaires, on trouverait aisément la main de l'évêque, son action vigilante, peut-être ses reproches et ses appels à la pénitence pour tel ou tel fait plus ou moins délictueux. De telles invitations de leur part devaient d'ailleurs avoir d'autant plus de poids que la dignité sinon la sainteté de leur vie s'imposaient davantage. En outre, l'évêque ne perdait pas une occasion de se trouver au milieu de ses prêtres. A peu près toujours, quand on rencontre un nom d'évêque au bas d'une charte parmi les témoins, on lit à la suite ceux d'un certain nombre de prêtres. L'évêque les convoquait fréquemment, les appelait à prendre part à son sacre, aux conciles, aux consécration d'églises, aux fêtes religieuses ou événements publics dans lesquels ils se trouvaient eux-mêmes. Son élection se faisait en présence et du consentement d'une foule de prêtres de la ville épiscopale et du diocèse. Bref, partout où paraissait un évêque, les prêtres étaient à côté de lui en nombre.

### III.

Après l'évêque, les premiers personnages dans la hiérarchie ecclésiastique étaient les abbés des monastères. Entrons donc maintenant avec eux pour un instant dans ces abbayes, qu'ils

<sup>1</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 29.



gouvernèrent, et voyons si elles méritent tout le mal que tant d'historiens en ont dit.

Les maisons religieuses de Gascogne au xi<sup>e</sup> siècle appartenaient toutes à l'ordre de Saint-Benoît. Les unes étaient des établissements importants et possédaient sur divers points d'autres maisons de plus mince envergure, où vivaient aussi quelques religieux. Les autres, c'est-à-dire ces dernières, tout en jouissant parfois d'une certaine autonomie, se rattachaient néanmoins par bien des côtés à l'abbaye mère : c'étaient de petits prieurés qu'on appelait aussi *granges* et *abbatioles*. En général, ces prieurés supportaient assez difficilement la dépendance où ils étaient placés envers le monastère fondateur, lequel, à son tour, ne lâchait pas facilement prise. Il y eut parfois des luttes épiques entre les deux parties, et les documents de l'époque nous ont notamment conservé le souvenir d'un de ces démêlés entre la grande abbaye de Simorre et les petits prieurés de Sarrancolin, dans les Pyrénées, et de Sainte-Dode, sur les confins de la Bigorre.

Il ne paraît pas, d'ailleurs, que les abbayes aient été aussi peuplées qu'on s'est plu à le dire. Une charte de Saint-Orens d'Auch prouve que ce monastère avait vingt-cinq religieux, mais en observant que ce chiffre était extraordinaire et que d'habitude il y en avait beaucoup moins <sup>1</sup>; on voit aussi dans les cartulaires que les religieux, cités comme témoins de tel ou tel acte, étaient peu nombreux; ils ne dépassent guère la dizaine, si même ils y arrivent. Dans les petits prieurés, granges ou abbatioles, les moines n'étaient guère jamais plus de quatre ou cinq. A Peyrusse-Grande (Gers), on n'en comptait même que deux, y compris le prieur <sup>2</sup>.

Les principaux dignitaires des abbayes étaient le Doyen, l'Hospitalier, le Camérier, le Pitancier, le Sacristain, l'Ouvrier, *operarius*, et l'Aumônier. L'hospitalité s'y exerçait largement : tous les rangs de la société y avaient, comme nous le dirons tout à l'heure, leur entrée, et on y séjournait quelquefois en assez grand nombre. Cela exigeait naturellement des constructions vastes et bien entretenues : le Camérier s'occupait de ce soin.

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 2<sup>e</sup> partie, p. 51.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Quant au Pitancier, ainsi que son nom l'indique, il devait veiller aux approvisionnements de bouche. L'Aumônier distribuait les aumônes. Le Sacristain et l'Ouvrier étaient chargés de l'entretien de l'église et de la sacristie. Certaines chartes mentionnent aussi le *pincerna*, l'Échanson, lequel avait dans ses attributions le soin des vins.

Au-dessus de tous régnait et gouvernait l'Abbé. Il appartenait d'ordinaire à une famille puissante de la contrée et à laquelle le monastère était plus ou moins redevable. L'administration spirituelle et temporelle de l'abbaye se concentrait, en dernière analyse, dans ses mains. Le premier dans le monastère et en ses dépendances, il jouissait aussi d'une autorité considérable dans tout le pays. Il était convoqué nominativement aux conciles et semble y avoir possédé voix délibérative, sinon au même titre que les évêques eux-mêmes, du moins par leurs concessions. Maintes fois, on voit aussi des abbés intervenir au cours des affaires publiques, guerres, traités de paix, fondations et parages des villes, construction de châteaux forts, etc., etc.

Une partie de leur influence était sûrement due à l'éclat de leur naissance. Mais on ne peut nier que beaucoup parmi eux n'aient fait preuve de très grandes qualités personnelles, tant au point de vue de la finesse de l'intelligence et de la force du caractère qu'à celui de la perfection religieuse. L'éloge de nos abbés de Gascogne, sous ce triple aspect, ressort très nettement de l'examen attentif des cartulaires du XI<sup>e</sup> siècle. Qu'on nous permette de citer quelques exemples.

A Saint-Orens d'Auch se succèdent divers abbés qui, outre saint Austinde lui-même, vécurent et moururent en odeur de sainteté : nommons seulement Guillaume de Montaut, plus tard archevêque d'Auch, et Bernard de Sédillac, dont la renommée franchit les Pyrénées et qui fut élu, en 1083, archevêque de Tolède. A Saint-Sever, le premier des abbés connus est appelé par le duc Guillaume-Sanche, dans une charte de 963, *vir sanctissimus, ab omnibus laudabilis*. Après lui, en 1008, Sanche jouit, jusqu'en des contrées éloignées, d'une grande réputation de vertu <sup>1</sup>. Son successeur, Grégoire (1028-1072), mérita d'être choisi par saint Austinde comme évêque de Dax et de Lescar,

<sup>1</sup> *Histor. S. Severi*, t. II, p. 231.

en 1058. Arnaud de Lavedan, abbé de Saint-Savin, près Cauterets (1036-1059), est qualifié dans un document du temps *sanctæ memoriæ vir magnificus* <sup>1</sup>. Abbon, abbé de la Réole, vers 1002, vécut et mourut si saintement que sur son tombeau, assurent les chartes, eurent lieu de nombreux miracles <sup>2</sup>. Pierre, abbé de Condom, élu vers 1011, nous est présenté comme un homme doué de toutes les perfections <sup>3</sup>. Macaire, abbé de Saramon (1045) et plus tard évêque de Dax, se fit aussi remarquer par sa très vive piété. Au XII<sup>e</sup> siècle, une charte de Sorde contient un touchant et éloquent hommage à la mémoire des saints abbés qui avaient dans le passé gouverné cette abbaye <sup>4</sup>.

La vie des religieux est beaucoup moins bien connue que celle des abbés, par la raison qu'ils étaient aussi moins en vue. Cependant, il est évident qu'avec des chefs comme ceux dont nous venons de parler, les moines durent vivre, d'une manière générale, avec régularité. Pour en venir à quelques faits particuliers sur ce sujet, le cartulaire de Simorre cite un religieux de cette abbaye qui avait le don des miracles et vers lequel on accourait de loin en foule ; il mentionne, notamment, la guérison instantanée d'un paralytique, due à ses prières, vers 1045 ; il avait nom Géraud et était sacristain <sup>5</sup>. Dans le cartulaire de Saint-Mont, nous voyons aussi un seigneur de l'Armagnac tomber malade à Auch et appeler auprès de lui deux religieux de ce monastère, aux prières desquels il se recommande ; à peine ceux-ci eurent-ils commencé à prier le Seigneur que le chevalier se sentit mieux ; il guérit même complètement et fit, en reconnaissance, diverses donations à l'abbaye <sup>6</sup>. Enfin, lorsque saint Austinde, en 1058, restaura les antiques sièges épiscopaux qui formaient l'évêché de Gascogne, ce fut au sein des abbayes, comme nous le verrons, qu'il trouva des religieux dignes par

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, p. 235. Le successeur d'Arnaud de Lavedan à Saint-Savin, Bernard II (1059-1080), laissa aussi un grand renom de sainteté (*Cartulaire de Saint-Savin*. Tarbes, 1880, p. 4).

<sup>2</sup> *Histoire de Béarn*, p. 231.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 236 : *virum omni virtute præditum*.

<sup>4</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 107.

<sup>5</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 2<sup>e</sup> partie, p. 4.

<sup>6</sup> *Carta XXI, de Cionio*. *Prope ad mortem infirmatus unus miles Auxie jacebat, qui tunc transmisit ad seniores (sanctimontenses) ut pro se infirmante Deum deprecarentur.... Seniores autem, ubi deprecati sunt Dei misericordiam pro eo, exaudivit Deus orationes eorum et sanavit illum.... etc.*

leurs vertus d'être appelés à l'épiscopat pour rendre la vie à ces anciens diocèses.

On peut donc tenir pour certain que les abbayes échappèrent, en partie du moins, au scandale et au désordre. Mais il n'en fut pas de même des petits prieurés, granges et abbatioles. Ils étaient très nombreux dans toute la Gascogne. Il n'y avait pas d'abbaye qui n'en possédât trois ou quatre, et parfois beaucoup plus. Et c'est à eux surtout que se rapportent les textes qui reprochent aux moines leur vie irrégulière, et que certains historiens, se fondant sur l'apparente généralité de ces textes, ont étendue à tous les monastères sans distinction. En fait, les seules maisons religieuses particulièrement connues comme ayant donné prise à la critique, d'après les chartes gasconnes, sont toutes de petits prieurés de ce genre, savoir : Saint-Luper d'Eauze, Saint-Léger de Bigorre, Sainte-Dode en Astaru et Sarraucolin en Comminges. Les conditions mêmes d'ailleurs de ces prieurés minuscules favorisaient singulièrement l'éclosion du désordre. Éloignés de l'abbaye dont ils dépendaient, isolés, très peu nombreux, les religieux avaient toutes les facilités pour y vivre à leur guise.

Aussi, dès que la réforme de Cluny eut été opérée par saint Hugues, les évêques se hâtèrent-ils de la faire recevoir le plus possible dans leurs diocèses. Les grands monastères y puisèrent de nouvelles forces pour l'accroissement des vertus cénobitiques. Les petits y dépouillèrent peu à peu les abus qui les avaient plus ou moins entachés. A la fin du *xi*<sup>e</sup> siècle, la réforme était introduite dans beaucoup de nos maisons religieuses et y produisait d'heureux fruits. En même temps se manifeste partout une ère de renaissance spirituelle des plus marquées. Tous nos diocèses ont alors leurs évêques, et de saints évêques, qui se multiplient et visitent fréquemment les abbayes et abbatioles. Les donations augmentent dans de grandes proportions : des châteaux et des chaumières, tout le monde afflue vers les monastères. On y court en pèlerinage ; on s'y retire pour y faire des retraites, particulièrement durant le carême et à l'approche des grandes fêtes ; on s'y affine par une sorte de tiers ordre ; on y choisit sa sépulture ; on y vient même mourir. Quelles meilleures preuves de la considération générale dont jouissaient nos abbayes à cette époque ?

Les religieux se recrutaient surtout dans la noblesse et le clergé séculier. Il existe d'innombrables chartes nous montrant des prêtres de paroisse se faisant moines, des seigneurs se convertissant, *venientes ad conversionem*, suivant l'expression habituellement employée en tel cas, et prenant l'habit de Saint-Benoit, quelquefois en compagnie de leurs enfants ou de l'un d'entre eux. D'autres fois, ils vouent de bonne heure un de leurs fils à l'état religieux, et lui assignent dès ce moment sa part successorale soit sur leurs terres, soit sur des revenus féodaux ou autres. Mais l'enfant, quand il avait atteint l'âge d'homme, restait libre d'accepter ou de refuser le choix de l'état de vie qu'avaient cru devoir faire pour lui ses parents. A vrai dire, cette liberté de la vocation religieuse est assez rarement stipulée dans les chartes, et divers auteurs, croyant à cause de cela qu'elle n'existait pas, se sont réclamés de ce silence pour soutenir que les moines étaient mis et retenus de force dans le cloître par la souveraine volonté de leur famille. Et ils expliquent ainsi, par des vocations forcées, les désordres qu'ils prétendent bien à tort, nous l'avons vu, à la généralité des religieux de ce temps. En réalité, si cette liberté de la vocation religieuse n'est pas ordinairement affirmée dans les chartes, c'est qu'une telle clause était inutile, par la raison bien simple qu'il ne paraissait pas nécessaire de rappeler un droit que tout le monde s'accordait à reconnaître. Du reste, il y a des actes qui, *ad abundantiam juris*, attestent formellement cette liberté. Nous citerons seulement la charte XLII de Saint-Mont (Gers), où il est question d'un jeune fils du seigneur d'Aurios (Basses-Pyrénées), qui devait passer cinq ans comme novice à l'abbaye; après quoi, la charte prévoit le cas où il ne voudrait pas entrer en religion <sup>1</sup>. Le même fait s'observe dans le cartulaire de Condom pour le fils d'un chevalier de l'Agenais, Pierre-Raymond de Gobdès <sup>2</sup>.

Ajoutons que les seigneurs ou leurs fils n'entraient pas toujours seuls dans les monastères. Assez souvent, il y étaient suivis par leurs femmes, filles ou sœurs. Et, à ce propos, il faut noter ceci. Bien des historiens, qui ont traité de la fondation de la congrégation bénédictine de Fontevrault par le bien-

<sup>1</sup> Cartulaire de Saint-Mont, XLII : *Postea.... si monachus non vellet fieri.*

<sup>2</sup> Cartulaire de Condom, charte sans titre, *sub fine* : *ut si etiam filius ejus monachari nollet.*

heureux Robert d'Arbrissel à la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, ont pensé que celui-ci, lorsqu'il établit en règle que les monastères de son ordre seraient doubles et comprendraient une partie destinée aux frères et l'autre aux sœurs, avait inauguré un nouvel ordre de choses dont rien antérieurement n'avait donné l'idée. Mais c'est là une opinion complètement inexacte. Avant Robert d'Arbrissel, nos monastères de Gascogne recevaient tous plus ou moins des femmes mariées, des veuves, ou même des jeunes filles. Il y a de ce fait dans les cartulaires des exemples assez nombreux. La charte de la fondation de Saint-Mont vers 1045 dit explicitement que les femmes, comme les hommes, pourront se consacrer à Dieu dans le monastère <sup>1</sup>. A la même époque, le cartulaire de l'abbaye Saint-Vincent du Luc en Béarn nous montre un seigneur de la contrée, sa femme, leur fils et leur fille prenant ensemble l'habit religieux dans ce monastère <sup>2</sup>. Dans le cartulaire de Condom, nous avons relevé jusqu'à quatre exemples de faits semblables <sup>3</sup>. Les abbayes étaient d'ailleurs, comme nous le dirons tantôt, fort vastes; et on pouvait y installer facilement un quartier pour les frères, et un autre pour les sœurs. Robert d'Arbrissel ne fit donc, dans sa fondation, rien de bien nouveau : il régularisa simplement et généralisa davantage une institution qui existait avant lui.

Une des principales occupations des religieux était le chant de l'office divin et de la messe du jour. Bon nombre de chartes

<sup>1</sup> *Cartulaire de Saint-Mont*, II : .... *virī et feminae utriusque sexus, si, Deo inspirante, prædicto loco (Sancti-Montis) se sua sponte ordinare voluerint, a nemine prohibeantur.*

<sup>2</sup> *Histoire de Béarn*, p. 271. Le bon Marca, après avoir rapporté le fait, ajoute fort judicieusement que c'était là « un excès de dévotion que les mœurs corrompues de ce temps pourroient à grand peine souffrir sans moquerie, et qui estoit néanmoins fort recommandé en un siècle où l'on faisoit à l'envi de bien vivre. » Il écrivait ces lignes vers 1640. Que dirait-il donc aujourd'hui !

<sup>3</sup> Chartes : 1° *De Garsia Eitz de Sedillac*; 2° *Notitia de Villanova*; 3° *De ecclesia de Calçada*; 4° *De Sancto Gorgonio*. Sont cités : dans la première, *Religiosa femina Gaseus de Guilá in isto cœnobio (Sancti Petri Condomiensis) sanctimonialis effecta*; dans la deuxième, *Belcars de Villanova, mæler (trium fratrum) sanctimonialis effecta*; dans la troisième, *Quædam nobilis femina nomine Alalez, uxor Raymundi Garsie de Cazals (quæ) venit ad Sanctum-Petrum ad sanctimonialis habitum*; dans la quatrième, *Quædam nobilissima femina Astasia nomine suscipiens monasticum ordinem*. La troisième ajoute que le mari entra aussi avec sa femme à Saint-Pierre de Condom. Toutes ces chartes sont de la seconde moitié du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle; la seconde est datée du mercredi des nones de mai 1074.

rappellent tel ou tel fait ayant eu lieu, *cantatis psalteriis et missis*. La prière, la méditation, le travail manuel, l'étude, entraient aussi pour beaucoup dans leur vie habituelle. Ils transcrivaient la vie des saints fondateurs ou des hommes illustres de leurs abbayes, en prose et parfois en vers <sup>1</sup>; ils avaient un soin spécial des vieux actes de l'abbaye et les conservaient en des endroits qui déjà portaient le nom d'archives <sup>2</sup>. Ils vaquaient aussi avec un goût assez vif aux occupations agricoles. Diverses chartes nous les montrent défrichant de vastes terres incultes qui leur avaient été données, faisant d'elles des exploitations modèles, et les agrandissant peu à peu par l'acquisition des terrains voisins. Une des plus curieuses chartes qui nous renseignent à ce sujet est celle de Garsia Eitz de Sedillac, dans le cartulaire de Condom. Ce seigneur ayant donné aux moines de Condom une propriété très étendue mais absolument abandonnée, ceux-ci commencent, comme de juste, par y construire une église. Puis ils bâtissent des maisons, y amènent des colons, transforment complètement ce désert, achètent des pièces limitrophes, s'en font donner d'autres, ajoutent à celles-ci d'autres terres voisines, et constituent ainsi un domaine des plus beaux <sup>3</sup>.

Du reste, presque toutes les abbayes du XI<sup>e</sup> siècle s'élevaient dans les campagnes, et ordinairement le long des rivières, dans la plaine souvent et quelquefois sur les coteaux. Le Gave baignait quatre monastères : Saint-Savin près Cauterets, Saint-Pé de Gènerest près Lourdes, Notre-Dame de Lescar, Saint-Jean de Sorde. Sur les bords de l'Adour, on trouvait Saint-Lezer de Bigorre, Saint-Jean de Saint-Mont, Sainte-Quitterie d'Aire, Saint-Jean de la Castelle, Saint-Sever, Notre-Dame de Bayonne. Sur la Baïse étaient Saint-Jacques d'Ildrac, Saint-Pierre de Condom, et les prieurés Saint-Nicolas de Nérac et Sainte-Foi de Buzet; sur la Gélise, Saint-Luper d'Eauze; sur l'Osse, Saint-Pierre de Mouchan; sur le Gers, Saint-Orens et Saint-Martin d'Auch, Saint-Geny de Lectoure, Saint-Martin de Layrac; sur la Gimone, Notre-Dame de Simorre, Saint-Pierre de Saramon, etc., etc.

<sup>1</sup> Cf. *Histor. S. Severi*, t. I, la vie de saint Sever rédigée en cette abbaye au XI<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> *Cartulaire de Saint-Mont*, XIII : *servari in archivis nostris*, etc.

<sup>3</sup> Voir aussi dans le *Cartulaire de Sorde*, p. 153, une charte racontant le défrichement d'un vaste terrain et sa mise en exploitation par cette abbaye.

Elles émergeaient du sein des arbres, avec leurs constructions diverses. Tout autour s'étendaient des jardins et des vergers. Un ou plusieurs moulins leur appartenant s'élevaient sur la rivière dans un voisinage fort rapproché d'ordinaire. Assez restreints tout d'abord, les bâtiments constituant l'abbaye proprement dite s'étendaient considérablement vers la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle et le début du <sup>xii</sup><sup>e</sup>. Ce mouvement de constructions progressives s'affirme surtout dans l'édification lente des églises abbatiales. A Saint-Orens d'Auch, abbaye fondée à la fin du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, l'église fut consacrée seulement en 1075 <sup>1</sup>. A Saint-Pé de Gèneset, qui fut fondé en 1025, la consécration de l'église n'eut lieu qu'en 1093 <sup>2</sup>. Ce fut aussi au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle que l'abbaye de Sorde vit s'élever dans son sein de vastes constructions <sup>3</sup>. Et c'est encore dans cette période que les abbayes s'entourèrent de remparts et devinrent de véritables places fortes : on peut citer, entre autres, la célèbre abbaye de Lezat, au comté de Foix, qui éleva, en 1139, un vaste mur d'enceinte avec un château fort ou citadelle <sup>4</sup>.

A l'intérieur, et dans la partie habitée par les moines, était le cloître. D'aspect carré ou rectangulaire, il s'étendait le long de gracieuses colonnades qui formaient une suite d'allées couvertes. Sa partie centrale était à ciel ouvert. Attenant à l'église, il constituait, lui aussi, un endroit sacré, destiné à la méditation et à la prière. Sous ses voûtes épaisses, les religieux, plongés dans leurs pieuses pensées, passaient solitaires comme des ombres muettes. Et il n'y avait guère que le bruit de leur marche ou le chant des oiseaux qui vinssent y troubler le profond silence et éveiller un vague et fugitif écho. Le lieu, d'ailleurs, offrait par lui-même une ample matière aux plus sérieuses considérations. Chaque cloître, en effet, formait un véritable ossuaire où les morts, de génération en génération, venaient se presser et rejoindre les ancêtres. Ici, le pied heurtait un tombeau. Ailleurs, le regard tombait sur une inscription obituaire encadrée dans les murs. Au centre enfin, sous le ciel, s'étendait le cimetière. Tout donc dans le cloître parlait éloquemment de la fin de l'homme et de l'éternité.

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, p. 334.

<sup>2</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 25.

<sup>3</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 107.

<sup>4</sup> *Histoire des Populations pyrénéennes*. Toulouse, 1842, t. I, p. 214.



Du cloître, on entrait dans l'église abbatiale. Elle était habituellement assez vaste, de murs épais, et pouvait, à la rigueur, servir de lieu de refuge en temps de guerre. Le mobilier de ces églises était d'une grande richesse. A Sorde, nous trouvons des croix et des urnes d'argent, ainsi qu'un cor ou olifant d'ivoire. A Saint-Pé de Gènérest, il y avait aussi de nombreux objets d'argent, tels que chandeliers, croix, encensoirs. A Saint-Mont, le cartulaire mentionne diverses fois un missel recouvert d'argent. A Simorre, on cite des tableaux d'émail et une nombreuse argenterie, notamment une châsse d'argent et une statue de la sainte Vierge en vermeil. Ces églises possédaient en outre de très nombreuses reliques, parfois des corps saints entiers qu'on venait vénérer de fort loin. Une lampe, quelquefois plusieurs brûlaient constamment devant les autels. Le cartulaire de Simorre parle d'un sacristain s'étant levé la nuit pour aller prier Dieu dans l'église et rallumant la lampe éteinte. L'église avait aussi, comme le cloître, de nombreux tombeaux d'abbés, religieux, et autres insignes bienfaiteurs ou bienfaitrices. Certaines de ces églises abbatiales étaient de véritables Saint-Denis pour les grandes maisons de Gascogne. Les ducs de Gascogne étaient ensevelis à Saint-Sever, les comtes d'Armagnac à Saint-Mont, les vicomtes de Béarn à Lescar, les vicomtes de Levedan à Saint-Savin, etc., etc. Un tel état des choses fait constater aussi une fois de plus avec la dernière évidence combien les abbayes étaient un centre de religion et de piété, et de quelle vénération les contemporains, même des rangs les plus élevés, se plaisaient à les entourer.

#### IV.

Le clergé séculier présentait plus de défauts et avait moins résisté à l'action des passions humaines. Néanmoins, il s'en faut de beaucoup que la corruption ait été dans ses rangs aussi générale qu'on l'a dit.

Ce qui a donné crédit à cette dernière opinion, c'est le grand nombre de textes conciliaires ou autres parlant expressément de la vie peu édifiante des membres du clergé au x<sup>e</sup> siècle. Il est en effet incontestable que certains prêtres étaient fort loin

de mener une conduite conforme à leur vocation. En ce qui concerne spécialement notre Gascogne, les actes du concile de Toulouse en 1056 <sup>1</sup>. et une lettre du pape Nicolas II à l'évêque aquitain et gascon en 1059, ne sauraient laisser le moindre doute à cet égard <sup>2</sup>. Néanmoins on doit reconnaître que si l'on sort de ces preuves générales et toujours, par le fait même, plus ou moins vagues, les documents ne nous offrent, pour la Gascogne, que bien peu de cas particuliers *certain*s. Nous n'avons même pu en relever qu'un seul, grâce au cartulaire de Sorde <sup>3</sup>. Il y a donc lieu, devant cette rareté de faits positifs et spéciaux, de se demander ici quelle est la juste valeur des assertions précitées touchant les mœurs peu exemplaires du clergé séculier.

Un premier point, que tout le monde accorde, c'est que les populations du moyen âge, et spécialement celles du xi<sup>e</sup> siècle, furent profondément religieuses. Les preuves ici abondent. Qu'il nous suffise de dire que les innombrables églises romanes construites alors dans nos campagnes, et dont beaucoup existent encore, ainsi que le prodigieux succès de la première croisade en 1096, démontrent surabondamment l'esprit chrétien qui régnait partout dans notre pays.

Cela posé, si l'on tient que le clergé de cette époque fut en général corrompu, comme beaucoup l'ont dit, voici le problème psychologique dont on doit alors fournir la solution. D'une part, des prêtres infidèles en masse; d'autre part, les populations, à la tête desquelles ils sont placés, foncièrement chrétiennes et soumises à toutes les inspirations de l'Église. En ce qui nous concerne, nous avouons ne pas voir le moyen de concilier les données de ce problème, et nous le regardons comme parfaitement insoluble. Il ne faut pas, en effet, connaître le peuple ou même les classes élevées, pour ne pas savoir qu'un mauvais prêtre n'a pas et ne peut jamais avoir eu la moindre influence pour le bien. Et c'est un fait d'expérience ancienne et moderne, que les populations placées en présence d'un prêtre coupable conservent rarement l'esprit religieux. A plus forte raison le perdent-elles entièrement quand ce n'est pas seulement un prêtre

<sup>1</sup> Labbe, *Concil.*, t. IX, p. 1085.

<sup>2</sup> Id., *ibid.*, p. 1096.

<sup>3</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 19.

de ce genre, et comme par exception, mais toute une longue série, ainsi qu'il faudrait l'admettre avec l'opinion précitée, qui les a administrées. Il est évident qu'avec une telle opinion le moyen âge devient un problème historique des plus inexplicables.

On dira peut-être, pour résoudre l'objection, que la raison de ce fait apparait, en dehors de toute action bonne ou mauvaise du clergé, dans l'esprit de foi traditionnel qui se transmettait alors de génération en génération, et qui faisait que le peuple, par respect ou par crainte pour le clergé, était indulgent envers les prêtres et leur passait volontiers tous leurs défauts. Mais, à bien l'examiner, cette réponse ne fait que reculer la difficulté. Le moyen, en effet, de croire que la foi se soit maintenue aussi vive que l'on sait durant tout le moyen âge sans le concours actif et constant du clergé? Et la première condition de ce concours n'était-elle pas justement d'appuyer par l'exemple l'autorité de la prédication? On se heurte donc toujours à la même impossibilité psychologique. D'ailleurs, en fait, c'est une erreur absolue de penser que les populations ont été pour les prêtres aussi indulgentes qu'on voudrait le dire. Elles étaient au contraire très sévères. Ainsi, vers la fin du XI<sup>e</sup> siècle, on voit, dans le cartulaire de Sorde, toute une population s'insurger contre son curé, qui avait commis une faute grave, et l'obliger à s'éloigner et à faire pénitence <sup>1</sup>.

Ajoutons que de nombreux évêques du moyen âge ont été des saints et que l'Église leur rend un culte solennel. En Gascogne spécialement, nous avons, pour le XI<sup>e</sup> siècle et le commencement du XII<sup>e</sup>, saint Austinde et saint Bertrand de Comminges. De plus, nous avons déjà montré et nous aurons encore à redire que tous nos évêques de cette époque, sans exception connue, ont laissé dans notre histoire un grand renom de vertu et de zèle. Et ce seraient de tels prélats, si actifs, si vigilants, en relations constantes, nous l'avons vu, avec leurs prêtres, qui auraient eu sous leur direction un clergé aussi profondément perverti qu'on nous l'assure? Et ce clergé, formé, gouverné, surveillé par ces évêques, aurait été en foule traître à sa mission et presque universellement corrompu? L'impossibilité éclate ici de nouveau avec

<sup>1</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 19.

trop d'évidence pour qu'il soit nécessaire d'insister autrement là-dessus <sup>1</sup>.

Mais, dira-t-on, il y a des textes sûrs et authentiques qui font pressentir une grande corruption dans le clergé. Sans aucun doute, ces textes existent. Il ne faut pourtant pas leur faire rendre plus qu'ils ne contiennent. Ils signalent des prêtres vivant dans le scandale : voilà tout. Nulle part, ils ne disent que ceux-ci aient formé la majorité de leurs confrères. Et tout ce qu'on peut raisonnablement affirmer avec eux, c'est qu'il y eut des abus, des désordres parfois même des plus publics, de la part d'un certain nombre de prêtres ; et nous l'avons déjà reconnu. Mais de là à prétendre que ce fut la grande universalité des ministres de l'Église qui donna lieu aux plaintes vigoureuses qu'on allègue, il y a un abîme.

Aussi, tandis que les documents de cette période ne mentionnent que très peu de cas particuliers de prêtres scandaleux, ils nous fournissent de nombreux exemples de prêtres réguliers, vraiment dignes de leur vocation et très détachés des biens matériels. Tels nous apparaissent, pour ne parler que de ceux-là : Benedictus, prêtre de Saint-Martin de Lirac, ancienne paroisse de la Chalosse (Landes), lequel compta au nombre des insignes bienfaiteurs de l'abbaye de Saint-Sever vers 1050 <sup>2</sup> ; Jean, prêtre de Savignac, en Béarn, qui s'intitule humblement *peccator* et fait une riche donation à l'abbaye de Saint-Mont, vers 1070 <sup>3</sup> ; Arnaud,

<sup>1</sup> Veut-on à cet égard d'autres preuves non moins concluantes ? Nous avons eu l'occasion de feuilleter un grand nombre de registres de notaires du moyen âge, surtout des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, concernant l'ancien diocèse d'Auch. Or, nous n'y avons trouvé qu'un seul fait scandaleux à la charge d'un prêtre. En revanche, presque à chaque feuillet, on voit éclater la confiance des populations dans le clergé. Dans la plupart des testaments, ce sont des religieux ou des prêtres séculiers qui sont nommés exécuteurs testamentaires. Et, franchement, voit-on bien des maris, des pères, des mères confier à de mauvais prêtres une telle charge qui devait forcément les mettre en rapports plus ou moins suivis avec des veuves, des jeunes filles ? N'eût-ce pas été là jeter les brebis dans la gueule du loup ? Et qui croira jamais que les bergers eux-mêmes aient fait un tel coup ? En outre, il n'était presque pas de mariages où n'assistassent un ou plusieurs prêtres ; les contrats, presque à l'unanimité, portent des signatures de prêtres. A chaque instant aussi, dans des actes d'emprunt ou de vente entre des prêtres et divers habitants du pays, on voit s'affirmer les relations les plus amicales de part et d'autres. Tous ces faits sont-ils compatibles avec l'hypothèse d'un clergé corrompu en masse et, partant, méprisé et honni ?

<sup>2</sup> *Histor. S. Severi*, t. II, p. 173.

<sup>3</sup> *Cartulaire de Saint-Mont*, XXIV.

prêtre de Saint-Hilaire-de-Lassu, sur les confins de la Bigorre et du Béarn, qui était, vers 1030, célèbre par son éminente vertu <sup>1</sup>; Sanche, prêtre de Béhasque, dans la Soule ou Pays Basque, auquel, vers 1080, l'abbaye de Sorde fut redevable de plusieurs bienfaits <sup>2</sup>; Bernard de Beuste, prêtre de Morlaas en Béarn, qui fit plusieurs pieuses fondations, construisit de ses deniers deux églises (vers 1100), etc., etc. <sup>3</sup>; Arnaud-Aymeric, qui donna (vers 1060) à la métropole Sainte-Marie d'Auch plusieurs biens situés dans les comtés de Fezensac et d'Armagnac <sup>4</sup>; et beaucoup d'autres encore dont nous pourrions apporter ici les noms avec les divers cartulaires de cette époque.

En outre, bien des prêtres des campagnes, surtout parmi ceux dont les paroisses avoisinaient les cathédrales, collégiales et abbayes, formaient une sorte de congrégation, s'affiliaient aux religieux ou aux chanoines, allaient vivre, prier, méditer dans leurs cloîtres en certaines époques de l'année et s'entretenaient ainsi mutuellement dans la pratique des vertus sacerdotales <sup>5</sup>. D'autres se donnaient tout entiers aux chapitres ou abbayes, se réservant parfois et uniquement le vivre, le gîte et le vêtement <sup>6</sup>. Plusieurs enfin, se sentant appelés à une vie plus parfaite encore, se faisaient moines : entre autres, la charte de *Bornac* du cartulaire de Condom mentionne un prêtre qui prit l'habit de Saint-Benoît à Condom, avec un fils qu'il avait eu d'un mariage antérieur. Évidemment, tous ces faits concordent entre eux et témoignent avec certitude en faveur du clergé.

La formation ecclésiastique, à cette époque encore si éloignée de l'institution des séminaires que devait introduire dans l'Église le concile de Trente, se faisait, soit dans les abbayes et cathédrales, soit dans les maisons des prêtres eux-mêmes. La chose est incontestable pour les abbayes d'abord ; on trouve, en effet, bon nombre de chartes où apparaissent comme témoins, dans les cloîtres bénédictins, plusieurs *clerici*, clerics que nous appellerions aujourd'hui des séminaristes. Un certain nombre

<sup>1</sup> *Cartulaire de Lescar*, cité par Marca, *Histoire de Béarn*, p. 457.

<sup>2</sup> *Recherches historiques*. Bayonne, 1886, t. I, p. 81.

<sup>3</sup> *Cartulaire de Morlaas*. Pau, 1884, p. 46.

<sup>4</sup> *Chroniques d'Auch*. Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 24.

<sup>5</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 17, 40, 60, 69, 75, etc. ; *Cartulaires d'Auch, Condom, Saint-Mont*, passim.

<sup>6</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 17.

d'entre eux étaient aussi admis à se former à la vie cléricale près des chanoines des cathédrales ou des collégiales. Ils recevaient l'instruction voulue aux cours de l'école épiscopale, canoniale ou monastique. C'est là, en grande partie, sous la direction des chanoines ou des religieux, que les futurs prêtres se préparaient à leur ordination. Cependant, il y avait aussi d'autres clercs, mais en plus petit nombre, qui étudiaient et se disposaient pour la prêtrise dans les presbytères campagnards. Plusieurs de ces clercs ruraux figurent comme témoins dans une foule de chartes rédigées par les notaires du moyen âge en tel ou tel village. A Sarrancolin, en Comminges, un acte de 1387 mentionne au nombre des obligations du prieur du lieu, d'après la coutume déjà ancienne, celle de fournir, dans les églises dépendantes de ce prieuré, l'entretien d'un prêtre et d'un clerc, ou d'un vicaire et d'un clerc <sup>1</sup>. D'ailleurs, le nombre des prêtres séculiers était tel, comme nous le dirons, que jamais les abbayes ou les chapitres n'auraient pu suffire à élever dans leurs maisons tous les clercs du diocèse. Il fallait nécessairement que leur formation se fit en partie par les curés des paroisses <sup>2</sup>.

Les prêtres se recrutaient principalement dans les classes non nobles. Plusieurs d'entre eux sans doute appartenaient aux maisons féodales. Mais le très grand nombre venait de moins haut, quoique, le plus souvent, de familles aisées. Les gens de loi et de commerce, les riches paysans fournissaient beaucoup de leurs enfants à l'Église. Aussi était-il bien peu de prêtres qui n'eussent des revenus patrimoniaux plus ou moins étendus. Presque toujours leurs possessions familiales étaient en biens-fonds. Et c'est sans doute à cette particularité qu'il faut attribuer ce fait que la plupart des clercs, une fois prêtres, recevaient pour leur lot une paroisse de leur pays natal. Il y a en effet une multitude d'exemples de prêtres qui étaient curés ou

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 2<sup>e</sup> partie, p. 33.

<sup>2</sup> Du reste, l'usage de confier aux curés de campagne le soin de former et d'élever les futurs ecclésiastiques jusqu'à l'ordination est bien antérieur au xi<sup>e</sup> siècle. On en trouve la preuve dans le 19<sup>e</sup> canon du concile *Emeritense* en Portugal vers la fin du vii<sup>e</sup> siècle. Ce concile, s'adressant aux prêtres des paroisses, *presbyteris parochianis*, statua en effet *ut de ecclesiæ suæ familia clericos sibi faciant, quos per bonam voluntatem illa nutrant ut et officium sanctum dignè peragant et ad servitium suum aptos eos habeant*. (Mabillon, *De Liturgia gallicana*, p. 416.)

vicaires-curés dans la région même où leur famille habitait. La surveillance de leurs intérêts matériels leur était ainsi rendue beaucoup plus facile. Il ressort de là que le clergé des campagnes n'était ni aussi misérable ni aussi dépendant des seigneurs qu'on s'est plu à le dire.

Mais pénétrons un instant dans les presbytères ruraux de cette époque et tâchons de saisir la vie intime de leurs habitants. Les meubles étaient d'ordinaire des plus modestes et des plus sommaires : certains actes de notaires du xv<sup>e</sup> siècle nous y montrent pour tout siège des bancs ou des escabeaux, des lits fort simples, de la vaisselle d'étain, quelques livres et en très petit nombre. Il est tel chanoine de Vic-Fezensac, vers 1480, dont la bibliothèque se composait principalement du bréviaire ou *psautier*, et d'un ouvrage intitulé *Demonstrationes Evangeliorum*<sup>1</sup>. On ne trouvait guère des livres en certaine quantité que dans les abbayes et près des corps capitulaires. Or, si la situation se présentait encore sous cet aspect au xv<sup>e</sup> siècle, on peut tenir pour assuré qu'elle était moins bonne encore au xi<sup>e</sup> siècle. Le vêtement sacerdotal n'exigeait pas non plus de grandes dépenses. On voit dans le cartulaire de Sorde que cette abbaye s'engage, vers la fin du xi<sup>e</sup> siècle, à fournir au prêtre de Misson, près Dax, qui lui avait donné tous ses biens, une somme de douze sols par an, qu'on peut évaluer à 50 fr. de notre monnaie actuelle, pour renouveler ou entretenir son vestiaire. Quant à l'alimentation, on peut juger par les diners de luxe qui étaient servis aux évêques ou à leurs délégués, et dont nous avons plus haut donné le menu, qu'une grande simplicité présidait assez habituellement aux repas sacerdotaux.

Les presbytères appartenaient aux fabriques ou *ouvreries* des églises. Ils possédaient de nombreuses dépendances bâties, telles que granges et celliers. Le prêtre y vivait très rarement seul. Outre le clerc, futur prêtre, qui le plus souvent lui tenait compagnie, et sans parler des parents ou amis, il était d'habitude entouré d'une certaine domesticité, que le soin de sa maison et de ses terres patrimoniales ou curiales rendait nécessaire. Une charte de Sarrancolin nous montre chez des curés du Comminges, en 1387, un domestique, un journalier et une ser-

<sup>1</sup> Reg. de O. Fabri, notaire apostolique de Vic-Fezensac (Gers).

vante <sup>1</sup>, que le texte appelle d'un nom généralement employé alors, et dès le XI<sup>e</sup> siècle tout ou moins <sup>2</sup>, *mater*, c'est-à-dire une veuve qui d'ordinaire était mère de famille.

Les soins du ministère paroissial ne paraissent pas avoir beaucoup absorbé le temps des prêtres. Car les paroisses étaient extrêmement nombreuses et par conséquent d'assez petite étendue. Une partie de la journée était, chez plusieurs prêtres, consacrée aux occupations agricoles. Certains, ne trouvant pas à déployer suffisamment leur activité de ce côté dans les terres dont ils jouissaient, en affermaient d'autres. Tel, par exemple, un prêtre de Margouet, en Armagnac, que le cartulaire de Saint-Mont nous montre prenant en afferme dans sa paroisse une propriété abbatiale. Beaucoup possédaient des chevaux, des bœufs en assez grand nombre. Les étables de quelques-uns d'entre eux étaient même renommées pour la beauté de leurs produits. Ainsi, on trouve un curé des environs de Dax, vers 1105, qui avait deux bœufs *miræ magnitudinis et pulchritudinis* <sup>3</sup>.

Les prêtres vivaient d'ailleurs habituellement en assez bons termes, soit entre eux, soit avec les abbayes voisines. En ce qui touche leurs rapports mutuels, le fait se prouve par le très grand nombre de chartes où, au même lieu, plusieurs prêtres apparaissent comme témoins dans le même acte. Évidemment, ils s'étaient réunis en cet endroit le même jour. Quant à leurs rapports avec les religieux, leur cordialité ordinaire ressort aussi très clairement des cartulaires de l'époque. Des membres du clergé paroissial du voisinage ou même de plus loin s'y montrent très fréquemment, soit comme donateurs, soit comme affiliés, soit comme simples témoins. Pour n'en citer qu'un exemple, tous les prêtres de la vallée de Cize, près Saint-Jean-Pied-de-Port, et une foule d'autres prêtres des diocèses de Dax et de Bayonne assistent, le 8 janvier 1120, à une fête en l'abbaye de Sorde <sup>4</sup>. On sait d'ailleurs que beaucoup d'ecclésiastiques étaient élevés dans les divers monastères, et leurs rela-

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 2<sup>e</sup> partie, p. 33 : *Et habet (sacerdos) tenere seipsum cum uno clerico, uno famulo, uno salmaterio conductilio, et una matre.*

<sup>2</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 18, texte de 1072 environ : *De matre Gaia.*

<sup>3</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 19.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 7.



tions avec ces derniers ne devaient en être que plus faciles et plus amicales.

Mais insistons sur cet exemple de Sorde que nous venons de rappeler, car il se rattache à un ordre de faits qui prouve bien aussi en faveur des bonnes mœurs du clergé du XI<sup>e</sup> siècle. Nous voulons parler des rapports des prêtres avec les évêques. Nous avons déjà observé combien ceux-ci vivaient constamment rapprochés de leur clergé. Il importe maintenant de chercher comment le clergé répondait aux sollicitudes épiscopales. Dans une multitude d'actes de cette époque, conciles, consécérations, donations, etc., on voit les prêtres se grouper en foule autour des évêques. Mais un des plus curieux documents en ce genre est assurément notre charte de Sorde du 8 janvier 1120. Ce jour-là, Bernard d'Astarac, archevêque d'Auch, et précédemment évêque de Bayonne, se trouvait en cette abbaye, au pied des Pyrénées. Or, malgré l'hiver et la difficulté des chemins en ces contrées montagneuses, presque tous les prêtres de la vallée de Cize <sup>1</sup>, en son ancien diocèse de Bayonne, accoururent de plusieurs lieues pour le voir et s'édifier de ses conseils et du spectacle de ses vertus ; nous avons déjà noté, en effet, que ce prélat fut un vrai saint et que divers prodiges, au témoignage du cartulaire d'Auch, s'accomplirent sur son tombeau. N'est-ce pas là un nouveau sujet d'éloges pour ces prêtres que des liens si forts unissaient à leurs saints évêques ?

Quant aux chanoines des cathédrales et collégiales, ils suivaient la règle de Saint-Augustin et vivaient en commun dans les maisons canoniales, qui, presque toutes, possédaient un cloître comme les abbayes. Nous verrons ailleurs qu'ils avaient aussi un dortoir commun où une lampe brûlait durant toute la nuit. A leur tête était placé le prévôt ; ce dignitaire, surtout dans les six diocèses qui constituèrent l'évêché de Gascogne, paraît avoir exercé une certaine autorité au nom de l'évêque. Les chapitres,

<sup>1</sup> La vallée de Cize, dans les Pyrénées basques, comptait encore en 1700 vingt-cinq paroisses. Il n'est pas douteux qu'elle n'en comprit beaucoup plus au temps de saint Austinde et de Bernard d'Astarac. Elle correspondait avec le val de Roncevaux en Espagne et s'étendait jusqu'à 3 kilomètres environ du célèbre monastère. Son nom est rappelé maintes fois dans les chants de gestes de l'épopée carolingienne aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Cette vallée formait un archidiaconé du diocèse de Bayonne. (Cf. *Charte d'Arsius*, par M. l'abbé Dubarat. Pau, 1880, p. 21.)

ainsi que les abbayes, comptaient divers dignitaires à attributions fixes, tels que le Chantre, notre Maître de chapelle moderne; le Théologal, chargé particulièrement de l'enseignement des saintes lettres à l'école épiscopale ou collégiale; le Sacristain, qui veillait à l'entretien du mobilier de l'église; l'Ouvrier, *operarius*, qui s'occupait de la réparation des bâtiments de l'église; le Pénitencier, auquel s'adressaient les pécheurs publics repentants pour l'accomplissement des pénitences publiques imposées, etc., etc. Les collégiales, qui devaient se multiplier en Gascogne et dans tout le Midi, au *xiv<sup>e</sup>* siècle, avec les papes d'Avignon, étaient encore fort rares. Le diocèse d'Auch n'en possédait qu'une seule, celle de Saint-Saturnin de Sos; dans la seconde moitié du *xi<sup>e</sup>* siècle furent fondées celles de Nogaro et de Vic-Fezensac. En 1003 fut érigée, au diocèse de Comminges, celle de Cazeneuve <sup>1</sup>.

Plusieurs chanoines des cathédrales joignaient aussi à leur titre celui d'archidiaque. Les diocèses se divisaient en archidiaconés <sup>2</sup> qui étaient placés, à certains égards, sous l'autorité des archidiacres-chanoines. Il y avait un archidiaque par archidiaconé. Nous avons déjà mentionné les quatorze archidiaconés du diocèse d'Auch. La charte d'Arsius, évêque de Bayonne en 980, et le cartulaire de Sorde pour les *xi<sup>e</sup>* et *xii<sup>e</sup>* siècles rappellent divers archidiaconés des diocèses de Bayonne et de Dax. Les archidiacres jouissaient de certains revenus ecclésiastiques dans les limites de leurs archidiaconés respectifs. Il n'est pas facile aujourd'hui de déterminer d'une façon précise l'étendue de leur juridiction. Elle devait néanmoins être assez importante; car ils avaient le droit de visite dans les églises et paroisses de leurs circonscriptions particulières, et jugeaient aussi, en premier ressort, certaines causes ecclésiastiques.

Les archidiaconés eux-mêmes se subdivisaient en archiprêtres. On a dit assez récemment que les archiprêtres avec leurs archiprêtres avaient été créés seulement du *xii<sup>e</sup>* au *xiii<sup>e</sup>* siècle par les

<sup>1</sup> *Histoire des Populations pyrénéennes*, t. I.

<sup>2</sup> Quelques historiens ont cru que les archidiaconés du moyen âge, de formation très ancienne, puisqu'on en retrouve des traces à l'époque mérovinienne, représentaient par leurs limites les anciens *pagi* gaulois dont parle César. Cette identification s'appuie certainement sur de bonnes raisons et paraît très probable. En fait, dans les chartes du haut moyen âge, les archidiaconés sont maintes fois désignés sous le nom de *pagi*.

évêques, dans le but d'amoindrir l'autorité des archidiacres ou même de la supprimer, et l'on ajoutait que c'était là « une curieuse révolution » à observer <sup>1</sup>. Mais il se trouve qu'à l'époque justement que l'on assigne pour la disparition des archidiacres devant les archiprêtres, les premiers étaient encore très vivants et très puissants. Le concile de Latran, en effet, leur rappelle qu'ils doivent visiter leurs archidiaconés et aussi qu'ils n'aient pas à exagérer leurs prétentions sur les églises : dans ce but, il leur interdit d'avoir une suite considérable et fixe à sept personnes le nombre des gens qui feront leur cortège dans leurs visites <sup>2</sup>. Il ne manque pas non plus de chartes des xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles qui nous montrent les archidiacres exerçant encore un certain pouvoir <sup>3</sup>. Les archiprêtres n'ont donc pas fait supprimer les archidiacres ; ils ont coexisté avec eux, se mouvant dans leur sphère particulière. D'ailleurs, ces archiprêtres qu'on nous présente comme de formation assez récente et pas antérieure au xii<sup>e</sup> siècle, se voient en réalité dans les documents bien longtemps auparavant. Il y avait même des archiprêtres au temps de saint Grégoire de Tours, lequel signale un archiprêtre de Tonnerre, en Bourgogne <sup>4</sup>. Mais, en Gascogne, vu la pénurie des documents antérieurs au xii<sup>e</sup> siècle, on ne connaît d'archiprêtres qu'à partir de cette dernière époque : ainsi, on en trouve un à Toulouse, en 1110 <sup>5</sup> ; un autre à Agen, vers 1150 <sup>6</sup> ; un autre encore à Nerac, vers 1160 <sup>7</sup> ; un autre enfin à Nogaro, en 1168 <sup>8</sup>.

Venaient ensuite les prêtres ou curés de paroisse. Dans les cartulaires des xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles, ainsi que dans les actes assez rares des ix<sup>e</sup> et x<sup>e</sup> siècles, ils sont presque toujours désignés sous le nom de *presbyter de....* prêtre ou curé de.... Il y a aussi quelques mentions de *chapelains*, *capellanus de....* ; c'étaient des sortes de vicaires-curés exerçant les fonctions curiales au

<sup>1</sup> *Histoire générale de Languedoc*, Toulouse, 1889, t. XII, p. 158-159.

<sup>2</sup> Fleury, *Histoire de l'Église*, t. XV, p. 108.

<sup>3</sup> Cf. notamment les décrets du concile provincial de Marciac (Gers) en 1326, *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 3<sup>e</sup> partie, p. 78.

<sup>4</sup> *Histor. Francorum*, l. V, p. 5.

<sup>5</sup> *Histoire de Languedoc*, Toulouse, 1889, t. XII, p. 159.

<sup>6</sup> *Histoire du grand prieuré de Toulouse*, par M. A. du Bourg. Toulouse, 1886, p. XLIII.

<sup>7</sup> *Ibid.*, id.

<sup>8</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 3<sup>e</sup> partie, p. 63.

nom du curé ou *prêtre* absent ou empêché, et après accord intervenu entre eux. Les paroisses étaient extrêmement nombreuses, à un point tel que les Pouillés des <sup>xiii</sup>e, <sup>xiv</sup>e et <sup>xv</sup>e siècles <sup>1</sup> ne peuvent même pas le faire soupçonner. A ces dernières époques, un grand nombre d'églises avaient déjà disparu ; et parmi celles qui restaient, on voit dans le Pouillé des archidiaconés d'Astarac au diocèse d'Auch, vers 1260, que plusieurs menaçaient déjà ruine <sup>2</sup>. De plus, indépendamment des églises paroissiales, il y avait aussi une foule d'églises annexes et votives, des sanctuaires de dévotion. Aussi les chartes citent-elles maintes fois plusieurs églises dans la même paroisse, *in eodem loco*. Ces églises si multipliées supposent nécessairement un très grand nombre de prêtres. Certains testaments du moyen âge parlent de l'assistance de cinquante, cent prêtres du pays aux funérailles du testateur ou de la testatrice. Ajoutons que les paroisses ou annexes étaient parfois des plus exiguës : le cartulaire de Saint-Mont en cite une des bords de l'Adour qui comprenait seulement huit paroissiens, c'est-à-dire huit chefs de famille <sup>3</sup>.

Il n'est pas étonnant que, sur cette grande quantité de prêtres, il s'en soit rencontré un certain nombre qui justifiaient par leur conduite les anathèmes des papes et des conciles. Il n'en demeure pas moins que la majorité du clergé resta saine et irréprochable. Et c'est là ce qui explique la grande influence que les prêtres du moyen âge surent prendre et conserver sur leurs contemporains.

## V.

Un des premiers moyens de cette influence universelle était l'instruction à tous les degrés. Au <sup>xi</sup>e siècle, la seule école dans

<sup>1</sup> Parmi les Pouillés des diocèses de Gascogne au moyen âge, signalons : le Pouillé des deux archidiaconés d'Astarac et de l'archidiaconé des Affides au diocèse d'Auch vers 1260 ; dans les *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 3<sup>e</sup> partie, p. 75-78 ; le Pouillé du diocèse d'Aire vers 1326, dans le *Bulletin de Borda*, Dax, 1884-1886 ; les Pouillés d'Auch vers 1368 et durant les premières années du <sup>xv</sup>e siècle, aux Archives du Gers ; l'extrait du Pouillé de Comminges en 1387, *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 2<sup>e</sup> partie, p. 33.

<sup>2</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 3<sup>e</sup> partie, p. 75.

<sup>3</sup> *Cartulaire de Saint-Mont*, XXII, *De Heremo*.

les campagnes était celle que le prêtre tenait dans son presbytère. Il existe des textes de conciles et des ordonnances épiscopales qui, dès le vi<sup>e</sup> siècle, prescrivent aux prêtres d'instruire la jeunesse de leur paroisse et montrent combien de tout temps l'Église s'est préoccupée de cette importante question. Même dans les périodes les plus difficiles et les plus troublées, aux ix<sup>e</sup> et x<sup>e</sup> siècles, quand les invasions normandes sèment partout le désordre et l'anarchie, l'Église, par la voix de ses évêques, renouvelle les ordonnances concernant l'instruction des enfants<sup>1</sup>. Les matières de l'enseignement dans ces écoles rurales étaient sans doute des plus sommaires et roulaient surtout probablement sur les vérités religieuses. Le chant formait aussi une des principales branches de l'instruction : nous verrons plus loin, en effet, que presque partout on chantait la messe le jour des grandes fêtes. C'est même de ces écoles du xi<sup>e</sup> siècle que sortirent nos plus anciens troubadours de Gascogne. Le premier d'entre eux que l'on connaisse, Audric de Viella, vivait vers la fin du xi<sup>e</sup> siècle et au début du xii<sup>e</sup><sup>2</sup>. Quant aux procédés mêmes de cette instruction, elle était surtout orale, et l'écriture n'y jouait qu'un rôle infime. Beaucoup d'enfants se bornaient à apprendre à lire ou, plus simplement encore, à écouter les explications. Longtemps après, du reste, il en était ainsi. En plein xvii<sup>e</sup> siècle, on trouve de nombreuses écoles où une partie de la jeunesse apprenait seulement à lire. Du reste, même de nos jours, il ne faudrait pas chercher longtemps pour trouver des personnes, et parfois assez jeunes, qui savent lire et non écrire.

Une instruction plus élevée était donnée dans les écoles épiscopales ou abbatiales. On y enseignait la *grammaire*, c'est-à-dire ce que nous appelons aujourd'hui les belles-lettres, et c'est là que plusieurs prêtres, comme nous l'avons dit, les nobles et jeunes gens riches faisaient leurs classes. Une charte de 1040 nous montre un prêtre, célèbre dans tout le Midi par ses talents et ses vertus, professeur de grammaire à l'école archiépiscopale d'Auch ; il avait nom Renaud<sup>3</sup>. Dans le cartulaire de Saint-Mont,

<sup>1</sup> Cf. *Revue de Gascogne*, 1873, p. 199.

<sup>2</sup> *Histoire générale de Languedoc*, t. X, p. 217.

<sup>3</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, *De Constitutione canonico-rum*, p. 17.

on trouve vers 1050 Aimeric, scolastique du prieuré de Courrensan <sup>1</sup>. Le cartulaire de Condom signale aussi, au temps de l'abbé Seguin, vers 1050, un jeune noble des environs de Nérac, que son frère avait envoyé à l'école abbatiale pour y apprendre les belles-lettres, et qui restait à l'abbaye comme pensionnaire <sup>2</sup>. On peut voir par là, entre autres choses, que le système du pensionnat dans l'éducation des enfants était connu et pratiqué en Gascogne au xi<sup>e</sup> siècle.

Tous ces faits contribuent évidemment à nous faire reconnaître chez les religieux et les prêtres du xi<sup>e</sup> siècle une instruction développée. Il est tel passage des cartulaires gascons de cette époque qui prouve bien que les moines possédaient tous les secrets de la rhétorique et savaient user et abuser de toutes les ressources que l'art oratoire peut suggérer. Voici, par exemple, l'exorde de la charte LXIX de Saint-Mont vers 1060 : *Proh dolor! quid referam!* Évidemment l'auteur avait lu les Catilinaires. Une charte de l'abbaye de Pessan en 1034 accumule les expressions qui peuvent indiquer la toute-puissance de Dieu et décèle un esprit d'une grande élasticité dans l'art des synonymes. Une autre charte de Saint-Mont, que nous citerons plus bas, manie l'antithèse avec une certaine habileté. La poésie latine est également très florissante dans les cloîtres : c'est là que naissent tant d'hymnes et d'antiennes rythmiques dont la liturgie du moyen âge a fait son profit. Le cartulaire de Saint-Sever contient toute la vie de ce saint, mise en vers du temps de l'abbé Grégoire (1028-1072). Quelques chartes de Saint-Mont se terminent aussi par de pieuses réflexions en vers.

On est moins renseigné sur l'état d'instruction du clergé séculier. En tout cas, il est bien certain qu'alors, comme de tout temps, il y avait dans ses rangs une élite intellectuelle. C'est à cette élite qu'appartenait le prêtre Renaud, le célèbre gram-

<sup>1</sup> Courrensan (Gers), arrond. de Condom. Cart. X, *De Correntiano* : « Aimericio scolastico. »

<sup>2</sup> Voici cette curieuse charte : *De Ticiano. Vir potens et magni honoris, Bernardus Ar. de Laucinaco nuncupatus, fratrem nomine Pontium abbati Siguino ad nutriendum et litteris imbuendum commendavit, dans illi sancti Martini quæ Ticiano dicitur ecclesiam cum sylva circumquaque positâ et omnibus quæ ad eam pertinent.* Le puissant baron dont il est question ici était seigneur de Lauseignan (*Laucinaco*) près Nérac. L'église Saint-Martin de Thezan se trouvait aux environs de Moncrabeau et non loin de Nérac.

mairien d'Auch, dont nous parlons plus haut. Néanmoins, on ne saurait douter que même les prêtres ruraux n'eussent reçu une instruction étendue et qu'ils n'aient plus ou moins, dans la suite de leur vie, maintenu et ravivé leurs connaissances. Ce fait est nettement prouvé par ce que les chartes nous apprennent d'une foule de ces curés de campagne qui élevaient des clercs et instruisaient les enfants.

Les accusations de grossière ignorance, que souvent l'on fait peser sur le clergé du xi<sup>e</sup> siècle et de tout le moyen âge en général, particulièrement sur le clergé rural, nous paraissent donc injustifiées. Et maintes fois elles ont leur source, disons-le, dans l'ignorance même de ceux qui les articulent bien mal à propos. Ainsi, on trouve parfois dans les textes conciliaires et autres que les prêtres doivent savoir *lire*. Un acte du 11 janvier 1484 rappelle que tous les membres du chapitre collégial de Nogaro, au diocèse d'Auch, lequel avait été fondé par saint Austinde en 1060, seront tenus, d'après la coutume ancienne, « à bien lire, bien chanter, bien accentuer et bien entonner <sup>1</sup>. » De tels ou semblables textes, pris isolément et expliqués en s'arrêtant seulement au sens obvie du mot *lire*, ont amené certains auteurs à conclure qu'il y avait des prêtres tellement ignorants qu'ils ne savaient même pas lire, et que le nombre de ces prêtres était si nombreux que les conciles avaient dû s'en préoccuper et porter des ordonnances à cet égard. Seulement, on n'a pas remarqué que *lire*, *legere*, ne signifie nullement, dans l'espèce, la science de la lecture ordinaire, mais bien *lire à voix haute et soutenue*, c'est-à-dire *psalmodier* ou, comme l'appelle le droit canon, lire *recto tono*, d'après des principes de prosodie qu'on enseignait et qu'on enseigne encore dans les cours de chant ecclésiastique. Tel est, au vrai, le sens du mot *lire* ou *legere* dans les documents en question. Il nous est d'ailleurs clairement indiqué par le texte de Nogaro cité plus haut, où l'on voit la science de la lecture-psalmodie précéder et compléter celle du chant, de l'accentuation et de l'intonation.

Un autre moyen d'influence pour le clergé, et non des moins

<sup>1</sup> *Benè legere, benè cantare, benè accentare et benè antonare.* Reg. de Chastenet, notaire de Nogaro (Gers).

puissants, consistait dans la prédication. Tous les cartulaires de cette époque s'accordent à nous montrer les heureux effets des exhortations spirituelles, surtout quand elles avaient pour objet d'exposer les grandes vérités de la religion et les fins dernières de l'homme. Et c'étaient là principalement les sujets que la chaire chrétienne déroulait de toutes parts en présence d'auditoires émus et terrifiés. La mort, l'éternité des peines, formaient les thèmes les plus fréquents de ces discours. Et quelque haut placés que fussent les pécheurs, l'Église ne cessait de faire retentir à leurs oreilles les sévères leçons des grandes vérités de la religion. Le résultat heureux de ces instantes et austères prédications, on le touche à chaque instant dans l'histoire du moyen âge, aux <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles surtout. Dans les cartulaires, l'immense majorité des donations, restitutions, conversions, fondations d'églises, de monastères ou d'hôpitaux, est précédée et suivie de paroles exprimant formellement la pensée inspiratrice de toutes ces œuvres, savoir la crainte des jugements de Dieu et des châtiments de l'autre vie. Les évêques ne parlaient pas autrement que leur clergé ; et c'était aussi en leur montrant la future réprobation éternelle qu'ils agissaient près des grands seigneurs coupables. On pourrait citer d'innombrables faits à l'appui. Bornons-nous à en rappeler un qu'on trouve consigné dans une charte d'Auch de 1088. Cette charte nous fait voir l'archevêque Guillaume de Montaut, successeur de saint Austinde, que d'ailleurs tous les documents contemporains s'accordent à nous dépeindre comme un prélat des plus pieux et des plus actifs, insistant près du comte de Fezensac, Aymeric-Forton, pourtant peu endurant de sa nature, afin de lui faire rendre certaines terres ecclésiastiques de l'archidiaconé d'Auzan et, dans ce but, le menaçant sans cesse, en termes des plus énergiques et des plus terribles, de la damnation éternelle <sup>1</sup>. Certaines chartes renferment des passages qu'on peut considérer comme un fragment d'homélies sur le néant des choses humaines et l'attente du suprême jugement : tel, par exemple, le début de la charte à antithèses dont nous parlions plus

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 51 : *Ego in Dei nomine Aymericus comes.... accepi consilium cum venerabili archiepiscopo Auxiensis Wilhelmo, qui me sæpius pro hujusmodi terribiliter increpabat, dicens me damnandum fore.*



haut et qui se trouve au cartulaire de Saint-Mont <sup>1</sup>. Ajoutons que toutes ces prédications avaient lieu dans le langage qui était alors exclusivement parlé en Gascogne, c'est-à-dire en patois <sup>2</sup>.

Des chartes du xi<sup>e</sup> siècle nous font connaître trois prédicateurs fameux de cette époque. L'un d'eux était Étienne de Mauléon, évêque d'Oloron (1058-1076) <sup>3</sup>. L'autre, Renaud, le célèbre grammairien d'Auch, avait reçu de Dieu, nous dit le cartulaire, un don particulier pour annoncer la parole évangélique ; sa renommée s'étendait, ajoute-t-il, à toutes les provinces du Midi <sup>4</sup>. Parmi les moines, on mentionne aussi Hunald de Béarn, frère du vicomte de Béarn, Centulle IV ; d'abord prieur de Saint-Martin de Layrac sur la Garonne au diocèse d'Agen, il entra en 1062 à l'abbaye Saint-Pierre de Moissac, dont il devint abbé en 1073 ; il y mourut en 1091. Il avait dans toute la Gascogne une très grande réputation de vertu et d'éloquence <sup>5</sup>.

On doit considérer comme la suite de ces prédications le plus grand nombre des conversions qui se produisaient et amenaient en foule, avec des restitutions ou dons et des pèlerinages aux sanctuaires célèbres, des pénitences publiques plus ou moins exemplaires. Le comte d'Astarac, Guillaume, venant à résipiscence, fut condamné par l'archevêque d'Auch, Garsie de Labarthe (1023-1036), à faire abstinence trois jours par semaine, à se priver de vin le vendredi, à nourrir cent pauvres par an et à

<sup>1</sup> LXIX, *Carta de Ozan. Quid prodest homini si mundum universum lucretur, animæ vero suæ detrimentum patiatur ? Aut quid prodest homini si hoc sæculo fruatur et ab æterno gaudio privetur ? Nulli dubium est, fratres mei, quod quoties peccatum aliquod facimus, Christum Dominum nostrum loties ad iracundiam provocamus. Et quomodo possumus eum oblivisci qui quondam pro nobis voluit nasci, flagellari, contumeliam pati, ad ultimum mori, sepeliri ? O quam districtus et terribilis in fine sæculi apparebit qui olim humilis atque mansuetus videri voluit ! O homo, quid agis, perpende et peccata tua helemosinis redime, qui tanto eum blandum mansuetumque videbis quanto eum in hoc sæculo placare studueris. Hæc omnia ego Petrus de La Leugna in animo revolvit.... et dono.... villam quæ dicitur Ozam.... etc....* La Leugne, ancienne paroisse de l'archidiaconé d'Armagnac, au diocèse d'Auch, sur les coteaux de la rive droite de l'Adour, près Riscle (Gers).

<sup>2</sup> De nos jours encore, du reste, les prédications en patois sont en usage dans un très grand nombre de campagnes et en plusieurs villes de nos départements gascons, à la première messe de chaque dimanche.

<sup>3</sup> *Chroniques d'Oloron*, par M. l'abbé Meujoulet, t. I, p. 143.

<sup>4</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, loc. cit.

<sup>5</sup> Cf. *Histoire de Béarn*, p. 304-305, et *Cartulaire de Sainte-Foi de Morlaas*, p. 6.

en avoir toujours trois dans sa maison qu'il devait aussi nourrir et habiller, enfin à s'abstenir de certains actes, légitimes d'ailleurs, pendant tout le carême et durant l'avent, sauf, en ce dernier temps, le mardi et le jeudi de chaque semaine <sup>1</sup>. Un chevalier béarnais, Arnaud-Loup de Goron, alla, vers 1060, en expiation de ses fautes, prier et jeûner à l'abbaye de Sorde, et demanda aux religieux de prier et de jeûner avec lui et pour lui, ce qu'ils lui accordèrent. Il fit chanter à son intention plusieurs offices et messes, alimenta le réfectoire des moines, multiplia les aumônes aux pauvres et fit aussi de grands dons à l'abbaye <sup>2</sup>. Un nombre infini d'exemples de ce genre se retrouve dans les cartulaires. Ces sortes de pénitences étaient même tellement entrées dans les mœurs qu'on faisait figurer parmi les revenus des églises les offrandes diverses, en argent ou en nature, que les *pénitents* devaient donner à tel ou tel sanctuaire. Ainsi, à Auch, les pénitences, attribuées à la cathédrale et à l'église toute voisine de Saint-Laurent, appartenaient de droit au chanoine-sacristain de la cathédrale <sup>3</sup>.

La foi chrétienne avait donc jeté partout, on le voit ici de nouveau, de très vives racines ; et particulièrement le dogme de la vie future était présent à l'esprit de tous et parlait constamment aux cœurs. Assurément plus d'une fois les passions étouffèrent sa voix. Mais, en cet état même, la conscience ne s'oblitérait pas, et il y restait toujours un remords salutaire, germe des prochains retours. Il est donc incontestable que l'Église exerça par ses prêtres un empire des plus grands sur toutes les classes de la société du xi<sup>e</sup> siècle et de tout le moyen âge. Or, comment les prêtres eussent-ils conservé ce difficile empire, si de leurs rangs ne fussent sortis que la honte et le scandale ? D'autre part, la première croisade, qui marqua les dernières années du xi<sup>e</sup> siècle, nous montre aussi quelles étaient alors la force et l'étendue de l'autorité du clergé rural. Car, quelles qu'aient été les foules accourues au concile de Clermont en 1095, ou dans d'autres réunions de ce genre, jamais elles n'auraient pu former les innombrables armées qui se dirigèrent vers Jérusalem depuis le printemps de 1096 jusqu'au vendredi 15 juillet 1099,

<sup>1</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, c. *De sancta Aurlantia*, p. 16.

<sup>2</sup> *Cartulaire de Sorde*, p. 29.

<sup>3</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 34.

où cette ville tomba au pouvoir des croisés. Il a fallu nécessairement que le clergé des campagnes y mit la main. Lui seul, en effet, pouvait atteindre efficacement les masses populaires, les exciter par des prédications répétées et fréquentes, les enflammer, les mettre en branle et les lancer enfin en légions compactes contre l'infidèle. Le prodigieux élan qui s'empara alors des peuples jusque dans leurs couches les plus profondes et les plus calmes d'ordinaire, est dû, en très grande partie, à l'action du clergé rural. Et cette action demeure toujours parfaitement inexplicable avec l'opinion qui nous le donne comme ayant été des plus pervers. Par conséquent, une fois de plus encore, les faits vengent le clergé du xi<sup>e</sup> siècle des accusations que trop souvent on fait peser sur lui.

Cependant, les ennemis ne manquaient pas qui cherchaient à troubler ou à corrompre la foi des populations et à diminuer d'autant l'autorité de l'Église sur les esprits et les cœurs. La Gascogne, qui avait vu se répandre jadis, dans son sein, durant la période gallo-romaine, les erreurs priscillianistes, vit aussi naître tout près d'elle, à Toulouse, vers 1030, diverses sectes manichéennes. Elles venaient du nord de la France, notamment de l'Orléanais, où leurs fauteurs avaient fait quelque bruit. Les infamies secrètes dont ils se rendaient coupables sont aujourd'hui bien connues. A Toulouse, quelques-uns d'entre eux furent condamnés au feu <sup>1</sup>. La sévérité de la répression n'empêcha pas une hérésie qui favorisait si bien le déchainement des passions de gagner quelques prosélytes en Gascogne. Le concile de Toulouse, en 1056, où assistèrent plusieurs prélats de la province d'Auch, prononça contre ces hérétiques la peine de l'excommunication. Néanmoins le manichéisme n'entama pas sérieusement la foi en Gascogne. Et l'influence de l'Église se maintint à peu près intacte partout.

L'Église trouvait aussi un grand moyen d'action dans les ressources de son budget. Ce budget était alimenté soit par le produit de propriétés territoriales, soit par des redevances fixes ou casuelles d'origine féodale ou ecclésiastique. Les sièges épiscopaux possédaient en propre un certain nombre de terres, sei-

<sup>1</sup> *Apud Tolosam inventi sunt Manichæi et ibi destructi.* (*Monumenta Germaniæ*, t. IV, p. 143.) Cité par M. Havet dans *l'Hérésie au moyen âge*. Paris, Champion, 1881, p. 31.

gneuries, églises, moulins, etc., et une partie des dimes de plusieurs paroisses du diocèse. Le concile d'Auch, sous saint Austinde, en 1068, généralisa ce dernier revenu et étendit à toutes les églises paroissiales l'obligation de payer le quart de la dime à l'évêque diocésain. On excepta cependant de cette contribution quelques églises dépendant de certains monastères.

Les abbayes possédaient aussi les dimes des églises qui leur appartenaient. Elles occupaient et cultivaient directement ou par des fermiers plusieurs terres qui d'ordinaire étaient situées dans un voisinage assez rapproché. Elles tiraient également un sérieux profit de l'élevage du bétail, chevaux, animaux à cornes, porcs, brebis, qu'elles faisaient sur une vaste échelle, comme nous le montrerons ailleurs. En outre, elles jouissaient d'un grand nombre de revenus féodaux ou *cens* à elles donnés ou cédés moyennant une certaine somme.

Les chapitres cathédraux ou collégiaux détenaient aussi un grand nombre de biens-fonds et de revenus divers. Parmi ces derniers était le droit de prendre une partie de la dime en certaines paroisses que déterminaient la coutume ou les ordonnances épiscopales. Par suite de donations pieuses ou d'acquisitions onéreuses, ils prélevaient également dans les villes où ils siégeaient ou dans certains villages ou bourgades de la région des droits qui variaient beaucoup de nature et d'objet, ici sur les bouchers, là sur tels ou tels corps de marchands, ailleurs sur le péage d'une foire ou d'une fête, presque partout sur les blés et sur les vins mis en vente en passant dans leur ville.

Les prêtres des campagnes avaient droit à une part de la dime, que le seigneur recueillait habituellement et dont il leur remettait une portion fixée par des conventions personnelles ou coutumières. Ils percevaient aussi une partie des oblations faites à leur église. En beaucoup d'endroits, la coutume voulait que les vêtements laissés par les défunts appartenissent aux curés des paroisses. De plus, il existait presque partout des propriétés d'église dont la jouissance entière ou partielle leur était dévolue. Les honoraires des messes et des obits, alors très nombreux, offraient également une ressource appréciable.

Quant aux églises ou fabriques des églises, elles prélevaient, comme le clergé, une partie de la dime paroissiale, ainsi que des quêtes ou dons que maintes fois les cartulaires désignent

sous le nom de *questa* et *mendigranzia*. On offrait au pied de l'autel des pains, du lin, de l'argent, des cierges surtout. Beaucoup d'églises, même des églises rurales, possédaient de belles propriétés et de nombreux troupeaux. Les chartes mentionnent très souvent les greniers, celliers, granges, écuries de ces églises destinés à abriter les divers produits de leurs exploitations agricoles. La petite église d'Aturri, dans les Landes, n'avait pas moins de 50 vaches, 80 brebis, 4 chèvres, 60 porcs, 3 juments, 1 mulet et 5 bœufs <sup>1</sup>. En outre, la coutume à peu près universelle voulait que dans tous les testaments il y eût un legs, quelque minime qu'il fût, pour les églises.

Tout cela constituait assurément pour le clergé un budget considérable. Mais ce serait une erreur de croire que tous ces revenus fussent exclusivement consacrés à l'usage du clergé. En réalité, ce budget subvenait à une foule d'œuvres. Sans parler des croisades, qui trouvaient en lui leur principal trésor de guerre, ni des princes, qui y avaient souvent recours pour les besoins de l'État, il servait aussi beaucoup à l'entretien des pauvres et au soulagement des malheureux. Indépendamment des aumônes que l'*aumônier* faisait distribuer journellement dans les cathédrales, collégiales et abbayes, et que le prêtre répandait aussi parmi les siens, l'Église avait élevé et doté ou fait élever et doter plusieurs hôpitaux. On les rencontrait maintes fois en rase campagne, le long des voies principales et le plus ordinairement suivies par les pèlerins ou les pauvres errants. Le For de Morlaas, qui est de la fin du xi<sup>e</sup> siècle, mentionne ces maisons hospitalières pour les pèlerins ou étrangers <sup>2</sup>. Ils tendaient même à se multiplier et à se transformer parfois en auberges plus ou moins douteuses, à tel point que le même For restreignit aux seuls hospices proprement dits le droit de donner l'hospitalité aux pèlerins <sup>3</sup>. Aux xii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> siècles, avec les Templiers et les Hospitaliers, cette tendance, en s'accusant davantage encore, se régularisa, et il y eut de tous côtés une vaste floraison d'hospices : sur la voie de Condom à Aire, dans

<sup>1</sup> *Hist. S. Severi*, t. II, p. 155.

<sup>2</sup> *For de Morlaas*, dans l'*Histoire de Béarn*, par Marca, art. xxxvii, p. 339 : *Domibus quæ deputatæ sunt ad hospitandos peregrinos*.

<sup>3</sup> *Ibid.* : *Nullus homo faciat hospitium in domo alicujus Burgensis in hac villa, nisi propria voluntate domini domus, exceptis illis domibus quæ deputatæ sunt, etc.*

un parcours de 60 kilomètres environ, on en connaît douze qui étaient en plein exercice au xiv<sup>e</sup> siècle, un en moyenne tous les cinq kilomètres <sup>1</sup>. Toutes les villes ou bourgades en comptaient un, souvent plusieurs. A Condom, au xiv<sup>e</sup> siècle, il n'y en avait pas moins de quatre. Au xi<sup>e</sup> siècle, vers 1070, Raymond le Jeune, évêque de Bayonne, en construisit deux simultanément dans sa ville épiscopale, qu'il relevait alors de ses ruines, l'un pour les hommes, dédié à saint Nicolas, l'autre pour les femmes, sous le patronage de sainte Quitterie <sup>2</sup>.

Ce tableau des moyens d'action de l'Eglise sur la société du moyen âge serait incomplet si nous n'y ajoutions, comme dernier trait, la fréquence et la splendeur des fêtes religieuses. De tous côtés, des contrées même les plus reculées de la plaine ou de la montagne, le peuple se précipitait à flots pressés vers les grandes cérémonies. L'élection et le sacre des évêques ainsi que leurs funérailles, les conciles, les consécration d'églises, les fondations de monastères, les prises d'habit, étaient autant d'occasions extraordinaires mais très nombreuses qui faisaient affluer d'immenses multitudes <sup>3</sup>. Quant aux fêtes annuelles, telles que la Noël, les Rameaux, Pâques, l'Ascension, la Toussaint, appelée aussi Martro ou Martero (de *martyrum*, martyrs) dans le patois gascon de cette époque, elles se célébraient dans les plus humbles églises avec un grand éclat, mais surtout, comme de juste, dans les cathédrales, abbatiales et collégiales. A Auch, on jonchait de fleurs ou d'herbes et de feuillages en ces solennités le pavé du cloître adjacent à la cathédrale : le chanoine-sacristain devait acheter toute la jonchée nécessaire pour cela <sup>4</sup>. Sur les autels brûlaient de nombreuses torches de cire <sup>5</sup>. L'encens fumait dans les encensoirs, que très souvent mentionnent des

<sup>1</sup> C'étaient les hôpitaux de Teste près Condom, du Pont-d'Artigues, de Gaignan, de Pardailhan, de Bretagne, d'Eauze, de Manciet, de Sainte-Christie, de Nogaro, d'Arblade-Comtal, de Barcelonne et d'Aire.

<sup>2</sup> *Récits et légendes relatifs à l'histoire de Bayonne*, par M. H. Poydenot. Bayonne, 1876, p. 37.

<sup>3</sup> Dans la charte de la fondation de Nogaro, VII, *Cartulaire noir d'Auch*, saint Austinde, racontant la cérémonie de la consécration de l'église du lieu, mentionne formellement l'assistance d'une multitude infinie venue de toute la Gascogne : *ex omni Novempopulania (seu Vasconia).... utriusque sexus infinita multitudo....*

<sup>4</sup> *Chroniques d'Auch*, Preuves de la 1<sup>re</sup> partie, p. 34.

<sup>5</sup> *Ibid....* : *Quotiescumque missa celebrata fuerit, si candelæ defuerint, Sacrista abundanter largiatur.*

chartes relatives aux plus petites églises. Il s'en faisait même une telle consommation qu'à la fin du xi<sup>e</sup> siècle le vicomte de Béarn, Gaston IV, voulant faire une donation importante à la cathédrale de Lescar, lui octroya tout l'encens qui lui revenait de celui que les marchands transportaient par Oloron au retour des foires de Jacca en Aragon, et qui était soumis à un droit de péage vicomtal en cette ville <sup>1</sup>. Un des entrepôts du commerce de l'encens était donc Jacca, où les Maures d'Espagne, maîtres passés dans la composition des parfums les plus exquis, venaient écouler leurs produits.

Dans les campagnes, les fêtes étaient célébrées aussi avec une grande pompe. Certaines paroisses du voisinage des grandes abbayes avaient coutume, comme nous le verrons ailleurs, de se rendre ces jours-là en masse, conduites par leur curé, aux offices solennels du monastère. Mais ce n'étaient jamais là que des exceptions. En règle très générale, les fêtes se passaient dans la paroisse même et à l'église paroissiale. Le prêtre ou curé chantait la messe. Il y a en effet plusieurs chartes qui mentionnent pour des églises rurales le droit de *missecantanie* <sup>2</sup> : ce droit avait pour objet de prélever les offrandes que les paroissiens apportaient aux messes chantées des grandes fêtes; il appartenait soit au curé, soit au seigneur, soit à quelque abbaye, soit à l'église même, suivant les cas. Et, comme il est évident que le prêtre ne pouvait pas chanter la messe sans le concours des chœurs, bien des habitants dans le sanctuaire faisaient retentir l'église de leur mâle voix. Les plus habiles lisaient les chants liturgiques dans un de ces antiphonaires dont la charte d'Aturri, vers 1020, nous a plus haut fait constater l'existence dans une église de campagne <sup>3</sup>; les autres suivaient de mémoire <sup>4</sup>. Les missels eux-mêmes contenaient, dans le corps du

<sup>1</sup> *Histoire de Béarn*, citant le cartulaire de Lescar, p. 380.

<sup>2</sup> Cf. *Cartulaire de Sorde*, p. 33, 37, 52, 78, 114.

<sup>3</sup> *Unum antiphonarium* est signalé dans la petite église d'Aturri : *Hist. S. Severi*, t. II, p. 155.

<sup>4</sup> Mabillon, dans sa *Disquisition de Cursu gallicano* qui forme un appendice de son ouvrage *De Liturgia gallicana*, produit de nombreux textes des v<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles montrant combien de tout temps l'Église se préoccupa du chant ecclésiastique jusque dans les plus petites paroisses rurales. Ajoutons ici que ces messes chantées et les offrandes auxquelles elles donnaient lieu partout entrèrent tellement dans les mœurs, dès le xi<sup>e</sup> siècle tout au moins, que cinq cents ans après, en plein xvi<sup>e</sup> siècle, le document suivant nous permet de constater encore l'existence générale de cet usage. C'est un acte du 13 février 1558

texte de la messe, les parties afférentes à chaque fête qui étaient destinées à être chantées; de sorte que, même pour ces chants propres tels que le graduel après l'épître, etc., le prêtre pouvait s'unir aux chants du peuple en tenant les yeux sur son missel et sans avoir à descendre de l'autel pour se transporter au milieu de ses paroissiens en face de l'antiphonaire. Ce point est prouvé par un feuillet de missel du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle qui, à la suite de l'épître, présente un graduel noté à la façon de cette époque sans aucune *portée* de lignes <sup>1</sup>.

Les populations, formées dès l'enfance au chant ecclésiastique et le pratiquant avec exactitude, prenaient par là un goût plus vif à ces saintes cérémonies, où elles avaient leur large part extérieure. Puis, les voix ainsi maniées et assouplies tournaient comme naturellement vers les autres chants qui couraient la région et s'en emparaient. Et l'on chantait en toute occasion. Chants de baptême, de mort et de mariage; chants dans les moissons, les fenaisons et les vendanges; chants en berçant, en filant et en voyageant; chants d'amour ou chants de malédiction; chants religieux ayant trait surtout à la Noël, à la Passion et au Jugement; et mille autres chants divers se répétaient de tous côtés. Et c'est notamment de cette universelle disposition à chanter que sont issus tous nos troubadours des <sup>x</sup><sup>e</sup>, <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles. Car, non contents de fabriquer leurs strophes patoises, ils les chantaient eux-mêmes et apprenaient à leurs auditeurs à les chanter; et c'est en ce dernier point surtout que consistait le caractère propre du *troubayre* ou troubadour. Le chant était donc une des notes dominantes des populations du moyen âge <sup>2</sup>. C'est même à se demander si des peuples qui chantaient autant étaient aussi malheureux qu'on a voulu le dire.

où l'on voit la confrérie des lainetiers ou tisserands de laine de la ville de Vic-Fezensac (Gers) fonder une messe chantée annuelle en l'église des Religieux Prémontrés de Vic, et déclarer « qu'on y fera offrande de pain et de vin, ce qui se fait et observe en tel cas accoustumé. » (Registre de François Vergne, notaire royal de Vic-Fezensac, 1549-1565.)

<sup>1</sup> Ce feuillet de missel servait de couverture à un registre d'un notaire royal de Nogaró en 1678. Il provenait probablement d'un vieux missel du chapitre de cette ville, fondé en 1060. Nous l'avons en notre possession.

<sup>2</sup> Sur ces chants populaires anciens, voir *Contes et poésies populaires de la Gascogne*, par M. Bladé (Paris, 1883, 6 vol. in-12). L'auteur n'y donne guère que des textes recueillis dans les anciens diocèses d'Auch, de Condom et de Lectoure : le Béarn, la Bigorre, la Lande, le Marsan, l'Armagnac lui ont échappé presque complètement. Une enquête sérieuse, menée dans ces divers pays,



De tout ce que nous avons établi, retenons ce grand fait qui se dégage, savoir l'union intime de l'Église et des peuples du moyen âge, l'immense et salutaire influence qu'elle exerça sur eux. Jamais évidemment une Église corrompue et méprisée n'aurait possédé et gardé si longtemps sur les âmes une telle puissance : il est impossible de soutenir sérieusement le contraire. Il faut donc reconnaître que l'Église du moyen âge, et surtout l'Église du XI<sup>e</sup> siècle, malgré des défaillances qu'on pourra signaler ici ou là, fut dans sa vie et dans son action générale digne d'elle-même et de la mission que lui a confiée son divin fondateur, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

## A. BREULS.

fournirait encore une ample et riche moisson. La plupart de ces chants ou poésies sont évidemment très anciens dans leur substance. Mais il n'est pas douteux qu'à travers les siècles ils n'aient subi de notables changements. Un de ceux qui, sur un point au moins et même dans sa forme actuelle, se date très bien du moyen âge est le *Pater lou Petit* dont on connaît plusieurs variantes suivant les pays. Voici le fragment de cette poésie auquel nous faisons allusion, et que M. Bladé n'a pas connu ou du moins n'a pas inséré dans son recueil :

|                                         |                                                |
|-----------------------------------------|------------------------------------------------|
| Quan jou m'en bau cathat la bio         | Quand je m'en vais en bas la vigne,            |
| Que rencountri Biergés Mario            | Je rencontre la Vierge Marie                   |
| Dab soun libé à la man                  | Avec son livre à la main                       |
| Que n'e pas maje qu'un <i>mourlan</i> . | Qui n'est pas plus grand qu'un <i>morlan</i> . |

Ce *morlan*, dont il est ici question, n'est autre que le denier morlan, monnaie divisionnaire du sol morlan, ainsi appelé parce qu'il se fabriquait à Morlaas, ville capitale du Béarn au XI<sup>e</sup> siècle. La monnaie morlane circulait en Gascogne au X<sup>e</sup> siècle déjà. L'expression ci-dessus démontre donc l'antiquité de notre poésie précitée.

---

## LES

# ORIGINES DE L'HÉRÉSIE ALBIGEOISE

---

La pleine lumière n'est pas faite encore sur les origines de l'hérésie albigeoise. Pendant que Bossuet, qui la rattache justement au Manichéisme dont elle garde les principaux caractères, la fait venir d'Orient par la Bulgarie et l'Italie jusque dans le midi de la France, un érudit contemporain remarque avec raison qu'elle semble avoir suivi une marche opposée à celle qu'indique l'éminent historien des *Variations*. « C'est au nord de la France, écrit M. Pfister <sup>1</sup>, que l'hérésie se propage d'abord; c'est là que des documents certains nous la font découvrir en premier lieu; du nord, elle a gagné le midi de notre pays, puis l'Italie; enfin seulement, à une époque postérieure, on la trouve en Dalmatie. » Vu le caractère mystérieux de la secte et la rareté des documents qui la concernent, on ne saurait, à l'aide de ces documents, déterminer d'une façon sûre le parcours qu'elle a suivi. Et des historiens indépendants, tels que de Pressensé, Döllinger et Schmidt, adoptent au moins pour l'itinéraire de l'hérésie le sentiment de Bossuet. Toutefois il faut reconnaître que ce sentiment est loin de s'imposer avec la clarté de l'évidence; et tant qu'on n'aura pas retrouvé la trace à peu près continue des migrations manichéennes, la question de l'origine des Albigeois ne sera pas définitivement résolue <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Pfister, *Études sur le règne de Robert le Pieux*. Paris, Wieweg, 1885, p. 326.

<sup>2</sup> Cf. de Pressensé, art. *Manichéens*, dans l'*Encyclopédie Lichtenberger*; Döllinger, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*. München, 1890. I, cap. v; Schmidt, *Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*. Paris, 1849, 2 vol. in-8, ouvrage important, avec quelques hypothèses contestables; Rébelliau, *Bossuet historien du protestantisme*. Paris, Hachette, 1891, p. 477-484; Bossuet, *Histoire des variations des Églises protestantes*, livre XI, n<sup>os</sup> XIII-XX, XXXIX-XLIV, LVI-LVIII, CXXXII-CXXXIX.

Ce n'est pas ce point d'histoire que nous entreprenons d'éclaircir dans l'article qu'on va lire, mais une question qui n'offre pas moins d'intérêt et peut-être d'obscurité. Dans les sermons 65 et 66 sur le Cantique des cantiques, saint Bernard attaque une hérésie innommée, que l'on qualifie ordinairement de néo-manichéisme. Pour nombre d'auteurs cette hérésie n'est autre que la secte naissante des Albigeois. Cette identification est-elle légitime? Nous ne le pensons pas. Ce qui a fait juger que l'abbé de Clairvaux avait particulièrement en vue les hérétiques du Midi, c'est l'idée préconçue que ses sermons étaient postérieurs à son voyage dans le Toulousain. Or, bien que ce voyage soit, non de 1147 ou 1148, comme on l'a cru pendant longtemps, mais de 1145 (mai-août), les sermons 65 et 66 nous paraissent encore antérieurs à cette date. Guidé par la lettre du prévôt de Steinfeld, Évervin, à laquelle ils donnèrent une réponse officielle et authentique, nous les fixons approximativement en 1144 <sup>1</sup>. Les faits qu'ils visent spécialement sont en effet de 1143, si l'on en croit les chroniques. Est-ce à dire que le regard de l'abbé de Clairvaux ne s'étende pas au delà des régions et des erreurs que lui signale son correspondant? Telle n'est pas notre conclusion. Saint Bernard ne pouvait ignorer les ravages que les sectes exerçaient dans le Languedoc dès cette époque. Mais il avait sûrement des informations plus certaines et plus précises sur les hérésies du nord de la France, de la Flandre et des bords du Rhin; et c'est aux néo-manichéens <sup>2</sup> de ces régions que

<sup>1</sup> Dollinger (*ouv. cit.*, p. 94, note) estime que les Sermons de saint Bernard ont été prononcés entre 1146 et 1148, c'est-à-dire après le voyage dans le Toulousain. Mais, d'une part, nous croyons avec Mabillon (*Præf. general.*, n° 76; *Admonitio ad ep. Evervini*, inter *opera Bern.*, édit. Gaume, II, 3054) que les Henriciens ne sont nulle part visés dans ces sermons. Les sectaires dont parle saint Bernard n'ont pas de chef (*Serm.* 66, n° 2). Ils sont tous sans instruction : « Rusticani homines sunt et idiotæ » (*ibid.*, n° 1); « Mulierculis rusticis et idiotis et quales utique omnes sunt, quotquot adhuc de sectâ hæc esse expertus sum. Nec enim in cunctis assertionibus eorum (nam multæ sunt) novum quid aut inauditum audisse me recolo » (*Serm.* 65, n° 8). D'autre part, Évervin rapporte que les scènes de Cologne qui ont provoqué sa lettre et les discours de l'abbé de Clairvaux sont toutes récentes : « Nuper apud nos juxta Coloniam quidam hæretici detecti sunt, » etc. (*Ep.*, n° 2). Or, nous savons par les *Annales Brunwilerenses* que ces scènes ont eu lieu en 1143. (*Mon. Germ.*, XVI, 727; Cf. Bernhardi, *Konrad III*, note 28.) Tout nous porte donc à placer les sermons de saint Bernard soit en 1144, soit au plus tard au commencement de 1145.

<sup>2</sup> Bernard ne sait quel nom donner à cette hérésie nouvelle; il ne croit même pas avoir affaire à de vrais Manichéens. (Cf. *Serm.* 66, n° 2.)

s'adressent plus particulièrement ses éloquents invectives.

Nous n'entendons pas développer ces propositions sous la forme d'une thèse; un simple récit, avec preuves à l'appui, servira aussi utilement à notre dessein. Nous étudierons successivement la réfutation que l'abbé de Clairvaux a faite des hérésies gnostico-manichéennes, et son voyage dans le Toulousain à la poursuite de l'hérétique Henri. Par là on verra que les écrits de saint Bernard et de ses historiens fournissent peu de lumière sur l'hérésie albigeoise proprement dite.

# I.

## RÉFUTATION DES HÉRÉSIES NÉO-MANICHÉENNES

A peine l'abbé de Clairvaux, après avoir rétabli la paix entre Louis le Jeune et Thibaut de Champagne, avait-il repris le cours de sa vie contemplative et de son commentaire, toujours interrompu, sur le Cantique des cantiques, qu'il fut de nouveau invité à porter son attention sur les choses du dehors. Une lettre du prévôt de Steinfeld, Évervin ou Ébroïn, lui signalait les ravages qu'une secte d'hérétiques découverte dans le voisinage de Cologne exerçait sur les bords du Rhin et dans presque toutes les églises du Nord. Bernard avait déjà recueilli, sans aucun doute, trop de plaintes du même genre, pour être surpris de cette nouvelle. Depuis la mort du fameux Tanchelm ou Tanchelin, tué vers 1115<sup>1</sup> au milieu des succès de ses scandaleuses prédications, on avait vu sortir de terre successivement, en Flandre, dans le Soissonnais, en Champagne, à Toul, à Trèves, à Liège, les ramifications d'une secte ténébreuse, qui semblait se rattacher au Manichéisme déjà poursuivi pendant le xi<sup>e</sup> siècle à Arras et à Orléans. D'origine inconnue, orientale ou peut-être africaine, elle semble avoir pris racine au château de Montwimer ou Montaimé, dans le diocèse de Châlons (département de la Marne, canton de Vertus), pour s'étendre de là vers le nord jusqu'à la mer et jusqu'au Rhin. Il n'est pas improbable que les

<sup>1</sup> Sigebert, *Continuat. Præmonstrat.*, ap. *Mon. Germ.*, VI, 449. Cf. Le Mire, *Chron. ordin. Præmonstr.*, p. 33.

apostoliques de la Bretagne, que frappa Hugues d'Amiens, archevêque de Rouen, en aient été des rameaux détachés <sup>1</sup>. Ce qui est sûr, c'est que ses membres formaient une société secrète : elle était composée principalement de gens du peuple, parmi lesquels l'abbé de Clairvaux distingue des tisserands des deux sexes. Des clercs et des moines avaient fini par s'y affilier, et laissaient pousser leurs cheveux et leur barbe afin de n'être pas reconnus <sup>2</sup>. Ce qui en faisait la force en même temps que le péril, c'est le secret dont elle s'enveloppait et qui la dérobaux aux plus sévères recherches. Cependant, malgré son affectation à imiter les fidèles jusque dans la réception des sacrements <sup>3</sup>, quelques indices la firent découvrir. En 1144 le clergé de Liège la dénonçait au pape Lucius II <sup>4</sup>. Déjà en 1143 l'archevêque de Cologne avait déferé à un tribunal moitié laïque moitié ecclésiastique quelques-uns de ses membres, et ce fut à l'occasion de ce procès que

<sup>1</sup> Sur les hérétiques de Flandre, voir *Continuat. Præmonstrat.*, loc. cit.; *Ep. Traject. eccles.* ad Trid. Episcop., ap. Tegnagel, *Veter. mon.*, p. 368; *Vita Norberti*, ap. *Acta Bolland.*, 6 jun., p. 843. Sur ceux de Soissons, cf. Guibert. de Novigento, *De vita sua*, lib. III, cap. xvii, ap. Migne, t. CLVI, p. 951-952. Sur ceux de Champagne et de Liège, cf. *Ep. eccles. Leodiens. ad Lucium pap.*, ap. Martène, *Ampliss. collect.*, I, 777. Sur ceux de Cologne, *Evervini epist.*, ap. Migne, t. CLXXXII, p. 676; Bern., *Sermon. in Cant.* 65 et 66. Sur ceux de Trèves, *Histor. Trever.*, ap. d'Achery, *Spicileg.*, III, 221. Sur ceux de Toul, *Ep. Hug. Metelli*, ap. Hugo, *Sacræ antiquit. mon.*, II, 747. Sur ceux de Bretagne, *Ep. Hug. Rothom.*, ap. Guibert. *Novigenti opera*, édit. d'Achery, p. 690. Dom Martène, qui ne connaissait pas Montwimer en Champagne, renvoie le lecteur à Montélimar en Dauphiné; mais Döllinger (*Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, München, 1890, p. 61 et 100) a montré que par le *Mons Guimari* de l'épître des Liégeois, il fallait entendre un *castellum* voisin de Châlons, qui avait été infecté de l'hérésie manichéenne par un certain Fortunat venu d'Afrique. Cf. *Alberic. Chron.*, édit. Leibnitz, p. 570. Il est à remarquer que le diocèse de Châlons était déjà infecté de cette hérésie avant le milieu du XI<sup>e</sup> siècle (Anselmi *Gesta episcop. Leodiens.*, ap. *Mon. Germ.*, VII, 226-227). Sur l'extension de la secte : « A monte Guimari.... quædam hæresis per diversas terrarum partes defluxisse cognoscitur. » *Ep. eccles. Leodiens.*, loc. cit.; « Novos hæreticos qui circumquaque jam fere per omnes ecclesias ebulliunt de puteo abyssi. » *Evervini. ep.*, loc. cit., n. 1; « Nobis dixerunt, illos habere maximam multitudinem fere ubique terrarum sparsam et habere eos plures et nostris clericis et monachis. » *Ibid.*, n. 6.

<sup>2</sup> « Clerici et sacerdotes... intonsi et barbati apud eos inter *textores et textrices* plerumque inventi sunt. » Bern. *Serm. in Cant.* 65, n. 5. Les tisserands étaient si nombreux qu'ils donnèrent leur nom à la secte : « Hos nostra Germania Catharos, Flandria Piphles, Galli *Tixerant*, ab usu texendi appellant, » disait Ekbert quelques années plus tard, *Advers. Catharos sermo I.* Colon., 1530. Toulouse comptait aussi « de *textoribus* quos *Arrianos ipsi nominant, nonnullos.* » *Gaufrid. ep.* ap. Migne, t. CLXXXV, p. 410-415, n. 4.

<sup>3</sup> Bern. *Serm. in Cant.* 65, n. 5. Cf. *Everv. ep.*, n. 3.

<sup>4</sup> *Ep. eccles. Leodiens.*, loc. cit.

le prévôt de Steinfeld provoqua l'abbé de Clairvaux à la combatte par la parole <sup>1</sup>, Bernard commentait précisément à cette époque le symbolique verset du Cantique : *Capite nobis vulpes parvulas quæ demoliuntur vineas*. « Prenez-nous ces renardeaux qui ravagent nos vignes ». L'application de ce texte à une hérésie qui vivait d'ombre et de secret s'offrait d'elle-même à l'esprit. Mais avant de stigmatiser les sectaires dans un discours qui était destiné à faire le tour de la chrétienté <sup>2</sup>, Bernard ouvrit une enquête sur leur doctrine et leurs mœurs <sup>3</sup>. Ses recherches eurent pour résultat de confirmer ou de compléter les renseignements que lui fournissait Évervin.

Une dans son principe, qui n'était qu'une forme atténuée du Manichéisme, l'hérésie était, selon les lieux ou l'intelligence des personnes, fort diverse dans ses manifestations. Ainsi tous les membres étaient d'accord pour rejeter l'autorité de l'Église catholique ; mais les uns s'étaient créé un pape à leur dévotion pendant que d'autres ne reconnaissaient pour supérieurs que leurs directeurs immédiats ; l'Église étant déchue, par suite de la corruption de ses chefs, les seuls Apostoliques, comme ils s'intitulaient, étaient, à défaut du pape et des évêques, les héritiers directs de saint Pierre et de ses collègues dans l'apostolat. En général, on retrouvait dans la secte les linéaments d'une hiérarchie. Les Auditeurs étaient élevés par l'imposition des mains à la dignité de Croyants et pouvaient être admis après une nouvelle épreuve à faire partie des Élus, qui constituaient l'ordre suprême de la société <sup>4</sup>.

Comme règle de foi, ils admettaient la Bible, mais la plupart, à l'instar des Manichéens, rejetaient l'Ancien Testament et quelques-uns même les Épîtres de saint Paul <sup>5</sup>. Leur doctrine se

<sup>1</sup> *Everv. ep.*, loc. cit. Bern., *Serm. in Cant.* 66, n. 12. *Annal. Brunwil. ap. Mon. Germ.*, XVI, 727. La date de ce procès nous est fournie par les *Annales Brunwilarenses*.

<sup>2</sup> On voit par l'épître de Évervin (n. 1) que les sermons de l'abbé de Clairvaux étaient attendus dans les cloîtres avec impatience. Cf. Bern. ep. 153, 483, etc. « Liber iste vester (*Serm. in Cant.*) volvitur per ora sinusque omnium. » *Ep. Haimon, ad Bernard. inter Bernardinas*, ep. 483.

<sup>3</sup> *In Cant. Serm.* 65, n. 8.

<sup>4</sup> *Evervin. ep.*, n. 3, 4, 6. Bern. *in Cant. Serm.* 66, n. 8, 11.

<sup>5</sup> « Forte non recipis scripturam hanc (Vetus Testamentum). Ita est ; solius Evangelii se profitentur æmulatores et solos.... An forte nec Paulum recipitis ? De quibusdam ita audiui. » *In Cant. Serm.* 65, n. 3.

ressentait de cet électionisme arbitraire. Le baptême des enfants, l'existence du Purgatoire, la prière pour les morts, la communion des saints, étaient le principal objet de leurs railleries. Leur mépris s'étendait à presque tous les sacrements, et bien qu'ils observassent extérieurement les pratiques de l'Église catholique, ils ne croyaient ni à la présence réelle de Jésus-Christ dans l'Eucharistie, ni à l'efficacité du baptême d'eau, même pour les adultes. Le véritable baptême, à leurs yeux, consistait dans l'imposition des mains, et tout Croyant élevé à la dignité d'Élu devenait du même coup soit ministre de l'Eucharistie, selon les uns, soit le corps même du Christ, selon d'autres <sup>1</sup>.

En morale, il faut distinguer entre les prétentions d'austérité qu'ils affichaient et la réalité de leur conduite. Le secret dont ils entouraient leur vie privée et leurs associations, en autorisant tous les soupçons, formait déjà contre eux un grief considérable. On connaît leur devise : « Jure, parjure-toi, mais ne livre jamais le secret <sup>2</sup>. » Aussi, malgré leurs vœux de pauvreté, de continence et d'abstinence de laitage et de viande, l'abbé de Clairvaux ne croit pas à leur vertu. Un point surtout éveillait sa défiance, c'était leur dédain du mariage. Les uns, à la vérité, toléraient le mariage entre homme et femme vierges, mais la plupart condamnaient absolument toute union entre les deux sexes. Et, par une inconséquence qui n'est pas rare dans l'histoire des hérétiques, il n'en était pas un seul parmi eux qui n'eût une femme à son foyer : « en cela, disaient-ils, ils ne faisaient qu'imiter les apôtres, qui avaient le droit de se faire accompagner par de saintes femmes <sup>3</sup>. »

De pareilles théories n'offraient rien que d'énorme et d'inquiétant. Pour répondre au désir d'Évervin <sup>4</sup>, Bernard se mit en mesure de les réfuter. L'apostolicité, dont se targuaient les

<sup>1</sup> Everv. *ep.* n. 3, 4, 5. Bern. *in Cant. Serm.* 66, n. 9, 10, 11.

<sup>2</sup> « Jura, perjura, secretum prodere noli. » *In Cant. Serm.* 65, n. 2.

<sup>3</sup> Everv. *ep.* n. 3 ; « Isti apostolici Satanæ habent inter se feminas, ut dicunt, continentes.... quasi ad formam Apostolorum quibus concessa fuit potestas circumducendi mulieres, » *ibid.*, n. 6, Bern. *in Cant. Serm.* 66, n. 3-7 ; « Hoc enim (contubernio feminarum) inter eos nemo qui careat. » *Serm.* 65, n. 6.

<sup>4</sup> Cet Évervin ne paraît être autre que l'Ébervin ou Hervin cité plus tard comme abbé de Steinfeld, de l'ordre de Prémontré, dans la *Prima vita Bernardi*, lib. VI, n. 22 et 26.

nouveaux sectaires, amène sur ses lèvres un sourire de pitié. « Vous, les successeurs des apôtres ! s'écrie-t-il. Les apôtres étaient sur le boisseau, vous êtes, vous, sous le boisseau ; les apôtres étaient la lumière du monde, vous en êtes les ténèbres. Où avez-vous pris que l'Église doive se cacher et vivre sous terre ? Qu'y a-t-il de commun entre les apôtres et vous ? Que vous traînez comme eux des femmes avec vous, voire même que vous les enfermez avec vous ? Prenez garde, être accompagné d'une femme est moins sujet au soupçon que de cohabiter avec elle. Et qui aurait jamais soupçonné rien de mal de ceux qui ressuscitaient les morts ? Faites de même et je suis prêt à prendre pour un homme la femme qui vous accompagne. Si non, vous êtes un téméraire d'usurper les privilèges de ceux dont vous ne possédez pas la sainteté <sup>1</sup>. »

Les sectaires arguaient de l'indignité des évêques et des ordres religieux pour proclamer la déchéance de l'Église. « Vos évêques, disaient-ils, sont des thésauriseurs qui ne songent qu'à s'enrichir et à arrondir leurs possessions ; vos moines eux-mêmes et vos chanoines réguliers, s'ils n'ont pas de domaines privés, possèdent en commun les biens de ce monde ; nous seuls donc, qui avons renoncé aux richesses et même à l'aumône, sommes les vrais imitateurs et par suite les successeurs légitimes de Jésus-Christ et des apôtres. » Sans contester le fait de l'enrichissement de l'Église et de la culpabilité de ses chefs, l'abbé de Clairvaux nie la conséquence qu'on en tire. « Il n'y a pas d'incompatibilité, remarque-t-il, entre l'épiscopat et le péché. Caïphe était pontife et Judas apôtre ; et si coupables qu'ils fussent, l'Évangile les nomme apôtre et pontife même après leur péché <sup>2</sup>. »

Le principe de l'indéfectibilité et de la visibilité de l'Église établi, Bernard combat, point par point, les erreurs dogmatiques et morales de la secte. En général, il soutient la thèse catholique par les arguments traditionnels et classiques <sup>3</sup>. Les questions de morale le retiennent plus longuement. L'ombre dont s'enveloppe l'hérésie et les vœux secrets par lesquels ses

<sup>1</sup> *In Cant. Serm.* 66, n. 8 ; *Serm.* 65, n. 4.

<sup>2</sup> Evervin, *ep.* n. 3 et 4 ; *In Cant. Serm.* 66, n. 11. • *Episcopus erat Calphas*, • etc.

<sup>3</sup> *In Cant. Serm.* 66.



membres se lient entre eux, l'arrêtent particulièrement. Il se console en pensant que leur hyprocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu. « Ce qui leur importe, observe-t-il, ce n'est pas de cultiver les vertus, mais de colorer leurs vices de l'éclat des vertus <sup>1</sup>. »

Au premier rang de ces vertus menteuses il faut compter l'abstinence, l'abstinence de laitage et de viande. « Voilà, s'écrie-t-il, une preuve de leur hérésie, non pas que l'abstinence soit un mal, mais parce que leur abstinence part d'un faux principe, *hæretice abstinent*. Car moi aussi je m'abstiens parfois, mais mon abstinence est une satisfaction pour mes péchés et non l'effet d'une superstition impie : je m'abstiendrai de vin par exemple, parce que le vin porte à la luxure, ou, si je suis malade, j'en userai modérément, selon le conseil de saint Paul. Je m'abstiendrai de viande de peur qu'en nourrissant trop la chair, je ne nourrisse en même temps les vices de la chair. Je m'appliquerai à ne prendre du pain qu'avec mesure, de peur que mon estomac trop chargé ne me gêne dans la prière ; et je me garderai même de m'emplir d'eau pure, de peur que la distension du ventre n'aille jusqu'à m'inciter à la volupté. Tout autre est la pensée de l'hérétique. Pourquoi rejeter avec horreur le laitage et tout ce qui sort de la chair ? Si vous faites cela en vertu d'une ordonnance des médecins, soit, nous ne blâmons pas ce soin de la santé corporelle, pourvu qu'il ne soit pas excessif. Est-ce pour un motif de discipline spirituelle ? Nous approuvons votre vertu qui dompte la chair et met un frein aux passions. Mais si, limitant à votre gré et par respect pour l'idée insensée de Manès, la grandeur et les bienfaits de Dieu, vous faites une distinction entre les choses qu'il a créées et décidez que les unes sont immondes, au lieu de les recevoir toutes avec actions de grâces, je ne loue plus votre abstinence, j'abhorre votre blasphème, et c'est vous que je proclame immonde, car tout est pur pour les purs, a dit un excellent appréciateur des choses <sup>2</sup>. »

C'est avec la même rigueur de logique et la même vigueur d'expressions que Bernard combat la doctrine des hérétiques

<sup>1</sup> *In Cant. Serm.* 65, n. 2 et 3 ; *Serm.* 66, n. 1 et 2 : « Neque enim est apud eos virtutes colere, sed vitia colorare quodam quasi virtutum minio. » *Ibid.*, n. 1.

<sup>2</sup> *Serm.* 66, n. 6 et 7.

sur le mariage. « Il faut être bestial, s'écrie-t-il, pour ne pas s'apercevoir que condamner les justes nocces, c'est lâcher les rênes à toutes sortes d'impudicités. Otez de l'Église le mariage honoré et le lit sans tache, et vous la remplirez de concubinaires, d'incestueux, d'êtres immondes. Choisissez donc, ou de remplir le ciel de tous ces monstres ou de réduire le nombre des élus aux seuls continents. Mais la continence est rare sur la terre. Faut-il croire que le Sauveur se soit anéanti uniquement pour elle? Comment aurions-nous tous reçu la plénitude de sa grâce, si les continents seuls y ont part? Et de quel droit raccourcit-on ainsi le bras de Dieu ? »

« Je le sais, il en est parmi vous qui accordent que le mariage entre vierges est permis. » Mais sur quoi repose leur distinction? Ils en appellent à ce verset de la Genèse : *Masculum et feminam creavit illos; quod Deus conjunxit homo non separet* <sup>2</sup>. Dieu les a créés homme et femme, et c'est dans cet état de virginité qu'il les a unis. Vaine subtilité! Sans doute, le premier homme et la première femme étaient vierges, « mais autre chose est d'être unis étant vierges, autre chose d'être unis parce qu'ils étaient vierges. La Bible dit simplement : *Dieu les a créés homme et femme*. Et c'est juste. Le mariage ne requiert pas l'intégrité des corps, il requiert seulement la diversité des sexes. Ah! si au lieu d'indiquer les sexes, l'Esprit-Saint eût dit : *Dieu les a créés vierges*, comme vous eussiez pris occasion de ce mot pour baffouer les secondes et les troisièmes nocces, pour insulter à l'Église catholique qui unit entre eux les hommes et les femmes perdus, d'autant plus volontiers qu'elle espère les faire passer ainsi d'une vie déréglée à une vie honnête! » Écoutez donc saint Paul qui autorise tous ces mariages. « Si vous prohibez ce que saint Paul approuve, votre prohibition ne me persuade qu'une chose, c'est que vous êtes hérétique <sup>3</sup>. »

Sur ce terrain de la virginité, l'austère abbé de Clairvaux avait beau jeu pour confondre les sectaires, qui, malgré leur vœu de chasteté, vivaient dans une promiscuité inexplicable. Aussi les prend-il vivement à partie et dissipe-t-il la scandaleuse équivoque de leur conduite privée. « Dites-moi, mon ami, et sa question

<sup>1</sup> *Serm.* 66, n. 3.

<sup>2</sup> *Genes.*, 1, 27. *Matth.*, xix, 4, 6.

<sup>3</sup> *Serm.* 66, n. 4 et 5.

s'adresse à chacun d'eux, dites-moi, quelle est cette femme que je vois près de vous? Est-ce votre épouse? Non, dites-vous, car mon vœu s'y oppose. Est-ce votre fille? Non, encore. Qu'est-ce donc? Une sœur, une nièce, une parente enfin, à quelque degré que ce soit? Nullement. Mais alors, comment votre vertu est-elle en sûreté dans une telle compagnie! Être toujours avec une femme et ne pas pécher est plus merveilleux que de ressusciter un mort. Cette jeune fille est tous les jours en tête à tête avec vous.... et vous voulez que je croie à votre vertu! Admettons que vous soyez chaste, cette intimité ne vous est pas permise. Si vous l'ignorez, l'Église défend la cohabitation entre hommes et femmes à ceux qui ont fait vœu de continence. Si vous ne voulez pas scandaliser l'Église, chassez-moi cette femme <sup>1</sup>. Mais, direz-vous, montrez-moi la page de l'Évangile où se trouve une pareille prohibition. Vous en appelez à l'Évangile, l'Évangile vous jugera. L'Évangile défend le scandale, et vous me scandalisez; ôtez-moi cette cause de scandale, et vous prouverez ainsi que vous êtes un véritable et zélé observateur de l'Évangile <sup>2</sup>. »

Ce dernier trait portait un peu à faux, car il n'atteignait que ceux qui admettaient tout ensemble l'autorité de l'Église et celle de l'Évangile; et justement les hérétiques, qui traitaient de superstitions les pratiques de l'Église <sup>3</sup>, considéraient le scandale dont parle l'abbé de Clairvaux comme un scandale pris, c'est-à-dire comme un vain fantôme. Mais le but que poursuivait le saint docteur se trouvait néanmoins atteint indirectement, car en dévoilant les mœurs des sectaires, il les livrait au mépris de la conscience chrétienne. Ce qu'il s'était proposé dans cette étude critique, c'était moins de convaincre les coupables de leur erreur que de mettre les fidèles en garde contre la contagion du mal. La publicité donnée aux pratiques de la secte était, à elle seule, un remède. « Un hérétique reconnu est, disait-il, beaucoup moins nuisible qu'un faux catholique <sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> *In Cant. Serm.* 65, n. 6 : « Cum femina semper esse et non cognoscere feminam, nonne plus est quam mortuum suscitare ? » *Ibid.*, n. 4.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n. 7. Cf. n. 4.

<sup>3</sup> « Cæterasque observantias in Ecclesia quas Christus et Apostoli ab ipso discedentes non condiderunt, vocant superstitiones. » *Évervin, ep.* n. 5.

<sup>4</sup> « Longe plus nocet falsus catholicus, quam si verus appareret hæreticus. » *Serm.* 65, n. 4. « Non est opus, ut dixi, frustra multa adversus homines stultissimos atque obstinatissimos dicere : sufficit innotuisse illos ut vitentur. » *Serm.* 66, n. 4. Cf. *Serm.* 64, n. 9. *Serm.* 65, n. 8.

Quant à ramener tous les égarés dans le bercail de l'Église, il n'y fallait pas songer. Le plus grand nombre d'entre eux étaient des personnes du peuple, tirées pour la plupart de la campagne, dénuées d'instruction et absolument incapables de suivre un raisonnement <sup>1</sup>. Ces gens-là, dit saint Bernard, « on ne les convainc pas par des raisons, ils ne les comprennent pas; on ne les corrige pas par des autorités, ils ne les acceptent pas; on ne les fléchit pas par la persuasion, ils sont endurcis. La preuve est faite, ils aiment mieux mourir que de se convertir. Ce qui les attend, c'est le bûcher <sup>2</sup>. »

Le mot est effrayant; en l'écrivant, l'abbé de Clairvaux se souvenait sans doute des exécutions d'Orléans, d'Arras et de Soissons <sup>3</sup>; il pensait surtout aux scènes plus récentes de Cologne, dont le prévôt de Steinfeld lui avait fait le récit. Le fait veut être raconté. Plusieurs hérétiques dénoncés avaient été déférés au tribunal de l'archevêque de Cologne. Interrogés sur leur foi, les uns avouèrent leurs erreurs et les abjurèrent. Mais il s'en trouva deux ou trois qui à toutes les accusations dirigées contre eux opposèrent un démenti formel. On les soumit au jugement de l'eau froide <sup>4</sup>, et l'épreuve, dit l'abbé de Clairvaux,

<sup>1</sup> « Rusticani homines et idiotæ. » *Serm.* 66, n. 1. Cf. *Serm.* 65, n. 8.

<sup>2</sup> « Horum novissima incendium manet. » *Serm.* 66, n. 12.

<sup>3</sup> Sur l'affaire d'Orléans, voir *Recueil des Hist. des Gaules*, X, 36-38, 159, 536, 607; sur l'affaire d'Arras, cf. *ibid.*, p. 540; sur l'affaire de Soissons, voir *Guibert de Nogent. De vita sua*, lib. III, cap. xvii, ap. Migne, t. CLVI, p. 952-953.

<sup>4</sup> *Annales Brunwilarenses* ap. *Mon. Germ.*, XVI, 727; Bern., *In Cant. Serm.* 66, n. 12. A propos de cette épreuve de l'eau froide, considérée comme un jugement de Dieu, on s'est demandé ce qu'en pensait l'abbé de Clairvaux. Malgré l'autorité d'Horstius, nous inclinons à penser que Bernard croyait à son efficacité ou du moins à sa valeur juridique : « Examinati judicio aquæ, dit-il, mendaces inventi sunt. Cumque jam negare non possent, quippe deprehensi, aqua eos non recipiente. » Si Bernard n'avait pas cru à la valeur de cette épreuve, comment aurait-il pu dire que les accusés étaient convaincus, irréfragablement convaincus du crime dont on les accusait : *cum jam negare non possent, quippe deprehensi*? Où eût été la preuve de la culpabilité, si l'épreuve n'était pas à ses yeux convaincante? Ce sentiment de l'abbé de Clairvaux n'a, du reste, rien de surprenant. La croyance aux jugements de Dieu, surtout par l'épreuve de l'eau froide, était alors générale. Voir dans la *Revue*, livraison de janvier 1893, notre article sur *L'Église et les Ordales au XII<sup>e</sup> siècle*. Les textes d'Yves de Chartres sont particulièrement significatifs. On pourrait citer encore par manière de confirmation l'exemple de Barthélemy, évêque de Laon, le grand et saint ami de Bernard et de Norbert, qui fit soumettre à l'épreuve de l'eau le voleur du trésor de sa cathédrale (Herman, *De Miraculis S. Mariæ Laudun.*, lib. III, cap. xxviii, ap. Migne, t. CLVI, p. 1013-1014).

trahit leur mauvaise foi. Ainsi convaincus de mensonge, « ils prirent en quelque sorte le mors aux dents » et non seulement confessèrent, mais soutinrent hautement leur impiété, qu'ils décoraient du nom de piété. L'un d'eux passait pour l'évêque de la secte. Les clercs poussèrent aisément à bout son argumentation prétendue évangélique, et lui fermèrent la bouche. Réduits à l'impuissance, ils demandèrent qu'on leur permit de prendre pour avocats les docteurs de la société et qu'on fixât un jour pour un débat public et contradictoire. En cas d'échec de leurs champions, ils promettaient de se soumettre, sinon ils aimaient mieux mourir que d'abandonner leur sentiment. Nous ignorons si cette satisfaction leur fut accordée. Pendant trois jours, on les prêcha publiquement et on les pressa d'abjurer. Ce fut en vain. Témoin de cette obstination, le peuple irrité se précipita sur eux et, malgré l'opposition du tribunal, les jeta dans un bûcher où ils devinrent en un instant la proie des flammes <sup>1</sup>. Le courage avec lequel ils subirent ce supplice déconcerta Évérvin, qui en demande l'explication à l'abbé de Clairvaux. Simple effet de l'endurcissement, répond celui-ci; le démon leur a inspiré cette

<sup>1</sup> Éverv., *ep.* n. 2; Bern., *In Cant. Serm.* 66, n. 12; *Annales Brunwilarenses*, ap. *Mon. Germ.*, XVI, 727. Selon Bernhardi (*Konrad III*, p. 441, note 28), Évérvin et les *Annales Brunwilarenses* font allusion à la même exécution. Pourtant, d'après Évérvin, il n'y eut que deux victimes, et selon les *Annales* il y en eut trois : *Ignem consumpti sunt tres*. Une scène à peu près semblable eut lieu à Liège : « Quidam detecti, convicti et confessi sunt. Hos turba turbulenta raptos incendio tradere deputavit. Sed nos... pene omnes ab instanti supplicio de ipsis meliora sperantes, vix tamen eripuimus. » (*Ep. eccles. Leodiens. ad Lucium*, ap. Martène, *Amplissima Collect.*, I, 777.) Guibert de Nogent (*De vita sua*, lib. III, cap. xvii, ap. Migne, t. CLVI, p. 952-953) raconte la même chose des hérétiques de Soissons, soumis à l'épreuve de l'eau vers 1114 : « Interea perreximus ad Belvacense concilium, consulturi episcopos quid facto opus esset. Sed fidelis interim populus clericalem verens molliem concurrat ad ergastulum, rapit (hæreticos), et subjecto eis extra urbem igne pariter concremavit. » Mais à la différence de l'abbé de Clairvaux qui désavoue le peuple, Guibert semble approuver sa conduite : « Quorum, ajoute-t-il, ne propagaretur carcinus, *justum erga eos zelum* habuit *Dei populus*. » Déjà en 1076 ou 1077, un Cathare avait été brûlé par le peuple dans le Cambrésis (*Chronica S. Andreae Cameracensis*, III, 3, ap. *Mon. Germ.*, VII, 540). M. Julien Havet (*L'hérésie et le bras séculier*, dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLI, p. 517) fait remarquer que « de l'an 1000 au premier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle dans la région du Nord (France, Flandre et bords du Rhin) aucune législation temporelle ne vise le crime d'hérésie et ne le frappe d'une peine; mais en fait l'usage de mettre à mort les hérétiques (le plus souvent par le feu) s'est établi graduellement et est presque passé en coutume. » C'est évidemment à cette coutume que l'abbé de Clairvaux fait allusion quand il dit : *Horum novissima incendium manet*.

constance comme il a inspiré à Judas la force de se pendre <sup>1</sup>. Le peuple n'a fait là que de faux martyrs, *perfidia martyres*. En cela, il a dépassé la mesure. Si nous approuvons son zèle, nous n'approuvons nullement ce qu'il a fait, car la foi est une œuvre de persuasion ; on ne l'impose pas : *fides suadenda est, non imponenda* <sup>2</sup>.

Nous saisissons ici la pensée intime de l'abbé de Clairvaux sur l'inquisition et sur la règle à suivre à l'égard des hérétiques. Il blâme ouvertement les évêques et même les princes laïques qui, par insouciance ou pour des motifs moins louables encore, se désintéressent du soin de rechercher les renards occupés à ravager la vigne du Seigneur <sup>3</sup>. Mais, les coupables découverts, Bernard recommande qu'on emploie à leur égard les voies de la douceur. Qu'on les prenne par les arguments et non par les armes <sup>4</sup>, c'est-à-dire qu'on réfute d'abord leurs erreurs, et, s'il est possible, qu'on les ramène ainsi à l'Église catholique. S'obstinent-ils à persévérer dans l'hérésie, alors qu'on les excommunie plutôt que de leur permettre d'exercer leurs ravages, et au besoin même qu'on les arrête par le glaive : c'est la mission de celui qui porte le glaive pour frapper les malfaiteurs <sup>5</sup>. Bref, l'Église et l'État chrétien ont chacun leurs devoirs nettement tracés ; l'Église défend ses dogmes par l'arme qui lui est propre, la parole, et l'État n'intervient que pour protéger le premier bien de ses sujets, leur foi ouvertement ou secrètement attaquée <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Évêrin, *ep.* n. 2. Bern., *In Cant. Serm.* 66, n. 13.

<sup>2</sup> *In Cant. Serm.* 66, n. 12.

<sup>3</sup> *Ibid.*, n. 14. Bernard soupçonne même quelques membres du clergé de se laisser corrompre par l'argent des hérétiques. « Quidam, ut dicitur, de clero, necnon de ordine episcoporum, qui magis eos persequi debuerant, propter quæstum sustineant, accipientes ab eis munera. » Mabillon se demande si parmi ces traîtres il ne faut pas compter l'évêque de Toul, Henri, à qui Hugues Metel dénonce les hérétiques cachés dans son diocèse.

<sup>4</sup> « Capiantur, non armis, sed argumentis. » *In Cant. Serm.* 64, n. 8.

<sup>5</sup> « Quod si reverti noluerit.... ex hoc jam melius (ut ego arbitror) effugatur aut etiam *religatur* quam sinitur vineas demoliri. » *Ibid.* « Quanquam melius procul dubio gladio coercentur, illius videlicet qui non sine causa gladium portat, quam in suum errorem multos trajicere permittantur. Dei enim minister ille est, vindex in iram ei qui male agit. » *Serm.* 66, n. 12. Dans la langue de l'abbé de Clairvaux *religari* signifie être excommunié, être rejeté par l'Église, comme on le voit par le *Sermon* 65 (n. 1), où *foris religatus* est l'équivalent de *condemnata impietate, impio foras misso*.

<sup>6</sup> Cf. Bern. *ep.* 363, n. 6 et 7 ; 365, n. 2. Le doux abbé de Cluny s'exprime à peu près de même : « Vestrum est a locis illis in quibus se latibula invenisse

Telle est dans toute sa rigueur, mais aussi dans toute sa sincérité, la formule du droit chrétien au moyen âge. Par une méprise ou une erreur à jamais regrettable, les princes et les rois en ont parfois tiré des conséquences désastreuses, et, sous couleur de servir les intérêts de la foi, ont fait de la peine de mort une arme perpétuellement dirigée contre les hérétiques. Mais l'Église a toujours désavoué ces tragédies sanglantes dont quelques-uns de ses membres se sont faits les trop dociles instruments. Son autorité est donc sauvée <sup>1</sup>. Et il ne nous déplaît pas de marquer que, parmi ses docteurs, l'abbé de Clairvaux fut l'un des plus exacts à déterminer les limites de son droit.

En cela, du reste, il était l'écho de la tradition catholique ; il ne faisait que traduire, en l'adoucissant encore, à l'usage de ses contemporains, la pensée des Pères de l'Église, notamment des Pères du iv<sup>e</sup> siècle. Citons seulement saint Augustin et saint Jean Chrysostome, en qui seuls on entend l'Église latine et

gaudet, et prædicatione et etiam si necesse fuerit vi armata per laicos exturbare. Sed quia maiorem operam eos convertendi quam exterminandi adhibere caritatem christianam decet, proferatur eis auctoritas, adhibeatur et ratio ; ut si christiani permanere volunt, auctoritate ; si homines, rationi cedere compellantur. • *Ep. seu Tract. contra Petrobrus.*, ap. *Biblioth. Cluniac.*, p. 1118 ; *Hist. des Gaules*, XV, 639.

<sup>1</sup> Sur les punitions canoniques des hérétiques, cf. Julien Havet, *ouv. cit.*, p. 488-517. L'auteur fait justement observer que lorsque le roi Robert condamna en 1022 les hérétiques d'Orléans à la peine du feu, « il eut à inventer le supplice en même temps qu'il l'édicte. » Ce châtiment inconnu jusque-là comme peine d'hérésie étonna les contemporains. Les empereurs romains avaient édicté des lois très sévères contre les hérétiques ; mais ces lois tombèrent avec l'empire. Et voici les conclusions du travail de M. Havet :

I. — « Depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la fin du X<sup>e</sup> siècle, les hérétiques n'ont été justiciables que de la juridiction ecclésiastique et passibles que des peines ecclésiastiques.

II. — Au XI<sup>e</sup>, au XII<sup>e</sup> et au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, il faut distinguer deux groupes géographiques.

1<sup>o</sup> Dans les pays de langue germanique et de langue d'oïl, les hérétiques, durant cette période ont été généralement poursuivis et brûlés vifs, sans pourtant que ce supplice leur fût infligé en vertu d'une loi ou d'une coutume positive.

2<sup>o</sup> Dans les pays de langue italienne et de langue d'oc, — (a) pendant le premier tiers du XI<sup>e</sup> siècle, les hérétiques ont été quelquefois persécutés et mis à mort ; — (b) ensuite et jusqu'aux dernières années du XII<sup>e</sup> siècle, ils ont été habituellement tolérés ; — (c) à la fin du XII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, ils ont été punis du bannissement, de la confiscation des biens, etc.

III. — Pendant le XIII<sup>e</sup> siècle se sont établies dans tous les pays des lois ou des coutumes qui condamnaient les hérétiques au feu, et ce supplice est ainsi devenu universellement la peine légale de l'hérésie. • (*Ouv. cit.*, p. 606-607.)

l'Église grecque. Saint Augustin avait d'abord recommandé exclusivement l'emploi des moyens de douceur vis-à-vis des hérétiques de son temps <sup>1</sup> ; plus tard, il changea d'avis et préconisa le recours au bras séculier comme moyen d'intimidation ; il fit une sorte de théorie des persécutions légitimes. La persécution en vue du bien rentre, à l'entendre, dans les desseins providentiels. « Celui qui tue et celui qui guérit coupent les chairs et sont des persécuteurs tous les deux ; mais l'un persécute la vie, l'autre la pourriture. Il ne faut pas considérer si l'on est forcé, mais à quoi l'on est forcé, si c'est au bien ou au mal. Personne sans doute ne peut devenir bon malgré soi, mais la crainte met fin à l'opiniâtreté, et, en poussant à étudier la vérité, amène à la découvrir <sup>2</sup>. » Suivant sa pensée, cette persécution doit pourtant se renfermer dans certaines limites. Augustin admettait qu'on appliquât diverses peines aux hérétiques, l'amende, la confiscation, l'exil même en quelques cas, mais il souhaitait qu'on s'en tint là. Quand il fut question de les punir de mort, il protesta avec une généreuse indignation. L'idée qu'on pourrait verser le sang d'un chrétien au nom de l'Église lui faisait horreur <sup>3</sup>.

Saint Jean Chrysostome partage à peu près ces sentiments. Expliquant la parabole de l'ivraie et du bon grain, il fait observer que le Sauveur en interdisant d'arracher l'ivraie, de peur d'arracher tout ensemble le froment, disait cela pour défendre les guerres et les meurtres. « Il ne faut pas tuer l'hérétique : si on le faisait, ce serait introduire dans le monde une guerre inexpiable. » Toutefois, ajoute le saint docteur, Jésus « n'interdit pas de réprimer ces mêmes hérétiques, de leur fermer la bouche, de leur enlever la liberté de se faire entendre, de dissiper leurs réunions ; il défend seulement de les mettre à mort <sup>4</sup>. »

<sup>1</sup> *Ep.* 100, *Contra ep. Fundani*, III, 3.

<sup>2</sup> *Ep.* 93 ; cf. *ep.* 86 et 87 ; « Nam si docerentur et non terrerentur, vetustate consuetudinis obdurati ad capessendam viam salutis pigrius moverentur. » *Ep.* 43, ad Vincentium, n. 3.

<sup>3</sup> *Ep.* 134 ; cf. *ep.* 133 et 139.

<sup>4</sup> *In Matthæum*, 46. Cf. Puech, *Saint Jean Chrysostome*, Paris, Hachette, 1891, p. 204. Au ix<sup>e</sup> siècle, saint Théodore Studite invoque ce témoignage de saint Chrysostome et interprète dans le même sens la parabole de l'ivraie et du bon grain. (Cf. Tougaard, *La persécution iconoclaste d'après la correspondance de saint Théodore Studite*, dans la *Revue*, livraison de juillet 1891, p. 109-113). Chose remarquable, au xi<sup>e</sup> siècle, un évêque de Liège, Wazon, (1042-1048), consulté par l'évêque de Châlons qui lui demandait s'il devait livrer



Bernard, on le voit, s'empare de cette doctrine, et s'il y ajoute quelque commentaire de son cru, c'est pour en atténuer la sévérité. Il est au moins douteux qu'il entende suivre jusqu'au bout la théorie augustinienne de la persécution modérée. *Fides suadenda est, non imponenda*. Ce qu'il demande au pouvoir séculier, c'est de protéger la foi des catholiques contre les menées ouvertes ou secrètes des hérétiques ; le reste est l'affaire de l'Église ; à elle seule il appartient de châtier, selon les canons, ses enfants indociles ou infidèles.

## II.

## VOYAGE DANS LE LANGUEDOC (1145)

Dès l'année 1145 <sup>1</sup> Bernard eut à faire lui-même l'application de ces principes dans le midi de la France. L'état religieux de la Provence, du Languedoc et de la Gascogne, plus désolant encore que celui des églises du Nord, requérait sa présence. Là surtout, le néo-manichéisme, fomenté par les prédications d'un Pierre de Bruys et de son disciple Henri, exerçait ses ravages et amoncelait les ruines.

Le comté de Toulouse et la vicomté d'Alby offraient, en particulier, un terrain merveilleusement préparé pour recevoir la fatale semence. Nulle partie de la Gaule n'avait plus souffert que cette région des abus du régime féodal <sup>2</sup>. Après la mort de Charlemagne, les libertés et les prérogatives que le grand empereur avait libéralement accordées au clergé étaient peu à peu tombées en désuétude. A mesure que l'aristocratie terrienne s'enracinait dans les fiefs héréditaires, elle étendait ses bras et son ombre jusque sur les possessions de l'Église. De cliente

au bras séculier les hérétiques manichéens de son diocèse, répondit négativement en invoquant la même parabole. (Anselmi *Gesta episcop. Leodiensium*, ap. *Mon. Germ.*, VII, 226-227 ; cf. Concile de Reims de 1049, ap. Labbe, *Concilia*, IX, 1042).

<sup>1</sup> Le voyage de saint Bernard dans le Languedoc eut lieu en 1145, comme le prouve un document cité par le *Gallia christiana*, II, 814, et par le *Recueil des Hist. des Gaules*, XV, 598-599, note b.

<sup>2</sup> Cf. Molinier, *Étude sur l'administration du Languedoc*. Toulouse, 1879, p. 159-176 ; Imbert de la Tour, *De ecclesiis rusticis ætate carolingica*. Burdegala, 1890, p. 119-138.

qu'elle était du pouvoir civil, l'Église devint ainsi sa vassale. On ne saurait croire jusqu'où les comtes et les barons poussaient, au x<sup>e</sup> et au xi<sup>e</sup> siècle, leurs prétentions sur les évêchés et les abbayes. Usant du droit absolu de propriété, ils transmettaient à leurs héritiers les revenus des églises rurales et jusqu'aux droits épiscopaux. Il n'est pas rare de voir un domaine ecclésiastique partagé ainsi entre deux, trois ou quatre membres d'une même famille. Le droit aux élections cléricales, l'*electio*, faisait partie de ces biens, estimables à prix d'argent. En 1037, par exemple, le comte Pons offre en douaire à sa femme Majore le *donum de episcopo Albiensi* <sup>1</sup>. L'année suivante, la survivance de l'évêché d'Alby est vendue à un certain Guillaume qui n'est pas même qualifié de clerc; et les deniers payés par lui sont partagés entre le comte de Toulouse, suzerain médiat, et le vicomte d'Alby, suzerain direct <sup>2</sup>. Cent ans plus tard, c'est-à-dire en 1132, le droit entier fut dévolu au vicomte d'Alby, en vertu d'un jugement du comte Alphonse <sup>3</sup>. Faut-il rappeler que l'archevêché de Narbonne échut de la même façon au fils du comte de Cerdagne, alors âgé de dix ans? On est confondu quand on pense que le vicomte de Narbonne pouvait raconter, sans scrupule et sans honte, devant une assemblée de prélats, les détails piquants de cette espèce d'opération commerciale <sup>4</sup>.

La simonie, tel était donc le dernier mot, le terme presque fatal des empiètements du pouvoir civil sur l'Église. Dans un pareil état social, il était presque impossible, malgré les efforts de quelques papes et de plusieurs évêques, que le clergé se recrutât partout honorablement. Par suite, la discipline ecclésiastique se relâcha, et avec elle périt bientôt la pureté des mœurs, la sincérité du culte, en un mot, tout ce qui fait du catholicisme une école de respect.

<sup>1</sup> « *Dono tibi dilecte sponse mee Majore episcopatum Albiense et civitatem, etc., in dominio et vila Magniloci, cum ipsa ecclesia et cum omni adjacentia sua et ecclesia sancti Saturnini, etc., et medietatem de episcopatu Nemauso (Nismes ou Nemauséz) et medietatem de abbatia sancti Egidii, » etc. Histoire générale de Languedoc, par dom Devic et dom Vaissète, nouvelle édit. Toulouse, 1875, t. V, p. 428.*

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. V, p. 432-433.

<sup>3</sup> « *Ego Ildefonsus Tolosæ Dei gratia comes, tibi Rogerio tuisque successoribus episcopatum Albiensem et episcopi electionem cum ipso episcopo scilicet quantum ad eundem episcopum pertinet dono tibi et laudo, » etc. Ibid.*, p. 980-981.

<sup>4</sup> *Ibid.*, col. 497-498.

A la faveur de ce désordre, il fut facile à l'hérésie de se glisser dans les paroisses rurales ou même dans les grands centres urbains. L'année même où le bras séculier frappait les hérétiques d'Orléans (1022) <sup>1</sup>, on signale la présence des Manichéens à Toulouse <sup>2</sup>. La secte, apparemment, vécut cachée jusqu'au commencement du XII<sup>e</sup> siècle. Mais, en 1119 <sup>3</sup>, le concile de Toulouse la vise dans un de ses canons que reproduisit textuellement, vingt ans plus tard, le grand concile de Latran <sup>4</sup>. Le Manichéisme n'est pas nommé dans le texte de condamnation, mais plusieurs caractères de sa morale y sont nettement indiqués, notamment la haine de l'Eucharistie et du clergé, le mépris du mariage et du baptême des enfants.

Deux hommes contribuèrent puissamment, vers cette époque, au moins d'une façon indirecte, au développement de la secte dans toute la France méridionale : Pierre de Bruys et l'héritier de sa doctrine <sup>5</sup>, le moine apostat Henri. — Pierre de Bruys, un digne précurseur des fanfarons modernes, qui se faisait une religion d'abattre les croix et de manger de la viande le vendredi saint, après avoir agité quelque temps les églises du Dauphiné et du Languedoc, finit par périr misérablement à Saint-Gilles, sur un bûcher <sup>6</sup>. Les détails de sa vie sont, du reste, ignorés ; Pierre le Vénérable et Abélard <sup>7</sup> nous ont seuls transmis son nom. — Henri est plus connu, bien que nul n'ait su nous dire au

<sup>1</sup> Sur cette date, voir un diplôme du roi Robert, ap. *Histor. des Gaules*, X, 607.

<sup>2</sup> « Apud Tolosam inventi sunt Manichæi et ipsi destructi et per diversas occidentes partes nuntii Antichristi exorti, per latibula sese occultare curabant et quoscumque poterant viros et mulieres subvertebant. » Adhémar de Chabannes, ap. *Histor. des Gaules*, X, 158.

<sup>3</sup> Labbe, X, 860.

<sup>4</sup> Mansi, XXI, 526 ; cf. Jaffé, *Regesta*, I, 885.

<sup>5</sup> « Hæres nequitie ejus. » Petri Venerab. ep. ad archiep. Arelat. et Ebrundun., etc., ap. *Hist. des Gaules*, XV, 640 ; *Biblioth. Cluniac.*, p. 1119.

<sup>6</sup> « Cruces succensæ, die ipso Dominicæ Passionis publice carnes comestæ, » etc. Petri Vener. ep. ap. *Hist. des Gaules*, XV, 638, note b. Dans son traité contre les Pétrobrusiens, composé en 1139 ou 1140 (cf. Brial, *Hist. des Gaules*, XV, 640, note b), Pierre le Vénérable considère Pierre de Bruys comme vivant encore (cf. *Biblioth. Cluniac.*, p. 1123-1124). Or, dans la lettre adressée aux archevêques d'Arles et d'Embrun (*ibid.*, p. 1118-1119 ; *Hist. des Gaules*, XV, 639-640) et composée en 1142 ou 1143 (cf. Brial, *loc. cit.*), mention est faite de la mort de Pierre de Bruys sur un bûcher. Son exécution doit donc être placée entre 1139 et 1143.

<sup>7</sup> Petr. Vener., ep. cit. ap. *Biblioth. Cluniac.*, p. 1118-1230. Abélard, *Introd. ad theolog.*, éd. Cousin, II, p. 84-85.

juste quelle était son origine <sup>1</sup>. Jeune encore et fort instruit <sup>2</sup>, il s'était présenté à Hildebert, évêque du Mans, qui l'avait imprudemment admis à prêcher dans sa ville épiscopale, durant son absence (mars-juillet 1101) <sup>3</sup>. Sous les dehors d'une piété austère et avec des airs de réformateur zélé, Henri nourrissait des idées subversives et des appétits grossiers. Sa doctrine, à cette date, était assurément fort indécise. Il lui suffit de dénigrer le clergé et d'émettre sur le mariage des propositions absurdes ou simplement bizarres pour bouleverser les esprits et déchaîner toutes les passions dans la ville du Mans. Il possédait, du reste, tous les dons et les agréments d'un orateur populaire : sa taille était élevée; il avait la peau fine, la voix sonore, le regard vif; la mobilité de ses yeux ressemblait, dit-on, à celle d'une mer en tourmente. Il portait les cheveux ceints, *coma succinctus*, la barbe longue, marchait pieds nus, couchait sur la dure et vivait d'aumônes. Il est rare que le peuple résiste à de tels moyens de séduction. Les femmes et les jeunes gens surtout furent sous le charme de sa personne. Peut-être est-ce ce genre de succès qui perdit le jeune et élégant apôtre. On s'attachait naturellement à l'homme plus qu'à sa doctrine qui, d'ailleurs, n'avait rien de rebutant. Ses assiduités auprès de quelques veuves furent remarquées. Bientôt on apprit que ses entretiens, secrets dégénéraient quelquefois en libertinage; ses nuits

<sup>1</sup> Les *Acta Hildeberti Cenomannensis* (ap. *Hist. des Gaules*, XII, 548) font de Henri un ermite, *eremitam*. Selon saint Bernard (*ep.* 241, n. 3), c'était un moine apostat; *qui, relicto religionis habitu, nam monachus extitit*, etc. Albéric des Troisfontaines (ap. *Hist. des Gaules*, XIII, 701) en fait un « moine noir; » mais ce témoignage est peu sûr. Il semble que Henri soit venu de Lausanne au Mans. « *Inquire, quomodo de Lausanna civitate exierit, quomodo de Cenomannis.* » *Ibid.* Cf. Mabillon, *Op. Bernard.* Præf. general., n° 69 et 73, ap. Migne, t. CLXXXII, p. 49-50.

<sup>2</sup> « *Litteratus erat.* » Bern. *ep.* 241. C'est évidemment par erreur qu'Albéric des Troisfontaines (*loc. cit.*) le considère comme un ignorant « qui ipsos apices litterarum vix cognosceret. »

<sup>3</sup> D'après l'*Histoire littéraire* (XI, 265) qui suit la chronologie de Baronius (*Annal. ad ann.* 1107), Hildebert aurait visité Pascal II à Rome en 1107. Or, nous savons par les *Regesta* de Jaffé (I, p. 730-732) qu'en 1107 Pascal II résidait en France. C'est également par suite d'une méprise que Pagi a fixé ce voyage de Hildebert en 1116 (cf. Brial, *Hist. des Gaules*, XV, 281, note e). Nous ne connaissons d'autre pèlerinage de Hildebert en Italie que celui qu'il fit en 1101 (cf. *ep. Goffridi Vindocin.*, ap. *Hist. des Gaules*, XV, 281, note e, et *ep. Hildeb.*, *ibid.*, p. 314, note d). Force nous est donc de reporter à cette époque le séjour de Henri au Mans. Dom Brial (*loc. cit.*) et Döllinger (*Beiträge zur Sektengeschichte*, p. 77) n'hésitent pas à adopter cette chronologie.

n'étaient pas toujours pures. La chair et le sang se vengeaient ainsi d'un mysticisme sans règle <sup>1</sup>.

Lorsque Hildebert revint de Rome, où l'avait mandé Pascal, il fut fort surpris de retrouver sa ville épiscopale en état de révolte ouverte contre le clergé. Les membres du chapitre n'osaient plus se montrer en public ; le clergé paroissial n'était plus en sûreté dans les rues ni dans les églises. Le prélat lui-même fut outrageusement accueilli ; comme il bénissait la foule qui se trouvait sur son passage, on lui cria : « Nous ne voulons pas de votre bénédiction ; bénissez la boue, si cela vous plaît ; nous ne reconnaissons d'autre pasteur que Henri. » Le scandale eût été irréparable si, pour y mettre un terme, les chefs de la cité, demeurés fidèles à l'Eglise, n'eussent été décidés à mettre leur puissance au service d'Hildebert. L'imposteur, qui ne pouvait l'ignorer, s'enfuit précipitamment et trouva un asile dans un château voisin. Hildebert résolut de l'y suivre et eut avec lui un entretien où il découvrit qu'il était simple diacre, mais qu'il ne savait même pas réciter le bréviaire. Henri sentit fort bien que le colloque tournait à sa confusion. L'évêque lui fit promettre de quitter sur-le-champ le diocèse du Mans. Il eut le bon goût d'obéir <sup>2</sup>. Ce fut apparemment à la suite de cette expulsion qu'il porta ses pas errants vers le Poitou et l'Aquitaine <sup>3</sup>. En 1135, il fut arrêté par l'archevêque d'Arles, qui le déféra au tribunal du souverain pontife. Henri comparut devant les Pères du concile de Pise (mai-juin 1135) et abjura ses erreurs. L'abbé de Clairvaux, aussi bien qu'Innocent II, paraissent avoir ajouté foi à sa rétractation. Le moine vagabond, *gyrovagus*, fut invité, peut-être condamné, à rentrer dans l'ordre, c'est-à-dire à vivre dans un cloître, et Bernard lui offrit Clairvaux pour retraite <sup>4</sup>.

Telle fut la première étape de sa vie.

Mais à peine avait-il passé les monts pour retourner en France qu'il oublia ses résolutions et ses engagements <sup>5</sup>. Henri avait

<sup>1</sup> Voir *Gesta Pontif. Cenomann.*, ap. *Hist. des Gaules*, XII, 547-549, en tenant compte de la passion du chroniqueur.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 549-551.

<sup>3</sup> *Bern. ep.* 241, n. 3.

<sup>4</sup> *Gest. Pontif. Cenomannens.*, ap. *Hist. des Gaules*, XII, 554 ; *Gaufrid. ep.* ap. Migne, t. CLXXXV, p. 412, n. 5.

<sup>5</sup> Geoffroy (*loc. cit.*) omet de nous dire si Henri se rendit effectivement à Clairvaux. Cela n'est pas probable.

alors, à ce qu'il semble, de soixante à soixante-cinq ans <sup>1</sup>. La meilleure partie de ses jours s'était écoulée au grand air et dans une liberté sans frein. La réclusion l'effraya ; il reprit ses courses errantes et son métier de prédicateur sans mission.

Ce fut au plus tard à cette époque qu'il noua des relations suivies avec Pierre de Bruys. Vers 1139 ou 1140, Pierre le Vénérable dénonce les deux sectaires à la vindicte du clergé provençal <sup>2</sup>. Le thème de leurs prédications formait un corps de doctrine assez incohérent. C'est par suite d'une induction un peu hasardée et trop compréhensive, selon nous, qu'on a vu en eux de véritables manichéens <sup>3</sup>. Les idées manichéennes qui étaient dans l'air se répandaient, sans contredit, dans ces parages ; mais les novateurs n'en connurent ou du moins n'en propagèrent

<sup>1</sup> Cela est rigoureux, si l'on admet qu'il avait de vingt-cinq à trente ans lorsqu'il vint au Mans en 1101, comme nous le supposons.

<sup>2</sup> « Petrus de Bruys et Henricus ejus pseudo-apostolus, » dit Pierre le Vénérable, *ep. seu Tractat. advers. Petrobrus.*, *Biblioth. Cluniac.*, p. 1123-1124. Ce traité fut composé quatre ou cinq ans avant l'épître 17 du livre IV, adressée à saint Bernard (*Biblioth. Cluniacens.*, p. 847). Or cette épître, ainsi qu'une autre lettre non classée mais datée par Marrier (*Biblioth. Cluniac.*, p. 1110), est vraisemblablement de l'année 1143. C'est donc en 1139 ou 1140 qu'il faut placer la rédaction du traité contre les Pétrobrusiens (cf. Brial, *Hist. des Gaules*, XV, p. 640, note b). C'est par suite d'une méprise ou d'une erreur de calcul que Döllinger (*Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, p. 81-82) la fixe en 1137 ou 1138.

<sup>3</sup> C'est le sentiment de Döllinger (*Beiträge zur Sektengeschichte*, p. 75 et suiv.), comme celui de Bossuet (*Histoire des variations*, livre XI, n. 36 et suiv.) et de Mabillon (*Bern. oper.*, Præfat. general., n. 73). Ce sentiment repose sur un mot de l'*Exordium magnum* (chap. XVII) appliqué à Henri : « pro confutanda hæresi Manichæorum, » et sur un passage des *Gesta Pontif. Cenomann.* (*Hist. des Gaules*, XII, 554) où l'on voit que le sectaire, après le concile de Pise, « nova secta, novo cursu novum iter assumpsit delinquendi. » Mais d'une part, l'auteur de l'*Exordium magnum*, qui écrivait en pleine crise manichéenne, vers 1210, a bien pu ne pas noter la différence qui existait entre la doctrine de Henri, combattue par saint Bernard, et le Manichéisme proprement dit, condamné vingt ans plus tard au concile de Lombez. D'autre part le texte des *Gesta Pontif. Cenomann.* ne nous paraît indiquer autre chose que les rapports de Henri avec Pierre de Bruys. Or, peut-on dire absolument que Pierre de Bruys fut un manichéen ? Ni Pierre le Vénérable ni saint Bernard ne le déclarent. C'est à tort que Döllinger (*op. cit.*, p. 84, notes 1 et 2) voit dans les sermons 65 et 66 de saint Bernard, sur le Cantique des cantiques, une allusion aux erreurs de Henri. Ces sermons, nous l'avons vu, ont été composés avant le voyage de l'abbé de Clairvaux dans le Languedoc. Pour ne pas disputer sur les mots, disons que les erreurs de Henri rentraient dans le Manichéisme, mais que rien ne prouve qu'il ait professé toutes les erreurs manichéennes. Par exemple, on ne voit pas qu'il ait condamné l'usage de la viande, ce qui est un des caractères les plus frappants du Manichéisme. Cf. Rebelliau, *Bossuet historien du Protestantisme*, p. 480, note 3.

qu'une partie <sup>1</sup>. Leur enseignement purement négatif peut se résumer en cinq ou six articles <sup>2</sup>. Rejetant l'autorité doctrinale et disciplinaire de l'Eglise, ils ne reconnaissaient d'autre règle de foi que l'Evangile librement interprété <sup>3</sup>; ils condamnaient le baptême des enfants, l'Eucharistie, le sacrifice de la messe, la communion des saints et la prière pour les morts; du même coup le sacerdoce catholique et la hiérarchie ecclésiastique étaient abolis; plus de culte, plus de liturgie, plus de chant, plus de temples; conformément à ces principes, le peuple était invité à la spoliation du clergé et à la destruction des églises; l'art chrétien sous toutes ses formes était victime de ce vandalisme doctrinaire <sup>4</sup>. La croix n'échappa point à la rage de destruction qui animait les sectaires <sup>5</sup>. Il nous paraît douteux cependant que sur ce dernier point Henri ait imité servilement Pierre de Bruys. Peut-être le bûcher de saint Gilles, allumé pour le maître à cause de sa haine de la croix, avait-il assagi le disciple.

Quoi qu'il en soit, ces multiples négations suffisaient au but des novateurs; elles ruinaient dans l'esprit des fidèles l'autorité du clergé et apprenaient au peuple à se passer du prêtre. Ce n'était pas encore la proclamation d'une religion purement natu-

<sup>1</sup> Selon Döllinger (*ouv. cit.*, p. 80). Pierre de Bruys et Henri n'auraient dévoilé que la partie exotérique du Manichéisme, réservant la partie ésotérique aux principaux initiés. C'était bien là la méthode des Manichéens: mais il reste à prouver que Pierre et Henri étaient de vrais Manichéens.

<sup>2</sup> Petri Vener. *ep. seu Tractat. adversus Petrobrusianos*, ap. *Biblioth. Cluniac.*, p. 1118-1230; Bern. *ep.* 241. Le bruit courait pourtant que les erreurs de Henri étaient plus nombreuses que celles de Pierre de Bruys: « Si-cut nuper in tomo, qui ab ejus ore exceptus dicebatur, scriptum vidi, non quinque tantum vidi, sed plura capitula edidit. » Petri Ven. *ep.*, p. 1119. Mais Pierre le Vénérable refuse de croire, sans preuve, à ces on-dit. (*Ibid.*) Saint Bernard ne nous apprend rien de plus que l'abbé de Cluny.

<sup>3</sup> « Evangelium vos suscipere fama consonans est; alias canonis divini scripturas vos aut renuere aut dubias dicere, certum est, » etc. Petri Venerab. *Tract. ap. Biblioth. Cluniac.*, p. 1132. « Omnes ecclesiasticæ institutiones spernebantur, » Bern. *ep.* 241; passage conservé par Geoffroy. Bern. *Vita*, lib. III, cap. vi, n. 16. Nous ignorons si le mépris de Pierre et de Henri pour certains livres de l'Ecriture s'adressait spécialement à l'Ancien Testament; ce qui serait un des signes du Manichéisme.

<sup>4</sup> « Additis irrideri Deum cantibus ecclesiasticis, quoniam qui solis sanctis affectibus delectatur, nec altis vocibus advocari, nec musicis modulis potest mulceri. » Petri Ven. *tract. cit.*, p. 1153. Cf. 1227-1229: « Locorum sacrorum edificia fieri non debere et facta obrui oportere vos quidem affirmatis. » *Ibid.*, p. 1153 et suiv.; cf. p. 1119, et Bern., *ep.* 241, citée par Geoffroy, Bern. *Vita*, lib. III, cap. vi, n. 16.

<sup>5</sup> Petri Ven. *ep. cit.*, p. 1162.

relle, mais c'était la substitution d'un christianisme individuel à l'Église établie, ou pour mieux dire, c'était un christianisme en l'air et commode, modelé sur la vie même d'un Pierre de Bruys, ou d'un Henri.

Le peuple s'y laissa prendre. Des villages entiers cédaient aux attraits de la doctrine nouvelle. Dans les châteaux et dans les grandes villes, Henri trouva, jusqu'au sein de la noblesse, des auditeurs complaisants. Les plaisanteries dont il assaisonnait ses prédications lui gagnaient aisément les gens d'épée, esprits légers et superficiels qui se piquaient de connaître mieux le rude métier de la guerre que les délicats problèmes de la théologie <sup>1</sup>. En moins de dix années, il eut pour ainsi dire déchristianisé le Languedoc : « Qu'avons-nous appris et qu'apprenons-nous chaque jour ? s'écrie saint Bernard en gémissant <sup>2</sup>. Quels maux a faits et fait encore à l'Église de Dieu l'hérétique Henri ! Les basiliques sont sans fidèles, les fidèles sans prêtres, les prêtres sans honneur, et, pour tout dire en un mot, il n'y a plus que des chrétiens sans Christ <sup>3</sup>. On regarde les églises comme des synagogues, les sacrements sont vilipendés ; les fêtes ne sont plus solennisées. Les hommes meurent dans leurs péchés ; les âmes paraissent devant le tribunal terrible sans avoir été réconciliées par la pénitence ni fortifiées par la sainte communion. On va jusqu'à priver les enfants des chrétiens de la vie du Christ, en leur refusant la grâce du baptême. O douleur ! faut-il qu'un tel homme soit écouté, et que tout un peuple croie en lui ! »

Déjà on avait à plusieurs reprises sollicité l'abbé de Clairvaux d'aller combattre le novateur sur le théâtre même de ses exploits. En 1145 le légat Alberic, cardinal-évêque d'Ostie, revint à la charge d'une façon plus pressante et fut assez heureux pour convaincre le saint moine de l'urgence de cette mission <sup>4</sup>. Malgré le triste état de sa santé, Bernard se mit en route dans le

<sup>1</sup> « Ista cum in capitolio senatorum quales vos congregare soletis, de consulari vel regio tribunali.... proferre moris sit, » etc. Pet. Vener. *tract.*, loc. cit., p. 1162. Toulouse, Nîmes et Narbonne avaient un Capitole, cf. Dom Vaissète, *Histoire gén. de Languedoc*, II, 472, *Preuves*, p. 299, 352. « In Tolosana civitate.... ex his qui favebant hæresi illi plurimi erant et maximi civitatis.... Milites nonnullos invenimus obstinatos... Oderunt enim clericos et gaudent facietis Henrici. » Gaufr. ep. ap. Migne, t. CLXXXV, p. 411-412, n° 4 et 5.

<sup>2</sup> Ep. 241.

<sup>3</sup> « Sine Christo christiani. » *Ibid.*

<sup>4</sup> *Bern. Vita*, lib. III, cap. vi, n. 17.



courant du mois de mai. Mais à peine était-il parvenu à Poitiers qu'il se sentit à bout de forces. Assailli par la tentation du découragement, il fut sur le point d'abandonner son entreprise, mais les consolations célestes le ranimèrent et lui donnèrent en quelque sorte des ailes <sup>1</sup>. Il traversa rapidement les diocèses d'Angoulême et de Limoges <sup>2</sup>. Vers le 1<sup>er</sup> juin, il était à Bordeaux <sup>3</sup>.

En cette ville l'attendait un grave embarras, une espèce de schisme local qui durait depuis sept ans déjà. La discorde avait éclaté entre Geoffroy du Loroux et les chanoines de sa cathédrale, à l'occasion d'une réforme que l'archevêque avait tenté d'introduire dans son Chapitre. Son dessein était de substituer des chanoines réguliers aux prêtres séculiers, à mesure que les stalles canoniales deviendraient vacantes. Mais la plupart des membres du Chapitre lui firent une vive opposition. Vainement il essaya de briser leur résistance en les frappant de l'excommunication et en invoquant les foudres de Rome. La force était du côté des chanoines rebelles. Le peuple prit parti pour eux. Geoffroy dut s'exiler. Il errait depuis cinq ans dans son diocèse quand l'abbé de Clairvaux et le légat vinrent à passer dans ces parages. Il fit appel à leur intervention. Bernard lui rouvrit les portes de sa cathédrale. Un accord intervint alors entre Geoffroy et son Chapitre; nous possédons encore la charte de réconciliation. Les chanoines s'étaient adoucis; ce que l'archevêque avait demandé lui fut accordé. Le prestige de l'abbé de Clairvaux avait accompli ce miracle <sup>4</sup>.

C'est à Bordeaux, ce semble, que Bernard traça définitivement son itinéraire. Le légat Henri, l'évêque de Chartres Geoffroy de Léves, et Raymond, évêque d'Agen, devaient, soit l'accompagner, soit même le précéder parfois dans ses courses apostoliques <sup>5</sup>. Il avisa le comte de Toulouse de la prochaine arrivée

<sup>1</sup> Gaufrid. ep., *loc. cit.*, p. 410-411, n. 2.

<sup>2</sup> Sur son itinéraire de Poitiers à Bordeaux, voir *Bern. Vita*, lib. IV, cap. iv, n. 29; Gaufrid. ep., *loc. cit.*, n. 9.

<sup>3</sup> Nous possédons un acte signé de l'abbé de Clairvaux : « Burdegalaë in domo archiepiscopi, anno ab Incarn. 1145, VI nonas julii, » *Gallia christ.* II, col. 814, et *Hist. des Gaules*, XV, 598, note b. Au lieu de *VI nonas julii*, nous lisons, avec Brial, *VI nonas junii*, car, le 1<sup>er</sup> juillet, Bernard était sûrement à Alby ou dans le voisinage de cette ville. Cf. Gaufrid. ep., *loc. cit.*, n. 10.

<sup>4</sup> Gaufrid. ep., n. 3; *Gallia christ.*, II, col. 814, et *Hist. des Gaules*, XV, 598, note b.

<sup>5</sup> L'évêque de Chartres est nommé par Geoffroy, *Bern. Vita*, lib. III,

des missionnaires, le priant de leur prêter un concours généraux. Le succès d'une mission dirigée contre l'hérésie et contre des hérétiques connus ne se concevait pas alors sans l'appui au moins moral du pouvoir civil : « Je viens, tout infirme que je sois de corps, je viens dans ces pays que le sauvage Henri a particulièrement ravagés. Chassé de toute la France à cause de sa malice, il a trouvé chez vous un asile et il déchaîne en toute sécurité sa fureur contre le troupeau du Christ dans vos domaines. A vous de voir, illustre prince, si cela convient ou non à votre honneur. Du reste, je ne m'étonne pas que ce rusé serpent vous ait trompé, car s'il n'a pas la vertu de la piété, il en a tous les dehors <sup>1</sup>. »

Le portrait que Bernard esquisse ensuite du dangereux hérétique n'a rien de flatteur. Plusieurs traits sont évidemment empruntés à des récits venus du Mans. Si la peinture est exacte, — et elle paraît l'être au moins dans les grandes lignes, — le novateur offre le type de l'hypocrite effronté. L'apostasie est le moindre de ses crimes; c'est un joueur effréné et un débauché vulgaire qui, déguisé en apôtre, a semé le déshonneur jusque dans les plus honnêtes familles <sup>2</sup>. Bernard en appelle à l'opinion publique : « Informez-vous, noble prince, de la réputation qu'il s'est faite à Lausanne, au Mans, à Poitiers, à Bordeaux. Les traces qu'il a laissées partout sont si abominables, qu'il ne saurait retourner dans les endroits par où il a passé. Et vous, d'un tel arbre vous attendiez de bons fruits! Mais la mauvaise odeur des lieux où il paraît se fait sentir d'un bout de l'univers à l'autre. Voilà pourquoi je viens. Et je ne viens pas de moi-même, je viens à l'appel de l'Eglise et par pitié pour elle. Avec l'appui de votre puissant bras, nous essaierons d'arracher cette mauvaise épine du champ du Seigneur; non pas moi qui ne suis rien, mais les saints évêques avec lesquels je suis. Il vous im-

cap. vi, n. 18; et l'évêque d'Agén, dans l'acte cité par le *Gallia christ.*, II, col. 814; l'évêque de Limoges, *Vita Bern.*, lib. IV, n. 24.

<sup>1</sup> Ep. 241.

<sup>2</sup> « Cum meretricibus inventus est prædicator insignis et interdum etiam cum conjugatis. » *Ibid.* Cf. *Gesta Pontif. Cenomann.*, ap. *Hist. des Gaules*, XII, 548. Hildebert rapporte également que deux disciples de Henri « huic tamdiu adhæserunt, donec eis et turpitudinis in vita et error innotuit in doctrina.... Serpens ille crepuit apud nos, patefacta pariter et ignominia vitæ et veneno doctrinæ. » Lib. II, ep. 24, éd. Beaugendre, p. 119.

porte de les recevoir honorablement et de les seconder selon le pouvoir qui vous a été donné d'en haut <sup>1</sup>. »

Les voies ainsi préparées, Bernard quitta Bordeaux et se dirigea sur Toulouse en faisant un détour par Bergerac, Périgueux, Sarlat et Cahors <sup>2</sup>. Toutes ces villes étaient infectées de la nouvelle hérésie. Néanmoins l'abbé de Clairvaux, précédé de sa réputation de sainteté, y fut reçu comme un ange descendu du ciel <sup>3</sup>. A la curiosité qu'éveillait son ardente parole succédait aisément la bienveillance ; et, en quelques jours, les populations, d'ailleurs extrêmement mobiles, de ces contrées furent reconquises à l'orthodoxie.

A Sarlat, où il paraît avoir rencontré quelque résistance, il eut recours, pour frapper les esprits rebelles, à un moyen de conversion extrêmement délicat. Comme on lui présentait quelques pains à bénir, transporté par son zèle, il n'hésita pas à demander au ciel un miracle. « Voici, dit-il au peuple, un signe auquel vous pourrez reconnaître la pureté de notre doctrine et l'erreur des hérétiques : que vos malades mangent de ce pain et ils recouvreront la santé. — Pourvu qu'ils en mangent de bonne foi, » ajouta l'évêque de Chartres, qui tremblait déjà que la prophétie n'eût pas son effet. — « Non, non, reprit Bernard, quiconque en mangera sera guéri, afin qu'on sache que nous sommes de vrais messagers de Dieu. » Tant de confiance et de sincérité eut sa récompense immédiate ; la population n'attendit même pas que le miracle fût accompli pour se convertir <sup>4</sup>.

L'abbé de Clairvaux et ses amis reçurent à Toulouse l'hospitalité chez les chanoines réguliers attachés à l'église Saint-Saturnin <sup>5</sup>. Vive fut l'émotion de la capitale du Languedoc à la

<sup>1</sup> Bern. ep. 241.

<sup>2</sup> Gaufrid. ep., loc. cit., n. 3 et 4 ; Bern. Vita, lib. III, cap. vi, n. 18. Du séjour de Bernard à Périgueux nous ne savons presque rien. Mais nous apprenons par le moine Héribert — le futur archevêque de Torre en Sardaigne, selon Dollinger (*Beiträge zur Sektengeschichte*, p. 99, note) — que cette ville fut bientôt après envahie par une secte d'Apostoliques, qui avait à sa tête un personnage nommé Pons, peut-être disciple de Henri. Sur la doctrine de Pons, voir Héribert, ap. Tissier, *Biblioth. Cisterc. Pat.*, VI, 136 ; Mabillon, *Annecdot.*, p. 483 ; Martène, *Thesaur. Anecd.*, I, 453 ; cf. *Annales de Margan* ap. Gale, *Hist. Anglic. Script.*, II, 7.

<sup>3</sup> « Susceptus est a populo terræ, ac si Angelus de cælo venisset. » Bern. Vita, lib. III, cap. vi, n. 17.

<sup>4</sup> *Ibid.*, n. 18.

<sup>5</sup> Gaufrid. ep., loc. cit., n. 7.

nouvelle de l'arrivée des missionnaires. Henri, devenu défiant de lui-même et peut-être aussi de l'autorité civile, plutôt favorable qu'hostile à l'orthodoxie, prit le parti de s'éloigner avant la lutte. Ce départ, qui déconcerta quelques-uns de ses partisans, ne fit qu'exalter les autres. Parmi eux figuraient en première ligne des tisserands, *textores*, connus dans le pays sous le nom d'Arriens <sup>1</sup>. C'est dans cette classe d'industriels, apparemment assez nombreuse et pauvre, que le sectaire avait recruté ses plus dévoués disciples. Les principaux bourgeois, qui professaient quelque dédain pour sa personne, prêtaient néanmoins une oreille bienveillante à sa doctrine. La plupart des gens d'épée, seigneurs de haute ou de petite noblesse, s'étaient également empressés d'adopter une religion dont l'essence consistait à déserter les vieilles pratiques religieuses <sup>2</sup>. Tous ces groupes, divers d'origine, d'éducation et de goûts, formaient un corps très compact, lié intimement par le même sentiment d'horreur ou de mépris pour l'Église et pour le clergé catholique.

Cependant il est à remarquer que l'incrédulité absolue était alors chose inconnue ou fort rare. Un reste de religion se retrouvait toujours au fond du cœur de ces hérétiques, imbus d'idées manichéennes. C'est sur ce terrain solide que l'abbé de Clairvaux appuya sa prédication. Il fit sentir au peuple qu'il avait à choisir entre la foi de l'univers et un christianisme amoindri et personnel, fruit d'une imagination déréglée. La

<sup>1</sup> « De textoribus, quos Arrianos ipsi nominant, » *Gaufrid. ep.*, n. 4. Nous avons vu que ces tisserands donnèrent plus tard leur nom au Manichéisme : « Hos Galli Tixerant ab usu texendi appellant, » *Ecberti Sermo I.* Les sectaires du Midi portèrent également jusqu'au xiii<sup>e</sup> siècle le nom d'Arriens. « Interim Arriana hæresis, quæ ut supra dictum est, damnata erat, in provincia Tolosana jam revixerat, » Roger de Hoveden, ap. Savile, *Rer. Anglic. Script.* London, 1596, p. 327. Cf. p. 317. Besse, dans son *Histoire des comtes de Carcassonne*, cite les vers suivants :

Le saint évêque de ce lieu  
Du zèle qu'il eut envers Dieu  
En tira la gent Arrienne.  
Et pour avoir secours des rois,  
Employa les biens de la croix,  
Avec ceux-là de son domaine.

C'est à cause de ce nom d'Arriens que Henri, abbé de Clairvaux (ap. Tissier, *Biblioth. Pat. Cisterc.*, III, 256), voit en eux des successeurs d'Arius. « Revixit et Arius in partibus Occidentis, qui ab orientali judicio, in propria persona damnatus, nunc in successoribus suis fines ultimos occupavit. »

<sup>2</sup> « Maximi civitatis ..... » Milites oderunt clericos, » etc. *Gaufrid. ep.*, n. 4 et 5.

fuite de Henri lui offrait un beau thème à développer. Qu'était-ce qu'un apôtre qui redoutait l'épreuve d'une discussion publique <sup>1</sup>? Les vrais disciples de Jésus-Christ n'affrontaient-ils pas mille morts pour rendre témoignage à la vérité? Après ce début, Bernard racontait avec des détails piquants et une mordante ironie la vie aventureuse du moine « gyrovague <sup>2</sup>. » Le masque dont se couvrait l'hypocrisie de Henri fut levé; le mépris fut déversé à flots sur ses mœurs. L'effet de cette révélation fut tel qu'un certain nombre de ses disciples, rougissant de leur erreur, se convertirent sur-le-champ.

Mais ce n'était là qu'un succès fort incomplet. Bernard, désolé de l'opiniâtreté des Toulousains, s'en plaignit doucement à Dieu. Un jour, à la tombée de la nuit, on l'avait mandé près de l'un des chanoines, retenu au lit depuis plus de trois mois par une grave infirmité. Le malade qui, déjà perclus des deux jambes, sentait sa vie s'écouler lentement, n'attendait plus aucun secours de l'art de la médecine, qu'il avait lui-même pratiqué <sup>3</sup>. Plein de confiance en la puissance surnaturelle de l'abbé de Clairvaux, il voulut se confesser à lui et osa lui demander sa guérison. Bernard entendit la confession du chanoine et, l'ayant béni, quitta la chambre tout ému. « Seigneur, dit-il, ce peuple demande des signes; nous n'obtiendrons pas autrement sa conversion; jusqu'à quand tarderez-vous à vous montrer? » Or, à la même heure, raconte un témoin oculaire, le malade se leva et se rendit à l'église avec ses confrères pour chanter un *Te Deum* de reconnaissance; il était guéri. « Avec quelle dévotion il baisait les pieds de son sauveur, ajoute Geoffroy, nul ne saurait l'imaginer, s'il ne l'a vu <sup>4</sup>. »

Le bruit de ce miracle se répandit dans toute la ville avec la

<sup>1</sup> « Fugas Henrici et Arrianorum latibula longum est enarrare.... affirmabant quod deinceps non manu tenerent eum (Henricum) siquidem domini Abbas colloquium refugisset. » *Gaufrid. ep., ibid.*

<sup>2</sup> « Patefacta est omni populo pessima ejus vita. » L'épithète *gyrovagus* (*Bern. ep. 241*) était, aux yeux de saint Bernard, une suprême injure. Saint Benoît dans sa règle ne parle des moines gyrovagues qu'avec un souverain mépris : « Per omnia deteriores sarabaitis. » *Bened. Regul., ap. Guignard, Les Monuments primitifs de la règle cistercienne*, p. 6.

<sup>3</sup> « Defecerant tibi ejus, ita ut nequaquam viderentur puerilibus brachiis grossiores. Specialiter sane dextri femoris nervus aruerat, ut a sancto Pascha ad modicum quidem posset extendere genu. » *Gaufrid. ep., n. 7. Cf. Bern. Vita, lib. III, cap. vi, n. 19.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

rapidité de l'éclair. Touché de cette intervention divine en faveur d'un moribond, le peuple se précipita à la porte du cloître des chanoines pour voir et acclamer le thaumaturge. Bernard, ennemi des ovations, demeura enfermé dans sa cellule. Mais quand il reparut le lendemain sur la place publique, sa parole trouva aisément le chemin des cœurs. On crut sans peine que celui à qui la maladie avait obéi ne pouvait être un faux apôtre. Les Toulousains se convertirent en masse, et, pleins d'un beau zèle, s'engagèrent par un serment solennel à rompre tout commerce avec Henri et ses partisans, encore nombreux parmi les gens d'épée et les tisserands <sup>1</sup>.

Après un tel succès, l'abbé de Clairvaux partit pour Alby. Sur sa route, il évangélisait les villages et les châteaux. C'est ainsi qu'il s'arrêta à Verfeil, situé à environ quatre lieues de Toulouse. Verfeil était un véritable nid d'hérétiques <sup>2</sup>; aussi Bernard y fut-il très froidement accueilli. Son éloquence, qui n'avait pas encore connu d'échec complet, fut pour la première fois réduite à l'impuissance; elle ne put amollir ni entamer des cœurs plus endurcis que les rochers mêmes sur lesquels Verfeil était bâti. A peine eut-il pris la parole que les habitants lui tournèrent le dos et, poursuivis, s'enfermèrent dans leurs maisons pour ne plus le voir ni l'entendre. L'apôtre fut confondu de tant d'impertinence jointe à tant d'obstination. Il secoua sur le *castellum* la poussière de ses pieds, et se retira, dit-on, dans un endroit du voisinage qui, prit, de ce séjour, le nom de bourg Saint-Bernard <sup>3</sup>. Plus tard on raconta que dans un mouvement de sainte indignation, l'abbé de Clairvaux s'était écrié : « Verfeil, que Dieu te dessèche ! *Viride folium, dessiccet te Deus!* » et l'anathème, ajoute le narrateur Guillaume de Puylaurens, produisit son effet, car au bout de quelques années les plus riches familles de Verfeil étaient ruinées, et tout le pays réduit à une pauvreté extrême <sup>4</sup>. Soixante-quinze ans plus tard saint Dominique pouvait contempler cette désolation, qui lui rappela inévitablement le souvenir de l'abbé de Clairvaux <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> *Bern. Vita*, loc. cit. Cf. *Gaufrid. ep.*, n. 4 et 5.

<sup>2</sup> « Sedes Satanæ. » *Gaufrid. ep.*, n. 9.

<sup>3</sup> *Histoire générale de Languedoc*, par dom Vaissète, II, 446.

<sup>4</sup> Guillaume de Puylaurens, ap. *Hist. des Gaules*, XIX, 196.

<sup>5</sup> Guillaume de Puylaurens signale une conférence tenue à Verfeil par saint Dominique et l'évêque d'Osma contre les Manichéens, *loc. cit.*, p. 200.

Geoffroy nous signale le passage de son maître à Saint-Paul-sur-l'Agout <sup>1</sup>. Le 28 juin, Bernard était à Alby, où le légat l'avait devancé. La mission s'annonçait fort mal en cette ville populeuse. Déterminés à la faire échouer, les sectaires, dignes prédécesseurs des Albigeois du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, avaient accueilli le cardinal Albéric avec des démonstrations grotesques et au bruit d'une musique infernale. Lorsque, le 27 juin au matin, on sonna les cloches pour annoncer la messe du légat, personne ne s'ébranla ; à peine trente fidèles y assistèrent. Il était temps que Bernard parût. A son arrivée, en effet, les choses prirent un autre tour. Piqué par la curiosité, ce peuple, hier encore indifférent ou irrévérencieux, se montre tout à coup docile et même enthousiaste. L'abbé de Clairvaux, entouré, acclamé, ose à peine croire à la sincérité d'un changement si soudain. Le lendemain cependant la presse était la même, la sympathie plus vive encore. On célébrait la fête de saint Pierre. La cathédrale fut trop étroite pour contenir les fidèles avides d'entendre la parole de Dieu. Bernard monte en chaire. Son sermon, dit Geoffroy, fut une merveille plus grande que ses autres miracles. « Je suis le semeur de l'Évangile, s'était-il écrié ; j'étais venu semer dans votre champ, j'ai trouvé le sol occupé par une semence mauvaise ; mais vous êtes un champ raisonnable, le champ de Dieu, et votre devoir est de choisir loyalement entre les deux semences. » Après une longue et minutieuse comparaison entre la doctrine de Henri et l'enseignement catholique, une sorte de dialogue finit par s'établir entre l'orateur et son auditoire. « Faites maintenant le choix que vous indique votre conscience. » Une clameur de réprobation contre l'hérétique Henri répondit à cette sommation : « Convertissez-vous donc, reprit Bernard, vous tous qui avez été souillés, rentrez dans l'unité, et pour que nous soyons témoins de la sincérité de votre conversion, que ceux qui renoncent à l'erreur lèvent la main en signe d'union avec l'Église catholique. » Tous levèrent la main, dit Geoffroy ; et cette scène sublime servit de péroraison au discours <sup>2</sup>.

Il n'est pas impossible que les compagnons de l'abbé de Clairvaux se soient fait illusion sur l'étendue et sur les suites de ce

<sup>1</sup> *Gauf. ep.*, n. 9.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n. 10.

succès oratoire. Le récit de Geoffroy respire une confiance que l'historien ne saurait partager. Il reste fort douteux que la majorité des Albigeois se soient convertis. Évidemment les hérétiques les plus en vue et les plus influents n'avaient eu garde de courir au-devant de la grâce, en suivant les conférences du saint moine, et comme un avenir prochain devait le montrer, la mission prit fin avant que Bernard pût achever ou seulement consolider son œuvre. Il lui eût fallu au moins une année entière pour assurer définitivement le triomphe de l'orthodoxie dans Alby et le Languedoc <sup>1</sup>. Mais des lettres pressantes le rappelaient à Clairvaux; son secrétaire fit réponse qu'il serait de retour vers l'octave de l'Assomption <sup>2</sup>.

Il n'est peut-être pas téméraire de rattacher à son départ d'Alby l'anecdote suivante, rapportée, sans autre indication, par l'auteur de l'*Exordium magnum* <sup>3</sup>. Comme Bernard montait un cheval vigoureux et superbe, un disciple de Henri lui en fit malicieusement la remarque : « Seigneur abbé, lui dit-il, devant la foule assemblée pour l'adieu, savez-vous que notre maître que vous maltraitez si fort n'a pas un cheval aussi gras que le vôtre, ni d'aussi belle encolure? — C'est possible, mon ami, lui répondit tranquillement l'homme de Dieu, mais il ne faut pas oublier que cette bête, à propos de laquelle vous m'attaquez, n'est qu'un simple animal qui obéit à ses appétits. Qu'il mange et s'engraisse, il n'y a là rien qui blesse la justice, rien qui offense Dieu; il est absolument dans son rôle de bête. Au tribunal de Dieu, votre maître et moi nous ne serons pas jugés sur l'encolure de nos montures, mais bien sur l'état de notre propre cou. Or, je vous prie, regardez mon cou et voyez s'il est plus gras que celui de votre maître. » Et ce disant, il ôta son capuce et découvrit sa tête jusqu'aux épaules. La foule aperçut alors un cou long, délicat et amaigri, d'une blancheur éblouissante, « un véritable cou de cygne <sup>4</sup>. » L'insulteur demeura con-

<sup>1</sup> Geoffroy (*ibid.*, n. 5) dit en parlant de Toulouse : « Terra tam multiplicibus errorum doctrinis seducta, opus haberet longa prædicatione. »

<sup>2</sup> *Gauf. ep.*, n. 6. C'est cette lettre qui nous a fourni les principaux éléments de notre récit.

<sup>3</sup> Cap. xvii, ap. Migne, t. CLXXXV, col. 427-428.

<sup>4</sup> « Collum productum et gracile, quod quamvis esset carnibus exesum et tenue, erat tamen ex dono celesti pulchrum et candidum nimis, sicut collum oloris. » *Ibid.*



fondue d'une si fine repartie, pendant que les fidèles se réjouissaient du bonheur inattendu que son impertinence leur avait procuré.

Bernard, dont nous ignorons l'itinéraire, paraît avoir parcouru en hâte la distance qui le séparait de Clairvaux. Il évitait de traverser les villes dont l'accueil trop chaleureux eût entravé sa marche, Sarlat par exemple, où le souvenir de ses bienfaits était encore trop vif <sup>1</sup>. Les difficultés et le succès final de sa mission occupaient son esprit. Il se confondait intérieurement en actions de grâces. Mais un point obscur tourmentait sa pensée muette, c'était le souvenir des miracles qu'il avait accomplis. A la fin il s'en ouvrit à ses compagnons de route. « Comment Dieu, leur dit-il, s'est-il servi d'un homme tel que moi pour opérer ces merveilles ? D'ordinaire les vrais miracles sont l'œuvre des grands saints ; les faux miracles, l'œuvre des hypocrites. Or il me semble que je ne suis ni l'un ni l'autre. » Personne n'osait exprimer la réponse qui était au fond de tous les cœurs, et qui eût offensé sa modestie. Soudain il crut avoir trouvé le mot de l'énigme. « Je le vois, ces miracles ne sont pas les signes de la sainteté, ils ne sont qu'un moyen de gagner les âmes. Dieu les a faits non pour me glorifier, mais pour édifier le prochain. Entre ces miracles et moi, il n'y a donc rien de commun <sup>2</sup>. » Son humilité était rassurée. On remarquera qu'il ne laisse pas percer le moindre doute sur la réalité des faits surnaturels dont il fut l'instrument et le témoin. Sa perplexité a uniquement pour objet les motifs qui ont dirigé la puissance divine dans ces œuvres mystérieuses. Malgré l'extrême défiance qu'il a de lui-même, Bernard, — il est bon de le constater, — croit à sa propre thaumaturgie <sup>3</sup>.

Peu de temps après son retour à Clairvaux, il apprit l'arrestation de Henri. Une détention perpétuelle dans les prisons de l'évêché de Toulouse fut vraisemblablement la punition du moine apostat <sup>4</sup>. Rien n'indique que ses partisans se soient in-

<sup>1</sup> « Vir sanctus, per vicina loca regrediens, ob concursus intolerabiles declinaverit et timuerit illo ire. » *Bern. Vita*, lib. III, cap. vi. n. 18.

<sup>2</sup> *Ibid.*, cap. vii, n. 20.

<sup>3</sup> Cf., *Bern. ep* 242. « Veritate per nos manifestata, manifestata autem non solum in sermone sed etiam in virtute. »

<sup>4</sup> *Bern. Vita*, lib. III, cap. vi, n. 17. Cf. *Vita secunda*, auctore Alano, cap. xxvi, n. 12, ap. Migne, t. CLXXXV, p. 514-515 ; *Bern.*, *ep*. 242. Sur le té-

T. LV. 1<sup>er</sup> JANVIER 1894.

téressés à son sort. L'oubli et la malédiction tombèrent sur son nom jusqu'au jour où le protestantisme réhabilita sa mémoire et salua en lui un précurseur de la Réforme <sup>1</sup>.

La réclusion de Henri, absolument conforme aux mœurs du temps et d'ailleurs méritée <sup>2</sup>, jetait le discrédit sur la secte dont il était le principal appui. Bernard demande alors qu'on donne à l'hérésie le dernier coup, en poursuivant les autres chefs. « Saisissez-les, dit-il aux Toulousains, ou du moins chassez-les de vos parages, car il est dangereux de dormir dans le voisinage des serpents <sup>3</sup>. »

A l'époque où il parlait ainsi, c'est-à-dire vers la fin de l'année 1145 ou le commencement de l'année 1146, d'excellentes nouvelles lui arrivaient du Languedoc, apportées à Clairvaux par Bertrand de Granselve, abbaye récemment affiliée à l'ordre cistercien <sup>4</sup>. Nul doute que Bernard ne crût enfin à l'extinction prochaine de l'hérésie. Dans cette assurance, il indique aux Toulousains les moyens qu'ils auront à prendre pour prévenir dorénavant le retour du mal. « Je vous renouvelle, mes très

moignage d'Albéric des Troisfontaines (ap. *Hist. des Gaules*, XIII, 701) et la vague indication de Pierre le Chantre (*Verbum abbreviatum*, éd. Galopin, Mons, 1639, p. 200-201), on a cru que Henri avait été jugé au concile de Reims en 1148 et condamné à la réclusion perpétuelle dans les prisons de l'archevêque Samson. Dollinger (*Beiträge zur Sektengeschichte*, p. 97) partage ce sentiment. Mais nous ferons remarquer que Pierre le Chantre ne nomme pas Henri, il dit simplement : *Quidam Manichæus*, probablement Eon. D'autre part, Albéric parle à la fois des Éonistes et des Poplitains, qu'il ne distingue pas très bien les uns des autres, et regarde Henri comme chef de ces derniers. Or nous verrons que le fameux Eon fut condamné à la prison par le concile de Reims. N'est-il pas vraisemblable qu'Albéric des Troisfontaines a confondu Henri avec Eon ? Il serait étrange que le secrétaire de saint Bernard, qui assistait au concile de Reims et qui raconte plus tard la prise de Henri (*Bern. Vita*, lib. III, cap. VI, n. 17), ait omis de nous dire qu'il fut transféré de la prison de l'évêque de Toulouse en celle de l'archevêque de Reims.

<sup>1</sup> Cf. Bossuet, *Histoire des variations*, livre XI.

<sup>2</sup> Aucun gouvernement n'aurait accordé l'impunité à un moine qui, non content d'insulter le clergé, invitait les foules à la destruction des églises.

<sup>3</sup> « Non est tutum dormire vicinis serpentibus. » Ep. 242.

<sup>4</sup> L'affiliation de Granselve à l'ordre cistercien est sûrement antérieure au 3 mars 1146. Les mots de l'épître 242 : « Nuper nobis et nostro ordini tradita » nous portent à croire que Bertrand affilia sa maison à Clairvaux lors du voyage de saint Bernard dans le Toulousain, c'est-à-dire en juillet ou août 1145. Janauschek (*Origin. Cisterc.*, p. 81-82) arrive par d'autres voies à la même conclusion. L'abbé de Granselve s'appelait Bertrand et non Bernard, comme l'ont cru les éditeurs des lettres de saint Bernard, trompés par l'initiale B. Cf. Janauschek, *loc. cit.* Le mot *nuper*, de l'épître 242, nous fait placer le voyage de Bertrand à Clairvaux au plus tard en 1146.

chers, l'avis que je vous ai déjà donné de vive voix. Ne recevez jamais un prédicateur étranger ou inconnu, s'il n'a reçu lui-même sa mission du souverain pontife ou l'approbation de votre évêque. Saint Paul n'a-t-il pas dit : *Comment prêcheront-ils, s'ils ne sont pas envoyés ?* Ces intrus n'ont que l'apparence de la piété, ils n'en ont pas la vertu ; ils mêlent des nouveautés profanes aux paroles célestes, du venin au miel ; ce sont des empoisonneurs, défiez-vous-en, et, sous une peau de brebis, reconnaissez des loups dévorants <sup>1</sup>. »

Il est douteux que ces conseils, qui sont pourtant d'une prudence élémentaire, aient été suivis exactement. Le rêve de l'abbé de Clairvaux ne fut pas réalisé. L'hérésie henricienne proprement dite disparut à la vérité <sup>2</sup>, mais ce fut pour se mêler et se confondre avec une autre hérésie bien autrement dangereuse <sup>3</sup>. Vingt ans plus tard, le Manichéisme, enhardi par les tentatives de Pierre de Bruys et de Henri, déchaînait ses fureurs dans tout le Languedoc <sup>4</sup>. Heureusement, Bernard n'a pas prévu cet épouvantable fléau, ou, s'il l'a prévu, il est mort avec la satisfaction de l'avoir conjuré autant qu'il était au pouvoir d'un homme de le faire.

E. VACANDARD,

*Premier aumônier du lycée de Rouen.*

<sup>1</sup> *Ep.* 242.

<sup>2</sup> Robert de Torigny (ad ann. 1152, édit. Delisle, I, 268) raconte qu'une jeune fille inspirée continuant l'œuvre de l'abbé de Clairvaux, « de fide nostra sapienter et catholice disserebat in Guasconia ; et præcipue hæresim Henrici convincens, plurimos ab eo seductos ad sinum sanctæ matris ecclesiæ revocabat. »

<sup>3</sup> En 1236, les consuls d'Arles s'engageaient encore par serment « exterminare et punire ad mandatum vestrum (scilicet archiepiscopi) et ecclesiæ Waldenses et Henricos, etc., quibuscumque nominibus ceaseantur. » Papon, *Histoire générale de Provence*, II, Preuves, p. LXXVIII.

<sup>4</sup> Un concile fut réuni à Lombez contre les Manichéens dès l'année 1165. *Hist. des Gaules*, XIV, 431.

---

# L'EXPÉDITION ET LA MORT

DE

## LOUIS I<sup>ER</sup> D'ANJOU EN ITALIE

(1382-1384)

---

La reine Jeanne de Naples, comme les navigateurs qui cherchaient à doubler la pointe méridionale de son royaume, était tombée de Charybde en Scylla. N'ayant qu'une idée, celle de se défendre contre le pape qu'elle avait méconnu, elle ne vit pas qu'elle suscitait contre elle un autre ennemi plus redoutable : c'était le jeune prince qu'elle avait vu naître à sa cour, marié à sa nièce et jusqu'alors reconnu pour l'héritier de son trône. La rébellion de Charles de Durazzo devait fatalement se produire au lendemain de l'adoption de Louis I<sup>er</sup> d'Anjou <sup>1</sup>. Et, en effet, moins de deux mois après l'expédition des actes qui assuraient la succession de Sicile au second fils de Jean le Bon, l'enfant gâté de la cour de Naples, Charles de la Paix (c'est le surnom sous lequel il est le plus connu) jetait le masque, oubliait son serment de fidélité, imposait silence à la voix du cœur comme à la voix du sang, et n'avait plus d'oreilles que pour les farouches exhortations du pape de Rome, qui lui montrait du doigt le trône occupé par une reine « schismatique, hérétique et blasphématrice » <sup>2</sup>. Les troupes ne manquèrent pas à ce général de

<sup>1</sup> V. dans cette *Revue* même (t. LI, année 1892, p. 115 et sq.) le mémoire intitulé : *Louis I<sup>er</sup>, duc d'Anjou, et le Grand Schisme d'Occident*

<sup>2</sup> Dès le 5 juin 1380, dans une lettre adressée au duc Étienne de Bavière, dont je dois communication au D<sup>r</sup> Ludovico Frati, le distingué bibliothécaire de Bologne, la reine Jeanne, après avoir rappelé les bienfaits dont elle avait comblé Charles de Durazzo, s'exprimait ainsi au sujet des projets du jeune prince : « Et ideo si, sue fidei et receptorum beneficiorum ingra-

vingt-six ans, qui avait déjà fait ses preuves. A la tête d'une armée hongroise, on le vit déboucher du Frioul; chemin faisant, il s'empara d'Arezzo, en Toscane, et s'assura du concours pécuniaire de Florence. Rome tout entière courut au-devant de lui (11 novembre 1380) : l'Italie, le Saint-Siège, l'Église avaient trouvé le vengeur que réclamait depuis longtemps la grande voix, récemment éteinte, de sainte Catherine de Sienne <sup>1</sup>.

L'hiver et le printemps se passèrent dans l'attente. Le 1<sup>er</sup> juin 1381, Urbain VI investit du royaume de Sicile Charles de Durazzo, qui prit le nom de Charles III; le couronnement eut lieu le lendemain. Ici, malheureusement, reparait l'abus du népotisme. Durazzo s'engagea à ratifier les inféodations tout à fait disproportionnées qu'Urbain VI avait eu la faiblesse de consentir en faveur d'un indigne neveu : François Prignano, dit Buttillo, l'obscurité et la nullité mêmes, devait être affublé du titre de grand chambrier du royaume et doté de provinces entières, parmi lesquelles il suffira de citer la principauté de Capoue, le duché d'Amalfi, les comtés de Caserte, de Fondi et de Minervino <sup>2</sup>.

Jeanne, à ce moment même, adressait à Louis d'Anjou un appel désespéré (4 juin 1381). Les délais stipulés en 1380 étaient, paraît-il, expirés. Le prince pourtant n'avait qu'à se montrer : la reine aussitôt publierait les actes d'adoption et d'institution d'héritier qu'elle s'était jusque-là efforcée de tenir secrets. La couronne elle-même, la couronne royale allait ceindre un front impatient de la porter; les grands vassaux déposeraient leurs hommages aux pieds du nouveau souverain;

tus et immemor, aliquid machinatur, non erit nostra occaxio, sed potius sua culpa.... Et si contra nos vel regnum nostrum aliquid aspiraverit turbulentum, speramus in virtute Dei et in justitia statui nostro et fidelium regni nostri salubriter providere. • (Bibl. de Bologne, ms. 17 K II 40, n° 28.)

<sup>1</sup> Wenzel Gusztav, *Monumenta Hungariæ historica, Magyar diplomaciai emlékek az Anjou-Korbol* (Budapest, 1876, in-8), t. III, p. 344, 348, 359. — Thierry de Niem, *De Scismate libri tres* (édit. G. Erler), p. 40-42; v., en particulier, la note dans laquelle M. Erler discute la date du 11 novembre. *Cronaca Riminese* (Muratori, t. XV, c. 923). Gataro, *Istoria Padovana* (*ibid.*, t. XVII, c. 317, 362). Sozomène (*ibid.*, t. XVI, c. 1115, 1117 et sq.). *Giornali Napoletani* (*ibid.*, t. XXI, c. 1041). *Diario d'anonimo Fiorentino* (*Cronache dei secoli XIII e XIV*; t. VI des *Documenti di storia italiana*, Firenze, 1876, in-4), p. 414, 418; cf. *ibid.*, p. 266. Conventions arrêtées, le 9 octobre, entre les envoyés florentins et Charles de la Paix, publ. par Aless. Gherardi (*ibid.*, p. 419). Cf. Raynaldi, t. VII, p. 404, 405.

<sup>2</sup> Raynaldi, t. VII, p. 420-432. Cf. les textes cités par G. Erler (p. 42).

il commencerait de régner, conjointement avec Jeanne, en attendant que, par sa mort, elle le laissât seul possesseur du trône <sup>1</sup>.

Mais voici que soudain les événements se précipitent. Charles de la Paix sort de Rome, accompagné des bénédictions d'Urbain (8 juin) <sup>2</sup>. Le mari de Jeanne, Othon de Brunswick, cherche vainement à l'arrêter : Naples ne tarde pas à tomber en ses mains (16 juillet) <sup>3</sup>.

Un mois s'écoule, durant lequel la malheureuse reine, assiégée dans le Castel Nuovo, interroge fiévreusement l'horizon de la Méditerranée. Si elle avait pu savoir combien peu ses alliés étaient prêts à la secourir ! Clément VII, dont le comte de Caserte cherchait alors à secouer la torpeur, s'amusait à revêtir de la sanction pontificale les derniers actes expédiés par Jeanne en faveur de Louis d'Anjou (30 juin) <sup>4</sup> ; il remboursait méthodiquement 1,200 florins payés par l'ambassadeur napolitain pour le fret d'une galère (1<sup>er</sup> juillet), et il poussait la générosité jusqu'à remettre aux mains de ce même comte 12,000 florins destinés à la défense des intérêts de l'Église dans le royaume envahi (31 juillet) <sup>5</sup>. Étaient-ce bien là les mesures que commandait la situation ? On parlait, il est vrai, d'envoyer six galères au secours de la reine : mais l'armement n'en était point achevé, et c'est à peine si, le 10 août, le brodeur du pape venait de terminer la décoration de six bannières aux armes de Clément VII qui devaient flotter sur

<sup>1</sup> Acte daté de Naples, le 4 juin 1381, et passé en présence d'Othon de Brunswick, de Jacques de Capri, d'Antoine della Ratta, comte de Caserte, de Nicolas Spinelli, de Louis de Costanzo et de Georges de Marle, qui apposent leurs signatures ; la reine stipule que Louis d'Anjou ratifiera toutes les donations qu'elle a faites à ces cinq personnages, ainsi qu'à ses autres sujets restés fidèles. (Arch. nat., J 512, n° 34 ; expédition du xvi<sup>e</sup> siècle, mentionnée par A. Lecoy de la Marche, *le Roi René*, t. I, p. 14.)

<sup>2</sup> Et non le 13 juin, comme le dit M. G. Erler (p. 43). Cf. *Diario d'anonimo Fiorentino* (p. 425) et une lettre de Charles de la Paix aux habitants de Chieti, du 19 juillet (datée à tort du 19 juin par M. Matteo Camera, *Elucubrazioni storico-diplomatiche su Giovanna P., regina di Napoli, e Carlo III di Durazzo*. Salerno, 1889, in-4, p. 294).

<sup>3</sup> *Cronicon Siculum, incerti authoris* (Napoli, 1887, in-4), publ. par G. de Blasiis, p. 38. *Diarium cujusd. Neapolitani* (Archivio storico per le provincie napoletane, t. VI), p. 334. G. Erler, *loc. cit.*, p. 43, etc.

<sup>4</sup> Arch. nat., J 513, n° 35. Cf. l'inventaire de 1492 publ. par Godefroy (*Histoire de Charles VI*, p. 552).

<sup>5</sup> Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 112 r° et 117 r°. Le comte de Caserte obtient également remboursement de 600 florins sur 1,500 qu'avant son départ de Naples, il avait avancés à Georges de Marle (*ibid.*, fol. 117 v°).

le haut de leurs mâts <sup>1</sup>. Et cependant le prince avenant, le lettré délicat, le petit homme roux aux manières douces qui avait longtemps charmé la cour de Naples par le son mielleux de sa parole <sup>2</sup>, traquait brutalement la reine dans son dernier asile et, pour hâter le moment où il tiendrait sa proie, faisait, dit-on, pleuvoir sur le Castel Nuovo des projectiles nauséabonds composés d'excréments et de débris humains.

Le 25 août, Othon de Brunswick livra bataille, et se fit prendre : c'était le dernier espoir de Jeanne qui lui échappait. Elle se rendit à son vainqueur et fut emmenée prisonnière, le 2 septembre, au château de l'Œuf <sup>3</sup>. Alors seulement parurent les dix ou quatorze galères envoyées de Provence à son secours <sup>4</sup>. On a raconté (j'ignore d'après quelle source originale) que les capitaines de ces navires, introduits auprès de la reine captive, s'étaient vu inviter à obéir dorénavant au duc d'Anjou <sup>5</sup>. En tous cas, ils ne pouvaient plus rien tenter en faveur de Jeanne elle-même. La plus grande partie du royaume se soumit à Charles de Durazzo <sup>6</sup>.

Révolution religieuse autant que politique : en changeant de souverain, le royaume changeait de pape. De nouveau, et pour la troisième fois, Naples reconnut officiellement l'autorité d'Ur-

<sup>1</sup> Voir, à cette date, un paiement fait au brodeur du pape « pro sex banderiis per eum et ejus fratrem factis cum armis domini Pape *ponendis supra galeas que mittuntur in succursum domine Regine...* » (*Ibid.*, fol. 121 v°.)

<sup>2</sup> Thierry de Niem, p. 90; cf. la note de G. Erler.

<sup>3</sup> Chroniques déjà citées. Gobelinus Persona (Meibom, *Rerum germanicarum tomus I*), p. 297. *Chronographia regum Francorum* (fragments édités par Kervyn de Lettenhove, *Istorie et croniques de Flandres*, t. II, p. 515). Cf. G. Erler, *loco cit.*, p. 45.

<sup>4</sup> *Cronicon Siculum*, p. 40. *Giornali del Duca di Monteleone* (passage cité par G. de Blasiis, *ibid.*, p. 39). Thierry de Niem, p. 50. *Historia Aquilana* (Muratori, *Antiquitates*, t. VI, c. 843).

<sup>5</sup> Angelo di Costanzo, *Istoria del regno di Napoli* (Milano, 1805, in-8), t. II, p. 50. T. Caracciolo, *Johannæ I vita* (Muratori, t. XXII, c. 15). Ant. de Ruffi, *Histoire de la ville de Marseille* (Marseille, 1696, in-fol.), t. I, p. 210. Papon, *Histoire générale de Provence* (Paris, 1784, in-4), t. III, p. 233. A. Summonte, *Dell' historia della città e regno di Napoli* (Napoli, 1675, in-4), t. II, p. 465. D'Égly, *Histoire des rois des Deux-Siciles de la maison de France* (Paris, 1741, in-8), t. II, p. 213.

<sup>6</sup> Le 31 décembre 1381, Clément VII fait encore payer 1,000 florins au comte de Caserte. Durant ce mois, d'ailleurs, le chapitre de la guerre grossit son budget de dépenses d'une somme de 14,998 florins 16 sols, tandis que ce même chapitre n'est représenté dans les comptes du mois suivant que par une dépense de 340 florins 4 livres. (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 355, fol. 58 r° et *passim*.)

bain VI. Et, de même que les urbanistes avaient eu à souffrir du gouvernement de Jeanne <sup>1</sup>, ce fut au tour des clémentins de pâlir sous la verge de fer d'un impitoyable légat. Gentile di Sangro, le cardinal qui avait suivi Charles III dans sa marche triomphale, s'empessa de marquer les victimes : en un jour, s'il faut en croire Thierry de Niem <sup>2</sup>, Urbain VI changea les titulaires de trente-deux abbayes, évêchés ou archevêchés. Et, comme si les destitutions ne suffisaient pas, les prisons refermèrent leurs portes sur les prélats récalcitrants, le bourreau lui-même fit son office. Un certain frère Rostaing, abbé de San-Severino Maggiore, gémit assez longtemps dans les prisons de Naples pour que le bruit de sa mort se répandit en Avignon <sup>3</sup>, et Jean d'Acquaviva, archevêque de Salerne, périt sur le bûcher, victime de sa fidélité au pape d'Avignon : tel est du moins le fait étrange que révèle une supplique présentée à Clément VII par le comte de Fondi. Le prêtre Nicolas de San-Severino, familier de l'archevêque, fut dépouillé de ses biens <sup>4</sup>, ainsi d'ailleurs

<sup>1</sup> Ainsi Antoine, évêque de Squillace, en Calabre, avait été déposé comme urbaniste, par bulle du 10 mai 1381 (Arch. du Vatican, *Reg.* 293, fol. 91 v°). Clément VII continua de procéder à ces destitutions même après que son autorité eut cessé d'être reconnue dans le royaume de Sicile. Parmi les urbanistes qu'il priva de leurs bénéfices durant l'année 1382, je citerai André d'Alamo, curé à Naples, Antoine « Scoctus », chanoine de Tropea (bulle du 9 mai, adressée à l'archevêque d'Amalfi : Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXV Clementis VII*, fol. 244 r°), Jean Minuculi, Nicolas Sconditi, Antoine de Lamberto et Giovannetti Caraffa, clercs de Naples (bulle du 10 mai, adressée à l'archevêque de Reggio : *ibid.*, fol. 145 v°), enfin Gorello, abbé de Saint-Sébastien de Naples (bulle du 2 juillet, adressée à l'évêque de Castellana : *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII*, fol. 144 r°).

<sup>2</sup> P. 51.

<sup>3</sup> Clément VII fait payer, le 22 août 1385, 13 florins 20 sols - domino fratri Rostagno, abbati monasterii S. Severini Majoris de Neapoli, qui fuit diu captus in Neapoli per inimicos Ecclesie Romane, pro redimendo certa bona sua que habebat hic, Avinione, que nuper dominus noster Papa, credens ipsum abbatem defunctum, concesserat domino archiepiscopo Reginensi. • (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 359, fol. 201 r°.)

<sup>4</sup> Requête présentée à Clément VII par le comte de Fondi en faveur - Nicolai de Petrono de S. Severino, presbiteri Salernitani diocesis, familiaris bone memorie Johannis de Aquaviva, archiepiscopi Salernitani, *pro fidelitate et adhesionem ejusdem Sanctitatis combusti* ; qui Nicolaus per inimicos ejusdem Sanctitatis et devote filie vestre regine Sicilie fuit crudeliter persecutus et suis bonis spoliatus et depauperatus. • Le « fiat » pontifical est daté du 19 juillet 1382. (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni IV pars II, fol. 120 v°). — Ughelli (*Italia sacra*, t. VII, c. 432) n'a trouvé qu'une mention de l'archevêque de Salerne Jean d'Acquaviva, à la date du 31 janvier 1379 ; il ignore toutes les circonstances de sa vie et de sa mort.



que François Marchisio de Salerne, évêque de Trivento <sup>1</sup>. La scène la plus affligeante eut lieu, à Naples, dans l'église de Santa-Chiara. Les deux cardinaux clémentins pris, en même temps que la reine, dans le Castel Nuovo furent amenés au milieu d'un grand concours de peuple; l'un d'eux, Léonard de Giffone, intimidé par la présence de Durazzo et du légat, renia le pape Clément et brûla son chapeau. La même flamme consuma la pourpre et le chapeau de son compagnon Jacques d'Itri, qui semble avoir toutefois montré plus de constance, puis la défroque de quelques autres prélats clémentins, notamment de l'évêque de Chieti (4 septembre). Publiquement dégradés, les représentants de « l'Antipape » n'en durent pas moins subir ensuite une dure captivité, qui se prolongea peut-être jusqu'à la mort de l'un d'eux, le cardinal d'Itri <sup>2</sup>.

A voir le duc d'Anjou demeurer ainsi tranquille spectateur de la révolution napolitaine, on serait tenté de croire qu'il avait renoncé à donner suite à ses projets de 1380. La vérité est que, placé depuis la mort de Charles V à la tête du gouvernement de la France, il croyait pouvoir goûter les charmes du présent sans compromettre un avenir dont les promesses de Jeanne lui semblaient être le sûr garant. Vers le mois de juillet 1381, un message, envoyé sans doute par le comte de Caserte, vint troubler cette sécurité, en faisant connaître, à la fois, la situation critique de la reine Jeanne et l'engagement qu'elle avait pris d'associer de son vivant le duc d'Anjou au pouvoir. A ces nouvelles, qui n'auraient point dû le surprendre, le premier mouvement de Louis fut de partir. La question posée devant le Conseil du roi, dans les séances tenues à Crécy-en-Brie le 26, le 27 et le 28 juillet, fut résolue dans le sens d'une intervention immédiate; « et lors se détermina, et conseillé li fu de entreprendre à aler soi faire couronner. » La France ne pouvait se désintéresser d'une expédition entreprise par un des premiers princes du

<sup>1</sup> N. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche tratte dai registri di cancellaria di Carlo III de Durazzo*, dans l'*Archivio storico per le provincie Napoletane*, t. XII (1887), p. 185. — Urbain VI avait nommé un autre évêque à ce siège dès 1379 (Ughelli, t. I, c. 1329). — V. aussi la révocation de Jean Primario, bedeau de l'Université de Naples (N. Barone, p. 194).

<sup>2</sup> *Cronicon Siculum*, p. 40, note 1, et 44. *Giornali del duca di Monteleone* (passage cité par G. Erler, *loco cit.*, p. 51). *Vita P. Clementis VII* (Baluze, *Vitæ paparum avinionensium*, t. I, c. 501). *Chronographia regum Francorum*, *loco cit.*, p. 517. Cf. Baluze, t. I, c. 1251, 1262.

sang : il fut convenu que le duc toucherait 60,000 francs sur les aides; on lui remit aussitôt des pièces d'orfèvrerie faisant partie de la vaisselle royale pour une valeur de 50,000 francs <sup>1</sup>; subsides auxquels il convient de joindre : 32,000 francs que Louis s'était appropriés à la mort de son frère <sup>2</sup>; le tiers du produit des aides dans ses terres de Guise et de Ribemont <sup>3</sup>; enfin toutes les sommes levées à titre d'amendes sur les partisans de Charles le Mauvais, dont il avait cru devoir se réserver l'entière disposition <sup>4</sup>.

Cependant l'annonce de l'occupation de Naples par Charles de Durazzo vint remettre en question le départ de Louis d'Anjou (10 août) : ce n'était plus seulement une frontière à défendre, mais un royaume à reconquérir. A mesure que les nouvelles devenaient plus mauvaises, le zèle du prince se refroidissait. A Tours, le 24 août, ses conseillers, tout en reconnaissant la nécessité d'envoyer un secours d'hommes et d'argent dans le royaume de Naples, émirent l'avis que la saison n'était point favorable à une expédition conduite par le duc en personne. Plus il était urgent d'agir, et moins on se pressait. De Touraine, le duc voulut correspondre avec ceux de ses con-

<sup>1</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, publ. par H. Moranvillé, t. I, p. 8. V. l'énumération des pièces d'orfèvrerie qui n'avaient pas encore été restituées au roi à la date du 6 mars 1385, et dont la matière première est évaluée à 94 marcs 2 onces 11 esterlings d'or et à 1,075 marcs 7 onces 11 esterlings obole d'argent (A. Lecoy de la Marche, *Extraits des comptes et mémoriaux du roi René*, Paris, 1873, in-8, p. 186-198).

<sup>2</sup> Siméon Luce, *Louis, duc d'Anjou, s'est-il approprié, après la mort de Charles V, une partie du trésor laissé par le roi son frère ?* dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XXXVI (1875), p. 302 Cf. *Chronographia regum Francorum* (loco cit., p. 512).

<sup>3</sup> Mandement du 12 décembre 1380 (Bibl. nat., coll. Fontanieu, vol. XCIX, fol. 81).

<sup>4</sup> Mandement adressé, le 17 octobre 1381, par Louis d'Anjou aux gens des comptes du roi : « Nous avons ordonné et voulons que toutes les finances qui vendront des amendes et forfaitures de ceuls qui ont tenu le parti du roy de Navarre, les quelles forfaitures et les profits qui en puent yssir nous, pour le temps que nous estions regent le royaume, reservasmes pour nous, et depuis Mons. le Roy a eu agreable nostre reservacion, si comme par ses lettres patentes sur ce faictes à vous adreçans appert plus à plain, soient bailliées à notre amé Benedic du Gal... » (Bibl. nat., ms. français 26018, n° 277). — Je ne pense pas qu'il faille admettre l'accusation de Froissart (édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 464) : « Si traita par devers les Parisiens, et fist tant par biau langage... que il eut... à une seule delivrance, C mille francs, et li rois n'en pooit nuls avoir, ne si doït autre oncle, Berri et Bourgoingne. »

seillers qui se trouvaient à Paris, puis demander l'avis de son frère, le duc de Bourgogne, et des conseillers du roi. Ils délibérèrent sur la question, les uns le 30 août, les autres le 3 septembre. Pierre de Fétigny se prononça pour l'abstention totale, et, chose curieuse, cet avis isolé fut celui que Louis d'Anjou parut le plus disposé à suivre. Ces tergiversations durèrent jusqu'au 25 septembre, jour où parvint à Paris la nouvelle du désastre final, la capitulation du Castel Nuovo. Cette fois, un sentiment de profond découragement s'empara de Louis d'Anjou : il se rendit à Compiègne, où résidait alors le jeune Charles VI. Du moment que la reine Jeanne *traitait* avec Charles de la Paix, il croyait, de son côté, devoir renoncer à tout projet d'expédition : tel fut le sens de la déclaration qu'il fit entendre au Conseil, et, pour preuve que sa résolution était irrévocable, il offrit de restituer les pièces d'argenterie qu'on lui avait déjà livrées. Le clergé, qui, à ce même moment, tenait une assemblée à Compiègne, apprit que le voyage projeté dans l'intérêt de l'Église, aussi bien que de la reine, était contremandé, et qu'on ne lui présenterait, à cette occasion, aucune demande de subsides (1<sup>er</sup> octobre) <sup>1</sup>. Décidément la France abandonnait Jeanne à son triste destin.

Après un rêve séduisant, tout réveil est pénible. Quand il fallut dire adieu aux brillantes espérances de conquête et de royauté dont il s'était longtemps leurré, le duc d'Anjou trouva la réalité terne et monotone. Trois semaines ne s'étaient point écoulées depuis l'annonce officielle de son désistement qu'il renouait une correspondance avec l'ambassadeur napolitain : j'en ai retrouvé les traces, à Rome, dans le même manuscrit de la Bibliothèque Barberini qui m'a déjà fourni tant de documents précieux sur le rôle de Louis d'Anjou. Le duc ne se bornait pas à exprimer au comte de Caserte la douleur que lui causait la captivité de la reine : après avoir flétri, comme il convenait, le crime de Durazzo, il promettait d'agir, dans la mesure de ses forces, avec la promptitude d'un cœur dévoué <sup>2</sup>. En même temps, il envoya dans le

<sup>1</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 8-11.

<sup>2</sup> • Quantum illi rumores implacidi admodum et infesti nobis recensius deducti de hiis que in personam domine nostre precordiosissime, domine Regine, hiis diebus, prope dolor! contingerunt (*sic*), repleverunt amaritudine mentem nostram, non valeret (*sic*) indubie scriptionibus exordiri. Plangentes jugiter et merito gementes quod tanta domina, que nos, tanquam suum pro-

midî Raymond Bernard Flameng, et, peu de jours après, Arnoul la Caille. Persuader à Clément VII de ne se prêter à aucune combinaison qui tendit à l'exclure de la succession de Provence, demander aux États du pays de reconnaître en lui l'héritier de la reine Jeanne et insinuer qu'une fois fixé sur les sentiments des Provençaux à son égard, il entreprendrait volontiers de délivrer la reine et de « promouvoir le fait de l'Église par force de chevalerie, » tel était le triple objet de cette mission. Les 5 et 7 novembre, le duc fit lui-même, à Paris, des déclarations analogues : « Dit et afferma que, se les Prouvençiaux le veulent asseurer de tenir, après le décès de la roynne, ce que ele li a promis, *incontinent il ira*, et fera tout son effort de faire par force la delivrer des mains de messire Charle, et que du contraire il ne croira homme de son lignage ni de conseil. »

Aucune ouverture ne pouvait être plus agréable à Clément VII. Les Napolitains, à l'entendre, allaient accueillir avec joie le vengeur de leur reine ; une partie de l'Italie se rangerait de son côté ; les Provençaux le seconderaient. Cette dernière assurance manquait de précision et ne répondait guère, en somme, à la question posée. Néanmoins, le pape insistait beaucoup pour que le duc d'Anjou, cessant de procéder « par alonges, » agit « virilement, » ou bien fit entendre, une bonne fois, un refus catégorique. Mais alors, je voudrais bien, ajoutait-il, qu'on m'enseignât ce que je puis faire « pour la salvacion du fait de l'Église. »

La question revint encore devant le Conseil de Charles VI. En quoi la situation s'était-elle modifiée dans les trois derniers mois, si ce n'est que Durazzo avait eu le loisir d'organiser sa

prium filium, ineffabilibus honoribus nisa fuerat extollere et incrementis felicibus voluerat insigniri, sit illo prophano inimico suo nephandissimo, quod meste referimus, subjugata.... (*Il exprime l'espoir que Jeanne s'échappera des mains de Durazzo, puis il ajoute :*) In quibus cum cordis promptitudine volumus possetenus opem dare et operam efficaces. Et ecce quod dilectum nostrum consiliarium dominum Raymundum Bernardi Flamigi festine ad dominum nostrum Papam transmittimus, de intencione nostra plenarie informatum. » (Bibl. Barberini, ms. XXX 174, fol. 11 v°.) Cette dernière phrase me sert à dater la lettre ; on voit dans le *Journal de Jean le Fèvre* que Raymond Bernard Flameng partit pour Avignon vers le 20 octobre. — J'ajouterai qu'il est question dans les comptes de la chambre apostolique d'Avignon, sous la date du 23 octobre, de l'envoi à Charles VI et à Louis d'Anjou d'un chevaucheur qui doit faire chacun des trajets en quatre jours (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 138 v°).

conquête? Le vent cependant avait tourné. Lorsque Raymond Bernard Flameng, outrepassant les termes de son mandat, eut affirmé que Louis d'Anjou avait pris l'engagement de secourir la reine, quand les envoyés de Clément VII eurent exposé, à leur manière, la situation de la Péninsule et conclu que l'expédition devait fatalement réussir, les membres du Grand Conseil, sans se faire illusion sur les difficultés de l'entreprise ni sur l'incertitude du résultat, n'en furent pas moins presque unanimes à déclarer que le prince s'était trop avancé pour reculer : ils lui conseillèrent de prendre au plus vite la route d'Avignon et de s'assurer tout d'abord du concours de Clément VII, des Provençaux, des Italiens (5 janvier 1382).

Le sort en était jeté. Sans plus se préoccuper de la condition qu'il avait mise d'abord à son départ, et sans même contrôler les renseignements fournis par Clément VII sur les dispositions de la Provence et du royaume de Naples, Louis d'Anjou jura, le 7 janvier, dans les mains de Georges de Marle, maître d'hôtel du pape, qu'il tenterait l'entreprise « et que pour conseil nul n'en seroit destourbé. » Le lendemain, au Bois-de-Vincennes, devant Charles VI, le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon, les conseillers du roi et les ambassadeurs du pape, il jura de nouveau « par sa foy, comme fils de roy, » qu'il partirait le 1<sup>er</sup> mai au plus tard, et qu'il poursuivrait son dessein en dépit des obstacles <sup>1</sup>. En effet, il commença par envoyer son chancelier vers Clément VII ; lui-même ensuite sortit de Paris « en si grant arroy que merveille, » comme parle Froissart, et, passant par la Touraine, s'achemina vers Avignon, où il parvint le 22 février <sup>2</sup>. Dès le 1<sup>er</sup> mars, il reçut du pape, non pas le titre de roi de Sicile, comme on l'a prétendu <sup>3</sup>, mais celui de duc de Calabre, réservé à l'héritier présomptif du royaume <sup>4</sup>. Le 3, en consistor public, Clément ayant procédé à la condamnation de Charles de la Paix, de Gentile di Sangro, de leurs principaux

<sup>1</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 11-15.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 18, 20, 21. Lettre de l'évêque de Rodez au comte d'Armagnac, datée d'Avignon le 1<sup>er</sup> février [1382] (*Amplissima collectio*, t. I, c. 1517). — Dans les comptes de Clément VII, à la date du 14 février, il est question des préparatifs faits dans le palais du pape en vue de l'arrivée du duc d'Anjou (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 355, fol. 69 v° ; cf. *ibid.*, fol. 72 r°).

<sup>3</sup> *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 158.

<sup>4</sup> *Le Petit Thalamus de Montpellier*, publié par la Société archéologique de Montpellier (1840, in-4), p. 401.

« complices » et du « commun » de la ville de Naples <sup>1</sup>, il fut convenu que le duc serait lui-même l'exécuteur de ces sentences, dont le pape l'autorisait, du reste, à tempérer l'application <sup>2</sup>; puis Louis promit de ne sortir d'Avignon que pour prendre la route d'Italie. Aussitôt le cri de « Noël ! » de retentir dans l'assistance, et chacun de faire fête au valeureux champion <sup>3</sup>.

Puisqu'il devait en venir là, le duc d'Anjou, assurément, eût mieux fait de se décider huit ou dix mois plus tôt. Toutefois, à partir du mois de mars 1382, il hâta de son mieux, ainsi d'ailleurs que Clément VII, les préparatifs de l'expédition. C'est ce dont les historiens, même les moins suspects de malveillance à son égard, ne veulent point convenir. Il est d'usage de lui reprocher le temps qu'il aurait consacré à la conquête de la Provence. En effet, le Religieux de Saint-Denis, ce chroniqueur d'autant mieux informé qu'il puise habituellement aux sources officielles, parle d'une guerre de sept mois poursuivie par le duc sur la rive gauche du Rhône, d'une dévastation générale du pays et de la conquête d'un grand nombre de places réputées imprenables <sup>4</sup>. Le même thème est repris, bien entendu, par Jouvenel des Ursins, qui copie le *Religieux*, et, avec de brillantes variations, par les historiens provençaux : César de Notre-dame fixe les diverses étapes du conquérant à travers la Provence, le fait camper du côté d'Arles, à Tarascon, à Saint-Remi, jusque dans la Camargue, pour aboutir à Aix, où il aurait séjourné « l'espace de six mois entiers <sup>5</sup>. » Pitton va jusqu'à retracer les circonstances du siège de cette dernière ville, que Louis d'Anjou, avant de franchir les Alpes, aurait démantelée <sup>6</sup>. L'étrange alliage qui se fait parfois du roman et de l'histoire ! et qu'il est

<sup>1</sup> Cette bulle de condamnation fut affichée, le 25 mars, sur les portes du palais d'Avignon, et, le 26, sur celles de Notre-Dame-des-Doms (v. l'exemplaire qui en est conservé aux Arch. du Vatican, dans la série des *Instrumenta miscellanea*) Pour la suite des procédures entamées contre Barthélemy Prignano, Durazzo, etc., v. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 45.

<sup>2</sup> C'est-à-dire que Louis d'Anjou avait le pouvoir de remettre les peines temporelles, sauf aux ecclésiastiques, à Durazzo et à Carluccio de Montalto (Bibl. nat., ms. latin 8993, n° 62, original).

<sup>3</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 22, 23.

<sup>4</sup> T. I, p. 162.

<sup>5</sup> *L'Histoire et chronique de Provence* (Lyon, 1614, in-fol.), p. 469.

<sup>6</sup> *Histoire de la ville d'Aix* (Aix, 1666, in-fol.), p. 195. Cf. H. Bouche, *L'Histoire chronologique de Provence* (Aix, 1664, in-fol.), t. II, p. 404; Papon, t. III, p. 237, etc.

difficile de retirer une erreur une fois mise en circulation <sup>1</sup> ! Les notes écrites au jour le jour par le chancelier de Louis d'Anjou, qui, du 1<sup>er</sup> février au 26 juillet 1382, ne quitta point Avignon, auraient pourtant dû ouvrir les yeux des historiens sur la fausseté de cette légende. Durant quatre mois, le duc, le pape et Charles VI lui-même, par l'intermédiaire de son chancelier, s'employèrent, en effet, à gagner la Provence, mais par des procédés qui n'ont rien de violent. Ils écrivirent aux États rassemblés à Aix, au sénéchal et au clergé <sup>2</sup>. Le pape, afin de complaire aux Provençaux, somma les gens des compagnies de se replier derrière le Rhône. Pierre de Thury et Guillaume de Gaillonnell plaidèrent, en la présence de plusieurs députés provençaux, la cause de Clément VII et celle de Louis d'Anjou. Le 20 mars, nouveau discours du chancelier de France, d'autant plus opportun qu'une ligue hostile commençait à se former. Tous ces efforts et ceux du principal intéressé, qui ne se lassait point de confirmer les donations et les promesses faites par la reine Jeanne aux seigneurs provençaux <sup>3</sup>, portèrent enfin leurs fruits : on apprit, un beau jour, que les galères du port de Marseille avaient arboré les étendards de Louis, et que les rues de la ville avaient retenti des cris de : « Vive pape Clément ! Vive M<sup>me</sup> la roynne Jehanne ! Vive Mgr le duc de Calabre, son fils ! » Des envoyés ne tardèrent pas à confirmer ces bonnes nouvelles en assurant que la ville était toute prête à reconnaître les droits

<sup>1</sup> C'est ainsi qu'on lit dans Sismondi (*Histoire des Français*, t. XI. p. 371) : « Le nouveau roi (!) abandonna à ses soldats le pillage de cette riche province [la Provence], comme pour leur donner un avant-goût des jouissances qu'il leur promettait en Italie. » Cf. Henri Martin, *Histoire de France*, t. V, p. 371, etc.

<sup>2</sup> V. les comptes de la Chambre apostolique à la date du 25 février 1382 (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 355, fol. 72 v°).

<sup>3</sup> L'acte par lequel Louis d'Anjou confirme les nombreuses donations faites par Jeanne et par son second mari à Raymond d'Agout, seigneur de Sault, devrait être daté de Paris, le 10 février 1382, si l'on s'en fiait à une expédition du xvi<sup>e</sup> siècle (Arch. nat., J. 850, n° 26). Mais j'ai tout lieu de croire cette date erronée. On reçut, en effet, à Avignon, le 7 février, des lettres de Louis datées de Tours (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 18), et une lettre de l'évêque de Rodez nous apprend que le duc devait repartir de Tours le 31 janvier pour se rendre directement auprès de Clément VII (*Amplissima collectio*, t. I, c. 1517). — Quant aux donations faites par Jeanne à Foulques d'Agout, frère de Raymond et sénéchal de Provence, elles avaient été ratifiées antérieurement par Clément VII en une série de quatorze bulles datées du 7 janvier 1381 (Arch. du Vatican, *Reg.* 293, fol. 101 r° à 120 v°, et 187 r° à 192 r° ; cf. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 27).

de Louis d'Anjou, pourvu qu'il commençât par aller en personne « rescourre la roynne de prison. » Le mouvement parti de Marseille se propagea rapidement : le clergé, la noblesse, une partie des villes de Provence annoncèrent des intentions semblables, subordonnées à la même condition <sup>1</sup>. Le seul point noir était la ville d'Aix, dont l'attitude, à vrai dire, devenait de plus en plus menaçante. Mais, après avoir usé auprès des habitants de toutes les ressources de la diplomatie, Louis d'Anjou résolut de ne point retarder plus longtemps son départ, et, derrière lui, le pape d'Avignon, comme le duc de Berry, prirent à tâche de dissimuler de leur mieux une défection dont ils appréhendaient surtout l'effet moral. Nulle guerre n'éclata donc en Provence avant le départ de Louis : loin de là ! et l'espoir de posséder la rive gauche du Rhône encouragea plutôt le duc d'Anjou à mériter, par sa prompte intervention en Italie, la reconnaissance des Provençaux.

La prolongation du séjour de Louis en deçà des monts, dont on a vainement cherché la cause dans de prétendus essais de conquête, s'explique le plus naturellement du monde par la rigueur de la saison. Pour franchir, à la tête d'une armée, les défilés des Alpes, il fallait bien attendre au moins la fonte des neiges. D'ailleurs l'armée du duc d'Anjou n'existait encore qu'à l'état de projet. Le pape fut de ceux qui s'employèrent à lui donner un corps. Le « voyage de Monseigneur » devint le thème de sermons populaires que de hauts personnages, tels que le cardinal d'Autun, ne dédaignèrent point de prononcer <sup>2</sup>. On publia de tous côtés les indulgences octroyées par le pape en faveur d'une entreprise qui n'allait à rien moins qu'à supprimer

<sup>1</sup> On peut compléter les nombreux renseignements que fournit, à cet égard, Jean le Fèvre par une nomenclature dressée d'après des pièces d'archives et conservée dans le ms. 84 de la collection Decamps (fol. 308), à la Bibl. nationale. Parmi les prélats qui promirent leur concours à Louis pour le cas où il se rendrait en personne dans le royaume de Sicile, je citerai Artaud de Melan, évêque de Grasse (à Avignon, le 20 mars), et Aymar de la Voulte, évêque de Marseille (à Apt, le 18 avril); parmi les barons, Raymond d'Agout, seigneur de Sault, et son frère, Foulques d'Agout, sénéchal de Provence, Raymond de Baux, prince d'Orange (le 20 mars), Guignonnet Jarente, châtelain de Seyne (le 31 mars), Guillaume de Beaufort, vicomte de Valerne (le 11 avril), Louis d'Anduse, seigneur de la Voulte (le 21 avril).

<sup>2</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. 1, p. 23. — A Montpellier, c'est le fameux juriconsulte Jacques Rebuffe qui porta la parole, le 22 mai (*Petit Thalamus*, p. 405).



le schisme : indulgence plénière pour quiconque, ayant suivi le duc entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre, mourrait au cours de l'expédition, pour quiconque le servirait seulement pendant six mois, ou contribuerait aux frais de la campagne dans la mesure de ses moyens, les plus riches étant admis à n'envoyer que douze hommes d'armes ; cent jours d'indulgence à ceux qui se contenteraient de prier pieusement pour la cessation du schisme, pour la réussite de Louis, pour la délivrance de Jeanne <sup>1</sup>. Attrait des faveurs spirituelles, appât d'une solde élevée, espérance d'un riche butin, simple désir de combattre aux côtés d'un prince réputé la fine fleur de la chevalerie, autant de motifs qui contribuèrent à faire accourir en foule au Pont-Saint-Esprit (le rendez-vous y avait été fixé pour le 10 mai) des gentilshommes et des hommes d'armes de toutes les contrées, des Provençaux, des Angevins, des Hongrois, des Allemands et jusqu'à des Anglais <sup>2</sup>. Quelques nobles du Dauphiné bravèrent pour s'y rendre une défense royale <sup>3</sup>. J'hésite à croire cependant que le gouvernement de Charles VI ait interdit aux sujets du roi, d'une manière générale, de prendre part à l'expédition : la présence dans l'armée ducal du comte de Saint-Pol, de Jean de Boulogne, d'Olivier de Mauny et d'Enguerrand d'Eudin proteste contre cette interprétation <sup>4</sup>.

La question financière, toujours si malaisée à résoudre, se trouvait singulièrement simplifiée grâce à Clément VII et à Charles VI. Toutes réflexions faites, c'était pour 200,000 fr. que le gouvernement de la France entendait participer aux frais de l'expédition, sans compter que Louis venait d'obtenir l'abandon pour un an des aides perçues dans l'étendue de ses terres d'apanage <sup>5</sup>. Quant au pape, c'est lui qui, en réalité, fut le grand

<sup>1</sup> Bulle du 17 mars 1382, publiée le 2 juin dans la province de Vienne (Bibl. nat., ms. Doat 8, fol. 371).

<sup>2</sup> V. un arrêt du Parlement du 4 mars 1396 (Arch. nat., X 2<sup>e</sup> 13, fol. 126 r°).

<sup>3</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 24, 33, 37. Cf. E. Jarry, *la « Voie de fait » et l'alliance franco-milanaise*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LIII (1892), p. 216.

<sup>4</sup> *Annales Mediolanenses* (Muratori, t. XVI), c. 776.

<sup>5</sup> Acte du 12 février 1382 expédié au Conseil en présence des ducs de Bourgogne et de Bourbon : .... « Savoir faisons que, nous, considerans les grans et notables services et plaisirs que nostre tres chier et tres amé oncle le duc d'Anjou et de Touraine a fais ou temps passé à nostre tres chier seigneur et pere, que Dieux absoille, et à nous, au grant bien et prouffit de nostre royaume, fait encores à nous chascun jour, et esperons qu'il nous face ou

baillieur de fonds. On se souvient de la promesse qu'il avait faite au duc d'Anjou, lors de la première ébauche du projet de guerre en Italie : on ignore à quel point et de quelle façon il tint parole.

L'aide octroyée par Clément VII ne fut rien moins que l'abandon de la majeure partie des revenus de la Chambre apostolique, sinon de la totalité, comme le ferait supposer une pièce émanée de la Chambre elle-même <sup>1</sup>. C'est ainsi que, le 11 mars, Clément VII fait jurer à deux de ses commissaires qu'ils montreront exactement leurs comptes au receveur de Louis d'Anjou, et qu'ils lui remettront *intégralement* le produit de leur collecte : le trésorier du pape, le camerlingue et l'évêque de Rodez s'engagent à y tenir la main <sup>2</sup>. Le receveur en question est Nicolas de Mauregard, que Louis laissa derrière lui avec un traitement de 2,000 fr. et le titre de « trésorier et gouverneur général de toutes ses finances quelles qu'elles fussent » <sup>3</sup>. Or, les Archives du Vatican possèdent encore, d'une part, la série des registres tenus par l'évêque de Maguelonne, tré-

temps avenir, et pour lui aidier à supporter et soustenir les grans frais, mises et despens que il lui convient faire pour l'emprise que il fait du fait de nostre mere sainte Eglise et de nostre saint pere le Pape contre l'intruz de Romme, et pour secourir à nostre tres chere et tres amée cousine la royne de Sicille, la quelle est de present ès mains de ses ennemis, adversaires de la dicte sainte Eglise et en sa (*sic*) subjection, lesquelz fais nous avons tres à cuer, et les reputons comme les nostres, nous lui avons donné et ottrôié, donnons et ottrôions de nostre certaine science et grace especial par ces presentes, ou cas que il fera la dicte emprise, toutes les aides qui nous sont ottrôïées pour la defense de nostre royaume, pour ceste année commençant ou mois de mars prouchainement venant, en ses duchiez d'Anjou et de Touraine, en ses contez du Maine et de Roucy, en ses terres, villes et chastellenies de Guyse, de Ribemont et de Montagu, de Pierre Pont, de Sissonne et de Lunel et en tous les fiefs et arrierefiez des dictes duchiez, contez et terres assis et enclavez dedens icelles, à les prendre et avoir par nostre dit oncle ou ses gens et deputez par la main de noz gens et officiers que nous deputerons à ce.... » (Bibl. nat., ms. français 6537, n° 51 ; acte cité par E. Jarry, *la Vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, Paris, 1889, in-8, p. 19).

<sup>1</sup> Il s'agit d'un relevé fait, postérieurement à 1405, par les gens de la Chambre apostolique à l'occasion des réclamations du roi Louis II de Sicile : d'après cette pièce, Clément VII aurait fait concession à Louis I<sup>er</sup> d'Anjou de tous les revenus de la Chambre apostolique durant trois ans, et, à ce titre, le duc aurait perçu la somme énorme de 715,245 francs 21 sols 10 deniers, en monnaie d'Avignon (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1378-1379*).

<sup>2</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. 1, p. 24.

<sup>3</sup> Ces lettres de Louis d'Anjou, datées d'Avignon, le 2 avril 1382, sont transcrites au milieu des bulles de Clément VII (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVII Clementis VII*, fol. 17 r°).

sorier de Clément VII <sup>1</sup>, d'autre part, un des volumes sur lesquels Mauregard inscrivait les recettes et les dépenses des deniers provenant de la Chambre apostolique <sup>2</sup>. Par la comparaison de ces deux sortes de comptes, on trouve que le trésorier du pape, tout en réservant certaines sommes au souverain pontife, remettait à Mauregard, au fur et à mesure de ses recouvrements, la presque totalité des revenus apostoliques <sup>3</sup>. Il est vrai que, parmi les dépenses du receveur de Louis d'Anjou, plusieurs sont effectuées pour les besoins du pape, de sa diplomatie, de sa correspondance ou de son aumônerie, pour l'entretien de son hôtel, pour le paiement de son médecin, pour les réparations du palais d'Avignon ; celles mêmes qui se rapportent à la guerre (ce sont de beaucoup les plus nombreuses) sont toutes ordonnancées par le cameringue ou par le pape. Le rôle de Nicolas de Mauregard se borne, en définitive, à tenir registre des deniers qui lui passent par les mains et, par conséquent, à exercer un contrôle effectif sur presque toute la recette et la dépense de Clément VII : il sait et peut dire à son maître l'emploi que le pape fait de son argent. Cette organisation assez bizarre avait l'avantage d'inspirer pleine confiance au duc, tout en laissant au souverain pontife, dans une certaine mesure, la disposition de ses revenus ; il est vrai que Clément VII, résolu à verser l'argent à pleines mains, était lié, de plus, disait-on, par la promesse de rembourser, en cas d'insuccès de l'entreprise, tout ce que le duc aurait dépensé de son côté <sup>4</sup>. Louis, d'ailleurs, ne s'éloignait pas sans avoir chargé des hommes de confiance de veiller

<sup>1</sup> Pour la période de l'expédition de Louis d'Anjou, il faut consulter le vol. n° 356 de la série des *Introitus et exitus* (août 1382-octobre 1383) et le vol. n° 338 de la même série (31 octobre 1383-30 octobre 1384), dont la reliure porte la date de 1373, et qui a été classé par erreur avec les comptes du pontificat de Grégoire XI. On trouve enfin dans le *Reg. Avenion. XXVII* de Clément VII (fol. 7-16) une récapitulation des paiements faits à Nicolas de Mauregard depuis le 31 août 1382 jusqu'au 23 septembre 1383.

<sup>2</sup> *Introitus et exitus*, n° 337 (31 octobre 1383-décembre 1384).

<sup>3</sup> Durant les mois de novembre et décembre 1382, janvier et février 1383, le total des sommes versées à Nicolas de Mauregard s'élève à 38,048 florins de chambre (valant chacun 28 sols) 4 sols 5 deniers obole. D'autre part, durant les onze mois qui s'écoulent depuis le 31 octobre 1383 jusqu'à la mort de Louis d'Anjou, Nicolas de Mauregard reçoit 161,698 florins de chambre 1 livre 7 sols 3 deniers obole.

<sup>4</sup> V. les deux testaments de Louis datés de Cerreto, le 26 décembre 1382, et de Tarente, le 26 septembre 1383 : « Comme N. S. P. le pape Clement VII<sup>e</sup> nous ait promis que, ce que nous mettrons au fait de nostre emprise, il nous

à ses intérêts près du pape : telles furent, en partie, les missions confiées à Jean de Sains et à Raymond Bernard Flameng <sup>1</sup>.

Pour faire face à d'aussi extraordinaires dépenses, les ressources habituelles de la Chambre apostolique n'étaient guère suffisantes. Aussi les cardinaux se virent-ils invités à renoncer à leur part des « communs services » et des « services bien-naux ; » ils demandèrent à réfléchir <sup>2</sup>. Alors, sans doute, fut imposée sur le clergé de Langue d'oïl cette seconde décime dont la levée souleva tant de protestations. Dans la Langue d'oc, le duc d'Anjou avait obtenu, antérieurement, la jouissance des décimes pour une période de trois ans expirant le 20 avril 1382 <sup>3</sup> : il se pourrait que cette concession eût été renouvelée. Dans tous les cas, les circonstances amenèrent la Chambre apostolique à multiplier ses appels, au sud comme au nord de la France, et à effectuer ses recouvrements avec une rigueur inusitée. Il ne convenait pas que les atermoiements d'un monastère ou d'un chapitre compromissent le succès d'une entreprise d'où dépendait le salut de l'Église <sup>4</sup>. Les collecteurs furent menacés d'excommunication s'ils ne contraignaient pas les clercs, au

rendroit ou cas que nous ne la pourrions accomplir... » (Arch. nat., P 1334<sup>17</sup>, n° 34 et 33; D. Godefroy, *Histoire de Charles VI*, p. 765; Lünig, *Codex Italiae diplomaticus*, t. II, c. 1191.)

<sup>1</sup> Lettres de Louis d'Anjou datées d'Avignon, le 27 mai 1382, assignant une pension de 1,000 francs d'or à M<sup>r</sup> Jean de Sains et une autre de 600 francs à Raymond Bernard Flameng, qui doivent vaquer et entendre « en noz besongnes tant devers N. S. P. le Pape comme ailleurs es parties de pardeça » (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVII Clementis VII*, fol. 18 v°. 17 v°). J'ai noté encore des lettres de Louis, datées de Sault, le 14 juin 1382, par lesquelles il assigne une pension de 4 gros par jour à son valet de chambre Gastellet de Vaudémont, chargé de « garder certaines noz besoingnes que nous avons derrenierement lessiées en Avignon » (*ibid.*, fol. 18 r°).

<sup>2</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 25. — Plus tard, au mois de juillet 1383, les cardinaux se décidèrent à abandonner leur part des « communs services » du royaume de Castille, pour l'armement de six galères qui devaient être mises à la disposition de Louis d'Anjou (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 357, fol. 16).

<sup>3</sup> V. mon premier article sur *Louis I<sup>er</sup>, duc d'Anjou*, p. 134.

<sup>4</sup> Voici, par exemple, l'invitation pressante qui fut adressée d'Avignon au chapitre d'Arras, le 20 octobre 1382 : « .... Per dilectum filium Petrum, electum Lodovensem, nuper vobis scripsisse meminimus quatinus de omnibus pecuniis in quibus, quacunq[ue] racione sive causa, Apostolice nostre Camere tenemini, in isto necessitatis articulo quo prefata Camera nostra atteritur de presenti, tam pro negociis arduis Ecclesie sustinendis quam pro subveniendo carissimo filio nostro Ludovico, duci Calabrie et Andegavie, nunc in factis ejusdem Ecclesie matris suc, tanquam devotus filius (*sic*), cum pluribus principum, procerum et aliorum electorum militum agminibus personaliter mi-

besoin avec l'aide du bras séculier, à s'acquitter sans retard <sup>1</sup>. Clément VII recourut même, au moins dans les diocèses d'Italie soumis à son autorité, à une pratique dont Urbain VI lui avait donné l'exemple <sup>2</sup> : les évêchés, églises et monastères d'Asti, de Turin, d'Ivrée, d'Alba, de Verceil et d'Acqui durent aliéner, pour subvenir aux besoins du saint-siège, des châteaux et des terres jusqu'à concurrence d'une somme de 60,000 florins d'or <sup>3</sup>.

En dépit de tous ces efforts, l'équilibre avait peine à se maintenir dans un budget grevé d'aussi terribles charges. Dès qu'on se mettait à supputer les dépenses de la guerre, le déficit apparaissait, les conseils devenaient « angoisseux, » et l'on parlait de restreindre les effectifs <sup>4</sup>.

Tout en cherchant à aplanir les difficultés financières, le pape et le duc s'occupaient d'obtenir au dehors les appuis nécessaires au succès de l'entreprise. Au moment de s'aventurer dans la péninsule italique, il importait de ne point laisser d'ennemi derrière soi. Il fallait, en premier lieu, amener le roi d'Aragon à oublier ses anciens griefs, ce qui semblait d'autant moins

litanti, eidem Camere nostre satisfacere studeretis presentialiter et ad plenum. Verum cum, quanto dux prefatus dicte Ecclesie negocia viriliter amplectitur, tanto magis ad sibi subveniendum Sedes Apostolica fortius est astricta; et ne tam famata ipsius ducis imprinsia, in cuius prosperitate universalis Ecclesia de hostibus poterit triumphare, ob defectum finantiarum, quod absit, aliqua recipiat detrimenta: Discretionem vestram monemus et hortamur eandem, intensius affectibus obsecrantes, quatinus, omnibus dilationibus postpositis, in debitorum hujusmodi satisfactione vos sic promptos reddatis, prout necessitatis qualitas id exigit, quod inde a Deo, cui gratum per hoc impendetis obsequium, gratiam suscipere nostramque benivolentiam reportare et tam gloriosorum ejusdem ducis successuum, qui in dictis factis Ecclesie, Illius opitulante gracia cujus causam suscepit agendam, feliciter prosperantur, effici mereamini participes et consortes; super hiis et aliis que dilectus Illius Johannes de Sanctis, secretarius noster, quem ad partes Francie pro premissis duximus destinandum, vobis referet parte nostra, adhibentes plenam fidem. » (Arch. nat., J 495, n° 2 : bulle originale servant de couverture à un cahier qui contient plusieurs pièces rédigées précisément par Jean de Sains, le notaire dont il est question dans la dernière phrase.)

<sup>1</sup> Monition envoyée d'Avignon par le camerlingue, sous la date du 29 août 1384, au collecteur apostolique des provinces de Toulouse et d'Auch (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-1384*).

<sup>2</sup> Pour subvenir aux frais de l'expédition de Durazzo, Urbain VI avait engagé les biens des églises, des hôpitaux et des monastères romains (Raynaldi, t. VII, p. 406, 451. Theiner, *Codex diplomaticus dominii temporalis S. Sedis*, t. II, p. 600. Thierry de Niem, p. 40).

<sup>3</sup> Nicomede Bianchi, *le Materie politiche relative a l'estero degli Archivi di stato Piemontesi* (Roma, 1876, in-8), p. 159.

<sup>4</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 34.

difficile que Louis d'Anjou, de son côté, paraissait disposé à oublier ses prétentions à la succession de Majorque. Clément VII se flatta même de sceller par un mariage la réconciliation des deux princes rivaux, et, s'il n'eût tenu qu'à lui, l'action de Louis d'Anjou contre Naples se fût alors combinée avec une action de Pierre IV dans l'île de Sicile : un navire aragonais eût prêté son concours à la flotte « angevine, » après quoi le duc d'Anjou eût aidé son ancien rival à soumettre le royaume situé « au delà du Phare <sup>1</sup>. »

En Italie, la diplomatie française et clémentine se donna également carrière. Par malheur, les sentiments des cités italiennes correspondaient assez mal aux protestations de dévouement dont quelques-unes fatiguaient les oreilles des rois de France. Florence ne se lassait point de rappeler « les lis gravés sur tous ses monuments comme dans le cœur de tous ses citoyens <sup>2</sup>. » Mais ce grand attachement, dont elle faisait parade dans l'intérêt de son commerce, n'allait pas jusqu'à épouser les deux causes, chères à la France, du duc d'Anjou et du pape d'Avignon. Clément VII avait beau autoriser les Florentins, nonobstant les condamnations portées contre eux par Grégoire XI, à séjourner sur les terres de l'Église <sup>3</sup> : ceux-ci répondaient mal à ses avances. Ils étaient urbanistes : urbanistes ils entendaient rester, et, déclinant toute compétence en matière canonique, ils refusaient de se mêler d'une question de légitimité qu'il appartenait, disaient-ils, à l'empereur de poser, au concile général de résoudre <sup>4</sup>. Il en allait de même à Bologne. Clément VII avait pu na-

<sup>1</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 20, 21.

<sup>2</sup> H.-Fr. Delaborde, *l'Expédition de Charles VIII en Italie* (Paris, 1888, in-4), p. 20.

<sup>3</sup> Bulles du 8 octobre 1381, accordées à la requête du cardinal de Florence : l'une concède aux Florentins la permission de se rendre, durant un laps de cinq ans, dans les terres de l'Église et jusqu'en Avignon ; l'autre suspend de nouveau, pour ce même laps de temps, l'effet des condamnations portées par Grégoire XI (Arch. du Vatican, *Reg.* 293, fol. 158 r° et v°). A plusieurs reprises, les Florentins avaient fait de vaines démarches auprès de Charles V et de Charles VI pour que leurs marchands fussent de nouveau admis à commercer en France et replacés sous la sauvegarde royale. (Lettres du 12 décembre 1379 et du 18 juillet 1380 ; autre lettre sans date des premières années du règne de Charles VI ; Arch. de Florence, *Signori, Carteggio, Missive, reg. I, Cancell.*, n° 18, fol. 89 v° ; n° 19, fol. 22 v° et 97 v° : j'en dois la communication à mon obligé confrère et ami M. P. Durrieu.)

<sup>4</sup> V. leur réponse du 25 août 1381 au comte de Savoie, qui les avait exhortés à joindre leurs efforts aux siens pour combattre le schisme (Cl. Lupi, *Delle relazioni fra la republica di Firenze e i conti e duchi di Savoia*, dans le *Giornale storico degli archivi Toscani*, t. VII, 1863, p. 182).

guère s'en rendre compte quand, profitant d'un moment où cette ville expulsait les officiers d'Urbain et gravait sur ses monnaies un étendard de la liberté, il lui avait offert l'indépendance politique, à condition qu'elle le reconnût pour pape légitime : ce marchandage avait échoué <sup>1</sup>. Bologne était demeurée urbaniste dans l'âme <sup>2</sup>. La cause de Louis d'Anjou n'éveillait guère plus de sympathie parmi les populations italiennes. L'intérêt seul pouvait engager les Florentins, par exemple, à garder entre les deux prétendants à la couronne de Naples une apparence de neutralité. Secrètement, ils promettaient de payer 40,000 florins à Durazzo, applaudissaient à ses victoires, proclamaient son triomphe une « œuvre de Dieu, » faisaient célébrer, à la nouvelle de la prise du Castel Nuovo, une messe d'action de grâces, et envoyaient des représentants au couronnement de la nouvelle reine, Marguerite de Durazzo. Je laisse à penser le peu d'effet que produisirent sur eux les missives de Charles VI et de ses oncles <sup>3</sup>, et comme les ambassadeurs de Louis d'Anjou furent bien venus à solliciter leur concours pécuniaire en vue de châtier la trahison de Durazzo. La seigneurie ne fut jamais à court de mauvaises raisons. Elle s'avisa, cette fois, de répondre que son grand attachement à la maison de France lui interdisait de prendre parti pour l'un ou pour l'autre des princes « français »

<sup>1</sup> Raynaldi, t. VII, p. 389. Theiner, t. II, p. 603, 605. *Cronica di Bologna* (Muratori, t. XVIII), c. 522. — Les Bolognais avaient déjà refusé d'accepter comme évêque un certain Barthélemy nommé par Clément VII (v. un rôle de suppliques présenté par ce prélat, aux Archives du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni I pars III, fol. 316 r°). Ce Barthélemy devait, dans la pensée du pape d'Avignon, succéder à un évêque limousin du nom de Bernard [Bonnaval?], qui, suivant Ughelli (t. II, c. 27), mourut et, suivant Gams, fut expulsé en 1378. La vérité, telle qu'elle ressort d'une bulle inédite (Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 6330, fol. 364 r°), est que ce Bernard avait été transféré par Urbain VI à l'évêché de Poitiers, et qu'à sa place le pape de Rome avait nommé évêque de Bologne l'archidiacre Philippe Caraffa. C'est ce dernier qui occupa effectivement le siège; il fut compris par Urbain dans sa première promotion de cardinaux, et il ne tarda pas à être nommé légat dans l'Emilie.

<sup>2</sup> Le parti clémentin devait être pourtant représenté à Bologne, ne fût-ce que par des étudiants étrangers. Dans un des *Libri supplicationum* du pape d'Avignon (anni II pars IV, fol. 34-36), je trouve un « rotulus studentium Bononie in collegio quondam Egidii, episcopi Sabinensis, cardinalis Ispanie; » la réponse de Clément VII est datée du 18 janvier 1380.

<sup>3</sup> La lettre de Louis d'Anjou dont il s'agit ici est celle du 15 janvier 1382 (cf. *Chronicon Regiense*, dans Muratori, t. XVIII, c. 88) que César de Notre-dame analyse tant bien que mal, et qu'il dit avoir été adressée par Louis « à l'un de ses plus feaux amis, le nom duquel ne s'est peu sçavoir » (p. 467, 470).

qui se disputaient le trône de Naples, et, se bornant à déplorer une lutte fratricide, elle congédia l'ambassade. Cependant, dès le 27 mars, elle faisait passer à Durazzo, ainsi qu'à Urbain VI, le texte des lettres envoyées de France, afin qu'ils pussent, comme elle disait, porter remède à la situation <sup>1</sup>.

L'accueil que les seigneurs de Milan firent aux propositions françaises ne ressembla point, fort heureusement, à celui des Bolonais, des Florentins et des Génois <sup>2</sup>. Jean-Galéas Visconti, allié par son mariage à la maison de France, affectait de reconnaître dans le secret de son cœur le pontife d'Avignon pour le pape légitime <sup>3</sup>. Son oncle Bernabò, qu'on a voulu représenter comme un urbaniste impeccable <sup>4</sup>, ne vivait pas en moins bons termes avec le pape Clément. Jadis, il avait reçu d'Avignon un cheval revêtu d'une housse rouge aux armes des comtes de Genève; son fils Marc avait été l'objet d'une attention semblable <sup>5</sup>, et son fils Charles avait obtenu du même pontife la permission de se choisir un confesseur <sup>6</sup>. Cette dernière faveur, sans doute sollicitée, montre bien sur quel pied de respectueuse déférence la famille de Bernabò entendait vivre avec Clément. Néanmoins, ce dernier, jugeant avec raison le terrain de la Lombardie peu sûr, se tint en dehors de toutes les négociations entamées avec les Visconti, et, dans la lettre que les ambassadeurs de Louis d'Anjou remirent à Bernabò vers la fin du mois de février 1382 <sup>7</sup>, la

<sup>1</sup> Cl. Lupi, *op. cit.*, p. 181. *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 418, 430, 433, 440. Réponse des Florentins à Louis d'Anjou, du 6 mars, et lettre des mêmes à Durazzo, du 27 mars (Arch. de Florence. *Signori, Carteggio, Missive, Reg. I Cancell.*, n° 19, fol. 225 et 230 : communication de M. P. Durrieu). Bernardo Marangone, *Croniche di Pisa* (Tartini, t. I, c. 786). Sur le retour des trois ambassadeurs à Avignon, le 13 avril, v. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 30.

<sup>2</sup> Au sujet de ces derniers, v. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 18, 24, 29, 34, 36. Cf. la lettre de l'évêque de Rodez au comte d'Armagnac (*Amplissima collectio*, t. I, c. 1517).

<sup>3</sup> V. mon mémoire sur *Louis I<sup>er</sup>, duc d'Anjou, et le Grand Schisme d'Occident*, p. 126.

<sup>4</sup> Giuliani, *Memorie di Milano*, t. V, p. 633. — M. G. Romano, dans un article tout récent, a porté sur la politique religieuse de Bernabò un jugement beaucoup mieux fondé (*Il primo matrimonio di Lucia Visconti e la rovina di Bernabò*, dans l'*Archivio storico lombardo*, 1893, p. 588.)

<sup>5</sup> Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 56 v° et 76 r° (aux dates du 30 novembre 1380 et du 20 février 1381).

<sup>6</sup> Bulle du 9 mars 1382 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXV Clementis VII*, fol. 146 r°).

<sup>7</sup> C'est à cette date qu'ils séjournèrent à Milan, car ils y écrivirent aux Florentins le 27 février, comme il résulte d'une lettre de ces derniers dont je dois communication à M. Paul Durrieu.



question religieuse fut soigneusement laissée de côté <sup>1</sup>. Les Visconti n'en accueillirent que plus favorablement l'annonce de l'expédition projetée en faveur de la reine Jeanne. Bernabò se laissa séduire par l'espoir de placer une couronne sur la tête de sa troisième fille : il arrêta séance tenante les conditions d'un mariage entre la jeune Lucie et Louis, fils aîné de Louis d'Anjou, héritier présomptif du royaume de Sicile <sup>2</sup>. Il promet de livrer passage au duc à travers ses États, mieux encore, de lui payer la solde de 2,000 lances durant six mois, et, après avoir défié lui-même Charles de la Paix, de mettre un de ses fils et sa propre bannière à la disposition de Louis <sup>3</sup>. Un concours aussi empressé méritait bien les remerciements qu'on fit parvenir à Bernabò au nom de Charles VI lui-même <sup>4</sup>.

Un autre auxiliaire plus actif encore et tout aussi précieux se rencontra aux portes de l'Italie. Le comte qui régnait alors sur la Savoie, et que sa proche parenté avec Robert de Genève avait contribué à enrôler dans le parti clémentin, appartenait à une race guerrière et ambitieuse. Comme Louis d'Anjou, il avait combattu d'abord la reine Jeanne, dans ses possessions du nord <sup>5</sup>; comme lui, désormais, il n'aspirait qu'à la venger : à la nouvelle des succès de Durazzo, on l'avait vu offrir aux Provençaux des secours de troupes et d'argent <sup>6</sup>. Le premier soin du

<sup>1</sup> J'ai retrouvé cette lettre, datée de Paris, le 15 janvier [1382], à la Bibliothèque Barberini (ms. XXX 174, fol. 7 r<sup>o</sup>). Il n'y est question que de la trahison de Durazzo, de l'expédition que Louis tentait et par terre et par mer pour venir au secours de la reine Jeanne, et du concours très prompt qu'il sollicitait en faveur d'une entreprise intéressant à un si haut degré la maison de France. Les deux papes rivaux n'y sont même pas mentionnés. — Cf. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 17.

<sup>2</sup> Il avait été question d'abord de marier Lucie Visconti à Charles, second fils de Louis d'Anjou (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 25).

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>4</sup> « ....Amice carissime, sincere mentis affectum quem ad nos carissimum-que patrum nostrum ducem Andegavensem ac omnem domum Francie gerit vestra Dilectio, per inspectum litterarum vestrarum dicto patruo nostro directarum leto vultu percepimus, oblacionesque dicto patruo nostro ad imperisiam facti Ecclesie et liberationis serenissime principis regine Sicilie.... per vos factas, necnon fructuosum consilium quo ad hoc in eisdem litteris comprehensum.... » (Lettre non datée. Bibl. Barberini, ms. XXX 174, fol. 10 v<sup>o</sup>.)

<sup>5</sup> Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie* (Turin, 1778, in-fol.), t. I, p. 401 et sq.; Paul Fournier, *le Royaume d'Arles et de Vienne* (Paris, 1890, in-8), p. 486 et sq.

<sup>6</sup> Par mandement en date du 13 octobre 1381, le lieutenant du sénéchal de Provence ordonne le remboursement de la dépense faite, à Aix, en l'hôtelle-

duc d'Anjou fut de tirer parti d'une bonne volonté aussi évidente et de s'assurer, en y mettant le prix, le concours d'Amédée VI, autrement dit le comte Vert. Héritier éventuel de tous les États de Jeanne, y compris le Piémont, Louis crut pouvoir distraire de son futur héritage cette dernière province, convoitée de tout temps par la maison de Savoie et en partie conquise par le comte Vert. L'entente sur ces bases se fit si rapidement qu'à son passage à Lyon, du 15 au 19 février, le duc d'Anjou put conclure le traité. Il abandonnait à Amédée toutes les terres du Piémont, Asti, Alba, Mondovi, Coni <sup>1</sup>, Cherasco, Alexandrie, etc., ne se réservant que la petite place de Dronero, sur la Maira. En retour, le comte lui permettait de traverser ses États et s'engageait à le suivre en personne jusqu'à Naples, à la tête d'une troupe de 12 ou 1,300 lances : il va sans dire que la solde de ces gens d'armes demeurerait à la charge de Louis, qui, en outre, assurait au comte une indemnité de 5,000 fr. <sup>2</sup>. Cette alliance était d'ailleurs, comme celle qui allait unir le duc et Bernabò, exclusivement dirigée contre Charles de la Paix ; le caractère uniquement politique du traité ressort des pièces mêmes, et

rie du Lion, « per egregium militem dominum Franciscum de Arentono, militem, magistrum hospitii spectabilis viri domini comitis Sabaudie, ambaxiatorem per ipsum dominum Sabaudie comitem ad nos missum et ad convocatum generale consilium hic Aquis, dominorum scilicet prelatorum, baronum, nobilium et universitatum dictorum comitatum de presenti, qui, ex parte dicti domini comitis, explicavit qualiter dictus dominus comes dolebat et constribatur de casu sinistro evento serenissime domine nostre regine et illustri domino Ottoni, duci Brusvycensi, viro suo, et gentibus suis super conflictu eorumdem, offerens se, de bonis et persona, huic patrie succurrere et de gentibus subvenire multipliciter, liberaliter et benigne, suosque familiares et equos, diebus quinque quibus circa premissa in dicta Aquensi civitate vacavit et stetit.... » (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 1526, fol. 102 : mon confrère et ami M. Henri Lacaille a eu l'obligeance de faire pour moi, et à ma demande, la copie de ce texte, simplement mentionné dans l'*Inventaire* de M. Blancard (t. II, p. 50). Cf. Ruffi, *Hist. de la ville de Marseille*, t. I, p. 209.

<sup>1</sup> Cf. la *Cronaca di Cuneo* (*Miscellanea di storia italiana*, t. XII, 1871), p. 266.

<sup>2</sup> Traités et conventions datés de Lyon, les 11, 15 ou 19 février, ou simplement au mois de février 1382. Conservées aux Arch. de Turin, ces pièces me sont connues par les analyses de Papon (t. III, p. 239), de L. Scarabelli (*Di-chiarazione di documenti di storia piemontese*, dans l'*Archivio storico italiano*, t. XIII, 1847, p. 111), et de N. Bianchi (*op. cit.*, p. 83 et 128), par la publication de Guichenon (*Preuves*, p. 214), et aussi par une aimable communication de M. Henri Lacaille. Il est à remarquer que Louis d'Anjou annonce l'intention de se réserver tantôt Dronero, tantôt Demonte (arr. de Cuneo). La donation du Piémont au comte Vert ne fut scellée que le 8 mars suivant (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 24).

l'une des erreurs des *Chroniques de Savoye* consiste à reproduire de pieuses exhortations que Louis d'Anjou et Clément VII auraient adressées au comte Vert, comme s'il se fût seulement agi de marcher sur Rome pour « deschassier l'intrus <sup>1</sup>. » Si peu de part qu'ait eu le pape d'Avignon à la conclusion de cette alliance, il ne manqua pas de se réjouir d'un accord qui, en augmentant les chances de succès de Louis d'Anjou, consolidait dans le Piémont la domination clémentine, et pour mieux témoigner de sa satisfaction au comte Vert, il lui fit don de la suzeraineté du château de Diano d'Alba (5 mai 1382) <sup>2</sup>.

Tandis que le duc d'Anjou tâtait le terrain en Italie et recrutait de précieux auxiliaires, les Alpes s'étaient en partie dépouillées de leur manteau de neige, et le moment approchait où les forces réunies dans la vallée du Rhône allaient pouvoir se mettre en branle. Le 29 mai, Clément VII, le duc de Berry, le comte de Savoie, les cardinaux et les évêques présents, ces derniers revêtus de leurs ornements pontificaux, se rendirent à pied à l'église Notre-Dame des Doms et au couvent des Cordeliers, afin d'attirer les bénédictions du ciel sur l'entreprise du duc d'Anjou. Le lendemain, se tint un consistoire dans lequel Louis reçut des mains de Clément VII une bannière aux armes de Sicile et de Jérusalem ; il prononça la formule de l'hommage, posa ses lèvres sur la mule du pape et baisa sur la bouche tous les cardinaux présents ; ses armes, ses étendards reçurent ensuite la bénédiction pontificale <sup>3</sup>. Là fut également promulguée une nouvelle bulle d'inféodation destinée, dans la pensée du pape, à suppléer aux vices de forme qui auraient pu être relevés dans les actes antérieurs <sup>4</sup>. Se plaçant dans l'hypothèse où le royaume serait considéré comme ayant fait retour au saint-siège, Clément VII en

<sup>1</sup> *Monumenta historiæ patriæ, Scriptores*, t. I, p. 357. La même chronique commet une autre erreur en faisant venir, dès le début de cette négociation, Amédée VI à la cour d'Avignon : il n'y arriva que le 24 mai, bien longtemps après la conclusion du traité (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 38).

<sup>2</sup> Et non 1381, comme le dit L. Scarabelli (*op. cit.*, p. 115). Cf. N. Bianchi, p. 158.

<sup>3</sup> *Petit Thalamus*, p. 405.

<sup>4</sup> J'ai retrouvé, aux Archives du Vatican, deux exemplaires de la bulle du 30 mai 1382, l'un dans le *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII* (fol. 322-328), l'autre, incomplet, dans la série des *Instrumenta miscellanea (ad annum 1381-1382)*. C'est une grande bulle, munie de la *Rota* et des souscriptions de dix-huit cardinaux. Elle est adressée à la fois à Jeanne et à Louis. — Cf. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 36, 42.

disposait de nouveau en faveur de Jeanne, la « Judith » des temps modernes, de Louis et de ses héritiers. Il se fondait principalement sur ce que nul autre prince ne pouvait, à l'égal de ce « glorieux athlète, » combattre le schisme en Italie. Aussi stipulait-il que Louis partirait à la tête d'une force respectable pour tenter de reconquérir le royaume et de délivrer la reine. Si le duc se laissait ensuite détourner de l'entreprise, si la maladie ou la mort l'empêchaient de la conduire à bonne fin, et si personne ne se présentait pour achever son œuvre, Clément VII se réservait le droit d'annuler l'investiture. Les charges étaient les mêmes que les papes avaient coutume d'imposer aux rois feudataires, si ce n'est qu'un sursis de deux ans, à compter du jour où Jeanne et Louis reprendraient possession de leurs États, fut accordé pour le paiement du cens dû au saint-siège <sup>1</sup>. Conformément aux traditions, Clément VII interdisait au souverain de Sicile d'acquiescer aucun droit, d'exercer aucune autorité dans les autres terres de l'Église. C'est assez dire qu'il n'était plus question pour Louis d'Anjou de joindre à l'héritage de Naples le chimérique royaume d'Adria <sup>2</sup> : l'inféodation du 17 avril 1379 était périmée par cela seul que le duc avait laissé passer les délais stipulés, et le pape désirait si peu faire revivre la bulle de Sperlonga qu'il avait été, au mois de février, jusqu'à en refuser copie au chancelier de Louis d'Anjou <sup>3</sup>.

S'autorisant sans doute de cette nouvelle investiture, Louis voulut aussitôt se parer de l'étiquette royale. Dans des lettres expédiées, le 30 mai, en faveur de son frère le duc de Berry, il s'intitule pompeusement « Louis, par la grâce de Dieu roi de Sicile, duc de Calabre, de Pouille, d'Anjou et de Touraine, prince de Capoue, comte de Provence, de Forcalquier, de Piémont et du Maine <sup>4</sup>. » Il est vrai que cette façon d'anticiper sur la mort d'une reine dont la succession ne passait pas pour être encore ouverte éveilla les susceptibilités de quelques Provençaux; sur leur réclamation, Louis renonça prudemment à se donner cette satisfaction d'amour-propre, et, dès le lendemain, il remit en

<sup>1</sup> Bulle du 2 juin 1382 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII*, fol. 138 r°).

<sup>2</sup> C'est ce que n'a pas compris, par exemple, Papon (t. III, p. 241).

<sup>3</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 18, 19.

<sup>4</sup> Ces lettres étaient scellées du sceau dont Louis se servait « avant son avènement » (Arch. nat., P 1380<sup>1</sup>, cote 3188).

usage la formule précédemment employée : « Louis, fils de roi de France, duc de Calabre, d'Anjou et de Touraine, etc. 1. » Dans la soirée du même jour (31 mai), précédé des deux bannières de Calabre et d'Anjou, il se mit en route, et, reconduit jusqu'aux portes d'Avignon par tout le sacré collège, il fit encore deux lieues et demie pour s'en aller coucher à Sorgues 2.

La difficulté de concentrer ou de mettre en mouvement les troupes accourues de Provence ou rassemblées au Pont-Saint-Esprit le retint, pendant six jours, dans le château que les papes avaient élevé en cette petite ville 3 et, pendant sept autres jours, à Carpentras 4. Là il reçut sans doute les adieux de la duchesse, sa femme, et, le 13 juin, il partit dans la direction de l'est, cette fois définitivement 5.

Je le retrouve, le 14, à Sault 6. Puis il pénètre en Dauphiné, gagne rapidement Gap et, en remontant la vallée de la Durance, Briançon, c'est-à-dire le col du Mont-Genèvre. Avant le 25, il était à Turin 7. C'est là, ou plus exactement auprès de Rivoli, qu'il opéra, le 23, sa jonction avec les contingents du comte Vert 8. Ce renfort comprenait, d'après une pièce authentique 9, mille hommes d'armes, cent lances et onze arbalétriers à pied ; en

<sup>1</sup> Acte du 31 mai 1382 autorisant le duc de Berry à accepter toutes successions au lieu et place de Louis d'Anjou (Arch. nat., J 186\*, n° 54).

<sup>2</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 27-41.

<sup>3</sup> Cf. E. Müntz, *le Palais de Sorgues*, dans les *Mémoires de la Société nat. des Antiquaires de France*, t. XLV, p. 17.

<sup>4</sup> M. Henri Lacaille me signale, dans les Archives communales de Carpentras, un registre (BB 10, fol. 117 et sq.) où sont mentionnées diverses dépenses faites par la ville à l'occasion du passage de Louis d'Anjou et du comte Vert. — Cf. des lettres de Louis, du 10 juin 1382, datées de Carpentras et fort mal transcrites, d'ailleurs, dans le ms. de Brienne n° 14 (fol. 29 r°) de la Bibliothèque nationale.

<sup>5</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 3, 42-44. *Petit Thalamus*, p. 405.

<sup>6</sup> Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVII Clementis VII*, fol. 18 r°.

<sup>7</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, p. 45. Lettre de Regina della Scala à Louis de Gonzague (L. Osio, *Documenti diplomatici tratti dagli archivj Milanese*, Milano, 1864, in-fol., t. I, p. 228). Gioffredo della Chiesa, *Cronaca di Saluzzo* (*Monumenta historiae patriæ, Scriptores*, t. III, c. 1027). — Le 20 juin, envoi par Clément VII d'un courrier vers le duc d'Anjou, à Turin (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 355, fol. 104 r°). On voit que, contrairement à ce qu'affirment Froissart (édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 465) et, d'après lui, Guichenon (t. I, p. 425). Louis d'Anjou ne prit pas le temps de passer par la Savoie pour rallier les troupes d'Amédée VI.

<sup>8</sup> *Chronica parva Ripollæ* (Muratori, t. XVII, c. 1323).

<sup>9</sup> Arch. de Turin, *Trattati diversi*, mazzo II, n° 6 (communication de M. Henri Lacaille).

somme, il n'atteignait pas tout à fait le chiffre de douze ou de treize cents lances stipulé par la convention de Lyon, et les *Chroniques de Savoye* doivent faire, une fois de plus, erreur quand elles dépeignent l'admiration de Louis d'Anjou à la vue des troupes savoyardes : « J'avoye dopte de passer oultre, se serait-il écrié en « présence du comte Vert ; mais puis que je vous voy en si belle et « grande compaignie, je suis tout asseur de m'en aller avant. » Quoi qu'il en soit, l'armée cosmopolite commandée par le duc d'Anjou, et dont les principaux chefs étaient Robert de Dreux, le comte de Genevois, frère de Clément VII, Amédée VI, etc., comptait désormais 15,000 chevaux, suivant une des estimations les plus basses, 70,000, suivant la plus élevée. Plusieurs contemporains s'accordent à l'évaluer, en tout, à 50,000 hommes <sup>1</sup>, et c'est à peine, ajoute Sozomène, si l'on se souvenait qu'une armée plus nombreuse eût jamais franchi les défilés des Alpes.

En Piémont le duc d'Anjou perdit plusieurs semaines, soit qu'il attendit pour fixer son itinéraire le retour des ambassadeurs chargés de sonder encore une fois les dispositions des Florentins <sup>2</sup>, soit qu'à la demande du comte Vert, il s'attardât dans une contrée où leur présence était utile à l'affermissement de la domination savoisiennne. Le 18 juillet seulement, il pénétra dans les États de Jean-Galéas, son beau-frère, et, se maintenant

<sup>1</sup> Voici un aperçu des principales évaluations fournies par les contemporains : 15,000 cavaliers, dont 1,200 arbalétriers à cheval (Matth. de Griffonibus, dans Muratori, t. XVIII, c. 193) ; 15,000 cavaliers et 3,500 arbalétriers (*Chron. Estense, ibid.*, t. XV, c. 508) ; 30,000 hommes (Froissart, t. IX, p. 468) ; 20,000 cavaliers et de nombreux fantassins, en tout plus de 50,000 hommes (*Cron. di Pisa, ibid.*, c. 1080) ; 30,000 cavaliers (Bernardo Marangone, dans Tartini, t. I, c. 786) ; environ 40,000 chevaux (*Cron. Riminese, Chron. Placentinum, Annales Mediolanenses, Sozomène, dans Muratori, t. XV, c. 924, et t. XVI, c. 540, 775, 1125, et Chroniques de Savoye, loco cit.*) ; 50,000 hommes (*Istoria di Chiusi, dans Tartini, t. I, c. 962*) ; 26 barons, 8,000 lances, 2,000 arbalétriers, en tout plus de 50,000 hommes (lettre de Bernabò à Louis de Gonzague citée par P. Collenuccio et M. Roseo, *Del compendio dell' istoria del regno di Napoli, Venetia, 1591, in-8, p. 87*) ; environ 50,000 chevaux (*Chron. Bergomense, dans Muratori, t. XVI, c. 852*) ; environ 55,000 chevaux (Matteo Palmieri, *de Temporibus, dans Tartini, t. I, c. 225*) ; environ 60,000 hommes (*Ann. Forolivienses, dans Muratori, t. XXII, c. 192, et Thierry de Niem, p. 52*) ; plus de 65,000 chevaux (*Chron. Regiense, ibid.*, t. XVIII, c. 88) ; environ 70,000 chevaux (*Chron. parva Ripaltæ, ibid.*, t. XVII, c. 1323) ; plus de 100,000 hommes (*Istorie et Croniques de Flandre, publ. par Kervyn de Lettenhove, t. II, p. 358*) ; 12,000 chevaux au départ, 7,500 à l'arrivée (Gobelinus Persona, dans Meibomius, *Rerum germanicarum, t. I, p. 299*).

<sup>2</sup> *Diario d'anonimo Fiorentino* (à la date du 28 juin), p. 443. Cf. les documents cités par Aless. Gherardi dans la Préface, p. 274.

toujours sur la rive droite du Pô, vint camper, à la hauteur de Pavie, sur le territoire de Broni. Il y reçut plusieurs fois la visite des seigneurs de Milan. Vivres, armes, chevaux, honneurs de toutes sortes lui furent prodigués par les deux Visconti. Là se conclut le traité de mariage entre Louis II d'Anjou et la jeune Lucie. Bernabò paya, sans plus tarder, une partie de la dot, qui montait, au dire d'un chroniqueur, à 200,000 florins, soit une somme de 40,000 florins destinée à l'entretien de 500 lances, et au lieu de fournir, six mois durant, 2,000 lances, comme il l'avait d'abord promis, il s'engagea probablement, ce qui valait mieux encore, à renouveler chaque année ce paiement de 40,000 florins jusqu'à l'achèvement de la guerre <sup>1</sup>. La campagne ne pouvait guère s'ouvrir sous de plus favorables auspices.

Le duc d'Anjou poursuivit sa route à travers le Placentin et le Parmesan, sans sortir des terres soumises aux Visconti. L'Italie continuait de se montrer hospitalière. Les commerçants avaient reçu l'ordre de garnir leurs boutiques des marchandises dont les gens d'armes pouvaient avoir besoin ; la ville de Parme fournissait jusqu'à trente charretées de pain et jusqu'à trente tonnes de vin par jour, sans compter huit autres charretées de pain, huit barriques de vin blanc, douze veaux, cinquante paires de gros chapons, cent poulets et cinquante paons offerts, chaque jour, par Bernabò pour la table particulière du duc et de ses barons. Malgré cette abondance, l'armée continua de s'écouler d'un mouvement lent, mais régulier, dans la direction du sud-est. Le 30 juillet, elle campe à Soragna, le 31, sur les rives du Taro ; le 2 août, elle longe extérieurement la ville de Parme, dont le duc refuse d'accepter les clefs que lui présente un des fils de Bernabò, accompagné du podestat. Le 4 août, elle traverse Reggio, et parvient, dès le lendemain, à Panzano, sur le territoire de Bologne <sup>2</sup>.

En entrant dans les États de l'Église, Louis d'Anjou put ob-

<sup>1</sup> Osio, t. I, p. 207, 208, 228. Corio, *Storia di Milano*, t. II, p. 296, 297. G. Giuliani, *Memorie spettanti alla storia, al governo ed alla descrizione della città e campagna di Milano* (Milano, 1856, in-8), t. V, p. 632. *Cronaca Riminese*, c. 924. Ruffi, t. I, p. 215. *Annales Mediolanenses*, Froissart (t. IX, p. 465), etc. Cf. G. Romano, *op. cit.*, p. 590.

<sup>2</sup> *Annales Mediolanenses*, c. 775. S. de Gazata, *Chronicon Regiense*, c. 88. *Chronicon Bergomense*, c. 852. Matth. de Griffonibus, c. 193. *Cronica di Bologna* (Muratori, t. XVIII), c. 524.

server chez les habitants des dispositions moins favorables. Le premier soin des Bolonais, à son approche, avait été de recréuser les fossés de leur ville, afin de la mettre en état de défense. Ils se rassurèrent cependant, offrirent des présents au duc et lui fournirent des vivres. Bien leur en prit : Louis se borna, le 8 août, à faire défiler son armée sous les murs de Bologne, en gagnant le campement de Russo, sur la rive gauche de l'Idice <sup>1</sup>.

Deux mois après son départ, le duc n'avait encore franchi que la moitié de la distance qui sépare Avignon de Naples. Mais sa promenade militaire s'était accomplie sans encombre, et avec un ordre qui causait l'étonnement des habitants les moins prévenus en sa faveur. Le fait est qu'une armée de 50,000 hommes n'exerçant ni violence ni rapines, et payant tout ce qu'elle prenait à beaux deniers comptants, offrait en Italie un spectacle rare. Reconnaissons au duc d'Anjou au moins une qualité précieuse : il savait imposer à ses soldats la discipline. Le séjour de son armée était interdit, sous peine de la hart, aux soldats d'aventure qui ne figuraient pas sur les cadres. Partout où Louis établissait son camp, une paire de « fourches » se dressait, comme un avertissement sinistre à l'adresse des pillards <sup>2</sup>. « Et avoit en son ost deux mareschaux, l'un de langhe franchoise et l'autre de langhe d'Ytallie, lequel faisoient justice des malfaiteurs sans espargnier <sup>3</sup>. » C'est ainsi qu'un auteur bolonais, fort peu suspect d'amitié pour la France, a pu laisser échapper cet aveu que les troupes de Louis ne causèrent pas le plus petit dommage à un seul des habitants du territoire <sup>4</sup>. J'ignore si le duc se flattait par là de conquérir les sympathies italiennes ; mais peut-être ne fut-il pas loin d'y parvenir. Il y a plus d'or, disait-on, dans cette seule armée que dans toute la ville de Milan <sup>5</sup>. « Et c'est une raison, ajoutait Bernabò, pour

<sup>1</sup> *Cronica di Bologna*, c. 522. Matth. de Griffonibus, c. 193. *Cronaca Riminese*, c. 924.

<sup>2</sup> *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 444.

<sup>3</sup> Kervyn de Lettenhove, *Istorie et Croniques de Flandre* (Bruxelles, 1880, in-4), t. II, p. 358.

<sup>4</sup> Matth. de Griffonibus, c. 193. Cf. *Religieux de Saint-Denys*, t. I, p. 331, Froissart, t. IX, p. 467, et la lettre de Louis aux Marseillais citée par Ruffi (t. I, p. 215).

<sup>5</sup> S. de Gazata, *Chronicon Regiense*, c. 88.



que les Italiens aient grand intérêt à s'assurer la bienveillance du duc. Ses gens se comportent avec une telle humanité qu'on dirait des compatriotes <sup>1</sup>. Ce demi-succès pourtant n'avait pu être acheté qu'au prix de grandes dépenses, et l'on frémit à la pensée des sommes d'argent qui avaient dû être déjà englouties, tant en achats de vivres qu'en paiements d'hommes d'armes, avant que le duc eût seulement aperçu le visage d'un ennemi.

Louis ne pouvait se flatter d'accomplir aussi aisément la seconde partie de son voyage. La route de la Toscane lui était décidément fermée. Lui-même, en sollicitant une dernière fois le concours des Florentins, avait promis de passer par un autre chemin. Ce n'était que sage : une ligue défensive venait d'être conclue entre les républiques italiennes ; il eût risqué de se heurter à une armée de 6,000 chevaux que les alliés avaient le dessein de mettre sur pied en cas de besoin <sup>2</sup>. Restait la route longeant le littoral de la mer Adriatique. Mais Alberigo de Barbiano, le célèbre condottiere vainqueur au combat de Marino, s'était jeté dans Forlì avec une troupe de trois cents chevaux : les hostilités commencèrent.

Cet inconvénient eût pu être sans doute évité, si Louis d'Anjou eût consenti à ratifier les conventions que le comte Vert avait passées, dit-on, dès l'origine, avec la compagnie de Saint-Georges. Un chevalier savoyard, Boniface de Chaland, s'était rendu dans les provinces du centre de l'Italie et y avait enrôlé sous la bannière de Louis tout ce qu'il avait trouvé de routiers disponibles : c'étaient autant de soldats enlevés à Durazzo. Quand le duc reçut communication de ces traités, probablement fort onéreux (c'était avant son départ d'Avignon <sup>3</sup>, et non à Parme, comme le prétendent les *Chroniques de Savoye* <sup>4</sup>), il déclara que son armée comptait déjà bien assez d'hommes. « Plaise à Dieu, aurait alors observé le comte Vert, que le conseil ne

<sup>1</sup> Lettre du 4 août à Louis de Gonzague (Osio, t. I, p. 228). — Par contre, les *Annales de Milan* (c. 774) se font l'écho d'un bruit qui accusait Louis d'Anjou d'avoir empoisonné son frère Charles V. S. de Gazata lui-même lui prête l'intention de se faire couronner empereur.

<sup>2</sup> *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 443, 444. Bernardo Marangone, *Chroniche di Pisa* (Tartini, t. I, c. 786, 787).

<sup>3</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 33. La *Chronographia regum Francorum* contient une allusion assez maladroite à cette circonstance (Kervyn de Lettenhove, *Istorie et croniques de Flandre*, t. II, p. 525).

<sup>4</sup> *Monumenta historiæ patriæ, Script.*, t. I, c. 360.

« tourne pour le millieur ! car j'ay double que celles gens nous fas-  
sent encorez assez de maulx. » Le fait est qu'Alberigo s'était  
aussitôt engagé au service de Charles III. Pour le moment, il oc-  
cupait, outre Forlì, Bertinoro. Des gens de cette dernière garni-  
son paraissent même avoir capturé, au passage, puis relâché  
un des seigneurs de l'armée « angevine » <sup>1</sup>. Le duc, de son côté,  
et le comte de Savoie s'en allèrent brûler, aux environs de Forlì,  
les villages de Bagnolo, de Ronco et de Carpeno. Ils se fussent  
volontiers emparés de la ville : mais le temps leur manquait, soit  
pour en faire le siège, soit pour mettre à profit les intelligences  
qu'ils avaient dans la place. La région qu'ils découvrirent en  
avançant au sud n'étant pas plus hospitalière, ils rétrogradè-  
rent jusqu'à Villa Franca, village situé au nord-ouest de Forlì,  
sur la rive droite du Candiano <sup>2</sup>.

Là, du moins, l'armée se trouvait en communication avec  
un prince animé d'intentions bienveillantes. Guy de Polenta,  
seigneur de Ravenne — triste figure de tyran débauché —  
avait, aux yeux de Louis d'Anjou, un rare mérite : il reconnais-  
sait le pape d'Avignon <sup>3</sup> ; c'est même ce qui explique l'existence  
d'un archevêque, clémentin de Ravenne <sup>4</sup> et d'un évêque clé-  
mentin de Comacchio <sup>5</sup>. Louis, s'étant écarté du gros de son ar-  
mée, rendit visite à ce défenseur de la bonne cause, qui, de son  
côté, s'empressa de fournir les vivres nécessaires, arbora gra-  
cieusement la bannière fleurdelisée et décida qu'un de ses fils  
serait du voyage de Sicile <sup>6</sup>.

L'armée ravitaillée reprit sa marche en avant.

Ce fut peut-être la partie la plus pénible du voyage. Vaine-  
ment Clément VII avait cherché à nouer, en 1381, des relations

<sup>1</sup> « Il sire della Monzolia, » peut-être Louis de Montjoie (*Cronica di Bologna*, c. 524). Cf. S. de Gazata, *Chronicon Regiense*, c. 88.

<sup>2</sup> *Annales Forolivienses*, c. 192.

<sup>3</sup> *Annales Forolivienses*, *ibid.* Cf. G.-C. Tonduzzi, *Historie di Faenza* (Faenza, 1675, in-fol.), p. 443. — C'est ainsi que Clément VII s'était empressé, l'année précédente, de notifier au seigneur de Ravenne l'adhésion du roi de Castille (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 101-102).

<sup>4</sup> Un nommé L., dont le rôle fut présenté à Clément VII et revêtu du « fiat » pontifical sous la date de 1379-1380 (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni II pars III, fol. 11 r°).

<sup>5</sup> J'ai trouvé une bulle de Clément VII, du 9 juillet 1382, autorisant Blaise, élu de Comacchio, à se faire consacrer par un évêque de son choix (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII*, fol. 267 v°). Ce Blaise n'est que mentionné par Ughelli (*Italia sacra*, t. II, c. 484).

<sup>6</sup> *Chronicon Estense*, c. 508. *Cronaca Riminese*, c. 924.

avec le recteur de la province de Romagne <sup>1</sup> : Galeotto Malatesta, seigneur de Rimini, refusait les vivres et tenait les portes des villes impitoyablement fermées. On évita Césène, dont les murailles venaient d'être reconstruites en prévision de la venue des Français, et l'on alla, le 18, camper non loin de la côte, à Bell' Aria. Bien entendu, tout ce qui se trouvait hors de la forteresse fut saccagé ou brûlé. Le lendemain, nouvelle escarmouche, enlèvement du poste de la Tomba, incendie des maisons environnantes ; on campa, le soir, sur les rives de la Marecchia. Une affaire plus chaude encore eut lieu, le 20 août, à la traversée de la Conca, en face de San-Giovanni in Marignano : toute l'armée, dit-on, faillit s'y perdre. N'importe ! un vétéran de la compagnie de Saint-Georges, qui avait guerroyé durant près d'un demi-siècle, assista, vers ce moment, au défilé des « Angevins » sous les murs de Rimini : il avouait que c'était la plus belle et la plus forte troupe qu'il se souvint d'avoir vue. La multitude des hommes d'armes était telle que les chemins ne pouvaient la contenir ; elle se répandait à travers champs et dans les vignes, ce qui ne laissait pas que de ralentir sa marche. Une autre cause de fatigue devait être la sécheresse dévorante qui sévit, durant l'été de 1382, dans les provinces de l'Italie centrale. L'armée ne prit quelque repos qu'après avoir atteint les rives de l'Esino, sur le territoire d'Ancône <sup>2</sup>.

Elle y retrouvait un point d'appui. La citadelle d'Ancône était demeurée aux mains d'un châtelain espagnol, Fernand Sanchez de Moya, qui jusqu'alors avait gardé les apparences de la neutralité. Mais les relations plus ou moins secrètes qu'il entretenait avec Avignon ont laissé des traces dans les archives : c'est un rôle de suppliques adressé à Clément <sup>3</sup> ; c'est un paiement de 2,050 florins ordonné par ce pontife (31 janvier 1381) <sup>4</sup> ; c'est une bulle confirmant au même damoiseau la

<sup>1</sup> Clément VII lui avait envoyé, au mois d'août 1381, Manfred de Faenza (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 124 r°, à la date du 27 août 1381).

<sup>2</sup> *Cronaca Riminese*, loco cit. Cf. Theiner, t. II, p. 601. — L'auteur des *Chroniques de Savoie*, dont il faut renoncer à compter les inexactitudes, prétend (c. 361) que le duc d'Anjou et le comte Vert « furent receus par messire Galliot tres grandement, qu'il leur fit grand honneur. »

<sup>3</sup> Durant la seconde année du pontificat de ce pape, s'il faut en croire la date du « fiat » apposé au bas de ce rôle (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni II pars IV, fol. 176 v°).

<sup>4</sup> *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 71 r°.

possession de la châtellenie d'Ancône (29 juin 1382) <sup>1</sup>. A l'arrivée de Louis, Fernand Sanchez leva le masque. Il commença par introduire les Français dans la citadelle, puis, en ayant remis le commandement à un autre châtelain, se mit en devoir de prendre part à l'expédition contre Naples. Du coup, les riches marchands et « prud'hommes » d'Ancône se crurent perdus : embarquant à la hâte femmes, enfants, trésors, ils cherchèrent un refuge sur mer, dans leurs vaisseaux. Aucune assurance ne put les amener à regagner la terre. Louis dut se contenter de la promesse d'un subside de 18,000 florins, dont il ne toucha que le tiers. Il trouva, par bonheur, un accueil moins farouche chez un seigneur de la contrée, Ridolfo de Camerino, auquel il emprunta 12,000 autres florins. Quand il se fut éloigné, les habitants d'Ancône ne s'avisèrent-ils pas d'appeler à leur aide leurs voisins de Fermo, et de mettre le siège devant leur citadelle ! Au bout de trois mois, le nouveau châtelain fut forcé de capituler <sup>2</sup>. Ainsi le passage de Louis d'Anjou dans la Marche d'Ancône avait eu pour résultat la perte d'une des rares forteresses demeurées, dans le pays, aux mains d'un clémentin <sup>3</sup>.

Si l'armée, à plusieurs reprises, avait eu déjà quelque peine à se ravitailler, cette difficulté devait augmenter à mesure qu'on se rapprochait de l'ennemi. C'est là, sans doute, ce qui décida le duc d'Anjou à diviser, comme le rapporte une chronique, son armée en trois corps. Le premier serait demeuré, pour le moment, dans la Marche d'Ancône. Le second, continuant de suivre le littoral de la mer Adriatique, aurait gagné la partie nord du royaume de Sicile. Quant au troisième, commandé par le duc en personne, il aurait franchi la chaîne des Apennins et fait mine de se diriger, par Norcia, sur Rome <sup>4</sup>. A Leonessa, vingt-cinq lieues à peine le séparaient du Vatican.

<sup>1</sup> *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII.*, fol. 274 v°.

<sup>2</sup> *Cronaca Riminese*, loco cit. Antonio di Niccolò, *Cronaca Fermana* (Gaetano di Minicis, *Cronache della città di Fermo*, Firenze, 1870, in-fol.), p. 10 et sq., et 123. *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 446. *Cronaca Senese*, c. 276. Cf. Raynaldi, t. VII, p. 452.

<sup>3</sup> Je ne dis point : la seule. Par bulle du 10 avril 1382, Clément VII avait nommé « Eurretum Orticii Calderon de Salvaterra, » du diocèse de Pampe-lune, « officialem generalem monstrarum stipendiariorum equestrium et pedestrum ac castellanorum et officialium rocharum et aliorum fortaliciorum in provincia Marchie Anconitane. » (Arch. du Vatican, *Reg.* 309, fol. 28 v°.)

<sup>4</sup> *Cronaca Senese*, loco cit. A. Figlio, *Istoria Padovana* (Muratori, t. XVII, c. 460).

C'était le moment depuis longtemps attendu à la cour d'Avignon. Pour ces prélats « citramontains, » jadis indignement traités par la populace de Rome, l'heure de la revanche allait sonner; cet « intrus » élu et intronisé à la faveur de l'émeute, les lances françaises allaient enfin le forcer à déguerpir! Effectivement, Urbain VI se trouvait, à Rome, à peu près sans défense. Il négociait, depuis plus d'un mois, avec les Florentins pour obtenir d'eux l'envoi de leur capitaine Hawkwood; mais le marché n'était point tout à fait conclu et, quoi qu'en dise Froissart <sup>1</sup>, sept ou huit semaines devaient s'écouler encore avant que le fameux condottiere et ses 2,200 chevaux s'acheminassent vers Rome (le 22 octobre) <sup>2</sup>. Froissart prétend que les Romains avaient fait, à l'approche de Louis d'Anjou, quelques préparatifs de défense; un autre auteur, avec autant de vraisemblance, affirme que leur unique intention était de livrer au prince, le cas échéant, Urbain VI et tout le sacré collège <sup>3</sup>. Quant au pape lui-même, « point ne s'effreoit de la venue du duc « d'Ango, s'il faut en croire Froissart, et quant on ly remons- « troit que li dus d'Ango venoit celle part, le conte de Savoie « en sa compaignie et le conte de Genève, et que il avoit bien « ix milles lances de bonnes gens d'armes, et ne savoit-on en- « cores la verité se il venroit de fait à Romme pour ly oster son « siège....., il respondoit en dissant : *Crux Christi, protege nos !* « c'estoit tous li effrois que il en avoit. » Il ne laissait pas de faire prêcher la croisade contre l'envahisseur : une bulle du 23 août accorda une indulgence plénière à quiconque, après s'être dévotement confessé, viendrait à Rome s'engager, pour quatre mois au moins, au service du pape <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Edit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 466.

<sup>2</sup> *Diario d'anonimo Fiorentino* (note d'Aless. Gherardi), p. 443. P. Durrieu, *la Prise d'Arezzo par Enguerrand VII, sire de Coucy, en 1384* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLII, 1880), p. 167. G. Temple Leader et G. Marcotti, *Giovanni Acuto (sir John Hawkwood), storia d'un condottiere* (Firenze, 1889, in-8), p. 140. *Cronaca Senese*, c. 276. *Giornali Napoletani*, c. 1047.

<sup>3</sup> *Vita I Clementis VII* (Baluze, t. I, c. 503).

<sup>4</sup> Arch. du Vatican, *Reg.* 310, fol. 268 r°, et Raynaldi, t. VII, p. 449. — Le 28 septembre, une autre bulle renouvela les condamnations portées contre Robert de Genève, Jean de la Grange, les cardinaux de Marmoutier et de Saint-Eustache, le duc d'Anjou, les comtes de Savoie et de Genevois et Foulques d'Agout, seigneur de Sault, et chargea l'archevêque de Reggio de les publier, en même temps que de prêcher la croisade dans les provinces et diocèses de Reggio, de Cosenza, de Rossano et de Santa Severina (*Reg.* 310, fol. 272 v°, et Raynaldi, *ibid.*). Des missions analogues furent confiées à l'ar-

Au surplus, on sut bientôt à quoi s'en tenir. François de Vico, Rinaldo Orsini, Bernardon de la Salle <sup>1</sup>, d'autres encore qui n'avaient point cessé de lutter en Italie pour le triomphe du parti clémentin, venaient de rallier le quartier général de Louis d'Anjou. Tous furent d'avis, dit-on, de courir au plus pressé, c'est-à-dire à la conquête du royaume de Sicile, sauf à revenir, une fois vainqueurs, régler les affaires de l'Église <sup>2</sup>. Il est douteux que le comte Vert, quoi qu'en disent les *Chroniques de Savoie*, ait soutenu l'opinion contraire, en ces termes : « Sire, j'ay « tout jour oyt dire que on doit comancier les euvres de Dieu « devant celles du monde <sup>3</sup>. » En tous cas, Louis d'Anjou ne mit point à profit cet avertissement. Au grand scandale de la cour avignonnaise, qui longtemps lui en garda rancune <sup>4</sup>, il laissa Urbain VI en possession paisible de son siège et, remettant le règlement de la question religieuse à une saison plus favorable, il pénétra dans l'Abruzze par Città Reale, d'où il gagna, le 17 septembre, la ville d'Aquila. Enfin l'héritier de la reine Jeanne foulait le sol du royaume de Sicile.

La reine qu'il venait délivrer avait, depuis deux mois au moins, cessé de vivre. Il en doutait encore. Les dernières nou-

chevêque d'Amalfi, à l'évêque de Nole, à l'archevêque de Bénévent, à l'évêque de Tivoli (*Reg.* 310, fol. 287 v<sup>o</sup>) et plus tard, le 13 novembre, à l'évêque de Faenza (*ibid.*, fol. 288 r<sup>o</sup>), puis de nouveau, le 4 décembre, à l'évêque de Tivoli (Raynaldi,  *loco cit.*). Il fut entendu que ces bulles seraient publiées dans les églises et les couvents, aux heures de grande affluence, les dimanches et jours de fête, et en italien; que des exemplaires en seraient placardés aux portes des églises, et que les religieux des ordres mendiants seraient contraints de participer à la prédication de la croisade (*ibid.*, p. 451). Le 15 novembre 1382, Urbain VI gourmanda sévèrement les archevêques de Naples et de Capoue, leurs suffragants et le clergé de Naples, qui faisaient difficulté de lui envoyer de l'argent (*ibid.*).

<sup>1</sup> Au mois de mars et au mois de décembre 1384, Bernardon de la Salle portait le titre de capitaine des gens d'armes étant en Italie au service du Pape. A cette dernière date Clément VII lui fit payer, ainsi qu'à Guithonnet de la Salle, 4,000 florins (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n<sup>o</sup> 354, fol. 83 r<sup>o</sup>; n<sup>o</sup> 355, fol. 55 r<sup>o</sup>).

<sup>2</sup> Ce qui fait dire à Froissart : « Car li dus d'Ango ne voloit nulle guerre ne maulaient à Romme ne as Rommains, mais faire son voiage et son emprise. » A. Figlio va plus loin encore : Louis d'Anjou ne se serait rendu en Italie que sur l'appel d'Urbain VI. Suivent des explications, mêlées d'anachronismes étranges (*Istoria Padovana*, c. 400).

<sup>3</sup> Au contraire, suivant une chronique anonyme (*Istare et croniques de Flandre*, t. II, p. 358), le comte de Savoie fut du nombre de ceux qui conseillèrent à Louis d'Anjou de songer d'abord à courir au secours de la reine.

<sup>4</sup> Cf. *Vita I<sup>a</sup> Clementis VII*, c. 503.

velles qu'il avait reçues de sa « mère » remontaient peut-être au 1<sup>er</sup> avril; c'étaient celles qu'avait apportées en Provence l'archevêque de Bénévent. Jean le Fèvre, non sans raison, avait jugé, à ce moment, la joie du prince excessive <sup>1</sup>. Effectivement, dès le 28 mars, Jeanne, extraite du château de l'Œuf, s'était vue conduite au château de Muro, dans l'intérieur des terres. Puis le silence s'était fait sur l'infortunée reine. Aujourd'hui encore, l'historien ne peut guère se prononcer ni sur la date ni sur le caractère de cette fin tragique. En écartant l'hypothèse d'une mort naturelle, on arrive à supposer que Charles III résolut de châtier celle qu'on accusait parfois d'avoir trempé dans le meurtre de son premier époux, ou mieux encore que, pour éviter un soulèvement général lors de l'arrivée du duc d'Anjou, il voulut à tout prix se défaire d'une prisonnière dont les malheurs avaient accru la popularité. A quel procédé pourtaut recourut son esprit inventif? La laissa-t-il mourir de faim? Périt-elle étranglée, empoisonnée, pendue, égorgée, assommée ou étouffée sous un matelas? Il n'est pas une de ces versions qui n'ait pour elle l'autorité de quelque chronique contemporaine <sup>2</sup>. Pareille incertitude règne au sujet de la date de cette exécution, fixée au 12 mai par les uns, au 12 juillet par les autres <sup>3</sup>. Quoi qu'il en soit, Charles de Durazzo fit rapporter à Naples un cercueil qu'il donna comme contenant les restes de la reine, et qui demeura exposé durant sept jours dans le chœur de Santa-Chiara, non pas au mois de mai, ainsi que le prétendent les *Giornali del duca di Monteleone*, mais deux mois plus tard. Le *Cronicon Siculum* fixe, en effet,

<sup>1</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, p. 28.

<sup>2</sup> *Cronicon Siculum*, p. 45, 46 (cf. les textes cités en note et les éclaircissements donnés par l'éditeur, M. G. de Blasiis). Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 48 (édition de Leipzig, 1890, où M. G. Eriker a réuni en note les indications fournies par les chroniques les plus importantes). — Je remarquerai que, dans un codicille inédit du 20 septembre 1384, Louis d'Anjou se range à l'hypothèse de l'étouffement (Arch. nat., P 1334<sup>17</sup>, cote 454<sup>2</sup>) : « Suffocacionis exitio crudelius est perempta. » Un de ses partisans, qui écrivit vers la même époque au pape d'Avignon, affirme que la reine Jeanne fut étouffée, après avoir subi la torture par la distension de ses membres (Arch. de la Haute-Garonne, F 1, fol. 66 : communication de M. A. Baudouin, archiviste du département). Cf. le *Religieux de Saint-Denys*, t. 1, p. 122, et une lettre de la reine Marie de Bretagne, citée par Ruffi (t. 1, p. 216), qui donne quelques détails de plus.

<sup>3</sup> MM. de Blasiis et Eriker ne se prononcent ni l'un ni l'autre. *L'Art de vérifier les dates* (t. III, p. 838) et M. Matteo Camera (*Elucubrazioni*...., p. 301) ont adopté, je ne sais pourquoi, la date du 22 mai.

au 31 juillet, 18<sup>e</sup> heure du jour, le service solennel que Charles III fit célébrer à Santa-Chiara pour le repos de l'âme de la reine, et cette indication précise concorde avec le renseignement que fournit, d'autre part, le *Diario d'anonimo Fiorentino* : la nouvelle de la mort et des obsèques de Jeanne ne se serait répandue que le 15 août à Florence. Il va sans dire qu'une mort aussi mystérieuse éveilla bien des soupçons, souleva bien des contradictions <sup>1</sup>. Louis d'Anjou fut de ceux qui s'obstinèrent le plus longtemps à douter de l'évidence même; et quand, au bout de près d'un an, il se décida de nouveau à prendre dans ses actes le titre de roi de Sicile, auquel il avait dû renoncer naguère, il ne datera que du 30 août 1383 le commencement de son règne <sup>2</sup>.

Retournons dans l'Abruzzi, où le comte de Montorio, maître depuis six mois de la ville d'Aquila, avait tout fait pour préparer au duc une entrée triomphale. A l'approche de l'armée angevine, les troupes envoyées par Charles de Durazzo se replient prudemment. Louis d'Anjou, reçu avec tous les honneurs dus à un souverain, passe dans Aquila dix jours, pendant lesquels il arme des chevaliers, préside au sacre d'un nouvel évêque (21 septembre), nommé, bien entendu, par le pape d'Avignon <sup>3</sup>, frappe monnaie et recueille de nombreuses promesses de service <sup>4</sup>. Puis la marche vers le sud est reprise. On débouche, le 6 octobre, sur les terres de l'abbaye du Mont-Cassin, et l'on perd encore six jours dans la plaine de Sant' Elia Fiume Rapido;

<sup>1</sup> « E chi credea ch'era morta et chi no. » (*Giornali del duca di Monteleone*, passage cité par G. de Blasis, *Cronicon Siculum*, p. 46, note 5.)

<sup>2</sup> Cette circonstance avait été consignée dans l'*Art de vérifier les dates*, t. III, p. 839.

<sup>3</sup> Bérard de Teramo, nommé par bulle du 9 juin 1382 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXIV Clementis VII*, fol. 49 v°. Cf. Ughelli, t. I, c. 389).

<sup>4</sup> Niccolò di Borbona, *Cronica Aquilana* (Muratori, *Antiquitates*, t. VI), c. 856-857. Ant. Boetii, *Historia Aquilana* (*ibid.*), c. 773; cf. *ibid.*, c. 932, 934, *Cronicon Siculum*, p. 46, 47. *Vita I<sup>re</sup> Clementis VII*, c. 504. Ruffi (d'après les Arch. de l'hôtel de ville de Marseille), t. I, p. 212. Sozomène, c. 1125. — Sur la part prise à ce premier succès du duc d'Anjou par le comte de Fondi, par Rinaldo Orsini et par Nicolas Berardo di San Sebastiano, v. la *Cronaca Senese*, c. 276, Minieri Riccio, *Saggio di codice diplomatico formato sulle antiche scritture dell' Archivio di stato di Napoli* (Napoli, 1879, in-4), t. II, p. 25, et N. Barone, *Notizie storiche*..., p. 29. Suivant les *Giornali Napolitani* (c. 1046), le pas, c'est-à-dire l'entrée des Abruzzes, fut livré à Louis d'Anjou par Ramondaccio Caldora, dont le frère, qui se trouvait aux mains de Durazzo, eut la tête tranchée.



Jean Orsini, le capitaine de ce petit château, en offre les clefs au duc d'Anjou et évite ainsi l'assaut. Il n'en est pas de même à San-Vittore del Lazio, que le duc se voit forcé de prendre : les habitants, leurs richesses et leurs femmes deviennent la proie des vainqueurs. Chemin faisant, on enlève le château de San-Pietro in Fine, on traite avec la ville de Venafro. Enfin, le 14 octobre, apparaît le bourg de Maddaloni <sup>1</sup>. Le duc d'Anjou n'est plus qu'à six lieues et demie de Naples; déjà un courrier parti pour Avignon porte à Clément VII la nouvelle que le vengeur de la reine Jeanne a pénétré dans la capitale du royaume <sup>2</sup>.

Le fait est que Louis d'Anjou semblait alors toucher au but de son entreprise. Culbuter les troupes ennemies, emporter Naples de haute lutte, assiéger l'usurpateur, avec le concours de la flotte, dans le château de l'Œuf ou dans le Castel Nuovo, tout cela de prime abord semblait n'être qu'un jeu pour une armée dont la belle ordonnance, la discipline et la force numérique faisaient, depuis quatre mois, l'admiration de l'Italie. Un acte de vigueur terminant heureusement cette brillante chevauchée eût sans doute assuré la victoire et le trône au fils adoptif de Jeanne. Comment expliquer dès lors l'arrêt subit qui se produisit dans la marche de Louis? Pourquoi ses mouvements furent-ils soudain paralysés, comme si tout l'effort de ses 50 ou 60,000 soldats était venu se briser contre un obstacle infranchissable? Le fait a paru si étrange qu'un chroniqueur, pour l'expliquer, suppose une grande bataille perdue par Louis dans la banlieue de Naples <sup>3</sup>. Rien de semblable n'apparaît dans les récits les plus dignes de foi. Mais le duc d'Anjou, trompé sur les dispositions réelles du peuple, ne s'était-il pas figuré que sa seule approche allait déterminer une révolution dans Naples? Il devait

<sup>1</sup> Angelo de Tummullis, *Notabilia temporum (Fonti per la storia d'Italia pubbl. dall' Istituto storico italiano, Roma, 1890, in-4), p. 8. Giornali del duca di Monteleone* (passage cité par G. de Blasis, *Cronicon Siculum*, p. 47, note 7). *Chroniques de Savoye*, c. 362. — L'auteur de ces dernières chroniques n'a qu'une connaissance imparfaite de la géographie de l'Italie centrale : suivant son récit, les princes alliés auraient passé « par le pas et destroit de Sore » avant de parvenir à Città Reale et de s'emparer d'Aquila. Au contraire, c'est après avoir séjourné à Aquila que l'armée dut contourner le lac Fucin et franchir les montagnes qui sont au nord de Sora.

<sup>2</sup> Le pape fit remettre, le 15 octobre 1382, un florin 20 sols au porteur de cette fausse nouvelle (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 356, fol. 93 r°).

<sup>3</sup> *Annales Mediolanenses* (Muratori, t. XVI), c. 776.

ignorer à quel point son attachement au parti clémentin le rendait suspect à une population foncièrement urbaniste. Déçu dans son attente, trouvant de plus la route de Naples barrée par des troupes fraîches, ne s'aperçut-il pas alors, trop tard, de la grande faute qu'il avait commise en divisant sa propre armée? Ne craignit-il pas d'engager une action décisive dans des conditions défavorables? Le souvenir d'Othon de Brunswick, vaincu et pris à cette même place par Charles de Durazzo, contribua peut-être à l'empêcher d'attaquer un ennemi probablement supérieur en nombre, avant d'avoir tenté la concentration de ses colonnes et rallié les divers contingents que devaient lui fournir les barons napolitains. Bref, il crut devoir attendre une heure plus propice. Hélas! il ne comprit pas quel préjudice chaque jour de retard allait causer à son armée, et quel parti un adversaire habile saurait tirer de cette temporisation.

Charles III n'avait déjà que trop bien employé le long intervalle de temps qui s'était écoulé entre la première annonce de l'expédition française et l'arrivée de Louis dans le royaume. Ses coffres étaient garnis, ses troupes rassemblées, ses places ravitaillées, ses garnisons renforcées. Dans le plat pays au contraire, qu'il abandonnait d'avance à l'invasion étrangère, il avait eu soin d'enlever le bétail et de détruire les approvisionnements. Louis, en conséquence, ne pouvait subsister que sur les terres de ses alliés. Encore y vivait-il dans des conditions précaires, aucun d'eux n'ayant fait, en vue de son arrivée, de sérieux préparatifs <sup>1</sup>. La lenteur des mouvements de l'armée « angevine » avait eu pour autre résultat de rendre inutiles les diversions de la flotte clémentine. Quand quatorze galères et deux galiotes provençales avaient paru dans la baie de Naples, brûlé les embarcations du port de Castellamare et arboré la bannière « angevine » sur l'île de Caprée, le duc ne se trouvait encore qu'à la hauteur du Parmesan. Il n'avait point dépassé la

<sup>1</sup> *Vita I<sup>a</sup> Clementis VII*, c. 505. Cf. Matteo Camera, *Elucubrazioni*..., p. 300. Bernardon de la Salle et François de Baux, fils du comte d'Avellino, se laissèrent prendre dans le château de Campagnano, près de Telesse, et furent conduits à Naples le 20 octobre (*Cronicon Siculum*, p. 47). Les *Giornali del duca di Monteleone* mentionnent encore, à la date du 25 octobre, la capture de « messer Pierre, uno de' gran maestri de' Francesi, » qui réussit à s'échapper (*ibid.*, note 7). M. Matteo Camera (*Elucubrazioni*..., p. 307) suppose qu'il s'agit de Pierre de la Couronne.

Romagne lorsqu'une nouvelle apparition de la flotte hispano-provençale vint surprendre les Napolitains : quatre barques et une galère royale incendiées dans le port, un navire rempli de vivres emmené à Caprée, les habitants d'Ischia forcés de mettre bas les armes et de donner asile pendant un an à toutes les embarcations du parti clémentin, c'étaient là d'assez brillants succès <sup>1</sup>. Mais combien le résultat eût eu plus d'importance si cette action navale eût été combinée avec l'attaque du royaume par terre ! Si du moins Louis d'Anjou, une fois parvenu à la hauteur de Naples, eût occupé quelque point du littoral de la Méditerranée, des communications eussent pu s'établir entre son camp et ses navires, au grand avantage de l'armée de terre, dont le ravitaillement se fût opéré par la voie maritime. Au contraire, il se tint constamment loin des côtes, à Maddaloni <sup>2</sup> ou, encore plus à l'est, au château d'Airola. Non seulement il s'abstint de toute offensive vigoureuse, mais il ne réussit pas même à isoler ses adversaires : les cavaliers de Jean Hawkwood, qu'Urbain VI, rassuré sur son propre compte, s'était hâté de diriger vers la Terre de Labour, passèrent hardiment à la barbe de Louis et purent opérer, le 31 novembre, leur jonction avec l'armée de Charles de Durrazzo <sup>3</sup>.

Ce dernier s'applaudissait si fort de l'inaction dans laquelle il voyait son rival persister qu'il s'efforça de la prolonger par tous les moyens possibles. Un des artifices auxquels il recourut eut, sinon le mérite de la nouveauté, du moins l'avantage de réussir au delà de toutes les espérances. Les défis, les cartels étaient alors fort en honneur. Comme les héros d'Homère, les chevaliers du xiv<sup>e</sup> siècle s'injuriaient avant de s'attaquer ; mais ils le faisaient à distance, par la bouche de leurs hérauts d'armes, et dans un style qui ne manquait ni d'originalité ni de verdeur. Bernabò, le comte Vert, Charles de Durazzo n'avaient eu garde de négliger, au début de la campagne, cette sorte de formalité <sup>4</sup>. Il advint pourtant à Garillo Caracciolo, le messenger

<sup>1</sup> *Cronicon Siculum*, p. 46, 47.

<sup>2</sup> Suivant le *Cronicon Siculum* (p. 47), Louis reçut, au château de Maddaloni, le 25 octobre, les hommages des comtes d'Altavilla, de Sant'Angelo, de Cerreto, de Caserte, etc.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 48. *Giornali del duca di Monteleone* (*ibid.*, p. 47, note 7, et Muratori, t. XXI, c. 1047) ; la chronologie de ces dernières annales est toujours fautive.

<sup>4</sup> La *Chronographia regum Francorum* nous a conservé le texte de la ré-

chargé de transmettre à Louis d'Anjou le défi de Charles III, une mésaventure étrange : le duc le fit périr, probablement sur un bûcher. La vivacité des expressions employées dans le cartel n'est point ce qui excita à un si haut degré la colère de Louis <sup>1</sup>. Mais le « Chevalier Sauvage » (c'était le surnom du messager) passait pour exercer, en même temps que les fonctions de héraut, l'art de la sorcellerie ; on attribuait à ses pratiques la défaite qu'avait essuyée jadis Othon de Brunswick, et qui avait entraîné la chute de la reine Jeanne ; on l'accusait de comploter par d'aussi noirs artifices la perte de Louis d'Anjou <sup>2</sup>. Bref, il ne revint pas. Charles de Durazzo ne se laissa point rebuter par la façon dont son ennemi traitait ses émissaires. Retournant à la charge le 25 novembre, il proposa au duc de vider leur querelle en champ clos, dans un combat singulier <sup>3</sup>. L'offre fut acceptée : dès le lendemain, Louis d'Anjou parlait de remettre à dix chevaliers désignés de part et d'autre le règlement des conditions du duel, et il s'engageait imprudemment à se désister du « recouvrement de sa couronne » jusqu'à l'issue du combat. C'était précisément ce que désirait son adversaire. Le 30 novembre, nouveau message de Charles de la Paix, simulant une grande hâte d'en venir aux mains, qu'il reprochait à Louis de ne pas partager. Celui-ci expédiait cependant, dès le 13 décembre,

ponse de Durazzo au défi du comte Vert. On y lit ces paroles menaçantes : « Nec magnificentie potentiisque vestris aliorumque de secta vestra dabit adiutorium innumerabilis multitudo, quia ubi multitudo, ibi confusio debet assignari. Et sic dicitur proverbio antiquorum : A cane non magno sepe terretur aper. » (Passage publié par Kervyn de Lettenhove, *Istorie et croniques de Flandres*, t. II, p. 518).

<sup>1</sup> Charles de Durazzo, ayant eu connaissance des démarches tentées par Louis auprès des Florentins, se plaignait hautement de ce qu'un prince de sa maison n'eût pas jugé plus convenable de s'expliquer loyalement avec lui. « Vous nous traitez de traître, ajoutait-il ; nous vous répondons hardiment que vous mentez par votre gorge, et que nous sommes prêt à nous défendre.... Nous comptons bien le faire savoir à tous les souverains du monde. » (*Giornali del duca di Monteleone*, passage cité par G. de Blasis, *Cronicon Siculum*, p. 46, note 3 ; *Chronicon Regiense*, c. 88 ; *Chronique des quatre premiers Valois*, p. 304 ; N. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche*, etc., p. 17).

<sup>2</sup> Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 47. Cf. Papon, t. III, p. 246. On trouvera dans Froissart (t. IX, p. 469-472) d'étranges divagations au sujet de ce prétendu sorcier. La version du chroniqueur suppose que Jeanne et Othon de Brunswick ont été faits prisonniers dans le château de l'Oeuf ; au contraire, la première fut, comme on sait, prise dans le Castel Nuovo, le second sur un champ de bataille.

<sup>3</sup> Il n'est plus permis aujourd'hui de douter, comme faisait Papon (t. III, p. 248), de l'authenticité de cette correspondance.

un sauf-conduit pour les dix chevaliers nommés par Durazzo et pour leur escorte, comprenant deux cents hommes, et, de son côté, il désignait dix chevaliers, parmi lesquels le comte de Savoie <sup>1</sup>. Mais le rusé Charles III souleva de nouvelles difficultés et eut l'art d'amuser le duc, pendant deux mois, par je ne sais quels simulacres de préparatifs. Quand enfin il se décida à délivrer un sauf-conduit aux trois commissaires « angevins, » Amédée VI, Jean de Bueil et Louis de Montjoie, pour qu'ils pussent, escortés de six cents cavaliers, sortir de Montesarchio, s'aboucher avec ses chambellans, traverser les lignes de ses troupes et s'en aller examiner l'emplacement proposé pour le duel, l'île de Caprée <sup>2</sup>, ou tel autre terrain qu'ils jugeraient convenable, on était parvenu à la date du 8 février 1383 <sup>3</sup>. La patience de Louis commençait à se lasser, ou plutôt la lumière se faisait dans son esprit. Il finissait par s'apercevoir qu'il avait été joué. Deux mois avaient été perdus. Les provisions s'étaient peu à peu épuisées. Les hommes, campés pour la plupart en rase campagne ou dans des villages misérables, où ils étaient exposés au froid et à la pluie, mouraient « comme des chiens <sup>4</sup>. »

Ces diverses circonstances portèrent le duc à décliner, cette fois, les offres de son rival et à précipiter un mouvement de retraite qui s'était dessiné sans doute dès le mois de novembre. Louis avait commencé par évacuer Maddaloni — trop heureux, au dire d'un chroniqueur, de rompre le cercle des troupes ennemies, grâce à l'aide de deux capitaines allemands <sup>5</sup> — et, s'engageant dans les défilés de la Valle Caudina, qui eussent pu devenir pour lui de nouvelles Fourches Caudines, il s'était établi devant Airola, tandis que le comte de Savoie campait plus en arrière, à Montesarchio <sup>6</sup>. Les pourparlers entamés entre les

<sup>1</sup> Lünig, *Codex Italiae diplomaticus*, t. II, c. 1182-1184. César de Notredame, p. 470-472.

<sup>2</sup> Cette île, soumise à Louis d'Anjou, comme on l'a vu, dès le mois d'août 1382, dut lui rester, au moins en partie, fidèle. Elle députa un messager à Clément VII vers la fin du mois de mai 1384 (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 337, fol. 99 v°).

<sup>3</sup> Minieri Riccio, *Saggio di codice diplomatico*..., t. II, p. 28; M. Camera, *Elucubrazioni*..., p. 311.

<sup>4</sup> *Vita I<sup>ae</sup> Clementis VII.* c. 505. *Giornali Napoletani*, c. 1047. *Cronica di Pisa* (Muratori, t. XV), c. 1080.

<sup>5</sup> Le récit que fait Thierry de Niem (p. 52, 53) des exploits de Pierre de la Couronne et de Guillaume Filimbach est, d'ailleurs, plein d'invéraisemblances.

<sup>6</sup> *Giornali Napoletani*, c. 1047. *Chroniques de Savoye*, c. 362. Les lettres de

deux rivaux en vue d'un combat singulier n'arrêtaient point, paraît-il, le mouvement offensif des troupes de Durazzo : le duc d'Anjou se vit forcé de s'éloigner encore, serré de près par Hawkwood, qui lui fit de nombreux prisonniers <sup>1</sup>. C'est en remontant ainsi dans la direction du nord qu'il passa par Cerreto Sannita : on l'y retrouve, au lendemain de Noël (26 décembre 1382), occupé, dans une des salles basses du château, à dicter son testament <sup>2</sup>. « Et se il avenoit, disait-il, que nous peussions conquérir, ce que Dieux vueille, le royaume de Sicille et les autres terres qui y appartiennent, Loys, nostre aîné fils, sera roy et conte de Prouvence : » c'est en ces termes mélancoliques qu'il s'exprimait alors au sujet de la guerre, et l'on ne sent pas moins de tristesse, sinon de découragement, dans le retour qu'il faisait, au même moment, sur les fautes de sa vie passée. A l'heure où, revendiquant les droits de la reine Jeanne, il les proclamait saints et sacrés, il lui était particulièrement pénible de se rappeler l'agression dont il s'était rendu coupable envers sa future bienfaitrice ; il éprouvait le besoin de réparer dans une certaine mesure les maux qu'avait causés, en 1368, sa campagne de Provence, et léguait 50,000 fr. aux églises ainsi qu'au pauvre peuple de la Camargue et des territoires d'Arles et de Tarascon.

Au surplus, la pensée de la mort était peut-être suggérée à

Louis d'Anjou à Durazzo du 26 novembre, du 8 et du 13 décembre 1382 sont datées du château ou du camp d'Airola (C. de Notre-dame, p. 471-472). Quant au comte Vert, son séjour à Montesarchio paraît s'être prolongé jusqu'au mois de février suivant (Minieri Riccio, *Saggio di codice diplomatico*..., t. II, p. 28).

<sup>1</sup> Temple Leader et Marcotti, *op. cit.*, p. 142.

<sup>2</sup> Ce testament porte les indications chronologiques suivantes : 26 décembre 1383, sixième indiction, cinquième année du pontificat de Clément VII (Arch. nat., P. 1334<sup>47</sup>, n° 34). En langage moderne, cela signifie : le 26 décembre 1382. Suivant l'usage napolitain, Louis faisait dater du jour de Noël le commencement de l'année. C'est ce même testament qui, transmis par Arnoul la Caille au cardinal de Mende, fut reçu à Chartres, le 22 avril 1383, par Jean le Fèvre, puis remis, le 4 mai, à Marie de Bretagne, dans le château d'Angers (*Journal de Jean le Fèvre*, p. 49). Il a été parfois cité sous la date inexacte de Tarente, le 26 décembre 1383 (A. Lecoy de la Marche, *le Roi René*, t. I, p. 22). C'est lui également qu'Honoré Bouche mentionne (*l'Histoire chronologique de Provence*, t. II, Aix, 1664, in-fol., p. 405) comme ayant été donné « au château de Telesine, » sans doute parce que Denis Godefroy (*Histoire de Charles VI*, p. 765), en en donnant une édition des plus fautives, en avait ainsi transcrit la date : « Datum et actum in quadam parva camera inferiori castro secreti Talezins. diocesis. » (Lisez : « castri Cerreti, Telesine diocesis. »

Louis par quelque atteinte d'un mal terrible qui sévit en Italie en 1383, et qui fit parmi ses troupes de nombreuses victimes <sup>1</sup>, le même sans doute qui allait lui enlever son plus illustre compagnon d'armes. Le comte Vert, laissant Montesarchio à la garde de Boniface de Chaland, venait de rejoindre le duc d'Anjou, et tous deux continuaient de tourner le dos à Naples pour s'enfoncer dans la région montagneuse de l'Abruzzi <sup>2</sup>. Mais, parvenu au château de San-Stefano di Sessano, le comte dut s'aliter. Son état s'aggravant, il reçut les sacrements, dicta un testament (27 février) dans lequel aucune mention n'est faite d'Urbain ni de Clément (ce qui a pu contribuer à répandre le bruit qu'avant de mourir il avait imploré le pardon du pape de Rome), enfin, le 1<sup>er</sup> mars, rendit le dernier soupir <sup>3</sup>. Nulle perte ne pouvait être plus fâcheuse dans les circonstances critiques où se trouvait Louis d'Anjou. Outre la disparition d'un chef de guerre justement renommé, il avait à regretter le départ des troupes du comte Vert, qui reprirent vraisemblablement le chemin de la Savoie. D'une alliance qui paraissait devoir être si féconde, et dont il avait si peu tiré parti, il ne lui restait d'autre souvenir qu'une très lourde dette. Amédée VI, de son vivant, avait reçu de Louis d'Anjou 15,382 fr. <sup>4</sup>, mais lui avait avancé 16,200 fr. d'une part, et 1,240 ducats de l'autre <sup>5</sup>. Restait, de

<sup>1</sup> *Petit Thalamus*, p. 406.

<sup>2</sup> Ils passèrent par Campobasso (*Chroniques de Savoye*, c. 362). — Auparavant, si l'on s'en fie aux *Giornali Napoletani*, il faudrait placer un séjour de Louis d'Anjou à Ariano. Il y aurait opéré la dislocation de son armée, et envoyé notamment une forte troupe à Caserte. De cette façon, la retraite progressive de Louis d'Anjou vers le nord aurait été interrompue par une forte pointe à l'est. La découverte de nouveaux actes émanés du duc permettrait seule de fixer cette partie douteuse de son itinéraire.

<sup>3</sup> *Cronicon Siculum*, p. 48. *Chronicon Regiense*, c. 89, 90. *Chronicon Estense*, c. 508. Guichenon, *Preuves*, p. 216. Walsingham, *Historia Anglicana* (édit. Riley), t. II, p. 87.

<sup>4</sup> Par divers paiements effectués, du 15 mai au 1<sup>er</sup> décembre 1382, à Chambéry, à Avignon, à Turin, à Ravenne et à Aquila. A la date du 24 novembre 1382, le duc d'Anjou devait au comte Vert une somme de 65,247 francs et en signait une reconnaissance avec hypothèque sur tous ses biens. (Arch. de Turin, *Trattati diversi*, mazzo II, n° 6 : communication de M. Henri Lacaille. Cf. Bianchi, *op. cit.*, p. 84.)

<sup>5</sup> Arch. de Turin, *Trattati anziani*, mazzo VII, n° 1 et 2; *Materie militari [Levata di struppe straniere]*, mazzo I, n° 3 : communication de M. Henri Lacaille. — Ces documents paraissent avoir été cités, d'une manière assez inexacte, par L. Scarabelli (*Dichiarazione di documenti di storia Piemontese*, dans l'*Archivio storico italiano*, t. XIII, 1847, p. 113).

plus, à payer l'arriéré de la solde des troupes savoyardes, en tout, dit-on, une somme de 133,000 fr., pour laquelle Louis dut passer aussitôt une obligation envers les héritiers du comte Vert (Campobasso, 3 mars 1382) <sup>1</sup>.

En résumé, échec complet de l'attaque dirigée contre la ville de Naples, affaiblissement progressif des troupes, mal campées dans la Terre de Labour, retraite, épidémie et défection ; ces premiers résultats n'avaient rien qui permit de conserver grand espoir quant à l'issue finale de la lutte. Si attristé que fût alors Louis d'Anjou, ces revers ne semblent pas avoir abattu son courage. Il tint bon, s'obstinant à espérer des jours meilleurs, et son attente ne fut pas entièrement trompée.

Un mois après la mort du comte de Savoie, rejoint sans doute par les troupes que Charles de Durazzo avait lancées à la poursuite, il dut livrer un combat meurtrier dans les gorges de Pietracatella (5 avril) <sup>2</sup>. Les *Giornali* du duc de Monteleone lui prêtent, dans cette circonstance, un rôle ridicule : il aurait, durant la bataille, échangé ses habits et ses armes avec l'Allemand Pierre de la Couronne, et enfourché, pour mieux s'enfuir, le meilleur cheval de son armée <sup>3</sup>. Tout au contraire, à la façon dont une autre chronique napolitaine, plus digne de foi, parle des pertes subies par l'une et l'autre armée et des prisonniers de marque tombés au pouvoir des Français, je serais tenté de croire que l'affaire se termina plutôt à l'avantage de Louis <sup>4</sup>. C'est ce succès peut-être dont la nouvelle, démesurément grossie, parvint à Paris le 23 mai : le duc, disait-on, avait remporté trois victoires et tué 26,000 hommes à Durazzo. Charles VI ne manqua

<sup>1</sup> *Chroniques de Savoye*, c. 364. Cf. Papon, t. III, p. 250. — Louis avait notamment engagé au comte Vert quatre joyaux de sa couronne pour une somme de 12,000 florins (*Journal de Jean le Fèvre*, p. 272).

<sup>2</sup> Je préfère cette date, fournie par le *Cronicon Siculum* (p. 49), à celle du 26 août, que donnent les *Giornali del duca di Monteleone*. Il n'est pas vraisemblable que Louis d'Anjou se retrouve, au bout de six mois, à la même place : or Pietracatella est situé dans le voisinage de Campobasso, où le duc séjourna à la fin du mois de février et au commencement du mois de mars. Le récit des *Giornali* fourmille d'ailleurs d'in vraisemblances : que penser, par exemple, d'une retraite commencée dans l'Abruzze et se terminant à Tarente ?

<sup>3</sup> Ce récit, enjolivé par Angelo di Costanzo, a passé dans les ouvrages de Summonte (t. II, p. 482), de Papon (t. III, p. 245), d'Egly (t. II, p. 252), etc.

<sup>4</sup> *Cronicon Siculum*, *ibid.* C'est à Pietracatella que, suivant cette chronique, fut pris Angelo Pignatello, dont les *Giornali* font remonter la capture à l'année précédente. V. la fière réponse que prêtent à ce capitaine les mêmes *Giornali*.



pas de se rendre à Notre-Dame pour remercier Dieu d'un triomphe dont la gloire rejaillissait sur toute sa maison <sup>1</sup>.

A quelque temps de là un avantage moins éclatant peut-être, mais aussi moins contesté, acheva de redonner confiance aux « Angevins ». Durazzo, dans sa hâte de reprendre Aquila, véritable clef des Abruzzes, avait donné à Barthélemy de San-Severino l'ordre de s'en approcher avec une troupe d'environ mille chevaux. Il comptait profiter de l'absence du gouverneur, Rinaldo Orsini, que le duc d'Anjou avait chargé d'une mission lointaine. Mais Rinaldo, fort à propos, rentra nuitamment dans la ville, et, dès le lendemain matin, une sortie générale de la garnison renforcée, à laquelle s'étaient joints de bon cœur les habitants, amenait la destruction presque complète de la troupe assiégeante ; le capitaine lui-même figurait au nombre des prisonniers <sup>2</sup>.

Tandis qu'au nord les « Angevins » maintenaient ainsi leurs positions, au midi, Louis d'Anjou acquérait, sans coup férir, d'importants territoires <sup>3</sup>. Ce serait une étrange histoire à raconter que celle de cette principauté de Tarente dont la reine Jeanne avait fait don à son quatrième mari, après l'avoir confisquée sur François de Baux, duc d'Andria, et que Louis d'Anjou, de son côté, avait promise, avant de partir, à son frère le duc de Berry. En fait, depuis qu'Othon de Brunswick s'était fait prendre et que le royaume obéissait à Durazzo, la principauté était retombée aux mains, non du duc d'Andria, mais de son fils Jacques de Baux. Or, celui-ci était bien loin de professer pour Charles III les mêmes sentiments que son père. Il ne se laissa ni attendre par le sort de sa femme, que Durazzo retenait prisonnière dans Naples, ni effrayer par la menace d'un procès criminel, ni séduire par l'offre de l'île de Corfou <sup>4</sup>. Au

<sup>1</sup> *Chronographia regum Francorum* (passage publié par Kervyn de Lettenhove, *Istorie et croniques de Flandres*, t. II, p. 531).

<sup>2</sup> Niccolò di Borbona, c. 857.

<sup>3</sup> C'est pourtant à ce moment que Charles III dépeint ses adversaires comme réduits à toute extrémité, aux prises avec la peste et la famine, rôdant, comme des mendiants, de châteaux en châteaux (lettre du 8 septembre 1383 à la ville de Chieti, publiée par M. Camera, *Elucubrazioni*..., p. 318).

<sup>4</sup> L. Barthélemy, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux* (Marseille, 1882, in-8), n<sup>os</sup> 1510, 1574, 1577-1579, 1584. Cf. Matteo Camera, *Elucubrazioni*..., p. 315. — Un sauf-conduit du 11 septem-

lieu de s'incliner devant le sceptre de Charles III, il finit par se jeter dans les bras de Louis d'Anjou : par un testament en date du 15 juillet 1383, il institua, à l'exclusion de son père, le « roi Louis » héritier de ses titres et possessions. C'étaient, outre la principauté de Tarente, l'empire de Constantinople, le despotat de Romanie, la principauté d'Achaïe, ces derniers titres, il est vrai, n'ayant qu'un caractère purement honorifique <sup>1</sup>. Mais il n'en était pas de même de celui de prince de Tarente ; et comme la mort de Jacques de Baux suivit de près la déclaration de ses dernières volontés, le duc d'Anjou s'empressa de venir recueillir cette partie singulièrement précieuse de son nouvel héritage <sup>2</sup>.

C'est à Tarente, ou à Tricarico, qu'il prit, le 30 août, définitivement le titre de roi de Sicile et de Jérusalem <sup>3</sup>. C'est à Tarente qu'il dicta, le 26 septembre, un nouveau testament.

A première vue, il semble lire, avec quelques variantes, le testament de Cerreto ; mais, pour peu qu'on pénètre le sens du nouvel acte, beaucoup plus développé, l'on s'aperçoit qu'il dénote un état d'esprit tout différent. A la tristesse, à l'inquiétude a succédé le contentement. L'âme du prince déborde maintenant de reconnaissance envers le souverain artisan de sa grandeur, Dieu, qui l'a progressivement élevé, dit-il, du rang de comte à celui de duc, et du rang de duc à celui de roi. Il se complait dans le souvenir des périls qu'il a dû affronter, des travaux auxquels il s'est soumis. Il parle de provinces miraculeusement subjuguées. Le mot de « triomphe » même lui échappe. Clé-

bre 1382 peut servir à prouver qu'Agnès de Durazzo n'était point morte en prison, dès le 15 juillet, comme le prétendent les *Giornali Napoletani* (c. 1046), et comme le répètent MM. Camera (p. 316), G. Erler (*Th. de Nyem de Scismate libri tres*, p. 50, note 1), etc.

<sup>1</sup> R. Bisson de Sainte-Marie, *Testament de Jacques de Tarente* (*Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLV, 1884, p. 191-195). — On voit que Jacques de Baux ne mourut pas le 7 juillet 1383, ainsi que le prétend M. Matteo Camera (*Elucubrazioni*..., p. 314, 316), d'après le témoignage du notaire Angelo Crassullo.

<sup>2</sup> Kervyn de Lettenhove, *Istorie et croniques de Flandre*, t. II, p. 359.

<sup>3</sup> Jean le Fèvre (p. 49) se borne à dire : « Vindrent nouvelles à Paris que, le xxx<sup>e</sup> jour d'aoust, Mgr le duc de Calabre avoit prins le non et title de roy de Cecile et de Jerhusalem, presens plusieurs barons, contes et ducs du royaume. » Un annaliste bien informé, l'auteur du *Petit Thalamus*, ajoute que la scène se passait « en lo loc de Tricart » (p. 408), ce qui peut s'entendre de Tricarico. J'ignore sur quel fondement les historiens modernes la placent d'ordinaire à Foggia (cf. Papon, t. III, p. 251).

ment VII, la reine Jeanne, ses prédécesseurs sur le trône, ses futurs successeurs, tous ceux qui l'ont aidé ou l'aideront dans sa conquête ont part à ses fondations pieuses. Il lègue 16,000 florins de rente pour instituer quatre grands monastères de Bénédictins, de Chartreux, de Dominicaines et de Célestins dans son nouveau royaume ; il y joint la somme nécessaire pour fonder un hôpital à Naples ; il rêve d'envoyer de jeunes Napolitains, comme écoliers, dans un vaste collège qu'il se propose d'établir à Paris. Sa confiance dans l'avenir est telle qu'il entrevoit le moment où, maître du royaume de Naples, il pourra s'élancer vers de nouvelles conquêtes. Tout naturellement il songe à cette seconde couronne que lui a léguée Jeanne : il s'engage à tenter le voyage de Jérusalem et se propose d'y fonder aussi un hôpital, s'il réussit, comme il ajoute naïvement, à s'emparer de son « autre royaume <sup>1</sup>. »

Ces espérances étaient insensées. Toutefois il faut reconnaître que les possessions « angevines » commençaient à couvrir un vaste territoire. Grâce au legs de Jacques de Baux, grâce aux postes que Louis avait disséminés de côté et d'autre, grâce surtout au concours d'Onorato Caetani, comte de Fondi <sup>2</sup>, de Balthazar della Ratta, comte de Caserte <sup>3</sup>, de Jean de Sabran, comte d'Ariano, de Raymond de Baux des Ursins <sup>4</sup>, de Catherine Caracciolo <sup>5</sup>, de Pierre de Luxembourg, comte de Conversano, de Nicolas d'Enghien, comte de Lecce <sup>6</sup>, de Thomas Sanframondo, comte de Cerreto, de Wenceslas, de Hugues et de Thomas de San-Severino, comtes de Tricarico <sup>7</sup>, de Potenza et de Montecaveoso, etc., la bannière de Louis flottait aussi bien en Calabre, en Basilicate et en Pouille que dans la Terre de Labour et dans l'Abruzze. Un peu partout, des guerres d'escar-

<sup>1</sup> Arch. nat., J 1043<sup>a</sup>, n° 5, et P 1334<sup>17</sup>, n° 33. Lünig, *Codex Italiae diplomaticus*, t. II, c. 1191, et D. Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 1594-1612 (sous la date fautive du 20 septembre).

<sup>2</sup> Par vengeance, Charles III avait fait crever les yeux à Balthazar de Brunswick, gendre du comte de Fondi (*Cronicon Siculum*, p. 47 ; *Giornali Napoletani*, c. 1045 ; Thierry de Niem, p. 45). Cf. N. Barone, p. 194 ; L. Barthélemy, n° 1573.

<sup>3</sup> Ruffi, t. I, p. 213. Sur le rôle de Louis della Ratta, v. N. Barone, p. 201.

<sup>4</sup> L. Barthélemy, n° 1580.

<sup>5</sup> N. Barone, p. 189.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 188, 189.

mouches mettaient fréquemment aux prises les partisans de Louis et ceux de Charles de Durazzo <sup>1</sup>.

Pour augmenter encore les chances de succès du premier, peu s'en fallut que la discorde n'éclatât dans le camp ennemi : je veux dire qu'un grave dissentiment faillit armer l'un contre l'autre Urbain VI et Charles III. La conduite de Durazzo n'avait point répondu aux espérances du pape de Rome. Celui-ci se plaignait d'une inertie qui laissait « l'hérésie » s'implanter en Sicile, et, pour tout dire, il déplorait l'inexécution des promesses faites à son neveu Butillo. L'idée que sa présence donnerait quelque impulsion aux opérations de la guerre, et hâterait la remise des terres inféodées à François Prignano, le décida à se transporter sur les lieux. Mais, ce projet n'ayant point eu l'agrément de tous ses cardinaux, il crut devoir, chemin faisant, intimider à ceux d'entre eux qui demeuraient en arrière l'ordre de le rejoindre ; puis, irrité de leur désobéissance, il entama contre eux des procédures dont le résultat fut surtout de mettre en évidence sa précipitation rageuse : c'est ainsi qu'à Sessa, où il n'était parvenu qu'en traversant un territoire infesté de clémentins, il renouvela les citations adressées aux retardataires et s'emporta jusqu'à priver, séance tenante, du chapeau l'un d'eux, Barthélemy Mezzavacca, plus connu sous le nom de cardinal de Rieti (15 octobre 1383). Charles de la Paix, comme bien on pense, prit le parti des cardinaux. S'étant porté au-devant du pape, il l'introduisit en grande pompe en la ville d'Aversa ; mais, à trois reprises, il insista auprès du souverain pontife pour l'annulation des procédures dirigées contre les membres du sacré collège (30 et 31 octobre) : Urbain le pria de ne point se mêler de ce qui ne le regardait pas. Alors Charles de Durazzo recourut à la violence. Par son ordre, quatre officiers se transportèrent, de nuit, avec une troupe nombreuse, à l'évêché d'Aversa, où reposait Urbain ; ils forcèrent la porte, obligèrent le pape à entendre de nouveau les requêtes du roi, et, sur son

<sup>1</sup> Pour dresser la liste des barons napolitains ralliés au parti de Louis d'Anjou, on peut s'aider encore du récit des *Giornali Napoletani* (c. 1046, 1047), du *Journal* de Jean le Fèvre, de divers documents publiés par N. Barone (p. 187 et sq.) ou par L. Barthélemy (n° 1587), et d'une note communiquée par Louis d'Anjou à la ville de Marseille (Ruffi, t. I, p. 213), enfin de la liste, que je donne plus loin, des seigneurs qui prêtèrent, le 15 septembre 1384, serment de fidélité à Louis et à ses héritiers.

refus d'y obtempérer, l'enlevèrent et le transportèrent dans le château d'Aversa. Ce lugubre séjour évoquait le souvenir de deux meurtres fameux <sup>1</sup> : le pape put s'y livrer à d'amères réflexions sur l'ingratitude et sur la cruauté des princes. La conclusion qu'il en tira fut sans doute qu'il devait, par quelque concession, désarmer la colère royale. Au bout de trois jours, Charles de Durazzo, reprenant le rôle qui convenait à un roi feudataire, vint se prosterner aux pieds du souverain pontife (3 novembre) : mais il ne fut plus question de poursuites contre les cardinaux. L'entrée d'Urbain dans Naples se fit avec grande pompe ; sa résidence, qu'il dut fixer d'abord, bon gré, mal gré, dans le Castel Nuovo, fut, par la suite, transférée, conformément à son désir, dans le palais archiépiscopal. Son neveu Buttillo obtint satisfaction. Bref, le nuage qui avait assombri un instant l'horizon se dissipa presque aussitôt, et, désormais réconciliés, le pape et le roi ne songèrent plus qu'à unir leurs efforts pour consommer la perte du parti clémentin <sup>2</sup>.

C'est alors qu'Urbain VI, dans un consistoire, déclara Louis d'Anjou hérétique et rebelle à l'Église de Rome (13 mai 1384). Le procès de Charles VI et de ses trois autres oncles fut entamé <sup>3</sup>. Les églises retentirent de sermons belliqueux <sup>4</sup>, et la bannière de Durazzo reçut la bénédiction papale. Tout se préparait en vue d'une action décisive.

Louis n'avait pas attendu ces dernières menaces pour solliciter l'aide des puissances qui voulaient bien s'intéresser encore à son succès. Pierre de Craon, l'un de ses émissaires, reçut

<sup>1</sup> Celui d'André de Hongrie, premier mari de la reine Jeanne, et celui du feu duc Charles de Durazzo.

<sup>2</sup> *Cronicon Siculum*, p. 41, 45, 50 et sq. *Giornali Napoletani*, c. 1044 et sq. *Chronicon Regiense*, c. 91. Thierry de Niem, p. 55, 56, 58 et sq. ; cf. les notes de l'éditeur G. Erler.

<sup>3</sup> Le *Cronicon Siculum* (p. 53) parle d'une condamnation portée, à ce moment, contre Charles VI, le duc de Berry et le duc de Bourgogne. Il est plus probable que le roi de France et ses oncles de Berry et de Bourgogne, auxquels il faut sans doute joindre son oncle de Bourbon, ne furent, à cette date, l'objet que d'une monition. J'ai trouvé dans les répertoires de la Bibl. nat. mention d'une bulle d'Urbain VI, du 13 mai 1384, assignant Charles VI, les ducs de Bourgogne, de Berry et de Bourbon à comparaitre en cour de Rome et les sommant de renoncer à l'obédience de l'intrus (cette bulle, notée comme transcrite dans le ms. n° 78 de Bréquigny, ne s'y trouve pas). Cf. E. Jarry, *la Vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, p. 21.

<sup>4</sup> Au sujet de la prédication de cette croisade, v. un mandement de la reine Marguerite, du 5 septembre 1384 (N. Barone, *Notizie storiche*..., p. 202).

50,000 ducats de Bernabò Visconti et 40,000 de Jean Galéas. Rinaldo Orsini rapporta d'Avignon 50,000 florins <sup>1</sup>. Notez que Clément VII, pour la même entreprise, en avait déjà déboursé au moins 130,000 <sup>2</sup>. Et non content de reconstituer le trésor de guerre de Louis d'Anjou, il traitait directement avec des armateurs, des capitaines de navire, voire même avec le roi de Castille. Aux termes d'une convention ratifiée le 6 mars 1383, celui-ci s'engageait à armer six galères qui, approvisionnées de vivres et de munitions pour six mois, pourvues chacune de trente-cinq ou de quarante archers et placées sous le commandement d'un habile capitaine, devaient faire bonne guerre à Urbain VI et à Charles de la Paix : pour obtenir ce résultat, le pape payait la bagatelle de 40,000 fr. d'or chaque mois <sup>3</sup>. Durant un seul tri-

<sup>1</sup> « ...Quos promisit fideliter portare et assignare domino duci Calabrie in partibus Neapolitanis. » Rinaldo Orsini se fit, en même temps, rembourser par le pape 6,000 florins qu'il avait avancés au duc dans le royaume. Puis des gens d'armes de Sainte-Réparate furent convoqués à Orgon et à Salon pour l'escorter : on le reconduisit par le Rhône, avec deux bateaux, jusqu'à la mer (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 355, fol. 135 v°, 144 v°, sous la date du 11 avril 1383).

<sup>2</sup> Cette dépense se décompose comme il suit. Sommes payées à Jean Bellessend, bourgeois de Narbonne, trésorier du duc d'Anjou sur le fait de la mer : 8,751 fl. 12 s. (29 mars 1382), 9,257 fl. 4 s. (26 avril), 5,228 fl. 16 s. (4 mai), 19,285 fl. 20 s. (11 mai), 514 fl. 8 s. (12 mai), 2,742 fl. 24 s. (13 mai), 2,142 fl. 24 s. (14 mai), 1,714 fl. 8 s. (15 mai), 2,400 fl. (1<sup>er</sup> juin), 12,000 fl. (8 juin). — Sommes remises à Georges de Marle, recevant au nom du duc : 2,142 fl. 24 s. (29 mars), 2,000 fl. (14 avril), 1,071 fl. 12 s. (16 mai). — Sommes payées au comte de Genevois, à Jean le Fèvre, aux évêques de Maillezais et d'Albi, etc., tous recevant au nom du duc : 1,589 fl. 8 s., 2,142 fl. 24 s. (18 avril), 1,607 fl. (24 mai), 11,142 fl. 24 s. (31 mai), 535 fl. (8 juin), 2,142 fl. 24 s. (19 juin). — Somme remise au trésorier des guerres du duc : 24,814 fl. 8 s. (23 juin). — Somme remise à Raymond d'Agoult, sieur de Sault, amiral de la mer pour le duc : 3,696 fl. 12 s. (30 juin). — Sommes payées à Tristan de Roye, chevalier, pour l'armement d'une galère sur laquelle il doit servir le duc : 3,000 fl. (26 décembre), 1,071 fl. 12 s. (22 mars 1383). — Sommes payées à Rodrigue Diaz, de Valence, pour le fret d'une galère sur laquelle il doit servir le pape : 5,142 fl. 24 s. (29 décembre 1382), 1,028 fl. 16 s. (18 février 1383), etc. (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 355, fol. 83 v°, 85 v°, 88 v°, 90 v°, 95 r° et v°, 97 r°, 98 v°, 101 r° et v°, 103 v°, 113 r° et v°, 114 r° et 129 v°). — Les chiffres fournis par M. Romano (art. cité, p. 597) d'après le comte de Circourt, qui lui-même les tenait de M. H. Lacaille, ne peuvent point servir, ainsi que le croit le savant auteur italien, à fixer le montant des subsides octroyés par Clément VII à Louis d'Anjou. Ils correspondent aux versements faits par le trésorier du pape entre les mains de Nicolas de Mauregard : or, j'ai fait remarquer plus haut que ce dernier avait à pourvoir, dans une certaine mesure, aux besoins du pape et de sa cour.

<sup>3</sup> Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-1384*. Un peu plus tard (3 juin 1383), je vois deux damoiseaux de Gênes, Louis Grimaldi et Julien Giudice, s'engager à servir avec une galère le duc d'Anjou et Clé-

mestre de l'année 1384 (le premier), une dizaine de contrats furent ainsi conclus dans la demeure du camerlingue ou dans le palais des Doms; sur treize navires frétés de la sorte, neuf étaient de bonnes galères à vingt-neuf bancs, de la contenance du *Saint-Georges*, par exemple, qui portait quatre-vingt-sept rameurs, quarante archers et une bombarde. Toutes devaient faire voile vers l'Italie le 1<sup>er</sup> mars ou le 1<sup>er</sup> mai, au plus tard, et s'y mettre au service de Louis pour trois, cinq ou six mois au moins (le pape se réservant le droit de les rengager). Le capitaine et le pape se partageaient les prises par moitié, avec cette seule réserve que celui-ci, moyennant une rançon de 2,000 florins au plus, pouvait se faire livrer tout prisonnier de marque. Quant aux places conquises, elles revenaient de plein droit à Clément VII ou au roi Louis <sup>1</sup>.

Quelle que fût l'activité que déployait le pape pour organiser une force navale capable de seconder Louis d'Anjou, celui-ci fondait peut-être plus d'espérances encore sur un secours qu'il attendait impatiemment par la voie de terre. Il avait été, dès le mois de mars 1383, question de lui envoyer, sous les ordres de Coucy, un corps d'armée de renfort. Charles VI devait consacrer à cette expédition 190,000 fr., sans doute à valoir sur les 200,000 qu'il s'était dès l'abord engagé à fournir; les ducs de Berry et de Bourgogne ajoutaient 12,000 fr., et l'évêque de Beauvais, Miles de Dormans, offrait d'avancer la solde de 200 lances durant deux mois <sup>2</sup>. La nécessité de repousser une invasion anglaise fit ajourner l'exécution de ce projet, qui fut repris quelques

ment VII et recevoir de ce dernier 4,028 florins (*Introitus et exitus*, n° 356, fol. 157 v°). Enfin, dans une lettre de Charles III, du 8 septembre 1383 (Matteo Camera, *Elucubrazioni*..., p. 318), il est question de dix galères envoyées à Louis et de l'or qu'elles lui ont apporté.

<sup>1</sup> Traités conclus avec Pierre Euguayte, de Majorque (26 janvier 1384), avec noble homme Guillaume du Canet (27 janvier), avec Pierre Matecalde, du comté d'Ampurias (30 janvier), avec Gilles, Boniface et Étienne de Brandis, bourgeois de Marseille (5 février), avec Rodrigue de Diaz, chevalier, de Valence (17 février), avec Hugues Barthélemy, de l'Ile-de-Martigues (26 février), avec noble homme Jean Conort, seigneur de Soubérac, docteur en lois (11 mars), avec Bernard d'Arborçario, bourgeois de Tarragone (12 mars), avec noble homme Jean Grimaldi, de Gênes (Bibl. nat., ms. latin 5913\*, fol. 47 r°, 50 r°, 52 r°, 54 v°, 57 r°, 59 v°, 61 v°, 64 r°, 94 v°). On trouvera, d'autre part, dans le registre des *Introitus et exitus*, n° 337 (fol. 108 r°), sous la date du mois de juillet 1384, la trace des dépenses nécessitées par l'avitaillement des galères du pape qui avaient fait voile vers l'Italie.

<sup>2</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, p. 47, 48.

mois plus tard, probablement à la suite de démarches tentées par Clément VII <sup>1</sup> et par la duchesse d'Anjou. Le roi de France, décidément, devait en 1384, comme en 1383, faire abandon de tout le produit des aides à percevoir dans l'apanage du duc d'Anjou; il offrait, en outre, 10,000 fr. comptant et assurait, au moyen de bonnes assignations, le paiement du surplus des 200,000 fr. convenus : résultat satisfaisant, qui n'avait pas été obtenu, d'ailleurs, sans quelques tiraillements, le duc de Bourgogne ne cherchant pas à dissimuler sa mauvaise humeur, et le duc de Berry lui-même profitant de l'occasion pour rappeler que son frère aîné avait promis de lui inféoder la principauté de Tarente <sup>2</sup>. Miles de Dormans, de son côté, prêta 8,000 fr. (21 avril 1384) <sup>3</sup>, et Clément VII, dont les coffres étaient toujours prêts à s'ouvrir dès qu'il s'agissait de porter secours au duc d'Anjou, versa une nouvelle somme de 15,000 florins (5 et 29 juin) <sup>4</sup>. Bref, au mois de juillet 1384, les douze ou quinze cents lances commandées par Coucy furent en mesure de franchir le Mont-Cenis et le Mont-Genèvre <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Clément VII avait chargé Pierre Giraud, évêque de Lodève, d'une mission auprès de la cour de France. C'est ce qui résulte d'une lettre écrite, « manu propria », par Clément VII à Jean Maubert, chanoine de Cambrai, collecteur apostolique en la province de Reims; elle est datée d'Avignon, le 18 juin [1383], et scellée de l'anneau du secret : « Dilecte fili, remittimus ad presenciam carissimi filii nostri Ludovici, regis Francorum illustris, venerabilem fratrem Petrum, episcopum Lodovensem, familiarem nostrum, presentium exhibitoem. Et quia pro certis urgentibus negociis et propter felices successus carissimi filii nostri Ludovici, ducis Calabrie, de quibus dictus episcopus te informabit, necessarium existit ut supra aliquibus de nostra intentione secum conferas, volumus et tibi mandamus quatinus, visis presentibus, ad dictum episcopum, ubicumque ipsum esse contigerit, accedas, facturum illa que ipse tibi dicet nostri parte, precavens quod in premissis nullus sit defectus..., etiam si debeas te personaliter obligare. » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-1384*.)

<sup>2</sup> *Journal de Jean le Fèvre*, p. 49-53. Lettres de Charles VI du 24 novembre 1383 (Bibl. nat., ms. français 20377, fol. 67 r°).

<sup>3</sup> Sur cette somme, remise par l'évêque de Beauvais à l'évêque de Lodève et à Georges de Marle « pro solvendo certis gentibus armorum mittendis ad partes Italie domino regi Jherusalem », Clément VII rembourse 4,285 florins 20 sols le 26 novembre 1384 (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 359, fol. 104 v°).

<sup>4</sup> *Ibid.*, fol. 101 r° et 117 r°. — Je ne parle pas de 30 florins comptés, le 7 juillet, à Martin Bouche, maître des huissiers du pape, lequel était alors envoyé « tam pro conducendo gentes armorum domini de Couciaco ultra montes, quam apud Januam super certis negociis » (*ibid.*, fol. 109 r°).

<sup>5</sup> P. Durrieu, *la Prise d'Arezzo par Enguerrand VII, sire de Coucy*, loco cit., p. 165. Kervyn de Lettenhove, *Chroniques latines relatives à l'histoire de Belgique sous les ducs de Bourgogne*, t. II, p. 207.



Une première cause de retard fut le séjour que Coucy crut devoir faire à Milan, sans doute pour y assister, en compagnie de l'évêque de Beauvais, au mariage par procuration de Lucie Visconti avec Louis II d'Anjou (2 août). Il est vrai que Bernabò, toujours fidèle à ses promesses, lui remit, à cette occasion, 50,000 florins <sup>1</sup>.

Au lieu de suivre ensuite la voie Émilienne et de longer, ainsi que le duc d'Anjou, la côte de la mer Adriatique, Enguerrand de Coucy prit la route de Toscane. On juge sans peine de l'émotion des Florentins, qui avaient conscience de s'être assez mal comportés à l'égard de Louis. Nul n'ignorait que leur capitaine, passé en apparence au service d'Urbain VI, combattait pour Charles de Durazzo sans cesser de toucher l'or de la République. Les représentations que Rinaldo Orsini leur avait faites, à ce sujet, au mois de février 1383, n'avaient eu d'autre effet que de leur inspirer le désir de mieux dissimuler leur jeu; ils avaient alors proposé aux deux partis leur médiation et envoyé, en qualité d'arbitres, trois ambassadeurs dans le royaume (15 mars) <sup>2</sup>. A cette démarche oiseuse, ils en avaient joint une autre auprès du cardinal Pierre Corsini, le seul Florentin que le sacré collège d'Avignon comptât parmi ses membres. Enfin, à l'approche de Coucy, ils firent signe à Hawkwood de se tenir à leur disposition; puis, pressant leurs armements, ils envoyèrent au-devant du capitaine français une députation chargée de lui offrir de riches présents et de lui promettre que la république ne se mêlerait plus des affaires de Sicile. Coucy n'était pas homme à se payer de phrases. La bouche pleine de paroles rassurantes et de protestations d'amitié, il ne laissa pas de poursuivre sa marche en avant. Le dépit des Florentins, déjà fort excité à la nouvelle des ravages exercés autour d'eux, fut

<sup>1</sup> Corio, *Storia di Milano* (Milano, 1856, in-8), t. II, p. 299, 301. *Journal de Jean le Fèvre*, p. 55. Giulini, t. V, p. 651. Kervyn de Lettenhove, *loco cit.* — Le jeune Louis II avait donné à Angers, le 6 mai 1384, en présence de nombreux témoins, son assentiment aux épousailles et juré de les tenir toujours pour valables (Arch. nat., P 1334<sup>18</sup>, n° 57). Cette pièce a été fort inexactement citée par Corio (*ibid.*), qui a commis, à propos des mêmes épousailles, une autre confusion relevée très judicieusement par M. Romano (art. cité, p. 593).

<sup>2</sup> *Diario d'anónimo Fiorentino*, p. 447, 448; cf. les documents cités par l'éditeur Aless. Gherardi. *Cronicon Sanese* (Muratori, t. XV, c. 277). N. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche*..., p. 197.

porté à son comble dès qu'ils eurent vent des pourparlers que Coucy entamait dans le dessein de s'emparer d'Arezzo. Cette place avait été prise, en 1380, par Charles de la Paix; elle n'en était pas moins l'objet des convoitises florentines, et l'annexion, lentement, savamment préparée, semblait être à la veille de se réaliser quand l'intervention inopportune de Coucy vint remettre en question le résultat de toutes les intrigues de la seigneurie <sup>1</sup>.

On comprend l'intérêt qu'avait le sire de Coucy à prolonger ainsi son séjour en Toscane. Peut-être, après avoir châtié les Florentins, comptait-il donner quelque sévère leçon aux habitants de la ville ou de la campagne de Rome. Il s'appliquait, on le voit, à réparer une à une les omissions du duc d'Anjou. C'eût été pour le mieux, si, à ce moment même, Louis n'eût point éprouvé le besoin d'être secouru. Mais tandis que Coucy s'attardait à plaisir et se livrait sans scrupule à des fantaisies de condottiere, la grande entreprise à laquelle il avait mission de coopérer prenait fin brusquement par suite d'une catastrophe inattendue.

On se souvient qu'Urbain VI et Charles de Durazzo préparaient de concert une opération décisive qui devait purger le royaume de tout élément hétérodoxe. Charles avait, effectivement, pris la croix dans la cathédrale de Naples (13 avril) <sup>2</sup>, déployé la bannière de l'Église, traversé la péninsule dans sa largeur, non sans réduire au passage deux barons du parti angevin, Guillaume de Lagonessa et Charles d'Artois, comte de Sant'Agata <sup>3</sup>, enfin occupé, avec des forces qu'on évalue à 16,000 chevaux, la petite ville de Barletta, sur la mer Adriatique. De là, il avait, paraît-il, envoyé son gant au duc d'Anjou, qui, impatient de courir les chances d'une bataille rangée, promit de se trouver dans les cinq jours sous Barletta.

<sup>1</sup> Pour plus de détails, v. le mémoire déjà cité de M. P. Durrieu; j'ai également emprunté d'utiles renseignements à la thèse, encore inédite, de M. Henri Lacaille, sur la vie d'*Enguerrand VII, sire de Coucy*.

<sup>2</sup> Comme d'habitude, je suis de préférence les indications chronologiques fournies par le *Cronicon Siculum* (p. 52, 53). Cf. *Giornali Napoletani*, c. 1049, 1050, N. Barone di Vincenzo, *loco cit.*, p. 191, et les observations de G. Erler (*Th. de Nyem de Scismate libri tres*, p. 65). MM. Temple Leader et Marcotti (p. 145) ont le tort de placer ces événements en 1383.

<sup>3</sup> V. les documents des mois d'avril et de mai 1384 analysés par N. Barone di Vincenzo (p. 198, 199, 205). Cf. *Cronicon Siculum*, p. 52.

Louis n'avait guère bougé de Tarente depuis neuf mois <sup>1</sup>. Cette inaction s'explique par la pénurie d'argent. Vainement Clément VII et les deux Visconti avaient fait en sa faveur les sacrifices que l'on sait : avant de parvenir jusqu'à lui, l'or fondait, je ne sais comment, dans la main des nobles émissaires chargés de le rapporter. C'est ainsi qu'au retour d'Avignon, où il avait touché 50,000 florins, Rinaldo Orsini s'était attardé en Toscane, non plus dans l'équipage d'un simple ambassadeur, mais à la tête de trois cents chevaux, y avait noué des intrigues, exercé des déprédations, et l'on prétend qu'il n'osait plus s'aventurer dans le royaume, tant il redoutait les effets de la colère de Louis <sup>2</sup>. La conduite de Pierre de Craon ne fut pas plus correcte, s'il est vrai que des 10,000 ducats à lui confiés par Orsini, et des 90,000 empruntés à Milan, jamais le duc d'Anjou ne reçut une obole <sup>3</sup>. Quelles que soient à cet égard les dénégations du futur assassin de Clisson, il semble bien demeurer responsable

<sup>1</sup> M. Matteo Camera a publié (*Elucubrazioni*...., p. 316) un diplôme de Louis conférant à Jean de la Baume le comté de Sinopoli, confisqué sur Folco Ruffo : il est daté de Tarente, le 13 septembre 1383. J'ai déjà cité le testament de Louis d'Anjou, du 26 septembre 1383, daté du palais de l'archevêché, à Tarente. Le 12 novembre suivant, Louis date du château de Tarente un diplôme accordant une réduction du service de l'ost au précepteur de la commanderie et aux habitants de Manosque (Arch. nat., J 847, n° 7). Le 7 mars 1384, il expédie du même château une charte relative au paiement de quelques marchands aragonais qui lui avaient vendu des grains et du drap dans le port de Tarente (Bibl. nat., ms. français 26020, n° 644 : communication de M. Henri Lacaille); et, le lendemain, il y fait rédiger un diplôme privant de ses privilèges la ville d'Aix-en-Provence (Bibl. nat., ms. français 16655, n° 21; diplôme que Papon, t. III, p. 298 et 267, cite, par erreur, comme étant du 26 mars 1383).

<sup>2</sup> Fr. Montemarte, comte de Corbara (*Cronaca inedita degli avvenimenti d'Orvieto*, publ. par F.-A. Gualterio, Torino, 1846, in-8, p. 52), va jusqu'à dire que Rinaldo craignait que Louis d'Anjou ne lui fît trancher la tête. Mais Montemarte appartenait à la faction des Melcorini, chassés d'Orvieto par Rinaldo. Au contraire, on verra ce dernier nommé par Louis d'Anjou parmi les barons qu'il charge d'administrer le royaume après sa mort. Cf. *Cronaca Senese* (Muratori, t. XV, c. 267, 268).

<sup>3</sup> On a même dit, ce qui est inexact, que Louis d'Anjou, pour ce motif, l'avait fait emprisonner à Venise. Ce qui a donné lieu à cette erreur, c'est que Pierre de Craon, ainsi que Louis de Montjoie, Tristan de Roye, Robert de Nesle, Colard de Calleville, Pierre de la Couronne, Jean de Bueil et plusieurs autres seigneurs de la suite de Louis d'Anjou, tombèrent, dans le courant de l'année 1384, aux mains des habitants de Raguse, qui les retinrent fort longtemps prisonniers. V., au sujet des négociations entamées pour leur délivrance, *Monumenta spectantia historiam Slavorum meridionalium*, t. IV (Zagrabie, 1874, in-8), p. 208, et *Monumenta Hungariæ historica, Magyar diplomaciai emlékek az Anjou-Korbol*, t. III, p. 540, 542, 553, 576.

de la disparition des sommes sur lesquelles Louis faisait fond pour le paiement de son armée. De là d'irréparables froissements, de désastreuses défections <sup>1</sup>; de là ces places livrées, dit-on, à Durazzo par des chefs dégoûtés du service de Louis : peu s'en fallut que le prince lui-même ne fût victime d'une trahison <sup>2</sup>. Enfin, sa détresse financière s'accrut dans de telles pro-

<sup>1</sup> Ce n'étaient pas les premières (V. N. Barone di Vincenzo (*op. cit.*, p. 187, 189 à 191) et M. Camera (*Elucubrazioni*..., p. 318).

<sup>2</sup> Plaidoiries faites en Parlement le 10 juin 1392, quatre jours avant l'assassinat du connétable : « La royne proposé que messire Pierre estoit du conseil de son seigneur le roy de Jherusalem et son plus prochain chambellan, et qu'il fu envoyé par son feu seigneur devers Bernabo, de qui il receut L<sup>m</sup> f., et du conte de Vertus XL<sup>m</sup>, et de messire Regnault de Ursins X<sup>m</sup>, dont il n'en bailla rien, ne converti en l'ordenance du roy de Jherusalem, de quoy tel inconvenient s'ensuy que le roy fu en tel nécessité que ses gens en partie tournerent contre lui et si rendirent aucuns chasteaux qu'il avoit prins, et à pou qu'il ne fu prins de ses ennemis, et dit l'en qu'il print tel couroux qu'il en morrut... — Le procureur du Roy recite que, par son information, il treuve que par le mauvaiz gouvernement messire Pierre tout ce qu'il receut fu degasté, et dit que, attendu l'ernomité (*sic*) du cas et le default, il ne doit estre receu par procureur, et à ce conclut. — Messire Pierre dit que autrefois, en la presence de la royne et du sire de Coucy, il fu argué de ce que dit est, et s'excusa tellement que la dame lui fist respondre par son chancelier qu'elle l'avoit pour excusé, et encores tant fist qu'elle lui paia aucunes sommes qu'elle lui devoit. Et si dit que, quant il ala avec le roy de Jherusalem, il vendi de son heritage bien jusques à XVI<sup>m</sup> f. Et à ce qu'il fu envoyé à Bernabo, dit qu'il n'y fu pas seul, maiz y fu l'evesque d'Albi [ou d'Abbi; le même que le chroniqueur François Montemarte (*Cronaca d'Orvieto*) appelle « il vescovo d'Aghis »], le conte de Tailleboce [Rinaldo Orsini, conte de Tagliacozzo], messire Jehan de Bueil, et qu'il n'en receut oncques denier, maiz le receut un nommé la Caille [Arnoul la Caille]; et si fu distribué par l'ordenance du duc, et toutes voiez en ot le duc VIII<sup>m</sup> f., et la contesse de Roucy X<sup>m</sup>. Dit que le conte de Tailleboce, qui estoit de sa compagnie, si print un chastel, et que pour ce il lui fist guerre, et dit qu'il fist bien son devoir, et qu'il a esté, au veu et sceu de la royne et de touz par ce pais, long temps sanz ce que on lui ait rien demandé : et maintenant, pour un pou de fortune adverse, l'en lui court sur... — Repplique la royne que oncques à excusation ne fu receu. Et si est vray qu'il receust l'argent lui mesmes, ne il n'est pas à presumer que le duc, qui avoit si grant fiance à lui, y eust devant lui commis un autre, secretaire. Et propose qu'il a acheté, depuis son retour, heritage bien jusques à LX<sup>m</sup> f. Dit que oncques la contesse de Roucy n'en ot denier... » (Arch. nat., X 1<sup>a</sup> 1476, fol. 135 r<sup>o</sup>. Cf. *ibid.*, X 1<sup>a</sup> 4784, plaidoirie du 11 décembre 1396, et le *Journal de Jean le Fèvre*, p. 116, 117 et sq. : documents plus ou moins exactement cités et utilisés dans les *Mélanges de littérature et d'histoire recueillis et publiés par la Société des Bibliophiles français*, 1<sup>re</sup> partie, Paris, 1856, in-8, p. 99, 101). Par arrêt du 4 mars 1396 (n. st.), le Parlement, adjugeant à Marie de Bretagne le profit de quatre défauts successifs, déclara Pierre de Craon coupable de félonie, prononça la confiscation de ses biens et le condamna à la restitution des 100,000 ducats et au bannissement perpétuel (Arch. nat., X 2<sup>a</sup> 13, fol. 126 r<sup>o</sup>). Cette dernière peine, il est vrai, lui fut aussitôt remise par des lettres de rémission qu'il fit entériner dès le 22 du même mois (X 2<sup>a</sup> 12, fol. 297 r<sup>o</sup>). Les fiefs qu'il tenait de la reine

portions qu'il aliéna, au dire du Religieux de Saint-Denis, jusqu'à sa couronne nuptiale, et qu'il ne conserva de toute sa vaisselle qu'une dernière coupe d'argent. On se figure aisément dans quel triste équipage il se mit en route pour Barletta. Un grand nombre de ses cavaliers s'avançaient à pied ou sur des ânes. Les armures rouillées n'étaient plus protégées contre les regards par de brillantes cottes d'armes. Une simple toile semée de fleurs de lis peintes en jaune composait l'accoutrement du successeur de la reine Jeanne <sup>1</sup>.

Serait-ce pour rehausser l'éclat de ce costume, ou pour se munir à tout hasard d'un gage facile à échanger qu'il emprunta, chemin faisant, à Marguerite d'Enghien, comtesse de Brienne, un joyau d'une valeur de 700 florins? La charte qui révèle ce détail prouve en même temps que, le 9 juin, Louis ne se trouvait encore qu'à la hauteur de Conversano <sup>2</sup>. Il ne tarda sans doute pas à se rapprocher de son rival. Vers le 24 du même mois, les deux armées, séparées seulement par un demi-mille, campaient à petite distance de Barletta, sur l'emplacement (ou peu s'en faut) du fameux champ de bataille de Cannes. Le moment semblait venu de livrer le combat décisif. Déjà même les deux princes y préludaient, de part et d'autre, par l'armement d'un certain nombre de nouveaux chevaliers. Mais non : moins téméraire en actions qu'en paroles, Durazzo n'avait sans doute voulu qu'imposer à Louis la fatigue d'une marche, la dépense d'un transport inutile; ou bien, comme le rapporte une chronique italienne, il ne faisait que suivre les avis d'Othon de Brunswick, son prisonnier, qu'on ne s'attendait guère à voir prêter, en cette circonstance, le concours de son expérience au

Marie n'en étaient pas moins tombés en commise : c'est ainsi que la baronnie de la Ferté-Bernard passa à la maison d'Anjou (Arch. nat., P 1380<sup>9</sup>, cote 3233 : document cité par A. Lecoq de la Marche, *le Roi René*, t. I, p. 15).

<sup>1</sup> *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 336.

<sup>2</sup> « Nos, Ludovicus, Dei gratia rex Hierusalem et Sicilie, etc., fatemur habuisse, causa mutui puri, a magnifica muliere comitissa Cupersani, consanguinea fideli nostra charissima, jocale unum jampridem sibi per egregium militem Petrum de Corona, capitaneum, etc., pro florenis VII<sup>r</sup> impignoraturn, quod jocale eidem consanguinee nostre aut ipsam florenorum VII<sup>r</sup> summam reddere efficaciter et bona fide promittimus et harum serie pollicemur, proinde bona nostra quecumque ubilibet sistentia et heredum nostrorum tenore presentium obligantes. Datum in Cupersano, sub nostro annulo secreto, die IX<sup>a</sup> junii, VII<sup>a</sup> indictione, M CCC LXXXIV. » (Bibl. nat., ms. Duchesne 21, fol. 129 v<sup>o</sup>; copie moderne).

meurtrier de la reine Jeanne <sup>1</sup>. Tout se réduisit, en somme, à de simples escarmouches, dans lesquelles l'avantage demeura aux « Angevins. » Durazzo refusa constamment la bataille. Au bout de trois jours, les vivres manquèrent dans le camp de Louis d'Anjou. Force lui fut de battre en retraite, et, le 12 juillet, on le retrouve à Tarente <sup>2</sup>. Comme pour le consoler de cette mésaventure, Raymond de Baux des Ursins lui remit, sur ces entrefaites, les clefs de la ville de Bari, où, s'étant empressé de se rendre, il fut reçu, le 21 juillet, avec les honneurs souverains <sup>3</sup>.

Il est d'usage de représenter dès lors sa situation comme désespérée <sup>4</sup>. On n'admet pas volontiers en histoire les catastrophes inopinées. Pour expliquer une fin prématurée, il a paru nécessaire d'imaginer une série d'accidents lamentables : la perte d'une bataille, le siège mis devant Bari ; criblé de blessures, forcé dans ses derniers retranchements, le malheureux prince n'a plus d'autre ressource que de se confier à une barque qui le conduit à Bisceglie ; il y meurt, consumé de chagrin. Tel est le récit, vrai tissu de mensonges, qu'on a reproduit fréquemment <sup>5</sup>. En réalité, dans les derniers incidents de la campagne, rien ne faisait prévoir une issue désastreuse. Charles III, loin

<sup>1</sup> *Cronicon Siculum*, p. 53. *Giornali Napoletani*, c. 1050. Gobelinus Persona, p. 300. *Religieux de Saint-Denys*, t. I, p. 332. Cf. *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 453, et N. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche...*, p. 198.

<sup>2</sup> Lettres datées du château de Tarente, le 12 juillet 1384, accordant divers privilèges aux habitants de l'Isle-de-Saint-Geniez (aujourd'hui Martigues, dans les Bouches-du-Rhône), en considération de Jacques de Capri, comte de Minervino, l'un de ses partisans dévoués (Arch. nat., J 850, n° 27 : expédition du xvi<sup>e</sup> siècle). C'est l'acte que C. de Notre-dame (p. 474) cite comme étant de 1383 : les autres indications chronologiques, indiction VII<sup>e</sup>, an I<sup>er</sup> du règne de Louis, ne laissent pourtant aucun doute sur l'exactitude de la date : « 1384. »

<sup>3</sup> *Cronicon Siculum*, p. 53. *Giornali Napoletani*, c. 1051. — Les derniers actes de Louis sont datés de Bari : lettres du 23 juillet accordant à la ville de Bari de nombreux privilèges (citées par G. de Blasiis, *Cronicon Siculum*, p. 53), du 22 août, en faveur de Renier Grimaldi (G. Saige, *Documents historiques relatifs à la principauté de Monaco depuis le XV<sup>e</sup> siècle*, Monaco, 1888, in-4, t. I, p. xxxv), du même mois en faveur de Raymond d'Agoult, seigneur de Saulx (citées par C. de Notre-dame, p. 474).

<sup>4</sup> Un mémoire rédigé au xv<sup>e</sup> siècle prétend même que Louis d'Anjou « fut contrainct d'abandonner ledit pays et rompre son armée ; s'en retourna par deçà et, en s'en venant, il trespassa... » (Arch. nat., P 1380<sup>2</sup>, cote 3233).

<sup>5</sup> P. Collenuccio et M. Roseo, *del Compendio dell' istoria del regno di Napoli* (Venetia, 1591, in-8), p. 87. — *L'Art de vérifier les dates* (t. III, p. 839), Summonte (t. II, p. 488), M. A. Lecoy de la Marche (*le Roi René*, t. I, p. 15), M. P. Durrieu (*la prise d'Arezzo*, p. 176), etc., s'ils ne reproduisent pas cette légende, font du moins mourir Louis d'Anjou en ou devant la ville de Bisceglie.

de songer à assiéger Bari, n'avait même pas osé affronter les débris de l'armée « angevine. » Sur mer, la flotte de Durazzo ne paraissait pas de force à lutter contre la flotte rivale, dont le nouveau capitaine général, Renier Grimaldi, venait de recevoir de Louis d'Anjou, à titre d'encouragement, les îles de Céphalonie, de Zante et de Leucate <sup>1</sup>. Tandis que le renfort amené par Coucy atteignait la Toscane, des navires chargés de blé en Aragon ou en Provence faisaient voile vers Tarente <sup>2</sup>. L'ennemi venait bien de s'emparer d'une place insignifiante, San Martino in Pensilis, dans l'Abruzzi; mais, dans la Terre de Labour, les comtes de Caserte et d'Altavilla, secondés par Bernadon de la Salle, promenaient leurs ravages jusqu'aux portes de Naples. La conquête pacifique de la ville de Bari, qui venait de livrer à Louis le port le plus important de la mer Adriatique, fut enfin complétée par la prise d'un autre port, plus rapproché encore de Barletta, celui de Bisceglie. Mais ce fut justement ce dernier avantage, dont le résultat paraissait devoir être d'asseoir solidement la domination française en Pouille, qui eut pour conséquence imprévue la mort de Louis d'Anjou.

On a vu comme ce prince, en traversant la Lombardie, se montrait attentif à réprimer les excès de ses troupes : une sollicitude semblable lui coûta vraisemblablement la vie à Bisceglie. Ayant appris que ses hommes mettaient la ville à sac, il se précipita derrière eux, un simple bâton à la main, et, au prix de mille fatigues, s'efforça d'arrêter le pillage <sup>3</sup>. Un refroidissement

<sup>1</sup> Lettres datées de Bari, le 22 août 1384 (G. Saige, *loc. cit.*). Cf. l'article suivant, porté, à la date du 4 novembre 1383, sur les comptes du trésorier de Louis d'Anjou Nicolas de Mauregard : « Soluti, de mandato domini Pape, domino Rayneriode Grimaldis, militi Januensi..., pro complementis 2,000 florenorum auri de Camera sibi debitorum ex certa concordia cum ipso facta per dominum Georgium de Marlio, militem, nomine domini nostri Pape..., 1,000 floreni Camere. » (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 337, fol. 27 r°.)

<sup>2</sup> Dès le 21 mai 1384, le camerlingue, sur l'ordre de Clément VII, avait enjoint au recteur et au trésorier du Comtat Venaissin de lever sur les habitants du Comtat « summam mille salmatarum bladi, » afin de subvenir aux besoins du roi Louis (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-1384*). A plusieurs reprises, notamment le 23 juillet, il est question, dans les comptes de Clément VII, d'envois de blé à Louis d'Anjou. Une galère, par exemple, conduisait un chargement de blé de Barcelone à Tarente quand les patrons, ayant appris la mort de Louis d'Anjou, rebroussèrent vers Majorque, où le blé fut vendu (*Introitus et exitus*, n° 337, fol. 110 v°; n° 359, fol. 34 r°, 142 v°).

<sup>3</sup> *Cronicon Siculum*; p. 53. *Giornali Napoletani*, c. 1051.

en résulta, puis, suivant l'expression des contemporains, une enflure de la gorge <sup>1</sup>, sans doute ce qu'on appellerait de nos jours une angine gangreneuse <sup>2</sup>. La scarlatine, autre forme de l'angine, venait précisément de faire son apparition dans l'armée ennemie <sup>3</sup>; elle n'avait point épargné le roi Charles. Que serait-il advenu du royaume de Sicile, si, à la place de Louis d'Anjou, Charles de la Paix eût succombé ?

L'état du prince devait inspirer déjà de graves inquiétudes dans la journée du 15 septembre, si j'en juge par un acte dont l'histoire jusqu'ici n'a pas tiré parti <sup>4</sup>. Dix-sept barons ou che-

<sup>1</sup> « Tumor gutturis. » Cette expression se trouve dans la lettre adressée, le 4 octobre 1384, par les Florentins au sire de Coucy. M. Paul Durrieu, qui l'a publiée (*la Prise d'Arezzo*, p. 177) d'après un registre des Archives de Toscane, a imprimé : « humor gutturis ; » mais l'autre leçon est donnée, d'après le même registre, par G. Erler (*op. cit.*, p. 66, note 1), et se retrouve aussi, comme j'ai pu le constater, dans une copie de cette lettre que renferme le ms. n° 940 de la Bibl. de Cambrai (n° 37, fol. 18 r°), texte publié par Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. X, p. 546).

<sup>2</sup> Je dois cette observation à M. le Dr E. Brissaud.

<sup>3</sup> V. cette expression bien significative des *Giornali Napoletani* (c. 1051) : « Il re se ne ammalò, con tutti e molti signuri de' suoi, de una malatia, che scorticaro como serpi.... »

<sup>4</sup> Je retrouve, parmi les copies de Dupuy (Bibl. nat., ms. Dupuy 160, fol. 51 r°), et parmi celles de Gaignières (Bibl. nat., ms. français 20377, fol. 68 r°; transcription moins complète), ce curieux document : « In nomine Domini ejusque matris Virginis gloriose et S. Nicolai benedicti, amen. Anno Domini M°CCC°LXXX°IV°, die quinto X° septembris, octave indictionis, Bari, regnante serenissimo et invictissimo principe domino Ludovico, Dei gratia rege Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie, principatus Capue, duce Andegavie et Turonie, comitatum Provincie, Forcalquerii, Cenomanie et Pedemontis comite, regnorum vero ejus anno secundo, infrascripta capitula firmata sunt per infrascriptos magnates et nobiles regni Sicilie fideles dicti domini nostri regis, videlicet : — In primis dicti infrascripti magnates et nobiles dicti regni sub ipsorum fide promiserunt et super libro in sacristia ecclesie dicti B. Nicolai, in civitate Bari, ad sancta Dei evangelia juraverunt vivere semper et mori sub fidelitate dicti domini nostri regis et heredum suorum, et specialiter esse unanimes circa dictam fidem ejusdemque voluntatis contra Carolum de Duracio et heredes suos, nec unquam cum dicto Carolo vel heredibus suis ad aliquam in communi vel singulari concordiam devenire. — Item promiserunt et juraverunt, prout supra, quod, si fors aliquam essent ordinanda pro servanda et manutenenda fidelitate dicti domini nostri regis et heredum suorum, ac subscriptorum magnatum et nobilium statu, promiserunt ipsi magnates et nobiles stare determinationi communi, sive majoris et sanioris partis ipsorum, preterquam cum dicto Carolo vel heredibus suis communiter vel particulariter non valeat deveniri ad concordiam aliquam vel tractatum. Item, si forte erit expediens, pro servanda fidelitate et statu predictis, tenere aliquam gentem armigeram vel fieri aliquas expensas, unusquisque, sine contradictione aliqua, solvet partem ei contingentem, juxta ordinationem et requisitionem infrascriptorum ordinatorum et communiter deputatorum ad hoc vel aliorum quos in futurum contingeret ordinari. — Item ordinarunt et elegerunt viros magnificos



valiers, pour la plupart napolitains, se rassemblent dans la sacristie de l'église Saint-Nicolas de Bari. Ils jurent sur l'Évangile de demeurer fidèles à Louis, ainsi qu'à ses enfants, de ne jamais traiter avec la maison de Durazzo. Dans l'attente de la catastrophe qui doit les priver de leur chef, ils s'engagent à recon-

Ludovicum de Enghuineo, comitem Cupersani, et Hugonem de S. Severino, comitem Potencie, qui videntur esse magis propinqui dicto domino nostro regi, et qui possunt magis convenire ad invicem, quibus dederunt plenam et totalem potestatem imponendi taxas, secundum quod eis videbitur, ac etiam gentes armigeras conducendi, aliasque expensas faciendi quas pro dicta fidelitate et statu servandis cognoverint oportunas; et promiserunt habere ratum et firmum quicquid per electos predictos ordinatum fuerit; et solvent partem ipsorum unicuique contingentem juxta taxam fiendam per dictos ordinatos vel alios ab eis per provincias ordinandos.—Item promiserunt et juraverunt quod unusquisque ipsorum qui per dictos ordinatos vel ordinandos, viva voce, vel per litteras, sive nuncios, fuerit requisitus ut recolligat taxam per eos factam, teneatur ipsam colligere tam a comitibus, baronibus et nobilibus, quam etiam ab universitatibus et aliis singularibus personis, per omnem viam et modum expedientes ad hoc. — Item promiserunt et juraverunt quod, finito predicto tempore potestatis concessæ supradictis ordinatis, si casus erit quod expediat alios ordinare vel predictos forsitan confirmare, quod ad requisitionem supradictorum electorum unusquisque vocatus teneatur convenire in loco determinato ad eligendum illum vel illos qui habebunt predicta executioni debite demandare. — Item promiserunt et juraverunt quod, *si, quod absit, dictus dominus noster rex moriretur*, vel quoquomodo nollet se de regno ulterius impedire, et non haberet heredes, vel etiam heredes sui nollent se de regno impedire, nullum invocare vel querere in dominum, sive conservatorem, vel protectorem eorum, nisi illum quem communiter elegerint. — Item, quod, tam ad requisitionem predictorum electorum sive aliorum eligendorum, quam etiam ad requisitionem unius alterius de infrascriptis vel de aliis nobilibus et magnatibus dicti regni concurrentibus, vel quos in futurum continget concurrere ad fidelitatem predictam, et qui volent esse cum infrascriptis ad servandum fideliter capitula predicta et infrascripta, unusquisque teneatur prestare auxilium alter alteri cum personis eorum ac cum vassallis eorum et gentibus, victualibus et aliis, prout possibilis eis fuerit.—Item voluerunt et ordinaverunt quod unusquisque, tam de infrascriptis quam de absentibus, et aliis quos ad hoc concurrere continget, ponet subscriptionem et sigillum proprium, et quod non venient contra predicta per eos promissa vel alia ordinanda communiter, et quod, si aliquis vel aliqui contrafaceret vel contrafacerent, possit seu possint appellari per unumquemque de aliis qui ad dictam confederationem sive colligationem fuerint, de fide rupta, et debeat in terris et locis aliorum pingi pro proditore. — Nomina vero magnatum et nobilium qui presentes fuerunt in dicta concordia et colligatione hec sunt, videlicet : dux Venusii ; comes Cupersani ; comes Potencie ; dominus Johannes de S. Paulo ; comes Montis Caveosi ; dominus Raymundus de Ursinis de Baucio ; dominus Nicolaus Spinellus, cancellarius regni ; magnus Comestabulus ; comes Matere ; Loysius de S. Severino ; Corradus de Monte Agano ; Ricardus de Petravalida ; dominus Nicolaus de Alanio ; dominus Petrillus, ejus frater ; dominus Mathias de Burgencia ; dominus Ludovicus de Porta ; dominus Antonius Crapinus ; Antonius de Rillano. » Suivent les signatures ; l'acte était pourvu de onze sceaux pendants. C'est la pièce que citait Godefroy (*Histoire de Charles VI*, p. 552) comme ayant été expédiée à « Saint-Nicolas-du-Part. »

naître provisoirement l'autorité de deux d'entre eux, les comtes de Potenza et de Conversano ; ils leur donnent de pleins pouvoirs pour faire des levées d'impôts, pour recruter des troupes, promettent de se rendre à leur appel, de se prêter mutuellement assistance, de se cotiser pour le paiement des dépenses nécessaires et d'observer exactement les articles jurés, sous peine de félonie. Prévoyant l'hypothèse où les héritiers de Louis se désintéresseraient de l'entreprise, ils jurent de ne reconnaître comme seigneur ou gardien qu'un prince de leur choix.

Quatre journées se passent. Pénétrons dans la cour du château de Bari. Une chambre s'ouvre sur la mer, à côté de la chapelle : c'est là qu'a été dressé le lit du moribond <sup>1</sup>. A cette heure matinale <sup>2</sup>, les seules personnes présentes, avec le notaire et le médecin, sont Robert de Dreux, prince de la maison de France, le chambellan Jean de Chambrilhac, Pierre de Murles, si fréquemment mêlé à l'histoire du schisme, et un écuyer d'écurie. En vue de cette mer Adriatique qu'il se représente, depuis cinq ans, comme baignant ses futurs États, Louis d'Anjou dicte un dernier codicille (je le crois inédit), où éclate, dans toute sa véhémence, la passion de la conquête, et où l'espoir de voir poursuivre l'œuvre qu'il laisse interrompue efface, même en cet instant suprême, toute autre préoccupation (20 septembre) <sup>3</sup>.

S'il a entrepris l'expédition de Naples, c'est à la prière de Clément VII, le pape légitime, par amour pour l'Église, par dévouement pour le Sacré Collège <sup>4</sup>. Il se flattait de terminer le schisme ; il espérait délivrer sa mère adoptive, il voulait pacifier la Provence, où quelques habitants s'efforcent d'exciter la révolte. Il a donc tout quitté, patrie, femme et enfants ; il n'a épargné ni son or ni sa peine ; il s'est exposé aux dangers avec joie et courage. Maintenant, sa vie est entre les mains de Dieu : il se sent

<sup>1</sup> « Jacens in grabato, in castro suo regio civitatis Bari, in camera turris, ante capellam, versus mare. »

<sup>2</sup> « Circa horam prime. »

<sup>3</sup> Arch. nat., P 1334<sup>17</sup>, n° 35.

<sup>4</sup> « Ad summam et profecto gloriosam sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Clementis, divina providencia pape septimi, veri Christi vicarii ac Ecclesie Dei veri sponsi. requisicionem, necnon ad reverenciam sancte Romane Ecclesie matris omnium et magistre, cui obsecundare eciam ab annis teneris sinceris affectibus delectavimus, adque contemplacionem sacri collegii reverendissimorum patrum dominorum cardinalium, ad quos continuis temporibus sincere dilectionis affectum gessimus.... »

atteint d'une maladie grave. S'il plait au Seigneur de l'appeler dans l'éternelle patrie, il recommande à Clément VII de ne point oublier que la déchéance, l'emprisonnement et l'odieux supplice de la reine Jeanne ont eu pour cause la fidélité de cette princesse à l'Église : « les larmes aux yeux, » il supplie le pape de reporter sur son fils aîné la bienveillance tant de fois témoignée à lui-même, de tenir les promesses faites en public et en particulier, de veiller à ce que le jeune Louis réalise la conquête du royaume. Mêmes objurgations aux cardinaux, qu'il invite à ouvrir leurs trésors et à solliciter le concours de leurs amis. Même appel à Charles VI, auquel il remet en mémoire la tendre amitié de Charles V, son propre dévouement au feu roi, comme au jeune roi lui-même. Cette conquête sera une gloire de plus pour la maison de France, tandis qu'un insuccès tournerait à sa honte et réjouirait ses ennemis. Il a eu, d'ailleurs, soin d'ordonner par son testament que le royaume de Sicile demeurât uni au duché d'Anjou, de manière à rester toujours aux mains d'un vassal du roi de France. Que Charles VI serve donc de père aux trois jeunes orphelins, qu'il encourage leurs efforts, que pour venger la reine Jeanne, il répande lui-même son or et « brandisse le fléau de son incomparable puissance ! » Louis s'adresse, sur le même ton, aux ducs de Berry et de Bourgogne, en qui il a placé, dit-il, toute sa confiance ; au duc de Bourbon, à tous ses parents et à tous ses alliés. Quant à sa femme, la reine Marie de Bretagne, il lui renouvelle l'ordre d'envoyer le jeune Louis en Italie le plus vite possible, afin de réconforter et de consoler les habitants du royaume. Que le jeune prince se garde d'abandonner l'œuvre de la conquête, sous peine d'encourir la malédiction paternelle <sup>1</sup> ! Si la reine Marie se prêtait elle-même à une pareille renonciation, ses enfants pourraient un jour la traiter de marâtre et lui reprocher de les avoir frustrés de leur légitime héritage. Louis veut que l'on exécute les conventions passées avec Bernabò Visconti, et que le mariage par paroles de présent entre Louis et Lucie se célèbre le plus vite possible <sup>2</sup> ; il prie Bernabò d'être lui-même fidèle à ses promesses et d'envoyer sa fille, avec Louis II, dans le royaume de Sicile. Les dernières dispositions

<sup>1</sup> « Sub extreme munere benedictionis paterne et maledictionis pena. »

<sup>2</sup> Peut-être était-il demeuré sans nouvelles d'Enguerrand de Coucy et ignorait-il le mariage célébré à Milan, lors du passage de ce capitaine.

ont pour objet l'établissement d'un gouvernement provisoire. Wenceslas de San-Severino, comte de Tricarico, Louis d'Enghien, comte de Conversano; Hugues de San-Severino, comte de Potenza, logothèque et protonotaire du royaume, Onorato Caetani, comte de Fondi, Raymond d'Agoult, seigneur de Sault, Rinaldo Orsini, comte de Tagliacozzo, Thomas de San-Severino, comte de Montecaveoso, Georges de Marle, Raymond de Baux des Ursins, Nicolas Spinelli, chancelier, Nicolas de San-Framondo, comte de Cerreto, François de San-Severino et Pierre de Bueil sont chargés d'administrer le royaume jusqu'à l'arrivée de Coucy, à la condition de résider toujours, au moins au nombre de trois, soit à Tarente, soit à Bari. Coucy, une fois sur les lieux, exercera, avec le concours d'au moins trois de ces treize gouverneurs, l'office de lieutenant du roi, révocable seulement par ordonnance de la reine après avis conforme de Charles VI et des ducs de Berry et de Bourgogne.

C'était bien là l'expression des dernières volontés de Louis d'Anjou. Il reçut dévotement les sacrements <sup>1</sup> et expira dans la nuit du 20 au 21 septembre <sup>2</sup>.

Ses funérailles furent célébrées pompeusement à Bari, et, sur la proposition du comte de Potenza, les barons et chevaliers présents acclamèrent le jeune roi Louis, fils du défunt. La trompette retentit, et, par ordre de leurs chefs, les gens d'armes

<sup>1</sup> « Omnibus Ecclesie sacramentis cum omni devocione receptis, levissimo genere mortis extinctus est.... » (Lettre adressée à Clément VII par un des familiers de Louis d'Anjou, et conservée aux Archives de Haute-Garonne, F 1, fol. 66; j'en dois la communication à M. A. Walckenaer.

<sup>2</sup> Lettres adressées au conseil des anciens de Bologne par Charles de Duraazzo, le 23 septembre 1384, et par Marguerite, sa femme, le 30, publiées par H. L[acaille], dans les *Archives historiques, artistiques et littéraires*, t. I (1890), p. 73. Lettre des Florentins à Coucy, du 4 octobre, déjà citée. *Cronicon Siculum*, p. 53. *Diario d' anonimo Fiorentino*, p. 454. *Annales Estenses* (Muratori, t. XV, c. 508). *Religieux de Saint-Denys*, t. I, p. 338. Jacme Mascaro, *Libre de memorias*, dans la *Revue des langues romanes*, t. IV (1890), p. 84. *Journal de Jean le Fèvre*, p. 56. *Petit Thalamus*, p. 409. Calendriers de la famille d'Anjou, cités par A. Lecoq de la Marche (*le Roi René*, t. I, p. 15, note 3). — Les dates du 11 septembre et du 10 octobre ont été données à tort par le *Cronicon Riminese* (c. 926), par les *Giornali Napoletani* (c. 1052) et par les *Annales Bonincontri* (Muratori, t. XXI, c. 45); la dernière a été adoptée par *l'Art de vérifier les dates* (t. III, p. 839). Thierry de Niem (p. 66) raconte, à ce propos, une histoire de fontaine empoisonnée. — On est surpris de voir MM. Temple Leader et Marcotti (*op. cit.*, p. 146) tomber dans une erreur plus grave encore : sur la foi d'une chronique française ou flamande (*Istorie et croniques de Flandre*, t. II, p. 360), ils font mourir Louis d'Anjou dès 1383.

coururent sous les murs de Barletta, pour faire parvenir, s'il était possible, jusqu'aux oreilles de Durazzo ce cri sorti de toutes les poitrines : « Vive le roi Louis le second ! »

Malgré cet enthousiasme du premier moment, l'armée angevine ne tarda guère à se désagréger. Beaucoup d'étrangers se mirent en devoir de regagner leurs patries ; quelques-uns, comme le comte de Genevois, s'embarquèrent aussitôt pour Venise <sup>2</sup> ; d'autres, comme Bernardon de la Salle, traversèrent la péninsule dans toute sa longueur <sup>3</sup>. Pour plusieurs de ces derniers, le voyage de retour ne s'accomplit qu'au prix de dures privations. Le Religieux de Saint-Denis parle de chevaliers venus sur des chevaux richement caparaçonnés, la bourse pleine d'or, les vêtements étincelants de pierreries, et qui s'en retournaient à pied, un bâton à la main, réduits presque à mendier <sup>4</sup>. Charles de Durazzo jugeait alors la guerre terminée ; il se flattait déjà de voir tout le pays reconnaître son autorité, bien qu'il crût devoir, dans ses lettres, tempérer par convenance l'expression de sa satisfaction et affecter quelque chagrin à la pensée qu'un de ses parents était mort « hérétique. » Marguerite de Durazzo, moins maîtresse d'elle-même, laissait éclater sa joie <sup>5</sup> : Naples fut illuminé dès le 23 septembre <sup>6</sup>.

Au moment même où la nouvelle du trépas de Louis d'Anjou était reçue à Florence (je laisse à penser avec quel contentement) le sire de Coucy s'emparait nuitamment d'Arezzo (28 septembre). Quand il eut notifié cet événement aux Florentins, comme un succès dont leur amitié ne pouvait manquer de se réjouir, ceux-ci lui firent parvenir, avec leurs compliments ironiques, la nouvelle de la mort de Louis : « C'est un devoir, ajoutaient-ils, de nous soumettre à la volonté du Seigneur <sup>7</sup>. »

<sup>1</sup> *Journal de J. le Fèvre*, p. 78, 80. — D'après les documents consultés par Papon (t. III, p. 254), c'est au moment de communier que les barons napolitains jurèrent sur l'hostie de ne rien épargner pour procurer le triomphe de Louis II.

<sup>2</sup> *Diario d' anonimo Fiorentino*, p. 454.

<sup>3</sup> *Cronicon Siculum*, p. 54. Cf. P. Durrieu, *Les Gascons en Italie*, p. 140.

<sup>4</sup> Angelo de Tummulillis (p. 9) prétend qu'il n'en revint pas un sur dix.

<sup>5</sup> Lettres aux anciens de Bologne déjà citées.

<sup>6</sup> *Cronicon Siculum*, p. 53.

<sup>7</sup> Lettre des Florentins à Coucy, du 5 octobre, déjà citée. Froissart (t. X, p. 305) prétend que Coucy n'avait point été plus loin qu'Avignon, ayant appris dans cette ville la mort de Louis d'Anjou. On peut juger par ce détail de l'exactitude des renseignements fournis sur les guerres d'Italie par le célèbre chroniqueur.

La conquête de Coucy, qui, en tout autre temps, eût pu servir de point de départ à une série d'opérations heureuses, devenait plutôt embarrassante. Isolé dans Arezzo et bientôt assiégé par les troupes de la république (Florence avait fait appel à toutes les villes toscanes), il ne tarda pas à comprendre le danger de sa position. Son habileté fut de vendre à beaux deniers comptants une ville qu'il n'était point en état de conserver ; du moins il stipula qu'Arezzo, ainsi que ses nouveaux maîtres, ne fournirait plus aucun secours à Charles de Durazzo. Il évacua la ville le 20 novembre ; mais, au lieu de continuer sa route vers le royaume qu'il avait mission de conquérir, sinon d'administrer, il reprit la direction du nord, et repassa les Alpes, sans avoir bien utilement servi les intérêts français et clémentins <sup>1</sup>.

Les historiens, en général, jugent avec sévérité l'aventure qui prit fin dans le château de Bari, le 21 septembre 1384. Dans cette folle équipée, tout leur paraît blâmable, et le but poursuivi, et les fautes commises, et l'inévitable catastrophe, et les conséquences fatales qui en résultèrent pour l'Italie et pour la France.

Au point de vue religieux, je reconnais, en effet, que l'entreprise de Louis d'Anjou ne peut guère se défendre. Clément VII eût-il eu cent fois le droit pour lui, la puissance de son rival résidait surtout dans la conscience des peuples, et le pire moyen de la combattre était l'emploi de la force armée. Quand bien même Louis d'Anjou eût expulsé de Rome le pontife italien, quand il l'eût pris et livré traitreusement au pape d'Avignon, je ne vois point que cette violence eût eu la moindre chance de faire reflourir la paix dans les âmes. Tout au plus Louis d'Anjou pouvait-il se flatter de replacer dans l'obédience avignonnaise un royaume qui, sous le sceptre de Jeanne, avait officiellement reconnu Clément VII : médiocre résultat, qu'on ne jugera sans doute pas suffisant pour justifier de pareils efforts <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Pour plus de détails, v. les mémoires déjà cités de MM. P. Durrieu et H. Lacaille, en tenant compte des indications tout récemment fournies par M. Ludovico Frati sur plusieurs lettres extraites du ms. 17 K II, 40 de la Bibliothèque de Bologne (*Raccolta di lettere politiche del secolo XIV*, dans l'*Archivio storico italiano*, série V, t. XI, 1893, p. 141).

<sup>2</sup> J'ai relevé d'assez nombreux exemples d'actes d'autorité exercés par Clément VII dans certaines parties du royaume de Sicile, postérieurement à la chute de Jeanne. Sans rappeler l'installation de Berard de Teramo sur

A vrai dire, si le salut de l'Église était pour Louis d'Anjou autre chose qu'un prétexte pieux, l'ambition politique avait encore plus d'empire sur son âme, et j'ajouterais, contrairement à l'opinion commune, qu'ici cette ambition ne me semble pas tout à fait déplacée. Qu'eût-il besoin, dit-on, de se mêler des affaires de l'Italie? Qu'allait-il faire à Naples, si loin de son pays? — Ce qu'y avait fait, cent ans plus tôt, Charles d'Anjou, frère de saint Louis. D'ailleurs on oublie trop souvent qu'en se portant comme vengeur de la reine Jeanne, en Italie, Louis acquérait son principal titre à la possession de la Provence, et l'on ne peut lui savoir mauvais gré d'avoir disputé à Charles de Durazzo une province qui, grâce à lui, grossit, cent ans plus tard, le patrimoine des rois de France.

Quant aux critiques adressées à la tactique de Louis, les unes subsistent, les autres tombent dès qu'on étudie d'un peu près

le siège d'Aquila (v. plus haut), je citerai une bulle datée d'Avignon, le 16 juin 1382, nommant évêque de Capaccio un certain Nicolas Morini, inconnu d'Ughelli (cf. t. VII, c. 471), et une autre, du 15 août suivant, donnant au même prélat l'autorisation de se faire consacrer par un évêque de son choix (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXIV Clementis VII*, fol. 52; *Reg. Avenion. XXVI ejusd.*, fol. 310 r°). Considérant comme vacant le siège de Tropea, dont l'évêque Orlandino avait adhéré à Urbain VI, Clément VII y transféra, par bulle du 16 juin 1382, l'archevêque Jean d'Acerenza (*ibid.*, fol. 53 r°), circonstance ignorée d'Ughelli (cf. t. IX, c. 466). Le 2 juillet 1382, il nomma Jean de Pietramala au siège de Monopoli, vacant par la translation de l'évêque Jean au siège de Tricarico (même reg., fol. 54 v°); Ughelli (t. I, c. 969) se borne à mentionner, en 1382, la nomination par Urbain VI d'un évêque de Monopoli. Durant la quatrième année de son pontificat, il pourvut de la dignité d'archiprêtre de Castelvoturno un certain Antoine Pietro « de Sumpnio de Cercupa », désigné par les suffrages des clercs : il faut ajouter que l'abbé de San-Vincenzo al Volturno avait refusé de ratifier cette élection et avait pourvu, de son côté, un prélat urbaniste qui ne tarda pas à être assassiné par des neveux d'Antoine Pietro; il en était résulté une série de troubles et de violences, dont le prélat clémentin était venu demander justice en Avignon (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni IV pars II, fol. 98 v°). Clément VII concéda encore, le 7 juin 1383, diverses faveurs à Mathieu, archevêque de Trani, et lui donna tous pouvoirs pour destituer et priver de leurs biens deux prélats suspects d'urbanisme, les archiprêtres de Monopoli et de Foggia, et d'une manière générale, pour faire emprisonner tous les urbanistes de son diocèse (Arch. du Vatican, *Reg.* 294, fol. 117 v°). Le 9 juin de la même année, il enjoignit à l'évêque d'Aversa de déposer, après enquête, l'urbaniste Barbarello, chanoine et chantre d'Aversa (*Reg. Avenion. XXVII Clementis VII*, fol. 343 r°). Il expédia, le 21 avril 1384, à l'archevêque de Tarente un mandement analogue dirigé contre les urbanistes Pierre, sacriste de Naples, et Philippe Tostini, prêtre de la même église (*Reg.* 295, fol. 105 r°). Enfin, le 28 octobre de la même année, il concéda, entre autres faveurs, à Jean, archevêque d'Acerenza, le droit de posséder un autel portatif (*ibid.*, fol. 11 v°).

les campagnes dont j'ai tâché de reconstituer les grandes lignes <sup>1</sup>. Un Chandos ou un Duguesclin eût sans doute tiré meilleur parti des ressources mises à sa disposition. Eût-il mieux réussi à protéger ses troupes contre les dangers du climat et les ravages de l'épidémie? En tout cas, à défaut de qualités maîtresses, il convient de reconnaître à Louis une patience à toute épreuve, une juste sévérité dans l'exercice du commandement, une foi courageuse dans le succès final. Ajoutons que, durant ces trois ans, il éprouva de vives déceptions, mais n'essuya aucun revers grave, qu'il rangea sous son autorité des terres nombreuses, bien que disséminées, et qu'enfin la mort seule vint inopinément interrompre une œuvre que ni lui, ni aucun de ses partisans ou adversaires, ne considérait alors comme désespérée <sup>2</sup>.

C'est en songeant aux frais ruineux de l'expédition qu'on est surtout tenté de maudire l'ambition de Louis d'Anjou <sup>3</sup>. De bons esprits s'associeraient aujourd'hui volontiers aux critiques entendues, dès le 27 décembre 1384, dans un cabaret d'Orléans : « Qu'est alez faire le duc d'Anjou là où il est alez? Il a « pillée, robée et emportée la finance en Italie, conquérir autrui « terre : il est mort et dampné <sup>4</sup>! » A part les sommes versées par les deux Visconti, la plus grande partie des fonds utilisés pour la campagne provenait, en effet, des coffres du duc d'Anjou, de Charles VI, de Clément VII, en d'autres termes, des dépouilles du peuple et du clergé de France. L'appauvrissement du pays au profit d'une conquête qui ne l'intéressait que fort

<sup>1</sup> Ainsi l'on s'était demandé comment, « parvenu le 13 juillet à Aquila, Louis d'Anjou avait mis trois mois pour arriver jusqu'à Maddaloni, lorsqu'il aurait pu faire le trajet en huit jours » (J.-B. Christophe, *Histoire de la papauté pendant le XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1853, in-8, t. III, p. 72). Mais les dates fournies par les *Giornali Napoletani* (c. 1046) et acceptées par les meilleurs auteurs (encore tout récemment par M. Camera, *Elucubrazioni*, p. 306), doivent être corrigées de la façon suivante : 17 septembre, entrée à Aquila; 14 octobre, arrivée à Maddaloni.

<sup>2</sup> Il faut se garder de prendre à la lettre les fanfaronnades de Charles III : dans une lettre du 8 septembre 1383, adressée à la ville de Chieti (publiée par M. Matteo Camera, *Elucubrazioni*..., p. 318), il raille son adversaire « au ventre plein de vent, » et lui promet une chute prochaine.

<sup>3</sup> Si poès bien croire que che fu à grans coustages, et qu'il n'est finance nulle, tant soit grande, que gens d'armes n'exillent et mettent à fin.... Certes il cousterent tant au duc d'Ango que on ne le poroit pas nombrer, ne exprisier. » (Froissart, t. X, p. 304.)

<sup>4</sup> Douët d'Arco, *Pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 59.



indirectement a quelque chose de révoltant. Mais ici encore, n'oublions pas de reconnaître dans la situation anormale de l'Église la principale source du mal. Tant de trésors amassés laborieusement en France n'auraient point pris le chemin de Naples, si le roi, d'un côté, et le pape, de l'autre, n'avaient pensé, en participant à l'entreprise du duc d'Anjou, coopérer à la suppression du schisme, au relèvement de l'Église, au triomphe de ce qu'ils croyaient être la vérité.

NOËL VALOIS.

---

# UN PRÊTRE ÉMIGRÉ EN ITALIE

EN 1793

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE

---

Un des traits caractéristiques de l'esprit public dans le temps présent est, on peut le dire sans paradoxe, sa prédilection pour le temps passé. Le siècle qui décline aime à remonter les années écoulées, pour saluer les jubilés des vivants et acclamer les centenaires des morts, et tandis qu'autrefois il était traditionnel de déplorer l'oubli de la postérité, aujourd'hui faudrait-il, tout au contraire, s'étonner de sa singulière mémoire. Cette surprise n'irait pas d'ailleurs sans regrets, car la diligence que l'on met à multiplier les anniversaires de la Révolution n'est pas l'effet d'un pur zèle historique. Des préoccupations plus modernes percent au travers ou s'étalent au grand jour de ces fêtes, et le calme domaine de l'histoire apparaît de nouveau comme le champ brûlant de la polémique ; la menace s'y joint à l'injure et, de plus en plus — pourquoi ne pas le dire ? — les grands « ancêtres » deviennent les grands modèles. De là naît pour nous un devoir impérieux. Quelque sincère en effet que soit notre désir de paix, le silence aujourd'hui paraîtrait de l'oubli, l'oubli, de la faiblesse. Or, nous ne sommes que trop bien armés, hélas ! et trop riches en anniversaires. A côté des persécuteurs, il convient donc de placer leurs victimes.

L'épisode que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs de ce recueil, et que nous avons raconté au cours de recherches plus générales, appartient à cette grande époque. C'est pour ainsi dire un journal de déportation, pièce intéressante aussi bien que rare. Si, en effet, les mémoires des émigrés sont déjà nombreux et se multiplient sans cesse, il n'en est pas de même des sou-

venirs relatifs aux déportés ecclésiastiques, et ces deux genres de documents diffèrent entre eux autant que les deux mouvements qu'ils rappellent.

L'émigration du clergé n'a guère de commun avec celle de la noblesse que son nom, fort impropre d'ailleurs, car alors que celle-ci sortait de France pour les motifs que l'on sait et que l'on discute encore, aucune discussion ne saurait atteindre la conduite du clergé. En passant la frontière, celui-ci n'obéissait pas aux considérations de la politique, il n'allait pas à l'étranger chercher la gloire ou suivre la mode ; c'était tout uniment pour rester fidèle aux ordres de la conscience et aux décrets du Saint-Père qu'il refusait obéissance à ceux des assemblées, et c'était la loi elle-même qui le déportait. De là une situation parfaitement légale pour le prêtre, qui pouvait aussi peu se soumettre aux exigences du pouvoir que se soustraire à ses rigueurs.

Ainsi que la dissemblance du point de départ, la diversité du point de vue distingue entre eux ces exilés. Le clergé du second ordre se recrutait en effet, alors comme aujourd'hui, pour la majeure partie, dans les classes humbles. Ses déportés, enfants du peuple, nous représentent donc, non pas des émigrés *de qualité*, comme les nobles et les évêques, mais, selon une naïve expression, des émigrés *de quantité*. Ce côté de l'émigration, peu connu encore, est singulièrement instructif : les récits de témoins que leur modeste condition n'a pu préserver du malheur, mais dont elle assure l'impartialité, qui ont été partie prenante sans être partie responsable de ces graves événements, constituent pour l'histoire de précieux éléments. Ils mériteront bientôt sans doute une étude spéciale.

Fort peu, il est vrai, parmi ces prêtres, osèrent ou voulurent écrire, et alors même qu'ils s'y décidèrent, leurs récits disparurent pour la plupart au milieu des bouleversements de leur existence. Quelques fragments pourtant ont échappé à ce sort, et tel est le cas du manuscrit que nous avons sous les yeux. Inédit jusqu'ici, il se compose de lettres, au nombre de vingt-quatre <sup>1</sup>, écrites ou reçues par un des derniers survivants de

<sup>1</sup> Ces documents sont conservés à la cure de Saint-Louis, de Cotte. Nous en devons la communication à M. le curé de Saint-Louis et la connaissance au R. P. Delbrel, qui, avec autant d'obligeance que de désintéressement, a bien voulu nous les signaler.

l'émigration, l'abbé Gourgon, du diocèse d'Agde. Ce prêtre distingué, que plusieurs parmi nous ont pu connaître, n'était encore, en 1793, qu'un humble vicaire à l'église dont il devait plus tard devenir le pasteur. Le refus de prêter le serment schismastique le contraignit comme tant d'autres au départ. Il raconte dans quelles circonstances cette résolution fut arrêtée et comment il en recula jusqu'à la dernière heure la fatale échéance, puis nous permet de le suivre dans ses pérégrinations. Nous le voyons d'abord partir de Cette pour Nice. L'arrivée des troupes françaises dans cette ville l'oblige à fuir de nouveau. Il traverse les Alpes et se rend à Turin, à Plaisance, à Parme, voyageant le plus souvent à pied, et d'ordinaire repoussé de ville en ville par les autorités locales. Dans les États Pontificaux enfin il trouve un asile assuré. Pendant tout le cours de cette odyssée, M. Gourgon écrit à des parents ou à des amis, en Italie, en France, en Espagne, et à la bonne fortune, peu commune alors, de recevoir leurs réponses. Le banni, chose non moins rare, conserva soigneusement ses correspondances, les rapporta de l'exil, en fit de sa propre main une copie nouvelle, et, de temps à autre, dans le calme du presbytère où s'acheva sa carrière, il se plaisait à les relire. Parfois même, quand les événements contemporains réveillaient ses souvenirs, il reprenait son manuscrit et l'annotait avec amour, aimant à se rattacher ainsi plus étroitement aux années de sa jeunesse et à l'âge héroïque de sa vie.

Ces lettres, hâtons-nous de le rappeler, n'étaient nullement destinées à la publicité. Écrites au jour le jour, sur le théâtre des grandes guerres futures et au moment même des combats d'avant-garde, elles nous en font d'autant mieux saisir la physiologie, en même temps qu'elles nous initient aux sentiments les plus intimes des témoins. Leur sincérité est évidente. Elles sont émues et incorrectes comme le sont les histoires vécues — nous allions presque dire les histoires vivantes. En parcourant ces récits de 1793, on serait parfois tenté, en effet, de croire à une erreur de millésime, tant du siècle dernier les faits, les menaces et aussi, hélas ! les illusions renaissent devant nous. Dieu veuille détourner de notre pays la tempête ; mais, si l'Église de France doit encore rendre témoignage de sa foi, il est salutaire de relire les vieux écrits. Dans ces pages simples et fortes res-

suscitent de nobles figures. Leur histoire est une leçon, et elle rappellerait à tous, s'il en était besoin, que les persécutions violentes sont éphémères et que l'on revient de tous les exils.

## I.

## DE CETTE A NICE

Jean-Pierre Gourgon, après de brillantes études au grand séminaire d'Agde, venait d'être attaché à l'église Saint-Louis de Cette, quand arriva en cette ville la nouvelle des événements qui agitaient Paris. On apprenait successivement le vote de la constitution civile du clergé, les premières résistances et les menaces qui les suivirent, enfin les incidents de la fameuse séance du 4 janvier 1791, à la Constituante, dans laquelle la très grande majorité des députés du clergé avait refusé le serment. A leur tour, les ecclésiastiques des provinces allaient être mis en demeure de se prononcer sur cette question. M. Olive, curé de Saint-Louis, « en vit aussitôt, comme le raconte son vicaire <sup>1</sup>, les terribles conséquences ; mais.... résolut de tout sacrifier au devoir de sa conscience, » et n'eut plus qu'un souci, celui de fortifier le courage de ses jeunes coopérateurs. « Peu de jours avant celui qui était fixé pour la prestation du serment, » écrit M. Gourgon, « il nous appela dans son cabinet, après notre dîner, sous prétexte de nous communiquer une affaire. Cet acte, tout nouveau pour moi, me fit rire ; mais la chose était sérieuse, et son regard me le fit bientôt entendre. Là, il nous somma l'un après l'autre de lui dire si nous voulions faire le serment ou non. Michel répondit le premier, comme plus ancien, qu'il ne voulait pas prononcer le serment. Je parlai après lui, et dis la même chose. Girard en fit autant. Alors notre respectable curé, content de notre résolution, qui certainement n'avait pas été concertée, nous dit : « Eh bien ! mettons-nous à « genoux, et après avoir fait un acte de contrition, protestons en

<sup>1</sup> Papiers de l'abbé Gourgon, conservés chez les Religieuses Dominicaines de cette ville. Le R. P. Delbrel, dont on connaît l'infatigable zèle, a retrouvé et cité ces extraits dans le remarquable travail qu'il a consacré au clergé français réfugié en Espagne pendant la Révolution. *Études religieuses*, septembre 1891, p. 22.

« la présence de Dieu que nous sommes disposés à recevoir de sa main toutes les adversités que le refus du serment va attirer sur nous. » Cela fait, il nous consola par la lecture de la relation de cette belle séance du 4 janvier, séance à jamais mémorable, puisque le clergé y montra cette fermeté et cette constance chrétiennes que la seule vérité peut inspirer à la vue du péril, je veux dire par le refus formel de faire le serment. Je ne puis exprimer la consolation que portèrent dans mon cœur tant la prière courte et secrète, que la lecture de la séance du 4 janvier. Je crois que si dans ce moment je me suis trouvé plus fort que jamais, c'est à cet acte de résignation que je fis bien sincèrement que je suis redevable du bonheur d'avoir partagé l'exil avec tant de saints et illustres personnages. »

L'exil, en effet, ne tarda pas. Sommés de prêter le serment, les prêtres de Saint-Louis s'y refusèrent, et à quelques mois de là M. Olive partait pour l'Espagne et M. Michel pour Rome. Quant à M. Gourgon, longtemps il espéra se soustraire à cette extrémité, et, entre les accalmies et les recrudescences de la persécution, essaya de demeurer à son poste. Mais, en juillet 1792, le département de l'Hérault ayant promulgué le décret général et ordonné « de décamper dans huit jours de temps à tous ceux qui s'obstineraient à ne pas jurer, » la résistance devint impossible. Déjà les prêtres d'Agde avaient loué « un navire dont le capitaine, leur compatriote, était un fort honnête homme, » et qui devait faire voile le mardi 7 août. M. Gourgon fut sollicité de se joindre à eux. Il accepta et se disposa au départ.

« Tandis que je ramassais mes petites affaires — écrit-il à son confrère, M. Michel <sup>1</sup> — je recherchai néanmoins la manière de rester dans mon Florensac, et je fis proposer sous main à de bons catholiques dont les maisons vastes pouvaient aisément me faire passer pour absent de m'y garder. Aucun n'osa par la peur d'être trahi par quelque domestique, de sorte que, ne pouvant absolument demeurer caché chez moi pour continuer à exercer en secret les fonctions du ministère, je me rendis à la municipalité pour demander un passeport, et faire ma déclaration. selon les termes de l'arrêté, que je persévérais dans le refus du serment. Elle fut écrite sur le registre des délibérations et je fus obligé de la signer. Tandis qu'on l'écrivait, le maire, mon ami et mon parent, fit tous ses efforts pour m'engager à

<sup>1</sup> A M. Michel, à Rome. Nice, 1<sup>er</sup> septembre 1792.

prendre un autre parti qu'il disait être le meilleur. Je le battis sans le convaincre, et obtins enfin mon passeport. »

Peu d'heures après M. Gourgon était en route, et voici la première lettre que, de Nice, il écrit à ceux qu'il a quittés :

A M. C<sup>'''</sup> d'A<sup>'''</sup>.

« Nice, 14 août 1792.

« Me voilà enfin arrivé ici depuis deux jours ; et je profite des premiers moments de repos pour vous en faire part et vous raconter mes aventures. Jusqu'ici, grâces à Dieu, elles n'ont rien eu de sinistre, et j'espère que la même Providence qui vient de m'arracher aux périls continuels auxquels j'étais exposé dans ma patrie continuera à m'accorder son assistance en Italie.

« Je vous embrassai peut-être pour la dernière fois il y a aujourd'hui huit jours, et me voilà en si peu de temps éloigné de vous de près de cent lieues ; et ce n'est pas peu dire pour moi qui vous suis et serai toujours sensiblement attaché. Aussi à peine j'abandonnai le seuil de votre porte, je me sentis pénétré et ne pus retenir mes larmes. Presque à chaque cent pas je me tournais pour revoir la ville à mesure que je m'en éloignais, parce que, comme vous le savez, je voulus partir tout seul, et ce ne fut que lorsque mes deux cousins m'eurent rejoint que je cessai d'éprouver cette faiblesse. Le voyage fut très heureux jusqu'à Agde, où nous arrivâmes de nuit. Je n'avais jamais mis la cocarde tricolore, mais il fallut, avant de partir de France, faire ce sacrifice de ma volonté, parce qu'il y avait dans cette ville un péril imminent à ne pas la porter de la manière même la plus visible. Le fanatisme y était poussé si loin que des prêtres qui allaient dans les rues, le chapeau à la main, avaient été forcés par quelques ardents patriotes à le porter sur leur tête pour n'avoir aucun prétexte de cacher leur cocarde.

« Je me présentai d'abord chez mon cher et très respectable ami, l'abbé Plégat, afin de savoir de lui les démarches que j'avais à faire pour l'embarquement, croyant partir cette nuit-là même, ainsi qu'on m'en avait fait espérer. J'appris que le départ était différé au lendemain à cause du grand vent qui soufflait et j'en fus quitte ce soir-là pour aller faire viser mon passe-port.... Le maire, M. Ambry, auquel on n'avait d'autre reproche à faire que d'avoir donné dans la Révolution, mais qui d'ailleurs était modéré et sensible.... me reçut très bien, mais la compagnie l'empêcha de se mieux exprimer. Je sus, ce soir-là même, qu'ayant vu arriver des prêtres qui venaient pour le même embarquement déguisés de plusieurs manières, il versa des pleurs.

« Toute la journée du 8 août se passa en visites et à disposer mes affaires pour le voyage. J'eus à entendre plusieurs confessions dans des maisons particulières, dans l'une desquelles on m'avertit de bien cacher mon argent, attendu qu'il y avait sur mer des pirates de France qui cherchaient à dépouiller les prêtres sur leur passage. Je vis même une personne tout occupée à coudre et attacher à la ceinture de la culotte d'un Récollet de Béziers les écus qu'il avait en son pouvoir pour le voyage...., et le maire me recommanda expressément de faire hâter notre départ, parce qu'il craignait qu'un plus long séjour dans Agde ne nous exposât à quelque fâcheux accident.

« Malgré notre empressement, nous ne pouvions sortir du port avec le vent terrible qui soufflait; néanmoins, comme dans l'après-midi il se calma un peu, il fut résolu que nous nous embarquerions à l'entrée de la nuit. Je fus en attendant joindre trois compagnons de voyage à Notre-Dame du Grau, Dom Baldy, chartreux, l'abbé Blanc, ex-capucin, et un troisième. Nous allâmes de là à la rivière, du côté où le navire qui nous devait porter s'avancait pour l'embarquement. Déjà une partie de mes confrères y était entrée et le reste suivait à pied le long du quai. Je fus bien surpris de voir l'abbé Bernard, curé de Frontignan, si parfaitement déguisé que je ne pus le découvrir qu'à la voix. Excepté les prêtres du diocèse d'Agde, qui étaient très nombreux, tous les autres portaient des habits séculiers, et plusieurs ressemblaient à des matelots.... Lorsque le navire fut amarré, tout le monde s'embarqua. Nous étions soixante-six prêtres ou religieux. »

Le soir venu et tous les passagers réunis à bord, l'un d'entre eux proposa de faire la prière en commun; alors M. Bellenger, vicaire général du diocèse, éleva la voix au milieu du silence. Autrefois c'était dans la paix du séminaire que, devant ces mêmes prêtres, il parlait en leur nom; en cet instant solennel c'était sur un navire en partance, battu déjà par les flots, qu'il invoquait Dieu et répondait par la prière à la persécution.

Quand la dernière oraison fut achevée, chacun essaya de trouver un peu de repos, mais personne n'y put parvenir. Les émotions des jours passés, l'incertitude de l'avenir agitaient tous les esprits. Aussi la nuit se passa-t-elle en colloques particuliers de voisin à voisin. « Quant à moi, dit gaiement M. Gourgon, je fis presque autant de voisins qu'il y avait d'individus dans le bâtiment. Je fus plus de deux heures à retrouver mon matelas, et quand je l'eus reconnu, je le transportai tantôt d'un côté, tantôt d'un autre...., mais partout je trouvai le lit dur. » Épuisé de fa-



tigue, il commençait néanmoins à s'assoupir quand le bruit qui se faisait sur le pont du navire le réveilla. Les cris des matelots annonçaient le départ; déjà l'on avait démarré et relevé les câbles. « Le temps était serein, le vent soufflait légèrement, le soleil était annoncé par la plus belle aurore. Nous mîmes à la voile à cinq heures, et à ce moment le soleil parut. » Tous les voyageurs étaient sur le pont. « Nous n'étions pas encore sortis de l'Hérault, et il nous restait environ demi-quart de lieue à faire pour entrer dans la mer. Nous profitâmes de ce petit intervalle pour réciter en commun les prières du bréviaire pour les voyageurs, et un instant après qu'elles furent finies, nous commençâmes à sentir les légers mouvements que l'approche de la vague donnait au vaisseau. »

Bientôt il fut en pleine mer, et, doublant le fort de Brescou, se dirigea vers les côtes d'Italie. Le navire filait à toute vitesse, le vent en poupe, et devant les yeux attristés des émigrants passaient ces côtes aimées qu'aucun ne reverrait avant longtemps, que plusieurs ne devaient jamais revoir ! Vers six heures du soir, le bateau se trouva à la hauteur de Toulon, ayant parcouru cinquante lieues en treize heures, et déjà l'espoir de débarquer le lendemain à Nice faisait oublier les ennuis du voyage, quand un vent contraire vint tout déranger. Un calme parfait lui succéda, et ce fut au milieu de ces alternatives réitérées que s'écoulèrent les deux journées suivantes. Le mal n'eût pas été grand si les vivres n'étaient devenus rares. « La viande dont nous avions fait la provision en partant n'ayant pu être mangée le jour précédent, parce qu'aucun de nous ne pouvait manger, il fallut l'abandonner aux hommes de l'équipage, qui faisaient bonne chère à nos dépens et en se riant de notre mal de cœur ; ils continuèrent leur fête le vendredi et le samedi, tandis que nous n'avions presque rien pour observer l'abstinence de l'Église. » La patience heureusement ne manquait pas aux affamés. Le vent qui se renforça bientôt les fit passer rapidement au milieu des îles d'Hyères, doubler la pointe de Saint-Tropez, puis, quelques heures après, côtoyer l'île Sainte-Marguerite. Là, nouvelles émotions. Le fort qui défend cette île, croyant peut-être voir dans ce navire chargé de monde un vaisseau armé en guerre, hissa son pavillon. Le capitaine, sans se déconcerter, éleva le sien, comme pour rendre un salut, et l'on s'éloigna. Plus loin, ce fut une fe-

louque qui vint inspecter le bâtiment, Enfin on rencontra une tartane qui revenait de Nice, où elle avait transporté des prêtres du diocèse de Béziers. Aussitôt, continue l'exilé :

« Nous lui demandâmes, par un porte-voix, si les prêtres français avaient été bien reçus, et après que nous eûmes une réponse favorable, qui nous consola extrêmement, nous lui souhaitâmes bon voyage....

« La nuit était très belle et tranquille.... Nous aperçûmes du côté de Nice une petite illumination accompagnée de fusées et l'on nous dit qu'étant la veille de sainte Claire, c'était le monastère des religieuses de ce nom<sup>1</sup> qui faisait des feux pour la fête de sa patronne.... Je passai plus de trois heures à la belle étoile, admirant le silence qui régnait dans la nature, et la beauté du ciel. »

Mais une nouvelle saute de vent les ramena bientôt devant Antibes, et ce ne fut que le lendemain, à neuf heures, que le navire se trouva enfin vis-à-vis du port de Nice.

« Nous y entrâmes heureusement, à la grande satisfaction de tous mes compagnons de voyage, auxquels il tardait beaucoup de prendre terre. Ils avaient tous arraché leur cocarde tricolore. Ceux qui composaient l'équipage la portaient encore, ce qu'ayant vu la sentinelle du roi de Sardaigne leur ordonna de la quitter, et ils obéirent. Les gardes du port se présentèrent pour demander qui nous étions, et l'on fut à l'ordinaire au bureau de santé pour rendre raison. Un moment après...., nous nous trouvâmes à terre vis-à-vis une petite église contiguë au faubourg du Port. Une sentinelle nous ordonna de suivre. Nous obéîmes. La chaleur était grande et il nous restait beaucoup de chemin à faire pour aller chez le gouverneur, où on nous conduisait....

« .... En attendant que tous nos compagnons de voyage eussent donné leur signature, nous sortîmes de la maison et entendîmes presque aussitôt chanter le *Pange lingua*. C'était la procession du Très Saint Sacrement que les Grands Carmes faisaient ce jour là, qui était le dimanche. Je me prosternai pour adorer mon Dieu et, soit le chant, soit le spectacle qui était nouveau pour moi, en étant privé depuis quatre ans et demi, je ne pus m'empêcher de verser des larmes. L'état d'opprobre où était la religion catholique en France, et la liberté dont elle jouissait en Italie opéraient en moi cette impression de douleur et de consolation.

« Après que nous eûmes expédié notre visite chez le gouverneur,

<sup>1</sup> Ce monastère est aujourd'hui celui de la Visitation.

nous nous rendîmes à l'évêché, qui n'en était pas fort éloigné, pour voir l'évêque, et lui rendre nos devoirs. Ce digne pasteur<sup>1</sup> nous reçut fort bien, nous donna des signes de condoléance, et lorsqu'il eut reçu une liste de tous ceux qui lui étaient présentés, nous prîmes congé, et nous nous rendîmes à l'église cathédrale pour y entendre une messe. Elles étaient toutes célébrées. Mais Bellenger, vicaire général d'Adge, qui avait prévu le cas, alla à la sacristie pour s'habiller. Comme il était en habit court, il demanda au sacristain une soutane. Il était midi, et le sacristain, qui avait envie d'aller dîner, montra de l'humeur et dit n'en avoir aucune. M. Bellenger, sans se déconcerter, se contenta de l'excuse, s'habilla sans soutane et nous dit la messe. De là, chacun se dispersa pour trouver à manger.

« Vous ne sauriez croire combien je suis satisfait de ce voyage. Je remercie Dieu de m'avoir préservé de tout danger, et j'espère que dans l'état d'incertitude où je me trouve pour l'avenir il ne m'abandonnera pas. En voilà assez pour aujourd'hui. Un autre jour j'entre-rais dans le détail de ce qui concerne cette ville et vous instruirai de la suite de mes aventures. Conservez-moi, je vous prie, votre amitié. Je suis, etc. »

La ville de Nice, dans laquelle venait de débarquer M. Gourgon, était déjà le lieu de refuge d'un assez grand nombre de Français. Son importance ainsi que sa proximité de la frontière y avaient de bonne heure attiré la noblesse qui émigrerait de la Provence et du Languedoc. Bientôt plusieurs évêques s'y rendirent à leur tour. Mgr de Bausset de Roquefort, évêque de Fréjus, y vint l'un des premiers. Quelques mois plus tard, arrivait Mgr Pisani de la Gaude, le courageux évêque de Vence, chassé de son diocèse, après une vaillante résistance<sup>2</sup>. Puis, ce furent Mgr de Saint-Jean Prunières, évêque de Grasse; Mgr Casoni, vice-légat d'Avignon<sup>3</sup>; Mgr de Bonneval, évêque de Senez,

<sup>1</sup> Mgr Valperga.

<sup>2</sup> Aux premières menaces il avait répondu qu'il ne céderait qu'à la violence, et une partie de la population, essayant de réagir contre la faction révolutionnaire, avait nommé son évêque juge de paix du canton. Une lettre du Directoire du Var n'en intima pas moins à Mgr Pisani l'ordre formel d'avoir à sortir de sa demeure dans les vingt-quatre heures. Mais l'évêque ne voulut pas quitter son palais sans écrire sur l'écusson de la grande salle ces belles paroles : « *Æquus Dominus dedit 1783. Dominus abstulit 1790. Sit nomen Domini benedictum.* » Encore essaya-t-il d'élire domicile dans une maison voisine, avec la ferme intention de continuer ses fonctions et de prêcher lui-même le Carême suivant. De nouvelles menaces, plus violentes encore, l'obligèrent enfin à quitter son diocèse.

<sup>3</sup> Le même qui fut cardinal secrétaire d'État sous Pie VII.

qui avait subi cinquante-quatre jours de détention ; Mgr de Castellane, évêque de Toulon ; Mgr de Suffren de Saint-Tropez, évêque de Nevers. Le comté de Nice devenait une petite France. Le 7 juin 1792, aux solennités de la Fête-Dieu, sept évêques français, environ six cents prêtres, des religieux et des religieuses en grand nombre, suivis d'une foule d'émigrés laïques, accompagnaient la procession du saint Sacrement, et le 25 août, on célébrait avec pompe la fête du roi, au vif déplaisir des libéraux niçois, qui tremblaient de porter ombrage à la république. Le 1<sup>er</sup> septembre, une nouvelle démonstration ajoutait à leur inquiétude : « Jamais, écrivait M. Gourgon <sup>1</sup>, vous n'avez vu tant de prêtres rangés de file et accompagnant, deux à deux, le cercueil d'un chartreux qui est mort à l'hôpital. Nous étions au moins trois cents, tous en soutane, et nous avons assisté à la grand'messe célébrée dans l'église cathédrale, après laquelle plusieurs de nos confrères ont fait l'absoute. Les habitants couraient après nous pour voir cette procession nouvelle pour eux ; mais les Jacobins, qui sont ici en grand nombre, écumaient de rage. Nous avons tout à craindre de ceux-ci, et malgré l'espionnage continuel qu'on exerce, j'ai bien peur qu'ils ne trament quelque chose contre le roi de Sardaigne. Nous verrons dans la suite si ce qu'on m'a dit à l'oreille se vérifiera. »

Ces confidences devaient, en effet, trouver leur confirmation dans des événements dont M. Gourgon nous fera bientôt le récit, mais à l'heure présente, heureux de se sentir « dans une région pacifique, » il explore et décrit sa nouvelle résidence. Ces détails sur l'aspect de Nice, il y a cent ans, ne seront pas lus, croyons-nous, sans intérêt, aujourd'hui que cette ville a pris rang parmi les cités les plus fréquentées du littoral français.

« Toutes les églises de Nice et surtout celles des Jésuites <sup>2</sup>, des Dominicains <sup>3</sup>, des Visitandines sont pleines de prêtres. Dans la première, où je me rends tous les jours de très bonne heure, étant logé tout auprès, j'ai compté plus de vingt prêtres à la fois qui attendaient pour la messe, et il y a eu des jours où le temps a manqué pour que tous pussent satisfaire leur dévotion. C'est le roi de Sardaigne qui paie les frais de cette église en faveur des Français....

<sup>1</sup> A M. Michel, à Rome, Nice, 1<sup>er</sup> septembre 1792.

<sup>2</sup> Aujourd'hui Saint-Jacques.

<sup>3</sup> Détruite et remplacée par le nouveau Palais de Justice.

« La ville<sup>1</sup> est aussi grande que Béziers, mais elle a des morceaux qui sont au-dessus de ce qu'on trouve dans la nôtre. La place Victor<sup>2</sup> est grande, spacieuse, belle, entourée de maisons tirées au cordeau, et un régiment y fait l'exercice avec toute la liberté possible. Le *Cours* n'a rien d'extraordinaire, mais à côté est une terrasse qui a près de mille pas de long et de dessus laquelle on découvre la mer qui vient battre le bas de cette belle promenade. Ce qu'on appelle le Port neuf n'est pas moins beau par rapport à ses édifices, mais ce qui attire le plus la curiosité des étrangers, c'est le nombre infini des maisons de campagne qui se trouvent sur la route de France. A près d'une lieue de distance on ne trouve, à droite et à gauche, que de ces maisons ayant toutes des jardins ou des parterres, et à l'extrémité est une croix couverte d'une voûte soutenue de quatre colonnes. C'est là qu'eut lieu l'entrevue de Paul III, Charles Quint et François Ier<sup>3</sup>. Ayant poussé un peu plus loin ma promenade, j'ai vu détruire un superbe jardin garni d'orangers plantés à plein vent, pour construire une batterie afin de défendre cette avenue du côté du Var. A quelque distance de là, on aperçoit sur le bord de la mer une batterie avec une petite tour nommée Sainte-Hélène, et l'on m'assura que sur la rive gauche du Var, en face du village Saint-Laurent, où les Français sont campés en petit nombre, il y a encore plusieurs batteries pour les empêcher de pénétrer de ce côté. Il est vrai qu'ils n'ont pas encore déclaré la guerre au roi de Sardaigne; mais celui-ci, qui ne se fie pas trop à eux, se prépare à tout événement. Il y a bien près de quarante canons braqués tout le long de la mer depuis la rivière qui baigne les murs de Nice jusqu'au port, ce qui fait la distance de deux mille pas au moins. Il arrive toujours ici des troupes, et les canonniers s'exercent tous les jours.

« J'ai été déjà deux fois au port de Villefranche, séparé de Nice par une petite montagne au haut de laquelle est le fort Alban. La forteresse qui défend l'entrée de ce port est bien en état, et le port, qui forme un cercle parfait environné presque partout de montagnes escarpées, peut contenir une flotte entière.

« A l'entrée on voit du côté gauche une pyramide ou colonne qui fixait autrefois le lieu jusques auquel les navires de ceux qui avaient

<sup>1</sup> Nice ne comprenait alors que la « vieille ville » actuelle, située sur la rive gauche du Paglion. Les quartiers élégants de la rive droite n'existaient pas. A leur place s'étendait la campagne plantée d'orangers et d'oliviers.

<sup>2</sup> Aujourd'hui place Garibaldi.

<sup>3</sup> En face de ce monument appelé la Croix de Marbre devait, quelques années plus tard, s'en élever un autre rappelant le passage de Pie VII à son retour de Fontainebleau. C'est là, en effet, que le peuple de Nice, accouru en foule, détela les chevaux de son carrosse et le traina en triomphe.

failli pouvaient être pris. Une fois entrés, on ne pouvait plus attaquer et un coup de canon tiré du côté de la colonne était pour le capitaine du port un acte de réclamation, lorsque le navire était poursuivi. C'est pour cela que la petite ville qui est au fond de cette rade se nomme *Villefranche*. Les grands abus qui s'étaient introduits au sujet des banqueroutiers firent que le roi de Sardaigne abolit ce privilège.

« Malgré tous les agréments qu'on trouve dans cette ville, je m'y ennuie fort, et j'ai dessein d'aller à Rome par la première occasion qui s'en présentera. Nous sommes ici en trop grand nombre, ce qui fait qu'on dépense le double et les habitants murmurent de la cherté des vivres. Outre environ quinze cents prêtres, il y a bien autant ou plus d'émigrés. Toute la noblesse de Provence s'y trouve, avec celle des États d'Avignon et du Comtat, le vice-légat à leur tête. Les magistrats ont déjà fait des instances auprès du gouvernement pour nous obliger à entrer dans le Piémont. Ce serait là notre plus court parti : nous serions tous au large pour le logement et nous ne dépenserions pas le quart de ce qu'il nous en coûte. Mais le plaisir de se voir en grand nombre et d'être à portée d'avoir de France des secours d'argent, fait que personne ne bouge et qu'on a même fait des démarches par le moyen de l'évêque de Nice qui est un digne prélat, pour que nous ne soyons pas inquiétés au sujet de notre séjour....

« Il n'y a ici pour moi qu'une seule manière de passer utilement le temps : c'est d'aller tous les jours à la cathédrale, où se trouve une belle bibliothèque administrée par un ex-jésuite. J'ai lié avec lui une espèce d'amitié, de sorte qu'il me prévient en tout et me prête tous les livres dont je puis avoir besoin. Je m'aperçois que le nombre des lecteurs augmente chaque jour....

« Avant-hier nous fûmes, au nombre de vingt prêtres de mes amis et co-diocésains, nous promener du côté d'un couvent de Récollets de la grande Réforme situé sur une haute colline qu'on nomme Cimiez. Avant d'arriver au couvent nous aperçûmes les vestiges d'une ville ancienne qui a été ruinée dans l'irruption des barbares. On voit un ancien temple dédié à Apollon dont un paysan a fait sa maison et son écurie, et, un peu plus loin, en tirant vers le nord, un amphithéâtre presque en son entier. Comme c'était là le premier monument des anciens que je voyais, j'en fus ravi et je m'empressai d'y conduire mes amis qui, s'étant écartés, m'en avaient laissé faire le premier la découverte. Nous fûmes au moins demi-heure à le contempler, et de là nous allâmes au couvent qui n'en est séparé que par une très belle allée de chênes verts et une prairie. Le couvent est simple, les religieux très solitaires ; mais le coup d'œil est surprenant, surtout

du côté du Levant, parce qu'on aperçoit la ville qui en est éloignée d'une bonne lieue, et une grande partie du chemin qui conduit au Piémont....

« Au milieu de Nice est une hauteur au bout de laquelle était autrefois bâti le château. Il fut ruiné par les Français dans la dernière guerre. Si les Nissards craignaient une attaque, ils pourraient aisément fortifier ce lieu qui me parut suffisant pour défendre leur ville par mer et par terre. Mais, à ce qu'on m'a dit, il y a un traité qui défend au roi de Sardaigne de rebâtir ce château, où l'on ne voit que des fondements et des morceaux de rochers séparés par les mines, et l'on n'y trouve pas une seule pièce de canon.

« On a fait ici hier une procession solennelle <sup>1</sup>, à laquelle ont assisté l'évêque et le chapitre de la cathédrale; elle m'a paru fort belle et dévote. J'ai vu défiler toutes les confréries de Nice et entre autres une société de femmes pénitentes qui portent un sac avec un voile qui est un véritable canevas, de manière qu'on peut connaître les personnes. Le nombre en était très considérable. C'étaient la plupart des demoiselles nissardes qui, en général, étaient modestes. La procession était fermée par une superbe statue de la sainte Vierge, richement vêtue par les religieuses de Sainte-Claire, lesquelles, dit-on, ne cessent de pleurer depuis le moment qu'on l'emporte de leur église jusqu'au retour, ce qui ne se fait qu'après les vingt-quatre heures qu'elle est demeurée exposée dans la cathédrale. Nous fûmes fort étonnés de voir un prêtre porter en procession la queue de la soutane de l'évêque. Notre usage est contraire, c'est la fonction du valet de chambre ou des laquais; en Italie, me dit-on, c'est aux prêtres qu'est réservé cet emploi. »

Mais l'existence dont il vient de nous faire le tableau ne suffisait pas à l'activité de M. Gourgon. Il s'ennuyait fort, comme il l'avoue. Le retour, bien qu'espéré à bref délai, ne paraissait pas imminent; d'autre part, à Nice, la situation générale n'offrait plus grande sécurité; les menaces du peuple et les préparatifs militaires, ce qu'on se chuchotait à l'oreille et, plus encore, ce qui se disait ouvertement, faisaient craindre des perturbations graves et prochaines. Aussi les réfugiés français prévoyaient-ils qu'il leur faudrait bientôt chercher plus loin un autre asile. La pensée d'aller jusqu'à Rome hantait l'esprit de notre déporté. Quand on a déjà posé le pied sur une terre italienne, n'est-il pas singulièrement tentant d'y faire quelques pas de plus? Une visite

<sup>1</sup> Cette même procession a encore lieu chaque année.

aux tombeaux des apôtres serait d'ailleurs pour lui une sorte de contrepoids à la douleur des circonstances. Le désir en était à tout le moins fort légitime, et, comme l'on répandait le bruit que l'entrée dans les États Pontificaux était difficile à obtenir, M. Gourgon consulta son confrère de Cette, M. Michel, qui, plus heureux, se trouvait déjà dans la Ville éternelle. Celui-ci se hâta de le rassurer et lui donna sur la route à suivre et sur l'état des esprits à Rome tous les renseignements demandés :

« Ne craignez pas, ajoutait-il, que je sois parti au mois d'octobre. Je le souhaiterais sans doute, et vous renoncerez vous-même sans peine au plaisir de voir la ville sainte si vous comptiez, ainsi que moi, seize mois d'exil. Mais il est à craindre qu'il ne soit encore prolongé.... Les politiques de ce pays croient notre patrie incurable. La plupart des cardinaux en sont presque persuadés. Ils disent que la foi va faire sa transmigration en Amérique<sup>1</sup>, et cette idée les console en quelque sorte de nos malheurs; mais elle produit en nous des sentiments bien différents; elle anime notre confiance et elle excite notre ferveur. Ce miracle que nous attendons d'en haut est digne de la droite du Tout-Puissant; sa gloire même y est intéressée, puisque c'est à lui encore plus qu'à nous que les impies ont déclaré la guerre. Non, je ne l'oublierai jamais, et je me souviendrai toujours avec horreur de ce blasphème horrible que mes oreilles ont entendu lors de mon enlèvement : « Quel est ce Jésus-Christ dont le règne a duré dix-huit siècles ? Il est temps qu'il finisse et le nôtre doit s'établir. » Lucifer ne voulait qu'être semblable au Très-Haut, et nos impies, plus audacieux que leur père, ne veulent pas même l'avoir pour égal. Ils connaîtront bientôt, j'en suis convaincu, combien il est terrible d'avoir Dieu pour ennemi....

« La cousine du frère Gisson, la fameuse Labrousse<sup>2</sup>, est enfermée ici aux prisons de l'Inquisition. Je crois que c'est un personnage que les Jacobins font jouer à toute autre personne qu'à la religieuse. Si Monsieur notre curé Olive n'a pas changé de domicile, il est à Saint-

<sup>1</sup> Nous nous bornerons ici à rappeler que si, en effet, la foi se développa rapidement à cette époque dans l'Amérique du Nord, cet essor fut dû, pour une grande part, aux labeurs de prêtres français, fils de cette patrie qu'on se hâtait un peu, il faut l'avouer, de croire « incurable. »

<sup>2</sup> Clotilde Labrousse, visionnaire, née en 1741 à Vauxain (Périgord), amie des évêques constitutionnels Fauchet et Pontard, vint à Rome pour défendre la constitution civile du clergé et persuader au Pape de renoncer à son autorité temporelle. Arrêtée à Viterbe, elle fut envoyée au château Saint-Ange. En 1796, le Directoire obtint sa liberté; mais elle la refusa et ne revint à Paris qu'en 1798, après l'occupation de Rome par les Français. Elle mourut en 1821.



Fabien, à vingt lieues de Barcelone. Quant aux nouvelles de France, vous êtes plus à portée d'en être instruit que nous.... »

Ces nouvelles étaient de jour en jour plus alarmantes. Le décret du 18 août avait achevé d'anéantir les congrégations; celui du 26 du même mois frappait ou menaçait de la proscription le clergé séculier tout entier. Aussi de nouveaux flots de fugitifs franchissaient-ils la frontière.

« Ceux-ci sont les avant-coureurs de bien d'autres, car ils disent que le décret est si terrible que peut-être il ne restera pas un seul prêtre catholique en France.... Il en arrive toujours..., et on ne sait plus où les loger. Je suis moi-même et mes compagnons si à l'étroit que demain nous prenons un nouveau logement dans la belle place Victor. Il faut, à la vérité, monter près de cent marches pour arriver au troisième étage, mais nous nous en consolons parce que nous jouirons de tout un appartement, au nombre de douze, et nous ferons nous-mêmes notre dépense....

« Je ne renonce pas, néanmoins, au projet d'aller au plus tôt à Rome, et peut-être sera-ce avant la fin de ce mois.... Je vis toujours dans l'espérance que nous nous verrons dans le courant de l'hiver; c'est là ce que nous font entendre ceux qui prétendent tenir le fil des affaires actuelles. »

Hélas! on sait quelles étaient alors les illusions des émigrés. Pour un grand nombre d'entre eux, la crise devait n'être qu'une bourrasque — plusieurs prêtres même n'avaient emporté que le bréviaire de la saison — et l'espoir d'un prochain retour leur faisait hésiter à s'éloigner de la frontière. Telle était sans doute l'impression de M. Bellenger, grand vicaire du diocèse d'Agde, toujours réfugié à Nice. Plein de respect pour ce supérieur, l'abbé Gourgon tenait à n'agir qu'avec son approbation. Aussi ne tarda-t-il pas à l'entretenir de ses projets. Comment ils furent accueillis, la lettre suivante va nous l'apprendre, en même temps qu'elle nous donnera sur la marche des événements à Nice, et la physionomie de la ville, des détails qui ne sont pas sans intérêt.

*A Monsieur Michel, prêtre français, à Rome.*

« Nice, le 23 septembre 1792.

« Mon cher ami et confrère,

« Il semble que tout s'oppose à notre réunion. Aussitôt votre lettre reçue, je fus trouver M. Bellenger pour lui en faire part, espérant qu'il

se déterminerait à faire le voyage de Rome avec moi. Non seulement il l'a refusé, mais il m'a fait entendre que ma résolution lui déplaisait. Comme j'ai toujours respecté ses avis et que depuis quatorze ans je le considère comme mon propre père, je me suis déterminé à subir le sort qui nous menace ici, car je vois faire des dispositions qui annoncent quelque attaque prochaine, et les nouvelles qui viennent de France ne font qu'en parler. Il m'a donc fallu dévorer le chagrin que j'ai eu de ne pouvoir vous aller trouver, et je n'ai pu voir sans regret partir pour Civita-Vecchia, hier au soir, une tartane sur laquelle se sont embarqués une vingtaine de nos prêtres français, parmi lesquels Dom Baldi, chartreux, que je vous recommande si vous le voyez à Rome. Il m'a fortement sollicité, tandis qu'il en était encore temps, d'être du nombre des pèlerins. Mais la peur de déplaire à mon grand vicaire a vaincu en moi le désir de visiter sitôt les tombeaux des Saints Apôtres. Néanmoins, ce qui est différé n'est pas perdu, et peut-être au moment où vous vous y attendrez le moins, je serai auprès de vous.

« Tout est ici en prières depuis quelques jours. Dans toutes les églises de Nice, on donne tour à tour la bénédiction du Très Saint Sacrement, à laquelle je vois un peuple immense, et l'on a commencé dans celle des Dominicains une neuvaine solennelle, à laquelle assistent régulièrement presque tous les Français, tant ecclésiastiques que séculiers. Immédiatement avant la bénédiction, un des dominicains français retirés dans le couvent fait un sermon. J'en ai déjà entendu deux dont j'ai été satisfait, mais je le suis encore plus de la ferveur qui anime tout le monde, car on croit le péril de la ville imminent. Cette neuvaine a été accompagnée, hier au soir, d'un spectacle vraiment touchant. La comtesse ... a fait, à la porte de l'église, la quête pour vingt-cinq de nos confrères, auxquels des voleurs de mer n'ont laissé absolument que les habits qu'ils portaient et qui, arrivés ici, n'ont su ni où aller sans argent, ni comment faire pour manger. Voici à peu près leur histoire.

« .... Ils ne furent pas plus tôt éloignés du port d'Aigues-Mortes qu'à l'entrée de la nuit les matelots les avertirent de l'approche d'une chaloupe, qu'ils assuraient être des corsaires; ils leur ordonnèrent de se cacher, firent semblant de se battre avec la chaloupe, d'être vaincus. De sorte que les soi-disant corsaires, sans faire le moindre mauvais traitement aux matelots qui avaient paru faire résistance, allèrent droit aux prêtres et leur enlevèrent leur argent, leurs malles, en un mot tout ce qu'ils avaient de bon et de précieux, ne leur laissant absolument que ce qu'ils portaient. Après cela, les voleurs demeurèrent une partie de la nuit avec les matelots; les prêtres étaient toujours enfermés dans la tartane et comprenant aisément qu'ils étaient joués

par l'équipage. Je vous laisse à penser dans quel état ils sont arrivés ici. Ils faisaient vraiment compassion. Il faut espérer que leur extrême indigence, beaucoup plus pénible dans un pays étranger, excitera la pitié, et que la charité ne les laissera manquer de rien. On m'assure qu'il a déjà été porté une plainte contre le capitaine de la tartane. D'après le rapport qu'on fait de sa conduite, il paraît bien coupable. Je vous ferai part de la sentence de l'amirauté <sup>1</sup>.

« Dimanche passé, il est arrivé, à trois lieues d'ici, une histoire encore plus tragique. Deux religieuses, étant forcées d'abandonner Marseille, s'étaient embarquées dans ce port avec un prêtre dont j'ignore le nom, et ils faisaient voile de ce côté. Ils furent arrêtés entre Saint-Tropez et Antibes, conduits dans cette ville et mis en prison. Les gardes nationaux ramassés des départements voisins formaient alors une partie de la garnison de cette ville. La vue d'un prêtre catholique réveilla en eux les sentiments de rage que les clubistes avaient su inspirer aux soldats de nouvelle date, et le prêtre eût été massacré ce jour-là même, si l'on n'eût arrêté leur fureur. Mais quelques jours après, qui était le dimanche, profitant de l'absence de ceux qui pouvaient mettre un frein à leur humeur sanguinaire, lesquels étaient à se divertir en campagne selon l'usage, ils coururent à la prison et en arrachèrent leur victime pour la pendre, après avoir fait préluder à cette exécution toute sorte de mauvais traitements. Que ce prêtre est heureux de remporter une couronne que ni vous, ni moi, quoiqu'au centre des périls, n'avons pu gagner dans notre Certe, si farcie d'enragés ! On parle ici d'un massacre de prêtres fait à Paris au commencement de ce mois, mais je n'en sais aucun détail.

« Il nous a été permis, ces jours derniers, d'embrasser le reste de nos prêtres du diocèse d'Agde, car, après ceux-ci, il y en doit rester bien peu. Les derniers arrivés sont MM. les chanoines de la cathédrale Bourbon et de Cugis, et le vénérable Plégat, hebdomadier. Celui-ci était dans le cas de l'exception du décret, puisqu'il est octogénaire et, de plus, incapable de faire un pas sans secours. Néanmoins, il a voulu abandonner sa maison, passer les mers et se réunir à ses amis et confrères exilés. Nous avons été surpris de le voir paraître. Comme on l'avait porté au vaisseau pour l'embarquement, ainsi nous l'avons vu porter dans son logis. Il avait tout l'air d'un

<sup>1</sup> Ces faits ne se reproduisaient alors que trop souvent. C'est ainsi qu'un autre jour la tartane « la Sainte-Jeanne », faisant voile d'Aigues-Mortes à Naples, et portant soixante prêtres, fut assaillie en mer par des pirates qui dépouillèrent les voyageurs de tout ce qu'ils possédaient, sans en excepter leurs soutanes. Seul un jeune séminariste parvint à sauver une modique somme d'argent, en la dissimulant dans un morceau de pain.

des anciens Patriarches, dans ce fauteuil soutenu par deux hommes, mais il a été plus de vingt-quatre heures sans connaissance. Il parlait, mais sans savoir presque ce qu'il disait. Il a enfin repris ses sens et est toujours gai à son ordinaire. En vérité, son courage nous a tous confondus, et il n'y a personne qui, en le voyant, s'occupe de ses propres besoins.

« Je ne sais de quoi nous sommes ici menacés, mais j'aperçois de grands mouvements. Il vient d'arriver un général du roi de Sardaigne, précédé de quelques troupes, tant de cavalerie que d'infanterie, et on a donné des fusils à un grand nombre d'habitants. Une frégate qui, depuis quelques heures, a paru à la hauteur du port, et qu'on a reconnue pour française, donne lieu de suspecter quelque prochaine entreprise, et quoique le roi de Sardaigne soit en paix avec la France, je vois faire des dispositions qui n'annoncent rien de bon, Je vois des personnes se parler à l'oreille ; nos évêques me paraissent tristes et tous les émigrés se rassemblent et font des soldats. Ils ont même pris la cocarde blanche, ce qui ne leur avait pas encore été permis. Nous saurons bientôt tout ce que ceci signifie. En attendant, nous vivons tranquilles, nous continuons à admirer ce pays-ci et voyons faire la vendange, ordonnée expressément par les magistrats. Elle doit être finie avec le mois de septembre, et quiconque aura encore des raisins en campagne le 1<sup>er</sup> d'octobre n'aura pas droit de se plaindre s'ils lui sont volés. Je doute que cette précaution ait pour unique fin les vols continuels que font les soldats. Je vous ferai savoir de tout, si le mystère vient à se découvrir.

« Je vous prie de ne pas m'oublier dans vos prières, et puisque je suis privé de l'avantage de vous aller embrasser, priez que je puisse bientôt m'unir à vous auprès du tombeau du prince des Apôtres. Je suis, etc. »

Le « mystère » se découvrit bientôt ; et, sans être grand prophète, on pouvait dès lors prédire aisément ce qui arriverait. Le plan de Dumouriez, qui visait à donner à la France ses limites naturelles, devait diriger le premier effort des armées sur les Alpes, en même temps que sur le Rhin. Déjà le général de Montesquiou était entré en Savoie et occupait Chambéry, et le général d'Anselme, son lieutenant, appuyé par l'escadre, avait établi son camp près du Var. Sur deux points à la fois nos forces entamaient les États de Victor-Amédée, ce « Nestor des Rois, » comme le surnommait avec respect la vieille Europe, — *Roi des marmottes* ! ripostait le troupier français.

## II.

## PRISE DE NICE. — FUITE DANS LES ALPES. — TURIN

Pris entre ces divers feux, qu'allaient devenir les réfugiés français? Une lettre, datée de Turin, nous donne, parfois d'une manière quelque peu naïve, il faut le reconnaître, le récit de leurs impressions et de leurs aventures :

*A Monsieur Michel, prêtre français, à Rome.*

« Turin, le 8 octobre 1792.

« Eh bien! ne voilà-t-il pas une belle promenade que je viens de faire en peu de jours? J'étais à Nice vendredi a fait huit jours, et me voici dans la capitale du Piémont depuis hier matin, jour de Notre-Dame du Rosaire. Ayez un peu de patience si vous voulez que je vous raconte le motif qui m'a conduit dans une des plus belles villes d'Italie.

« Vous vous souviendrez que dans ma dernière je vous parlais d'une frégate française qui avait paru à la hauteur de Nice. Le mardi 25 septembre elle disparut; mais le lendemain, dans l'après-dînée, non seulement nous la revîmes, mais encore elle fut suivie de plusieurs vaisseaux et frégates que nous voyions très distinctement se montrer tour à tour et doubler le cap de Grimaldi. J'aperçus sur la physionomie des Nissards que cette apparition leur déplaisait. Dès ce moment, les mouvements du port et des batteries augmentèrent. On sortit des boulets des magasins, on prépara des forges pour les faire rougir, et les mèches furent allumées. On apporta trois pièces d'artillerie sur l'éminence qui coupe Nice en deux, où était jadis le château, et tout le monde fut attentif. L'escadre française, composée de cinq vaisseaux de ligne et de quelques frégates, jeta l'ancre vis-à-vis le port, hors de la portée du canon, et demeura dans la même position toutes les journées du 27 et du 28 septembre. Les juifs, mieux instruits que personne des projets des Français, voulaient embarquer tous leurs effets et aller à Gênes; mais on leur en fit la défense. En attendant, je vis qu'on emportait les archives de la ville, qu'on vidait certains magasins militaires et qu'on dépouillait entièrement plusieurs quartiers des soldats. Le 28, dans la matinée, je vis des gens se parler à l'oreille, parmi lesquels plusieurs Français, prêtres et séculiers, mais rien ne se publiait. Seulement, le curé d'Aigues-Mortes, Tourette, qui était réfugié à Nice avant moi, me confia qu'il

allait partir et me pria, supposé que j'en fisse autant, de remettre sa malle à une personne que je connaissais et qui avait notre confiance. Tout cela ne m'annonçait rien de bon. Néanmoins, je ne pouvais comprendre encore le péril qui nous menaçait. Ce jour-là, avant midi, il y eut une fausse alarme. On publia que les soldats français qui composaient la garnison de Monaco s'avançaient par les montagnes contre Nice. On envoya faire la découverte, et un émigré qui commandait le détachement des bourgeois retourna peu d'heures après, en assurant qu'il n'y avait rien à craindre <sup>1</sup>.

« Je le croyais; mais, voyant que plusieurs de mes confrères et autres prenaient le chemin du Piémont, je résolus de faire un paquet propre à porter sur le dos, afin de me retirer dans les montagnes, supposé que Nice vint à être attaquée par mer. Pendant que je me livrais à mes réflexions, j'entendis un coup de canon, suivi d'un cri général de toutes les femmes du quartier où j'étais logé. A ce cri, je courus dans la rue et je les vis égarées, allant de côté et d'autre, criant miséricorde et se persuadant que l'attaque qu'on redoutait tant allait commencer. Je les consolai autant que je pus et pris la route de la mer pour voir ce qui se passait. Chemin faisant, je vis une foule de gens armés courir vers les prisons publiques. J'en demandai le sujet, et l'on me répondit que le coup de canon avait été un signal aux prisonniers de rompre les portes qui les resserraient et de crier : *Vive la liberté!*

« Arrivé sur le boulevard, je vis très distinctement, avec la foule curieuse, une chaloupe qui était partie de l'escadre s'avancer vers Nice. Le coup de canon qui avait épouvanté tant de femmes n'avait été qu'un signal pour venir parlementer avec le commandant de la ville. Au bout d'une heure, nous vîmes débarquer un officier de marine avec une petite suite, lequel fut conduit par une garde d'honneur ou de précaution, chez le gouverneur. La conférence fut courte.

<sup>1</sup> Ce travail était achevé, et nous en corrigions les épreuves, lorsque nous avons trouvé aux Archives secrètes du Vatican (*Regest. Epist. Pii PP. VI ad Princip. Viros*. An. xviii, 171) un Bref de Pie VI à Victor-Amédée, confirmant ce qu'écrivait M. Gourgon sur les illusions dont se bercèrent juoqu'à la dernière heure les prêtres réfugiés à Nice. « Mgr Casoni, dit-il, notre Vice-Légat d'Avignon.... (alors, comme on l'a vu, au nombre des fugitifs) ne parle d'aucune attaque par terre, et quant aux vaisseaux français qui se montrent au loin, il affirme qu'ils ne portent pas de bombes et pourront facilement être réduits par l'artillerie de la place s'ils tentaient de s'approcher. Il sait de source certaine que les autres bâtiments français dans le port de Toulon n'ont pas été armés; et tout cela, il le confirme par ce fait qu'il n'a aucune intention de s'éloigner de la ville, comme il l'eût fait naturellement, et sur notre invitation, si le danger de l'attaque avait été, nous ne disons pas imminent, mais seulement probable. » La lettre du Vice-Légat au pape était écrite le 24 septembre; cinq jours plus tard, les Français entraient dans Nice!

Il demanda que la ville fût livrée aux Français et que le consul de cette nation lui fût consigné. Tout fut accordé, et l'officier, étant remonté sur la chaloupe, repartit demi-heure après.

« Cependant, la conférence faisait le sujet de la curiosité générale. Je fus dans une ignorance parfaite du résultat ; seulement j'entendis le major de la place dire à quelques personnes que la ville ne pouvait pas se défendre quatre jours. Cela ne m'éclaira pas davantage. Arrivé à la place Victor pour me disposer à souper, je vis une foule immense de personnes qui prenaient le chemin du Piémont, et l'on m'assura que la troupe partait. Je la vis, en effet, défilér à l'entrée de la nuit, tant l'infanterie que la cavalerie. Je ne savais qu'imaginer et mes compagnons de voyage n'étaient pas mieux instruits. L'abbé de Cugis et moi, nous allâmes chez l'évêque de Fréjus, qui était logé à côté de nous, afin de nous assurer du sujet de ce changement dans les affaires de la ville. Nous ne trouvâmes que sa sœur, laquelle était fort occupée à ramasser les effets précieux pour s'en aller. Elle nous annonça que l'évêque était parti à pied avec un domestique depuis plus de trois heures. Nous voulûmes, malgré cela, demeurer dans notre ignorance, et nous allâmes fort tranquillement nous mettre à table pour souper.

« Nous n'eûmes pas le temps de le finir. Un jeune homme de la ville qui nous connaissait vint nous trouver et nous annonça qu'il fallait partir tout de suite, que la troupe sarde se retirait, que les Français allaient venir et que la ville allait leur être consignée. Je vous laisse à penser si à cette annonce je fis le boiteux !.... Je courus à mon logement, mis sur mon dos le paquet que j'avais préparé, je confiai ma malle à une femme qui logeait dans la même maison, et je pris le chemin du Piémont comme tous les autres. J'eusse désiré trouver une monture ou une charrette pour emporter tous mes effets, mais la troupe s'était saisie de tout, de sorte qu'il fallut que j'en chargeasse mon dos.

« Je voudrais, mon cher confrère, pouvoir vous peindre cette fuite de Nice avec toutes ses circonstances, mais cela m'est impossible. Imaginez-vous ce que peut produire dans une ville très peuplée et assez grande une terreur panique, et ne craignez point d'exagérer dans vos idées. Je puis assurer que j'ai vu encore au delà de ce que peut inventer une imagination vive et altérée. J'ai vu des quartiers entiers, où il n'y avait pas une âme à huit heures du soir. Dans les autres, je ne voyais que des femmes et des hommes courir çà et là avec des paquets sur leur dos, suivis de leurs enfants et portant ceux à qui l'âge ne permettait pas de marcher. Tout le long du chemin, je vis le même spectacle de gens qui fuyaient avec précipitation et qui, au lieu de suivre le grand chemin, gagnaient les montagnes. La plu-

part pleuraient et s'imaginaient que les Français, entrés déjà dans la ville, allaient les égorger; mais les Français étaient encore dans leur camp de Saint-Laurent, et ils n'entrèrent dans Nice que le lendemain, vers les dix heures, ainsi que me l'a assuré un prêtre qui s'y trouvait encore et qui eut à peine le temps de prendre la fuite avec un compagnon. »

Il en fut ainsi, en effet, et c'est dans une ville évacuée par les troupes ennemies que l'armée française fit son entrée: Quelques explications ne seront pas ici inutiles. Depuis longtemps déjà, comme le rappelle la correspondance de M. Gourgon, de vagues inquiétudes régnaient à Nice; on y connaissait les projets militaires de la France, et le bruit de nos succès, joint à celui des violences qui se commettaient à l'intérieur, agitait tous les esprits. Mais la panique chez les honnêtes gens qui redoutaient les Français, et l'audace des fauteurs de désordre qui les espéraient, n'étaient guère faites pour préparer un terrain solide à la résistance. Tout à coup on annonce l'approche du général Anselme. Le corps qu'il commandait ne se composait que de huit à dix mille hommes; la rumeur publique, si puissante chez les populations méridionales, n'en parlait pas moins de plusieurs camps établis sur le Var, d'une grande armée de 40,000 « soldats » prêts à fondre sur la petite ville. A ces forces, le comte de Saint-André, gouverneur de Nice, ne pouvait opposer que deux à trois mille hommes de troupes régulières, en plus du régiment de milice provinciale. Des renforts, il est vrai, avaient été demandés; quelques batteries, dressées à la hâte, pourraient appuyer un moment la défense; mais comment tenir devant des ennemis aussi nombreux, aussi audacieux, et que la victoire semblait désormais conduire? Puis, pendant que l'on s'efforcerait de protéger les frontières, l'ennemi ne trouverait-il pas, au sein même de la cité, un secret et puissant soutien? La foule était déjà houleuse, les Marseillais y comptaient de nombreux partisans: on pouvait tout craindre.

Sur ces entrefaites, l'amiral Truguet, agissant de concert avec Anselme, faisait mouiller ses douze vaisseaux de ligne ou frégates à une demi-portée de canon de la ville. Faudrait-il donc, impuissants à se défendre sur terre, tenter encore de résister à la mer? On ne le pensa pas, et au parlementaire envoyé par l'amiral, il fut répondu, comme nous l'a dit M. Gourgon, par



l'acceptation immédiate de ses conditions. L'armée sarde, néanmoins, ne renonçait pas à combattre, mais abandonnant sa première ligne défensive, marquée par le Var, elle se retranchait derrière celle que formaient dans les montagnes l'Escarène, Sospel et surtout Saorgio, camp réputé imprenable. On encloua donc les batteries de la côte, et la garnison sortit, dans la nuit du 28 au 29 septembre, par la route qui conduit à Tende.

Aussitôt, dans cette ville que les Sardes avaient abandonnée, que les Français n'occupaient pas encore, la populace, libre de toute entrave, jette partout le désordre et l'épouvante. Les émigrés, au nombre de 3,000 environ, cherchent à fuir avec leurs familles; les Niçois ne veulent pas davantage demeurer. Les uns prennent la voie de terre — et nous verrons quels obstacles ils y rencontrent — les autres descendent vers la mer pour s'y embarquer avec leurs effets les plus précieux; mais l'escadre s'y oppose, et les marins en profitent pour piller. Au milieu de cette confusion et de ce bouleversement devant lesquels les autorités étaient impuissantes, la pensée vint à quelques-uns de recourir au général Anselme lui-même, auquel d'ailleurs la ville était déjà virtuellement remise, et une députation se rendit auprès de lui, pour le prier de venir en grande hâte rétablir l'ordre. C'était lui donner beau jeu. Il passa aussitôt le Var, à la tête de 4,000 hommes, et entra à Nice aux acclamations de tous les partis; « la canaille applaudissait, comptant qu'il sanctionnerait ses excès, les honnêtes gens dans l'espoir qu'il les en garantirait. »

Ceux d'entre les magistrats qui n'avaient pas quitté la ville se portèrent au-devant du général pour lui en remettre les clefs. L'évêque de Nice, par esprit de conciliation sans doute, s'était joint à eux. Pour les premiers, Anselme eut de bonnes paroles, mais, se tournant vers Mgr Valperga : « Monsieur l'abbé, » lui dit-il, d'un ton hautain, « votre place n'est pas ici. Je vous déclare qu'il n'y fait pas bon pour vous. » Cet accueil n'avait rien d'encourageant. Le prélat comprit que les évêques français lui avaient donné le seul exemple à suivre. Le soir même, il émigra.

L'abbé Gourgon, on le sait, l'avait précédé :

« Avant de partir, il avait été résolu — écrit-il — entre tous ceux qui composaient la société dont j'étais membre d'aller droit à Turin.

Il fut en même temps résolu de ne pas se séparer. J'étais d'abord de ce dernier sentiment; mais, voyant qu'il n'était pas possible d'aller à leur pas, plusieurs n'étant point faits à la marche, je les abandonnai et me mis à marcher d'un pas aussi précipité que me le permettait le fardeau que je portais sur mon dos. La lune éclairait l'atmosphère, le temps était beau, de sorte que je ne sentis d'abord aucune incommodité; au contraire, il m'était par là permis de reconnaître bien des confrères qui m'avaient précédé et que je laissais derrière moi sans scrupule, lorsqu'ils ne marchaient pas à mon gré. Les fuyards qui avaient pris le chemin du Piémont étaient bien 4,000, sans compter la troupe, et cette foule immense me fit faire réflexion que, vu le nombre considérable qui m'avait précédé, je manquerais de pain si je ne me hâtais d'être des premiers. Dans cette résolution, je doublai le pas; j'achetai du pain pour un jour et demi dans une maison située sur la route, où je vis que d'autres faisaient leur provision, et, quoique la troupe sarde m'eût précédé de deux heures, je me trouvai à peu de distance de l'arrière-garde un peu au delà du village appelé la Trinité.

« Lorsque je fus arrivé sur le bord d'une petite rivière<sup>1</sup> qui se jette dans le Paglion, j'entendis une fusillade assez considérable. Je crus que c'était une décharge que les soldats formant l'arrière-garde avaient voulu faire, ou pour se divertir ou pour donner quelque signal. Quatre minutes après j'en entendis une autre encore plus forte. La nuit et la distance ne permettaient pas d'en savoir davantage; mais, lorsque je fus parvenu au lieu où la première décharge s'était faite, je vis, avec le secours de la lune, des gens courir sur la colline qui est très élevée en ce lieu-là à main droite, et le chemin jonché de fusils, de sacs de soldats, de gibernes et de pains de munition! Je vous l'avoue naïvement: à ce spectacle, neuf pour moi, j'imaginai que les soldats avaient laissé là leurs effets pour aller se reposer sur la colline. Je ne fus pas longtemps dans cette erreur, et j'appris que la méprise avait failli causer un massacre entre l'arrière-garde et le corps principal de la troupe. Heureusement pour les uns et pour les autres qu'ils avaient fui à la première décharge.... Voici le fait. L'arrière-garde, comme je vous l'ai déjà dit, était formée du régiment de Lombardie. Soit qu'il allât plus vite que le corps principal, soit que celui-ci eût fait halte, ils s'approchèrent tellement l'un de l'autre qu'ils purent se voir sans se reconnaître. L'arrière-garde, croyant que c'était un corps de Français qui venaient leur couper la retraite, ainsi que la peur le leur avait persuadé, fit feu, et le corps principal, croyant que l'arrière-garde n'était autre chose que des Français qui

<sup>1</sup> La Scarena, qui traverse la ville du même nom.

le poursuivaient, riposta. Heureusement, il n'y eut que deux blessés. Ce fut un prodige que personne n'y périt.

« Il y avait entre l'un et l'autre corps au moins 300 personnes, hommes ou femmes, qui, comme moi, gagnaient le Piémont. Aucun ne fut blessé ; mais, dans le premier mouvement de l'épouvante, ils se jetèrent tous du côté gauche de la rivière du Paglion, où plusieurs reçurent en sautant quelques contusions. C'était une chose déplorable de voir des dames émigrées, peu accoutumées à la marche, être obligées de faire encore plus d'une lieue pour arriver à l'Escarène, afin de faire sécher leurs jupes, imbibées d'eau qu'elles étaient jusqu'à la ceinture. Plusieurs de mes amis s'y trouvèrent pris, et ils en étaient encore transis de peur le lendemain. Telle fut l'épouvante d'une comtesse dont j'ai oublié le nom, qu'elle fut prise des douleurs de l'enfantement et, portée dans une maison de campagne, elle y mit au monde un enfant qu'elle ne put faire envelopper que d'une vieille serviette qui lui fut donnée, car, presque tout le monde allant à pied, il avait fallu laisser tout à Nice. Les effets qui y furent abandonnés par les émigrés et les prêtres français étaient très considérables, et ce ne sera pas une petite prise pour nos gardes nationaux ! »

Après avoir gravi péniblement le col de Braus, qui sépare l'Escarène de Sospel, les fugitifs, auxquels s'était joint l'évêque de Fréjus, entendirent tout à coup au loin tirer le canon, « ce qui leur fit juger que les Français étaient entrés dans Nice. » Ils avaient marché toute la nuit, et leur fatigue était extrême. « J'eusse bien voulu trouver de l'eau pour me rafraîchir, ajoute le narrateur..., mais un soleil ardent nous brûla pendant plus d'une heure encore qu'il fallut pour contourner une montagne escarpée que nous avions à main gauche.... Je n'en pouvais presque plus, et je ne marchais que par force. » On était alors à l'entrée de la gorge qui conduit à Saorgio, étroite et sombre, enfermée entre deux montagnes à pic « qui faisaient peur. » Le chemin s'y frayait difficilement passage, resserré à droite par un torrent <sup>1</sup>, à gauche par un quartier de roche « noire comme du charbon, » et, sur la hauteur, un vieux château fort, de style oriental, se dressait fièrement, armé de canons qui surveillaient ce périlleux défilé. C'était dans cette forte position que l'armée sarde allait s'établir ; les émigrés n'avaient donc pas grande chance d'y être les bienvenus. Néanmoins, comme la route

<sup>1</sup> La Roya, qui se jette dans la mer à Vintimille.

était longue et la chaleur intense, les compagnons de M. Gourgon le décidèrent à tenter l'aventure.

« Maudit village ! s'écrie-t-il ensuite, je l'appelle ainsi parce qu'il acheva de me lasser et que nous y fûmes très mal reçus. D'abord, l'aubergiste chez qui l'on nous conduisit nous fit des politesses ; nous lui demandâmes à coucher : il n'avait pas de lits. « Apportez-nous de la paille, lui dis-je, cela nous suffit. » Il obéit, et nous nous mîmes à table pour nous rafraîchir. A peine avions-nous mis du vin dans nos verres que nous vîmes arriver un ordonnance du commandant du fort qui nous enjoignit de partir tout de suite <sup>1</sup>. Nous voulûmes lui représenter notre lassitude ; ce fut en vain ; il nous dit que l'ordre était pressant et qu'il fallait décamper au plus vite si nous ne voulions y être contraints par la force.... On nous consola un peu en nous assurant qu'au bas de la montagne nous trouverions un village et des auberges. Nous allâmes donc joindre le grand chemin et arrivâmes, en effet, sur les cinq heures et demie, à Fontan <sup>2</sup>. Je croyais aller prendre du repos dans un lit qui avait été préparé pour moi et mes deux confrères, lorsque l'arrivée d'une dame de qualité, encore plus fatiguée que nous, nous obligea à le lui céder. Notre refuge fut un petit magasin plein de foin et de paille, où nous allâmes nous coucher avec sept ou huit personnes qui avaient soupé avec nous. Je crois que sous le dit magasin il y avait encore plus de gens qui s'y étaient déjà couchés. Il ne me fut pas possible de dormir, et une pluie qui commença à tomber vers les neuf heures vint nous déranger, parce que l'eau passait à travers le toit qui nous couvrait. Je commençais néanmoins à m'endormir lorsque Durand me dit qu'il était temps de reprendre notre route, attendu qu'il était cinq heures du matin. A ces mots, chacun se leva ; nous descendîmes dans la rue par une échelle, et je vis que nous avions été trompés, en regardant ma montre qui ne marquait que dix heures ! Je fus tenté de retourner sur ma paille, mais il n'y avait pas moyen, parce que la troupe sarde qui arrivait devait occuper à Fontan tout ce qu'il y avait de logeable. Nous nous mîmes donc en route, encore plus fatigués que lorsque nous avions été nous reposer. »

Par bonheur un muletier vint à passer ; il offrit sa bête, qui servit de monture à tour de rôle, et amena nos voyageurs vers

<sup>1</sup> Cette forteresse fut détruite par les Français sous Masséna en 1794, et on en voit encore les ruines. Si nos voyageurs avaient gardé rancune au commandant du fort, ils étaient vengés, et par ceux-là mêmes dont ils l'auraient, sans doute, le moins attendu.

<sup>2</sup> Fontana, aujourd'hui la frontière italienne.

les deux heures du matin à Tende. Mais la pluie commençait à tomber, et ils n'osèrent continuer leur route seuls au milieu des ténèbres. Bien leur en prit sans doute, car la tourmente qui règne souvent au sommet de ce col n'est pas clémente pour ceux qui la bravent, et deux prêtres venaient précisément d'y perdre la vie. Force fut donc de demeurer en ce lieu.

« Il n'y avait qu'une auberge sur la grande route; nous y entrâmes et n'y trouvâmes plus ni pain, ni vin, ni lits. Nous vîmes seulement plusieurs chambres pleines d'hommes et de femmes aussi fatigués que nous et qui essayaient de dormir sur des matelas étendus sur le pavé. Du nombre était l'évêque de Fréjus, qui n'avait pas le courage de parler. Nous nous assîmes et passâmes ainsi le reste de la nuit.... Lorsqu'il fit jour.... nous pensâmes à chercher un autre logement. C'était d'autant plus nécessaire que la foule commençait à paraître, et, de plus, l'avant-garde de la troupe (sarde) étant arrivée, les officiers s'emparèrent de l'auberge et en chassèrent sans pitié tous les Français qui s'y trouvaient, mirent deux sentinelles à la porte pour empêcher qu'on ne fût d'y pénétrer, et le commandant, à son arrivée, fit même publier la défense de les garder dans d'autres maisons, voulant qu'ils partissent aussitôt de la ville. Il ne fut pas obéi sur cet article. Néanmoins, il y en eut beaucoup qui continuèrent leur voyage....

« C'était un dimanche, trentième jour du mois de septembre. Nous allâmes assister à la messe de paroisse (après laquelle) nous nous aperçûmes que le sacristain faisait sortir tout le monde pour fermer l'église. Le curé avait sans doute peur qu'on n'y allât prendre logement. D'après ce qu'on m'a raconté, il doit être un rustre et un ignorant. L'évêque de Fréjus, ne sachant où loger, alla chez lui pour lui demander un asile. Non-seulement il le lui refusa, mais encore il lui reprocha d'être Français et de n'avoir pas prêté le serment. L'évêque, étourdi de cette réception peu charitable, se retira et trouva plus d'humanité chez une bonne bourgeoise qui, dans cette ville, tenait le premier rang, car cette ville, qu'on veut bien ainsi nommer, est peut-être le plus maudit village ou bourg que j'aie jamais vu. Elle est bâtie sur le penchant d'une montagne toute couverte d'ardoises et ayant vers le midi une foule de galeries ou balcons en bois travaillé grossièrement, de sorte qu'à une certaine distance, en voyant Tende, on croit voir l'habitation de tous les charbonniers des montagnes qui l'environnent.

« Dans l'après-dînée, nous vîmes arriver un chevalier de Malte provençal, avec sa nièce et un domestique. Nous en fûmes enchantés. Nous lui cédâmes la chambre qui nous avait d'abord été désignée,

ce qui nous fit faire connaissance, et sa compagnie ne fut pas pour nous d'un petit soulagement. Quand la nuit fut venue...., nous fûmes prendre un peu de repos, mais quel repos ! sur un demi-pan de paille étendue sur le pavé, n'ayant qu'une vieille couverture pour garantir la moitié du corps du froid. Pour surcroît d'infortune, il s'éleva un terrible ouragan, qui ouvrait tantôt la porte qui donnait vers le midi, sur une de ces galeries de bois, tantôt celle par laquelle nous étions entrés dans notre cahute, et il n'y avait pas moyen de les tenir fermées, faute de serrures ou de verrous. De plus, la pluie nous tombait tantôt sur la tête, tantôt sur le reste du corps, parce que le toit était mal fabriqué. Comment dormir avec tant d'incommodités, auxquelles il faut ajouter les éclairs très fréquents et le bruit réitéré du tonnerre ? Jamais je n'ai passé une nuit aussi cruelle. Aussi fus-je prompt à aller trouver notre cabaretière vers les quatre heures du matin, pour lui acheter dix à douze livres de pain, qu'elle avait fait cuire à demi. Encore un quart d'heure plus tard et il ne m'eût pas été possible d'en avoir, parce que les soldats l'emportèrent presque tout, pour aller le vendre à leur profit aux pauvres Français, nos confrères et autres, en le leur faisant payer bien chèrement. Il y en eut qui furent obligés de donner un écu de trois francs pour avoir un petit pain d'une livre, et encore quel pain !.... un mélange de seigle et de châtaignes !....

« Le lundi, premier jour d'octobre, la pluie continuait de tomber et l'ordre à tous les Français de partir fut renouvelé. Je ne sais s'il y en avait beaucoup qui obéissaient. Je sais bien que j'en voyais, au contraire, arriver à chaque instant, mouillés de manière à faire pitié. Nous reçûmes chez nous deux amis, les sieurs Delabanquière et La Sablière, bénéficiers d'Agde. Nous aurions voulu en faire autant pour M. Bellenger et sa compagnie, qui arrivèrent vers midi, mais le logement ne le permettait pas. D'ailleurs, notre hôte ne permit qu'à peine l'entrée de la maison aux deux amis. Encore me demanda-t-il sérieusement si nous lui paierions le logement, en se plaignant du départ de quelques Piémontais ou Nissards qui avaient disparu dans la nuit sans lui dire adieu. Je lui promis de le bien récompenser avant de le laisser, et il ajouta foi à ma parole. Quelle journée ennuyeuse ! Toujours la pluie, toujours l'esprit rempli de la crainte d'être chassés ! Le soir venu, notre cabaretier nous proposa d'aller dormir dans son grenier à foin situé sur l'écurie. La proposition ayant été acceptée, il nous y conduisit de nuit, pour n'être point aperçus, et nous y trouvâmes déjà sept ou huit personnes, parmi lesquelles une Nissarde avec sa fille, laquelle ne fit que jaser durant toute la nuit, hors quelques intervalles durant lesquels le sommeil sans doute les obligeait au silence. Malheur à quiconque osait alors

dire un mot ! elle faisait un tapage affreux. Aussi, le lendemain qui fut encore un jour de pluie, nous résolûmes de reprendre notre premier grenier, où nous dormîmes un peu plus tranquillement.

« Enfin, le mercredi 3 octobre, une journée superbe nous invita à abandonner une ville où nous avions couru le risque de mourir de faim ; aussi, après avoir payé notre hôte et nous être pourvus de châtaignes bouillies au lieu du pain qui manquait ce jour-là presque à tout le monde, nous nous mîmes en marche vers le col de Tende, à huit heures du matin. »

L'ascension fut longue et notre abbé, peu accoutumé à gravir de si hautes montagnes, y découvrait à chaque pas de nouvelles merveilles. Par cette belle et pure matinée d'automne, dans ce magnifique passage alpestre, il s'enivre d'air et de lumière, et oublie, pour quelques heures, l'angoisse de sa situation. La vieille route qui conduit au col de Tende par une suite de soixante-dix lacets, couverte alors de plusieurs milliers de personnes, lui semble un serpent en marche. Plus loin, ce sont des torrents rapides, divisés d'abord en plusieurs ruisseaux et se réunissant ensuite, qui lui rappellent le chandelier à sept branches ; ailleurs, ce sont des avalanches dont il voit les traces. Alerté et vif, il avance d'un pas rapide, faisant route tantôt avec des muletiers, tantôt avec des soldats et des officiers, « entrant en conversation avec eux sur l'affaire de Nice, sans pouvoir en tirer d'autre vérité, si ce n'est qu'il y avait eu une trahison. » « J'étais parvenu au sommet, dit-il, sans découvrir encore ce qu'il y avait au delà de la montagne, lorsque j'entendis des soldats qui me précédaient criant : *Piemonte, Piemonte!* Je ne fus pas longtemps à savoir le sujet de leurs cris, et je vis avec surprise une étendue de pays dont je ne pouvais jamais me faire une idée sans être passé par là. Imaginez-vous que l'on découvre tout le Piémont et une partie de la Lombardie jusqu'aux montagnes de la Suisse, que le temps clair et serein me permettait de distinguer. »

De la mer Méditerranée au mont Viso et au mont Rose, la vue, en effet, est vaste, et la neige tombée récemment rendait le spectacle plus saisissant encore. A l'ouest, s'étendait la grande plaine toute peuplée de villes dans laquelle on allait descendre. La première halte se fit à Limone, où M. Gourgon et ses anciens compagnons de Nice, qu'il avait retrouvés, purent

acheter quelque nourriture. Vers le soir, leur modeste repas achevé, ils allèrent « sur la route, pour voir les voyageurs. La plupart ne s'arrêtèrent point. Parmi eux était le vénérable évêque de Glandève <sup>1</sup>, monté sur un âne et si accablé de fatigue, qu'il demandait pardon à ceux qui le saluaient de ce qu'il n'avait pas la force de leur rendre le salut.... Après avoir traversé tant de montagnes, je croyais être entré dans un lieu de bénédiction, et nous ne pensions guère à pousser plus loin, tant cette petite ville nous paraissait belle en comparaison de Tende, lorsqu'un ordre du magistrat nous força de partir. « Heureusement on put se procurer une charrette, et le voyage, si dramatique au début, se poursuivit sans incidents par Coni et Raccogni, où les exilés remarquèrent en passant « une maison royale avec un parc immense, » sans se douter qu'ils admiraient une création française <sup>2</sup>. Laissant ensuite à droite la petite ville de Carmagnola <sup>3</sup>, ils gagnèrent Carignan, et le dimanche 7 octobre arrivèrent enfin sous les murs de Turin.

« Nous voulions entrer — écrit l'abbé Gourgon, — mais une sentinelle nous fit signe de prendre à main droite. Après un long circuit, nous parvînmes à la porte du Pô, et là, une autre sentinelle nous dit d'aller en avant, encore à droite, ne voulant pas nous laisser entrer. Nous poussâmes donc toujours du côté indiqué et ne fûmes pas longtemps à découvrir le palais du roi et le jardin, qui sont contigus aux murs de la ville. Cela nous consola un peu de la route ; mais, arrivés à la troisième porte, ayant fait plus de la moitié du tour de la ville, on nous refusa nettement l'entrée. C'était sans doute cette maudite charrette qui en était la cause, sa structure annonçant plutôt une bande de gueux que d'honnêtes gens. Nous avions avec nous les deux servantes de Fabri et du chanoine de Cugis, compagnie qui peut-être aussi nous faisait considérer de mauvais œil. Rebutés partout, nous résolûmes d'aller descendre dans une petite auberge qu'on trouve dans le faubourg qui est vis-à-vis cette troisième porte, et nous

<sup>1</sup> Mgr des Portes.

<sup>2</sup> C'était, en effet, Le Nôtre qui, en 1655, avait tracé les plans de cette résidence.

<sup>3</sup> Carmagnola, d'où venait le nom qu'on donnait à ce moment-là même à la fameuse danse révolutionnaire. Cette danse était accompagnée d'un chant célébrant la journée du 10 août ; or, les fédérés marseillais qui prirent une si grande part au massacre des Suisses étaient vêtus, quand ils arrivèrent à Paris, de vestes d'ouvrier de forme particulière appelées *carmagnoles*, du nom, croit-on, de la petite ville de Piémont qui, la première, en avait adopté l'usage.



y trouvâmes d'autres prêtres qui n'avaient pu être reçus comme nous, et qui se disposaient à s'éloigner de la ville. En attendant que le dîner se préparât, — et il fut bientôt disposé, — nous traitâmes le point *quid agendum*. L'abbé Blanc, qui s'y trouvait aussi, ne nous ayant pas quittés depuis Cuneo, me prit à part, me fit voir l'inconvénient du grand nombre et me persuada de ne plus le quitter. J'y consentis, et nous résolûmes de prendre la route de Milan tout de suite après la collation. Je n'en fus pas fâché, parce que, comme vous le savez, j'y ai une connaissance en la personne de l'abbé Portal, de Béziers ; et, en effet, aussitôt que nous eûmes mangé un morceau, nous enfilâmes notre route en prenant celle qui conduit à Verceil.

« Nous n'étions pas encore arrivés au fond du faubourg que nous vîmes un militaire venir derrière nous et nous inviter de retourner sur nos pas. Nous le suivîmes. Un curé poitevin, qui pleurait de douleur de se voir rejeter partout, nous accompagnait ; il nous suivit dans la ville et, à la porte, un sergent de garde prit nos noms, le lieu de notre naissance, et nous fit conduire par un fusilier chez le gouverneur de la ville... Là, sans nous faire d'autre question, si ce n'est d'où nous venions, on nous dit d'aller chez le cardinal-archevêque de Turin. A mesure que nous y allions, je rencontrai un bénédictin de notre abbaye de Saint-Tibéry, avec lequel j'avais fait le voyage de mer, lequel nous dit que nous perdions notre temps en allant chez l'archevêque, qu'il fallait d'abord aller chez l'évêque de Nice, lequel, obligé d'abandonner son siège, était venu se réfugier chez son frère, ministre du roi, et qu'il nous donnerait un certificat sans lequel nous ne serions pas admis chez le cardinal. Nous retournâmes donc sur nos pas, conduits par notre charitable guide. Nous entrâmes par une porte de derrière dans une aile du palais royal, où était logé l'évêque de Nice, ayant toujours nos paquets sur le dos, et nous arrivâmes enfin dans une grande salle, où d'autres prêtres attendaient le même certificat....

« Nos papiers étant signés, nous allâmes chez l'archevêque, qui nous fit délivrer une lettre de recommandation à tous les fidèles de nous respecter et de nous secourir dans nos besoins, étant chassés de la France pour la foi.

« Satisfaits de nos pancartes, nous pensâmes à trouver un logement. Mon compagnon, qui cherchait toujours à épargner, à force de chercher et de demander, me fit tomber dans une vraie gargote, où on logeait des garçons de différents métiers. En vous faisant la description de ce lieu, vous jugerez que c'était une auberge pitoyable ! Imaginez-vous un escalier étroit, dans une maison située dans un cul-de-sac, et, dans une partie latérale de l'escalier, une porte étroite qui conduit à deux chambres. Dans la première, de dix pas en carré,

une cheminée, un lit pour le mari et la femme de l'auberge et à peine un lieu pour établir une table à manger. Dans la seconde, longue comme la première, mais un peu plus étroite, quatre lits d'un côté et cinq de l'autre, et dans chacun la place de deux personnes. Tel fut notre couvert, encore ne fut-il pas possible d'avoir des draps propres.... Il fallut dormir dans des draps noirs comme ma soutane. Aussi quelle nuit ! Je ne puis vous l'exprimer. Mais laissons là le logement, où pour tout le reste nous fûmes assez bien traités, et venons-en à la ville. »

Turin, qui tout d'abord semblait devoir être peu hospitalier aux nouveaux venus, avait depuis plusieurs mois déjà ouvert ses portes à un assez grand nombre de Français. Dès leur arrivée, Victor-Amédée, que des liens étroits rattachaient à la famille royale, avait invité son ministre d'État <sup>1</sup> à s'entendre avec l'archevêque <sup>2</sup> pour leur venir en aide. Des mesures furent prises sans retard et, pour ne parler que des prêtres, le cardinal leur ouvrit son séminaire et adressa en leur faveur une circulaire aux maisons religieuses, qui répondirent avec grande libéralité. Tous tinrent à honneur de suivre cet exemple : le marquis de Montafia envoya 1,000 livres à titre d'honoraires de messes ; des médecins et des pharmaciens offrirent leurs services gratuits ; jusqu'à de simples artisans se distinguèrent par leur charité. Cependant les événements se précipitaient. Chambéry et Nice étaient occupés et les armées françaises entraient en Piémont. La présence des émigrés était un danger de plus, et les populations commençaient à voir avec déplaisir au milieu d'elles ces étrangers qui, bien que proscrits, appartenaient à la nation de l'envahisseur. L'expulsion de tous les Français fut donc ordonnée. Toutefois on patienta à l'égard des ecclésiastiques, et ce fut seulement pour faire place aux prêtres fugitifs de Savoie et de Nice qu'on les obligea, eux aussi, à partir. Encore le prince tint-il à user de tolérance jusque dans les mesures qu'il dut prendre pour leur éloignement.

M. Gourgon bénéficiait alors de cette bienveillance ; aussi, malgré le médiocre logement auquel l'avait réduit son parcimonieux compagnon, apprécie-t-il la ville de Turin. Il en décrit avec admiration les larges rues parcourues sans cesse par une eau

<sup>1</sup> Le comte Graneri.

<sup>2</sup> Le cardinal Costa d'Arignano.

vive, la *Via Po*, ornée de portiques dans toute sa longueur, les églises, dans l'une desquelles on fait des prières pour le succès des alliés, les vastes places et particulièrement — lui qui plus d'une fois avait souffert de la faim — le « marché, où l'on trouve à tout moment tout ce que l'on peut désirer de manger, cuit ou cru. On y vend jusqu'à de la soupe, ce qui est fort commode.... Mais je crois, ajoute-t-il avec regret, que nous serons obligés de partir. On nous assure que le Gouvernement ne veut avoir pitié que des vieillards et des infirmes. Prévoyant donc mon prompt départ sans que je sache où je pourrai m'arrêter, ne me répondez que lorsque je vous en donnerai avis, et, en attendant, souvenez-vous de vos amis errants ! »

### III.

#### NOUVEL EXODE. — LES DUCHÉS ET LES MARCHES

La Providence, dont M. Gourgon aimait à suivre les indications, ne tarda pas à lui tracer sa route. Si d'une part, en effet, un séjour prolongé à Turin ne semblait pas possible, de l'autre le pape, au dire des gens bien informés, annonçait l'intention de recevoir dans ses États tous les prêtres exilés, et de leur assurer « un sort capable de les refaire de leurs pertes. » Cette nouvelle hâta sa détermination. De concert avec d'anciens amis retrouvés par hasard et dont il ne se séparera plus, MM. Denis et Méjean <sup>1</sup>, il résolut de se rendre à Bologne, et loua une barque afin de descendre le Pô jusqu'à Plaisance.

Le temps nous manque ici pour suivre pas à pas les voyageurs, et cependant les lettres qui racontent cet épisode ne sont pas les moins intéressantes du recueil. Elles décrivent d'abord un pays dévasté par les inondations et une course au milieu de villages détruits et d'églises en ruines. Ce fut là qu'il fallut aborder une nuit. Faute de mieux, « le batelier, qui avait une pierre et un briquet, » alluma un grand feu, autour duquel

<sup>1</sup> Ce dernier, arrêté comme un des chefs du mouvement de résistance dont le centre avait été le camp de Jallez, en Languedoc, n'avait recouvré sa liberté que trois jours avant les massacres.

on installa de vieilles poutres arrachées à une maison, puis, avec cet entrain qui n'abandonnait jamais nos ancêtres du dernier siècle, même dans les plus graves conjonctures, pour remplacer le souper absent chacun se mit à narrer une histoire. Un prêtre du Rouergue fut le plus abondant et le plus amusant de tous et mérita « la palme des sornettes »<sup>1</sup>. De temps à autre, un grondement sourd couvrait la voix du conteur : c'étaient des terres qui s'éboulaient dans le fleuve, avec un bruit lugubre. L'inondation gagnait du terrain et il fallait être en éveil. Aussi jetait-on sur le feu assoupi de nouvelles branches ; et les récits reprenaient leur cours. Le passé revivait, et toutefois dans ce campement nocturne, pittoresque assurément, au milieu des plaines inondées de la Lombardie, on se sentait bien loin de la France et de ces douces veillées du presbytère, où désormais le foyer était éteint.

Cependant les émigrants poursuivent leur marche, à travers des incidents bien étranges parfois. A Parme, par exemple, le ministre de France — M. de Flavigny — les reçoit très cordialement, leur donne un passeport pour Rome et remet à chacun d'eux un écu de trois francs pour dire une messe à son intention. De la part d'un représentant officiel du gouvernement révolutionnaire, cet accueil était au moins inattendu. Il faisait pendant quelques instants oublier l'exil ; mais dès le lendemain la triste vérité se représentait à nouveau. Aux portes de Reggio, le « chef de la garde » arrête les étrangers, les interroge, puis leur ordonne de suivre une sentinelle, derrière laquelle ils parcourent toute la ville. Ce soldat, qui presse leur course sans leur en indiquer le but, est-il une escorte ou un geôlier ? Ils se le demandent avec inquiétude. « Tandis que nous rêvions tous sur cette aventure, conclut avec dépit le narrateur, nous nous vîmes à la porte de la ville opposée à celle par laquelle nous étions entrés, et là il nous fut enjoint de continuer notre route. Nous représentâmes que nous avions besoin de repos et non d'aller en avant.... Ce fut en vain.... il fallut obéir. »

On approchait heureusement des États Pontificaux. La satisfaction des proscrits fut grande quand, arrivés à Bologne, ils apprirent les ordres donnés à leur sujet par le Saint-Père. D'a-

<sup>1</sup> Ce mot, à cette époque, était synonyme de divertissement, amusement.

près ses instructions précises et réitérées <sup>1</sup>, les évêques de Ferrare, Bologne, Pérouse et Viterbe devaient s'occuper de distribuer les émigrés dans les différents diocèses. Déjà l'autorité ecclésiastique avait sollicité en leur faveur l'hospitalité des maisons religieuses, et dressé l'état des places mises à la disposition des arrivants. Leur avenir était donc assuré, et des jours heureux, aussi heureux du moins que peuvent l'être ceux de l'exil, allaient se lever pour eux.

Ils ne tardèrent pas à en faire l'expérience. Admis à l'hospice des pèlerins dit de Saint-Blaise, qui déjà hébergeait une centaine de prêtres, ils virent, à l'heure du repas, plusieurs personnages notables venir causer avec eux soit en français, soit en latin, et tenir à honneur de les servir à table. L'existence devait être douce dans ce séjour, et volontiers on y serait demeuré; mais il fallait laisser la place à d'autres et opter entre plusieurs petites villes également inconnues. Un matin, « au moment du lever, le chef de l'hôpital s'avança, et dit en très beau latin qu'il y avait des places en grand nombre dans le diocèse de Macerata, dont il vanta la richesse et la bonté de l'air. » Macerata! ce nom était nouveau pour M. Gourgon. « Je l'entendais pour la première fois, dit-il, mais après avoir lu dans ma géographie ce que c'était, qu'il y avait là une université...., que la ville était très bien située et surtout voisine de Notre-Dame de Lorette...., je fus d'avis d'accepter l'offre. » Ses compagnons en firent autant, et deux jours après, munis de leurs papiers et gratifiés chacun de cinq écus romains, fruit d'une collecte publique récemment faite à Bologne et à laquelle les Jésuites espagnols, réfugiés eux-mêmes, avaient contribué largement, ils partirent pour leur nouvelle destination.

Imola, où un brave garçon cordonnier français, tout joyeux de voir des compatriotes, voulut « payer la boisson; » Forli, déjà encombré de prêtres français; Césène, patrie du généreux pontife qui leur ouvrait ses États, sont traversés à la hâte. A Rimini, la petite caravane recherche avec émotion les souvenirs du Concile « où la foi courut de si grands dangers; » à *La Cattolica*,

<sup>1</sup> Instructions aux Internonces de Turin et de Florence (9 octobre 1792). Lettre circulaire aux évêques (10 octobre 1792). [Archives secrètes du Vatican.] Voir le résumé de ces pièces dans : Theiner, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de la France, 1790 à 1800*, t. II, préface.

« gros bourg où il n'y a que des pêcheurs, » l'émotion est plus vive encore en face d'une vieille inscription placée devant l'église. Là, disait-on, s'étaient réfugiés les évêques qu'on avait voulu forcer à Rimini de souscrire à la formule de foi des Ariens, et c'était pour cela que le bourg s'appelait catholique. » L'analogie était frappante, en effet. N'était-ce pas pour demeurer catholiques fidèles, eux aussi, que les proscrits cherchaient un asile en ces lieux ?

Cette lueur du passé ne dura qu'un instant ; mais l'impression en demeurait encore quand, à une demi-heure de Fano, les voyageurs virent trois carrosses qui venaient à leur rencontre. L'évêque de cette ville envoyait son grand vicaire avec d'autres prêtres au-devant des Français désignés pour son diocèse, et dont l'arrivée lui avait été signalée.

« Notre voiture étant la première, le grand vicaire sortit de la sienne avec sa suite et s'avança de notre côté, commençant à nous complimenter. Je m'aperçus aisément de son erreur et le détrompai en lui disant que les prêtres destinés pour Fano étaient derrière nos deux voitures. — *N'importe*, me dit-il, *vous êtes des confesseurs de la foi ; permettez qu'en cette qualité je vous embrasse tous*. A ces mots, nous abandonnâmes nos postes et reçûmes ses embrassements.... Il fit la même cérémonie à l'égard de nos six autres compagnons. Les politesses redoublèrent lorsqu'il fut arrivé aux messieurs de Béziers, qui furent invités à monter dans la voiture de l'évêque. Nous leur laissâmes prendre le devant et poursuivîmes la route de Fano, en louant une action digne des premiers siècles de l'Eglise. »

Ce grand vicaire, qui avait nom Castiglione, devait s'appeler plus tard le pape Pie VIII. — « Qui m'eût dit, » ajoutait en relisant alors ses notes M. Gourgon, « que le premier des prêtres italiens qui m'ait embrassé serait un jour le chef de l'Eglise de Jésus-Christ ? »

Cependant, les voitures roulaient depuis près de dix jours sur les routes poudreuses des Marches. La dernière halte fut Lorette, où les pèlerins célébrèrent la messe dans la Santa Casa ; quelques heures encore, et ils étaient à Macerata. « Je vous laisse à penser quelle fut notre joie ! » s'écrie l'exilé qui, après tant de pérégrinations, entrevoyait à la fin le repos. L'évêque, informé de leur arrivée, s'empressa de les recevoir ; il se montra très affable, leur parla français, ce qui les mit aussitôt à

l'aise, et dressa lui-même, d'après leurs préférences, la liste des couvents où ils seraient hébergés. M. Gourgon, réuni sur sa demande à MM. Méjean et Denis, fut envoyé chez les Barnabites. « Ce sont les plus riches et les plus honnêtes de tous, écrit-il en terminant...., nous y sommes très bien.... Dieu en soit béni ! j'ai toujours compté sur sa Providence, et je vois que j'ai été mieux traité que je n'aurais osé l'espérer. Il ne me reste d'autre désir que celui d'aller vous voir à Rome, ce que je ne manquerai pas de faire le plus tôt qu'il me sera possible. Conservez-moi votre amitié ; souvenez-vous de moi dans le saint sacrifice, et croyez-moi pour la vie, etc. »

## IV.

## MACERATA

Les pages auxquelles est emprunté le récit qu'on vient de lire nous ont dépeint le narrateur lui-même. C'est une figure attachante par sa simplicité, par le calme du devoir accompli sans exaltation comme sans faiblesse. Persécuté pour la foi, il ne se croit pas un martyr, et jamais ne désespère au milieu des plus graves circonstances. Loin de là, il y conserve toute sa sérénité, voire même la naturelle curiosité du voyageur, et les inconvénients de la route ne parviennent pas à altérer son humeur aimable et enjouée. Mais il y a plus, et ces lettres nous ont tracé le tableau de ce que fut en général l'émigration des simples prêtres. On aurait pu croire que la frontière, en les mettant à l'abri des persécuteurs, marquerait pour eux la fin de l'infortune ; nous en avons dit assez pour montrer qu'il n'en était rien, que la qualité de Français était un motif de suspicion, le caractère ecclésiastique une protection incertaine, la bienveillance même des gouvernements une sauvegarde impuissante contre des municipalités hostiles. Aussi, les prêtres errants ne pouvaient-ils s'empêcher de trouver parfois bien longues ces routes qui les éloignaient de leur patrie, et l'un d'entre eux disait, dans l'excès de sa douleur, que lui eût-il fallu marcher à genoux pour rentrer en France, il l'eût « fait volontiers. » Vain désir, hélas ! car c'était au contraire vers un but qui semblait toujours

les fuir que ces exilés devaient aller porter leur misère ; et, pour en revenir à M. Gourgon, six semaines s'étaient à peine écoulées depuis son départ que déjà il avait franchi plus de trois cents lieues, et de neuf villes différentes, après Nice, avait été expulsé ou éconduit. On comprend donc aisément l'impression qu'il ressentit quand il se vit enfin dans les États Pontificaux.

Là, plus de crainte d'être écarté comme suspect ou toléré comme importun ; là, il était attendu en ami et retrouvait des frères. Le nombre des prêtres réfugiés s'élevait alors, en effet, à 2,000 ; bientôt ils devaient être 5,000, sans compter 2,000 laïques ; et plus tard les rapports officiels constateront enfin la présence dans les États du Saint-Père de 20,000 émigrés. Malgré l'appauvrissement de ses finances et le danger d'irriter la République, à tous Pie VI ouvrait les bras et offrait une hospitalité sans limites. L'« hospitalité française » devint aussitôt une des œuvres <sup>1</sup> du Pontificat ; et pour en régler les détails, le Pape institua une commission que devait diriger le cardinal secrétaire d'État et dont l'âme fut Mgr Caleppi, prélat d'une rare intelligence et d'un dévouement à toute épreuve. Des quêtes à l'extérieur, des dépenses extraordinaires au dedans, dût-on épuiser le fameux trésor déposé au château Saint-Ange par Sixte-Quint, rien n'était négligé pour faire face à des besoins de plus en plus urgents. Et, remarquons-le en passant, l'heure à laquelle le Pape se prodigue ainsi pour les Français est celle où la France déjà se lève contre lui ! Il y a quelques mois, son image a été insultée et on a violé ses États ! Des menaces plus brutales encore sont proférées contre sa personne ; de sourdes rumeurs grondent aux portes de son palais. Mais rien n'effraie sa charité paternelle, et quand évêques, prêtres et religieux viennent, couverts de haillons et de poussière, se jeter à ses pieds, c'est en les appelant des « confesseurs de la foi » qu'il les relève et les embrasse.

Cet accueil, d'autant plus doux que le passé était plus amer, comblait de joie, est-il besoin de le dire, ceux qui en étaient l'objet. Dans ce « pays de bénédictions, » dans ce « pays de la vraie liberté, » ils se sentaient revivre. « L'air me paraît le même que celui de mon pays, » s'écriait M. Gourgon transporté. Pour

<sup>1</sup> *Opera pia della ospitalità francese.*



un instant, on avait conquis la paix ; cependant, rien ne pouvait suppléer aux nouvelles de France. Que devenait le troupeau bien-aimé ? que faisaient les parents ? que pensaient les amis ? Il était difficile alors d'envoyer des lettres et périlleux de les conserver ; mais les circonstances rendaient ingénieux. L'exilé de Macerata réussit à entretenir des relations avec diverses personnes de Cette et de Béziers. Plusieurs pièces de cette correspondance sont insérées dans le recueil ; elles servent, pour ainsi dire, d'épilogue au voyage et nous présentent, avec un certain nombre de détails sur l'existence des déportés, des appréciations divergentes sur la situation générale qui méritent d'être notées.

M<sup>me</sup> Forat, à laquelle est adressée la première de ces lettres, était la supérieure des religieuses qui desservaient l'hôpital de Cette. Bien que les congrégations ne fussent guère mieux traitées que le clergé séculier, elle et ses sœurs avaient pu rester jusque-là à leur poste. M. Gourgon, qui la connaissait de longue date, lui raconte ainsi la vie qu'il mène <sup>1</sup> :

« En vérité, la divine Providence ne nous a pas abandonnés. Nous sommes logés dans une maison religieuse, appelée collège parce que les religieux qui l'habitent sont clercs réguliers et portent le nom de Barnabites. Je n'en avais jamais vu en France où, à ce qu'ils me disent, ils n'avaient que quatorze maisons, dont aucune dans notre province du Languedoc.... Cet ordre a commencé à Milan, un peu avant saint Charles de Borromée, et son institut a été d'expliquer au peuple les épîtres de saint Paul. L'église de Saint-Barnabé, qui leur fut donnée à Milan, leur a fait prendre le nom de Barnabites, mais leur protecteur est saint Paul. Je ne saurais vous exprimer combien ces bons religieux sont charitables et honnêtes à notre égard....

« La ville est habitée par beaucoup de gens de qualité, dont la plupart sont très riches en fonds de terre. Leur noblesse ne vient pas de fiefs qu'ils possèdent — les fiefs sont très rares dans ce pays-ci — mais de leur manière de vivre noblement, ce qui correspond à nos riches bourgeois, qui seraient nobles comme eux s'ils vivaient sous le même gouvernement. Plusieurs ont reçu du Souverain Pontife des titres de comte et de marquis, et cela suffit ici, quoique aucun fief ne les autorise à porter ces titres. Le terrain est très peuplé ; chaque terre a une maison habitée par des paysans qui en ont soin, et je vous assure qu'en France je n'ai pas vu d'endroit où la terre soit mieux cultivée que dans le territoire de Macerata....

M. Gourgon à M<sup>me</sup> Forat. Macerata, 23 novembre 1792.

T. LV. 1<sup>er</sup> JANVIER 1894.

13

« Nous avons eu ici un jubilé de huit jours, accompagné de processions auxquelles on nous a fait paraître au nombre de dix-huit prêtres français que nous sommes. L'évêque, qui s'appelle Dominique Spinucci, et qui a été à Paris, a fait faire une quête chez les riches pour nous habiller, car nous sommes tous nus. Je n'ai pas, néanmoins, attendu les effets de cette bienfaisance, et comme mon habit de bouracan paraissait insuffisant, j'ai employé mes derniers écus à faire une bonne soutane de drap, contre l'usage du pays, où les prêtres ne paraissent en soutane que dans l'église.... et, si je le puis, j'irai toujours, selon l'usage de France, en habit long, ne fût-ce que pour couvrir la misère. J'ai fait jusqu'ici peu de connaissances, à l'exception de deux ou trois prêtres qui nous ont rendu quelques bons offices. Mes camarades en font autant; mais, d'un autre côté, nous sommes refaits par notre union, étant toujours ensemble et nous suffisant à nous-mêmes. En général, je vois de la froideur à notre égard de la part des habitants; il peut se faire qu'avec le temps, et lorsque nous pourrons parler leur langage, ils seront un peu plus communicatifs. J'ai fait connaissance avec la plus illustre famille de la ville, nommée Compagnoni-Marefoschi, laquelle possède le titre de comte. La musique m'a procuré l'entrée de cette maison, qui me paraît très respectable. Tous les jours de fête, on y donne un concert public, dans lequel je vais jouer un peu de violoncelle. Je ne suis pas bien fort sur cet instrument; mais, faute d'autre, on se contente du peu que je sais faire, et, de mon côté, je suis enchanté d'y être admis, parce que cela me procure l'avantage d'apprendre un peu de langue italienne, attendu que les gens bien élevés la parlent fort bien dans cette ville-ci.

« Donnez-moi, je vous prie, au plus tôt de vos nouvelles, ainsi que de toutes les personnes qui s'intéressent à mon sort. Quand est-ce que nous nous reverrons? je n'en vois pas encore l'époque, et les affaires me paraissent bien embrouillées depuis que les alliés sont allés en arrière. Laissons faire Dieu; il saura bien remédier à tous les maux que souffre sa religion, quoiqu'ils paraissent très graves. Il ne lui faut qu'un souffle pour renverser le monstre qui voudrait anéantir l'empire de Jésus-Christ sur la terre. Soyons toujours unis de prières pour lui demander l'extirpation du schisme qui désole notre malheureuse patrie. Je vous prie de faire agréer mes respects à vos chères sœurs, et je suis, etc. »

Cette lettre, vieille d'un mois, comme nous l'apprend la réponse de M<sup>me</sup> Forat <sup>1</sup>, fut accueillie à Cette avec la joie des premiers chrétiens quand arrivait l'épître d'un confesseur :

<sup>1</sup> M<sup>me</sup> Forat à M. Gourgon. Cette, 30 décembre 1792.

« Toutes les personnes demeurées fidèles à Dieu se sont émues. Quelques-unes pleuraient. Je serais trop longue si je vous les nommais toutes. Nous...., malgré toutes les tracasseries que l'on peut nous faire, nous sommes toujours dans notre maison, avec la différence qu'on nous a fait changer de costume le 23 novembre. Mais le changement d'habit ne fait rien. Notre façon de penser sera toujours la même, comme je l'espère, avec la grâce de Dieu, jusqu'à la mort....

« Le juge de paix — écrit encore M<sup>me</sup> Forat<sup>1</sup> — est venu faire une grande descente chez nous pour vous chercher ainsi que M. Denis. On assurait que vous étiez cachés dans la maison, et toute la ville en était persuadée. Il a cherché depuis le grenier jusqu'à la cave, faisant même ouvrir une armoire de notre chambre pour voir si vous n'y étiez point enfermés. Je vous laisse à penser jusqu'où ils portent leur rage.... Honteux de ne pas vous trouver chez nous, il nous a dit que si vous n'étiez pas dans la maison vous étiez très certainement dans la ville. Cela nous a bien diverties un moment, et nous lui avons ri au nez, étant bien assurées de votre absence à plus de 250 lieues. »

Et ailleurs :

« Notre persécution augmente tous les jours de plus en plus. On nous fait mourir sur nos pieds. On nous avait laissé quelques jours de repos ; mais, depuis qu'il nous est venu à Cette des volontaires du Roussillon, la plupart Catalans ou Perpignanais, nous croyons être dans l'enfer. Ce sont des patriotes enragés qui nous font souffrir le martyre. Ils nous accusent d'empoisonner leurs malades et, unis aux patriotes du pays, ils travaillent à nous faire chasser de notre maison.... Nous sommes actuellement surveillées plus que jamais. Notre porte est gardée nuit et jour, de peur qu'il ne vienne des prêtres. Le bruit court dans la ville que M. Bernard, curé de Frontignan, est dans Cette. On devait venir hier faire une autre visite chez nous. Je les attends encore. Ce qui les enrage, c'est qu'ils ne peuvent pas nous trouver en faute. Il tarde beaucoup à mes filles de voir cesser ces persécutions, et je leur dis qu'il faut attendre...., que nous ne sommes pas assez purifiées et qu'il faut boire le calice jusqu'à la lie, et espérer que le Seigneur recevra nos privations comme autant d'actes de pénitence pour l'expiation de nos fautes. »

Souffrir pour expier, M. Gourgon comprenait cette langue, sans doute, et quoique la résignation pût sembler facile au milieu des douceurs de l'hospitalité romaine, rien pour lui ne remplaçait la patrie. Il l'avait quittée par devoir, mais aspirait à y

<sup>1</sup> La même au même. Cette, 27 mars 1793.

rentrer dès qu'elle rouvrirait ses portes. Aussi, afin d'obtenir un peu de lumière sur les possibilités du retour, résolut-il de s'adresser à son cousin, M. Fabre, juge criminel du district de Béziers. Le colloque entre deux personnages aussi diversement placés devant la loi est curieux.

« Parlez-moi clair, je vous prie, — écrit le déporté <sup>1</sup>, — sur l'état des affaires, et donnez-moi, s'il est possible, quelque rayon d'espérance. Veut-on toujours nous retenir en exil?... Cessera-t-on enfin de nous regarder comme des ennemis de l'État, nous contre qui on n'a encore eu aucun crime à opposer, ni rien qui fût digne de tant de rigueur? Je ne désespère point qu'il ne vienne, ce jour où l'on pèsera à la balance la conduite des prêtres schismatiques et la nôtre, pour nous traiter les uns et les autres selon nos mérites aux yeux du monde. Je dis aux yeux du monde, parce que Dieu nous a déjà jugés et que notre conscience nous assure que c'est pour soutenir sa gloire que nous avons désobéi aux lois que l'Assemblée nationale a entrepris de donner à l'Église de France. »

Le cousin était évidemment un brave homme qui ne manquait pas de courage, car il répondit à la lettre — il n'en fallait pas plus pour un arrêt de mort; — mais son point de vue est tout différent. Il venait d'être élu officier municipal de Béziers, et il avait accepté, « pensant que dans l'état de crise où l'on est, tout bon citoyen doit, à moins d'empêchement absolu, marcher au poste où il est appelé. » Aussi écrit-il très nettement <sup>2</sup> :

« Il nous tarde infiniment à tous d'avoir le plaisir de vous revoir. Mais il ne faut pas se flatter : il n'y a pas apparence que les dispositions qui vous concernent changent avant la paix. Dieu veuille nous la donner bientôt ! Une fois que la France aura repoussé les ennemis du dehors et fait reconnaître son indépendance par toute l'Europe, elle parviendra bientôt à apaiser les troubles intérieurs, et je pense bien qu'alors il sera libre aux prêtres déportés de revenir dans leur patrie et d'y exercer leur culte sous la protection de la loi. Voilà, mon cher ami, ce que je désire et ce que je crois que nous devons tous désirer. Vous aurez alors bien des choses à nous dire de votre voyage d'Italie.

« Nous nous dédommagerons de nos peines passées par le plaisir d'être ensemble et de jouir du doux spectacle de la tranquillité publique. »

<sup>1</sup> M. Gourgon à M. Fabre. Macerata, 28 décembre 1792.

<sup>2</sup> M. Fabre à M. Gourgon. Béziers, 24 mars 1793.

Puis vient cette déclaration que nous nous garderions d'omettre :

« Je persiste à croire que vous auriez bien fait de prêter le serment prescrit par la loi civile, parce qu'il ne me paraît nullement contraire à la loi divine; mais comme les opinions doivent être libres, que je ne suis pas infallible et que je suis bien persuadé que vous avez été de bonne foi, et n'avez pas fait, comme tant d'autres, de cet objet une affaire de parti, je vous prie de vous souvenir de moi et de ma famille dans vos prières. Je vous salue et vous embrasse de tout mon cœur. »

La *crise* dont parle M. Fabre dans cette lettre s'appelle plus communément la *Terreur*, et le dernier incident notable de ces « troubles intérieurs » avait été un régicide. Quant au clergé de France, depuis plusieurs mois il périssait dans les massacres et sur l'échafaud, ou bien il était jeté en exil, et des mesures incessamment aggravées harcelaient les derniers survivants. Le 14 février 1793, une prime de cent livres était promise à qui arrêterait un prêtre atteint par la loi de déportation, et le 18 mars suivant, ordre était donné de mettre à mort dans les vingt-quatre heures tout émigré ou prêtre déportable saisi sur le territoire. C'est juste six jours après que l'officier municipal de Béziers prenait la plume, avec une placidité digne de remarque, ce nous semble, chez un homme qui réclame en même temps la prière de l'exilé. Singulière et instructive inconséquence ! Mais M. Fabre appartenait à ce groupe nombreux d'hommes droits et simples qui, dans le bouleversement social et intellectuel de l'époque, croyaient encore à la bonne foi des sectaires et à la vertu des soumissions. Sous l'empire de leurs illusions, ils auraient facilement pris le crime pour du zèle et reproché aux victimes les violences qu'elles subissaient. Modérés toujours et à tout prix, ils se disaient habiles quand ils n'étaient que faibles, et pensaient faire des concessions alors qu'ils signaient des capitulations. Cette sorte de vertige s'est emparé parfois en France de certains esprits. Ceux-ci, trop honnêtes pour croire à l'intransigeance du mal, méritent l'estime ; mais à leur perspicacité politique il convient de mesurer sa confiance. Que ne l'a-t-on fait il y a cent ans ! Quoi qu'il en soit, cet état psychologique est curieux à observer, et, pour le cas où ces belles illusions deviendraient chez les Français une affection chronique, l'exemple de leurs devanciers

est tristement intéressant. A l'heure où nous reportent ces lettres, les faits montraient déjà quelle était la valeur de ces rêves; des événements ultérieurs devaient le faire voir plus clairement encore. A tout le moins, au 24 mars 1793, les *cœurs sensibles* n'étaient-ils pas encore près de pouvoir s'adonner à l'idylle et au plaisir de « jouir du doux spectacle de la tranquillité publique. »

La persécution s'étendait en effet et, à l'extérieur comme à l'intérieur, de nouveaux incidents venaient chaque jour compliquer la situation. Voici ce qu'écrivait M. Gourgon à M<sup>me</sup> Forat <sup>1</sup>, au sujet d'un événement qui devait encore contribuer à aggraver les dispositions de la République envers le Saint-Siège :

« J'ai reçu ce matin une lettre de M. Michel, en date du 19 courant, dans laquelle il me dit qu'il est aux arrêts depuis quelques jours, à cause d'un grand tumulte arrivé à Rome contre quelques Français, dont un nommé Bassville a été la victime. On raconte le fait de mille manières; mais tous s'accordent à dire que cela a été l'effet de l'impudence et de l'effronterie de quelques Jacobins qui voulaient plier le pape à leur volonté, mais ils n'ont pu y réussir. Voici comment M. Michel me raconte ce fait : Mackau, ambassadeur français à la cour de Naples, avait écrit au secrétaire d'État, le cardinal Zelada, une lettre que ses deux secrétaires, Bassville et Flotte, envoyés à Rome, lui présentèrent de sa part. Il lui disait en substance : « J'ai assez temporisé; les ménagements sont superflus, et je dois parler en ambassadeur des Français. Une grande puissance ne s'arrête pas à demander une permission à un petit peuple. Vous élevez sous vingt-quatre heures les armes de la République à l'Académie et au Consulat. Votre refus sera la déclaration de guerre de votre part, et si cette nation de prêtres s'y refuse, on les élèvera de force, puisque nous sommes déjà plus maîtres de Rome que les Romains. » La conjuration devait éclater le même jour, lorsque les Romains, irrités de l'insolence de Bassville et de Flotte, qui couraient les rues avec une banderole tricolore attachée à leur carrosse, et de larges cocardes aux trois couleurs à leurs chapeaux, les assaillirent sur le Cours <sup>2</sup>, les poursuivirent à coups de pierres et les obligèrent de se réfugier dans une maison où Bassville fut blessé si grièvement qu'il en est mort. Il a eu le temps de rentrer en lui-même, de se munir des sacrements, et il a dit que c'était ce fou de M. Flotte qui l'avait engagé à faire la

<sup>1</sup> Macerata, 24 janvier 1793.

<sup>2</sup> 13 janvier 1793.

démarche qui lui coûtait la vie <sup>1</sup>. De cette affaire, les prêtres français furent dans le plus grand péril, et tous eurent ordre de ne point sortir de leur logement jusqu'à nouvel ordre. Le pape montra.... beaucoup de dignité et de force; ce fut lui qui, à l'occasion de la lettre ci-dessus, voyant que son conseil était d'avis d'obéir, protesta qu'il ne permettrait jamais que les armes du roi de France fussent supprimées pour les remplacer par celles de la nouvelle République, et il dicta lui-même une réponse à faire à Mackau, dans laquelle il déploie beaucoup de force, d'énergie et se plaint des injures qui ont été faites, tant à son image à Paris qu'à ses armoiries à Marseille. Vous la lirez sans doute dans les papiers publics; aussi je ne vous en dirai pas davantage sur ce point <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Le détail a son importance au point de vue du partage des responsabilités. Seul jusqu'ici, Silvagni (*La Corte e la Società Romana nei secoli XVIII e XIX*. Florence, 1881) avait cité ce mot, confirmé aujourd'hui avec autorité par un contemporain.

<sup>2</sup> Cet incident, « raconté de mille manières » dès l'origine, fut par la suite l'objet de versions encore plus nombreuses, dans lesquelles la passion dénatura singulièrement la vérité. Pendant plusieurs années, les divers pouvoirs révolutionnaires qui se succédèrent en France devaient agiter comme un spectre aux portes de Rome « les mânes de Bassville ». Bonaparte envahissait les États du Saint-Siège pour venger cet assassinat, disait-il à ses troupes. C'est pour ce même fait qu'à l'armistice de Bologne (art. II) en 1796 et, en 1797, au traité de Tolentino (art. XVIII), les plénipotentiaires français exigent des satisfactions et des indemnités, et le Pape est enfin contraint d'envoyer le marquis Massimi désavouer publiquement en son nom devant le Directoire la mort de Bassville. « Jamais objet si médiocre n'avait mis en jeu d'aussi grands ressorts, » dit fort justement un auteur qui a étudié ces faits d'après les pièces officielles (F. Masson, *Les Diplomates de la Révolution : Hugon de Bassville, à Rome*. Paris, Charavay, 1882). Jamais peut-être l'on ne vit exercer de semblables violences, imposer de pareilles humiliations pour réparer un crime.... qui n'existait pas.

Le récit qu'on vient de lire présente quelques légères inexactitudes. Charles de Flotte était lieutenant de vaisseau, débarqué de la division du contre-amiral Latouche, et non secrétaire de M. de Mackau. Le document pontifical, dont il est ici fait mention, précéda, au lieu de la suivre, la lettre du ministre de France à Naples. Il s'agit, en effet, de la note de la chancellerie intitulée : *Pro memoria per il console di Francia in Roma*, transmise par le chevalier d'Azara à Bassville, le 8 janvier. Mais ces détails ont peu d'importance et M. Michel reproduit l'impression générale et vraie du moment. Il ressort une fois de plus de son témoignage que la responsabilité de l'émeute du 13 janvier n'est nullement imputable à la Cour romaine, comme des documents postérieurs n'ont pas craint de l'affirmer avec une invraisemblable impertinence. Le Pape ne violait aucun usage diplomatique et était dans son droit lorsqu'il refusait de laisser élever les armes d'un gouvernement qu'il n'avait pas reconnu. Seuls, les agents français furent causes du mouvement dont ils devinrent les victimes. Bassville était arrivé à Rome animé des dispositions les plus hostiles à l'égard de la « canaille sacerdotale » et des « oies pourpres du Capitole » ; il ne cessait d'intriguer et d'insulter et venait, peu de jours auparavant, d'arracher brutalement des portes de l'Académie les armes du Roi. Le scandale en fut grand dans la ville. L'attitude de Flotte n'était

Les communications au siècle dernier étaient lentes, et ce ne fut qu'au commencement du mois de février que tomba, comme un coup de foudre, au milieu de la paisible colonie de Macerata, la nouvelle de la mort du Roi.

« Vous aurez appris plus tôt que nous, — écrit aussitôt M. Gourgon consterné <sup>1</sup>, — l'horrible scène qui vient d'être exposée aux yeux des Parisiens. Les régicides ont consommé leur crime, et le fruit de la Révolution a été de donner à l'Europe un second exemple de la mort d'un Roi sur l'échafaud. Si tout ce que les papiers publics en disent est vrai...., notre patrie va devenir un objet d'opprobre pour les races futures. Il y a ici des paysans qui, à la simple lecture de la relation de la mort de Louis XVI, ont versé des larmes. Hé! qui ne pleurerait pas en voyant un si bon Roi, qui a voulu faire le bonheur de son peuple, conduit par degrés à une mort aussi ignominieuse et si peu méritée? Je ne doute pas que nos neveux ne voient un jour ses cendres déposées sur nos autels, malgré les précautions qui ont été prises pour anéantir sa dépouille.

« Voilà donc les Jacobins triomphants! Ils oseront tout dans la suite et après que la tête du Roi est tombée, selon toutes les apparences, on se défera de tous ses partisans. C'est le cri des enragés et leurs feuilles périodiques le demandent. Auriez-vous jamais cru en venir là il y a trois ans? Comme on tombe par degrés dans les plus grands crimes! »

Puis vient une longue citation, empruntée à l'*Histoire du parlement d'Angleterre* de Raynal, sur les révolutions et sur les dangers de laisser, sous prétexte de liberté, l'initiative individuelle se substituer à la volonté, même arbitraire, du souverain. Cette philosophie était d'autant plus de saison qu'aux tristesses venues de France allaient bientôt se joindre, pour les Français réfugiés à Rome, des inquiétudes personnelles. En effet, si le mouvement provoqué, le 13 janvier, par l'imprudence de Bassville n'avait fait qu'une victime, il avait profondément remué le peuple romain tout entier. Ce n'était pas impunément que l'on pouvait exciter ces natures ardentes, et leurs colères une fois soulevées ne s'apaisaient pas facilement. Les désordres se pro-

pas moins provocante; jetant à bas devant tout Rome la statue de Louis XIV, il y substituait celle de Brutus et arborait insolemment, jusque dans la chapelle Sixtine, la cocarde tricolore. Ce fut cet emblème, considéré avec raison comme une menace, qui fit éclater la fureur du peuple.

<sup>1</sup> A. M. Michel, prêtre français à Rome. Macerata, le 12 février 1793.



longèrent pendant plusieurs jours, non pas que les émeutiers en vouussent au pape ; ils allaient au contraire offrir au cardinal secrétaire d'État leurs vies pour le défendre ; et leurs cris de ralliement étaient : « Vive saint Pierre ! Vive la religion ! » Mais ils exigeaient l'expulsion de tous les Français sans distinction, à part Mesdames Adélaïde et Victoire et le cardinal de Bernis. Le 14, ils voulurent brûler le Ghetto, les juifs étant, disaient-ils, les amis de leurs ennemis ; toutefois — trait caractéristique pour juger le vieux peuple romain — ils se rendaient d'abord correctement au Vatican, pour demander au saint-père sa permission et sa bénédiction. Pie VI, qui connaissait bien ses sujets, se montrait de temps à autre à la foule, et, pour ramener la paix dans les quartiers populaires, y envoyait presque autant de prédicateurs que de soldats. Le 16, enfin, le cardinal Zelada publia un édit dans lequel, remerciant les Romains de leur attachement au pape et les assurant, en son nom, que la foi catholique serait maintenue intacte dans ses États, il interdisait à nouveau, de la façon la plus formelle, toute attaque et toute insulte contre les citoyens, à quelque nation et à quelque religion qu'ils appartenissent.

Grâce à ces multiples efforts, les esprits s'apaisèrent, et le calme commençait à renaître, quand on apprit la nouvelle de l'exécution du Roi. L'animosité contre les Français se ralluma aussitôt, et les bravades de quelques uns d'entre eux, imbus des idées nouvelles, firent éclater l'orage qui menaçait.

« Heureusement notre vie est chère au souverain et à son gouvernement, qui ont pris les précautions pour notre sûreté — écrit à M. Gourgon son correspondant de Rome <sup>1</sup>. — Sans leur ardeur à nous défendre, il aurait mieux valu se trouver à Nice et même à Paris. Les mouvements commencèrent, lundi dernier, onzième du courant, au palais Farnèse, où était l'envoyé de Naples dont on voulait se défaire ; ensuite à Saint-Pierre, à Sainte-Marie-Transtévère, à la Juiverie, à Saint-Apollinaire, à Saint-Yves, singulièrement à Saint-Louis-des-Français. »

Voici, en effet, ce qui s'était passé dans la matinée de ce même jour, sur la place de notre église nationale. Plusieurs personnes étaient réunies dans la boutique d'un barbier ; on se mit à parler de la condamnation de Louis XVI, de l'ingratitude des Français

<sup>1</sup> M. Michel à M. Gourgon. Rome, 16 février 1793.

pour leur Roi, et on lui opposa la fidélité des Romains envers leur religion et leur souverain. C'était un valet du cardinal Zelada qui tenait ces propos. Aussitôt l'infirmier français d'un hôpital voisin, qui se trouvait présent, se lève et, s'adressant brusquement à celui qui venait de pérorer : « Faites et dites ce que vous voudrez, Romains, s'écria-t-il, les Français seront bientôt à Rome et ils couperont la tête d'abord au Pape, puis à votre maître. » Il n'en fallait pas tant pour mettre le feu aux poudres. De la discussion on en vint aux violences. L'infirmier s'enfuit; on le poursuit. Il se réfugie à Saint-Louis; le peuple s'y rend en foule.

« On avait déjà porté — écrit M. Michel — des fagots et autres matières combustibles pour l'incendier. Pendant deux jours et deux nuits, tous ceux qui étaient enfermés dans cette maison attendaient le sort de leurs confrères massacrés à Paris dans le couvent des Carmes. Deux victimes<sup>1</sup> qu'on livra aux soldats apaisèrent un peu le peuple. »

Mais en quelques heures, le désordre avait gagné la ville entière.

« Dans ce temps-là il passait des gens dans les rues avec une sonnette, pour assembler le peuple en plus grand nombre. On fit ensuite la chasse aux Français, et d'un seul coup de filet, on en prit vingt-huit dans une nuit.... L'évêque de Perpignan a été obligé de partir. »

Peu après son départ, la porte de l'appartement qu'il occupait au collège germanique fut enfoncée et le peuple pénétra de vive force dans la chambre vide.

« Le président de la Rote, Mgr de Bayane, Français de nation, s'est aussi éloigné de Rome après la visite de Monsieur le Peuple romain. On congédie le peu de Français qui reste. Les ecclésiastiques craignent encore le même traitement, mais il n'en sera rien. Le gouvernement les protège très manifestement. Cette protection toutefois ne les rassure pas entièrement...., et on dit que douze prêtres français sont allés demander comme une grâce au secrétaire d'État d'être enfermés au château Saint-Ange pour y être en sûreté.... On avait défendu les théâtres et les bals, et le peuple romain a voulu faire un carnaval d'un autre genre. Il passe aisément du ris aux pleurs. Le carême fera ce miracle sur eux. »

<sup>1</sup> L'infirmier, cause première du tumulte, et son père. Tous deux furent conduits au château Saint-Ange.

M. Michel avait raison. L'effervescence se calma bientôt. Sans renoncer aux mesures de sûreté, le Pape publia un nouvel édit dans lequel, faisant l'éloge des émigrés français, il rappelait aux Romains leurs devoirs envers leurs hôtes, et la paix se rétablit pour un temps.

Ce n'est pas seulement dans la capitale du monde chrétien que la mort du Roi répandit une sorte d'effroi. Tandis que lui arrivaient de Rome ces échos sinistres, M. Gourgon recevait des nouvelles analogues d'un de ses amis, réfugié à Manrèse, en Espagne. L'indignation est générale : « Les naturels du pays — écrit M. Marès, chanoine d'Agde <sup>1</sup> — sont aussi affligés que les Français eux-mêmes. Le roi d'Espagne s'est trouvé mal, disant : « Dieu m'est témoin que je ne me suis point déclaré contre la France parce que je croyais pouvoir sauver ce malheureux prince. » Maintenant les troupes avancent et les prédicateurs prêchent la croisade. Depuis le 21 janvier, on a les Français tellement en horreur que, si nous n'étions pas prêtres, nous ne serions pas tranquilles. Dans plusieurs villes nos confrères... ont couru de grands risques et eussent été massacrés sans la vigilance des magistrats. » On n'appelle plus les Français que *Mata-Rey*, régicides.

Mais si les uns s'irritent, les autres prient. Pie VI n'avait pas encore prononcé sa glorieuse allocution concluant au martyre, ni ordonné la grande cérémonie qui eut lieu dans sa chapelle, et déjà, en Italie, les proscrits célébraient des services solennels pour le Roi Très-Christien. A Macerata, la messe fut chantée « à la mode de France » <sup>2</sup> dans l'église des Barnabites, toute tendue de noir. Cinquante prêtres français prirent part à l'office au milieu d'une foule immense, impressionnée à la fois par la gravité de la circonstance et la majesté du plain-chant. La Révolution commençait cependant à pousser son avant-garde dans les Marches, et son influence était déjà assez grande pour qu'il fallût, nous apprend M. Gourgon, faire disparaître du catafalque « le sceptre, la couronne et les armoiries du Roi <sup>3</sup>. »

Tel ne fut pas le cas à Viterbe, où, le 14 mai, un « mausolée

<sup>1</sup> M. Marès à M. Gourgon. Manrèse, 20 mars 1793.

<sup>2</sup> Le 23 mars 1793.

<sup>3</sup> M. Gourgon à M. Plégat, hebdomadier de la cathédrale d'Agde, à Turin. — Macerata, 1<sup>er</sup> avril 1793.

enrichi d'emblèmes » était élevé dans l'église des Dominicains de Gradi. Le cardinal-évêque présida la cérémonie, selon le rit de l'Église de France, entouré des autorités, du clergé, de la noblesse et « d'un concours innombrable de pieux habitants. » Puis, pour perpétuer le souvenir de cette solennité, et du caractère national qu'ils avaient tenu à lui donner, les Français dressèrent un acte officiel <sup>1</sup> et le déposèrent, revêtu de leurs signatures, entre les mains du prieur de Gradi. C'était la vraie France qui protestait par la bouche de ses enfants exilés.

Le même écho de patriotisme se retrouve plus vibrant encore peut-être, dans la dernière lettre du portefeuille si heureusement tombé entre nos mains. Celle-là est du vicaire général d'Agde, M. Bellenger, dont la résidence était Bologne. Elle est vraiment belle, et le conflit des sentiments les plus nobles dans une âme haute et forte s'y trahit à chaque ligne.

« Bologne, le 28 avril 1793.

« Vous me faites un vrai plaisir, mon cher, de me donner souvent de vos nouvelles, — écrit le vicaire général à celui qui restait et continuait à se tenir pour son subordonné. — Ce sera toujours pour moi une grande satisfaction d'apprendre que vous vous portez bien, et surtout que vous employez votre temps comme doit l'employer un ecclésiastique zélé pour la foi. Il serait bien à désirer que le plus grand nombre d'entre nous se rappelât ce qu'exige de nous le titre de confesseur et y conformât sa conduite. Cela avancerait plus nos affaires que toutes les armées combinées. Dans ce moment, les papiers publics, les lettres particulières parlent de grands avantages remportés sur les patriotes et semblent présenter la plus parfaite perspective pour la campagne prochaine. Mais la campagne dernière s'annonçait aussi bien ; notre voyage de Nice ne devait être qu'une partie de plaisir ! Ainsi disposait l'homme ; mais Dieu a disposé autrement. D'ailleurs, si les affaires ne se rétablissent que par la force des armes, dans quel état retrouverons-nous notre malheureuse patrie ? Nous ne marcherons que sur des ruines, qu'au milieu peut-être des tombeaux de nos parents et de nos amis. Et, avant de rentrer, combien de malheureuses victimes auront succombé sous le fer de nos libérateurs et auront été précipitées dans l'enfer ! En vérité, à un si haut prix, je renoncerais volontiers à jamais revoir ma patrie, si d'ailleurs la religion n'y était rétablie. Si nous étions bien remplis de

<sup>1</sup> Une copie de cette pièce est conservée aux Archives de l'évêché de Montpellier. (Papiers de l'abbé Crastignac.)

sentiments de religion, si surtout nous étions bien animés de l'esprit de notre état, nous ne parlerions jamais des victoires remportées sur nos malheureux compatriotes sans verser des larmes. Au lieu de nous en réjouir, nous prions Dieu d'employer pour notre délivrance des moyens moins violents.... »

Les évêques et les prêtres émigrés « ont essayé tous les moyens imaginables pour attirer des calamités sur leur patrie ; ils ont voulu amener contre elle » l'Europe, a écrit jadis l'abbé Grégoire dans un livre qui a eu son heure de célébrité <sup>1</sup>. A cette calomnie d'un transfuge, la meilleure réponse est la publication des lettres intimes, ensevelies pendant un siècle, comme celles qu'on vient de lire, dans la poussière d'une bibliothèque, ou dans les tiroirs d'une vieille maison de famille. Une histoire du patriotisme français sous ses diverses formes, en particulier chez les *fuorusciti* de nos querelles civiles, est encore à écrire. Au chapitre de l'émigration du clergé trouverait place plus d'un document rappelant celui-ci et qu'on pourrait animer par des traditions encore vivantes. Les fils de ceux qui ont reçu les émigrés ne sont pas tous morts, en effet. On en rencontre encore jusque dans le nouveau monde. Déjà vieillies eux-mêmes, ils reviennent volontiers sur un passé dont a été bercée leur enfance, et ce n'est pas sans émotion, je le dis par expérience, qu'on recueille, en les écoutant, les souvenirs laissés dans les lieux les plus reculés par le patriotisme obstiné des prêtres français.

Il nous faut ici prendre congé de notre émigré ; nous n'écrivons pas son histoire, et le manuscrit s'arrête brusquement à ce point. Son séjour en Italie devait toutefois se prolonger encore assez longtemps. Nous en connaissons peu de détails, mais ils nous montrent M. Gourgon en rapports suivis avec l'abbé d'Hesmivy d'Auribeau, chargé par Pie VI de recueillir pour chaque diocèse les documents relatifs à la persécution. Il n'est pas téméraire non plus de lui attribuer une part dans les travaux auxquels se livraient les prêtres réfugiés à Macerata. Là, comme dans plusieurs autres villes des États Pontificaux, sur le désir qu'en

<sup>1</sup> Grégoire, *Histoire de l'émigration ecclésiastique*, au t. II de ses *Mémoires*, publiés par H. Carnot.

avait exprimé le Saint-Père, des conférences avaient été instituées, dans lesquelles les ecclésiastiques français discutaient diverses questions de dogme ou de discipline. Les affaires de l'Église de France étaient parmi les objets principaux de ces études, dont on s'appliquait ensuite à transcrire les résultats, et un recueil de pièces qui probablement s'y rattachent est encore conservé aux archives de l'évêché de Montpellier <sup>1</sup>. C'est un manuscrit de vingt et une pages contenant l'énumération de tous les documents relatifs au schisme, émanés du Saint-Siège, d'où l'on a tiré un véritable traité en trois parties, visant la conduite qu'il conviendra de tenir lors du rétablissement de la religion en France. Cet écrit porte la date de Macerata, 1795; il est donc fort probable que M. Gourgon y contribua, heureux de travailler ainsi, au moins de loin, à préparer la paix pour son troupeau.

Plus favorisé que bien d'autres, il put enfin le rejoindre, quand le temps en fut venu, et la cure dont peu après il fut chargé n'était autre que celle de Saint-Louis, à Cette. Là, on s'en souvient, il était entré dans la vie sacerdotale; là, dans une scène d'une simplicité antique, le pasteur aux cheveux blancs qui descendait le sentier de la vie et le jeune lévite qui commençait à le gravir s'étaient agenouillés l'un près de l'autre et avaient juré de rester fidèles. L'exil était venu; il avait jeté l'un en Espagne et l'autre en Italie, et quand, après bien des épreuves, le disciple avait été rendu à la terre natale, le maître avait déjà rallié la patrie du ciel <sup>2</sup>. Le baiser suprême échangé à l'aurore des mauvais jours devait être comme la bénédiction de la vieille Église de France à celle qui allait prendre sa place. Pour rendre plus facile le passage et plus sensible la tradition, c'était le disciple lui-même qui, jusqu'au milieu du siècle nouveau, allait prodiguer à l'antique paroisse ses fatigues et son dévouement. M. Olive l'avait guidée pendant trente-deux ans; M. Gourgon la dirigea pendant vingt-huit, refusa les offres les plus brillantes pour ne pas s'en éloigner, et y mourut, plein de jours et de services, le 5 novem-

<sup>1</sup> « *Compendiosa collectio Decisionum ac Indultorum S. S. D. N. Pii Papæ VI, in causa gallicani schismatis ad usum Galliæ sacerdotum ut facilius habeant unde regulam desumant tutissimam, et servetur ab omnibus una et fida consensus. Ex. resp. datis a S. S. D. N.... Macerata, ex typographia Cortesiana cum approbatione, 1795.* »

<sup>2</sup> M. Olive mourut en Espagne en 1793.

bre 1840 <sup>1</sup>. Afin de retarder encore, s'il se pouvait, l'heure de la séparation, on laissa pendant trois jours son corps exposé au milieu de la population en deuil. Parmi elle son souvenir vit toujours, et ses lettres, conservées religieusement, demeurent comme une ombre de lui-même. Puissent-elles, à la date séculaire de l'exil, appeler quelques sympathies nouvelles sur la mémoire du proscrit !

VICOMTE DE RICHEMONT.

<sup>1</sup> Voir sa notice biographique dans *l'Ami de la Religion*, 26 décembre 1840.

---

---

# MÉLANGES

---

## I.

### LES ORIGINES DE LA FRANCE

(PÉRIODE MÉROVINGIENNE ET CAROLINGIENNE)

D'APRÈS M. FUSTEL DE COULANGES

---

*L'Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, par M. Fustel de Coulanges, est, comme on sait, un monument achevé. Nous en possédons six volumes qui mènent cet important sujet depuis l'époque romaine jusqu'au règne de Charles le Chauve. L'auteur n'a publié de son vivant que les deux premiers; nous devons les quatre autres aux soins pieux d'un de ses disciples, M. Camille Jullian. J'ai signalé ici même, en juillet 1890, les volumes relatifs à *l'Invasion germanique* et à la *Monarchie franque*; il me reste à rendre compte des deux derniers, consacrés l'un aux *Origines du système féodal*, et l'autre aux *Transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne*<sup>1</sup>.

Mon intention n'est pas d'entreprendre ici une appréciation générale du talent de M. Fustel de Coulanges et de l'œuvre importante qu'il nous a laissée. Je me propose simplement d'offrir au lecteur une analyse critique de ces deux volumes, au cours de laquelle j'aurai l'occasion de formuler les observations que me suggèrent les

<sup>1</sup> *Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France*, par FUSTEL DE COULANGES. T. V. *Les Origines du système féodal. Le bénéfice et le patronat pendant l'époque mérovingienne*. Un vol. in-8 de xv-432 p. Paris, Hachette, 1890. — T. VI. *Les Transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne*. Un vol. in-8 de xiv-714 p. Paris, Hachette, 1892.



théories de M. Fustel ; pour le reste, je renvoie à l'étude citée plus haut.

Je le dirai sans détour : le volume relatif aux origines du système féodal me paraît un des meilleurs de l'ouvrage. On y retrouve toutes les qualités de l'éminent auteur : une érudition vaste et sûre, une étonnante puissance d'analyse, une grande vigueur de déduction, une exposition lumineuse. Je ne connais aucun livre, dans la vaste littérature des institutions mérovingiennes, où les questions aient été débrouillées avec une telle clarté, en même temps que fouillées à une telle profondeur que dans les 430 pages du volume de M. Fustel. Un lecteur qui aborderait par ce livre l'étude des multiples problèmes du monde mérovingien se trouverait à l'instant au cœur du sujet sans en avoir soupçonné les difficultés, tant elles sont aplanies et dissimulées ici.

Trois institutions donnent naissance au régime féodal : le bénéfice, le patronage et l'immunité. M. Fustel les prend l'une après l'autre, et les étudie depuis leur origine jusqu'au moment où elles viennent se fondre ensemble pour former, par leur réunion, le système féodal du moyen âge.

En ce qui concerne le *bénéfice*, il montre d'abord qu'il n'existait pas de bénéfice militaire sous l'empire, et qu'on ne peut pas davantage en chercher l'origine dans le compagnonnage germanique. Cette double démonstration faite, il examine la question de savoir si le bénéfice est né au lendemain de l'invasion barbare, en vertu de donations royales, et il répond négativement. Le mot *alod* n'a jamais signifié, dans l'époque mérovingienne, que *propriété héréditaire*, et nulle part on ne le trouve employé pour désigner un lot conquis par le vainqueur à la pointe de l'épée. Quant aux donations royales, toutes celles que nous connaissons sont faites sans condition ; aucune n'a le caractère conditionnel et précaire qui est requis pour une institution féodale naissante, et il n'est pas difficile à l'auteur de réfuter tous les arguments allégués en faveur de l'opinion démodée. Dans toutes ces pages, il n'y a, à la vérité, rien qui n'ait déjà été dit ; mais nulle part on ne l'a dit avec cette clarté et cette précision.

Après avoir montré que le germe de la féodalité ne doit pas être cherché dans les institutions publiques, ni de Rome, ni des barbares, ni des Mérovingiens, l'auteur nous en fait voir l'origine dans la vie privée des populations de l'époque, tant barbares que romaines. Ne nous étonnons pas de voir un système politique destiné à une si longue durée prendre naissance en dehors de la société publique. C'est dans l'ordre. Les institutions expirantes de l'empire n'ont plus la fécondité nécessaire pour enfanter ; les institutions embryonnaires des peuples barbares l'ont encore bien moins. Mais au sein de ces

peuples vieilliss d'un côté, grandissants de l'autre, il se produit une fermentation de laquelle se dégagent, à la longue, des organismes nouveaux, une vie nouvelle. Isolés et menacés, les hommes cherchent à se grouper : les faibles s'appuient aux forts, les forts se renforcent des faibles ; des groupements mutuels, non prévus ni voulus par les chefs de l'État, se forment sur tous les points, d'après un mode identique déterminé lui-même par des besoins semblables, et finissent, quand ils se sont répandus et organisés partout, par écarter les anciennes institutions comme des vêtements qui ont cessé d'être à la mesure de la société.

Ces groupements spontanés des hommes entre eux, indépendamment de toute action gouvernementale et parfois malgré celle-ci, ont lieu à la fois chez les populations romaines et parmi les barbares. Chez celles-là, ils se forment sur la base d'un usage extra-légal qui est le *précaire*. L'histoire du précaire romain, telle qu'elle est exposée ici, est, à mon avis, un petit chef-d'œuvre de science et de méthode. La démonstration ne laisse rien à désirer : nous sommes bien, à l'époque mérovingienne, en présence d'un usage qui remonte aux premiers temps de la république romaine, et qui, soit dit en passant, devient pour l'auteur l'occasion d'ingénieuses et saisissantes considérations sur le long débat relatif aux occupations d'*ager publicus* à l'époque de la république. Le précaire, dont nous voyons le fonctionnement à la fin de l'empire esquissé dans des pages mémorables de Salvien, reparait, aussitôt après les invasions, dans les lois et les formules barbares, où il est très facile de reconnaître, d'un côté la persistance de son caractère romain, de l'autre la manière spéciale dont il s'adapte à la société du *vi<sup>e</sup>* siècle. Or, rien de mieux établi que la synonymie des mots *précaire* et *bénéfice*. Ce qui avait été donné en précaire, c'est-à-dire, d'après la fiction de l'époque, par pur bienfait, s'appelait naturellement un *beneficium*. « Les mots *précaire* et *bienfait* avaient ainsi la même portée. Le même acte était précaire et bienfait : précaire du côté de l'homme qui avait sollicité, bienfait du côté de l'homme qui avait accordé. La seule différence entre le *precarium* romain et le *beneficium* mérovingien, est que celui-ci devient ordinairement *viager* » (p. 179). Qu'on ne se laisse d'ailleurs pas tromper par les mots ; loin d'être un bienfait, le *beneficium* n'est, à l'époque mérovingienne, que le mode le plus ordinaire dont se faisait, avec une implacable continuité, la concentration de la propriété foncière dans les mains de quelques puissants. Les faibles, les pauvres et tous ceux qui vivaient dans la sphère d'attraction d'un grand seigneur finissaient tôt ou tard par lui abandonner leurs terres en toute propriété ; il les leur rendait ensuite en *bénéfice*. Il faisait de la sorte une opération excellente, et préparait le jour où il n'y aurait

plus aucune petite propriété libre. Voilà ce qui se passait dans les premiers siècles du régime nouveau, sur toutes les parties du sol à la fois : travail souterrain et universel qui déplaçait les forces de la nation et les réunissait aux mains de quelques riches, à l'heure où il semblait qu'il n'y eût d'autre autorité publique que celle du roi et de ses comtes,

Le second élément qui entre dans la composition de la féodalité, c'est le *patronat*. On le retrouve à la fois, sous des formes diverses, chez les Gaulois, chez les Germains, et dans la société romaine. César l'a observé chez les Gaulois et en a laissé un tableau vivant et animé. Tacite l'a rencontré chez les Germains et lui a consacré des pages dont la concision obscure a été de tout temps la croix des commentateurs et des historiens. Mais le nombre relativement peu considérable des témoignages que nous possédons sur l'institution telle qu'elle a fonctionné chez ces deux peuples ne permet pas de nous en faire une idée aussi complète que du patronat et de la clientèle de l'empire romain. Depuis Juvénal jusqu'à Salvien, tous les écrivains, et les moralistes en particulier, sont allés chercher dans les relations entre patrons et clients les traits les plus vifs de leurs tableaux de mœurs.

Or, ces relations d'homme à homme, ces liens de dépendance qui se nouent dans la vie privée entre les riches et les pauvres, ne disparaissent pas de la société mérovingienne. Bien au contraire, les chroniques et les recueils de formules nous montrent la *commendation* qui se répand de plus en plus, et qui se combine avec le *bénéfice* de telle manière que celui-ci est d'ordinaire la conséquence de celle-là. Sans doute les textes ne parlent pas explicitement de cette combinaison, et ils n'avaient d'ailleurs pas à la mentionner, puisque commendation et bénéfice sont deux actes différents qui se font chacun selon une formule spéciale. Mais « en pratique, le plus souvent c'était pour obtenir le bénéfice d'une part de sol qu'on se recommandait.... Il n'était pas possible qu'on fût un bénéficiaire sans être en même temps un recommandé ou un fidèle » (p. 333).

Ainsi, deux institutions d'ordre privé, mais répandues l'une et l'autre jusqu'au point d'englober presque tous les hommes dans les relations qu'elles déterminent, voilà le spectacle qui s'offre à nous quand nous ne voulons pas nous contenter de l'aspect fallacieux des institutions publiques. Celles-ci ne sont qu'un voile jeté sur la réalité; elles n'en font pas partie, elles peuvent s'enlever sans effort, et il apparaîtra que la société mérovingienne contient déjà les principaux éléments de la féodalité future.

Or, la royauté se chargea elle-même de dépouiller en grande partie la société de ce vêtement monarchique, en multipliant de plus en plus le privilège de l'immunité. Par l'immunité, le roi ferme à ses fonc-

tionnaires l'entrée des domaines des grands seigneurs, tant laïques qu'ecclésiastiques, et, du même coup, il abandonne à ceux-ci l'exercice des attributions du pouvoir public vis-à-vis de la population qui dépend d'eux. « La royauté gardait, au moins en principe, tous ses droits ; elle renonçait seulement à les faire exercer par ses agents » (p. 408). C'étaient les grands seigneurs eux-mêmes qui devenaient désormais ces agents, chacun dans son domaine, et qui, de la sorte, prenaient place dans la hiérarchie des pouvoirs publics. Désormais, ayant sous la main l'immense multitude de gens qui tenaient d'eux un bénéfice et qui étaient sous leur patronat, sans compter la foule de ceux qui étaient soit leurs serfs, soit leurs affranchis à un degré quelconque, investis, par l'immunité, du droit de rendre la justice, de toucher les impôts et les amendes, de conduire à la guerre les milices de leur territoire, ils étaient sans contestation les copartageants du pouvoir, et la féodalité était constituée.

Je le répète, tout l'exposé de ces faits, qui remplit le volume que je viens d'analyser, est une des meilleures parties du vaste travail de M. Fustel. Je dirai même qu'avec le volume précédent, consacré à l'*Alleu*, il en constitue la plus neuve et la plus durable. Toutes les éminentes qualités du grand chercheur s'y déploient à l'aise, et nulle part dans son œuvre l'esprit de système ne se fait moins sentir.

Il en est tout autrement dès que l'on aborde le dernier volume, consacré aux *Transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne*. Ici, comme dans les volumes intitulés *la Gaule romaine* et *la Monarchie franque*, on retrouve pour ainsi dire à chaque pas le parti pris de dénier toute influence à l'élément germanique dans la constitution de la monarchie franque. Je ne suis pas de ceux qui exagèrent l'influence de cet élément ; sur bien des points, je me rangerais volontiers à l'avis de M. Fustel contre celui qui prévaut aujourd'hui chez tous les Allemands et même chez la plupart des Français. Toutefois, il est impossible, avec la meilleure volonté du monde, de n'être pas choqué par ce qu'il y a de systématique dans les combinaisons ingénieuses de l'auteur, et de ne pas reconnaître chez lui un esprit d'opposition outrée, je dirai même irritée, à tous les points de vue nouveaux. M. Fustel blâme quelque part la devise : *Sanctus amor patriæ dat animum*, qui figure en tête des volumes du *Monumenta Germaniæ historica*, et il déclare que l'amour de la science doit être le seul qui dicte les travaux de l'historien. Lui-même, à son insu je veux le croire, a été guidé à travers toute son histoire des institutions politiques de l'ancienne France, sinon par ce *sanctus amor patriæ* qui, à ses yeux, compromet la sérénité de l'histoire, du moins par une incontestable mauvaise humeur à l'endroit de l'érudition d'outre-Rhin et de tous ceux qui lui

semblaient en représenter les procédés en France. On retrouve la trace de ces dispositions jusque dans l'acrimonie avec laquelle, à plus d'une reprise, il s'exprime au sujet des opinions qui lui déplaisent, et dans l'affectation qu'il met à ne citer des confrères germaniques que pour avoir l'occasion de les exécuter. Et puis, si M. Fustel s'entend merveilleusement à analyser les phénomènes de la vie organique et régulière, il n'apporte pas les mêmes qualités à l'étude des transformations. Ce génie, fait avant tout de clarté, maniait avec plus de plaisir et plus de dextérité le scalpel de l'anatomiste que le microscope de l'embryologiste. Dès qu'un phénomène cache son origine sous le voile du mystère, il renonce à le sonder, ne le reprend qu'à l'endroit où il sort des nuages, et refuse de raisonner sur l'entre-deux. Il voudrait même nous interdire jusqu'à la curiosité légitime de savoir ce qui s'est passé dans cet intervalle, et il s'élève plus d'une fois, avec une singulière vivacité, contre la méthode inductive, qui a la témérité de vouloir nous aider à l'apprendre. Comment donc pourrait-il rester égal à lui-même dans l'étude d'un sujet qui, plus que beaucoup d'autres, déconcerte les lourds procédés de la méthode analytique et fait appel aux facultés de divination et d'intuition historiques ?

Je résume rapidement ci-dessous le dernier volume de l'*Histoire des institutions politiques*.

La décadence de l'autorité publique sous les Mérovingiens ne doit pas être attribuée aux résistances de l'aristocratie : il n'y en a pas de traces, d'après M. Fustel. La vraie cause du phénomène est d'ordre moral : c'est l'Église qui a énérvé graduellement le pouvoir. Elle trouvait les impôts injustes, et peu à peu les impôts ont cessé d'être payés ; elle trouvait la juridiction publique dure et inhumaine, et elle lui a soustrait les justiciables ; enfin, elle s'est attribué une intervention considérable dans la juridiction des comtes, elle a étendu l'usage de l'immunité. Le système administratif a disparu aussi, et les rois ont été réduits à l'impuissance.

En même temps naît et se développe une véritable aristocratie de fonctionnaires. L'ensemble de tous ceux qui occupent une fonction publique, c'est le *palais*, mais on se tromperait si l'on bornait le *palais* à ceux qui y demeurent. Il y a, nous apprend l'auteur, un palais interne et un palais externe. C'est cette corporation puissante qui devient l'arbitre de la situation. Elle tend à rendre les fonctions héréditaires et à devenir indépendante du roi ; le palais se fait le tuteur de la royauté ; les guerres civiles qui remplissent le *viii<sup>e</sup>* siècle ne sont que des querelles intérieures qui groupent les fonctionnaires en factions n'ayant aucun caractère politique, mais déterminées uniquement par des rivalités personnelles. Par exemple, dans la lutte de saint Léger contre Ébroïn, aucun principe, aucun intérêt national

n'est en jeu. Le tout se réduit à la question de savoir 'quelle coterie disposera des places et des influences.

Vienne un jour une famille qui parviendra à réunir dans ses mains toutes les forces du *palais* unifié, elle sera, de fait, la vraie famille royale. Cette famille se rencontre à son heure, c'est celle des Carolingiens. Après s'être efforcé (p. 123-148) d'infirmer tout ce qui a été dit sur l'origine germanique de cette famille et même de rafraîchir la généalogie qui rattache saint Arnulf de Metz aux Ferreolus de la Narbonnaise, M. Fustel nous donne enfin le fond de sa pensée sur les causes de l'élévation des Carolingiens. La mairie du palais, selon lui, c'était, avant tout, l'autorité sur tous ceux qui composaient le *palais*, c'est-à-dire sur tous les fonctionnaires du royaume, rattachés au roi, et par lui à son maire, par un lien de vraie vassalité. Qui tenait dans ses mains le palais était donc maître du royaume, puisque le palais, on l'a vu, était plus puissant que le roi même et absorbait toute la vie politique. C'est parce qu'ils étaient les maires du palais que les Carolingiens ont été les maîtres de tout le royaume, et qu'ils ont pu, à leur tour, en écarter le dernier Mérovingien pour se mettre à sa place.

Que deviennent, sous cette nouvelle dynastie, les institutions politiques ?

Remarquons d'abord un phénomène observé avec finesse et perspicacité par M. Fustel : la dualité constante des institutions monarchiques et féodales, qui se retrouve pendant toute cette période, et qui en est le caractère politique le plus remarquable. Le bras puissant de Charlemagne parvint à maintenir l'équilibre entre elles, mais bientôt, sous ses successeurs, l'équilibre est rompu, et la société politique entre dans la voie où elle marchera pendant tout le moyen âge.

Pour bien comprendre les unes et les autres, l'auteur, fidèle à sa méthode, les sépare et les examine successivement, *car la science humaine ne peut procéder que par l'analyse*. De là deux livres, dont l'un (l. IV) est consacré aux institutions monarchiques sous le règne des Carolingiens, l'autre (l. V) au triomphe de la féodalité.

La royauté reste, en somme, la même que sous la dynastie précédente. La formule *gratia Dei*, qui est une innovation de la chancellerie carolingienne, ne signifie pas que le roi déclare tenir sa couronne de Dieu seul et pas du peuple ; elle est une simple preuve d'humilité et signifie une faveur obtenue sans qu'on l'ait précisément méritée. Une autre innovation plus importante est due, comme la précédente, à l'influence de l'Église : c'est le sacre, qui fera de la royauté quelque chose comme une magistrature religieuse. Quant au serment de fidélité, il était déjà exigé auparavant, mais il devait prendre une importance beaucoup plus grande sous la nouvelle dy-

nastie, et transformer la nature des relations entre le souverain et ses sujets, qui seront désormais des *fidèles*. Il faut noter ici de fines et ingénieuses considérations sur les conséquences du serment, ou plutôt de l'abus qui en a été fait à partir de Charlemagne. Quant à la transmission du pouvoir, l'hérédité y est prépondérante, et il ne faut pas se laisser tromper par le mot *eligere*, qui apparaît souvent dans nos textes à l'occasion d'un avènement : il est loin de correspondre identiquement à l'expression moderne d'*élire*. M. Fustel accorde toutefois que, pour qu'un roi puisse se considérer comme vraiment en possession du pouvoir, il faut qu'il lui ait été transmis par son prédécesseur, et qu'il y ait eu une certaine reconnaissance solennelle en public.

Le gouvernement est centralisé et absolu. Il s'exerce par le palais, qui comprend tous les *grands* du royaume : nul ne peut porter ce titre sans faire partie du palais. L'aristocratie n'est donc qu'une aristocratie de fonctionnaires. Ce sont eux qui composent le conseil du roi, lequel les associe régulièrement à tout le gouvernement. Il faut se garder de le considérer comme une institution de liberté : « donner un conseil était moins un droit qu'un devoir » (p. 358).

L'assemblée générale se présente avec un triple caractère. Elle est : 1° une réunion de guerre : comme telle elle est annuelle et se confond avec l'armée réunie ; 2° une réunion judiciaire, et comme telle elle n'a aucune action, car le roi y juge seul, souvent en opposition avec l'avis de l'assemblée ; 3° une réunion politique et administrative, et ici encore le roi agit et décide souverainement. Qu'était-ce donc que les assemblées générales du peuple franc ? « Elles étaient un procédé commode pour faire parvenir au pouvoir central les forces et l'argent des impôts, et pour faire descendre vers les sujets les volontés et les inspirations du pouvoir central. Elles étaient la centralisation même sous sa forme la plus rigoureuse et la plus dure, puisque tous les hommes libres de l'empire devaient chaque année se rendre en personne auprès du maître » (p. 411).

En ce qui concerne l'administration provinciale, M. Fustel note que tous les agents inférieurs du comté sont nommés par celui-ci, non par le roi ni par le peuple. Cette observation est d'une importance capitale pour l'intelligence du développement ultérieur de ces institutions. Le comté dépend du roi, puisqu'il tient de lui son pouvoir, mais dans son comté il est un souverain absolu. Que le lien de dépendance qui le rattache à la couronne vienne à se relâcher, et il y aura dans le pays autant de petites souverainetés locales que de comtés.

La législation appartient au prince seul. Il ne légifère, il est vrai, que dans son palais, mais cela ne signifie pas que le plaid ait la moindre participation active à la confection des lois : il est seulement

consulté, mais c'est le prince seul qui a l'initiative et la préparation des lois, comme seul il a la décision définitive. La célèbre formule de l'édit de Pistes en 864 : *lex consensu populi fit et constitutione regis* ne va pas à l'encontre de cette manière de voir, car, selon M. Fustel, le *consensus populi* n'est que l'engagement pris d'obéir à la loi, nullement le droit de l'accepter ou de la rejeter. Les négociations auxquelles donna lieu le capitulaire de Quiersy, en 877, ne doivent pas davantage être invoquées en faveur d'une participation du peuple à la confection de la loi : Charles le Chauve y parle en souverain absolu (p. 492).

On pourrait s'attendre à voir le chapitre relatif à la justice traité avec la sollicitude spéciale que l'auteur a apportée, dans les deux volumes précédents, à l'étude de ce sujet. Il n'en est rien. Tandis que dans la *Monarchie franque* la part faite aux institutions judiciaires était exagérée, puisque sur les six cent cinquante pages du livre il leur en est attribué plus de deux cents (p. 304-506), ici il est permis de dire qu'elles sont réduites à la portion congrue, puisque le chapitre où elles sont étudiées ne contient pas plus de huit pages. Et cependant la réforme judiciaire de Charlemagne a été d'une importance capitale, et Dieu sait à combien de débats elle a donné lieu ! A lire M. Fustel, c'est à peine si l'on peut s'apercevoir du changement intervenu dans ce domaine.

Je crois inutile d'analyser longuement le chapitre relatif aux impôts et au service militaire ; cet exposé, toujours lumineux et méthodique, ne contient guère de vues nouvelles, et j'en dirai autant du chapitre sur les *missi*. Quant aux relations de l'État avec l'Église, elles sont également réglées par les principes de l'absolutisme royal. Les conciles ne sont que des corps consultatifs ; « même en matière de discipline et de foi, l'autorité législative appartient à l'empereur » (p. 526). Charlemagne « entendait que ses droits et ses devoirs allasent jusqu'à régir la pensée et la conscience.... On ne saurait imaginer une royauté plus absolue » (p. 533). Ainsi, en résumé, l'absolutisme partout et toujours, voilà en quoi se résume le régime carolingien.

Quelque serrée que soit, dans l'exposé dont je viens de présenter le sommaire, la trame de l'argumentation, et malgré toute la somme d'érudition et de talent que l'auteur y dépense, il n'est pas difficile d'en découvrir le côté faible. Fidèle à sa méthode, l'auteur, comme je l'ai déjà fait remarquer autrefois, n'arrive à ces conclusions en apparence rigoureuses qu'à condition de grouper arbitrairement les faits sur lesquels il raisonne, et d'écarter tous ceux qui contrecarrent sa thèse, pour les étudier ailleurs, dans des parties du livre où ils sont enlevés à leur milieu naturel, et où, séparés de ce qui sert à les éclair-



rer et à les compléter, ils perdent une bonne partie de leur valeur démonstrative.

Jamais peut-être ce vice radical de tout le livre de M. Fustel n'a éclaté d'une manière aussi choquante que dans la dernière partie du volume que j'analyse. Le livre IV, intitulé : *Le triomphe de la féodalité*, me semble un exemple frappant de l'insuffisance et du danger de la méthode analytique si chère à l'auteur. Ici on ne se borne pas à mettre en lumière les effets du puissant courant féodal qu'un règne comme celui de Charlemagne a pu canaliser, mais dont il n'est pas parvenu à diminuer la force et l'étendue. Ce travail, M. Fustel le fait, et cela avec sa lucidité ordinaire, en énumérant et en classant les groupes de faits qui relèvent manifestement de l'influence féodale, et qui n'ont pas été repris dans son étude sur le régime monarchique. Tous ces traits épars constituent par leur ensemble un tableau d'un nouveau genre, absolument différent de celui qui a été tracé tout à l'heure, et qui ne laisse pas de choquer et de dérouter le lecteur. Car enfin, il n'y a pas eu à l'époque carolingienne deux sociétés opposées l'une à l'autre, comme le sont les deux tableaux de M. Fustel ; il y a eu une société formée d'une multitude d'éléments hétérogènes mêlés et croisés dans un désordre apparent, et qui, à un moment donné, finissent par se grouper et se subordonner les uns aux autres en proportion de leur importance et de leur valeur. Pour donner une idée de ce monde si confus et pourtant si fécond, il ne fallait pas les séparer les uns des autres en deux groupes parfaitement classés et triés selon un ordre arbitraire. Il fallait, après avoir mis devant nos yeux le tableau d'ensemble dans toute sa prodigieuse et passionnante variété, nous montrer à côté de chaque action la réaction qu'elle provoque, auprès de chaque courant le contre-courant qui le neutralise, et ne jamais rien isoler pour ne rien mutiler. A quoi bon, par exemple, avoir répété à tant de reprises que la monarchie des Carolingiens est la monarchie la plus absolue qui soit, qu'elle est entre leurs mains « l'institution la plus puissante que le monde ait encore connue » (p. 594), pour nous faire voir plus loin le gouvernement de Pepin obligé de compter avec les grands, et Charlemagne « n'oser passer les Alpes qu'avec l'assentiment exprès de ses fidèles, » et pour conclure « que les faits de cette nature sont innombrables ? » (p. 644). Si cela est vrai, où donc est l'absolutisme, et pourquoi n'avoir pas cité ces faits là où il s'agissait précisément d'apprécier le caractère du pouvoir ? Comment se fait-il que, dans une monarchie aussi absolue et aussi centralisée qu'il plaît à l'auteur de nous le dire, ce soient les peuples qui ont voulu que les comtes fussent irrévocables, et qui, pour la même raison, ont laissé s'établir l'hérédité ? » (p. 659.) Les peuples étaient donc quelque chose dans

l'empire carolingien : que ne nous le disait-on tout à l'heure, au lieu de nous faire croire à un absolutisme souverain qui n'aurait laissé aucune place au libre jeu des forces populaires ou aristocratiques ?

Cette contradiction perpétuelle entre les deux parties du livre est tellement flagrante que pour la résoudre il faudrait que le lecteur se résignât à lire les livres III et IV non pas successivement, mais alternativement, de manière à ce qu'à chaque chapitre du livre III en succédât un du livre IV, et ainsi de suite. Je ne réponds pas que ce procédé donnerait des résultats fort satisfaisants; le mal est en réalité sans remède, et il faudrait détruire et recommencer tout le classement de M. Fustel pour retrouver le tableau de la société carolingienne telle qu'elle a été dans sa réalité vivante.

Alléguera-t-on que les contradictions que je signale dans les deux parties du livre se trouvent dans les faits eux-mêmes, la monarchie absolue des premiers jours ayant fini par se transformer en une monarchie féodale ? Mais alors il eût fallu nous montrer les phases de cette transformation, nous faire assister aux phénomènes par lesquels elle se caractérise. Rien de tout cela : l'opposition est aussi tranchée que possible, et il n'y a pas de place, entre les deux tableaux tracés par l'auteur, pour un troisième tableau qui serait l'acheminement du monde despotique au monde féodal. M. Fustel veut, dans sa première partie, que le gouvernement mérovingien ait été encore fort despotique sous Clotaire II; il nie que l'édit de 614 soit la preuve de son affaiblissement; les faits incontestables qui, pour tout esprit non prévenu, trahissent le déclin du pouvoir royal et préparent l'avènement d'un ordre de choses nouveau sont écartés sans scrupule. « C'est, d'ailleurs, l'époque des grandes conquêtes à l'extérieur, et ces conquêtes ne vont jamais sans un gouvernement fort » (p. 12). Tout cela est extrêmement facile à réfuter; mais peu importe, il me suffira de constater ici la thèse de l'auteur, à savoir qu'au moins jusqu'à Dagobert I<sup>er</sup> inclusivement, le pouvoir royal a été puissant et respecté. On n'est donc pas peu étonné lorsque, passant à la seconde moitié du livre, on voit l'auteur expliquer la prépondérance du règne du patronage précisément par l'impuissance de la royauté mérovingienne. Pendant une quinzaine de générations, elle se serait vue débordée par l'affluence continuelle des barbares sur le sol romain, et elle n'aurait pas trouvé en elle-même les éléments d'une résistance efficace. « Devant des difficultés de cette nature et de cette persistance, la royauté fut impuissante. Elle manquait autant d'autorité morale que de force matérielle. Le trait caractéristique de la royauté mérovingienne est de n'avoir pas été obéie » (p. 576). C'est aussi ma conviction; mais, dans ce cas, que devien-

nent les affirmations de tout à l'heure? Si la royauté mérovingienne n'a jamais été obéie, quand donc a-t-elle pu être un gouvernement fort, un gouvernement absolu?

J'ai noté le défaut capital du livre : il me paraît dû surtout à l'abus de la méthode analytique. Mais l'esprit de système, qui est le péché mignon de M. Fustel, n'a pas causé moins de dégâts dans le dernier volume de son histoire des institutions. Nombreuses sont les inexactitudes et les exagérations qu'il a en quelque sorte rendues nécessaires, et ce serait une tâche facile d'en faire l'énumération. Qu'il me soit tout au moins permis de noter l'étonnante faiblesse de l'explication donnée de la décadence de la monarchie franque par la défection du *palais*. A la lutte entre une aristocratie indisciplinée et un pouvoir royal impérieux, mais sans moyens d'action, dont tous les textes rendent explicitement ou implicitement témoignage, substituer l'action d'un corps de fonctionnaires groupés sous l'autorité du maire du palais et devenant dans ses mains l'instrument avec lequel il bat en brèche le pouvoir royal, voilà une entreprise qui paraîtra singulièrement hardie de la part d'un écrivain toujours empressé de rappeler ses contradicteurs au respect des sources. Comme il serait facile de retourner à M. Fustel son mot favori et de lui dire : « Il n'y a rien de tout cela dans les textes. » Dans tous les cas, il est bien douteux que jamais historien s'avise d'emprunter à M. Fustel une théorie qui prétend expliquer l'origine de la féodalité non point par les lois les plus générales qui ont présidé au développement de la vie économique, mais par les circonstances tout à fait exceptionnelles où se serait trouvé, à un certain moment, le corps des fonctionnaires de l'empire franc.

Je m'arrête ici, non que la matière manque à mes réserves ou à mes éloges, mais parce qu'il y aurait peu d'utilité pour le lecteur à entrer dans plus de détails, et parce que je crois en avoir dit assez pour lui permettre d'apprécier le livre inégal et puissant que la mort prématurée du grand chercheur a réduit à rester un fragment magistral. Avec ses qualités et ses défauts, il constitue une des œuvres les plus remarquables de l'érudition française contemporaine, et longtemps encore ceux mêmes qui en combattent les conclusions le liront avec admiration et avec profit.

GODEFROID KURTH.

## II.

L'ORIGINE DU *LIBER RESPONSALIS*  
DE L'ÉGLISE ROMAINE

---

La revue *la Science catholique*, dans son numéro du 15 avril 1893, a publié un très érudit article sur « les monastères basilicaux de Rome au VII<sup>e</sup> et au VIII<sup>e</sup> siècle, » dont l'auteur, à propos d'un chapitre de mon *Histoire du bréviaire romain*, me reproche de ne pas accepter deux thèses : la première, que les monastères annexés aux basiliques romaines étaient des monastères bénédictins — ce que je ne crois pas, même après l'ingénieuse argumentation de mon contradicteur — la seconde, que l'office chanté par ces communautés romaines avait, soit dans son texte, soit dans sa note, le pape saint Grégoire le Grand pour auteur — ce que je ne crois pas davantage. Laissons de côté la première de ces deux thèses, quitte à la reprendre plus tard ailleurs, si besoin est : la seconde fera seule l'objet des quelques observations que je veux présenter ici.

## I.

Au VIII<sup>e</sup> siècle, à Rome, on distinguait dans la bibliographie liturgique trois termes, trois livres : le *Cantatorius*, le *Responsoriale* et l'*Antiphonarius*.

Le *Cantatorius* était le livre que nous appelons *Liber gradualis*. Les deux autres contenaient les répons et les antiennes de l'office nocturne. Dans les pays de rite romano-gallican, à Metz par exemple, le *Responsoriale* et l'*Antiphonarius* étaient réunis en un seul volume que l'on appelait *Antiphonarius*. A Rome, il n'était pas rare que les répons et les antiennes fussent également réunis en un volume, ce fut même la coutume générale au commencement du IX<sup>e</sup> siècle : le recueil ainsi formé s'appelait soit *Antiphonarius*, comme à Metz, soit *Responsoriale*. C'est ainsi que le recueil des antiennes et répons de l'office donné en 784 par le pape Hadrien à l'abbaye de Corbie portait en titre le mot *Responsoriale* : nous le savons par Amalaire, qui a eu l'heureuse pensée de copier l'incipit et l'explicit de ce précieux manuscrit :

In nomine Domini nostri Jesu Christi incipit responsoriale de circulo anni temporibus ter beatissimi et apostolici domini Adriani papæ per indictionem septimam.... Hoc opus summus reparat pontifex dominus Adrianus sibi memoriale per sæcla <sup>1</sup>.

C'est ce recueil des antiennes et des répons, c'est ce *Responsoriale* ou *Liber responsalis*, tel qu'on l'appelait en 784 — complètement distinct du *Liber gradualis* — que nous avons à examiner, et dont nous avons à nous demander ce que vaut la tradition qui l'attribue à saint Grégoire.

Remarquons d'abord que le manuscrit de 784, manuscrit exécuté à Rome par ordre du pape Hadrien, ne porte pas le nom de saint Grégoire. L'incipit et l'explicit ne mentionnent que le pape Hadrien. De plus, Amalaire, qui a compulsé à Corbie avec tout le soin d'un compilateur cet exemplaire romain et pontifical, n'y a pas vu mentionner saint Grégoire. Pour lui, en effet, l'auteur du texte et de la note des répons et antiennes, est un anonyme qu'il appelle *compositor antiphonarii* simplement. Ailleurs cet anonyme devient pour Amalaire une collectivité : *Caeteri [responsorii] compositi sunt a magistris sanctae romanae Ecclesiae* (*De ord. antiphon.*, 43).

Cependant en pays frank, Amalaire nous l'apprend (*De ord. antiphon.*, prolog.), on faisait du *Gradale*, du *Responsoriale*, de l'*Antiphonarius* un recueil unique, qui prenait le nom d'*Antiphonarius*. Or dans ce recueil unique, une partie n'était pas anonyme, c'était le *Gradale* : elle portait le nom de saint Grégoire en frontispice, et nous en avons l'inscription elle-même :

Gregorius præsul meritis et nomine dignus  
Unde genus ducit summum conscendit honorem :  
Qui renovans monumenta patrumque priorum

Tu [?] composuit hunc libellum musicæ artis

Scolæ cantorum <sup>2</sup>.

Cette inscription est attribuée au pape Hadrien, et elle ne vise que le *Gradale* de la messe <sup>3</sup>. Mais de ce qu'elle figurait maintenant en tête des *Antiphonarii* franks, on en vint à croire en France qu'elle visait tout le corps de l'*Antiphonarius*, c'est-à-dire aussi bien le *Responsoriale* que le *Gradale*. L'office romain, qui, à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle, avait remplacé en France l'office gallican, n'était pas accepté partout sans résistance : les romanistes n'étaient sans doute pas mal servis par l'opinion qui mettait l'office romain sous le couvert du grand nom de saint Grégoire, l'auteur du sacramentaire ! Leurs adversaires

<sup>1</sup> Migne, *P. L.*, t. CV, col. 1246.

<sup>2</sup> Tommasi, *Opera omnia*, t. V, p. 257.

<sup>3</sup> Duchesne, *Liber pontificalis*, t. I, p. CLXXXII, d'après le ms. Paris. lat. 2400 (XI<sup>e</sup> siècle).

le leur reprochent comme un abus de texte. « De ce que l'inscription servant de titre à l'antiphonaire met en avant le nom d'un *Gregorius praesul*, certains s'imaginent que l'antiphonaire a été composé par le bienheureux pape et très illustre docteur Grégoire, » dit Agobard, archevêque de Lyon († 840), vigoureux défenseur de l'office gallican ! Les romanistes les plus érudits n'affirment la thèse qu'avec d'extrêmes réserves : « On rapporte (*traditur*) que saint Grégoire, de même qu'il régla l'ordre des messes.... (le sacramentaire), eut aussi la plus grande part à la mise en ordre de la cantilène (le *Gradale*), ainsi que le rappelle le frontispice de l'Antiphonaire, » dit Walafrid Strabon († 849). « Quant à l'ordre de la cantilène aux heures diurnes et nocturnes, on croit que le bienheureux Grégoire en régla la distribution, comme nous l'avons dit du sacramentaire, » ajoute plus loin le même Walafrid Strabon <sup>1</sup>. En d'autres termes, on tenait le *Liber responsalis* pour une œuvre de saint Grégoire parce qu'en tête du recueil qui le contenait le nom de saint Grégoire figurait dans une inscription qui n'aurait dû s'entendre que du *Liber gradualis*. Cette confusion se produisit en France entre 827 et 850.

Au temps du pape Léon IV (847-855), on constate qu'elle a passé à Rome. Léon IV avait été élevé dans le monastère de Saint-Martin, un des quatre monastères annexés à la basilique de Saint-Pierre ; on peut donc dire que son témoignage a une valeur personnelle toute particulière. Or dans une lettre récemment publiée de ce pontife, nous le voyons parler sans distinction aucune du *Gregorianum carmen*, de la *traditio canendi legendique*, instituée par saint Grégoire, de la *traditio nostri sancti praesulis.... in modulatione et lectione* <sup>2</sup>. D'où l'on peut conclure qu'aux yeux de Léon IV, le recueil des cantilènes romaines, comme il porte en tête le nom de saint Grégoire, passe de même pour son œuvre. Ceci à Rome entre 847 et 855.

Jean diacre ne fera que consigner l'opinion signalée par Agobard, par Walafrid Strabon et par Léon IV, quand il écrira que saint Grégoire *Antiphonarium compilavit*, et qu'il nous signalera l'*authenticus Antiphonarius* de saint Grégoire que possède la basilique de Saint-Pierre <sup>3</sup>. Ceci à la fin du ix<sup>e</sup> siècle, entre 872 et 882.

On peut résumer d'un mot les quelques observations qui précèdent, et dire que le *Liber responsalis* romain, tel qu'il fut édité par le pape Hadrien en 784, n'a commencé à porter le nom de saint Grégoire qu'à partir du second quart du ix<sup>e</sup> siècle, et par suite d'une confusion faite par les liturgistes romanistes carolingiens.

<sup>1</sup> Dom Germain Morin, *Les Véritables origines du chant grégorien* (1890), p. 14-15.

<sup>2</sup> *Id.*, p. 10.

<sup>3</sup> *Id.*, p. 8.

## II.

Le *Liber responsalis* romain du pape Hadrien ne pouvait pas avoir été composé par saint Grégoire : c'est ma seconde proposition.

Saint Grégoire le Grand était mort en 604. Pense-t-on que de 604 à 784, au cours de ces cent quatre-vingts années, l'office romain n'ait subi aucune modification ? Ce serait oublier au moins quelles différences Amalaire constata entre le *Liber responsalis* de 784 et les livres liturgiques romains apportés à Metz par saint Chrodegang en 754.

Ce serait oublier ensuite les fêtes assez nombreuses introduites dans l'office romain, postérieurement à saint Grégoire, au cours du <sup>viii</sup> siècle. On peut citer les quatre fêtes byzantines de la sainte Vierge, la Nativité (8 sept.), l'Annonciation (25 mars), la Purification (2 février), l'Assomption (15 août). On peut citer la fête de l'Exaltation de la Croix (14 sept.). On peut citer la fête de la Conversion de saint Paul. On peut citer la fête de la Toussaint. Voilà un bon nombre de belles pages du *Liber responsalis*, sans parler de l'office des morts, qui ne sauraient appartenir à saint Grégoire.

Ce serait oublier surtout la nature particulière du texte scripturaire dont les antiennes et les répons sont des centons. On a fait valoir avec raison, comme preuve de l'antiquité du *Liber gradualis* romain, que le texte en était pris à la version préhiéronymienne de la Bible. « Si l'on a toujours respecté ces textes d'une version hors d'usage, il est naturel d'en chercher avant tout la raison dans les riches mélodies dont ils étaient revêtus : ces mélodies existaient donc pour la plupart avant l'abandon définitif de l'*Itala* [?] à Rome, c'est-à-dire avant le milieu du <sup>viii</sup> siècle <sup>1</sup>. » Or quel texte scripturaire rencontrons-nous dans le *Liber responsalis* ? La Vulgate hiéronymienne, sauf pour le psautier. J'en avais fait la vérification maintes fois, mais j'ai tenu sur ce point à m'assurer de l'opinion de l'un des savants qui connaissent le mieux la Vulgate hiéronymienne ; sur ma demande, il a bien voulu étudier le texte des antiennes et des répons romains, et me communiquer son sentiment. « La Vulgate, m'écrivit M. Berger, forme le fond et, de beaucoup, la plus grande partie des citations de votre responsorial et antiphonaire de l'Église romaine.... D'autre part la Vulgate est mêlée légèrement d'ordinaire, plus fortement quelquefois, d'éléments anciens.... Tels passages empruntés à l'Apocalypse semblent reproduire une version, non seulement ancienne, mais très ancienne. Dans la Genèse, également, je trouve des leçons qui sont certaine-

<sup>1</sup> Dom Morin, *op. cit.*, p. 34.

ment anciennes.... » On voit à ces complexités textuelles que notre responsorial est une œuvre bien composite et qu'il serait téméraire d'attribuer à une seule main. Mais, en toute hypothèse, si la présence de la Bible préhiéronymienne dans les Graduels est une preuve que les Graduels peuvent remonter au pontificat de saint Grégoire, la présence de la Vulgate hiéronymienne dans les antiennes et répons de l'office sera une preuve que le *Liber responsalis* n'est pas du même auteur que le *Liber gradualis*, et qu'il est sensiblement plus jeune.

Quoi donc! m'objectera-t-on, pensez-vous voir dans le *Liber responsalis* une œuvre aussi tardive? Nullement. L'habitude toute romaine de cantiléner les antiennes et les répons est incontestablement antérieure au VII<sup>e</sup> siècle. Mais la fixation définitive de leur lettre et de leur note est chose tardive, une œuvre recommencée trois fois pour une, et qui ne s'est trouvée arrêtée qu'à l'époque du pape Hadrien. Il y avait pour une même solennité des répons et des antiennes de rechange : on en faisait de nouveaux, on retouchait les anciens, on remaniait, on abrégait, on oubliait. Il s'est écrit à Rome et il s'est chanté bien plus de répons que les plus anciens et les plus riches responsoriaux n'en contiennent. Peu de recueils ont été aussi peu épargnés que le recueil des antiennes et répons. Ne savons-nous pas que les répons avaient comporté anciennement deux et trois versets, alors que dès la fin du VIII<sup>e</sup> siècle on ne leur en donnait généralement plus qu'un? Ne savons-nous pas que la doxologie *Gloria Patri* fut introduite très tard dans le chant des répons romains? *a modernis apostolicis*, dit Amalaire.

Loin donc de croire que le *Liber responsalis* ait été fixé au commencement du VII<sup>e</sup> siècle, je crois au contraire qu'il a été, au VII<sup>e</sup> siècle et encore au VIII<sup>e</sup>, à sa belle époque d'accroissement, de perpétuelle transformation, jusqu'au jour où, déjà appauvri et réduit, il s'est trouvé codifié par les soins de papes comme Hadrien.

### III.

Hypothèse? Il nous reste à voir que cette hypothèse était l'opinion même des liturgistes du VII<sup>e</sup> siècle.

L'opinion du VII<sup>e</sup> siècle est ce qui inquiète davantage les partisans de l'origine grégorienne du *Liber responsalis* romain. « Arrivé à l'entrée du siècle qui vit mourir Grégoire I<sup>er</sup>, voici que le silence se fait.... Le silence du VII<sup>e</sup> siècle est pour nous étonner et nous troubler<sup>1</sup>. » Mais ce silence lui-même n'est pas si profond que l'on veut bien dire : nous allons essayer de le faire parler.

<sup>1</sup> Dom Morin, *op. cit.*, p. 34.



Saint Wilfrid (634-709), archevêque d'York, est, avec Benoît Biscop (628-690), abbé de Wearmouth, le principal propagateur dans l'Église anglo-saxonne de la liturgie romaine, jusqu'alors confinée à Cantorbéry. Wilfrid, avant d'aller à Rome, a étudié à Cantorbéry les usages romains importés là par saint Augustin <sup>1</sup>. A Rome, il est le familier de l'archidiacre Boniface, il vit comme à l'ombre du Latran, il étudie l'Évangile, le comput, *aliaque nonnulla quæ in patria sua nequiverat didicit* <sup>2</sup>. Il revient, il est fait évêque de Northumberland (664), et alors *sonos cantandi in ecclesia, quos eatenus in Cantia tantum noverant, ab hoc tempore per omnes Anglorum ecclesias discere cæperunt, primusque.... cantandi magister.... Aeddi fuit, invitatus de Cantia, a rev. v. Wilfrido, qui primus inter episcopos qui de Anglorum gente essent catholicum vivendi morem ecclesiis Anglorum tradere didicit* <sup>3</sup>. Voilà bien la cantilène romaine, celle que l'on exécute à Cantorbéry depuis saint Augustin, le *modulandi mos in ecclesia more Romanorum* que Putta, évêque de Rochester († 688), *a discipulis beati papae Gregorii didicerat* <sup>4</sup>. Mais nulle part cette cantilène romaine n'est attribuée à saint Grégoire. Mieux encore, quand saint Wilfrid en parle, c'est pour nous dire qu'elle est UNE TRADITION DE LA PRIMITIVE ÉGLISE. « N'est-ce pas moi, dit-il quelque part, qui, le premier, après la mort des premiers évêques envoyés par saint Grégoire, ai travaillé à arracher les germes pernicieux du scotisme...., et qui, selon le RITE DE LA PRIMITIVE ÉGLISE, ai enseigné à chanter les répons et les antiennes à deux chœurs ? *Nonne et ego primus, post obitum primorum procerum a sancto Gregorio directorum, curavi ut scoticae virulenta plantationis germina eradicarem...., et quomodo JUXTA RITUM PRIMITIVÆ ECCLESIAE consono vocis modulamine binis adstantibus choris persullare responsoriis antiphonisque reciprocis instruerem* » ? On devine à ces seuls mots l'ardeur qu'a mise saint Wilfrid à lutter contre la liturgie des Scots, contre la liturgie irlandaise, contre la liturgie gallicane, contre tout ce qui tient à la coutume irlandaise, couverte du grand nom de saint Colomban ; et l'on voit qu'il a lutté au nom de la tradition romaine, non point seulement en matière de comput pascal, mais en matière de répons et d'antiennes, comme au nom d'une tradition remontant à la primitive Église, *juxta ritum primitivæ Ecclesiae*.

<sup>1</sup> Wilfridus Cantiam adveniens romanas consuetudines quæ Scottorum scientiam vincebant gnarus addidit. • Willelm. Malmesb., *De gest. pont. angl.*, III (P. L., t. CLXXIX, col. 1554).

<sup>2</sup> Willelm., *ibid.* ; Eadmer., *Vita S. Wilfr.*, 10 (Mabillon, *Acta SS. O. S. B.*, t. I, p. 200).

<sup>3</sup> Bed., *Hist. eccl.*, IV, 2 (P. L., t. XCV, col. 174).

<sup>4</sup> Id., *ibid.*

<sup>5</sup> Mabillon, *Annales O. S. B.*, t. I, p. 494.

A cette époque de luttes, où la liturgie romaine importée en Anglo-Saxonomie par les missionnaires romains, propagée par les abbés et les évêques romanistes, se dispute l'usage des églises et des couvents anglo-saxons avec la liturgie importée par les missionnaires irlandais, à cette époque appartient un document publié pour la première fois par Spelman, anonyme, barbare, mais extrêmement intéressant<sup>1</sup>. C'est un court fragment dont l'auteur explique, comme il l'entend, l'histoire des différentes liturgies existantes, pour en conclure la supériorité de la liturgie irlandaise-gallicane, ou, comme il le dit, le *Cursus Scottorum*. Il existe, à l'en croire, cinq types de l'office divin : 1<sup>o</sup> celui d'Asie, qui a pour auteur l'apôtre saint Jean, et qui, transmis par saint Polycarpe à saint Irénée et à saint Trophime, s'est répandu dans les Gaules ; — 2<sup>o</sup> celui d'Orient, que l'on doit à Chromatius, à Héliodorus, à saint Paulin, à saint Athanase, mais qui n'est pas répandu dans les Gaules ; — 3<sup>o</sup> celui de saint Ambroise ; — 4<sup>o</sup> celui de saint Benoît et de l'Église romaine ; — 5<sup>o</sup> celui d'Alexandrie, qui est celui des Scots. Notre auteur va entreprendre l'apologie du *Cursus Scottorum*.

L'office scot comprend un texte emprunté à l'Écriture sainte, des antiennes, des répons, les *modulationes* de ces antiennes et répons : c'est un *cursus* très arrêté, très individuel, dont notre auteur nous prévient sans réticence qu'il n'est ni l'office ambrosien, ni le romain, ni même le gallican. Cet office est celui que saint Colomban († 615) a importé à Luxeuil ; saint Colomban l'avait reçu de saint Comgall son maître (602), abbé de Bangor. Ne croyez pas ce que certains osent affirmer très faussement, à savoir que ce *cursus* a pour auteur un clerc breton appelé Grellan (*Gallicanus* ?) : cet office scot, en effet, Comgall l'avait reçu de saint Patrice († 465), lequel vécut cent cinquante-trois ans ! Saint Patrice le tenait de saint Germain et de saint Loup, qui le tenaient de saint Césaire, saint Césaire de saint Honorat, saint Honorat de Cassien, Cassien de saint Jérôme, de saint Antoine, de saint Basile, de saint Grégoire de Nazianze.... Et saint Jérôme nous apprend qu'il avait été composé par l'évangéliste saint Marc !

Voilà une copieuse accumulation de fables. N'en retenons qu'un fait : l'office scot, office à répons et à antiennes cantilénées, était l'office tel qu'il s'exécutait à Bangor et à Luxeuil, au VII<sup>e</sup> siècle. Mais il y a une morale à tirer de ces fables. Si l'on s'attache ainsi à attribuer à l'office scot une si haute antiquité, c'est que l'office rival,

<sup>1</sup> H. Spelman. *Concilia orbis Britannici*, t. I (1639), p. 176-178. Spelman le place en l'an 680 environ. Il ne dit pas d'où il l'a tiré. Dans ce texte anonyme, je trouve citées la vie de saint Colomban, de saint Eustasius, abbé de Luxeuil († 625), de saint Attala, abbé de Bobbio († 627), toutes biographies composées par le moine Jonas entre 650 et 659.

l'office romain, prétend, lui aussi, à une antiquité non moins éminente. Saint Wilfrid voyait dans l'office romain la liturgie de la primitive Église : les scotistes, opposant l'antiquité à l'antiquité, voient dans l'office scot l'œuvre de saint Marc.

Ainsi entendait-on, au vi<sup>e</sup> siècle, les origines liturgiques.

Cependant tous les liturgistes n'y mettaient pas une semblable ouïtrance. L'anonyme de Gerbert, dont on trouvera un texte revu sur le manuscrit dans mon *Histoire du Bréviaire romain*<sup>1</sup>, et qui écrivait, je crois, sur la fin du vi<sup>e</sup> siècle ou au commencement du vii<sup>e</sup>, est un défenseur du *cursus* romain : il se réfère à l'usage des monastères basilicaux romains, à l'usage de la basilique vaticane : si quelqu'un doute de ce qu'il avance, il l'envoie vérifier à Rome (*Vadat sibi ipse Roma*). Il témoigne de l'opinion monastique romaine à la fin du vi<sup>e</sup> siècle. Lui aussi, il polémise, mais il polémise contre les gallicans. On parle d'autorité ? L'office romain a la sienne. Il est l'œuvre du pape Damase et de saint Jérôme, et saint Jérôme n'a fait que l'emprunter à Jérusalem ! Saint Léon aussi y travailla, puis saint Gélase, puis les papes Symmaque, Jean, Boniface, GRÉGOIRE et Martin, et encore les grands chantres de Saint-Pierre, Maurianus, Catalenus, Virbonus. Que si quelqu'un se vante de connaître un office meilleur, il se trompe à mépriser l'autorité de si grands et de si saints Pères. Quoi donc ! on leur opposerait l'autorité de saint Hilaire, de saint Martin, de saint Germain, de saint Ambroise ? Ignore-t-on que ces saints ont été envoyés chez nous (*in terra ista occidentali*) par le siège apostolique, qu'ils s'appliquaient à ne déroger pas à l'usage de Rome, qu'ils allaient fréquemment à Rome s'accorder avec les saints papes et les empereurs chrétiens, qu'ils mettaient toute leur industrie à corriger chez nous ce qui déviait de l'usage de Rome ? — Ici encore, il faudrait faire la part des fables : il resterait au moins ceci de certain, que notre liturgiste, un romaniste celui-ci et presque un romain, considérait l'office romain comme une œuvre où bien des papes avaient collaboré, mais surtout comme une œuvre antique remontant au pape Damase, remontant à l'Église de Jérusalem et aux premiers temps du christianisme (*ordo descriptus de Hierosolyma a sancto Hieronymo permissu sancti Damasi*)<sup>2</sup> : si loin il était de

<sup>1</sup> P. 338-350.

<sup>2</sup> Ces mots de l'anonyme de Gerbert font allusion à deux pièces apocryphes bien connues, j'entends la correspondance apocryphe de saint Damase et de saint Jérôme. Damase écrit à Jérôme pour lui demander de traduire le psautier sur les Septante et de lui communiquer la méthode de psalmodie de Jérusalem : « .... quia apud nos.... nec psallentium mos tenetur nec hymni decus in ore nostro cognoscitur...., Græcorum psallentiam ad nos dirigere tua fraternitas delectetur.... » Migne, *P. L.*, t. XIII, col. 440. Jaffé, n° 242. Jérôme, en répondant, exprime le vœu que désormais « vox ista psallentium in sedē

penser que cet office pût être une création d'un pontife aussi moderne que saint Grégoire le Grand!

Nous avons voulu, dans les pages qui précèdent, déterminer l'époque où le *Liber responsalis* romain, codifié à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle, a commencé d'être attribué à saint Grégoire, et nous avons constaté que cette attribution était née d'une confusion faite en France au commencement du IX<sup>e</sup> siècle.

Nous avons, secondement, indiqué les raisons qui nous empêchent de croire que le *Liber responsalis* ait été fixé définitivement au commencement du VII<sup>e</sup> siècle.

Nous avons, en troisième lieu, fait voir qu'au VII<sup>e</sup> siècle, soit à Rome, soit en Anglo-Saxonic, on tenait la *Cantio Romanorum* pour une œuvre remontant à l'origine même de l'Église, et point pour une création de saint Grégoire.

C'est tout ce que nous voulions démontrer.

PIERRE BATIFFOL,  
Aumônier de Sainte-Barbe.

### III.

## LA DALMATIE DE 1797 A 1815

« Prenez, écrivait récemment M. le vicomte E.-M. de Vogüé, les catalogues de librairie pour ces dernières années, et plus particulièrement depuis quinze ou dix-huit mois : mémoires exhumés ou travaux actuels, les livres d'histoire que nous offrent les éditeurs, et qui réussissent, tournent presque tous autour de Napoléon. » Il semble toutefois que jusqu'ici la curiosité du public ait été attirée sur la personne

romana die noctuque canatur, » et que l'on chante le *Gloria Patri* à la fin de chaque psaume, et l'*Alleluia* « cum omnibus psalmis. » Migne, *P. L.*, t. XXX, col. 294. Ces lettres circulaient à Rome dès le VI<sup>e</sup> siècle : la seconde édition du *Liber pontificalis* dans la notice de Damase n'y fait pas sûrement allusion, mais saint Grégoire semble bien les avoir connues (Migne, *P. L.*, t. LXXVII, col. 956).

plutôt que sur l'œuvre du grand empereur, et sur son œuvre militaire plutôt que sur son œuvre politique. Si les historiens de l'époque impériale nous ont fait connaître son caractère par la publication des mémoires du temps, ou ses campagnes par de savantes monographies, ils semblent avoir négligé l'histoire de sa domination dans les pays où il a porté ses codes à la suite de ses armes, et avoir méconnu l'importance d'événements qui ont changé ou avancé les destinées de l'Europe.

M. l'abbé Pisani paraît avoir voulu suivre cette voie encore à peine tracée en étudiant l'histoire, pendant la période révolutionnaire, d'une des provinces les plus reculées de l'empire napoléonien, la Dalmatie. Son livre, imprimé avec un luxe qui en fait un véritable chef-d'œuvre typographique, orné de trois héliogravures et de dix cartes, fondé sur des recherches patientes dans les journaux du temps, dans les archives de Vienne, de Paris, de Zara et de Raguse, nourri de détails caractéristiques, écrit avec intérêt, semble avoir épuisé la question à laquelle il est consacré <sup>1</sup>.

Cette histoire s'ouvre par une introduction qui en explique le développement ultérieur et qui contient une brève description physique de la Dalmatie. Cette province, formée d'une longue et étroite bande de terre comprise entre l'Adriatique et la province turque de Bosnie, sillonnée de chaînes longitudinales qui rendent les communications fort difficiles, bordée d'un cordon d'îles littorales où se trouvent d'excellents ports, était difficilement pénétrable et accessible à des envahisseurs étrangers, et son isolement avait donné à ses habitants un esprit d'indépendance, un attachement à leurs vieilles coutumes, de nature à rendre fort malaisée la tâche de ceux qui tenteraient d'y maintenir leur domination et d'y importer leurs lois. Le récit des difficultés qu'y rencontrèrent successivement les Autrichiens et les Français en est la preuve et forme le sujet du volume.

En 1789, les Vénitiens étaient depuis près de deux siècles les maîtres de la province. Comme ils cherchaient moins à en assimiler les populations qu'à en posséder les côtes, leur domination avait été douce et ils semblaient prendre à tâche de la faire oublier pour la faire supporter. L'exerçant au moyen de fonctionnaires peu nombreux et peu payés, ils avaient laissé à leurs sujets leurs lois et leurs privilèges; aux communes leur organisation distincte selon les localités, leur autonomie et leurs magistrats élus; aux nobles et aux bourgeois l'exemption totale ou partielle des impôts; au clergé son influence séculaire, ses privilèges fiscaux, le monopole de l'enseigne-

<sup>1</sup> *La Dalmatie de 1797 à 1813. Épisode des conquêtes napoléoniennes.* par l'abbé Paul PISANI. Paris, Alph. Picard et fils, 1893, gr. in-8° de xxxvi-490 p.

ment; aux terres un régime défectueux sanctionné par la loi Grimani, qui ne laissait aux habitants que l'usufruit des domaines cultivés par eux; enfin à la république de Raguse, séparée de la province par une légère bande de terre, son indépendance.

Tel était l'état de la Dalmatie quand sa métropole, en proie à une triple décadence économique, politique et morale, succomba devant Bonaparte pour ne plus se relever. Livrés un instant à eux-mêmes, excités par les agents des démocrates français, hostiles pourtant aux envahisseurs, les Dalmates n'avaient d'autre ressource que de se jeter dans les bras de l'Autriche. A la tête d'une division de quatre mille hommes, le général Rukavina occupa sans encombre les principales villes du pays, et à cette occupation de fait le traité de Campo-Formio donna la sanction du droit en laissant à l'Autriche la Vénétie et ses dépendances. Cette puissance allait faire une première tentative pour imposer à la Dalmatie les réformes propres à la porter au même degré de civilisation que les régions voisines.

L'activité du comte de Thurn, premier gouverneur autrichien, porta sur la police, qu'il rendit plus tracassière que vigilante; sur l'administration fiscale, dont il ne put faire disparaître les abus et la corruption des employés; sur le clergé, dont il ne put obtenir la tolérance à l'égard des dissidents grecs ou israélites. L'archiduc Charles, qui lui succéda pendant la guerre de la seconde coalition, n'eut que le temps de lever un régiment dalmate, que son indiscipline fit bientôt licencier, et de laisser en Dalmatie un habile ingénieur, Zavoreo, employé plus tard par l'administration française. Le comte de Goëss, qui reprit le pouvoir à la paix, profita d'une vaste enquête qu'avait ordonnée dans la province le gouvernement de Vienne pour essayer de tout renouveler, hygiène, finances, justice, bienfaisance; il n'obtint d'autre résultat que de s'attirer l'inimitié des corps privilégiés. Enfin, en 1804, le général Brady, chargé par la cour de Vienne de défendre la Dalmatie contre les armes françaises, n'eut que le temps de faire quelques préparatifs, rendus bientôt inutiles par le traité de Presbourg, qui cédait la province à Napoléon. La domination autrichienne avait été trop éphémère pour transformer d'une manière durable et profonde les pays qui lui étaient échus. L'administration française allait tenter dans ce sens, pendant un temps plus long et avec des moyens d'action plus considérables, des efforts auxquels M. l'abbé Pisani consacre les chapitres les plus intéressants de son ouvrage.

L'histoire de la domination napoléonienne se subdivise elle-même en deux périodes. Pendant la première, qui s'étend de 1806 à 1809, la Dalmatie est rattachée nominalement au royaume d'Italie, bien qu'elle en soit séparée par le littoral croate qui reste à l'Autriche.

Pendant la seconde, de 1809 à 1814, elle fait partie d'un gouvernement distinct, celui des provinces illyriennes, qui comprenait les régions situées entre la Save et la mer.

La première période fut une époque de lutte dans laquelle notre administration chercha son assiette et son organisation définitives ; lutte du commandant militaire contre les ennemis extérieurs, lutte du gouverneur civil contre les abus intérieurs, lutte des deux pouvoirs entre eux.

La guerre extérieure fut la plus courte. Le général Molitor, après avoir occupé sans coup férir presque toute la province, se heurta tout à coup à un obstacle inattendu. La flotte russe de Siniavin, profitant du moment où les Autrichiens évacuaient, conformément au traité de Presbourg, les bouches du Cattaro, les occupèrent à leur place, et de là menacèrent le reste du littoral. Pour parer à ce danger, le général Lauriston se jeta dans Raguse, qui, par suite des tergiversations de son Sénat, perdit pour la première fois sa vieille indépendance, et se vit presque aussitôt assiégée par les troupes russes et délivrée par Molitor. La situation était néanmoins assez critique, quand Marmont vint avec des renforts prendre le commandement. La bataille défensive de Castelnuovo, la mise en état de défense de Raguse, la perte de Curzola, l'insurrection des populations sauvages de la Poglizza, furent les principaux incidents d'une lutte que termina le traité de Tilsitt. La Dalmatie fut à peu près respectée par ses voisins jusqu'en 1809.

Pendant que la défense du territoire était l'œuvre des généraux, la réforme de l'administration était le rêve d'un personnage qui portait le nom historique de Dandolo et le titre vénitien de provvediteur. C'était une singulière figure que celle de cet homme qui, portant dans l'administration de sa province un caractère plus honnête que modeste, une activité plus agitée que féconde, des vues plus arrêtées que prévoyantes, chercha à y introduire toutes les réformes propres à la porter au même niveau de civilisation que le royaume d'Italie. Ses efforts furent trop courts, trop peu suivis et trop dispersés pour être efficaces. Il essaya de tout changer à la fois et il ne put rendre le clergé catholique moins hostile aux dissidents et moins indépendant envers l'autorité civile, l'hygiène plus rationnelle, le commerce plus actif, l'agriculture mieux comprise. Il échoua complètement dans celle de ses tentatives qui était à la fois la plus agréable à l'empereur et la plus odieuse à la population, l'établissement de la conscription. Enfin une part précieuse de son activité s'égarait dans de stériles conflits que son amour-propre soulevait sans cesse avec le commandant militaire Marmont. C'était pourtant à ce dernier qu'était due la seule œuvre qui rappelle encore aujourd'hui aux Dalmates le

passage des Français dans leur pays, la construction de nombreuses routes militaires à travers la montagne, propres à rendre également plus faciles les opérations militaires et les communications entre les habitants.

Les choses en étaient là quand une nouvelle guerre vint remettre en question notre autorité dans la province. En 1809, l'Autriche, attentive à attaquer l'empire français partout où il pouvait lui donner prise, dirigea contre la Dalmatie la petite armée de Stoinevitch, qui parvint, grâce à la complicité des habitants et malgré la résistance des Bosniaques, à refouler les troupes de Marmont. Celui-ci réussit néanmoins à se dégager pour aller rejoindre l'armée d'Italie, mais ne put le faire qu'en abandonnant la province à elle-même, c'est-à-dire à l'Autriche. Le sort de la Dalmatie devait se décider dans les plaines de Wagram, et d'après le traité de Schönbrunn, elle devait former, sous le nom de provinces illyriennes, avec la Croatie, l'Istrie, la Carniole et la Carinthie, un vaste commandement militaire, qui fut confié d'abord au maréchal Marmont, puis aux généraux Bertrand et Junot, et enfin à Fouché. Elle perdait jusqu'à l'ombre de son autonomie et devait être soumise au droit commun qui régissait le reste de l'empire. Ce droit fut bientôt fixé par le décret organique du 15 mai 1811 : gouvernement général, administration des finances, commerce, prisons, ponts et chaussées, instruction publique, mines, haute police, cultes, justice, services de la guerre et de la marine, tout était réglé de la façon la plus minutieuse par ce décret, qui remplissait un volume entier du *Bulletin des lois*.

Pour que ce décret pût passer dans la pratique, il fallait deux conditions : des sujets assez dociles pour l'accepter avec soumission, un temps assez long pour l'appliquer avec suite. L'une et l'autre firent également défaut. Tandis que la Dalmatie opposait aux nouvelles réformes la force de résistance passive qui avait déjà fait échouer les précédentes, les frontières étaient menacées et franchies, au moment où l'organisation venait d'être définitivement arrêtée. Cette conquête comprit deux phases principales. La première, entre 1810 et 1813, eut pour théâtre principal la mer et les îles de la côte, dont la flotte anglaise s'empara successivement. En 1813, la guerre s'étend par suite de l'entrée en ligne de l'Autriche, dont l'armée triomphe facilement des détachements français rendus impuissants par les défections, l'isolement et la faiblesse des effectifs. Zara est pris après vingt jours de siège, les petites places voisines succombent également. L'Autriche eut plus de peine à s'emparer de Raguse, à cause des velléités d'indépendance des nobles de cette ville, et de Cattaro, à cause de la répugnance des Anglais à laisser occuper ces bouches par une autre puissance ; mais quand cette dernière place eut capitulé, il ne resta



plus un seul Français sur cette côte dalmate qui avait fait partie pendant dix ans de l'empire napoléonien.

Ainsi finit cette domination, sans laisser dans le pays des traces comparables à celles qu'a imprimées la France dans d'autres régions telles que l'Allemagne et l'Italie. Les causes en sont simples, et M. l'abbé Pisani les recherche dans sa conclusion : elles tiennent d'abord à la situation de la province, trop éloignée géographiquement de la métropole pour pouvoir être préservée contre les agressions de ses anciens maîtres, trop éloignée moralement des nouvelles idées pour pouvoir se les assimiler brusquement ; elles tiennent aussi aux procédés de gouvernement des vainqueurs, qui se refusèrent à tenir compte de cette situation particulière du pays, et s'obstinèrent à vouloir lui donner les mêmes lois, la même administration qu'à toutes les parties de leur vaste empire. C'est ainsi qu'agitée sans cesse au dehors par les tentatives des Autrichiens, des Russes et des Anglais, au dedans par sa résistance à la conscription et à la nouvelle législation, la Dalmatie française n'eut qu'une existence troublée et éphémère. Grâce à cette situation particulière, ce pays est celui dans lequel il est le plus facile d'étudier et de toucher du doigt les vices du système napoléonien, son caractère arbitraire et sa manie de simplification à outrance. C'est là surtout ce qui rend si attachante la lecture du livre de M. l'abbé Pisani et donne à son sujet, au premier abord un peu spécial, un intérêt élevé et une importance particulière pour l'histoire du commencement de ce siècle <sup>1</sup>.

L. PINGAUD.

---

<sup>1</sup> Parmi les documents, encore inédits, qui pourraient éclairer certaines parties de cet ouvrage, signalons les *Mémoires* du général Teste, dont le *Correspondant* du 25 novembre a publié une très intéressante analyse.

---

## COURRIER ALLEMAND

---

L'énorme accroissement de la littérature historique dans les derniers siècles a rendu de plus en plus nécessaires les livres de référence méthodiquement disposés. En ce qui concerne l'histoire ecclésiastique, le professeur Brathe vient tout récemment de publier un *Guide* à travers les sources et la bibliographie du sujet<sup>1</sup>, qui n'est pas à la hauteur de la critique, même protestante ; les divisions en sont défectueuses et les indications incomplètes.

— Le professeur Alexander Riese nous livre un savant ouvrage sur la Germanie rhénane dans la littérature antique<sup>2</sup> : œuvre indispensable à l'étude des antiquités germaniques.

— Nous sommes redevables au professeur Kelle, de Prague, d'une grande *Histoire de la littérature allemande depuis les temps les plus reculés jusqu'au milieu du XI<sup>e</sup> siècle*<sup>3</sup>. C'est un travail plein de science et de solides qualités. On ne peut en dire de même de l'*Histoire de la littérature allemande*, de W. Galthér<sup>4</sup>. Une foule d'erreurs de détail, une forme par trop négligée : telle est la caractéristique du premier volume, qui va des temps anciens à la fin du moyen âge.

— C'est une *Histoire de la philosophie* que nous donne M. Julius Bergmann<sup>5</sup> ; elle en est au premier volume, consacré aux temps antérieurs à Kant.

— L'ouvrage du professeur Hegel sur *les villes et les gildes des peuples germaniques au moyen âge*<sup>6</sup> est précieuse pour cette épo-

<sup>1</sup> E. BRATHE : *Wegweiser zur Quellen- und Litteraturkunde der Kirchengeschichte*. Gotha, Perthes, 1890, gr. in-8 de 282 p.

<sup>2</sup> ALEX. RIESE : *Das rheinische Germanien in der antiken Litteratur*. Leipzig, B. G. Teubner, 1892, in-8 de viii-496 p.

<sup>3</sup> J. KELLE : *Geschichte der deutschen Litteratur von der ältesten Zeit bis zur Mitte des XI. Jahrhunderts*. Berlin, Besser, 1892, in-8 de iii-435 p.

<sup>4</sup> W. GALTHER : *Geschichte der deutschen Litteratur* 1 Thl. *Von den ersten Anfängen bis zum Ausgang des Mittelalters*. Stuttgart, Union, 1892, in-8 de 443 p.

<sup>5</sup> JUL. BERGMANN : *Geschichte der Philosophie*, I. Bd. *Die Philosophie vor Kant*. Berlin, E. S. Mittler und Sohn, 1892, in-8 de vii-456 p.

<sup>6</sup> K. HEGEL : *Städte und Gilden der germanischen Völker im Mittelalter*. Leipzig, Duncker und Humblot, 1891, in-8 de xviii-457 et xii-516 p.

que. C'est de l'origine des constitutions municipales de l'Allemagne que s'occupe le professeur Below<sup>1</sup>. Ilgen a écrit sur la constitution municipale et judiciaire<sup>2</sup>. Le droit civil de Mayence est étudié par Hallein<sup>3</sup>, mais seulement à la fin du moyen âge.

— M. de Witte dirige ses recherches sur les Allemands et les Celto-romains en Lorraine : il s'agit de la formation du domaine de la langue allemande<sup>4</sup>; M. B. Jelinek s'occupe des matériaux préhistoriques et ethnographiques de Bohême<sup>5</sup>.

— A signaler le neuvième volume des chartes de la ville de Lübeck<sup>6</sup>, et le seizième du grand *Codex diplomaticus Silesiae*<sup>7</sup>, publié par le Comité historique de Silésie, et qui contient les registres pour l'histoire de la Silésie de 1301 à 1315; il est édité par MM. Grünhagen et Wutke.

— Le séminaire historique de Munich, dirigé par les professeurs Heigel et Grauert sur le modèle des établissements de ce genre, publie la seconde livraison de ses travaux<sup>8</sup>, qui contient une étude du docteur J. Schnitzer sur les *Gesta romanae ecclesiae* du cardinal Beno et autres écrits polémiques des cardinaux schismatiques contre le pape Grégoire VII : c'est un travail soigneusement fait. Le Vogtland au moyen âge est étudié par Collmann<sup>9</sup>; les chants des *vagantes* le sont par M. Ehrenthal<sup>10</sup>. M. Scartazzini publie un *Manuel de Dante*<sup>11</sup> : c'est la meilleure introduction qu'on puisse imaginer à l'étude de la vie et des écrits du grand poète. La littérature dantesque a pris une extension qui donne un grand prix à ce travail.

<sup>1</sup> G. V. BELOW : *Die landständische Verfassung in Jülich und Berg*. 3. Thl. Düsseldorf, Voss, 1892, in-8 de 336 p.

<sup>2</sup> Th. ILGEN : *Zur Herforder Stadt- und Gerichtsverfassung*. Münster, Regensberg, 1892, in-8 de 58 p.

<sup>3</sup> HALLEIN : *Mainzer Civilrecht im XIV. und XV. Jahrhundert*. Würzburg, Gnad, 1892, gr. in-8 de 193 p.

<sup>4</sup> H. V. WITTE : *Deutsche und Keltoromanen in Lothringen nach der Völkerwanderung. Die Entstehung des deutschen Sprachgebietes*. Strassburg i/E., in-8.

<sup>5</sup> JELINEK : *Materialien zur Vorgeschichte und Volkskunde Böhmens*. 1. Thl. Wien, Holder, in-4 de 36 p. mit 77 Illustr.

<sup>6</sup> *Urkundenbuch der Stadt Lübeck*, IX. Thl. Lübeck, Schmersahl, in-4 de 160 p.  
<sup>7</sup> *Codex diplomaticus Silesiae*, XVI. Bd. *Regesten zur schlesischen Geschichte*, hg. von GRÜNHAGEN und WUTKE. Breslau, Max und Co, 1892, in-4 de xvi-359 p.

<sup>8</sup> *Historische Abhandlungen aus dem Münchener Seminar*, herausg. von Th. HEIGEL und H. GRAUERT, 2. Heft. Bamberg, Buchner, 1892, in-8 de viii-105 p.

<sup>9</sup> K. F. COLLMANN : *Preussische Geschichte*. 1. Th. *Das Vogtland im Mittelalter*. Greiz, E. Schlemm, 1892, in-8 de viii-134 p.

<sup>10</sup> L. EHRENTAL : *Studien zu den Liedern der Vaganten*. Programm des Gymnasiums zu Bromberg. Leipzig, Fock, gr. in-4 de 12 p.

<sup>11</sup> G. A. SCARTAZZINI : *Dante-Handbuch. Einführung in das Studium des Lebens und der Schriften Dante Alighieris*. Leipzig, P. A. Brockhaus, in-8 de x-511 p.

— On sait que la grande *Histoire de l'empereur Charles IV et de son temps*<sup>1</sup> de M. Werunsky, professeur à Prague, est en cours de publication ; le troisième volume vient de paraître. Il va de 1355 à 1368. On doit louer ce travail.

— Le docteur Auguste Kneer publie une étude sur le *développement de la théorie conciliaire*, pour servir à l'histoire du schisme et des écrivains politico-ecclésiastiques Conrad de Gelnhausen, mort en 1390, et Henri de Langenstein, mort en 1397<sup>2</sup> ; cette étude a pour objet : l'université de Paris au commencement du schisme ; les documents relatifs à la vie de Conrad de Gelnhausen ; son *Epistola concordiae* ; l'activité littéraire de Henri de Langenstein. Elle conduit Kneer à cette conclusion que Conrad de Gelnhausen est le vrai représentant et, à proprement parler, l'inventeur de la théorie conciliaire. Ce sont les propositions de l'*Epistola concordiae* qui, au temps du schisme, ont été acceptées par les Gerson, les Ailly, les Dietrich de Niem, les Zabarella. En appendice le docteur Kneer publie le commencement non imprimé jusqu'ici de l'*Invectiva contra monstrum Babylonis*, de Langenstein, ainsi que des passages également inédits de l'*Epistola de cathedra Petri*, du même auteur. Le docteur Kneer a pris rang par ce travail entre nos meilleurs historiens. C'est un élève du professeur Finke, de Münster, qui prépare un grand travail sur le concile de Constance.

— M. Bess publie sur le même concile une étude ayant trait à la politique ecclésiastique de la France et au procès de Jean Petit à propos de sa doctrine du tyrannicide<sup>3</sup>.

— A cette occasion, qu'on me permette de signaler la seconde édition du premier volume de mon *Histoire des Papes depuis la fin du moyen âge*<sup>4</sup>. On y a mis à profit tout ce qui a paru depuis 1886 en Allemagne et à l'étranger, notamment l'important ouvrage du marquis de Beaucourt sur Charles VII, ainsi que nombre de travaux plus anciens qu'on n'avait pas pu consulter pour la première édition, et des documents nouveaux tirés des bibliothèques d'Allemagne, de

<sup>1</sup> EMIL WERUNSKY : *Geschichte Kaiser Karls IV und seiner Zeit*. III. Bd. 1355-1368. Innsbruck, Wagner, 1892, in-8 de xvi-383 p.

<sup>2</sup> A. KNEER : *Die Entstehung der conciliaren Theorie*. Roma, Cuggiani, 1893, gr. in-8 de 145 p.

<sup>3</sup> BH. BESS : *Zur Geschichte des Konstanzer Konzils. Studien*. I. Bd. *Frankreichs Kirchenpolitik und der Prozess des Jean Petit über die Lehre vom Tyrannenmord bis zur Reise König Sigismunds*. Marburg i/H., O. Ehrhardt, 1892, in-8 de xiv-236 p.

<sup>4</sup> D<sup>r</sup> L. PASTOR : *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*. Bd. I. *Geschichte der Päpste im Zeitalter der Renaissance bis zur Wahl Pius II*. Zweite, vielfach umgearbeitete und verbesserte Auflage. Freiburg, Herder, 1891, gr. in-8 de lxx-771 p.

Suisse, de France, surtout des villes italiennes, telles que Rome, Florence, Milan, Modène, Sienne, Venise. Afin de ne pas trop étendre les dimensions de l'ouvrage, l'appendice n'a pas été augmenté, à une exception près, qui a paru nécessaire, une pièce tirée des manuscrits du Vatican, un écrit que le cardinal Robert de Genève, plus tard l'antipape Clément VII, adressait de Rome, le 14 avril 1378, à l'empereur Charles IV, pour lui communiquer l'élection régulière d'Urbain VI. On n'a rien touché aux vues générales sur l'époque, qui ont obtenu l'assentiment d'hommes tels que Burckhardt, Müntz et de Rossi.

— La monographie de M. C. de Fabriczy sur la vie et les œuvres de l'immortel Filippo Brunelleschi est précieuse pour l'histoire de la Renaissance italienne <sup>1</sup>.

— Vient de paraître le second volume des *Sources pour l'histoire des Juifs en Allemagne* <sup>2</sup>.

— Les historiens ne peuvent se passer des catalogues de manuscrits. Au premier rang il faut citer celui de la célèbre bibliothèque de Wolfenbüttel, publié par le docteur Otto de Heinemann <sup>3</sup>, et dont un nouveau volume vient de paraître. — Nous devons à M. Gottwald le catalogue des manuscrits du monastère d'Engelberg <sup>4</sup>.

— Le docteur Kelchner reproduit un imprimé de la bibliothèque municipale de Francfort : *Der Enndkrist* <sup>5</sup>. On imprime des tables pour le Répertoire bibliographique de Hain <sup>6</sup>. — Le docteur Mülinen publie des études pour l'histoire de la ville de Berne <sup>7</sup>; on ne saurait trop louer le soin avec lequel il indique les sources ou les travaux antérieurs et l'impartialité dont il fait preuve pour les temps postérieurs à la Réforme.

— M. Baumgarten donne le troisième volume de sa grande *Histoire*

<sup>1</sup> C. v. FABRICZY : *Filippo Brunelleschi. Sein Leben und seine Werke*. Stuttgart, J. G. Cotta Nachf., 1892, in-8 de xxxix-636 p.

<sup>2</sup> *Quellen zur Geschichte der Juden in Deutschland*. II. Bd. Berlin, L. Simeon, 1892, in-8 de xxxix-222 p.

<sup>3</sup> O. v. HEINEMANN : *Die Handschriften der herzogl. Bibliothek zu Wolfenbüttel*. II. Abth. *Die Augusteischen Handschriften* I. Wolfenbüttel, Zwissler, 1891, in-8 de xi-320 p.

<sup>4</sup> B. GOTTWALD : *Catalogus codicum manuscriptorum qui asservantur in bibliotheca monasterii O. S. B. Engelbergensis in Helvetia*. Freiburg i/B., Herder, 1892, in-8, xvi-327 p.

<sup>5</sup> E. KELCHNER : *Der Enndkrist der Stadt-Bibliothek zu Frankfurt am Main*. Frankfurt a/M., Keller, 1891, in-4, ix-40 p. Mit Abbildgn.

<sup>6</sup> L. HAIN : *Repertorium bibliographicum in quo libri omnes ab arte typographica inventa usque ad a. MD. typis expressi ordine alphabetico vel simpliciter enumerantur vel accuratius recensentur. Opera L. H. Indices uberrimi opera Cr. Burger*. Leipzig, O. Harrassowitz, in-8, vi-427 p.

<sup>7</sup> W. FR. von MÜLINEN : *Berns Geschichte 1191-1891. Festschrift zur 700jährigen Gründungsfeier*, Berne, Schmidt-Francke, in-8, 255 p.

de Charles V<sup>1</sup>. L'ouvrage a du nouveau, mais il est hostile aux catholiques. M. Baumgarten est un protestant fanatique.

— Le docteur Horning fournit une contribution à l'histoire ecclésiastique d'Alsace et à la biographie des théologiens luthériens de Strasbourg : Marbach, Pappus, J. Schmidt, Dannhauer, Dorsch, Bebel, Spener et autres<sup>2</sup>. M. Cornélius, professeur à Munich, traite de la *fondation de la constitution calviniste à Genève, en 1541*<sup>3</sup>. Très importante est la publication faite par Schwarz<sup>4</sup>, de dix relations sur la situation de l'Église catholique en Allemagne, de 1573 à 1576, avec le protocole de la congrégation allemande (1573-1578). Ces pièces, empruntées aux archives romaines, jettent une nouvelle lumière sur la situation de l'Église catholique en Allemagne au xvi<sup>e</sup> siècle. La publication de Schwarz a été mise à profit dans la nouvelle édition du tome V de l'*Histoire allemande* de Janssen<sup>5</sup>, faite par le soussigné. C'est la 13<sup>e</sup>-14<sup>e</sup>, preuve frappante du nombre énorme de lecteurs des œuvres de Janssen. Dans cette nouvelle édition, l'on a utilisé les ouvrages parus depuis la précédente et corrigé quelques inexactitudes. Sur beaucoup de points, l'on a pu se servir des notes laissées par le regretté prélat. C'est d'après les mêmes principes que le soussigné a préparé une nouvelle édition du tome VI de Janssen<sup>6</sup>. A ces deux volumes s'ajoute le septième qui vient de paraître<sup>7</sup>. Janssen l'avait laissé inachevé; c'est le soussigné à qui est incombée la tâche peu facile de préparer le

<sup>1</sup> HM. BAUMGARTEN : *Geschichte Karls V.* III. Bd. Stuttgart, J. G. Cotta, 1892, in-8, xviii-371 p.

<sup>2</sup> W. HORNING : *Kirchenhistorische Nachlese oder Nachträge zu den Beiträgen zur Kirchengeschichte des Elsasses* [7 Jahrgänge] und *Biographien der Strassburger luth. Theologen : Marbach, Pappus, J. Schmidt, Dannhauer, Dorsch, Bebel, S. Schmid, Spener, etc.* [Festschrift zum 400jähr. Geburtsjubiläum von Martin Butzer.] Strassburg i/E., J. H. E. Heitz, 1891, in-8 de x-154 p.

<sup>3</sup> C. A. CORNELIUS : *Die Gründung der Calvinischen Kirchen Verfassung in Genf 1541.* [Extrait de : « Abhandlungen der königl. bayrischen Akademie der Wissenschaften. »] München, G. Franz, 1892, in-4 de 39 p.

<sup>4</sup> W. E. SCHWARZ : *Briefe und Akten zur Geschichte Maximilians II.* I. Thl. Zehn Gutachten über die Lage der katholischen Kirche in Deutschland (1573-1576), nebst dem Protokolle der deutschen Congregation (1573-1578). Paderborn, Bonifacius-Druckerei, 1892, in-8 de lxx-135 p.

<sup>5</sup> JANSSEN : *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters.* Fünfter Band, 13. und 14. Auflage, besorgt von L. PASTOR. Freiburg i/B., 1893, gr. in-8 de 754 p.

<sup>6</sup> JANSSEN : *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters.* Sechster Band : Kurst und Volksliteratur bis zum Beginn des 30jährigen Krieges, 13. und 14. verbesserte und vermehrte Auflage, besorgt von Ludwig PASTOR. Freiburg i/B., 1893, in-8 de xxvi-540 p.

<sup>7</sup> JANSSEN : *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters.* Siebenter Band : Schulen und Universitäten Bildung, und Wissenschaft bis zum Beginn des 30jährigen Krieges ergänzt und herausgegeben von Ludwig PASTOR. Erste bis zwölfte Auflage. Freiburg i/B., 1893, gr. in-8 de xl-130 p.

manuscrit pour l'impression, et de compléter les chapitres manquants. Le présent volume continue le tableau déjà commencé de la civilisation du peuple allemand, depuis la fin du moyen âge jusqu'au début de la guerre de Trente ans. Il est question des écoles et des universités : ruine des anciennes écoles depuis la division de l'Église ; écoles populaires, traitement des maîtres ; la jeunesse des écoles ; écoles de latin et gymnases protestants ; écoles des pays catholiques ; le drame dans les écoles protestantes et catholiques ; universités et activité académique des Jésuites. La troisième partie a pour objet la culture et la science : études humanistes, érudition philologique, poésie latine ; étude et science du droit ; écrits historiques ; mathématiques et astronomie ; sciences naturelles ; médecine ; philosophie et théologie protestante et catholique ; traductions protestante et catholique de la Bible ; prédication catholique et protestante ; librairie, premiers journaux. Le huitième volume de Janssen paraîtra avant Pâques 1894.

— M. A. Fischer publie trois intéressants essais sur l'histoire de la littérature anglaise <sup>1</sup>. Il y est question : 1° de Roger Ascham ; 2° du journal de Henry Crabb Robinson ; 3° de l'influence de la mer sur la littérature anglaise. Le premier de ces trois essais est particulièrement intéressant.

— La bibliographie de la Réforme se trouve singulièrement enrichie par les additions au *Corpus reformatorum*, admirablement publiées par le professeur Hartfelder <sup>2</sup>.

— D'autres documents importants pour l'histoire de la Réforme nous sont donnés par le professeur de Vienne M. Lœsche <sup>3</sup>. Il publie dans leur forme authentique les propos de table de Luther et les apophtegmes de Mélanchthon, en se servant surtout des notes de Jean Mathesius. L'édition repose sur un manuscrit du musée germanique de Nuremberg. On trouvera dans ce volume d'intéressants propos de Luther et de Mélanchthon. Il nous reste à regretter que l'auteur ait utilisé sa préface pour une sortie contre les « furieux ultramontains, » et spécialement contre Janssen. Jusqu'ici Janssen n'a pas été réfuté, et M. Lœsche n'est pas autorisé à parler en ces termes.

— De la biographie de Luther, par le professeur Kolde, vient enfin de

<sup>1</sup> A. TH. FISCHER : *Drei Studien zur englischen Literaturgeschichte*. Gotha, Perthes, 1892, gr. in-8 de 177 p.

<sup>2</sup> *Melanchthoniana paedagogica. Eine Ergänzung zu den Werken Melanchthons im Corpus reformatorum*. Gesammelt und erklärt von K. Hartfelder. Leipzig, B. G. Teubner, 1892, in-8 de xviii-287 p. Mit 1 Bildnis Melanchthons in Lichtdr.

<sup>3</sup> G. LÖESCHE : *Analecta Lutherana et Melanchthoniana*. Gotha, Perthes, 1892, gr. in-8 de 440 p.

paraître la fin du tome second <sup>1</sup>. J'ai déjà remarqué que Kolde est un admirateur de Luther. Cela se voit à la fin de l'ouvrage. Précieuses sont les notes qui contiennent des indications bibliographiques fort soignées; mais il serait à désirer que le professeur Kolde écrivit au moins exactement le nom d'une personnalité comme Janssen.

— Le professeur Sägmüller publie un ouvrage considérable sur *les bulles sur l'élection pontificale et le droit politique de l'exclusive* <sup>2</sup>. Il est question dans cet ouvrage : 1<sup>o</sup> de la réforme de l'élection du pape sous Paul III, Jules III, Marcel II, Paul IV et du concile de Trente; 2<sup>o</sup> du conclave de Pie IV; 3<sup>o</sup> de la réforme de l'élection pontificale sous Pie IV, et de la troisième période du concile de Trente; 4<sup>o</sup> de l'évolution du droit politique de l'exclusive dans l'élection pontificale; 5<sup>o</sup> de l'interdiction de ce droit par la bulle de Grégoire XV : *Aeterni Patris filius*. En appendice sont donnés : 1<sup>o</sup> l'article de réforme au conclave de Jules III; 2<sup>o</sup> le projet de bulle de Jules III sur le conclave; 3<sup>o</sup> la bulle ratifiée du même pape sur le conclave; 4<sup>o</sup> le projet de bulle de Pie IV sur le même objet. L'ouvrage est composé avec grand soin, et les publications sur la matière ont été suffisamment utilisées. L'auteur a fait aussi usage de sources manuscrites.

— M. Berliner s'occupe de la censure et de la confiscation des livres hébreux dans les États de l'Église <sup>3</sup>. Il s'est servi d'actes inédits des bibliothèques romaines, et notamment de la Vaticane.

— Le Dr Cuno écrit la biographie de *François Junius l'ancien* (+ 1602) <sup>4</sup>.

— M. Ulrich donne des études sur la poésie dramatique de l'Allemagne dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle <sup>5</sup>.

— L'administration des archives de la guerre à Vienne publie, comme on sait, un vaste ouvrage sur les campagnes du prince Eugène. Il en a été donné au public deux nouveaux volumes <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> TH. KOLDE : *Martin Luther. Eine Biographie*. 2. Band. Gotha, Perthes, 1893, gr. in-8 de 624 p.

<sup>2</sup> J. B. SÄGMÜLLER : *Die Papstwahlbulden und des staatliche Recht der Exclusive*. Tübingen, Laupp, 1892, gr. in-8 de viii-308 p.

<sup>3</sup> A. BERLINER : *Censur und Konfiskation hebräischer Bücher im Kirchenstaate*. Auf Grund der Inquisitionsakten in der Vaticana und Vallicellana dargestellt. Frankfurt a/M., Kaufmann, in-8.

<sup>4</sup> FR. W. CUNO : *Franciscus Junius der Aelttere, Professor der Theologie und Pastor [1545-1602]. Sein Leben und Wirken, seine Schriften und Briefe*. Amsterdam, 1891 [Leipzig, K. F. Köhler], in-8 de ix-416 p. Mit Portr. und Facsim.

<sup>5</sup> W. ULRICH : *Ueber den Zustand der dramatischen Poesie Deutschlands in der 2. Hälfte des 17. Jahrhunderts*. Leipzig, Friedrich, 1891, in-8 de iii-44 p.

<sup>6</sup> *Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen*. [Geschichte der Kämpfe Oesterreichs.] Herausgegeben von der Abtheilung für Kriegsgeschichte des k. k. Kriegs-Archivs, XVI-XVII. Band. Wien, Gerold, 1891, in-8 de viii-374-184 et x-490-273 p.



— M. Moritz Brosch poursuit avec zèle son *Histoire d'Angleterre*. Le septième volume vient de paraître <sup>1</sup>. Il contient : 1. Jacques I<sup>er</sup> jusqu'à la chute de Somerset; 2. Buckingham et le roi Jacques; 3. commencements de la colonisation; 4. Buckingham et Charles I<sup>er</sup>; 5. Laud, Strafford et le roi; 6. le début de la guerre civile; 7. la guerre civile jusqu'à la bataille de Naseby; 8. fin de la guerre et exécution du roi; 9. Olivier Cromwell; 10<sup>e</sup> Richard Cromwell, Monk et la Restauration; 11. Charles II; 12. l'Écosse, l'Irlande et les colonies au temps de la Restauration; 13. Vie intellectuelle (Bacon, Harwey, Newton, Milton, Butler, Dryden); 14. Jacques II. Nous avons déjà fait connaître le point de vue de M. Brosch en parlant du tome VI de son ouvrage. M. Brosch a travaillé trop vite, et les fautes, les inadvertances se sont glissées dans son œuvre. Les parallèles, auxquels il se plaît, sont souvent malheureux. Par contre, ses emprunts aux dépêches des ambassadeurs vénitiens sont importants.

— M. Bodemann donne d'importants extraits de la correspondance de la duchesse Charlotte d'Orléans à la princesse électorale Sophie de Hanovre <sup>2</sup>.

— M. Wustmann publie un ouvrage considérable sur l'histoire de Leipzig aux xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles <sup>3</sup>.

— L'ouvrage du professeur Ottokar Weber sur la paix d'Utrecht est intéressant pour la France <sup>4</sup>. On y trouve des documents d'une haute valeur pour l'histoire des négociations diplomatiques entre l'Angleterre, la France, l'empereur et les États généraux de 1710 à 1713. M. Weber y raconte le commencement des négociations secrètes pour la paix entre l'Angleterre et la France; suite des négociations secrètes entre l'Angleterre et la France jusqu'à la fin de 1711; politique officielle de l'Angleterre jusque dans l'été de 1711; l'Angleterre et les États généraux; l'empereur avant le congrès d'Utrecht; les instructions pour le congrès d'Utrecht; les premiers mois de l'année 1712; la décision sur la couronne d'Espagne; nouveaux incidents; armistice

<sup>1</sup> M. Brosch : *Geschichte von England*. Siebenter Band. Gotha, Perthes, 1892, gr. in-8 de 576 p.

<sup>2</sup> Ed. BODEMANN : *Aus den Briefen der Herzogin Elisabeth Charlotte von Orléans an die Kurfürstin Sophie von Hannover* 2 Bde. Hannover, Hahn, 1891, in-8 de viii-439 et 412 p. Mit 1 Bildnis.

<sup>3</sup> G. WUSTMANN : *Leipzig durch 3 Jahrhunderte. Ein Atlas zur Geschichte des Leipziger Stadtbildes im 16., 17. und 18. Jahrhundert*. Mit kurzen Erläuterungen herausgegeben. Leipzig, Duncker und Humblot, 1891, in-fol. de viii-24 p. Mit 4 Abbildgn. und 72. Taf. in Zinkätzg., Kpfrdr., Lichtdr., Heliogr. und Farbendr.

<sup>4</sup> O. WEBER : *Der Friede von Utrecht*. Gotha, Perthes, 1891, gr. in-8 de xv-425 p.

et paix isolée; suite des négociations jusqu'en 1712; soumission des États généraux; résistance de l'empereur, paix d'Utrecht. Suivent en appendice un grand nombre de documents. Tout l'ouvrage est écrit d'après les sources, M. Weber ayant pu consulter pour les correspondances diplomatiques et pour les protocoles les archives de Paris, de Vienne, de Londres et de La Haye.

Nous avons déjà signalé le premier volume de l'important ouvrage de M. Steinhausen, sur l'*Histoire épistolaire de l'Allemagne*. Le tome II<sup>1</sup> traite du xvii<sup>e</sup> siècle et nous montre la grande influence de la langue française à cette époque, puis il nous retrace le nouveau ton dans la lettre, l'art de complimenter. Il fait bien connaître les caractères propres du commerce épistolaire, les épistoliers, les formules et l'aspect extérieur de la lettre. Steinhausen passe ensuite au xviii<sup>e</sup> siècle, qu'il désigne avec raison comme le « siècle épistolaire; » car jamais peut-être n'a régné pareille passion d'écrire des lettres, pareil culte de l'épître. Pour toutes les phrases du style épistolaire, d'excellents modèles sont apportés. L'œuvre de M. Steinhausen est indispensable à qui s'occupe de l'histoire de la civilisation allemande. Il remplit une lacune sensible. Puisse l'auteur nous donner aussi une histoire de la lettre au xix<sup>e</sup> siècle.

— Fort intéressantes sont les dissertations de M. Reimann sur l'histoire de Frédéric II de Prusse<sup>2</sup>. Il traite les sujets suivants : 1. situation de Frédéric II vis-à-vis de la religion et de la philosophie; 2. Frédéric et la littérature allemande; 3. idées de Frédéric sur la mission des princes et le mode de gouvernement nécessaire en Prusse; 4. politique financière de Frédéric; 5. trois actes pour servir à l'histoire de Frédéric, publiés par le professeur Lehmann; 6. Frédéric II et le baron de Heinitz. L'auteur admire le roi de Prusse, mais s'exprime avec impartialité (p. 80 et suiv.) sur sa politique de conquêtes et condamne la partialité de Ranke, Dunker et Droysen. Il dit : « Le patriotisme ne nous demande point de cacher la vérité. »

— C'est encore un ouvrage important pour l'histoire de Frédéric II que la biographie du comte Charles de Wied, que nous donne le baron von der Wengen<sup>3</sup>. Nous y trouvons surtout des éclaircissements sur l'histoire de la guerre de Sept Ans. L'auteur a mis à profit beaucoup de sources inédites; il se place essentiellement au point de vue militaire. Beaucoup de nouveau pour l'histoire de Frédéric nous

<sup>1</sup> G. STEINHAUSEN : *Geschichte des deutschen Briefes*. II. Theil. Berlin, Gaertner, gr. in-8 de 420 p.

<sup>2</sup> E. REIMANN : *Abhandlungen für Geschichte Friedrich des Grossen*. Gotha, Perthes, 1892, gr. in-8 de 163 p.

<sup>3</sup> F. VON DER WENGEN : *Karl Graf zu Wied, königlich preussischer Generalleutnant. Ein Lebensbild*. Gotha, Perthes, 1890, gr. in-8 de 527 p.

est encore offert par les biographies du baron de Natzmer <sup>1</sup>. C'est la vie du conseiller de gouvernement Charles Dubislaw qu'il nous raconte, un ami de jeunesse de Frédéric ; on y trouve des renseignements sur Zinzendorf et ses relations avec la famille Natzmer.

— Les Français prendront un grand intérêt à l'œuvre de M. Eugène Guglia, sur *les éléments conservateurs en France, à la veille de la Révolution* <sup>2</sup>. L'auteur y traite des questions suivantes : 1. la royauté ; 2. les parlements ; 3. les trois États ; 4. la philosophie de l'école et la théologie ; 5. la jurisprudence ; 6. les belles lettres ; 7. la réaction contre la doctrine révolutionnaire ; 8. la société et les femmes. Bien que l'auteur nous montre la situation honorable en somme du clergé, le profond attachement du peuple à la maison royale, l'on ne saurait ratifier tous les jugements de Guglia, mais en somme nous serions d'accord avec lui.

— *L'Histoire du royaume de Westphalie* <sup>3</sup>, du professeur Kleinschmidt, est pleine d'intérêt. Elle expose la fondation du royaume de Westphalie, la cour du roi Jérôme, les finances de Westphalie, l'armée, la police, l'administration, la justice, l'Église, œuvres de bienfaisance, instruction publique ; premier voyage de Jérôme et première réunion des États, la Westphalie et la politique étrangère, le congrès d'Erfurt, le corps diplomatique, les soulèvements de 1809, la suppression des Universités d'Helmstedt et de Renteln ; la vie universitaire en Westphalie ; l'acquisition du Hanovre ; la seconde réunion des États ; le sénatus-consulte du 3 décembre 1810 ; la chute du ministre des finances, comte de Bulow ; les commencements du ministère Malchus ; l'incendie du château ; la mort de Mario ; les commencements de l'année 1812 ; la campagne de 1812 ; le commencement de la fin ; la guerre de délivrance ; la surprise du royaume par Tschernischew ; dernier temps du séjour de Jérôme en Westphalie. L'auteur a consulté les archives de La Haye, de Berlin, de Hanovre et de Darmstadt ; son travail ne peut manquer en France d'éveiller l'intérêt.

— Le professeur Stern publie, d'après les papiers du professeur Wilhelm-Adolf Schmidt, une histoire de la constitution allemande pendant les guerres de l'Indépendance et le congrès de Vienne <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> G. E. VON NATZMER : *Lebensbilder aus dem Jahrhundert nach dem grossen deutschen Kriege*. Gotha, Perthes, 1892, gr. in-8 de 504 p.

<sup>2</sup> G. GUGLIA : *Die konservativen Elemente Frankreichs am Vorabend der Revolution. Zustände und Personen*. Gotha, Perthes, 1890, gr. in-8 de 531 p.

<sup>3</sup> ARTHUR KLEINSCHMIDT : *Geschichte des Königreichs Westfalen*. Gotha, Perthes, 1893, gr. in-8 de viii et 678 p.

<sup>4</sup> W. A. SCHMIDT : *Geschichte der deutschen Verfassungsfrage von 1812 bis 1815*, herausgegeben von Adolf STERN. Stuttgart, Goeschel, 1890, gr. in-8 de 497 p.

L'auteur a puisé à nombre de sources inédites et jeté beaucoup de lumière sur l'histoire d'Allemagne de 1812 à 1815. Il discute souvent les opinions du professeur de Berlin Freitschke, et l'on doit lui donner raison. L'œuvre est faite avec une méthode rigoureuse et offre par là le modèle d'une recherche pénétrante.

— M. Volz publie une *Histoire d'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>. L'auteur raconte : 1. la domination étrangère de 1801 à 1808; 2. la résistance de la nation allemande à la domination étrangère, 1809-1815; 3. la période de calme qui s'étend de 1815 à 1848; 4. la Révolution et la réaction, 1848-1858. Le récit de l'auteur, appuyé de nombreux documents inédits, est coulant, mais aucunement impartial. Lorsque nous recevrons la fin de l'ouvrage, nous en parlerons.

— Un excellent travail est celui du chanoine Bellesheim sur le cardinal Manning, le fameux cardinal-archevêque de Westminster<sup>2</sup>. L'auteur a divisé ainsi son œuvre : 1. l'époque anglicane; 2. de la conversion au concile du Vatican; 3. du concile du Vatican au cardinalat; 4. du cardinalat au jubilé épiscopal; 5. jubilé épiscopal et derniers jours; 6. mort du cardinal. En conclusion, l'auteur trace un portrait remarquable du cardinal Manning et dépeint son excellent successeur, le cardinal Vaughan. Le travail du Dr Bellesheim est un modèle, et nous recommandons chaudement d'en faire une traduction française.

Dr L. PASTOR,

Professeur à l'Université d'Innsbruck.

<sup>1</sup> R. VOLZ : *Geschichte Deutschlands in neunzehnten Jahrhundert*. Vier Abtheilungen. Leipzig, Spamer, 1890, gr. in-8 de 416 p.

<sup>2</sup> A. BELLESHEIM : *Henry Edward Manning, Cardinal-Erzbischof von Westminster*. Mainz, Kirchheim, 1892, gr. in-8 de 276 p.

---

# COURRIER DU NORD

NORVÈGE, 1890 ET 1891 <sup>1</sup>

---

Outre que la liste des documents parus dans ces deux années est fort courte, elle ne comprend que deux recueils nouveaux : *Documents diplomatiques relatifs au règlement de comptes de la Norvège avec le Danemark en 1818-1819* <sup>2</sup>, correspondance du ministère des affaires étrangères à Stockholm avec le baron Stierneld à Londres, publiée par le docteur Yngvar Nielsen ; *Protocoles de corporations au Musée de Bergen* <sup>3</sup>, édité par J. Bøgh ; les quatre autres sont en cours de publication depuis bien des années : *Diplomatarium norvegicum* <sup>4</sup>, réuni et publié par C.-R. Unger et H.-J. Huitfeldt-Kaas ; *Registrature du royaume de Norvège* <sup>5</sup>, éditée par E.-A. Thomle ; *Anciennes lois de la Norvège jusqu'en 1387* <sup>6</sup>, supplément édité par Gustave Storm ; *Comptes rendus du storthing de 1836 à 1854* <sup>7</sup>.

En fait de documents, le *Périodique historique* <sup>8</sup>, publié par la So-

<sup>1</sup> La Norvège n'ayant pas, comme le Danemark et la Suède, de bibliographie historique spéciale, les éléments de ce courrier ont dû être tirés de la bibliographie générale (*Norsk Bogfortegnelse*) soigneusement rédigée par le bibliothécaire de l'Université de Christiania, A.-C. Drolsum, avec table systématique par l'un de ses aides, J.-B. Halvorsen. Le fascicule pour 1891 n'a été publié qu'assez tard en 1893, par suite du retard dans la livraison des volumes, brochures et feuilles que les imprimeurs doivent déposer à la bibliothèque de l'Université.

<sup>2</sup> *Diplomatiske Aktstykker vedkommende Norges Opgjør med Danmark*, Christiania, 1890, 77 p. in-8 (formant le numéro 2 de *Forhandlingene i Videnskabs-Selskabet i Christiania, Aar 1889*.)

<sup>3</sup> *Laugsprotokoller i Bergens Museum*. Bergen, 1891, 48 p. in-8 avec 2 pl. (Extrait de *Bergens Museums Aarsberetning for 1890*.)

<sup>4</sup> *Oldbreve til Kundskab om Norges indre og ydre Forhold, Sprog, Slægter, Sæder, Lovgivning og Rettergang i Middelalderen*. XIII<sup>e</sup> recueil, 2<sup>e</sup> moitié. Christ., 1891, in-8, p. 417-896.

<sup>5</sup> *Norske Rigs-Registranter*, t. XI, fasc. 2, ann. 1655-56. Chr., 1890, in-8, p. 321-731 ; t. XII, 1657-60. Chr., 1891, 404 p., in-8.

<sup>6</sup> *Norges gamle Love indtil 1387*, t. V, fasc. 1. Chr., 1890, in-4, 65 p. et 6 pl.

<sup>7</sup> *Storthings-Efterretninger*, t. II, fasc. 3-5. Chr., 1890, in-4, p. 161-400.

<sup>8</sup> *Historisk Tidsskrift*. Chr., 1890, in-8 ; 3<sup>e</sup> sér., t. I, fasc. 3, p. 385-580 et xxiii p. avec 3 pl. ; t. II, fasc. 1, p. 1-100 avec 1 plan ; 1891, t. II, fasc. 2, p. 1-212 ; fasc. 3, p. 213-292.

ciété historique norvégienne, ne contient que des *Annotations inédites* de l'évêque Jens Nilssøn, de 1559 à 1576, en latin<sup>1</sup>; il est principalement consacré aux études et mémoires critiques<sup>2</sup>. Il en a paru d'autres dans des recueils que l'on citera plus loin; mais on n'a à citer dans ce genre que deux monographies publiées à part : *Discours sur les événements de 1814 en Norvège*<sup>3</sup>, par Otto Anderssen, et *Notre administration des affaires étrangères de 1814 à 1891*<sup>4</sup>, par J. Utheim; encore cette dernière est-elle plutôt une brochure éditée par l'Union des gauches.

Il n'y a pas de nouveautés en fait d'histoire générale; le professeur E. Sars a donné le tome IV de son remarquable *Aperçu de l'histoire de Norvège*<sup>5</sup>; Vilh. Poulsen poursuit l'édition populaire de ses *Récits de l'histoire de Norvège*<sup>6</sup>, et O.-A. Everland les deux éditions parallèles de son *Histoire de Norvège illustrée*<sup>7</sup>; enfin la *Saga de Norvège*<sup>8</sup>, en dialecte norvégien, par S. J. St. Schjøtt, a atteint sa troisième édition.

Certaines branches de l'histoire ne sont pas aussi parcimonieusement représentées. C'est le cas notamment pour l'histoire religieuse : *Épisodes de l'histoire de l'Église*<sup>9</sup>, par A.-Chr. Bang; *Influence de l'église anglo-saxonne sur l'église norvégienne*<sup>10</sup>, par Absalon Taranger; *les Réunions ecclésiastiques en Norvège*<sup>11</sup>, contribution à l'histoire de l'église norvégienne après la Réformation jusqu'en 1814,

<sup>1</sup> Dans le t. II, fasc. 2.

<sup>2</sup> T. I, fasc. 3 : sur les villes norvégiennes du moyen âge (suite) et sur les *Habitations privées en Islande* du Dr Gudmundsson, par N. Nicolaysen; le *Rebelle Amund Sigurdssøn*, par L. Daas; — t. II, fasc. 1 : ancienne topographie de Thronhjelm avec carte, par H. Mathiesen; Fondation de deux cloîtres au temps du roi Sverre, par G. Storm; — fasc. 2 : sur Amund Sigurdssøn Bolt et les troubles dans la Norvège méridionale de 1436 à 1438, par le même; Tønne Huitfeldt de Thronstad, par H. J. Huitfeldt-Kaas; fasc. 3, fin du même mémoire; Otto G.-D. Aubert, précepteur norvégien de Charles XV, par Aubert.

<sup>3</sup> Dans *Otto Anderssens Skole. Aarsberetning for 1890-91*. Chr., 1891, 68 p., in-8.

<sup>4</sup> *Vort Udenrigsstyre 1814-1891*. Horten, 1891, 36 p. in-8.

<sup>5</sup> *Udsigt over den norske Historie*. Chr. et Copenhague, 1891, 357 p., in-8.

<sup>6</sup> *Fortællinger af Norges Historie*. Chr., 1890, in-8, fasc. 18-21, p. 385-600-xiii et 3 p. avec 28 illustrat.; 1891, fasc. 22-25, p. 1-336 avec 4 portr. xylogr.

<sup>7</sup> *Illustreret Norges Historie*. Chr., 1890, in-8, fasc. 73-86, p. 577-1166 du t. IV; 1891, fasc. 87-97, p. 1105-20 du t. IV, xxxv p., et p. 1-416 du t. V. — Édit. populaire. Chr., in-8, 1890, t. IV, ann. 1240-1387, viii-568 p.; 1891, t. V, ann. 1387-1570, xvi-560 p.

<sup>8</sup> *Norrigs saga*. Bergen, 1890, 268 p., in-8.

<sup>9</sup> *Kirkehistoriske Smaastykker*. Chr., 1890, 4-348 p., in-8.

<sup>10</sup> *Den angelsaksiske Kirkes Indflydelse paa den norske*. Chr., in-8, fasc. 1, 1890, p. 1-160; fasc. 2 et 3, 1891, p. 161-459-xii p.

<sup>11</sup> *Geistlige Mæder i Norge*. Chr., 1890, 202 p. in-8.

par A.-V. Heffermehl ; la *Société norvégienne des Missions*<sup>1</sup>, son origine, son développement historique, son domaine et ses ouvriers, par N. Landmark ; le *Catéchisme et l'enseignement du catéchisme depuis la Réformation, surtout en Danemark et en Norvège*<sup>2</sup>, par Oscar Moe ; *Notice sur l'origine des psaumes admis dans le nouveau Psautier officiel et sur leurs auteurs*<sup>3</sup>, par M.-B. Landstad ; une *Page de l'histoire du Psautier évangélique-chrétien*<sup>4</sup>, par J.-N. Skaar ; *Documents biographiques sur les évêques du diocèse d'Oslo au temps du catholicisme*<sup>5</sup>, par Albert-J. Lange ; *Notices biographiques sur le clergé à Stavanger depuis la Réformation jusqu'à nos jours*<sup>6</sup>, par Oluf A. Løwold ; *Historiettes et traditions sur le clergé, recueillies dans le Ryfylke*<sup>7</sup>, par le même.

A part une *Histoire de la littérature norvégienne et danoise*<sup>8</sup> pour les écoles, par Chr. Broch et M. Seip, on n'a à citer dans la même branche que des matériaux, mais quelques-uns fort importants, comme le *Dictionnaire des écrivains norvégiens de 1814 à 1880*<sup>9</sup>, par J.-B. Halvorsen, et *Anonymes et pseudonymes dans la littérature norvégienne de 1678 à 1890*<sup>10</sup>, par Hjalmar Pettersen ; de plus, *Dassiana*<sup>11</sup>, chants et vers de Peter Dass avec de nouveaux éclaircissements sur sa vie et ses écrits publiés par la Société historique norvégienne ; *Wergelandiana*<sup>12</sup>, par Camilla Collett, sœur de Wergeland ; *Edvard Storm, le poète de Vaage*<sup>13</sup>, par Frits Hansen. — Très précieux pour l'histoire de la langue sont les ouvrages sui-

<sup>1</sup> *Det Norske Missionsselskab*. Chr., 1890, in-8, viii-320 p. avec 19 pl. et 2 cartes.

<sup>2</sup> Chr., 1890, 272 p. in-8, extr. du t. III, 3<sup>e</sup> sér. de *Theologisk Tidsskrift for den evangelisk-lutherske Kirke i Norge*, publié par C. P. Caspari, Gisle Johnsen et A. Chr. Bang.

<sup>3</sup> *Oplysning om de Salmers Oprindelse og Forfattere, som ere optagne i den ny, autoriserede Kirkesalmebog*. Bergen, 1891, 23 p., in-8, à la fin du t. II de *Kirkesalmebog*.

<sup>4</sup> *Et Blad af den evangelisk-kristelige Salmebogs Historie*. Porsgrund, 1891, 35 p. in-8.

<sup>5</sup> *Biografiske Meddelelser om Biskopperne i Oslo Bispedømme under Katholicismen*. Chr., 1891, 46 p., in-8. (Extr. d'art. parus dans la revue *S. Olaf*, 1891.)

<sup>6</sup> *Biografiske Efterretninger om Præster i Stavanger fra Reformationen indtil vore Dage*. Stavanger, 1890, 33 p. in-8.

<sup>7</sup> *Pæstehistorier og Sagn fra Ryfylke*. Stavanger, 1891, 176 p. in-8.

<sup>8</sup> *Norsk og dansk Literaturhistorie*, 2<sup>e</sup> édit. augm. Chr., 1890, 253 p. in-8.

<sup>9</sup> *Norsk Forfatter-Lexikon*, fasc. 25-27. Chr., 1890, in-8. p. 161-352 du t. III. fasc. 28-30, 1890, p. 353-536 du t. III.

<sup>10</sup> *Anonymer og Pseudonymer i den norske Literatur*. Chr., 1890, 128 col. in-8.

<sup>11</sup> Chr., 1891, v-146 p. in-8.

<sup>12</sup> Extr. d'*Aftenposten*, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> nov. 1890. Chr., 8 p. in-8.

<sup>13</sup> Dans *Fra Historien*. supplém. de *Framgang*. Lillehammer, 1890, in-8.

vants : *Inscriptions norvégiennes en runes anciennes*<sup>1</sup>, par l'éminent philologue Sophus Bugge ; *Dictionnaire de l'ancienne langue norvégienne*<sup>2</sup>, par J. Fritzner ; et *Dictionnaire norvégien*<sup>3</sup>, servant de supplément à celui d'Ivar Aasen, par Hans Ross. A ce paragraphe peuvent être rattachés les travaux sur l'instruction publique : *Histoire de la pédagogie*<sup>4</sup>, avec le développement et l'organisation de l'école norvégienne, par N. Hertzberg ; *Histoire de l'école de Tvedestrand*<sup>5</sup> ; et de celle de Bodø<sup>6</sup>, par Thor Grøner. Quelques publications traitent de l'histoire des mœurs : *Calendrier populaire historique des anniversaires de naissance*<sup>7</sup>, par Rinna Tønnesen ; *Coup d'œil historique sur les anciennes lois pénales de la Norvège, de la Suède et du Danemark contre l'immoralité*<sup>8</sup>, par And. Færdén ; *Histoire de la Société de tempérance en Norvège*<sup>9</sup>, par Lars O. Jensen ; *la Société norvégienne de tempérance de 1859 à 1890*<sup>10</sup>, par A. Halvorsen ; ces deux derniers ouvrages publiés à l'occasion du troisième congrès contre l'abus des spiritueux.

L'archéologie n'a pas moins de cinq organes périodiques : le *Rapport annuel de la Société pour la conservation des anciens monuments norvégiens* ; ceux des *Musées de Bergen*<sup>11</sup> et de *Stavanger*, les *Fascicules annuels du musée de Tromsø* et *Actes de la Société scientifique de Christiania*. Outre les mémoires publiés dans ces recueils et dont on mentionnera les principaux, il paraît un recueil pour l'*Art et l'industrie du passé en Norvège*<sup>12</sup>, édité par N. Nicolaysen, avec des suppléments<sup>13</sup>, et divers ouvrages ont été publiés à

<sup>1</sup> *Norges Indskrifter med de ældre Runer*, fasc. 1<sup>re</sup>. Chr., 1891, in-4, p. 1-18 avec pl. 1 et 2.

<sup>2</sup> *Ordbog over det gamle norske Sprog*, 2<sup>e</sup> édit. remaniée, fasc. 17-18 (mi à of). Chr., 1890, in-8, p. 689-784 du t. II.

<sup>3</sup> *Norsk Ordbog*. Chr., in-8, fasc. 1-4, (A-Gl.) 1890, p. 1-256 ; fasc. 5-7 (Gl.-Kv.) p. 257-448.

<sup>4</sup> *Pædagogikens Historie*. Chr., 1890, 156 p. in-8.

<sup>5</sup> A la suite de *Indberetning om Tvedestrands kommunale Middelskole*, 1888-90 Arendal, 1890, in-8.

<sup>6</sup> *Dans Bodø kommunale Middel- og Handelsskole, Aarsberetning, 1890-91*. Bodø, 1891, in-8.

<sup>7</sup> *Populær-historisk Fædselsdags-Kalender*. Chr., 1891, 252 p., in-8.

<sup>8</sup> *Historisk Tilbageblik paa Norges, Sveriges og Danmarks ældre Straffelove for Sedeligheds forbrydelser*. Chr., 1891, 16 p. in-8 (Extr. de *Til Moralens Fremme*).

<sup>9</sup> *History of the Good Templar Order in Norway*. Chr., 1880, 52 p. in-8.

<sup>10</sup> *Det norske Totalafholdsselskab*. Ch., 1890, 46 p., in-8. — Aussi en allemand.

<sup>11</sup> D'où a été extrait : *Aus der mittellaterlichen Sammlung des Museums in Bergen*. Chr., 1890, 51 p., in-8, et 3 pl.

<sup>12</sup> *Kunst og Haandverk fra Norges Fortid*, fasc. 10. Chr., 1891, in-4, p. 29-30 et pl. 72-80.

<sup>13</sup> I. *Recherches à Throndhjem* par O. Kresting, 1890, 8 p. in-4, avec pl. I-V. — II. *Sur Lysekloster et ses ruines*, par N. Nicolaysen, 1890, 11 p. et pl. I-VIII. — III. *Le cloître de Hovedøe et ses ruines*, par le même. 1891, 7 p., 1 carte et pl. I-X.



part : *les Églises norvégiennes en charpente*<sup>1</sup>, par L. Dietrichson ; *la Cathédrale de Throndhjem*<sup>2</sup>, par O. Krefting. M. Ingvald Undset continue de déployer une grande activité. On lui doit : deux mémoires sur *le Récent âge de fer*<sup>3</sup> ; *les Débuts de la colonisation dans la vallée de Christiania*<sup>4</sup> ; *les Antiquités norvégiennes au musée des antiquités septentrionales à Copenhague*<sup>5</sup> ; *les Fibules septentrionales trilobées du récent âge de fer*<sup>6</sup> ; *Brève description du corsaire trouvé à Gokstad*<sup>7</sup> ; enfin *d'Akershus à l'Acropole*<sup>8</sup>.

Comme d'ordinaire, l'histoire locale, avec ses annexes la géographie et la statistique historiques, a donné lieu à de nombreuses publications, sous forme de monographies, de mémoires, de relations de voyage, de guides. Outre son ancien organe, l'*Annuaire de la Société des touristes norvégiens*<sup>9</sup>, publié par W. von Munthe af Morgenstjerne, auquel s'est ajouté un nouveau, l'*Annuaire de la Société géographique norvégienne*<sup>10</sup>, nous avons à citer : *la Norvège illustrée*<sup>11</sup>, publié par Chr. Tønsberg ; *Manuel du voyageur en Norvège*<sup>12</sup>, par Yngvar Nielsen, qui a aussi donné *Guide dans l'Amt de Nedenæs*<sup>13</sup> et un supplément à son *Guide en Telemarken*<sup>14</sup> ; *le Royaume de Norvège*<sup>15</sup>, sa géographie, ses institutions, ses industries, par J. Dyring ; *la Nature et la vie populaire en Norvège dans des esquisses de voyage*<sup>16</sup>, par T.-S. Haukenæs, auquel on doit aussi

<sup>1</sup> *De norske Stavkirker*, fasc. 1-8. Chr., 1891, p. 1-256 avec nombr. illust.

<sup>2</sup> *Der Dom zu Trondhjem*, trad. par Em. Jenssen. Chr., 1891, iv-33 p. in-8 avec xvii pl.

<sup>3</sup> *Til Kundskab om vor yngre Jernalder*, dans *Videnskabs-Selskabs Forhandlinger*, 1890, n° 3, 6 ; 14 p. avec 3 pl., et 9 p. avec 1 pl.

<sup>4</sup> *Extrait de Morgenbladet*, janv. 1890. Christ. 1891, 15 p. in-8.

<sup>5</sup> Chr., 1891, 13 p., in-8. (Extr. de *Videnskabs-Selskabs Forhandlinger*, 1891, n° 1.)

<sup>6</sup> Chr., 1891, 15 p. et 3 pl. (Extr. du même recueil.)

<sup>7</sup> *Kort Beskrivelse af Vikingskibet fra Gokstad*. 2° édit. Chr. 1891, 15 p. in-8. — Aussi en anglais, *ibid.* eod. 16 p. in-8.

<sup>8</sup> *Fra Akershus til Akropolis*, fasc., 5-8. Chr., 1891, in-8, p. 273-570.

<sup>9</sup> *Den norske Turistforenings Aarboeg for 1889*. Chr., 1890, in-8, ii-196 p. avec 11 pl. ; — .... *for 1890*. Chr., 1891, 232 p. avec 8 fig. et 1 carte.

<sup>10</sup> *Det norske geografiske Selskabs Aarboeg* I. 1889-90. Chr., 1891, in-8, 103 p. avec 1 carte ; — II. 1890-91. Chr., 1891, xx-98 p. avec 6 pl. (contenant entre autres des articles de G. Storm sur *les Voyages des Zeno*, 22 p. avec 4 cartes, et de Andr. M. Hansen sur *l'Immigration en Scandinavie*, 25 p. avec carte).

<sup>11</sup> *Norge fremstillet i Tegninger*, 2° édit. de poche. Chr., 1890, in-8. obl. 102 pl. avec autant de pages de texte danois, allemand, anglais.

<sup>12</sup> *Reisehaandbog over Norge*. 6° édit. remaniée et considérablement augmentée. Chr., 1891, xvi p. et 756 col. in-8 avec 3 cartes.

<sup>13</sup> Chr., 1891, 4-62 p., in-8 avec 1 carte.

<sup>14</sup> Porsgrund, 1891, 8 p., in-8.

<sup>15</sup> *Kongeriget Norge*, 2° édit. remaniée et augm. Porsgrund, 1891, vi-290 p., in-8.

<sup>16</sup> *Reiseskildringer fra Norges Natur og Folketiv*. I. Bergen, 1890, in-8, p. 17-367.

*Souvenirs et esquisses du foyer de mon enfance*<sup>1</sup>, ainsi que *Nature, vie et croyances populaires dans le canton de Hardanger*<sup>2</sup>; *Études statistiques sur la population et l'agriculture dans les campagnes de la Norvège aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*<sup>3</sup>, par H. Aschehoug; *L'Ancienne Christiania de 1624 à 1814*<sup>4</sup>, par L. Daae; *Christiania et ses habitants*<sup>5</sup>, par Henrik Jæger; *Kongsberg*<sup>6</sup>, par Joh. L. Alver, traduit en anglais par Laura Poulsson; *le Hallingdal et ses habitants*<sup>7</sup>, par And. Mehlum; *Description du canton de Lunde*<sup>8</sup> et du canal d'Ulefos-Strengen, d'après des sources authentiques et des observations personnelles, par Knut O. Møeland, avec plusieurs notices d'Olav Stranna; *Traditions du Telemark*<sup>9</sup>, par Halvor Nilsen Tvedten; *le Compagnon du touriste à Bergen et aux paysages les plus renommés de la Norvège occidentale*<sup>10</sup>, par P.-G. Halvorsen, armateur; *le Søndmøre*<sup>11</sup>, guide du voyageur, par Kristofer Randers; *Petites notices historiques sur la vie militaire des habitants du canton de Throndhjem*<sup>12</sup>, recueillies et publiées par J. Refsaas; *Traditions et petites esquisses du passé du Nordland*<sup>13</sup>, par O. Nicolaissen; *Souvenirs du Nordland*<sup>14</sup>, par Reinh. Breien; *Tableaux de Lofoten avec texte*<sup>15</sup>, par Th. Kittelsen; *Esquisses du Finmark*<sup>16</sup>, par J.-A. Friis; *Colonisation du Bardodal*<sup>17</sup>, vallée du Finmark, par J. Killengreen.

La biographie et la généalogie sont également du nombre des branches les plus cultivées des sciences historiques. Outre les notices

<sup>1</sup> *Barndomshjemmet. Erindringer og Skildringer*, Bergen, 1890, 115 p. in-8.

<sup>2</sup> *Natur Folkeliv og Folketro*, t. VII (Ullensvang). Bergen, 1891, 588 p. in-8.

<sup>3</sup> *Statistiske Studier over Folkemængde og Jordbrug i Norges Landdistrikter*. Chr., 1890, 189 p., in-8. (Supplément à *Statsekonomisk Tidsskrift* 1890).

<sup>4</sup> *Det gamle Christiania*, 2<sup>e</sup> édit. remaniée et augm. avec plus de 100 illustr. Chr., 1891, x-435 p., in-8.

<sup>5</sup> *Kristiania og Kristianienserne*. Chr., 1890, 313 p. in-8. — Édit. de luxe. Chr., 1890, 137 p., in-4 avec 12 pl. lithogr.

<sup>6</sup> *Kongsberg, with routes and map*. Kongsberg, 1890, 59 p. in-8 avec 1 carte lithogr.

<sup>7</sup> *Hallingdal og Hallingen*, fasc. 1-6. Drammen, 1891, in-8, p. 1-360.

<sup>8</sup> *Beskrivelse over Lunde Hered*. Porsgrund 1891, 3-175 p. in-8, avec 1 dessin.

<sup>9</sup> *Sagn fra Telemarken*. Chr., 1891, 148 p. in-8 (formant les fasc. 37-38 de *Parmanns illustreret Familielæsning*)

<sup>10</sup> *The tourist's Companion to Bergen*. Bergen, 1890, 211 p. in-8 avec illustrations dans le texte. — Trad. franç. *ibid. eod.*, 211 p. in-8 avec ill.

<sup>11</sup> Chr., 1890, 1-172-4 p. in-8 avec 5 pl. lithogr. d'après des dessins d'E. Mohn.

<sup>12</sup> *Fra Trøndernes Militærliv*. Throndhjem, 1891, 54 p. in-8.

<sup>13</sup> *Fra Nordlands Fortid. Sagn og Smaabilleder*, 2<sup>e</sup> recueil. Chr., 1891, 3-119 p. in-8.

<sup>14</sup> *Minder fra Nordland*. Skien, 1891, 90 p. in-8.

<sup>15</sup> *Fra Lofoten. Billeder og Tekst*. Chr., 1890-91, 2 fasc. 16 et 20 p. in-4 obl.

<sup>16</sup> *Skildringer fra Finmarken*. Chr., 1891, 3-155 p. in-8 avec illustr. de Wilh. Petersen.

<sup>17</sup> *Bardodalens Bebyggelse*. Tromsø, 1891, 29, p. in-8.

contenues dans sept recueils : *Médecins de la Norvège au XIX<sup>e</sup> siècle* (1800-1886)<sup>1</sup>, par F.-C. Kiær; *Pharmaciens de la Norvège de 1815 à 1890*<sup>2</sup>, par Jørgen W. Flood; *Vétérinaires norvégiens*<sup>3</sup> depuis la fondation des écoles de vétérinaires dans le Nord jusqu'à nos jours (1770-1890), par J.-P. Benzen; *Histoire du corps de chasseurs norvégiens de 1788 à 1888*<sup>4</sup>, par V. Ødegaard; *le Personnel de l'armée et de la marine en 1890*<sup>5</sup>; *Raisons sociales de la Norvège*<sup>6</sup>; manuel biographique de renseignements commerciaux sur les plus grandes maisons de commerce et d'industrie en Norvège; ainsi que dans le *Calendrier d'État de la Norvège*<sup>7</sup>, rédigé par N.-R. Bull, où se trouvent les dates de naissance et de nomination des divers fonctionnaires, — il a été publié beaucoup de monographies : *Gjest Baardsen*<sup>8</sup>, vie romanesque d'un criminel, récit du commencement du siècle par Halle Sira [Holger Sinding], d'après des interrogatoires, des notes et des communications; *Feuilles commémoratives de Joh. D. Behrens*<sup>9</sup>, publié par J.-B. Halvorsen; *Table généalogique de la famille Bergwitz*<sup>10</sup> et des familles alliées, Borgen, Semb et Kielland, recueilli et rédigé par Joh.-K. Bergwitz; *A la mémoire du professeur Ole Jacob Broch*<sup>11</sup>, discours par C.-A. Bjerknes; *Feuille commémorative de Johannes Brun*<sup>12</sup>, publié par H. Jæger; *Il y a quatre-vingts ans*<sup>13</sup>, notices historiques et biographiques, par Constantius Flood; *Feuilles commémoratives de Jon Jonsen Grue*<sup>14</sup>; *Notes généalogiques sur les branches de la famille Heyerdahl*<sup>15</sup>, par And. Heyerdahl; *Nécrologie de Lorentz Holan*<sup>16</sup>, par J.-H. Ham-

<sup>1</sup> *Norges Læger i det nittende Aarhundrede*, 2<sup>e</sup> édit. considérablement augm. t. II, fasc. 20-21. Chr., 1890, in-8, p. 569-685.

<sup>2</sup> *Norges Farmaceuter fra 1815-1890*. Chr., 1890, 2-84 p., in-8.

<sup>3</sup> *Norske Dyrlæger*. Holmestrand, 1890, 63 p. in-8.

<sup>4</sup> *Norske Jægerkorps's Historie*, fasc. 3-5. Chr., 1890, in-8, p. 97-208 et 33-120 avec 2 pl. La dernière partie comprend les notices biogr.

<sup>5</sup> *Arme- og Marine- Personalia for 1890*. Chr., 1890, viii-68 p. in-8. (Supplém. à *Norsk militært Tidsskrift*, t. 53). — .... for 1891. Ibid., 1891, viii-66 p., in-8 (supplém. au même recueil, t. 54).

<sup>6</sup> *Norges Firmaer*. Chr., 1891, xvi-180 p., in-8.

<sup>7</sup> *Norges Statskalender for 1891*. Chr., 1890. 8-LXXXII et 1028 col. xxvii p. in-8. — .... for 1892. Ibid., 1891, 8 p. LXXXII et 1032 col. xxvii p. in-8.

<sup>8</sup> Fasc. 1-17 Chr., 1890, in-8, t. I, p. 1-272; — fasc. 18-57, p. 273-390 du t. I, et t. II, 520 p.

<sup>9</sup> *Mindeblade over Joh. D. Behrens*. Chr., 1890, 71 p. in-8.

<sup>10</sup> *Stamtavle over Familien Bergwitz*. Chr., 1891, 35 p. in-8.

<sup>11</sup> *Til Minde om Professor O. J. Broch*. Chr., 1890, 25 p. in-8.

<sup>12</sup> *J. Brun, et Mindeblad*. Chr., 1890, 16 p. in-4 avec illustr. dans le texte.

<sup>13</sup> *For otti Aar siden*. Chr., 1890, 2-235 p. in-8.

<sup>14</sup> *Mindeblade over J. J. Grue*. Chr., 1891, 46 p. in-8 et 1 portr.

<sup>15</sup> *Genealogiske Oplegninger om Slægtierne Hayerdahl*. Lillestrøm, 1890, 160 p. in-8 avec 10 illustr.

<sup>16</sup> Chr., 1891, 15 p. in-8.

mer ; *les Descendants du receveur Jens Holmboe*<sup>1</sup>, par Othar Holmboe ; supplément au tableau généalogique du docteur Jens Andreas Holmboe, dressé par ordre de la direction du legs de J. Holmboe ; *le Colonel Tønne Huitfeldt de Throndstad*<sup>2</sup>, par H.-J. Huitfeldt-Kaas ; *la Famille Hvostef de 1702 à 1890*<sup>3</sup>, par Andr. Johansen ; *Du berceau jusqu'à la 40<sup>e</sup> année*<sup>4</sup>, quelques pages de la biographie d'un prêcheur laïque, par Laurits Nilsen ; *Table généalogique de la descendance de Sigvardt-Blumenthal Petersen et de sa femme E.-C. Wirnholdt*<sup>5</sup>, par Sigv. Petersen ; *Karl Pettersen*<sup>6</sup>, notice avec portrait ; *Registre généalogique de la famille Anonsen, de Frederikshald*<sup>7</sup>, par Martin Qværnstrøm ; *Notice sur la famille Sibbern*<sup>8</sup>, par H.-J. Huitfeldt-Kaas ; *Autobiographie* de G. Sørensen<sup>9</sup> ; brèves notices sur *Peter Tordenskjold*, à l'occasion de son second centenaire en 1890, par Rollo et M. Trøan ; *la Famille Vibe*<sup>10</sup>, par Fr. Thaarup ; *A. O. Vinje*<sup>11</sup>, par Vette Vislie.

E. BEAUVOIS.

<sup>1</sup> *Foged jens Holmboes Efterkommere*. Chr., 1890, 62 p. in-8, avec 2 fotogr.

<sup>2</sup> Chr., 16 p. in-8 avec 9 grav. sur bois (Extrait de *Folkebladet* 1891). — Une autre notice plus étendue du même a été citée à propos de la *Revue historique*.

<sup>3</sup> Chr., 1890. 31 p. in-8 et 1 tableau.

<sup>4</sup> *Fra Vuggen til det 40de Aaar*. Mandal, 1890, 63 p. in-8.

<sup>5</sup> *Slamtavle*, etc. Chr., 1890.

<sup>6</sup> *Toldkasserer K. Pettersen*. Tromsø, 1890, xii p. in-8 et 1 portr. (Extr. de *Tromsø Museums Aarshefter*. XIII).

<sup>7</sup> Chr., 1890, 16 p. in-8.

<sup>8</sup> *Efterretninger om Familien Sibbern*. Chr., 1890, 172 p. in-8 avec 1 table généal. et 2 portr. fotogr.

<sup>9</sup> *Hvad jeg har oplevet, en Selvbiografi*. Arendal, 1890, 100 p. in-8.

<sup>10</sup> Chr., 1890, 38 p. in-8 et 1 table généal.

<sup>11</sup> Bergen, 1890, 4-388 p. in-8.

---

# CHRONIQUE

---

SOMMAIRE : I. L'encyclique sur l'étude des saintes Écritures. — L'école d'exégèse orthodoxe. — Appel de Léon XIII aux savants, aux travailleurs, aux catholiques de bonne volonté. — La vraie critique et la prétendue critique transcendante. — Méthode à suivre pour la solution des apparentes antinomies entre la science et les Écritures. — Le vrai doute méthodique. — Nécessité d'une solide instruction théologique et philosophique. — Influence de la fausse philosophie sur la science prétendue libre. — Le Positivisme. Exposé et jugement de cette doctrine par le P. Gruber. Excellence de sa méthode. — Le catholicisme, seule doctrine vraiment positive. Conséquences de cette vérité. — Le congrès provincial de la Société bibliographique au Mans. Discours de M. Émile Senart. — II. Séances publiques annuelles des diverses académies. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Communications de MM. Deloche, Heuzey, Héron de Villefosse, Müntz (la papesse Jeanne), Bréal, Salomon Reinach, Oppert, Carton, Foucart, Joret, Philippe Berger. — Académie des sciences morales et politiques. Communications de MM. Perrens, Eugène Budé, Martha, Guibal (une lettre inédite de Mirabeau), Jules Zeller, Germain Bapst. — Prix et concours. — Congrès et sociétés savantes. — Périodiques nouveaux. — Publications récentes ou en préparation.

## I.

L'encyclique de Sa Sainteté Léon XIII : *De l'étude de la sainte Écriture*, est venue récemment ajouter un nouveau titre à la gloire doctrinale de ce pontificat dont l'avenir appréciera mieux que nous encore toute l'importance enseignante. Comme le font, sans distinction de nuances ou de tendances, tous les catholiques intéressés dans cette grande question, la *Revue* accueille avec une adhésion entière et une soumission pleinement filiale les principes et les directions donnés à la science chrétienne par la voix doublement autorisée du Souverain Pontife. Elle ne peut d'ailleurs dissimuler la satisfaction bien naturelle qu'elle éprouve en constatant que la ligne de conduite indiquée par Léon XIII est celle-là même que, dans la mesure de ses moyens, elle s'est dès longtemps déjà efforcée de suivre. Elle en peut donner une preuve qu'il n'est pas possible de contester, ce sont les beaux travaux de notre éminent collaborateur M. l'abbé Vigouroux, qu'elle s'honorera toujours d'avoir contribué à mettre en lumière et peut-être même d'avoir un peu provoqués. A une époque où l'exégèse catholique, par une modestie bien louable, mais excessive, dissimu-

lait sa science et ses progrès à l'ombre des établissements d'éducation sacrée, et laissait le grand champ de la publicité en proie à l'audacieuse invasion du rationalisme allemand et de ses adeptes français, le directeur de la *Revue* considéra comme une indispensable exigence des temps actuels d'obtenir une modification de ces traditions de réserve un peu timide. Il demanda, il redemanda, il insista, il obtint. C'est peut-être un peu grâce à ces instances couronnées de succès que se fonda publiquement en France une école d'exégèse et de vulgarisation exégétique orthodoxe en face de la science prétendue libre et prétendue neutre, mais en réalité étroitement esclave des préjugés *a priori* d'une philosophie déraisonnable, mais en fait profondément et perfidement hostile à la vérité religieuse. Ce mouvement nouveau, plus général, plus entreprenant, plus hardi, plus belliqueux, de l'étude et de l'interprétation catholiques des saintes Écritures, ce mouvement dont la valeur devra toujours se mesurer par la sagesse d'une méthode exactement scientifique, sévèrement et prudemment théologique, ce mouvement nouveau désiré, réclamé, en partie provoqué par la *Revue*, n'est-il pas aujourd'hui approuvé, sanctionné, appelé à un développement plus puissant encore et plus étendu par la sagesse inspirée de Léon XIII, qui entend soutenir et fortifier ce développement même par les instructions destinées à le régler, à le maintenir dans les limites de la raison chrétienne illuminée par la foi ?

Il est impossible à un esprit un peu attentif de ne pas remarquer la généralité en même temps que l'énergie de l'appel adressé par le Souverain Pontife à toutes les aptitudes scientifiques, à tous les hommes de bonne volonté, en faveur du progrès des études relatives aux saintes Écritures. « Certes, nous n'ignorons pas, dit Léon XIII, qu'il y a beaucoup de catholiques, éminents par l'esprit et le savoir, qui se consacrent avec ardeur, soit à défendre les livres saints, soit à en développer la connaissance et l'intelligence. Mais, tout en louant à bon droit leurs travaux et les résultats qu'ils obtiennent, nous ne pouvons pourtant nous dispenser d'adresser à d'autres aussi, dont le talent, la doctrine et la piété donneraient à cet égard de si belles espérances, l'exhortation pressante de s'appliquer à une si glorieuse tâche. Oui, c'est notre vœu et notre désir, de voir augmenter le nombre de ceux qui entreprennent comme il convient et soutiennent avec constance la cause des saintes lettres.... L'application pleine et parfaite de toutes ces sciences difficiles (les sciences naturelles et les sciences historiques) à la défense de la sainteté de la Bible, est une œuvre qui dépasse de beaucoup ce que l'on peut raisonnablement attendre de l'activité exclusive des commentateurs et des théologiens. Il est bien à désirer que vers ce but conspirent aussi tous les efforts

des catholiques dont le nom a acquis quelque autorité dans les sciences profanes. Certes, pas plus de nos jours qu'à aucune époque du passé, cet ornement de leur génie ne fait, grâce à Dieu, défaut à l'Église; plaise au ciel de l'accroître encore pour mieux défendre notre foi ! Rien, en effet, ne nous semble plus nécessaire ; il faut que la vérité voie ses défenseurs l'emporter en nombre et en valeur sur ses adversaires, et rien au monde n'est mieux de nature à inspirer au vulgaire le respect de la vérité, que de la voir professer hardiment par ceux qui excellent dans quelque branche illustre des sciences. Bien plus, la haine même de nos ennemis cédera facilement, ou, du moins, leur insolence n'osera pas représenter la foi comme ennemie de la science, quand ils verront des hommes illustrés par toutes les gloires scientifiques apporter à cette foi l'hommage souverain de leur respect. — Puisque tels sont les avantages que peuvent apporter à la religion ceux à qui la divine bonté a accordé, avec la grâce de la foi catholique, les dons heureux de l'esprit, que chacun, dans ce mouvement si ardent des sciences touchant de quelque façon aux Écritures, se choisisse un genre d'études qui lui convienne et dans lequel, une fois passé maître, il puisse, non sans gloire, repousser les traits que la science ennemie dirige contre elles. — Et ici, il nous est doux de louer, comme il le mérite, le dessein de certains catholiques, qui, pour fournir aux savants les moyens de poursuivre et de faire avancer, avec tous les secours qu'elles réclament, ce genre d'études, s'unissent en sociétés pour appliquer à cette fin leurs libéralités pécuniaires. On ne saurait, certes, trouver pour la richesse un emploi meilleur et plus en rapport avec les circonstances. Moins, en effet, les catholiques peuvent compter, pour leurs études, sur les secours officiels, plus il convient que la générosité privée se montre prompte et abondante ; c'est ainsi que ceux qui ont reçu de Dieu les biens de la fortune pourront les faire servir à protéger le trésor de la révélation même. »

Cette cordiale union des catholiques sur le terrain scientifique, l'appui mutuel qu'ils se doivent et qu'ils ne se prêtent pas toujours, seraient de nature à centupler leurs forces. Avec quelle sagesse l'encyclique ne les prémunit-elle pas contre le travers, trop répandu parmi eux, surtout dans le monde de l'érudition et des lettres, et qui consiste à donner *a priori* la préférence aux mérites, souvent très surfaits, des savants ou des écrivains rationalistes sur ceux des travailleurs fidèles à leur foi religieuse, comme pour faire parade d'une impartialité que nous ne blâmerions pas absolument en elle-même, si elle n'était parfois en réalité très injuste et très partielle. Aussi pourrait-on, ce nous semble, étendre utilement au-delà du cercle des études bibliques le jugement de Léon XIII, que « c'est un excès blâmable

d'ignorer ou de mépriser les remarquables travaux que nos interprètes nous sont laissés » et « de leur préférer, » surtout *a priori*, « les livres des hétérodoxes, » quoique d'ailleurs « les travaux des hétérodoxes, mis à profit avec prudence, » puissent parfois aussi « venir au secours de l'interprète catholique. » Mais plus il importe que les travailleurs catholiques aient confiance les uns dans les autres, plus il est nécessaire qu'ils s'attachent tous aussi à mériter, à justifier cette confiance mutuelle par la connaissance et la pratique des saines méthodes. L'encyclique leur recommande en particulier, d'une façon formelle, l'étude et l'exercice de la vraie critique historique et linguistique, en même temps qu'elle les met en garde contre les prétentions et les abus inqualifiables d'une prétendue science transcendante, qui ouvre la porte à toutes les chimères nées de conceptions arbitraires et subjectives : « Monstrueux sont les artifices et les ruses de l'ennemi.... Quels sont les moyens de défense ?.... Le premier consiste dans l'étude des anciennes langues orientales et aussi dans ce qu'on appelle la critique. Cette double connaissance, qu'aujourd'hui on estime si fort, le clergé doit la posséder, à un degré plus ou moins élevé, selon les lieux et les personnes.... Il faut tâcher que dans toutes les Universités, ce qui heureusement s'est déjà fait dans plusieurs, on établisse des chaires pour les idiomes antiques, en particulier pour les langues sémitiques et pour les sciences propres à ces langues, dans l'intérêt de ceux qui se destinent à professer les saintes lettres. Pour la même raison, ces hommes doivent être plus savants et plus exercés que les autres dans l'art de la *vraie* critique. Car c'est au détriment de la vérité et de la religion qu'on a inventé une méthode qu'on décore du nom de critique supérieure. D'après cette méthode, pour juger de l'origine, de l'intégrité et de l'autorité de n'importe quel livre, on doit avoir recours uniquement aux preuves intrinsèques, comme on les appelle. Au contraire, il est clair que dans les questions historiques, telles que l'origine et la conservation des livres, les preuves fournies par l'histoire ont plus de force que toutes les autres, aussi doit-on les rechercher et les examiner avec le plus grand soin. Les preuves intrinsèques, le plus souvent, n'ont pas assez de poids pour qu'on puisse les invoquer dans la cause elle-même, si ce n'est pour ajouter à la confirmation. En agissant autrement, on rencontrerait de graves inconvénients. Ce serait encourager les ennemis de la religion à attaquer et à détruire l'authenticité de nos saints livres. Car ce genre tant prôné de critique supérieure aboutit à ceci : que chacun dans ses interprétations en viendrait à suivre son propre goût et ses opinions faites d'avance. De cette manière la lumière désirée ne se fera pas sur les Écritures, la vraie science ne gagnera rien ; mais l'erreur se trahira par cet effet qui la caractérise : la diversité des opi-



nions et les contradictions incessantes dont les chefs de cette méthode nouvelle nous offrent déjà le spectacle. Et parce que ceux-ci sont pour la plupart imbus des principes d'une fausse philosophie et de l'esprit rationaliste, ils ne craindront pas d'élaguer des saints livres les prophéties, les miracles et tout ce qui dépasse l'ordre naturel. »

Pour la solution temporaire ou définitive des difficultés, des apparentes antinomies qui peuvent s'élever, par rapport aux saintes Écritures, entre les inébranlables principes posés définitivement par l'Église, et les conclusions, si souvent hypothétiques, des sciences naturelles et des sciences historiques, le Saint-Père établit des règles de conduite dont l'application sera féconde pour les rapports généraux de la science et de la foi. L'analogie même, affirmée par l'encyclique à ce point de vue, entre les sciences historiques et les sciences naturelles, pourra être, à condition toutefois qu'on l'entende et qu'on l'applique selon les intentions du Pape, c'est-à-dire avec un esprit profondément orthodoxe, d'une sérieuse utilité directive. Enfin, avec une hauteur et ferme sagesse, le Souverain Pontife pose en ces termes, comme ressource dernière, dans les cas provisoirement insolubles, la règle d'un doute vraiment méthodique : « Que les savants s'appuient, en les considérant comme des principes, sur les doctrines que nous avons exposées plus haut ; qu'ils soient fidèles à tenir que Dieu, qui a créé et qui gouverne toutes choses, est aussi l'auteur des Écritures, et partant qu'aucune découverte, ni dans la nature, ni dans les monuments de l'histoire, ne peut vraiment contredire les Écritures. Que si quelque contradiction de ce genre nous semble apparaître, écartons-la avec soin, soit en demandant au sage jugement des théologiens et des interprètes le sens plus vrai ou plus vraisemblable du passage en question, soit en soumettant à un examen plus attentif la valeur des arguments qu'on oppose à l'encontre. Et il ne faudrait pas s'arrêter, lors même que les contrariétés apparentes persisteraient : comme le vrai ne peut jamais être opposé au vrai, que l'on tienne pour certain que l'erreux a dû s'introduire, soit dans l'interprétation du texte sacré, soit dans quelque autre partie de la discussion : et si, ni d'un côté ni de l'autre, cela ne peut encore assez se constater, il faut, en attendant, suspendre son jugement. Combien d'objections, en effet, dont les divers ordres de sciences ont fait longtemps bruit contre les Écritures, et qui, reconnues sans valeur, sont aujourd'hui tombées dans l'oubli ! De même, au sujet de certains passages des Écritures (qui ne touchaient pas directement, il est vrai, à la règle de la foi et des mœurs), combien d'interprétations que l'on proposait et qu'un examen plus attentif a dû réformer dans la suite ! Le temps, en effet, emporte les erreurs de l'opinion : Mais *la vérité demeure et*

*se fortifie éternellement*<sup>1</sup>. Personne ne peut avoir la prétention de comprendre parfaitement un livre dans lequel saint Augustin lui-même avoue qu'il ignorait beaucoup plus de choses qu'il n'en savait; c'est pourquoi s'il se présente des difficultés que l'on ne peut résoudre, que chacun s'approprie le sage procédé du même docteur : « Mieux vaut se courber sous des signes, utiles toujours lors même qu'on les ignore, que de s'exposer, par des interprétations inutiles, à embarrasser dans les filets de l'erreur une tête affranchie du joug de la servitude. »

N'oublions pas la base solide que Léon XIII recommande de donner à l'étude de la sainte Écriture quand il dit : « Il est nécessaire de veiller à ce que les jeunes gens qui abordent les études bibliques y soient bien préparés, afin qu'ils ne trompent pas les espérances légitimes fondées sur eux, et, ce qui serait plus mauvais encore, qu'ils ne tombent pas dans l'erreur, séduits par les sophismes et l'apparente érudition des rationalistes. Or, ils seront parfaitement armés, si, comme nous l'avons indiqué et recommandé, ils ont étudié soigneusement la philosophie et la théologie, en prenant saint Thomas pour guide. » La même recommandation, tout au moins en ce qui concerne la philosophie, est applicable aux études historiques en général. Il n'est pas douteux, en effet, que les erreurs, que les faux dogmes, dont l'école rationaliste a, de notre temps, rempli la science historique et qu'elle s'efforce de répandre par tous les moyens, l'instruction notamment soit supérieure, soit secondaire, soit primaire, proviennent non de l'observation exacte et objective des faits, qui aboutirait à la vérité scientifique, dont le désaccord formel et permanent avec la vérité religieuse n'est pas possible, mais des conceptions philosophiques erronées et des sophismes *a priori* avec lesquels elle aborde l'étude et l'enseignement de l'histoire.

L'erreur philosophique aujourd'hui dominante est le *positivisme*, qui essaie même çà et là de se transformer en une religion nouvelle, en une religion sans Dieu. Il n'y a donc rien de plus important pour les catholiques, ajoutons pour tous les hommes de bonne foi, que de se faire une idée exacte de l'origine, des développements, des formes diverses et des diverses écoles de cette doctrine qui, comme règle des sciences, des mœurs et des institutions politiques et sociales, a pris dans ces derniers temps une influence énorme sur les esprits; qui se présente au monde civilisé comme destinée à remplacer tout à la fois et la philosophie spiritualiste, et la doctrine chrétienne, et même le culte catholique. Or, pour connaître exactement le *positivisme*, et pour en juger avec un ferme bon sens, il y a aujourd'hui un moyen

<sup>1</sup> *III. Esd.*, iv, 38.

fort simple : c'est la lecture des deux excellents volumes du R. P. Gruber, de la Compagnie de Jésus, traduits en notre langue par M. l'abbé Ph. Mazoyer, et intitulés : *Auguste Comte, fondateur du positivisme, sa vie, sa doctrine*. — *Le Positivisme depuis Comte jusqu'à nos jours*<sup>1</sup>. Nous ne saurions trop les recommander à nos lecteurs. La richesse et la solidité des informations, auxquelles diverses écoles positivistes elles-mêmes n'ont pas hésité à contribuer, en sont vraiment surprenantes. Un rapide aperçu des matières contenues dans le second volume en donnera une légère idée. Dans une première partie l'auteur étudie *le positivisme dans les écoles qui se rattachent à Auguste Comte* (1855-1891), savoir : I. École positiviste dissidente de Littré. (Biographie de Littré. — Littré comme philosophe. — Succès du positivisme de Littré ; ses causes. — Dernière maladie de Littré ; sa conversion, sa mort ; ses funérailles. — Le positivisme de Littré après la mort du philosophe.) — II. École positiviste orthodoxe de Laffitte. — Groupe français. — Ses principaux représentants. — Activité du groupe français. — III. Le positivisme orthodoxe à l'étranger. (Le groupe anglais. — Le groupe suédois. — Le groupe brésilien-chilien. — Le positivisme orthodoxe dans les autres pays.) — Dans une seconde partie l'auteur expose *le mouvement positiviste en dehors des écoles qui se rattachent immédiatement à Auguste Comte*, savoir : I. Le positivisme indépendant en philosophie. 1. Angleterre. (John Stuart Mill. — Herbert Spencer. — Autres positivistes anglais. — Le darwinisme et sa transformation en monisme. — Le sécularisme.) — 2. France. (Hippolyte-Adolphe Taine. — Th. Ribot et l'école psycho-physiologique française. — Monistes positivistes français.) — 3. Allemagne. (Eugène Dühring. — Criticisme et néo-kantisme positivistes. — Wilhelm Wundt.) — 4. Italie. (Pietro Siciliani. — Roberto Ardigo. — S. F. de Dominicis.) — 5. Le positivisme indépendant dans les autres pays. — II. Le positivisme indépendant en dehors de la philosophie proprement dite. (Le positivisme dans la science du droit. — Le positivisme dans les sciences sociales et dans la science des religions. — Le positivisme dans l'éducation et dans l'enseignement.)

La méthode historique, calme et objective, du P. Gruber, est un excellent modèle. Elle est comparable, toute proportion gardée, à la méthode philosophique et théologique de saint Thomas. Aussi a-t-elle obtenu l'approbation, même des critiques imbus des préjugés anticatholiques. La conclusion qui termine l'ouvrage n'en a que plus de force. Elle se résume dans la double proposition suivante, qui a toute la valeur d'une sentence décisive : « Si, à la fin de ce travail, il nous fallait résumer en un mot notre jugement sur l'ensemble du po-

<sup>1</sup> Librairie Lethielleux, 2 vol. in-12.

sitivisme, nous pourrions l'appeler une grande *mystification* favorisée par l'esprit vain et superficiel d'un siècle de demi-savants.... Dans le positivisme tout est mystification; tout, jusqu'au nom lui-même. Ce n'est pas positivisme, mais nihilisme (religieux, philosophique, esthétique, politique et social) qu'il faudrait appeler ces théories qui, sous le couvert du positivisme, cherchent partout à prévaloir. — Le vrai positivisme est précisément ce que le faux positivisme prétend détruire et supplanter : le théisme, le christianisme, le catholicisme. Voilà les grandes « réalités » qui s'imposent avec une inéluctable puissance à tout observateur impartial et exempt de préjugés. »

Si nous avions, nous catholiques, une notion plus nette de la réalité formelle et positive des faits intellectuels, moraux, sociaux, des événements et des témoignages historiques, qui sont l'inébranlable fondement de nos croyances, de nos espérances, nous serions moins timides devant la prétendue supériorité scientifique des apôtres du néant; nous comprendrions mieux la nécessité de la vraie science, de la vraie méthode; nous serions plus zélés, plus ardents à en acquérir, à en propager la notion et l'exercice, à en répandre, à en augmenter les résultats. Nous avons pour nous la foi, la raison, l'observation, l'expérience. Sachons en chercher, en goûter, en faire rayonner les concordantes lumières. Que les œuvres de charité intellectuelle, trop délaissées, obtiennent de notre part un aussi vaillant concours que les œuvres de charité corporelle. Là aussi remportons la palme. Les symptômes encourageants ne manquent pas dans notre pays à côté des présages sombres. C'est assurément un excellent indice que le succès d'entreprises telles que les Congrès provinciaux pour l'accroissement et la diffusion de la science chrétienne successivement provoqués dans nos diverses régions par la Société bibliographique. Celui qui s'est réuni au Mans, les 14 et 15 novembre dernier, a fait le plus grand honneur à ses organisateurs et en particulier à son zélé secrétaire général, M. Robert Triger. On trouvera plus loin quelques détails sur ses travaux. Mais nous devons ici un témoignage particulier de reconnaissance au savant éminent qui a bien voulu lui apporter le concours de sa renommée et de sa parole. Nous ne pourrions mieux terminer cette partie de la *Chronique* qu'en citant ces observations fortes et justes de M. Émile Senart sur l'importance capitale de la science et en particulier des études historiques à notre époque :

« Ne répète-t-on pas que la science aujourd'hui mène le monde ? Il est vrai que c'est d'ordinaire aux sciences physiques que l'on songe, à l'électricité, à la vapeur, à mille inventions. Soyez certains que j'apprécie les chemins de fer et le télégraphe; mais quelque impulsion qu'exercent les circonstances extérieures, c'est dans les esprits eux-

mêmes qu'est le principe dernier de leur direction. Sans marchander leur rôle aux sciences exactes, ce sont les sciences historiques qui, au fond, détiennent, aujourd'hui surtout, la plus grande part dans le gouvernement des âmes. Je sais bien que la pénétration est relativement lente et toujours obscure, du laboratoire où se forment les théories et les conjectures, les négations ou les systèmes, jusqu'aux couches profondes qui n'en perçoivent qu'un écho confus, simplifié, déformé. Mais l'allure de ces influences s'est singulièrement accélérée. Travesties souvent, mais monnayées en langue vulgaire et en conclusions pratiques, les notions scientifiques cheminent plus rapidement que l'on ne croit. C'est un des mérites de la Société sous les auspices de laquelle nous sommes ici réunis d'avoir mesuré la force de ce mouvement, d'avoir su s'en prévaloir et de s'efforcer à le tourner vers le bien. »

N'est-ce pas le cas, après avoir reproduit cette appréciation sur le rôle et le but de la Société bibliographique, de rappeler encore ici l'exhortation de Léon XIII dans sa récente encyclique aux enfants de l'Église pourvus des biens terrestres, exhortation que le Saint-Père ne restreint assurément pas à l'appui dû aux études bibliques, mais étend à tous les besoins de la science chrétienne et de la charité intellectuelle : « Moins les catholiques peuvent compter sur les secours officiels, plus il convient que la générosité privée se montre prompte et abondante ; c'est ainsi que ceux qui ont reçu de Dieu les biens de la fortune peuvent les faire servir à protéger le trésor de la révélation même. »

## II.

L'Académie française a tenu sa séance publique annuelle le jeudi 16 novembre. Parmi les prix proclamés dans cette assemblée solennelle, nous notons les suivants, que nous n'avons pas encore mentionnés dans cette chronique : Prix Marcellin Guérin, 1,000 fr. à *l'Histoire de la littérature française*, de M. Charles Gidel ; 1,000 fr. au *Théâtre au XVII<sup>e</sup> siècle*, de notre collaborateur M. V. Fournel. Prix Saintour : 500 fr. à M. Saglio (*Maisons d'hommes célèbres*) et autant à M. Gaston de Raimes (*Soldats de France*). Prix Jules Favre : 800 fr. à M<sup>me</sup> Camus-Ruffet (*Un chapitre de l'histoire d'un grand homme ; les femmes du Taciturne*).

C'est le vendredi 24 novembre que l'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu sa séance publique annuelle, sous la présidence de M. Émile Senart. M. Henri Wallon y a lu une notice sur Albert Dumont, et M. Le Blant l'important mémoire sur *les Premiers chrétiens et les dieux* que nous avons eu l'occasion déjà de signaler à nos lecteurs. Parmi les prix proclamés dans cette réunion nous no-

terons ici l'attribution, dont nous n'avons point encore parlé, du grand prix biennal à M. James Darmesteter pour l'ensemble de ses travaux sur l'Iran.

L'Académie des sciences morales et politiques s'est réunie en assemblée publique annuelle le samedi 4 décembre. Nous n'avons pas encore mentionné dans notre chronique le prix de Rossi (*des Refontes de monnaies sous l'ancien régime*), partagé entre MM. Leborgne-Arvet et Denise.

Dans la séance du 1<sup>er</sup> septembre à l'Académie des inscriptions, M. Max. Deloche, continuant la lecture de son mémoire sur le port des anneaux dans l'antiquité romaine et les premiers siècles du moyen âge, estime que, tandis que chez les Gallo-Romains, conformément à l'usage romain, les affranchis portaient l'anneau d'argent, ils ne se virent pas accorder ce droit chez les envahisseurs germaniques, au moins à l'origine. M. Heuzey a fait ensuite connaître les fouilles entreprises à Tello par M. de Sarzec, et dont le résultat principal a été la découverte de la lance merveilleuse d'Isdoubar, l'Hercule chaldéen ; précieux monument des anciens cultes et arme datée plus ancienne que beaucoup d'armes préhistoriques, puisqu'elle est attribuée au xxxviii<sup>e</sup> siècle avant notre ère.

Des bornes milliaires, découvertes par M. Demaeght et signalées le 8 septembre à l'Académie par M. Héron de Villefosse, font connaître la voie stratégique qui formait la limite méridionale de la province de Maurétanie : la voie, partant de la frontière marocaine un peu au sud de Nemours, se dirigeait vers Aumale en passant au nord des hauts plateaux ; ces bornes furent établies sous le règne simultané de Septime Sévère et de Caracalla par P. Ægidius Peregrinus, gouverneur de la province. M. Heuzey a ensuite entretenu l'Académie des découvertes de M. de Sarzec relatives à Entana ou Entemena, prince de Chaldée, que l'on connaissait seulement comme fils d'Ennanatouma I<sup>er</sup> ; les nouvelles découvertes permettent d'établir qu'Ennanatouma était frère d'Eannadou, le roi de la stèle des Vautours, et qu'il lui avait succédé. M. Oppert a donné la traduction d'une antique inscription sémitique au nom de Binganisar-Ali (selon d'autres : Sargani), dont le règne remonterait à plus de quatre mille ans avant notre ère.

Le 15 septembre, M. Deloche a terminé sa communication sur le port des anneaux. Il s'est occupé des évêques, qui, dès les premiers siècles, reçurent l'anneau d'or au moment de leur consécration ; la concession de l'anneau fut faite exceptionnellement aux abbés des grands monastères. Les femmes n'avaient de règle positive à observer que pour l'anneau nuptial, qui devait être d'argent : il y a pourtant de nombreuses exceptions. Lorsqu'elle fut devenue un objet de luxe,

la bague, qui d'abord se mettait indifféremment à tous les doigts de l'une ou de l'autre main, fut portée au quatrième doigt de la main gauche; l'anneau épiscopal seul se mettait au quatrième doigt de la main droite.

Le 22 septembre, M. Müntz, grâce aux documents des archives du Vatican, a pu fournir de nouveaux détails sur les constructions et les embellissements que doivent à Urbain V l'abbaye Saint-Victor de Marseille, la cathédrale de Mende, les églises de Bédouès (Lozère, arrondissement et canton de Florac) et de Grisac. M. Müntz a établi qu'Urbain V employait surtout des orfèvres italiens et des architectes et sculpteurs français. M. Heuzey a fait une lecture sur une tessère de bronze du pagus Minervius, découverte à Bizerte par M. Gallut, et appartenant à la série des *tesserae paganae*, dont on ne connaissait auparavant que deux exemplaires.

M. Bréal a montré par des exemples le secours que fournit l'épigraphie grecque pour l'intelligence des poètes antiques : en restituant à « Érinnyes » son vrai sens, qui est imprécation, il a expliqué les passages où Homère parle du danger qu'il y a à braver les « érynies » d'un père ou d'une mère. On avait déjà rattaché à la même racine que le verbe *ἐρύω* le nom de la déesse Ilythie, qui préside aux accouchements, mais sans fournir de ce rapprochement une explication plausible; cette explication est donnée par l'inscription de Gortyne où *ἐρύω* a le sens de « porter; » Ilythie devient ainsi la déesse de la gestation. Cette même inscription, en donnant au mot *Até*, nom d'une déesse redoutable, la signification d'amende, permet d'expliquer d'une manière satisfaisante un passage d'Hésiode resté un peu vague, où il dit qu'il ne faut pas remettre les affaires au lendemain, parce que « celui qui vient trop tard est soumis à l'amende. »

Un très intéressant mémoire de M. Salomon Reinach, lu dans les séances du 22 et du 29 septembre, rattache l'art improprement appelé gallo-romain à l'école alexandrine. Par Marseille, Narbonne et Nîmes, la Gaule était en relations avec l'Égypte; c'est de là que viennent sans doute les plus belles pièces d'orfèvrerie de Bernay et d'Hildesheim; c'est de là que viennent les artistes qui ont construit et décoré les monuments d'Orange, de Saint-Remy, etc. Il y a une concordance remarquable entre les caractères réalistes des bas-reliefs de Gaule et ceux des bas-reliefs alexandrins. Un texte communiqué par M. Oppert dans cette séance et dans celle du 6 octobre, et relatif à la laïcisation d'un domaine ecclésiastique, est important en ce qu'il permet de fixer de 1910 à 1855 le règne de « Gulkisar, roi du pays maritime » en Chaldée, et à 2282 la prise de Babylone par un roi de Suse.

Le 6 octobre, M. Héron de Villefosse a communiqué à l'Académie

deux médailles de plomb, dont la plus intéressante représente une scène d'adoption devant le collège des pontifes. M. le docteur Carton a exposé le résultat de ses fouilles à Dougga : il a dégagé notamment le portique du temple de Jupiter, découvert dans le temple de Saturne un sanctuaire plus ancien que le monument, renfermant des stèles votives avec les emblèmes de Tanit et des inscriptions puniques ; les fouilles pratiquées au théâtre ont mis au jour un édifice bien conservé, avec vingt-cinq rangées de gradins intacts, une scène pavée de mosaïque, qui a conservé entières vingt-cinq de ses quarante colonnes : enfin le théâtre a offert beaucoup d'inscriptions, dont l'une permet de fixer la date de construction au principat de Marc-Aurèle.

Dans une étude sur la légende de la papesse Jeanne, lue par lui dans la séance du 20 octobre, M. Müntz s'est efforcé de suivre les évolutions de la légende dans les œuvres des artistes ; du catalogue des illustrations auxquelles le mythe a donné naissance à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, il ressort que c'est en Allemagne surtout et en Italie que la fable a rencontré le plus de crédit.

M. Foucart a communiqué, le 27 octobre, la première partie d'un mémoire sur l'origine et la nature des mystères d'Éleusis ; il s'est efforcé d'établir la réalité de rapports anciens entre les Égyptiens et les Grecs, et l'existence de colonies égyptiennes sur le sol hellène. D'une note de M. Ch. Joret sur les jardins de l'ancienne Égypte, il résulte qu'ils avaient, à l'origine, le caractère de simples vergers, où les arbres d'ornement n'apparaissaient qu'exceptionnellement ; plus tard, on y planta des arbustes à fleurs ; mais ce n'est guère qu'au temps des Ptolémées que se développa ce caractère de jardin d'agrément.

Après avoir éclairci l'origine égyptienne des mystères d'Éleusis, M. Foucart, dans la séance du 10 novembre, a donné quelques développements sur ces mystères, pendant lesquels un drame mystique était représenté et des objets sacrés dévoilés aux initiés. L'examen de douze stèles votives du Bardo, dont deux similaires existent au Louvre, a conduit M. de La Blanchère à penser que ce sont des ex-voto d'un culte à mystères, dont la déesse et le sacrifice sont représentés.

Dans la fin de sa communication sur les mystères d'Éleusis, lue le 17 novembre, M. Foucart dit que, de l'accord de tous les écrivains anciens, l'initiation assurait à ceux qui y participaient une vie bienheureuse après la mort ; bien que l'on ne sache pas quelles paroles mystérieuses étaient prononcées par l'hiérophante, il croit qu'elles consistaient en instructions sur la route à suivre dans les enfers, comme cela avait lieu dans le livre des morts de l'Égypte.



Une inscription phénicienne trouvée à Lapithos (île de Chypre) et postérieure à la conquête de Ptolémée Soter, permet à M. Philippe Berger de faire connaître à l'Académie les noms d'un des premiers gouverneurs de l'île pour les Ptolémées, de son père, gouverneur avant lui, de son frère, prêtre du roi, ainsi qu'une nouvelle ère, celle de Lapithos, qui doit commencer en 308. D'après deux lettres du P. Delattre, M. Héron de Villefosse a présenté le résultat des fouilles entreprises dans une nécropole punique à Carthage : cinquante tombeaux fouillés ont fourni, outre des vases et des poids, un masque funéraire, modelé, semble-t-il, sur la figure du mort, muni sur les bords de cinq trous qui permettaient de le fixer sur le visage du défunt, et dont l'origine punique est attestée par le disque en relief surmonté d'un croissant renversé, qui se voit au milieu du front.

À l'Académie des sciences morales et politiques, M. Perrens a raconté, dans la séance du 2 septembre, l'aventure du baron de Saney, ambassadeur de France à Constantinople en 1617, bâtonné par ordre du cadî, parce que son secrétaire avait aidé à l'évasion de chrétiens prisonniers aux Sept-Tours; Louis XIII n'exigea aucune réparation.

Dans les séances du 9 et du 16 septembre, M. Georges Picot a analysé un mémoire de M. Eugène de Budé sur les *Adversaria* ou mémoires de Guillaume Budé; on y trouve notamment une critique des deux cultes catholique et protestant en lutte au xvi<sup>e</sup> siècle. Nous signalerons encore, le 23 septembre, un mémoire de M. Martha sur l'éloquence à Rome; le 30, une note de M. Guibal sur une lettre inédite de Mirabeau à Lieutaud, commandant la garde nationale de Marseille; le 14 octobre, une étude de M. Jules Zeller sur « le socialisme au temps de la Réforme en Allemagne, » dans laquelle il expose la doctrine et les actes des anabaptistes. Le 28 octobre, M. Germain Bapst s'est occupé de montrer ce que devinrent durant la Révolution les objets d'art et d'ameublement confisqués par l'État. Au moment de la détresse produite par la guerre, tous ces objets furent fondus ou vendus pour en tirer toutes les ressources qu'ils pouvaient offrir.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a prorogé à 1896 le concours ouvert pour le prix Bordin de 1893 : 1<sup>o</sup> Étude sur les traductions françaises d'auteurs profanes exécutées sous le règne de Jean II et de Charles V. 2<sup>o</sup> Étude critique sur l'authenticité des documents relatifs aux emprunts des croisés. Elle met en même temps un nouveau sujet historique au concours pour le prix Bordin (1896) : Études sur les vies de saints traduites du grec en latin jusqu'au x<sup>e</sup> siècle. Elle décernera pour la première fois en 1894 le prix Saintour (3,000 fr.) destiné au meilleur ouvrage sur l'Orient, soit manuscrit, soit imprimé dans ces trois dernières années.

Parmi les sujets mis au concours par l'Académie des sciences mo-

rales et politiques, nous indiquerons ici les suivants : Prix Victor Cousin, de 4,000 fr., à décerner en 1896 : Exposition et examen de la philosophie de Philon le Juif et de l'École juive d'Alexandrie ; prix Beaujour (5,000 fr.) à décerner en 1896 : De l'indigence et de l'assistance dans les grandes villes depuis 1789 ; prix du budget, section histoire, à décerner en 1897 (2,000 fr.) : Histoire d'un département de 1800 à 1810.

Le quatrième congrès provincial de la Société bibliographique, tenu au Mans les 14 et 15 novembre, sous la présidence d'honneur de S. G. Mgr l'archevêque de Rennes, a été un brillant succès. C'est la seconde section, consacrée à l'« étude » et présidée par M. Émile Senart, qui naturellement intéresse le plus directement nos lecteurs par les sujets qui y ont été traités : c'est ainsi que M. R. Triger a retracé avec compétence l'histoire du mouvement scientifique, historique et artistique dans la Sarthe au XIX<sup>e</sup> siècle. La Société historique du Maine a eu pour rapporteur M. le comte de Bastard ; M. l'abbé Anis a parlé du mouvement scientifique dans la Mayenne. Outre les rapports consacrés aux bibliothèques et aux collections tant publiques que privées, nous devons encore signaler quelques-unes des monographies qui ont été présentées au Congrès : *Un drame religieux du moyen âge, le miracle de Théophile*, par M. Marius Sepet ; *l'Instruction publique en Eure-et-Loir avant 1789*, par M. l'abbé Haye ; *l'Instruction publique à Mamers avant et pendant la Révolution*, par M. G. Fleury ; *l'Imprimerie à la Flèche avant la Révolution*, par M. le baron E. de la Bouillèrie ; *Une commune de la Sarthe pendant la Révolution*, par M. l'abbé Bauche ; *Monographie du canton de Mondoubleau*, par M. l'abbé Blanchard. A la première section (Société bibliographique), M. le comte de Bourmont, en faisant ressortir le rôle scientifique de la Société, a présenté aux congressistes la *Revue des questions historiques*, le *Polybiblion* et le *Répertoire* de M. l'abbé U. Chevalier, et M. Domet de Vorges a communiqué un rapport sur la Société d'histoire contemporaine.

Nous avons à signaler deux sociétés nouvelles, qui, à des titres divers, intéressent nos études : la Société des cartulaires anglo-normands, qui vient de se constituer en Angleterre, et la Société d'histoire littéraire de la France. Cette dernière, établie sous la présidence de M. Gaston Boissier, a pour objet « de fournir aux historiens de la France littéraire les occasions et les moyens de se réunir et de s'entendre, d'échanger leurs idées, de comparer leurs méthodes, de profiter en commun des recherches individuelles, en un mot d'amener une certaine coordination dans les efforts en vue de cette synthèse générale, qui est l'objet de toute science. » Dès le présent mois de janvier doit paraître le premier numéro de la Revue qui sera l'organe

naturel de la Société. La cotisation est fixée à 20 francs par an pour les membres titulaires; en payant 500 francs, on a droit au titre de membre perpétuel; un don d'au moins mille francs assure le titre de membre fondateur. Les adhésions doivent être adressées à M. F. Brunot, secrétaire de la Société, 23, rue Madame.

L'Académie de Reims nous envoie trois nouveaux volumes de ses *Travaux* (tomes 89, 90, 91). Nous y relevons plusieurs mémoires qui attestent l'activité intellectuelle et l'érudition des membres de l'Académie. Un volume entier est consacré aux *Lettres et négociations de M. de Montdoucel, résident pour le roi Charles IX en Pays-Bas*, manuscrit de la bibliothèque de Reims, édité par M. L. Didier : c'est la seconde partie d'un travail auquel la *Revue* consacrera une étude spéciale. — M. Alph. Gosset a mis en lumière la carrière et les œuvres d'Alphonse Perin, peintre d'histoire, né en 1796, mort en 1874; M. Dumeril a écrit l'éloge de Tronson du Coudray, le courageux défenseur de la reine Marie-Antoinette; M. Henri Jadart a retracé la vie de Dom Guillaume Marlot, l'historien de Reims, et dressé le catalogue de ses œuvres. Nous trouvons encore dans ces volumes, outre les comptes rendus des travaux annuels, les rapports sur les concours et la liste alphabétique des membres de l'Académie depuis son origine, la *Revue de cinquante ans*, faite par le secrétaire, M. Henri Jadart (1841-1891), et les relations de la fête du cinquantenaire, par le même, fête signalée par l'inauguration dans l'église de Reims du monument de Dom Marlot.

La Société historique de la Gascogne, qui vient de publier la seconde partie des *Livres de comptes des frères Bonis*, a sous presse, pour être mis en distribution prochainement, un volume sur *Audéjos, histoire de la gabelle en Gascogne*, et le tome 1<sup>er</sup> du *Bullaire gascon*, publié par M. l'abbé Guérard.

La Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn a décidé la publication d'un recueil de documents relatifs au département du Tarn. Le tome 1<sup>er</sup> est déjà en préparation; il contiendra le cartulaire de Vaour (arr<sup>t</sup> Gaillac, ch.-l. canton), publié par MM. Cabié et Portal.

La Société historique de la province de Posen a en préparation un volume de légendes de la province, et un recueil de diplômes et d'actes relatifs à l'organisation en 1793 de la Prusse méridionale.

La Société historique de la Valdelsa, à Castelfiorentino, entreprend la publication d'un recueil périodique : *Miscellanea storica della Valdelsa*, qui paraîtra deux fois par an, sous la direction d'un érudit honorablement connu par ses travaux antérieurs, M. Orazio Bacci (Castelfiorentino, tip. Giovanelli et Carpitelli, 6 fr. par an).

La *Rassegna della letteratura siciliana*, dirigée par MM. Puglisi Pico et R. Platania d'Antoni (Acireale, Corso Vittorio Emanuele, 107),

intéresse moins directement nos études. C'est surtout l'histoire littéraire de la Sicile qu'elle a en vue de traiter. La revue, qui paraît depuis juillet, est mensuelle et coûte 6 fr. par an.

A côté de ces revues nouvelles qui se fondent en Italie, c'est avec regret que nous signalons la disparition — momentanée, nous l'espérons, — de l'important *Bullettino di archeologia cristiana*, dirigé à Rome par le maître de la science archéologique chrétienne, M. le commandeur J. B. de Rossi. La santé de l'éminent savant l'a obligé de suspendre sa publication; nous souhaitons pour la science chrétienne qu'il puisse la reprendre l'année prochaine, comme il en donne l'espérance à ses lecteurs.

La revue qui se publie depuis le mois de mars en Espagne, sous le titre de *Soluciones catolicas, revista religiosa, cientifica y literaria* (Valence, seminario conciliar. Mensuel, 15 fr. par an), ne fait qu'une petite part à l'histoire.

La *Revue wallonne*, que dirige à Liège M. Maurice Wilmotte, l'un des fondateurs du *Moyen âge* français, se donne comme l'organe de tous ceux qui s'intéressent tant à l'histoire qu'à la littérature des provinces de langue française en Belgique.

Nos lecteurs seront certainement heureux d'apprendre que le travail récemment publié dans la *Revue* par le R. P. Ch. Huyghe, S. J., sur la *Chronologie des livres d'Esdras et de Néhémie*, a été l'objet d'une appréciation très flatteuse dans le *Theologisches Literaturblatt* de Leipzig du 1<sup>er</sup> décembre. L'auteur de la notice, M. Ed. Koenig, le célèbre professeur d'exégèse à l'Université de Kotsch, estime que notre collaborateur a définitivement réfuté la nouvelle hypothèse suivant laquelle l'œuvre de restauration de Néhémie, contrairement à ce que l'on a toujours admis, aurait non pas suivi, mais précédé de quarante-sept ans l'entreprise du même genre à laquelle Esdras a attaché son nom.

Plusieurs des anciens maîtres et amis de M. Julien Havet, dont la mort prématurée a excité de justes regrets, auxquels nous nous sommes associés dans notre dernière chronique, ont eu la pensée d'honorer sa mémoire par la publication de *Mélanges d'histoire et de bibliographie*. Nous prêtons volontiers l'appui de notre publicité à l'hommage rendu à ce savant distingué : ceux de ses amis qui désirent collaborer à cet ouvrage, et toutes les personnes qui veulent témoigner de leur estime pour M. Havet par une souscription à ce volume, dont le prix ne dépassera pas 20 francs, sont priés d'envoyer dès maintenant leur adhésion à M. Omont, à la Bibliothèque nationale.

En attendant le compte rendu spécial que nous consacrerons dans une de nos prochaines livraisons aux *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, nous tenons à signaler ici le premier volume de ce nouveau et

considérable travail de M. l'abbé Duchesne. L'immense ouvrage des Bénédictins, connu sous le nom de *Gallia christiana*, est, comme on sait, fort imparfait pour tout ce qui touche aux questions d'origine. C'est sur ces points obscurs que M. l'abbé Duchesne a voulu porter la lumière de sa critique. Le premier volume est consacré aux *Provinces du sud-est* ; mais il contient un chapitre préliminaire sur l'*Origine des diocèses épiscopaux dans l'ancienne Gaule*, qui avait déjà paru au tome L des *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*. Deux autres parties de ce volume sont aussi déjà connues du public érudit : l'une, sur la primatie d'Arles, a paru au tome LII des mêmes *Mémoires*, l'autre, relative à la légende de sainte Marie-Madeleine, a trouvé place dans le fascicule de janvier 1893 des *Annales du Midi*. Ce n'est pas le lieu d'apprécier ici l'importance et la valeur du travail critique de l'éminent académicien. Il nous suffit de l'avoir signalé à l'attention de nos lecteurs.

Le tome II des *Mémoires* du chancelier Pasquier vient de paraître. Il est consacré aux deux dernières années de l'Empire et aux premiers moments de la Restauration, et présente un intérêt encore plus vif que le précédent. Nous nous bornons à l'annoncer, la *Revue* devant consacrer une étude spéciale à cette importante publication.

Dans un intéressant mémoire présenté à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, notre collaborateur M. Henri Beaune a tenté, à son tour, d'expliquer ce qu'étaient les *Faramanni burgondes dans la loi Gombette* (Lyon, A. Rey, 1893, in-8 de 23 p.). Pour lui, il s'agit des familiers du roi, des hommes de son palais.

L'on accueillera certainement avec reconnaissance la nouvelle édition publiée par le R. P. Arsène de Chatel, ex-provincial des Capucins de Paris, de l'*Histoire de la latinité de Constantinople*, de M. A. Belin. L'édition qu'en avait donnée l'auteur en 1872 avait été assez rapidement épuisée pour le déterminer à en préparer une seconde édition que la mort l'empêcha d'achever. En reprenant le travail, le P. Arsène lui a fait subir d'importants remaniements, surtout pour la partie contemporaine (1783-1893). L'ouvrage est publié chez MM. Picard et fils (in-8, 547 p.).

M. E. Fagnan vient de publier une traduction annotée de l'*Histoire des Almohades* d'Abdel-Wahid Merrâkuhi (Alger, Jourdan, in-8 de 335 p.). La dynastie almohade, en qui s'incarna au XII<sup>e</sup> siècle une révolution politique et religieuse dans l'islamisme, ne borna pas ses conquêtes à l'Afrique septentrionale. Elle étendit son pouvoir dans toute l'Espagne musulmane. Le livre traduit par M. Fagnan est l'un des documents les plus importants pour son histoire. L'auteur, qui vécut dans l'intimité des princes almohades, écrit son récit dans de bonnes conditions d'information et aussi d'impartialité. Cette chro-

nique, beaucoup moins sèche que les ouvrages analogues des coreligionnaires d'Abdel-Wahid Merrâkuhi, est agrémentée d'anecdotes et de citations poétiques qui lui donnent un caractère et un intérêt particuliers.

Notre collaborateur M. Noël Valois a lu à l'assemblée générale annuelle de la Société de l'histoire de France, le 2 mai dernier, un mémoire fort curieux sur *le projet de mariage entre Louis de France et Catherine de Hongrie et le voyage de l'empereur Charles IV à Paris* (Extrait de *l'Annuaire bulletin de la Société de l'histoire de France*. Paris, 1893, in-8 de 15 p.). En utilisant une lettre de Charles V au roi de Hongrie, jusqu'ici dédaignée par les historiens, qui sur la foi de Th. Lindner la jugeaient apocryphe, mais dont il démontre l'authenticité, il est parvenu, entre autres renseignements tout à fait neufs, à faire connaître le véritable motif du voyage de l'empereur Charles IV en France en 1378. L'empereur voulait pour les siens le royaume de Pologne et essayait d'obtenir le consentement du roi de France à cette combinaison.

Un illustre savant italien, M. le professeur Antonio Medin, de Padoue, vient de publier, à l'occasion des noces de M. Francesco Brunelli-Bonetti avec M<sup>lle</sup> de Puppi, une curieuse brochure intitulée : *Un falso Jacopo da Carrara a Firenze* (Padova, tip. fratelli Gallina, 1893, in-8 de 22 p. Tiré à cent exemplaires). M. Medin y raconte l'histoire de cet imposteur qui, vers 1410, se fit passer pour Jacques de Carrare, poussa l'audace jusqu'à vouloir se présenter comme tel au propre frère du véritable Jacques, et fut honoré à ce titre par les Florentins. Il publie une curieuse *canzone* d'un certain Manetto Ciaccheri en l'honneur du prince prétendu.

Le même savant achève un nouveau volume de son recueil si estimé de *Lamenti storici*, et prépare une étude, qui ne peut manquer d'intéresser le public français, sur la chute et la mort de Napoléon dans la poésie contemporaine.

Le R. P. Ayroles, de la Compagnie de Jésus, continue ses études sur la vierge de Domremy. Il va publier très prochainement à la librairie Gaume un volume intitulé : *La vraie Jeanne d'Arc. La paysanne et l'inspirée d'après ses aveux, les témoins oculaires et la libre pensée*. Ce volume est le second de la série inaugurée par l'ouvrage publié antérieurement sous ce titre : *La Pucelle devant l'Eglise de son temps*, série dans laquelle l'auteur se propose d'examiner à nouveau, en détail, et d'après les sources, toutes les questions que soulève la merveilleuse carrière de la libératrice de la France. Le volume actuellement sous presse est consacré à la première partie de la vie de Jeanne depuis son enfance jusqu'à son arrivée à la cour de Charles VII. L'auteur y a fait une étude attentive

du milieu général et local dans lequel est née et a grandi la Pucelle. Il y a examiné et discuté les opinions émises par les historiens, ses devanciers, et s'est attaché en particulier à réfuter les assertions et les hypothèses de l'école naturaliste et rationaliste, et à mettre en relief le caractère, vraiment surnaturel de la mission de Jeanne d'Arc.

Il n'est personne, parmi les érudits qui se sont occupés des règnes de Charles VII et de Louis XI, qui ne connaisse l'importance du récit des événements de ces règnes dû à la plume de Thomas Basin, évêque de Lisieux. Ce récit, restitué à son véritable auteur par la critique de Jules Quicherat, fut publié, de 1855 à 1859, par le même savant, pour la Société de l'histoire de France. Malheureusement l'éditeur n'a eu à sa disposition que des manuscrits récents et défectueux. Un manuscrit contemporain de l'auteur et portant des corrections de sa main a été découvert dans la bibliothèque de la ville de Göttingue par M. Wilhelm Meyer, qui en a fait le sujet d'un travail publié le 23 novembre 1892, signalé et analysé dans le *Journal des savants* du mois de février 1893 par M. Léopold Delisle. Le savant académicien a de nouveau mis en lumière et corroboré la découverte et les conclusions de M. Meyer par une publication enrichie de trois héliogravures et intitulée : *Fragments inédits de l'histoire de Louis XI par Thomas Basin, tirés d'un manuscrit de Göttingue*. (Paris, Klincksieck, in-4 de 33 p., tiré des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, tome XXIV, 2<sup>e</sup> partie). — M. Delisle s'y exprime en ces termes au sujet du nouveau manuscrit, comparé à l'édition de Quicherat : « D'après les explications qui viennent d'être données, on comprend de quelle utilité serait le manuscrit de Göttingue pour rétablir dans leur forme primitive une foule de passages plus ou moins altérés dans la mauvaise copie qui a servi de base à l'édition. Hâtons-nous d'ajouter que la plupart des altérations n'atteignent pas le fond des récits ou des jugements ; grâce surtout aux notes de Quicherat, on peut continuer à se servir en toute sécurité de l'édition publiée par la Société de l'histoire de France. La plupart des rectifications dont le manuscrit de Göttingue fournit la matière ne portent, en effet, que sur des détails de style. Aussi, selon toute apparence, ne songera-t-on pas d'ici longtemps à donner une nouvelle édition de l'*Histoire de Charles VII et de Louis XI*. Cette considération m'a décidé à extraire du manuscrit de Göttingue et à publier ici plusieurs chapitres remplis de diatribes contre le roi Louis XI, chapitres qui font partie de la rédaction de 1484, mais qui ont disparu de la rédaction de 1487, ou du moins dont il n'y a aucune trace dans la copie de la Bibliothèque nationale et, par conséquent, dans l'édition de la Société de l'histoire de France. La lecture de cette partie inédite de

l'œuvre de Thomas Basin ne devra pas modifier l'opinion généralement admise depuis les travaux de Quicherat sur le caractère et le talent de Thomas Basin. »

Notre infatigable collaborateur M. Tamizey de Larroque nous donne, sous ce titre : *Un notaire d'autrefois : M<sup>e</sup> Baboulène (de Beauville) peint par lui-même dans sa correspondance inédite avec le comte de Galard de Brassac-Béarn*, un nouvel opuscule (Agen, imp. veuve Lamy, gr. in-8 de vi-24 p.), où il accompagne la reproduction de lettres du notaire Baboulène, de 1792 à 1797, qui lui ont été communiquées par M. Louis Greil, ancien directeur de la Société des études du Lot, d'une intéressante préface. « L'humble notaire ne m'apparaissait pas seulement, dit-il, comme un homme d'une probité parfaite : il dépassait de beaucoup la célèbre définition donnée par le poète Horace : *Integer vitæ scelerisque purus*.... Généreux protecteur de l'opprimé, il courait de ferme en ferme et de ville en ville pour disputer à d'avidés spéculateurs les débris de la fortune du comte de Galard.... Cet homme si doux et si bon devenait semblable à un lion quand il s'agissait de lutter contre les ennemis du gentil-homme appauvri.... Il ne demandait pour toute récompense que la confiance de celui dont il voulait relever la fortune, il déclarait avec une simplicité qui a quelque chose d'émouvant que pourvu que sa conscience fût satisfaite, tout le reste importait peu. » On lira avec plaisir les lettres où brille le caractère admirable de cet homme de bien qui, dans cette triste époque, nous apparaît comme un représentant de la vraie France, fidèle aux traditions d'honneur et de dévouement qui se conservaient chez des âmes d'élite. — En même temps, M. Tamizey de Larroque, dans une brochure intitulée : *Pour Peiresc*, S. V. P., adresse un chaleureux appel aux érudits dans le but de restaurer la chapelle funéraire des Fabri, où reposent les restes de Peiresc. Nous ne doutons pas que la voix si autorisée de notre cher collaborateur ne soit entendue.

M. Queruau-Lamerie a publié un fort précieux document, rédigé en 1816 par l'abbé Gruget, curé de la Trinité, à Angers, mort en 1840 : c'est un mémoire sur *Les fusillades du champ des martyrs* (Angers, Germain et Grassond, gr. in-8 de 131 p., extrait de la *Revue de l'Anjou*). Ce mémoire a été écrit par ordre de l'évêque d'Angers, et est le fruit d'un travail personnel, d'après des notes contemporaines des événements et une minutieuse enquête : il offre donc toutes les garanties d'authenticité. L'abbé Gruget avait laissé des *Mémoires* complets, dont une partie semble aujourd'hui égarée, mais dont le fragment qui a été conservé doit faire l'objet d'une publication spéciale. En attendant, M. Queruau-Lamerie nous donne le mémoire visé ci-dessus ; il y a joint des notes biographiques et historiques, et l'a fait suivre



de listes des victimes, relevées par lui sur les cahiers d'interrogatoires.

Notre collaborateur M. Alfred Spont a donné, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France* et tirée à part (Paris, 1893, in-8 de 15 p.), une curieuse dissertation sur *Une Recherche générale des feux à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*. C'est en 1490 que le conseil résolut que « resserche et informations seraient faictes tant audit pays de Normandie que es autres de nostre royaume. » Tentative qui d'ailleurs n'aboutit à rien.

Nous signalerons dans l'*Avenir militaire* des 10, 13 et 31 octobre, des 3, 24 et 28 novembre, où l'on ne songerait pas à l'aller chercher, une étude de M. le capitaine Marin sur *Le Colonel Bord, commandant la 17<sup>e</sup> demi-brigade (1744-1823)*. Cette notice, qui repose en partie sur des documents inédits empruntés aux Archives du ministère de la guerre, ne fait pas seulement connaître une figure militaire un peu ignorée jusqu'ici; on y trouve encore, entre autres pièces intéressantes, un rapport inédit du général Thiébault sur le combat de Durango (30 octobre 1812), où, avec 900 hommes, Bord, alors âgé de soixante-huit ans, culbuta un ennemi cinq fois supérieur en nombre.

Notre collaborateur M. Léon G. Pélissier extrait de la *Revue rétrospective*, d'une part *Deux satires contre Mgr Malachie d'Inguimbert*, évêque de Carpentras, satires curieuses par leur violence (Paris, bureaux de la *Revue*, 1893, in-12 de 6 p.); et d'autre part des *Pièces relatives aux journées des 5 et 6 juin 1832* (*Ibidem*, in-12 de 71 p.), dossier fort intéressant composé d'une conversation — on dirait aujourd'hui d'une interview, — du général de Laidet, recueillie par Mahul; et de rapports militaires sur les événements de ces deux journées célèbres.

M. Bertrand de Broussillon a publié *Une lettre écrite en 1802 par le futur cardinal de Cheverus* (Le Mans, 1893, in-8 de 13 p. Extrait de l'*Union historique et littéraire du Maine*). Cette lettre fut écrite par l'abbé de Cheverus, alors établi comme missionnaire à Newcastle aux États-Unis, pour répondre aux instances de ses anciens paroissiens de France, qui le sollicitaient de revenir prendre sa place parmi eux.

Sous ce titre : *Nouvelle contribution à l'histoire des prieurés clunisiens en Alsace* (Colmar, Huffel; Paris, A. Picard, in-8 de 11 p.), le R. P. Ingold a mis au jour quelques extraits, avec remarques critiques, du recueil publié à Londres par sir G. F. Duckett sous le titre de *Visitations and Chapters general of the order of Cluni, in respect of Alsace, Lorraine.... from 1269-1529*. Le P. Ingold raconte au début de cet opuscule une anecdote humoristique dont nous ne refusons pas l'agrément à nos lecteurs pour égayer un peu l'aridité nécessaire de nos énumérations. « Il y a quelques années, dit-il, je me

trouvais chez mon vénéré maître et ami, Mgr Korum. Un jour que nous nous promenions avec un des membres les plus distingués du chapitre de Trèves, la conversation tomba sur les caractères particuliers de la science allemande, anglaise et française. L'excellent *Thumherr*, pour parler comme nos vieilles chartes alsaciennes, nous cita à ce propos un amusant apologue. On mit un jour au concours la description du chameau. Trois savants furent sur les rangs. Le premier, un Anglais, partit en toute hâte pour le Sahara, voulant étudier sur place les mœurs de l'intéressant quadrupède à deux bosses. De là il passa en Arabie, puis je ne sais où encore. Bref, il fit un voyage d'une année entière pour ramasser tous les matériaux de sa description, qu'il donna au public en deux gros volumes, bourrés de faits ramassés un peu partout, sans beaucoup de judiciaire, bondés de renseignements plus ou moins exacts, d'une lecture fatigante. Le second savant, qui était des bords « fleuris qu'arrose la Seine, » se contenta de lire Buffon, puis quelques récits de voyageurs anciens et modernes et mit rapidement au jour une élégante brochure, finement et spirituellement écrite. Robe élégante, mais dessous peu solides. On y trouvait le résumé exact de tout ce que l'on avait écrit jusqu'alors sur le chameau, mais rien de plus. Quant au troisième savant, *doctor* de je ne sais quelle université d'outre-Rhin, il s'enferma dans son cabinet de travail, en boucha soigneusement portes et fenêtres, puis après quelques jours de profonde méditation, produisit une description du chameau qu'il avait tirée tout entière des profondeurs de sa conscience, *aus der Tiefe seines Selbstbewusstseins*. — Si l'on nous demande quel rapport il y a entre cet apologue et les prieurés clunisiens d'Alsace, nous renverrons le questionneur indiscret à l'opuscule du P. Ingold.

M. Camille Couderc publie, en extrait du tome XIV des *Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron*, un important travail intitulé : *Note sur les fastes consulaires de Bernard Arribat et Documents sur l'histoire de Villefranche de Rouergue à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle* (Rodez, imp. E. Carrère, 1893, in-8 de 182 p.). Les fastes d'Arribat, le plus ancien chroniqueur de Villefranche, ont été reproduits soit intégralement, soit par analyse, dans les *Annales* de Cabrol. Mais le manuscrit des archives municipales qui contient ces *Fastes* comprend aussi, en tête et en queue, un grand nombre de pièces importantes pour l'histoire de Villefranche et du Rouergue à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. C'est là la source où M. Couderc a puisé les cinquante-deux documents qu'il publie et qui s'étendent (abstraction faite d'un acte de 1449) de l'année 1554 à l'année 1595.

Notre savant collaborateur M. l'abbé P. Féret vient de publier le premier volume d'un important ouvrage : *La Faculté de théologie de Paris et ses lecteurs les plus célèbres* (Paris, Alphonse Picard,

in-8 de LXIV-367 p.). Après une introduction sur *les Origines de l'Université de Paris et son organisation aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles*, morceau dont nos lecteurs ont eu les prémices, l'auteur étudie dans ce volume : 1<sup>o</sup> *l'enseignement théologique aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles* ; 2<sup>o</sup> *la Faculté de théologie dans la première moitié du XII<sup>e</sup> siècle. Phases historiques* (chaires et collèges, études, grades, doctrines, décisions, condamnations). 3<sup>o</sup> Sous le titre de *Revue littéraire*, il expose la biographie et la bibliographie des principaux maîtres ou docteurs séculiers ou réguliers qui ont enseigné dans la Faculté pendant cette première période de son existence.

M. Adrien Blanchet a publié un intéressant *Rapport sur les musées d'Allemagne et d'Autriche*, présenté à M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (Paris, Ernest Leroux, in-8 de 44 p.). On y trouve d'utiles renseignements sur les antiquités historiques et archéologiques conservées dans les principales collections de ces deux pays.

Mgr Barbier de Montault, à l'occasion d'*Un reliquaire du XIII<sup>e</sup> siècle à Sainte-Radegonde de Pommiers (Deux-Sèvres)* (Extrait du *Bulletin monumental*. Caen, H. Delesques, 1893, in-8 de 19 p.), donne, avec l'autorité qu'il s'est acquise sur ces matières, des règles précises pour déterminer l'époque de confection de tels monuments ; il fournit également de précieuses indications sur les noms du reliquaire et des parties qui le composent pendant le moyen âge. Nous profitons de cette occasion pour rappeler que l'éminent prélat s'est décidé, pour le plus grand profit de la science, à publier le recueil de ses *Œuvres* complètes (Poitiers ; Blais, Roy et C<sup>e</sup> ; Paris, Welter ; Vivès). Huit volumes ont déjà paru : I. Inventaires ecclésiastiques ; II. Le Vatican ; III. Le pape ; IV-V. Le droit papal ; VI-VIII. Dévotions populaires. Inutile de dire que l'archéologue trouvera dans ces volumes un riche trésor d'informations.

Pour répondre au désir qui lui en a été exprimé, le R. P. V. Delaporte, de la Compagnie de Jésus, vient de publier en un volume intitulé : *Les Classiques païens et chrétiens* (Librairie Victor Retaux et fils, in-12 de 190 p.) les articles publiés par lui dans les *Études* des Pères Jésuites, signalés et loués par nous dans notre dernière chronique. Il y a joint une préface intitulée : *Quelques mots d'histoire*, et, en appendice, le texte, accompagné de notes de discussion, d'un article publié par le journal *la Croix* comme une réponse aux *Études*. Cet article se termine d'ailleurs par cette déclaration pacifique : « Nous sommes parfaitement d'accord. » — Ainsi soit-il.

La *Revue* a reçu les ouvrages suivants, dont nous rendrons compte dans nos prochaines livraisons : *La Tunique sans couture de Notre-Seigneur Jésus-Christ conservée dans l'église d'Argenteuil*, par l'abbé A. Jacquemot (Société de Saint-Augustin, gr. in-18) ; *Les Mé-*

*tèques athéniens*, par M. Clerc (Thorin, in-8); *Temistocle dal primo processo alla sua morte*, studio di A. Savelli (Firenze, Loescher, in-8); *La Propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*, par Paul Guiraud (Hachette, gr. in-8); *Mémoires publiés par les membres de la mission archéologique française au Caire*, sous la direction de M. U. Bouriant. T. XII, 1<sup>er</sup> fasc. : *Les Premiers établissements des Grecs en Égypte (VII<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles)*, par D. Mallet (Leroux, gr. in-4); *De Rebus Thyatirenorum commentatio epigraphica*, auctore M. Clerc (Picard, in-8); *Geschichte des deutschen Reiches während des grossen Interregnums 1245-1273*, von J. Kempf (Würzburg, Stuber, in-8); *La Fondation de la France du IV<sup>e</sup> au VI<sup>e</sup> siècle*, par A. Lecoy de la Marche (Société de Saint-Augustin, in-8); *Le Maréchal François de Scépeaux de Vieilleville et ses Mémoires*, par l'abbé C. Marchand (A. Picard, in-8); *Mémoires de Saint-Simon*, publiés par A. de Boislisle. Tome X (Hachette, in-8); *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, d'après les sources britanniques, par Louis Wiesener (Hachette, in-8); *Dix ans de paix armée entre la France et l'Angleterre, 1783-1793*, par le Mis de Barral-Montferrat. Tome I<sup>er</sup> (Plon, gr. in-8); *Mémoires du général baron Thiébault*, publiés par F. Calmettes. I, 1769-1795 (Plon, in-8); *Les Cahiers du capitaine Laugier. De la guerre et de l'anarchie, ou Mémoires historiques des campagnes et aventures d'un capitaine du 27<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère*, par Jérôme-Roland Laugier, publiés d'après le manuscrit original, par Léon-G. Pélissier (Aix, Remonnet-Aubin, gr. in-8); *Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège en 1800 et 1801*, publiés par le comte Boulay de la Meurthe. T. III (Leroux, in-8); *Le Compte du Clos des Galées de Rouen au XIV<sup>e</sup> siècle (1382-1384)*, recueilli par R. Le Bourdellès, publié et annoté par C. Bréard (Rouen, Cagniard, in-8); *Les Livres de comptes des frères Bonis, marchands montalbanais du XIV<sup>e</sup> siècle*, publiés par Ed. Forestié (Paris, Champion; Auch, L. Cocharaux, gr. in-8); *Le Châleau de la Roche-Talbot et ses seigneurs*, par le comte de Beauchesne (Mamers, Fleury, gr. in-8); *La Guerre dite de la vache de Ciney*, par Ed. Poncet (Bruxelles, Hayez, in-8); *Zur Entstehung Kurcollegiums*, von R. Kirchhöfer (Halle a. S., Kaemmerer, in-8); *Die Würzburger Hilfs-truppen im Dienste Oesterreichs, 1756-1763*, von L. F. von Thüna (Würzburg, Stuber, in-8); *Firenze e Contorni. Manuale bibliografico e biblio-biografico*, per Pasq. Aug. Bigazzi (Firenze, tip. Ciardelli, in-4); *Florentine Life during the Renaissance*, by Walter B. Scaife (Baltimore, the John's Hopkins Press, in-8); *Chez nos amis de Russie*, par J. de Beauregard (Lyon, Vitte; Vic et Amat, in-8).

MARIUS SEPET. — EUGÈNE LEDOS.

---

## REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

---

M. Claudio Jannet a commencé, dans la *Revue catholique des institutions et du droit*<sup>1</sup>, un important travail sur *L'Église et la constitution sociale de la chrétienté au V<sup>e</sup> et au VI<sup>e</sup> siècle*. Il y étudie les rapports de la papauté et des évêques avec le pouvoir civil, le rôle qu'ils jouèrent dans les événements de cette époque, surtout au point de vue de la nouvelle organisation sociale que nécessita la chute de l'empire romain et l'avènement des royautes nouvelles fondées par les barbares. C'est surtout de l'époque de saint Grégoire le Grand que s'occupe le savant professeur, et le recueil si intéressant des lettres de ce pontife est la source principale dont il s'est servi, en y joignant les renseignements que fournissent les autres écrivains de la même époque.

— L'étude que M. Al. Cartellieri a entreprise sur *L'Avènement de Philippe-Auguste* et sur les événements qui le préparèrent<sup>2</sup> a été faite d'après les sources contemporaines et les documents originaux. Elle semble soignée et complète, mais elle n'est pas encore achevée. L'auteur joint à l'exposé des faits quelques aperçus nouveaux sur les dernières années du règne de Louis VII. On peut lui reprocher cependant d'être entré dans des détails trop nombreux et de trop minime importance. La conséquence en est que la narration est quelque peu diffuse, et se traîne en des longueurs qui fatiguent l'intérêt du lecteur. Ce défaut de forme et ce manque de concision n'excluent en rien d'ailleurs la qualité du fond.

— Le troubadour Jaufré Rudel est surtout connu par la touchante et romanesque histoire que raconte son biographe provençal. Amoureux de la comtesse de Tripoli sur sa réputation, il partit pour l'aller voir, tomba malade pendant le voyage, et rendit le dernier soupir à peine débarqué, entre les bras de la comtesse, qui entra aussitôt au couvent. M. Gaston Paris s'est attaché à montrer que cette histoire était de pure invention et n'avait aucun fond de vérité<sup>3</sup>. Nous ne

<sup>1</sup> Livr. d'août, septembre et octobre.

<sup>2</sup> *Revue historique*, août-septembre et novembre-décembre.

<sup>3</sup> *Revue historique*, novembre-décembre.

pouvons reproduire les arguments sans réplique dont il appuie sa conclusion; contentons-nous de dire qu'elle est inattaquable. A ce propos, M. G. Paris, avec toute l'autorité et la compétence qu'il possède en ces matières, formule d'excellentes règles de critique historique, qu'on ne peut trop recommander de mettre en pratique. D'abord, dit-il, quand un récit est en lui-même invraisemblable, il a besoin de plus de garanties qu'un autre pour se faire accepter comme vrai. Ensuite, c'est un procédé dangereux que celui qui consiste à conserver d'un récit, dont rien n'atteste d'ailleurs l'authenticité, ce qui n'est pas absolument démontré faux. Enfin, il faut n'accepter un récit que quand il se présente dans des conditions vraiment satisfaisantes de vraisemblance et de conformité aux données historiques connues d'ailleurs. M. G. Paris recommande aussi, dans le cas particulier de l'histoire des troubadours, de ne se servir qu'avec une extrême réserve des biographies qui se trouvent en tête de leurs chansons. Elles ont généralement été rédigées à une époque très postérieure, et ne sont guère que des œuvres d'imagination. La plupart du temps, elles n'ont aucun fond historique et n'ont été écrites que pour permettre aux jongleurs d'expliquer les chansons.

— M. le comte Jean du Hamel du Breuil a commencé une étude détaillée de la politique de Sobieski, d'après les documents conservés au Dépôt des affaires étrangères <sup>1</sup>. La première période, celle pendant laquelle Sobieski est l'allié de la France et seconde ses intérêts ouvertement ou en cachette, a été seule traitée jusqu'à présent. Le roi de Pologne, secondé par sa femme, la française Marie-Casimire de la Grange d'Arquien, est à cette époque lié à la politique de Louis XIV. Mais le roi de France ayant mécontenté gravement la reine, par le refus d'accorder à son père un duché-pairie et par les retards apportés au paiement de la pension que recevait Marie-Casimire, Sobieski commence à se détourner de la France. Il refuse des secours aux mécontents de Hongrie que soudoie Louis XIV, il interrompt l'envoi des troupes et des subsides que leur faisait passer l'ambassadeur de France à Varsovie. Encore un peu de temps et il va se jeter dans les bras de l'Autriche.

— M. Armand Lods a écrit une biographie du constituant et conventionnel Rabaut-Saint-Étienne, qui est un véritable panégyrique et qui a paru dans le *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du protestantisme français* <sup>2</sup>. Rabaut appartenait à une famille de pasteurs du département du Gard, et lui-même exerça d'abord le ministère à Nîmes. En décembre 1785, il fut envoyé à

<sup>1</sup> *Revue d'histoire diplomatique*, livr. 4 de 1893.

<sup>2</sup> Livr. du 15 octobre 1893.

Paris comme représentant des églises protestantes, et écrivit plusieurs plaidoyers pour demander la liberté de réunion en faveur de ses coreligionnaires. Lors des élections aux États généraux, il fut nommé député du Tiers État de Nîmes; en 1792, ce fut le département de l'Aube qui l'envoya à la Convention. On connaît l'histoire de sa mise hors la loi avec les Girondins, de son arrestation et de ses derniers moments. M. Lods a enrichi cette biographie de nombreux renseignements intéressants, puisés aux sources originales et dans des papiers de famille.

— On sait que, lors du procès de Louis XVI devant la Convention, Target refusa de le défendre; mais ce qu'on ignore généralement, c'est que ce refus produisit une véritable émotion parmi les avocats, et que les plus célèbres d'entre eux se présentèrent spontanément pour défendre l'illustre accusé. Sous ce titre : *Les Défenseurs de Louis XVI*<sup>1</sup>, M. Edmond Biré a relevé les noms de ces courageux citoyens. Mais il ne s'est pas borné là; car il n'y eut pas que des avocats parmi les défenseurs de Louis XVI. Des centaines de gens, parmi lesquels toutes les classes de la société étaient représentées, des femmes même, s'offrirent comme otages pour le monarque dès que sa prison fut commencée. D'autres rédigèrent des écrits en sa faveur, des appels au peuple, des plaidoyers, et la liste en est longue. Ce sont tous ces souvenirs si touchants que M. Biré a ressuscités, d'après les documents des Archives nationales et des pièces conservées dans des collections particulières.

— Dans les *Études religieuses*<sup>2</sup>, le R. P. Delaporte, à propos du centenaire de l'exécution de Marie-Antoinette, a rappelé le dévouement que témoigna à la reine pendant sa captivité M<sup>me</sup> Charlotte Atkins. Anglaise de naissance et habitant Lille en 1790, M<sup>me</sup> Atkins employa sa fortune à essayer de délivrer les prisonniers du Temple et de la Conciergerie. Le P. Delaporte a publié un certain nombre de lettres inédites, adressées à M<sup>me</sup> Atkins pendant la Révolution. Plusieurs de ces lettres jettent un jour nouveau sur des projets peu connus jusqu'à présent et dont le détail restera toujours sans doute le secret de ceux qui les avaient conçus.

— L'abbé Grégoire fut-il régicide? Toute sa vie il s'en défendit, prétendant qu'au moment du procès il était en mission dans le département du Mont-Blanc, et qu'il s'était contenté d'envoyer avec ses collègues à la Convention une lettre où il demandait la condamnation du roi, sans spécifier la condamnation à mort. Or il résulte de l'étude

<sup>1</sup> *Revue du Monde catholique*, octobre, novembre et décembre.

<sup>2</sup> Livr. d'octobre 1893.

<sup>3</sup> *Revue historique*, novembre-décembre.

très soignée que M. Welvert a faite sur ce sujet <sup>1</sup>, que cette lettre, dont on ne connaît le texte que par le procès-verbal imprimé de la Convention, n'a pu être retrouvée en original. De plus, Grégoire, dans son rapport sur sa mission, parle de Louis XVI comme d'« un tyran qu'il fallait se hâter d'envoyer à l'échafaud. » Enfin, il ne protesta pas contre l'affirmation de Jeanbon-Saint-André, qui assura que les vrais sentiments de Grégoire étaient pour la mort, sans appel au peuple. Donc son opinion était bien régicide, et, s'il eût été à Paris, il eût certainement voté la mort. Il est juste de rappeler qu'en fait, cela n'a pas contribué à la mort du roi, puisque la Convention ne tint pas compte des vœux de ses membres absents par commission. Sous la Restauration, il ne fut pas d'ailleurs traité comme régicide.

— La liberté de la presse, quoique proclamée par les constitutions de 1791, de 1793 et de l'an III, n'a eu en réalité ni existence reconnue, ni garantie légale pendant la période révolutionnaire; car les factions la rendirent tour à tour responsable des résistances auxquelles se heurta leur triomphe éphémère, dit M. Tourneux dans le travail qu'il vient de faire paraître sur le régime de la presse de 1789 à l'an VIII <sup>2</sup>. Mais ce fut surtout pendant la période directoriale que les journaux furent sévèrement frappés : il est vrai que leur nombre et leur audace avaient été si considérables pendant les premiers temps de ce régime, que ce fut une des causes du coup d'État du 18 fructidor. De nombreux auteurs ou imprimeurs de journaux furent arrêtés et leurs feuilles supprimées. Mais cela ne fut pas encore suffisant : le 16 fructidor an VII, le Directoire rendait un arrêté qui ordonnait la déportation à l'île d'Oléron d'un certain nombre de journalistes, parmi lesquels La Harpe, Fontanes, Suard, Perlet, etc. Deux mois plus tard, le coup d'État du 18 brumaire changeait la forme du gouvernement, sans modifier toutefois le régime draconien qui pesait sur la presse.

— M. Étienne Charavay a donné une courte mais très substantielle notice sur le général Hoche <sup>3</sup>. On y trouve avec une exactitude scrupuleuse toutes les dates de la carrière du jeune général. Cette notice rendra de grands services en fixant avec précision des dates qu'on ne connaissait qu'approximativement. — De son côté M. E. Pariset a étudié, d'après une thèse publiée en Allemagne, la curieuse figure du docteur Guillotin, ce médecin philanthrope qui a laissé son nom à un instrument de supplice qu'il n'inventa pas <sup>4</sup>. M. Pariset met en relief la valeur médicale et scientifique de Guillotin, et ra-

<sup>1</sup> *Révolution française*, septembre.

<sup>2</sup> *Révolution française*, octobre.

<sup>3</sup> *Idem*, novembre.



conte les séances de l'Assemblée nationale où il réussit à faire décréter, au nom de l'humanité, qu'il n'y aurait plus qu'un seul genre de supplice, la décapitation par un moyen mécanique. — Enfin M. Aulard a pu donner la suite de la liste des représentants envoyés en mission par la Convention pour la période comprise entre le 10 juillet et le 10 octobre 1793<sup>1</sup>.

Dans la *Revue archéologique*<sup>2</sup>, M. Ravaisson a établi qu'un portrait, récemment acquis par le musée du Louvre et attribué à Pisanello, représentait non pas Marguerite de Gonzague, femme de Lionel d'Este, seigneur de Ferrare, mais sa sœur Cécile, une des femmes les plus renommées de son siècle pour son savoir, ses talents et ses vertus. — De son côté, Mgr Barbier de Montault, dont nous avons si fréquemment à signaler les travaux, a étudié, au point de vue archéologique, les très précieuses reliques des vêtements de sainte Cécile, que possède le trésor de la cathédrale d'Albi, et il a cherché à en établir l'authenticité<sup>3</sup>. Le même archéologue a publié une notice sur un curieux reliquaire du xiii<sup>e</sup> siècle conservé à Sainte-Radegonde de Pommiers (Deux-Sèvres)<sup>4</sup>. — Citons encore la description des deux ambons de la cathédrale de Cagliari, par M. J. de Laurière, et celle, par M. Oberkampf de Dabrun, d'une jolie fontaine du xvi<sup>e</sup> siècle qui se trouve dans la cour du château de Sauvèboeuf (Dordogne)<sup>5</sup>.

Dans les revues de province, il faut signaler la lettre d'un bénédictin, dom Mazoyer, du 27 février 1744, sur les origines de l'abbaye de Ferrières-en-Gâtinais; publiée par M. Henri Stein<sup>6</sup>, cette lettre a une certaine valeur, car les archives de ce monastère ont totalement disparu, et l'on a fort peu de renseignements sur son histoire; — une intéressante notice de M. Harrit sur l'historique de la pêche de la morue à Terre-Neuve par les navires et pêcheurs malouins, d'après les documents conservés aux archives municipales de Saint-Malo<sup>7</sup>; — les notes biographiques données par M. Em. Forestié sur un professeur de médecine à Montauban au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, le docteur Jean de Corneille, originaire de Rouen et peut-être de la même famille que notre grand tragique<sup>8</sup>; — l'intéressante notice de M. Tamizey de Larroque sur Antoine Jaubert de Barrault, vice-amiral

<sup>1</sup> *Révolution française*, septembre.

<sup>2</sup> Livr. de juillet-août.

<sup>3</sup> *Revue de l'Art chrétien*, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> livraisons de 1893.

<sup>4</sup> *Bulletin monumental*, n<sup>o</sup> 4 de 1893.

<sup>5</sup> *Idem*, livr. 3 et 4 de 1893.

<sup>6</sup> *Annales du Gâtinais*, 4<sup>e</sup> trimestre de 1892.

<sup>7</sup> *Annales de Bretagne*, novembre 1893.

<sup>8</sup> *Bulletin de la Société de Tarn-et-Garonne*, 3<sup>e</sup> trimestre de 1893.

du Ponant sous Louis XIII <sup>1</sup>; — l'étude que M. Arth. Benoît a consacrée aux chanoinesses de Frau-Loutre, près Saarlouis <sup>2</sup>; — l'histoire de l'abbaye de Villiers, près la Ferté-Alais, de l'ordre de Clteaux, au diocèse de Sens, dont M. P. Pinson a commencé la publication d'après le manuscrit inédit du R. P. Basile Fleureau, barnabite, manuscrit conservé aux archives départementales de Seine-et-Oise <sup>3</sup>; — le savant travail de M. J.-F. Bladé sur la géographie politique du sud-ouest de la Gaule pendant la domination romaine <sup>4</sup>; — la publication d'une charte originale de l'abbaye de Conques, en Rouergue, de la fin du x<sup>e</sup> siècle, découverte par M. C. Douais, et qui présente des différences avec le texte donné par M. G. Desjardins dans son édition du cartulaire de cette abbaye <sup>5</sup>; — la notice de M. E. Maufras sur le prieuré de Notre-Dame de Bellegarde, à Lansac <sup>6</sup>; — l'histoire du château de Massencôme, par M. Philippe Lauzun <sup>7</sup>; — la suite des notes historiques de M. l'abbé Guillotin de Corson sur les grandes seigneuries de Bretagne comprises dans le département actuel d'Ille-et-Vilaine; l'auteur a traité en dernier lieu du marquisat de Brie, du comté de Châteaubourg et de la baronnie de Châteaugiron <sup>8</sup>; — la suite des intéressantes *Contributions* de M. l'abbé Ernest Allain à l'histoire de l'instruction primaire dans la Gironde; l'auteur a terminé ce qui regarde les filles de Notre-Dame pour commencer l'étude de l'œuvre des Ursulines <sup>9</sup>; — le travail de M. l'abbé Tauzin sur la Fronde dans les Landes, et spécialement sur la Fronde parlementaire, d'après les documents des diverses archives municipales du département <sup>10</sup>; — la notice très intéressante que M. E. Carré a consacrée à l'histoire et au cartulaire du prieuré de Notre-Dame et Sainte-Marguerite de Fresle, près Asfeld, dans les Ardennes, qui fut détruit de fond en comble pendant les guerres de la Fronde et sur lequel on ne possédait presque aucun renseignement <sup>11</sup>; — le travail de M. H. Chotard sur l'état de l'agriculture en Auvergne au xvii<sup>e</sup> siècle, d'après les archives de l'intendance de Riom <sup>12</sup>; — le livre de raison de Bernard Gros, commandeur du temple de Breuil, en Agenais, sous

<sup>1</sup> *Revue catholique de Bordeaux*, 25 septembre, 25 octobre et 25 novembre.

<sup>2</sup> *Revue d'Alsace*, juillet.

<sup>3</sup> *Annales du Gâtinais*, 1<sup>re</sup> livr. de 1893.

<sup>4</sup> *Annales du Midi*, octobre 1893.

<sup>5</sup> *Idem*, *Idem*.

<sup>6</sup> *Revue catholique de Bordeaux*, 10 septembre.

<sup>7</sup> *Revue de Gascogne*, septembre-octobre.

<sup>8</sup> *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, septembre.

<sup>9</sup> *Revue catholique de Bordeaux*, 10 et 25 octobre.

<sup>10</sup> *Revue de Gascogne*, septembre-octobre.

<sup>11</sup> *Revue de Champagne et de Brie*, mai, juin et juillet.

<sup>12</sup> *Revue d'Auvergne*, juillet-août.

les règnes de Louis XI et de Charles VIII, publié par M. J. Tholin <sup>1</sup>; — les documents sur le théâtre à Agen de 1585 à 1788, publiés par M. F. Habasque <sup>2</sup>; — enfin, dans la *Revue historique et archéologique du Maine* <sup>3</sup>, la très curieuse étude que M. l'abbé Froger a consacrée à Gilles Renard et au jardin qu'il établit au bout de celui des Tuileries et dans lequel toute la bonne compagnie se réunissait : l'auteur montre que Renard n'était pas seulement un maître d'hôtel et un jardinier émérite, mais un amateur éclairé avec lequel M<sup>me</sup> de Sablé ne dédaignait pas de correspondre; — les notes et documents sur la seigneurie et le village de Terron, près la Flèche, par M. le baron de la Bouillerie; — les deux vies rythmées de saint Mélaine, à l'usage de l'église de Laval, publiées par M. l'abbé Angot; — et la notice de M. Jules Chappée sur les armoiries de la ville du Mans, dans laquelle il donne la description des différents types d'armoiries qui furent adoptées par cette ville aux diverses époques de l'histoire.

FR. DE FONTAINE.

<sup>1</sup> *Revue de l'Agenais*, mai-juin.

<sup>2</sup> *Revue de l'Agenais*, mars-avril.

<sup>3</sup> Livr. 5 et 6 de 1893.

---

# BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

## **La Grèce avant Alexandre.**

*Étude sur la société grecque du VI<sup>e</sup> au IV<sup>e</sup> siècle*, par M. Paul MONCEAUX, professeur de rhétorique au lycée Henri IV. Paris, librairies-imprimeries réunies, ancienne maison Quantin, May et Motteroz, directeurs; s. d. (1892), in-8 de 320 pages, avec vignettes dans le texte. (*Bibliothèque d'histoire illustrée*, publiée sous la direction de M. J. Zeller, membre de l'Institut, et de M. Vast, docteur ès lettres.)

Le livre dont M. Paul Monceaux a, l'année dernière, enrichi l'intéressante *Bibliothèque d'histoire illustrée*, est une étude sur la société grecque du VI<sup>e</sup> siècle au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère, ainsi que son titre l'indique. C'est une série d'essais, écrits avec beaucoup d'élégance, sur la religion, la propriété, la famille, l'État, l'unité nationale, l'art et la vie matérielle de la Grèce antique, d'où se dégage très nette la physionomie si complexe du peuple hellénique avec ses idées et ses conceptions sur ces différents sujets. Grâce à une analyse approfondie des textes et à un consciencieux examen des monuments, grâce aux progrès récents de l'épigraphie et de l'archéologie, grâce enfin aux recherches patientes et fécondes de l'érudition contemporaine, l'auteur est parvenu à faire une reconstitution exacte et vivante de ce peuple grec, unique dans l'histoire

de la civilisation, à la fois politique et artiste, savant et lettré, qui a été le grand éducateur et comme l'initiateur prédestiné du monde moderne.

Bien qu'Athènes tienne naturellement dans le livre la plus grande place, on ne peut que féliciter M. Monceaux d'avoir, à de fréquentes reprises, tourné ses regards du côté des antiquités moins connues des autres villes.

Des gravures, presque toutes excellentes, et choisies avec autant de soin que de goût, ont été intercalées dans le texte. Peut-être y a-t-il lieu de regretter que l'auteur n'ait pas cru devoir nous donner l'indication des sources auxquelles elles sont empruntées, et que parfois aussi il ait gardé un secret absolu sur le genre de monument qui a servi de modèle.

A côté de qualités de style peu communes, M. Monceaux a fait preuve de connaissances étendues et variées qui témoignent hautement qu'il est aussi familier avec les livres qu'avec le terrain sur lequel il s'est placé; on sent à chaque page qu'il domine la Grèce antique, dont il sait si bien nous parler; encore un peu, l'on croirait à un revenant qui nous raconte ce qui se passait dans sa patrie il y près de vingt-cinq siècles.

Est-ce à dire que, malgré les nombreuses qualités qu'il renferme, l'ou-

vrage ne contienne pas quelques erreurs? Non, assurément; mais si le soleil lui-même a des taches, il est bien permis à une œuvre humaine d'avoir des défauts. Aussi préférons-nous laisser à des voix plus autorisées que la nôtre la tâche toujours pénible de les signaler, et nous borner à constater que la lecture de la *Grèce avant Alexandre* est facile, attachante et agréable : elle est de celles, trop rares, dont il est permis de dire que ceux qui savent y trouveront autant de plaisir que ceux qui désirent apprendre y trouveront de profit.

## X.

**Traité d'allégorie scripturale**, par M. Prosper LE BLANC D'AMBOIXE, précédé d'une *Introduction*, par M. le vicomte François de Salignac-Fénelon. Nantes, imp. Émile Grimaud, 1892, in-8 de xix-324 pages.

Nul n'ignore que, dans plusieurs de ses parties, l'Écriture sainte offre, outre les préceptes moraux et les prophéties, un sens allégorique, que les interprètes, Pères de l'Église et commentateurs, ont appliqué à l'établissement, aux progrès, aux persécutions, et au triomphe de l'Église chrétienne. Jusqu'ici, aucun livre n'existait qui donnât la méthode, précisât les règles, indiquât les diverses acceptions de l'interprétation de cette allégorie, et qui fournit l'explication des symboles avec lesquels elle s'enveloppe. Un savant catholique, après avoir consacré de longues années à l'étude de la sainte Écriture et des Pères, vient de combler cette regrettable lacune, en écrivant un *Traité d'allégorie scripturale*, qui renferme ses conditions et ses difficultés, la classification des sym-

boles et leur interprétation, soit une, soit multiple. Il a, dans son livre, appliqué sa méthode à la prophétie de Daniel et à l'Apocalypse de saint Jean.

Déjà M. Le Blanc d'Amboix avait fait paraître plusieurs ouvrages se rapportant au même objet, et qui attestaient, en même temps qu'une science profonde des Pères et des écrivains ecclésiastiques, une connaissance peu commune de l'Écriture sainte et de ses interprètes. Mais celui dont nous nous occupons traite d'une manière plus complète et avec plus d'ensemble les questions nombreuses et complexes que cette vaste et délicate matière embrasse.

La mort vint par malheur surprendre l'auteur au milieu de ses studieuses études et avant l'entier achèvement de tous ses travaux. Ami du défunt, M. le vicomte François de Salignac-Fénelon a tenu à ce que le public ne fût point frappé de son côté et perdît les fruits de l'œuvre commencée. Aussi a-t-il mis un soin pieux à éditer ces savantes recherches. Il a même fait plus. Il a enrichi le livre d'une remarquable introduction, dans laquelle il traite les trois questions du fondement de la science des symboles, de son rang parmi les sciences qui ont pour objet les saintes Écritures, et de son importance.

Quant au traité en lui-même, il s'ouvre par des notions préliminaires, qui sont suivies de l'étude de l'allégorie scripturale d'après les Juifs, selon saint Méliton, et d'après Clément d'Alexandrie; il traite ensuite de l'allégorie en général, de la classification des symboles, de la méthode de leur interprétation, de l'unité et de la multiplicité des acceptions symboliques, des temps et des

nombres prophétiques, des temps prophétiques selon Daniel et selon saint Jean. — Une conclusion générale couronne l'ensemble des développements qui précèdent; à sa suite, l'auteur nous donne deux exemples tirés d'un texte de l'Apocalypse et du commencement de la Genèse. Enfin, trois appendices contiennent des règles générales, l'interprétation des symboles scripturaux (radicaux, naturels, humains et artificiels) et leur table alphabétique.

Cette rapide analyse suffit à montrer le mérite et l'utilité d'un ouvrage de ce genre pour tous ceux qui s'occupent de la science secrète de la sainte Écriture; l'érudition dont il témoigne, les recherches consciencieuses et approfondies dont il fait preuve, les documents multiples et curieux qu'il place sous nos yeux, font souhaiter ardemment que la publication des commentaires du même auteur, appropriés à son système d'allégoric, sur les livres de la Sagesse, de Job, des psaumes 109 à 133, de la prophétie de Joël et de l'Ecclésiaste, que prépare M. le vicomte de Salignac-Fénelon, apporte à la science, dans un avenir prochain, un nouveau et précieux contingent de richesses.

## X.

**Quam notitiam lingue hebraice habuerint Christiani mediæ ævi temporibus in Gallia, auct. S. BERGER.** Paris, Hachette, 1893, in-8 de XII-60 p.

La thèse dont nous venons de reproduire le titre est une intéressante contribution à l'histoire de la philologie sémitique au moyen âge. L'auteur a recherché quels étaient les auteurs chrétiens qui avaient su l'hébreu : il énumère l'anonyme du VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècle à qui nous devons le livre *De quaestionibus hebraicis in libros Regum et Paralipomenon* attribué à saint Jérôme; — l'anonyme auquel nous devons les gloses hébraïques sur l'Écriture sainte publiées par dom Martianay d'après le ms. Biblioth. nat. 11937, et qui est certainement le même que l'auteur des *Questions hébraïques* susdites; — saint Étienne Harding, abbé de Cîteaux, dont l'œuvre a été étudiée par le regretté abbé Paulin Martin; — Nicolas Mangiacoria, clerc de Rome, auteur d'un correctoire dédié à « Pierre, vénérable chanoine de la basilique de Saint-Pierre. » à la fin du XII<sup>e</sup> siècle; — au XIII<sup>e</sup> siècle, les correctoires des Frères prêcheurs ou correctoires de l'Université de Paris, dont le R. P. Denifle promet de nous donner prochainement l'histoire; — les correctoires des Frères mineurs, dont le *Correctorium Vaticanum* de Guillaume de Mara est le plus considérable; — enfin les travaux de Roger Bacon et de son école, pour aboutir à Nicolas de Lyra. L'étude de M. le pasteur Berger est moins une histoire suivie qu'un recueil de notices détachées d'une précision remarquable de détails, et pour rappeler une expression ingénieuse de M. Louis Havet, moins un continent qu'une polynésie, mais une polynésie dont chaque îlot est, sinon découvert, du moins décrit avec une érudition patiente, méthodique et sagace par un bibliste d'une rare expérience en matière de critique paléographique et textuelle appliquée à l'étude de l'Écriture sainte.

Nous serait-il permis d'exprimer, à ce sujet, l'étonnement que nous avons eu à voir la faculté des lettres de Paris, appelée à juger ce travail de bibliste et d'hébraïsant, constituer un jury dont aucun membre ne savait l'hébreu? Ce nous a valu d'enten-



ce voyage dans le sud de la France dont aucun document ne porte la trace.

Nommé archevêque de Canterbury, Edmond dut se rendre à Rome pour régler certains différends qui s'étaient élevés entre lui et les moines de Saint-Benoît. A partir de son retour en Angleterre, les événements de sa vie sont intimement liés à l'histoire de son pays. Ses démêlés avec la couronne et les congrégations religieuses qu'il voulait réformer ont été explicitement relatés. Après avoir défendu vaillamment toutes les causes justes, après avoir déployé une patience évangélique et épuisé toutes les ressources de la conciliation, l'archevêque se décida à abandonner son pays. Il se retira dans le monastère de Pontigny et y mourut en odeur de sainteté.

Dans sa préface, l'auteur de *Life of saint Edmund* nous apprend modestement que c'est sur l'ordre de son supérieur qu'il entreprit d'écrire cet ouvrage. Nous prenons acte de la déclaration, mais nous n'en félicitons pas moins le R. P. Wilfrid Wallace d'avoir suivi une vocation qu'il ignorait. La biographie de saint Edmond est l'œuvre d'un érudit, d'un historien de race; il suffirait pour s'en convaincre de lire le chapitre ayant pour titre : *Literary sources of the Saint's Life*, où sont si savamment critiquées les sources et analysés les documents utilisés pour la rédaction de ce livre.

L'ouvrage est luxueusement édité, accompagné d'une série d'appendices, et orné de plusieurs gravures. La forme est digne du fond.

ROGER LAMBELIN.

**Histoire de saint Dominique, fondateur de l'ordre des Frères Prêcheurs**, par la T. R. Mère A. DRANE, Prieure générale des Dominicaines d'Angleterre. Traduit de l'anglais par l'abbé CARDON, Paris, 1893, in-8 de 483 p. avec portrait.

Cette grande vie de saint Dominique, qui est en même temps l'histoire des premières années de son ordre, mérite d'être étudiée avec soin, car l'auteur, la T. R. Mère Drane, n'en est pas à son coup d'essai. Il y a une vingtaine d'années, la docte Prieure publiait une première vie de son glorieux Père et plusieurs autres ouvrages d'un grand intérêt; aussi devons-nous dire que, dans les trente-trois chapitres de cette biographie, l'auteur n'oublie rien de ce qui peut faire ressortir la grande figure du saint fondateur.

Après les détails très circonstanciés sur la famille, la naissance, l'éducation de saint Dominique, la R. Mère Drane le suit à Osma, où il fut chanoine, puis dans son premier voyage en Languedoc, où il rencontra les Albigeois. Vient ensuite une étude assez complète de la nouvelle hérésie, de ses doctrines, du *Consolamentum* qui était presque l'unique sacrement des sectaires, de la distinction des simples croyants et des *parfaits* ou adeptes supérieurs. Au chapitre IV commence l'apostolat de Dominique (1206), bien différent des prédications antérieures, devenues tout à fait inutiles. En même temps que Dominique inaugure ses puissantes controverses ou conférences, il songe à préserver les jeunes filles catholiques de la contagion odieuse de l'hérésie, et c'est ce qui amène si promptement la fondation du couvent de Notre-Dame de Prouille, près Fanjeaux (diocèse de Carcassonne), déjà tout brillant de la gloire des miracles.



Laisse seul par l'évêque d'Osma, qui avait dirigé ses premiers pas dans la conquête des âmes, le saint fondateur, aidé de l'abbé cistercien Pierre de Castelnau, s'élance comme un géant dans la carrière apostolique, et après le martyre de son compagnon, égorgé par les Albigeois, il se joint aux croisés de Simon de Montfort, qui écrasèrent peu après l'armée des hérétiques dans la plaine de Muret. La R. M. Drane nous parle dans les chapitres suivants des missions données dans le Languedoc (1207-1215), de Dominique inquisiteur et instituteur du saint Rosaire, avec sa belle légende et ses nombreuses indulgences, augmentées encore de nos jours, pour le mois d'octobre, par Sa Sainteté Léon XIII. Avec les chapitres XII et XIII nous pouvons parcourir l'histoire abrégée de la fondation de l'ordre des Frères Prêcheurs, de sa confirmation par le pape Innocent III, dans le concile de Latran, et de la dispersion des nouveaux apôtres dans l'univers catholique.

Viennent ensuite les fondations de Toulouse, du couvent de Saint-Jacques, à Paris, de celui de Saint-Sixte, à Rome, etc., etc. Dans le chapitre XXI on trouvera un portrait (intérieur et extérieur) fort attachant de notre grand saint, que la Prieure Drane appelle si heureusement l'Amant des âmes et l'Ami de Jésus-Christ. On y verra aussi sa parfaite ressemblance avec ce divin modèle. De l'année 1218 à 1219, Dominique, retenu pour un temps en Espagne, y fonda les couvents de Ségovie, de Zamora, de Saragosse et celui des Dominicaines de Madrid, sans compter beaucoup d'autres fondations moins importantes. Elles étaient presque toutes accompagnées de signes miraculeux et parfois de grands prodiges.

T. LV. 1<sup>er</sup> JANVIER 1894.

Dans l'année 1219 le saint fondateur séjourna à Paris et s'attacha plusieurs étudiants de la célèbre université de cette capitale, et parmi eux l'admirable frère Réginald, le B. Jourdain de Saxe, Henri de Cologne et plusieurs autres. Etant retourné à Rome, Dominique fit sur sa route de nombreuses fondations à Bologne, Florence, Pérouse, Padoue, Crémone, etc., etc. C'est à cette époque que saint Raymond de Pennafort prit la blanche livrée des Dominicains. En 1220, le saint patriarche eut la consolation de présider, à Bologne, le premier chapitre général de son ordre. Il reprit ensuite ses courses apostoliques, presque toujours accompagnées de l'érection de nouveaux couvents; enfin, dans l'année 1221, il tint à Rome le second chapitre général de son ordre, qui précéda de quelques mois seulement sa sainte mort, arrivée à Bologne; le pape Grégoire IX le canonisa en 1234.

Ce pâle résumé d'une si grande vie ne donne que très imparfaitement l'idée des longues recherches que la R. M. Drane a dû faire pour écrire une biographie pleine d'événements considérables, sans parler de la belle ordonnance de ses récits. Aussi nous nous permettrons de formuler un vœu : c'est que l'on publie, le plus tôt possible, une édition populaire en deux in-12, qui seront plus à la portée de beaucoup de tertiaires de l'ordre de Saint-Dominique que le grand et bel in-8 que nous venons d'analyser.

DOM TH. B., O. S. B.

**Vie de Mgr de Forbin-Janson, évêque de Nancy**, par le R. P. PHILPIN DE RIVIÈRE, oratorien de Londres. Paris, Leday, 1892, in-8 de xi-326 p.

Au XIII<sup>e</sup> siècle, Mgr de Forbin-Jan-

19

son eût été un intrépide chevalier ou un moine apôtre; au xix<sup>e</sup> siècle, il devint un grand missionnaire, même après avoir été appelé à l'épiscopat. Descendant de cette puissante famille des Forbin qui avait donné la Provence à Louis XI et à la France, il fut dès sa première enfance enrôlé dans l'ordre de Malte; mais la Révolution brisa cette carrière à la fois guerrière et religieuse. Émigré en Bavière et en Suisse, il s'engagea dans l'armée du prince de Condé; mais dès le Consulat de Napoléon il reentra en France, et bientôt il fut admis comme auditeur au conseil d'État par le nouvel empereur, qui aimait à s'entourer des membres des anciennes familles; mais Dieu l'appelait ailleurs. Malgré les promesses d'un brillant avenir, Charles de Forbin, qui s'était déjà fait inscrire parmi les membres de la célèbre *Congrégation*, entra au séminaire de Saint-Sulpice, où il se lia intimement avec l'abbé Eugène de Mazenod, dont il partageait les aspirations pour la vie apostolique. Comme lui il refusa de se laisser ordonner prêtre par le cardinal Maury, alors archevêque intrus de Paris. Ce fut à Chambéry qu'il reçut l'onction sacerdotale, des mains de Mgr de la Broue de Vareilles, ancien évêque de Gap, et Mgr Dessoles, ordinaire du lieu, s'empressa de lui donner des lettres de grand vicaire. Mais les tracasseries de l'ombrageuse police du premier empire l'obligèrent de quitter la Savoie pour se réfugier à Paris, où il se mit en relation étroite avec l'abbé Rauzan, le chef des missionnaires de France.

Après la chute de Napoléon et le retour de Pie VII dans la ville de Rome, le jeune et ardent disciple de M. Rauzan fit un rapide pèlerinage dans la ville éternelle, et se hâta, en

1814, de revenir à Paris, où il reprit avec zèle le travail des missions. Durant les Cent-jours, il suivit à Gand le roi Louis XVIII, dont il était chapelain, et, après cette courte tempête, il se livra de nouveau à ses émouvantes et fructueuses prédications dans les principales villes de France, comme à Paris. Cependant son zèle n'était pas encore satisfait. Fils des Croisés, il se souvenait de la Terre Sainte, qui renferme à la fois le tombeau du Christ et le berceau de l'Église; il n'oubliait pas non plus tant de peuples, autrefois catholiques, et maintenant subjugués par les musulmans ou par le schisme oriental. Parti en 1817, l'abbé de Forbin-Janson parcourut la Grèce, Constantinople et ses alentours, l'Asie Mineure, le Liban, Damas, la Galilée, Jérusalem, puis Smyrne, Alexandrie et le Caire, toujours prêchant le Christ et travaillant à répandre l'influence française dans tout l'Orient.

De retour en 1820, l'infatigable missionnaire reprend en France ses prédications incessantes, rétablit presque à ses dépens le Calvaire du mont Valérien, inaugure l'œuvre des soldats et les retraites pour les gens de la campagne. Son élévation à l'épiscopat (à Nancy) vient non point interrompre mais étendre son action sur le peuple chrétien par les retraites ecclésiastiques, les missions diocésaines et les visites pastorales. Après la révolution de 1830, les mandements du prélat royaliste sont vivement attaqués et souvent dénaturés par une presse aussi impie que dévergondée. Bientôt les troubles fomentés à Nancy contre le courageux évêque l'obligent à s'exiler pour le bien de la paix.

C'est alors que la Providence sembla révéler à l'évêque-missionnaire

les deux saintes œuvres qui devaient remplir le reste de sa vie : les missions de l'Amérique du Nord et la Sainte-Enfance. En effet, à la Nouvelle-Orléans, au concile de Baltimore, chez les Indiens sauvages, au Canada, à New-York et dans les principales villes des États-Unis, Mgr de Forbin-Janson prodigua sa parole ardente et enflamma tous les cœurs. De retour à Paris, dans une visite à la pieuse demoiselle Jaricot, le prélat missionnaire posa les bases de cette modeste association de la Sainte-Enfance qui devait bientôt couvrir le monde catholique et faire naître la charité dans le cœur des plus petits enfants. Ce fut au milieu de ces prédications, sans cesse renouvelées dans toute la France, que cet émule des apôtres rendit son âme à Dieu et alla jouir d'un repos bien mérité auprès de nombreux élus que sa parole vibrante avait conduits jusqu'au ciel.

Cette biographie, écrite avec un charme particulier et qui paraîtra trop courte à ses lecteurs, est une belle page de l'apostolat catholique dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle aura désormais sa place dans l'histoire ecclésiastique de notre temps.

DOM TH. BÉRENGIER, O. S. B.

**Die päpstlichen Kreuzzugs-  
Steuern des 13. Jahrhunderts.** Von Dr. Adolf Gottlob. Heiligenstadt, F. W. Cordier, 1892, in-8 de xvi-278 p.

Nous avons signalé autrefois à nos lecteurs d'importantes recherches de M. Gottlob sur le trésor pontifical au XV<sup>e</sup> siècle. C'est avec plaisir que nous leur présentons aujourd'hui du même auteur une étude claire et solide sur les impôts levés au XIII<sup>e</sup> siècle par les papes en vue de la croisade.

Dans l'origine, les croisés soutinrent seuls toutes les charges de l'entreprise ; ceux qui partaient en Terre sainte avaient à subir les frais d'équipement, les frais de transport, les frais d'entretien. Mais l'on ne tarda guère — quand la première ferveur fut diminuée — à reconnaître qu'il y avait injustice à laisser retomber sur les mêmes épaules tout le poids d'expéditions entreprises dans l'intérêt commun de la chrétienté ; l'on pensa que ceux qui donnaient leur sang et leur vie pour la cause sainte devaient du moins être aidés de l'argent de ceux qui restaient. De là naquirent les impôts pour la croisade. Le pouvoir temporel voulut en prendre l'initiative et Louis VII fit une tentative de ce genre.

Les biens qui semblaient désignés le plus naturellement pour subvenir à ces dépenses étaient ceux des églises, tant à cause de leur étendue qu'en raison du caractère religieux des expéditions en Terre sainte. C'est au grand pape Innocent III qu'il faut faire remonter la première application pratique de ce principe ; l'on cite bien un dixième établi par Clément III sur le clergé polonais dès 1188-1189 ; mais M. Gottlob combat par des raisons fort valables l'exactitude du fait. L'on voit au contraire Innocent III, dès la première année de son pontificat, en août 1198, ordonner, sous de graves menaces, au clergé de France, du royaume d'Arles, d'Angleterre, de Hongrie et de Sicile, de contribuer, soit par l'entretien de troupes, soit par le paiement d'une indemnité, à la guerre contre les infidèles ; six mois après, le 30 décembre, il fixait l'impôt au quarantième des revenus. Le quatrième concile de Latran (1215) appuya de son autorité ces mesures, en ordonnant la levée d'une dîme du vingtième.

L'on conçoit l'importance de cet impôt dans l'histoire du pouvoir pontifical : il établit le droit du souverain pontife à disposer des biens de l'Église universelle. Le pape prétendait fonder ce pouvoir sur son titre de propriétaire de toutes les terres ecclésiastiques ; d'autres motifs furent proposés ; mais quelque théorie que l'on adoptât, le résultat pratique restait le même : droit absolu, pouvoir sans conditions — en dépit de quelques protestations qui se firent entendre — de disposer des biens du clergé ; tandis que le souverain temporel avait besoin de l'assentiment des ecclésiastiques pour employer à un usage quelconque les biens qui dépendaient d'eux, le pape, de sa seule autorité, put non seulement lever l'impôt sur les biens d'Église, mais encore appliquer aux usages qu'il lui plut les sommes qui en provenaient ; et il s'établit même une théorie d'après laquelle aucun impôt ne put être levé sur la fortune ecclésiastique sans l'assentiment du souverain pontife.

L'influence politique de la papauté en fut accrue d'autant. Le pape se trouvant le dispensateur souverain de ressources considérables, tous les princes qui voulurent profiter de ces ressources se trouvèrent par là même soumis à son autorité. Des rois (Henri III d'Angleterre, Haquin VI de Norvège) se croisèrent dans le seul espoir d'obtenir un subside qu'ils comptaient bien détourner au profit de leurs intérêts politiques. Le droit du pape à employer l'argent provenant de l'impôt ecclésiastique selon qu'il le jugeait à propos, lui mit entre les mains des sommes considérables pour sa lutte contre la maison des Hohenstaufen. C'est aussi avec l'argent ecclésiastique que Charles d'Anjou soutint la lutte contre Manfred et Conradin.

Le clergé qui, dans certains pays, n'avait pas accepté sans murmures l'exercice du droit pontifical, était resté impuissant dans son opposition, faute de l'appui des princes temporels, que l'espérance d'obtenir des subsides rangeait du côté du pape. Mais quand ceux-ci se crurent menacés par le pouvoir croissant du souverain pontife, quand ils considérèrent que les sommes considérables prélevées par le pape sur des biens situés dans leurs États (800,000 livres ou quinze à vingt millions de francs, valeur métallique à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle) pouvaient lui servir à lutter contre eux, ils s'attaquèrent au droit prétendu par le souverain pontife à la levée de ces subsides, et ils prirent toutes les mesures pour en entraver l'exercice. C'est surtout en Angleterre et en France que le conflit devint aigu. L'interdiction de laisser sortir du royaume l'argent de la dime contrariait les projets du pape. D'autre part, Philippe IV prétendit soumettre à l'impôt le clergé de France ; c'est alors que Boniface VIII lança sa fameuse bulle « *Clericis laicos* », par laquelle il défendait au clergé de se soumettre sans son assentiment aux impôts nouveaux exigés par les souverains temporels. L'on sait que la lutte aboutit au triomphe du pouvoir laïque, par l'abandon que fit Clément V de tous les principes posés en cette matière par la tradition pontificale. Mais la reconnaissance par le pape du droit pour les souverains laïques de lever l'impôt sur les ecclésiastiques pour leurs besoins temporels eut naturellement pour conséquence l'établissement d'un droit analogue pour la papauté ; et la cour romaine, qui jusque-là n'avait prétendu au pouvoir d'imposer que pour subvenir aux dépenses des croisades contre tous les ennemis de

l'Église, prit le droit de lever des contributions sur les biens ecclésiastiques pour tous les besoins de la papauté.

L'on voit quel chapitre important de l'histoire des finances pontificales a écrit M. Gottlob, dans le livre dont nous venons d'analyser à grands traits la partie historique. La fin de l'ouvrage est employée à nous faire connaître l'organisation et le fonctionnement de cette branche de l'administration financière. Ce n'est que sous Honorius III que la centralisation de ce service fut établie. Les collecteurs suprêmes sont nommés par le pape, auquel seul (ou à la *Camera apostolica*) ils ont des comptes à rendre. Le pape seul détermine l'emploi à faire des sommes amassées. M. Gottlob distingue quatre étapes dans la voie de la centralisation : 1° les collecteurs généraux sont les évêques, qui délèguent en sous-ordre leurs pouvoirs aux archidiacres et aux doyens ; 2° dès Honorius III, les évêques tombent sous les ordres des nonces et légats envoyés par le pape ; 3° à cet état intermédiaire où les évêques jouent un rôle secondaire succède une époque où (dès Innocent IV), en raison de leur mauvais vouloir, le pape les exclut tout à fait, en tant qu'évêques, de la levée du décime ; les seuls collecteurs généraux sont les nonces et légats, tandis que les archidiacres ou doyens conservent leur rôle ; 4° ceux-ci sont éliminés à leur tour, et les sous-collecteurs sont à la nomination des collecteurs généraux. La matière de l'impôt, les procédés d'estimation des biens qui y étaient soumis, les détails de la levée sont exposés avec clarté par M. Gottlob. L'argent ainsi levé était le plus souvent confié en dépôt soit aux couvents (notamment aux Templiers), soit aux marchands ; et

l'auteur de ce travail insiste avec raison sur l'influence de ce fait sur le développement des institutions financières du moyen âge et des banques, surtout en Italie. Quelques indications sur la tenue des comptes et sur le contrôle terminent cette excellente étude, à laquelle nous n'avons que des éloges à donner ; car des erreurs de détail insignifiantes et quelques fautes d'impression ne sauraient guère en diminuer la valeur.

E.-G. LEBOS.

**Histoire du droit civil français, accompagnée de notions de droit canonique et d'indications bibliographiques : droit privé et sources**, par Paul VIOLLET, de l'Institut. Seconde édition du *Précis de l'histoire du droit français*, corrigée et augmentée. Paris, Larose et Forcel, 1893, in-8 de xn-942 p.

La première édition de cet ouvrage avait paru en 1884-1886. On sait l'accueil qui lui fut fait tant par le public savant que par les étudiants. L'Institut le couronna du prix Gobert, et la gent écolière, sans compter les étudiants barbons qui se firent les élèves de M. Viollet, n'eut besoin que de quelques années pour vider les rayons de l'éditeur. Une seconde édition était devenue nécessaire : je suis heureux de la signaler aux lecteurs de la *Revue des questions historiques*.

Il s'en faut que cette édition nouvelle soit une simple réimpression : l'auteur, au prix d'un travail considérable, a remanié et accru son œuvre. Tout d'abord, il l'a mise au courant des résultats acquis par les recherches des savants, et elles ont été nombreuses au cours de ces dernières années. Ne fût-ce que pour la matière des sources, la liste serait longue des travaux dont il fallait tenir compte.

L'histoire du droit romain au moyen âge a été renouvelée par les études de MM. Fitting, Flach et Conrat. Au premier rang des sources du droit canonique ancien s'est placée la *Doctrine des douze apôtres*, découverte en 1883; pour l'époque carlovingienne, les origines des compilations isidoariennes ont été, en Allemagne et en France, l'objet d'investigations nouvelles. Les lois barbares n'ont pas été négligées : la publication des textes commencée par les éditeurs des *Monumenta Germaniae* a été continuée. M. Valentin Smith a donné son édition de la loi Gombette; M. Boretius et M. Zeumer ont poursuivi leurs éditions, l'un des capitulaires, l'autre des formules. Je ne cite ces travaux qu'à titre d'exemples, afin de montrer quels accroissements ont été fournis à une branche de l'histoire du droit. Que serait-ce s'il fallait parcourir tous les domaines de cette histoire, citer les nombreuses études d'histoire comparée concernant le droit ancien, les livres d'une importance capitale comme ceux de M. de Scherer sur l'ensemble de la législation ecclésiastique, de MM. Freisen et Esmein sur le mariage, etc.; ou dans le domaine de la procédure civile française, le livre de M. Guilliemoz, *Enquêtes et Procès*? De ces travaux et de cent autres, M. Viollet a su tenir compte, sans surcharger son livre : il s'inspire souvent de leurs conclusions, et il sait en tous cas les mentionner dans les notes bibliographiques qui accompagnent chaque chapitre, tout en évitant d'enfler ces notes outre mesure.

Sur divers points, l'auteur ne s'est pas borné à ajouter, il a modifié ses vues anciennes. Ainsi, par exemple, il reconnaît que la vassalité purement personnelle, sans aucun caractère territorial, subsiste au moyen âge.

« Un prince, dit-il (p. 640), pouvait toujours avoir intérêt à s'attacher extraordinairement un fidèle dévoué, et les circonstances pouvaient faire qu'il récompensât ce dévouement autrement que par la concession d'un fief terrien. » L'enseignement donné sur ce point dans la première édition était sensiblement différent.

L'un des mérites de l'œuvre de M. Viollet est de ne point séparer le présent du passé : l'auteur cherche dans l'histoire moderne — on peut dire dans l'histoire contemporaine — le prolongement des institutions qu'il a décrites. Les faits qui se sont produits au cours des huit années qui nous séparent de la date de sa première édition n'ont pas été perdus pour lui. C'est ainsi que l'histoire du divorce est poussée jusqu'à la dernière loi française; que celle de la puissance paternelle est conduite jusqu'à la loi Roussel. L'histoire de la capacité des personnes s'arrête à la loi du 31 octobre 1886, frappant d'une incapacité spéciale (celle d'enseigner dans les écoles publiques) « un assez grand nombre de Français, ce qui est évidemment contraire aux principes de la société moderne. » L'histoire de l'immunité des clercs est menée jusqu'à la loi du 15 juillet 1889; l'auteur montre à ce propos le caractère égalitaire de cette loi, « qui pourrait bien produire, en fait, comme il arrive si souvent, des résultats profondément différents de ceux qu'entrevoit plus d'un législateur. » Il est ainsi sur tous les points : à défaut de lois, ce sont les projets de loi qui sont signalés. Cette manière de faire n'est pas sans relever vivement l'intérêt des considérations historiques présentées par l'auteur. Sans doute il ne faudrait pas abuser de ce procédé; mais les lecteurs de M. Viollet ne se-

ront pas tentés de lui adresser ce reproche. En particulier, les étudiants en droit sauront gré à M. Viollet d'avoir ainsi relié l'étude de l'histoire à celle de la législation qui nous régit.

PAUL FOURNIER.

**Les Elections épiscopales dans l'Eglise de France du IX<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle. Étude sur la décadence du principe électif, 814-1150,** par P. IMBART DE LA TOUR, maître de conférences à la faculté des lettres de Bordeaux. Paris, Hachette, 1891, in-8 de xxxi-554 p.

Comment furent nommés les évêques en France du ix<sup>e</sup> au xii<sup>e</sup> siècle? Telle est la question à laquelle M. Imbart de la Tour s'est donné la tâche de répondre.

Question grave de tous les temps, une des plus graves pour les intérêts de l'Eglise. Or elle a été résolue par les procédés les plus divers. Élection par la communauté chrétienne, cooptation par les évêques de la province, désignation par le pouvoir royal ou seigneurial, désignation par le pape, tous ces procédés ont été tour à tour employés exclusivement ou combinés entre eux. Il en est encore ainsi dans le droit canonique contemporain ; il en sera sans doute ainsi de tout temps, si variées et si nombreuses sont les considérations qui peuvent influencer la nomination des évêques.

Le livre de M. Imbart de la Tour est trop riche de faits et d'observations pour se prêter à une rapide analyse : je ne puis qu'en noter quelques conclusions qui me paraissent particulièrement importantes.

L'auteur, au début de la période qu'il étudie, constate que l'usage de l'élection de l'évêque par la communauté chrétienne est universellement répandu. Remarque d'une part que

cette élection n'est en aucune façon « une délégation du pouvoir, » l'Eglise n'ayant jamais été constituée sur la base de la souveraineté populaire ; remarque d'autre part que cette élection est surveillée et contrôlée par l'épiscopat de la province, investi en cette matière de droits si étendus que, « lorsqu'il y a conflit entre le collège épiscopal et les électeurs, le choix de la communauté ne peut s'imposer à l'épiscopat. » Mais, si l'Eglise est distincte de la société séculière, elle vit cependant au milieu de cette société, sur laquelle elle exerce une profonde influence. Aussi de bonne heure le roi se préoccupe de diriger l'élection des évêques au profit de ses intérêts. Dès avant le ix<sup>e</sup> siècle il y intervient par la désignation du visiteur (on appelle ainsi l'évêque voisin qui dirige l'élection) ; par l'autorisation de l'élection ; par la confirmation de l'élu. En fait, au ix<sup>e</sup> siècle, c'est le roi qui seul désigne, confirme ou nomme les évêques ; « tout exercice du pouvoir électoral dépend de lui parce qu'à lui le droit d'élire appartient dans sa plénitude, » comme une conséquence de la souveraineté politique de la royauté, du caractère religieux dont elle est empreinte, et enfin de la protection générale ou spéciale que le roi étend sur les églises. Ce pouvoir du roi déborde le rôle que lui assigne la théorie ecclésiastique, d'après laquelle le roi, protecteur et non propriétaire des biens d'Eglise, n'a qu'un droit de confirmation sur la personne de l'évêque élu ; mais en dépit des protestations de certains membres du clergé, le prince continue de nommer l'évêque ou de donner à bon escient la permission de l'élire ; l'évêque élu, obligé de se recommander au roi, en devient peu à peu le vassal. Ainsi, le protecteur de

l'évêché s'est peu à peu transformé en un maître auquel il ne faut pas s'aviser de résister. Il n'y a pour faire contrepoids au pouvoir du roi en ces matières que l'autorité du Saint-Siège, solennellement affirmée à diverses reprises, surtout au temps de Nicolas I<sup>er</sup>; en vertu de sa plénitude de puissance, le pape possède le droit de « nommer, confirmer et sacrer les évêques. » Au ix<sup>e</sup> siècle, les papes n'en usent qu'avec discrétion; ils ne tirent pas toutes les conséquences de cette doctrine; mais elle est posée, et dès cette époque, il est facile d'apercevoir que la question de la nomination des évêques finira par se débattre entre le pape et le roi.

En réalité, c'est la royauté qui, au ix<sup>e</sup> siècle, exerce l'influence prépondérante sur les élections épiscopales: Mais Carolingiens et Capétiens ne demeurent pas, comme les rois allemands, en paisible possession de cette prérogative. Sans doute ils savent la défendre contre les efforts de quelques évêques du ix<sup>e</sup> siècle, zélés partisans de la réforme de l'Eglise et jaloux de son indépendance; ils savent la conserver au siècle suivant, malgré les tentatives des métropolitains, fort désireux de prendre pour eux le gouvernement de l'Eglise. Mais les rois, en matière ecclésiastique comme ailleurs, sont obligés de partager avec les seigneurs; en beaucoup de diocèses, les comtes, ou même dans certaines régions les vicomtes, se rendent maîtres de l'élection, parce qu'ils ont su faire entrer l'Eglise épiscopale dans leur domaine. Une fois que l'Eglise est considérée surtout comme une source de revenus (et ce fut le sort d'une foule d'églises, épiscopales ou paroissiales), l'*electio* devient dans les évêchés l'objet d'une appropriation individuelle: c'est un droit féodal

exploité comme tant d'autres; ce caractère ne change point, que l'*electio* soit exercée par le seigneur lui-même ou fragmentée par lui entre un certain nombre de personnages considérables, ecclésiastiques ou laïques. Bientôt, porté par le courant des idées féodales, le maître temporel de l'évêché, qui donne l'église, arrive naturellement à s'attribuer le droit de donner aussi la juridiction. Alors il ne distingue pas entre la juridiction spirituelle et la juridiction temporelle: cette distinction ne s'imposera à lui que plus tard, « toute idée juridique ne se décomposant qu'à la longue, après bien des hésitations et des conflits. » En conférant l'évêché par l'investiture, qui précède le sacre, le laïque croit conférer à l'élu « les biens, l'église, la juridiction, et dans la juridiction elle-même, l'autorité sur la terre, l'autorité sur les âmes. » L'acte qui fait l'évêque a été laïcisé: observez que cela convient admirablement à un état social où, l'épiscopat ayant été lui-même trop souvent laïcisé, les évêchés sont exploités par des familles seigneuriales, par lesquelles ils sont souvent traités comme un domaine héréditaire.

Il semble que l'Eglise n'eût pas dû survivre à de tels abus. Cependant elle fut sauvée lorsque les papes se mirent à la tête du mouvement de réforme provoqué par l'ordre de Cluny. En s'en prenant à la simonie, les réformateurs attaquent à la racine l'exploitation qui se fait de l'Eglise par l'aristocratie laïque et la royauté; ils compléteront leur œuvre en faisant disparaître l'investiture par la crosse et l'anneau. Ainsi d'une part la réforme grégorienne, pour bannir la simonie, s'efforce de rétablir l'antique élection des évêques dans toute sa pureté; d'autre part, elle fait triompher



l'idée que la juridiction spirituelle ne peut être conférée que par l'autorité spirituelle; joignez-y l'établissement définitif du célibat, et vous connaîtrez les points fondamentaux du mouvement grégorien. M. Imbart de la Tour étudie minutieusement la restauration du droit électif, qui, en dépit des intentions de Grégoire VII, ne tarda pas à se concentrer exclusivement aux mains des chapitres : il montre d'ailleurs que le roi et les seigneurs continuent d'exercer leur influence sur les élections, le roi surtout, car au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, la plupart des églises seigneuriales sont soumises au pouvoir royal. Il constate d'autre part le progrès incessant de l'intervention pontificale : le rôle du Saint-Siège est plutôt de réprimer les abus que de diriger les voix des électeurs vers des candidats particulièrement agréables. En tous cas, en vertu d'un accord tacite, la papauté « laisse les évêchés dans la main du roi, » tandis que le roi laisse le pape intervenir dans les élections. Cependant le droit d'élire ne cesse pas d'appartenir aux chapitres : il faut attendre le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle pour que le pape et le roi, par leur accord, se débarrassent de ce facteur qui s'était jusque-là maintenu comme un dernier vestige de l'élection par la communauté.

Le livre de M. Imbart de la Tour n'est pas seulement plein de faits; les informations, aussi étendues que variées, y sont mises en œuvre par un esprit élevé; l'auteur est de ceux qui peuvent parler en connaissance de cause de la constitution de l'Église. Sa critique est pénétrante : c'est ainsi qu'il me paraît déterminer avec beaucoup de bonheur le rôle de la Papauté, en ce qui touche les Fausses Décrétales, l'organisation de la hiérarchie ou la réforme grégorienne. On pour-

rait sans doute élever des objections sur divers points, contester quelques appréciations : par exemple, je me demande si l'auteur n'est pas porté à s'exagérer l'influence du régime municipal gallo-romain sur la société religieuse. Il n'en est pas moins vrai de dire que ce livre, œuvre de grand mérite, place l'auteur dans les premiers rangs de la génération des jeunes érudits qui étudient avec tant de succès notre histoire religieuse.

PAUL FOURNIER.

**Gesta Domni Aldrici Cenomannensis urbis episcopi à discipulis aulis**, texte publié et annoté par l'abbé A. CHARLES et l'abbé L. FROGER. Mamers, 1889, in-4 de xxxiii-224 p.

L'un des prélats les plus connus de l'époque carolingienne est à coup sûr Aldric, évêque du Mans de 832 à 856. Il a été célébré en vers et en prose. Les vers, ce sont les poésies latines écrites en son honneur et publiées successivement par dom Piolin (*Histoire de l'Église du Mans*, t. II, 535 et 546), et par Dümmler (*Poetæ latini*, II, 623 et s.). La prose, c'est la biographie intitulée *Gesta Aldrici*, qui fut imprimée pour la première fois par les soins de Baluze dans ses *Miscellanea* (III, 1-178). Waitz, qui s'en est occupé dans son travail posthume (au tome XV des *Monumenta Germaniæ*), s'était proposé de donner une nouvelle édition des *Gesta*; il n'a pu mettre son dessein à exécution. Un prêtre érudit du diocèse du Mans, M. l'abbé Charles, a formé un projet analogue et en a commencé la réalisation : mais la mort l'a empêché de terminer son œuvre. M. l'abbé Froger, bien connu par ses écrits sur l'histoire Mancelle, s'est chargé de la mener à bonne

fin. C'est le résultat du travail de ces deux savants que je signale aux lecteurs de la *Revue des questions historiques*.

MM. Charles et Froger ont pris pour base de leur publication le texte du manuscrit 99 de la bibliothèque du Mans, manuscrit du XI<sup>e</sup> siècle qui provient du chapitre de Saint-Julien; ils en ont suivi scrupuleusement les leçons, ne les modifiant que là où ils se trouvaient en présence d'une transcription manifestement incorrecte. La préface des *Gesta*, encore inédite, est publiée pour la première fois par les nouveaux éditeurs. Les variantes du texte leur ont été fournies, soit par les lectures de Baluze, soit par le manuscrit 224 de la bibliothèque du Mans, manuscrit du XIII<sup>e</sup> siècle dans lequel, au milieu de l'œuvre intitulée : *Actus pontificum Cenomannensium*, se trouve intercalé, du folio 84 au folio 90 verso, un fragment des *Gesta Aldrici*. — Outre les variantes, les nouveaux éditeurs ont reproduit au bas des pages les identifications géographiques tirées de « la Géographie ancienne du diocèse du Mans », publiée en 1845 par Th. Cauvin. En outre, par des indications bibliographiques, ils renvoient le lecteur aux passages de travaux où il est traité de nombreux diplômes, souvent suspectés par les érudits, qui sont insérés dans les *Gesta*. Enfin l'usage de cette édition est rendu aisé par le copieux index placé à la fin du volume : une table de concordance permet au lecteur de rapprocher le texte de celui de l'édition donnée par Baluze. Ainsi MM. Charles et Froger ont atteint leur but, qui était de mettre le lecteur en possession d'un texte des *Gesta*, facilement maniable et éclairé, dans une large mesure, par les résultats des travaux de l'éru-

tion. Il n'est que juste de leur en exprimer toute notre gratitude.

L'œuvre est précédée d'une introduction divisée en trois parties. La première, intitulée *Vie de saint Aldric*, est un résumé des renseignements fournis sur ce personnage par les sources historiques qui traitent de sa vie, notamment par les *Gesta*. La seconde contient l'histoire littéraire des *Gesta*. Enfin les auteurs, dans la troisième partie, traitent assez brièvement des relations qui peuvent exister entre les *Gesta Aldrici* et les *Fausse Décrétales*.

L'opinion que j'ai eu l'occasion d'exprimer sur la question étudiée dans cette dernière partie diffère radicalement de celle qu'émettent MM. Charles et Froger : je me borne à renvoyer sur ce point le lecteur à mes travaux antérieurs (Voir la *Nouvelle revue historique du droit français et étranger*, XI, 70-104, et XII, 103-110; et le mémoire présenté au congrès scientifique international des catholiques tenu à Paris en 1888). Je me suis efforcé d'y établir, en complétant la démonstration de M. Simson, que les *Fausse Décrétales*, comme les *Gesta Aldrici*, ont été rédigées au Mans sous le pontificat d'Aldric. Les auteurs de l'introduction à la nouvelle édition des *Gesta* combattent cette opinion par des arguments qui me semblent insuffisants à détruire les raisons invoquées à l'appui de ma thèse. Je me réserve de revenir sur ce point quand aura été publiée la dissertation sur les *Gesta Aldrici* qui fut l'œuvre dernière, malheureusement arrêtée par la mort, de mon très regretté confrère Julien Havet. Sans doute cette dissertation renouvellera les conclusions de la critique sur les compilations Mancelles, *Gesta Aldrici* et *Actus Pontificum Cenomannen-*

*sium*; mais en ce qui touche la question de l'origine Mancelle des Fausses Décrétales, j'ai lieu de croire que le fondement de mon argumentation demeurera intact. Ma démonstration repose en effet sur la proposition suivante, que n'ont pas effleurée MM. Charles et Froger : deux documents apocryphes dont l'origine Mancelle ne peut être contestée, à savoir dans les *Gesta* le *Memoriale*, racontant la restitution de l'abbaye de Saint-Calais à l'évêque du Mans, et dans les *Actus* la fausse bulle par laquelle Grégoire IV prend la défense d'Aldric contre ses persécuteurs, portent la même marque de fabrique que les apocryphes du faux Isidore. Il n'est pas téméraire d'en conclure que les auteurs des apocryphes Isidorien étaient eux-mêmes des Manceaux. On sait d'ailleurs que les événements dont la province ecclésiastique de Tours était le théâtre vers le milieu du IX<sup>e</sup> siècle expliquent fort bien l'apparition des Fausses Décrétales au Mans.

PAUL FOURNIER.

**Étude sur Jeanne d'Arc, et les principaux systèmes qui contestent son inspiration surnaturelle et son orthodoxie**, par le comte de BOURBON-LIGNIÈRES. 2<sup>e</sup> édit., revue et corrigée. Paris, Lamulle et Poisson, 1894, gr. in-18 de ix-622 p. (*Publié sous les auspices de la Société bibliographique.*)

Le comte de Bourbon-Lignières avait, en 1875, confié à la Société bibliographique le soin de mettre au jour l'ouvrage dont nous annonçons aujourd'hui la deuxième édition (Voir la *Revue*, t. XIX, p. 355). Dix-huit années se sont écoulées depuis lors, et, dans ce laps de temps, aucun su-

jet historique n'a passionné le public à l'égal de la vie de Jeanne d'Arc. Le culte de la Pucelle grandit chaque jour; il s'impose aux sceptiques, il s'étend au delà de nos frontières. On remplirait de nombreux rayons avec les ouvrages consacrés de nos jours à Jeanne d'Arc.

Cette nouvelle édition vient donc à son heure, et ne peut manquer d'être favorablement accueillie.

Mais l'auteur ne pouvait se contenter d'une réimpression. Dans son amour pour Jeanne d'Arc, dans son ardeur à ne rien négliger de ce qui a été écrit sur elle, il a été conduit à aborder plus d'un point négligé dans sa première étude, à suivre ses adversaires sur tous les terrains où ils avaient porté le débat. Dans un avant-propos, le comte de Bourbon-Lignières indique les additions qu'il a faites; elles portent principalement sur les appréciations dont Jeanne d'Arc a été l'objet de la part de savants qui ont voulu expliquer les phénomènes de l'ordre surnaturel par des causes physiques : de là le livre II, en grande partie nouveau, qui porte ce titre : « Examen et réfutation des systèmes qui cherchent dans les sciences pathologique, physiologique et psychologique l'explication du caractère de Jeanne d'Arc et des merveilles de sa vie. » Jeanne d'Arc a-t-elle été une théomane ? une hystérique ? une hallucinée ? telles sont les questions qui se posent en face de la science contemporaine, et que l'auteur examine avec sobriété, mais d'une main aussi ferme qu'habile. (Nous nous permettrons seulement une critique sur la division en livres et chapitres : le livre III, avec ses deux chapitres, n'est que la conclusion des quinze chapitres du livre II.) Dans ses *appendices*, l'auteur a ajouté :

1<sup>re</sup> une note sur « l'étendue et la limite de la mission de la Pucelle, » où il conclut en faveur de la tradition universellement suivie qui borne à la délivrance d'Orléans et au sacre de Reims les points de la mission ; 2<sup>re</sup> une analyse des mémoires à consulter en faveur de Jeanne d'Arc, récemment publiés par M. Lanery d'Arc, en ce qui touche aux questions spécialement examinées dans l'ouvrage : miracle et apparitions.

La seconde édition de cette remarquable *Étude* répond donc aux préoccupations actuelles ; elle sera lue avec fruit et avec un vif intérêt par ceux qui voudront bien connaître notre immortelle libératrice, et se rendre un compte exact de tous les problèmes que soulève cette miraculeuse apparition d'une humble vierge venant rendre à la France de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis sa place au premier rang des nations chrétiennes.

G. DE B.

**Jean Bréhal, grand inquisiteur de France, et la réhabilitation de Jeanne d'Arc,** par le R. P. M. J. BELON, des FF. prêcheurs, professeur de dogme aux facultés catholiques de Lyon, et le R. P. Fr. BALME, du même ordre, lecteur en théologie. Paris, P. Lethielleux, 1893, in-4 de vii-188 et 208 pages.

Jean Bréhal, qui joua un rôle si important dans la réhabilitation de Jeanne d'Arc, n'avait pas eu jusqu'ici une place suffisante dans l'histoire. Il appartenait à deux fils de Saint-Dominique de mettre en pleine lumière la figure du grand inquisiteur de France au temps de Charles VII, de faire connaître sa biographie, de faire ressortir son active et habile participation au grand acte dont le Roi avait pris l'initiative au lendemain de l'oc-

cupation de Rouen, de mettre enfin le lecteur à même d'apprécier la valeur des documents sortis de la plume de Jean Bréhal : le *Summarium*, qui fournissait aux consultants de la cause les éléments nécessaires pour procéder à leur examen ; la *Recollectio*, qui offrait le résumé doctrinal de tout ce qui avait été dit en faveur de la vierge martyre. Ils se sont acquittés de cette tâche avec un soin, une méthode, une précision auxquels nous sommes heureux de rendre hommage.

Voici comment ils ont procédé.

Dans un premier livre, ils étudient les préliminaires du procès de réhabilitation : enquête de 1450 ; enquête de 1452, rédaction du *Summarium* ; consultations des jurisconsultes romains ; mémoires rédigés par les docteurs ; négociations avec Rome. La figure de Jean Bréhal apparaît dès le début de cet exposé, et les auteurs s'arrêtent complaisamment sur son origine et sur son passé, en s'aidant de tous les renseignements inédits qu'ils ont pu recueillir. Cette figure ne cesse point d'être au premier plan, car, comme ils le disent très bien, « Jean Bréhal a été dans cette œuvre le principal et le plus actif instrument de la divine Providence. » C'est Jean Bréhal qui accompagne le cardinal d'Estouteville à Rouen ; c'est lui qui multiplie les démarches auprès des docteurs et des savants étrangers ; c'est lui qui se rend à Rome pour appuyer la supplique de la famille de la Pucelle.

Le livre second est consacré aux actes du procès : c'est un historique de la procédure suivie, de la marche du procès, des témoignages recueillis, des dernières audiences.

Le livre troisième nous offre une longue et minutieuse analyse de la *Recollectio*, et une étude critique du manuscrit.

Le livre quatrième présente le texte de la *Recollectio*. Non seulement les auteurs ont rectifié les nombreuses incorrections du texte publié par M. Lanery d'Arc, mais ils se sont imposé le rude labeur de rechercher la source des innombrables citations faites par Jean Bréhal, et d'en vérifier l'exactitude.

Enfin, dans le livre cinquième, on raconte la fin du procès : audience solennelle du 7 juillet; sentence de réhabilitation; ordonnance de promulgation; exécution de la sentence, etc.

Une table des ouvrages cités et une table des noms propres terminent le livre.

Les Révérends Pères apportent par cet important travail un précieux contingent à l'histoire de Jeanne d'Arc, et nul ne pourra se passer désormais de recourir à un ouvrage qui, avec le recueil de M. Lanery d'Arc, forme l'indispensable complément des cinq volumes édités par J. Quicherat pour la Société de l'histoire de France.

Nous exprimerons, en terminant, le regret que les auteurs aient cru devoir donner au texte de la *Recollectio* une pagination spéciale, au lieu de continuer la pagination, qui se trouve interrompue, pour reprendre au livre V.

G. DE B.

---

**Éphéméride de l'expédition des Allemands en France** (août-décembre 1587), par Michel DE LA HUGUERYE, publiée avec la collaboration de M. LÉON MARLET. Paris, librairie Renouard, 1892, in-8 de xiii-553 p.

Le beau volume que M. le comte Léonel de Laubespin a offert à la Société de l'histoire de France est un complément des curieux *Mémoires*, publiés il y a quelques années par M. le baron de Ruble. On sait que La Hu-

guerye était pour les protestants une sorte de diplomate volontaire, chargé de traiter avec des troupes mercenaires et de les amener en France au secours des réformés. C'est lui qui avait négocié avec le Silésien Fabien de Dohna sa venue en 1587 à la tête d'une importante légion d'Allemands; c'est pour le général battu qu'il avait fait cette « éphéméride », dont le seul exemplaire connu, après avoir appartenu à l'historien de Thou, est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque nationale.

Ce n'est pas qu'on trouve dans ce document des détails bien intéressants ou des faits jusqu'ici ignorés. Le crédit qu'on doit accorder à l'écrivain est assez mince. A force de marchander des vies humaines, il était devenu à peu près sans scrupule et, marchant pour ceux qui le payaient, il rédigeait aussi selon ceux auxquels il destinait ses feuilles. Les *Mémoires* composés pour le duc de Lorraine sont tout différents de l'*Éphéméride*, dédiée à Jean-Casimir de Bavière, qui, régent de son neveu Frédéric IV, n'avait pu, comme en 1568 et 1576, prendre une part directe à l'expédition. Ce journal ressemble d'ailleurs à une apologie. Envoyé par le Béarnais et les princes protestants français, recevant d'eux, en beaux deniers comptants, les sommes stipulées, La Huguerie aurait dû suivre le plan de campagne dicté par le roi de Navarre. Au lieu de cela, d'accord avec son maître Jean-Casimir, qu'il représente près l'« armée de secours », il fait changer l'itinéraire convenu, pour épargner les États du duc de Lorraine, qui l'a aussi sans doute récompensé, et il pousse les troupes allemandes au hasard, en Champagne, en Bourgogne, en Gâtinais, en Beauce, en Sologne, les fatiguant par des

marches et des contremarches, les exposant aux attaques des seigneurs, et, après le désastre qu'il a ainsi provoqué, accusant hypocritement les huguenots français d'avoir traité leurs alliés comme des étrangers, de les avoir laissés mourir de faim, tandis qu'ils vivaient dans la bonne chère, de réserver pour eux seuls le fruit des pillages et des rapines.

Une seule observation suffira pour rendre compte de la bonne foi de l'historien. On cherche dans son journal quelques renseignements sur les deux batailles connues de cette campagne, celles de Vimory et d'Auneau : La Huguerye les traite comme des escarmouches sans importance; et l'on serait tenté de le croire, si sa vanité ne le poussait à raconter les dangers personnels qu'il courut dans la nuit du 14 novembre 1587, au milieu de la déroute générale des Allemands.

On a joint au volume quelques documents intéressants sur cette guerre et sur les principaux personnages qui y furent mêlés, ainsi que d'excellentes tables alphabétiques, qui permettent de retrouver les moindres incidents rapportés, et aussi de les contrôler, puisque l'auteur en rend le contrôle si nécessaire.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

**Le connétable de Lesdiguières**, par Ch. DUFAYARD, agrégé d'histoire, etc. Paris, Hachette, 1893, gr. in-8 de xxii-607 p.

Le nom de Lesdiguières n'était pas de ceux qu'il fût nécessaire de tirer de l'oubli. Quelques années seulement après sa mort, le connétable trouvait, dans son ancien secrétaire Videt, un historien assurément fort partial, mais dont l'œuvre n'en garde pas moins une importance capitale,

en raison de la variété et de la précision des informations qu'il a pu recueillir. A une date récente, la publication des *actes* et de la *correspondance* de Lesdiguières a permis de contrôler et de rectifier les assertions du trop complaisant biographe, toujours empressé à voiler les échecs ou les fautes de son héros. C'était le premier coup porté à bien des légendes qui, sur la foi de Videt, s'étaient trop facilement accréditées. La gloire de Lesdiguières n'en a pas souffert; le renom de grand capitaine, que lui a valu une longue carrière militaire, presque constamment heureuse, est demeuré intact. Seules, les exagérations ou les invraisemblances, qui déparaient le récit de ses faits d'armes, ont été reléguées au rang des fables. En même temps, on a pu se rendre un compte exact de l'infatigable activité de Lesdiguières, du vrai caractère de cette autorité presque souveraine, qu'il exerça avec rudesse sans doute, mais en somme d'une façon éclairée et non sans profit pour les intérêts de la province. Il restait à mieux connaître le rôle qu'il joua comme négociateur, rôle très considérable et très personnel. Grâce aux documents conservés dans certaines archives étrangères, la lumière est complète sur ce point. Il convient d'ajouter immédiatement que ce dernier résultat est dû surtout au jeune professeur qui a entrepris de nous donner enfin une véritable histoire de Lesdiguières, complète, critique, telle que Videt n'aurait pu l'écrire, lors même qu'il aurait senti l'insuffisance de son panégyrique officiel.

M. Dufayard avait assumé une lourde tâche, car si la matière était riche, elle était surtout vaste, et il était facile de se perdre dans les

détails. L'auteur a réussi à éviter cet écueil : sans rien omettre, il est toujours resté maître de son sujet. Peut-être certains indices trahissent-ils, çà et là, une composition un peu hâtive, car il fallait courir au but et ne s'attarder ni au récit de tous les combats, ni à l'exposé des moindres négociations. Quelques légères négligences, qu'il est inutile de relever, n'enlèvent rien à la valeur de cet excellent livre, plein de faits, très neuf à beaucoup d'égards, écrit d'une plume toujours bien française.

Je n'essaierai pas de l'analyser; il serait difficile de le faire brièvement, et, d'ailleurs, un simple résumé des guerres civiles, qui pendant près d'un demi-siècle désolèrent le Dauphiné, ne serait pas sans présenter quelque monotonie. Je préfère attirer l'attention sur les chapitres de cet ouvrage qui ont trait aux rapports de Lesdiguières avec le duc de Savoie, Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>. M. Dufayard a été mû évidemment par un sentiment patriotique en donnant à cette partie de son travail une ampleur proportionnée à l'importance des questions qui y sont soulevées, et sur lesquelles il a pu dire le dernier mot, des recherches heureuses poursuivies aux archives de Turin lui ayant permis d'épuiser le sujet.

C'est une curieuse figure que celle de Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>, de ce prince que sa nature ardente, mais mobile, poussa à intervenir dans tous les conflits qui, sous son règne, agitérent l'Europe. La Ligue ouvrit à son ambition un champ inespéré. Le Sud-Est de la France, de Lyon à la Méditerranée, se trouva, pendant quelque temps, livré à son influence. Lui aussi rêva de je ne sais quel royaume de Bourgogne, décevante

chimère qui, au cours des siècles, a hanté plus d'une imagination aventureuse. La pacification religieuse, réalisée par Henri IV, coupa court à ses visées ambitieuses, que l'épée de Lesdiguières avait puissamment contribué à décourager. Le duc de Savoie eut d'abord un adversaire redoutable dans le futur connétable, dont la carrière n'offre pas de plus beaux faits d'armes que les combats de Pontcharra et de Salbertrand. Mais, une fois l'épée remise au fourreau, Lesdiguières ne songea plus qu'à se faire un allié de son adversaire malheureux de la veille, à substituer à l'alliance espagnole une alliance avec la Savoie, qui assurât à la France une influence décisive dans la péninsule italienne. Un moment il crut avoir touché au but, car le traité de Brusol (1610) marquait le triomphe de cette politique nouvelle. L'assassinat de Henri IV amena un revirement complet dans les relations de la France avec les puissances européennes. La politique de Lesdiguières fut désavouée, et le duc Charles-Emmanuel, outré du manque de parole des conseillers de Marie de Médicis, retourna à ses anciennes alliances. Lesdiguières ne put se résoudre à abandonner complètement ses premiers projets. Il continua à prendre en main les intérêts de la Savoie, sans jamais sacrifier ceux de la France, et c'est inutilement que le duc, exploitant de justes griefs, essaya de l'attirer à son service.

La longue carrière de Lesdiguières, pour heureuse qu'elle ait été, fut, en effet, traversée, sinon par des disgrâces, au moins par des influences contraires. Malgré ses succès, il a peine à s'imposer à ses coreligionnaires, qui longtemps refusent de lui déférer un commandement auquel

nul n'a plus de titres. Il n'est investi du gouvernement du Dauphiné, il ne reçoit le bâton de maréchal, puis l'épée de connétable, qu'après une longue attente. M. Dufayard démêle très bien ces intrigues qui ne devaient pas arrêter l'éclatante fortune de Lesdiguières. Certains actes de sa vie privée, et même de sa vie publique, sont d'ailleurs sans excuse, et son historien ne cherche pas à les pallier. Mais il faut bien reconnaître qu'il ne fut pas seulement heureux; que ses rares aptitudes, non moins que ses succès militaires, expliquent la situation à laquelle il s'éleva; que par-dessus tout il eut le vif sentiment des vrais intérêts de la France et les servit sans défaillance.

R. DELACHENAL.

**Le Masque de fer. Révélation de la correspondance chiffrée de Louis XIV,** par Emile BULOARD et le commandant BAZERIES. Paris, Firmin Didot, 1893, gr. in-18 de 302 p.

Après deux siècles et demi de discussions et de conjectures, la vérité vient-elle enfin de se faire jour, sur le vieux problème de « l'homme au masque de fer, » du côté où on l'attendait le moins? Les travaux importants sur ce sujet, qui remontent déjà à une vingtaine d'années, avaient surtout démontré ce que n'était pas le fameux prisonnier. MM. J. Loiseleur, Marius Topin et Yung détruisaient avec sagacité beaucoup de légendes; mais leurs conclusions étaient purement négatives. Le personnage ne pouvait être que de second ordre: il ne fallait pas y attacher d'importance; mais pourquoi ce masque et ce secret? Pourtant, le nom de ce malheureux qui a tant fait parler de lui

méritait bien d'être connu. Il vient d'être découvert par un heureux hasard, si on peut appeler ainsi le travail persévérant d'un homme qui, sans être historien, s'est fait une sorte de spécialité de la lecture des dépêches chiffrées. Ce qu'on appelle la science de la cryptographie n'a jamais été poussé aussi loin que par M. le commandant Bazerries, et il a eu la pensée d'appliquer sa méthode à la reconstitution du grand chiffre de Louis XIV en 1691.

Une dépêche de Louvois à Catinat, commandant en chef de l'armée du Piémont, était imprimée avec quelques autres, depuis 1819, dans un recueil publié par les héritiers du maréchal; elle était en chiffres, et personne n'avait pu en donner la traduction. M. Bazerries la lit sans en perdre un mot, et voici qu'il trouve qu'il s'agit d'un ordre royal, adressé par le ministre de la guerre à la date du 8 juillet 1691, par lequel il est enjoint à Catinat, de la part de Sa Majesté, « d'arrêter M. de Bu'onde, de le faire conduire à la citadelle de Pignorol, où il doit être gardé enfermé pendant la nuit dans une chambre de ladite citadelle, et le jour ayant la liberté de se promener sur les remparts avec un masque.... »

Ce Vivien Labbé, seigneur de Bulonde, était un officier général comptant de beaux états de service; mais quelques jours auparavant, perdant la tête, il avait sans nécessité levé le siège de Coni, et causé à Louis XIV une humiliation que le roi ne voulait point pardonner. Un instant même, il avait résolu de le faire mettre à mort sans jugement; c'est pour le faire disparaître des vivants qu'il décida de l'enfermer pour le reste de ses jours; et Louvois s'empressa de transmettre l'ordre, craignant sans doute



que la colère du grand roi ne l'aggravât. Voilà donc, sans autre mystère, le prisonnier écroué le 15 juillet 1691 à Pignerol, transféré à Sainte-Marguerite, puis à la Bastille, mort en 1703, et enterré sous le nom de Marchiali au cimetière de la paroisse de Saint-Paul. Les auteurs n'avaient plus qu'à prouver que toutes les particularités relevées sur le « masque de fer » concordent bien, comme circonstances et comme dates, avec les dépêches déchiffrées, et M. le commandant Bazeries a tenu en outre à donner la justification de sa clef et de la manière dont il l'a découverte. Quelques détails sur Bulonde et sur l'événement historique du siège de Coni y sont joints. Et ces pages claires et précises semblent rendre inutiles tous les volumes qui ont été écrits sur la matière. Tant il est vrai que, dans ce monde, il ne faut jamais croire qu'on possède l'entière vérité; mais il ne faut pas désespérer non plus de la trouver un jour!

Les critiques enclins à l'incrédulité font pourtant encore deux ou trois objections. Ils se demandent comment on peut établir que le chiffre 330 veut dire *masque*, quand c'est la seule fois que ce mot se rencontre dans les dépêches. Puis l'abréviation de *général*, G<sup>e</sup>, était-elle usitée au xviii<sup>e</sup> siècle, quand le terme lui-même ne semble pas encore employé? Enfin Bulonde est-il mort en 1703, et Pinaud s'est-il trompé en le signalant comme vivant en 1708? Sur ce dernier point, MM. Burgaud et Bazeries font une réponse satisfaisante, en établissant que Bulonde ne figure pas sur l'état des prisonniers de la Bastille dressé en 1705 par ordre du marquis de Torcy. Nous n'épiloguerons pas sur le reste, aimant mieux ajouter que cet intéressant volume

T. LV. 1<sup>er</sup> JANVIER 1894.

se termine par une correspondance inédite de Catinat, tirée des archives des affaires étrangères, et des lettres de M. de Feuquières, responsable presque autant que Bulonde de l'affaire de Coni, et dont le sort fut bien différent.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

**Les Mémoires de Saint-Simon et le P. Le Tellier, confesseur de Louis XIV**, par le R. P. BLIARD, de la Compagnie de Jésus. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>o</sup>, 1891, in-8 de viii-430 p.

Le P. Le Tellier a joué un rôle notable dans les affaires religieuses de la période du règne de Louis XIV pour laquelle Saint-Simon est le témoin le plus consulté. On sait d'ailleurs que, parmi les victimes de ce témoin passionné, nulle peut-être n'a été plus constamment et plus durement maltraitée. Ici, comme sur d'autres points relatifs aux querelles religieuses, le redoutable historien s'est fait l'écho des opinions et des haines jansénistes; grâce à lui et aux écrivains du parti, le jésuite confesseur est resté, dans la pensée de bien des gens qui se croient impartiaux, « ce calomniateur public, ce fourbe insigne, ce brouillon sans pareil, ce boute-feu devenu l'exécration du genre humain » que l'on dénonçait après la mort du grand roi (p. 403). Le P. Bliard a voulu serrer de près et repousser les calomnies accumulées contre son confrère. Peut-être a-t-il eu tort de prendre à partie Saint-Simon tout seul. Assurément, c'est dans ses éloquents *Mémoires* que la plupart des lecteurs de nos jours sont exposés à prendre idée du dernier confesseur de Louis XIV; mais, d'autre part, c'est principalement sur Le Tellier (dont il estropie même le nom)

20

et sur tout ce qui le touche, que Saint-Simon se montre prévenu à l'excès, et même crédule à un point invraisemblable. Il raconte donc, affirme et déblatère, pousse tout au noir sans fournir de preuves. Ces preuves, ou les faits, textes et commentaires qui en tiennent lieu, il aurait fallu les demander aux autres sources contemporaines, surtout jansénistes : travail très dur et très ingrat, que sans doute le P. Bliard n'aurait pu exécuter « dans les courts et rares moments » que lui laissaient, il nous le dit lui-même, les labeurs du professorat. Son apologie n'en reste pas moins un de ces recueils de rectifications historiques qu'il faut placer à côté de Saint-Simon et qu'il sera souvent utile de consulter. La caricature du célèbre jésuite est remplacée dès les premières pages de ce volume par un portrait moins saillant mais plus fidèle : pourquoi ne pas nous faire connaître un peu mieux à ce propos son talent littéraire et les ouvrages qui le signalèrent à l'attention des jansénistes et de leurs ennemis ? Ce qui est parfaitement clair, c'est que Le Tellier fut tout juste, près de Louis XIV, ce que voulait ce roi, qui se connaissait en hommes, et que cette profonde estime ne se démentit jamais ; si bien que le testament du grand roi le désignait encore comme confesseur de l'héritier du trône : ce qui suffit, et au delà, pour effacer les traits vraiment monstrueux sous lesquels Saint-Simon a voulu nous le peindre. Chez ce dernier les calomnies de détail succèdent naturellement à ce hideux tableau. Il montre d'abord le bilieux jésuite acharné avec ses confrères à la destruction de Port-Royal ; un chapitre du P. Bliard, qui, du reste, ne satisfera guère les amis actuels de la « sainte maison », met au moins hors de doute, ce que les

historiens jansénistes eux-mêmes ont affirmé, que la démolition de Port-Royal ne fut pas du tout le fait des jésuites. Une affaire beaucoup plus grave, puisqu'elle amena des troubles qui durèrent jusqu'à la fin du siècle et au delà, c'est la condamnation des *Réflexions morales* de Quesnel approuvées par le cardinal de Noailles, c'est la publication et la réception de la bulle *Unigenitus*. Ici, à partir d'un fait insignifiant, un mandement des évêques de La Rochelle et de Luçon contre Quesnel, jusqu'à la rédaction même de la bulle dogmatique de Clément XI et son acceptation en France, le P. Le Tellier aurait pour ainsi dire tout fait, d'après Saint-Simon, et constamment avec des procédés d'insigne fourberie. Il a fallu de nombreux chapitres au P. Bliard pour débrouiller ce fâcheux écheveau ; il y a réussi autant que le permettait la nature même des faits : négociations et manœuvres de tout ordre, menées activement par les deux partis, et pas habituellement au grand jour. Il ne reste que la même part inévitable de pénombre sur les récits relatifs aux derniers jours de Le Tellier, plus ou moins disgracié, malgré le testament de Louis XIV, jusqu'à son dernier soupir (2 sept. 1719). L'apologie du fameux jésuite est, en somme, celle des jésuites français d'alors ; elle est sûre d'être mal accueillie de leurs obstinés adversaires ; en revanche, malgré des inexpériences et des lacunes, elle s'impose sur les points essentiels à tous ceux qui regardent le jansénisme comme le dissolvant par excellence de l'Église au dernier siècle. S'il reste, sur le détail des faits et sur les questions de mesure, des points suspects, tout juge impartial devra, ce semble, incliner vers les interprétations favorables, en songeant que Le Tellier et

ses confrères combattirent une secte que Fleury, un historien qui n'était ni jésuite ni ultramontain, regardait comme la plus perfide qui fut jamais.

L. C.

**Les Derniers Jansénistes, depuis la ruine de Port-Royal jusqu'à nos jours (1710-1870),** par Léon Séché. Paris, Perrin, 1891-92, 3 vol. in-8 de xxvi-390, 459 et vii-326 p.

Ce titre étonne; le jansénisme ne date guère d'avant le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle; comment les *derniers* tenants de la secte paraissent-ils dès 1710 pour durer jusqu'à nous? Quand on a jeté un coup d'œil sur le livre lui-même, on est encore plus surpris, en tenant compte surtout de la rubrique ajoutée au titre principal sur la couverture du dernier volume: « Les derniers jansénistes.... et leur rôle dans l'histoire de France. » Le fait est que ce rôle échappera presque complètement aux lecteurs de M. Séché, et qu'ils pourront méditer à fond ses deux ou trois petits chapitres sur le jansénisme au xvii<sup>e</sup> siècle, sans se douter que ce sujet, bien compris, absorbe les deux tiers de l'histoire ecclésiastique et une bonne part de l'histoire politique et parlementaire de cette longue et orageuse période. Aussi M. Alb. le Roy, qui a renoncé au roman pour écrire cette histoire, n'en a-t-il fait entrer que les quinze premières années dans un gros volume qui équivaut matériellement aux trois de M. Séché; il est vrai que M. le Roy a voulu faire œuvre historique et a prouvé, non pas, hélas! plus d'impartialité, mais plus de préparation que son prédécesseur, dont il n'a pas même prononcé le nom. — Voyons pourtant ce que nous présente M. Séché. Dans son premier volume, qui court de 1710 à notre

génération, le chapitre initial n'est qu'un tableau insuffisant jusqu'à l'insignifiance de la fin de Port-Royal et de la publication de la bulle *Unigenitus*; à noter seulement une lettre inédite assez importante du P. Le Tellier contre l'Oratoire. Dans le second chapitre, la suite des affaires du parti est présentée avec la même rapidité; mais on se félicite d'y rencontrer, sans trop en voir la raison, des détails complaisants sur la vie de M. Collard, supérieur du séminaire de Troyes et oncle du célèbre orateur politique. Le chapitre III sur les *Nouvelles ecclésiastiques* est superficiel et amusant. Suit un chapitre plus neuf, mais peu important, sur les sœurs de Sainte-Marthe, jusqu'à nos jours. Nous sommes à peine à la page 100, et déjà le jansénisme est à peu près oublié. Car la constitution civile du clergé, étudiée en trois chapitres, pour lesquels l'auteur ne s'est pas même servi du livre de M. Gazier sur Grégoire, quoiqu'il le mentionne quelque part avec éloge, n'est pas du tout identique au jansénisme, M. Séché en convient lui-même. Ce volume se termine par deux causeries de revue sur la religion de M<sup>me</sup> de Rémusat et sur une M<sup>me</sup> Lefort, qui se fit copiste pour aider M. Cousin à écrire l'histoire de M<sup>me</sup> de Longueville. — Au début du second volume, s'étale une biographie de Fr. Jacquemont, curé janséniste du Forez, mort en 1835; morceau caractéristique, mais comme il y en a bien d'autres dans les archives de la secte, et que M. Séché aurait pu sans inconvénient abrégier beaucoup plus qu'il n'a fait. Vient ensuite l'histoire déplorablement incomplète de la Petite-Église, qui fut, notez-le bien, presque partout entièrement étrangère au jansénisme. En revanche, quelques traits nouveaux

sont parsemés dans les pages sur l'histoire de la secte à Troyes et sur ces types du jansénisme philosophique, politique et littéraire : Royer Collard, Lanjuinais, Barante, Montlosier, Sylvestre de Sacy; études légères, mais que leur légèreté même et l'attrait des anecdotes font lire avec quelque agrément. — Le troisième volume n'a plus rien à voir avec Jansénius ou Quesnel; c'est d'ailleurs celui qui présente le plus de traits curieux, quelques-uns édifiants, la plupart, au contraire, affligeants pour les âmes religieuses. On y lit une prétendue histoire du catholicisme libéral; en réalité, comme toujours, une série de causeries anecdotiques sur ce sujet. Dans la première se pressent Lamennais, Bordas-Demoulin, l'abbé Laborde, l'abbé Guettée; puis, dans autant de chapitres successifs ou à peu près, se dégagent avec plus de relief le P. Hyacinthe, Montalembert, l'opposition au concile, Mgr Darboy, le P. Gratry. Tout cela suspect ou insuffisant comme récit et moins considérable encore comme discussion, mais renfermant des faits et des citations capables d'exciter la curiosité et mieux encore : je ne signalerai que la correspondance du P. Gratry avec M<sup>me</sup> Meriman. — C'est trop s'étendre sur un ouvrage dont la valeur historique et philosophique est au-dessous du médiocre, et qui a été jugé avec la même rigueur par la critique orthodoxe et par la critique janséniste (qui compte au moins un représentant chez nous). Ce travail n'est pas même un livre, n'ayant ni unité ni composition quelconque; indice curieux! il a été agencé avec une telle négligence que le dernier volume commence par un chapitre III et se continue à l'avenant, sans que rien explique cette

anomalie. Quant au criterium religieux, M. Séché, qui se flatte d'être « un homme de foi et de raison, » n'a guère que le christianisme vague d'un admirateur de M. Jules Simon et un culte de parti pris pour tout ce qui est opposition dans l'Église. Il n'est pas à croire que personne accorde la moindre portée doctrinale à ses trois volumes, qu'on pourra consulter tout au plus comme une série d'*ana* sur l'histoire politique et religieuse de notre siècle et du précédent.

L. C.

---

**France under the Regency,**  
*with a Review of the Administration of Louis XIV,* by James BRECK PERKINS. London, Macmillan, 1892, in-8 de xvii-604 p.

Les sources relatives aux règnes de Louis XIV et de Louis XV sont nombreuses; leur énumération ne comprend pas moins de trente-cinq pages dans la *Bibliographie de l'histoire de France* de M. G. Monod. M. James Breck Perkins les a consciencieusement mises à contribution dans l'ouvrage que la maison Macmillan a édité avec son bon goût habituel.

Les neuf premiers chapitres sont consacrés à Louis XIV, aux guerres de son règne, à sa diplomatie, à la vie sociale de son peuple, aux luttes religieuses qui troublèrent si profondément la France à cette époque. M. James Breck Perkins expose avec beaucoup de méthode et de netteté les événements; il démêle les liens qui les enchainent et associe d'une façon très judicieuse les documents et les commentaires raisonnés. Son impartialité est cependant en défaut quand il étudie le rôle des Protestants et examine les causes déterminantes de la révocation de l'Édit de Nantes. C'est une véritable erreur

historique d'attribuer cet acte regrettable à la seule initiative du Grand Roi, et c'est une injustice de lui en faire supporter toute la responsabilité. Quelle que puisse être l'animosité de l'auteur contre le souverain qui traite durement ses coreligionnaires, il ne lui était guère permis de dire que, en brisant la puissance politique des Huguenots, il cédait à l'impulsion de *a narrow faith, a dull mind, and a stubborn pertinacity* (p. 164).

La partie de l'ouvrage relative au règne de Louis XV est plus complète, plus étudiée ; peut-être l'auteur a-t-il attaché plus d'importance documentaire qu'il ne fallait à certains passages des *Mémoires* de Saint-Simon, mais, en somme, il a reproduit d'une façon très satisfaisante la physionomie du Roi, de ses ministres, des personnages de sa cour, et esquissé les traits principaux d'une période d'agitation morale, de troubles politiques qui préludait au mouvement révolutionnaire de 1789.

Il convient de mentionner avec des éloges sans réserves le chapitre ayant pour titre : *Dubois and the English Alliance*, où M. James Breck Perkins a condensé de la manière la plus heureuse tous les renseignements puisés dans les archives de France et d'Angleterre sur cette question capitale de l'histoire diplomatique du XVIII<sup>e</sup> siècle.

*France under the Regency* est suivi d'un index alphabétique qui ajoute encore à la clarté d'un livre bien conçu et fort méthodiquement rédigé.

ROGER LAMBELIN.

**La Comptabilité publique pendant la Révolution**, par Victor MARCÉ. Paris, Alphonse Picard, 1893, in-8 de 94 p.

Les révolutionnaires ont dès le dé-

but proclamé hautement qu'ils allaient rétablir l'ordre dans les finances. M. Marcé prouve que la Constituante, en supprimant les anciennes chambres des comptes, et donnant leurs attributions au Corps législatif, n'a réussi qu'à abolir toute comptabilité. Elle dut aussitôt reconnaître par sa propre expérience qu'il était matériellement impossible à une Assemblée de vérifier les comptes elle-même, et qu'elle devait charger de cette importante fonction un tribunal spécial ; mais les révolutionnaires refusaient obstinément de se rendre à l'évidence. D'après la loi du 17 septembre 1791, un « bureau de comptabilité » vérifiera les comptes pour l'Assemblée, qui les jugera définitivement après le rapport d'un comité. Mais les contestations sur les comptes seront jugées par le tribunal du domicile du comptable. On avait proposé de les déferer à un tribunal spécial qui aurait été, comme dit très bien M. Marcé « une sorte de cour des comptes dédoublée ; » mais les députés s'obstinèrent à garder le droit absolument illusoire de vérifier les comptes. M. Marcé démontre les graves inconvénients du système de la Constituante ; elle confia, en effet, à des autorités différentes des attributions qui, surtout à cause de l'indivisibilité de tout compte, devraient être exercées par une seule. Aussi le rapport qui précède la loi du 28 pluviôse an III déclare qu'on a « créé des commissaires sans pouvoirs, des administrateurs sans autorité, des agents sans moyens coercitifs, » et constate l'impossibilité absolue pour une Assemblée de jouer le rôle de cour des comptes. Les commissaires de comptabilité ont déjà remis plus de quatre cents comptes au comité chargé de les examiner, et ce comité

n'a pu présenter aucun rapport. C'était un résultat à la fois désastreux et ridicule. Aussi la loi du 28 pluviôse an III revient presque à l'ancienne organisation, en étendant les pouvoirs du bureau de comptabilité. Néanmoins l'arriéré ira toujours en augmentant. Aussi la loi du 18 frimaire an IV donne aux commissaires de la trésorerie, qui jouissent d'une situation très indépendante, le droit de décharger définitivement les comptables et de rendre exécutoires les arrêtés de comptes. C'est une véritable cour des comptes « orientée toute du côté du Corps législatif. » Mais les commissaires étaient trop peu nombreux, et ils avaient à se reconnaître au milieu d'un effroyable gâchis. Ils ne purent porter leurs efforts que sur la comptabilité de l'ancien régime; celle de la Révolution de 1791 à l'an III était un véritable chaos, et en l'an VIII, la comptabilité constitutionnelle, à partir de l'an IV, n'était pas commencée. On y voyait, disait le rapporteur Poullain Grandprey, « l'image désastreuse d'un trésor toujours ouvert pour dépenser et recevoir sans compter jamais. » Impossible de mieux caractériser la politique financière de la Révolution. On est alors forcé de constater que depuis dix ans la comptabilité financière n'a jamais existé. Tout change sous le Consulat; la commission des comptes augmentée, transformée, rend d'importants services. Elle devient en 1807 la Cour des comptes, et en 1812, on vint à bout de la comptabilité révolutionnaire.

L'histoire financière de la Révolution a été jusqu'ici trop négligée; il est à désirer qu'elle soit l'objet de travaux sérieux comme celui de M. Marcé.

LUDOVIC SCIOUT.

**La Journée du 14 juillet 1789.** Fragment des mémoires inédits de L.-G. PITRA, électeur de Paris en 1789, avec une introduction et des notes, par Jules FLAMMERMONT, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Lille. — Paris, au siège de la Société d'histoire de la Révolution française, 1892, in-8 de CCLXXVIII-68 p.

Qu'était-ce que Pitra ? En 1780, il avait fourni à Grétry un livret d'*Andromaque*; en 1782, il en fournit un autre, *Apollon et Daphné*, en un acte, à Mayer; l'échec fut si complet que Pitra renonça aux livrets d'opéra. De son état, il était plutôt marchand mercier; issu d'une famille de manufacturiers de Lyon, où il était né en 1736, il s'était établi à Paris en 1766. Il fut nommé électeur en 1789. Il était alors retiré des affaires. Palloy, le fameux « patriote, » fit de lui un pompeux éloge. « Monarchiste-constitutionnel très ardent au commencement de la Révolution, il était devenu, dit M. Flammermont, un fougueux réactionnaire en 1792. » Il devint plus tard contrôleur de la vente des bois et charbons à l'île Louvier et mourut à Paris le 16 mai 1818.

« Il y eut au moins, dit son éditeur, un intervalle d'une année, sinon de deux, entre les faits dont parle Pitra et la rédaction de ce fragment. Et quelles années ! A cette cause de troubles dans la mémoire et partant d'erreurs considérables et nombreuses, s'ajoute l'absence d'esprit critique.... Il reproduit de bonne foi les légendes qui furent mises en circulation dans Paris.... : c'est le cas par exemple de son récit de la prétendue trahison du gouverneur de Launay.... Il faut le contrôler de très près parce qu'il commet de grosses erreurs.... » Et en effet, dans les cinquante-six pages qui composent cette relation, il en est quinze

au bas desquelles M. Flammermont a cru devoir mettre les notes suivantes : « Pitra est mal informé.... C'est une erreur. — Ceci est une erreur grave qui permettrait même de douter de la véracité de Pitra... — Tout ce récit de Pitra paraît purement imaginaire.... — Confusions inexplicables.... — Il embellit tout ce qu'il touche.... — C'est faux. » (Il s'agit de la capitulation qu'Élie et Hulin acceptèrent, à laquelle tous ceux qui les entouraient, d'après Pitra, « répondirent par oui, » mais que M. Flammermont n'admet pas avoir été ratifiée par le peuple, ce qui expliquerait le meurtre de Launay). — Launay embrasse Hulin et lui dit : « Je me fie à vous, brave homme, et je suis votre prisonnier. » — « Tout cela dit M. Flammermont, ne paraît pas plus exact que ce qui précède ; mais, en l'absence de tout témoignage contraire, suffisamment précis, il est impossible de rien affirmer. » Ailleurs : « Les souvenirs de Pitra sont bien peu sûrs.... Tout ce long récit de Pitra sur le sort du prisonnier de la Bastille est complètement faux.... » Tel est, sur Pitra, le jugement de M. Flammermont lui-même.

Ce récit de cinquante-six pages est précédé d'une introduction qui en compte deux cent soixante dix-huit. Elle se divise en deux parties : la première consacrée à la critique des témoignages, la seconde à l'exposé des faits. En apparence, ces deux opérations peuvent se faire séparément ; en fait, elles ont nécessairement une influence l'une sur l'autre et la connaissance très précise de l'événement semble le préliminaire nécessaire de la critique des témoignages, tandis que ces témoignages eux-mêmes, confrontés et étudiés, doivent procurer des notions exactes sur les choses. C'est ainsi que se produisent des réactions

d'où peut résulter pour l'esprit une appréciation plus nette de ce qui s'est passé. Quoi qu'il en soit, c'est un intéressant travail que cette analyse critique des sources ; mais M. Flammermont s'est rangé si décidément dans le parti qui exalte aveuglément la prise de la Bastille que la rectitude de ses jugements en souffre d'une grave façon.

J'en donnerai un exemple, qui me permettra de renfermer ce compte rendu dans les étroites limites qui lui sont assignées. Il s'agit du meurtre du gouverneur. M. Flammermont nous représente le meurtrier Desnot, cuisinier sans place, comme un homme qui « parcourait la ville pour la défendre contre l'invasion dont il la croyait menacée et pour chercher des armes. » Il n'était pas exalté par le combat ; il n'y avait pas assisté. Ayant reçu un coup de pied de Launay, qui se débattait, Desnot le frappe d'un coup de sabre ; puis, après avoir bu un verre d'eau-de-vie mêlée de poudre à canon, il prend un petit couteau de poche et achève de couper le cou. « En le faisant, comme il le disait plus tard, Desnot crut faire un acte patriotique ; il espérait même obtenir une médaille. Ensuite, il mit la tête au bout d'une fourche à trois branches et il la promena dans Paris au milieu d'une foule ivre de son triomphe » (p. CCXLII-LIII). Cet acte odieux, infâme, comment M. Flammermont va-t-il le juger ? « J'espère, dit-il, qu'on comprendra les raisons qui poussèrent cet homme à commettre l'acte de féroce sauvagerie dont il se glorifiait. (M. Flammermont explique d'abord que Desnot se vengeait du coup de pied qu'il avait reçu....) Il était convaincu qu'en le faisant il accomplissait un acte patriotique, et *cela se conçoit*. Comme la

plupart des Parisiens de sa classe, il avait reçu sans doute une éducation sanguinaire en assistant aux exécutions barbares dont le gouvernement donnait si fréquemment le spectacle au peuple de Paris. Il imitait le bourreau (M. Flammermont oublie que la guillotine est un don d'avènement de la Révolution).... Certes, cette mort est profondément regrettable; mais il est excessif de dire qu'elle a souillé cette grande journée. C'est un acte qui ne s'explique que trop facilement.... La foule n'avait pris aucun engagement.... C'est donc à tort qu'on accuse le peuple d'avoir manqué à sa parole; il ne l'avait pas donnée. » Tristes, pour ne pas dire pitoyables justifications! J'y trouverais des raisons pour me rallier à une phrase de M. Frantz Funck-Brentano, dont l'ouvrage sur la Bastille a le don d'irriter M. Flammermont non moins que les pages de M. Taine sur le même sujet, et qui conclut que la prise de la Bastille ne fut « qu'un acte de fourberie et de sauvagerie populacières où les plus mauvaises passions ont trouvé place. »

Quant au meurtre de Flesselles, M. Flammermont ne s'en embarrasse pas beaucoup plus : « Des hommes sérieux et modérés, comme Bailly, Pitra, Hardy, paraissent à moitié convaincus de la culpabilité de Flesselles. *Quoi qu'il en soit*, la mort du prévôt des marchands ne fut qu'un acte isolé, *inspiré suivant toute apparence par une vengeance particulière*, dont on ne saurait rendre le peuple de Paris responsable » (p. ccxlv). Le docteur Rigby et ses amis, pris d'abord d'enthousiasme, changèrent de sentiment quand ils virent les deux têtes sanglantes portées sur des piques. « C'était une vue horrible qui glaçait d'effroi les spectateurs. Elle imprimait dans leur es-

prit une idée de sauvagerie et de férocité.... Rigby et ses amis, ainsi que beaucoup d'autres citoyens, choqués et dégoûtés par cette scène hideuse, quittèrent immédiatement la rue et rentrèrent chez eux » (p. ccxlvii).

C'est ainsi que dans les considérations mêmes de M. Flammermont nous puisons des motifs de ne pas partager son enthousiasme. Enthousiasme, est-ce trop dire? Citons encore : « La prise de la Bastille fut la cause première de la suppression du régime féodal et de l'affranchissement des campagnes.... C'est la prise de la Bastille qui a fondé en France la liberté politique et civile.... On peut, sans crainte de se tromper, ranger tous ceux qui en médisent parmi les adversaires de l'ordre de choses que la Révolution a substitué à l'ancien régime.... Et pour ma part, je m'estimerai amplement récompensé des longues et pénibles recherches sur lesquelles repose ce travail, si j'ai réussi à démontrer que, loin d'avoir à en rougir, la France républicaine a le droit d'être fière de cette prodigieuse victoire du peuple de Paris et peut en fêter sans remords le glorieux anniversaire » (p. cclxxviii). M. Flammermont connaît mieux que personne, sans qu'il soit nécessaire de les indiquer ici, les faits sur lesquels s'appuient ceux qui ne partagent pas son culte pour cette date sanglante, signal de tant de violences.

En résumé, si cette introduction semble un péristyle trop vaste et disproportionné aux quelques pages intéressantes mais trop souvent inexactes de Pitra; si les conclusions en sont contestables; s'il y a lieu de démêler trop souvent, dans la critique de M. Flammermont, des préoccupations politiques qui faussent ses jugements et ses récits, il ne faut pas



moins le remercier de ces analyses qui discutent de si près tant de documents prétendus historiques. C'est d'un bon exemple, et, pour la plupart des événements de la Révolution, il est à souhaiter qu'il se rencontre des critiques aussi laborieux, à la condition de se montrer des juges moins prévenus.

VICTOR PIZARE.

**Mémoires de Chaumette sur la Révolution du 10 août 1793**, avec une introduction et des notes, par F.-A. AULARD. — Paris, au siège de la Société, 3, rue de Furstenberg, 1893, in-8 de xvi-66 p. (*Publication de la Société de l'histoire de la Révolution française.*)

Dans la courte introduction dont il a fait précéder ces mémoires, M. Aulard expose qu'il les a rencontrés aux Archives nationales, T 604, dans les papiers de Chaumette; qu'il manquait quelques feuillets au début; que M. Étienne Charavay, qui les possédait et qui les avait publiés en 1866 dans l'*Amateur d'autographes*, en a autorisé la reproduction : ce sont les dix-sept premières pages de cette édition. D'après M. Aulard, ces *Mémoires* auraient été rédigés entre le 10 août et le 20 septembre 1792, révisés et achevés à la veille des journées des 31 mai et 2 juin 1793.

Historien, Chaumette a prétendu l'être : ce serait une naïveté de croire qu'il l'ait été. Son éditeur n'y tombe pas. « N'accepte-t-il pas, dit-il, trop complaisamment certaines légendes populaires ? J'ai relevé en note quelques-unes de ses inexactitudes, et, quant à la prise du château au 10 août, il ne semble pas avoir été dans les rangs des assaillants, puisqu'à ce moment-là il siégeait à l'Hôtel de ville. » Suivent quelques

notes, extraites des papiers de Chaumette, sur le rôle de celui-ci avant la Révolution.

Gaspard Chaumette, qui prit plus tard le nom républicain d'Anaxagoras, était né à Nevers le 24 mai 1763. Son père, Pierre-Gaspard, y était maître.... le reste est effacé; M. Aulard croit pouvoir lire : bijoutier; M. Regnard dit : cordonnier. Chaumette prétendit plus tard avoir été mousse et même timonier, ce à quoi l'aurait contraint « la persécution des prêtres et des moines, sous lesquels il faisait ses études. » Cependant, en 1783, il suivait des leçons d'anatomie à l'hôpital militaire de Nevers, se laissait qualifier « chirurgien » en 1784, travaillant chez les Pères de la Charité à Nevers; devenait, deux ans plus tard, le secrétaire ou l'élève d'un médecin anglais; en 1791, il était à Paris et s'intitulait « étudiant en médecine. » C'est cet homme sans études suivies, sans profession, qui, à l'école de la presse révolutionnaire et du club des Cordeliers, devint, le 10 août, membre de la Commune insurrectionnelle, fut chargé de faire arrêter toutes les personnes suspectes et s'en alla en mission dans le Calvados, ce qui lui épargna d'assister et peut-être de prendre part aux journées de septembre, qu'avaient préparées ses arrestations. On sait qu'il fut guillotiné avec Gobel, Dillon et Lucile Desmoulins le 13 avril 1794.

Ses *Mémoires*, qui remontent au 20 juin 1792, ont peu d'intérêt et de nouveauté. Il n'y a pas à parler du style; M. Aulard en signale « l'emphase » : c'était le ton d'alors. Il ajoute que « c'est surtout un document sur l'état d'âme des Parisiens patriotes en 1792; qu'on y trouvera des renseignements nouveaux, par exemple sur l'arrivée du bataillon de Mar-

seille à Paris, sur l'attitude du district des Cordeliers, sur le rôle de Danton à la veille de l'insurrection, sur l'assemblée des commissaires des sections qui rédigeaient le vœu de déchéance » (p. II). Enfin, c'est un *document* contemporain : à ce titre, il a droit à notre attention. M. Aulard l'a annoté avec son soin ordinaire.

V. P.

**Recueil des actes du Comité de salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission,** par F. A. AULARD. Tomes IV et V. Paris, Imp. nationale (et chez Hachette), 1891-92, 2 vol. gr. in-8 de 642 et 599 p.

Voici la fin de ce volumineux recueil; après avoir parcouru ces pages, on se demande si vraiment c'était bien la peine de confier ces cinq gros volumes aux presses de l'Imprimerie nationale et de les comprendre dans la « Collection des documents inédits sur l'histoire de France publiés par les soins du ministre de l'instruction publique. » Notons que les documents n'embrassent qu'une bien courte période, celle qui s'étend du 10 août 1792 au 15 août 1793. Nous avons signalé déjà les trois premiers volumes (voir t. XLVII, p. 335; t. XLIX, p. 342; t. LII, p. 656) de la publication; indiquons brièvement ce que nous trouvons dans les deux derniers, lesquels vont du 6 mai au 15 août 1793.

Ces documents offrent deux séries principales, auxquelles vient s'en ajouter une troisième, qui occupe beaucoup moins de place que les précédentes : 1° correspondance des représentants en mission; 2° séances et actes du Comité de salut public; 3° séances du Conseil exécutif provisoire. La correspondance des repré-

sentants remplit presque toutes les pages, et encore on n'en donne souvent que des analyses. C'est ici, d'ailleurs, que l'historien trouvera le plus à glaner. Les relations des représentants à l'armée des côtes de La Rochelle et dans les départements de l'Ouest offrent un vif intérêt : on y verra quelles inquiétudes la guerre de la Vendée inspira aux terroristes. C'est Tallien qui écrit, le 6 mai, de Tours : « On a toujours cru que c'était une simple insurrection, tandis que c'est la guerre civile la plus formelle.... Les dangers sont plus pressants que jamais. » C'est Carra qui écrit, le 7, d'Angers : « Apprêtez-vous à entendre des nouvelles désastreuses. » C'est Auguis qui, le même jour, écrit de Niort : « Il paraît, citoyens mes collègues, que chacun a fait des versions différentes, qu'on a approché de la plaie sans la sonder, et qu'on l'a dite guérie sans avoir su où était le mal. Eh bien ! avec la franchise d'un républicain, je vous dis où il est : il est répandu sur plus de soixante lieues de terrain dans les départements où je suis. » C'est Tallien encore qui écrit de Tours, le 8 : « Nos dangers deviennent tous les jours de plus en plus pressants.... Le mal est à son comble, quatre des plus beaux départements de la République sont aujourd'hui en feu; plusieurs autres seront bientôt exposés aux mêmes ravages, s'il ne nous arrive pas des forces imposantes. Le nombre des brigands augmente tous les jours; ils ont des armes, de l'artillerie, des munitions. » Les rapports qui suivent (t. V, p. 88, 112, 152, 167, 194, 210, 231, 270, etc.) sont fort curieux. Ceux des représentants aux armées du Nord, des Pyrénées-Orientales, d'Italie, des Alpes, du Rhin, de la Moselle, des Ardennes, des côtes de Cherbourg et de Brest, etc.,

offrent parfois des détails caractéristiques et permettent d'apprécier les hommes et les choses. Malgré tout, on comprend que l'éditeur ait dû choisir dans ce fatras, et se borner, en avançant dans sa tâche, à ne donner que des analyses. Il faut dire qu'il est certains de ces rapports dont on aurait eu grand tort de nous priver : ainsi ceux de Fouché (t. V, pages 151, 268, 340) qui sont des modèles du genre; de Phelippeaux (*id.*, p. 171), empreint de la même exaltation révolutionnaire; de Barras et Fréron (*id.*, p. 383); de Collot d'Herbois (*id.*, p. 503), etc. Notons encore les curieux passages où l'on voit les représentants donner des ordres contraires aux décisions du Conseil exécutif (t. V, p. 9, 18); où il est question d'un chef de bataillon, le jeune Wimpfen, qui n'avait que quinze ans (p. 21); où il est fait mention d'une proposition faite au Conseil exécutif de nommer trois ministres de la guerre au lieu d'un (p. 48, 119); où l'on voit que les chasseurs du 7<sup>e</sup> régiment chantaient publiquement dans les lieux publics la complainte de Louis XVI et déclaraient hautement qu'il leur fallait un Roi (p. 103); où le représentant Garrau constate que les Bordelais veulent un Roi et la constitution de 1791 (p. 135).

G. DE B.

—  
**La Guillotine pendant la Révolution et les exécutions des arrêtés criminels**, d'après des documents inédits tirés des archives de l'État, par G. LENOTRE. Paris, Perrin, 1893, in-8 de 378 p.

Il y aurait des volumes à écrire sur le sujet qu'a entrepris de traiter M. G. Lenotre, et il faut remercier l'auteur de s'être montré sobre dans son exposé. Comme il le dit, ce n'est pas sans un sentiment de répugnance

et de malaise qu'on parcourt les pages de ce livre. Lui-même ajoute : « Ce n'est pas sans ressentir cette impression que je me suis obstiné à puiser dans les nombreux dossiers des archives de l'État les documents jusqu'à présent négligés des chercheurs et des historiens, et que je me suis efforcé de pénétrer dans ces dessous d'une sinistre horreur. » Mais il est bon de rappeler ce qui s'est passé dans notre France — le plus beau royaume après celui du ciel; — de montrer jusqu'où peut descendre une nation qui s'abandonne à de vils scélérats et qui déserte les sentiers de la foi. Grande leçon, qu'il est plus nécessaire que jamais de recueillir et dont on ne saurait trop se souvenir à l'heure troublée où nous sommes.

Mais l'auteur se défend d'avoir eu dans son récit la moindre intention politique : la conclusion sort d'elle-même de ces pages, où nous sommes mis en présence du bourreau et des victimes. *La haute justice sous l'ancien régime; les exécutions en province pendant la Terreur; les Sanson; la guillotine; le préjugé*, telles sont les divisions de l'ouvrage. M. Lenotre glisse rapidement sur les cent soixante exécuteurs que comptait la France avant 1789 et sur l'organisation de la haute justice; il arrive presque d'emblée aux décrets qui établirent auprès des tribunaux criminels un exécuteur de leurs jugements et à la situation où se trouvent placés les bourreaux, qui souvent refusent de remplir leur triste office. Il montre que les anciens exécuteurs continuèrent leurs fonctions, « et guillotinèrent au nom de la République comme ils avaient pendu au nom du Roi. » Il y eut pourtant des « bourreaux amateurs, » « travaillant par goût, par patriotisme..., par peur

plutôt. » Nous les voyons à l'œuvre, et les détails sur leur rôle sont fort curieux. Puis un long chapitre est consacré à la famille Sanson, et dans ce chapitre bonne justice est faite de toutes les fables débitées à ce sujet; nous suivons la dynastie des Sanson jusqu'à son extinction et sa fin lamentable. Dans le chapitre IV, nous sommes en présence de la guillotine: histoire, législation, premiers essais, fonctionnement, emplacement de l'échafaud, charrette des condamnés, cimetières des suppliciés, chansons sur la guillotine, culte de la guillotine, tout est passé en revue. Le dernier chapitre, *les préjugés*, est consacré à mettre en lumière la réprobation dont était frappé le bourreau, la tentative de réhabilitation qui se produisit au début de la Révolution, le sentiment d'indignation qui se manifesta après la Terreur, et le triste sort de la plupart des bourreaux en fonctions pendant la Révolution.

L. C.

**Notes sur la justice et les tribunaux à Agen, pendant la Révolution (1789-1800),** par A. DOUARCHE. Paris, Et. Charavay, 1893, in-8 de 155 pages (Extrait de la *Révolution française*).

L'histoire de la justice révolutionnaire à Paris et dans les départements a déjà fait l'objet de travaux importants ou de monographies locales, dont quelques-unes peuvent être tenues pour définitives. Les tribunaux réguliers et de droit commun, qui fonctionnèrent de 1789 à 1800, n'ont, au contraire, jamais attiré l'attention des historiens. Évidemment les sentences qu'ils ont rendues ne présentent, à aucun degré, l'intérêt poignant qu'offrent les jugements

des tribunaux révolutionnaires. Ces décisions vaudraient cependant la peine d'être recueillies et étudiées. Elles ne sauraient manquer de jeter quelque lumière sur la formation de notre droit moderne, sur notre ancien droit lui-même, car pendant une période de transition bien des questions se posent, dont la solution exige une connaissance et un examen approfondis de la législation antérieure. Il convient de se rappeler aussi que les tribunaux criminels des départements furent transformés en juridictions d'exception pour l'application des lois contre les émigrés ou les prêtres assermentés. Enfin, d'une manière générale, il peut être intéressant de rechercher quelle fut l'attitude de ces magistrats, qui, sauf ceux du tribunal de cassation, devaient leurs sièges à l'élection. Il y aurait donc matière à une étude d'ensemble, qui n'a jamais été tentée, et dont les éléments devraient, au préalable, être réunis département par département. C'est un chapitre de cette histoire que M. Douarche s'est proposé d'écrire. Malheureusement des circonstances diverses, et notamment des lacunes regrettables dans les archives qu'il a dû consulter, ne lui ont pas permis de donner à son travail l'ampleur désirable. Quoi qu'il en soit, ces simples « notes » présentent un réel intérêt, et leur mise en œuvre dénote chez l'auteur un souci louable de ne pas sacrifier à la passion politique, ce qui ne veut pas dire qu'il ait entièrement réussi à la faire taire.

M. Douarche expose d'abord le fonctionnement de la justice à Agen avant 1789 (juridictions seigneuriales et juridictions royales). Cet exposé, fort utile en soi, est peut-être un peu long, eu égard aux dimensions du vo-

lume, dont le titre excuse cependant un certain manque de proportion.

Nous entrons dans le vif du sujet, en étudiant l'organisation des tribunaux créés par la Constituante, en assistant à l'élection des juges dans les divers districts du département de Lot-et-Garonne. Il y a là une série de renseignements précieux surtout pour l'histoire locale. Au demeurant, il semble que les électeurs aient été bien inspirés dans leurs premiers choix, et que dans l'Age-nais se trouve vérifié le mot de M. Picot à propos de Paris : « L'élite des électeurs avait élu du premier coup l'élite des jurisconsultes. » M. Douarche ne dit rien du rôle des nouveaux tribunaux en matière civile. Le lecteur en est quelque peu désappointé. En revanche, l'auteur donne une statistique sommaire mais complète des crimes de droit commun jugés par le tribunal de Lot-et-Garonne, et des détails suffisants sur les procès faits aux émigrés et aux prêtres insermentés. M. Douarche, tout en la réprouvant, ne flétrit pas assez énergiquement la rigueur odieuse des lois révolutionnaires. Qu'importent quelques acquittements quand toute condamnation à mort est une iniquité ? M. Douarche se montre fort dur pour les émigrés, mais, parmi eux, combien ne portèrent jamais les armes contre leur pays et ne sortirent de France qu'à la dernière extrémité, pour échapper à des vexations répétées et pour n'être pas emprisonnés comme suspects ? C'est en semblable matière qu'il convient de multiplier les distinctions, pour faire équitablement la part des responsabilités et ne pas perpétuer ce que M. de Vogüé, si je ne me trompe, a fort bien appelé « le malentendu de l'émigration. » R. DELACHÈNE.

**Cathelineau généralissime de la grande armée catholique et royale** (13 mars-14 juillet 1793). Réponse à M. Célestin Port, par l'abbé Eugène BOSSARD, docteur ès lettres. Paris, Lamulle et Poisson; Niort, L. Clouzot, 1895, in-8 de xiv-295 p.

Un siècle s'est écoulé depuis la grande insurrection vendéenne, et les attaques passionnées qu'elle a soulevées, loin de se calmer, semblent au contraire être devenues plus ardentes et plus vives aux approches du centenaire de 1793. La vieille accusation jacobine portée contre les paysans, victimes des intrigues des nobles et du fanatisme des prêtres, est toujours debout. Dans de récents ouvrages : *La Vendée angevine* et *La légende de Cathelineau*, M. C. Port, archiviste de Maine-et-Loire, a soutenu de nouveau cette thèse d'un vaste complot fomenté par les gentils-hommes et les émigrés, et s'est efforcé d'enlever à l'insurrection son caractère essentiellement populaire, en dissimulant et en atténuant le rôle joué, dès les débuts de la guerre, par Jacques Cathelineau : « Cathelineau n'a pas commencé la guerre, n'a jamais été général en chef de l'armée d'Anjou; le brevet qui constate cette nomination est l'œuvre d'un faussaire. » Telles sont les audacieuses affirmations que M. l'abbé Bossard s'est donné pour mission de réfuter; il l'a fait avec un rare bonheur, et l'on peut dire qu'il a exécuté de main de maître l'archiviste de Maine-et-Loire. M. l'abbé Bossard répond tout à la fois aux allégations de *la Vendée angevine* et de *la Légende de Cathelineau*; il s'appuie sur les *Mémoires* récemment publiés de B. Poirier de Beauvais, général de l'artillerie vendéenne, pour établir que, contrairement aux dires de M. Port, il n'exis-

tait aucune relation entre la Vendée et les émigrés, et même qu'au début de la guerre, il répugnait aux Vendéens d'en établir. Dans l'armée vendéenne, comme le prouve l'abbé Bossard, « l'élément peuple ne se laisse jamais absorber par l'élément noble, » et il cite la fière réponse de Cathelineau à certains gentilshommes qui prétendaient faire prévaloir leur avis dans le Conseil : « Messieurs, en vous tirant de prison et en vous associant avec nous, nous n'avons pas eu l'intention de nous donner des maîtres.... » Ce trait, il est vrai, est rapporté par l'abbé Cantiteau, et l'abbé Cantiteau, en sa qualité de « saint prêtre, » inspire à M. Port une invincible défiance; bien plus, l'abbé Cantiteau, curé de Pin-en-Mauges, est à ses yeux le « maître chanteur (?) » de « l'officine » duquel est sortie toute forgée la légende de Cathelineau, « subrepticement introduite dans le manuscrit de Berthre de Bourniseaux. » La fable inventée par lui est acceptée non seulement par Berthre lui-même, mais par M<sup>me</sup> de la Bouère, témoin oculaire des origines de l'insurrection; par Poirier de Beauvais, dès l'année 1796; par Coulon, Savary, Vial. Trompant « historiens, amis, ennemis, prêtres, paysans, nobles, républicains et royalistes, sous son influence secrète, chacun semble ou avoir perdu la mémoire ou avoir perdu la conscience.... » Et ce n'est pas tout encore : Cantiteau, enorgueilli d'un si beau succès, a voulu laisser une pièce authentique à l'appui de ses mensonges, et il fabrique le faux brevet confiant à Cathelineau le titre de général en chef.

Il existe plusieurs copies plus ou moins exactes du document du 12 juin 1793, constatant l'élection de Cathelineau comme généralissime de

l'armée catholique et royale. L'une de ces copies a été reproduite en facsimilé par le *Figaro* dans son numéro du 3 septembre 1892, et c'est celle qui a exercé la critique de MM. Aulard et Et. Charavay. Ils n'ont pas eu de peine à faire ressortir la différence sensible de ce texte avec celui déjà donné par Johanet en 1840, dans son ouvrage : *La Vendée à trois époques*; quant à l'épreuve photographique examinée par M. Port, outre qu'il y constate dans l'écriture « un enfantin gondolement, » — « quel paysan, s'écrie-t-il, s'est employé à ce factum de réduction baroque et d'orthographe excentrique....; à d'autres la discussion d'un pareil fatras !... » Moyen commode de couper court aux difficultés. M. l'abbé Bossard donne, en tête de son livre, une photogravure du document en question : l'écriture, fortement altérée et presque effacée par l'humidité, ne présente rien « d'enfantin, » et rappelle celle des documents de l'époque; M. l'abbé Bossard croit y reconnaître celle de Lescure, et, dans tous les cas, il y retrouve son orthographe. La différence dans la nuance de l'encre employée pour la signature, que M. Port reconnaît « autographe, » s'explique par l'adhésion donnée après coup par certains chefs. L'examen de ce document, auquel M. Port dédaigne de procéder, vient donc confirmer toutes les attestations qui s'accordent à reconnaître à Cathelineau le titre de généralissime. Il y a vraiment plaisir à suivre l'abbé Bossard dans son argumentation serrée et vigoureuse. Aux hypothèses de son adversaire, à son procédé de démonstration par supposition, il oppose les témoignages formels et précis des survivants de la guerre, des auteurs des *Mémoires* contemporains, qui ruinent par la

base le système si péniblement édifié par M. Port. Enfin, M. l'abbé Bossard fait bonne justice des prétentions littéraires de l'honorable membre de l'Institut. Les phrases qu'il cite (et il aurait pu multiplier les exemples), sont écrites dans ce style que Voltaire qualifierait de double et triple galimatias. Dans tous les cas, elles justifient mal le dédain de M. Port pour la manière d'écrire de ses devanciers.

DENTS D'AUSSEY.

**Le 18 fructidor.** Documents pour la plupart inédits, recueillis et publiés pour la Société d'histoire contemporaine par Victor PIERRE. Paris, Alph. Picard, 1893, in-8 de xxxvi-516 p.

La Société d'histoire contemporaine a rendu un véritable service à l'histoire de notre pays en publiant ce recueil de documents sur la fatale journée du 18 fructidor an V. Ce coup d'État militaire, en établissant la dictature des directeurs, et jetant les esprits dans un profond découragement, a rendu pour longtemps impossible en France un régime vraiment libéral; mais il a retardé le rétablissement de la liberté religieuse, et pour bien longtemps encore celui de la royauté, et sans lui le 18 brumaire n'aurait pas eu lieu; aussi les révolutionnaires, et presque tous les libéraux à leur suite, se sont associés aux bonapartistes pour tromper le public sur son véritable caractère et pour jeter un voile sur ses odieuses conséquences. M. Victor Pierre, qui, dans son important ouvrage *La Terreur et le Directoire*, a mis au jour tant d'actes odieux de la tyrannie fructidorienne, était naturellement désigné pour composer ce recueil. Laissant de côté certains documents très connus, il l'a formé très heureusement avec de nombreuses

pièces inédites, en ajoutant d'autres fort peu connues et très dispersées.

Le recueil commence par des correspondances empruntées aux archives du ministère de la guerre, qui montrent la préméditation du coup d'État militaire, et les tentatives de Hoche pour introduire par surprise des troupes dans Paris. Viennent ensuite quelques lettres fort intéressantes et entièrement inédites de Matthieu Dumas, membre des Anciens, l'un des chefs des modérés: elles sont adressées à Moreau, qui attendait alors les événements. Les fructidoriens ont accusé impudemment les victimes de leur coup d'État d'avoir conspiré contre le Directoire, comme les envahisseurs des Tuileries, au 10 août, ont accusé Louis XVI d'avoir conspiré contre eux, comme les septembriseurs ont accusé les prisonniers des Carmes et de l'Abbaye d'avoir conspiré pour les égorger. Cette correspondance fait connaître l'état d'esprit des modérés, menacés alors de proscription; elle montre la conscience (on peut dire la naïveté) avec laquelle ils cherchaient, en se défendant, à éviter non seulement tout ce qui aurait été réellement inconstitutionnel, mais encore ce qui leur aurait valu injustement cette accusation, de la part d'adversaires qui violaient la constitution sans la moindre vergogne.

Trois directeurs Barras, Rewbell, La Révellière, se réunissent en séance permanente le 17 fructidor au soir, et prennent une série d'arrêtés pour faire envahir nuitamment les Tuileries, déporter leurs collègues Carnot et Barthélemy, et épurer les Conseils. Le lecteur a sous les yeux, d'après le registre du Directoire, le procès-verbal de cette fameuse séance permanente, rédigé par les conspirateurs eux-mêmes, et le texte de leurs arrêtés.

Les documents concernant les déportations et les exécutions qui eurent lieu à la suite du coup d'État remplissent la plus grande partie du volume. Le 19 fructidor, deux directeurs et soixante-trois députés ou hommes politiques (dont six régicides) furent condamnés nominativement à la déportation ; le lendemain, les directeurs et rédacteurs de quarante-deux journaux furent également frappés. En outre tout prêtre quelconque, catholique ou constitutionnel, pourra désormais être déporté sur un ordre du Directoire : et en deux ans il y eut au moins huit mille arrêtés de déportation ! Le Directoire avait depuis quelque temps pris des mesures pour déporter au moment convenable ceux qu'il lui plairait proscrire. On trouvera des documents intéressants sur le voyage des malheureux déportés de Paris à Rochefort en cages de fer.

Mais il importe de rappeler qu'une véritable terreur a suivi le 18 fructidor. Ses auteurs ne se contentèrent point de la guillotine sèche, mais établirent des commissions militaires qui immolèrent de nombreuses victimes. Révolutionnaires, libéraux, bonapartistes, ont affecté d'ignorer leur existence, et le gros du public croit encore que les Directeurs se sont bornés à déporter en Guyane. Des commissions militaires ont siégé à Paris et dans trente et une villes, et en dix-huit mois elles ont prononcé cent cinquante-huit condamnations à mort, dont quarante et une contre des ecclésiastiques qui n'étaient que déportés et nullement émigrés rentrés, et plusieurs femmes. On est profondément ému par la simple lecture de certains interrogatoires et jugements. M. Victor Pierre s'est livré à de longues et minutieuses recherches pour retrouver ces condamnations ; mais il est

fort possible qu'il en reste encore d'autres à mettre au jour, car beaucoup de pièces officielles se rapportant à la Terreur fructidorienne ont été détruites à dessein. Il faut que la lumière soit faite complètement sur le coup d'État du 18 fructidor et les deux années de Terreur hypocrite qui l'ont suivi.

LUBOVIC SICIOT.

**Dix ans de la vie d'une femme pendant l'émigration. Adélaïde de Kerjean, marquise de Falaiseau**, d'après des lettres inédites et des souvenirs de famille, par le vicomte DE BROU. Paris, Plon, 1893, in-8 de ix-344 p.

Ce livre est en réalité l'histoire d'une famille royaliste pendant la Révolution et l'Empire. Des souvenirs incomplets et de plusieurs mains, des lettres échangées, à travers une frontière bien gardée, entre les pros crits du dehors et ceux du dedans, ont fourni la principale trame de ce récit. Ces fragments, très intéressants à connaître, auraient pu être allégés çà et là de quelques pages, plus modernes de ton, consacrées à l'émigration en général et empruntées à des auteurs connus, Chateaubriand, Taine, E. Daudet, Forneron, etc. ; ce sont de véritables digressions au milieu de ce « livre de raison » de l'exil. En revanche, le livre de M. de Brou montre une fois de plus, et abondamment, combien on était divisé, dans le sein même d'une famille, sur la question de l'émigration ; avec quels regrets on s'arrachait à la France ; au prix de quels périls on se hasardait à y rentrer ; quelles leçons d'économie le malheur avait introduites dans les ménages (cf. les budgets des pages 21 et 304) ; combien peu d'illusion enfin avaient, dès le premier



jour, sur le succès de leur cause, les chevaliers errants de la royauté française. (V. la lettre du 18 février 1792, p. 57.)

Le plus curieux chapitre est sans contredit le chapitre VI, où nous voyons M<sup>me</sup> de Falaiseau à Amsterdam à la veille de l'entrée des républicains, près d'accoucher, abandonnée par les siens aux soins chèrement achetés d'une famille suisse, livrée à toutes les douleurs physiques, à toutes les angoisses morales. Son récit est touchant et plein de détails caractéristiques; il se termine par ce trait : - Nous avons éprouvé plus de services des carmagnoles que de tous les Hollandais de cette classe réunis. -

On aurait pu corriger ça et là quelques noms estropiés par la plume de M<sup>me</sup> de Falaiseau, remplacer *Neuwicz* par *Neuwied* (p. 75), *Malvaigne* par *Malseigne* (p. 83), *Phaff* par *Pfaffenhofen* (p. 210). Tel qu'il est, cet ouvrage ne mérite pas seulement le « facile suffrage des amitiés fidèles » dont se contenterait la modestie de l'auteur, mais encore celui des esprits droits et curieux qui tiennent à connaître de près, dans la lutte victorieuse de la Révolution contre l'ancien régime, l'histoire morale des vaincus.

L. P.

**Le général baron Merle, 1766-1830. Notice biographique,** par Aug. BRAQUEHAY. Paris, librairie militaire Ed. Dubois, 1893, in-8 de 260 p.

Le baron Merle est un de ces vaillants soldats de la République et de l'Empire qui ont conquis leur gloire sur tous les champs de bataille de l'Europe. Né en Picardie, à Montreuil, mais bientôt transporté dans le Midi,

T. LV. 1<sup>er</sup> JANVIER 1894.

à Faugères, près Béziers, dont son père était originaire, le jeune Merle eut de bonne heure la vocation militaire; à quinze ans il s'engageait dans le régiment de Foix; obligé de quitter le service à la suite d'une maladie violente, il s'engageait de nouveau deux ans plus tard; il était fourrier en 1789, sergent-major en 1792. Dès lors la Révolution allait lui ouvrir une brillante carrière. Merle est partout où l'on se bat : aux Pyrénées, où il gagne les épaulettes de général de brigade; dans la Vendée, que par sa modération il contribue à pacifier, comme Hoche; à l'armée des Alpes avec Kellermann. Un moment disgracié après le 18 fructidor, il reçoit un nouveau commandement après le 18 brumaire, va au camp de Boulogne, fait la campagne d'Autriche et reçoit à Austerlitz le grade de général de division. Il est un des plus intrépides et un des plus habiles généraux de la guerre d'Espagne et de la guerre de Portugal; pendant quatre ans, de 1808 à 1812, il prend part à toutes les principales affaires de cette rude et désastreuse campagne, avec Moncey, Bessièrès, Soult, Ney, Masséna, et ne quitte la péninsule que pour commander une division du 2<sup>e</sup> corps d'armée dans la déplorable expédition de Russie. Par son héroïque résistance, il assure le passage de la Bérésina; mais, épuisé par la fatigue et la maladie, il est obligé de rentrer en France pour se reposer. Repos bien court, car il faut bientôt retourner au combat contre les alliés qui poursuivent à outrance Napoléon. Chargé de défendre la Hollande, Merle lutte jusqu'au bout, et ne rend les armes que sur l'ordre de Louis XVIII proclamé roi. Il se rallie alors loyalement aux Bourbons, accompagne le duc d'Angoulême, qui veut, dans le Midi,

21

s'opposer à la marche triomphante de Napoléon revenu de l'île d'Elbe, s'efforce en vain de diriger et de protéger le prince, et ne consent à accepter un commandement de l'Empereur que lorsque le roi a définitivement quitté la France. Après les Cent-jours il sollicite sa retraite, et se retire en Provence, où il meurt en 1830.

Telle est cette vie, si bien remplie et si héroïque, que M. Aug. Braquehay a racontée dans des pages pleines d'intérêt et d'émotion; nous le remercions d'avoir tiré de l'oubli où elle risquait d'être ensevelie cette noble et loyale figure, et après avoir lu son livre nous n'avons qu'un étonnement, c'est qu'après tant de preuves de vaillance et d'habileté l'intrépide général n'ait pas eu ce bâton de maréchal de France, donné à tant d'autres qui ne le valaient pas.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

**Manuel historique de politique étrangère**, par Émile BOURGEOIS. T. I. *Les origines*. Paris, E. Belin, 1893, in-12 de viii-604 p.

Ce premier volume, intitulé : *Les origines*, conduit jusqu'à 1789. On le lira avec profit et agrément; mais aujourd'hui un livre d'histoire est rarement isolé d'une thèse. La thèse de M. Bourgeois — au moins pour le xviii<sup>e</sup> siècle — c'est que « catholique » serait synonyme d'ennemi de la France : ce n'est pas l'opinion de tout le monde. L'auteur fera aussi accepter difficilement que Calvin soit « le père de la prose française » (p. 8). Villehardouin, Froissart, Commines et tant d'autres écrivaient-ils en turc? Calvin n'a pas plus engendré la prose que Villon n'a débrouillé l'art de nos vieux romanciers, qui n'était pas du tout confus. De même, la France n'a pas attendu

l'année 1789 pour devenir « une nation » (p. 589).

Quelques chapitres du livre sont particulièrement bien traités. Ainsi l'auteur fait ressortir ce qu'avait de décousu et de contradictoire la diplomatie, officielle ou secrète, de la France, acharnée encore au xviii<sup>e</sup> siècle contre la maison d'Autriche. La France, remarque M. Bourgeois, aurait dû voir que c'était favoriser la Prusse. Sans doute, mais il était trop tard. Il n'aurait pas suffi de voir au xviii<sup>e</sup> siècle (p. 460); il fallait prévoir au xvii<sup>e</sup>. Depuis 1648, la Prusse était faite : si le Brandebourg avait failli, il en eût surgi un autre : on avait semé en 1648 de la graine de grand État protestant. Assurément était-il difficile alors de percevoir clairement l'avenir; mais il y a, pour diriger les nations, des normes autres que l'intérêt apparent du jour, et souvent plus salutaires à la fin. L'aumônier du comte d'Avaux l'a très bien formulé dans le sermon sur la Passion; mais il n'était plus temps. La tentative du P. Joseph en 1631 avait eu, cependant, sa valeur. Et d'un autre côté, est-on en droit de s'étonner que Léopold d'Autriche ait fait alliance avec les protestants contre Louis XIV et les catholiques (p. 153), quand on a applaudi la même chose en Richelieu? Tous les deux ont travaillé pour le roi de Prusse, et je ne vois pas clairement que c'ait été pour la France la continuation de la politique de Henri IV (p. 25).

Je me plains, du reste, à rendre à M. Bourgeois cette justice, que — sauf l'éblouissement assez général sur la politique protestante de Richelieu — il s'élève avec énergie contre la politique des appétits et des intérêts piétinant le droit. C'est dans ce sentiment très français qu'il flétrit,

comme il convient, les ruses et les perfidies systématiquement dressées contre la Pologne, dont l'existence ne menaçait personne. Si elle est tombée, c'est qu'on l'a poussée : elle le fut par la duplicité de Catherine II, la faiblesse de Marie-Thérèse, et surtout la coquinerie de Frédéric le Grand. M. Bourgeois signale que la protection des protestants était une fumisterie prussienne (p. 537). La Pologne était viable. Si elle n'avait pas de frontières matérielles contre ses voisins, ceux-ci n'en avaient pas non plus contre elle. Les plaines de la Vistule ne sont pas plus la continuation de la Sprée et de la Wartha, que cette dépression n'est la continuation des plaines de la Vistule (p. 569). Géographiquement, c'est la même chose ; mais il s'agit bien de la géographie quand on a affaire, suivant une expression fort juste de M. Bourgeois, à l'un de ces États avides et despotiques que la Réforme a agrandis (p. 545) !

Je présenterai, en terminant, quelques observations de détail. Le rapt de la Boukovine ne se rattache ni à Kutchuk-Kainardji, ni à la Podolie (p. 540). Ce serait plutôt à la Pocucie, qui n'y avait, du reste, pas plus de droit, et la Boukovine était une province moldave. Cette affaire est exposée avec quelque détail dans le *Voyage de Paris à l'île des Serpents* (Leroux, 1876) : tous les documents sont consignés dans la collection d'Hurmuzaki, que publie l'Académie roumaine de Bucarest. — Le tsar russe n'est pas pontife ; il n'a jamais exercé aucune attribution sacerdotale (p. 16). — Les tsars n'ont jamais voulu la croisade : le P. Pierling l'a démontré. En cherchant bien, on rencontrerait peut-être encore quelques erreurs aussi vénielles ; mais, pour approfondir dans

le menu toutes les questions étrangères du monde entier, il faudrait plusieurs générations ; je constate que le *Manuel* de M. Bourgeois a été fait avec beaucoup de soin et témoigne d'un travail considérable.

A. D'AVRIL.

**La France et l'Italie devant l'histoire**, par Joseph REINACH. Paris, Alcan, 1893, in-8 de 245 p.

Voici un livre d'actualité et un livre politique ; et cependant il porte la marque d'un historien bien averti, à l'esprit généralement juste et aux vues souvent hautes. D'un pareil livre il convient sans doute de considérer surtout les lignes générales ; mais cela ne veut pas dire que les détails en soient à dédaigner. Sauf exceptions, la substance historique est solide et de bonne origine. Sans doute, ce « discours, » — car c'en est un, — ne plaira pas en toutes choses à nos susceptibles voisins d'Italie ; mais ils seront du moins mal venus à dire que l'auteur connaît mal leur pays et ne l'a pas suffisamment étudié. Les Français qui connaissent bien l'Italie sont rares assurément, — moins rares pourtant que les Italiens qui connaissent bien la France. Les deux pays ne peuvent que gagner à se mieux connaître. M. Joseph Reinach fait voir combien leurs destinées sont liées dans l'histoire ; il montre en combien de circonstances la France a rendu service à l'Italie ; il ne laisse pas ignorer non plus combien naturelles, sinon légitimes, sont certaines rancunes de l'Italie contre la France : car il est naturel de ne pas aimer son sauveur et d'accepter avec amertume l'intervention, même bienfaisante, de l'étranger.

Quoi qu'il en soit, il est très clair

que l'Italie, depuis la naissance de l'Empire germanique, a sans cesse oscillé entre l'influence allemande et l'influence française; il paraît tout aussi clair à qui a médité l'histoire, que du côté de l'influence française ont toujours été les véritables intérêts de l'Italie. Car les questions italiennes aujourd'hui posées le sont depuis des siècles. Plus que nulle part ailleurs, l'histoire, en Italie, ne fait que se répéter. Il est impossible de rien comprendre aux événements contemporains en Italie, si l'on est étranger à ce sentiment que M. Reinach a qualifié heureusement « l'archéologie politique. » Lorsque Napoléon, ceignant la Couronne de Fer, osait écrire, — car il l'a écrit! — *Je suis Charlemagne*, il exprimait une idée historiquement vraie. Et lorsqu'on voit Guillaume II descendre à Naples pour y passer en revue ses contingents italiens, n'est-on pas amené à se souvenir que, dans des intentions tout analogues, les Henri VII et les Charles IV jadis visitaient leurs provinces transalpines? L'Italie est aujourd'hui Gibeline, et le *misogallisme* de M. Crispi (excusez la comparaison) n'est pas plus aigu que ne fut, au *xiv<sup>e</sup>* siècle, celui de Pétrarque. C'est une vieille histoire que cette histoire d'aujourd'hui.

Aussi le spectacle des grandes oscillations politiques de l'Italie et les leçons qu'il en faut tirer devaient-ils frapper l'esprit d'un politique philosophe. Je ne puis dire qu'en toutes choses j'accepte la philosophie de M. Reinach; je sens souvent que nous venons d'origines et de doctrines opposées; je n'en suis que plus à l'aise pour constater ses mérites, et louer en particulier sa grande liberté d'esprit vis-à-vis des préjugés courants. Plus d'un parmi ses amis politiques

aura pu être surpris de lui voir donner tant de louanges au « grand dessein » que Henri IV avait formé pour le bonheur de la France; de trouver en lui un admirateur passionné de Richelieu, qu'il nomme « l'incomparable cardinal. » Pour Mazarin aussi il est plein de justice; il corrige, d'après des renseignements souvent inédits, le portrait ou plutôt la caricature du cardinal, que tant de gens acceptent comme authentique.

La meilleure partie du livre de M. Reinach est assurément la dernière. Depuis Charles VIII, pour l'histoire duquel il fait bon usage du beau livre de M. François Delaborde, jusqu'à la fin du *xviii<sup>e</sup>* siècle, son récit est d'une large venue, ses renseignements de premier choix, procurés souvent par un intelligent usage des Archives des Affaires étrangères. Il connaît bien cette Italie des *xvi<sup>e</sup>*, *xvii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles, cette « nation de luxe, » si j'ose dire, en qui tout souvenir des grandeurs et des générosités passées semblait perdu à jamais. Quelques pages sont tout à fait brillantes, par exemple le récit entraînant et plein de verve des révolutions napolitaines au *xvii<sup>e</sup>* siècle; ou bien le tableau exact et cruel de l'accroissement de la maison de Savoie.

Si je dois noter les défauts, je les trouverai dans une forme de style trop constamment oratoire, un certain goût romantique pour les antithèses, telles que celle-ci : « Quand Baronius triomphe..., le Tasse est en prison. » Pourquoi le noble érudit et le grand poète n'eussent-ils pas pu fleurir de la même floraison ?

J'ajoute que toute la partie du livre qui a trait au moyen âge est faible et construite de renseignements surannés. Le tableau du *xiv<sup>e</sup>* siècle notamment est déparé par de nombreux

ses erreurs. Il paraît difficile, par exemple, de croire aujourd'hui encore aux fables de Ferreto de Vicence sur la mort de Boniface VIII, et, après la discussion de Rabanis, bien peu de gens, je pense, peuvent admettre la réalité de l'entrevue dite « de Saint-Jean-d'Angély » entre Philippe le Bel et Bertrand de Got. — A ce même tableau du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, une inclination personnelle me porte à regretter une lacune. Ce Père des lettres, ce patron de Pétrarque et de Boccace, Robert de Naples ne méritait-il pas une place d'honneur parmi les Français qui ont bien mérité de l'Italie ?

H. C.

**Histoire de l'Abbaye et de la Terre de Saint-Claude**, par Dom P. BENOÎT. Paris, A. Picard, 1892, 2 vol. gr. in-8 de vii-672 et 1009 p., illustrés de 267 fig. et 24 planches, plans et cartes hors texte.

Œuvre considérable, la plus importante publiée jusqu'ici sur ce coin de province presque ignoré de nos jours et qui, cependant, a eu jadis une célébrité européenne. M. l'abbé de Ferroul-Montgaillard a bien donné, en 1854, une *Histoire de l'abbaye de Saint-Claude*, mais le travail de Dom Benoit lui est à tous égards supérieur, quoique, à la vérité, nous le trouvions parfois un peu alourdi par la longueur de détails spéciaux qui n'intéresseront que les érudits.

Fondée au commencement du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle par saint Romain et saint Lupicin, l'abbaye de Condat, qui devait prendre plus tard le nom de saint Oyend, et, en fin de compte, garder celui de saint Claude, ne tarda pas à occuper parmi les grands établissements religieux et d'instruction de la catholicité une place des plus honorables, son développement ayant été

providentiellement favorisé par de pieux souverains, empereurs d'Allemagne, comtes et ducs de Bourgogne, rois d'Espagne et rois de France.

A l'époque (<sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle) où saint Claude, archevêque de Besançon, renonça à ses hautes dignités ecclésiastiques pour revêtir l'humble robe de moine à Saint-Oyend, le bourg qui s'était bâti à l'ombre du monastère apparaissait déjà important et florissant. Il l'était davantage encore lorsque mourut saint Claude, devenu abbé. Les nombreux miracles qui se produisirent au tombeau de saint Claude et la reconnaissance des populations du Haut-Jura firent que son nom resta à l'abbaye, à la ville et à toute la région environnante.

Il nous faudrait nombre de pages pour retracer, même sommairement, d'après Dom Benoit, l'histoire des luttes, des grandeurs et de la décadence du monastère et des pays qui en relevaient. Il nous suffira de dire, en engageant nos amis à lire ce savant, curieux et édifiant ouvrage, que la création de saint Romain et de saint Lupicin s'est maintenue, malgré les vicissitudes politiques et militaires, jusqu'un peu avant l'ouragan révolutionnaire qui emporta, comme tant d'autres, le siège épiscopal inauguré moins d'un demi-siècle auparavant (1742). Cet évêché de Saint-Claude, rétabli depuis, avait été institué en remplacement d'un monastère qui avait brillé d'un éclat exceptionnel par la sainteté et la science de ses moines, mais qui, aussi, ayant dévié, surtout en ses derniers temps, s'était lentement acheminé vers une ruine que, d'accord, le Pape et le Roi avaient en quelque sorte conjurée en le supprimant. La Terre de Saint-Claude, qui a produit tant de saints et tant de

grands hommes, a été le théâtre, il y a un siècle, de scènes de sauvagerie et d'impiété inouïes : réaction du mal contre le bien. C'est ainsi, notamment, que quelques audacieux sectaires ont arraché à son tombeau l'illustre bienfaiteur du pays, saint Claude, et ont jeté ses reliques, à un fragment près, dans un feu sacrilège auquel, cinq ans plus tard (19 juin 1799), répondait un incendie terrible anéantissant la cité qui n'avait rien fait pour s'opposer à une telle profanation.

L'ouvrage de Dom Benoît nous conduit rapidement, à travers les événements suivants, presque jusqu'à l'heure présente ; il se clôt par le tableau des désastres occasionnés par le cyclone du 19 août 1890, dans lequel plusieurs ont cru voir les effets d'une colère que les habitants de Saint-Claude n'ont point encore suffisamment apaisée.

Pour conclure en deux mots, nous dirons que le livre de Dom Benoît, amplement illustré, se recommande de lui-même à tous les travailleurs qu'intéressent ou l'histoire de la Franche-Comté ou celle de l'Église.

SEQUANIO.

**Le Culte à Pesmes, notes historiques**, par E. PERCHET, ancien juge de paix à Pesmes. Gray, Gilbert-Roux ; Besançon, A. Jacquard, 1893, gr. in-8 de 403 p., avec grav., un plan et deux cartes.

Le titre de ce livre ne laisse guère soupçonner la quantité de détails curieux et intéressants qu'il renferme non seulement au point de vue de l'histoire religieuse en Franche-Comté, mais aussi sous le rapport des mœurs et des coutumes locales. Pour mener à bien une telle étude, il a fallu à M. Perchet autant de persévérance

que de sagacité. Il a compulsé les archives communales de Pesmes et celles des départements du Doubs et de la Haute-Saône ; il a eu recours également, chaque fois que cela a été nécessaire, à certains travaux déjà imprimés et qui jouissent d'une réputation méritée. Cet important volume, il convient de le remarquer, n'est guère, d'après la propre expression de l'auteur, que la préface d'un travail plus considérable, actuellement en voie de préparation : l'histoire de la seigneurie de Pesmes. Quelques gravures, un plan et deux cartes du territoire éclairent utilement le texte. M. Perchet, il faut le désirer, donnera bientôt suite à son projet ; mais dès maintenant l'on peut juger, par les pages que nous venons de lire, de ce que sera l'œuvre future.

SEQUANIO.

**La Fondation de l'Université de Douai**, par Georges CARDON, professeur agrégé d'histoire au collège Rollin, docteur ès lettres. Paris, F. Alcan, 1892, in-8 de iii-543 p.

L'ouvrage de M. Cardon constitue une des contributions importantes apportées dans ces dernières années à l'histoire de l'enseignement supérieur. L'auteur s'y montre fort compétent et il est parfaitement informé. Les belles archives municipales et les manuscrits de la Bibliothèque de Douai lui ont fourni des documents innombrables, et il a fait également d'heureuses recherches à Lille, à Orléans, à Paris et à Bruxelles. Son livre est entièrement écrit sur pièces.

Le plan en est bien entendu. D'une part l'histoire très complète et minutieusement établie de la fondation ; de l'autre une étude détaillée de l'organisation administrative et

scolaire de l'université. Il est très désirable que, dans un autre volume, M. Cardon en retrace les annales jusqu'à l'heure des grandes destructions révolutionnaires, car bien moins que la plupart des institutions analogues elle avait été atteinte au XVIII<sup>e</sup> siècle, par la décadence universelle du haut enseignement dans notre pays.

M. Cardon a fait les plus louables et généralement les plus heureux efforts pour arriver à l'impartialité objective complète. Je n'aurais guère à lui reprocher qu'une seule phrase, la dernière, qui réédite un vieux cliché sur l'incompatibilité prétendue entre « l'esprit exclusivement catholique » et « l'esprit d'initiative scientifique. » On peut donc louer largement son œuvre au point de vue du fond et de la disposition générale des matières. La composition et le style donneraient plus de prise à la critique. Les chapitres sont bien longs, malgré d'ingénieuses subdivisions, et surtout ils sont touffus, envahis par des détails innombrables et une masse de menus faits trop souvent mis en égale valeur et lumière. Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, que, dans les ouvrages de ce genre, cet écueil est très difficile à éviter, et c'est pour cela sans doute qu'ils n'atteignent à peu près jamais le grand public. Quand on se résout à traiter de tels sujets, il faut s'attendre à voir l'œuvre sur laquelle on a peiné, exclusivement appréciée dans un cercle restreint de spécialistes et de lecteurs exceptionnellement sérieux.

Le livre de M. Cardon ne se prête pas, dans un compte rendu comme celui-ci, à une analyse détaillée. Il faudrait bien des pages pour donner l'idée de tout ce qu'on y pourra apprendre. Je dirai seulement que la première partie nous renseigne abondam-

ment et sûrement sur les longues négociations engagées entre le Magistrat de Douai, les évêques et abbés des Pays-Bas, le Saint-Siège, l'empereur Charles-Quint, le roi d'Espagne Philippe II, pour parvenir à l'érection d'une université de langue française qui, dans la pensée de ses fondateurs, devait être un des moyens les plus efficaces pour combattre la prétendue réforme et soustraire les sujets espagnols des provinces belgiques à la contagion de l'hérésie dont la plupart des hautes écoles de France, de Suisse et d'Allemagne étaient plus ou moins infectées; qu'après des efforts longtemps infructueux, en raison surtout de l'hostilité des docteurs de Louvain, Douai obtint gain de cause; que la ville et les abbayes voisines s'imposèrent de grands sacrifices, nécessaires pour rendre viable l'œuvre commencée; que, dès les premiers temps, elle fut solidement établie et fortement constituée; que toujours elle fut fidèle à sa mission et fut un des meilleurs instruments de la contre-réforme catholique.

Quant à la seconde partie, elle a une réelle importance pour les hommes que préoccupent les questions graves relatives à l'organisation de l'enseignement supérieur. Université complète, Douai calqua ses règles et ses usages sur ceux de Louvain. M. Cardon ne nous laisse rien ignorer de tout ce qui regarde l'administration générale et les officiers du corps universitaire, les facultés, les maîtres, les étudiants, les collèges nombreux de boursiers et les collèges d'enseignement proprement dit qui leur donnaient le gîte, le vivre et les leçons. Bien entendu, les questions proprement pédagogiques (cours et examens) ne sont pas oubliées.

Fort bon livre en somme et l'un des

meilleurs de la collection déjà considérable qu'on pourrait former avec les travaux publiés depuis vingt-cinq ans sur l'histoire de l'enseignement en France avant la Révolution.

B. ALLAIN.

**Histoire du pays de Villequiers en Berry**, par Max DE LAUGARDIÈRE, ancien magistrat. Paris, Alph. Picard, 1892, in-8 de iv-433 p.

L'histoire du pays de Villequiers est une monographie sérieuse et savante. Elle est l'œuvre d'un éminent magistrat, condamné à la retraite par la persécution religieuse, et qui veut rendre ses loisirs utiles à son pays. Étudiant avec amour cette partie du Berry, il en suit les destinées à travers les âges. Il y recherche les traces de la station militaire créée par les Romains, des centaines établies par la domination franque. Il retrouve ensuite le pays de Villequiers durant la période féodale, comme comté de Montfaucon, attribué plus tard par héritage aux comtes de Sancerre. Il examine ce qu'il devint, acquis par les Condé, puis par les ducs d'Aumont, qui le transmirent aux Le Tellier, marquis de Villequiers. Ceux-ci lui donnèrent son nom, et le conservèrent jusqu'à la Révolution.

A ces diverses époques, l'auteur décrit avec soin l'organisation religieuse, administrative et judiciaire de la contrée, les fondations pieuses des seigneurs, la situation économique et financière.

Sans sortir du cadre limité qu'il s'est tracé, l'historien de Villequiers apprécie par quelques sobres et judicieuses observations les faits de l'histoire générale dans la contrée décrite : les invasions franque et normande, leur influence sur l'organisa-

tion féodale et ses modifications; les croisades, avec leur enthousiasme religieux et leur action sociale; la puissance de l'Église formant une heureuse compensation à l'abaissement de l'autorité seigneuriale. La guerre de Cent ans, et surtout le contre-coup qu'elle eut en Berry, sous le règne de Charles VII, le passage de Jeanne d'Arc et les événements militaires qui se produisirent dans le voisinage de la province, comme les sièges de Saint-Pierre-le-Moutier et de la Charité, n'y sont pas oubliés. Sous l'empire de la centralisation, accrue par les progrès de l'autorité royale, l'auteur constate encore quelques éléments de liberté locale. Dans les pages qu'il consacre, en terminant, à la période révolutionnaire, il fait ressortir l'hostilité que, dans cette partie du Berry comme ailleurs, l'esprit chrétien opposa à la persécution qu'inaugura la République. Cette opposition se montre en particulier dans une anecdote émouvante que l'auteur raconte d'après des témoignages contemporains : la destruction d'une antique croix, objet de la vénération publique, et l'intervention d'un habitant de Villequiers qui, mettant sa force physique extraordinaire et son énergie morale au service de sa foi, sut obliger les profanateurs à rétablir ce qu'ils avaient détruit.

Cet intéressant épisode nous suggère, d'ailleurs, une légère critique, que nous demandons au savant historien de Villequiers la permission de lui soumettre. Nous regrettons qu'il ait trop complètement négligé dans son étude le côté épisodique. Quelques anecdotes comme celle à laquelle nous venons de faire allusion, quelques détails de mœurs locales eussent rendu son sérieux travail plus accessible à la masse des lecteurs,



sans le rendre moins précieux pour les hommes d'étude. Nous espérons que M. de Laugardière, accueillant avec bienveillance cette observation que nous impose notre cordiale sympathie pour lui et pour son œuvre, et qu'il semble avoir pressentie lui-même dans sa préface, voudra bien y faire droit dans la prochaine édition qu'il nous promet.

Nous terminerons par de justes éloges donnés à la partie matérielle de l'ouvrage. L'impression est bonne, une table détaillée et bien faite, jointe à une indication consciencieuse des sources, aide et facilite les recherches. L'honorable auteur se propose, dans la deuxième édition de son travail, de compléter par un appendice ces utiles indications. Nous l'en félicitons d'avance.

B.-L.

**La Civilisation florentine du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle**, par F.-T. PERRENS Paris, librairies-imprimeries réunies (ancienne maison Quantin), May et Motteroz. 1 volume in-8, avec de nombreuses illustrations. (*Bibliothèque d'histoire illustrée.*)

Les livres de vulgarisation ont leur utilité. Quelques-uns sont de vrais chefs-d'œuvre, et rendent à la science même de grands services, car les savants ont besoin de manuels et d'aide-mémoire. D'autres ont l'avantage de fournir au public des notions générales, et de répandre le goût des études sérieuses. Le volume que vient de donner M. F.-T. Perrens appartient à cette seconde catégorie. Il ne manque pas d'agrément et se lit aisément, malgré la redondance d'un style emphatique et sans précision. Les longues études de l'auteur sur l'histoire florentine l'ont mis en bonne possession de la partie politique de cette

histoire. Il trace des révolutions de Florence un tableau vivant et suffisamment juste. Mais lorsque, pour répondre à la promesse de son titre, il s'attache à décrire les mœurs, et résume l'histoire des lettres et des arts, je ne puis penser qu'il fournisse au public une image exacte des hommes et des temps qu'il prétend faire connaître.

D'abord M. F.-T. Perrens s'est toujours montré incapable de se dégager de préoccupations modernes, et c'est une mauvaise condition pour juger les siècles passés. Il est atteint, d'une façon grave et peut-être incurable, de ce mal qu'un philosophe anglais a nommé le « préjugé antithéologique. » Aussi toute la vie religieuse du moyen âge lui échappe, ou il n'en connaît que les caricatures systématiques des Nouvelles et des Fabliaux. Par exemple il prétend comprendre l'état d'âme de Florence au XIII<sup>e</sup> siècle, et il ne fait même pas mention de la grande influence franciscaine. Il ne sent pas que toute la Florence des lettres et des arts est née, ainsi que très éloquemment l'a dit Ruskin, entre ces deux grandes demeures, celle des Frères noirs et celle des Frères blancs, Santa Croce et Santa Maria Novella. D'autre part il est peut-être le seul à avoir écrit (telle est la force du préjugé !) que les papes ont entravé, en Italie, le mouvement de la Renaissance.

Dans un tel état d'esprit, comment comprendre Dante et Pétrarque, les chants du *Paradis*, le traité du *Repos des religieux*, comment surtout le Beato Angelico ? Ici, M. F.-T. Perrens fait de l'esprit, et il faut avouer que cela ne lui réussit pas : « Les mystiques en peinture, dit-il, sont une mystification. » Avec de pareils jeux de mots aux lèvres, entrez au *Campo*

*Santo*, à la *Chapelle des Espagnols*, en l'église souterraine d'Assise, et vous entendrez autant au sublime langage figuré qui y est encore parlé, qu'au chinois et au bas-breton.

Mais ce n'est pas tout. Un livre de vulgarisation, pour atteindre son but, doit être au moins rigoureusement exact. Car, à vrai dire, nous devons à des livres de cette sorte la plupart des erreurs et des confusions qui encombre l'histoire. Le livre dont je parle en enrichira, je le crains, la collection déjà trop vaste. On y lit qu'en 1347, nous sommes *cent* ans après la mort de Giotto : dix ans serait plus exact. A deux reprises, Cino de Pistoja est désigné comme antérieur à Dante, et Dante est représenté comme son disciple : il paraît certain que Cino était plus jeune que Dante et tout au plus son contemporain. Ce sont des exemples. J'ajoute que l'illustration du volume, laquelle d'ailleurs est médiocre, n'est pas sans quelques erreurs grossières. Je passe sur une suite de portraits absolument apocryphes de Cimabué, Giotto, Dante, Pétrarque. Mais n'est-ce pas une énormité de donner la fameuse médaille de Pisanello, l'artiste véronais du *xv<sup>e</sup>* siècle, pour un portrait d'Andréa Pisano, sculpteur pisano du *xiv<sup>e</sup>* ? Un écrivain du rang de M. F.-T. Perrens devait peut-être étendre sa surveillance jusque sur l'illustration de son volume.

Les deux chapitres sur les lettres et les arts auraient pu être écrits par Delescluze, il y a quarante ans, tant on y voit peu de trace des travaux de la critique moderne. Malgré Gaspary, Bartoli, Scartazzini, aucun doute n'est élevé sur l'authenticité de l'histoire de Béatrice, et l'auteur ne se demande même pas si Brunetto Latini fut bien réellement le maître de Dante. Malgré Nohac, Novati, Appel, Pétrarque ne

se voit accorder que quelques lignes dédaigneuses ; son immense influence n'est pas même définie par une phrase ; ses œuvres latines n'obtiennent qu'une vague mention, ses sublimes Canzoni et sonnets moraux et politiques n'en obtiennent aucune. Quant aux œuvres latines de Boccace, il semble qu'elles n'aient point existé.

Pour l'histoire des arts, l'auteur s'en tient aux légendes que les Milanais, les Müntz ont réduites à néant. Il abuse du mot *byzantin*, l'appliquant à toute œuvre antérieure au *xiii<sup>e</sup>* siècle. Il cite parmi les œuvres d'Andréa Orcagna les fresques célèbres du *Triomphe de la Mort*, et il ne semble pas se douter que l'attribution ait été seulement contestée. Parlerai-je de ses jugements en matière d'art ? M'étonnerai-je de son injustice pour Benozzo Gozzoli ? Me plaindrai-je de lui voir jeter négligemment à l'inimitable Botticelli cette phrase méprisante : « Il ne permet que de constater ce que l'art a perdu ? » M'arrêterai-je pour entendre qualifier de *petit juif* ce colosse énorme, le David de Michel-Ange ? — Non, car ce sont affaires de goût. J'ai voulu seulement, au point de vue historique, engager les lecteurs à n'user du nouveau livre de M. F.-T. Perrens qu'avec une extrême précaution.

X.

**Storia del castello di Milano dettodi Porta Giovia, dalla sua fondazione al di 22 marzo 1848, di Felice CALVI. Rome, Antonio; Milan, Vallardi, in-8 de 547 p.**

Francesco Sforza, devenu duc de Milan, voulut posséder une des plus somptueuses résidences de l'Italie. Raconter les phases de la demeure princière du fameux condottiere, tel a

été le dessein de M. Felice Calvi, et son histoire du *castello di Porta Giovia* est devenue une exposition rapide et synthétique des révolutions qui agiterent Milan; exposition animée par le récit de fêtes, de pompeuses cérémonies, par le souvenir d'usages, de mœurs oubliés, et par de brillants reflets dus à la faveur que les tyrans des cités italiennes accordaient si luxueusement aux beaux-arts et aux lettres. Nous avons donc dans ce gros volume un résumé très vivant de l'histoire de Milan; la domination des Visconti, ensuite celle des Sforza; la rapide conquête de François I<sup>er</sup>; le règne de l'Espagne que suit celui de l'Autriche; la soumission du Milanais à Bonaparte; le retour de l'occupation autrichienne, et enfin le récit des événements de 1848. M. Calvi écrit avec chaleur et élégance, sans tomber dans une emphase qu'on peut parfois reprocher à ses compatriotes; les épisodes souvent si dramatiques qu'il raconte sont rendus avec un puissant relief. La situation de Milan sous le sceptre bienveillant de Marie-Thérèse (p. 397) donne à l'auteur le sujet d'un charmant tableau, bien différent de celui qu'offre la seconde domination autrichienne. Beaucoup de pages de ce livre se mêlent à celles de notre propre histoire: tel est le passage où M. Calvi raconte la conquête de Napoléon, de Napoléon fils de la Révolution et s'empressant de ramener les traditions monarchiques; se ceignant de la fameuse couronne de fer, ou s'écriant: « Malgré ce qu'en pourront dire nos athées de Paris, je vais en grande cérémonie au *Te Deum* que l'on chante à la métropole de Milan » (p. 420). Fort intéressant est le souvenir des premières années du pontificat de Pie IX (p. 489), de l'enthousiasme patriotique provo-

qué par son initiative. Là, souvent l'auteur se trouve lui-même en scène, ce qui donne un mouvement particulier à sa narration. M. Calvi nous semble impartial dans ses appréciations. Il ne flagorne pas des idées trop en honneur aujourd'hui, et sur l'un des propagateurs de ces idées raconte cette petite anecdote.

Il rencontra à Florence un jeune écrivain de talent. Celui-ci lui déclara qu'il souhaitait ardemment que l'armée de Charles-Albert fût complètement battue par Radetzki: « parce que, ajoutait-il, débarrassés de la monarchie savoyarde, nous pourrions plus aisément proclamer la république » (p. 508). C'est tout à fait dans le goût de nos patriotes, profitant du désastre de Sedan pour proclamer le gouvernement de leur choix, et se faisant une victoire d'une terrible défaite. Le révolutionnaire de 1848 s'assied aujourd'hui comme député sur les bancs de la droite, à la chambre italienne.

L'histoire du château de Milan, imprimée avec luxe, enrichie de lettres ornées et de quelques vues, n'a été tirée qu'à deux cent cinquante exemplaires. De nombreuses notes et une excellente table complètent ce beau volume.

TH. P.

**Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa,** par Eug. VÉRON. 6<sup>e</sup> édition, suivie d'un résumé des événements jusqu'à nos jours, par P. BONDOIS. Paris, Alcan, 1893, in-16 de viii-376 p.

Ce volume appartient à la collection: *Bibliothèque d'histoire contemporaine*, autrefois commencée par la librairie Germer-Baillière. On y re-

trouve les qualités et défauts d'un ouvrage de la même série, dû aux mêmes auteurs : *Histoire de l'Allemagne depuis Sadowa*, dont la *Revue des questions historiques* a rendu compte (livraison du 1<sup>er</sup> janvier 1893, p. 327). Mais les défauts sont certainement atténués et le manuel est rédigé dans un esprit plus modéré et moins sectaire.

Frédéric II, pendant son heureux règne, avait doublé la superficie territoriale et la population de son royaume. La Prusse devenait la rivale de l'Autriche, et elle devait fatalement s'efforcer d'étendre son influence ou ses conquêtes sur toutes les nations germaniques. Les quatre Frédéric-Guillaume, avec leurs tempéraments si dissemblables, ne perdirent jamais de vue le testament politique du grand Frédéric. Et quand la Prusse fut terrassée et presque anéantie par Napoléon, elle trouva, dans l'excès même de ses désastres, les causes d'un prochain relèvement. Le baron Stein sut faire jaillir dans ce royaume démembré, démoralisé, corrompu, les sources vives du patriotisme. Il jeta les fondements des trois grandes réformes, territoriale, municipale, militaire, qui devaient refaire l'unité, la puissance de la Prusse, et lui permettre de reprendre le cours de ses destinées.

M. Eug. Véron ne s'est pas contenté d'aborder le récit des événements politiques; il a fait dans son livre une large place au mouvement des idées, et il a notamment étudié d'une façon consciencieuse l'état intellectuel de la Prusse à l'avènement de Frédéric-Guillaume IV en 1860.

Quant au dernier chapitre, rédigé par M. Bondoïs, et qui comprend l'histoire des vingt-sept dernières années, il est trop condensé pour ne

pas paraître aride et lourd aux lecteurs.

R. L.

---

**Correspondenza tra L. A. Muratori e G. G. Leibniz**, conservata nella R. Bibliotheca di Hannover ed in altri istituti e pubblicata da Matteo Campori. In Modena, Vincenzi, 1892, gr. in-8 de xlii-335 p.

Le volume que je viens examiner renferme : 1° une intéressante préface de M. Campori, datée de Modène, 1<sup>er</sup> juillet 1892; 2° un index analytique des lettres et autres documents (*Registro delle lettere e dei documenti*), index à l'aide duquel on embrasse d'un seul coup d'œil tout le contenu du recueil; 3° 98 lettres, inédites pour la plupart, écrites en italien, en latin, en français; 4° un appendice où sont reproduits quelques documents des Archives de Mantoue relatifs aux recherches faites dans ces Archives en 1716 par Muratori; 5° la liste par ordre alphabétique des signataires des lettres et documents du volume; 6° la table par ordre alphabétique des noms de personnes, de lieux et de choses dont il est question dans ledit volume, table très bien dressée et qui, dans ses 77 colonnes, offre au lecteur les plus exactes et les plus complètes indications.

Le recueil formé avec tant de soin par M. Campori est fort intéressant. On y trouve diverses lettres du comte Bergomi, de Philippe, landgrave de Hesse, du comte Giannini, du comte Guicciardi, de George d'Inghilterra, de Rinaldo, duc de Modène; mais les lettres les plus curieuses et les plus importantes sont sans contredit les lettres de Leibniz (adressées surtout à Muratori) et les lettres de ce dernier (adressées surtout à Leibniz). La correspondance du grand philosophe

et du grand érudit roule sur des questions d'histoire italienne (duché de Ferrare, maison d'Este, relations de cette maison, d'une part, avec la cour de Rome, d'autre part, avec les empereurs.) Leibniz avait grand besoin des lumières spéciales de Muratori pour la rédaction de l'ouvrage qu'il voulait intituler *Vindiciæ Estenses*, car il avoue que ses recherches n'ont été ni assez longues ni assez favorisées, qu'il n'a vu que peu de chose dans son séjour en Italie, où il s'est contenté d'avoir fait le premier pas. Aussi se déclare-t-il « ravi d'une connaissance aussi avantageuse » que celle du docte bibliothécaire du duc de Modène. Les lettres de Leibniz ont parfois un tour piquant. On y trouve une aimable familiarité, comme, par exemple, en ces phrases : « J'avais cru qu'on auroit battu le fer pendant qu'il estoit chaud » (p. 39). — « Les Observations sur l'Écrit romain sont sans doute très belles et très bien fondées, et suffisaient par avance pour rabattre le caquet de l'écrivain » (p. 42). — « Le libraire (au sujet du tirage à part de vingt exemplaires de la lettre de Muratori insérée dans le tome III des *Scriptorum Brunsvicensia illustrantium*) a négligé l'ordre que je lui avais donné de les faire imprimer sur du meilleur papier. Quand on n'est pas toujours aux troussees de ces gens-là, et quand on ne leur répète les ordres plusieurs fois, ils sont sujets à les négliger » (p. 173). — « Je ne comprends pas comment on peut avoir le front de soutenir que le duc Guelfe n'était pas d'origine italienne » (p. 175). — « M. Fontanini a cru qu'il était plus facile de me dire des injures sur ma religion, que de réfuter mes raisons » (p. 193). — Ajoutons que les lettres de Leibniz déjà données par Dutens paraîtront en quelque sorte nouvelles

dans le recueil de M. Campori, car ce dernier savant en a aussi scrupuleusement reproduit le texte que Dutens l'avait peu respecté. Il est triste de penser que, plus tard, M. Foucher de Careil a été pour Leibniz un éditeur non moins maladroit que Dutens, et que deux fois de suite la France a été ainsi inhospitalière pour un illustre écrivain qui de préférence se servait de notre langue et que l'on peut surnommer le plus Français des auteurs étrangers.

T. DE L.

**Livre-Journal de Pierre de Bessot, 1609-1652**, publié et annoté par TAMIZEY DE LARROQUE, Paul HUET et le comte DE SAINT-SAUD, suivi de la généalogie de la famille de Bessot. Paris, A. Picard; Bordeaux, Ferret, 1893, in-8 de 152 p.

Pierre de Bessot, avocat au Parlement de Bordeaux, puis contrôleur en l'élection de Périgueux, n'est ni un magistrat illustre ni un écrivain émérite. Cependant son livre-journal, de 1609 à 1652, tel qu'il l'a écrit, moitié livre de raison, moitié chronique, tel surtout que l'ont fait ses éditeurs, est plein d'intérêt. Les détails de famille nous font pénétrer dans les mœurs du XVII<sup>e</sup> siècle, et, d'autre part, d'importants événements locaux, l'insurrection des *Croquants* et les troubles de la Fronde dans le Périgord et le Bordelais sont éclaircis. Si Bessot s'interdit les grands aperçus, il ne dédaigne pas le trait humoristique et la malice à la mode. Il fait ainsi l'oraison funèbre du cardinal de Richelieu : « Il mourut ayant fort avancé les affaires de France, particulièrement aux dépens des Espagnols et des Français. »

Les éditeurs, dont le nom seul est une recommandation, ont fait entrer

dans ce cadre une foule de renseignements sur les hommes et les choses; pas un nom qui ne soit l'objet d'un éclaircissement géographique ou biographique : en sorte qu'un récit un peu fruste est devenu comme une galerie de personnages, une série d'indications et d'identifications topographiques. Les sources des notes elles-mêmes sont indiquées avec un soin scrupuleux. Il suffira de citer le château de Plassac, ceux de Grignols et Vayres, et parmi les personnages et les familles, les Nogaret de la Valette, ducs d'Épernon, les Caumont, les Talleyrand, les Marquessac, les Pontac, les Verthamon, les Gourgue, les Bourdeille, les Ferrières-Sauvebœuf, les Montozon, les d'Arlot, les Beaupoil, les Saint-Astier, etc. Tous ceux qui s'occupent de l'histoire du Périgord et des régions voisines feront là une riche moisson.

A. DE B.

#### Un paladin au XVIII<sup>e</sup> siècle.

*Le prince Charles de Nassau-Siegen*, d'après sa correspondance originale inédite de 1784 à 1789, par le marquis d'ARAGON. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1893, in-8 de 396 p.

M. le marquis d'Aragon possède dans ses archives de famille la correspondance du prince de Nassau avec sa femme, pendant cinq années, durant lesquelles il vécut à Vienne, à Varsovie, en Russie, dans l'intimité du prince de Kaunitz, du roi Stanislas-Auguste, du prince Potemkin, au milieu des cours d'Autriche, de Pologne et de Russie. A cette correspondance il a joint une foule d'autres documents puisés aux archives des affaires étrangères, ce qui lui a permis de restituer de la façon la plus saisissante la figure - d'un chevalier errant, égaré à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'un Nassau

catholique, prince allemand et sujet français, tour à tour ou tout à la fois officier général en France et en Espagne, grand seigneur polonais et amiral russe. »

Il le prend à sa naissance, en 1745, le suit dans les expéditions aventureuses de sa jeunesse, jusqu'à son arrivée à Vienne en 1784, où les lettres qu'il adresse à sa femme permettent de le mettre en scène d'une façon plus détaillée et plus piquante. Puis vient le séjour en Pologne, où le prince se fait le serviteur dévoué de Stanislas-Auguste, et où il prend part à la diétine de Podolie en 1786; la mission en Russie, où il accompagne le prince Potemkin au fond de la Crimée, où il est présenté, à Kioff, à l'impératrice Catherine et la suit en Crimée. Le voici ensuite à Saint-Petersbourg, où il obtient d'entrer dans l'armée russe et prend part à la campagne contre les Turcs; son rôle y est important : chargé du commandement de tous les bâtiments à rames qui opèrent dans le Liman, il se couvre de gloire et est nommé vice-amiral. Il ne fait que toucher barre à Saint-Petersbourg, et le voilà en route pour Madrid, d'où il ne tarde pas à reprendre le chemin de la Russie, pour faire une campagne contre la Suède et remporter de nouveaux lauriers. Il est au comble de la gloire. Une nouvelle campagne sur la Balique; une mission auprès des princes français émigrés, auxquels il témoigne un dévouement par malheur peu efficace, précèdent la retraite qu'il prend en décembre 1794, et qui est suivie d'un long séjour à Rynna. Sa carrière agitée se termine obscurément en 1808, à l'âge de soixante-trois ans.

M. le marquis d'Aragon s'est acquitté de sa tâche avec un véritable talent, et on lira avec le plus vif in-

térêt le récit des exploits de ce « paladin du XVIII<sup>e</sup> siècle » dont on n'avait pu faire jusqu'ici qu'une esquisse de fantaisie.

Ajoutons que l'auteur a eu l'excellente idée de donner une table des noms cités dans l'ouvrage.

L. C.

**Les Archives de l'histoire de France**, par Ch. V. LANGLOIS et H. STEIN. Fascicule III. Paris, Alph. Picard et fils, 1893, in-8. pages 609 à 1000 de l'ouvrage.

Nous avons signalé à nos lecteurs (t. LII, p 664) les deux premiers fascicules de cette importante publication; elle est aujourd'hui conduite à son terme avec ce troisième fascicule, qui comprend : 1<sup>o</sup> les archives de l'histoire de France à l'étranger; 2<sup>o</sup> les archives de l'histoire de France dans les bibliothèques de manuscrits. Ce n'était pas un mince labeur que de dresser l'état des richesses contenues dans ces innombrables dépôts et d'indiquer les inventaires publiés, les ouvrages composés à l'aide de documents provenant des archives de l'étranger. Aussi faut-il remercier les auteurs du service immense qu'ils ont rendu aux travailleurs, et se montrer indulgent pour les omissions inévitables qui ont pu se glisser dans leurs nomenclatures.

Dans la seconde partie de leur travail, MM. Langlois et Stein sortent de France, et parcourent le monde entier à la recherche des dépôts d'archives : *Allemagne, Autriche-Hongrie, Espagne et Portugal, Grande-Bretagne, Italie, Principauté de Monaco, Pays-Bas, Pays scandinaves, Pays slaves, grecs et danubiens, Suisse, Pays d'outre-mer*, tout est exploré.

Dans la troisième partie, ils recherchent les pièces d'archives con-

servées dans les bibliothèques de Paris, de la province et de l'étranger, en énumérant toutes les richesses qui s'y trouvent accumulées et en mentionnant les inventaires et répertoires qui permettent d'en profiter.

Des *additions et corrections* viennent compléter ou rectifier les indications données dans ces pages, dont l'impression a duré longtemps, — le premier fascicule a paru en mai 1891. — Elles consistent surtout dans la constatation des inventaires et répertoires publiés depuis lors à Paris, en province et à l'étranger.

Enfin, une ample table des noms termine l'ouvrage. On y a relevé tous les noms (lieux, personnes, personnes morales) qui y figurent. On a fait précéder d'un astérisque les chiffres renvoyant aux pages où il est question d'une ville, d'un village ou d'un château possédant un dépôt de papiers anciens. Cette table, qui ne contient pas moins de soixante-deux pages à trois colonnes, sera d'une inappréciable utilité.

A coup sûr, les consciencieux auteurs ne croient pas avoir fait une œuvre définitive; mais ils peuvent se vanter d'avoir fait une œuvre d'une sérieuse valeur, par la méthode, par l'exactitude, par la recherche infatigable des éléments qui composent leur travail. Ce gros volume de mille pages sera vite épuisé, et, dans quelques années, MM. Langlois et Stein nous en donneront une nouvelle édition, enrichie de tout ce qu'il leur aura été impossible d'enregistrer, de tous les répertoires bibliographiques qui surgissent chaque jour. Courage, Messieurs, n'abandonnez pas votre persévérant labeur; vous serez soutenus par les sympathies et la gratitude de tous les travailleurs!

G. DE B.

**Paul Lamache, professeur aux facultés de Strasbourg et de Grenoble, l'un des fondateurs de la Société de Saint-Vincent de Paul,** par Paul ALLARD. Paris, V. Lecoffre, in-12 de 233 p.

C'est une bonne fortune pour un ancien membre de la Société de Saint-Vincent de Paul, d'avoir à rendre compte de la vie édifiante de Paul Lamache, qui en fut l'un des fondateurs. De bonne heure (1832), il fit partie de la conférence d'histoire que présidait Ozanam et fut souvent reçu chez M. de Montalembert, alors dans tout l'éclat de sa jeune gloire. Il trouva dans ce salon aristocratique plusieurs des grands écrivains de l'époque et surtout les chefs du mouvement catholique. Paul Lamache fut présent quand Ozanam dit à ses amis qu'il ne suffisait pas de s'instruire pour défendre la religion, mais qu'il était temps « de joindre l'action à la parole et d'affirmer par les œuvres la vitalité de notre foi. » A ce moment, on peut le dire, la Société de Saint-Vincent de Paul était fondée en principe. Le jeune Lamache fut encore le second d'Ozanam, quand une députation de jeunes catholiques vint demander à Mgr de Quélen l'établissement des conférences de Notre-Dame avec le P. Lacordaire pour prédicateur.

A peine reçu avocat, Paul Lamache publia une éloquente brochure contre *l'Esclavage dans les colonies françaises*, et comme il avait un frère curé de Saint-Pierre à la Guadeloupe, il connaissait à fond tous les abus de ce régime païen. Marié très chré-

tiennement en 1843, le jeune avocat publia, l'année suivante, sa brochure sur *la Législation du monopole universitaire*, presque en même temps que Montalembert écrivait celle qui avait pour titre : *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté d'enseignement*; puis, en 1845, il donna son *Histoire de la chute des Jésuites au XVIII<sup>e</sup> siècle*, qui était une forte réponse à l'ouvrage de M. de Saint-Priest, publié sous le même titre. On peut dire que Paul Lamache fut un des plus vaillants combattants du monopole universitaire; aussi M. de Falloux, alors ministre de l'instruction publique, le nomma, en 1850, recteur de l'Académie départementale des Côtes-du-Nord, et, en 1854, professeur de droit romain à la Faculté de Strasbourg. Après la guerre de 1870, où il s'était conduit avec le plus admirable patriotisme, Paul Lamache fut nommé professeur de droit civil à Bordeaux, et enfin professeur de droit administratif à Grenoble. Ce bon ouvrier de la première œuvre alla recevoir la récompense de ses longs travaux le 28 juillet 1892.

Il est superflu, pensons-nous, de recommander un livre signé par M. Paul Allard; mais nous devons dire que cette très intéressante biographie a été écrite en grande partie sur les lettres et les documents privés de M. Lamache, et que, pour l'histoire de la Société de Saint-Vincent de Paul comme pour celle du parti catholique de 1830 à 1850, elle sera très utile à consulter.

Dom TH. B., O. S. B.

*Le Gérant : A. VILLIN.*



---

## LA FIN DU NOUVEL EMPIRE CHALDÉEN

---

Les historiens sont peu d'accord sur la date de la chute définitive de Babylone, les uns rapportant cet événement à l'an 538, les autres à l'an 539 avant Jésus-Christ <sup>1</sup>. Et pourtant à la détermination précise de cette date se rattache maint problème historique.

En voici l'énumération sommaire, avec la solution que nous espérons leur donner :

1° Après la défaite et la capture du roi Nabunaïd, Babylone fut en grande partie emportée et occupée par l'armée mède-perse dès l'été de l'an 539, mais la cité ne fut tout entière aux mains des conquérants qu'au commencement de l'année 538.

2° Le véritable vainqueur de Babylone fut non pas Cyrus, mais Gubaru <sup>2</sup>.

3° Cyrus ne vint à Babylone qu'au mois d'octobre de l'an 539, d'où il partit vers la fin de l'année, laissant à Gubaru, qu'il créa avant son départ gouverneur de Babylone, la charge de s'emparer du reste de la cité.

4° Le Baltassar, mentionné Daniel, v, et Baruch, i, 11 et 12, est le même personnage que Bel-sar-ussur, appelé par Nabunaïd son fils aîné.

5° Après la défaite et la capture de Nabunaïd à Borsippa, son fils Bel-sar-ussur, révolté depuis 540 contre son père, et enfermé avec une armée dans le quartier royal, refusa la paix qu'avait fait proclamer Cyrus, et se maintint encore, pendant plusieurs mois, dans le quartier royal de Babylone, même après la prise de plusieurs autres quartiers de la grande cité.

6° Devenu roi légitime de Babylone après que son père eut été

<sup>1</sup> Hommel, *Geschichte Babylonien und Assyrien*, p. 778, note 3.

<sup>2</sup> Gubaru n'est pas le Gobryas d'Hérodote, iii, 70, 73, 78; iv, 132, 134; xiii, 25, 82, avec lequel l'identifie M. Halévy, *Muséon*, t. II, p. 258.

vaincu et fait prisonnier à Borsippa en 539, Bel-sar-ussur périt la nuit du 11 adar 538, pendant la prise du quartier royal par Gubarû.

7° Après la chute définitive de Babylone et la mort de Bel-sar-ussur, Gobryas quitta momentanément Babylone et se rendit auprès de Cyrus. Pendant son absence, Cambyse, fils de Cyrus, y exerça provisoirement la vice-royauté au nom de son père.

8° Gobryas revint quelque temps après à Babylone, investi par Cyrus du titre de roi de Babylone, mais il n'occupa le trône que pendant un an et quelques mois sous le nom de Daryavesh, depuis environ le milieu de l'an 538 jusqu'au commencement de l'an 536.

Commençons par retracer en quelques traits rapides les événements qui précédèrent le siège et la prise de Babylone.

# I.

## LUTTE DE CYRUS CONTRE NABUNAÏD

Se basant sur deux grandes inscriptions <sup>1</sup> qui racontent la fin de l'empire babylonien, M. Babelon décrit en ces termes la lutte engagée entre Cyrus et Nabunaïd <sup>2</sup>. Cyrus, issu de la famille royale des Perses et roi comme ses ancêtres du pays d'Ansan, avait fini par détrôner son beau-père Astyage, roi des Mèdes, et par se trouver maître de tous les pays qui, au nord et à l'est, enveloppaient l'empire chaldéen. La guerre avec la Chaldée s'imposait par la force des choses.

Elle éclata bientôt, et les détails nous en sont racontés dans deux inscriptions découvertes depuis quelques années seulement, et qui ont été, de la part de divers savants, l'objet de discussions sur lesquelles nous reviendrons quand nous traiterons de l'histoire des Mèdes et des Perses. Il paraît, d'après ces

<sup>1</sup> Ces deux inscriptions représentent ce que M. Hommel, *ouv. cité*, p. 750, appelle les *Annales* de Nabunaïd. Pour lui, ces *Annales* ne sont qu'un fragment d'une grande Chronique babylonienne, qui s'étendait de l'époque de Samas-Sumukin, probablement jusqu'au règne de Darius.

<sup>2</sup> *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, t. IV, p. 431 et seq. (Cette partie est l'œuvre de M. E. Babelon.) — Voir aussi Vigouroux, *la Bible et les découvertes modernes*, t. IV, p. 514 et seq.

textes, que le roi Nabunaïd avait singulièrement mécontenté la caste des Chaldéens, devenue très puissante à Babylone depuis la mort de Nabuchodonosor, et qui voyait avec dépit le roi restaurer d'anciens sanctuaires abandonnés, au lieu de se contenter des cultes plus récents dont elle était absolument maîtresse...

En butte aux critiques de tout le monde, Nabunaïd abandonna sa résidence royale de Babylone, pour aller s'installer à Tima <sup>1</sup> et y vivre dans la retraite et l'indifférence des événements....

Tel est le sens général des deux grandes inscriptions qui racontent la fin de l'empire babylonien. Lorsque, la neuvième année de son règne, il apprit l'approche de Cyrus, Nabunaïd s'obstina à rester enfermé dans sa retraite de Tima. De nouveaux sacrifices expiatoires furent offerts dans le E-Sagil et le E-Zida, « pour apaiser les dieux protecteurs de Babylone et de Borsippa ; » mais l'armée des Perses avançait toujours, et le fils aîné du roi, Bel-sar-ussur (Balthasar) dut, comme vice-roi, se mettre à la tête de l'aristocratie et du parti national pour couvrir la frontière du pays d'Accad. La mère du roi elle-même accompagna son petit-fils au camp établi sur l'Euphrate, au delà de Sippara : elle y mourut, et Balthasar avec ses soldats pleurèrent pendant trois jours cette femme courageuse <sup>2</sup>.

Quelques semaines après, Cyrus traversait le Tigre au-dessous de la ville d'Arbelles. Il se passa cependant plusieurs années encore sans que les hostilités fussent directement engagées et avant que la Chaldée fût menacée dans son indépendance. A la fin, dans la treizième année de son règne, Nabunaïd se décida à quitter sa honteuse retraite, pour aller se placer à la tête de ses troupes. Il y arriva juste à temps pour subir un échec ; il fut battu dans un sérieux engagement qui eut lieu à Rutu, sur le

<sup>1</sup> Voici que dit M. Hommel, *ouv. cité*, p. 783, au sujet de Tima. Il me semble à peu près certain que Tima était un quartier de Babel vis-à-vis de Sagilla (sur la rive occidentale de l'Euphrate?) et identique avec *Ti* (= *Ki*) sur le territoire de Babel et *Tima* (= *Ki*) d'un fragment de tablette. Accad, qu'on oppose à Tima, loin d'infirmar cette supposition, la confirme tout au contraire, attendu que Accad, comme opposé à la résidence de Babel et à ses différents quartiers, ne saurait désigner que la Province. — Voir aussi Tiele, *Babylonisch-Assyrische Geschichte*, p. 470. La remarque finale de M. Hommel me semble répondre suffisamment aux difficultés produites par M. Tiele dans la *note* au bas de la page citée contre le sentiment de Hommel au sujet de Tima.

<sup>2</sup> D'après les *Annales* de Nabunaïd, elle mourut le 5 nisan de l'an 547. — Voir Hommel, *ouv. cité*, p. 783.

canal appelé Nizallat, et cette défaite acheva de le discréditer aux yeux de l'armée du pays d'Accad, qui, peut-être à l'instigation de Balthasar, se mit ouvertement en état d'insurrection. Il en résulta que Nabunaïd fut contraint de prendre la fuite et de rentrer à Babylone <sup>1</sup>, et que Cyrus traversa le Gyndès, sur les bords duquel il avait campé longtemps, et entra sans coup férir dans Sippara. Quelques jours plus tard, il était sous les murs de Babylone avec son lieutenant Gobryas, que les textes cunéiformes appellent Gubaru.

Les Chaldéens, suivant le récit d'Hérodote, sortirent en armes et lui présentèrent la bataille : ils furent encore vaincus, et c'est probablement dans cette sortie que Nabunaïd fut fait prisonnier.

M. Hommel <sup>2</sup> admet, sur la foi des témoignages de Bérose et d'Abydène, que Nabunaïd fut relégué en Carmanie.

Tel est aussi le sentiment de M. Babelon <sup>3</sup>, qui s'exprime en ces termes : « Cyrus usa de clémence même à l'égard de Nabunaïd prisonnier, auquel il fit grâce de la vie, et qu'il se contenta d'envoyer en Carmanie, où le dernier roi de Babylone finit tranquillement ses jours, comme satrape de la grande monarchie perse. »

Voici comment auraient fini, d'après M. Maspero <sup>4</sup>, l'empire chaldéen et son roi Nabunaïd. « Le 14 du mois tammouz, les Perses entrèrent dans Sippara sans combat ; le 16, Gobryas, qui les commandait, s'empara de Babylone sans rencontrer de résistance. Nabounâhid fut livré par les siens et mourut quelques jours plus tard. Il fut enseveli avec les honneurs dus à son rang : pendant une semaine la ville entière porta le deuil de son ancien maître. »

M. Maspero rapporte ici à Nabunaïd ce qui est dit dans les *Annales* de la mort de son fils Bel-sar-ussur (Balthasar) auquel seul peut s'appliquer, en vertu du contexte de ses *Annales*, ce que nous y lisons concernant le deuil général, à l'occasion de la mort du roi en question, dans le pays d'Accad, qui chérissait

<sup>1</sup> D'après Xénophon, il se serait réfugié dans Borsippa. Voir Vigouroux, *la Bible et les découvertes modernes*, t. IV, p. 527.

<sup>2</sup> *Ouv. cité*, p. 7-86, note 4.

<sup>3</sup> *Ouv. cité*, p. 439.

<sup>4</sup> *Hist. anc. des peuples de l'Orient*, 4<sup>e</sup> édition, p. 582.

Balthasar autant qu'il détestait son père Nabunaïd, contre lequel il s'était mis finalement en révolte.

## II.

### CONTINUATION DE LA PRÉCÉDENTE LUTTE JUSQU'À LA PRISE ET L'OCCUPATION DE LA VILLE DE BABYLONE TOUT ENTIÈRE PAR L'ARMÉE MÉDO-PERSE

Après la défaite et la capture de Nabunaïd, Gobryas, gouverneur de Guti, pénétra à la tête d'une armée médo-perse, vers le 5 juillet 539, dans Babylone. Mais il n'était encore maître que d'une partie de l'immense cité, que défendait une double enceinte. Ce fait ressort clairement du contenu des *Annales* de Nabunaïd. En effet, nous voyons par la suite du récit que, après avoir pénétré dans Babylone à la tête des troupes du pays de Guti, Gobryas se vit forcé jusqu'à la fin du mois d'assiéger I-Saggilla et d'autres temples <sup>1</sup>, probablement transformés en postes défensifs. Balthasar, ou Bel-sar-ussur, s'était déjà enfermé avec ses troupes dans le quartier où se trouvait la résidence royale, pendant que son père Nabunaïd guerroyait encore hors de Babylone contre l'armée médo-perse.

Il résulte donc de la précédente donnée des *Annales* que la grande cité avait été mise en état de défense. Ce ne fut qu'après que Gobryas se trouva maître du quartier, où se trouvait I-Saggilla, que Cyrus fit, d'après les *Annales*, son entrée triomphale dans Babylone le 19 octobre de l'an 539. Il institua alors Gobryas gouverneur de Babylone <sup>2</sup>. Cette dernière donnée a été contestée, mais à tort, par M. J. Halévy <sup>3</sup>.

On voit par ces données que Cyrus ne fut pas présent avec son armée à la lutte soutenue contre Nabunaïd par son général Gobryas, le gouverneur du pays de Guti, comme s'expriment les *Annales* <sup>4</sup>. Il était encore absent lorsque Gobryas pénétra

<sup>1</sup> Hommel, p. 785. Le quartier des temples se trouvait à l'est, sur la rive gauche de l'Euphrate, en face de l'Acropole babylonienne et du palais royal.

<sup>2</sup> Hommel, *ouv. cité*, p. 786.

<sup>3</sup> *Muséon*, t. II, p. 258.

<sup>4</sup> Voir Hommel, *ouv. cité*, p. 785. — En ce même endroit des *Annales*, il est fait mention des « guerriers de Cyrus, » comme ayant pénétré avec Gubaru

avec son armée dans Babylone et devint maître de la majeure partie de la grande cité. Cyrus n'apparut dans Babylone que plusieurs mois plus tard. A partir de novembre 539 jusqu'aux premiers jours de mars 538, Cyrus fit reconduire au pays d'Accad les statues des dieux que Nabunaïd avait fait transporter de là à Babylone. Puis, il n'est plus question de Cyrus.

La suite des *Annales*, très mutilées à cet endroit, porte que, au début de ce même mois de mars (11 adar), « Gubaru s'empare du quartier royal (?) et le roi meurt. »

On peut inférer de ce passage que, même après l'entrée du roi des Perses à Babel et l'établissement de Gobryas en qualité de gouverneur, la grande cité n'était pas encore tout entière au pouvoir des envahisseurs.

Et de fait, la finale du passage mutilé de la Chronique (allégué plus haut) mentionne la présence d'un roi indigène dans Babylone au début du mois de mars de l'an 538, dont il est dit : « Et le roi meurt. »

Nous pouvons inférer de cette donnée que Gobryas se rendit maître à cette date de la partie non encore réduite jusqu'alors de la grande cité, savoir de la Résidence royale avec ses dépendances occupée par le roi indigène Bel-sar-ussur, qui y mourut, — non pas de mort naturelle, mais de mort violente : car c'est à lui que doit s'appliquer le témoignage du prophète Daniel, son contemporain, qui rapporte qu'il fut tué lors de la prise définitive de Babylone.

C'est à tort que plusieurs savants donnent Nabunaïd pour le roi indigène « qui meurt, » mentionné par la Chronique, qui s'abstient de le nommer. En effet, nous prouverons plus loin que le roi Nabunaïd ne se trouvait pas à Babylone à cette date, mais qu'il avait été fait prisonnier antérieurement lors de la prise de Borsippa et livré par Gobryas à Cyrus, qui le relégua en Germanie. D'ailleurs le deuil général, qui, au témoignage de la Chronique, éclata dans tout le pays d'Accad, où le roi Nabunaïd était autant détesté que son fils y était chéri, est à lui seul

dans Babylone. D'où il résulte que le lieutenant de Cyrus se trouvait à la tête d'un corps d'armée mixte composé de son propre contingent et aussi de troupes perses. Il est hautement probable que les Perses étaient placés sous les ordres de Cambyse, fils de Cyrus, mais que le commandement en chef de l'armée était dévolu à Gubaru.

une preuve manifeste qu'il ne s'agit pas de la mort de Nabunaïd, mais de celle de son fils Bel-sar-ussur <sup>1</sup>.

Deux historiens récents, assyriologues tous les deux, MM. Tiele et Hommel, se fondant sur la grande inscription dite de Cyrus, représentent la chute de la capitale de l'empire chaldéen comme accomplie sans siège préalable, sans combat et sans effusion de sang. Babylone se serait livrée spontanément à Cyrus et aurait accueilli celui-ci comme un libérateur.

Voici en quels termes s'exprime, au sujet de cet événement, M. Tiele, après avoir donné préalablement à peu près textuellement la traduction de l'inscription. « De ce récit, dont nous avons conservé, dit-il <sup>2</sup>, intentionnellement les propres termes, ressort la disposition d'esprit du peuple babylonien ou tout au moins des principaux représentants de la noblesse et de la caste sacerdotale à l'égard de Nabunaïd et de Cyrus. Le peuple abandonna l'impuissant monarque, qui se montrait incapable de le protéger et qui, en outre, lui avait imposé pendant plusieurs années de lourdes charges pour satisfaire son caprice de bâtisseur. Les prêtres babyloniens avaient déjà déserté sa cause quand il commença à négliger les temples et les travaux de défense de la capitale. De leur côté, les prêtres des autres cités voyaient avec déplaisir transporter leurs dieux à Babylone dans le but de la sauver de sa ruine. Les princes ne pouvaient guère être épris d'un roi qui vivait éloigné de sa capitale et de sa cour, abandonnait l'armée aux mains de son fils et qui ne montrait de goût que pour les recherches archéologiques, qui le mettaient à même de faire surgir de nouveau les temples tels qu'ils avaient existé plusieurs siècles auparavant.

« Il arriva donc que, quand Cyrus eut défait l'armée royale et qu'il n'y avait plus rien à redouter de la part de Nabunaïd et de son fils (?), le pays tout entier le salua comme un sauveur et un libérateur et lui rendit hommage comme au Grand Roi.

« Voilà à quoi ne s'étaient pas attendus les prophètes juifs....

« Certes, Cyrus lui-même ne s'était probablement pas flatté de voir les événements prendre une telle tournure. Dans le cas où

<sup>1</sup> Hommel, *ouv. cité*, p. 786, note 4, semble porté à admettre qu'il faut voir dans le roi défunt en question le roi Balthasar de Daniel identifié avec Bel-sar-ussur, fils de Nabunaïd.

<sup>2</sup> *Ouv. cité*, p. 474.

Sippar et Babylone lui eussent opposé de la résistance, il eût usé à l'égard de l'une et de l'autre du droit de guerre. Mais quand, contrairement à son attente, on lui imposa le rôle de libérateur, il était trop fin politique pour ne pas l'accepter et ne pas le remplir d'une façon distinguée. »

Ainsi donc, c'est à Cyrus lui-même et non pas à Gubaru, le commandant de l'armée médo-perse, que, selon M. Tiele, Babylone se serait livrée, et spontanément, sans qu'il ait eu besoin de tirer l'épée contre elle. Cet historien met donc en doute le récit d'Hérodote, qui parle du siège et de la prise de Babylone à main armée, réalisée grâce au stratagème de la dérivation des eaux de l'Euphrate.

Tel est aussi le sentiment de M. Hommel, dont voici les propres paroles <sup>1</sup> : « Ainsi la fin de l'autonomie politique de Babylone fut tout autre que l'avait été la fin de Ninive. Pas d'effusion de sang, pas de siège, pas de châtement infligé par le feu de la dévastation. »

Nous croyons que cet exposé de la chute de Babylone est erroné, qu'il ne résulte aucunement du contenu de l'inscription de Cyrus bien comprise et qu'il est en contradiction flagrante avec le contenu des *Annales* de Nabunaïd. L'erreur de MM. Tiele et Hommel provient, à notre avis, de ce qu'ils n'ont pas remarqué que la composition de l'inscription ainsi que les faits y relatés remontent à une date antérieure à celle du siège et de la prise du dernier et du plus important quartier de Babylone, savoir du quartier royal comprenant l'Acropole et le palais royal, avec le puissant mur d'enceinte qui les protégeait et faisait face au quartier des grands temples.

Pour s'en convaincre, on n'a, en effet, qu'à mettre l'inscription de Cyrus en regard des *Annales* de Nabunaïd, et à remarquer que le contenu de l'inscription finit après la mention qui y est faite du renvoi ordonné par Cyrus des divers dieux transportés jadis à Babylone, par ordre de Nabunaïd, aux divers temples et aux diverses villes d'où ils avaient été enlevés.

Rapprochée du contenu des *Annales*, cette donnée fournit, en même temps que la date de la confection de l'inscription, aussi celle des événements qui y sont relatés. Et de fait, le renvoi des

<sup>1</sup> *Ouv. cité*, p. 789.



dieux eut lieu, selon les *Annales*, de novembre-décembre 539 à février-mars 538, c'est-à-dire postérieurement à l'entrée solennelle de Cyrus dans Babylone, déjà occupée en grande partie par Gubaru jusqu'au quartier des grands temples inclusivement, à la date du 19 octobre, mais *antérieurement* à la prise du quartier royal et à la mort de Bel-sar-ussur, le dernier roi chaldéen indigène, qui continuait à défendre ce quartier avec l'armée qui y était renfermée avec lui, et qui ne mourut que le 11 adar (février-mars) 538, quand Gubaru parvint à s'emparer de vive force de ce quartier.

Ces données permettent d'admettre que l'entrée de Cyrus dans la partie déjà conquise de la capitale a été pacifique, voire même enthousiaste. Les patriotes les plus ardents avaient sans doute quitté ces quartiers conquis pour se réfugier dans le quartier royal. Dans les quartiers occupés par l'armée médoparse ne seront restés que les nombreux déportés des diverses nations, auxquels le monarque persan, dont les armes préparaient la ruine complète de leurs anciens oppresseurs, devait apparaître comme un libérateur et un sauveur. C'est en cette qualité que Cyrus fut accueilli effectivement, selon le témoignage concordant des *Annales* et de l'inscription de ce monarque.

Depuis la date de février-mars 538, les *Annales*, pas plus que l'inscription, ne soufflent mot de Cyrus. Nous pouvons, nous semble-t-il, inférer légitimement de ce silence que Cyrus quitta avant cette date Babylone pour aller rejoindre sa propre armée qui, après avoir refoulé l'armée susienne, faisait sans doute, à cette époque, le siège de Suse, la capitale, laissant à son lieutenant Gubaru, établi gouverneur de la Babylonie, le soin d'achever la ruine de l'empire chaldéen en s'emparant du palais royal, son dernier boulevard.

Dans leur laconisme, les *Annales* ne mentionnent que d'une manière indirecte la prise de ce quartier au moyen, bien entendu, de la mention de la mort de son royal défenseur à la date du 11 adar 538, c'est-à-dire, d'après Daniel (v, 30), dans la nuit même du jour où avait lieu au palais royal un grand festin. Dans cette nuit, le quartier royal fut emporté par surprise, grâce probablement au stratagème mentionné par Hérodote de la dérivation des eaux de l'Euphrate, dérivation qui ouvrit à l'armée médoparse de Gubaru l'entrée, par le lit du fleuve

rendu guéable, dans le quartier royal mal gardé du côté de l'ouest. Selon le passage cité de Daniel, Bel-sar-ussur, le dernier monarque chaldéen indigène, fut tué cette nuit même. Il résulte de ce témoignage d'un témoin oculaire des événements, que le quartier royal, le plus important de la capitale, ne fut pas livré spontanément et pacifiquement entre les mains de Gubaru, mais que celui-ci dut s'en rendre maître de vive force et par surprise, après un siège de plusieurs mois. Cela résulte des dates différentes des *Annales* afférentes à la prise du quartier des grands temples et au trépas du roi Bel-sar-ussur.

Après la mort de ce monarque et la chute définitive de sa capitale, le sceptre de la Chaldée passa aux mains de Gobryas, son vainqueur, qui régna sous le nom de Daryavesh ou de Darius le Mède (Dan., v, alias vi, 1). Il ne paraît pas cependant que ce personnage, établi déjà antérieurement par Cyrus gouverneur de la Babylonie, ceignit la couronne royale immédiatement après la mort de Bel-sar-ussur. Il existe, en effet, parmi les tablettes-contrats de la famille babylonienne Egibi, une tablette datée du 16 kisi-livu de l'an 538, première année de Cyrus roi de Babylone <sup>1</sup>. Cette donnée est inconciliable avec le règne simultanément à Babylone de Gubaru-Darius à cette même date du mois d'octobre 538. En effet, selon les données des chapitres VI et IX de Daniel, concernant le règne de Darius le Mède, sa royauté fut non pas purement nominale, mais vraiment effective.

Remarquons en outre l'éloquent silence des *Annales* par rapport à Gubaru à partir du 11 adar 538, tandis qu'elles mentionnent à la date du 4 nisan, après l'expiration du deuil du pays d'Accad à cause du trépas de Bel-sar-ussur, une grande solennité religieuse, à laquelle prit part Cambyse, le fils de Cyrus, et qui semble avoir été célébrée dans le temple de Nabu à Borsippa, probablement dans le but de rendre des actions de grâces pour la campagne si heureusement inaugurée contre Nabunaïd à Borsippa même, et maintenant glorieusement terminée par la prise du quartier royal de Babylone, dans laquelle périt le dernier monarque indigène.

Si l'on rapproche de ces faits ainsi que du silence des *Annales* à l'endroit de Gubaru, certain récit de Xénophon, récit fantas-

<sup>1</sup> Voir Tiele, *ouv. cité*, 424.

tique, il est vrai, dans plusieurs de ses traits, mais qui peut fournir cependant quelques données historiques; si on le contrôle par les *Annales* et par le livre de Daniel, il en semble résulter qu'il y a lieu d'admettre qu'après la mort de Baltassar Gubaru fut mandé par Cyrus à son camp et que le fils de ce dernier, qui, pendant l'expédition contre Babylone, commandait déjà les troupes perses sous les ordres de Gubaru, le généralissime de l'armée médo-perses, aura été investi provisoirement de la vice-royauté de Babylone en l'absence de Gubaru, qui en avait été jusqu'alors gouverneur.

La dernière supposition me paraît avoir un appui solide dans le fait déjà mentionné plus haut de la célébration d'une solennité religieuse à Borsippa sous la présidence de Cambyse. Quant aux deux tablettes Egibi <sup>1</sup>, dont l'une, marquée numéro 42 porte : « Mois de tammuz (IV<sup>e</sup> mois), septième jour, *première* année de Cambyse, roi de Babylone, fils de Cyrus, roi des Pays, » et l'autre, marquée numéro 16, se termine ainsi : « Mois de sivan (III<sup>e</sup> mois), dixième jour, première année de Cyrus, roi des Pays, » et puis, après une lacune de près d'une ligne : « père (?) de Cambyse, roi de Babylone, » bien que Cambyse figure avec le titre de *roi de Babylone* sur ces contrats datés des troisième et quatrième mois de l'an 532 <sup>2</sup>, il n'y a aucune conclusion à en déduire pour la solution du problème de la date de l'avènement de Gubaru comme roi de Chaldée. Si nous nous reportons en outre aux contrats marqués numéro 1 et numéro 3, où Cyrus porte le titre de *roi de Babylone* et qui sont datés respectivement du septième et du neuvième mois supposés de l'an 538, nous serons amené à en conclure que Gubaru n'est monté sur le trône que postérieurement au neuvième mois de cette année. Son règne n'aura commencé en ce cas que vers la fin de l'an 538. Cependant, il nous semble qu'il est question là du septième et du neuvième mois de l'an 539 <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Strassmaier, *Babyl. Texte*, Heft VIII.

<sup>2</sup> Cette *première* des onze années de règne (532-521) attribuée à Cambyse correspond à l'an 532, où il fut associé au trône par son père Cyrus. De là, le titre de *roi des Pays* accolé à son nom comme à celui de son père. Cette même année, il devint *roi de Babylone*, autre titre royal que lui attribue la tablette.

<sup>3</sup> En effet, c'est dans le septième mois (19 octobre) de l'an 539, que Cyrus fut acclamé en qualité de roi de Babylone par la population des quartiers déjà conquis de la capitale.

Pendant le laps de temps écoulé depuis la mort de Bel-sar-ussur jusqu'après le neuvième ou tout au moins le troisième mois <sup>1</sup> de cette même année 538, Gubaru aura eu de fréquentes conférences relativement aux affaires de l'empire avec Cyrus, auquel, selon le récit de Xénophon, il porta dans son camp le trésor royal de Babylone. Cyrus se sera entendu avec lui au sujet de la future organisation de l'empire et, après que tout aura été définitivement réglé et convenu, Cyrus aura renvoyé Gubaru à Babylone en qualité de monarque collatéral, de sorte qu'alors il exista dans le nouvel empire quelque chose d'analogue aux deux Augustes gouvernant simultanément l'empire romain. Le caractère universel du pouvoir royal de Gubaru-Daryawesh ressort tout à la fois et des renseignements fournis par Daniel (chap. vi et ix) ainsi que de la frappe et de l'émission des *dariques* dont parle Xénophon.

Sans doute, dans ce passage, Xénophon travestit Gubaru en un Assyrien devenu traître à l'empire après la mort du dernier monarque qu'il chérissait, lequel porta à Cyrus dans son camp tout le trésor royal, y compris une quantité de *dariques*, et lui livra la forteresse qu'il était chargé de défendre. Toutefois, il ressort de ce récit qu'un personnage du nom de Gobryas, différent de nationalité avec Cyrus, alla remettre à celui-ci dans son camp le trésor royal de Babylone après la mort de son dernier roi indigène. C'est tout ce qu'il nous fallait pour suppléer au silence des *Annales*. Nous pouvons donc tenir pour un fait acquis que Gubaru quitta Babylone après la mort de Bel-sar-ussur et porta à Cyrus le trésor royal de la monarchie, qui venait de tomber.

Selon Daniel (vi, 28), Gubaru-Daryawesh eut pour successeur dans la monarchie universelle, dont il avait été investi, Cyrus lui-même, qui n'entra définitivement et seul en possession du titre de monarque universel qu'à partir de la mort de Daryawesh. Aussi le monarque perse n'est-il désigné dans la Bible sous le nom de « roi de Babel » qu'à partir de la promulgation de l'édit permettant aux Juifs de rentrer dans leur pays, promulgation qui semble devoir être rapportée au mois de nisan de

<sup>1</sup> Le contrat n° 42 daté du quatrième mois doit être rapporté à l'an 536, la première année de la vice-royauté définitive de Cambyse après la mort de Darius le Mède.

l'an 536. C'est ce qu'on peut inférer d'Esdras, III, 2, rapproché d'Esdras, VIII, 8, 31.

Daryawesh ou Darius le Mède n'aura donc régné, d'après ce qui précède, que de la fin ou du milieu de l'an 538 jusqu'au commencement de l'an 536, soit donc un peu plus qu'une année. Voici maintenant le récit de la prise de Babylone selon Hérodote.

« Cyrus, dit-il, n'était pas exempt d'inquiétude, et beaucoup de temps déjà s'était écoulé sans qu'il eût fait le moindre progrès. Soit que l'un des siens, remarquant son anxiété, lui eût donné conseil, soit que de lui-même il eût conçu ce qu'il y avait à faire, voici le parti qu'il prit. Il range le gros de ses forces à l'endroit où les eaux entrent dans la ville et une autre troupe à leur issue, du côté opposé; il prescrit à ces deux corps de faire irruption dans Babylone à l'instant où ils verront le fleuve devenir guéable. Ces dispositions prises, ces instructions données, il s'éloigne avec la partie inactive de son armée. Il recule jusqu'au bassin creusé par Nitocris, et s'en sert comme elle, mais dans un but opposé. Il y détourne les eaux du fleuve, dont le lit habituel est aussitôt rendu guéable. Cependant, les Perses que Cyrus a rangés sur ses bords auprès de la ville le voient s'affaïsser, au point qu'un homme n'a plus d'eau que jusqu'à la cuisse; ils saisissent le moment, et pénètrent dans Babylone. Si les habitants avaient soupçonné ou appris ce que Cyrus préparait, ils eussent épié l'arrivée de l'ennemi dans la ville, et l'eussent misérablement détruit; car, en fermant les portes qui conduisent à l'Euphrate, et en montant sur les murs de soutènement des deux berges, ils l'eussent pris comme dans un filet. Les Perses, au contraire, les surprisent; la ville est si grande que, selon le récit des Babyloniens eux-mêmes, ceux des extrémités étaient déjà enveloppés que ceux du centre n'en savaient rien. C'était jour de fête : les uns dansaient, les autres se livraient à des divertissements qu'ils n'interrompirent qu'en apprenant la vérité. Ainsi, Babylone fut prise pour la première fois. »

Dans ce récit il n'est fait aucune mention de Gobryas. C'est Cyrus, et Cyrus seul avec son armée de Perses, que nous y voyons mis en scène. D'ailleurs, ce n'est pas seulement sur ce point-là qu'Hérodote se trouve en opposition avec la Chronique babylonienne. Il y en a bien d'autres encore où il est également en désaccord avec elle, notamment en ce qu'il donne à entendre que Babylone fut emportée non pas successivement, mais d'un seul coup de main. En effet, nous apprenons, par la Chronique, que Gobryas dut emporter l'un après l'autre les divers quartiers

de l'immense cité et qu'il s'écoula plusieurs mois avant qu'il l'ait eue tout entière en son pouvoir.

Voici comment il faut se représenter la marche des événements d'après les données de la Chronique babylonienne. Les *Annales* de Nabunaïd <sup>1</sup> racontent que le pays d'Accad se révolta contre Nabunaïd accouru avec une armée au-devant de l'armée médo-perse à la tête de laquelle s'avancait Gobryas vers Babylone. Celui-ci campait à ce moment-là devant la ville de Sippar. Sans l'énoncer en termes exprès, le texte des *Annales* laisse cependant entrevoir que l'insurrection du peuple d'Accad contre Nabunaïd fut provoquée par l'impardonnable inaction dans laquelle s'était renfermé ce monarque pendant que son fils Bel-sar-ussur tenait déjà depuis plusieurs années la campagne, défendant l'entrée du pays d'Accad contre l'invasion des Médo-Perses. En effet, on peut lire facilement entre les lignes du très laconique récit des *Annales* que l'inaction de Nabunaïd en face de l'urgent péril où se trouvait l'empire avait détaché de lui jusqu'à la famille royale elle-même. Celle-ci s'attacha à Bel-sar-ussur, l'héritier présomptif du trône, qui, dès le début de l'invasion, s'était mis courageusement à la tête de l'armée babylonienne pour le repousser. C'est ce que révèle, d'une part, la présence de la mère de Nabunaïd au côté de son petit-fils Bel-sar-ussur dans le camp retranché établi sur l'Euphrate au delà de Sippar. C'est ce que nous révèle également, d'autre part, le chapitre V de Daniel qui nous montre toute la cour, y compris la reine mère, l'épouse de Nabunaïd, réunie autour de Bel-sar-ussur dans le palais royal à Babylone au moment de la chute de la capitale de l'empire. On s'explique aisément la révolte du pays d'Accad dès que l'on admet que, avant l'arrivée de Nabunaïd à Sippar, son fils Bel-sar-ussur, abandonné, sans secours aucun de la part de son père, à ses propres forces, insuffisantes, s'était vu contraint de quitter son camp pour se replier avec son armée sur Babylone, l'objectif principal des envahisseurs médo-perses, et de laisser ainsi le pays d'Accad ouvert à l'invasion. Dès ce moment-là, il y avait lieu de s'attendre à ce que, à l'exemple du pays d'Accad, non seulement la

<sup>1</sup> Ce que nous désignons dans cette étude sous le nom d'*Annales* de Nabunaïd n'est qu'une partie de cette Chronique.

cour, mais aussi toute la population patriote de Babylone s'insurgeât contre Nabunaïd, dont la longue et lâche inaction venait de mettre l'existence même de l'empire dans un suprême péril. Dès lors, on comprend pourquoi Nabunaïd, se voyant forcé de quitter le pays d'Accad, se réfugia avec son armée non pas dans Babylone, mais dans Borsippa, ainsi que nous l'apprend Bérose. Les portes de Babylone lui auront été fermées par son fils Bel-sar-ussur et par l'armée réunie là autour de ce dernier.

Nous avons vu que, après s'être enfermé avec son armée et retranché dans Borsippa, Nabunaïd y fut bientôt assiégé par l'armée médo-perse, commandée par Gobryas, qui avait pénétré sur son territoire à la suite de l'armée babylonienne, et fait prisonnier dans une sortie qu'il tenta dans le but de refouler les assiégeants. Grâce à cette défaite de Nabunaïd et de son armée, Gobryas se trouvait maître de Borsippa et avait conquis un excellent point d'appui pour faire le siège de Babylone <sup>1</sup>.

Aussi les *Annales* de Nabunaïd nous le montrent-ils, immédiatement après la débâcle du monarque babylonien, en possession d'une grande partie du territoire de la capitale de l'empire, attendu qu'ils nous le représentent assiégeant et cernant dès lors les deux grands temples Ê-Zida et Ê-Sagilla, dans lesquels s'étaient probablement réfugiés les débris de l'armée de Nabunaïd <sup>2</sup>.

Il ne sera pas inutile de faire remarquer ici que, d'après les inscriptions cunéiformes, Babylone et Borsippa étaient deux cités distinctes. Cependant, cela n'empêche pas qu'elles aient été réunies, dès l'époque de Nabuchodonosor, comme en une seule cité, enclavées qu'elles étaient toutes les deux par un troisième mur d'enceinte. Reliée ainsi à Babylone, la ville de Borsippa a pu être considérée, à partir de cette époque, comme faisant moralement partie du territoire de la capitale de l'empire.

<sup>1</sup> La tablette-contrat, la plus récente, en date du règne de Nabunaïd, est datée du 5 clulu (mi-août) de l'an 539 et non pas, comme le dit M. Tiele, *ouv. cité*, p. 428, de l'an 538. — Voir Hommel, p. 778, note 14. Nabunaïd avait été vaincu par Gobryas, peu de temps avant cette date, et, bien que prisonnier de Gubaru, il continuait à être réputé roi de Babylone, aussi longtemps que la capitale n'était pas prise.

<sup>2</sup> Voir Tiele, *ouv. cité*, p. 472, c. f.

Tel paraît être aussi, en ce qui concerne l'extension du territoire de Babylone sous le règne de Nabuchodonosor, le sentiment de M. Babelon <sup>1</sup>, dont voici les paroles : « La construction des murailles avait eu pour résultat de réunir à la ville de Babylone proprement dite, dans une même enceinte, la première Babel.... Borsippa, située à quelque distance sur la rive occidentale de l'Euphrate et qui, jusqu'alors, avait possédé une existence séparée. »

Ceci une fois admis, alors s'évanouit spontanément l'apparente antilogie entre le récit de Bérose, selon lequel Nabunaïd se serait réfugié avec son armée dans Borsippa <sup>2</sup>, et celui des *Annales*, qui le fait se retirer dans I-ki, c'est-à-dire dans Babylone, ou plutôt, disons-nous en conformité avec ce qui précède, dans Borsippa, comprise sous le nom d'I-ki en tant que faisant partie du territoire de Babylone, dans lequel elle était enclavée par le troisième mur d'enceinte.

Quand on tient compte des précédentes données, on s'aperçoit aussitôt que, après la défaite et la capture de Nabunaïd, Gobryas a pu se transporter avec son armée de Borsippa ou de la rive occidentale de l'Euphrate sur la rive orientale, occupée par la ville de Babylone, et atteindre le quartier où s'élevaient les deux grands temples Ê-Zida et Ê-Sagilla, situés à l'est du palais royal avec son acropole, où s'était enfermé Bel-sar-ussur avec son armée, et qu'un dernier mur d'enceinte séparait des susdits temples.

Il est probable que, pour pénétrer sur le territoire proprement dit de Babylone, Gobryas et son armée auront suivi la grande voie processionnelle ou la voie sacrée construite par Nabuchodonosor pour faciliter la marche de la procession solennelle allant de Babylone au temple Ê-Zida de Nabu à Borsippa, qu'il ne faut pas confondre avec le temple Ê-Zida de la capitale <sup>3</sup>.

Les deux grands temples babyloniens tombèrent, sans coup férir, entre les mains de Gobryas. Le manque de vivres aura sans doute contraint les troupes, qui s'y étaient réfugiées, de se rendre à merci. Il ne lui restait plus dès lors, pour être maître de la ville tout entière, que de s'emparer du palais royal et de

<sup>1</sup> Voir *ouv. cité*, t. IV, p. 411.

<sup>2</sup> Voir Tiele, *ouv. cité*, p. 479.

<sup>3</sup> Tiele, p. 444-445.



son acropole. Déjà dès ce moment-là, l'armée médo-perse tenait en son pouvoir la plus grande partie de la capitale de l'empire, dans laquelle Cyrus pouvait faire dès lors son entrée solennelle. C'est ce qui eut lieu, d'après les *Annales*, vers le 19 octobre de l'an 539, environ trois mois après la prise du quartier des grands temples. Or, si l'état réel des choses était tel que nous venons de le décrire, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur le plan de Babylone <sup>1</sup>, pour voir que l'Euphrate ne se trouvait pas entre les assiégés et les assiégeants, et que ceux-ci n'avaient pas besoin de détourner le cours du fleuve pour emporter la ville du côté de l'est. S'ils ont pénétré par ce côté-là dans Babylone, le récit d'Hérodote, concernant le détournement des eaux de l'Euphrate et l'entrée des assiégeants dans la ville par le lit du fleuve rendu guéable, serait à considérer comme un pur roman.

Cependant nous n'oserions pas ainsi qualifier ce récit. C'est que, en effet, il est possible que, ne parvenant pas à pénétrer assez tôt, selon son gré <sup>2</sup>, dans l'acropole protégée du côté de l'est par un solide mur d'enceinte vaillamment gardé et défendu par l'armée assiégée, Gobryas ait usé du stratagème relaté par Hérodote, qu'il ait détourné les eaux de l'Euphrate sur un point donné à l'ouest et, ayant rendu ainsi son lit guéable, il l'ait fait traverser pendant la nuit par une partie de son armée. L'armée médo-perse aurait alors, ainsi que le mentionnent tous les récits tant indigènes qu'étrangers, pénétré effectivement, sans coup férir, dans l'acropole, qu'on ne croyait menacée que du côté de l'est et pour la sécurité de laquelle les assiégeants avaient une entière confiance dans la vigilance et la vaillance de l'armée chargée de la défense du mur d'enceinte, qui protégeait l'acropole de ce côté.

Quant à ce que dit le texte si laconique des *Annales* : *et le roi meurt*, il peut sembler très plausible, à première vue, selon ce que nous apprend le chapitre V de Daniel au sujet de l'état d'ivresse du roi Bel-sar-ussur, ainsi que de sa surexcitation à la vue du doigt mystérieux traçant sur le mur l'arrêt de la chute de l'empire, d'entendre l'énonciation : *et le roi meurt* dans le

<sup>1</sup> Voir ce plan dans Lenormant-Babelon, *ouv. cité*, t. IV, p. 408-409, et Tiele, *ouv. cité*, p. 556.

<sup>2</sup> En effet, ainsi qu'il résulte des *Annales* de Nabunaïd, il s'était déjà écoulé plusieurs mois depuis la prise du quartier renfermant les grands temples.

sens que Bel-sar-ussur se tua de désespoir, ou mourut de saisissement au moment où il apprit la fatale nouvelle de la prise du dernier quartier de la capitale renfermant l'acropole et le petit palais royal <sup>1</sup>.

Mais le texte de Daniel porte que Bel-sar-ussur fut tué dans cette nuit même. Cette donnée, garantie par le témoignage d'un contemporain, sinon d'un témoin oculaire de l'événement, est tout aussi plausible que la première supposition, et doit lui être préférée. Il était, en effet, tout naturel que le roi et les grands personnages de son entourage, surexcités tous par leur état d'ivresse, se soient efforcés de repousser les envahisseurs de la résidence royale de concert avec les troupes préposées à sa garde, et que Bel-sar-ussur ait péri sous les coups des soldats mède-perses.

D'aucuns éprouveront peut-être quelque hésitation à admettre que le roi, dont la Chronique babylonienne dit : *et le roi meurt*, serait différent du Nabunaïd mentionné antérieurement par la Chronique <sup>2</sup>. Mais il importe de tenir compte du laconisme de ce document et en même temps aussi du contexte du passage en question, qui demande d'ailleurs à être rapproché des précédentes données du récit. D'après ces données, le peuple du pays

<sup>1</sup> Selon M. Tiele, p. 556, le petit palais royal occupé par Bel-sar-ussur et où il donna son festin, se trouvait situé sur la rive occidentale de l'Euphrate. Il était séparé par le fleuve du grand palais-double situé, de même que les grands temples, sur la rive orientale.

Cependant, nous ne saurions pas nous rallier au sentiment de ce savant, qui considère le grand palais-double comme n'ayant formé avec les grands temples qu'un seul et même quartier. Ce qui nous en empêche, c'est le silence gardé par les *Annales* au sujet de ce grand palais, quand elles mentionnent la prise des grands temples. En effet, il est incompréhensible, au cas où ils n'auraient formé effectivement ensemble qu'un seul et même quartier, et que Gubaru se serait trouvé maître, en même temps que des grands temples, aussi du grand palais royal, qu'il ne soit fait nulle mention d'une prise aussi importante.

Il y a donc lieu, me semble-t-il, d'admettre que le palais royal en question formait un quartier à part avec le petit palais situé sur l'autre rive de l'Euphrate, et que ce quartier royal était séparé du quartier des grands temples par un puissant mur d'enceinte muni d'une porte qui donnait accès au quartier adjacent des grands temples.

<sup>2</sup> Voir Hommel, *ouv. cité*, p. 786, note 4. Pour que le lecteur puisse juger en pleine connaissance de cause, nous ferons remarquer, que nous avons suivi la traduction de M. Hommel, qui diffère notablement de la traduction donnée récemment par le P. Scheil dans la *Revue biblique*, t. I, p. 253. Ce dernier traduit comme suit la première partie de la ligne 23 des *Annales* : « Le huitième mois, la nuit du onzième jour, Gobryas dans le [palais] de la reine mourut. » Au mois d'adar, le P. Scheil substitue le huitième mois, ce qui ne concorde

d'Accad s'était révolté contre Nabunaïd et l'avait repoussé avec l'armée qu'il commandait, peu de temps avant la mort du roi en question. Or la prévision qui provoqua cette révolte était devenue maintenant une triste et irrémédiable réalité, savoir, la chute définitive de l'empire comme suite et conséquence naturelle de la prise de la capitale, catastrophe dont on imputait, non sans motif, la responsabilité à Nabunaïd, à cause de sa longue et coupable inaction.

Dès lors, est-il admissible que ce même peuple d'Accad qui s'insurgeait déjà ouvertement contre ce monarque et le repoussait au moment où, sortant de son inaction, il se montrait prêt à défendre l'empire contre les Médo-Perses, ait témoigné ses regrets de sa mort, qui aurait suivi de très près cette insurrection, par un deuil aussi universel, aussi solennel, et aussi sincère que celui que décrit la Chronique?

D'ailleurs la mention faite précédemment dans la Chronique de Bel-sar-ussur, que le peuple du pays d'Accad, révolté contre Nabunaïd, aura reconnu pour son véritable roi, nous avertit, eu égard au contexte tout entier du récit, que par *le roi qui meurt*, lors de la prise définitive de Babylone et dont la mort provoqua dans tout le pays d'Accad un deuil aussi significatif que celui décrit par la Chronique, ne saurait pas être visé le roi *Nabunaïd*. Dès lors, le roi en question doit être *Bel-sar-ussur*, le dernier défenseur de Babylone. D'ailleurs, le témoignage de Bérose et d'Abydène, qu'on n'a nul motif de mettre en suspicion, ne fait que confirmer cette conclusion ; car, selon leur récit, Nabunaïd ne mourut pas lors de la prise définitive de Babylone, mais il vivait à cette époque en Carmanie où l'avait relégué Cyrus, auquel Gobryas l'avait remis après l'avoir fait prisonnier antérieurement.

pas avec le contexte qui mentionne le mois d'adar immédiatement avant la phrase en question, et le 27 de ce même mois immédiatement après. Selon la traduction du P. Scheil, *Gobryas* serait mort peu de jours après la prise de l'acropole babylonienne, supposé, bien entendu, qu'il ne saurait s'agir que du mois d'adar dans le passage en question. Or ceci est absolument inadmissible en présence des textes de Xénophon, d'Abydène et de Daniel, qui seront produits plus loin. Il ne saurait être question dans ce passage des Annales que de la mort du roi *régnant* au moment de la prise de l'acropole babylonienne. Le roi alors *régnant* était Bel-sar-ussur, fils de Nabunaïd. Ce fut sa mort qui provoqua un grand deuil au pays d'Accad, vers la fin du mois d'adar. Dès lors, la correction proposée par M. Hommel, p. 786, note 3, du mot *shumi*, signifiant *huitième* (mois), en *su-mi*, signifiant *même* (mois d'adar), paraît bien fondée.

Voici maintenant le portrait que Xénophon trace, dans la *Cyropédie*, du roi Nabunaïd ainsi que de son fils Bel-sar-ussur, mais sans donner le nom de ce dernier. Il représente celui-ci comme un jeune homme (v, 2, 27; iv, 6, 3), viveur, voluptueux, cruel et impie (iv, 6, 3; v, 2, 27, 10; v, 3, 6; vii, 5, 32). Gobryas aurait dit, au sujet de ces deux personnages : Le précédent roi (Nabunaïd), le père du dernier, était un brave homme, mais son fils, arrivé récemment au pouvoir, un méchant homme <sup>1</sup>.

Quand on rapproche ce portrait de Bel-sar-ussur de celui que nous en a laissé le prophète Daniel, témoin oculaire des faits, dans sa description du festin de Balthasar, chapitre V, nous devons reconnaître que le portrait tracé par Xénophon est fidèle.

Cependant, pour ce qui concerne le parallèle établi, d'après lui, par Gobryas entre le père et le fils, les renseignements fournis par les *Annales* indiquent dans quel sens il doit être entendu : Nabunaïd était un homme faible, et, par contre, son fils Bel-sar-ussur un homme énergique, comme le prouva l'opiniâtre résistance qu'il opposa à Gubaru pendant le siège de l'Acropole de Babylone.

Voici maintenant notre appréciation du récit d'Hérodote sur la prise de Babylone.

Ce récit, vrai quant au fond, semble cependant devoir être complété et redressé en certains points d'après les *Annales* de Nabunaïd.

Ainsi, d'après ce document, 1° Babylone n'a pas été emportée par un simple coup de main, ni, 2° tout entière d'un seul coup.

Une partie seulement de la grande cité tomba aux mains de l'armée assiégeante, après la défaite essuyée à Borsippa par Nabunaïd, qui, dans une sortie manquée, resta prisonnier entre les mains des assiégeants.

3° L'honneur de ce premier exploit contre Babylone serait à rapporter à Gobryas, commandant des troupes du pays de Gutî, et non pas à Cyrus et à l'armée commandée par lui, qui ne se trouvaient pas alors devant Babylone.

C'est que, en effet, nonobstant la mention à côté de Gubaru, gouverneur de Gutî, des troupes de Cyrus, il ne saurait, me semble-t-il, être question, sous cette dernière dénomination,

<sup>1</sup> Voir Keil, *Der Prophet Daniel*, p. 139.

que des troupes de Cyrus placées sous le commandement de Gobryas <sup>1</sup>, et non pas de Cyrus, le roi, et de son armée, dont celui-ci n'aurait pas eu lui-même le commandement en chef. Il est clair que si les *Annales* avaient voulu signaler la présence, en juillet 539, de Cyrus et de son armée dans Babylone, elles n'auraient assigné à ce roi qu'un rôle subalterne vis-à-vis de Gobryas, ce qui est inadmissible. Ensuite, on ne comprend pas comment, si Cyrus se trouvait devant Babylone au moment où Gobryas y pénétra, il aurait tardé jusqu'au mois d'octobre d'y faire son entrée, ainsi que le dit le texte des *Annales*.

De même, 4<sup>o</sup>, la prise définitive de Babylone, le 11 adar 538 <sup>2</sup>, serait le fait de Gobryas et des troupes placées sous son commandement, et non pas de Cyrus, qui semble avoir quitté la grande cité plusieurs jours avant sa chute définitive.

Enfin, 5<sup>o</sup>, la dérivation des eaux de l'Euphrate, ainsi que le coup de main qui livra Babylone aux assiégeants, sont deux événements qui doivent, semble-t-il, être rapportés, d'après les données des *Annales*, non pas à la date du 9 juillet 530, mais à celle du 11 adar 538.

Il résulterait donc de ce qui précède qu'Hérodote a attribué faussement à Cyrus la prise de Babylone, à laquelle celui-ci n'eut personnellement aucune part, et qu'il a fusionné les diverses étapes du siège et de la prise de la grande cité en un événement unique, contrairement aux renseignements fournis par les *Annales* de Nabunaïd.

Il nous reste maintenant à confronter, avec les diverses données puisées dans ce document, les renseignements fournis par le Livre de Daniel.

<sup>1</sup> Gobryas commandait donc une armée mixte composée en partie de troupes du pays de Guti et en partie de troupes persanes. Nous l'avons appelée pour ce motif une armée mède-persé.

<sup>2</sup> Cette date correspond au commencement du mois de mars. D'après les *Annales*, Cyrus se trouvait encore à Babylone dans les premiers jours de ce mois, mais il la quitta avant le 11 adar. Son départ indique que la prise du quartier royal ne lui apparaissait pas comme imminente. Il y a là une preuve indirecte en faveur de l'historicité du stratagème mentionné par Hérodote comme ayant fait tomber ce quartier aux mains de Gobryas.

## III.

## LE LIVRE DE DANIEL EN REGARD DES ANNALES DE NABUNAÏD

Comparons maintenant avec ces données acquises celles que nous fournit le Livre de Daniel concernant Balthasar, Darius, le Mède et Cyrus. Il mentionne comme dernier roi indigène des Chaldéens un roi du nom de Balthasar, en hébreu Belshaççar. On ne contestera pas que ce nom répond au nom babylonien *Bel-sar-ussur* (Bel protège le roi). Or nous savons que Nabunaïd avait un fils ainsi nommé, son fils aîné <sup>1</sup>.

Le Livre de Daniel nous décrit au chapitre V Balthasar entouré d'une cour splendide, donnant un festin, auquel prennent part un millier de hauts personnages. La présence d'un pareil nombre de grands du royaume dans l'enceinte de l'Acropole, où se trouvait le palais royal, suggère l'idée que c'est là que se trouvait concentrée à ce moment l'armée chaldéenne, le reste de la ville ayant été occupé par l'armée de Gobryas.

D'après Daniel, la nuit même du jour où ce festin avait lieu, cette partie de la ville fut emportée d'assaut. Balthasar, le roi chaldéen, *fut tué* (v, 30) et Darius le Mède lui succéda, mais pas immédiatement <sup>2</sup>, comme roi de Chaldée (v, 31, T. héb., vi, 1).

Daniel mentionne la troisième année du règne de Balthasar (viii, 1). De Darius le Mède, qu'il dit avoir été âgé de soixante-deux ans quand il succéda à Baltassar (v, 31), il ne mentionne que la *première* année (ix, 1). Il lui donne implicitement pour successeur, comme roi de Chaldée, Cyrus lui-même (vi, 28).

Toutes ces données sont aisément conciliables avec les révélations des *Annales* de Nabunaïd et de Cyrus, ainsi qu'avec les inductions qui en découlent.

Nous avons montré que Balthasar devint vice-roi de Babel en 540 et qu'il mourut en 538, c'est-à-dire dans le courant de la troisième année de son règne. Ceci concorde exactement

<sup>1</sup> Voir Vigouroux, *la Bible et les découvertes modernes*, t. IV, p. 527 (4<sup>e</sup> éd.) et Tiele, *ouv. cit.*, p. 463, in-f<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Entre le règne de Balthasar et celui de Darius se place la vice-royauté de Cambyse.

avec le Livre de Daniel, qui mentionne (viii, 1) la troisième année de Baltassar comme roi des Chaldéens. Cependant, le chapitre VIII, 2, 27, de Daniel, mis en regard du chapitre V, offre une certaine divergence que nous croyons pouvoir résoudre de la manière suivante.

Admettons d'abord que Daniel a eu effectivement dans la ville de Suse même la Vision prophétique décrite dans le chapitre VIII <sup>1</sup>, pendant qu'il faisait dans cette ville les affaires du roi, ainsi qu'il est dit verset 27.

Admettons en outre, avec M. Halévy <sup>2</sup>, que « tout porte à croire que la Susiane n'eut rien à démêler avec le nouvel empire babylonien, que les Susiens étaient les fidèles alliés de Babylone contre la puissance assyrienne, leur ennemie commune, » et que « les malheurs de la Susiane, qui formaient le pendant de l'asservissement de la Babylonie, durent cimenter encore plus solidement l'amitié entre les deux pays. » Aucune donnée historique ne contredit cette manière de voir.

En l'acceptant donc comme point de départ, nous devons comprendre ce que dit le prophète (v, 27), qu'il faisait à Suse les affaires du roi, dans ce sens-ci qu'il y remplissait une mission de la part du monarque babylonien, son royal maître <sup>3</sup>,

Mais de quelle mission s'agit-il là et de quel roi Daniel l'avait-il reçue? Le chapitre en question porte (v, 1) la date de la troisième année de Balthasar, roi de Babel. Est-ce de ce prince qu'il avait reçu sa mission?

A première vue, on est tenté de répondre affirmativement. Mais le chapitre V nous révèle que Daniel était personnellement ou quant à sa personne un inconnu pour Balthasar. Dès lors, il faut admettre que ce ne fut pas de celui-ci, mais de Nabunaïd, père de Balthasar, que Daniel avait reçu la mission, dont il s'occupait encore dans le courant de la troisième année de ce dernier. Or, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la troisième année

<sup>1</sup> Keil, ad V, 2, prétend que Daniel se trouva à Suse non pas corporellement, mais seulement en esprit.

<sup>2</sup> Dans le *Muséon* (de Louvain), t. II, n°, p. 253.

<sup>3</sup> Tout cela suppose que la Susiane était encore indépendante à cette époque. Cependant, selon M. Justi, *Geschichte des alten Persiens*, p. 38, ce pays faisait déjà partie de l'empire de Cyrus. Mais pourquoi, en ce cas, celui-ci n'aurait-il pas suivi l'ancienne route stratégique conduisant de Suse à Babylone?... Les raisons alléguées par M. Justi ne me paraissent pas concluantes.

de Balthasar correspond à l'an 538, dans lequel tombent la prise du quartier royal de Babylone et la mort violente de Balthasar.

Daniel compte à celui-ci les années où il régna du vivant de son père, comme autant d'années de règne, ainsi qu'il le fait (I, 1) pour Nabuchodonosor.

Selon les données des *Annales*, Nabunaïd était déjà vaincu à Borsippa et prisonnier de Gubaru avant le 5 juillet 539.

C'est donc manifestement *avant* cette date que Daniel reçut de lui la mission dont il s'occupait encore à Suse en février 538 1. Il aura reçu cette mission au moment où Nabunaïd se décida de sortir de sa retraite de Tima et de marcher à la rencontre de Cyrus et de ses armées, qui s'étaient déjà avancés jusqu'à la ville de Sippar.

Les rapports amicaux qui existaient entre l'empire babylonien et la Susiane, impatiente de tout joug 2, donnent à croire que Daniel aura reçu pour mission d'entraîner la Susiane à faire cause commune avec Nabunaïd contre le conquérant perse, et de contraindre ainsi celui-ci à diviser ses forces pour faire face aux Susiens, dont l'entrée en campagne mettrait l'armée perse entre deux feux.

Si l'on considère bien les données des *Annales*, on est amené à admettre que, du moment où la révolte qui éclata dans le pays d'Accad contre Nabunaïd ouvrit les portes de la ville de Sippar à Cyrus et força Nabunaïd à se réfugier avec son armée dans Borsippa, le monarque perse se détacha avec une partie de son armée de l'autre partie, dont Gubaru obtint le commandement en chef, pour se porter contre la Susiane entraînée dans le parti du monarque babylonien par Daniel, son émissaire. Nous voyons, en effet, par les *Annales*, que Gubaru poursuivit tout seul la campagne contre l'empire babylonien et que Cyrus

<sup>1</sup> La *première* année de Balthasar étant l'an 540, par conséquent sa *troisième* est l'an 538. Bien qu'il eût reçu sa mission de Nabunaïd fait prisonnier et relégué en Carmanie dès 539, Daniel n'en faisait pas moins pour cela à Suse les affaires du roi Balthasar, successeur de Nabunaïd, en empêchant par ses menées auprès des Susiens la jonction de l'armée de Cyrus avec celle de Gubaru, et en retardant par là même la chute de Babylone et de l'empire chaldéen.

<sup>2</sup> Notre sentiment concernant l'état d'indépendance où se trouvait encore la Susiane à l'époque en question est confirmé par la tradition mentionnée par Justi, *ouv. cité*, p. 20, deuxième alinéa, et réciproquement cette tradition par ce que nous avons dit ci-dessus.



lui-même ne fit son entrée dans Babylone que plusieurs mois après que Gubaru avait défait Nabunaïd, pris Borsippa et la plus grande partie de Babylone. Cette absence de Cyrus ne saurait s'expliquer que par l'hypothèse que ce monarque était allé tenir tête aux Susiens entrés en campagne pour soutenir l'empire babylonien. Il en est de même du fait du départ de Cyrus de Babylone avant la prise du quartier royal, à laquelle, ainsi qu'il résulte du silence des *Annales* concernant sa personne, il ne fut pas présent.

Il est très probable que Cyrus aura appris, à la fin de son séjour à Babylone, qui dura jusqu'au commencement de février 538, la prise de Suse par son armée détachée contre la Susiane, et qu'il se sera empressé d'aller prendre possession de cette ville. Cette catastrophe mettait évidemment fin à la mission de Daniel, qui sera retourné en toute diligence à Babylone, dont le quartier royal n'était pas encore tombé aux mains des Médo-Perses, et il aura rendu compte de l'insuccès final de sa mission à la mère de Baltassar, l'épouse de Nabunaïd et la fille de Nabuchodonosor. Celle-ci aura conseillé à Daniel de se tenir à l'écart de la cour et du roi, qui, révolté contre son père, ne pouvait guère être favorable à ceux qui avaient joui de la faveur de Nabunaïd.

Le caractère de Balthasar, tel que nous le dépeint Xénophon, devait inspirer de justes craintes à la reine mère pour Daniel. Ainsi, on s'explique la présence de Daniel à Babylone en 538, et pourquoi celui-ci ne se trouvait pas parmi les Grands admis par le roi au grand festin pendant lequel le quartier royal fut emporté par surprise et fut tué le dernier monarque indigène de l'empire chaldéen.

Quant à Gubaru, ou Gobryas, Daniel le donne comme ayant succédé à Balthasar, en qualité de roi des Chaldéens, à l'âge de soixante-deux ans, et il le désigne sous le nom de *Darius* (Daryawesh) *le Mède* (v, 31, T. hébreu, vi, 1).

Le prophète ne mentionne qu'une année de règne de ce roi, qu'il appelle *la première* (ix, 1). A cette année se rapportent et l'événement raconté chapitre VI et aussi la prophétie chapitre IX et suivants.

Le livre de Daniel mentionne ultérieurement (i, 21) la première année de Cyrus et, plus loin (vi, 28), il désigne implicite

ment ce monarque comme le successeur de Darius en qualité de roi des Chaldéens ou roi de Babylone. Enfin, le prophète mentionne (x, 1) la troisième année de Cyrus, roi des Perses.

Mettons en regard de ces renseignements fournis par le livre de Daniel ce que nous apprennent, au sujet de Darius, de Cyrus et de Cambyse, les *Annales* de Nabunaïd ainsi que les contrats Egibi.

Les *Annales* de Nabunaïd mentionnent, à la date du 4 nisan de l'an 538 <sup>1</sup>, que Cambyse, fils de Cyrus, accomplit une cérémonie religieuse dans le temple du dieu Nabû à Borsippa <sup>2</sup>.

Malheureusement, le texte est tellement mutilé en cet endroit, qu'on ne sait pas en tirer avec certitude de quelle espèce de cérémonie religieuse il s'agit dans ce passage des *Annales*. M. Tiele se demande s'il y était peut-être question de la solennelle inauguration de Cambyse, comme vice-roi de Babylone. Ou bien, poursuit-il, celui-ci n'a-t-il été élevé à cette dignité que plus tard <sup>3</sup>? Il nous semble plus naturel d'admettre qu'il s'agit, dans ce passage final, d'une cérémonie religieuse d'actions de grâces pour le succès définitif de la campagne entreprise contre l'empire chaldéen.

La politique conseillait manifestement pareille démonstration en l'honneur de Nabû, un des principaux dieux de la Babylonie. Il était aussi très habile de faire accomplir cet acte religieux par le propre fils du souverain dont les armes venaient de triompher <sup>4</sup>. En outre, cette cérémonie répondait bien à l'avis de Cyrus, ordonnant de renvoyer les dieux des diverses cités du pays d'Accad, enlevés de leurs résidences respectives et transportés à Babylone sur l'ordre de Nabunaïd. De plus, un pareil acte, posé par les vainqueurs, était de nature à apaiser chez les

<sup>1</sup> Tiele, *Babylonisch-Assyrische Geschichte*, II Theil, p. 476, assigne ce fait à l'an 538/37.

<sup>2</sup> Hommel, *ouv. cité*, p. 476 et note 5. — Voir aussi dans la *Revue biblique*, t. I, p. 253, la ligne 24 des *Annales* traduite comme suit, par le P. Scheil : « Le quatrième jour (de nisan), Cambyse, fils de Cyrus [se rendit] à Eninpa-Kalama-Shummu ... » c'est-à-dire « au temple qui donne le sceptre du pays, » d'où l'on peut inférer qu'il s'agit dans ce passage de l'inauguration de Cambyse comme vice-roi de Chaldée.

<sup>3</sup> *Ouv. cité*, p. 477.

<sup>4</sup> L'inscription de la statue naophore égyptienne du Vatican prouve que Cambyse a su s'astreindre aussi plus tard à de pareils actes de syncrétisme religieux. Voir Lenormant, *Hist. anc.*, t. VI, p. 5-6.

Babyloniens la douleur que leur avait causée la mort de leur roi indigène, dont le pays d'Accad avait porté le deuil pendant plusieurs jours. Enfin, ce solennel hommage rendu au grand dieu national des Babyloniens conférait en quelque sorte le droit de bourgeoisie et d'indigénat au vainqueur et semblait effacer la tache imprimée au pays par le triomphe des armes étrangères.

Les vainqueurs ne venaient-ils point solliciter du grand dieu national leur incorporation au pays dont ils s'étaient rendus maîtres ?

Dans l'expédition elle-même pour le succès de laquelle auraient été rendues au dieu Nabû ces solennelles actions de grâces, Cambyse, l'héritier présomptif du trône, semble avoir eu seulement le commandement des troupes perses, qui faisaient partie de l'armée médo-perse, chargée de s'emparer de Babylone et dont le commandement en chef était dévolu à Gobryas. Cependant Cambyse remplit les fonctions de vice-roi au début de l'an 538 pendant l'absence de Gobryas, et présida en cette qualité la cérémonie religieuse en question. Cambyse semble n'être devenu vice-roi de Babel qu'après la mort de Gobryas, qui, selon le livre de Daniel, V, 31, régna le premier à Babylone avec le titre de roi des Chaldéens sous le nom de Daryawesh.

Si l'on prétend contester l'exactitude de cette donnée parce que les tablettes-contrats mentionnent Cambyse comme roi de Babel à la date de la même année, dans laquelle nous plaçons, conformément à Daniel, l'avènement de Darius le Mède au trône de la Chaldée, cette difficulté est plus apparente que réelle. L'antilogie entre ces deux données cesse, si l'on se rappelle que Darius quitta pour quelque temps Babylone. Entre temps, Cambyse, le fils de Cyrus, exerça, ainsi qu'il résulte des tablettes-contrats, la vice-royauté de Babylone encore pendant le cours de la même année pendant laquelle Darius le premier ceignit la couronne de Chaldée. Tout en portant, comme Darius, son prédécesseur, le titre de roi de Babylone, Cambyse n'était cepen-

<sup>1</sup> L'orgueil national a conduit les scribes babyloniens à donner une explication analogue des événements accomplis sous Cyrus, dans la grande inscription qui porte le nom de ce monarque. En effet, ils y représentent Cyrus, le vainqueur de l'empire chaldéen, comme le favori de leur dieu national Marduk, et, par contre, Nabunaïd, le vaincu, comme tombé en disgrâce auprès de ce dieu et comme répudié par lui.

dant en réalité qu'un simple vice-roi placé sous la suzeraineté de Cyrus, son père. Cela résulte très clairement d'une tablette, où nous lisons : Première année de Cambyse, roi de Babel ; en ce temps Cyrus, son père, roi des Nations <sup>1</sup>.

Cette tablette révèle que Cambyse fut associé au trône du vivant de son père, dont il n'était que le lieutenant à Babylone. Dès lors, on s'explique aussi facilement l'existence de tablettes mentionnant les uns Cambyse, les autres Cyrus comme roi de Babylone à la date de l'an 536, mais postérieurement à la mort de Darius, décédé dans le courant de cette année. En prenant pour base cette donnée, on arrive à expliquer également l'apparente antilogie entre les divers documents historiques, dont les uns attribuent à Cambyse *onze* ans de règne et d'autres seulement *huit* ans.

Ainsi le Canon de Ptolémée donne à Cyrus *neuf* ans de règne à partir de la prise de Babylone, et seulement *huit* ans à Cambyse, successeur de Cyrus.

Ces données du Canon de Ptolémée sont exactes. En effet, la prise de Babylone ne fut complète qu'au commencement de l'année 538. Depuis cette date Cyrus devint roi de Babylone encore avant Darius le Mède.

Depuis 538 jusqu'en 529, il y a exactement neuf ans ; par conséquent, Cyrus vécut jusqu'en 529.

Cambyse fut seul roi de Babylone depuis la mort de son père en 529, jusqu'en 521, soit pendant huit ans. Quant aux onze ans de règne que lui attribuent certaines tablettes cunéiformes, on peut les expliquer, en admettant que Cambyse fut associé au trône par son père depuis l'an 532.

C'est manifestement dans ce sens-là qu'il faut comprendre la tablette mentionnant la *onzième* année de son règne, mais seulement comme roi de Babel, ainsi que le porte le texte.

Quand donc le Canon de Ptolémée n'attribue à Cambyse que huit ans de règne, il a en vue son règne comme roi des Nations, tandis que les autres documents, qui lui attribuent *onze* ans de règne comptent ces onze ans depuis l'an 532, date de son association au trône avec le titre de roi de Babel <sup>2</sup>,

<sup>1</sup> Voir Tiele, *ouv. cité*, p. 488.

<sup>2</sup> Voir Tiele, *ouv. cité*, p. 483-484.

Des données fournies par Daniel rapprochées de celles résultant des *Annales* et des Contrats-Egibi <sup>1</sup>, nous croyons pouvoir inférer que, après la prise définitive de Babylone et la mort de Balthasar en février-mars 538, Cyrus créa encore, avant la fin de cette même année, roi de Babylone son vaillant généralissime Gubaru (Gobryas), auquel il n'avait octroyé jusqu'alors que le titre de *gouverneur* de Babylone.

En montant sur le trône, Gobryas a, selon Josèphe <sup>2</sup>, changé de nom. Il s'est fait appeler *Daryawesch* ou *Darius*. C'est ce que nous apprend Daniel.

Déjà âgé de soixante-deux ans lors de son avènement au trône, Darius ne l'occupa qu'une année et quelques mois. Cela résulte, d'une part, des Contrats récemment publiés par le R. P. Strassmaier <sup>3</sup>, qui mentionnent dès le mois de sivan (juin) de l'année 538 le nom de *Cambyse* avec la mention de *roi de Babylone*, et, d'autre part, du livre de Daniel, qui ne connaît que la *première* année de Darius le Mède, auquel il donne Cyrus pour successeur.

Devenu roi de Babylone après le milieu ou vers la fin de l'an 538, Darius aura donc achevé à peine son unique année de règne. Quant à l'existence de Contrats datés de la *première* année de Cambyse, roi de Babylone, et se rapportant à la première moitié de l'année 538, époque à laquelle Darius n'avait pas encore ceint la couronne de Chaldée, on peut l'expliquer par le fait que Cambyse fut vice-roi de Babylone depuis la mort de Balthasar jusqu'à l'avènement de Darius le Mède.

Bien qu'il fût *de droit*, en sa qualité de souverain de Darius et de Cambyse, roi de Babylone dès l'an 539, Cyrus ne devint cependant de fait et officiellement qu'à partir de la fin de l'an 536, c'est-à-dire après le décès de Darius, seul représentant de l'ancienne monarchie universelle chaldéenne ou de la nouvelle monarchie universelle perse.

Tout cela s'accorde parfaitement avec le contenu du livre de Daniel donnant pour successeur à Balthasar, comme roi des Chaldéens, Gobryas-Darius, et à ce dernier Cyrus, roi des Perses.

<sup>1</sup> Voir, au sujet de ces Contrats, Vigouroux, *la Bible et les découvertes modernes*, t. I, p. 184, et t. IV, p. 528-529.

<sup>2</sup> *Antiq. Jud.*, X, xi, 4. — Voir plus loin, p. 384.

<sup>3</sup> *Babylonische Texte*, Heft VII et Heft VIII.

De cette dernière donnée nous pouvons inférer légitimement que, quand ce prophète mentionne, chapitre I, 21, la *première* année de Cyrus comme successeur de Darius et fondateur de la monarchie perse, laquelle, d'après ses prophéties (chapitres x-xi), devait succéder à l'empire chaldéen, il a en vue la *première* année du règne effectif et exclusif de ce prince comme monarque universel.

Ceci nous reporte à 536. Avec cette date concorde la mention de la *première* année de Cyrus, II. *Paral.*, xxxvi, 22, et *Esdras*, I, 1.

D'ailleurs, que Daniel et les hagiographes visent la *première* année du règne de Cyrus comme monarque exclusif et de fait de l'ancienne monarchie babylonienne et des autres pays soumis à son sceptre, cela résulte clairement, me semble-t-il, de dénominations telles que *Cyrus le Perse*, et *Cyrus, roi des Perses*, sous lesquelles ils désignent ce monarque comme chef de la nouvelle monarchie universelle substituée par lui à celle des Chaldéens.

Si l'on tient compte de la distinction faite plus haut entre le règne de droit et le règne de fait de Cyrus comme roi de Babylone, on n'aura pas de peine à comprendre qu'il n'existe aucune antilogie entre ce que nous avons dit précédemment et le fait que le Canon de Ptolémée donne l'an 539 comme la *première* année de Cyrus, roi de Babel <sup>1</sup>.

Quant à l'omission du nom de *Gobryas-Darius* dans le Canon des rois babyloniens comme *roi de Babylone*, elle s'explique par la très courte durée du règne de ce monarque, pendant lequel il ne sera rien arrivé de remarquable. Seul, le livre de Daniel nous donne, chapitre VI, quelques renseignements concernant son administration.

Il résulte de tout ce que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur que les deux assertions suivantes, données par

<sup>1</sup> Voir Hommel, *ouv. cité*, p. 778, note 3. L'auteur de ce Canon n'aura pas ignoré que Gobryas avait gouverné la Babylonie au nom de Cyrus, son suzerain, dès l'an 539. C'est ce qui lui fait rapporter à cette date la *première* année de Cyrus comme roi de Babel. Cyrus pouvait, en effet, être censé roi de Babel, du moment que son généralissime était maître d'une partie de l'empire chaldéen. La force de l'empire était brisée par suite des diverses défaites qu'avaient essuyées ses armées. De celles-ci il ne restait plus que l'armée de Balthasar, bloquée dans le quartier royal, non encore soumis, de la capitale.

M. Halévy comme conclusion de son étude insérée dans le *Muséon* <sup>1</sup>, sont inadmissibles, savoir : 1° que Baltassar est le même que Nabonid, et 2° que Darius le Mède ne peut pas être le même personnage que Gobryas. Dans cette même étude, M. Halévy affirme <sup>2</sup> que la Chronique babylonienne dit formellement que Gobryas quitta Babylone trois jours après l'entrée de Cyrus, et, comme il n'en est plus question dans les textes contemporains, on peut admettre, avec une presque entière certitude, que, la guerre terminée, Gobryas retourna dans sa province de Guti (du Kurdistan <sup>3</sup>), et qu'il continua de la gouverner jusqu'à l'avènement du faux Smerdis.

Or, on lit dans le texte des *Annales* de Nabunaïd, traduit par Hommel et par le P. Scheil <sup>4</sup>, que, après l'entrée de Cyrus à Babel, Gobryas se trouvait dans cette ville, dont Cyrus le fit gouverneur.

Examinons maintenant si Balthasar est, ainsi qu'il est nommé, Baruch, I, 11, fils de Nabuchodonosor, ou bien, si l'on peut tenir qu'il est le même que Bel-sar-ussur, fils aîné de Nabunaïd.

#### IV.

##### BALTHASAR, MENTIONNÉ BARUCH, I, 11, EST BEL-SAR-USSUR, FILS DE NABUNAÏD

Dom Calmet considère Balthasar, dont parle Baruch, comme le second fils de Nabuchodonosor le Grand.

Voici ses propres paroles : « Baruch ne parle point ici d'Evilmérodach, fils aîné de Nabuchodonosor, et son successeur immédiat, mais seulement de Balthasar, son second fils, parce qu'Evilmérodach était, dit-on, alors disgracié, et que Balthasar était regardé comme héritier présomptif du royaume <sup>5</sup>. »

Il n'y a, croyons-nous, aucun document historique qui fasse mention d'un second fils de Nabuchodonosor, qui ait porté le nom de Balthasar ou de Bel-sar-ussur.

<sup>1</sup> Voir t. II, n° 2, p. 260.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 258.

<sup>4</sup> Voir *Revue biblique*, t. I, l'article : *Prise de Babylone par Cyrus*, page 253, les lignes 19-20 des *Annales* de Nabunaïd et de Cyrus.

<sup>5</sup> Calmet, ad h. l.

Par les inscriptions de Nabunaïd, trouvées à Mughéir, ainsi que par le livre de Daniel, nous connaissons un rejeton royal de ce nom, mais il était, d'après ces inscriptions, le fils aîné du roi Nabunaïd.

On comprend aussitôt que la critique négative n'acceptera pas une pareille solution. Fritzsche identifie Balthasar de Baruch, I, 11, avec celui de Daniel, v 1, et, dans ses *Remarques préliminaires* <sup>2</sup>, où il nie l'authenticité et l'historicité du livre de Baruch, il traite d'erronée la donnée de Baruch, I, 11, suivant laquelle Balthasar serait le fils de Nabuchodonosor.

Nous sommes d'accord avec Fritzsche pour voir dans Balthasar le même personnage que celui de Daniel, v. Mais, à l'encontre de ce critique, qui nie avec Hitzig la personnalité historique de Balthasar de Daniel, nous la maintenons et nous pensons avoir donné dans ce qui précède des preuves suffisantes à l'appui de notre sentiment.

Il faut établir maintenant que le Balthasar de Baruch était fils, non pas de Nabuchodonosor, mais de Nabunaïd, et que dès lors il est à identifier avec Balthasar de Daniel, v. Pour s'en convaincre, on n'a, me semble-t-il, qu'à rapprocher le contenu de Baruch, I, 3-5, du passage de Jérémie, LII, 31 et suiv.

Voici ce que porte le passage en question de Baruch :

Baruch lut les paroles de ce livre devant Jéchonias, fils de Joachim, roi de Juda, et devant tout le peuple qui venait entendre lire ce livre, devant les grands, devant les enfants des rois, devant les anciens, et devant le peuple, depuis le plus petit jusqu'au plus grand de tous ceux qui demeuraient alors à Babylone près du fleuve de Sodi. Et lorsqu'ils écoutaient cette lecture, ils pleuraient tous, ils jeûnaient et ils priaient devant le Seigneur.

Nous mettons en regard de ce passage le §. 31 du chapitre LII de Jérémie :

« Mais la trente-septième année, depuis que Joachim, roi de Juda, eut été transféré à Babylone, le vingt-cinquième jour du cinquième mois, Evilmérôdach, roi de Babylone, en la première année de son règne, releva la tête de Joachim, et le fit sortir de prison. »

D'après Jérémie, Jéchonias fut maintenu en prison jusqu'en

<sup>1</sup> *Exegetisch Handbuch zu den Apocryphen des A. T.*, ad h. l.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 170.



la *trente-septième* année de sa déportation en exil. Il en fut tiré alors par Evil-Mérodach (Amil-Maraduk), fils et successeur de Nabuchodonosor. D'après Baruch, I, 3-5, Jéchonias n'était plus en prison, car il assista avec les grands et le peuple de sa nation à la lecture du livre de Baruch, laquelle, selon le *7. 2*, eut lieu dans la *cinquième* année depuis la prise et l'incendie de Jérusalem par les Chaldéens en 588.

Il doit y avoir ici une faute de copiste <sup>1</sup>, et à la date de la *cinquième* année, mentionnée *7. 2*, il faut substituer celle de la *quarante-cinquième* année depuis la prise de Jérusalem. Cette quarante-cinquième année correspond à l'an 543 <sup>2</sup>.

Tiré de sa prison trente-sept ans après son incarcération en 599, Jéchonias avait donc, à la date de l'an 543, récupéré sa liberté depuis dix-neuf ans, savoir depuis 562 <sup>3</sup>. Par conséquent, il a pu, ainsi qu'il est dit, Baruch, I, 3-6, assister à la lecture du livre du secrétaire de Jérémie.

Les interprètes, qui n'ont pas remarqué l'erreur de chiffre, doivent recourir à l'échappatoire qui consiste à dire que les Juifs déportés dans l'empire babylonien y jouissaient d'une grande liberté. Tout en admettant le fait pour la généralité de ces déportés, nous ne saurions pas, cependant, l'étendre avec le R. P. Knabenbauer <sup>4</sup> au roi Jéchonias. Le passage de Jérémie allégué plus haut affirme que Jéchonias *resta en prison* jusqu'en la trente-septième année depuis sa déportation.

Pour établir le bien fondé de notre opinion en ce qui concerne l'erreur de date que nous venons de relever, Baruch, I, 2, nous mettons sous les yeux du lecteur quelques synchronismes, dont il faut tenir compte.

Nous plaçons à l'an 539 la mort de Nériglissor, en 538 le règne de neuf mois de son fils Labashi-Maruduk (Laborosoarchos) suivi d'une grosse année de troubles, et en 536 l'avènement de Nabunaïd, auquel le Canon de Ptolémée attribue dix-sept ans de règne, soit de 556 à 539. Nous mettons à l'an 608 le commencement du règne de Nabuchodonosor le Grand, qui, dès

<sup>1</sup> Dans sa dissertation : *De auctoritate historica libri Danielis*, p. 178, note 1, M. Hebbelynck soupçonne également une altération du texte original à imputer soit au traducteur, soit à un copiste.

<sup>2</sup> 543 + 45 = 588.

<sup>3</sup> 562 + 37 = 599.

<sup>4</sup> *Commentarius in Danielem prophetam, Lamentationes et Baruch*, p. 454.

T. LV. 1<sup>er</sup> AVRIL 1894.

cette année, fut associé au trône par son père Nabopolassar.

L'auteur du II<sup>e</sup> (IV<sup>e</sup>) livre des Rois ainsi que Jérémie prennent l'an 607, à partir duquel Nabuchodonosor régna seul, comme point de départ de leur supputation des années de règne de ce monarque. Jérémie (xxv, 1) donne comme la *première* année de Nabuchodonosor, la *quatrième* année du roi Joakim de Juda, qui, d'après II. (IV.) Rois, xxxiii, 36, régna onze ans, de 611 à 600, de sorte que sa IV<sup>e</sup> année correspond à l'année 607, la *première* de Nabuchodonosor.

De même, la onzième et dernière année du règne du roi Sédécias de Juda, qui, d'après II. (IV.) Rois, xxiv, 18 (cf. Jérémie, xxxii, 1), régna de 599 à 588, est donnée II. (IV.) Rois, xxv, 8, comme la *dix-neuvième* de Nabuchodonosor<sup>1</sup>. Ici encore l'année 607 apparaît comme la *première* de Nabuchodonosor.

Les *septante* ans de la captivité de Babylone commencent la *quatrième* année de Joakim, la *première* de Nabuchodonosor. Cette date n'est pas indiquée II. (IV.) Rois, xxiv, 1-4, mais elle est donnée par Jérémie, xxv, 1. Cependant il est clairement insinué dans le passage cité du Livre des Rois que la date fournie par Jérémie constitue le début de la déportation et de la captivité successive des habitants du royaume de Juda.

Or la quatrième année de Joakim, la première des soixantedix ans de la captivité, correspond à l'an 607, et 607 moins 70 donne 537, c'est-à-dire qu'en l'an 537 finissent les septante ans de la captivité.

Conformément aux données chronologiques alléguées ci-dessus, la *quarante-cinquième* année, — et non la *cinquième*, comme le porte le texte actuel de Baruch i, 2, — depuis la prise et l'incendie de Jérusalem en 588, correspond à l'an 543<sup>2</sup>. Cette date nous reporte à la *treizième* année du règne de Nabunaïd<sup>3</sup>. Jéchonias était, selon II. (IV.) Rois, xxiv, 8, âgé de dix-huit ans en 599. Par conséquent il comptait en 543 *septante-quatre* ans d'âge<sup>4</sup>.

Si à la date de la 4<sup>e</sup> année de Joakim, mentionnée Jéré-

<sup>1</sup> 588 + 19 = 607.

<sup>2</sup> 588 — 45 = 543.

<sup>3</sup> 556 — 13 = 543.

<sup>4</sup> De 599 à 543 il y a cinquante-six ans. Si à ces cinquante-six ans nous ajoutons les dix-huit ans d'âge que comptait Jéchonias en 599, nous arrivons à soixante-quatorze ans d'âge pour ce monarque en 543.

mie, xxxvi, 4, Baruch devint le secrétaire du prophète, supposé à l'âge de vingt ans, il s'ensuivrait qu'il naquit en 627, soit vingt ans avant l'an 607, auquel correspond la quatrième année de Joakim. Par conséquent, Baruch aurait été âgé de quatre-vingt-quatre ans en 543 <sup>1</sup>.

Rien ne s'oppose, nous semble-t-il, à ce que nous admettions que *Joakim*, dont il est question, Baruch, i, 7, puisse être considéré comme ayant rempli les fonctions de *grand prêtre* à la date de l'an 543. Nous voyons dans Joakim le petit-fils du pontife Helcias II, qui remplissait l'office de grand prêtre sous le règne du roi Josias de Juda <sup>2</sup>, et eut pour fils le pontife Saraïas, lequel fut mis à mort après la prise de Jérusalem.

Saraïas aura eu deux fils, dont l'aîné aura été notre Joakim. Lors de la prise de Jérusalem, celui-ci aura eu la chance d'échapper aux Babyloniens, tandis que son frère Josedec tomba entre leurs mains et fut emmené en captivité (I. Paral., v, 15).

En l'an 543 Joakim exerçait encore le souverain pontificat à Jérusalem; mais il mourut avant la fin de la captivité, car Josedec apparaît investi de cette haute fonction en 537.

Revenons maintenant à la date de la 5<sup>e</sup> année que nous lisons, Baruch, i, 2, et que nous avons signalée comme fautive. Nous avons à expliquer comment le texte de Baruch a été ainsi altéré.

L'explication la plus simple et la plus naturelle nous paraît être celle-ci. Le traducteur du livre de Baruch ou quelque copiste aura pris, mais bien à tort, au pied de la lettre l'appellation *ab*, appliquée, Daniel, v, 11, par la reine mère à Nabuchodonosor, l'ancêtre de Baltassar. Or, l'hébreu emploie le mot *ab* pour désigner non seulement le père, mais aussi le grand-père ou un ancêtre de la personne en question. Dès lors, ce traducteur ou ce copiste aura vu dans Nabunaïd, donné par le texte original de Baruch, i, 11, pour le père de Balthasar, un échange erroné de noms commis par quelque copiste. Le fait que ce dernier nom lui était inconnu, tandis que Nabuchodonosor était parfaitement connu parmi les Juifs comme le devastateur de Jérusa-

<sup>1</sup> 627 — 543 = 84.

<sup>2</sup> Helcias II était le fils du pontife Joakim du livre de Judith, et le père de celui-ci était Helcias I. Leurs noms, paraissant être une doublette, furent omis I. Paral., vi.

lem, l'aura confirmé dans sa fausse appréhension. Il aura donc substitué dans son apographe le nom de Nabuchodonosor à celui de Nabunaïd, croyant rétablir ainsi la leçon originelle du texte conformément au contenu de Daniel, v, 11.

Cependant ce pseudo-correcteur se sera aperçu que la date de la quarante-cinquième année, Baruch, i, 2, était en dissonance avec le contenu de Baruch, i, 11, qu'elle dépassait notablement, savoir de dix-neuf ans, la fin du règne de Nabuchodonosor, et que, par conséquent, Baruch n'aurait pas pu, ainsi qu'il le fait, i, 11, solliciter à cette date des prières pour la conservation de la vie de ce monarque et de son fils Balthasar.

Dès lors, cette date devait apparaître aux yeux de ce correcteur comme manifestement erronée, et force lui était de la changer pour la mettre en harmonie avec son antérieure substitution du nom de Nabuchodonosor à celui de Nabunaïd. Or la date de la quarante-cinquième année depuis Jérusalem se sera trouvée exprimée, Baruch, i, 2, par les deux lettres  $\pi$  et  $\mathfrak{d}$  servant de chiffres. Il omit dans son apographe le  $\mathfrak{d}$  (*mem*) valant *quarante* et il ne reproduisit que le  $\pi$  valant *cinq*. De là, la *cinquième* au lieu de la *quarante-cinquième* année dans notre texte actuel de Baruch.

Il résulte de ce qui précède que, chronologiquement et historiquement parlant, on ne saurait élever aucune difficulté contre l'identification que nous proposons de Balthasar de Baruch, ii, avec Balthasar de Daniel, v, lequel n'est autre que Bel-sar-ussur, fils aîné du roi Nabunaïd, mort en 538 d'après les *Annales* de ce roi.

Eu égard au fait que ces *Annales* nous montrent Balthasar investi du commandement en chef de l'armée babylonienne concentrée dans le camp retranché, établi sur l'Euphrate au delà de Sippara, contre Cyrus quelques années avant la prise de Babylone, il faut admettre que Balthasar naquit plusieurs années avant l'avènement de son père au trône <sup>1</sup>. Peut-être n'est-ce pas trop nous hasarder que de supposer que ce fut précisément à

<sup>1</sup> D'après le Canon de Ptolémée, Nabunaïd régna dix-sept ans, de 536 à 539. Avec cette donnée concorde le fait que la plus récente parmi les multiples tablettes-contrats datées de son règne porte la date de la mi-août de la dix-septième année.

Voir Hommel, *ouv. cité*, p. 778.

l'occasion de l'entrée en campagne du fils de Nabunaïd contre Cyrus et les Perses, menaçant l'empire d'une redoutable invasion, que Baruch conjura, I, 11, ses compatriotes restés à Jérusalem d'offrir des prières et des sacrifices pour le roi Nabunaïd et son fils Balthasar.

La rectification de la date alléguée, Baruch, I, 2, de la cinquième année en la quarante-cinquième depuis la prise de Jérusalem, soit en 543, reçoit une éclatante confirmation de ce que nous lisons, Baruch, III, 10 : *ἡκαλιώθη ἐν γῇ ἄλλοτρίᾳ*, traduit dans la Vulgate, III, 11 : *inveterasti in terrâ aliend*.

Cette énonciation indique, en effet, clairement un séjour déjà long de Juda dans le pays de sa captivité, « sur la terre étrangère. » Près d'un demi-siècle de captivité en pays étranger est, certes, un temps assez long pour qu'on puisse dire du peuple qui la subit, qu'il « a vieilli en pays étranger, » tandis qu'un laps de cinq ans est insuffisant pour justifier une pareille expression. Notre conjecture est corroborée ultérieurement par le passage xv, 22-25, et notamment par l'annonce prophétique de la ruine prochaine de l'empire babylonien, désigné par Baruch comme l'ennemi des captifs de Juda, en ces termes :

*Mes enfants, souffrez avec patience la colère qui est tombée sur vous. Votre ennemi vous a persécutés, mais vous verrez bientôt sa ruine (ὄψαι αὐτοῦ τὴν ἀπώλειαν ἐν τάχει) et vous foulerez son col aux pieds (v, 25).*

Babylone tomba cinq ans après cette prédiction, en 538.

Cette rectification présente en outre l'avantage d'enlever tout fondement à l'objection déduite de ces deux passages par Fritzsche<sup>1</sup> et Reuss<sup>2</sup> contre le caractère historique du livre de Baruch. Leur assertion, que ces passages indiquent une époque postérieure à celle où Baruch est censé écrire, ne se soutient plus.

Par cette même rectification de date, il est répondu également à l'ultérieure objection faite par Fritzsche contre la véracité de l'auteur du livre de Baruch en ces termes<sup>3</sup> : « Comment Baruch aurait-il pu aller à Babylone dans la cinquième année de la captivité? Jérémie vivait encore, et, tant qu'il vécut, son fidèle se-

<sup>1</sup> Ouv. cité, p. 169.

<sup>2</sup> La Bible, 6<sup>e</sup> partie, p. 647.

<sup>3</sup> Ouv. cité, p. 170.

crétaire demeura avec lui sans l'abandonner. Donc il ne pouvait pas se trouver au milieu des déportés. »

Il nous semble inutile, en présence de cette rectification, de recourir à la réplique suivante donnée à Fritzsche par M. Trochon <sup>1</sup> : « Comme le dit justement le docteur Welte, cette double assertion est arbitraire et il n'est nullement démontré, soit que Jérémie vécut encore à cette époque <sup>2</sup>, soit que Baruch soit resté auprès de lui jusqu'à sa mort. Pourquoi, ajoute M. Trochon comme nous l'avons dit dans le § 1<sup>er</sup>, n'aurait-il pas été envoyé à Babylone par son maître pour encourager et consoler les prisonniers <sup>3</sup> ? »

La rectification de date proposée pour Baruch, 1, 2, a donc le grand avantage, d'une part, de faire disparaître mainte difficulté soulevée contre le livre de Baruch, et, d'autre part, de faire ressortir la parfaite harmonie de ses diverses données tant entre elles qu'avec les autres données bibliques afférentes à la même époque.

## V.

### DONNÉES CHRONOLOGIQUES CONCERNANT CERTAINS PERSONNAGES IMPORTANTS MÊLÉS AUX ÉVÉNEMENTS TRAITÉS DANS NOTRE ÉTUDE

Il ne sera pas, croyons-nous, oiseux, en vue d'éclaircir davantage le problème discuté dans cette étude, de mettre sous les yeux du lecteur quelques indications chronologiques destinées à écarter d'apparentes difficultés que pourraient sembler susciter les divers points que nous nous sommes efforcé d'établir.

Dans le présent cas, il faut bien, en l'absence de données chronologiques précises fournies par les documents, se con-

<sup>1</sup> *Prophétie de Baruch*, p. 390.

<sup>2</sup> On ne saurait pas, me semble-t-il, tirer en doute, ainsi que le fait ici M. Welte, que Jérémie a survécu à la ruine définitive de Jérusalem en 588, et qu'il a continué à vivre encore un certain temps après. Cela résulte du chapitre XLV de ses prophéties. Or, la date de 538 est postérieure à celle de la cinquième année de la captivité de Jéchonias, laquelle correspond à l'an 594.

<sup>3</sup> A cette question on peut répondre que Jérémie avait trop à faire à la date de la cinquième année de la captivité de Jéchonias dans la Judée même pour pouvoir se passer des services de Baruch, son fidèle secrétaire.

tenter de suppléer à leur défaut au moyen d'inductions ou de déductions. Aussi bien, ces déductions ne sont-elles pas à dédaigner quand elles sont sérieusement plausibles, qu'elles ne heurtent aucune donnée historique ou chronologique acquise. Du moment que ces données se laissent harmoniser parfaitement avec ces dernières, et que, considérées en elles-mêmes, elles n'impliquent rien d'exorbitant, elles méritent d'être prises en considération.

Voici maintenant l'exposé sommaire de ces inductions chronologiques. Commençons par le roi Nabunaïd.

Nous plaçons la naissance de Nabunaïd à l'an 598, savoir trente-cinq ans avant la mort de Nabuchodonosor, arrivée en 562.

Nous supposons ultérieurement que Nabunaïd épousa en 568, dans la trentième année de son âge, une fille de Nabuchodonosor.

Lors de sa capture à Borsippa en 539, Nabunaïd était, par conséquent, âgé de cinquante-huit ans.

En ce qui concerne l'épouse de Nabunaïd, la mère de Bel-sar-ussur ou de Balthasar, supposé qu'elle naquit en 587, Nabuchodonosor son père l'aurait procréée à l'âge de cinquante-cinq ans.

Supposé ultérieurement qu'elle épousa à l'âge de vingt ans Nabunaïd et qu'elle mit au monde son fils Balthasar en 566, elle aura compté quarante-neuf ans d'âge quand elle apparut en 538 au festin donné par son fils et décrit Daniel, v. Quant à Balthasar, fils aîné des précédents, supposé né en 566, il n'était âgé que de vingt-huit ans lors de la prise par Gobryas, en 538, du palais royal et du reste de Babylone.

C'est là le coup décisif, qui, suivant Daniel et les *Annales* de Nabunaïd coûta à Balthasar le trône et la vie. Rapprochons de ces données la *quarante-cinquième* année depuis la prise et l'incendie de Jérusalem par les Chaldéens que nous avons cru pouvoir substituer à la *cinquième* année que nous lisons Baruch, i, 2.

La prise et l'incendie de Jérusalem par les Chaldéens doivent être rapportés à l'an 588, et la quarante-cinquième année depuis cette catastrophe tombe, par conséquent, en l'an 543. Or, l'an 543 correspond à la treizième année du règne de Nabunaïd<sup>1</sup>. D'où il résulte que Balthasar, né en 566, soit dix ans

<sup>1</sup> Nabunaïd régna dix-sept ans, savoir de 556 à 539.

avant l'avènement de son père au trône, avait en 543, la quarante-cinquième année après l'incendie de Jérusalem, vingt-trois ans d'âge <sup>1</sup>.

Passons maintenant à la mère de Nabunaïd, la grand'mère de Balthasar, qui accompagna, en 547, son petit-fils au camp retranché établi par delà l'Euphrate au-dessus de Sippara, où elle mourut en cette même année,

Supposé qu'elle soit née en 619, qu'elle ait mis au monde à l'âge de vingt et un ans, 598, son fils Nabunaïd, elle devait être âgée de soixante-douze ans quand elle mourut.

En ce qui concerne Nabuchodonosor, supposé qu'il monta sur le trône en 607, âgé de trente-cinq ans, il serait, par conséquent, né en 642, il aurait procréé à l'âge de cinquante-cinq ans l'épouse du roi Nabunaïd, la mère de Bel-sar-ussur, et au moment de sa mort, arrivée en 563, il aurait été âgé de quatre-vingts ans.

Quant à la mère de Balthasar, que nous supposons être née vingt-cinq ans avant le décès de Nabuchodonosor, elle a manifestement pu connaître Daniel ainsi que le rôle joué par ce prophète sous le règne de ce monarque, conformément à ce que dit d'elle le livre de Daniel (chap. v) <sup>2</sup>.

Parmi les données chronologiques que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur, il n'y en a aucune, croyons-nous, qui soit ou exorbitante, si nous les considérons en elles-mêmes, ou en désharmonie avec les données soit historiques, soit chronologiques, fournies par les documents.

Nous pensons ne pas avoir commis un hors-d'œuvre inutile en traitant subsidiairement ces divers points chronologiques. Leur élucidation concourt en effet à asseoir plus solidement notre thèse principale, en prévenant et en écartant certains

<sup>1</sup> Quand il partit en 647 pour l'armée stationnée dans le pays d'Accad, Balthasar ne comptait encore que *dix-neuf* ans d'âge. Il ne rentra à Babylone qu'en 640, au moment même où Nabunaïd, son père, sorti enfin de sa léthargie politique, partait avec de nouvelles troupes pour le pays d'Accad pour y tenir tête à l'armée médo-perse de Gubaru.

<sup>2</sup> Daniel interpréta le fameux songe de Nabuchodonosor la *douzième* année de ce monarque, c'est-à-dire en 595, huit ans avant la naissance de la mère de Balthasar. Mais la folie survenue à Nabuchodonosor, comme un châtiment divin de son orgueil, selon la prédiction de Daniel, après qu'il eut achevé d'embellir Babylone, la capitale de son empire, est à rapporter à une date postérieure de beaucoup d'années à celle de l'an 595. Or, c'est là un événement qui devait s'être gravé profondément dans la mémoire de la mère de Balthasar, fille de Nabuchodonosor.



doutes, certaines objections qui pourraient surgir dans l'esprit du lecteur.

La solidité de nos inductions résulte de certaines dates précises d'une époque sur laquelle il règne encore, chez beaucoup de savants, une assez grande incertitude quant à la chronologie. Il importe dès lors de mettre en lumière tout ce qui est susceptible de l'être. C'est pourquoi nous voulons essayer également, vu sa haute importance, de rendre aussi certaine que possible la date réelle de l'avènement au trône de Nabuchodonosor.

Pour atteindre ce but, nous devrions pouvoir fixer l'époque de l'expédition de Néchao II, qui se termina par la défaite du roi égyptien sous les murs de Karkemish. Cette expédition semble être postérieure de quatre ans à celle dirigée, ainsi que nous le lisons, II. (IV.) Rois, xxiii, 29, contre un *roi d'Assyrie*, au début de laquelle Néchao rencontra près de Megiddo l'armée du roi Josias de Juda, qui voulait lui barrer le passage. Défait dans la bataille que lui livra le pharaon, Josias mourut des blessures qu'il reçut. Selon la Chronologie biblique, la mort de Josias et la bataille de Megiddo doivent être placées en l'an 611.

La seconde expédition de Néchao, dirigée contre le nouvel empire babylonien, semble n'avoir été terminée qu'en 607, l'année où Nabuchodonosor avait déjà remplacé sur le trône de Chaldée son défunt père Nabopolassar.

Examinons maintenant ces événements de plus près. Le récit, tel que le donne Ed. Meyer <sup>1</sup>, est absolument insuffisant et sa chronologie inadmissible. Nous devons en dire autant du récit de Stade <sup>2</sup>, ainsi que de la chronologie qu'il suit. Quant à l'exposé de M. Keil <sup>3</sup>, nous pensons qu'il n'est pas non plus entièrement conforme à la réalité.

Essayons, pour nous orienter dans cette question difficile, de trouver quelques points de repère. Nous considérons comme tel, si toutefois il est exact, le fait affirmé par M. Tiele <sup>4</sup>, que le roi Nabopolassar, père de Nabuchodonosor, mourut avant la prise de Karkemisch.

Nous trouvons un second point de repère dans une tablette-

<sup>1</sup> *Geschichte des alten Aegyptens*, p. 381.

<sup>2</sup> *Geschichte des Volkes Israel*, t. I, p. 678-679.

<sup>3</sup> *Der Prophet Daniel*, p. 55-56.

<sup>4</sup> *Ouv. cité*, p. 422.

contrat datée du 20 tisritù (septembre-octobre) de l'an 607, désigné là comme l'année de l'avènement de Nabuchodonosor au trône de Chaldée <sup>1</sup>.

De cette date, rapprochée de la précédente donnée, nous pouvons inférer que Karkemisch ne fut pas emportée avant le début de l'an 607.

D'après M. Maspero <sup>2</sup>, le pharaon Néchao II entra en campagne dès le commencement de l'année 608. « La vieillesse de Naboupaloussour invitait, dit-il, à l'attaquer. » Probablement le pharaon comptait-il trouver les deux belligérants épuisés par le siège de Ninive et se promettait-il de pouvoir vaincre facilement l'un et l'autre. Mais Néchao s'aperçut bientôt qu'il avait affaire à un adversaire qui, malgré son grand âge, n'était cependant pas le chef décrépît d'une monarchie branlant déjà sur sa base, comme il se l'était peut-être imaginé. Aussi le pharaon se vit-il tenu en échec et contraint de s'enfermer dans Karkemisch, où il fut bientôt assiégé par Nabopolassar, le chef du nouvel empire babylonien élevé en 608, et non en 606, ainsi que le dit M. Tiele <sup>3</sup>, sur les ruines de l'empire assyrien.

En vertu des précédentes dates ainsi que des données fournies par le livre IV des Rois, xxiv, et par le livre des Prophéties de Jérémie, il y a lieu d'admettre que pendant que Néchao était tenu bloqué dans Karkemisch par l'armée de Nabopolassar, une seconde armée babylonienne, placée sous le commandement de son fils Nabuchodonosor, déjà associé au trône de son père, ainsi que le révèle la qualification de *roi de Babel* que lui appliquent les écrivains bibliques <sup>4</sup>, était occupée à soumettre ou à tenir en respect les anciens vassaux de l'Assyrie devenus les tributaires ou les alliés du monarque égyptien. C'est dans le cours de cette expédition que Nabuchodonosor pénétra dans *Jérusalem* et imposa au roi Joakim, en la *quatrième* année du règne de ce dernier <sup>5</sup>, laquelle correspond à l'an 607, le vasselage du nouvel empire <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Voir Tiele, *ouv. cité*, p. 423-424.

<sup>2</sup> *Ouv. cité*, p. 538.

<sup>3</sup> *Ouv. cité*, p. 414, in-f°.

<sup>4</sup> II. (IV.) Rois, xxiv, 1; *Daniel*, I, 1; *Jérémie*, xxv, 1.

<sup>5</sup> II. (IV.) Rois, xxiv, 1; *Daniel*, I (Voir Keil, *ad utrumq. loc.*); *Jérémie*, xxv, 1, 9.

<sup>6</sup> Ces dates rapprochées du contenu des passages bibliques allégués dans la

La position du pharaon enfermé dans Karkemisch devenait dès lors très critique, car l'armée babylonienne qui opérait en Palestine pouvait, ou bien venir se joindre à l'armée assiégeante, pour l'accabler, ou bien, si on la laissait réduire successivement à l'impuissance tous les alliés récents de l'Égypte, couper à Néchao la retraite vers son pays.

Sur ces entrefaites Nabopolassar vint à mourir, et son fils Nabuchodonosor se dirigea en toute hâte vers Babylone, à travers le désert d'Arabie, avec une légère escorte, et il y ceignit, sans rencontrer aucune difficulté, la couronne de Chaldée encore avant le 20 tisritû de l'an 607. Il résulte de cette date, rapprochée du fait que Néchao fut vaincu à Karkemisch par Nabuchodonosor après que celui-ci avait déjà succédé à son père en qualité de roi de Babel, que M. Maspero <sup>1</sup> place erronément la défaite de Pharaon à Karkemisch avant l'avènement de Nabuchodonosor au trône de Chaldée.

Nul doute que, aussitôt après son intronisation et le retour de l'armée chaldéenne, qui opérait en Palestine, Nabuchodonosor se sera empressé de se rendre avec ce renfort à l'armée qui assiégeait toujours Karkemisch. Le nouvel et jeune monarque aura communiqué un nouvel élan aux troupes chaldéennes et provoqué le pharaon à lui livrer bataille. Néchao accepta le défi. On connaît l'issue de cette bataille. Complètement défait, Néchao s'enfuit vers le Delta, poursuivi par son vainqueur, qui ne parvint pas à atteindre le fuyard. Il résulte de ce qui précède que les données concernant cette seconde campagne de Néchao, de même que les données bibliques concernant l'asservissement du roi Joakim de Juda à l'empire chaldéen par Nabuchodonosor, se laissent facilement concilier avec la date de la fin de l'an 607, date de l'avènement du fils de Nabopolassar au trône de Chaldée.

Cette date peut donc être considérée comme définitivement

précédente note ainsi que de la donnée que Nabuchodonosor traversa, en 607, le désert d'Arabie pour aller prendre possession, après la mort de son père, du trône de Chaldée, montrent clairement qu'il guerroyait en Palestine pendant que son père assiégeait Néchao dans Karkemisch.

<sup>1</sup> *Ouv. cité*, p. 540-541. Cet historien prétend appuyer son récit sur l'autorité de Bérosee chez Josèphe, *Antiq.*, X, 11; mais on ne lit rien de tel en cet endroit. Quant au contenu du chapitre VII, il ne favorise en aucune façon l'exposé de M. Maspero.

acquise. Or quelques-unes de nos précédentes combinaisons s'appuyaient sur l'exactitude supposée de cette date. D'où il suit que ces combinaisons sont fondées.

## VI.

### DARIUS LE MÈDE DE DANIEL ET GUBARU DES ANNALES SONT UN SEUL ET MÊME PERSONNAGE

La thèse énoncée dans l'intitulé du présent paragraphe pourra paraître téméraire à première vue. En effet, Darius le Mède, mentionné, Daniel v, 31, vi, 1, ix, 1, comme successeur de Balthasar en qualité de roi des Chaldéens, n'a-t-il pas l'air d'un personnage fictif, d'un pseudo-personnage historique complètement ignoré de l'histoire profane, de l'existence duquel il ne subsiste aucune trace?

C'est bien ainsi que plusieurs historiens contemporains et l'école critique négative tout entière considèrent Darius de Daniel dont, d'après eux, le nom doit être biffé de l'histoire. Plusieurs même s'abstiennent d'en faire encore mention <sup>1</sup>.

Ce verdict ne nous semble pas légitime. Il demande à être réformé, et il y a lieu de combler la fâcheuse lacune introduite dans l'histoire de cette époque par la suppression injustifiée de la personnalité de Darius le Mède.

Nous croyons, en effet, pouvoir produire des preuves suffisantes pour établir le caractère historique de Darius le Mède, mentionné par Daniel comme roi des Chaldéens et comme prédécesseur, en cette qualité, de Cyrus le Perse.

Commençons par démontrer l'existence d'un monarque du nom de Darius antérieurement à la restauration post-exilienne des Juifs sur le sol de leur patrie.

A notre avis, nous avons une preuve péremptoire du fait en question dans la mention de *dariques* chez Esdras, ii, 69.

En effet, le personnel dont il s'agit dans ce chapitre II est celui-là même qui retourna avec Zorobabel de l'exil en Judée, la *première* année de Cyrus.

<sup>1</sup> Il est passé sous silence par Maspero, *ouv. cité*; par Tiele, *ouv. cité*; par Fritz Hommel, *ouv. cité*, et par Delitzsch-Mürdtar, *Geschichte Babylonien und Assyriens*.

Or, le contenu du §. 69 nous prouve qu'à cette date les *dariques* existaient déjà à l'état de monnaie usuelle. D'où nous inférons légitimement que l'origine de cette monnaie précède la *première* année de Cyrus, qui n'est pas reconnu par l'histoire comme en ayant été le premier émetteur.

Mais à quel monarque antérieur à Cyrus doit-on rapporter la première fabrication et émission de cette monnaie?

Nous donnons la parole à M. Fabre d'Envieu, qui répond à cette question en ces termes : « Hérodote, Diodore, Plutarque, sont d'accord pour nous dire qu'elles (les dariques) doivent leur nom à un roi nommé Darius (cf. Brisson, *de Reg. Persarum princ.*, p. 346). D'un autre côté, Hérodote dit qu'elles furent frappées d'abord sous Darius d'Hystaspe, et il rattache le mot *darique* au nom de ce Darius. Mais il est facile de comprendre qu'il s'arrête à ce roi de Perse parce qu'il n'en connaît pas de plus ancien. Cette erreur a amené l'historien à en commettre une autre et à dire que les Perses n'ont pas connu de pièces de monnaie avant le temps du fils d'Hystaspe (iv, 166) <sup>1</sup>. »

Ces assertions d'Hérodote ne sont pas soutenables en regard du passage d'Esdras, II, 69, auquel nous pouvons ajouter Esdras, VIII, 27, et Néh., VII, 70, 71, 72. Il y est parlé des *dariques* comme d'une monnaie ayant cours depuis longtemps et comme étant d'un usage général sous Cyrus et sous Artaxerxès Longuemain.

« Le scoliaste d'Aristophane (*ad Aristoph. Eccles.*, 598), poursuit M. Fabre <sup>2</sup>, dit d'ailleurs expressément que cette monnaie était ainsi appelée d'un Darius plus ancien que Darius père de Xerxès. Δαρικαὶ οὐκ ἀπὸ Δαρίου τοῦ Ξέρξου πατρὸς, ἀλλ' ἀπ' ἐτέρου τινὸς παλαιότερου βασιλέως ὀνομασθήσαν. Suidas (*sub voce* Δαρικός) reconnaît que les *dariques* se rattachent à un Darius plus ancien que Darius fils d'Hystaspe. En effet, ajoute M. Fabre, ces pièces de monnaie furent frappées en premier lieu à l'époque du Darius de Daniel (v, 31).

Mais peut-être se trouvera-t-il quelqu'un pour prétendre que la dernière assertion de M. Fabre n'est pas suffisamment établie. Tout en admettant que, en vertu du passage Esdras, II, 69,

<sup>1</sup> Fabre d'Envieu, *le Livre du prophète Daniel*, t. I, introduction critique, 2<sup>e</sup> partie, p. 447-448.

<sup>2</sup> *Loc. cit.*

le roi Darius, dont les *dariques* tirent leur nom, doit avoir été antérieur à Cyrus, on objectera que ce roi est un illustre inconnu dans l'histoire, dont celle-ci ignore l'existence.

A cette objection nous répondons qu'on ne saurait mettre légitimement en doute l'historicité d'un personnage dont l'existence et le nom nous sont révélés par une preuve aussi tangible que les *dariques*. L'histoire peut n'avoir pas eu à enregistrer de lui des faits notables; dès lors on s'explique que les historiens aient passé sous silence son règne et sa personnalité. Mais ce serait de l'illogisme manifeste que de prétendre conclure de ce silence des historiens à l'inexistence historique d'un personnage dont l'existence réelle est attestée par des œuvres qu'il lui faut attribuer. Seulement on comprend qu'en pareil cas on arrive à attribuer erronément ces œuvres à un homonyme, dont l'histoire a enregistré les hauts faits. C'est ainsi que nous expliquons, à la suite de M. Fabre d'Envieu, la confusion constatée chez Hérodote, qui rapporte à Darius, fils d'Hystaspe, l'origine des *dariques*, qui datent de l'époque d'un Darius plus ancien.

Nous voici donc en possession d'un roi du nom de Darius, dont les monnaies avaient déjà cours tout au moins dès la première année de Cyrus, sinon même plus tôt encore.

Il s'agit maintenant de rechercher s'il n'existe pas des documents historiques qui nous révèlent quel est ce roi Darius.

Le livre de Daniel mentionne Darius le Mède. Il nous le présente comme le prédécesseur de Cyrus sur le trône de Chaldée. Mais la critique négative conteste la valeur de ce témoignage de Daniel. Nous essaierons donc d'établir qu'elle le fait sans droit et que dès lors le témoignage de Daniel doit être admis.

Dans ce but, rapprochons de ce que nous ont révélé plus haut les *Annales* de Nabunaïd concernant le titre de *roi de Babylonie* décerné par Cyrus à Gubaru, son lieutenant, après qu'il eut porté le coup de grâce à l'ancien empire chaldéen en s'emparant de sa capitale, avec le contenu sommaire du cinquième livre de la *Cyropédie* de Xénophon. Nous n'aurons qu'à combiner avec ce que nous venons d'établir les données de ces deux sources pour être convaincus que Gubaru des *Annales* est un seul et même personnage avec celui que Daniel désigne sous le nom de Darius le Mède.

Voici ce sommaire de Xénophon tel que le donne M. Fabre d'Envieu. « Nous apprenons, dit-il <sup>1</sup>, de Xénophon qu'un Assyrien nommé Gobryas (nom médique : Gubaru) vint trouver Cyrus dans son camp et lui livra la forteresse qu'il était chargé de garder <sup>2</sup>. Ce chef dit qu'il était très attaché au roi qui venait d'être tué.... Mais une circonstance qui avait dû frapper les soldats perses, c'est que ce traître leur avait apporté les premières monnaies d'or qui avaient été en vogue parmi eux. Xénophon nous dit, en effet, que ce transfuge apporta à Cyrus « des coupes d'or, des aiguières, des vases, des bijoux de toute espèce, avec quantité de *dariques* et d'effets précieux <sup>3</sup>. »

De ce récit de Xénophon, un pur roman en ce qui concerne la félonie à l'égard du dernier roi de Babylone qu'il impute à Gobryas, dont il fait un *Assyrien*, on peut cependant déduire, grâce aux renseignements fournis par les *Annales* de Nabunaïd, les éléments historiques suivants, savoir : 1° que Gobryas, bien que n'étant pas un Assyrien, ainsi que le dit erronément Xénophon, était néanmoins d'une nationalité autre que Cyrus ; 2° que Gobryas, qui, d'après les *Annales*, était non pas un serviteur félon du dernier roi des Chaldéens, mais le lieutenant de Cyrus, auquel celui-ci avait confié la mission de s'emparer de Babylone, livra à Cyrus la partie de la cité dont il s'était rendu maître, ainsi que le trésor royal de Nabunaïd, trouvé à Borsippa, lors de l'entrée solennelle du monarque perse dans cette partie de Babylone au mois d'octobre de l'an 539 ; 3° que, après la prise et la chute du quartier royal de Babylone et la mort de son dernier roi indigène Balthasar, que Xénophon, de même que Daniel, dit *avoir été tué*, le lieutenant de Cyrus remit entre les mains de son royal maître tout le trésor de Balthasar.

Selon le récit de Xénophon (liv. V, n), Gobryas remit entre les mains de Cyrus le riche trésor décrit ci-dessus, lors de la visite de ce monarque au château fort (lisez : à la partie déjà emportée de Babylone) qui se trouvait au pouvoir de Gobryas, et non pas, comme s'exprimait tantôt M. l'abbé Fabre, dans le camp de Cyrus. Ce que, selon Xénophon, Gobryas avait remis à

<sup>1</sup> *Ouv. cité*, t. I, 2<sup>e</sup> partie, p. 447.

<sup>2</sup> *Cyropédie*, livre IV, iv.

<sup>3</sup> *Cyropédie*, livre V, n, 7.

Cyrus dans son camp, avant son entrée dans le château fort, c'étaient d'abondantes victuailles. Qu'après la chute définitive de Babylone, Gobryas se soit rendu au camp de Cyrus alors absent de Babylone, cela résulte du récit de Xénophon concernant Gobryas, combiné avec celui des *Annales*. C'est ce que nous ferons voir plus loin.

Xénophon a confondu et amalgamé en un fait unique deux faits analogues, mais distincts, savoir : la double remise par Gobryas à Cyrus du trésor de Nabunaïd et de celui de Balthasar, dont l'une eut lieu à Babylone même avant la prise du quartier royal, et l'autre après la prise de ce quartier, au camp de Cyrus, probablement à Suse.

Nous devons relever ultérieurement ici une autre erreur commise par cet historien, quand il mentionne, comme faisant partie du trésor offert par Gobryas à Cyrus, une quantité de *dariques* d'or. On peut s'expliquer facilement cette erreur. Xénophon aura eu connaissance de l'existence de dariques au début du règne de Cyrus <sup>1</sup>.

Désireux de gonfler le trésor qu'il dit avoir été porté par Gobryas à Cyrus, il y ajouta de son propre chef une *quantité de dariques*, alors que de fait cette monnaie ne vit le jour qu'après que Cyrus eut créé Gobryas *roi de Chaldée* en récompense de ses éminents services.

Toutefois cette donnée insinue l'existence d'une tradition historique qui attribuait la *royauté* à Gobryas, le même personnage que Gobryas <sup>2</sup>, dont Xénophon a dissimulé les hauts faits d'armes lors de la prise de Babylone ainsi que la royauté qu'il obtint en récompense de ses éminents services, de peur qu'il n'éclipsât Cyrus, son héros, mais entre les mains duquel cependant il laisse apparaître des « dariques. » Gobryas, en question ou Darius le Mède est donc ce Darius plus ancien que Darius, fils d'Hystaspe, auquel le scoliaste d'Aristophane rapportait ci-dessus la création de cette monnaie. Nous sommes donc au-

<sup>1</sup> Les *dariques* sont mentionnées de nouveau, l. V, v, 3.

<sup>2</sup> Gobryas, le général de Cyrus, n'est pas un personnage distinct de Gobryas représenté comme un traître par Xénophon. Les deux ne sont qu'un seul et même personnage, celui auquel Cyrus accorda le trône de Chaldée. Le personnage en question régna sous le nom de Darius le Mède (*Daniel*, v, 31. T., vi, 1), et Josèphe dit de lui que les Grecs le désignent sous un autre nom, savoir sous le nom de Gobryas, qu'il portait avant de monter sur le trône.



torisé à dire que Xénophon atteste lui-même implicitement et inconsciemment l'identité de Gobryas, qu'il nomme un vieillard, *πρεσβύτερος ἄνθρωπος*, et qu'il travestit en traître pour le motif allégué ci-dessus, avec le roi Darius le Mède, premier émetteur des « dariques. »

Ramené ainsi à la vérité historique, le récit de l'historien grec concorde exactement avec les données du livre de Daniel. Celui-ci donne en effet, comme successeur de Balthasar et comme prédécesseur de Cyrus sur le trône de Chaldée, un Darius plus ancien que Darius, fils d'Hystaspe, Darius qu'il appelle le Mède, différant comme tel de nationalité avec Cyrus. Or, on ne saurait pas s'expliquer l'avènement de ce personnage au trône de Chaldée *avant* Cyrus, avènement attesté par les « dariques » déjà existantes en la *première* année de ce dernier, à moins d'admettre que Gobryas de Xénophon, Gubaru des *Annales* de Nabunaïd et Darius le Mède de Daniel ne sont qu'un seul et même personnage <sup>1</sup>.

Si court qu'ait été le règne de Darius le Mède, nous voyons cependant, par le livre de Daniel, que ce monarque s'appliqua, aussitôt après son avènement au trône, à organiser l'administration de son royaume (Daniel, vi, 1-2). Malgré ses soixante-deux ans d'âge, il avait su mener le siège de Babylone à bonne fin. Dès lors nous ne devons pas nous étonner qu'il ait songé également, une fois assis sur le trône, à faciliter les transactions commerciales, en frappant les monnaies appelées *dariques* de son nom royal de Daryawesh ou Darius.

Du reste nous nous rallions à ce que M. Fabre d'Envieu a établi solidement concernant l'étendue de l'empire dévolu à Darius <sup>2</sup>. Cet empire s'étendait de l'Euphrate à la Méditerranée, du Nil à l'Indus. Évidemment, il y avait moyen de tailler dans un empire aussi vaste les cent vingt satrapies mentionnées par Daniel, alors que le livre d'Esther nous montre l'empire de Xerxès 1<sup>er</sup> divisé en cent vingt-sept medinoth ou provinces.

Il résulte de ce qui précède qu'on ne saurait plus mettre légitimement en doute l'existence historique de Darius le Mède,

<sup>1</sup> Un autre trait encore qui mérite d'être relevé, c'est la qualification de « vieillard » appliquée par Xénophon à Gobryas-Darius, que Daniel dit avoir été âgé de soixante-deux ans quand il monta sur le trône.

<sup>2</sup> *Ouv. cité*, p. 418 et suiv.

garantie par Daniel, son contemporain, ni nier l'identité de ce personnage avec Gobryas de Xénophon et Gubaru des « *Annales* de Nabunaïd. »

L'existence et le court règne de ce monarque une fois admis, ils éclairent d'une lumière nouvelle plusieurs points historiques importants de cette époque, voire aussi les données chronologiques fournies par les tablettes-contrats cunéiformes publiées récemment par le P. Strassmaier.

F. DE MOOR.

---

# LA MARINE FRANÇAISE

## SOUS LE RÈGNE DE CHARLES VIII

---

La marine militaire de la France, avant Richelieu, a eu deux époques : de Philippe de Valois à Charles V ; puis de Louis XI à Henri II. Le début de la seconde a été fort bien étudié dans une thèse, encore manuscrite, de M. Bourrel de la Roncière. A sa suite nous raconterons les exploits des marins du xv<sup>e</sup> siècle : simples annales, et non point exposé d'administration ou d'archéologie navale.

Sous Charles VIII la marine royale est encore dans l'enfance, et la course joue un rôle prépondérant. Elle a fort à faire, car, dans le Ponant, la succession de Bretagne nous brouille avec l'Espagne et l'Angleterre, et dans le Levant, l'occupation du Roussillon nous vaut l'inimitié de Ferdinand le Catholique.

Le Ponant et le Levant sont deux théâtres d'opérations absolument distincts, et on doit les étudier tour à tour.

### I. — LE PONANT

L'anarchie est complète sur mer à la mort de Louis XI : le vice-amiral Coulon a promené un peu partout le pavillon de la France ; nos corsaires poursuivent indifféremment Anglais, Espagnols, Portugais ou Italiens.

Odet d'Aydie, amiral de Guyenne, écrit au capitaine de la Corogne pour se plaindre de l'arrestation arbitraire d'un bateau bayonnais (3 mai 1482) <sup>1</sup> ; par représailles des vaisseaux espa-

<sup>1</sup> Bayonne BB 3, f. 190.

gnols sont saisis à La Rochelle et le roi en ordonne la délivrance (26 fév. 1484) <sup>1</sup>. Les Portugais sont inquiétés par M. de Saint-Germain, sur les côtes de Saintonge (printemps 1483) <sup>2</sup>; un ambassadeur vient exposer au Conseil Royal ses doléances (25 août 1484), et MM. de Périgueux, de Rouen, le général des finances Michel Gaillart et le grand écuyer sont chargés d'examiner la conduite du coupable et de ses deux complices, Jean de Porcon et Jean du Ru (6 sept.); un mois plus tard, la nef du prieur de Rhodes, résident en Portugal, est restituée à son propriétaire <sup>3</sup>. Et la course est restreinte : « Plusieurs de nos subjectz estans sur la couste de la mer et autres diverses contrées de nostre royaume se sont mis et mectent chacun jour en armes, et aucunes foiz est venu qu'ilz ont fait et font guerre à plusieurs marchans et autres qu'ilz rencontrent, soient nos amys ou ennemys, à cause de quoy plusieurs inconveniens sont advenuz et adviennent, pour ce que c'est retarder et empescher l'entrecours de la marchandise de nostre royaume et la venue des marchans. » Aussi dorénavant « quant aucuns navires seront fretez, advitaillez, armez en aucuns des pors et havres pour aller sur mer en armes, ilz ne soient permis partir ne monter sur mer que préalablement celui qui aura la charge de les patronizer et conduire ne ait baillé bonne et suffisante caucion ès mains de noz plus prochains justiciers des lieux où les havres sont situez, de ne courir ne porter aucun dommage.... » L'édit est signifié à M. d'Esquerdes (Picardie), au bailli de Caux, à l'amiral de France (Normandie), au gouverneur de la Rochelle, à l'amiral de Guyenne, à Boffle de Juge (Roussillon), aux sénéchaux de Carcassonne, de Beaucaire et de Provence.

Cet édit donne satisfaction au seul Portugal, pour qu'il soit « desmeu de donner secours aux Anglois contre le royaume » et le roi permet la course sans contrôle contre « ceulx qui en leur chief d'ancienneté se portent ses ennemyz, » c'est-à-dire les Espagnols, qui réclament le Roussillon et la Cerdagne, mais surtout les Anglais.

Les relations sont, en effet, tendues entre Charles VIII et Ri-

<sup>1</sup> Amos Barbot, *Hist. de la Rochelle*, I, 437.

<sup>2</sup> Arch. Nat., JJ 210, f° 42 v°.

<sup>3</sup> *Collection des Doc. Inédits*, Bernier, *le Conseil de régence de Charles VIII*, p. 78.

chard III. La trêve de Picquigny a été suivie de quelques années de paix et le marchandage financier qui assure la frontière du Nord est observé. Guillaume Restout (1476-1478), puis Pierre le Roy (1476-1482) passent la Manche deux fois l'an pour porter notre tribut de 50,000 écus à Londres : ils s'embarquent à Dieppe sur *le Volant* et *le Dauphin* (1479), *l'Arche de Noël*, *la Bergère*, *la Perdrix*, *la Marquise* et *le Tor* (1482), et ils emmènent avec eux une compagnie de gens armés. Mais l'amitié d'Édouard IV et de Louis XI a des traverses et le paiement s'en ressent : le rapprochement du roi d'Angleterre et de Maximilien en 1480 refroidit l'entente, et notre pensionnaire se plaint : « Sa charge n'est point de venir querir l'argent, mais dit qu'il se esmerveille fort que le roy ne l'a envoyé, veu qu'il y a grant pièce que l'homme dudit roy d'Angleterre est par deçà pour ceste cause et que cela donne occasion à ceulx qui veulent mal au roy d'empescher la paix.... » Le 29 septembre 1482, l'amitié semble rétablie, car Louis XI ordonne à Odet d'Aydie de publier la trêve franco-anglaise en Guyenne; deux mois plus tard, cependant, l'argent des pensions est, sur l'ordre du roi, ramené de Rouen à Tours. A la mort d'Édouard, de nouveau Louis XI oublie sa rancune : « Pour ce qu'il nous a esté fait savoir, écrit-il aux Harfleurais, que nostre très cher et très amé cousin le roy d'Angleterre est trespasé et que nous désirons toujours entretenir avec les Anglois l'amitié, trêve et aliance qui estoit entre lui et nous » (le Plessis, 25 avril 1483).

Mais le traité d'Arras (déc. 1482) a suspendu les hostilités avec la Flandre <sup>1</sup> et les villes de la Hanse traitent avec nous (avril 1483) <sup>2</sup>.

L'activité des corsaires ne peut donc plus s'exercer que contre les Anglais : Richard III est un usurpateur, et le prétendant Henri Tudor, réfugié en Bretagne, sera un instrument docile aux mains de Louis XI, qui somme François II de le lui livrer. — Deux navires français sont arrêtés à Sandwich, et, par représailles, le maréchal d'Esquerdès fait emprisonner quelques Anglais (Hesdin, mai 1483); Jean de Denham se rend de Calais à Boulogne pour traiter l'affaire avec Thomas Grafton et William Laverok. Louis XI proteste de son bon vouloir (Mon-

<sup>1</sup> Ne voit-on pas, au mois d'août précédent, trois navires de Dieppe prêts à partir en course? B. N., fr. 26098, 1999.

<sup>2</sup> Hanserecense, 3<sup>e</sup> partie, I, 411.

tils, 21 juillet), et Richard réplique en remontrant les dangers de la situation présente (Leicester, 18 août) : « Les marchans de cestui mon royaume d'Angleterre, voyans les grandes occasions à eulx données par vos subgés en prenant les navires et marchandises et autrement, doubtent grandement de eulx aventurer d'aller à Bourdeaulx et ailleurs en vostre obéissance. » Puis il demande pour sa femme et pour lui une provision de vins en franchise (Nottingham, 20 août). La question du voyage annuel à Bordeaux est pour l'Angleterre d'une importance vitale, depuis la perte de la Guyenne, et les vignes de Kent ne suffiraient pas à défrayer les tables de l'aristocratie britannique; il y a bien les crus d'Allemagne, mais ils ne valent pas ceux de Gascogne.

La « harengaison » <sup>1</sup> est une autre cause de conflit, et, craignant de délivrer des sauf-conduits pour la pêche, Denham engagera bientôt son maître à préparer une flotte contre la France, la guerre étant virtuellement commencée (« the werre is open betwene bothe roialmes »), car il a toutes les peines du monde à retenir les Calaisiens (« for they wold faynne in hand with the Frenshemen ») <sup>2</sup>.

Louis XI disparaît, et la situation empire.

Les partisans de Henri Tudor, comte de Richmond, s'agitent, escomptant l'appui de la France : dès le 10 juillet, William Collingbourne presse Henri de descendre au havre de la Pole avant la Saint-Luc pour toucher les revenus domaniaux de la Saint-Michel; John Cheyney doit aussi avertir Louis XI que Richard prépare la guerre pour le printemps de 1484 <sup>3</sup>. — Le 12 octobre, Henri s'embarque avec 1,500 Bretons sur une quinzaine de navires; mais la tempête disperse sa flottille sur les côtes de Normandie et de Picardie. Le 13, Henri aborde à la Pole (Dorsetshire) avec une barque de conserve. Il doit fuir précipitamment et se

<sup>1</sup> Compte de la harengaison de Dieppe, du 29 septembre au 25 décembre 1485 (Arch. Seine-Inférieure, G 536) : « Dont de chacune nef venant aud. port, quant elle apporte 1,450 harens ou plus grant nombre, mond. sieur (l'archevêque de Rouen) prent ung millier ou l'argent que aura esté vendu à la meilleure vente, et se led. navire n'avoit tant apporté que 4,450 harens, il prent le x<sup>e</sup> hareng ou le x<sup>e</sup> de ce que aura esté vendu. » Ce produit, pour cette année, est de 2,455 l. 12 s. 8 d. t.

<sup>2</sup> Cf. Gairdner, *Letters and papers illustrative of the reign of Richard III*, I, 18-43. Rymer, *Fœdera*, V, p<sup>o</sup> 3, p. 133-135.

<sup>3</sup> Holinshed, *Chronicles*, II, 419-423.

réfugier à la Hogue, où il se repose trois jours, attendant un sauf-conduit et de l'argent. Charles VIII lui assure une escorte honorable jusqu'à Saint-Sauveur de Redon; Henri Carbonnel y dépense 1,051 livres 12 s. 6 d. <sup>1</sup>.

La France soutient ouvertement Richmond, qui est à Paimpol le 30 octobre : Charles VIII envoie à François II, M. du Lau, « à l'heure que les nouvelles lui survindrent du reboutement en Angleterre de M. de Richemont. » Richard équipe une flotte, et un navire breton est amené à Calais et offert au maréchal de la ville, sir Humphrey Talbot (janvier 1484). Charles VIII s'allie avec l'Écosse, et non content d'y envoyer Béraud Stuart, seigneur d'Aubigny, et le juriste P. Millet, il y expédie un convoi de munitions qui coûte 2,025 livres (mars) <sup>2</sup>; et, quand il s'adresse aux députés du royaume réunis à Tours, il agit le spectre anglais : « pour obvier aux entreprises que pourroient faire chacun jour les Angloys, noz anciens ennemis (8 mars) <sup>3</sup>.... »

Richard III essaie vainement de négocier : le docteur Thomas Langton part pour Rome, et sur sa route il doit conférer avec Charles VIII. Celui-ci lui accorde bien un sauf-conduit pour un train de trente chevaux (20 mars), mais il renvoie, le 12 mai, un serviteur de Langton, Guillaume Harris, « touchant les trêves et ouvertures qui ont été faictes, *sans conclurre icelles* <sup>4</sup>. » Le 12 août, il écrit au roi d'Angleterre qu'« il a été parlé de faire aucunes trêves...., sur lesquelles aucune conclusion n'a été prinse, » et il le prie de « nous signifier le lieu de deçà la mer où il vous semblera que lesd. matières se puissent conduire. » Richard accède à cette requête (Nottingham, 13 septembre).

Mais la parole est aux corsaires. — Jean Darrompel, seigneur du Lac, capitaine de la *Marie d'Écosse*, est pillé par les Anglais et reçoit 600 livres de récompense sur le domaine de Normandie (21 août). Mais Français et Écossais ne s'accordent pas toujours : c'est ainsi que Jean Porcon poursuit de sa haine le bâtard Douglas, capitaine du *Trésor de France*, l'appelant « traistre angloys. » Douglas en meurt de dépit (25 septembre) et laisse à son neveu, Guill. Nauf, le soin de

<sup>1</sup> B. N., Clair., 473, 213.

<sup>2</sup> Ibid., 199.

<sup>3</sup> B. N., fr. 20409, 26.

<sup>4</sup> *Bibl. Éc. Chartes*, 1883, p. 425 à 433.

le venger. Celui-ci est attablé, un soir de décembre, chez Laurent Vernier, à Honfleur, quand il est insulté par quatre marins de l'équipage du rival <sup>1</sup>.

Un Anglais « est descendu à tout son navire à la couste de Normandie, sans sauf-conduit sous couleur de dire qu'il alloit en Bretagne devers M. de Richemont » (Paris, 16 août). — Quinze jours plus tard, « ung petit navire de Grantville qui estoit allé en guerre a pris ung navire de l'ysle de Jarzay, dedans lequel estoit le contremaistre du capitaine de lad. ysle, lequel contre-maistre portoit mes lettres au trésorier de Bretagne, dont je vous envoie le double, et led. contremaistre est prisonnier à Grantville <sup>2</sup>. » — Le 27 septembre, « nouvelles sont venues de deçà (à Paris) de la descente de 6,000 archiers angloys qu'on dit qui doivent aller en Bretagne. »

L'amiral équipe alors les vaisseaux d'un Breton Jean Coetanlem <sup>3</sup> (ou Codelain) et les garnit de poudre, pavés et lances; l'un porte le nom significatif de *Cuiller*, un autre est le *Singe*. Coetanlem écume, en effet, tout ce qu'il rencontre : les Anglais, épouvantés, arment de grandes nefes (*la Trinité*, de 300 tonneaux, la *Marie-de-Grâce*, de 300), et célèbrent à Bristol un *Te Deum* solennel pour demander à Dieu la grâce de rencontrer leur ennemi. Ils le rencontrent et n'ont pas à s'en louer : leur escadre est prise à l'abordage, Bristol saccagé, et les plus notables habitants emmenés prisonniers. Le combat s'est livré à une lieue et demie des côtes bretonnes : après un premier engagement de six heures, les belligérants se sont reposés deux heures et la fusillade a repris.

Coetanlem est mal récompensé de sa peine : il se rend au Plomb (près la Rochelle) pour soigner ses gens blessés et rhabiller ses

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 218, f° 16. — Une autre rixe éclate à Honfleur au mois de mars suivant, entre Guillaume Plouvier, archer de la compagnie de l'amiral, et trois Anglais (JJ. 215, fol. 80).

<sup>2</sup> L'amiral à Monseigneur (P. de Bourbon), B. N., fr. 15538, f° 133.

<sup>3</sup> *Documents Inédits*, Bernier, 1836, p. 226, et *Bull. Soc. archéol. du Finistère*, VIII, 144 et 167.

<sup>4</sup> Ce Coetanlem justifie la réputation de sauvagerie des Bretons :

« Wahr aber ist es : die Bretagne enthält  
Die grossten Dieb' und Rauber in der Welt.  
Seit Jahren schon durchkreuzen sie das Meer  
Und manche uns'rer Kaufherrn büsst es schwer. »

(Fragment de poème cité par G. Schanz dans son excellent ouvrage, *Englische Handelspolitik*, I, 295.)



nefs; l'amiral de Guyenne fait main basse sur le butin, dont l'amiral de France réclame sa part, un dixième (13 décembre 1484). Le corsaire rentre chez lui, d'où il se verra bientôt expulsé à la requête de l'Angleterre : gratifié de 1,200 pièces d'or, il se rend à Lisbonne, où le roi de Portugal l'appelle à son service.

La guerre nous a donc été favorable. « Touchant Angleterre, écrit Charles VIII à Toulon, les gens de guerre du roy ont fort endomagé les Englès, qui avoient, ainsi que tous les Englès, acoustumé courir les marches de Normandie » (Gien, 3 novembre); et il ajoute avec satisfaction : « Sont lesd. Englès en merevil-leuse et grande division. M. de Richmont, qui est fils du feu rey Enry d'Angleterre, M. de Pinebroc [Pembroke], le marquis, leur cousin, qui est fils de la reyne de Engleterre, qui est à présent, se sont venus rendre au roy acompagnés de 5 à 600 Englès, en disposition de faire venir d'autres tant qu'il voldra, pour tenir bon port au roy et recouvrer le royaume de Engleterre sur les ennemiz de la corone de France. Et les a le roy bénignement receus en son service et doint pour leur entretenement bonne et grande provision <sup>1</sup>. »

Le 11 octobre, en effet, le gouverneur de Limousin et le bailli de Touraine ont été dépêchés « au-devant de M. de Richemont qui est party de Bretagne pour s'en venir par deça pour le festoyer, recevoir et loger par les villes où il passera, » et le mener à Chartres; un clerc lui porte aussi 2,000 francs. Le 17 novembre, nouveau don de 3,000 francs « pour lui aider à abiller ses gens. »

Charles VIII est bien décidé à le soutenir, mais il lui faut attendre la pacification de la querelle soulevée par les ducs de Bretagne et d'Orléans sous un prétexte financier; il se plaint des menées anglaises à Maximilien (27 décembre); le 18 février suivant, ses ambassadeurs ont une altercation avec ceux de Richard III en présence du pape, « quia rex Anglie in suis literis nominavit se regem Francie et Anglie <sup>2</sup>. » — Mais les préparatifs de l'expédition trainent jusqu'à l'été : Richmond suit la cour à Montargis, à Paris, où les étudiants anglais l'acclament, à Rouen (14 avril-1<sup>er</sup> juin 1485), et le roi écrit de

<sup>1</sup> Toulon, BB 43, f<sup>o</sup> 107 v<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> *Diarium Burchardi*, éd. Thuasne, I, 171.

cette dernière ville : « Est venu devers nous nostre très cher et très amé cousin le conte de Richemont, requérant secours pour recouvrer le royaume d'Angleterre qui luy appartient, auquel, pour la proximité de lignaige dont il nous tient, considérant que c'est la personne de tout le monde qui a le plus apparent droit au royaume d'Angleterre, avons appointé l'estat de lui et de ses gens tant qu'il sera par deça, délibérez de le favoriser en ses faitz et affaires » (4 mai). Puis il parle de la nécessité de garder les frontières « sur lesquelz noz anciens ennemys et adversaires les Angloys se sont depuis nostre nouvel et joyeux advenement à la couronne, efforcez faire plusieurs entreprinses <sup>1</sup>. »

Richmond est appointé de 40,000 livres sur les finances du royaume <sup>2</sup> et il embauche quinze cents irréguliers qui pillaient la Normandie depuis le licenciement du camp fondé au Pont-de-l'Arche en 1480 <sup>3</sup>. M. de Chandée monte sur le *Poulain* de Dieppe et commande les troupes; le chef de la flotte est le vice amiral Guillaume de Casenove, dit Coulon.

Partis de Harfleur le 31 juillet ou le 1<sup>er</sup> août, ils abordent huit jours plus tard au pays de Galles : « Quant ils ne vous eussent fait le service qu'ils vous ont fait, dira plus tard l'amiral de France, vous eussiez eu de la partie du roy Richard plus de trente mil Anglois en vostre royaume, car le navire estoit tout prest et advitaillé à Antonne, pour passer par deça les Anglois, alors qu'ils descendirent le conte de Richemont aud. pays d'Angleterre <sup>4</sup>. »

Cete crainte parait exagérée, si l'on songe que Richard III ne possédait en propre que quatre navires : la *Mary of the Toure*, la *Grâce-Dieu*, le *Gouverneur* et le *Martin Garsya* <sup>5</sup>.

En quelques jours la fortune de Richard sombre et Richmond est couronné sous le nom de Henri VII.

Cependant notre vice-amiral, une fois Richmond débarqué sù-

<sup>1</sup> Arch. Nat., K 73, 33.

<sup>2</sup> B. N., fr. 23266, 45.

<sup>3</sup> Cf. Arch. Nat., JJ 218, f<sup>o</sup> 11. Colinet Lebeuf, archer du camp, « a esté ou voyage d'Angleterre, et tantost après son retour que les archiers furent mandez » (sept. 1485).

<sup>4</sup> Lettre du 21 novembre 1485, publiée par H. de la Ferrière dans la *Normandie à l'étranger*.

<sup>5</sup> Record-Office, Chapter House Books, vol. VII.

rement, s'est porté au-devant des galères vénitiennes qui font chaque année le voyage de Flandre <sup>1</sup>.

L'amiral s'en excusera plus tard : « Le roy vostre père me commanda faire la guerre aux Vénitiens, comme hérétiques et ses ennemis; depuis ne m'avez fait sçavoir qu'eussiez alliance avec eux. » La loi de la mer permet à Coulon d'attaquer l'ennemi; il peut d'ailleurs alléguer le secours possible que ces Vénitiens prêteraient à Richard III, quoiqu'au fond il désire tout simplement faire un riche butin.

Il est inutile de remarquer que l'amiral, Louis de Bourbon, ne pouvait ignorer la signature solennelle de la paix du 23 septembre 1484, confirmant celle de 1478 entre la France et Venise <sup>2</sup>. Mais il est difficile de perdre une habitude, surtout une habitude lucrative, comme celle de courir sus à des trésors assurés, après quinze années de pratique (1464-1478).

Le 20 août, à la tête de sept nef, Coulon rencontre les quatre galères de Flandre au large du cap Saint-Vincent (Espagne), sous la conduite de Bart. Minio <sup>3</sup>. Le combat dure toute une journée; 130 Vénitiens sont tués, dont Lorenzo Michiel, patron d'une des galères, et Geronimo Delfin, frère de Giacomo, autre patron, et jetés à l'eau; trois cents blessés sont abandonnés à la côte. Les prisonniers sont menés à Lisbonne et rançonnés; Minio se rachète 30,000 ducats. Le roi de Portugal accueille bien les victimes et défend à ses sujets de rien acheter des marchandises dérobées : 200 balles d'épices, 150 tonneaux de muscat, 30 sacs de coton et 40 tonneaux de raisins secs, au total 200,000 ducats.

Coulon et ses acolytes, Porcon, George le Grec et Frotet sont embarrassés de leur victoire et ne savent où écouler leurs richesses; l'Angleterre, où le nom français doit être

<sup>1</sup> Il y a chaque année des envois de galères marchandes aux Échelles du Levant, en Égypte, en Barbarie, à Algues-Mortes et en Flandre.

<sup>2</sup> *Bib. Ec. Chartes*, LI, 630-652. M. Perret a écrit sur les relations de la France et de Venise au xv<sup>e</sup> siècle un volume qui est en préparation.

<sup>3</sup> L'envoi de ces galères a été décidé par le sénat vénitien le 11 février 1485 : ce sont la *Loredana dal traffico nuova*, la *Nadala de Barbaria*, la *Molina* et une dernière en construction. Elles auront chacune huit bombardiers à 3 ducats par mois. P. Duodo, capitaine de guerre, qui croise dans les eaux de Sicile, purgera la Méditerranée des pirates qui l'infestent, et il escortera les galères de Cadix au cap Finistère. (Arch. Venise, Senato, I, reg. 1, Incanti di galere, fol. 114-115.)

populaire à cette heure, leur paraît le meilleur lieu de vente.

Ferdinand, roi d'Aragon, prend fait et cause pour Venise et il met Henri VII en demeure de livrer les coupables (5 nov.) : « Certiores facti sumus a Columbo, vice-admiralo marium regni Francie et praefecto classis Ch<sup>m</sup> regis Francorum, nuper in mare Oceano juxta Lusitaniam interceptos fuisse quatuor Venetorum triremes *intraque eos nullas subditorum nostrorum merces et bona* <sup>1</sup>. » Cette affaire a une portée internationale et envenime les rapports, déjà mauvais, de la France et de l'Espagne <sup>2</sup>.

De son côté, Venise s'empresse d'expédier Hieronimo Zorzi vers Charles VIII pour demander justice (18 sept.) et ordonne à Melchior Trevisani de saisir une galéasse du roi dans les eaux d'Alexandrie (3 nov.). Le roi reçoit Zorzi aimablement : ayant su la rentrée de Coulon en Normandie, il ordonne de saisir les marchandises volées et lui accorde un sauf-conduit de six semaines pour venir se justifier. Mais l'amiral, qui a déjà écrit au roi parle capitaine Porcon, a pris les coupables sous sa protection et il les justifie : quant au butin, « ja les mariniers en ont eu leurs parts qu'ils ont vendues et transportées ainsy qu'ils ont voulu, et *sont les trois pars desd. mariniers tous estrangers* <sup>3</sup>, et sur lesquels il n'y a aucune rescousse. » Outre « le service qu'ils vous pensent avoir fait aud. voyage » (de Richmond), quel crime ont ils donc commis ? « Les Vénitiens avoient délibéré, s'ils eussent esté les plus forts, de jetter en la mer et noyer tous vosd. gens et prendre vos navires. La loy de la mer est, quand on ne veut amener (pavillon) et qu'on se combat, on confisque tout. » Le combat de Saint-Vincent est donc un exploit de bonne guerre.

L'affaire tourne au tragique : Trevisani, envoyé par Zorzi à Honfleur, est assassiné ; un second émissaire, Rossetti, se barricade dans son hôtellerie pour échapper au même sort, et Charles VIII se voit forcé d'ordonner une enquête sévère <sup>4</sup> (18 déc.). L'enquête révèle le nom du coupable, Jean Frotet, un fou de dix-huit ans, fils du maître de la *Gabrielle*.

<sup>1</sup> Campbell, *Materials for the reign of Henry VII*, 1, 108.

<sup>2</sup> Le 16 juillet 1485, le bailli de Marennes envoie Jehannot de la Mothe s'enquérir d'un débat relatif à un navire espagnol. (Arch. Nat., JJ 216, fol. 106 v°.)

<sup>3</sup> Notons au passage ce trait qui montre la difficulté du recrutement de la marine militaire.

<sup>4</sup> Pour cette affaire, voir H. Harrisse, *Les Colombo de France et d'Italie*, p. 53-65, et M. Perret, *Notice biographique sur Louis Malet de Graville*, p. 75-80.

« Nous avons receue l'umble supplicacion de Jehan Frotet, aagé de 18 ans ou environ, fils de Jehan Frotet, maistre de l'un des navires de Honnefleür, contenant que, environ le moys de novembre 1485, lui étant aud. Honnefleür, fut nouvelle entre plusieurs compaignons des navires d'icellui Honnefleür qui avoient esté sur la mer à la prise d'*aucunes gallées véniciennes* et biens estans en icelles, qu'il estoit arrivé aud. Honnefleür ung Vénicien portant les armes dud. Venise pour faire rendre lesd. gallées et biens, et que à ce seroient contrains les maistres et compaignons des navires, dont led. suppliant en estoit l'un. Lequel, non content de ce, se associa avec ung nommé Gille le Breton, qui estoit l'un de ceulx qui l'avoient averty de la venue dud. Vénicien, et eulx enssemble se acompaignèrent avec Colin le Jeune, et ung autre jeune compaignon desd. navires. Lesquels se assemblèrent ensemble à la maison du Fardel en la Haulte Rue dud. Honnefleür, où estoit logé led. Vénicien. Led. suppliant, tenant son épée qu'il avoit accoutumé de porter, et eulx aussi assemblez, entrèrent en la maison dud. Fardel, en entencion de parler aud. Vénicien et lui faire quelque peu de paour, allèrent en une chambre estant en lad. maison, en laquelle ilz trouvèrent deux personnes, dont led. suppliant ne scet leur noms, auxquels ilz demandèrent s'ilz avoient veu le Vénicien que l'en disoit être venu pour faire rendre les biens qui avoient esté prins esd. gallées. Et pour ce qu'ilz ne le trouvèrent, ilz descendirent au bas de lad. maison où l'oste et l'ostesse d'icelle maison leur deisdrent que led. Vénicien s'en estoit allé aval la rue. Ausquelz led. suppliant deist qu'il vouloit bien parler à lui pour savoir des nouvelles. Et sur l'eure iceulx compaignons s'en partirent ensemble en tirant vers les lieux où l'en disoit led. Vénicien estre allé. Et ainsi que led. suppliant cheminoit, il veist led. Vénicien auquel il alla parler, et sur aucunes parolles rigoreuses touchant la prinse desd. gallées et bien estans en icelle, icelui suppliant en la compaignie des dessud., ou les aucuns d'iceulx, mal contens desd. rigoreuses parolles dont led. Vénicien usoit, et aussi qu'il cuidoit que lesd. biens deussent estre renduz, tira son épée et en frappa ung coup led. Vénicien par la cuisse dont il yssit sang. A l'occasion duquel coup icelui Vénicien commença à clocher, disant qu'il étoit blécé et navré. Et lors led. Gille le Breton et autres prindrent led. Vénicien par dessous les bras et le misdrent en une maison près d'illec. Lesquelles choses venues à la connaissance dud. Jehan Frotet, père dud. suppliant, il blasma très fort led. suppliant son fils en disant que c'estoit mal fait d'avoir blecié led. Vénicien. Et lors led. suppliant voyant que son père en estoit très desplaisant et usoit à l'encontre de lui de menasses, se départit dud. lieu, et demoura led. Vénicien en l'ostel où il avoit esté mis; lequel Vénicien, certain temps après,

au moien dud. coup, par faulte de bon gouvernement ou autrement, alla de vie à trespas.

« Et depuis led. suppliant en a composé et satisfait avec Jehan Pierrescelle (Piero Stella), secrétaire de la s<sup>ie</sup> de Venise et procureur subistud particulier irrévocable de nostre bien amé Géroyse Georges, chevalier, procureur, orateur, et embaxateur général de nostre cher et amé cousin le duc de la s<sup>ie</sup> de Venise, pour l'intérêt civil qui en feroit compecter et appartenir tant aud. embaxateur que aux parens et amys charnelz dud. deffunct <sup>1</sup>. »

Mais la question principale est plus complexe: les conseillers de Charles VIII marchandent et Venise modère ses prétentions de 50,000 à 30,000 ducats. L'incident n'est clos qu'au printemps de l'année suivante; le 8 mars 1487, arrivent à Londres deux vaisseaux chargés des dépouilles de Coulon.

Nos marins ne pardonnèrent pas facilement à Venise ses protestations, car le 5 avril 1488, P. Malipiero, capitaine des galères de Flandre, écrira de Hampton que 25 vaisseaux français, sous la conduite de Saint-Germain, s'apprentent à lui faire un mauvais sort, et la Seigneurie presse Charles VIII de mettre fin à cet état de choses (17 mai) <sup>2</sup>.

L'attentat de 1485 fit une impression qui fut longue à s'effacer, car il est encore rappelé dans une dépêche du sénat à son ambassadeur en Angleterre, du 15 juillet 1510. — Ce n'est pas seulement Venise qui a eu à souffrir de nos corsaires. Bart. Frescobaldi, Florentin, se voit pillé par Jean Coetanlem, et une caraque génoise est attaquée « en la franchise » du roy d'Angleterre par Saint-Germain et Porcon <sup>3</sup>.

## II.

Au moment de l'expédition de Richmond, la rupture était consommée entre la France et Maximilien : à la suite du traité que ce dernier avait signé avec Richard III (25 septembre 1484), nous soutenions ouvertement les communes flamandes révoltées.

Aussi la lutte est-elle active entre les corsaires des deux partis.

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 220, f<sup>o</sup> 233.

<sup>2</sup> Rawdon Brown, *Calendar of State Papers*, Venetian, I, n<sup>o</sup> 530.

<sup>3</sup> *Bull. Soc. arch. Finistère*, VIII, 159-161; Arch. Florence, classe X, dist. 10, n<sup>o</sup> 70. Arch. nat., Y 61, fol. 127; X<sup>1</sup>, 9319, 86 (Paris, 15 février 1488, Angers, 9 août 1488).

Le jour de la Saint-Jean-Baptiste 1485, une nef du Tréport « équipée en guerre » se trouve à l'Écluse (appartenant à Josse et Robert des Eschars). En août, Dirch Pynynck et Pothast, au service du Danemark, inquiètent les cités de Bretagne, poursuivent un convoi de 25 hourques chargées de sel pour Dantzic et prennent une cargaison de vin de Madère. En même temps une partie des Français qui ont escorté Richmond en Angleterre saisissent tout ce qu'ils rencontrent dans la mer du Nord et confisquent 70 cargaisons de harengs appartenant à des Hollandais ou à des Zélandais; ceux-ci s'emparent d'une trentaine de vaisseaux français et anglais.

L'entente cordiale de la France et de la Hanse souffre de cet état de choses : en 1486, la nef de Tideke Hagedom, Dantzickois, est saisie à Dieppe; l'année suivante, c'est celle de Gad Sunderbeke, Lübeckois. Le 5 mars 1487, Lübeck et Hambourg représentent au conseil de Charles VIII qu'ils n'ont rien de commun avec Pynynck et Pothast <sup>1</sup>.

Entre Anglais et Français les actes de piraterie sont toujours communs : le 11 novembre 1485, la nef de Thomas le Moine est abordée près de la côte normande par deux vaisseaux anglais et conduite à l'île de Wight, pendant que l'Anne de Fowey, qui porte du blé, du vin, du sel et de la mercerie en Irlande, est menée à Guingamp <sup>2</sup>.

### III.

Richmond, couronné sous le nom de Henri VII, semble tout d'abord bien disposé pour la France. Il s'empresse bien d'emprunter 6,000 marcs à sa bonne ville de Londres pour dégager le marquis de Dorset et sir John Bouchier, demeurés à Paris, comme cautions de l'aide de 40,000 francs qui lui avait été faite (octobre 1485); mais il crée Chandée comte de Bath et lui donne 66 livres de pension; il accorde des sauf-conduits à nos marchands <sup>3</sup>....

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 225, f° 6 v°. Arch. Loire-Inférieure, E, 203. *Scriptores rerum Prussicarum* (Leipzig, 1870), IV, 755-6; *Monumenta historiae danicae* (Copenhague, 1885), IV, 170. Hanserecesse, III (2), 26, 33, 100, 101, 119, 166; *Refutatio calumniarum, a Petro Parvo Rosefontano* (1569).

<sup>2</sup> Campbell, *op. cit.*, I, 286.

<sup>3</sup> A Denis Beton, de Barfleur, pour importer 1,500 livres de laine en Galles (10 avril 1486); à P. Lefèvre, de Rouen, pour 20 charges de cuir (19 décembre 1487)....

Mais il supportera difficilement la suprématie de nos corsaires qui gênent le commerce de ses sujets avec la Flandre et avec la Bretagne, et la succession du duc François lui fournira bientôt prétexte à oublier nos services. Cependant il est prudent, avare, et a de graves ennuis chez lui (Lambert Simnel, puis Perkin Warbeck), et au dehors (avec l'Écosse et le Danemark), ennuis qui l'empêcheront longtemps d'agir.

Dès le 7 mars 1486, il fait équiper 7 vaisseaux, sous la conduite de Thomas Brandon : la *Mary Guldeford*, la *Carvell of Ewe*, la *Mary of Portsmouth*, les deux nef de sir John Turbrevile et deux autres barques. Cet armement est encore peu considérable, puisque 780 hommes (soldats et marinières) ne sont payés que pour deux mois par Thomas Rogers, le « clerc des navires. » D'autre part, Henri VII donne un de ses 4 vaisseaux, le *Martin Garsya*, à sir Richard Guldeford (c'est apparemment la *Mary Guldeford*), le 24 décembre 1485, et en vend un autre, le *Governour*, à Ralph Astry et Thomas Grafton, marchands de Londres, le 18 février 1486. Quant à la *Mary of the Toure*, elle est louée à d'autres marchands pour le commerce du Levant (28 février 1486-30 juillet 1487). Le dernier vaisseau royal, la *Grâce-Dieu*, est détruit, et les matériaux servent en partie à construire la *Souveraine*, sous les ordres de sir Reynold Bray (1486); Henry Palmer en tient le compte. En même temps, sir R. Guldeford construit un second navire de 700 tonnes dans le comté de Kent, sur le modèle de la nef du vice-amiral de France, Coulon : c'est le *Régent* (Greenwich, 16 novembre 1486).

L'année 1487 s'écoule paisiblement; les 7 vaisseaux loués l'année précédente font la police de la Manche; l'entretien coûte 2,163 livres sterling 6 s. 8 d. au roi, d'avril à août.

Quoique François II arme les trois navires de M. du Fou, son amiral (22 février), la paix se maintient : en mai, un marin de Quillebeuf, pillé par les Flamands, vient armer un petit navire à Harfleur et il croise une grande nef bretonne chargée d'arbalètes et d'artillerie; le capitaine breton lui dit « que, s'il vouloit, il le feroit gagner ung bon pot de vin, et qu'il prensist sond. grand navire et de ses gens avecques les siens, et qu'ilz allassent sur la mer, et ilz trouveroient à la coste de Caen ung navire d'Angleterre et qu'il y avoit bien à gagner. Lequel suppliant (P. Cauvin) dit qu'il n'en feroit riens, pour ce que ce



seroit rompre et enfreindre les trêves et alliances d'entre France et Angleterre <sup>1</sup>. »

Cependant Henri VII va bientôt intervenir en Bretagne, quoiqu'il fasse « cryer par tous ses portz, sous peyne de la hart, que nul homme ne soyt si hardy de partir de son pays sans son congié » (lettre de l'amiral Graille, Saumur, 23 mai 1488), et que sa grande circonspection désole Puebla, l'ambassadeur espagnol chargé de l'exciter contre nous et de négocier un traité d'alliance offensive (Londres, 15 juillet, 11 décembre); Henry objecte que la paix peut être possible sans la restitution de la Cerdagne et du Roussillon et répugne visiblement à la rupture ouverte, préférant s'occuper de pacifier son royaume. Dès le 1<sup>er</sup> février 1488, 3 vaisseaux espagnols sont retenus dans la Tamise en attendant que la flotte royale soit prête; ils sont alors confiés à sir Charles Somerset, Ric. Hawte et Will. Wampage et montés par 520 hommes. D'autres vaisseaux loués à des particuliers complètent l'armement : l'*Antony de Winchelsea*, la *Mary Lyon Dawbans*, la *Mary Kinghill*, le *Maynwer de Sandwich* et la *barque de John Clerk*. La flotte se réduit à six vaisseaux (11 mai), puis à cinq (11 août-7 octobre), mais le total des soldats et marins atteint 790. Et cependant la *Mary of the Toure* est ancrée dans la Tamise, la *Souveraine* est armée de canons, le *Régent* s'achève le 28 juin. Le 5 juin, le roi d'Angleterre a fait expédier pour sa flotte 300 arcs, 600 trousses de flèches, 100 lances, 4 charges de cordes d'arc et 4 barils de poudre à canon, et envoyé 120 soldats à Calais <sup>2</sup>.

La rupture est donc menaçante entre la France et l'Angleterre. Charles VIII fait refaire le havre de Dieppe (août) <sup>3</sup>, pendant qu'une troupe d'Anglais quitte l'île de Wight en secret : « Je croy bien, écrit l'amiral Graille, que M. de Scalles soit parti

<sup>1</sup> Arch. Harfleur. — Graille a succédé à Louis de Bourbon.

<sup>2</sup> Will. Cumbresale remplace Thomas Rogers comme clerc des navires en février 1488; les 3 vaisseaux espagnols retenus en février appartiennent à P. Daynevila, J. de Plosencia et J. de Hoyo, et ont 240, 220 et 140 tonneaux. Celui de Daynevila prend le nom de *Greater Spaniard*, c'est le vaisseau amiral; les deux autres sont abandonnés et remplacés par la *Mary and John* (à John Davy) et le *Lesser Spaniard* (à Ant. de Rone). Ce dernier est remplacé par la *Mary Guldeford*, « causa debilitatis » (15 juin). Enfin, en août, un nouveau navire espagnol est loué, c'est la *Newe Spaniard* (Record office, Exchequer, Teller's Rolls and Warrants for issues).

<sup>3</sup> Arch. Nat., JJ 225, f° 99 v°.

(29 mai), mais il n'a pas amené grant nombre de gens quant et luy. » Deux jours plus tard, on apprend à la cour que Scalles est descendu à Saint-Malo et arrivé à Dinan ; Eustache de Montberon, vicomte d'Aunay « amena environ 120 hommes d'armes et mis deux ou trois embûches devant jour et envoyèrent trente chevaulx courre devant la ville, et tous mes Angloys saillirent à vanderoute sur lesd. trente chevaulx et les chassèrent bien demye lieue jusques dedans leur embûche, où ilz estoient le monde dessusdit. Pour conclusion, ilz les ont deffaiz et en ont emmené de prisonniers 114 et sur la place en est demeuré de mors 240 et plus <sup>1</sup>. » Ce succès est complété deux mois plus tard par la victoire de Saint-Aubin-du-Cormier, que Charles VIII s'empresse d'annoncer à son cousin d'Angleterre, en même temps que la mort de lord Scalles, venu contre son gré. « Les dessusdits avaient en leur compaignie des Anglois, Espaignolz et Allemans bien largement, tous plains de mauvaise volonté <sup>2</sup>. »

Au cours de cette campagne, une contestation se produisit entre la Trémoille et Graville pour le partage des biens qui se trouvaient sur les navires de Saint-Malo : « Quelque forfaiture et quelque bien qui se face en la mer, de l'eure qu'il est acquis au roy, il est à moy (l'amiral) et non à lieutenant du roy qui jamais y peust rien demander ; » et Graville rappelle à l'appui de son dire le très instructif exemple de Prégent de Coëtivy pendant la campagne de 1450 en Normandie (la Roche-Talbot, 28 août). Mais il renonce très noblement à son droit pour ne pas troubler la joie de la victoire.

#### IV.

La chute de Saint-Malo, suivie de celle de Brest, influe sur les dispositions pacifiques de Henri VII et le pousse à l'action. Le 4 septembre 1488, il hâte le lancement à la mer de la *Souveraine*, montée par 600 hommes, dont les gages et les vivres coûtent 737 livres sterl. 15 s. 8 d.

<sup>1</sup> M. Perret, d'après M. de la Trémoille, « Correspondance de Charles VIII et de ses conseillers avec Louis II de la Trémoille, pendant la guerre de Bretagne. »

<sup>2</sup> Reims, BB 3, f<sup>o</sup> 70-71.

Au printemps de 1489, l'alliance avec l'Espagne est scellée, et le 6 mars, M. de Gramont reçoit l'ordre de pourvoir à la défense de Bayonne, parce que « aucuns Anglois, Espagnols et autres estrangiers sont puis naguères descenduz par mer et autrement ès costes d'Espagne et de Biscaye <sup>1</sup>. »

Quatre jours auparavant en effet, Henri VII arrêtait dans la Tamise des vaisseaux pour transporter son armée en Bretagne <sup>2</sup>. Et le 9 mars, les capitaines français, en garnison à Josselin, écrivirent :

« Ceulx de Brest avoient pris deux héraulx d'Angleterre sur mer, qui venoient de devers les filles et s'en alloient en Angleterre et les menoit Bertrand d'Anchier et dix ou douze archiers avecque eulx devers vous. Et quand ils furent à Morlés, ilz demandèrent du logeiz (où) on leur dist que tout estoit plain, et furent contraincts d'aller loger aux faulxbourgs. Et quand il furent logez, le lieutenant de la ville vint là et leur dit qu'il vouloit parler aux deux héraulx d'Angleterre, led. d'Anchier luy pria qu'il leur feist bailler logiz en la ville, et icelui répondit qu'il leur feroit bailler une chambre, et led. lieutenant et led. d'Anchier s'en allèrent en la ville sercher logeiz. Cependant ceulx des faulxbourgs se mirent en armes et prindrent les deux héraulx et les menèrent en mer. Depuis led. lieutenant fut parler avecques eulx et leur dire qu'ilz les rendissent et ilz respondirent qu'ilz n'en feroient riens.

« Sire, paravant la venue desd. héraulx à Morlés, les gens de moy, de Rohan, avoient esté advertis du bruit de ses Anglois qui estoient au long de la coste de la mer, et, pour vous y servir, partirent environ cinquante chevaulx pour aller à Lannyon et à Lantriguel advertir les gentilzhommes et peuple du pays de bien et loyaument vous servir, ainsi qu'ilz avoyent promys et juré le faire. Et d'arrivée, ceulx dud. Lannyon, d'Antriguel et des environs leur firent bonne chièrre et bon recueil, et quant ilz virent qu'ilz ne se donnoient plus garde de riens, ilz furent tous esbahiz qu'ilz virent venir troys ou quatre mil hommes du pays et y avoit des gentilzhommes avecques eulx leur courrir sus et en ont blessé beaucoup et pris ce qui estoit là, réservé six ou huit qui se sont eschappez à l'eau, pied par dessus les gouctières et par les jardrins (?)....

<sup>1</sup> Bayonne, BB 4, f° 360. — A signaler une rixe entre deux Espagnols et deux « compaignons de navires hantans et fréquentans la mer soubz nostre amé et féal Georges le Grec, chevalier, » à propos d'une prise de navire (Honneur, 16 juin 1488). Arch. Nat., JJ 225, f° 104 v°.

<sup>2</sup> Les gages des capitaines montèrent à 426 livres 13 s. 4 d.

« Sire, M. de Chasteau a escript à moy de Rohan qu'il ne vynt jamais ceux de son cartier sy esmeuz qui sont de présent, et semblablement les cappitaines de Brest, Conq et de Concarneau, et sont d'opinion que, sy descendoit cent Anglois en Basse-Bretaigne, que tous ceux du pays clinaient à leur intencion, et les menassent tous les jours de leur mettre siège, en espérance de la venue des Anglois, nonobstant qu'ilz sçavent bien ce qui en est descendu au Guerrande et se cuident tenir tous sehors qu'il en viendra encore bien grant nombre <sup>1</sup>. »

Henri VII a quitté Londres pour surveiller en personne l'embarquement de son armée, et le chef de l'ambassade française, Tristan de Salazar, écrit à M. d'Esquerdes, dès son retour à Boulogne (16 mars) <sup>2</sup> :

« Le roy d'Angleterre a envoyé et envoie gens en Bretaigne, et avons esté avertiz, que si ne trouvent bonne descente en Bretaigne, qu'ilz tireront au cartier de par deça. »

D'Esquerdes, qui est lieutenant général de Picardie et d'Artois, transmet la nouvelle au conseil royal.

« Si vous faisiez préallablement abattre et brusler en Bretaigne tous les lieux où povez penser que les Englois se pourroient loger en la coste de la mer jusques aux lieux et places fortes que entendez garder, vous renfforcerez par cela les places qui sont tenables avec de l'arrière ban et des francs archiers et tel nombre de gens d'armes que verriez que besoing seroit que pourriez mettre dedans icelles en les bien advitaillant. Cela pourroit estre cause de faire avoir aux Englois beaucoup de nécessitez, et faudroit qu'ilz se tensissent près de la coste de la mer, où ilz ne pourroient nuire, car s'ilz ne treuvent logeiz et vivres, à grant paine pourroient ilz vivre dedans le país <sup>3</sup>. »

Ces conseils viennent trop tard. Neuf vaisseaux anglais croisent dans la Manche de mai à septembre : Somerset monte la *Souveraine* qui fait ses débuts ; et Henry VII n'est plus réduit à louer une nef espagnole. Robert Willoughby, s<sup>r</sup> de Broke, commande l'armée d'invasion de Bretagne. Le Conquet et Concarneau tombent au pouvoir des Anglais <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> B. N., fr. 15541, f<sup>o</sup> 42.

<sup>2</sup> *Ibid.*, f<sup>o</sup> 128.

<sup>3</sup> *Ibid.*, f<sup>o</sup> 49.

<sup>4</sup> Sur l'occupation anglaise : Record office, Exchequer, Teller's rolls, n<sup>o</sup> 62. — Le 19 octobre 1489, John Bochet est taxé à 45 livr. sterl. pour avoir servi cinq mois sur la *Mary de Portsmouth*.

Charles VIII s'est laissé surprendre, il a cru aux sortilèges de la diplomatie.

Dès la fin de février, il a écrit à Jean de la Primaudaye, à Brest, et 3,000 hommes se préparent à secourir cette ville et le Conquet. Il fait aussi fortifier la haute rue de Honfleur qui donne sur la mer <sup>1</sup>. Une première fois l'ordre est délivré de construire un portail et deux tours à l'entrée de cette rue, au lieu dit la Roche-Pisseuse. Sur une protestation des gens de l'enclos de la ville, M. de Mouy, bailli de Caen, a fait une enquête et reconnu l'urgence des travaux. Alors le Conseil Royal décide de « fortifier la Haulte Rue d'une clousture de muraille au bout de lad. Haulte Rue vers Toucque, depuis l'eaue de la mer jusques au hault de la montaigne, et y sera fait une tour devers la mer qui deffendra l'entrée des quays de lad. rue, pourveu toutefois que lad. rue sera faicte en façon de fer à cheval et sans clousture deffensible contre lad. ville ne pareillement contre ceulx de lad. Haulte Rue. Et de lad. terre partira ung mur qui montera à lad. montaigne et y aura au milieu une porte et une hersse, et devant lad. porte sera fait ung petit boulevard qui couvrera lad. porte et deffendra led. mur hault et bas et aussi le front, qui est le chemin à venir de Toucque. » Le revenu des deniers municipaux sera affecté à ces travaux, et les pierres seront tirées des carrières royales voisines.

Puis on travaille à ravitailler Brest et le Conquet par mer, les routes de terre étant coupées.

L'amiral est expédié en Normandie (Amboise, 19 mai) et y remplace M. de Torcy comme lieutenant général; le vice-amiral Cauwart se rend à Saint-Malo <sup>2</sup>. — Un double secours de vivres s'organise à La Rochelle et à Honfleur (avril); le secours d'hommes ne sera prêt qu'à la fin d'août.

A La Rochelle, c'est Phil. de la Primaudaye qui s'en occupe sur l'ordonnance de M. du Rollet, trésorier de France, et en moins de cinq mois il dépense 8,477 livres 7 s. 6 d., et consomme 3,045 livres de poudre de coulevrine (26 avril-15 sept.) <sup>3</sup>. L'échec est complet : un Espagnol, nommé Hartaige, charge

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 220, n° 153.

<sup>2</sup> Graville a fait faire pour 1,843 l. 2 s. 6 d. de réparations à Saint-Malo. (British Museum, addit. Chant. 15408.) — Antoine de Lastré, dit Cauwart.

<sup>3</sup> B. N., fr. 25719, 157, et fr. 26190, 2-3.

sur sa nef au port de Chefdeboys (à une lieue de La Rochelle) 162 pipes de froment, 120 lards, 46 boisseaux de fèves, 10 milliers de fer, 2 de plomb, 400 anneaux d'acier, 2,838 livres de chandelle, 1,000 livres de « rouzine et bray pour faire tortisseaux à mettre dedans les falotz, » 2,000 bottes de fil d'arbalète, 4,400 traits d'arbalète, 50 livres de coton et 6 caques de poudre.

« Le navire Hartaige, qui alloit aud. Conq a esté pris par les Bretons, et Estienne Archambault, qui avoit esté envoyé à délivrer et tenir le compte desd. advitaillemens, a esté prins prisonnier, auquel avoit esté promis par mond. sr du Rollet, au cas qu'il feust pris prisonnier, de le rachepter. »

Deux autres navires, conduits par Diego de Mirande et Jean de la Barre, chargés pour Brest ne peuvent y aborder, et vont à Saint-Malo.

« Lesd. navires arrivez aud. Saint-Malo, Jacques de la Barre, marchand de lad. Rochelle, qui avoit esté envoyé dedans le navire dud. de Mirande pour délivrer et tenir le compte des advitaillemens qui devoient aller à Brest et en apporter certification des cappitaines, est venu en la ville de lad. Rochelle devers mond. sr du Rollet pour luy dire l'adventure ainsi qu'elle estoit advenue, afin de y donner provision. Lequel de la Barre mond. sr du Rollet a envoyé devers le roy, afin que led. ordonne quelque homme pour aller aud. Saint-Malo avecques led. de la Barre pour recueillir et recouvrer ce qui appartient aud. sr estant esd. navires. »

Le capitaine Saint-Germain, prévenu le 6 juin à l'île d'Aix <sup>1</sup>, part pour Brest avec sa barque, escorté des Normands Porcon, Tiercent et Jean le Grec; quatre jours après son départ arrive une lettre du roi pour le retenir; La Primaudaye court aux Sables-d'Olonne, puis à Saint-Gilles-sur-Vic, et il doit l'envoyer prévenir à Brest.

Du côté de Normandie, l'insuccès est presque égal <sup>2</sup>. Le 15 mai, Cauwart a équipé une flottille à Saint-Malo, mais il attend celle de Honfleur et de Dieppe, et sa mission est entravée par d'absurdes accusations:

« Sire, tant et si très humblement que je puis me recommande à

<sup>1</sup> B. N., Pièces Or., 2386, dossier 53489. 6.

<sup>2</sup> C'est Jean Savin qui est commis à l'avitaillement de Brest et de Dinan (B. N., fr. 22402, f° 266 v°).

vostre bonne grâce. Et vous plaise savoir que, passé quatre jours, tout le navire de ceste ville a esté prest de partir quand le temps eust peu servir, et dès samedy dernier le cappitaine Turquet et tous ses gens furent embarquez et mis tout le navire hors du hable de ceste ville en Rance. Duquel lieu jusques à ceste heure n'a esté ne n'est possible de partir si le vent ne change, lequel on espère qu'il changera demain pour tout le jour pour faire le voiage droit à Brest et à Conq.

« Sire, j'ay escript à Honnefleu et à Dieppe que tout le navire se rende en grant diligence aud. Brest, affin que se la flote d'ycy n'est assez forte pour passer dud. Brest à Conq (ce que je croy que si sera), eulx ensemble pourront aller et passer partout.

« Sire, pour ce que je voy tous les jours par voz lettres et commissions que dictes que les vivres que on devoit envoyer à Dynan ont esté prins et arrestez en ceste ville,

« Sire si très humblement que je puis vous supplie qu'il vous plaise mander ou escrire à vos commissaires estans par deça, tant en ceste ville que ailleurs, qu'ils vous en rescripvent la vérité, de quoy ils sont bien advertiz, affin que vous aiez vraye congnoissance que ce qui vous a esté escript de Dynan contre moy n'est point vérité. Car jamais nulz vivres par moy ne furent prins ne arrestez, sinon ce que je vous ay escript que j'avoie achepté avant la venue de vosd. commissaires à mettre dedans le navire pour envoyer aud. Brest et Conq. Et par vostre secrétaire Primaudaye et les autres, s'ilz vous en veulent faire savoir la vérité, pourrez estre adverty comment il en est allé. Vous suppliant, Sire, croire que jamais je ne prins ne feiz arrester nulz desd. vivres ne ne feiz les autres choses dont ilz m'ont chargé malvaisement et à tort, et ay fiance en Dieu que en congnoistrerez la vérité<sup>1</sup>. » (Saint-Malo, 19 mai.)

Quinze jours plus tard, une seconde lettre annonce le désastre (Saint-Malo, 6 juin) :

« Cejourduy sont arrivez plusieurs matelotz en une barque qui avoient esté prins au navire de ceste ville, lesquelz ont laissé leurs plèges, comme il est de coustume, et dient plus que les gens d'armes et mariniers qui tiennent pour eulx ont esté départiz et menez à Morlaiz. Cesdits matelots ont sceu pour vray que le navire de Normandie a esté à Brest et le lendemain de la prinse de ceulx de ceste ville, trouvèrent *la grant nef de Morlaix* au chennal dud. Brest, qui fut combattue et prinse par led. navire de Normandie et la place ad-

<sup>1</sup> B. N., fr. 20486, 68.

vitailée de ce qu'ilz'ont pu recouvrer dedens leur bort. A la prinse desd. navires de ceste ville ne a esté perdu pour mort que la Sengle et dix ou douze compaignons. Sire, il vous a pleu nous escrire que envoissions quelque pinasse à Conq pour les advertir de voz nouvelles, ce qui a esté impossible <sup>1</sup>.... »

Héliot Richard, un des maitres de navire venus de Honfleur, (la *Souveraine de Saint-Savinien*) est expédié à La Rochelle le 14 juin par les capitaines de Brest, « pour amener ung gentil-homme de la garnison dud. Brest qui apportoit lettres au roi desd. capitaines et cheffz de guerre, qui luy requéroient deux cens combatans oultre leur garnison <sup>2</sup>. » Tanneguy du Châtel, G. Carrel et Henri de Monestay avertissent le roi qu'il y a vingt-deux navires ennemis devant Brest, que dix huit ou vingt sont encore attendus, et que M. de Rieux va investir la place par terre dans trois jours.

Cette lettre trouva le Conseil fort perplexe : car Graville venait d'envoyer (Magny, 13 juin) des avis consolateurs : « Un navire de Dieppe qui estoit allé en guerre a pris une nef de Bretagne où il y avoit 52 Anglois dedans, qui venoient tout droit de Lamballe, et disent qu'ils s'en retournent tous sans congé..., qu'il y a eu débat entre les capitaines desd. Anglois.... Ceux de la ville de Dieppe m'ont aujourd'hui envoyé un homme qui vient tout droit d'Angleterre qui dit pour vray que le roy a esté en personne jusques là où le comte de Nortomberlant a esté tué..., nonobstant l'exploit qu'il a fait, si n'est pas demeuré le pays en grande seureté pour luy.... Ung marchand de Rouen, nommé Jehan de la Roche, l'a adverty qu'il y a certain nombre d'Anglois qui sont voulus descendre aux isles de Jarzé qui disoient qu'ils estoient cuidé mourir de faim en Bretagne, qu'on ne leur y tenoit une seule promesse d'or, d'argent ou de vivres, et que, se ceux qui estoient demourez pouoient trouver navires, ilz n'y feroient pas long séjour. » Et l'amiral ajoute avec un scepticisme que l'événement vient de justifier : « En regard de ce qu'il vous a esté escript de La Rochelle touchant l'advitaillement, je ne tiens pas vostre argent qui en a été baillé en grant seureté. »

Cinq ou six jours plus tard, Graville reçoit confirmation de

<sup>1</sup> B. N., fr. 15541, f° 14.

<sup>2</sup> Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, III, *Preuves*, 644-645; B. N., *Pièces Orig.*, 2475, doss. 55,703, 28; fr. 26190, fol. 3 v°.



l'échec prévu et il annonce au roi qu'il va s'occuper de le réparer <sup>1</sup> : « Son advis est que qui équippera et conduira les hourques diligemment et secrètement et y mettra gens de bien, qu'on pourra aisément les secourir et aussi le navire qu'on dit estre assiégé devant led. Brest. » — Les *hourques* sont de lourds bateaux plats qui viennent tous les ans de Flandre ou de la Baltique pour charger du vin et du sel en Bretagne, en Saintonge ou en Guyenne. Charles VIII y a, en effet, pensé : « Avons envoyé devers le roy de Danemark, nostre allié, qui s'est envoyé offrir à nous et nous présenter 25 ou 30 gros navires qu'il a tous prestz » (lettre du 27 juin) <sup>2</sup>. Mais ce qu'il dit là pour rassurer les Brestoïses est inexact, comme nous l'apprend une note mise en marge de l'avis de Graville : « Le roy avoit escript, mais il a eu responce que on ne povoit avoir lesd. hourques, parce qu'elles sont bien avant dans la mer. » Ces vaisseaux marchands ont même eu maille à partir avec les assiégeants de Brest : « On vous avoit rapporté, écrit M. de Rais, que les gens de vostre navire de Normandy s'étoient combattuz avecques les Bretons. Sire, le débat qui a esté, se sont de trois navires d'Allemagne qui vrent en marchandize en ce pays ycy et n'ont volu caller la voyle devant eulx, dont ilz ont eu brullé l'un et les deux aultres pillez, et sont à présent à Bourgneff <sup>3</sup>. »

Privé du secours de l'étranger, Charles VIII est réduit à ses seules ressources, et elles sont si faibles qu'il doit emprunter de ses sujets ou se faire avancer les deniers des tailles par les receveurs (Amboise, 14 juin) : « Pour le renfort des gens et artillerie que avons naguères envoyé au pays de la Bretaigne pour résister aux entreprinses des Angloys, qui y sont descenduz en grant nombre, et d'abondant nous est de nécessité faire ung autre grant appareil et assemblée de gens de guerre et artillerie sur la couste de Normandie, pour obvier à la descente de certaine autre grande compagnie d'Angloys qui s'efforcent entrer dedans led. pays et eulx adhérer avec noz autres ennemis <sup>4</sup>. »

L'amiral « fait faire la plus grant dilligence pour adouber et équipper sa *grant nef*, comme le maistre dostel Georges Gaston,

<sup>1</sup> M. Perret, *op. cit.*, p. 133-135.

<sup>2</sup> Dom Morice, *Preuves*, III, 645.

<sup>3</sup> B. N., fr. 15541, f° 55.

<sup>4</sup> B. N., fr. 22406, f° 45.

lequel est tous les jours à en faire les diligences, le peut savoir » (15 juin). Et en même temps il frète une dizaine de navires pour accompagner cette nef, la *Loyse de France* <sup>1</sup> : deux de Cherbourg, la *Marie* et la *Madeleine* (Guyon de la Haye, capitaine), les nefs de Porcon et de Guillaume Tuvache, la barque du petit Porcon (la *Germaine*), et cinq nefs de Dieppe, *Madeleine*, *Catherine*, *Julienne*, *Rose* et *Courtault*, la nef d'Adrien de Lospital — Le vice-amiral Cauwart et Jean de Baugé, serviteur de Graville, pourvoient aux vivres et au paiement de l'escadre, qui monte à 3,543 l. 7 s. 6 d. (15-19 août). — Les armuriers de Tours expédient à Honfleur 30 arbalètes de passe et 8,000 traits <sup>2</sup> pour la *Louise*, et la Normandie fournit les gens de pied destinés à secourir Brest <sup>3</sup>.

Dans les derniers jours d'août, la flotte qui investit Brest est dispersée par la *Louise* et son escorte : dom Lobineau parle avec exagération de vingt-cinq voiles françaises. Le 1<sup>er</sup> septembre, l'expédition est achevée, puisque Guyon de la Haye donne quittance d'une somme de 317 l. pour sa nef, « quand elle *alla* pour secourir Brest. » Brest est délivrée, et le 25 octobre, Guillaume Carrel s'empare de la Roche-Morice, à la garde de laquelle il propose Jean Desmeris <sup>4</sup>.

L'honneur d'être entré le premier dans la ville assiégée revient à Guillaume Karmerien, qui reçoit une récompense de 120 livres <sup>5</sup>; il convient aussi de citer le nom du grand écuyer, P. d'Urfé, qui a joué un rôle important dans l'expédition <sup>6</sup>, et de Jean Frotet, un des compagnons de Coulon en août 1485.

« Led. suppliant (Jean Frotet), sond. père, l'un de ses frères et les deux mariz de ses deux sœurs ont toujours bien et loyaument servy feu nostred. sr et père (que Dieu absolve) ou fait de ses guerres par mer, et nous semblablement, et qu'ilz et trois ou quatre de leurs parens ont esté assiégez dedans le chastel de Bretz, durant le temps que le siège y a esté tenu en l'année derenièrè passée, et se soient bien et vaillemment gouvernez à la garde d'icelui chasteau, et tellement que l'un des frères dud. suppliant a esté tué aud. Brest et l'un de ses

<sup>1</sup> M. Perret, *op. cit.*, 135-136.

<sup>2</sup> B. N., fr. 7881, f° 177 v°.

<sup>3</sup> Pont-Audemer, Archives, à la date du 20 octobre 1489.

<sup>4</sup> Arch. Nat., JJ 220, f° 152 v°.

<sup>5</sup> B. N., *Cab. Tit.*, vol. reliés, 685, f° 489.

<sup>6</sup> B. N., Clair., 208, 68.

frères dedans ung de noz navires en nostre service, et aussi que led. père d'icelui suppliant a perdu sa part du navire appelé la *Gabrielle* et vivres estans en icelle qui a esté effondrée en la mer devant led. Brest par les Bretons tenans led. siège <sup>1</sup>. »

## V.

La guerre de Bretagne a entravé le commerce et la harenraison ; Charles VIII a cru devoir refuser les sauf-conduits nécessaires aux Hollandais, mais Graville le désapprouve : « Sera grant dommaige en Normandie, parce que les Hollandois auront assez harens sans les subgetz du roy et non pas les subgetz du roy sans eulx, pour ce que les Anglois et les Austrelins garderont bien les gens de Normandie de pescher. » (Juin.)

Tout en contrecarrant la volonté royale, Graville maintient ses droits : « Nostre amé conseiller et chambellan le sire de Graville, admiral de France, nous a dit et remonstré que soubz ombre d'aucuns sauf-conduiz que par importunité ou autrement nous avons octroyé à certains marchans, tant Anglois, Bretons que autres, èsquelz par nos secrétaires a esté obmis une clause qui est : pour ce que ceulx qui ont obtenu ou obtiennent lesd. sauf-conduiz seront tenuz prendre et avoir atache dud. admiral comme à son office appartient » (Lettre à Harfleur, Montilz, 6 juillet) <sup>2</sup>. Les pressentiments de l'amiral sont si justes que, cinq mois plus tard (Le Plessis, 12 nov.), le roi doit ordonner d'équiper des vaisseaux pour protéger la pêche contre les Anglais <sup>3</sup>.

Il arriva en ce moment à un de ces navires armés en course une aventure désagréable <sup>4</sup>.

« Au jour de la fête saint Martin, Raoulin Raymbure, estant en une nef de guerre à luy appartenant dedans le havre de Honnefleür, advisa ung petit mast ou vergue de misaine de la valeur de 20 ou 30 s. t. ou environ, estant dedans une vieille barque près d'illec qui se démolissoit et déperissoit, qui y avoit esté admenée par prinse de

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 220, f° 233. — Sous la date de 1489, il convient de signaler deux querelles causées par le partage des épaves de nefes naufragées, l'une en Cotentin (fév.), l'autre à Dieppe (10 nov.). *Ibid*, JJ 225, f° 150 et 188 v°.

<sup>2</sup> Arch. Harfleur.

<sup>3</sup> Asseline. *Antiquités et chroniques de Dieppe*, I, 203.

<sup>4</sup> Arch. Nat., JJ 220, f° 155 v°.

guerre; lequel mast ou vergue pouvoit bien servir en sa nef qu'il avoit mise sus et aprestée pour faire la guerre et y servir à l'encontre de noz ennemys, rebelles et desobéissans. Commanda à Jehan Mau, Pierre Cornier et Thomas le Gros, jeunes enfans paiges en sa nef, qu'ilz prensissent led. mast ou vergue de misenne et le portassent dedans lad. nef, et quant il trouveroit le vis admiral, qu'il paieroit ou rendroit quant il serait revenu du voyaige qu'il avoit entencion faire sur noz adversaires. »

La maladresse des trois larrons découvre le sans-gêne de ce marin peu scrupuleux et le fait emprisonner par les officiers de l'amirauté. D'autres corsaires plus heureux quittent sans encombre leur port d'attache et font de bonnes prises. C'est ainsi que la *Madeleine* de Penmarch est pillée par Jacques Couraud et Hugues Pomponneau <sup>1</sup>.

## VI.

La campagne de 1489 s'est heureusement terminée pour la France, comme le roi l'annonce à son peuple (26 sept.) <sup>2</sup>.

« Au commencement de cette année, espérions fermement avoir paix en Bretagne. Mais au lieu de tenir lad. paix, noz adversaires aud. pays de Bretagne y ont fait descendre les Angloiz, Espagnolz, Allemans et autres estrangers, et pour y parvenir ont promis bailler et mectre entre les mains desd. Angloiz aucunes villes et places dud. pays de Bretagne et mesmement le chasteau de Brest. Noz ennemys y ont mis le siège et tenu par l'espace de sept moys et plus. Le secours que nous leur avons envoyé par mer a levé led. siège. L'armée des Angloiz, qui estoit à Vigen, près de Dinan et de Chasteauneuf, est nostre armée, s'est retirée et recueillie en Basse Bretagne..... où Nous espérons en brief y avoir bonne paix et que les Angloiz qui sont aud. pays de Bretagne s'en retourneront en Angleterre.... Toutes voies...., il est descendu nouvellement en icellui pays aucun nombre d'Espagnolz et d'Angloiz. »

Une ambassade anglaise vient au Mans réclamer la restitution des captures faites par nos corsaires et la reprise des pensions annuelles de Picquigny (oct.); elle s'en va sans réponse satisfai-

<sup>1</sup> Arch. Nat., X<sup>1</sup>a 1497, f° 145 v°. Nos marins ont affaire aux Hanséates et aux Danois : Hanserecense, III (2), 450, 576, *Scriptores rerum Prussicarum*, IV, 777.

<sup>2</sup> B. N., fr. 25716, 83.

sante, et les négociations vont ainsi se traîner languissamment pendant une année entière : Lionel Cheregato, nonce du pape, s'évertuera à concilier des irréconciliables, à Boulogne, à Calais et à Londres <sup>1</sup>. Le Conseil Royal se défend d'avoir été dupe de ces amusettes ; voici comme il juge celles de l'année 1489 : « Faignant de avoir vouloir de entretenir le traicté de paix <sup>2</sup>, nostre cousine (Anne de Bretagne) avoit envoyé devers nous certaine ambassade qui chacun jour communicuoit de leurs mauvaises entreprinses avec certaine autre ambassade du royaume d'Angleterre aussi estante devers nous, pour par leur présultez et transfiges nous cuider decevoir et abuser.... »

Les ambassades se croisent, mais les préparatifs belliqueux ne discontinuent pas.

Charles VIII fait venir d'Italie Lazaro de Jannuo, maître-constructeur vénitien, « pour aller en Normandie et besoigner de son mestier aux *gallées que le Roy a fait faire aud. pays de Normandie*, » et le capitaine George Doria (de l'illustre famille génoise), en sa compagnie. Ces galères dans la Manche sont un fait à noter, car, outre qu'elles rappellent la florissante époque de Charles V et son clos des galées, elles semblent réservées à la seule Méditerranée, plus calme que les mers du Ponant, plus clémente à ces embarcations subtiles et aisément submersibles. Le 7 décembre 1489, Jannuo donne quittance de 44 florins 3 gros au clavaire de Marseille, et cette somme représente le salaire de trois mois à venir <sup>3</sup>. Ces galères sont prêtes en juillet et le roi ordonne de vider les prisons pour leur fournir les rameurs nécessaires <sup>4</sup> : « Ont esté veues (Beauvais, 1<sup>er</sup> août) et leues certaines lettres adressans à nos nosseigneurs du Parlement, au prévost de Paris et à tous baillis, sénéchaux, juges, prévostz, vicontes et autres officiers et justiciers du royaume, affin de mener en la ville de Rouen tous les malfaiteurs estans en leurs pooirs et juridictions qui ont mérité la mort ou peine corporelle et aussi tous ceulx qu'ilz adviseroient en leurs consciences estre de mauvaise vie et gouvernement et incorrigibles par noble homme Thomas Lagereau, huissier d'armes du roy nostre sire,

<sup>1</sup> Rawdon Brown, *op. cit.*, I, 182 et seq.

<sup>2</sup> Signé à Francfort-sur-le-Mein en juillet 1489.

<sup>3</sup> Bouches-du-Rhône, B 1958.

<sup>4</sup> Beauvais, BB 11, f<sup>o</sup> 57-58.

pour illec estre mis ès navires dont mencion est faicte ès lettres. » Ce mode de recrutement étonne les Beauvaisiens, qui protestent, et l'huissier doit les menacer de 500 marcs d'amende.

La galère et les deux brigantins construits à Rouen par Lazaro Jannuo et commandés par George Doria <sup>1</sup> ne sont pas les seuls navires équipés sur l'ordre du roi, qui a écrit dès le 16 juin 1490 : « Desja envoions en la place de Brest, par mer, grant et bon renfort de gens de guerre, victuailles, artillerie et autres choses nécessaires <sup>2</sup>. » D'importants travaux sont faits aussi à Honfleur, où un quai est construit, « à la Tour Couppée, au cloz aux gallées » (3 juillet). Le 8, Georges Gaston, commissaire royal, requiert des bourgeois de Pontaudemer l'hospitalité pour la compagnie de M. de la Flotte, destinée au secours de Brest, « jusques à ce que les navires du roy nostre sire fussent prestz à partir ; » le 1<sup>er</sup> août, même demande pour les gens de M. de Rouville <sup>3</sup>. Le 17 juillet, Graville inspecte les fortifications de la ville.

Mais les Anglais semblent avoir pris l'avance : la *Mary of the Toure*, trop fatiguée sans doute pour naviguer, ne quitte pas la Tamise ; mais Richard Gay, maître du *Régent*, reçoit 30 livres sterl. pour les gages et vivres de l'équipage (26 février 1490), et la *Souveraine* est pourvue de 36 câbles de la façon de Gênes, qui coûtent 143 liv. (9 juin). Benedetto Spinola écrit de Londres, le 9 juillet, au duc de Milan, que Henri VII fait de grands préparatifs. Le 16 de ce mois, Broke est chargé de conduire la flotte, concentrée à Southampton, et il monte sur le *Régent*, qui parait ainsi en mer une année après la *Souveraine* ; la flotte comprend 1,238 hommes, dont 550 sur le vaisseau amiral ; leurs gages partent du 12 juillet. La *Souveraine* reste à Portsmouth, en réparation, et cela après quelques mois de croisière !

L'alarme est grande en Normandie : Guyon d'Estouteville s'excuse d'aller à Saumur avec cinq cents hommes de pied (Valognes, 10 juillet) : « Les Anglois ont force de navires tous prestz et près de ce boult de pays nommé la Hogue et si ont mandé aucune

<sup>1</sup> B. N., fr. 26287, 104 (lettre du général des finances, Denis le Breton, Rouen, 4 août 1490).

<sup>2</sup> Arch. Rouen, 42 1°.

<sup>3</sup> Arch. de Pont-Audemer.

gens d'Angleterre qui sont natifz de ce pays icy à leurs amys de par deça près de ceste coste que, s'ilz avoient aucuns biens, qu'ilz les esloignassent et que de brief ilz penseroient venir faire quelque saillie. Sire, avecques bien petit de gens de cheval on leur feroit de bien graves maulx se ilz faisoient ceste entreprinse. Sire, il y a icy trois places, Chierebourg, Bricquebec et Valloignes, mais qu'il y ait des gens dedans, on vous y feroit de grans services <sup>1</sup>. »

L'imprévoyance du roi est grande de dégarnir la côte au moment précis où elle est menacée, d'Estouteville avait raison : au début du mois d'août, « ont esté nombrez jusques à 20 grans navires, du nombre desquelz Anglois en est descendu à terre de 5 à 6,000, qui ont brullé le bourg de la Hague et Quettehou <sup>2</sup>. » Le lieutenant général du bailli de Cotentin et le procureur général du roi audit bailliage avertissent incontinent les officiers de Carentan et de Caen, qui transmettent la nouvelle à ceux de Honfleur, Pont-Audemer et Rouen. Le 12, Jean du Bellay, seigneur de la Flotte, capitaine de Honfleur et Montivillier, avise le capitaine de Dieppe <sup>3</sup>. — La nouvelle en parvient à la cour le 13 août :

« Depuis vostre parlement n'est survenu de nouvel fors la *descente des Angloys à La Hogue*, mais ilz n'y ont point arresté. Toutes foiz ilz ont pillé, prins prisonniers et mis le feu au vilage et y a l'on envoyé Jacques de Silly nuyt et jour. Mais M. de Brully et M. de la Luiserne et autres s'estoient mis dedans le chasteau de Vallongnes, le quel est bon et bien artillé, qui estoit grand danger, car si les Anglois feussent tirez avant et ilz l'eussent prins, ilz se feussent aidez de l'artillerie qui est dedans led. Vallongnes. Aussi est venu quelques nouvelles qu'il en est descendu vers Calays et envoye l'on renforcer les garnisons de gens de pyé <sup>4</sup>. »

L'alerte est courte, puisque le *Régent* et les dix vaisseaux qui l'accompagnent sont rentrés en Angleterre dès le 6 septembre <sup>5</sup>.

Ce n'a été qu'une diversion pour détourner l'attention de la

<sup>1</sup> B. N., fr. 15541, 95.

<sup>2</sup> *Ibid.*, fr. 26102, 586.

<sup>3</sup> Arch. d'Honfleur.

<sup>4</sup> J. Robineau à Bourré (B. N., fr. 20855, f° 105).

<sup>5</sup> Cette flotte anglaise pille des vaisseaux danois, sans doute pour punir Charles VIII d'avoir demandé, l'année précédente, des hourques à leur souverain, le roi Jean.

Bretagne et garder Concarneau. En effet, elle a lieu à l'heure où tout est prêt pour l'envoi des gens de guerre à Brest : George Doria reçoit du grénétier de Honfleur 24 muids de sel pour la galée et les deux brigantins (4 août); Louis Lucas, « cappitaine des gens de guerre ordonnez aller à Brest tenir garnison en ceste présente année, » en reçoit 5 muids « pour l'advitaillement de sa nef partant de ceste ville de Honnefleu » (18 août).

Graville quitte brusquement la cour pour Honfleur (15-23 août)<sup>2</sup>. Pendant que le convoi de Brest appareille, il arme la *Loyse de France* et l'envoie avec une escorte « le long de la coste d'Angleterre, pour essayer à revenger l'oultraige fait par les Engloys à bruller la Hogue et autres villaiges du duchié de Normandie. » Le grénétier de Honfleur a livré 5 septiers de sel pour cette expédition (septembre)<sup>3</sup>.

L'amiral rejoint la cour et y fait décider la levée de 2,000 hommes de pied en Normandie (le Plessis, 3 oct.); il se charge même de présenter la requête aux États de Rouen, qui l'accordent sans observation (10 nov.)<sup>4</sup>, avec une solde de 20,000 fr. (pour une année seulement). Les paroisses voisines de la Hogue, qui ont souffert des Anglais, ont droit à un rabais.

L'escadre, revenue de sa courte croisière, repart pour Brest (3 nov.) « pour porter les commissaires du roy et le paiement des gens d'armes » (trimestre d'oct.-déc.), avec un muid et trois septiers de sel<sup>5</sup>.

Ces deux expéditions coûtent 5,506 l. 11 s. 7 d. à Graville, qui fait approuver son compte par le roi, le 21 février 1491, et donne quittance le 10 mai suivant.

## VII.

Henri VII ne peut se résigner à une guerre sérieuse contre la France : il se contente de publier le traité de paix avec l'Espagne (10 sept. 1490) et de mettre au ban les pirates (17 nov.).

Une année va se passer encore en allées et venues; dès le

<sup>1</sup> B. N., fr. 26282, 586.

<sup>2</sup> Arch. Pont-Audemer.

<sup>3</sup> B. N., Pièces Or., 1656, dossier 38502, 4.

<sup>4</sup> B. N., fr. 26102, 598.

<sup>5</sup> B. N., fr. 26281, 159.



25 février 1491, W. Wampage et John Clerk sont chargés de conduire deux nefes espagnoles, les deux *Santa-Maria* de Bilbao, pendant que Stephen Bull conduit la *Mary of Topsham*. Des marins espagnols sont retenus (11 mars) et sir John Halliwell, nommé amiral (10 avril), commande 2,200 hommes, dont le paiement part du 9 mai; le *Régent*, qui porte son pavillon, a 550 hommes; Broke est sur la *Souveraine* avec 450 hommes.

De son côté, Charles VIII fait construire à Tonnay-Charente, sous la surveillance de Phil. de la Primaudaye, deux grandes caraqués de 1,000 tonneaux chacune <sup>1</sup>.

Le 3 mars 1491, 500 mariniers sont levés dans les élections de Rouen, Caudebec, Montivilliers et Lisieux, « pour l'entretien, garde, deffense et équipaige des grans nefz, navires et autres bateaux de mer estans sur les pors et hables du pays de Normandie, que ledit seigneur a ordonné faire équiper et mectre sus pour résister aux entreprinses de ses ennemis et adversaires, » et pour que le fisc ne perde pas ses droits, les 2,029 l. 7 s. 5 d., qui représentent la portion de taille de ces 500 marins, sont réparties sur les villes franchises du pays, Dieppe, Harfleur, Honfleur, Pont-Audemer et Louviers <sup>2</sup>. — En même temps, Henri Carbonnel et Ant. de Mortillon sont chargés de visiter les ports du pays de Caux (2-5 mars) <sup>3</sup>.

Les apprêts de la flotte sont activement poussés : Jean du Bois est commis au contrôle des navires équipés à Honfleur (31 mars) <sup>4</sup>. L'amiral compose avec le roi à 22,500 livres (7 avril) « pour esquiper et advitailler certain nombre de navires tant de Normandye que de Saint-Malo, dont la grand nef (la *Loyse de France*) en est l'une, aussi pour esquiper, advitailler et fournir de vituailles le brigantin (de George Doria) et deux carevelles de Saintonge, et aussi pour la despense que les gens de guerre, matelotz et autres que led. seigneur envoie esd. navires feront oud. voyaige, lesquelz navires, brigantin et carevelles iceluy seigneur envoie présentement à Brest pour résister aux entreprinses de ses anciens ennemys les Angloys, et autres ses adversaires. » Les 22,500 l. ne suffiront pas, car Graville tou-

<sup>1</sup> B. N., fr. 20427, 53 (Lyon, 2 nov. 1490); *ibid.*, *Cab. Tit.*, 685, f° 408.

<sup>2</sup> Arch. Pont-Audemer.

<sup>3</sup> Arch. Harfleur. Brit. Museum, Add. Chart., 155.

<sup>4</sup> B. N., fr. 25716, 105.

chera, le 2 juillet, un solde de 3,256 l. 25 s. 5 d., ce qui fait un total de 25,756 l. 15 s. 5 d. pour l'armement de 1491 <sup>1</sup>.

Les marinières sont passés en revue à Honfleur le 25 juillet <sup>2</sup> par le vice-amiral. Mais l'expédition n'a vraisemblablement pas lieu à cause de l'apaisement des querelles de Bretagne, qui la rend inutile. — On fait néanmoins le guet sur les côtes (diocèse d'Avranches, oct.) <sup>3</sup>.

L'activité de nos marins s'emploie ailleurs. Une triple diversion est faite en Flandre, en Irlande et en Écosse.

L'envoi de troupes à Phil. de Clèves est décidé le 9 mai, et c'est Jehannet du Hamel qui les transporte à l'Écluse, sur sa nef *la Sainte-Barbe*; Louis Maraffin en a la conduite (5 juin) <sup>4</sup>. Les corsaires danois se mettent au service de Clèves <sup>5</sup>.

Charles VIII écoute les conseils des Yorkistes, qui veulent soulever l'Irlande contre les Lancastre, en attendant qu'il reçoive officiellement à Harfleur Perkin Warbeck, l'imposteur tournaisien, leur docile jouet <sup>6</sup>.

« Pour le passage de Honnefleu en Irlande de Jehan Taille <sup>7</sup>, Anglois et autres Anglois en sa compagnie, où le roy nostre sire les a envoyé pour aucunes ses grandes affaires, tant pour led. passage que pour plusieurs brigandines et harnois blancs, arcs, troussees, hallebardes, hocquetons, mousquetons, marmetures, estendars, pavois et la peinture d'iceux, 1737<sup>lt</sup>. — Sçavoir à Adam Nyvelet, maistre d'une nef nommée *la Marye Margot*, du port de 100 tonneaux, et d'une barque nommée *la Passerose*, la somme de 1,500 l. t., par marché fait avec luy, pour conduire et mener à ses despens du lieu de Honnefleu led. Jehan Taille, Anglois, et autres Anglois en sa compagnie au pays d'Irlande et Angleterre et les descendre en un ou plusieurs havres

<sup>1</sup> Les galères restent embossées à Rouen, et J. Domont pourvoit à leur entretien.

<sup>2</sup> *Ibid.*, fr. 25781, 75.

<sup>3</sup> Arch. Nat., JJ 222, f° 67 v°.

<sup>4</sup> B. N., fr. 20977, 425, et fr. 26102, 664.

<sup>5</sup> Hanserecense, III (3), 36.

<sup>6</sup> Bérault Stuart dépense 500 écus pour sa visite en 1492 (B. N., *Cab. Til.*, 685, f° 423). Pour les secours envoyés d'Angleterre en Irlande (Record office, Exchequer, Teller's Rolls, n° 62). — Mandat de paiement du 6 déc. 1491 : « To Thomas Furgon, master of a ship called the *Anne of Fowey*, for bringing unto us of a certain Breton and also of an Irishman, which Breton conveyed *THE CHILDE* (Taylor) unto oure lande of Irlande, that causeth the abusyon of oure subgiettes there..... — Mandat du 13 fév. 1492 sur l'envoi en Irlande de la *Margaret of Barstaple*.

<sup>7</sup> John Taylor. Delaborde, *la Renaissance des Arts à la cour de France*, p. 271.

dud. pays et séjourner, si besoin est, aud voyage par l'espace de dedux mois, du jour de leur départ jusqu'à leur retour, fournir de toutes victuailles et équipages, payer les gens de guerre et mariniers, jusqu'au nombre de 140 ordonnez pour la deffence du gouvernement desd. navire et barque.

« A Jehan Besongne, cousturier, tant pour drap que façon de 120 hocquetons à la croix rouge ordonnez aux compagnons dud. navire, la somme de 83 l. 14 s.

« Plus à Robinet Blanche, peintre, la somme de 2 l. 1 s., tant pour la peinture de 9 douzaines et demy de pavois à la croix rouge que pour deux estendars et autres menues besoignes par luy faites esd. navires à la devise d'Angleterre.

« Semblablement à Jehan Pelet, brigandinier, la somme de 30 l. t. pour 10 brigandines.

« A Guillaume de Chartre, armurier, 22 l. t. tant pour quatre halecretz que pour 4 salades.

« A Henry du Parc, pour 10 salades, 18 l. 15 s.

« A Pierre Dauvergne, armurier, 49 livres pour un harnois blanc.

« A Guillaume le Riche, artillier, 17 l. 1 s. pour 9 arcs et 9 troussees.

« Et à Guillaume Chapelain, pour 5 hallebardes, la somme de 100 s.

« Et iceux harnois, brigandines et salades, arcs, troussees et hallebardes délivrez aux Anglois, ainsy que mandé a esté par le roy, 1,737 l. 1. »

Charles VIII n'intrigue pas seulement en Irlande, il le fait aussi en Écosse (juillet) <sup>2</sup>.

« Guillaume le Fort et Guillaume Goupil, maistres de navires, demeurans à Dieppe, pour les vaisseaux le *Cigne* et la *Catherine*, du port chacun de 160 (tonneaux) ou environ, par marché fait avec eux, pour l'advitailllement et équipage desd. navires pour six semaines entières, tant pour victuailles, mariniers que gens de guerre pour deffense d'iceux, et pour un voyage qu'ils ont fait cette année par ordre du roy, partant de Dieppe, allant au royaume d'Escosse querir certaine ambassade que le roy dud. pays avait intention d'envoyer en bref devers le roy nostre sire pour traiter et communiquer d'aucunes matières qui touchaient le bien dud. s<sup>r</sup> et de son royaume, 2,490 l. t.

« Guillaume Colin, demeurant à Dieppe, maistre d'une nef nommée le *Sacre*, du port de 180 tonneaux et d'une barque de 50 tonneaux, par marché fait avec luy pour le passage de Dieppe au royaume d'Escosse d'Alexandre de Menypeny, s<sup>r</sup> de Concressault, et ceux de sa compagnie, où le roy nostre sire les envoie présentement en am-

<sup>1</sup> B. N., *Cab. Tit.*, 685, f<sup>o</sup> 413 v<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Arch. Nat., JJ 222, f<sup>o</sup> 75 r<sup>o</sup>.



bassade devers le roy d'iceluy pais pour aucunes ses grandes affaires et demeurer aud. royaume pendant six semaines à attendre led. de Concressault, sauf au cas que led. de Concressault fût plus long séjour aud. royaume que lesd. six semaines, il seroit tenu payer les victuailles après lesd. six semaines, 950 l. t. 1. »

L'année 1491 est donc heureuse pour la France ; les Anglais évacuent Conq et Concarneau, et la duchesse Anne de Bretagne épouse Charles VIII.

### VIII.

La course est toujours très active.

Dans la Manche, l'*Anne* de Chepstow est prise par Jean du Bellay, J. Preter, Rob. de Mainemares et Guy le Bouteiller ; la *Sainte-Marie* de Bilbao est pillée par Guyon le Roy, capitaine de la *Marguerite*, et Hector Fromentin, capitaine du *Lyon* 2. En échange, un Breton, Jacques de la Chapelle, prend deux nefes françaises, et Stephen Bull prend la *Marguerite* de Dieppe.

L'anarchie est d'ailleurs complète : Barthélemy Busch, Dantzickois, s'empare, près de Douvres, de la nef de Pierre de Laredo, chargée de marchandises anglaises 3 ; Stephen Bull, envoyé en Écosse le 30 nov. 1491, est pris par des Espagnols 4.

Henri VII prend des mesures pour protéger les pêcheurs de son royaume (6 sept., 24 octobre 1491) 5, pendant que Charles VIII doit rassurer les Hanséates, qui avaient à se plaindre 6.

Henri VII délivre une lettre de marque contre les Bretons (11 juin), en même temps qu'il leur multiplie les licences de commerce 7.

Dans l'Atlantique, le capitaine Bandonère surveille les environs de la Rochelle 8, tandis qu'Arnault Raymon et Jean Mau-petit inquiètent Bretons, Anglais et Espagnols (janvier-juin) :

<sup>1</sup> B. N., *Cab. Tit.*, 685, f° 413 r°.

<sup>2</sup> Arch. Nat., V<sup>6</sup> 1041 et 1043 ; Gosselin, • La marine marchande en Normandie. »

<sup>3</sup> Rec. Office, French Rolls, 434 (1<sup>er</sup> août 1491) ; *Scriptores rerum Prussicarum*, IV, 782.

<sup>4</sup> Rec. Office, Warrants for issues (13 janv. 1492).

<sup>5</sup> *Ibid.*, Patent Rolls, 572.

<sup>6</sup> Hanserecesse, III (2), 576, 605, 617.

<sup>7</sup> Rec. Office, Privy Seals, 7, H. VII (2) (avril 1492). — Licences accordées à des Normands (1490-1492), French Rolls, 434.

<sup>8</sup> Arch. Nat., JJ 225, f° 262 v°.

« Luy (Jehan Maulpetit) estant illec (Marennes), fut adverty de plusieurs grans maulx, dommaiges, pilleries, prises de biens, de personnes et de navires que plusieurs escumeurs de mer et autres, lors tenans le party à nous contraire au pays de Bretagne, faisoient chacun jour sur plusieurs noz marchans et autres noz subjectz tant vers le havre de Brouage et en icelluy devant la ville de la Rochelle és rivières de Gironde et de Charente que autre part, mesmement sur les marchans, mariniers et autres manans et habitans dud. yse de Marempne et illec environ, tellement que les pauvres gens du pays en estoient tous espouvantez, car les Bretons avoient prins presque tous les bons navires du pays et n'osoient iceulx marchans aller en aucun port ne havre faire le fait de leurs marchandises, comme ilz avoient acoustumé, mais estoient souvent contraincts courir aux costes de la mer et aux alarmes que lesd. Bretons faisoient crier, parce qu'ils alloient jusques entre les terres prendre lesd. navires, gens et marchandises. Lequel suppliant voyant lesd. choses et ayant couraige de faire quelque service à nous et à la chose publique, délibéra de se mettre en armes sur mer pour empescher lesd. courses et pilleries et résister contre lesd. Bretons. Et de fait, il peut avoir neuf ou dix mois (janv. 1491) qu'il se mist en ung navire de guerre de Arnault Ramon, escuier, où il se tint certain temps comme matelot et compaignon. Durant lequel temps ilz firent aucunes prises sur noz ennemys et adversaires. Mais tantost après led. suppliant, non adverty des deffenses faictes de par nous, par lesquelles avoit esté deffendu à tous de non eulx armer ne mettre sus sans nostre commandement, et pensant seulement à expeller nosd. ennemys et adversaires et faire quelque bonne prinse sur eulx, il se mist sus en la mer à ses despens, arma, advitailla ung navire qu'il esquipa de telz compaignons, traicts, artillerie qu'il peut finer, et fit bonne guerre auxd. Bretons et autres pirates, noz adversaires rebelles et désobéissans. Tellement que depuis ilz ne firent aucunes prises de gens, navires et marchandises ne autres biens, ne se osoient plus trouver auxd. ports et havres ne illec environ, comme ilz avoient acoustumé. Dont tous lesd. marchans et autres habitans furent très joieulx, consolez et contens dud. suppliant et à ceste cause ont depuis fait aud. suppliant tous les plaisirs qu'ilz ont peu pour considération des grans gratuitez et plaisirs qu'il leur avoit faiz et s'est led. suppliant gouverné de manière que sans faire tort, force, ni violence à aucun desd. habitans du pays, il a fait prouffit à icelluy pays de plus de dix mill., ainsi que l'on dit. Et depuis quatre ou cinq moys en ça (mai 1491), luy estant en guerre sur mer, on l'adverty que en la rivière de Charente estoient entrez troys ou quatre navires d'armée que on disoit estre noz ennemys et adversaires. A ceste cause et pour en savoir la vérité, il

s'en alla avec sond. navire en lad. rivière et se mist devant le lieu de Rochefort, où estoient lesd. navires, devant lesquelz il se ancrâ. Et tantost après, sans ce qu'il courust sus auxd. navires (aussi n'eust-il osé, car son navire estoit plus petit que ceulx des autres), lesd. navires levèrent leurs ancres et firent voile sur lui et sur sond. navire et lui tindrent toutes les manières que on a accoustumé tenir navires qui veulent courir sus aux autres. Et alors led. suppliant, à veoir lesd. navires à leur appareil, congneut que s'estoient Espaigneux, et pour ce que ilz ou autres navires d'Espagne avoient ung peu paravant prins ung navire françois qui poursuivoit ung navire anglois, murtry et tué le cappitaine et la plupart dez compaignons qui estoient dedans led. navire françois et les avoient fait vilainement mourir, icelluy suppliant, doubtant que on luy voulsist semblablement faire, leva son ancre et se mist à la voile pour soy deffendre et tenir sur ses gardes. Et lors lesd. Espaigneux s'adressèrent à luy. Et ce voyant par led. suppliant, pensant qu'ilz estoient délibérez luy courir sus, il feist mettre tous ses gens en armes et illec fut tiré grant multitude d'artillerie et de traict, et tellement se combattirent, que à l'aborder y en eut plusieurs tuez et blessez tant d'une part que d'autre, et mesmement desd. Espaigneux cinq ou six, lesquelz led. suppliant et ses compaignons trouvèrent morts et navires à mort à l'entrée qu'ils firent en l'une desd. navires. Et y avait encore l'un d'iceulx Espaigneux qui combattoit contre le contremaistre dud. suppliant, auquel contremaistre il bailla un cor de poignart et se voulut lancer aud. suppliant, lequel suppliant, ce voyant, lui bailla de son espée par le corps, dont il mourut «.... »

## IX.

L'expédition d'Irlande et la chute de la Bretagne exaspèrent Henri VII, qui hésite depuis trois ans à desserrer les cordons de sa bourse. Il n'a pas licencié entièrement sa flotte en automne comme les années précédentes, mais il a entretenu un millier d'hommes sur mer au delà de la Toussaint 1491; le 7 décembre, il envoie John Ismay inspecter les ports de la Manche, de Hampton à la Severn, pour s'enquérir des vaisseaux disponibles. Dès le 2 octobre, sir Rich. Guldeford, maître de l'artillerie, reçoit 302 liv. sterl. pour s'équiper : du 2 octobre 1491 au 8 avril suivant, 2,641 liv. lui sont ainsi taxées<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 222, f° 83. La Flèche, sept. 1491.

<sup>2</sup> Rec. office, Chapter House Books, 208, fol. 23.

Sa flotte sera prête le 16 mars 1492. Dix-sept nefes espagnoles surveillent l'entrée de la Tamise à partir du 3 avril. — En même temps, le 8 décembre, il envoie au pape un long réquisitoire, où il rappelle les affaires d'Écosse et d'Irlande, et le ravitaillement de l'Écluse ; le 8 janvier 1492, il écrit sur le même ton à Ludovic Sforza. Il envoie W. Roos et Nic. Morton lever des hommes de guerre sur le continent (3 décembre) et fait des emprunts dans les comtés <sup>1</sup>. Le 6 février il proteste contre le mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne et proclame Marguerite d'Autriche « vera et legitima uxor ; » il écrit au pape, à Maximilien, aux électeurs du Saint-Empire.

Le 22 février, une nef de Zélande passe à trois ou quatre lieues de l'Écluse, « laquelle estoit chargée d'un grant nombre de halebardes, picques et hallegreqz, mais parce que le vent est contraire, le navire de ce havre ne lui a sceu donner aucun empeschement <sup>2</sup>. » Le 6 mars, une lettre datée d'Aire avive les craintes de Charles VIII : « Il est bruit à Saint Omer et au west païs qui s'apreste des gens pour entrer en mer et font courre bruit que c'est pour aller en Bretagne <sup>3</sup>. »

D'autres s'efforcent de rassurer le jeune roi, comme d'Estouteville <sup>4</sup> : « Les Anglois font grant amas pour descendre en voz pays, mais, sire, il y a plus de 60 ans que je les congnois et croy qu'ilz ne font ceste assemblée sinon pour crainte qu'ilz ont que on entreprenge sur eulx, pour ce qu'ilz voyent que avés maintenant le pays de Bretagne et que povés avoir beaucoup de navires.... » (Blainville, 11 février.)

Mais Charles VIII écoute plutôt les prophètes de malheur et il le confesse publiquement le 22 février : « Plusieurs mauvaises et dampnables entreprinses ont esté et sont conspirées et préparées à l'encontre de nous et de nostre royaume par les Anglois, lesquelz le roy d'Angleterre a fait assembler en grant nombre avec grandes provisions de navires, artillerie et advitaillemens, délibéré de descendre de brief en personne à puissance en nostre pays de Normandie et ailleurs dedans nostre royaume et nous faire la guerre. »

<sup>1</sup> Rymer, *Fœdera*, V, p. IV, 38.

<sup>2</sup> B. N., fr. 15541, f<sup>o</sup> 121 v<sup>o</sup> et 124 v<sup>o</sup>.

<sup>3</sup> *Ibid.*, f<sup>o</sup> 117.

<sup>4</sup> B. N., fr. 25717, 122.

Les préparatifs de défense vont malheureusement être entravés par la rivalité ouverte du duc d'Orléans, gouverneur de Normandie depuis le 28 juin précédent, et Graville, qu'il a remplacé dans ce poste. La reconnaissance doit peser au duc, et il oublie qu'à l'amiral revient une bonne part de sa délivrance après la guerre Folle ; le 3 janvier 1492, il unira ses rancunes à celles de la reine Anne et des Beaujeu pour nouer une sorte de ligue de salut public. Avant de partir pour Rouen, où il est arrivé le 12 mars, les deux ennemis ont eu de violentes discussions : « Monsignor d'Orlians li minacise de farlo *tagliare a peze*. » (Dépêche milanaise <sup>1</sup>.)

Aussi ne faut-il pas s'étonner de la désorganisation de la Normandie : le 12 mars, le duc d'Orléans charge Antoine de Cognac et Robert Destin de visiter les ports du pays de Caux. Le samedi 14 avril, le bailli mande aux vicomtes de Gournay et d'Aumale de « remonstrer aux gens des estatz du païs et duchié de Normandie de subvenir et aider au roy nostre sire des sommes qu'il luy est besoing de recouvrer pour mettre résistance à l'encontre des Anglois et autres ses ennemis qui se sont proposés de lui faire la guerre et descendre en sond. païs <sup>2</sup>. » On demande de l'argent quand l'ennemi est à la porte. Harfleur doit recourir à une bande de 140 Danois commandés par Henri Flamen, « qui se trouvoit en habillemens de guerre avec les habitans de ceste ville lorsque les Angloys estoient à la rade du chief de Caux, pour ce que dès lors les nobles et gens du pays n'estoient pas assemblés, » et M. d'Orléans envoie de Rouen de la grosse artillerie <sup>3</sup> ; il a été en personne à Honfleur dès le 29 mars <sup>4</sup>.

Cependant une flotte anglaise vient se poster à l'embouchure de la Seine pour intercepter toute communication entre la France et l'Écosse.

« Environ le premier jour de *may*, » les gens de pied sont mandés « pour aler aider à résister à la descente que l'on disoit que s'efforçoient les Anglais près les parties d'Honfleur. » Les ennemis parurent « devant Creeil, tirèrent de leurs navires du

<sup>1</sup> M. Perret, *op. cit.*, 148, 154.

<sup>2</sup> B. N., fr 26430, 63.

<sup>3</sup> Que le roi réclamera le 4 mai 1495.

<sup>4</sup> *Hist. d'Harfleur*, E. Dumont et Léger, 39.



traict et de l'artillerie à l'encontre de noz gens, » mais « n'osèrent descendre, ains se retirèrent en la mer, » et les gens de pied furent licenciés <sup>1</sup>.

Le péril n'en demeure pas moins grand : « Il y a des navyres d'Angleterre au Pas-de-Calais, écrit J. Blosset, bien 25 à 30, et y en a 10 ou 12 autres navyres qui se sont descenduz plus bas vers la couste de Caux, et disent lesd. Angloys que c'est le vent qui les a ramenez en ça. Més l'opinion de ceulx qui s'i cognoissent est que ce sont navyres qui se sont escartés pour gueter le passage du duc d'Albanye s'il eschapoit aux autres et s'il essoioit à prendre son passage. »

Cette escadre réussit à s'emparer d'un convoi de blé composé de cinq hourques, et elle envoie son butin à Portsmouth (23 mai).

Elle est commandée par Willoughby et comprend les deux plus beaux navires d'Angleterre, le *Régent*, qui porte le pavillon amiral, et la *Souveraine*.

« Dedans lesd. *Régente* et *Souveraine* sont en chacune d'icelles de 7 à 800 hommes. En lad. *Souveraine* est cappitaine ung nommé maistre Point. Il y a une grant nef d'Espaigne (*Great Spaniard*) de 300 tonneaulx dont est cappitaine ung nommé maistre Foc, esquipée de 280 hommes. Ung nommé Jehan Clerc est capitaine d'une autre nef de 240, ung nommé Castellain, d'une nef de 180, Guillaume Nachz, d'une autre nef de semblable port de 180, Jehan Asby d'une de 240, la *Grace Dieu* de 160, six grans navires de Bowyc (Bowey) chacune de 140 à 160, avec plusieurs barques fort esquipées et artillées selon son port.... 25 à 26 navires, avec les deux grans <sup>2</sup>. »

Le samedi 9 juin, J. Blosset apprend un engagement par une lettre du capitaine d'Honfleur : « C'estoit le duc d'Albanye que deux navires d'Angleterre avaient cuidé prandre, qui se deffandit très bien. » Deux jours plus tard « les deux navyres d'Angleterre sont encore devant les Escossois encontre la fosse de Leure. Lesd. Anglois qui sont esd. deux navyres descendirent à terre et misdrent une embusche pour cuider surprendre les Escossois comme ils se retiroient du navyre pour venir à Honfleur. Més tous les gens de bien qui se sont trouvez à Honnefleu ny icy n'ont pas esté d'opinion qu'on leur doye toucher tant qu'on

<sup>1</sup> Arch. Nat., JJ 225, f<sup>o</sup> 257 et 259 v<sup>o</sup>; JJ 226 B, f<sup>o</sup> 117.

<sup>2</sup> Lettre de Dieppe, 14 juin (B. N., fr. 15541, 153).

sache de voz nouvelles, et si ne fust la crainte qu'ilz ont de vous désobéir, ils fussent piessa en basse terre.... »

Le 2 juin, Willoughby, capitaine de la *Régente*, mande une barque à Southampton pour « faire aprestre le navire de Porssemue [Portsmouth], pour aller au secours dud. autre navire de guerre et desja *la grant nef de Honnefleu qu'ils nommoient Coullon* avec 7 ou 8 autres navires estoient descendus devant Wavovic. Iceulx navires de Porssemue partirent tous après et à présent (14 juin), ilz sont avec led. navire devant Sayne. » C'est un renfort d'« une grande nef du port de 3 à 400 tonneaulx, avecques 10 autres barques chacune de 100 à 180 tonneaulx ou environ. »

Cela fait un total de 35 vaisseaux auxquels on n'avait presque rien à opposer : « Tout à ceste heure, écrit Cauwart (Honfleur, 31 mai), on m'est venu dire que véla de 35 à 40 navires anglois qui arryvent droit en ceste radde de Villerville, où je m'en voys à tous les trois petiz faucons que nous avez <sup>1</sup> prestez, accompagné de 6 chartiers *sans qu'il y ait à toute la coste ung seul homme de guerre, ne noble, ne autre*, et s'ilz descendent seulement quelque gens (que Dieu ne vueille), ils me feront bien desloger <sup>2</sup>. » Et il réclame deux grandes coulevrines ou un canon serpent. Le lendemain il demande aux gens d'Harfleur une grosse pièce : « *Je suis tout seul sur ceste grève*, accompagné de 8 chartiers qui ont amené 4 petiz faucons, et n'y a ung seul gendarme ne noble ne autre de tout le pays <sup>3</sup>. »

Le duc d'Orléans prétend qu'il a envoyé le capitaine Philippe Dumoulin et ses gendarmes à Honfleur : « Mais quant vosd. gens d'armes ont esté la, le vice-amiral et ceux qui ont la charge de la mer ont assemblé le conseil des mariniers et ont trouvé que vostre navire n'estoit puissant de combattre le gros navire d'Angleterre et pour descharger le peuple ont renvoyé lesd. gens de guerre.... *Y a eu petit ordre jusqu'ici* <sup>4</sup>. » Car on a dérangé trois ou quatre fois les gens de pied inutilement (9 juin). L'inimitié du duc et de Graille porte ses fruits et il faut que le roi ordonne aux capitaines d'obéir au gouverneur (Paris, 9 juillet) <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Denis le Breton, général des finances, en ce moment à Rouen.

<sup>2</sup> B. N., fr. 15541, fol. 56.

<sup>3</sup> Arch. Harfleur.

<sup>4</sup> Ordonnances des rois de France, XX, 287-288.

<sup>5</sup> B. N., fr. 15540, fol. 85.

Le duc exagère pourtant, car le samedi 9, 6,000 hommes, nobles et gens de pied, se rassemblent en quelques heures dans le bailliage de Caen, l'élection d'Alençon et le pays d'Auge. — C'est une fausse alerte, les Anglais vont ailleurs porter un grand coup (15 juin), au théâtre de leur exploit de 1490.

(Barfleur, lundi 18 juin 1492.)

« Sire, les 34 navires qui estoient devant Villerville à l'entrée de Saine arrivèrent vendredi dernier devant ce hable de Barfleur et cuidoient prendre les deux navires de Jehan Denis et Jehan le Danoy de Honnefleu qui sont venus nouvellement de Maxine et de Naples, chargez de bonnes et riches marchandises et en grant valleur, et aussi 45 navires de Bretagne chargez de sel qui se sont boutez dedans led. hable pour crainte desd. Angloys.

« Sire, on l'a fait incontinent savoir aux nobles, aux gens de pié et à chacun qui se tirassent aud. lieu de Barfleur et pareillement aux gens d'armes de vostre ordonnance logez à Caen, Baieux, Saint Lo et Coustances, et s'i est trouvé beaucoup de gens et s'i trouvèrent dès samedi matin, Ricauville, cappitaine de Valoignes, et Corbin, vicomte dud. lieu, et y fit led. cappitaine mener de bonne artillerie. Auquel jour de samedi, environ 5 heures après midi, lesd. Anglois, en 16 ou 18 bateaux, firent une descente à ung quart de lieue près dud. hable, où ilz furent bien recueilliz tant par lesd. cappitaines, vicomte, nobles du pays et autres qui là estoient, tellement qu'ilz furent contrains eulx retirer en leurd. bateaulx et n'y firent pas bien leur prouffit et estoit bien besoing que lad. artillerie dud. cappitaine y fust.

« Sire, yer qui fut dimanche, jour de la Trinité, environ 3 heures après midi, lesd. Angloys descendirent pareillement à terre aud. lieu où ils estoient descenduz le samedi, et estoient bien de 12 à 1500 hommes dont estoit chief et y estoit en personne le sr de Wylbic, grant maistre d'ostel d'Angleterre, et venismes au devant d'eulx le mieulx qu'il nous fut possible, et y survindrent le mieulx à point du monde les gens d'armes de la compagnie de M. de Beaumont dont avoit la conduite Saillant, lieutenant de mond. sr de Beaumont, qui firent une bonne et grant diligence de venir du lieu où ilz estoient en garnison. Et aussi vindrent quant et eulx le baron des Byars, Jehannot de Tardes et M. d'Argouges. Et eulx arrivez, lesd. Angloys se retirèrent en leurd. bateaux et y eut de leurs gens blécez et tuez, et aucuns noyez en eulx recueillant ausd. bateaux, et eusmes deux pièces de leur artillerie et une de leurs enseignes et n'y eut aucuns de nos gens tué, et prindrent ung povre gentilhomme prisonnier et aussi eusmes nous quelque ung des leurs. Et, sire, lesd. gens d'armes les

poursuivirent vaillamment à leur venue et estoit bien besoing qu'ilz arrivassent, car ilz les chargèrent vivement.

« Sire, nous sommes tous ceulx qui sommes icy en doute pour ce que lesd. Angloys ne tirèrent aujourd'hui cop d'artillerie, ne ne firent aucun semblant de descendre, et aussi qu'il y a 5 ou 6 navires des leurs moins qu'il n'y avoit yer, que ilz ne les aient envoiez en Angleterre querir quelque grand renfort de gens et de navires qui soudainement pourroient venir, veu le bon vent qu'ilz ont, ou de Hantonne ou de Portsemue, où l'on dict qu'ilz sont 200 navires tous preitz, il n'y a pas grant chemin jusques à ced. hable de Barfleur et y peut on venir en 5 ou 6 heures.

« Sire, il vous plaira sur tout avoir regard et y donner telle provision que vostre bon plaisir sera. Ce seroit grand dommaige de perdre deux si bons navires et aussi grant inconvenient que lesd. Anglois eussent tant de navires de Bretagne qui leur pourroient servir à faire quelque passage.

« Sire, tous nous qui sommes icy, sommes bien délibérez de vous y servir sans y espargner corps ne biens, prians Dieu, Sire, qu'il vous doint très bonne vie et longue.

« Escript aud. lieu de Barfleur, ce lundy au soir après led. jour de la Trinité.

« Voz très humbles et très obeissants subjects et serviteurs,

GUYON D'ETOUTEVILLE,

GUYON DE LA HAYE,

et voz officiers de vostre bailliage de Costentin <sup>1</sup>. »

Pour laisser un plus cruel souvenir de leur passage, les agresseurs ont incendié les 45 navires bretons de Barfleur. Le partage de ces épaves fumantes donna lieu à une rixe où les frères Guillote jouèrent un triste rôle; ils sont venus, à ce qu'ils racontent « pour rescourre et recouvrer les biens estans en certains navires appartenans à certains marchans bretons, lesquelles navires les Anglois avoient pillées et après mis le feu en icelles, pour quoy ceux à qui appartenoient lesdits navires avoient donné leur biens estans en icelles à ceux qui les pourroient recouvrer en esteignant le feu estant en icelles <sup>2</sup>. »

Les craintes de d'Estouteville sont justifiées, car il se fait à Portsmouth et à Southampton de grands armemens, comme

<sup>1</sup> B. N., fr. 15540, fol. 132. Cf. une lettre de Denis le Breton, Rouen, 18 juin (fr. 15541, fol. 90).

<sup>2</sup> Arch. Nat., JJ 226a, fol. 124 v°.

l'apprend cette déposition d'un Italien, que le duc d'Orléans adresse au roi le 9 juin :

« Le jeudi derrenier jour de may 1492, Laurens Breton, natif d'Ytalie et marchant fréquentant tant sur mer que sur terre, arriva à l'able de Hetrahan (Ouireham) le vendredi ensuivant premier jour de juing, dit qu'il partit de l'able de Portsemue au pays d'Angleterre, ouquel able il dit qu'il y avoit environ 80 navires petis et grans et dit que ausd. navires n'avoit nulz gens de guerre, synon ceulx qui estoient ordonnez pour la conduicte d'iceulx et de jour en jour y en venoit d'autres et en actendoit on de grans flottes de tout le pays.

« Plus dit que à Antonne y avoit environ 60 navires petis et grans, ausquelz n'avoit pareillement nulz gens de guerre, synon les conduiseurs d'iceulx navires, mais dit qu'ès deux ables se doit faire l'assemblée de tous les navires desd. Anglois, et y a d'un able à l'autre environ 10 lieues par eau et 6 lieues par terre. Interrogué quant se devoit faire lad. assemblée, dit qu'elle se devoit faire en cet esté, ne scet de jour autrement.

« Interrogué quelle assemblée de gens se faisoit aud. pays d'Angleterre, dit que à l'eure qu'il en partit, qu'il n'en estoit nulles nouvelles, mais qu'il y avoit cappitaines ordonnez pour les mettre sus, quant il plairoit au roy faire son assemblée.

« Interrogué quelle artillerie ilz pevent avoir, dit qu'il ne scet du nombre, mais que déjà il y en a 32 grans pièces à Anthonne, qu'il a veues, et qu'on dit qu'il n'y eust jamais roy en Angleterre qui en fist faire si grant nombre, ne de si grosses et que tout ou la pluspart doit estre chargé aud. Anthonne.

« Interrogué quelle finance le roy d'Angleterre peult avoir, dit qu'on dit ou pays que jamais roy d'Angleterre n'en assembla tant.

« Interrogué quelz payemens le roy d'Angleterre a fait faire à ses gens d'armes, dit qu'on dit ou pays qu'ilz n'ont eu encore nulz payemens et qu'ils n'en auront jusques à ce qu'ilz montent en mer, et que ceulx qui ont la conduicte desd. navires ne sont pas contens qu'ilz ne sont payez....

« Dit oultre que aud. Portsemue et Anthonne l'on actendoit le nombre de 300 escutes qui devoient venir du pays de Hollande pour passer artillerie et chevaux, ainsi qu'on disoit <sup>1</sup>. »

Un petit navire à hune de 40 tonneaux, de Weymouth, chargé de blés destinés à Calais, est saisi par une barque de Dieppe, et ses marins, interrogés, donnent des renseignements analogues <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> B. N., fr. 15541, fol. 158.

<sup>2</sup> *Ibid.*, fol. 153.

« Samedi derrenier oult huit jours (2 juin), led. compaignon estoit à Hantonne et dit qu'il y avoit lors en port dud. Hantonne 100 navires et que de devers le Nort en venoit led. jour autrez 100 et de Porsemue ung 100. Qui estoit en tout 300 navires, qui le dymence ensuivant se trouvèrent tous aud. port de Hantonne, lequel navire estoit pour porter victailles et le charroy.

« Dit oultre qu'ilz attendent avoir de brief de 2 à 300 heuz de Flandres, mais il n'y en a encores aucuns arrivés. Et si depposent les autres compaignons qu'il doit venir aud. lieu de Hantonne 100 navires d'Espagne, et que le roy d'Angleterre recouvrera en son pays de 1000 à 1100 tant grans que petits navires et que en leur armée y en doit avoir de 16 à 1700.

« Depposent oultre, sur ce interrogez, que led. roy d'Angleterre est encores vers Londres sur la ryvière en l'abbaye de Chym qui est à 5 lieues dud. Londres, et qu'il n'y a personne en tout led. pays qui puisse savoir en quel temps il a intencion monter sur mer ne là où il vouldra descendre, mais qu'il est bruyt au pays que son armée sera preste à ceste Saint Jehan et sy dient qu'il y a bien 1000 pièces de charroy prestes, tant à Hantonne que à l'environ, avec grant nombre de pieux pour ficher en terre, ferrés par les deulx boustz où sont pendans des anneaulx de fer, et mesmement que leur artillerie, tant grosse que menue, en bien grant nombre est toute preste aud. lieu de Hantonne.

« Ilz ont esté interrogez, du chef de leur armée, et dient que led. sr de Broig, nommé messire Guillaume Willeby, chevalier, est lieutenant pour leur roy et qu'il a la charge de faire charger lesd. vitailles, mais pour ce que de présent il est dedans lad. *Régente*, cappitaine devant led. bec de Sayne, il a depputé aucuns commissaires pour y besongner en son absence.

« Dyent plus que aud. lieu de Hantonne n'est demouré pour navire de guerre que 4 ou 5 barques qui sont avec led. moyen navire pour charger lesd. vitailles.

« Sire, tous lesd. compaignons depposent en substance l'un comme l'autre ainsy que cy dessus est escript, et ont esté enquis sur savoir s'il y a aucuns navires de guerre vers les Dunes, lesquelz nous ont dit qu'ilz n'ont point de congnoissance qu'il y en ait de present aucun qui soit esquipé en guerre, excepté celui qui est assemblé devant led. bec de Sayne. »

Le formidable armement d'Angleterre se complète par un appoint de troupes espagnoles :

« Troys prisonniers de ce pays, estymez gens de bien et créables, ont dit qu'ilz ont trouvé moyen d'eschapper de leurd. prinson en Angle-

terre et qu'ilz en partirent vendredi derenier, où le lundi paravant ilz avoient veu arriver 60 gros navires d'Espagne chargées de gens de guerre Espagnolz et autre nombre de Flandres, lesquelz avecques les navires anglois povoient bien estre 300 voilles, et s'assembloient de toutes pars pour s'embarquer les mariniers dud. pays, et disoit-on communément qu'ilz avoient entreprinse descendre en deux lieux de voz pays, sans déclairer où <sup>1</sup>. »

De Bretagne enfin arrivent les mêmes avertissements : « Jay parlé à ung homme qui vient de Normandie, écrit le capitaine de Brest (18 juillet), qui y estoit quant les Anglois bruslèrent les navires de Bretaigne (à Barfleur), il dit qu'ilz ne sont point descenduz et qu'il en a esté prins aucuns de ceulx qui brullèrent lesd. navires, qui prennent sur leur vie qu'ilz chargent toute leur armée et que desja leur avant garde est en mer <sup>2</sup>.... » G. Carrel et Jean de Porcon sont d'avis que si le roi voulait « faire une armée de 40 ou 50 navires qui promptement se trouveroit en ce pays cy et bien équipées de gens de guerre dedans, ce pourroit estre cause de leur faire ung grant dommaige sur l'armée que le grand maistre d'Angleterre tient sur la mer, que l'on dit ne bouge pas jusques à la Sainte Catherine <sup>3</sup>. » Le prince d'Orange ajoute que « par le moyen d'icelle vous pourriez faire aux Anglois tel oultrage qu'ils se refroidiroient de plus venir par deça, » car un homme, arrivé d'Angleterre le 3 août, a déclaré que Henri VII avait des projets contre Brest, Nantes et Saint-Malo. La flotte française pourra aussi débloquer l'Écluse <sup>4</sup>.

L'incertitude qui règne sur les desseins véritables des Anglais en augmente la frayeur : La Rochelle <sup>5</sup> prétend que 400 vaisseaux ennemis vont amener 22,000 nobles et 32,000 fantassins, et fait des préparatifs de défense. D'autre part M. de Brézé s'excuse ainsi de ne point se rendre en cour (Évreux, 18 juillet) : « Sire, à cause de mes terres de Nogent le Roy, Anet, Breval et Montchauvet, je vous doy tous les ans le jour de la Magdalaine ung esprevier. Je le vous eusse porté, se n'eust esté qu'il me fault tenir en ce quartier de Normandie pour le bruyt des Anglois <sup>6</sup>. »

<sup>1</sup> Guy de Laval au roi (Guingamp, 24 juin). B. N., mss. Dupuy, 261, fol. 192.

<sup>2</sup> B. N., fr. 15541, 97.

<sup>3</sup> Guyot de Lousière, Guingamp, 5 août ; *Ibid.*, fol. 45.

<sup>4</sup> B. N., Nouv. acq. fr., 1232, fol. 254-255.

<sup>5</sup> *Ibid.*, fol. 113.

<sup>6</sup> Amos Barbot, *Hist. de la Rochelle*, I, 447. B. N., fr. 15538, fol. 153.

Pendant que Willoughby tient les Français en haleine sur la côte de Normandie, les navires rassemblés à Haughton et Portsmouth se réunissent pour aller bloquer l'Écluse, défendue par Phil. de Clèves. Un premier convoi de huit navires part le 26 juin 1492; un second de douze, le 25 juillet <sup>1</sup>. Roger Cotton est amiral (22 juin), Edward Poyning capitaine des hommes d'armes et arbalétriers (24 août).

L'Écluse, dernier boulevard des communes flamandes, se défend vaillamment, mais finit par capituler (oct.).

Cependant Henri VII tergiverse encore : il veut « obtenir de l'argent du Parlement anglais pour agir et de Charles VIII pour ne rien faire <sup>2</sup>. » Il espère bien ne pas avoir à se servir de sa flotte, et que la comédie diplomatique se dénouera heureusement pour son Échiquier derrière ce rideau de parade <sup>3</sup>.

La guerre est suspendue un instant pour négocier : le 26 juillet, Charles VIII donne pouvoir à ses ambassadeurs de s'adjoindre à M. d'Esquerdes, qui depuis plus d'un mois converse sans résultat avec Gilles d'Aubeney, gouverneur de Calais; le 7, il s'est engagé à payer les cinq termes arriérés de la pension de Picquigny.

Mais il reste un compte plus difficile à régler : Henri VII prétend faire endosser au roi de France la dette de sa femme et payer les 6,000 archers qui ont fait la guerre contre lui en Bretagne. C'est ce qui a rompu apparemment la négociation <sup>4</sup>.

Les bruits de guerre reprennent le dessus : le 26 août <sup>5</sup> Robert

<sup>1</sup> Rec. office, Chapter House Books, 208, fol. 82, 67-69, 77, 83-85.

<sup>2</sup> M. Perret, *op. cit.*, 154.

<sup>3</sup> Cependant Jean de Porcon, Louis Lucas, le petit Porcon, G. de Longchamp, P. de Tiercent, Hector Fromentin et André de Fonteville interceptent, au mois de juillet, dans les parages de la Bretagne, un convoi de 14 vaisseaux espagnols chargés de laines appartenant à Ochoa d'Arriaga et à P. Nyeto (Arch. Nat., V<sup>s</sup> 1041).

<sup>4</sup> Car il n'est presque plus question de l'Irlande : Laurent Breton, interrogé le 1<sup>er</sup> mai, « qu'en dit du fils du roy Edouart qui est ès Herlande, dit que l'en en a parlé plus par cy devant que l'en ne fait maintenant, les ungs disoient qui n'y en avoit point, les austres disoient que s'estoit le fils du frère dud. roy Edouart. Toutes foiz dit que pour le présent l'en n'en fait pas grant estime. » — H. Mountford est envoyé en Irlande avec 100 soldats (Rec. office, Teller's Rolls, n<sup>o</sup> 63, St-Michel 1492); paiements à Henry Wyet (Pâques 1493).

<sup>5</sup> La flotte de Willoughby n'est payée par William Hatchiff que jusqu'au 6 septembre. Elle va se joindre ensuite à la flotte qui se rend à Boulogne. Le *Régent* porte 500 hommes.



Point remplace Willoughby, qui est nommé maréchal de l'armée royale destinée à envahir la France.

Pierre d'Urfé est envoyé en Basse-Normandie « pour soy enquerir du gouvernement des gens d'armes, pour ce qu'on avoit rapporté au roy qu'ilz faisoient grandes et énormes pilleries sur le pauvre peuple de par deça, et aussi pour savoir comme les villes de par deça, c'est assavoir Avrenches, Grantville, Chierebourg, Valloignes, Carentan, Saint-Lo et les chasteaux et forteresses des environs s'estoient advitaillées et fournies d'artilleries et gens de deffence. » Le grand écuyer rassemble les capitaines et officiers du Cotentin et résume leurs avis en un gros cahier de 50 feuillets.

Le 30 septembre, Charles VIII notifie à son peuple la rupture des pourparlers :

« Les Anglois n'ont cessé toute ceste saison passée de tenir et encores tiennent la mer sur les marches de Bretagne, Guienne, Normandie et Picardie, avec grant armée et exercice de gens, navires, artillerie, victuailles, en entencion de prendre terre sur nous ou surprendre par leur malice, machinacion, force ou autrement quelque ville ou place forte de nos frontières, s'ilz les eussent ou povoient trouver despourveues. Mais pour à ce obvier...., a convenu.... avoir fait avitailler plusieurs navires pour résister ausd. entreprinses de mer, et aucunes d'icelles envoyé en Irlande devers nostre cousin le duc d'Yorck, qui est le vray héritier du royaume d'Angleterre.... Avons présentement esté advertiz que une grande bande desd. Anglois est descendue à Calais, actendant le roy d'Angleterre, qui de brief y doit arriver avec le demourant de son armée, et que le roi des Romains se dispose d'autre quartier soy joindre avec lui <sup>1</sup>. »

Et il ajoute dans des lettres missives adressées aux bonnes villes du royaume :

« Nous avons esté contens d'entendre à certain traicté et pourparlé qui de la part et requeste du roy d'Angleterre nous a esté fait, et combien que sa demande fust très excessive, néantmoins nous esions condescenduz à la pluspart de sa demande, dont plus que par raison il se devoit contenter. Et soubz la fiance et semblant qu'il a fait de vouloir entendre aud. bien de paix en retirant lui et son armée en ses pays et donnant congié aux navires qu'il avoit,

<sup>1</sup> B. N., fr. 25717, 133

T. LV. 1<sup>er</sup> AVRIL 1894.

pour mieux colorer sa malice et nous surprendre et décevoir, après qu'il a sceu qu'estions retirez es marches de par deça (en Touraine), soubdainement il a envoyé dernièrement à Calais partie de son armée <sup>1</sup>. »

Henri VII s'est enfin décidé à lever le masque et à lutter en personne. Pour transporter ses nombreuses troupes, ses armements de Portsmouth et les 60 bateaux espagnols de renfort ne lui ont pas suffi : il a réquisitionné de force les galères vénitiennes de passage à Southampton (8 sept.) <sup>2</sup>. Le 2 octobre il s'embarque sur le *Swan*, et quinze jours plus tard il est sous les murs de Boulogne, que défend le bâtard de Cardonne.

L'endroit est bien choisi car, dès le 18 juin, on voit d'Esquerdes inquiet : « Je trouve ceste ville très malvaise en l'estat qu'elle est, et où il fault de grans ouvraiges pour la bien garder <sup>3</sup>. »

C'est une promenade lucrative qui va lui rapporter de l'or ; il ne faut donc pas s'étonner si le siège est bénin. Du côté des Anglais, la mort de John Savage est à déplorer ; du nôtre, trois navires de Honfleur se perdent et leurs capitaines (Lannequin le Grand, J. de Bellefonte et Nic. Faville) reçoivent 900 livres d'indemnité <sup>4</sup>.

Mais la paix est faite le 4 novembre, à la satisfaction de Henri VII, qui se fait payer les 620,000 écus que lui a coûté son intervention en Bretagne (1483-1491) et 125,000 écus d'arrérages du traité de 1475, mais au grand mécontentement de l'amour-propre britannique <sup>5</sup>.

Telle est cette campagne de 1492 qui se termine par la signature d'une traite : assez peu meurtrière, en somme <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Arch. Harfleur.

<sup>2</sup> Ces galères ayant eu des avaries à Calais, obtiendront un délai de quinze jours pour se radoubier (20 nov.)

<sup>3</sup> B. N., ms. fr. 15541, fol. 91.

<sup>4</sup> B. N., *Cab. Tit.*, 685, f° 424.

<sup>5</sup> Tierney, *History of Arundel* (Londres, 1834), 312-313 : « led bach ungloriously ; avaricious hypocrisy. » — Maitland, *History of London*, I, 219 : Londres avance 9,680 liv. sterl. 17 s. 6 d. pour cette guerre.

<sup>6</sup> L'avitaillement de Boulogne a requis 3 muids 3 septiers un minot et demi de sel, et en argent 15.000 livres dont J. Tambonneau, grènetier de Gisors, a tenu le compte, et 9,900 livres votées par les États de Bretagne, soit environ 35,000 livres. Sur le siège de Boulogne : *Chronicle of Calais* (Camden Society), p. 49 ; Rec. office, Chapter House Books, 15 (artillerie, oct.-nov. 1492) ; et 208, fol. 107-118 (transport des chevaux de l'armée anglaise à son retour de France).

Les mers du Ponant ont été pendant une dizaine d'années le théâtre de croisières et de courses assez actives : la paix avec l'Angleterre, la chute de la Flandre, la réunion de la Bretagne vont y assurer la paix et y développer le commerce. C'est tant pis pour l'annaliste, qui ne trouve plus rien à glaner ; la date de 1492 est un point d'arrêt pour sa curiosité <sup>1</sup>, et il lui faut se tourner maintenant vers la Méditerranée, qui a, heureusement, de quoi l'intéresser.

---

## LE LÉVANT

### I.

L'acquisition de la Bretagne marque une étape dans l'histoire des mers du Ponant ; celle de la Provence joue un rôle plus grand encore dans l'histoire du Midi.

Louis XI, féru d'idées commerciales, a toujours rêvé de posséder sur la Méditerranée un débouché sérieux : il a songé à Collioure en prenant le Roussillon, mais le lieu est trop excentrique. Agde et Aigues-Mortes <sup>2</sup> exigent de coûteux travaux. — « Protectionniste » décidé, il fait construire de 1464 à 1456 4 galéasses destinées au transport des marchandises du Levant que les négociants consigneront à Paris, Tours, Lyon ou Montpellier, car ces galéasses ont le monopole du commerce ; Michel Gaillart en est nommé général vers 1425, et il en bâtit d'autres pour les remplacer.

La mort de Charles d'Anjou vient tout bouleverser, et les projets sur Collioure sont abandonnés ; le Roussillon devient une non-valeur, et l'Espagne pourra désormais le réclamer.

<sup>1</sup> Les 500 mariniers rentrent dans le droit commun dès 1493 et paient la taille (B. N., fr. 26103, 946, 1009 à 1016). Les galères sont au port de Rouen, sous la garde de Jean Domont (*Cab. Tit.*, 685, f° 420 v°) ; les carraques construites par Cauwart sont désarmées et les mâts vendus. Au mois de novembre, une ambassade quitte Dieppe pour l'Écosse (M. de Clérieu, J. Charpentier et J. Baptiste), et le voyage coûte 1,484 livres (*Ibid.*, f° 424 v°).

<sup>2</sup> « Le canal et entrée de mer du mol de vostre port d'Aigues-Mortes est comblé et rempli... A grant payne vostre galléace de France qui à présent est venue des parties du Levant, chargée d'espiceries et autres denrées, ne aussi deux autres nefz illec estans en vostre port ont pu descharger. » Aigues-Mortes, 16 avril 1479 (B. N., fr. 15540, f° 94).

Charles laisse deux galères inachevées, deux caravelles et trois nefes (11 décembre 1481) <sup>1</sup>; quinze jours plus tard, Louis XI mande aux bonnes villes que « la conté et seigneurie de Provence luy est escheue et advenue, et pour ce que en icellui pays y a plages et ports de mer, et mesmement en la cité de Marceille, entend y faire affluer toutes nacions estranges pour illec faire sur les galères et aultres navyres qu'il entend à y faire construire et édifier de nouvel, grans, riches et notables marchans, » et il ajourne les notables au 31 janvier devant Gaillard <sup>2</sup> (Thouars, 26 décembre). — En même temps « Jehan Moreau, » son valet de chambre ordinaire, « par exprès commandement, fist faire deux galiaces pour naviger sur les mers de Levant <sup>3</sup>.... » et il ordonne d'achever les deux galères de Marseille <sup>4</sup>.

Mais le roi se heurte aussitôt aux habitudes d'indépendance des Provençaux qui veulent la liberté du commerce maritime <sup>5</sup>, et, à son grand étonnement, il trouve le même esprit chez les députés du royaume (Tours, 14 février 1482) <sup>6</sup>. A la requête de Gaillard, qu'il « soit fait compaignie de grant somme de deniers, comme 100,000 livres et plus, pour marchander sur la mer de Levant et ailleurs et faire grant nombre de gallées et autres navires, affin que la marchandise ait cours ou royaume, en façon que les estrangers n'en aient plus la congnoissance, » ils répondent : 1° que « grant besoing n'est pas pour le présent de faire autre nombre de gallées qui y sont, car vous, Mgr Le Maistre (Gaillard), en avez trois bonnes et Jehan Moreau en fait faire deux, et trois bonnes caravelles qui sont demeurées du du décès du feu roy de Cécile; » 2° que « le meilleur moyen qui se peut trouver est que le plaisir du roy nostre sire soit donner liberté à tous ses subjects de marchander et naviger en

<sup>1</sup> Dumont, *Corps diplomatique*, III, 2<sup>e</sup> part., p. 88.

<sup>2</sup> Germain, *Hist. du commerce de Montpellier*, II, 391.

<sup>3</sup> Arch. Nat., JJ 216, f<sup>o</sup> 43 v<sup>o</sup>.

<sup>4</sup> « Touchant le fait des gallées, écrit Palamède Forbin, vostre trésorier de ce païs et aucuns de vostre Conseil sont icy pour y donner la provision. ainsi qu'il vous a pleu commander. » Marseille, 13 avril (B. N., fr. 15540, fol. 28).

<sup>5</sup> Art. XXII-XXIII des Statuts de Provence : « Quod omnes et quecumque naves et fustes quarumcumque nationum et cujusvis qualitatis seu speciei possint et valeant libere et impugne venire ad omnes portus, plagias et littora tam maris quam Rodani vostre patrie Provincie. »

<sup>6</sup> Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Bourges, Troyes, Orléans, Tours, Angers, Poitiers et Limoges. — *Louis XI et les villes*, par H. Sée (Paris, 1892, p. 406-408).

lad. mer de Levant et ailleurs, tant ès quartiers de ses païs de Languedoc comme de Provence. »

Louis XI ferme les yeux et persiste dans son erreur : « Affin que icelles galiaces (de J. Moreau) pussent mieulx naviger. nostre feu seigneur et père (c'est Charles VIII qui parle) les affranchy et octroya.... liberté que nulz ne pussent charger marchandises sur autres navires que en icelles galiaces. Duquel octroy et liberté iceluy suppliant [joyt] jusques au trespas de feu nostre seigneur et père. »

En même temps, Gaillard met une quatrième galéasse en chantier à Marseille : « Présentement j'envoye charger *Nostre-Dame Sainte-Marie*, l'une de voz trois galiaches de France, pour faire le voyaige de Napples, Palerme et Secille, pour mieulx préparer le voïage de Levant que j'entends à commencer à faire en ce moys d'aoust prouchain par vostre galée neufve que je foys présentement faire en vostre cité de Marseille. Vous supplie très humblement donner voz lettres de recommandation adresantes au roy domp Ferrant, le conte Mathelon et au vigeroy de Secille » (Tours, 24 mars) <sup>1</sup>.

Le roi cherche à resserrer les rapports commerciaux avec les États Barbaresques : il envoie un ambassadeur aux rois de Tunis et de Bone « pour ce que nous avons délibéré.... eslever en nostre païs de Prouvence la uavigacion. » Son agent, Pierre Simoneau, a une double mission : 1° réclamer une nef de Jean de Vaux, naguère général des finances de Provence <sup>2</sup>, qui « par fortune de mer est tumbée à naufrage; » 2° rapporter des faucons et des autruches <sup>3</sup>. La ménagerie débarque saine et sauve à Marseille (octobre 1482), mais Simoneau est arrêté en route par un Barcelonais, don Francesco de Torellas.

« En certains voyaiges qu'il faisoit par ordonnance et commandement de feu nostre très cher et père (que Dieu absolve), au royaume

<sup>1</sup> B. N., fr. 15541, 134.

<sup>2</sup> Receveur général de Dauphiné depuis février 1482. — *Bib. Ec. chartes*, II, 396-397. — Nous ignorons la suite de la négociation.

<sup>3</sup> La fille de Louis XI, Anne de Beaujeu, héritera de ce goût des choses exotiques : « J'ay receu une lettre qu'il vous a pleu me rescrire, dira Aymar de Poitiers, faisant mention de *deux poules d'Inde* qu'estoient à Marseille, les quelles m'avoient esté données plus de cinq sepmaines avant la réception de vos lettres et n'actens fors que se vient *ung cog*. Sur quelque nef les vous envoyrè. J'ay tousjours l'oeuil ouvert si viennent aucunes choses estranges par mer pour vous » (Aix, 23 oct.). B. N., fr. 15538, fol. 109.

de Tunis, en Barbarie, pour avoir des faucons tunisiens, aultrusses et aultres novelletés dud. pays par nostred. feu s<sup>r</sup> et père, deux ans a ou environ, led. suppliant fut prins sur mer par ung nommé don Francisque de Toreilles, demeurant à Barcelonne et aultres ses complices, lesquelz prindrent et ravirent tous les biens, marchandises et certaines cédulles qu'il avoit de plusieurs merchans qui lui devoient grant somme de deniers montant à 8,000 francs et plus. Et après, l'enferèrent et constituèrent prisonnier es gallées et misrent à ramer. Où il demeura environ huit moys, pendant lequel temps il souffrit et endura de griefz maulx, martires, oultraiges et violences, car chacun jour il estoit deux ou trois fois bastu de gros bastons et cordes, tellement que souvent il tomboit sur lesd. gallées estendu comme mort, et ne mangeoit et beuvoit que pain et eau, et encore que bien peu. Et, que pis est, pour ce que led. suppliant remonstra aud. don Francisque et sesd. complices qu'il faisoit led. voiaige pour feu nostred. s<sup>r</sup> et père, qui n'avoit point de guerre au roy de Castille, dont iceluy de Toreilles estoit subject, mais estoient alliez ensemble, pour quoy ne le devoit retenir prisonnier ne aussi traicter et batre. En haine de ce, led. de Toreilles et sesd. complices le bastirent plus que d'avant et après luy percèrent une de ses mains avecques ung fer chault, en manière qu'il en est impotent à jamais. Lequel suppliant, voiant lesd. torts, griefs et martires qu'il souffroyt et plus ne s'actendoit que mourir, trouva moien d'avoir acointance à ung des serviteurs dud. de Toreilles, par lequel il manda à ung notable marchand de lad. ville de Barcelonne, nommé Raphael Langlois, course (consul) des François, et aussi ung autre marchand de nostre ville de Montpellier, nommé Guillaume Pignol, qui lors estoit en icelle ville, qu'il estoit natif de nostre royaume <sup>1</sup>. »

Simoneau obtient de son persécuteur un sauf-conduit de 30 jours, sous caution, pour demander justice, et cinq robustes compagnons le mènent en geôle. Il fait avertir Boffile de Jugel, vice-roi du Roussillon, qui transmet la nouvelle au Plessis. Le roi écrit aux autorités de Barcelone une épître fort conciliante : « Le visroy ne les vult veoir ne ouvrir, mès les gecta à terre. » Simoneau dépense plus de 700 francs à plaider, mais le prestige de Louis XI, très amoindri, ne le couvre plus....

« Après ce qu'ilz sceurent le trépas de feu nostre s<sup>r</sup> et père, ils conspirèrent, machinèrent et conclurent, en lieu de luy (Simonneau) fère bonne justice, de le jecter en la mer et faire mourir..... Requist à un

<sup>1</sup> Arch. Nat., P 1362<sup>1</sup>, Pièce 1010.

bon père de l'ordre de Saint-Dominique qu'il luy prestast un abit dud. ordre et sa compaignie pour le mectre hors de lad. ville et du pays. Dont led. bon père, qui autres fois avoit veu led. suppliant en nostre royaume, qui désiroit luy faire plésir et service, fut content. Et à ung soir bien tard, environ onze heures de nuyt, led. bon père et suppliant firent tant au portier de la ville de Barcelonne, qu'il leur ouvrist les portes. Et sitost qu'ilz furent hors d'icelle ville, led. suppliant se tira en une mesure et illecques print et vestit un abit dud. ordre de Saint-Dominique que lui avoit apourté led. religieux. Et en iceluy abit s'en vint en grand paour et fréeur...., jusques en la ville de Puissardan. »

Les conseillers de Charles VIII, tout aux ennuis d'un début difficile, ne peuvent que délivrer une vague promesse de justice (Amboise, sept. 1483). Trois mois plus tard, Simoneau part avec Jean de Vignes, porteur officiel du message royal; en route ils embauchent deux notables commerçants pour servir de témoins, Jean Bicheu à Melle et Mathieu Esmart à Perpignan. Ils arrivent tous quatre à Barcelone, le 22 février, et, pendant deux semaines, sont bernés par la chancellerie et la municipalité. Le cardinal d'Espagne, oublieux des bienfaits du feu roi, après les avoir fait bien attendre, les consigne à la porte de son souverain, et ils en sont réduits à regarder « par les fantes de l'uys. » Le lendemain, un gentilhomme leur confie que son maître « n'estoit point délibéré de faire aucune réponce et qu'il ne feroit point de desplésir à Francisque, pour ce qu'il s'actendoyt ayder de lui pour la guerre sur la mer. » Le Roussillon et la Cerdagne sont, en effet, réclamés en ce moment même au conseil de Charles VIII.... Il n'y a rien à obtenir et Simoneau doit s'évader une seconde fois (8 mars). « Pour ce que lesd. chevauteur, suppliant, Bichen et Esmart furent assavantez que les alliés et complices de don Francisque les vouloient tuer ou oultraiger en leurs personnes, s'en partirent de la ville de Barcelonne ung soir bien tard, et par sentiers et rotes, bois, boucaiges, brueyres, montaignes, nèges et païs désert, s'en vindrent de nuyt jusques à nostre ville de Perpignan, et ilz furent suiviz à génetaires jusques à une rivière qui est près de deux lieues d'icelle distant dud. lieu de Barcelonne de 27 à 30 lieues environ, pour les tuer ou oultraiger. »

Plusieurs mois passent encore, et Charles VIII épuise les

moyens de conciliation : Olivier le Roux se rend en Catalogne. L'ambassadeur ne réussit pas dans sa mission pacifique, et Simoneau obtient congé d'exercer des représailles contre la nation catalane jusqu'à concurrence de 8,000 livres et pendant six mois <sup>1</sup> (16-21 août 1484).

## II.

Cette rupture commerciale lèse gravement les intérêts du Languedoc et surtout ceux de Montpellier, qui vient d'obtenir (28 février) que les étrangers qui viendront y marchander ne pourront être inquiétés pour aucune lettre de marque ou de représailles <sup>2</sup>.

Charles VIII veut relever la prospérité du Languedoc, très atteinte comme il le dit, « jusques puis 25 ou 30 ans en çà. » Il souligne davantage sa pensée en abaissant les murailles de Chine élevées par son père et proclamant la *liberté du commerce* <sup>3</sup> (8 mars).

Mais cette liberté n'est bonne que pour le Languedoc ; si les Nimois et les Montpelliérains ne sont plus astreints à charger leurs denrées sur les galéasses de Gaillard et de Moreau, ils ont la prétention de tuer dans l'œuf la concurrence naissante des Provençaux. Le roi décide que les épices d'Orient ne pourront pénétrer en France que par le port à demi ruiné d'Aigues-Mortes : c'est une concession platonique ou une aberration éco-

<sup>1</sup> Cf. Bernier, *loc. cit.*, 69. Les Catalans règnent insolemment dans la Méditerranée, et Gènes arme contre eux : George Doria se réfugie à Villefranche avec une nef, et Paul Baptiste Fregoso à Nice avec deux galères (nov. 1482). Le duc de Savoie délivre à son tour à Cristoforo Gioffredo des lettres de marque contre les corsaires (27 mars 1483) : 18 galères, une birème et une grande nef courent en ce moment le long des côtes de Provence (2 avril), et Toulon, non content d'écrire au grand sénéchal et au général des finances, ordonne le guet de jour et de nuit, visite ses fortifications, les munit d'artillerie et lève une taxe d'un patar par livre pour les préparatifs de défense. Mais les amis coalisés contre les Catalans vont bientôt se brouiller, et les Génois seront inquiétés par les Provençaux ; à vingt jours de distance, le doge Baptiste de Campofregoso va se plaindre, à Palamède Forbin, de l'arrestation d'une nef de Bapt. Malapenna, à Lambert Grimaldi, seigneur de Monaco, de la détention de Simon Grillo et d'un convoi de blé de France (4-27 nov. 1483). — Gioffredi, *Annales des Alpes-Maritimes*, col. 1147 ; Saige, *Doc. inédits sur Monaco*, I, 573. Arch. Toulon, BB 43, fol. 57. Arch. Aix, reg. 1 des Édits, fol. 12 v°.

<sup>2</sup> Germain, *loc. cit.*, II, 462-465.

<sup>3</sup> B. N., lat. 9179, fol. 131-135.



nomique; Aigues-Mortes est le passé, l'avenir est à Lyon et à Marseille. L'erreur est d'ailleurs vite réparée, puisque, moins d'un an après, le roi lève l'obligation pour Marseille (Montargis, 10 janvier 1485).

« Puis naguères aucuns ont trouvé moien d'obtenir de nous lettres pour deffendre que doresenavant aucunes espiceries, drogueries, denrées et autres marchandises venans des parties de Levant ou d'ailleurs, sur quelques navires que ce soient, ne soient menées, vendues, ne distribuées sur peine de confiscacion d'icelles en nostre royaume, si elles ne sont entrées, mises et deschargées au port d'Aiguesmortes <sup>1</sup>. »

Et le 27 octobre suivant, le roi accentue encore sa déclaration : « Le port de mer dud. Masseille est seure et propice à l'entrecours de marchandise autant et plus que port de mer que nous ayons en tous noz païs de par dela. »

La lutte se poursuivra, toutefois, longtemps encore : en mars 1488, Montpellier obtient création de deux foires <sup>2</sup> : « Est assise lad. ville près de nostre ville d'Aiguesmortes, où il y a une belle et grosse tour et port de mer, duquel on peut venir par mer près dud. Montpeslier (à une demi-lieue), et aud. port arrivent incessamment fustes et navires de toutes nations, chargées d'espiceries, et autres denrées et marchandises.... » Le 27 avril, cette mesure est complétée par une seconde confirmation du monopole maritime d'Aigues-Mortes <sup>3</sup>.

Mais les contradictions de la chancellerie qui veut ménager les rivaux ne galvaniseront pas le commerce du Languedoc ; l'ère de Jacques Cœur est close. Le procès intenté par le Languedoc aux négociants de Lyon <sup>4</sup> échouera piteusement, et déjà les foires transportées à Bourges ont dû être ramenées à leur destination primitive (mai 1487).

Le règne de Charles VIII marque donc une rupture de l'équilibre commercial dans le Midi. Une conséquence immédiate du changement fut la ruine des galéasses de France.

Jean Moreau est surtout atteint <sup>5</sup>. Dès le 21 novembre 1483, il

<sup>1</sup> Arch. de Marseille, livre Noir, f° 159 v°.

<sup>2</sup> Germain, *loc. cit.*, II, 401-5.

<sup>3</sup> Arch. Nat., JJ 219, f° 72 v°.

<sup>4</sup> Arch. Nat., XI\* 1497, f° 182 v° et 432 v° (1489-1490).

<sup>5</sup> Fierville, *Documents inédits sur Commines*, 20-27. — Commines a été destitué le 15 sept. 1485.

ne peut plus payer l'équipage ni l'adoub d'un de ses navires, et il emprunte 1,000 ducats à son patron, Denis le Long; mais, au mois d'avril précédent, il a dû hypothéquer le corps du même navire à Philippe de Commines pour 9,250 livres; une longue procédure s'engage, qui vient compliquer la confiscation des biens du sieur d'Argentan (10 juin 1486) : la galéasse passe des mains de Denis le Long à celles de Rosso de Sommaye, puis d'Étienne d'Andrea. Le 17 juin 1489, le roi requiert du Conseil royal d'Aix prompt justice :

« De la partie de Philippe de Commynes, chevalier, sr d'Argentan, nous a esté humblement exposé que des piéça, pour certaine somme de deniers en laquelle Jehan Moreau luy estoit tenu et par deffault d'autres biens, luy fut adjugé certaine galiace appartenant aud. Moreau par devant noz viguier de Marceilhe, chancelier de Prouvence, et aultres noz juges d'appeaulx aud. Marceilhe, par une, deux ou troys sentences confirmatives. De laquelle à ce titre il a joy par longtemps, et jusques à ce que, soubz ombre et couleur de ce que par certaines causes qui à ce nous meurent, fismes prendre, saisir et mettre en nostre main les biens dud. exposant, et après ce que en fustes advertiz, fistes à nostre cause aussi prendre et mettre en nostre main lad. galiace, et laquelle fut par vous baillée à régir et gouverner soubz nostre main à Estiène Andrea, qui longtemps l'avoit patronisé, à la charge de la restituer quant de ce seroit requis, et aussi de rendre compte et reliqua des deniers provenans des voyages et navigaiges de lad. galliace <sup>1</sup>.... »

A la suite de l'intervention royale, le procès se termine enfin le 11 février 1490, et Commines en reste propriétaire.

La seconde galéasse de Jean Moreau, qu'il conduisait en personne, n'eut pas plus de chance : au mois de septembre 1484, il est le héros d'un fait divers à Aigues-Mortes <sup>2</sup> :

« L'une des galiaces dud. suppléant [*Notre-Dame Sainte-Marie*], qui avoit fait le voyage de Secille, arriva en la plage d'Aigues-Mortes, où estoit aussi la galiace [*Notre-Dame Saint-Nicolas*] de nostre amé et féal conseiller et général de nos finances, Michel Gaillart, dont estoit patron Jehan le Pele, son gendre <sup>3</sup>. Lesquelz suppliant et Pele estans

<sup>1</sup> Arch. du Palais à Aix, Reg. 1 des Édits, f° 31. — M. Fierville n'a pas connu cette pièce.

<sup>2</sup> Arch. Nat., JJ 216, f° 43 v°. — JJ 217, f° 100 r°. — JJ 225, f° 46 v°.

<sup>3</sup> Fils de Guiot le Pele, de Troyes. — Il est à Aigues-Mortes depuis trois mois en chargement pour Alexandrie.

sur lesd. galiaces, voyans que une nau de Parpignein <sup>1</sup> estoit pareillement arrivée dedens led. plaige et après que ilz furent advertiz que dedans lad. nau avoit des robes de contrebande comme brigandaines, voulges et autres habillemens de guerre prohibez et deffenduz <sup>2</sup>, et aussi que lad. nau vouloit charger la robe que devoient charger et naviger leursd. galiaces, de ce desplaisans feurent meuz de courir sus et de prendre lad. nau. Et de fait avec leursd. galiaces l'assailirent et prindrent. En faisant laquelle prinse, pour la rébellion et la résistance que firent au contraire ceux qui estoient dedans icelle nau [350 hommes] en y eut de mors et occis, tant d'un cousté que d'autre jusques au nombre de 8 personnes ou environ, et plusieurs autres blécez et la pluspart des biens estans sur couverte de lad. nau prins et pillez.

« Laquelle chose venue à la notice et congnoissance du sieur de Clermont, comme accesseur de nostre amé et féal conseiller l'évesque d'Alby, lors lieutenant aud. pays de Languedoc pour nostre très cher et très amé oncle et cousin, le duc de Bourbonnois et d'Auvergne, connestable de France et nostred. gouverneur aud. pays, contraignit led. suppliant et Pele à rendre et satisfaire à partie, jaoit ce que lad. nau feust de bonne prinse, ainsi que ceux qui estoient dedans ont monsté par évidence.

« Car, combien que led. suppliant et eulx eussent depuis fait conserve ensemble, ils ont rompu lad. conserve et emporté de la robe dud. suppliant qu'il leur avoit libéralement baillée pour l'entretenement d'icelle conserve, montant à plus de 500 escuz. Et en eulx en allant se sont efforcez de prendre la galiace de nostred. général Gaillard et l'ont tenue assiégée plus de troys sepmaines dedans le port de Villefranche et en icelle tué et occis plusieurs personnes et les autres blécez.

« Et depuis, touchant l'offence que led. suppliant pavoit avoir commise envers nous en faisant lesd. prises, led. sr de Clermont comme accesseur ou commis dessusd., soy disant avoir puissance de ce faire, quicta et remist aud. suppliant et à ceux de lad. galiace led. cas, satisfaction faite à partie civilement tant seullement, et sur ce lui octroya ses lettres.

« Et depuis icellui suppliant, congnoissant sesd. galiaces lui estre inutilles au moyen de la liberté dessusd., a eu intencion de les mettre en cours à l'encontre de nos ennemis et infidelles plustost que de les laisser perdre en port. Ce que toutesvoyaes il n'a fait.

<sup>1</sup> Patron : Bart. Jaubert. Un des Gallian, riche négociant niçois, arrive en même temps à Aigues-Mortes, mais il se retire devant les menaces des Français.

<sup>2</sup> Chargés par un certain Phil. Combes.

« Et combien que du cas dessusd, il ait esté absolz par led. s<sup>r</sup> de Clermont, par quoy il ne deust estre molesté ne travaillé, néantmoins au pourchatz d'aucuns ses hainneulx et malveillans, qui ne taschent que à le destruire et lui faire perdre ses galiaces, nostre sénéchal de Beaucaire ou son lieutenant, disant les lettres de rémission et pardon dessusd. données par led. s<sup>r</sup> de Clermont n'estre valables, a fait prendre et saisir soubz nostre main les galiaces dud. Jehan Moreau, suppliant, et plusieurs autres biens.

« A laquelle cause icelluy suppliant, doubtant rigueur de justice, s'est absenté du pais et s'en est allé en Avignon, hors nostre royaume, où il n'oseroit jamais retourner ne fréquenter, se noz grace et miséricorde lui estoient sur ce imparties. En nous humblement requérant que en ayant regard à plusieurs et continuels services qu'il a de son jeune aage faiz à nostred. feu s<sup>r</sup> et père, tant alentour de sa personne que autrement, et qu'il a employé à faire faire lesd. galéaces tout le bienfait qu'il eut oncques d'icellui nostred. feu s<sup>r</sup> de père, et s'est endepté pour les parfaire envers plusieurs personnes, comme dit est, parquoy seroit chose pitéable que par ung tel inconvéniement il demourast et fust du tout destruit. — Aussi que led. le Pele qui est son compaignon, à faire icelle prinse, a eu et obtenu de nous lettre de remission et qu'il n'a pas mis à exécution l'intencion qu'il a eue de mettre en cours sesd. galiaces à l'encontre de noz ennemis et infidelles, pour obvier à ce qu'elles ne se déperissent en port, ainsi que dessus est dit, — il nous plaise lui quicter et remectre, et pareillement à Jehan Auger et Loys Manelly, ses serviteurs, les faiz et ce dessusd. et sur ce leur impartir nosd. grace et miséricorde <sup>1</sup>. »

### III.

Les relations sont difficiles entre compatriotes, que doivent-elles être entre étrangers? — Les Provençaux ont tour à tour affaire aux Génois, aux Vénitiens et aux Catalans.

Le 30 mai 1484, Toulon écrit au grand sénéchal pour se plaindre des représailles exercées contre les Génois : ceux-ci se vengent en prenant la barque de Jean Simon (25 juin) et un chargement de corail, près de Six-Fours (1<sup>er</sup> juillet) ; plus tard c'est un convoi de blé qui se perd dans la rade <sup>2</sup>. M. de Saint Vallier écrit au roi (début de juin) qu'il faut « mettre en point les gallées qui

<sup>1</sup> Ces lettres ne furent présentées au sénéchal de Beaucaire qu'en 1488.

<sup>2</sup> Toulon, BB 43, f<sup>o</sup> 95 v<sup>o</sup> et seq.

sont au port de Marseille, que le feu roy de Sicille fist commencer, qui se perdent, qui seroient pour la garde et deffence du pays. » Et on répond, deux mois et demi après : « Touchant les gallées, on attendra le général Brissonnet pour en communiquer avecques luy » (21 août). Le 30 septembre, second ajournement : « au regard de l'argent qu'il demande pour la réparation de Briganson, que le général vienne par deça <sup>1</sup>.... » De même pour la réparation des places et « chasteaulx de marine. »

La guerre de la succession de Navarre et la révolte des seigneurs absorbent l'attention de la Cour, et cependant la police de la Méditerranée laisse à désirer.

« J'ay esté adverti, écrit le duc de Savoie, que les Véniciens font une grande armée sur mer taschant de venir conquister la comté de Provence. Dont à ceste cause ay mandé garnir mes terres et places qui sont auprès de la marine » (Moncalieri, 17 janvier 1485). Le grand sénéchal transmet l'avis à Toulon (Sérignan, 9 février) qui fait refaire la palissade du port et impose une taille de trois gros pour cent, et il envoie le maître des ports pour visiter le littoral menacé <sup>2</sup>.

Ce n'est qu'une fausse alerte, Venise ne veut point prendre les armes pour René de Lorraine, qui a renoncé à ses prétentions sur la succession de Charles d'Anjou, mais cette simple menace n'est peut-être pas étrangère à la capture des galères de Flandre au cap Saint-Vincent (août).

Le danger passé, on redevient prudent : P. Marin se voit refuser l'autorisation d'armer une birème (24 avril), et Jean le Génois ne peut équiper sa fuste en course (19 mai). Un édit réserve au grand Conseil et aux Parlements le droit de délivrer des lettres de marque (Orléans, 16 septembre) ; on prend toutefois quelques mesures de précaution <sup>3</sup>.

Les Catalans continuent leurs méfaits : deux galères conduites par Requesens et Andolh sont signalées en juin ; plus tard, c'est un pirate de Trapani, Corrochino, qui enlève Jean Turrel, Toulonnais. Lambert Grimaldi offre à Charles VIII le port de Monaco comme

<sup>1</sup> Brissonnet n'arriva que le 11 octobre.

<sup>2</sup> Toulon. BB 43, f° 109 v°, 110.

<sup>3</sup> Le clavaire de Marseille dépense 100 florins « pour avoir fait adouber une gallée subtile, par commandement de M. le grant sénéchal de Provence. » Le 27 octobre, le roi mande à cet officier de lever 400 livres sur le revenu annuel de la Table de la mer « pour nestoyer le port et havre. »

centre d'opérations contre les bandits de la mer (mai) : « Che la Maesta del Refecesse armare 4 a 6 galee ; » il y en a déjà trois à Monaco ; avec les deux légues à Lambert par Charles d'Anjou (« la doe mie galee de Marsilia, ») il n'en faut plus qu'une autre pour compléter le nombre voulu ; ces galères seraient armées par la force : « Si me fosseno donati li prexoni de lo regio dominio che sono condempnati a morte <sup>1</sup>. »

Les Catalans sont fort répandus dans les sénéchaussées de Toulouse, de Carcassonne et de Beaucaire. Le roi leur a donné des privilèges pour s'établir à Montpellier, en février 1484, et ses lettres ont été publiées en Catalogne, à Majorque et à Valence ; et cinq mois plus tard, Simoneau obtient une marque contre eux. « Tous marchans estrangers, advertis et doubtans marque, ont différé ou diffèrent venir marchandamment aud. pays et y faire descharger leurs marchandises, mesmement ceulx de la *nau de Roddes* <sup>2</sup> et *balenjer de Vallance*, lesquelz puis naguères vindrent, délibérez de faire leur deschargement au port d'*Aigues-Mortes*, et s'en sont retournez descharger ailleurs. » De plus, le sénéchal a voulu arrêter Jacques Vernegail, fixé depuis longtemps dans le pays <sup>3</sup>. Les consuls de la mer de Barcelone (« lotge de la mar ») qui souffrent autant que Montpellier de la rupture des relations d'affaires, envoient Antoine Rovira en France, et obtiennent du roi d'Aragon une permission « per la revocacio e extincio de la dita marca » (28 mars 1487) ; Pierre Boyer apporte des lettres des États de Languedoc et Barcelone y répond le 29 avril, puis Ant. Rovira et Louis Figuera retournent par deux fois en France (20 juin, 1<sup>er</sup> septembre) <sup>4</sup>.

La discussion s'envenime et n'aboutit pas, quoique les privilèges des Catalans, Aragonais, Majorquains et Valençais soient à nouveau confirmés (Parthenay, avril) <sup>5</sup>.

Une alliance inespérée s'offre à nous contre les Catalans :

<sup>1</sup> Saige, *loc. cit.*, I, 584. Les Gallian, de Nice, obtiennent l'autorisation de prendre du bois en Provence pour construire une nef (25 mars 1487). Relevons la confirmation des droits de Fréjus « où souloit avoir ung beau et notable port, » qui a englouti près de 30,000 livres en dix ans (1462-72), et s'ensable toutefois de jour en jour. Arch. Nat., JJ 225, f<sup>o</sup> 48 v<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Cette nef, dite carraque de Rhodes ou nef de la Religion, est à Toulon le 9 juin 1486 (Toulon, BB 43, f<sup>o</sup> 138 v<sup>o</sup>).

<sup>3</sup> Germain, *loc. cit.*, II, 397-400.

<sup>4</sup> Capmany, *Memorias historicas*, II, 295-299.

<sup>5</sup> Arch. Nat., JJ 217, f<sup>o</sup> 9.

Gênes a sollicité notre secours contre Florence. Gênes protégée, Monaco se livrant à nous : la puissance maritime de la France est doublée. MM. de Bresse et du Bouchage ont la charge du fait de Gênes. « Les États sont bien disposés : peut l'on estre assuré que le roy en sera aussi bien servy que de pais qu'il ait <sup>1</sup>. » La construction de deux galères est décidée, en partie aux frais du pays, et une petite troupe s'apprête à partir pour la « Rivière, » sous la conduite de Louis de Serenon, s<sup>r</sup> de Villeneuve. Tout semble marcher à souhait.

De Laval, 2 juin, le roi envoie à M. de Saint-Vallier les heurieuses nouvelles reçues de différents côtés, avec prière de les faire parvenir à ses bons amis de Gênes <sup>2</sup>. Le 24 juin, il confirme ses victoires : le duc de Bretagne a dû quitter Vannes et « monter sur la mer, » en abandonnant son trésor et ses meubles pour se réfugier à Nantes, « où de présent le roy le tient assiégé. » Morellet Clavel et Jean Matheron sont chargés d'annoncer cela aux Génois : Guillaume Briçonnet, retenu à la cour par les nécessités financières, est remplacé par le trésorier de Provence « pour paier l'extime des fournisseurs des places faiz et a faire. »

Un coup de théâtre vient ruiner ces espérances : les Florentins qui disputaient Sarzana aux Génois ont pris l'objet de leur convoitise, et les Génois ont mis fin à leurs querelles intestines pour se réconcilier avec le duc de Milan <sup>3</sup> (27 juin). Charles VIII l'apprend longtemps après, par un billet de son oncle, M. de Bresse.

« Sont icy arrivez M. le grant sénéchal de Provence et maistre Loys de Milan pour m'advertir des matières et affaires de Jennez et comment ceulx dud. Jennez, qui avoient la conduicte de onze gallées qui alloient à Antibour (Antibes), incontinent qu'ilz furent advertiz de la prinse de Serasene ne voulurent lever les gens que lesd. s<sup>r</sup> le grant sénéchal et M. de Serrenon avoient aprestez pour y envoyer. Dont ne vous ay voulu rien faire savoir jusques après la venue de messire Palegrino Salvago et du s<sup>r</sup> de Montfort. De laquelle fuz certifié, espérant que je entendroie plus avant par eux comme lesd. affaires aloyant. Lesquieulx despuis sont icy venuz et m'ont dit

<sup>1</sup> B. N., fr. 2923, lettre de Briçonnet.

<sup>2</sup> Lettres de la capitulation de M d'Albret (Nontron, 30 mai), lettres de Bretagne (prise de Ploërmel, en juin), lettres d'un Laonnais (prise de Coucy), lettres de Flandre (prise de St-Omer, 29 mai). — Arch. de Saint-Georges, à Gênes.

<sup>3</sup> Dumont, *Corps diplom.*, III, 2, p. 167.

comme les bannières du duc de Millan avoient esté mises de nouveau au chastelet et palais de Gennes et aultres places du pays <sup>1</sup>. »

Le roi n'est pas trop affecté de ce revirement, à ce que prétend Morelet du Museau, un de ses secrétaires. « Sy vous vouliés, Sersanne, Sersanelle et Pierresainte ne demourra pas aux Florentins, car le roy a bon vouloir de vous faire tout rendre » (Moulins, 7 août) <sup>2</sup>. Morelet doit avoir raison, car on voit Charles VIII sévir contre M. de Villeneuve qui a pris des vivres sans les payer (10 octobre), et suspendre une marque délivrée à Jean de Nant, patron d'une des galéasses de France (*Notre-Dame-Saint-Jean*), saisie par les Génois (1<sup>er</sup> novembre) <sup>3</sup>.

Le mauvais état des relations avec la Catalogne n'était pas fait pour nous consoler. Au début de septembre, le vice-roi de Sicile croise vers Toulon avec dix galères et une fuste conduite par Villamarin, Serragussa et Torellas. Cette escadre a tenté de brûler Marseille, mais le monastère de Saint-Victor a repoussé les agresseurs <sup>4</sup>. Le roi d'Aragon veut intimider Charles VIII et lui arracher le Roussillon.

Cette attaque semble devoir hâter la construction des deux galères votées au printemps : le grand écuyer, Pierre d'Urfé, se rend à Marseille, et il consulte les deux députés que Montpellier a envoyés naguère à l'assemblée de 1482 à Tours, Guiraud Boisson et Étienne Sezelly (10 novembre) <sup>5</sup>. Il n'en est rien : le 1<sup>er</sup> juin 1488, les États réclament la mise à exécution du projet, et le roi, à la suite de cette doléance, écrit au grand sénéchal (le Verger, 14 août) :

« Les gens des troys estatx de nostre pays de Prouvence ont envoyé devers nous et nous ont fait dire et remonstrer que, à l'occasion de ce que les deux gallées que de piécza ont esté commencées par nostre commandement et ordonnance estre faictes à Marseille, partie aux despens dud. pays, ne sont encore parachevées, ainsi que tousjours l'avons désiré, plusieurs pirates et autres gens de guerre sur mer s'efforcent chacun jour piller et prendre les navires, fustes et marchandises de noz subjectz que autres, qui ont comerse et pratique de

<sup>1</sup> B. N., fr. 15540, f° 20. — Sur cette affaire cf. *l'Histoire de l'expédition de Charles VIII en Italie* de F. Delaborde.

<sup>2</sup> Arch. de Saint-Georges.

<sup>3</sup> Arch. du Palais, à Aix, reg. 1 des Edits, f° 74-75.

<sup>4</sup> Ruffi, *Hist. de Marseille*, I, 292. — Toulon, BB 43, f° 158 v°.

<sup>5</sup> D'Aigrefeuille, *Hist. de Montpellier*, II, 399 (éd. la Pijardière).



marchandises avecques eulx, à leur très grant intérêt, préjudice et dommaige, et en entreprenant sur nostre auctorité. Et pour ce que nous voulons et entendons que lesd. gallées soient du tout parachevées, affin que nosd. pays et subgettz soient en meilleure seureté, nous vous mandons que très expressément à toute diligence vous faictes besoingner, en manière que lesd. gallées soient parachevées de parfaire et garnies et qu'ils puissent estre en point, ensemble le tercenal pour servir en brief à la garde et seureté de nosd. pays et subgettz.... Aussi nous escripvons au trésorier de nostred. pays qu'il paye les deniers pour ce nécessaires qui lui seront alouez en ses comptes sans difficulté <sup>1</sup>. »

Charles VIII prête aussi l'oreille aux bons conseils de Lambert Grimaldi; après l'avoir attaché à sa personne comme chambellan (2 mars), il lui accorde congé de tirer dix mille muids de froment de Provence avec une pension mensuelle de cent francs pour l'entretien de son port et confirme le droit de 2 0/0 levé sur les navires qui y relâchent (juin-juillet); enfin, il prend ouvertement Monaco sous sa protection (25 février 1489) <sup>2</sup>.

La tour du port de Marseille <sup>3</sup> a besoin de réparations; le clavaire y consacre 37 fl. 9 gr. en 1488, 389 fl. 3 gr. en 1489, 167 fl. 2 gr. en 1491, et plus tard 420 fl. 6 gr. pour « la rive faite de la grosse tour jusqu'au portail de la calade (1493) <sup>4</sup>. » Quatre galères sont mises en chantier et un arsenal construit.

<sup>1</sup> Arch. du Palais, à Aix, reg. 1 des Edits, f° 18 v°.

<sup>2</sup> Saige. *loc. cit.*, I, CCLXIX. — Le Turc vient attaquer Malte (juin 1488). C'est une heureuse diversion pour la France, dans les termes où elle est avec l'Espagne. Elle peut d'ailleurs se croire en sûreté contre cet intrus, car elle détient un précieux otage dans la personne du propre frère du sultan. Le prince Djem s'est réfugié à Rhodes pour échapper à Bajazet, et le grand maître de Rhodes, pour mieux garder ce dépôt précieux, l'a envoyé en France sur la *nef de la Religion*, en 1482 (cette nef a 750 tonneaux, d'après Malipiero). Cinq ans plus tard, des ambassadeurs de Mathias Corvin viennent proposer à Charles VIII l'alliance de la Hongrie contre l'empereur et Maximilien, moyennant la remise du prisonnier. A ce qu'insinue le Vénitien Hieronimo Zorzi (13 septembre 1487), M<sup>re</sup> de Beaujeu, qui est avare, serait assez disposée à le vendre; mais des avis désintéressés prévalent, et il est décidé de garder Djem, peut-être avec la secrète pensée de s'en débarrasser entre les mains du pape. Il ne perce cependant aucune aigreur pour le moment dans les relations franco-turques : du jour où MM. de Blanchefort et de Gimel reçurent l'ordre de mener Djem à Civita-Vecchia sur la nef de Rhodes (6 mars 1489), ces rapports s'altèrent, et on voit Bajazet refuser à deux nefes provençales arrivées à Ténédos l'accès de Constantinople. C'est le début des grands projets de croisade d'Innocent VIII.

<sup>3</sup> Élevée en 1450 (B. N., nouv. acq. lat. 1355, f° 31).

<sup>4</sup> Bouches-du-Rhône, B 1957, 1959-1960.

« Nous avons entendu, écrit le roi (Amboise, 28 août 1489), que *les quatre gallées neufves* qu'avons naguères ordonné estre faictes, *oultre deux autres* qui de pièça sont à Marseille, pour la garde et seureté du païs, sont parachevées de faire. A ceste cause est besoing pour la garde et seureté d'icelles les mettre en lieu couvert, si vous mandons bien expressément que vous advisés d'envoyer incontinent quelcun de noz mestres rationaux et le trésorier dud. païs aud. lieu de Marseille pour illec, appelez les officiers de la ville, merchender et faire ung tercenal pour mettre et retirer en couvert lesd. galées <sup>1</sup>. »

Peyron Ymbert reçoit 50 fr. pour « faire callafater *les deux gallées vieilles* » et 20 fr. pour les tirer à l'arsenal « qui estoit tout plain de terre » (le curage en coûte 250 fl. 1/2 gr.). — Étienne d'Andrea, « patron de la galée de France » (celle de Commynes), achète à Gènes 30 caisses de traits d'arbalètes sur l'ordre de Guillaume Briçonnet, et la tour de l'entrée du port est approvisionnée de six quintaux de soufre et autant de salpêtre <sup>2</sup>.

Cependant le bruit d'armes augmente.

En octobre 1489, la grande nef des Gallian, pour laquelle ils ont obtenu du bois de Provence deux ans et demi plus tôt, est terminée et menée de Nice à Villefranche pour y être armée de 28 bombardes, 35 arbalètes, etc. <sup>3</sup>. Et elle part le 21 mars 1490 pour aller charger du sel à Iviça et l'échanger à Perpignan, Aigues-Mortes et Marseille contre des denrées qui s'écouleront en Italie. Cette nef de 300 tonneaux, la *Sainte-Marie*, est accompagnée d'une autre nef, la *Saint-Michel*. Raphaël Gallian monte la première, et Claude la seconde.

La France arme en même temps : dès le 14 octobre, Branque

<sup>1</sup> Arch. du Palais, à Aix, Reg. 1 des Édits, f° 37.

<sup>2</sup> Bouches-du-Rhône, B 1958. Antibes voit confirmer la coutume de son port (1 gros sur chaque navire entrant), en même temps que le droit de pêcher aux îles de Lérins, comme ceux de Cannes, en payant les devoirs accoutumés à l'abbé de Saint-Honorat, et le droit de fournir de sel les étrangers pour leur poisson et leur viande (janvier 1489). — Notons un fait qui précise le caractère de l'amiral Graille et son humeur envahissante. Ses démêlés avec la Trémoille à la suite de la prise de Saint-Malo, sa rivalité avec le duc d'Orléans en Normandie sont déjà deux précieux indices; le 20 janvier 1489, les consuls d'Aix écrivent à ceux de Brignoles qu'il veut faire reconnaître son autorité en Provence, annulant celle du grand sénéchal, amiral-né du pays, « quod res novae videretur. » Plus tard il aura encore de nouveaux conflits de juridiction avec la Normandie : c'est donc un ambitieux jaloux de son influence, et il ne faut plus s'étonner des inimitiés qu'il s'est attirées.

<sup>3</sup> Gioffredo, *loc. cit.*, col. 1166.

Doria supplie le roi de « l'avoir en souvenance, *s'il advenoit que les galères de Provence s'armassent....*, considéré qu'il est nourri tout le temps passé dessus la mer <sup>1</sup>. » Au printemps suivant le vœu de Doria se réalise :

« Les gens de nostre pays de Prouvence, écrit le roi, dernièrement assemblez en nostre ville de Tharascon (28 déc. 1489), en nous faisant l'octroy de dix florins pour chacun feu pour subvenir à noz affaires de ceste présente année, nous firent quelque difficulté touchant les termes du payement dud. don. Et pour ce que nosd. faiz et affaires sont de présent fort grans et urgens, comme ung chascun peult aussi sçavoir, et qu'il fault promptement fournir grant somme de deniers pour le parachèvement de *noz six gallées subtiles* que avons ordonnées estre mises sus et en poynt et en toute diligence pour la garde et seureté dud. pays, aussi *pour le tercenal des quatre derrenières.* » (Lyon, 18 mars 1490.)

Le 23 mars, nouvelle lettre, moins belliqueuse que la précédente (Fontenailles). « Nous avons ordonné faire mectre sus et armer promptement deux de noz gallées subtiles <sup>2</sup>. »

Ces deux galères sont fournies de gens de pied <sup>3</sup> et vont jeter l'ancre à Fréjus (27 juin); M. de Villeneuve en a le commandement. On ignore les exploits de ces navires; ils durent rentrer désarmer à Marseille en hiver, car le 1<sup>er</sup> avril suivant, Toulon écrit en hâte au grand sénéchal pour lui annoncer l'approche de dix galères ennemies.

En outre, Charles VIII écrit (Lyon, 2 mars) à Bourré qu'il a « donné audit (Lambert) de Grimault le boys pour faire ung navire du port de 700 tonneaux ou en dessoubz. »

Charles VIII a vainement prodigué des marques de bienveillance aux Catalans <sup>4</sup>, ils désarment si peu que Barcelone se plaint officiellement de l'interruption du commerce le 21 jan-

<sup>1</sup> Godefroy, *Hist. de Charles VIII*, p. 598.

<sup>2</sup> Arch. du Palais. à Aix, reg. 1 des Édits, f° 42.

<sup>3</sup> Toulon fournit 12 hommes, puis 20 autres (1<sup>er</sup> novembre); le bailliage de Brignoles, 15 (10 juin). (Toulon, BB 43, f° 209 v°, 218 v°; Brignoles, BB 11, f° 86 v°.

<sup>4</sup> Toulouse, 10 mai 1488 : Sentence du Parlement de Languedoc en faveur de Miramont et autres marchands d'Espagne. — Montpellier, 8 juillet 1489 : Jean Bertrand, Barcelonais, relevé des poursuites d'Ant. Pierre (de Toulouse) et de Salvador du Cappet, procureur de P. Simoneau. — Aigueperse, 24 fév. 1490 : mandement au gouverneur de Montpellier pour bien traiter les étrangers. — Aix, 29 mars 1490 : sentence du grand sénéchal de Provence pour la restitution des biens naufragés de P. Tor aux îles de Marseille.

vier 1491, « dels cossaris e signantment dels vassalls qui abandonera de V. M. lor occupen llurs bens. »

La *Gabrielle*, nef de La Trémoille, amiral de Guienne, fait de valeureuses prises au cours d'un voyage en Barbarie (juin-sept. 1491) <sup>1</sup>, sous la conduite d'Étienne de Chiros et d'André Micquellet. C'est d'abord un navire espagnol qui perd, sur la côte de Grenade, une pipe de soies, 15 à 16 jarres d'huile d'olives, un coffre de linge, 4 à 500 pièces d'or, 6 boucles d'oreilles d'or rehaussées de perles, 5 à 6 couvertures en courtepoinle, etc.; puis un navire biscayen, qui est attaqué sur la côte de Portugal et perd 5 à 6 hommes dans le combat; une nef anglaise, pillée près de Cascaës, avec 7 ou 9 paquets de drap (si volumineux qu'il faut 12 à 15 hommes pour remuer chacun d'eux), 11 paniers de suif, une barrique pleine de bonnets et une autre de chapeaux fins, etc.; enfin une nef espagnole, qui perd 6 à 7 paquets de drap frisé, un coffre d'étain ouvré, 30 ou 40 grands fromages d'Angleterre et des coffres. Et le capitaine est mécontent :

« Sy Dieu eust voulu nous ayder en la couste de Barbarie, écrit-il à M. de Saint-Martin (21 sept.) nous eussions gaingnié ung grant pot de vin, car nous faillismes à prandre ugne nef là où il y avoit 200 Mores dedans, que hommes que femmes, mais je cuide que Mahomet leur ayda, car nous les chasasmes tout ung jour et les fismes frapper à terre. »

Les Catalans sont très redoutés : François et Charles Interriles veulent se réfugier à Piombino, mais la tempête les rejette en Corse, où ils sont mis à mort par Crist. Cattaneo, gouverneur de l'île pour l'office de Saint-Georges. Un autre corsaire fameux, Villamarin, est attaqué en Sardaigne par Bricio Giustiniani, capitaine de quatre galères génoises (1490-1491).

Les Génois ont affaire à un pire ennemi, aux frères Gallian, auxiliaires de la France : au retour d'une première expédition (1490), d'où ils ont ramené à Villefranche un riche butin, Florence, l'Espagne et Gènes se disputent l'honneur d'acheter ces dangereux marins; Ferdinand d'Aragon offre 1,500 ducats. Les Gallian le repoussent et découvrent le complot de deux de leurs bombardiers chargés de mettre le feu à leur *Saint-Jean*. En juin 1491, ils repartent sur la grosse nef, escortés de deux galéasses,

<sup>1</sup> *Annuaire départemental de la Société d'Émulation de Vendée*, 1864, p. 136-138.

une brigantine et un galion, et ils prennent aussitôt une caraque génoise en Corse. Le vent disperse leur flottille et pousse le *Saint-Jean* dans le golfe de la Napoule, où Julien de Maignen envoyé contre eux avec 3 galères, 2 galions et 3 carraques, s'empare de Jean Gallian par trahison et l'emmène avec son navire. Plus tard, Jean est relâché, mais point la nef.

Charles VIII a des difficultés avec Gênes : Barthélemy Rosset et Michel Martin abordent, le 6 décembre 1491, à Albenga, avec un chargement de soies, perles et épices du Levant (dont une partie appartient à Robert le Page, apothicaire de Charles VIII), et ils se embarquent pour Nice, mais ils sont attaqués au promontoire de San Remo par Vincenzo Colombo <sup>1</sup>. Le pirate se réfugie à Bonifacio, mais, redoutant la justice du podestat Bart. di Cassano, il abandonne son butin et se cache dans le maquis (11 janv. 1492). Le 12 mai, le doge Ag. Adorno lance un ban contre le coupable, et le 19 octobre, il écrit au grand sénéchal de Provence pour s'excuser de ne pas en avoir fait encore justice. Le 19 décembre, enfin, Colombo est pendu à la tour du môle de Gênes, avec un autre malfaiteur, Bernardo de Sestri. Une partie du butin avait été recélée à Oneglia, fief de Francesco Doria, qui dut indemniser les Français.

Nos relations sont difficiles avec l'Italie : Venise, après avoir saisi une de nos galéasses en Alexandrie à la suite de l'attentat du cap Saint-Vincent, emprisonne les frères Bragadin pour avoir chargé 1,150 colis d'épices sur un autre de nos navires (Alexandrie, 30 juillet 1491).

Les Provençaux recèlent une prise faite sur le pape.

« Nostre Sainct Père nous a parlé très affectueusement d'une des deux caravelles qu'il avoit fait achepter en Portugal, laquelle a esté prinse et pillée par ung appelé Pierre Lenfant, de Nice, qui l'a menée descharger à Tollon, en vostre pays de Provence, et a desrobé et disposé à sa voulenté de plusieurs vaisseaulx d'argent, sucres et vins qui y estoient pour la provision de Nostred. Sainct Père, et après, à ce que S. S. a entendu, soubz umbre d'ung saufconduit, led. Pierre est allé mener lad. caravelle au port de Marseille <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Giornale Ligustico, Gênes, XVIII, 68-79 : art. du marquis Staglieno. Les Génois sont ajournés au Grand Conseil pour l'affaire de Jean de Nant, le 10 février 1490 (Arch. Nat., V<sup>5</sup>, 1041).

<sup>2</sup> Lettre des ambassadeurs chargés de chercher la dispense pour le mariage du roi (Rome, 30 avril 1492).

Nous ignorons si le roi donna satisfaction à Innocent VIII, et rien n'indique qu'il ait fait un effort pour assurer la tranquillité des côtes de Provence. Il se borne à confirmer M. de Villeneuve dans la charge de « capitaine général de la marine de Provence, de la cité de Fréjus, chastel et place de Saint-Raphaël » (16 juillet 1491), et à faire visiter par Jacques Tinteau « la maison du roy et boutiques d'icelle où est l'armement des galères » (23 mars 1492) <sup>1</sup>.

Il est vrai qu'un apaisement se produit cette année-là et que l'on cherche à désarmer.

La duchesse de Savoie écrit au Roi Catholique qu'elle a interdit tout armement en course à Nice et Villefranche, sauf contre les Infidèles, et elle le prie de suivre cet exemple (Turin, 25 mai 1492); elle obtient une réponse conforme à ses désirs (Barcelone, 22 janvier 1493). C'est Raphaël Gallian qui a le plein pouvoir de sa suzeraine pour conclure cette paix.

Lambert Grimaldi refuse d'abord de souscrire à cet arrangement (13 octobre 1492), ayant tout intérêt à profiter du repos forcé des Niçois, mais il se décide après de longues hésitations, (décembre 1493-février 1494), car Gènes a signé, elle aussi, un traité avec la Castille <sup>2</sup>.

C'est enfin au tour de la France qui restitue le Roussillon et suspend les marques (Perpignan, 19 septembre 1493). Le 25, le Roi Catholique mande à Bernard de Villamarin, « capita general de nostre maritim exercit, » à François de Pau, « capita de galeres » et à tous autres maitres de navires de délivrer les Français galériens. « Tots los vassalls del S<sup>m</sup> rey de França qui son detenguts presos per força en les dites galeres sien soldats y posats en libertat <sup>3</sup>. »

L'année 1493 se termine donc sur une note pacifique qui devrait faire bien augurer de l'avenir.

Les deux questions de la Bretagne et du Roussillon semblent réglées, et l'entente assurée avec l'Angleterre et l'Espagne.

ALFRED SPONT.

<sup>1</sup> Bouches-du-Rhône, B 25, f<sup>o</sup> 127-128 et B 1959.

<sup>2</sup> Gioffredo, *loc. cit.*, col. 1180; Saige, *loc. cit.*, I, CCLXXIII-XIV.

<sup>3</sup> Montpellier. BB (non numéroté) 1493.

---

# LES DÉBUTS DU JOSÉPHISME

## DÉMÊLÉS ENTRE PIE VI ET JOSEPH II

---

Dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, les gouvernements catholiques d'Europe, travaillés par le philosophisme, se sentirent peu à peu le besoin de secouer le joug de l'obéissance à l'autorité spirituelle. Cette autorité spirituelle leur parut soudain trop lourde. Un besoin effréné d'indépendance, l'horreur de tout frein religieux, l'engouement pour les écrits des Febronius, des Ricci, des Eybel et d'autres théologiens ou canonistes plus ou moins entachés de jansénisme, un faux zèle pour corriger des abus, abus incontestables, mais exagérés par la plus insigne mauvaise foi, un esprit de critique excessif contre tout ce qui émanait de la cour de Rome ; toutes ces causes réunies et peut-être d'autres encore enfantèrent un peu partout, mais principalement en Autriche, cette étrange manie de réformes ecclésiastiques qui s'est appelée dans la suite le *Joséphisme*. L'empereur mérita de lui donner son nom. Ce fut une époque de véritable persécution religieuse, dont la crise aiguë dura bien près de dix ans, avec des alternatives de répit et de recrudescence. C'est précisément cette période que nous avons le dessein d'étudier ici <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cf. *Tabulæ codicum manu scriptorum præter Græcos et orientales in bibliotheca palatina Vindobonensi asservatorum*.... Vindobonæ venumdat Caroli Geroldi 1781, 7 vol. in-8. Vol. V, fol. 161, n° 7626 (N. s. n.), ch. xviii, f. 119. « Collectio actorum et epistolarum in apographis inter Josephum II imperatorem et Pium VI papam de rebus ecclesiasticis Austriæ et Hungariæ, præcipue a cardinali Christophoro Migazzi et Primate Hungariæ Josepho a Batthyani. » Vol. V, fol. 154, n° 7576 (Rec. 1597), ch. xvii et xviii, fol. 302. « Collectio actorum partium originalium res Austriæ interioris politicas et ecclesiasticas concernentium s. XVII et XVIII. »

## I.

Vers la fin du règne de Marie-Thérèse, et à mesure que son fils prenait une plus grande part au gouvernement des États héréditaires, la bonne harmonie qui avait toujours existé entre Rome et Vienne commençait à s'affaiblir. Ainsi, déjà le 15 avril 1775, le nonce s'était plaint : « On avait omis, cette année, la lecture de la bulle *In cœna Domini*. » Le 3 mai suivant, un nouveau règlement enlevait l'administration de la *caisse provinciale* aux communautés religieuses, sous prétexte d'incapacité notoire et afin, disait-on, de les préserver d'une ruine totale <sup>1</sup>. Un peu plus tard, étrange anomalie, on obligeait les époux, dans les mariages mixtes, à faire baptiser leurs enfants par le curé de la religion reconnue par l'État, en admettant toutefois que ces enfants seraient élevés dans le culte dissident <sup>2</sup>.

A l'exemple de son frère Joseph, le grand-duc de Toscane, Léopold, avait voulu, lui aussi, faire des réformes. Entre autres choses, il avait imposé un catéchisme unique et avait ordonné que celui-là seul fût expliqué par les maîtres d'école et par les curés de ses domaines. A cette nouvelle, le cardinal Pallavicini, secrétaire d'État, s'était ému. D'où venait l'idée de ce nouveau catéchisme? demandait Pallavicini au nonce Crivelli; qui l'avait approuvé?... Aussi en réclamait-il au plus vite un exemplaire pour le faire examiner <sup>3</sup>.

Il y avait évidemment dans l'air de grands projets de réforme, et les fils de Marie-Thérèse n'attendaient que la mort de leur mère pour les mettre aussitôt à exécution. A partir du 29 novembre 1780, Joseph II, qui a pris en main les rênes de l'État, va donner libre carrière à sa manie d'innovations en matière ecclésiastique.

Le 27 juin 1781, il commence par édicter un règlement établissant l'uniformité de taxes pour les baptêmes, mariages et enterrements <sup>4</sup>. C'est surtout ce ridicule règlement qui lui valut,

<sup>1</sup> Arch. Vat., *Vienna*, Dispacci di Mgr Garampi.... al segret. di Stato.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Cifre di Mgr Garampi, 4 giugno 1775.

<sup>3</sup> Arch. Vat., *Nunziat. di Firenze*. Notizie del Mondo, n° 94.

<sup>4</sup> *Ibid.*, *Nunziat. di Vien*. Ordonnance du 27 juin 1781.



de la part du roi de Prusse, l'épithète méritée de *mon frère le sacristain*. Bientôt après, il prétendit relâcher le lien d'obéissance qui unit les évêques au pape et les religieux à leurs généraux étrangers. Déjà, l'édit du 2 avril (1781) défendait aux moines d'obéir à leurs supérieurs non nationaux, de recevoir de leur part des visiteurs ou des lettres d'obédience, de se rendre aux chapitres de l'ordre qui se tiendraient hors des États de l'empereur. Désormais ils ne devaient plus relever que de l'ordinaire. Le même édit interdisait encore d'exporter de l'empire sans permission quelque somme d'argent, si minime fût-elle, à titre de componende.

Dans le cours de la même année, l'empereur prescrivit que tous les brefs fussent munis du *placet* royal avant d'être publiés <sup>1</sup>. Il supprime l'enseignement des deux fameuses bulles *Unigenitus* et *In cœna Domini*, menaçant de sa disgrâce quiconque contreviendrait à cet ordre, même dans une simple leçon d'histoire.

Il est vrai que Joseph II est entièrement dominé par des ministres philosophes, Kaunitz et Cobenzl, qui n'ont d'autre souci que celui de le pousser dans la voie des réformes religieuses en piquant sa vanité ambitieuse et en éveillant en lui de vains désirs de célébrité.

Le prince de Kaunitz, chancelier de Cour et d'État, avait été ambassadeur d'Autriche à Paris. Il avait eu quelque temps pour secrétaire Jean-Jacques Rousseau, et, dans sa correspondance, il ne fait point mystère de son admiration fanatique pour le philosophe de Ferney.

Le comte de Cobenzl, successivement ministre dans les Pays Bas et vice-chancelier de cour et d'État, ne devait pas exercer une moins fâcheuse influence sur l'esprit du faible monarque dont il était devenu le conseiller intime.

<sup>1</sup> Deux décrets de Vienne. l'un du 24 mars, l'autre du 26, prescrivent : le premier, que tous les monastères sur les terres héréditaires qui ont des intérêts spirituels de discipline interne, et surtout temporels, y renoncent tout à fait à l'avenir. Le second, que tous les diplômes, lettres ou constitutions pontificales en forme de Bulles, Brefs, Décrets, Constitutions ou toute autre forme, s'ils s'adressent au peuple, aux ecclésiastiques, à des assemblées ecclésiastiques ou profanes, à la collation de bénéfices, pensions, biens, pouvoirs, droits, sécularisation. *tam in materia dogmatica quam ecclesiastica aut disciplinari, ante promulgationem pro obtinendo Placito suo regio sibi exhibeantur.* (*Ephemerides Vindobonenses*, n° xxviii, édit. Veneris d. 6 aprilis 1781.)

Le cardinal Herzan, l'ambassadeur d'Autriche à Rome, en vue sans doute de flatter les passions de l'empereur et de servir les projets des ministres Kaunitz et Cobenzl, trahissait la cause du pape et sacrifiait les droits imprescriptibles de l'Église. François de Herzan de Harras avait d'abord été auditeur de Rote pour l'Allemagne. Le 12 juillet 1779, il arrive, à force d'intrigues, à se faire donner le chapeau de cardinal ; puis, à partir de cette époque, il devient ambassadeur à la place d'Albani et reçoit le titre de ministre plénipotentiaire d'Autriche. Il part sur ces entrefaites pour Vienne, remercier Marie-Thérèse, et se lie de plus en plus avec Kaunitz, qu'il n'appelle plus Altesse, mais « mon ami. »

Voici en quels termes l'apprécie Joseph II dans une lettre écrite à son frère Léopold, le grand-duc de Toscane :

«... Le cardinal Herzan, qui, pour sa santé, a passé une année à prendre l'air des corridors de la cour, va nous quitter; il a reçu tout ce qu'il a voulu, et jusqu'à la grande croix de Saint-Étienne, il a fallu la lui conférer, mais j'ai eu le bon esprit de la lui faire envoyer, au moins, et de ne pas la lui pendre au cou moi-même; c'est un fripon et un fourbe de la première classe, je vous en avertis, mais, en même temps, c'est l'admiration et le chéri de l'impératrice, de la Marianne et la Marie, de la Vasquez et du reste de cette brillante société qui suit la grande maîtresse, savoir : Brandeiss, Hamilton, Goess <sup>1</sup>.... »

Outre, le cardinal Herzan, Kaunitz a un agent particulier, admirateur servile de Febronius <sup>2</sup> et partisan intéressé de toutes les réformes tentées en Autriche. Il s'appelle l'abbé Brunati. Toutes ses dépêches témoignent d'un zèle et d'un empressement peu communs à flatter jusqu'aux moindres désirs d'un maître qui ne devait pas, d'ailleurs, lui marchander le prix de ses services <sup>3</sup>.

Entouré de pareils hommes, on s'explique que Joseph fut facile à endoctriner et qu'il ouvrit l'ère des réformes sans prudence et sans égards pour l'Église.

Dans ces critiques circonstances, le nonce apostolique près

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Lettre du 31 août 1780.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Dépêche du 20 mars 1782.

<sup>3</sup> *Ibid.* A propos, par exemple, de certains billets de Kaunitz, il ose lui écrire que « toutes les cours diplomatiques les considèrent comme un chef-d'œuvre !.... »

la cour de Vienne, Mgr Garampi, ne faillit pas à son devoir. Le 27 mars (1781), il fait des représentations respectueuses à l'empereur et confie à Kaunitz le soin de les lui remettre. La réponse dictée par le puissant ministre signifiait au nonce que Sa Majesté était irrévocablement déterminée à agir par elle-même « avec l'indépendance qui convient à l'exercice de la souveraineté en matière civile; » on priait donc Mgr le nonce de s'abstenir sur cet article de toute observation désormais inutile <sup>1</sup>.

La fermeté de Garampi dans la revendication des droits de l'Église lui suscita de profondes et secrètes antipathies. Le 25 juin (1781), une lettre anonyme adressée de la cour de Vienne à Romuald Braschi, neveu et majordome de Sa Sainteté, ne tendait à rien moins qu'à provoquer le rappel du nonce <sup>2</sup>.

Voulant conférer de concert avec Rome les bénéfices ecclésiastiques, mais n'osant rompre tout d'un coup avec des coutumes antiques qui en réservent la collation exclusivement au pape, Joseph écrit à Pie VI <sup>3</sup>, dans l'espoir secret que celui-ci se désistera facilement de ses droits traditionnels; toutefois, son attente est trompée. Le cardinal Herzan remet au pape la lettre de l'empereur; la réponse qu'y fait le pape, le 25 août, équivaut à un refus. Aussi Joseph se laisse-t-il aller d'abord à des plaintes amères. Prétextant ensuite un voyage pour ne pas entretenir Garampi qui, après lui avoir envoyé copie du bref, veut lui remettre en main l'original, comme c'est la coutume, il autorise Kaunitz à le recevoir à sa place, se déchargeant sur son ministre du soin de répondre aux objections qu'on ne peut manquer de faire à ses nouvelles maximes <sup>4</sup>.

Ses conseillers ordinaires prennent à tâche de calmer ses scrupules, s'il lui en reste encore. A quoi bon l'autorisation du Saint-Père dans une affaire où il peut agir par lui-même en vertu de sa propre autorité? Il ajoutera que puisque Sa Sainteté ne

<sup>1</sup> *Ibid.*, 27 mars 1781. Déclaration verbale faite par Kaunitz à Garampi par ordre de Sa Majesté, n° 7576.

<sup>2</sup> *Tabulæ codicum manu scriptorum præter Græcos et orientales in bibliotheca palatina Vindobonensi asservatorum*.... Vol. V, fol. 77, n° 6850 (fasc. 207), ch. xviii, 15 f., 1, 1° 2° « Copia d' una lettera scritta da Vienna li 25 giugno 1781 a Romualdo Onesti, nipote del papa Pio VI. » — Incip. Egli è di vostra particolar dovere.... » expl. « che abbiano un felice successo. »

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien. Lettre du 27 juin 1781.

<sup>4</sup> *Ibid.* Le nonce demande audience le 7 septembre (1781); le 8, Kaunitz lui répond qu'il le recevra au lieu et place de l'empereur.

croit pas pouvoir consentir à favoriser ses vues, il conférera seul désormais les bénéfices ecclésiastiques. Ces bénéfices n'ont-ils pas été fondés, pour la plupart, par des monarques ou de pieux laïques et ne relèvent-ils pas par conséquent du pouvoir impérial? D'ailleurs, dans presque tous les États catholiques on en agit ainsi. La Lombardie autrichienne fait seule exception; c'est pourquoi le Saint-Père comprendra que c'est pour faire cesser cette anomalie que l'empereur veut partager avec lui le droit de les conférer de la façon qu'il lui a proposée dans sa lettre du 27 juin <sup>1</sup>.

Malgré ses beaux raisonnements, Joseph II n'est pas absolument convaincu de la légitimité de ses prétentions, et la preuve, c'est qu'il écrit de nouveau à Pie VI que son dessein arrêté est de nommer aux bénéfices ecclésiastiques <sup>2</sup>. Toutefois, avant d'agir, il attendra l'autorisation demandée; si cette autorisation est refusée, il croira devoir passer outre.

Pendant que l'affaire de la collation des bénéfices ecclésiastiques est pendante, l'empereur publie, le 4 septembre, une nouvelle loi relative aux dispenses matrimoniales applicable à toutes les provinces de son domaine, et, un mois après, le 10 octobre, il charge Kaunitz de la notifier au nonce. Or, cette loi défendait aux sujets autrichiens, sous peine de nullité de l'acte, de se procurer à Rome ou à la nonciature toute espèce de dispenses matrimoniales dans les cas d'empêchement canonique; elle ordonnait donc qu'on recourût directement à l'évêque diocésain, qui avait, prétendait la loi, le pouvoir original de dispenser en vertu de la juridiction épiscopale. « La possession légitime et universelle, répond Garampi, où se trouve le Saint-Siège par rapport aux dispenses matrimoniales, la modération et les égards avec lesquels agissent les papes dans l'exercice d'un droit dont ils n'usent que pour donner satisfaction aux souverains, sont des raisons plus que suffisantes pour justifier la surprise et la douleur que causera au Saint-Père la détermination prise par Sa Majesté, en date du 10 septembre <sup>3</sup>.... »

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien., 12 septembre 1781.

<sup>2</sup> *Ibid.* Lettre du 6 octobre, Kaunitz montre, le 20 septembre, au nonce la minute de cette lettre.

<sup>3</sup> *Ibid.* Billet du 12 octobre 1781.

Le nonce a communiqué à Rome, sans retard, la résolution de l'empereur et on lui répond en le priant de mettre sous les yeux du souverain les inconvénients qui en résulteront. C'est au Saint-Siège qu'il appartient de dispenser dans les empêchements matrimoniaux ; les conciles, les Pères, la tradition catholique, portent un jugement uniforme sur ce point. Les évêques non seulement ne pourront pas répudier cette doctrine, mais ils devront éclairer les fidèles sur leurs devoirs. Sans cela, quels troubles jetés dans les consciences par suite de mariages illégitimes ou douteux ! Ce sera l'ère ouverte à l'inquiétude, aussi bien du côté des évêques que du côté des fidèles ; l'honneur des familles est mis en jeu et leur repos compromis. Quand on aura pesé toutes ces conséquences, il est à espérer qu'on rapportera la loi de septembre. D'ailleurs, le Saint-Père a concédé les plus larges indults aux Ordinaires de l'empire d'Autriche ; il les renouvellera toutes les fois qu'il sera nécessaire. Quant aux taxes, on les a diminuées autant que possible.

Telles sont les observations qu'on envoie de Rome et que le nonce transmet au prince de Kaunitz <sup>1</sup>. Il compose ensuite un mémoire selon les instructions qu'il a reçues, et, le 12 décembre (1781), il l'adresse au chancelier de cour et d'État. Celui-ci y répond, en détail, le 19 du même mois. Il a soumis à Sa Majesté l'écrit de Mgr Garampi. L'empereur a été fort satisfait de la promesse « que Sa Béalitude mettra toute la condescendance possible à lui accorder ce qu'il demande ; » il prie Son Excellence d'en témoigner à qui de droit son entière satisfaction. Il a vu toutefois avec déplaisir que le nonce taxait de mesures nuisibles à la religion certaines de ses dispositions, par exemple la suppression de quelques couvents. Son Excellence a ajouté ces paroles blessantes : « Personne, parmi tant de princes du vaste empire germanique, *demeuré dans la communion catholique....* » et ces autres paroles non moins injurieuses : « De tous ces princes *aucun n'avait jamais osé pousser l'exercice de son pouvoir....*, » expressions assurément très regrettables, a dit Sa Majesté.

On blâmait encore le nonce d'avoir insinué dans le même mé-

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Billet ministériel à communiquer au prince de Kaunitz, transmis de Rome au nonce avec une lettre en date du 27 octobre 1781.

moire qu'il est des circonstances où la désobéissance des sujets est légitime et que Sa Majesté avait empiété sur les droits réservés exclusivement au pape.

« Toutes ces assertions sont graves, écrit Kaunitz, et ~~cepen-~~ dant l'empereur les aurait laissées passer comme dictées par le zèle intempestif du nonce, et non par la cour romaine, s'il n'avait su que Son Excellence, sans attendre la réponse à son billet, avait déjà communiqué à plusieurs évêques ses sinistres impressions. En conséquence, il a chargé le chancelier de cour et d'État de lui faire savoir que les dispositions qu'il a prises ne touchent en rien le dogme; qu'elles sont purement disciplinaires et que, par conséquent, elles sont du ressort de la souveraineté temporelle; que les ordres religieux ne sont pas nécessaires à la vie de l'Église et que le souverain qui les a autorisés, qui parfois même a présidé à leur création, peut les dissoudre; que Sa Majesté connaît les anciens droits des évêques et qu'en voulant les leur restituer, elle sert la cause de la religion. » Enfin Kaunitz espère que le nonce engagera les sujets à obéir au prince dans des choses aussi justes <sup>1</sup>.

On peut s'imaginer quelle pénible impression produisit dans l'âme de Garampi la lecture d'une réponse aussi sévère qu'imméritée. Aussi ne manqua-t-il pas de protester énergiquement contre des allégations absolument calomnieuses <sup>2</sup>.

Kaunitz, alors, n'est plus maître de lui. Il compose un billet *ab irato*, où il dit entre autres choses : « Sa Majesté espère

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>2</sup> *Ibid.* Le 21 décembre 1781. Billet de Mgr Garampi au prince de Kaunitz :

« Le nonce apostolique a trop souci de dissiper les moindres ombres de soupçon qui ont pu planer sur sa conduite et sur le respect inaltérable qu'il se fait gloire de professer envers S. M. C. R., pour se dispenser de répondre sur-le-champ à ce qui le concerne personnellement dans la réponse que le prince de Kaunitz-Rietberg, chancelier de cour et d'État, a faite le 19 courant à son mémoire du 12. Séparant néanmoins les principes émis dans la réponse et qu'il ne saurait admettre, — il l'avoue ingénument, — comme trop éloignés des principes communs reçus jusque-là par l'Église ou autorisés par elle, il a l'honneur d'assurer S. M. qu'il ne se propose pas d'autre objet que de lui donner une dernière preuve de son attachement à sa personne, de l'ambition qu'il a de le bien servir, lui, la religion et l'Église. — Dans la situation affligeante où il se trouve, il n'a pu, — et il croit avoir parlé avec une respectueuse réserve, — laisser croire par son silence qu'il manquait à ses devoirs. S. M. l. est trop juste pour ne pas le reconnaître. Il renouvelle à S. Alt. ses protestations constantes d'estime et de vénération. Vienne 21 décembre 1781. GARAMPI, N. A. (Tavanti, *Fasti di Pio VI.*)

que Mgr le nonce apostolique ne franchira plus, à l'avenir, les limites qui conviennent à son ministère. » Puis il ajoute hypocritement que c'est avec regret et pour obéir à un pénible devoir, auquel il n'a pu se soustraire, qu'il fait cette réponse.

Et cependant la réponse ne fut pas envoyée ; on trouva apparemment qu'elle dépassait par trop la limite des convenances. Kaunitz se contenta d'informer Garainpi que toute tentative pour faire revenir l'empereur sur ses pas était inutile et que ses décisions demeuraient irrévocables <sup>1</sup>.

Le nonce n'est pas seul à protester contre un état de choses qui n'est rien moins que la persécution religieuse ouverte. C'est d'abord la ville de Baden qui porte plainte devant le conseil aulique contre son margrave, trop fidèle exécuteur des volontés impériales <sup>2</sup>. Puis vient le cardinal Migazzi, archevêque de Vienne, déjà rappelé à l'ordre et tancé vertement, lorsqu'il avait fait parvenir au trône ses respectueuses remontrances à propos de l'arrêté supprimant l'exemption des religieux. Enfin, ce sont les éminentissimes de Frankenberg, archevêque de Malines, et Batthiani, archevêque de Strigonie et primat du royaume, sept évêques de Hongrie et tout le corps professoral de l'université de Louvain, qui se plaignent tour à tour. Seul, l'évêque de Mantoue se sépare de ses collègues et écrit au comte de Firmian pour féliciter l'empereur de ses édits sur la tolérance religieuse <sup>3</sup> et les dispenses matrimoniales <sup>4</sup>.

Clément Venceslas de Saxe, électeur et archevêque de Trèves, entame, sur le même sujet, une correspondance avec Joseph II ; celui-ci ne sait lui répondre que par des lettres insultantes, indignes d'un souverain <sup>5</sup>.

Mais enfin les évêques ont-ils le droit de faire ce que veut l'empereur ? Sur cette question de droit, les avis sont partagés. Les uns croient qu'on peut provisoirement, en se retranchant

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Billet du 23 décembre.

<sup>2</sup> Arch. Vat. Vienna. di Mgr Nunzio. Article de lettre du 12 février 1781, de Ratisbonne. — Le margraf de Baden fit distribuer, le 7 du passé, un imprimé qui a pour titre : Copie des prétendues plaintes de la ville de Baden, ou plutôt de quelques bourgeois de ladite ville, inquiets en matière de religion, présentées au conseil aulique impérial contre Son Altesse le margraf de Baden avec les pièces y relatives. A Carlsruhe, 1780.

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien. *Passim*.

<sup>4</sup> *Ibid.* Le 12 novembre 1781.

<sup>5</sup> Arch. Imp. Vien.

derrière une impossibilité absolue et en invoquant le cas de force majeure, dispenser par la seule autorité épiscopale, en examinant attentivement les motifs des demandes et en s'inspirant de la façon de procéder des tribunaux romains. Les autres ne jugent pas prudent d'agir de leur propre autorité, et se refusent de donner dispense. L'Électeur, pour son compte, est fort hésitant ; il voudrait ménager à la fois Rome et l'empereur. Mal reçu par celui-ci, il va s'adresser au nonce de Cologne, qui peut-être lui formera la conscience et lui permettra de prendre une décision équitable sur une matière aussi délicate.

« Je n'ai pas pu, lui écrit-il le 21 novembre (1781), je n'ai pas pu moins faire que communiquer (*sic*) à mon vicariat d'Augsbourg le contenu de votre lettre du 15, laquelle, je l'avoue, m'a un peu surpris.

« J'attends sa réponse pour prendre un parti, dont je ne manquerai pas de vous faire part aussitôt.

« Je prévois, à vous dire vrai, que l'on me conseillera unanimement de dispenser sans aucune difficulté dans tous les cas où le Saint-Père dispenserait lui-même *ex motivis canonicis*, et cela entre autres raisons *ob impossibilitatem moralem recurrendi ad Papam*, et si tel était l'avis général de mes conseillers, Sa Sainteté ne trouverait sans doute pas mauvais que je le suivisse.

« Cependant je conçois très bien que le Saint-Père ayant refusé aux autres évêques le pouvoir de dispenser en son nom, il ne pouvait me l'accorder à moi sans les offenser.

« Quant au fond de la question, ce n'est pas à moi à décider si pour l'intérêt même du Saint-Siège, il n'eût pas mieux valu d'accorder aux évêques ces pouvoirs que de les mettre dans le cas de dispenser en leur propre nom, ce que probablement ils ne manqueront pas de faire.

« Je ne vous écris que mes premières idées. En attendant que je vous fasse part de ma résolution finale, je vous prie d'assurer Sa Sainteté que je suis infiniment éloigné de vouloir aggraver ses chagrins, comme je suis persuadé qu'elle l'est d'exiger de moi quelque chose qui fût incompatible avec les droits et les prérogatives de mon caractère <sup>1</sup>. »

Le nonce essaya sans doute de dissuader l'Électeur d'accepter une ligne de conduite qu'il ne le voyait que trop porté à suivre et qu'il désapprouvait énergiquement au nom du pape.

<sup>1</sup> Arch. Vat., *Pio VI*. Cifre di M. Bellisomi, N° in Colonia 233 (D. 2688).



« En attendant, lui écrivit l'Électeur, que je sois à même de vous informer de la résolution que je croirai devoir prendre relativement aux dispenses d'empêchement de mariage, je ne dois pas manquer de vous accuser réception de deux lettres que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire le 23 et le 25 du courant.

« Vous pouvez être persuadé, Monsieur, que j'y ferai toute réflexion et que si je fais tant que de prendre un parti que vous semblez désapprouver, ce ne sera jamais que sur les plus fortes raisons et par une espèce de nécessité. Au reste j'ai trop d'amitié pour vous, pour vous cacher mon inquiétude au sujet de cette affaire, qui, suivant toutes les apparences, donnera bien du chagrin à Sa Sainteté.

« Il n'y a jusqu'ici qu'un de mes voisins qui se soit ouvert à moi au sujet desdites dispenses. Son avis est de les accorder sans façon à ceux à qui le Saint-Père les accorderait, et cela par la raison *quod subditi Austriaci in præsenti Ecclesiæ disciplina habeant jus ad petendam, imo ad obtinendam dispensationem, positis motivis vere canonicis, ejusmodi dispensationem vero Roma sibi procurare prohibeantur.*

« Je me suis fait mettre sous les yeux le chapitre XXXI<sup>e</sup> du livre VII<sup>e</sup> de Benoît XIV : *De Synodo diœcesana*, édition de Rome de l'année 1748, et je vous avoue que je n'ai pas trouvé que notre cas, *ubi nimirum est vera generalis et permanens impossibilitas recurrendi ad sanctam sedem* y soit décidé. Les chapitres I et II du IX<sup>e</sup> livre ne se trouvent pas dans mon édition, laquelle ne contient que sept livres <sup>1</sup>. »

Ainsi qu'il l'avait promis au nonce, l'Électeur lui fit savoir la détermination prise sur la question des dispenses matrimoniales par son vicariat d'Augsbourg.

« Je ne me suis pas trompé, écrit-il de nouveau <sup>2</sup>, en conjecturant que l'avis unanime de mes conseillers ecclésiastiques serait que dans les circonstances présentes, les évêques peuvent, sans aucune difficulté, dispenser pour raisons canoniques les sujets autrichiens de leur diocèse dans les empêchements qui ne sont pas de droit naturel et divin. Il n'est pas à douter que tous les Ordinaires voisins ne se conforment à ce sentiment et que plusieurs d'entre eux ne prennent leur parti sans même recourir auparavant au Saint-Siège, comme j'ai cru qu'il était de mon devoir de faire. Je le conclus de la manière dont quelques-uns se sont expliqués au sujet des cas réservés dans la bulle *Cœnæ*, dont ils ont cru les évêques en droit d'absoudre dès que

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Lettre du 29 novembre 1781.

<sup>2</sup> *Ibid.* Lettre du 14 décembre 1781 (au nonce).

le recours à Rome était devenu moralement impossible, sans qu'il soit besoin d'en demander indult à Sa Sainteté.

« Vous voyez vous-même après cela, Monsieur le nonce, que si Sa Sainteté persistait dans son refus, je ne pourrais me dispenser de me conformer aux sentiments des autres évêques et des personnes aussi pieuses qu'éclairées que j'ai consultées sur ce sujet, ce qui ne pourrait que faire une peine très grande à Sa Sainteté, et ce qui m'en ferait par conséquent infiniment à moi-même. Aussi me rendriez-vous le plus grand service, Monsieur, si vous vouliez bien, en appuyant mes instances réitérées auprès du Saint-Père, me procurer une réponse satisfaisante et prompte aux dépêches que j'ai l'honneur de vous adresser *sub volanti*, avec prière de la faire passer à sa destination. Ma reconnaissance sera égale à la parfaite estime avec laquelle j'ai l'honneur d'être...., etc. »

La dépêche que l'Électeur envoyait au nonce, « avec prière de la faire passer à sa destination, » était adressée aux congrégations romaines. C'était une sorte de mise en demeure de lui accorder les pouvoirs de dispenser de lui-même dans les causes matrimoniales, puisqu'il ne pouvait plus s'adresser à Rome sans encourir la disgrâce de l'empereur. On a peine à reconnaître dans le signataire de ces dépêches l'archevêque zélé qui s'était occupé, peu auparavant, avec tant de sollicitude de la rétractation de son suffragant, Mgr de Hontheim, l'auteur du fameux livre de Febronius <sup>1</sup>.

Voici la dépêche aux sacrées congrégations :

« Éminentissime et révérendissime seigneur,

« Bien que je comprenne clairement, — par les déclarations qui m'ont été faites récemment par le nonce de Cologne, sur ma demande d'extension de facultés spéciales à cause de ces circonstances publiques et très connues, — que Sa Sainteté y consentirait à grand-peine, toutefois, vu l'état présent des choses, je ne puis me dispenser de faire une nouvelle et solennelle instance par des lettres spéciales ci-jointes et à cachet ouvert.

« Après la lecture de ces lettres, Votre Éminence appréciera dans sa sagesse la gravité de la situation et la difficulté que nous avons de résister au torrent.

« Vous m'excuserez donc facilement de vous importuner d'une nou-

<sup>1</sup> Le livre de Febronius : *Justini Febronii, de statu præsentis Ecclesiæ, et de legitima potestate Romani Pontificis, liber singularis cum appendicibus et operis vindictis* (1763), n'est qu'un tissu d'erreurs sur le pontife romain, dont il attaque la primauté et le principat civil.

velle instance, et puisque les difficultés me pressent de toute part, je me réfugie sous votre haute protection, vous priant instamment de ne pas refuser de communiquer en mon nom à Sa Sainteté les très humbles lettres ci-incluses et d'appuyer de votre autorité et de votre puissance de persuasion les graves raisons sur lesquelles je fonde ma demande.

« J'espère fermement que Sa Sainteté, changeant d'avis, m'accordera d'autant plus volontiers les pouvoirs sollicités par moi qu'il est plus évident que ce n'est pas de mes intérêts qu'il s'agit, mais uniquement des intérêts du Saint-Siège au nom et par l'autorité duquel les dispenses seront données à l'avenir dans l'empire d'Autriche lorsqu'il y aura une raison canonique de le faire. — S'il en était autrement, j'aurais peine à me défendre de suivre le conseil et l'exemple de mes collègues de Germanie et d'accorder ces dispenses en vertu de l'autorité épiscopale.

« Votre Éminence voudra bien peser ces choses avec cette sagacité d'esprit qui la distingue, et je suis sûr que ni son concours ni ses conseils ne me feront défaut dans ces tristes circonstances.

« De telles faveurs de sa part m'obligeront à lui promettre une entière obéissance.

« De ma résidence électorale d'Ehrenbreitstein, le 15 décembre 1781.

« Le très affectionné serviteur,

« CLÉMENT WENCESLAS, *archevêque et Électeur* <sup>1</sup>. »

Les édits de l'empereur étaient publiés non seulement en Autriche, mais dans les États héréditaires, et de jour en jour l'anxiété augmentait de tous côtés parce qu'on savait l'empereur disposé aux dernières extrémités plutôt que de revenir sur les déterminations qu'on lui avait imposées adroitement et à son insu, bien plutôt qu'il ne les avait prises de son initiative privée.

C'est à cause de cela que le prince-évêque de Liège avait écrit de son côté au nonce de Cologne : « .... Votre Excellence saura sans doute les édits touchant les dispenses de mariage qui m'ont été adressés de la cour de Bruxelles. J'ai écrit en conséquence à M. Figari, mon ministre à Rome, pour connaître les volontés de Sa Sainteté à cet égard, auxquelles j'aurai toujours la plus respectueuse soumission <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> *Loc. cit.* Incip. « Quantumvis ex ea quæ facta est.... » explic. « Pro quo favore singulariter obstrictum me fore spondeo et ad reciproca perennis observantiæ studia nunquam non exhibenda paratum.... »

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vienne. Lettre du 22 décembre 1781.

Cependant Joseph II ne s'arrête pas en si belle voie. Il supprime quantité de monastères, en sécularise les membres, et, par arrêté du 17 décembre (1781), « interdit aux novices qui n'ont pas fait les vœux, de disposer par testament, en faveur de fondations pieuses, d'une somme supérieure à 1,500 florins, *sub clausula nullitatis* <sup>1</sup>. »

Voilà où l'on en était arrivé un an à peine après la mort de l'impératrice Marie-Thérèse. Le souverain pontife avait usé de tous les moyens de condescendance pour faire changer d'avis l'empereur. Le nonce, dont la sagesse est bien connue, avait consciencieusement secondé le pape. Néanmoins leurs communs efforts aboutissaient à un échec; ils étaient venus se briser contre la ténacité d'un homme qui voulait avant tout « que ses arrêtés demeuraient irrévocables. »

## II.

Depuis l'envoi de la lettre que nous avons citée, de Joseph II à Pie VI, 6 octobre 1781, la situation va s'aggravant de jour en jour. Le nonce ne le laisse point ignorer au pape et le pape se trouve dans une grande perplexité. Heurter de front les volontés de l'empereur, c'est accroître son irritation; satisfaire à ses bizarres fantaisies en acceptant toutes les transactions qui lui passent perpétuellement par l'esprit, c'est sacrifier le bien de l'Église et manquer au précepte de la fermeté apostolique. De toute façon, un schisme est à craindre. Or, pour l'éviter, s'il se peut, le souverain pontife croit devoir, à l'exemple d'un si grand nombre de ses prédécesseurs, prendre le bâton de pèlerin. Il écrit donc le 15 décembre à Joseph, et, après lui avoir énuméré tous les liens qui existent entre Sa Majesté et le Saint-Siège <sup>2</sup>, il lui fait part de sa résolution d'aller à Vienne pour traiter avec lui de vive voix.

L'affection profonde qu'il lui a vouée et le désir de concilier les égards dus au roi des Romains avec les droits de l'Église lui

<sup>1</sup> Arch. Vat. *Nunziat. di Vien.* (Copie de l'arrêté de Joseph II du 17 décembre, 15<sup>e</sup> année de son empire et 1<sup>re</sup> du gouvernement des États héréditaires).

<sup>2</sup> Il lui rappelle notamment que Benoît XIV a accepté, à la demande de Marie-Thérèse, d'être son parrain.

inspirent cette pensée, et ni les rigueurs de la saison ni son âge avancé ne l'empêcheront de la mettre à exécution <sup>1</sup>.

Cette démarche ne fait pas le compte de Kaunitz, mais l'étiquette des cours s'oppose à ce qu'il se mette directement à la traverse. Joseph lui-même n'a-t-il pas paru à Rome pendant le conclave de 1769 ? et bien qu'il se cachât sous le pseudonyme de comte de Falkenstein, l'accueil qu'il a reçu l'oblige à user de réciprocité vis-à-vis d'un souverain couronné. Aussi, dans la réponse qu'il adresse au pape le 11 janvier 1782, exprime-t-il la joie qu'il feint d'éprouver à la pensée que le souverain pontife songe à le venir voir dans ses États pour conférer familièrement avec lui dans l'intérêt de la religion et en vue du bien spirituel de ses sujets.

Quant au refus qu'on lui oppose de nommer aux évêchés et aux bénéfices ecclésiastiques en Lombardie, il le regrette d'autant plus qu'il est absolument convaincu de la légitimité de ses droits et de la stricte obligation pour lui de les exercer. Rien ne pourra modifier sa façon d'agir sur cet objet, parce que les principes de la raison et l'intérêt commun des deux pouvoirs l'ont seuls inspiré, il en a fait au nonce la déclaration formelle. En terminant, il proteste de son respect pour Rome et de son zèle à la cause de l'Église <sup>2</sup>.

Lorsque se divulgua le bruit du voyage projeté par Pie VI à Vienne, les appréciations les plus contradictoires se donnèrent libre cours. A Rome, les uns prétendaient que le pape ne faisait en cela que se rendre aux instances secrètes et réitérées du clergé d'Autriche ; d'autres assuraient que Joseph II, par déférence pour Sa Sainteté et pour lui éviter la fatigue d'un long voyage, lui proposait Florence comme lieu de réunion ; que là ils pourraient dissenter à loisir sur le sujet qui les préoccupait l'un et l'autre. L'abbé Brunati, sachant combien ce voyage était redouté du ministre impérial, ne manquait pas de lui écrire les choses les plus fausses et les plus injurieuses sur le compte du pontife.

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Ms. n° 7626, fol. 94 Incip. - Reddidit nobis die 9 elapsi mensis novembris. - Le card. Herzan lui avait remis le 9 novembre la lettre du 6 octobre.

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien. Incip. : - Accepimus Sanctitatis Vestræ literas die 15 superioris mensis.... -

«.... Bien que Pie VI, disait-il, soit d'un naturel ardent et impétueux, il sait, quand il le veut, être agréable dans la conversation, éloquent, aimable et insinuant dans la négociation des affaires. Mais la vaine gloire, son naturel impérieux et entreprenant le portent bien souvent à des résolutions capricieuses et peu réfléchies. Doué de talents médiocres et de vues étroites, sans doctrine théologique et canonique, persuadé que tout lui vient de Dieu et rien des hommes, il ne trouve qu'en lui-même esprit, raison, sagesse et conseil. Il paraît d'une certaine façon s'attribuer l'infailibilité jusque dans le gouvernement temporel en prenant même ses fantaisies pour des inspirations divines <sup>1</sup>.... »

Les souverains d'Europe ne paraissaient pas moins opposés au voyage de Vienne. A une lettre que Joseph avait écrite à Catherine de Russie, le 19 février, lettre où il lui faisait part du projet de Pie VI, elle répondait de sa main :

« Monsieur mon frère...., puisque le pape ne traitera que de l'intérêt de sa Daterie, et non de ceux de la chrétienté, j'espère que pour le bien de cette même Daterie, Votre Majesté impériale raccourcira la durée du séjour de Sa Sainteté à Vienne <sup>2</sup>.... »

Ces expressions sont peu courtoises sous la plume de la czarine ; elle ne peut cependant ignorer que son fils, le grand-duc Paul, et sa belle-fille, qui voyagent en ce moment en Italie, sous le pseudonyme de comte et comtesse du Nord, ont reçu un accueil très empressé de la part du Saint-Père <sup>3</sup>.

A la première nouvelle de ce voyage, Pie VI avait chargé le nonce de Vienne de lui donner tous les renseignements sur l'itinéraire des illustres voyageurs, afin qu'on préparât tout ce qui leur était nécessaire à eux et aux quarante personnes de leur suite <sup>4</sup> ; or, il ne leur fallait pas moins de cinquante-quatre chevaux à chaque relais. C'est donc pendant que les jeunes princes

<sup>1</sup> *Ibid.* Lettre du 23 janv. 1782. Il est curieux de remarquer que ce Brunati, qui juge si sévèrement le pape, est le même personnage qui, interrogé par Kaunitz sur des points de sciences ecclésiastiques, lui répond ces paroles : « .... Diffidando di me stesso, perchè poco fondato nè studi ecclesiastici.... » (Lettre du 27 mars.) On sait à présent que penser de la valeur du critique. Ajoutons qu'il suffit de comparer ce portrait du pape avec celui que Brunati tracera moins de quatre mois plus tard (voir plus loin), pour avoir la juste mesure de la versatilité de cet homme, digne intermédiaire du cardinal Herzan.

<sup>2</sup> *Loc. cit.* Vorträge 1782, 11 mars.

<sup>3</sup> Arch. Vat. *Nunzial. di Vienna*. Audienza de' 10 febbraio 1782.

<sup>4</sup> *Ibid.* Lettre du secrét. d'État au nonce, du 24 novembre 1781.

se confondent en remerciements à l'adresse de Sa Sainteté, que leur mère s'oublie au point de médire ainsi de l'hôte royal de ses enfants.

Le roi de Prusse, dans une lettre à d'Alembert, ne s'exprime pas en termes plus polis :

« Braschi, lui écrit-il, vient de prouver que le pape n'est pas infail-  
lible, en faisant une démarche aussi inutile que déplacée. Il semble  
que la cour de Vienne veuille punir le Saint-Siège des excès de Gré-  
goire et d'Innocent IV. Je suis fâché que la vengeance impériale  
tombe sur le pontife modéré qui dessèche les marais Pontins. L'inso-  
lence révolte et la faiblesse attendrit. Du reste, je me porte bien et  
j'abandonne à leur triste sort le pape, l'abbé Rainal, les fanatiques,  
les carmes, les chartreux et surtout les Anglais <sup>1</sup>. »

Il n'est pas jusqu'au cardinal de Bernis qui, se croyant l'inter-  
prète autorisé des cours catholiques, n'essaie dans une lettre, en  
termes presque suppliants, de dissuader le Saint-Père d'exécuter  
le projet qu'il a conçu <sup>2</sup>.

Pasquin et Marforius ne pouvaient rester muets en pareille  
occurrence, ni les Romains perdre une si belle occasion d'exercer  
leur esprit satirique. Pasquin interrogeait Marforius : Que va  
faire Pie VI à Vienne ? et Marforius de répondre : « Célébrer une  
messe sans *Gloria* ni *Credo*, sans *Gloria* pour lui et sans *Credo*  
pour l'empereur. » L'abbé Brunati, qui s'ingénie à flatter les pas-  
sions de Kaunitz, en critiquant la conduite du pape, se hâte  
d'envoyer au ministre chaque nouvelle pasquinade aussitôt  
qu'elle a paru. Quelques jours avant le départ de Sa Sainteté,  
il a lu sur les murs de Rome une affiche portant ces mots :  
*Video egressum, scio progressum, miror ingressum, horreo con-*  
*gressum, vereor regressum*. Il est ravi de communiquer ce trait  
d'esprit à son maître, et c'est encore ce qu'il trouve de plus inté-  
ressant à dire dans une dépêche où il prend trop au sérieux son  
rôle de reporter confidentiel <sup>3</sup>.

Lorsque le bruit du voyage à Vienne s'accrédite, Brunati, qui  
sait combien Kaunitz y est opposé, ne manquera pas l'occasion,

<sup>1</sup> Arch. Vat. Feuilles détachées des papiers du P. Theiner (S. D.), dossier Garampi.

<sup>2</sup> La lettre est du 5 février 1782. Le cardinal de Bernis, par Frédéric Masson. Paris, 1884.

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien. Dépêche du 30 mars 1782.

en récriminant sans cesse, de se bien faire voir du puissant ministre. « Ce voyage, suppose-t-il, aurait pour objet de faire passer Joseph II pour un persécuteur de la religion. » « Mais la bonne cause, dit-il en terminant, prévaudra toujours sur les artifices, les cabales et les intrigues d'une nation depuis longtemps démasquée et jugée à sa juste valeur. Le génie de Rome s'est envolé ailleurs et à sa place ne règne plus qu'un esprit d'illusion, de vertige et d'intérêt <sup>1</sup>. »

Les appréciations de Brunati sont, on le sent, subordonnées à des vues d'intérêt privé; mais il est manifeste qu'à Rome aussi bien qu'à Vienne on va se concerter à l'envi pour faire échouer, s'il se peut, le voyage prémédité.

Cependant le pape, disait-on, avait prié les cardinaux de lui envoyer par écrit leur sentiment à propos du voyage. Brunati, qui annonce la nouvelle à Kaunitz, termine sa dépêche en portant d'étranges jugements sur quelques membres du sacré Collège qu'il croit favorables au projet de voyage à Vienne.

« Il n'est personne, dit-il en parlant d'Albani, qui le surpasse en talents, sagacité et fourberie. Dans le dernier conclave, il a fait suffisamment connaître combien il excelle en intrigues et en inventions les plus fines et les plus dissimulées. Après cette Éminence vient le très zélé cardinal Antonelli, bien connu par le fameux bref à l'Infant de Parme, qui a eu de si fâcheuses conséquences <sup>2</sup>.... » Et Brunati en passe bon nombre en revue et ne les traite ni avec plus d'égards, ni avec plus d'équité.

Le 9 février (1782), Pie VI écrit de nouveau à Joseph. La résolution d'aller vers lui s'est affermie; il va partir incessamment pour Vienne, mais afin de ne lui causer aucun dérangement, il descendra au palais de la nonciature, ce qui ne l'empêchera pas de le voir avec la plus grande facilité et de s'entretenir avec lui en particulier et sans apparat <sup>3</sup>. La gazette d'Erlaug <sup>4</sup> confirme la nouvelle du prochain voyage du pape et annonce qu'il ira loger dans un couvent. La feuille publique ajoute que le mode d'ad-

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Lettre du 13 février 1782.

<sup>2</sup> *Ibid.* Rome Z. L'abbate Brunati à Kaunitz. 9 febr. 1782 Il s'agit de l'excommunication lancée contre l'Infant de Parme, après qu'il eut chassé les jésuites de ses États.

<sup>3</sup> *Ibid.* Ms. n° 7626, fol. 94. Incip. « Quod maxime optabamus nobis *cæsareæ* Majestatis.... »

<sup>4</sup> N° 14 du 15 fév. 1782.



ministration des revenus ecclésiastiques, projeté depuis longtemps, allait être bientôt réalisé dans les États impériaux. Qu'ainsi tous les biens seraient gérés au profit du souverain, lequel pourvoirait d'une pension annuelle à chaque religieux, à commencer du prélat jusqu'au moine <sup>1</sup>. »

Le bref pontifical a mis douze jours à parvenir à Garampi. A peine l'a-t-il reçu qu'il en envoie la copie au prince de Kaunitz. Celui-ci lui fait savoir que le soir même, il l'a remise à l'empereur et que Sa Majesté désire voir sans retard Mgr le nonce. Le lendemain matin <sup>2</sup>, écrit Garampi <sup>3</sup>, j'allai à la cour et je fus accueilli avec une grande bienveillance par Joseph II, qui m'exprima de la façon la plus obligeante la satisfaction particulière qu'il éprouvait. Ce qu'il désirait par-dessus tout, et il me l'assura à plusieurs reprises, c'est que Sa Sainteté consentit à prendre logement à la cour. Il lui destinait les appartements de son auguste mère, avec la chapelle contiguë, sous le vocable de saint Joseph. Cette partie du palais pourrait encore contenir facilement toute la suite du Saint-Père.

En demandant que le pape acquiescât à sa proposition, l'empereur insistait sur la qualité de son hôte et sur les convenances qu'il lui devait vis-à-vis du monde catholique. Il ne voulait pas que l'Europe crût qu'il n'avait pas répondu comme il convenait à l'honneur que lui faisait le Saint-Père, ni que Sa Sainteté pût supposer qu'on n'aurait pas à la cour tous les égards auxquels elle a droit.

D'autre part, en cas d'acceptation des propositions impériales, quel avantage réciproque pour leurs entretiens ! Étant tous les deux dans le même palais, ils pourront s'aboucher à l'aise *sine arbitriis et testibus*, tandis que s'ils demeurent séparés, chacune de leurs entrevues subira une publicité importune pour l'un comme pour l'autre.

Le nonce prit à son tour la parole pour convaincre l'empereur tout d'abord de la confiance et de l'estime du pape envers Sa Majesté, estime et confiance dont il lui donnait, par le fait même de son voyage, une preuve éclatante devant toute l'Europe. Quant à l'acceptation de l'hospitalité, Garampi ne pouvait

<sup>1</sup> *Loc. cit.*

<sup>2</sup> Vendredi 22 février.

<sup>3</sup> *Nunziat. di Vien.* Dispace. di 28 febr. 1782.

rien présumer sur ce point. Pie VI, seul parmi tous les souverains, avait à Vienne un palais lui appartenant ; cette situation lui permettait, sans faire injure à Sa Majesté, de refuser l'offre qu'elle lui faisait d'ailleurs si gracieusement. Personne donc, en cas de refus, n'en pourrait conclure à un manque d'égards de part ou d'autre.

Garampi ajouta qu'il était juste qu'il ambitionnât, lui personnellement, l'honneur de posséder de plus près son maître, pour lui rendre immédiatement ses devoirs. Il continuerait donc d'aménager le palais de la nonciature comme il en avait reçu l'ordre, promettant toutefois de transmettre au pape des offres si obligeantes. Ces offres lui avaient été réitérées jusqu'à trois fois pendant une audience de plus d'une demi-heure.

Le soir du même jour, Kaunitz fit savoir au nonce que Sa Majesté venait d'écrire au pape et qu'elle enverrait un courrier extraordinaire porter cette réponse à la lettre du 9 février <sup>1</sup>. Le même courrier était chargé de prévenir le cardinal Herzan qu'il avait à prendre sans retard la route de Vienne pour y précéder le Saint-Père, afin de s'entendre avec l'empereur sur certain cérémonial en usage à la cour romaine et dont celui-ci voulait être instruit. Brunati correspondrait avec Vienne pendant l'absence du cardinal ambassadeur <sup>2</sup>.

A peine Joseph II eut-il envoyé ce courrier, qu'en prévision de l'acceptation du pape, il donna des ordres pour qu'on aménageât à ses frais, avec un luxe digne de lui, les appartements du palais impérial occupés autrefois par sa mère Marie-Thérèse. Le grand-duc et la grande-duchesse de Russie, tout récemment, dans leur passage à Vienne, avaient été reçus au palais, mais n'avaient point occupé les appartements impériaux ; le souverain pontife, lui, les occuperait. Toutefois Joseph avait prévenu Garampi que si Sa Béatitude préférait la campagne, il lui abandonnait volontiers Schonbrunn, où toute la cour pontificale et le personnel de la nonciature trouveraient un logement spacieux <sup>3</sup>.

Foscarini, ambassadeur de Venise à Vienne, écrivait à sa cour :

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Incip. « Postquam Sanctitatis Vestræ Literis die 9 hujus mensis ad nos datis.... » Cette lettre est datée du 26 février 1782 ; elle est en original aux archives du Vatican.

<sup>2</sup> Brunati n'habitait pas avec Herzan.

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien. Dép. du 28 fév. 1782.

« Ici il n'est bruit que du voyage du pape. On regarde particulièrement comme un phénomène étrange la facilité avec laquelle l'empereur y a consenti, car on sait que celui qui a le plus de crédit auprès de lui désirait ardemment qu'il n'eût pas lieu, considérant justement qu'une pareille visite, avec l'embarras qu'elle causerait, ne serait pas exempte de péril. Comment ne pas sacrifier quelque chose à un prince si respectable, qui s'exposait à de telles fatigues ? »

Deux jours après l'anniversaire de son couronnement, le lundi 25 février, Pie VI tient consistoire public et annonce officiellement aux cardinaux qu'il va partir incessamment pour l'Autriche. Ce n'est point un fait sans précédent dans l'histoire de l'Église de voir un pape quitter Rome momentanément pour arranger des affaires ecclésiastiques. Depuis Innocent I<sup>er</sup> (409), jusqu'à Clément VIII (1598), trente-sept pontifes ont pris, par devoir, le bâton de voyageur <sup>2</sup>. Pie VI n'introduit donc pas une innovation. Il voyagera simplement, sans grand cortège, et, dans l'embarras où il est sur le choix des cardinaux qui le pourraient accompagner, il n'en prendra aucun. D'ailleurs il ne veut pas leur imposer la fatigue inséparable d'un si long trajet. Il les confirme dans leurs charges respectives et leur donne extraordinairement tous les pouvoirs nécessaires à l'expédition des affaires ecclésiastiques <sup>3</sup>, attendu qu'il concentrera toute son activité dans les choses qui font l'objet de son voyage. S'il vient à mourir pendant ce temps, le conclave aura lieu nonobstant à Rome. Puis il confie son testament ainsi que l'anneau du Pêcheur à Conti, secrétaire des Brefs, et termine en recommandant à leurs prières sa personne et le succès de son voyage <sup>4</sup>.

Le jour même du consistoire et pour répondre au désir du Saint-Père, le cardinal de Bernis envoie une lettre pastorale à

<sup>1</sup> *Ibid.* Correspondance de Sébastien Foscari, ambassadeur de Venise, avec sa cour, n° 283. Senato III (secreta). Dépêche du 2 mars 1782.

<sup>2</sup> Conf. *Histoire des voyages des papes depuis Innocent I, en 409, jusqu'à Pie VI, en 1782.* Vienne, 1786.

<sup>3</sup> Arch. Vat. *Nunzial. di Varsovia*. Mgr Archetti, nonce de Pologne, avait interrogé sur ce point le cardinal secrétaire d'État, dans une lettre en date du 6 février. Son Eminence répondit le 23 : « .... Pendant l'absence de Rome de Sa Sainteté, toutes les congrégations et tous les tribunaux ecclésiastiques, non seulement continueront à fonctionner comme de coutume, mais ils seront encore munis de facultés extraordinaires pour l'expédition des affaires qui ne sont pas d'une nature trop périlleuse.... »

<sup>4</sup> *Recueil des actes concernant le voyage de N. T. S. P. le pape Pie VI à Vienne.*

son diocèse d'Albano, prescrivant des prières spéciales pour Pie VI. A toutes les messes on récitera l'oraison, la secrète et la post-communion *pro peregrinantibus*, et cela tant que durera le voyage <sup>1</sup>. A Rome, on exposera le saint Sacrement. A Césène, sur les instances de la sœur du pape, Julie Braschi, on devait, le 26 février, commencer une neuvaine pour l'heureux voyage de Sa Sainteté. Elle eut lieu à la cathédrale, devant la madone du peuple, exposée découverte à la vénération publique. Le matin, une messe solennelle suivie d'un sermon ; le soir, la bénédiction du saint Sacrement. Toutes les églises de Césène imitèrent l'exemple de la cathédrale <sup>2</sup>.

On prétendit que les jours d'avant son départ, le pape descendait très tard du palais apostolique et s'en allait nu-pieds à travers la basilique vaticane jusqu'à la Confession, où il pria de longues heures, agenouillé près du tombeau des saints apôtres <sup>3</sup>. Le 26, il célébra lui-même à l'autel de la crypte, et le lendemain, jour du départ, il assista, à l'autel de la Chaire de saint Pierre, à une messe dite par l'un de ses chapelains secrets <sup>4</sup>.

Vers huit heures du matin, Pie VI se rendit aux sacristies vaticanes, où l'attendaient le grand-duc et la grande-duchesse de Russie, dont le séjour à Rome se prolongeait. Il s'entretint quelques instants avec ces illustres personnages, qui voulurent absolument l'accompagner jusqu'à sa voiture et lui firent présent d'une superbe fourrure dont ils s'étaient servis pendant leur voyage. Il prit ensuite congé des ambassadeurs et du sacré Collège venus pour le complimenter et lui souhaiter un heureux voyage <sup>5</sup>.

C'est un des événements, écrit Brunati, les plus considérables du siècle, et il aurait été à souhaiter que le pape se fût entouré

<sup>1</sup> Archivio di Stato, 25 février 1782.

<sup>2</sup> Bibliotheca Cesenatense. *Cronache di Cesena*, fol. 532.

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>4</sup> *Journal de Mgr Dini, maître des cérémonies pontificales* (Venise, 1783).

<sup>5</sup> Le pape monta, à la porte Sainte-Marthe, dans un carrosse trainé par six chevaux, ayant avec lui Mgr Contessini, archevêque d'Athènes, son aumônier secret, et Mgr Marcucci, vice-gérant du cardinal vicaire. Les autres personnes de sa suite étaient Nardini, Dini, maître des cérémonies pontificales ; Conil et Ponzetti, chapelains secrets ; Spagna, clerc secret ; Brandi et Calvesi, camériers ; enfin de Rossi, médecin, et Morelli, chirurgien.

Pour porter tous ces personnages, il y avait quatre carrosses et deux ca-lèches avec trente-deux chevaux. Nelli précédait en poste et préparait les relais et les logements. (Arch. Imp. de Vienne. Relation d'Herzan à Kaunitz).

de la noblesse romaine, qui eût fait bonne figure à Vienne, mais il l'a exclue et n'a fait d'exception que pour Falconieri, le beau-père de son neveu Louis. Et encore celui-ci devra-t-il s'arrêter à la seconde porte au delà de la porte Flaminienne <sup>1</sup>.

Avant de quitter Rome, Pie VI alla à Santa-Maria in Vallicella <sup>2</sup> vénérer les reliques de saint Philippe de Néri, le patron secondaire de Rome. Il suivit la route papale jusqu'à la statue de Pasquin, se rendit à l'église royale de Santa-Maria dell'anima, passa sous l'arcade de l'Apollinaire et longea la Ripetta jusqu'à la porte du Peuple, donnant la bénédiction apostolique à la foule immense qui remplissait partout les rues sur son passage. A la porte du Peuple, il congédia la garde-noble et déposa les ornements pontificaux pour revêtir un habit de voyage <sup>3</sup>.

### III.

Pie VI traversa successivement les États pontificaux et le territoire de la république vénitienne, s'arrêtant partout pour satisfaire à toutes les demandes et répondre à tous les désirs.

Depuis Rome jusqu'à Goritz, la capitale de la Basse Carniole, où il arrive le jeudi 14 mars, son long voyage n'est qu'un triomphe qui se renouvelle tous les jours. A Vienne, on parle de plus en plus du grand événement à mesure que le pape approche davantage. Joseph II a souffert d'ophtalmie, mais il va beaucoup mieux. Cobenzl, le vice-chancelier de cour et d'État, est parti le 6 mars au-devant de Pie VI ; le nonce, lui aussi, a quitté Vienne le 7, se dirigeant directement sur Goritz, où il est arrivé le 13. Le lendemain dans la soirée, le pape l'y rejoint. Le général Eltherasi et le comte de Cobenzl y sont et se joignent à Garampi pour recevoir Sa Sainteté au seuil du palais Lanthieri, et Cobenzl lui remet, comme lettre d'introduction, un pli de l'empereur.

Le nonce vient d'entretenir le pape en particulier ; il est ravi

<sup>1</sup> *Ibid.* Dépêche de Brunati du 2 mars.

<sup>2</sup> Qu'on appelle aussi *Chiesa nuova* (église neuve), où est le couvent des Oratoriens. Le saint Sacrement y était exposé. Il devait d'ailleurs être exposé pendant tout le voyage dans chacune des églises de Rome, à tour de rôle, et les fidèles étaient invités à y venir prier.

<sup>3</sup> *Storia del viaggio.*

de l'accueil très affable qu'il a reçu. Aussi le soir même en fait-il part à son auditeur dans un court billet qu'il lui écrit à la hâte.

« Goritz, 14 mars, 6 heures du soir.

« ....Sa Sainteté soupera seule à huit heures <sup>1</sup>. Nous autres nous prendrons notre repas à part.... Je ne puis vous dire combien Sa Béatitude a été sensible à toutes les marques d'honneur que lui a prodiguées la république de Venise. Donnez-en aussitôt l'assurance à M. l'ambassadeur <sup>2</sup>. »

Cobenl ne tarda pas à envoyer un exprès avertir sa cour de l'itinéraire arrêté. On serait à Adelsberg le 15 <sup>3</sup>, à Laybach le 16 <sup>4</sup>, à Cilla le 17, à Marpurge le 18, à Gratz le 19 <sup>5</sup> et enfin le 20 à Bruck. On laissait à Sa Majesté le soin de fixer les deux dernières étapes, comme elle le jugerait à propos. Il semblait probable que Joseph, sans tenir compte des prescriptions des médecins qui lui défendaient de sortir à cause d'une fluxion d'yeux assez grave, irait avec son frère, l'archiduc Maximilien, attendre Pie VI à Bruck, le détournerait un peu de sa route pour le faire passer, avant d'arriver à la capitale, par le sanctuaire de Mariacell.

L'archiduchesse Marianne, après en avoir obtenu la permission de son frère l'empereur, ainsi que l'exige l'étiquette des cours, se rend de Clagenfurt à Cilla, où elle doit rencontrer le pape le 17. Migazzi, archevêque de Vienne, et l'évêque de Neustadt, sont sur les confins de leurs diocèses pour y recevoir Sa Sainteté et lui exprimer la joie que leur cause son arrivée. L'auditeur, après avoir relaté tous ces détails au secrétaire d'État Pallavicini, ajoute que c'est pour lui une suprême consolation de pouvoir constater *de visu* la sollicitude avec laquelle Sa Majesté surveille tous les préparatifs afin que rien ne manque au palais qu'il destine au pape <sup>6</sup>. Les ambassadeurs de Venise,

<sup>1</sup> Le pape ne faisait qu'un repas par jour, et ce repas avait lieu vers huit heures du soir (*Storia del viaggio*.)

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>3</sup> Il y rencontra Inzaghi, évêque de Trieste.

<sup>4</sup> Le pape descendit au palais de l'Ordre teutonique. Il y rencontra de Scrottenbach, évêque de Lavant, Herberstein, évêque de Laybach.

<sup>5</sup> Il descendit au monastère de Saint-Lambert de l'ordre des Cisterciens. Il y rencontra Mgr d'Arco, évêque de Ségovie, et le comte Pozthazky, maire de la ville.

<sup>6</sup> Arch. Vat. Vienna. Dispac. di Mgr Nunzio.... 18 mars 1782.

d'Espagne, de Portugal et de Sardaigne vont aller au-devant de Pie VI jusqu'à Neustadt et partiront le 20 mars. L'ambassadeur de France ne se joindra probablement pas à eux, car il est encore malade de la goutte. Quant à l'auditeur de la nonciature, il ne dépassera pas Schottwien <sup>1</sup>.

Le pape est arrivé jeudi 21 mars, dans la soirée, au château du comte de Wurmbrand, à Stuppach, dernière station avant Vienne, à quatre postes et demie de cette ville. Il a été reçu par le cardinal Migazzi et par plusieurs ambassadeurs accrédités près la cour d'Autriche. Il a voulu converser en particulier avec l'ambassadeur de Venise, Foscari; il l'a embrassé, — c'est lui, Foscari, qui le dit, — il l'a fait asseoir près de lui et lui a parlé avec enthousiasme de la manière dont l'a accueilli la république vénitienne. Aussi garde-t-il une reconnaissance profonde aux procureurs Marius et Contarini !

Sous l'empire de ce sentiment, il avait aussitôt écrit à Rome, à son neveu, le chargeant d'aller chez Zulian, l'ambassadeur près le Saint-Siège, lui exprimer sa vive gratitude.

Il a ajouté, continue toujours Foscari : « Tout le monde catholique voit la grandeur de mon sacrifice ; il est proportionné à la somme des maux et des dangers que j'ai l'obligation d'empêcher par tous les moyens possibles. Quoi qu'il advienne, je serai à l'abri de tout remords ; et, le premier, j'adorerai la volonté de Dieu. » Après ces paroles, le pape, ayant embrassé de nouveau l'ambassadeur, le congédie <sup>2</sup>.

Le 23, Pie VI part pour Neustadt vers huit heures et demie du matin. Joseph y était arrivé la veille en compagnie de son frère Maximilien, et il serait allé plus loin encore au-devant du pape sans les avis impératifs des médecins qui lui objectaient sa fluxion d'yeux.

Sur le point de quitter Vienne, l'empereur avait signé, afin qu'on la publiât tout de suite, une ordonnance du grand maréchal de la cour réglant les derniers dispositifs pour la réception du

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Dépêches des 16 et 19 mars 1782.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n° 283. Senato III (secreta). Correspondance de Sébastien Foscari, ambassadeur de Venise, avec sa cour. Il est permis de douter fortement de la véracité de l'ambassadeur. De tels épanchements n'étaient pas dans les habitudes du Saint-Père. Il suffit qu'on compare cette dépêche avec celle que Foscari envoya après l'audience du pape pour qu'on mette en suspicion le personnage qui les écrit.

Saint-Père <sup>1</sup>. Les chevaux furent changés à Schottwien, près de Neukirken, et l'on continua la route.

A un peu plus de cinq milles de Neustadt, les deux souverains se rencontrèrent; il était environ une heure et demie du soir. Pie VI et Joseph II mirent ensemble pied à terre et se donnèrent mutuellement les marques de l'affection la plus cordiale <sup>2</sup>. L'empereur fit monter le pape dans son carrosse, l'obligeant à prendre la première place, et ils poursuivirent ainsi jusqu'à Vienne au milieu d'une foule innombrable que Sa Sainteté ne cessait de bénir, sur les instances de l'empereur. L'archiduc Maximilien suivait par derrière, accompagné du grand écuyer, dans un carrosse de la cour. On ne s'arrêta que quelques instants à Neustadt pour visiter l'académie militaire. A deux milles environ de Vienne, la foule devint si compacte que le cortège dut momentanément interrompre la marche. Un détachement des deux gardes-nobles, — garde hongroise et garde gallicienne, — escortait à cheval le carrosse des souverains jusqu'au palais impérial, où se trouvaient déjà réunis, par ordre de l'empereur, les ministres, les conseillers d'État, les chambellans et toute la noblesse. Joseph II, en descendant de voiture, présenta son ministre Kaunitz au pape, qui lui adressa quelques paroles de compliments et lui donna sa main à baiser <sup>3</sup>. Il conduisit ensuite son hôte aux magnifiques appartements qu'il lui destinait et ouvrit la porte de la tribune qui correspondait à l'une des deux chapelles de la cour, sous le vocable de saint Joseph. Le saint Sacrement y avait été exposé dès le matin. A l'entrée du pape, on entonna le *Te Deum*, dont le chant fut suivi de la bénédiction

<sup>1</sup> *Loc. cit.* Voici ce document écrit en français; nous le reproduisons tel quel : « Ordonnance du grand maréchal de la cour en conséquence des ordres de Sa Majesté Impériale. Joseph II, etc.... » Sa Sainteté, en retournant de Neustadt dans la voiture avec Sa Majesté, sera reçue à la statue dite Spinnerrinn (la Fileuse), hors des lignes par quatre gardes hongroises et quatre gardes galliciennes, et accompagnée jusque dans le palais. Et quoique Sa Sainteté sera le mieux gardée par notre respect et amour filial, il y aura trois différentes gardes devant l'antichambre sur le même pied, comme devant l'antichambre de l'Empereur, relevée la nuit par une garde à pied. Quand il plaira à Sa Sainteté de sortir, elle sera accompagnée par deux gardes hongroises et deux galliciennes : tant qu'elle sera en voiture, ses gardes seront à cheval, et quand Sa Sainteté mettra pied à terre, elles descendront pour l'accompagner à pied. » (Arch. Imp. Vien.)

<sup>2</sup> Maximilien baisa la main du pape.

<sup>3</sup> On arriva à Vienne le vendredi 22 mars, à 3 heures 1/2 du soir.



solennelle; puis Sa Sainteté se retira dans ses appartements pour y prendre du repos.

L'empereur a réglé lui-même tout ce qui concerne le service du pape. Le grand chambellan se présentera au moins deux fois par jour pour recevoir les ordres de Sa Sainteté. Il y aura toujours dans l'antichambre un chambellan de service pour introduire ceux à qui le Saint-Père donnera audience. Trois gardes d'honneur, — gardes du corps, gardes hongroises et gardes galliciennes, — y veilleront perpétuellement, comme cela se pratique pour Sa Majesté. Tous les familiers sont logés au palais impérial, dans des appartements à proximité de ceux du pape, et on a mis à leur disposition des voitures et des serviteurs. Sa Majesté, aussi bien que l'archiduc Maximilien, ont pour leur hôte les plus délicates attentions. « Le Saint-Père a daigné, depuis son arrivée dans cette capitale, admettre auprès de sa personne le cardinal primat de Hongrie, le cardinal-évêque de Passau, les ministres d'État, les ambassadeurs et ministres des cours étrangères. Plusieurs membres du haut clergé et de la haute noblesse ont de même eu l'honneur d'être admis chez Sa Sainteté <sup>1</sup>. »

L'ambassadeur de Venise s'est présenté pour la seconde fois; il a conversé plus d'une demi-heure avec le pape.

Le baron de Breteuil, l'ambassadeur de France à Vienne, a profité du premier moment de répit que lui laisse sa goutte pour aller visiter Pie VI. Il rend compte de la façon suivante au cardinal de Bernis de l'audience qu'il a eue.

« J'ai fait, lui écrit-il, l'effort de sortir le 23, à midi, pour aller rendre mes respects à Sa Sainteté. Je ne puis assez vous dire combien j'ai été charmé de ses manières et de ses discours, ainsi que de la bonté particulière avec laquelle j'en ai été reçu. Il m'a prié de vous dire mille choses de sa part, lorsque je vous écrirais, et il m'a parlé de Votre Éminence dans des termes conformes à tous mes sentiments. Le pape m'a dit qu'il voulait que je vinsse le voir pendant son séjour sans cérémonie. Tout le monde est enchanté de son air de noblesse, de modestie et d'affabilité <sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> *Gazette de Vienne*, n° 25.

<sup>2</sup> Arch. Vat. Biglietti del Ministro di Francia, D. 1489. Le cardinal de Bernis fit part de cette lettre au secrétaire d'État dans le billet suivant :

« Je reçois par le directeur de la poste de Milan une lettre de M. le baron de Breteuil, en date du 25 mars, qui a été apportée par un courrier extraor-

T. LV. 1<sup>er</sup> AVRIL 1894.

31

Samedi, 23, le pape fit sa première visite à S. M. l'empereur et à S. A. R. Mgr l'archiduc Maximilien. Le dimanche, 24, Sa Sainteté célébra la messe dans la chapelle de la chambre; elle donna ensuite audience <sup>1</sup>.

Le lundi 25 mars, jour de l'Annonciation, Pie VI désire célébrer le saint sacrifice dans l'église des Capucins, dont la crypte a été choisie pour lieu de sépulture de la famille royale, il y a environ deux siècles. C'est la première sortie qu'il fait depuis son arrivée à Vienne. Un carrosse à six chevaux est mis à sa disposition; deux autres contiennent sa suite. En tête, un piquet de cavalerie, avec un prélat qui porte la croix papale, ouvre la marche. Marcucci et Contesini lui servent d'assistants. Après la messe célébrée à l'autel de la Sainte-Vierge, le pape assista à celle de son confesseur, Mgr Ponzetti. « Peu après, il descendit aux tombeaux de la maison impériale et fit ses prières devant celui de feu l'impératrice Marie-Thérèse; enfin le Saint-Père voulut bien condescendre aux instances des dames de la haute noblesse; il se rendit au réfectoire du couvent, où il les admit au baisement du pied; la même faveur fut ensuite accordée aux RR. PP. Capucins. A la rentrée dans les appartements du palais, Sa Sainteté donna audience <sup>2</sup>.

Le nonce, qui envoie le jour même au secrétaire d'État le récit circonstancié de la cérémonie, ajoute :

« La précieuse santé de Sa Béatitude s'est maintenue et se maintient encore dans l'état le plus florissant, malgré les incommodités inhérentes à un voyage aussi long, accompli à travers les neiges, dans la saison la plus rigoureuse. Je ne dirai rien de la vénération et de l'amour que lui concilient universellement son zèle, sa piété, ses manières affables, parce que sa modestie a encore imposé, sur ce point, à tous ceux qui ont l'honneur de le servir, le plus rigoureux silence. Qu'il me soit permis seulement, à moi qui en ai recueilli le

dinnaire que le pape a vraisemblablement dépêché à Votre Eminence. Je crois lui faire plaisir en lui communiquant un article de la lettre de notre ambassadeur à Vienne. (Suit la lettre ci-dessus.) Puis le cardinal ajoute : « Tel est, mot à mot, l'article de la lettre de M. le baron de Breteuil, à laquelle je compte répondre demain par la poste de Milan, à moins que Votre Eminence ne renvoyât promptement le courrier extraordinaire. J'ai l'honneur de lui offrir l'hommage de mon tendre et fidèle respect. LE CARD. DE BERNIS. A Rome, le 5 avril 1782 (billet autographe).

<sup>1</sup> *Gazette de Vienne*, n° 25.

<sup>2</sup> *Gazette de Vienne*, n° 25.

témoignage pendant ce long voyage, de vous affirmer que j'en ai éprouvé la plus grande consolation et que c'est pour moi une compensation des peines et des angoisses que j'avais précédemment subies. Fasse le ciel que sa vertu soit récompensée ! »

Cependant Pie VI avait de longs entretiens avec Joseph, et chaque jour les deux souverains passaient plusieurs heures à converser familièrement ensemble. Joseph a quarante et un ans. Il veut le bien de ses sujets et n'autorise les réformes que dans des vues qu'il croit d'intérêt général. Il prie donc le pape de lui indiquer jusqu'où s'étendent les droits de l'Église et comment il les pourrait concilier avec les devoirs de la souveraineté civile. Pie VI l'écoute parler. Il apprécie sans doute les bonnes intentions qui le guident dans sa conduite, mais il se rend facilement compte des préjugés dont le prince a été imbu, dès sa jeunesse, par des ministres philosophes qui abusent de sa faiblesse et lui font commettre des fautes politiques capables de compromettre la dignité de sa couronne et jusqu'à sa propre sécurité. Sa Sainteté, avec le prestige qui s'attache au caractère pontifical et l'autorité qu'elle lui donnent sessoixante-cinq ans, n'aurait pas eu trop de peine à convaincre pratiquement l'empereur, si Kaunitz et Cobenzl n'étaient venus perpétuellement à la traverse. L'un et l'autre ont à cœur d'assurer le succès de leurs idées personnelles. Ils cherchent d'abord à prévenir Sa Majesté, puis à détruire, après coup, les impressions que la parole du pape ne pouvait manquer de faire dans l'âme du souverain.

C'est une influence exercée adroitement sur Joseph et d'autant plus dangereuse pour lui qu'il n'en a peut-être pas parfaitement conscience. S'il l'avait d'ailleurs soupçonnée, aurait-il eu assez de simplicité pour s'en faire l'aveu à lui-même et assez de courage pour s'en affranchir ? La chose paraît plus que douteuse, engagé qu'il est vis-à-vis de ministres que son insuffisance lui rend nécessaires. Ces ministres ont, ils le savent, le secret de l'aveugler en flattant son amour-propre et en exaltant son orgueil par la perspective qu'ils font sans cesse miroiter devant lui, que, s'il poursuit fermement son plan de réformes, il immortalisera à la fois son règne et son nom.

Il semble intéressant, pour éclairer un peu l'histoire de ce

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Le nonce au secrétaire d'Etat, 25 mars 1782.

fameux voyage sur lequel on a porté tant de jugements contradictoires, de relever certaines lettres de Kaunitz et de Cobenzl à l'empereur. Elles ont un caractère qui, à défaut de la certitude historique absolue, peut néanmoins permettre d'étayer une opinion plausible, et même probable, sur le succès ou l'insuccès du voyage, particulièrement sur les causes qui déterminèrent l'une ou l'autre de ces deux alternatives.

Cinq jours avant l'arrivée du pape et lorsque Cobenzl est allé le rejoindre pour l'accompagner à la capitale, Kaunitz envoie à l'empereur, avec un mémoire, une lettre dans laquelle une certaine forme respectueuse voile mal le caractère impératif qui en fait le fond.

« Vienne, le 19 mars 1782.

« Pour épargner à Votre Majesté, autant qu'il peut dépendre de moi, de la peine et de l'ennui, j'ai imaginé le papier ci-joint qui contient, ce me semble, malgré sa précision, avec beaucoup de modération, avec dignité et sans compromettre Votre Majesté, des choses si raisonnables et si incontestables qu'elles devraient persuader, si tant est que l'on ait affaire à un homme sensé et qui soit de bonne foi.

« Si Votre Majesté trouvait bon d'en faire usage, je pourrais, si elle l'aimait mieux, le réduire en forme de billet amical qu'elle adresserait au Saint-Père, ou bien elle pourrait *même* le lui communiquer tel qu'il est de la main à la main, et en ce cas il n'y aurait rien d'autre à lui donner; et la seule observation qui me reste à ajouter, c'est que, si tant est que Votre Majesté trouvât bon d'en faire usage de l'une ou de l'autre manière, je la *prierai* de vouloir bien n'y rien ajouter et n'en rien ôter, parce que j'ai si mûrement pesé tout ce que j'y ai mis et ce que j'ai cru ne point devoir y mettre, que je pense que ni l'un ni l'autre ne pourrait se faire sans altérer tout l'esprit de la chose.

« Quelle que puisse être néanmoins la détermination de Votre Majesté, je me flatte qu'elle n'en agréera pas moins avec bonté cette nouvelle preuve de ma bonne volonté et de mon attachement pour sa personne. »

La lettre de Kaunitz à Joseph est suivie d'un long mémoire <sup>1</sup> où sont énumérés cinq chefs d'attaque, seules difficultés que le pape puisse faire au système de réforme de l'empereur, avec les réponses qu'il convient d'y donner et que le ministre lui suggère.

<sup>1</sup> Le mémoire ms. a sept pages et porte la date du 22 mars.

On lui reprochera : 1° d'avoir décrété l'indépendance des ordres religieux, de leurs généraux, lorsque ceux-ci résident en dehors de l'Autriche.

— Or, il est facile de répondre qu'il ne peut accorder que des religieux de son empire soient sous la dépendance de généraux étrangers, parce que cette concession a pour effet d'occasionner l'extraction de beaucoup d'argent hors du pays, au détriment de la fortune publique.

On se plaindra : 2° qu'il a aboli l'exemption des religieux de l'autorité des évêques diocésains.

— Mais c'est dans l'intérêt de la religion et de l'ordre disciplinaire.

On lui fera un grief : 3° d'avoir soumis les actes du chef de l'Église au *placet* royal.

— N'est-ce pas son droit, pourra-t-il répondre, de connaître d'abord les ordonnances qui concernent ses sujets et les prescriptions qu'on leur impose, afin de juger de leur opportunité ?

On lui demandera compte : 4° d'avoir supprimé certains ordres religieux contemplatifs.

— Il a agi ainsi à bon escient, parce que ces ordres sont à la charge de la société, sans compensation pour elle. D'ailleurs, ils appartiennent au corps civil et, comme tels, peuvent être dissous par le souverain qui les a créés.

On lui reprochera enfin : 5° d'avoir édicté un arrêt de tolérance favorable à la religion protestante et au schisme grec.

— Or, pouvait-il prendre une autre mesure, en bonne et sage politique ? Il a dans ses États des fidèles de ces différentes religions qui s'en iront servir des princes étrangers, si leur propre souverain leur refuse le libre exercice du culte qu'ils professent. L'histoire prouve qu'un pareil refus a eu parfois de fâcheuses conséquences. Son édit de tolérance sera donc un moyen efficace de lui assurer la fidélité de tous ses sujets à quelque culte qu'ils appartiennent ; il obligera le clergé catholique à s'instruire d'avantage, stimulera son zèle, le rendra enfin plus doux et plus conciliant : le Saint-Père doit s'en réjouir plutôt que s'en affliger <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cité par Seb. Brunner (S. D.), *Correspondances intimes de l'Empereur Joseph II*. Mayence, 1871.

Après lecture de ce mémoire, Joseph répond à Kaunitz en s'inspirant des conseils que lui donne Cobenzl, auquel il raconte par le détail tout ce qui se passe entre le pape et lui :

« Je vous suis fort obligé, mon prince, pour les réflexions que vous m'avez envoyées. J'en ferai usage selon les occurrences, mais il me paraît qu'il ne serait pas convenable d'entrer dans aucune justification, ni particulière, ni générale, avant que le Saint-Père n'ait commencé par s'expliquer.

JOSEPH <sup>1</sup>. »

Une lettre de Cobenzl en date du 28 mars est encore plus significative que celle de Kaunitz. Malgré sa longueur, elle mérite, croyons-nous d'être citée tout entière.

« A l'empereur, le 28 mars 1782.

« Ce que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me dire sur les premières conversations qu'elle a eu (*sic*) avec le pape m'a fait faire quelques réflexions que j'ose mettre sous les yeux de Votre Majesté, uniquement dans l'idée que ces objets étant présentés à votre esprit sous différents aspects, Votre Majesté en tirera des conclusions d'autant plus judicieuses.

« Le Saint-Père, à ce qu'il paraît, veut toucher le cœur de Votre Majesté, montrer une fermeté invincible dans le soutien de ses prétendus droits, faire envisager sa cause comme la cause de la religion, et engager Votre Majesté à faire, par complaisance pour lui et par crainte de s'attirer des embarras, ce que les mauvaises raisons qu'il pourrait alléguer ne sauraient la déterminer à faire, c'est-à-dire à révoquer une bonne partie de ses dispositions ou du moins à en détruire l'effet par des modifications.

« Comme il compte plus sur son éloquence et peut-être sur sa persévérance que sur la force de ses arguments, il semble qu'il veut se borner à des conversations vocales, se flattant qu'elles suffiront pour engager Votre Majesté à des changements effectifs dans ses édits passés et futurs.

« Dans cet état de choses, je sou mets au jugement supérieur de Votre Majesté s'il ne sera pas bon peut-être de déranger son plan en le mettant au pied du mur, en le forçant à dire nettement ce qu'il veut et à soumettre ses raisonnements à l'analyse et à la critique publique, et enfin en lui opposant une fermeté égale à la sienne, à ne laisser subsister aucun des abus qui, sous le masque de la religion, contrarient l'intérêt de l'État.

« A jeu égal, le pape doit toujours perdre parce qu'il n'a pas les

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien.

mêmes moyens que Votre Majesté a de se faire obéir, et parce qu'il doit saisir avec empressement et reconnaissance la plus petite faveur qu'il puisse obtenir, et la faire valoir tant qu'il peut pour ne point s'exposer à être persillé à son retour à Rome, s'il y vient les mains absolument vides <sup>1</sup>.

« Il me semble donc qu'en commençant seulement par les objets qu'il a déjà entamé (*sic*), Votre Majesté pourrait lui faire remettre une feuille contenant en peu de mots les raisons politiques de ses dispositions et les effets qu'elle s'en promet, ajouter qu'elle s'est proposé (*sic*) invinciblement d'obtenir ce but et que si le Saint-Père peut vous proposer d'autres moyens également sûrs pour y parvenir, Votre Majesté les écoutera avec plaisir.

« Ces objets sont :

« 1<sup>o</sup> Le serment des évêques au pape, dans lequel les passages à citer semblent autoriser et même obliger en certains cas les évêques à préférer les intérêts purement temporels de la cour de Rome à ceux de leur patrie, et à contrevenir en matière purement civile et politique aux ordres du souverain par obéissance envers le pape.

« Votre Majesté, bien résolue de ne point laisser subsister un abus qui pourrait causer de grands désordres dans l'État, a ordonné l'alternative, ou que ce serment soit supprimé entièrement, ou que ce qu'il contient de dangereux soit corrigé par le serment à prêter au souverain <sup>2</sup>.

« Si le Saint-Père peut proposer un autre expédient qui opère le même effet, Votre Majesté l'écouterà.

« 2<sup>o</sup> La dispense des vœux religieux.

« Pour le bien de la religion et pour la subsistance des pauvres, Votre Majesté a trouvé nécessaire de former de nouveaux hôpitaux et des écoles publiques. L'État, chargé d'impôts pour tant d'autres besoins, ne peut fournir les fonds pour ces établissements auxquels Votre Majesté s'est déterminé (*sic*) irrévocablement à destiner les biens et les maisons des couvents qu'elle vient d'abolir comme abso-

<sup>1</sup> Voilà une phrase capable de faire connaître le vice-chancelier Cobenzl. Avouons qu'en le chargeant d'accompagner le pape, Joseph avait donné à Pie VI un singulier protecteur !

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien. Voici quelle était la nouvelle formule du serment exigé des évêques d'Autriche : « Moi, N...., évêque de N.... jure par le très saint nom de Dieu et promets à S. M. I. et Roi apostolique, que je serai son sujet et serviteur fidèle tant que je vivrai ; que je m'emploierai à son service et au bien de l'Etat, autant que je le pourrai ; que je ne me prêterai à aucun conseil, dessein ou entreprise qui puisse être préjudiciable à l'un ou à l'autre ; et que si je venais à savoir quelque chose de semblable, j'en instruirais Sa Majesté. Ainsi que Dieu m'aide et ses saints Évangiles, que je touche de mes mains. » (Signature.)

lument inutiles à l'État, aussi bien qu'à la religion, en assignant cependant à chaque religieux une somme viagère suffisante pour vivre aussi et même plus commodément que dans sa communauté. Les communautés étant détruites et par conséquent les vœux, du moins en partie, impossibles à observer, Votre Majesté les suppose annulés *ipso facto*, en laissant cependant à chaque individu pleine liberté de tranquilliser sa conscience en se faisant dispenser, s'il le croit nécessaire, par son évêque diocésain.

« Sa Sainteté ne disconvient pas que des écoles publiques et des hôpitaux sont plus nécessaires que des couvents de contemplation, mais si elle avait quelque proposition à faire pour tranquilliser les consciences des individus relativement à l'observance ou dispense des vœux, sans déranger le plan, Votre Majesté l'écouterait avec plaisir.

« 3<sup>e</sup> Les dispenses en matière matrimoniale.

« Le mariage étant un objet principalement civil et accessoirement religieux <sup>1</sup>, les empêchements participent du même caractère. C'est donc avant tout aux tribunaux séculiers à juger de la nécessité ou utilité d'une dispense; celle-ci étant reconnue, Votre Majesté a pensé que l'évêque diocésain et son consistoire sont à présent, comme ils l'étaient autrefois, plus que suffisants pour juger sur les lieux d'après les sacrés canons de Rome s'il y a ou non des raisons spirituelles qui s'opposent à la dispense, et le Saint-Père a d'autant moins d'intérêt à borner à cet égard les pouvoirs des évêques que toutes les dispenses devant se donner *gratis* d'après le prescrit <sup>2</sup>, la chambre apostolique ne gagne rien au cas. Cependant si le Saint-Père peut prouver qu'il est essentiel à la religion que les dispenses ne se donnent qu'à Rome, il proposera des moyens pour que cela puisse se faire sans que les affaires traînent en longueur. Votre Majesté l'écouterait avec plaisir.

« Comme le pape n'est entré en détail jusqu'ici que sur ces trois objets, je crois qu'il faudrait à présent en rester là et ne passer aux autres sur le même pied que quand il y viendra. Dans tous ces objets il ne sera pas difficile de trouver des modifications qui, sans nuire au fond de la chose, sauvent tout ce qui paraît porter atteinte à la religion, mais c'est au pape à les proposer et à Votre Majesté à juger de ses propositions et à les modifier, de cette façon on en aura toujours meilleur marché que si on le faisait au rebours.

« Le prince Kaunitz a été voir le Saint-Père, mais comme celui-ci n'a pas touché le moins du monde aux matières contestées, leur conversation, quoique assez longue, n'a roulé que sur des objets indiffé-

<sup>1</sup> Singulière doctrine !

<sup>2</sup> Pour rescrit probablement.



rents et absolument étrangers à ces affaires. En tout il paraît que le pape en veut personnellement (*sic*) à Votre Majesté, et qu'il se flatte de l'embarrasser et de l'étourdir au point qu'elle finisse par ordonner à ses ministres d'imaginer et proposer des moyens d'accomodement (*sic*) qu'il puisse ensuite accepter ou rejeter ou modifier à son gré.

« Du 28 mars 1782 <sup>1</sup>. »

Joseph répondit le même jour au vice-chancelier la note suivante :

« Voilà (*sic*) en peu de mots les moyens que j'imagine être les seuls conciliatoires sur les trois objets en question :

« 1<sup>o</sup> Quant au serment des évêques, je proposerai au pape de repasser ma formule et que je repasserai la sienne, et que chacun ensuite réformerait dans celle de l'autre ce qu'il croira ne pas y convenir et pouvoir être susceptible d'abus.

« 2<sup>o</sup> Quant aux dispenses matrimoniales, une ordonnance civile qui défendrait à quelconque de recourir à Rome sans avoir obtenu la permission du souverain, et l'obligation qu'après l'avoir obtenue, ils doivent encore tous s'adresser à l'agent impérial et point à un autre, on serait sûr qu'elles seraient gratis, et le pape devrait s'engager d'étendre l'indult donné aux évêques *pro pauperibus et ignobilibus in 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> gradu etiam pro nobilibus*; par là n'existerait plus la question d'une dispense à Rome, parce que *in 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> gradu inæquali* le souverain se proposerait de ne plus donner la permission, et cette proposition pourrait être très bien colorée et appuyée du concile de Trente et de toutes les autres dispositions formelles de l'Église, qui a voulu la rareté des dispenses <sup>2</sup>.

« 3<sup>o</sup> Quant à la dispense des vœux solennels, il est de fait et de croyance, que s'il n'y a point existé quelque nullité, que ces vœux sont indissolubles, et que le pape même n'en peut point dispenser : ainsi un des quatre choix qu'on a laissés aux religieuses, savoir, de vivre dans le monde en pension chez leurs parents, paraît effectivement contraire et destructif aux vœux (*sic*) d'obéissance, de pauvreté et de vie cloîtrée, qu'elles ont faits. Or donc, l'on pourrait se taire sur cet article, et comme les évêques sans doute ne les dispenseront (pas) <sup>3</sup>, après ce qu'ils ont entendu du pape, de vivre hors d'un autre couvent, il n'y aura qu'à ne pas insister qu'elles en sortent, et cela se donnera de soi-même.

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Romana, c. 81. Philipp. Cobenzl au Kaiser Joseph II. Copié sur les minutes, les originaux n'existant plus. N'a pas été cité par Mgr Séb. Brunner.

<sup>2</sup> Inutile de dire que je copie textuellement.

<sup>3</sup> Le mot *pas* ne se trouve point dans le texte des archives.

« Voilà ce qu'en attendant il m'est venu en idée, parce qu'il faut pourtant éviter que cet homme ne s'en aille d'ici en donnant une protestation solennelle à toutes les cours catholiques de l'Europe et en même temps ne tourne la tête à plusieurs de nos évêques, trouble et inquiète les consciences des âmes timorées et peu instruites, et enfin nous mette dans le cas à ne pas obtenir de bulles et de ne pas pouvoir effectuer la séparation interne des évêchés que je médite, à laquelle sont joints quantité d'autres arrangements, qui tous souffriraient beaucoup de difficultés et nous obligeraient à la fin à des partis extrêmes et fâcheux <sup>1</sup>. »

Cobenzl est bien le familier de Joseph et son conseiller intime. Ayant eu révélation de toutes les confidences échangées entre le pape et l'empereur, il se charge de préserver son maître des prétendus envahissements de la cour romaine et de la diplomatie du pontife. Joseph l'écoute attentivement et ne tarde pas à partager ses idées, soit par habitude et par complaisance, soit, peut-être, par conviction. Il l'écoute au point qu'il se promet de ne plus accorder au Saint-Père que ce qui est nécessaire « pour éviter que cet homme ne s'en aille d'ici en donnant une protestation solennelle à toutes les cours catholiques de l'Europe et en même temps ne tourne la tête à plusieurs.... évêques.... » On peut dire que les rôles sont intervertis et que le souverain est devenu l'homme lige de son sujet ; celui-ci exerce sur celui-là une véritable fascination.

Le 29 mars, Cobenzl, qui soupçonne les scrupules de Joseph, revient à la charge.

« En attendant, écrit-il, que le prince de Kaunitz rende à Votre Majesté son avis sur la petite note que je lui ai communiquée hier, j'ai couché par écrit quelques réflexions qui me sont tombées dans l'esprit et que je supplie Votre Majesté de prendre la patience de lire. La matière est trop délicate et trop importante pour qu'elle ne veuille pas s'exposer au risque de s'ennuyer quelques minutes à lire des choses inutiles.

« La question est, ce me semble, si Votre Majesté doit attendre que le pape lui parle de nouveau sur les mêmes objets, ou bien aller maintenant au-devant de lui, et dans l'un cas (*sic*) comme dans l'autre, s'il vaut mieux continuer des conversations verbales ou s'astreindre à débattre les points par écrit.

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien.

« Dans tous les cas sans doute, il faut soutenir l'intérêt de l'État, ne point s'exposer à la critique de toute l'Europe, qui a les yeux ouverts sur cet événement, et qui est informée de la fermeté avec laquelle Votre Majesté a répondu au pape qu'elle ne changera en rien ses dispositions ; enfin se conduire de façon que le pape voit (*sic*) clairement que si Votre Majesté admet quelques modifications qui ne dérangent en rien son plan, ce sera par complaisance pour lui et nullement par crainte des embarras qu'il pourrait vous susciter, car cela serait d'une très dangereuse conséquence pour la suite.

« D'après cecy, il paraît qu'il ne faudrait plus l'attendre à l'égard des objets sur lesquels il s'est déjà expliqué, mais l'obliger par une petite note à marquer par écrit de quelle manière il voudrait qu'on favorisât (*sic*) ses desseins sans nuire à l'intérêt de l'État.

« Par écrit il ne peut rien hasarder (*sic*) d'absurde ou d'inconséquent sans s'exposer à la critique universelle. Son feu et sa vivacité ne peuvent lui donner quelque avantage que dans les conversations verbales.

« Pour en venir aux trois points en question, il n'est pas douteux, *ad 1<sup>er</sup>*, qu'en réformant quelques termes soit à tous les deux serments des évêques, soit seulement à celui qu'ils prêtent au pape, en abolissant entièrement celui à prêter au souverain, la chose pourrait être accommodée, mais si Votre Majesté en fait la proposition, cela aura toujours l'air d'une démarche que la venue du pape l'oblige à faire, de crainte de se brouiller avec lui, au lieu que si elle attend que le pape fasse la proposition, ce qu'elle accordera sera une condescendance qu'elle témoignera au Saint-Père pour qu'il puisse s'en retourner avec honneur.

« Il en est de même *ad 2<sup>es</sup>* à l'égard des dispenses en matière matrimoniale, dès que Votre Majesté témoignera en général au pape qu'elle pourrait se disposer à permettre quelquefois à ses sujets de recourir à Rome, si les cas étaient rares, point frayeux (*sic*) pour les parties, et point sujets à des longueurs, ce serait lui fournir l'occasion de demander quelques-unes de ces modifications auxquelles Votre Majesté a songé elle-même.

« C'est elle alors qui accorderait par faveur celles qu'elle jugerait le moins sujettes à inconvénient, au lieu que dans le sens contraire, Votre Majesté serait le demandeur, et le pape, le juge.

« Quant à ces modifications mêmes, il me semble que la défense que Votre Majesté pense faire de recourir à Rome, à moins d'en avoir obtenu préalablement la permission, serait, en effet, une révocation de l'édit déjà émané portant une défense absolue sans restriction. Je crois qu'il serait plus de la dignité de Votre Majesté de laisser subsister cet édit tel qu'il est en persistant que les parties s'adressent

exclusivement à l'évêque diocésain, mais en dissimulant si les évêques se feront autoriser par le pape *de casu in casum* à accorder ces dispenses ou s'ils en obtiennent une extension de l'indult général.

« *Ad 3<sup>me</sup>*. Il est sûr que le pape dispense des vœux solennels, du moins de celui d'obéissance et de pauvreté, toute fois qu'il sécularise un moine, ce qui arrive tous les jours; même dispense a été accordée en corps aux cy-devant Jésuites. Le pape ne peut donc pas dire que ces vœux sont absolument indissolubles; n'a-t-on pas permis aussi plus d'une fois à un Teutonique à un Maltais et même à un ecclésiastique constitué dans les ordres majeurs de se marier? Leurs vœux ne sont pourtant pas moins solennels devant Dieu que ceux des moines et des religieuses.

« Aussi tout ce que Votre Majesté pourrait accorder aux instances du pape serait de ne point insister sur la publication d'une dispense générale des vœux, à condition que les évêques ne la refuseront pas en particulier à ceux qui pourront la demander, cas qui sera extrêmement rare, dès que Votre Majesté fait assigner des maisons à ces religieuses qui voudront continuer à vivre en communauté <sup>1</sup>. »

Kaunitz et Cobenzl, on le voit, faisaient bonne garde auprès de Joseph II afin de le prémunir contre les arguments du pape. S'ils avaient été convaincus de l'excellence de leur cause, ils ne seraient point, sans doute, revenus tant de fois à la charge; mais ils avaient peur que, sous l'influence de la vérité, l'empereur ne retournât à ses premiers sentiments et n'abandonnât, en tout ou en partie, tant de plans de réformes si habilement conçus et si savamment élaborés, plans qui avaient déjà reçu un commencement d'exécution et de la généralisation desquels ils attendaient un surcroît de bien-être pour l'État, qu'ils affranchissaient ainsi de la tutelle de l'Église.

Presque tous les jours les deux souverains ont de longs entretiens seul à seul. Ils passent ensemble trois ou quatre heures, et lorsqu'ils se séparent, ils paraissent satisfaits l'un et l'autre <sup>2</sup>. Ils l'étaient très probablement et il semble que cette satisfaction ne pouvait être produite que par une entente commune. Or, si la pratique n'a pas confirmé sur plus d'un point des résultats qui ont dû être acquis au moins provisionnellement et par promesse, est-il téméraire de penser que la faute en est à Kaunitz et

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. *Loc. cit.*

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien., 30 mars 1782.

à Cobenzl, et qu'une grande part de responsabilité doit peser sur les deux ministres, les mauvais génies de l'empereur ?

Cobenzl, en écrivant à Joseph, insistait sur deux choses : il voulait que Sa Majesté astreignît le pape à débattre les points par écrit, et en second lieu qu'elle l'attendît à venir pour n'avoir pas l'air de lui demander, mais bien de lui accorder ce qu'elle jugerait bon parmi les divers objets de sa requête.

C'est sur cette base que s'établirent les différents entretiens que devaient encore avoir ensemble le pape et l'empereur. Le 10 avril Pie VI compose donc un mémoire dont il va donner lecture à Joseph <sup>1</sup>.

« Nous exposons — écrit-il — avec une paternelle confiance, à Votre Majesté, nos sollicitudes pontificales sur quelques-uns des articles au sujet desquels nous connaissons — et cela à notre grande consolation — la rectitude de ses intentions. Nous vous parlons cœur à cœur en dehors de toute formalité politique. L'accomplissement de nos devoirs est l'unique objet de notre voyage, et le motif pour lequel nous nous ouvrons cordialement à vous. »

Après cet exorde simple et affectueux, le Saint-Père demande à l'empereur : de ne pas admettre la tolérance en matière religieuse et de fermer la porte ouverte à l'apostasie ; de laisser à l'Église le soin de condamner les livres pernicieux et d'instruire le clergé, les confesseurs et les curés, de restituer aux évêques la direction de leurs séminaires et le choix des auteurs théologiques.

Sa Majesté doit savoir, continue le pape, que la bulle *Unigenitus* est une bulle dogmatique ; elle ne doit donc pas permettre que les séminaristes l'ignorent ou qu'on leur enseigne des propositions que cette bulle condamne.

Sa Sainteté réclame encore qu'on ne soumette pas au *Placet* royal les jugements dogmatiques de l'Église avant d'en permettre la publication, qu'on ne conteste pas au pape le droit de réserver des cas, qu'on n'oblige pas les évêques à prêter au roi un serment de fidélité dont la formule diffère de celle du pontifical romain.

Le droit du pape d'accorder des dispenses de mariage dans

<sup>1</sup> *Ibid.* A la fin du mémoire, les mots : *Dat. li 10 aprile 1782. Pius PP. VI,* sont de la main du pape.

les degrés prohibés est immémorial. Comment les évêques pourront-ils se persuader qu'ils ont originairement ce droit et en convaincre les fidèles? Est-ce la taxe des dispenses, objecte le Saint-Père, qui détermine Votre Majesté à en agir ainsi? Mais je la prie de considérer combien Rome a eu d'égards pour l'Autriche; quelles petites sommes d'argent le Saint-Siège en a retirées annuellement. D'ailleurs, l'usage qu'elle en fait est la justification même de ce léger tribut, puisque d'une part il répond aux besoins matériels que nécessitent l'existence de l'Eglise et ses divers services dans le monde entier, et que de l'autre il permet de subventionner dans les royaumes catholiques des collèges établis pour la propagation de la foi et l'extension du règne de Jésus-Christ.

Ne faisons pas entrer en ligne de compte les exigences des expéditionnaires royaux; si le chiffre en est exorbitant, Votre Majesté n'a qu'à le régler par une taxe. Dans toute expédition provenant de la Daterie ou d'une autre congrégation, nous exigeons que les cardinaux préfets inscrivent à la fois et le chiffre de la dépense et celui des émoluments qui appartiennent régulièrement à l'agent. Votre Majesté peut s'en rendre compte et empêcher que des abus ne surviennent; rien n'est plus facile qu'un contrôle.

Nous vous supplions, continue le pape, de conserver aux maisons religieuses la possession et l'administration de leurs biens. Si la suppression de ces maisons devenait nécessaire, pourquoi ne pas la faire suivant les règles canoniques? Quant aux religieux des deux sexes dont la plupart des couvents ont été supprimés, permettez qu'ils se réunissent dans une de leurs maisons pour y suivre, jusqu'à la mort, la règle de leur ordre. Nous avons encore l'espoir qu'après vous être pénétré de l'esprit qui a présidé à la création des ordres contemplatifs, vous ne les proscrirez pas tous de votre territoire. Que s'il y a des réformes à faire, nous nous y prêterons volontiers; Votre Majesté n'a qu'à nous les signaler.

Nous voulons également inviter les chefs d'ordre résidant à Rome à nommer des vicaires généraux, munis des facultés nécessaires pour éviter ainsi tous les frais occasionnés par l'entretien d'un *assistant national*, chargé de l'expédition des affaires concernant leurs ordres respectifs. Et pourtant, nous avons

prouvé à Votre Majesté combien légère est cette contribution supportée solidairement par toutes les maisons d'un même Institut. Toutefois nous désirons vivement que les pouvoirs des vicaires généraux cessent lorsqu'un chef d'ordre sera présent dans votre empire.

Pour ce qui regarde les provisions d'évêchés, de canonicats, d'abbayes, de paroisses, de tous les bénéfices en un mot situés dans la Lombardie autrichienne, Votre Majesté sait que nous ne pouvons priver le Saint-Siège d'un pareil droit, ni enlever aux évêques la liberté d'en user comme ils ont coutume. Cependant nous sommes prêts à vous abandonner le quart des revenus de ces collations — excepté ceux qui proviennent de la collation des évêchés et des paroisses — afin que vous en disposiez en faveur d'œuvres pies. Si vous le préférez, nous voulons bien que la nomination aux abbayes, canonicats et bénéfices simples soit faite par mois alternativement par Votre Majesté et par nous.

Tels sont les points sur lesquels nous appelons instamment votre attention. Si vous nous les accordez, comme nous en avons l'espoir, nous en éprouverons une véritable consolation, les gens de bien en seront réjouis, et nous n'aurons qu'à célébrer votre grande piété envers le siège apostolique dont vous êtes le défenseur-né <sup>1</sup>.

Joseph répond au mémoire du Saint-Père par un autre mémoire qui lui est inspiré, comme le seront d'ailleurs tous les autres, par le chancelier Kaunitz. Il dit entre autres choses qu'il ne s'occupe pas des cas de mariage réservés au for intérieur et que ses lois ne sont nullement motivées par une question de taxe, ce qui aurait été de sa part une petitesse <sup>2</sup>.

En supprimant certains ordres religieux, il a laissé quatre alternatives à leurs membres, tant il veut leur témoigner de sollicitude paternelle.

S'il a exclu absolument les ordres contemplatifs, il n'a pas défendu aux religieux de ses États de s'expatrier où bon leur semble pour suivre leur règle dans les nombreuses maisons qu'ils ont dans l'univers.

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>2</sup> Cette assertion se trouve dans les documents que j'ai consultés aux archives impériales de Vienne.... Il est permis d'en douter, pour ne rien dire de plus.

En matière de nomination aux bénéfices, il ne demande qu'une chose : qu'on reconnaisse son droit.

« Rien, ajoute-t-il, ne me paraîtra excessif quand il s'agit de descendre aux désirs de la sacrée, respectable et chère personne de Votre Sainteté. Je lui laisserai pendant toute sa vie la nomination de la moitié, et même de la totalité — si elle le désire — des évêchés, des bénéfices, etc., tant j'ai à cœur de prouver à tout le monde catholique combien je suis ravi et reconnaissant à Votre Majesté (*sic*) de sa paternelle visite et de ses éminentes qualités d'esprit et de cœur.

« Je suis strictement obligé par devoir à faire tout ce qui dépend de moi pour le bien de la religion et de mes États. J'espère que Votre Majesté rendra justice à mes bonnes intentions après m'avoir entendu parler et s'être assurée de la nécessité des mesures que j'ai prises. C'est une immense consolation pour moi et pour tout mon peuple que le souverain pontife nous ait honorés et édifiés par sa présence, mais encore qu'il nous ait dit qu'il était satisfait de l'état de la religion dans ma capitale et dans mes provinces, par où il est passé !... »

Malgré les prétentions contraires de plusieurs écrivains, malintentionnés envers l'Église, il est certain que Pie VI obtint de l'empereur plusieurs concessions importantes. Le serment exigé des évêques ne fut pas maintenu dans les termes de la nouvelle forme prescrite par Joseph, mais on lui substitua celui qu'on avait coutume de prêter en France <sup>2</sup>.

Sa Sainteté accepta de choisir l'élus parmi quatre sujets qui lui seraient proposés par l'empereur pour les évêchés de Lombardie, — l'archevêché de Milan excepté, à cause des privilèges de la ville dans cette nomination. — Les églises prépositurales et paroissiales ainsi que les prébendes qui exigent le concours, d'après le concile de Trente, continuèrent à être conférées selon la pratique observée entre le Saint-Siège et les évêques.

Quant aux abbayes à la disposition du roi, les canonicats et autres bénéfices sans charge d'âmes, Joseph voulait que la collation en fût alternativement réservée à lui ou au pape, selon

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>2</sup> Je..., évêque de..., jure le très saint et sacré nom de Dieu, et promets à Votre Majesté que je lui serai tant que je vivrai fidèle sujet et serviteur ; que je procurerai son service et le bien de son État de tout mon pouvoir ; que je ne me trouverai en aucun conseil, dessein, ni entreprise au préjudice d'icelui, et s'il en vient quelque chose à ma connaissance, je le ferai savoir à S. M. I. chrétienne. Ainsi que Dieu me soit en aide, et les saints Évangiles par moi touchés. » (Signature.)



les mois. Sa Majesté promettait de donner 'la préférence aux noms présentés par le Saint-Père et de ne désigner que des sujets capables de faire honneur à la religion.

Toutefois, la question des dispenses matrimoniales suscita les plus grandes difficultés. Pie VI exigeait que pour les obtenir on eût recours au Saint-Siège ; Joseph s'y opposait. Ce dernier concéda cependant aux évêques, qui ne croiraient pas avoir originairement cette faculté, de la demander à Rome, à la condition expresse que les parties contractantes n'iraient pas nominale-ment devant les congrégations <sup>1</sup>.

Le 17 avril un nouvel entretien eut lieu entre le pape et l'empereur. Pie VI demandait que les provinciaux informassent de leur élection leur général résidant à l'étranger et que celui-ci les déclarât leurs vicaires, et cela, autant de fois qu'un nouveau général ou un nouveau provincial succéderait à l'ancien. Joseph répondit qu'une pareille proposition ne pourrait s'harmoniser avec le plan qu'il avait conçu, plan en vertu duquel il prétendait rompre tous les liens de subordination entre les maisons du même ordre établies en divers autres pays.

« Les provinciaux, ajoutait-il, auront la liberté d'informer de leur élection le général sans lui demander aucune faculté et sans en recevoir aucune de lui. Impossible à moi de rien promettre par écrit à Votre Sainteté sur cet article, parce que je ne dois pas me départir des principes dont je me suis fait une ligne de conduite exacte.

« J'espère que Votre Sainteté reconnaîtra que pour lui donner la plus grande satisfaction possible, je me suis rendu à ses désirs sur la bulle *Unigenitus*, sur le serment des évêques, sur le *placet* royal, sur les dispenses matrimoniales et sur la manière dont les bénéfices de Lombardie seraient conférés, c'est-à-dire par le concours <sup>2</sup>. J'espère que Votre Sainteté voudra bien, de vive voix et par écrit, exhorter le clergé de mes États à remplir parfaitement ses devoirs de catholique et de sujet, et coopérer ainsi avec zèle et sincérité de sentiments à l'exécution des mesures que j'ai prises uniquement pour le bien de la religion et celui des âmes de mon peuple. Sachant que Votre Sainteté est pénétrée des sentiments d'une profonde religion, d'un zèle

<sup>1</sup> *Loc. cit.*

<sup>2</sup> On voit par ce mémoire de Joseph II que le pape obtint quelques avantages fort appréciables. Si plusieurs de ces avantages ne durèrent que peu de temps, il n'en est pas moins vrai qu'ils furent souscrits par l'empereur, et qu'ils sont le résultat du voyage de 1782.

apostolique éclairé et surtout de ses obligations d'état, je la prie de nouveau, pour ma consolation et celle de mon peuple, de nous laisser par écrit, avant son départ, un témoignage public de la satisfaction qu'elle m'a exprimée de vive voix et dans son premier billet, à propos de la situation où elle a trouvé la religion dans cette capitale et dans les provinces qu'elle a honorées de son passage <sup>1</sup>. »

Les entretiens avaient lieu ordinairement dans la matinée; le soir Pie VI donnait audience. Il n'est pas jusqu'aux ministres protestants qui ne se soient crus obligés de le venir saluer et qui n'aient eu à se féliciter de l'accueil affable qu'on leur faisait <sup>2</sup>.

Le nonce de Pologne, Mgr Archetti, écrit le 20 mars au nonce de Vienne, Garampi, son prédécesseur à Varsovie. L'existence continuée des Jésuites en Russie, d'après la volonté expresse de la czarine et avec l'intervention de l'évêque de Mallo, lui cause de continuelles préoccupations. Sachant le Saint-Père relativement si près de lui, il désirerait vivement le venir trouver pour s'entretenir avec lui de cette grave affaire. Le secrétaire d'État et le pape lui-même connaissent son projet.

Le 27 mars, Garampi lui répond :

« Sa Sainteté a extrêmement à cœur de retourner vers le siège où l'appellent ses devoirs apostoliques. Elle a eu pour très agréable la proposition de Votre Seigneurie illustrissime de venir ici personnellement prendre ses ordres au sujet des affaires de Pétersbourg; toutefois elle n'est pas en mesure de l'accepter, attendu qu'il ne lui resterait probablement pas assez de temps pour régler ces affaires. En daignant me charger de vous en remercier affectueusement, elle vous prie de continuer à expédier à Rome, comme par le passé, les importants rapports relatifs à cet article <sup>3</sup>. »

Pie VI avait décidé qu'il quitterait Vienne le 22 avril. Quelques jours auparavant, le prince de Colloredo vint, de la part de l'empereur, proposer au pape pour l'ainé de ses neveux, Louis Braschi-Onesti, le titre de prince de l'empire. Le pape se rendit dans le cabinet de Joseph, le remercia d'abord avec effusion et lui demanda à son tour une autre faveur, celle de refuser l'insigne distinction qu'il lui offrait pour un membre de sa famille, afin

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. (Entretien du 17 avril). Le pape donna ce témoignage public que désirait l'empereur dans le discours consistorial du 19 avril.

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>3</sup> Arch. Vat. Cifre di Mgr Nunzio di Polon. al Secret. di Stato. 6 aprile 1782.

qu'on ne pût prétexter que son voyage avait eu pour motif une pensée d'ambition et qu'on ne pût l'accuser de népotisme. Joseph comprit les raisons du refus et n'insista pas <sup>1</sup>.

Le jour du départ arrivé, le pape et l'empereur se rendirent ensemble jusqu'au sanctuaire de Mariabrunn, à six milles de Vienne. Ils mirent pied à terre, prièrent tous deux devant l'image vénérée de la Vierge et prirent congé l'un de l'autre <sup>2</sup>. Joseph voulut s'agenouiller aux pieds du pontife, qui le retint et l'embrassa affectueusement. Il accompagna ensuite le Saint-Père jusqu'à son carrosse et ne s'éloigna qu'après le départ de son hôte sur la route qui conduit au monastère de Melck. Il avait chargé le vice-chancelier Cobenzl de l'escorter encore au retour, tant qu'il serait sur le territoire autrichien <sup>3</sup>.

Le 22 au soir, Pie VI arriva au couvent des Bénédictins de Melck, où il fut reçu par le cardinal Migazzi. Le nonce Garampi l'accompagnait. Ce dernier avait promis d'envoyer chaque jour à l'abbé Caleppi, son auditeur, des nouvelles du voyage, afin que le secrétaire d'État à son tour fût informé de l'état de santé du pape.

<sup>1</sup> Toutefois Joseph II n'arrêta pas le cours de ses libéralités vis-à-vis des prélats qui avaient bien mérité à l'occasion du voyage de Pie VI. Il chargea le cardinal Batthyani de remettre la croix de Saint-Étienne à l'archevêque de Cologne et nomma l'évêque d'Erlau grand-croix du même ordre (Arch. Imp. Vien. Dépêche du 24 avril, n° 283. Senato III [secretaj]).

<sup>2</sup> Joseph II ordonna à l'abbé des monastères de Mariabrunn de consigner cet événement dans les archives du couvent. En outre, il fit graver en latin et en allemand l'inscription suivante :

Pius VI . P . M .  
 ET . JOSEPHUS . II . R . I . SEMP . AUGUS .  
 CUM . Maximiliano . Austriæ . Archiduce .  
 TAUMATURGA . Fontanensi . Devote . Salutata .  
 HINC . Tenerrimos . Inter . Amplexus .  
 EXCITIS . Adstantium . Lacrymis .  
 SIBI . Invicem . Vale . Dixerunt .  
 X . CALEND . Majas . Anno . MDCCLXXXII .

Joseph Gherli, le même architecte qui, précédemment, avait construit le palais de la nonciature, fut chargé de l'inscription. L'inauguration du monument, qui se fit solennellement avec messe en musique et chant du *Te Deum*, au milieu d'un grand concours de peuple, fut retardée jusqu'au 30 octobre à cause de la mauvaise volonté de la censure, qui refusait d'approuver l'inscription, sous prétexte qu'elle n'était chargée que de la surveillance des imprimés et non de celle des inscriptions lapidaires. L'architecte, ennuyé de ces délais, eut recours à Sa Majesté, qui leva toute difficulté. (Arch. Vat. Nunziat. di Vien., 19 novembre 1782.)

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien.

« J'ai eu de Melk — écrivait Caleppi à Pallavicini — les meilleures nouvelles du voyage du Saint-Père. Il y est arrivé le 22 a soir, et j'espère que demain soir il sera à Munich. Le comte Streinberg, chambellan de S. M. I., doit partir cette nuit pour Inspruck, afin de complimenter Sa Sainteté sitôt son arrivée en Bavière. Il l'accompagnera jusqu'aux frontières, de par l'ordre de l'empereur <sup>1</sup>. »

Arrivé sur les bords de l'Enns, rivière qui sert de confins aux États autrichiens, le comte de Cobenzl prit congé du Saint-Père. Pie VI lui exprima sa vive gratitude pour les délicates attentions dont il l'avait comblé, et lui remit à l'adresse de l'empereur Joseph une lettre conçue en ces termes :

« MAJESTÉ,

« Le retour du comte Cobenzl à votre capitale ne nous exempte pas de présenter de nouveau à Votre Majesté impériale nos remerciements les plus vifs, les plus sincères et les plus reconnaissants pour les libéralités inexprimables et les honneurs dont vous nous avez comblé depuis le jour où nous avons mis le pied dans vos États jusqu'à celui où nous en sommes sorti. Parmi les nombreux égards que vous avez eus pour nous, nous mentionnons spécialement celui de nous avoir fait accompagner par ce digne chevalier qui, du premier jour au dernier, nous a témoigné la plus grande complaisance.

« Nous annonçons à Votre Majesté que l'Électeur de Trèves, après nous avoir écrit à Vienne, lorsque nous en étions déjà parti, pour nous inviter d'aller à Augsbourg, nous a fait, hier au soir, à Rid, des instances dans ce but, par l'organe de son suffragant <sup>2</sup>. Il allègue, qu'étant donné le grand nombre des protestants résidant en cette ville, il croit avantageux pour eux de leur procurer le spectacle de la religieuse dévotion que les catholiques ne manqueront pas de pratiquer vis-à-vis de nous dans ces conjonctures. A l'exposé de pareils motifs, nous n'avons pas cru pouvoir nous dispenser de lui donner satisfaction et nous avons un peu modifié les dispositions que nous avions d'abord prises.

« Votre Majesté nous comblerait de joie si elle voulait bien nous continuer son inestimable bienveillance et si, tout en promulguant son nouveau décret sur l'usage de la bulle *Unigenitus*, elle daignait ajouter que non seulement on en fera mention dans les écoles, mais qu'on en expliquera le contenu, limitant la prohibition de parler pour ou contre aux argumentations et aux séances publiques afin de ne

<sup>1</sup> Arch. Vat. *Nunzial. di Vienna*, 25 aprile 1782.

<sup>2</sup> Mgr Unghelter.

pas pousser dans la voie du scandale les partis opposés. Si — outre ce décret particulier que Votre Majesté, dans la dernière soirée que nous avons passée auprès d'elle, a déclaré être déterminée à édicter — si, disons-nous, Votre Majesté consentait à appuyer de ses observations les demandes qui lui ont été faites dans les premières et les dernières feuilles que nous avons eu l'honneur de lui présenter, elle nous donnerait parfaite satisfaction et nous en serions souverainement honoré. Nous mettons toute notre confiance dans votre sentiment religieux et votre haute intelligence, et sans vous importuner davantage, nous donnons de tout cœur à Votre Majesté notre paternelle et apostolique bénédiction.

« De Braunau, le 25 avril 1782, huitième année de notre pontificat <sup>1</sup>. »

Pie VI traversa de nouveau ses États et arriva bientôt aux portes de Rome. Le 13 juin, il quitte Castellana, s'arrête à peine à Rignano et arrive à Ponte Molle, où l'attendent le cardinal Léonard Antonelli, sa première créature, le doyen du sacré collège, l'éminentissime Albani, et le marquis Massimi.

Bien qu'il ait défendu qu'on lui fasse aucune fête, il ne peut toutefois empêcher le peuple d'accourir en foule sur son passage, de l'acclamer avec enthousiasme <sup>2</sup>, au point qu'il peut à grand-peine avancer avec sa voiture, dans laquelle il a pris avec lui les deux cardinaux venus à sa rencontre. Le son de toutes les cloches et l'artillerie annoncent le retour du pape. Il se rend à la basilique vaticane par la voie la plus directe. L'archiprêtre, cardinal duc d'York, est là pour le recevoir. Le pontife l'embrasse, mais il est si fatigué qu'il contremande le *Te Deum* d'actions de grâces pour son heureux retour <sup>3</sup>. La municipalité le fera chanter plus tard dans l'église de l'*Ara cœli*, près du Capitole <sup>4</sup>. Les cardinaux avaient été convoqués au Vatican et plusieurs d'entre eux attendaient Pie VI dans la salle ducale <sup>5</sup>;

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien.

<sup>2</sup> Le mot enthousiasme est de l'abbé Brunati ; partant, il doit être vrai.

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien., 19 juin.

<sup>4</sup> *Ibid* L'abate Brunati a Kaunitz. 15 giugno.

<sup>5</sup> *Ibid*. Correspondance d'Herzan à sa cour, 19 juin 1782 : «.... Le cardinal camerlingue envoya un billet pour convoquer les autres cardinaux au Vatican à l'arrivée du Saint-Père. Le cardinal doyen en a été offensé, disant que cette mesure lui appartenait, de sorte qu'il n'y a eu que les cardinaux : camerlingue, Colonna, Boschi, Gerdil et Mattei (tous affectionnés à la compagnie éteinte) qui sont allés attendre Sa Sainteté dans la salle ducale. Sa Sainteté les a embrassés.... »

le pape les embrassa avec effusion et, après les compliments d'usage, il se retira dans ses appartements privés <sup>1</sup>. Malgré que le pape eût demandé qu'on ne fit aucune fête publique à son sujet, néanmoins, le cardinal de Bernis illumina son palais le soir de l'arrivée du Saint-Père <sup>2</sup>, et les autres ambassadeurs, ainsi qu'un grand nombre de particuliers, imitèrent son exemple.

Trois mois plus tard, lorsqu'il sera remis de ses fatigues, Pie VI réunira les cardinaux dans un consistoire secret pour leur faire part de son voyage et des résultats qu'il en attend <sup>3</sup>. « Tous les jours, leur dit-il dans l'allocution consistoriale, nous nous sommes abouché avec l'empereur, et nos entretiens, bien qu'amicaux, n'en ont pas été moins animés. Chaque chose a été dite avec liberté et franchise, et dans nos discours nous n'avons eu en vue que nos devoirs apostoliques. Nous lui avons parlé des droits de la religion et il nous a écouté attentivement. La haute intelligence de Joseph, son affection pour nous, nous ont fait espérer que nous retirerions de ce voyage de grands avantages et notre confiance n'a pas été vaine. Nous avons obtenu de sa justice certaines choses importantes, comme il résulte des actes qu'il a publiés. Si nous n'avons pas eu tous les résultats que nous désirions, au moins sommes-nous revenu avec l'espérance de les voir se réaliser un jour <sup>4</sup>.... »

Le pape put croire un moment que l'empereur donnerait satisfaction à ses désirs en rapportant certaines mesures qui violaient manifestement les droits de l'Église. Ainsi le nonce, dans une dépêche au secrétaire d'État, annonçait une modification à la loi du *placet* royal. « Sa Majesté, écrivait-il, par un décret du 23 juillet 1782, a gracieusement accordé que pour les pièces qui viennent de la Pénitencerie romaine, et seulement au for intérieur quand il y a péril pour le retard ou danger de diffamation des personnes, il ne sera pas nécessaire de réclamer le

<sup>1</sup> Dans l'antichambre, le pape trouva les cardinaux Pallavicini, secrétaire d'État; Conti, secrétaire des Brefs; Negroni, prodataire, et J.-B. Rezzonico, prosecretaire des Mémoires.

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien. *Rome Z*. L'abate Brunati a Kaunitz. Dép. du 12 juin 1782.

<sup>3</sup> Consistoire du 23 septembre 1782. Une médaille commémorative fut frappée à cette occasion.

<sup>4</sup> *Recueil des Actes concernant le voyage de N. T. S. P. le pape Pie VI à Vienne*, fol. 61.

*placet* royal, contrairement à ce qu'on doit observer pour tous les autres brefs <sup>1</sup>. »

Mais ce décret isolé n'était qu'un faible palliatif à toutes les autres mesures que Joseph prenait journellement contre les ordres religieux, dont il supprimait les couvents et confisquait les biens. Le pape lui écrit, le 3 août, une lettre où il s'autorise de la liberté que lui donne cette intimité réciproque résultant de son séjour à Vienne, pour le prier de ne pas proscrire ainsi les moines dans toute l'étendue du territoire de l'Autriche <sup>2</sup>. Joseph abuse de l'amitié que lui témoigne le pape et lui répond en termes offensants <sup>3</sup>; ce dernier n'a d'autre ressource que celle d'écrire à l'évêque de Goritz <sup>4</sup> et à celui de Constance <sup>5</sup>, pour leur déclarer que ses efforts et ceux du nonce de Vienne demeurent impuissants à vaincre l'obstination du monarque.

Pendant ce temps Joseph multiplie les suppressions et continue ses réformes.

« ....Votre Éminence, écrit le nonce au secrétaire d'État, verra dans la Gazette allemande, numéro 102, qu'on regarde comme décidée la suppression des Augustins déchaussés, des Carmes et des Trinitaires en Lombardie. On ne leur a encore intimé aucun ordre. On craint la suppression des Théatins et des Ermites du bienheureux Pierre de Pise «.... »

Les gazettes prétendirent encore que l'empereur avait ôté au nonce les fonctions ecclésiastiques de la cour pour les confier au cardinal-archevêque de Vienne. Il supprima à la même époque, si l'on en croit la Gazette d'Erlaug <sup>7</sup>, la loi de l'abstinence, ou tout au moins la rendit facultative.

Rien de ce qui touche au culte ne pouvait échapper à sa manie réformatrice. Il régla de quelle sorte on porterait le viatique

<sup>1</sup> Arch. Vat. *Nunziat. di Vien.*

<sup>2</sup> Arch. Imp. Vien. *Tabulæ codicum manu scriptorum*.... Vol. V, n° 6850, 8<sup>a</sup>, vacat. 3, 9-11. Pius VI papa. Lettera all' imperatore dd. Romæ, 3 augusti 1782. Incip. « Prevalendoci di quell' amichevole libertà.... » Expl. «.... la paterna benedizione. »

<sup>3</sup> *Ibid.* Risposta dell' imperatore Giuseppe II in data di 19 agosto 1782. Incip. « Ho l' onore di rispondere.... » Expl. : «.... attaccamento e rispetto » (4-11)».

<sup>4</sup> Arch. Vat. *Epistol. Pii VI ad Princip. et alios.* Lettre (s. d.) à Rodolphe-Joseph, évêque de Goritz.

<sup>5</sup> *Ibid.* *Nunziat. di Vien.* 26 décembre 1782.

<sup>6</sup> *Ibid.* Lettre à Maximilien, évêque de Constance, du 25 août 1782.

<sup>7</sup> *Loc. cit.* *Gazette d'Erlaug*, n° 100, 17 décembre.

aux malades <sup>1</sup>, et sa sollicitude méticuleuse s'étendit jusqu'aux sacristains, auxquels il défendit de sonner les cloches pendant l'orage, de peur qu'ils ne fussent frappés par la foudre <sup>2</sup>.

Il était juste que l'empereur récompensât les deux ministres Kaunitz et Cobenzl du concours qu'ils lui avaient prêté dans la circonstance du voyage pontifical. Kaunitz, lui, étant déjà comblé de toutes les décorations du royaume, fut récompensé dans la personne de son fils, ambassadeur en Espagne. Ce dernier reçut en même temps que Cobenzl la grande croix de Saint-Étienne. Joseph II l'annonce à Kaunitz en ces termes :

« Mon cher prince, venant d'expédier les ordres au chancelier d'Hongrie (*sic*) pour la promotion future de l'ordre de Saint-Étienne, j'ai voulu me donner la satisfaction — car c'en est une bien réelle pour moi que de pouvoir imaginer quelque chose qui vous fasse plaisir — *de vous annoncer* <sup>3</sup> que j'ai donné la grande croix à mon ambassadeur en Espagne, qui, comme fils et comme ministre, la mérite de préférence; en même temps, sachant l'intérêt que vous prenez au comte Philippe Cobentzel, votre chancelier, je vous charge de lui faire savoir qu'il est également nommé grand'croix. Adieu, mon cher prince, ne doutez ni de la justice que je vous rends, ni de l'amitié toute distinguée que je vous ai vouée.

JOSEPH <sup>4</sup>. »

A la réception d'un billet si aimable de l'empereur, Kaunitz se confondit en remerciements :

« Mon fils, lui écrivait-il, doit me savoir bien bon gré de n'avoir pas demandé pour lui la grâce que Votre Majesté vient de lui faire de son propre mouvement. Elle en devient bien plus précieuse (*sic*) et

<sup>1</sup> «.... On dit aussi que le saint Sacrement de l'autel ne serait plus porté chez les malades sous un baldaquin comme à présent, mais qu'on y portera le prêtre dans une chaise à porteurs, sans être précédé de lumières et de cloches et sans aucune suite, et ceux qui ont porté jusqu'ici le baldaquin porteront dorénavant la chaise à porteurs, dont chaque église sera pourvue en nombre suffisant. Ces chaises seront marquées d'une marque particulière qui en annonce l'usage afin que les passants puissent faire place.... » (*Gazette d'Erlaug*, n° 100, 17 septembre 1782).

<sup>2</sup> Arch. Vat. *Nunziat. di Vien.* « Arrêté de Joseph II, du 26 novembre 1783, défendant de sonner les cloches pendant l'orage, à cause des accidents provoqués par l'ébranlement de l'air, ce qui détermine souvent la mort du sonneur. »

<sup>3</sup> Les trois mots soulignés ne sont pas dans le texte, mais je les crois nécessaires à l'intelligence de la phrase.

<sup>4</sup> Arch. Vat. *Nunziat. di Vien.* Copie d'un billet autographe de S. M. l'Empereur au prince de Kaunitz-Rietberg, du 26 octobre 1783.



pour lui et pour moi ; il en sera pénétré de reconnaissance. Je le suis bien vivement de mon côté, et je supplie Votre Majesté de daigner en agréer mes très humbles remerciemens, ainsi que de celle qu'elle a bien voulu y ajouter, en gratifiant en même temps de la grande croix de l'ordre le comte Philippe de Cobenzl que je regarde réellement comme mon fils de même que son cousin Louis. Votre Majesté a voulu mettre le comble à ma satisfaction par l'assurance des sentimens dont elle m'honore à la fin de son gracieux billet. J'en suis pénétré, je tâcherai d'en mériter la continuation et je la supplie de vouloir bien en agréer la très humble protestation <sup>1</sup>. »

Comme conclusion, il paraît certain que le voyage de Vienne fut désagréable à Joseph II et plus encore à ses ministres. Ils mirent tout en œuvre pour en détourner le pape lorsque le projet n'était encore qu'à l'état d'ébauche, et quand il fut décidé, ils ne rougirent pas d'user des moyens les moins avouables pour le faire échouer, en essayant d'amoindrir la majesté pontificale et même de rendre Pie VI ridicule devant la catholicité tout entière.

C'est sans doute à l'instigation de la cour d'Autriche, ou du moins sous ses auspices et sa protection, que parut au commencement de 1782 le fameux livre anonyme : *Qu'est-ce que le pape* <sup>2</sup> ? livre que le nonce attribua d'abord à Jean Prior <sup>3</sup> et qui fut plus tard reconnu pour être l'œuvre d'Eybel.

Eybel était professeur de droit canonique à Vienne. Il avait déjà publié différents ouvrages d'une doctrine hétérodoxe, notamment une *Introduction au droit ecclésiastique* et un livre sur la *Confession auriculaire* <sup>4</sup>. Il pensa, avec raison, qu'en publiant sur le pape un nouvel ouvrage dans l'esprit de ceux qu'il avait déjà donnés, il ne manquerait pas d'être agréable à la cour d'Autriche. Son travail tombe entre les mains du nonce au moment où celui-ci va quitter Vienne pour aller au-devant de Pie VI, déjà arrivé aux portes de la capitale. Ses rapports d'intimité avec Foscarini, l'ambassadeur de Venise, lui permettent de s'en

<sup>1</sup> *Loc. cit.* Réponse autographe du prince de Kaunitz-Rietberg à S. M. l'Empereur, le 26 octobre 1783.

<sup>2</sup> *Quid est papa?*

<sup>3</sup> Arch. Vat. *Nunzial. di Vien.* Dép. du 18 juillet 1782.

<sup>4</sup> L'*Introduction au Droit ecclésiastique* fut condamnée par décret de l'Index en date du 16 février 1784. Le livre sur la confession auriculaire fut condamné par le Bref : *Mediator Dei et hominum*, du 11 novembre 1784.

ouvrir confidentiellement à lui et d'exhaler la surprise que lui a causée la lecture du livre intitulé : « Qu'est-ce que le pape ? » L'auteur se propose manifestement d'amoindrir les prérogatives du souverain pontificat en mettant le pape en équivalence avec les évêques, ne lui accordant sur ceux-ci qu'une simple primauté d'honneur comme les gallicans l'avaient autrefois enseigné. Le pire de tout, ajoutait le nonce, c'est que l'éditeur aurait, paraît-il, reçu secrètement l'*imprimatur* impérial <sup>1</sup>.

Garampi n'ose croire toutefois que Joseph II soit complice d'une telle action ; il préfère en rejeter tout l'odieux sur le tribunal de la censure. « Qui aurait jamais imaginé, écrit-il au Saint-Père dans son indignation, que pendant que Sa Majesté se prépare à vous recevoir avec tant de générosité et d'honneur, il se trouverait un téméraire et obscur pamphlétaire qui publierait, comme il l'a fait ces jours derniers, un livre pour déprécier et discréditer l'autorité pontificale ? Comment surtout la censure royale, qui doit veiller au bon ordre, a-t-elle pu l'autoriser ?... »

En même temps qu'il écrit à Pie VI à propos du livre d'Eybel, Garampi compose à la hâte un mémoire qu'il envoie au palais impérial pour demander qu'on en interdise la vente. Néanmoins et malgré tous ses efforts, il quittera Vienne pour aller au-devant du pape sans avoir reçu une réponse qui le satisfasse <sup>2</sup>.

L'ouvrage anonyme se répandit durant le cours du voyage et pendant le séjour à Vienne. Pie VI ne se hâta pas de le condamner tout d'abord, de peur qu'on ne supposât, s'il l'eût fait, qu'il cédait à un ressentiment personnel plutôt qu'il n'obéissait à la voix du devoir. Cependant, comme malgré les représentations du nonce, le livre avait été réédité et traduit en français, en italien et en grec moderne, le Saint-Père, après quatre années de patiente réserve, se décida enfin à le frapper, et le bref *Super soliditate* parut le 28 novembre 1786.

L'acte émané de la cour de Rome est une revendication magistrale des prérogatives qui appartiennent en propre au siège apostolique. Il affirme non seulement la primauté d'honneur du

<sup>1</sup> Arch. Imp. Vien. Correspondance de Sébastien Foscari, ambassadeur de Venise à sa cour, n° 283. Senato III (secreta), 2 mars 1782.

<sup>2</sup> Arch. Vat. Vienna. *Lettere scritte alla Seg. di Stato.... di N. S.*, 8 marzo 1782.

<sup>3</sup> Arch. Imp. Vien. Dép. du 9 mars (Correspondance de Seb. Foscari avec sa cour....).

souverain pontife sur les évêques, mais il établit encore d'une manière irréfutable sa primauté de juridiction. C'est l'enseignement des Pères de l'Église : Cyprien, Chrysostome, Innocent I<sup>er</sup>, Épiphane, Jérôme, Augustin, Ambroise et Bernard. Les conciles confirment cette doctrine reçue dans tous les siècles chrétiens par l'Église universelle <sup>1</sup>.

Si l'empereur d'Autriche ne put arrêter l'élan irrésistible d'enthousiasme qui portait son peuple vers le pape, ni amoindrir le prestige de la dignité pontificale en laissant circuler librement le livre d'Eybel, du moins n'érigea-t-il, à Vienne, aucun monument de nature à perpétuer le souvenir du voyage de 1782. Dans les appartements de Marie-Thérèse où le Saint-Père demeura un mois entier, dans la chapelle particulière du palais impérial, dans la chapelle publique de la cour, desservie par les Augustins et à laquelle il fit don d'un calice, rien ne rappelle son passage et n'en consacre la mémoire.

Toutefois nous devons ajouter, pour être véridique, que nous avons trouvé dans un coin obscur de l'église des Capucins, un cadre plus que modeste dans lequel on avait tracé à la main l'inscription suivante, qui ne nous a point paru de nature à exciter, par trop d'emphase, les soupçons jaloux de Joseph :

PIUS VI  
PONTIFEX MAXIMUS  
HOC IN ALTARI CÆSARÆ REGIÆ CAPELLÆ  
APUD PATRES CAPUCINOS  
VIENNÆ  
IN NEOFORO  
FERIA 2<sup>a</sup> PALMARUM DIE 25 MARTII ANNO DOMINI  
MDCCLXXXII  
IN FESTO  
ANNUNCIATIONIS B. V. MARIE  
MISSAM CELEBRAVIT

N'est-ce pas à dessein qu'on n'a érigé aucun monument commémoratif d'un voyage dont le résultat ne fut point à la gloire

<sup>1</sup> Bullar. Rom. Bref *Super soliditate*. Le célèbre Mamachi, maître du Sacré Palais, réfuta Eybel dans un travail qui a pour titre : *Pisti Alethini epistolarum ad auctorem anonymum opusculi inscripti : Quid est Papa ?* 2 vol. in-8. Gerdil a écrit une apologie fameuse du Bref *Super soliditate*.

de l'empereur et qui lui laissa peut-être, vers la fin de sa vie, de cruels remords ?

A ceux qui prétendent que le voyage de Vienne fut une humiliation pour la papauté et un échec personnel à Pie VI, nous répondrons qu'ils se trompent.

Le voyage de 1782 ne fut point une humiliation pour la papauté, mais plutôt un triomphe. La piété de Pie VI, sa science doctrinale, son zèle, son activité, sa prudente diplomatie, y éclatent au grand jour.

D'autre part Pie VI n'essuya pas un échec absolu. En effet, et nous le répétons, Joseph II modifia à la demande du pape le serment exigé des évêques et fit des concessions pour la collation de certains bénéfices, collation dont l'empereur avait voulu tout d'abord se réserver exclusivement le monopole. Le souverain pontife ne se flatta-t-il pas d'ailleurs, en plein consistoire, *d'avoir obtenu de la justice du prince certaines choses importantes* ? Or, nous n'avons trouvé sous la plume de Joseph II aucun démenti formel des concessions dont le pape assura avoir reçu la promesse.

Ajoutons que dans le voyage que l'empereur fit à Rome à la fin de 1783 et au commencement de 1784, des lettres qu'il échangea avec Kaunitz prouvent manifestement un accord complet dont les préliminaires se rattachent au voyage de 1782 <sup>1</sup>.

Aussi, lorsque le docteur Forsier, dans la *Revue évangélique allemande* <sup>2</sup>, s'efforce de prouver l'insuccès total des démarches pontificales, il nous permettra d'opposer à ses assertions les archives impériales de Vienne que nous avons citées à chaque page et qui composent le fond même de notre travail. L'histoire ne s'écrit ni avec des dissertations doctrinales lancées à perte de vue, ni avec des récits de gazettes fébronniennes, trop intéressées à humilier la papauté, pour être impartiales.

Nous racontons les faits basés sur des documents authentiques et nous regrettons qu'on n'ait pas cru pouvoir nous permettre de consulter les archives de la nonciature de Vienne ; nos recherches en auraient été plus complètes. Telles qu'elles

<sup>1</sup> *Correspondances intimes de l'empereur Joseph II*. Lettres du 16 novembre 1783, du 8 et du 20 janvier 1784, *passim*.

<sup>2</sup> *Deutsch-evangelische Blätter*, numéro du 7 mai 1889, fol. 307 (Halle).

sont toutefois, elles nous suffisent pour établir que le voyage de 1782 eut des résultats sérieux. Nombre de dépêches diplomatiques portent qu'après chaque entretien, le pape et l'empereur se séparaient fort satisfaits l'un de l'autre <sup>1</sup>. Or, cette satisfaction ne pouvait résulter que d'une entente commune. Joseph II se ravisa-t-il après avoir promis ? Il faut bien l'admettre, puisque la lutte religieuse continua sur certains points, en Autriche, avec des alternatives de répit et de recrudescence. En tous cas, les deux conseillers du souverain n'étaient point hommes à s'embarrasser d'une promesse dès lors qu'elle n'était pas publique. Ils auraient pu recourir à la violence ; ils n'en avaient que faire. Leur génie inventif sut trouver, dans la suite, les moyens faciles de relever Joseph de ses promesses, voire même de ses serments vis-à-vis de l'Église.

J. GENDRY.

<sup>1</sup> *Loc. cit.*

---

---

# LES CARDINAUX NOIRS

(1810-1814)

---

L'histoire désigne sous le nom de *Cardinaux noirs* les membres du Sacré Collège qui, par scrupule de conscience et par respect des lois ecclésiastiques, s'abstinrent, le 2 avril 1810, d'assister à la cérémonie religieuse du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise.

Dans sa colère, l'empereur exila ces treize prélats, confisqua leurs biens, saisit leurs revenus, supprima leurs traitements, et leur interdit de porter les marques de la dignité cardinalice : des vêtements noirs au lieu de la soutane, du chapeau, de la barrette et des bas rouges. Tels sont l'origine et le motif de cette appellation.

C'est, parmi les épisodes de la politique antireligieuse du premier empire, l'un des plus caractéristiques. Par ses conséquences, plus encore que dans son principe, il fut d'une importance que ne soupçonnaient pas les acteurs du drame eux-mêmes. Enfin, il est peu connu. Trois raisons qui m'ont engagé à étudier de près cette page d'histoire contemporaine, à recueillir çà et là les éléments épars chez les rares auteurs dont l'attention avait été attirée sur ce point, à suivre les prélats dans leur exil et à mettre en œuvre les documents inédits que j'avais entre les mains.

La proscription des Cardinaux noirs fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase de l'indignation ; elle engagea les catholiques de France dans une voie de résistance qui n'était ni sans mérite ni sans danger ; l'excès de ces violences leur ouvrit les yeux ; chez beaucoup tombèrent les illusions qu'avait fait naître la gloire des armes, et ce premier groupement, en leur permettant de se compter, fut le point initial des œuvres dont notre siècle peut être justement fier. L'apostolat laïque, si légitime,

si utile et si fécond, que des circonstances nouvelles ont créé et qui, depuis, vont se développant, date de ces jours d'alarmes. Un lien de famille nous unit étroitement à ces devanciers dont nous devons garder la mémoire avec respect, car l'apostolat se compose d'une série de générations où les nouveaux venus bénéficient des travaux de leurs ancêtres et profitent de leur héritage. Dieu, qui est un rémunérateur fidèle envers ceux qui le servent, a voulu que quiconque a semé dans le champ du dévouement soit assuré de jouir du résultat de son travail et de partager la gloire de celui qui moissonne : *Ut et qui seminat, simul gaudeat, et qui metit.*

Au reste, le moindre trait des violences contre l'Église porte avec lui son enseignement : l'éternel mécompte des persécuteurs, dont le front se vient briser sur le mur du sanctuaire, n'est jamais inutile à rappeler aux aveugles pour qui tant de leçons demeurent sans profit ; aux catholiques, il est bon encore de présenter l'exemple de leurs aînés, afin que de plus en plus ils s'affermissent dans la confiance de leur force, la persuasion de leur bon droit, l'audace de leur espérance.

## I.

Bonaparte avait fait preuve d'esprit en répondant aux magistrats de Trévise qui lui présentaient quelques vieux parchemins où se lisait le nom de sa famille : « Ma noblesse date de Montenotte et de Lodi. » Peu à peu ses idées se modifièrent sur l'avantage de posséder des ancêtres et il avait expérimenté, dans l'usage de la souveraineté, que l'hérédité est sa plus grande force. Cette force lui ayant manqué, il prétendit du moins l'assurer à son œuvre et apporter la consécration du temps aux créations de sa volonté. L'adulation de ses contemporains n'avait plus de louanges à lui offrir ; il voulut fixer encore celles de la postérité en égalant sa prévoyance à son génie. Se survivre, c'est vivre deux fois ; assurer l'avenir est une sagesse ; faudrait-il dire un jour que cette habileté suprême avait manqué à Napoléon ?

Quelle folie, en effet, d'avoir amassé tant de royaumes, pour ne laisser après soi que la confusion et le démembrement ! L'exemple de partage de l'empire d'Alexandre hantait ses rêves,

et il n'y avait pas jusqu'à l'incapacité jalouse de ses frères qui ne vint amèrement nourrir ses craintes.

Volontiers, dans l'intimité, il s'épanchait sur la personnalité de sa puissance et il sentait qu'après lui tout croulerait. Pour garantir même l'obéissance présente, il fallait habituer le monde à la pensée que l'empire survivrait à l'empereur. Il est mauvais de laisser voir aux foules que tout est suspendu à la vie d'un seul, qu'un hasard de guerre, une balle égarée, le faux pas d'un cheval, peuvent découronner l'édifice en brisant la clef de voûte, et quand on groupe quatre-vingts millions d'hommes sous un sceptre de fer, c'est tenter les audacieux de ne leur laisser qu'un anneau à briser pour rompre la chaîne qui lie tant de peuples. Un voile eût-il jamais couvert les yeux de l'empereur, le poignard du protestant Staaps venait de le déchirer.

L'héritier de l'empire ! Ces mots flamboyaient sans cesse au regard de Napoléon. Dès lors, le malheur de Joséphine fut résolu. Pour ne rien omettre, il voulut que ce fils désiré, tenant de son père la gloire, reçût de sa mère la race, et son œil se fixa sur les vieilles lignées royales d'Europe. Il leur avait pris trésors, sujets, provinces ; il n'y avait plus que leur parenté qu'il n'eût pas conquise.

Un tableau des princesses nubiles, dressé par son ordre en 1807, indique qu'à cette époque sa décision de divorcer était déjà prise <sup>1</sup>. Après les succès de Wagram, il n'hésitait plus ; il brusqua même le dénouement, et le 15 octobre 1809, au palais des Tuileries, une imposante cérémonie, organisée avec la mise en scène la plus savante, consomma le sacrifice : Napoléon et Joséphine, de leur mutuel consentement, rompaient les liens civils qui les unissaient depuis treize ans.

C'était bien ; ce n'était pas tout. Un mariage religieux avait été célébré, dans l'après-midi du samedi 1<sup>er</sup> décembre 1804, sur les

<sup>1</sup> Cette pièce, qui est aux Archives nationales, contient 18 noms :

**MAISONS CATHOLIQUES :** *Autriche* : Marie-Louise (16 ans) ; Marie-Louise-Béatrix (17 ans) ; — *Saxe* : Marie-Auguste (25 ans) ; Marie-Amélie (13 ans) ; — *Bavière* : Charlotte (15 ans) ; — *Espagne* : Marie-Isabelle (18 ans) ; — *Hesse* : Léopoldine (20 ans) ; — *Portugal* : Marie-Thérèse (14 ans).

**MAISONS NON CATHOLIQUES :** *Russie* : Catherine (19 ans) ; — Anne (12 ans) ; — *Saxe* : Amélie (15 ans) ; Thérèse (15 ans) ; Sophie (29 ans) ; Caroline (21 ans) ; — *Anhalt* : Amélie (14 ans) ; — *Danemark* : Caroline (14 ans) ; Julie (19 ans) ; Louise (18 ans).



instances réitérées de M<sup>me</sup> Bonaparte et surtout pour satisfaire à la condition absolue imposée par Pie VII avant de procéder au sacre. Cérémonie modeste, rapide, dans une chambre intérieure des Tuileries, mais enfin valable, puisque la bénédiction nuptiale avait été donnée par le cardinal Fesch, muni de pouvoirs spéciaux par le Souverain Pontife, de chez qui il descendait quelques instants auparavant, après avoir obtenu « toutes les dispenses qui devenaient quelquefois nécessaires pour remplir les devoirs de grand aumônier <sup>1</sup>. » Ces pouvoirs suppléaient à la présence des témoins absents et du curé de la paroisse non convoqué.

On sait aujourd'hui ce qu'il faut penser sur ces témoins ; il n'y en eut pas, en dépit des affirmations contradictoires portées à la légère par M<sup>me</sup> de Rémusat, qui parle de deux aides de camp du premier consul ; de Capefigue, qui nomme Duroc et Portalis ; du prince Jérôme-Napoléon, pleinement dans l'erreur malgré ses prétentions à l'exactitude pour les choses qui touchent à l'histoire du premier empire, quand il cite Talleyrand et Berthier. Erreur encore et plus étrange que les autres de la part de Metternich, qui rapporte je ne sais quelle intervention de deux ou trois évêques français (?) qui auraient, de propos délibéré, trompé le pape, en lui donnant des détails apocryphes sur ce mariage secret <sup>2</sup>.

Tout en affectant plus tard de croire à l'inanité d'un lien si fragile, et à la facilité de le briser, l'empereur avait souvent arrêté avec inquiétude son esprit sur la sainteté des lois religieuses. Selon son habitude, sa préoccupation se manifestait par les recherches historiques qu'il faisait faire, les précédents qu'il faisait étudier, les renseignements qu'il faisait recueillir auprès des personnes compétentes. Il éprouva, sur ce terrain, des déceptions auxquelles s'accoutumèrent mal sa vanité et son parti pris.

<sup>1</sup> Pour les détails de ce mariage et de sa rupture, je renvoie à l'ouvrage de M. Welschinger, *le Divorce de Napoléon*, qui, à mon avis, a tout dit sur la question. Les conclusions de cette étude ont été contestées par M. Lecoy de la Marche, avec son talent habituel, dans son livre *la Guerre aux erreurs historiques* et dans l'*Univers* du 7 mai 1889, notamment sur la légitimité de la bénédiction donnée par le cardinal Fesch et la procédure des officialités. J'ai le regret de ne pouvoir partager cette manière de voir, et je me range du côté de M. Welschinger.

<sup>2</sup> *Mémoires*, t. I, p. 294.

A son retour de Bayonne, au printemps de 1808, traversant Bordeaux, il reçut l'archevêque et son clergé. Il se mit à disserter sur la convenance du divorce.

« Il n'appartient pas à l'homme de séparer ce que Dieu a uni, » dit doucement l'abbé Thierry, grand vicaire du diocèse et vieux docteur de Sorbonne. — « Oui, oui, cela est bon dans les cas ordinaires de la vie, reprit sèchement Napoléon, sans quoi il n'y aurait plus rien de stable dans l'institution du mariage ; mais cela ne peut être quand le bien de l'État l'exige. » Son interlocuteur assura que le précepte de l'Évangile ne souffrait pas d'exception.

« Vous ne reconnaissez donc pas la tradition ? — La tradition, Sire, est unanime comme l'Écriture, sur l'indissolubilité du lien conjugal. — Non, affirma péremptoirement l'empereur, la tradition est pour moi. Ne l'ai-je pas vu dans la Pologne, dans le grand-duché de Posen, dans les États de Hongrie et les autres pays du Nord, où j'étais il y a si peu de temps ? »

Puis il interpella aussi, pour avoir son avis, le supérieur du grand séminaire de Bordeaux. Celui-ci vint en aide à l'abbé Thierry, et se mit à expliquer que les cas de dissolution de mariage, auxquels le souverain faisait allusion, n'étaient que des cas antérieurs de nullité.

Étonné de cette contradiction, Napoléon congédia avec brusquerie Mgr d'Aviau et ses grands vicaires. Son visage était pourpre, et ses paroles entrecoupées trahissaient la vivacité de son mécontentement. « De quels hommes s'entoure donc cet archevêque de Bordeaux ? Il n'y a pas un seul théologien parmi eux.... » Peu de jours après, de retour à Paris, Napoléon donnait ordre au ministre des cultes de faire savoir à Mgr d'Aviau qu'il ne reconnaissait plus M. Thierry pour grand vicaire, M. Delart pour secrétaire général, M. Lacroix pour supérieur du grand séminaire, et l'archevêque fut obligé de destituer des collaborateurs qu'il estimait, mais qui avaient eu le tort de parler suivant leur conscience <sup>1</sup>.

C'est cette voix de la conscience qu'il fallait faire taire chez les autres, après en avoir étouffé l'écho dans son propre cœur.

<sup>1</sup> Voir *Histoire de Mgr d'Aviau du Bois de Sansay*, par l'abbé Lyonnet, et le tome III de l'*Histoire des Émigrés*, de Forneron.

Ruses et subterfuges allaient être employés, puisque la grande route était barrée, on prendrait les chemins de traverse. Les moindres pistes furent explorées; on en voulut découvrir là même où jamais sentier n'avait été frayé. Les mécomptes se multiplièrent parce qu'on se maintenait dans des impasses.

Je n'en veux d'autre preuve que cette visite impromptue du directeur général de la police de Turin, M. Dauzers, au cardinal Pacca, dans son cachot de Fenestrelle, pendant l'automne de 1809. A la fin d'une longue conversation et d'interrogatoires aussi inutiles que prolongés à dessein, il demanda à brûle-pourpoint au prisonnier s'il existait réellement une lettre du pape à l'empereur qui pût faire penser que celui-ci avait sollicité de la cour de Rome l'approbation des lois du Code civil sur le divorce <sup>1</sup>. Le cardinal répondit qu'elle lui était absolument inconnue, et Napoléon le savait fort bien, puisqu'il n'avait jamais posé la question à la réponse de laquelle il feignait de croire, mais il espérait par ce subterfuge obtenir de Mgr Pacca, sur la matière, une indiscretion qui pût éclairer son embarras.

Que l'affaire fût du ressort du souverain Pontife, il ne l'ignorait pas davantage; son irritation venait de la double impossibilité où il se trouvait de le ranger de son avis. Au point de vue doctrinal, le refus de briser le mariage de son frère Jérôme et de miss Patterson ne laissait aucun doute sur la réponse de Pie VII; et invoquer sa propre cause au tribunal de celui que l'on retient prisonnier est une anomalie par trop extraordinaire entre le plaideur et le juge.

Chercher un biais, tout était là.

Cambacérès était un légiste fertile en expédients; la tradition voulait qu'il s'arrangeât pour satisfaire par une « légalité » quelconque la volonté de l'empereur : *quidquid principi placuit*; l'archichancelier ne fit pas mentir la tradition : il inventa le faux fuyant des officialités.

Je n'entrerai pas dans l'exposé de ces procédures assez confuses, il suffit ici d'en rappeler les conclusions. Comme de simples citoyens, l'empereur et l'impératrice portèrent leur cause devant l'officialité diocésaine, tribunal chargé de ces affaires entre parti-

<sup>1</sup> Pacca, *Mémoires*, t. I, p. 285.

culiers <sup>1</sup>. Cambacérès convoqua chez lui les deux officiaux ; il leur fit entendre qu'il n'attendait pas deux des longueurs et qu'il était inutile de suivre les formes habituelles. L'abbé Rudemare, après avoir rappelé les droits du Saint-Siège, effrayé d'une pareille responsabilité, demanda que sa propre compétence fût soumise au Comité ecclésiastique.

Ce Comité <sup>2</sup> — et ce fut pour lui le chant du cygne — répondit : Vous êtes compétent ; il fixa même une procédure à trois degrés : officialité diocésaine, officialité métropolitaine, officialité primatiale de Lyon.

Une enquête commença tout aussitôt. La déposition du cardinal Fesch était aussi naturelle qu'importante. On interrogea après Duroc, Berthier et Talleyrand ; je vois mal à quel titre, car s'il s'agissait de trouver des gens pour jurer qu'ils n'avaient pas été témoins ; vingt millions de Français, la cérémonie ayant été secrète, eussent pu l'assurer sans parjure. Tous trois se bornèrent à parler de la pensée de Napoléon, souvent exprimée par lui devant eux, de ne pas contracter un mariage religieux.

Les moyens de nullité invoqués successivement et d'une façon contradictoire restaient mal définis. Le 9 février 1810, les membres de l'officialité de Paris, embarrassés, timides, hésitant entre leur devoir et le désir de ne pas contrecarrer le maître qui, de toutes façons, n'agirait qu'à sa volonté, conclurent à la *nullité* du mariage, pour avoir été célébré sans la présence des témoins et du propre pasteur. L'officialité métropolitaine, trois jours après, arrivait aux mêmes conclusions, mais prenait comme base principale le non-consentement de l'époux.

Aucun argument ne pouvait être plus futile, aucun ne semble même plus maladroit. — Que Napoléon et Joséphine aient *voulu*, en 1804, contracter un mariage religieux, rien de moins discutable. C'était pour celle-ci la sécurité la plus enviée du rang suprême où elle montait. Pour lui, s'il ne consentait pas à faire de sa compagne une impératrice, il lui était parfaitement loisible de le déclarer avant le sacre et de faire rompre leur lien civil

<sup>1</sup> *Officialité diocésaine*, promoteur : l'abbé Rudemare ; official : l'abbé Boileve.  
— *Officialité métropolitaine*, promoteur : l'abbé Corpet ; official : l'abbé Lejeas.

<sup>2</sup> Ce comité (qui fonctionna du 16 novembre 1809 au 11 janvier 1810) comprenait les cardinaux Fesch et Maury, Mgr du Barral, Mgr Duvoisin, Mgr Bourlier, Mgr Mannay, Mgr Canaveri, l'abbé Emery et le P. Fontana.

par un sénatus-consulte qui eût tout simplement porté la date du 1<sup>er</sup> décembre 1804 au lieu du 16 décembre 1809. Il gardait de la sorte sa pleine liberté pour un mariage futur. Il n'y songeait pas alors : le signataire du concordat, le restaurateur du culte public, ne pouvait faire asseoir sur son trône qu'une femme légitime, c'est-à-dire mariée selon les lois de l'Église. — Il le comprenait à merveille et s'y conforma. S'il voulut s'entourer du secret, c'était plutôt pour ne pas laisser deviner à l'opinion publique que cet acte religieux n'était pas déjà accompli depuis longtemps ; il usa des mêmes réserves qu'un faux ménage qui veut régulariser sa situation. On ne crie pas sur les toits de telles confidences. Sauf cette prudence toute naturelle, Napoléon ne vit pas d'inconvénients à reconnaître son mariage, et le cardinal Fesch, qui délivra à Joséphine un certificat de la bénédiction nuptiale, s'était d'abord assuré du consentement de son neveu.

Cinq ans plus tard, acculé dans une impasse, l'empereur invoque des cas de nullité, mais il en est si peu de plausibles, qu'il lui faut se contenter d'allégation puériles qu'admettront des complaisants aux abois, que les gens de bonne foi repousseront.

Comment ces complaisants, comment l'empereur lui-même n'ont-ils pas vu qu'ils infligeaient à son honneur la plus sanglante injure ? Affirmer à la France, à l'Europe, que le mariage d'un souverain n'a été qu'un concubinage <sup>1</sup>, et cela de propos délibéré, en trompant sa femme, en jouant le ministre du culte, en mentant au pape, mais c'est de la démence ! La vieille maxime de droit, que personne n'est admis à invoquer sa propre infamie : *nemo auditur turpitudinem suam allegans*, aurait dû invalider le témoignage de Napoléon sur lequel reposait toute la sentence. Le ridicule d'un pareil moyen avait frappé les deux tribunaux ecclésiastiques ; l'abbé Corpet l'avait écarté « par respect pour Sa Majesté, » et l'abbé Rudemare prononça un mot très juste : « On faisait valoir, en faveur d'un homme « qui nous faisait tous trembler, un moyen de nullité qui ne fut « jamais invoqué utilement que pour un mineur surpris et vio- « lenté. »

<sup>1</sup> « Le pape avait pour ainsi dire sanctionné un concubinage. » Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 295.

Les deux jugements, tout informes et diffus qu'ils étaient, parurent suffisants. Le troisième degré de juridiction, l'officialité primatiale, ne fut pas saisie <sup>1</sup>. Elle n'eût rien fait de plus et, on doit le craindre, rien de moins.

Ces ecclésiastiques n'étaient point de mauvais prêtres, mais leurs préjugés de Sorbonne, habilement exploités par Cambacérès, les aveuglèrent; ils crurent préférable de prendre un biais que de s'opposer à une volonté qui les eût brisés comme verre, ils déchargèrent leur conscience par quelques protestations platoniques en faveur du droit dans la rédaction de leur sentence, alléguant « la difficulté de recourir au Chef visible de l'Église, à qui a toujours appartenu de connaître et de prononcer sur ces cas extraordinaires <sup>2</sup>, » — et « les circonstances défavorables qui ne permettaient pas de suivre la marche de tout temps des rois de France en pareil cas <sup>3</sup>. » — Puis ils passèrent.

Ils eurent tort.

La réponse aux deux causes de nullité invoquées est aisée : oui, l'absence du curé est un empêchement *dirimant* qui rend non existant le mariage, mais le célébrant, le cardinal Fesch, possédait la dispense suffisante du pape. — Oui, le consentement est la cause *efficiente* du mariage, mais, même en écoutant le ridicule argument de la « contrainte » dont je viens de parler, et en retenant une autre manière d'envisager la question, à savoir que Napoléon, tout en prononçant ce « oui » sacramentel, avait accumulé à plaisir des cas de nullité, démontrant qu'il refusait *in petto* son consentement, il faut alors supposer *tous* les mariages caducs et reconnaître que leur invalidité peut être immédiatement poursuivie.

Ainsi le mariage de 1804 était bien valide; j'ajoute que les officialités, en 1810, étaient incompétentes.

Incompétentes, car la cause n'était pas en soi de leur ressort, et la délégation que leur confiait la commission ecclésiastique,

<sup>1</sup> M. Artaud (*Histoire de Pie VII*) commet une erreur en prétendant qu'on créa les trois officialités, en 1810, après les réclamations soulevées par l'archevêque de Vienne. Il suffit d'ouvrir l'*Almanach impérial* de 1809, 1808, etc., pour se convaincre de leur ancienne existence.

<sup>2</sup> Sentence de l'official diocésain.

<sup>3</sup> Sentence du promoteur métropolitain.

elle-même sans pouvoir, ne pouvait leur créer la moindre juridiction plausible.

Mariage avec Joséphine régulier, sentence qui le casse invalide, — la conclusion au sujet de l'union avec Marie-Louise s'impose. Celui qui fut pendant quatre ans le « roi de Rome » n'eut en sa courte existence rien de légitime, ni la naissance ni le nom.

Quant à préjuger si Pie VII, seul juge, aurait admis les raisons de l'empereur, nul ne le peut dire. Eût-il annulé le premier mariage ? Le précédent de miss Patterson permet d'induire tout le contraire.

A porter un jugement sur cette délicate affaire, il faut ou blâmer le cardinal Fesch ou les membres de l'officialité. Il semble plus juste de donner tort aux seconds. La vie de l'archevêque de Lyon, même partial, même séduit par la gloire de son neveu, atteste en sa faveur ; cette tromperie consciente, réfléchie, cynique du Souverain Pontife par un cardinal qui se serait joué des choses les plus sacrées, est inadmissible. Il eût deux fois menti dans la journée du 1<sup>er</sup> décembre 1804 : en cachant à Pie VII le *pourquoi* de sa demande de dispense, en lui affirmant ensuite que Napoléon était bien marié. Et le pape ne put manquer de lui poser cette question bien nettement, averti qu'il était, par Joséphine elle-même, que ce lien religieux leur manquait depuis 1796. Pour les membres des officialités, sujets terrorisés, férus des maximes gallicanes, ils firent, peut être sans grand remords, bon marché des « prétentions ultramontaines. » A leur décharge, ils purent croire que la permission *in globo* donnée par Pie VII au cardinal ne s'appliquait pas au mariage célébré par le grand aumônier, et ils se cantonnèrent alors dans les règles précises du concile de Trente.

Sans doute que si le premier projet de Napoléon d'épouser une princesse russe se fût maintenu, l'alliance avec une schismatique n'eût pas exigé ces subterfuges en n'éveillant pas de scrupules. On n'eût pas eu recours à un procédé dont la conclusion était malsonnante et insuffisante en soi. Mais, pendant que cette procédure ecclésiastique suivait son cours à Paris, les pourparlers de l'alliance avec une archiduchesse s'engageaient parallèlement à Vienne. Il fallait une sentence canonique pour satisfaire les princes catholiques de la cour d'Autriche.

Metternich avait déjà écrit à l'ambassadeur Schwarzenberg que l'empereur François aurait une invincible répugnance à cette union si le divorce n'était revêtu d'une forme religieuse, et qu'il fallait une nullité de mariage reconnue par l'Église.

Les sentences de l'officialité de Paris satisfirent mal cette exigence légitime; toutefois ce fut un pis aller qui sembla acceptable, car il sauvait à peu près les apparences. L'archevêque de Vienne montra moins de complaisance et prétendit examiner lui-même le libellé des deux jugements. Pendant toute une semaine, les négociations en furent arrêtées. En vain, notre ambassadeur Otto, ne voulant pas soumettre le texte à des yeux si clairvoyants, affirmait en avoir lu lui-même la teneur; cet examen par ricochet était jugé insuffisant. Mgr Sigismond fit auprès de François II une démarche personnelle et demanda que les pièces lui fussent communiquées pour être ensuite publiées à la face de l'Europe. Nouvel atermoiement de l'ambassadeur, nouvelle instance de l'archevêque, vive contrariété de Metternich, grand embarras de l'empereur François.

On s'avisa alors d'un procédé par à peu près, comme si dans l'affaire tout devait demeurer suspect. Jamais gens plus disposés à tirer des conclusions de prémisses qui n'existent pas. Le cardinal Fesch venait d'envoyer à l'archevêque de Vienne la dispense des bans. Tout aussitôt, les intéressés en voulurent conclure que le cardinal approuvait la dissolution du premier mariage, puisqu'il participait à la célébration du second. Pour approuver la dissolution du premier mariage, on avait dû lui fournir les preuves de sa nullité; l'archevêque de Vienne ne devait-il pas se contenter, même sans les connaître, des arguments dont avait été convaincu l'archevêque de Lyon?

Raisonnement évidemment forcé, et Mgr Sigismond ne se rendit pas. On joua le tout pour le tout, la politique (la paix des États si l'on veut) fit taire la conscience impériale, comme déjà elle avait endormi la tendresse paternelle : un billet de François II prescrivit à l'archevêque de ne rien demander de plus après l'attestation du grand aumônier de l'empereur des Français.

Les difficultés s'aplanissaient donc devant la toute-puissante volonté de Napoléon : une seule note d'indépendance devait se faire entendre au milieu de ce concert de soumission et de ser-



vilité ; isolée, elle parut insignifiante ; toutefois elle suffisait pour empêcher la prescription du droit et maintenir le respect de la justice. Napoléon l'entendit avec une colère sans mesure et voulut l'étouffer comme l'écho du remords.

Ici commence le rôle des cardinaux qui font l'objet de cette étude.

## II.

Dans son intention de réunir dans sa main tous les pouvoirs et de faire de sa capitale le centre des affaires du monde, Napoléon, après l'emprisonnement du Saint-Père, avait fait transporter à Paris les archives apostoliques, et jusqu'à la tiare et l'anneau pontifical <sup>1</sup>. Il avait exigé en même temps que les membres du Sacré Collège y fixassent leur séjour.

Il fallait qu'ils parussent conserver une situation décente et mener un train conforme à leur dignité : il leur alloua une pension annuelle de trente mille francs. Tous étaient dépouillés de leurs revenus ; la majorité accepta ce traitement, qui pouvait passer pour une restitution ; plusieurs, après l'avoir accepté, le refusèrent quand ils virent qu'on affectait de lui enlever son caractère d'indemnité pour les biens ecclésiastiques confisqués en Italie ; quatre enfin ne l'acceptèrent jamais <sup>2</sup>.

C'était le collier doré avec lequel l'empereur espérait les attacher à son char ; par ailleurs, il semblait plus disposé à se faire craindre qu'à conquérir leurs suffrages, et ses manières étaient brutales.

« Il semblait prendre plaisir à les donner en spectacle à Paris et les forcer de paraître à sa cour. Il s'amusait à les apostropher publiquement et à leur reprocher soit la conduite du pape, soit la leur propre. Il les plaisantait de l'excommunication lancée contre lui, et ne négligeait aucune occasion de les mortifier <sup>3</sup>. »

Par ordre, chaque dimanche, ils se rendaient tous à la chapelle des Tuileries pour orner de leur pourpre la messe impé-

<sup>1</sup> Dépêches d'Ortoli au ministre des relations extérieures, 5 et 27 janvier, 5 février 1810. Archives des Affaires étrangères, Rome, vol. 944.

<sup>2</sup> Les cardinaux di Pietro, Consalvi, Pignatelli et Saluzzo.

<sup>3</sup> *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle.*

riale <sup>1</sup>. Quelques-uns dépassaient même cette rigoureuse étiquette, en assistant aux soirées du ministre des cultes et aux fêtes de Cambacérès, au vif regret, presque au scandale de leurs collègues plus rigides <sup>2</sup>.

Cette soumission, tout au moins cette complaisance dans des questions de simple politesse trompèrent Napoléon : il crut que de ce côté il ne viendrait pas de résistance à ses ordres souverains. Il avait affecté de ne tenir aucun compte de la présence auprès de lui des membres du Sacré Collège pendant les procédures de la dissolution de son mariage. Il ne se souvint d'eux que pour les convier à parader aux cérémonies de son union avec une archiduchesse.

Les cardinaux reçurent quatre invitations officielles : pour la présentation à Saint-Cloud, le mariage civil, le mariage religieux et la réception solennelle aux Tuileries. Que feraient-ils ? Ils ne pouvaient approuver les sentences de l'officialité diocésaine, incompétente dans une cause réservée exclusivement au souverain pontife. Leur présence à la bénédiction nuptiale serait interprétée comme un acquiescement à cette procédure illégale, et réputée un oubli de leurs devoirs. Ces pensées les troublaient, ils avaient besoin de prendre sans retard un parti.

Sur la proposition de Consalvi, ils se réunirent dans son hôtel pour conférer <sup>3</sup>. Le cardinal della Somaglia parla longtemps : il dit que, pour son compte, et comme cardinal revêtu du titre élevé de vicaire de Sa Sainteté, il ne ferait aucune difficulté de se rendre au mariage civil n'ayant à ses yeux nulle importance, mais que, sous aucun prétexte, il n'assisterait au mariage reli-

<sup>1</sup> Ils le pouvaient en toute sécurité de conscience, car si la bulle de Martin V était formelle pour interdire toute communication *in divinis* avec un excommunié, Pie VII n'avait pas nommé, à dessein, Napoléon dans la bulle d'excommunication, afin de ne pas le rendre *vitandus* pour les évêques et les prêtres obligés de l'approcher. Voir les *Mémoires* du cardinal Consalvi, II, p. 189.

<sup>2</sup> « Ces dégoûtantes nouvelles pénétrèrent jusque dans mes prières et empoisonnèrent ma triste existence. » Card. Pacca, *Mémoires*, t. I, p. 289.

« Le seul titre de cardinal me faisait regarder comme une chose très indécente et très indigne qu'au moment même où notre chef était prisonnier, le Saint-Siège plongé dans le malheur, l'Église privée de sa liberté et de ses domaines, la religion au milieu des périls, de la ruine et de la tristesse, un cardinal pût parader dans les assemblées, dans les conversations, assister aux banquets et faire bonne mine aux représentants de ce gouvernement qui avait renversé le sien. » Card. Consalvi, *Mémoires*, t. II, p. 170.

<sup>3</sup> Hôtel d'Elisée, 7, rue de Lille.

gieux, parce qu'il était à sa connaissance que Napoléon et Joséphine avaient été mariés à la fin de l'année 1804, et que lui, La Somaglia, avait reçu et gardé l'acte qui était déposé au vicariat de Rome <sup>1</sup>.

Vingt-sept cardinaux étaient présents. Quatorze estimèrent prudent de ne pas s'exposer au courroux de Napoléon, car leur présence pourrait, à la rigueur, être interprétée autrement que comme une sanction de divorce qu'ils réprouvaient en conscience. Treize, « au nombre desquels j'étais, » rapporte Consalvi, décidèrent de ne pas assister au mariage, ni civil ni religieux, pour ne pas laisser planer le moindre doute sur l'orthodoxie de leurs principes.

Cette imposante minorité fit connaître au cardinal Fesch sa manière de voir. Après avoir juré de maintenir dans leur intégrité les droits du Saint-Siège, et les voyant lésés par l'annulation du mariage de l'empereur, ils ne se croyaient pas permis de légitimer par leur présence une seconde union. Au reste, aussi prudents et réservés que fermes, pour éviter un scandale nullement nécessaire, ils proposaient un moyen de tout pallier : que sous prétexte d'une enceinte trop étroite, on ne convoquât, comme cela se pratiquait déjà pour le Sénat et le Corps législatif, qu'une partie du Sacré Collège ; les cardinaux qui croyaient pouvoir répondre à l'invitation s'y rendraient ; les principes seraient sauvegardés, sauve la conscience des autres, et leur absence ne donnerait pas lieu, auprès du public, à ces commentaires dangereux que paraissait tant redouter l'empereur.

Le grand aumônier avait un rôle des plus épineux : sa science canonique, d'assez fraîche date, pouvait l'induire à accepter une opinion qui satisfaisait ses inclinations de famille. « Il arrive

<sup>1</sup> Le chevalier Artaud de Montor, dans sa notice sur le cardinal della Somaglia (*Biographie universelle*, t. LXXXII), rapporte ces détails, et c'est sur son témoignage que je les reproduis dans ce que je leur crois de juste ; mais il place dans la bouche du cardinal une affirmation erronée sur le mariage de Napoléon, qui aurait été célébré ou confirmé par Pie VII en personne dans la chapelle des Tuileries. Ou le cardinal était mal informé, ou M. Artaud s'est trompé ; cette dernière version me paraît préférable, car le cardinal n'aurait pu produire une telle opinion, lui qui connaissait les pièces de la chancellerie romaine. Cette restriction nécessaire conduit à être moins affirmatif sur l'autre partie de ce témoignage : la pièce authentique, vue par le cardinal vicaire. Si cet acte a existé, il a dû être détruit. Je me borne donc à signaler ce renseignement qui, vérifié, aurait un véritable intérêt historique.

tous les jours, remarque son historien <sup>1</sup>, que les ecclésiastiques ne sont pas mieux autorisés à prendre une détermination dans l'exercice de leur saint ministère, surtout dans les questions qui touchent aux sacrements de mariage ou de pénitence. Dès lors qu'ils peuvent s'appuyer sur une autorité sérieuse et imposante, ils sont tranquilles sur le résultat de leurs démarches. » Il envisageait donc aussi favorablement que possible la rupture du premier lien qu'il avait lui-même formé et se préparait à bénir le second. Il connaissait son impérial neveu ; il prit peur des conséquences de l'abstention de ses vénérables collègues et s'efforça de les dissuader. Mais ils avaient résolu d'accomplir leur devoir à tout prix.

Déjà quelques rumeurs apportaient à la cour ces bruits de résistance ; Napoléon, confiant dans son omnipotence, s'écria fièrement : « Ils n'oseront pas ! » Fouché, alors ministre de police, fit des démarches auprès des principaux d'entre eux : il n'obtint rien. La seule concession que les cardinaux se crurent fondés à faire fut d'assister à la cérémonie civile, simple contrat dont l'Eglise ne s'occupe pas.

A Saint-Cloud, le samedi 31 mars, à la présentation officielle, le Sacré Collège était aussi complet que possible. Le lendemain, dans la galerie du palais, à côté des ambassadeurs, des ministres, des grands officiers de l'empire, on remarquait la pourpre de douze cardinaux : les Éminentissimes Doria (Joseph), Doria (Antoine), Spina, Albani, Caselli, Fabrice Ruffo, Zondarini, Vincenti, Erskine, Roverello, Fesch et Maury. Étaient absents les treize qui formaient la minorité, le cardinal Caprara mourant, le cardinal Cambacérès, resté à Rouen, et les cardinaux de Bayane, Despuiz et Dugnani, excusés comme indisposés.

Le 2 mai devaient avoir lieu l'entrée publique des souverains à Paris et le mariage religieux. Un peuple immense était accouru de toutes parts, contenu par une haie de troupes, de la barrière de Neuilly aux Tuileries. La voiture du sacre passa sous l'arc de triomphe encore inachevé ; les maréchaux aux portières, les acclamations de la foule, un soleil radieux, quel enivrement pour le puissant empereur ayant à ses côtés la petite-fille de Marie-Thérèse ! Pour lui, qui avait manifesté toute sa joie ca-

<sup>1</sup> Lyonnet, *le Card. Fesch*, t. II, p. 248.

chée par ce mot brutal dit à Joséphine, le jour où ils prirent possession des Tuileries : « Allons, petite créole, couchez-vous dans le lit de vos maîtres, » c'était aujourd'hui bien autre chose : il entrait vraiment dans la famille des rois, et par la grande porte. Le petit cadet corse devenait le neveu de Louis XVI, et cette boutade lui échappa plus tard trop souvent pour ne pas révéler sa pensée intime. Cette alliance changeait sa situation politique, en lui créant une personnalité souveraine, et, à côté des adulations de la cour, au-dessus des étonnements du vulgaire, les esprits sérieux reconnaissaient désormais en lui un caractère royal dont Joseph de Maistre avait été frappé dès la première heure. « Cet homme miraculeux, devant qui la fortune de César disparaît, finit par épouser la fille de l'empereur d'Autriche ! La chose étant décidée, je n'ai rien à dire, et même je crois devoir dorénavant changer de style en m'exprimant sur le compte de ce personnage qui doit être à présent traité comme un autre souverain <sup>1</sup>. »

Il était parvenu au faite de la gloire humaine ; sa fortune écrasait toute prospérité. De quel regard glorieux il embrassa, en entrant dans la galerie de Diane, ces huit mille personnes groupées sur des gradins, l'élite de la société parisienne, élite intellectuelle du monde, rassemblée là pour l'acclamer ! Écuyers, chambellans, ministres, sénateurs, généraux, princes et rois lui font cortège, et dans sa main il tient la main frémissante de la jeune impératrice, sa compagne, mais surtout son trophée <sup>2</sup>. Qui pourrait assombrir cet éclat, qui troublera cette majesté, qui voilera ces splendeurs ?

Et cependant, l'épine est déjà sous la rose ; quand l'empereur quittera d'un pas nerveux les appartements illuminés, au milieu des vivats et des fanfares, les familiers reconnaîtront sur son visage le froncement de la colère, déjà ils auront entendu siffler entre ses dents des paroles qui font trembler. « Où sont-ils ? Ah ! les sots ! Je vois où ils en veulent venir : protester contre

<sup>1</sup> Lettre au roi Victor-Emmanuel, 26 février 1810.

<sup>2</sup> Dans ses *Souvenirs*, M. de Barante parle du « long défilé de ces rois, de ces reines, de ces grands personnages, de ces maréchaux couverts d'or, de plaques et de cordons, entre deux haies de spectateurs, hommes et femmes, parés, brodés, revêtus de leur uniforme. L'empereur paraissait radieux ; les invités étaient comme en extase. »

« la légitimité de ma race, ébranler ma dynastie. Les sots ! »

Seize cardinaux, en effet, manquaient à la cérémonie, et les sièges réservés pour eux à la droite de l'autel, en demeurant inoccupés, offraient un violent contraste avec l'entassement des invités qui se pressaient alentour. Tout avait disparu aux yeux de Napoléon ; ces seize fauteuils vides, qu'il n'eût pas voulu voir, retenaient fatalement son regard ; sa pensée se concentrait sur cet espace restreint dont les proportions lui semblaient démesurément grandir. Cette protestation muette était la seule qui se fût encore dressée entre lui et la fortune ; il avait reçu le coup en plein cœur, pour mieux dire en plein front : dans l'orgueil.

Les cardinaux Despuig, Dugnani et Erskine, retenus par l'âge et la maladie, avaient exposé ces raisons dans des lettres d'excuse ; les treize cardinaux Mattei, Pignatelli, Scotti, della Somaglia, Consalvi, Brancadoro, Saluzzo, Galeffi, Litta, Ruffo-Scilla, Oppizoni, Gabrielli, di Pietro, n'avaient fait parvenir aucune expression de regrets.

« Durant ces heures mémorables, ils ressentirent de mortelles angoisses en réfléchissant sur la grande action qu'ils entreprenaient et sûr les conséquences qui devaient en découler. Ils restèrent tout ce temps dans une ignorance parfaite de l'impression produite par leur abstention sur l'esprit de l'empereur, car ils ne quittèrent pas leurs appartements et personne n'osa les visiter <sup>1</sup>. »

Toutefois, après avoir, à leurs risques et périls, donné un témoignage public de leur respect pour les droits de l'Église, ils se préparaient à rendre à César ce qui lui appartient et à venir officiellement saluer le chef d'un grand empire.

Napoléon avait souvent des colères feintes, mais ici sa fureur était sincère ; il avait été blessé à la prune de l'œil et son premier mouvement fut de faire fusiller les cardinaux absents. Après cet accès accordé à l'impétuosité de son courroux, et la nuit portant conseil, il voulut frapper par l'humiliation ceux qui l'avaient atteint dans sa superbe.

Les cardinaux s'étaient rendus en corps aux Tuileries ; ils prirent place dans les salons de réception entre les sénateurs et

<sup>1</sup> Consalvi, *Mémoires*, t. II, p. 457.

les conseillers d'État. Ils prévoyaient bien quelque boutade du maître et se préparaient à essuyer le feu de son mécontentement. « On peut facilement imaginer de quel cœur nous attendions le moment solennel de voir l'empereur et d'en être vus, » a dit Consalvi. — Les heures passaient, et la fatigue résultant de cette attente remplissait déjà l'intention de Napoléon, qui avait pour maxime qu'un homme, parqué depuis longtemps dans une antichambre, est suffisamment affaîssé pour ne plus résister à la volonté de qui le reçoit. Ce dédain était une première vengeance ; tout à coup un aide de camp parut, et, avant d'introduire les personnages qui se morfondaient dans les galeries, annonça à haute voix que Sa Majesté, ne voulant pas recevoir les treize cardinaux absents à la cérémonie de la veille, leur ordonnait de se retirer. Pliant sous l'injure qu'ils attendaient sans en deviner la forme, les prélats redescendirent le grand escalier. Au bas du vestibule, ils ne trouvèrent ni leurs gens ni leurs voitures : on avait renvoyé les carrosses. Procédé qui peint la mesquinerie des sentiments ; pour être entré dans la famille de Habsbourg, le mari d'une archiduchesse peut n'avoir pas dépouillé le goût des vengeances vulgaires qui trahissent le parvenu. Napoléon aura regretté de ne pouvoir guetter, derrière un rideau, la sortie de ces princes de l'Église, obligés de regagner à pied, dans leur grande robe rouge, à travers les rues, leurs domiciles, et il a dû songer à jouir de leur embarras quand ils longèrent la cour du palais sous les regards de la foule et sans doute les quolibets des laquais.

Pour que la leçon fût complète, il admit les autres cardinaux et injuria leurs courageux confrères. Opizonni et Consalvi eurent les honneurs d'une mention spéciale ; à tous il reprocha de la duplicité, de la fourberie, de la trahison.

La journée du mercredi 4 avril s'était passée sans encombre, mais Bigot de Préameneu avait reçu le matin cette lettre étrange de Napoléon :

« Plusieurs cardinaux ne sont pas venus, quoique invités, à la cérémonie de mon mariage. Ils m'ont, par là, essentiellement manqué. Je désire connaître les noms de ces cardinaux et savoir quels sont ceux qui ont des évêchés en France, dans mon royaume d'Italie ou dans le royaume de Naples. Mon intention est de *donner à ces individus leur démission*, et de suspendre le paiement de leurs pen-

sions, *ne les considérant plus comme cardinaux*. Vous me ferez un rapport là-dessus pour que je prenne un décret authentique <sup>1</sup>. »

En transmettant les noms des cardinaux « coupables, » Bigot de Prémeu omit Mgr della Somaglia <sup>2</sup>. On prétend que cet oubli était volontaire, afin d'ouvrir la porte à l'ancien cardinal vicaire pour une démarche personnelle, point de départ d'excuses qui eussent ramené une partie des opposants. Mais cette petite ruse fut déjouée par la fermeté du cardinal, qui demanda à partager le sort de ses collègues comme il avait partagé leurs sentiments. Son nom reçut, de cette circonstance, une notoriété que son caractère distingué et fait pour la représentation pouvait soutenir : il passa, aux yeux du public, pour être le chef des « Cardinaux noirs. »

Le ministre rédigea un rapport hâtif et assez modéré, auquel répondit, une heure après, la note suivante, dictée au duc de Bassano :

« Le ministre des cultes enverra chercher et réunira ensemble dans son hôtel les cardinaux qui, sans empêchement résultant de cause de santé, ne se sont pas rendus à la cérémonie du mariage religieux. Le ministre leur dira que sans le Pape ils ne sont rien, et que, dans le cas où ils auraient une juridiction, la minorité aurait dû obéir à la majorité, que Sa Majesté a vu dans leur conduite le même esprit de rébellion qu'ils ont manifesté depuis dix ans, et qui a obligé Sa Majesté à s'emparer de Rome, et qui les a induits à porter le Pape à fulminer contre lui une excommunication qui est la risée des contemporains et ne le sera pas moins de la postérité. Sa Majesté avait méprisé leurs démarches et les avait interprétées dans un esprit de charité, voulant ainsi se dissimuler leurs mauvaises intentions ; mais ils ont présentement comblé la mesure par les discours tenus dans leurs conciliabules. Il était donc temps qu'ils se souvinssent que Sa Majesté tenait le glaive de la loi pour frapper les mauvais prêtres et les traîtres à l'État.... On leur laissera entrevoir que si on leur fait leur procès, comme on ne connaît pas de juridiction ecclésiastique en France, il n'y a rien qui empêche qu'ils soient condamnés <sup>3</sup>. C'est

<sup>1</sup> Cette lettre nous a été révélée par M. d'Haussonville; inutile de dire qu'elle ne figure pas dans la *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*.

<sup>2</sup> J'ai vérifié ce fait matériel aux Archives des affaires étrangères. *Rome*, vol. 944, fol. 105 : « Liste des cardinaux qui ne sont pas reçus à la cour. » — Dans la lettre manuscrite de Bigot à Champagny, le chiffre 12 est en surcharge sur le chiffre 13 d'abord écrit et qui se voit encore (Id., fol. 104).

<sup>3</sup> Quel aveu !



parce qu'on les considère déjà comme condamnés qu'on ne veut plus qu'ils portent les distinctions ecclésiastiques ni le costume des cardinaux <sup>1</sup>. »

Un billet collectif de Bigot de Préameneu convoqua les cardinaux au ministère des cultes pour neuf heures du soir. Fouché était présent. Bigot signifia les ordres de l'empereur : défense de revêtir la pourpre et de porter aucun indice cardinalice <sup>2</sup> ; consignés dans leurs appartements, avant qu'il fût statué sur leur sort ultérieur, ils étaient placés sous la surveillance de la police, qui avait ordre de les arrêter à la première infraction.

Les cardinaux restèrent « dans un état de confusion et de stupeur, » écrivait après Bigot à l'Empereur ; la vérité, c'est que la plupart, comprenant mal le français, n'entendirent pas son long discours. Consalvi mit facilement à néant les reproches erronés qu'on leur adressait ; c'était un singulier complot que d'informer de ses intentions plusieurs jours à l'avance ceux qui se plaignaient ensuite d'avoir été surpris ; après avoir vu rejeter la mesure toute prudente qu'ils avaient proposée au cardinal Fesch, il était juste de reporter sur celui-ci la publicité d'une protestation dont ils avaient voulu voiler l'éclat.

A l'écart, accoudé négligemment à la cheminée, dans une attitude modeste, réservée, discrète, Fouché n'avait point encore prononcé une parole ; il semblait venu là par ordre, et jouait à merveille son rôle d'honnête homme attristé d'un malentendu. Pas plus que Bigot de Préameneu, il ne se souciait de transmettre de vive voix à Napoléon des justifications ; l'un et l'autre conseillèrent de les rédiger. Le temps pressait, l'Empereur devait quitter Paris le lendemain, la nuit s'avancait, les cardinaux, ne répugnant pas à expliquer la loyauté de leur conduite, acceptèrent la proposition et se rendirent, sans désespérer, chez leur doyen, Mgr Mattei, fort honnête homme, conciliant, attaché à ses devoirs, et dont le caractère était loin de se complaire dans des exagérations <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Cette note manque dans la *Correspondance*.

<sup>2</sup> Dans le livre de M. Chotard : *Pie VII à Savone*, parmi les trop nombreuses erreurs qui s'y trouvent, je relève celle-ci, qui est lourde, « Ils dépouillèrent la pourpre, et pour n'être pas reconnus, ils sortirent vêtus en simples prêtres. » Ce ne sont point eux qui quittèrent leur soutane rouge, mais Napoléon qui leur interdit de la porter, soit juste le contraire !

<sup>3</sup> « Esprit scrupuleux, par-dessus tout honnête homme ; il a déjà manqué la

Cette délibération dura cinq longues heures ; la prudence n'y fut pas oubliée, la vérité demeura intacte. Une note collective s'efforçait de pallier le courroux de l'Empereur, sans grande espérance d'y réussir.

« Les cardinaux soussignés, frappés de l'indignation de Votre Majesté Impériale et Royale et déclarés, par l'organe de son ministre, coupables de rébellion pour n'avoir pas assisté à la cérémonie religieuse de son mariage, se hâtent de repousser une inculpation qu'ils ont en horreur, en déposant au pied du trône la déclaration franche et sincère de leurs sentiments. Ils protestent donc qu'il n'y a jamais eu entre eux ni intrigue, ni coalition, ni complot d'aucune sorte ; que leur opinion a été le résultat de quelque communication confidentielle, ou, pour ainsi dire, l'effet du hasard, et qu'ils n'ont jamais eu les intentions que leur prête le ministre de Sa Majesté ; s'ils n'ont pas assisté à la susdite cérémonie, c'est uniquement parce que le Pape n'était pas intervenu dans la rupture du premier mariage. Ils déclarent, au reste, qu'ils n'ont jamais prétendu s'ériger en juges, ni répandre des doutes sur la validité de la rupture du premier mariage, ni sur celle du second, ni sur la légitime succession au trône des enfants qui en naîtront.

« Enfin, ils supplient Votre Majesté d'agréer cette humble et sincère déclaration, unie aux sentiments de profond respect et de cette soumission et obéissance qu'ils ont l'honneur de professer pour elle.

« Paris, 5 avril 1840 <sup>1</sup>. »

Au point du jour, le cardinal Litta vint remettre cette pièce, signée de tous, au ministre des cultes, qui en parut satisfait, mais allégua, sous des formes évasives et courtoises, le départ précipité de l'Empereur pour ne rien changer aux ordres précédents.

Sauvegarder les privilèges souverains du Saint-Siège avait été le seul mobile des cardinaux ; le Souverain Pontife le comprit et bénit en son cœur leur courage.

« Le bruit de la colère impériale parvint aux oreilles de Pie VII. Sobre de réflexions, peiné du sort auquel étaient réduits les membres les plus éminents du Sacré Collège, sans paraître aussi profondément « affecté » qu'on eût dû le supposer, il se

papauté pour cause de scrupules. Il a au fond un grand et sincère désir qu'on s'accommode ici, et pour peu qu'il crût sa conscience à l'abri de tout reproche, il consentirait à tout. » Dépêche de Lefèvre, 15 avril 1808.

<sup>1</sup> Voir Pacca, *Mémoires*, t. I, p. 291.

contenta de dire que « s'il s'agissait de raisons politiques, il ne pouvait en juger ; que s'il s'agissait d'une question de conscience, on ne pouvait savoir mauvais gré aux cardinaux dissidents de leur détermination, parce que « l'opinion religieuse est toujours libre <sup>1</sup>. »

Pour lui, son opinion était établie sur la question du divorce et sur les conséquences qui en découleraient ; il ne l'avait pas laissé ignorer à ses gardiens : « Sa Sainteté juge l'affaire très importante, puisqu'elle décide de la légitimité de la descendance <sup>2</sup>. » La colère de l'Empereur ne le surprit donc pas et il s'attendait à des conséquences fatales pour les cardinaux fidèles.

Leurs biens furent mis sous séquestre ; on apposa les scellés sur leurs meubles, toute pension fut supprimée et dans les termes dont nous avons vu dernièrement reparaitre l'hypocrite euphémisme, on les abandonnait à la charité des fidèles. Enfin, le 10 juin, après deux mois d'expectative, un arrêté de police, exécutable dans les vingt-quatre heures, les dispersait dans plusieurs villes de l'est de la France, où leur internement devait être étroit. Le ministre leur alloua cinquante louis pour les frais du voyage et leur annonça un traitement de 250 francs par mois ; ils refusèrent cette offre dérisoire et partirent chacun en silence pour le lieu de leur exil, qu'ils acceptaient, avec saint Eusèbe, évêque de Verceil, « comme une fonction de leur ministère. »

### III.

Rethel était assigné comme résidence aux cardinaux Mattei et Pignatelli ; Mézières, aux cardinaux Scotti et della Somaglia ; Reims, aux cardinaux Consalvi et Brancadoro. Mgr Galeffi et Mgr Saluzzo séjournèrent à Sedan, puis furent transférés à Charleville ; Mgr Ruffo et Mgr Litta durent habiter Saint-Quentin ; le cardinal Gabrielli, Montbard ; le cardinal Oppizoni, Saulieu ; après un certain temps, ces deux derniers reçurent l'ordre de partir pour Semur, où résidait déjà le cardinal di Pietro.

Assez distantes les unes des autres pour qu'aucune relation

<sup>1</sup> V<sup>e</sup> de Mayol de Luppié, *Un pape prisonnier* (Correspondant du 25 avril 1887).

<sup>2</sup> Bulletins journaliers de M. de Chabrol (Savone, 24 janvier 1810).

suivie ne fût possible entre les « internés, » ces villes étaient situées dans la même région. Quelle pensée avait présidé à ces choix ? Je serais embarrassé de le dire, mais l'imprévu entraînait rarement dans les combinaisons de Napoléon. On peut remarquer que toutes étaient des places fortes, tout au moins bâties sur des collines qui en protégeaient les abords. Des cours d'eau leur forment une ceinture : l'Aisne coule à Rethel, la Meuse à Mézières, Charleville et Sedan ; la Somme à Saint-Quentin, à Reims la Vesle, à Semur l'Armançon ; Montbard et Saulieu sont sur le canal de Bourgogne. Aucune n'offrait grande ressource, peu présentaient quelque charme ; des fabriques étaient, pour la plupart, la gloire du pays et l'aisance des habitants. Turenne était né à Sedan, Vauban à Saulieu ; « l'interprète de la nature, » le *grand* Buffon fut châtelain de Montbard où, pendant un demi siècle, il cacha ses plaisirs et étala sa vanité. On croira que ces souvenirs intéressaient peu les cardinaux italiens. Sauf Reims avec sa cathédrale, ses grandeurs religieuses et son passé historique, nul séjour ne parlait au cœur d'un évêque ; c'était bien l'exil, sévère et pesant.

Ce brusque changement de vie pour des hommes dont la plupart étaient des vieillards <sup>1</sup> ne pouvait être que pénible. Peu entendaient la langue française, cinq seulement étaient en état de la parler sans embarras. Par un raffinement inouï, qui montre à quelles petitesesses la colère fait descendre un grand génie, on mit une attention toute spéciale à séparer les cardinaux qui habitaient ensemble à Paris ou qui étaient plus intimement liés <sup>2</sup> ; et comme de vieilles notes de chancellerie rappelaient qu'au conclave de 1800, Mattei et Pignatelli avaient soutenu deux avis opposés, on estima piquant de leur désigner une résidence commune ; le tour fut déjoué : les deux prélats, est-il besoin de le dire, oublièrent facilement leurs anciennes divergences, à supposer qu'ils en eussent gardé le souvenir, et ils vécurent en parfaite harmonie. Éloigné du cardinal di Pietro,

<sup>1</sup> NN. SS. Mattei, Pignatelli, La Somaglia, Saluzzo avaient soixante-six ans, Scotti soixante-quatre ans, di Pietro soixante-trois ans, Gabrielli soixante-deux ans, Ruffo soixante ans, Litta cinquante-six ans, Brancadoro cinquante-cinq ans, Consalvi cinquante-trois ans, Oppizoni quarante et un ans, et Galeffi quarante ans.

<sup>2</sup> Consalvi, *Mémoires*, t. II, p. 220 et 475.

son grand ami, Consalvi fut réuni à Reims à Mgr Brancadoro, avec qui il n'avait aucune relation. Mgr Saluzzo et Mgr Pignatelli vivaient à Paris sous le même toit, le premier partit pour Sedan, le second pour Rethel. On pourrait multiplier ces exemples.

En dépit de l'apparence politique que le gouvernement affectait de donner à cette affaire, il éclatait à tous les yeux que c'était là une persécution religieuse. Cette situation de « confesseurs de la foi » et leur qualité de princes de l'Église n'allaient-elles pas attirer sur les exilés les honneurs, les égards, les respects du clergé et des évêques dans les diocèses où ils étaient envoyés <sup>1</sup> ?

Cette crainte était écartée pour les archevêques : à Paris, le siège était vacant, et quand il fut occupé peu après, le titulaire intrus s'appelait le cardinal Maury. L'archevêque de Besançon n'était pas moins acquis. Le trop fameux Le Coz, évêque constitutionnel et schismatique, ami de Grégoire, occupait régulièrement son siège depuis le Concordat, mais il avait mis dans la rétractation de ses erreurs passées de telles réticences, déployé une telle obstination, qu'on peut conclure qu'il ne les a jamais reniées que de bouche. Il était peu enclin à la bienveillance vis-à-vis de disgraciés de l'empereur, de prélats ultramontains, de cardinaux.

L'évêque de Dijon, Mgr Reymond, était insignifiant. — Reims n'avait plus d'archevêché et dépendait du diocèse, de Meaux ; là, Mgr de Fautoas, prêtre très honorable, était resté assez homme du monde pour demeurer un peu courtisan. Seul, à Soissons, Mgr Leblanc de Beaulieu, ayant loyalement abjuré les erreurs où l'avaient entraîné, pendant la Révolution, ses maximes jansénistes, offrait l'exemple d'un évêque zélé, ferme, résolu, comme sa conduite au concile de 1811 allait le montrer.

En somme, l'ensemble de ces nuances religieuses impliquait en tout lieu, pour les Cardinaux noirs, plus de réserve que de bienveillance ; elle présageait une sourde hostilité.

Sans partager les sentiments qu'exprimait avec grossièreté un

<sup>1</sup> En 1810, Semur, Montbard et Saulieu étaient du diocèse de Dijon (archevêché de Besançon) ; Reims, Rethel, Mézières, Sedan et Charleville, du diocèse de Meaux ; Saint-Quentin, de celui de Soissons. Les évêques de Meaux et de Soissons étaient suffragants de l'archevêque de Paris.

agent du gouvernement : « Les prêtres commencent à se convaincre qu'il faut enfin plier le front et se retirer, suivant les ordres du Christ(?), dans les vestibules des temples <sup>1</sup>, » le clergé séculier avait trop conscience de la pénurie de son recrutement et de la difficulté de sa mission, pour rien tenter en dehors de son ministère quotidien. C'était pour chaque paroisse une question de vie ou de mort ; curés et vicaires ne se reconnaissaient pas le droit de distraire aucun de leurs efforts, de compromettre aucune de leurs récentes conquêtes en liant leur cause à celle de prélats en disgrâce.

De là une constante prudence, une grande réserve, une excessive retenue. Pour les cardinaux peu ou point de ressources.

Les fonctionnaires qui dirigeaient l'administration des quatre départements ne paraissent pas avoir jamais oublié, envers les internés, les devoirs stricts de la bienséance ; mais on comprend que la circonspection la plus respectueuse pour les ordres de l'Empereur arrêtaient toute velléité d'adoucissement.

La préfecture des Ardennes fut occupée, de 1810 à 1813, par M. Frain ; celle de l'Aisne, par le baron Méchain (1810) et le baron Malouet (1811-1813) ; celle de la Marne, par le baron Bourgeois de Tessaint (1810-1813) ; celle de la Côte-d'Or, de 1810 à 1812, par le baron Le Couteulx, et le comte de Cossé-Brissac, en 1813.

Pendant tout le temps d'exil des Cardinaux noirs, les sous-préfets furent, à Rethel : M. Noblet ; à Sedan : M. Philippoteaux ; à Saint-Quentin : M. Dunez ; à Semur : M. Gueneau d'Aumont. — Pour Reims, *l'Almanach impérial* mentionne M. le Roy, mais le cardinal Consalvi, dans ses *Mémoires*, nomme M. Ponsard.

Tout ce pays paraissait très dévoué à la cause bonapartiste ; les idées révolutionnaires y avaient été facilement propagées et Napoléon semblait tranquille sur l'esprit des populations. Comme il avait une mémoire excellente, il ne serait pas impossible qu'il se fût souvenu, en 1810, de son impression de 1805, lorsque, quittant le camp de Boulogne pour rejoindre l'armée qu'il dirigeait sur l'Allemagne, il avait séjourné dans cette petite ville de Semur, peu accoutumée à des hôtes si importants. L'accueil qu'il y reçut, les souvenirs qu'il y laissa, lui firent penser

<sup>1</sup> Dépêche d'Ortoli, agent consulaire de France à Rome, 22 mars 1810.

que c'était un endroit sûr et que les habitants étaient fascinés. M<sup>me</sup> de Rémusat a conté cet épisode avec agrément : « Les habitants étaient tout pleins de la grâce avec laquelle l'Empereur s'était montré dans cette petite ville, qui, par sa position loin de la grande route, et son peu d'importance, ne s'est jamais crue digne d'attirer l'attention d'aucun gouvernement. L'Empereur a employé plus d'une heure à entretenir les chefs des habitants de ce qu'on pouvait faire d'eux et de leur territoire, des avantages à tirer de leur situation. Ils sont restés confondus, et fiers des moyens inconnus qui leur étaient découverts. Il a ravi tous ceux qui l'ont vu, il a soigné chaque autorité, il a été aimable pour le maire, gracieux et gai, enfin la ville de Semur est dans l'ivresse, et n'oubliera de longtemps cette visite. Une circonstance assez remarquable, c'est que, ville trop peu considérable pour attirer un souverain dans ses murs, elle n'avait jamais reçu aucun des siens, et que, depuis César, aucun homme remarquable n'y avait paru <sup>1</sup>. »

Le cardinal di Pietro passait, à tort du reste, pour le rédacteur de la bulle d'excommunication ; Napoléon avait été frappé de sa science théologique lors des négociations du Concordat, et lui en avait témoigné de l'estime quand, au moment du sacre, il accompagna Pie VII à Paris. C'était assez à ses yeux pour l'accuser « d'ingratitude, » parce qu'il ne faisait pas plier sa conscience devant les exigences de l'Empereur, et sa colère était vive contre lui <sup>2</sup>. Semur lui fut assigné comme résidence. Il y vécut d'abord seul, résigné à son sort, gardant avec tous la réserve, la gravité, qui étaient le fond de son caractère, ne laissant jamais échapper une plainte contre son persécuteur, s'exprimant même avec respect sur le compte de Napoléon, quand il l'envisageait comme « soldat » ou comme « souverain. »

Après quelque mois, il vit arriver deux de ses collègues : les cardinaux Oppizoni et Gabrielli, transférés de Saulieu et de Montbard à Semur.

<sup>1</sup> Lettre de M<sup>me</sup> de Rémusat, 2 mai 1805, t. I, p. 116.

<sup>2</sup> Le cardinal di Pietro naquit à Albano, le 18 janvier 1747. Des travaux sur le jansénisme le firent remarquer ; il concourut à la rédaction de la bulle *Auctorem fidei* contre le synode de Pistoie. Evêque d'Isaure, patriarche de Jérusalem (1800), cardinal (1802). Conduit en France en 1809, revenu à Rome en 1814, il travailla, en 1817, au nouveau Concordat ; il mourut au mois de juillet 1821, sous-doyen du Sacré Collège.

Mgr Gabrielli, « homme éminemment honnête <sup>1</sup>, » avait été secrétaire d'État de Sa Sainteté, dans les circonstances les plus graves, du 27 mars 1808 au 17 juin 1809 <sup>2</sup>. C'était lui qui avait dû protester officiellement contre la violation du territoire pontifical, et il l'avait fait dans les termes les plus diplomatiques, mais aussi les plus sévères, parlant de la vengeance et de la victoire définitive de Dieu, « le seigneur des dominateurs ; » langage dont s'exaspéra Napoléon, qui n'aimait pas à entendre rappeler les limites de sa puissance. Mgr Gabrielli acceptait son exil avec patience, s'appliquant à lui-même les paroles qu'il avait mises dans la bouche du pape : « Toujours résigné au jugement de Dieu, rassuré en même temps par la pureté de sa conscience, sachant qu'il souffre pour la justice, fidèle à ses devoirs, il laisse au ciel le soin de sa protection et lègue à la postérité le jugement de sa cause. »

Sa modération et sa modestie étaient grande : les autorités de Semur en furent touchées et s'efforcèrent de lui rendre doux et paisible le séjour de leur petite ville. Accompagné d'un aumônier et de deux domestiques, il occupait un modeste logement de 500 fr. par an ; un traiteur lui portait un unique repas par jour et quatre personnes se contentaient de ce maigre festin <sup>3</sup>.

Je trouve sur ces trois cardinaux des détails qui ont leur prix dans de courtes notes d'histoire locale ; elles résument leur vie en Bourgogne :

« Pendant son séjour, le cardinal di Pietro habita la maison de Saint-Vernier, située au bout des Bordes ; elle appartenait alors à M<sup>me</sup> de la Rivière. C'était un homme laborieux, très instruit, plein de foi et d'énergie. Il sortait peu et travaillait continuellement. En voyant son portrait, conservé à Semur, on lui donnerait soixante-dix ans, quoiqu'il n'en eût alors que soixante-trois ; mais le chagrin et les tribulations l'avaient vieilli considérablement, sa figure, grosse et ronde, est pleine de dignité.

«... Le cardinal Gabrielli était logé, près de l'hôpital, dans la maison de M<sup>me</sup> Varenne. Il célébrait la messe dans la chapelle de l'hôpital, avec de grands sentiments de piété et souvent en versant des lar-

<sup>1</sup> Dépêche de Lefebvre, 15 avril 1808. Affaires étrangères, *Rome*, vol. 941.

<sup>2</sup> Né à Rome, d'une famille princière, le 20 juillet 1748. Mgr Gabrielli devint évêque de Sinigaglia. Prosecrétaire d'État, arrêté, exilé, il revint l'Italie avec ses autres collègues à la chute de Napoléon, et mourut en 1822.

<sup>3</sup> Rapport du préfet de de la Côte-d'Or, 3 août 1810. — Arch. Nat. F7-6538.



mes abondantes. Il était grand, maigre, pâle et très recueilli. Son portrait dénote un homme d'une cinquantaine d'années, bien qu'il en eût alors plus de soixante. Il était accompagné d'un secrétaire appelé M. l'abbé Ferucchi.

« Le cardinal Opizzoni occupait, dans la rue Buffon, la maison la plus rapprochée du porche, à droite, en venant de la place Notre-Dame. Il disait sa messe dans une chapelle particulière établie dans la maison des demoiselles Labbé, de l'autre côté du porche. Il laissa, comme souvenir, à ces demoiselles, une chasuble en drap d'or, qui a servi, durant de longues années, à célébrer les messes de mariage et la première messe les jours de fête. Son portrait indique un homme de quarante à quarante-cinq ans. Sa figure est un peu ovale et maigre, et sa physionomie spirituelle.

« Le 5 septembre 1842, il envoya de Bologne, à l'église Notre-Dame de Semur, des reliques de la vraie croix, des apôtres Pierre et Paul et de plusieurs autres saints....

« .... Ces trois princes de l'Église portaient des soutanes noires avec revers et ornements rouges. Ils menaient une vie fort retirée, le cardinal di Pietro surtout; ils avaient des relations très rares avec les personnes notables de la ville de Semur et des villages voisins. Ils ont obtenu à la chapelle de l'hôpital plusieurs indulgences plénières.... Tous les trois ont laissé les meilleurs souvenirs à Semur, où ils étaient très respectés et considérés par tout le monde comme de généreux confesseurs de la foi, souffrant avec beaucoup de patience, de courage et de résignation, d'injustes persécutions.

« .... Les trois cardinaux parurent pleins de joie et de confiance en Dieu, lorsqu'on leur annonça qu'ils allaient quitter un internement, déjà bien dur et bien pénible, pour entrer dans une véritable prison (Vincennes), parce qu'ils savaient que Dieu récompense d'autant plus magnifiquement ses serviteurs fidèles, qu'ils ont plus souffert pour son amour et pour la gloire de son saint nom.<sup>1</sup> »

Dans les procédés courtois des municipalités, il y avait certainement une belle victoire remportée sur le zèle administratif, qui se laisse difficilement aller à la compassion, et que le pouvoir central tenait en haleine dans son rôle de surveillance, témoin cette lettre du 8 août 1810 :

« Paris, le 8 août 1810.

« Monsieur le préfet, vous avez dans votre département les cardinaux Galeffi, della Somaglia, Mattei, Saluzzo, Pignatelli, Scotti, de-

<sup>1</sup> Abbé Lucotte, *Les Cardinaux noirs à Semur en Auzois*. — *Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuses du diocèse de Dijon*, novembre-décembre 1885.

puis le commencement de juin. Sa Majesté peut me demander d'un moment à l'autre des renseignements sur leurs relations avec la société et celles de la société avec eux dans les villes qu'ils habitent. Veuillez m'écrire de temps en temps ce qui parviendra à votre connaissance.

« Agréez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

« *Le ministre des cultes,*

« BIGOT DE PRÉAMENEU <sup>1</sup>. »

Dans cette ville vivaient les cardinaux della Somaglia et Scotti.

Le premier était un véritable homme d'État et un grand seigneur <sup>2</sup>. Sa famille, des plus considérables de Plaisance, était protégée par les ducs de Parme; Albéroni fut son parrain. Tout jeune encore, après une éducation fort cultivée, il était entré dans la chancellerie romaine, et la fameuse allocution où Pie VI annonçait au Sacré Collège l'attentat du 21 janvier 1793 était de sa main. Ses relations avec la cour de France lui avaient inspiré le culte des Bourbons : il avait fait composer un grand tableau sur la « canonisation de Louis XVI, » et cet attachement pour la famille royale donnait à son exil une légère teinte politique qu'il ne repoussait pas. Homme du meilleur monde, instruit, éloquent, aux manières élégantes, il exerçait sur ceux qui l'approchaient la séduction d'un noble caractère et d'un esprit délicat; M<sup>me</sup> de Staël, peu suspecte de bienveillance envers les prêtres romains, n'y avait pas échappé. « Ce sont les cardinaux, en vérité, qui me plaisent davantage, écrivait-elle en février 1805; comme ils ont gouverné, comme ils ont eu affaire avec les hommes et les choses, leur tête est beaucoup moins aride. Consalvi, Erskine, La Somaglia surtout me plaisent extrêmement. »

Avec ses vieux remparts et ses petits quais sur la Meuse, Mézières, sombre et resserrée, ne pouvait offrir un grand attrait au

<sup>1</sup> C'est aux archives de Mézières que se trouve ce document. J'en dois l'obligeante communication à M. Laurent, archiviste du département des Ardennes, qui n'a pas trouvé trace de la réponse, faite cependant le 7 septembre 1810 comme l'indique une note marginale sur la pièce originale.

<sup>2</sup> Né le 9 juillet 1744, mort le 2 avril 1830. — Cardinal le 1<sup>er</sup> juin 1795. — Cardinal-vicaire en 1800. — En 1820, cardinal doyen, évêque d'Ostie et Velletri. — Secrétaire d'État de Léon XII, de 1823 à 1828. — On remarqua qu'il avait aidé de ses lumières sept Papes, successivement.

cardinal della Somaglia, habitué aux vastes places de Rome et aux larges rues de Paris. La solitude fut un peu égayée par l'arrivée à Charleville (une simple chaussée sépare les deux villes) des cardinaux Galeffi et Saluzzo <sup>1</sup>, dont le séjour à Sedan n'avait été que provisoire. Ils avaient loué une petite maison momentanément libre; on chercha vainement pour eux un logement plus convenable, et on proposa enfin les bâtiments du collège. Mais Réal déclara la chose « de toute inconvenance <sup>2</sup>. » Autorisés à s'installer dans les petits hameaux voisins : Balan et Torcy, ils n'y allèrent pas.

La municipalité de Sedan fut pleine de respect : elle était composée de braves gens, hospitaliers, désireux de bien faire, mais un peu naïfs, si l'on en juge par la crédulité avec laquelle, au mois de mai 1813, ils accueillirent un imposteur qui, soigné à l'hôpital, se fit passer pour le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède. Ils écrivirent aux cardinaux Saluzzo et Galeffi pour qu'ils vinssent au secours de leur « collègue » malade et sans argent. Ceux-ci eurent quelque peine à détromper ces bourgeois romanesques, mais l'aventure indique les bons souvenirs qu'avaient conservés d'eux leurs anciens hôtes <sup>3</sup>.

Charleville et Sedan sont deux villes de manufactures où la population ouvrière se montra toujours déferente pour les exilés, que d'ailleurs l'on rencontrait fort peu <sup>4</sup>. Il en fut de même

<sup>1</sup> Ferdinand-Marie Saluzzo, des ducs de Conegliano, naquit à Naples le 21 novembre 1744. Successivement protonotaire apostolique, vice légat de Ferrare, ponent de la Consulte à Rome, nonce en Pologne (1784), président du duché d'Urbino, il fut promu au cardinalat le 23 février 1801. Il était membre des congrégations du Concile, de la Propagande et des Evêques. — Après les événements qui le conduisirent violemment en France en 1814, il devint préfet de la congrégation du Gouvernement. En novembre 1816, sa mort affligea vivement la société romaine où sa douceur, son affabilité lui avaient conquis de vives sympathies.

<sup>2</sup> Arch. Nat., F7 6529.

<sup>3</sup> On lit tout le détail de cet épisode dans les *Mémoires* (II, p. 143-145) du cardinal Pacca, qui raille notre facilité française à croire aux bruits les plus vagues, et remarque, avec malice, que nous n'avons pas changé depuis César qui disait des Gaulois : *Rumoribus atque auditionibus permoti*.

<sup>4</sup> Leur vie était si modeste que nul souvenir de leur séjour ne se retrouve aujourd'hui. L'abbé Prignon, qui a écrit trois gros volumes sur l'*Histoire du pays et de la ville de Sedan*, ne fait aucune mention des cardinaux exilés. Cette remarque s'étend à Saint-Quentin. J'ai vainement parcouru le Dictionnaire des rues, places et carrefours de cette petite ville, au tome II des *Études saintquentinoises* de Gomart, espérant y trouver, au milieu de renseignements de second ordre, une indication sur le lieu de leur habitation, de 1810 à 1813. C'eût été une très naturelle mention, curieuse pour l'histoire locale. Pas une ligne.

à Saint-Quentin, où les fabriques ne sont pas rares. Là étaient internés Mgr Litta et Mgr Ruffo.

Celui-ci, des princes de Scilla, avait, comme archevêque de Naples, refusé de prêter serment, en 1806, à Joseph Bonaparte : il savait, de longue date, ce que commande la fidélité à son prince <sup>1</sup>.

Il fut l'objet d'un mauvais rapport de la part du baron Malouet, préfet de l'Aisne, qui, en octobre 1810, le signalait ainsi au duc de Rovigo : « Il finit habituellement la journée par un *Te Deum* chanté par lui, ses chapelains et ses gens, dans son salon, les fenêtres ouvertes ; ce qui attire autour de sa maison un rassemblement considérable de gens dont les uns sont édifiés de la ferveur du prélat, et dont les autres rient. Cette bizarrerie dans la conduite du cardinal est évidemment contraire au respect dû à la religion qu'il croit honorer. » Tout aussitôt il y eut lettres, enquêtes, informations ; mais le sous-préfet de Saint-Quentin, mieux placé pour apprécier les choses, apaisa cette tempête en rectifiant les exagérations : le cardinal Ruffo est sourd, ses aumôniers, pour se faire entendre, sont obligés d'élever la voix ; quelques enfants s'arrêtent à ce bruit sous les fenêtres, et voilà tout <sup>2</sup> !

Le cardinal Litta avait le singulier privilège, je ne sais à quel titre, d'exciter la verve de l'empereur, et c'était, en général, à lui personnellement que, dans les audiences, s'adressaient les apostrophes, les railleries, les remontrances qui visaient tout le Sacré Collège. L'éloignement de Paris, où ces scènes de violence tendaient à se multiplier, ne pouvait lui causer un bien vif regret. En eût-il éprouvé, que l'étude lui eût apporté un dédommagement. Il passait de longues heures à sa table de travail : comme littérateur, il traduisit en italien les chants de l'*Iliade* ; comme théologien, il composa un mémoire sur les fameux quatre articles de l'Église gallicane, dont l'ignorance et la mauvaise foi prétendaient s'armer <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Louis Ruffo (parent du fameux cardinal Fabrice Ruffo), né le 25 août 1750, archevêque de Naples en 1804, réfugié à Rome en 1806, exilé en France en 1809, interné de 1810 à 1813, reprend son siège en 1814, chef de l'instruction publique du royaume des Deux-Siciles en 1822, mort le 17 novembre 1832.

<sup>2</sup> Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6529.

<sup>3</sup> *Lettres sur les quatre articles dits du clergé de France*. Ces vingt-neuf lettres, d'un très bon style, furent publiées à Rome et devinrent promptement

A Rethel, le cardinal Mattei occupait ses loisirs forcés d'une façon également studieuse : transcrivant les réflexions que lui inspiraient sa haute piété et son ardente dévotion ; d'où son livre très goûté du public religieux, quand il fut imprimé à Rome trois ans plus tard : « *Méditations des vérités éternelles* pour faire les exercices spirituels suivant la méthode de saint Ignace, distribuées en huit jours <sup>1</sup>. »

Son compagnon à Rethel, le cardinal Pignatelli, « vieillard vénérable, d'un caractère un peu sévère, dont les sentiments de magnanimité ne démentaient pas l'illustre naissance, » ne sortait guère de ses appartements, à la suite d'une attaque d'apoplexie. « Ils boivent, mangent dorment, prient Dieu, font quelques aumônes et distribuent des images aux enfants, » écrivait d'eux le sous-préfet, M. Noblet, fonctionnaire bel esprit, qui, en recevant la visite de ces « messieurs, » éprouvait « le

célébres en Italie. En 1826, une édition parut, annotée par La Mennais. — C'est à Milan, d'une famille noble, que naquit, le 26 février 1756, le cardinal Litta. Après avoir été protonotaire apostolique, il venait d'être nommé archevêque *in partibus* de Thèbes, quand Pie VI l'envoya comme nonce en Pologne ; là, de 1794 à 1797, au milieu d'une terrible révolution, il montra un courage et une prudence remarquables. Il continua, à Saint-Petersbourg, de pourvoir aux intérêts catholiques en Russie. Revenu pour assister au conclave de Venise, il fut créé cardinal par Pie VII en septembre 1801. — En 1814, il fut nommé évêque de Sabine, préfet de l'Index et de la Propagande ; en 1818, cardinal-vicaire. Le 1<sup>er</sup> mai 1820, il mourut au cours d'une visite pastorale dans son diocèse. On peut voir, par l'extrait de l'article suivant, les souvenirs qu'il avait laissés en France :

« Tous ceux qui l'avaient connu à Paris ont pris part au deuil de l'Eglise. Cette perte n'a pas été moins sentie à Saint-Quentin, où le cardinal avait séjourné près de trois ans, ainsi que S. Em. le cardinal de Ruffo-Scilla. Les ecclésiastiques, les simples fidèles, les protestants même de cette ville avaient été frappés du mélange de douceur, de noblesse et de fermeté qui formait son caractère et des charmes de sa conversation instructive. Dès qu'on a su sa mort à Saint-Quentin, le clergé a célébré un service solennel pour le repos de son âme, et plusieurs fidèles se sont unis à ce tribut d'attachement et de respect pour sa mémoire. » (*Ami de la religion*, 7 juin 1820.)

<sup>1</sup> Mgr Mattei joua un rôle important dans les affaires religieuses de son temps. Il naquit à Rome, le 20 février 1744. Il appartenait à une famille princière. Comme chanoine de Saint-Pierre, il devint populaire par sa charité, ses visites dans les hôpitaux, ses catéchismes aux petits enfants. Comme archevêque de Ferrare, il donna l'exemple de la régularité, dirigeant les synodes, présidant des conférences, encourageant les retraites. Il recueillit dans son palais les prêtres français déportés par les lois révolutionnaires. En 1797, il négocia avec Bonaparte le traité de Tolentino. Evêque de Porto et sous-doyen du Sacré Collège en 1809, évêque d'Ostie et de Velletri et doyen des cardinaux en 1814, il mourut le 20 avril 1820 et fut inhumé à Sainte-Marie *in Ara Cœli*, dans la sépulture de sa famille.

sentiment du respect qu'inspire la seule vue de cheveux blanchis par soixante-sept révolutions du soleil et le malheur des grandes chutes <sup>1</sup>. »

Leur présence, si modeste et si cachée qu'elle fût, avait fait sensation parmi la population catholique de Rethel ; le souvenir en est conservé dans cette page d'une chronique provinciale : « En 1810, deux cardinaux, NN. SS. Pignatelli et Matley (*sic*), venaient d'arriver à Rethel pour y rester en surveillance. Une lettre signée Bigot de Préameneu annonça que les intentions de l'empereur étaient qu'ils fussent traités avec égard, sans rigueur, mais aussi sans éclat. Les cardinaux furent traités avec respect ; ils étaient graves et sérieux, charitables et empressés pour faire le bien ; quelques personnes assistaient souvent à la messe qu'ils célébraient dans leurs appartements, principalement chez M. Coche, Grande-Rue, dans le salon faisant partie de la maison appartenant aujourd'hui à M. Chappe <sup>2</sup>. »

Ce contact immédiat des cardinaux italiens et des catholiques français eut un double et très heureux résultat : ceux-là conquirent de près le clergé et les fidèles de France ; ceux-ci, à leur tour, purent les apprécier ; réciproquement, les préventions s'évanouirent. Dieu sait ainsi tirer le bien de l'Église de circonstances qui semblent devoir lui être défavorables. Dans ce commerce journalier, les uns admirèrent les vertus et la science de nos prêtres, que leur avaient voilées les exagérations de la théologie gallicane ; les autres goûtèrent le charme de cette aménité et de cette prudence romaines que de vieux préjugés ne leur faisaient pas soupçonner chez des prélats auxquels ils donnaient avec méfiance le nom assez vague « d'ultramontains. » Le cardinal Pacca avait nourri ces préventions, peut être en avait-il été lui-même l'objet ; il lui appartient de dire comment les unes et les autres sont tombées.

« .... Peu prévenu dès ma jeunesse en faveur des Français, j'avais cependant conçu une haute idée du clergé de cette nation. Lorsque plus tard je fus à même de connaître un grand nombre d'évêques français, mon estime pour le clergé de France ne fit que s'accroître. Que le clergé des autres pays où

<sup>1</sup> Rapport au duc de Rovigo, 11 janvier 1811.

<sup>2</sup> *Rethel et Gerson*, par Ch. Pauffin, p. 210. (Paris et Rethel, 1845.)

j'ai demeuré quelques années, et le clergé d'Italie surtout me pardonnent cet aveu : il me semble que le clergé de France les surpasse tous par l'instruction, par l'éducation et par le talent pour la parole évangélique.....

«.... Les persécutions subies par les Églises de France et d'Italie, en forçant les prêtres de ces deux nations à se fréquenter, ont rapproché les fils de la mère, et préparé une réconciliation de famille. En général, les prêtres italiens ne pouvaient croire que les défenseurs des *quatre articles* pussent, en matière ecclésiastique, penser et agir catholiquement (qu'on me passe cette expression). Ils avaient puisé cette opinion dans les mémoires des jurisconsultes français, dans les arrêts des parlements et dans tant d'autres ouvrages infectés de jansénisme où ils découvraient, en effet, sous le voile des *libertés de l'Église gallicane*, le venin du schisme et de l'hérésie. Les prêtres français, de leur côté, n'avaient pas en général une juste idée des doctrines romaines qu'ils appellent ultramontaines. Les philosophes, en présentant sans cesse sous un point de vue ridicule et perfide nos maximes, avaient réussi à persuader à ceux qui n'examinaient pas ces questions par eux mêmes, c'est-à-dire au plus grand nombre, que les doctrines romaines étaient absurdes et qu'elles *répugnaient au bon sens*, selon l'expression soldatesque de Napoléon. Dans plusieurs conversations que j'eus avec de respectables ecclésiastiques français, je ne tardai pas à m'apercevoir qu'ils nous attribuaient des maximes exagérées sur l'exercice de la juridiction primatiale du pape...., ils n'avaient jamais lu nos meilleurs ouvrages contre les quatre propositions. Plusieurs de mes collègues en recommandèrent la lecture aux prêtres français qu'ils fréquentaient, et j'ai su que leurs conseils furent suivis d'heureux résultats. Ce ne fut pas, au reste, le seul bon effet que produisit la présence en France de ces illustres exilés ; elle réveilla l'ancienne estime de cette nation pour le clergé d'Italie et surtout celui de Rome <sup>1</sup>. »

Si quelqu'un pouvait faire naître l'estime et gagner la confiance, c'était bien le cardinal Consalvi, à l'esprit fin, aux manières douces et séduisantes qui le firent nommer « la Sirène. » Reims lui avait été assigné pour séjour ainsi qu'au cardinal

<sup>1</sup> Pacca, *Mémoires*, t. II, p. 179 et suiv.

Brancadoro. Ce n'était plus la grande ville ecclésiastique du sacre, on lui avait supprimé jusqu'à son archevêché et sa gloire ne résidait plus que dans ses souvenirs. Modeste, cachée, humble, telle y était l'existence de l'exil : « Voici quatre mois que j'habite Reims, et j'y mène la même vie retirée qu'à Paris. Je n'ai accepté aucune invitation. Je n'ai pas d'autres connaissances que les trois ou quatre maisons auxquelles j'étais recommandé. Je n'ai jamais assisté à aucune fête, à aucune réception. J'ai toujours passé mes soirées chez mon compagnon qui a tenu la même conduite. Nous vivons entre nous, nous faisons et rendons seulement quelques visites de politesse, selon les circonstances. Notre position, celle de notre chef, du Saint-Siège et de l'Église, ne permettent pas à un cardinal d'agir autrement. Tel est du moins mon avis <sup>1</sup>. »

Des amis discrets, rares mais dévoués, ouvraient leur maison à Consalvi. M<sup>me</sup> de Guignicourt était du nombre, et le cardinal lui conserva une reconnaissance qu'il traduisit plus tard dans son testament avec un fidèle souvenir pour ceux qui avaient adouci les tristesses de son exil <sup>2</sup>.

Au mois de janvier 1811, après l'arrestation de l'abbé d'Astros, les deux cardinaux durent comparaître devant le sous-préfet pour être interrogés. Cette alerte montre combien était précaire leur sécurité; aussi vivaient-ils au jour le jour, sachant que leur domicile n'était jamais à l'abri d'une descente de police. Consalvi, qui a profité de ces longs jours de solitude pour écrire ses *Mémoires*, déclare les rédiger « au milieu des plus grands dangers, assiégé par la crainte incessante de se voir surpris composant un travail qui pourrait lui coûter

<sup>1</sup> *Mémoires*, t. II, p. 221.

<sup>2</sup> On lit dans ce testament, rédigé le 1<sup>er</sup> août 1822 par le cardinal Consalvi, parmi la liste de ses très nombreuses largesses, les legs suivants :

«.... A M<sup>me</sup> la marquise de la Rianderie, à Paris, un camée nacré de jaspé couleur de sang. A M<sup>me</sup> Alexandrine, sa fille, un médaillon en camée.

« A M<sup>me</sup> la baronne de Guignicourt, à Reims, une écritoire en écaille de tortue, avec arabesques d'argent doré, et divers objets d'or.

« A M. le chevalier Charles de Thuisy, à Paris, la tabatière couleur pourpre, avec camée, et un sceau fait d'une topaze d'Angleterre.

«.... A M<sup>me</sup> Joséphine Lion, à Reims, un « souvenir. »

«.... A M. l'abbé Boucard, de Béziers, une tabatière d'or émaillée et deux petits chandeliers de marbre avec figurines de bronze doré. »

Le cardinal nous donne ainsi la liste des personnes qui, en France, avaient eu de lui un soin particulier.



cher <sup>1</sup>. » Heureusement, il a pu le mener à bien, le soustraire aux regards des agents de police et nous laisser ainsi les plus intéressants souvenirs : *Mémoires sur diverses époques de ma vie* (écrit en octobre 1810) ; — *Mémoires sur mon ministère* (en février 1812) ; — *Mémoires sur le Conclave de Venise pour l'élection de Pie VII* (été de 1812) ; — *Mémoires sur le Concordat de 1801* (fin de 1812 <sup>2</sup>).

Cette existence quasi claustrale n'attirait pas les regards, et leur présence demeura presque inaperçue de la foule. Je n'ai pu retrouver aucune trace de leur séjour, reconstituer aucun vestige de leur passage ; les archives de la Marne ne renferment pas un seul document les concernant, sauf cette mention sommaire d'un manuscrit de la bibliothèque de Reims : « 1810. — En juin, deux cardinaux, Leurs Excellences Gonzalvi et Brancadoro (*sic*), qu'on avait exilés à Paris, arrivèrent à Reims. L'Empereur les envoyait dans cette ville parce qu'ils avaient refusé d'assister à son mariage au mois d'avril précédent. Les trois prêtres italiens qui étaient à Reims vont à Paris <sup>3</sup>. »

Rayés de la liste des vivants, oubliés de tous, sauf du Pape, qui priaït pour eux, de quelques catholiques qui les secouraient, et de l'Empereur qui les poursuivait de son implacable colère, le spectacle de la fortune de leur persécuteur pouvait exciter leur étonnement, il ne leur arrachait pas une parole irritée ; leur conscience restait fière, leur esprit calme ; les vues certainement trop humaines de leurs collègues les peinaient, sans altérer leur fermeté personnelle : « Les cardinaux rouges sont restés à Paris, et l'on dit qu'ils fréquentent le grand monde, » écrivait Consalvi avec une douceur attristée. Avaient-ils le cœur plus tranquille, ces prélats jetés dans le constant souci de ne pas déplaire au maître ? Napoléon a répondu pour eux et aussi

<sup>1</sup> « J'ai rédigé ces mémoires dans des heures si critiques que, pour en donner une faible idée, il suffira de dire qu'aussitôt après avoir terminé une feuille, je devais la cacher en lieu sûr, afin de la soustraire aux recherches imprévues que nous avions toujours à redouter. » *Consalvi*, t. II, p. 494. — 7 février 1812.

<sup>2</sup> Je transcris le titre de ces manuscrits dans l'ordre de leur composition, qui est aussi l'ordre logique de leur lecture. Je ne sais pourquoi, en les publiant, Crétineau-Joly leur a donné un classement différent, qui bouleverse la chronologie et choque le bon sens.

<sup>3</sup> *Abregé historique sur l'histoire de Reims*, par Lacatte-Joltrois. Ms. de la bibliothèque de Reims, t. II, p. 562.

pour ceux qu'il frappait, en disant : « L'homme heureux est celui qui se cache de moi, au fond de quelque province. »

#### IV.

Nous venons de voir quelle existence menaient les Cardinaux noirs. Mais de quoi vivaient-ils ? Sans traitement de l'État, sans revenus de leurs diocèses, sans la jouissance de leurs biens patrimoniaux, quelles pouvaient être leurs ressources ?

Ce fut la charité des fidèles qui y pourvut, et d'une manière si régulière que nous trouvons là l'organisation première des forces catholiques à notre époque.

Pour modeste qu'elle fût, l'*Œuvre des Cardinaux noirs* est le point de départ de ces œuvres militantes qui ont eu le double avantage d'arrêter les ennemis de l'Église et de fortifier ses enfants. Déjà, sans doute, les membres de la *Congrégation*, depuis huit ans, avaient appris à secourir les malades des hôpitaux, à visiter les prisonniers, à catéchiser les enfants<sup>1</sup> ; mais c'étaient les effets de la charité évangélique, précepte qui s'adresse à tous, en tout temps, et qui demeure individuel. Autre chose est un mouvement collectif qui se traduit à certains moments, dans la vie sociale. Plusieurs congréganistes avaient spontanément franchi le fossé qui sépare l'action privée de l'action publique, en répandant, à leurs risques et périls, la bulle d'excommunication<sup>2</sup>. Les circonstances leur créaient, à eux catholiques, des devoirs nouveaux ; pour y satisfaire, il leur fallait une organisation spéciale, indépendante de leur association de piété. Sans quitter la *Congrégation*, qui répondait aux besoins de leur cœur et satisfaisait aux préceptes de la charité, ils créèrent un groupement distinct pour obéir à leur zèle d'enfants de l'Église. Protéger des prélats étrangers contre l'arbitraire du gouvernement de la France est une situation délicate pour des Français ; mais ici aucune hésitation ne paralysa leurs efforts, leur patriotisme n'eut aucune concession à faire, aucun regret à éprouver ; ils pouvaient se confier, en toute sécurité de conscience à ce sentiment de fraternité chrétienne qui ne connaît pas de frontières.

<sup>1</sup> *La Congrégation* (1801-1830), chapitre X.

<sup>2</sup> *Id.*, p. 105-106.

Eugène de Montmorency avait apporté à Paris la bulle d'excommunication, Alexis de Noailles l'avait copiée et répandue ; Mathieu de Montmorency fut l'âme de la société qui se créa spontanément pour fournir des subsides aux cardinaux réduits à la besace. La police avait mis les scellés sur leurs meubles, au lendemain de la scène des Tuileries ; ils durent quitter leurs appartements. Les amis les plus intimes leur procurèrent un gîte, les bourses s'ouvrirent, et quelques rouleaux d'or les tirèrent d'un embarras si soudain. Il devint nécessaire de régulariser ces aumônes du premier jour, de les faire naître, puis parvenir. L'œuvre prit le nom de *Caisse des confesseurs de la foi*.

Déjà, au mois de juillet 1809, lors du passage à Grenoble de Pie VII, Mathieu de Montmorency était accouru mettre sa fortune à ses pieds. Ce fut le même service qu'il voulut remplir auprès des cardinaux. Il se vit soutenu par un prêtre modeste, populaire par son zèle et sa charité : l'abbé Legris-Duval, qui avait fait ses preuves de courage en allant, le 20 janvier 1793, s'offrir à la Commune de Paris pour porter à Louis XVI le secours de son ministère, et donné la mesure de son dévouement en fondant l'œuvre des *Orphelines de la Révolution*.

Il convient d'écrire avec respect les noms des hommes et des femmes de cœur qui répondirent à leur appel. Le chevalier de Thuisy, les abbés de Bonnefoi, Perreau, de Selve, d'Haulet, de la Palme, Rey et Tournefort, Adrien de Montmorency, Charles de Mazenod, Martial de Loménie, le comte de Roucy <sup>1</sup>, M. de Grosbois, les princesses de Poix <sup>2</sup> et de Chimay, la duchesse de Duras, M<sup>mes</sup> de Paravicini, de Raffin, Leclerc et de Saint-Fargeau, les marquises de Croisy <sup>3</sup> et de Cordoue <sup>4</sup>, la comtesse de Saisseval, M<sup>mes</sup> de Choiseul et de Quinsonas, l'abbé d'Astros, vicaire général de Paris, et l'abbé Desjardins, curé de l'église des Mis-

<sup>1</sup> Je crois qu'il faut écrire ainsi le nom de M. de Roucy et ne pas le confondre avec le comte de Roussy, mari de M<sup>me</sup> de Sales, descendante du saint évêque de Genève, parent de M. de Bonald, plus tard congréganiste et membre de toutes les bonnes œuvres pendant la Restauration, mais qui, sous l'Empire, était sous-préfet d'Annecy.

<sup>2</sup> Par suite d'une faute d'impression, sans doute, M. Mayol de Luppé la nomme à tort la princesse de Foix.

<sup>3</sup> Marie Billard, marquise de Croisy, était une pénitente de l'abbé Legris-Duval ; aucune bonne œuvre ne lui fut étrangère ; elle mourut à cinquante-six ans, le 27 décembre 1823.

<sup>4</sup> M<sup>me</sup> de Montboissier.

sions, furent loin de demeurer étrangers à ce mouvement.

Tous et toutes étaient faits pour pratiquer l'apostolat dans ce qu'il présente de plus héroïque, la charité dans ce qu'elle offre de plus ingénieux. Braver le danger d'une dénonciation, d'une imprudence, d'une fausse démarche, éviter l'indiscrétion d'un domestique, le soupçon d'un homme de police, les questions d'un désœuvré, ne pas faire un voyage de fantaisie, ne pas écrire une lettre de badinage, ne pas lire un livre suspecté, ne pas risquer un geste d'impatience, tel était le rôle délicat d'un membre de l'association, et cela en un temps où le cabinet noir ouvrait toutes les lettres, où les causeries du coin du feu étaient rapportées, où l'habitude de courber la tête avait donné aux âmes l'empreinte de la lassitude et marqué les visages du cachet de la servilité.

Le futur évêque de Marseille, Charles de Mazenod, alors séminariste à Saint-Sulpice, apprenant que le cardinal di Pietro, pour ne pas compromettre plus longtemps le collège irlandais où il trouvait l'hospitalité, allait se trouver sans logement avec six francs pour toute ressource, courut chez la mère de Soyecourt. Celle-ci, après avoir racheté le couvent des Carmes de la rue de Vaugirard, en souvenir de son père massacré, et pour honorer l'ancienne maison de son ordre, avait réuni là les Carmélites dispersées par la Révolution. Elle n'hésita pas à offrir un asile au ministre de Pie VII : « Monseigneur, vous avez possédé pendant quelque temps les clefs de saint Pierre <sup>1</sup>; veuillez accepter maintenant celles du jardin des Carmélites pour vous y promener à votre gré. » C'est de cette retraite que le cardinal était parti pour Semur. M<sup>me</sup> de Soyecourt prit dès lors une part très active dans tout ce qui s'organisa en faveur des exilés.

J'ai aimé à retrouver dans les vieux cartons des Archives la trace d'un pauvre ouvrier catholique qui joignait la modestie de son dévouement aux efforts de ces gens du monde.

Jean-Baptiste Le Mathe, garçon imprimeur à Bordeaux, faisait partie de la Congrégation de cette ville dont était directeur l'abbé Chamiade, chanoine honoraire de la cathédrale. Son

<sup>1</sup> Allusion au rôle du cardinal chargé provisoirement, après la mort de Pie VI, de la direction des affaires pontificales.

maitre certifiait « qu'il était un des ouvriers qui honorent le plus leur profession par leur moralité. » — Venu, en 1811, travailler à Bayonne, il fut arrêté pour avoir répandu « une prière pour le pape, » et le rapport de police qui lui accorde « des mœurs sévères, » ajoute qu'il tient beaucoup à sa religion, qu'il a la manie très dangereuse d'imprimer les formules de prières qu'il recueille <sup>1</sup>. »

C'était alors une des grandes occupations de la police de l'empire : saisir les livres, brochures, feuilles volantes ou lettres traitant des choses religieuses et surtout de la situation de Pie VII. — On la voit perquisitionner plusieurs fois chez Ruscand, le libraire de Lyon, et d'ailleurs ne rien trouver. Elle était en éveil dans toute cette région de la France, et elle y suivait les traces de l'abbé Perreau, devenu tout à coup un personnage considérable. — Ancien précepteur des enfants du prince de Chalais, recueilli par M<sup>me</sup> de Carcado lorsqu'il fut dans le dénuement, il était alors signalé par les agents de Savary comme un « prêtre de Paris, agent actif du parti. » Dans le mois de novembre 1810, il se rendit clandestinement à Lyon, d'où il expédia un émissaire à Savone. Il se rendit ensuite à Semur pour remettre au cardinal di Pietro les pièces que cet émissaire avait rapportées et ne fut de retour à Paris que le 20 décembre. « On trouva dans ses papiers un grand nombre d'écrits séditieux sur les affaires ecclésiastiques et une *discussion dans le sens le plus coupable sur le mariage de Sa Majesté* <sup>2</sup>. »

En partie, ces renseignements étaient exacts. M. Perreau avait été recevoir à Lyon les dépêches de Pie VII, des mains de Bertaud du Coin. Il y avait là toute une organisation catholique : Bertaud du Coin était en relations avec l'abbé de la Bruyère, habitant Marseille <sup>3</sup>, à qui André Morelli <sup>4</sup>, valet de chambre du Saint-Père, remettait les pièces que l'on voulait faire parvenir aux cardinaux. De Lyon, ces documents, par les soins de M. Fran-

<sup>1</sup> Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6534. Dossier Lallemand.

<sup>2</sup> Id. F<sup>7</sup> 6529.

<sup>3</sup> L'abbé Ecolasse de la Bruyère, né à Saint-Lô en 1766, était précepteur de don François de Paul, fils de Charles IV. Arrêté en septembre 1811, il ne fut mis en liberté que le 6 décembre 1813, bien qu'on n'eût rien pu relever contre lui, si ce n'est un voyage à Paris où il était venu acheter des atlas pour son élève, chez Goujon, rue du Bac.

<sup>4</sup> Enfermé à la Force (janvier 1811). Le cardinal Fesch intercédait pour lui et obtint, en mars 1812, qu'il fût renvoyé à Rome.

chet d'Espérey, arrivaient à Paris, à Vanney, commis du banquier d'Audiffret, qui les portait chez l'abbé Perreau. A la fin de 1810, ce dernier se rendit lui-même à Lyon, séjourna chez M<sup>me</sup> de Raffin, au château de Saint-Vincent du Boissel près de Roanne <sup>1</sup>, puis à Nemours, chez un congréganiste qui devait être un grand promoteur des œuvres parisiennes, M. Bordier <sup>2</sup>, et enfin à Fontainebleau, chez M<sup>me</sup> de Paravicini.

Arrêté à son retour, — il ne recouvra la liberté qu'en 1814, — ses papiers donnèrent les noms de plusieurs de ses amis qui tout aussitôt furent appréhendés : en Savoie, l'abbé de la Palme, chanoine de la cathédrale de Chambéry, que le préfet du Mont-Blanc « sermonna, » puis fit relâcher ; l'abbé Rey, secrétaire de l'évêché, que ses relations avec Bertaud du Coin firent garder trois ans en prison, sans jugement ; à Metz, le vicaire général, l'abbé Tournefort, très lié avec M. d'Astros. On le conduisit à la Force, et comme il avait quêté pour les Cardinaux noirs (en Italie, il avait connu particulièrement della Somaglia, Mattei et Saluzzo), il fut gardé en surveillance à Paris <sup>3</sup>. — Il avait eu comme voisin de cellule, à la Force, l'abbé de Reboul, bien qu'on ait trouvé dans les papiers de celui-ci un distique en l'honneur de Napoléon et qu'il eût souscrit une proposition ultragallicane, sans doute pour échapper au régime d'une prison où il était obligé, écrivait-il, de « déchirer sa viande avec ses doigts <sup>4</sup>. »

Parmi les femmes arrêtées, M<sup>me</sup> de Paravicini paraissait, à cause de ses bontés pour l'abbé Perreau, la capture importante. On mit à sac son appartement de Paris et sa maison de Fontai-

<sup>1</sup> M<sup>me</sup> de Raffin, née Beaudinet de la Salle, était cousine du duc de Cadore. Très liée avec les abbés Perreau, d'Haulet, Recorbet ; très charitable. Les perquisitions faites à son château furent sans résultat.

<sup>2</sup> Principalement l'œuvre du catéchisme aux Savoyards. C'était un intime de M. Dupont, « le saint homme de Tours. » Il allait rendre visite à l'abbé Perreau, rue Cassette, au moment où les agents perquisitionnaient ; il fut arrêté comme « ami » et conduit à la Force sans autre forme de procès. Il fut relaxé sous caution quelques jours après.

<sup>3</sup> Prosper Tournefort naquit à Villes (Vaucluse), en 1762, émigra en 1791 et vécut à Bologne, Rome, Ascoli. Il entra dans les ordres en 1800, revint en 1802 en France, et devint chanoine de Lyon, puis en 1807 vicaire général de Metz. Envoyé en surveillance à Soissons, il ne la vit lever qu'en 1813.

<sup>4</sup> Déporté à Trieste en 1799, il connut là Mesdames de France, ce qui le fit accuser par la police impériale d'avoir été leur aumônier. Autorisé à rentrer en France en octobre 1809, il était très lié avec le curé de Saint-Roch et la famille Séguier. Son frère, le chevalier de Reboul, avait été tué à l'armée de Condé. Peu de mois après son arrestation, Savary demanda son élargissement.

nebleau. Rue de Sèvres, chez elle, on saisit les portraits de Louis XVI, de Marie-Antoinette et de Fénélon ! On lui reprocha d'avoir secouru des prisonniers espagnols détenus à Embrun. On enferma sa servante, Hélène Clavier, aux Madelonnettes, et elle dans la maison des dames du Refuge, puis on les envoya en surveillance à Vienne, plus tard à Auxerre <sup>1</sup>.

M<sup>me</sup> de Quinsonas <sup>2</sup> eut à subir moins de rigueur, pouvant donner sa parole qu'elle n'avait aucune relation directe ou indirecte avec l'abbé d'Astros, l'abbé Perreau ou les Cardinaux noirs. Il faut faire honneur à M. Pasquier, alors préfet de police, de ses procédés courtois envers cette femme respectable ; il s'en vante dans ses récents *Mémoires* <sup>3</sup>, et il a raison.

M<sup>me</sup> de Montjoie, supérieure des sœurs de la Visitation Sainte-Marie, dont la maison était alors rue des Postes, eut à se justifier d'avoir donné l'hospitalité depuis cinq mois au P. Fontana ; les réponses dignes, claires, nettes, péremptoires qu'elle fournit dans un long interrogatoire arrêterent les mesures vexatoires. C'était un ordre de Lavalette qui avait amené la saisie de sa correspondance, avec celles de Mgr Grégorio, de l'abbé Humbert, de l'abbé Guigou, vicaire général d'Aix, de l'abbé de la Bruyère et de Mgr Fontana, dans les papiers duquel on avait trouvé un écrit « où l'on traitait négativement la question si les *cardinaux* qui ont refusé d'assister au mariage de Sa Majesté peuvent prendre part au baptême de l'enfant qui doit naître de ce mariage <sup>4</sup>. »

La princesse de Chimay (Laure de Fitz-James), dame du palais de Marie Leczinska, puis dame d'honneur de Marie-Antoinette, avait gardé de ce temps passé une dignité de manières qui s'abaissait toujours devant les pauvres, mais qui refusa de s'incliner devant la toute-puissance de Napoléon. Elle déclina les offres qui lui furent faites pour prendre rang à la cour impé-

<sup>1</sup> Née en 1756, fille d'un gouverneur de la citadelle de Cambrai, M. de la Verde de Vallon, elle avait épousé M. de Paravicini, capitaine au régiment suisse de Valekner. Veuve à vingt-trois ans, elle se retira à l'abbaye Saint-Antoine, de Paris, et, après la Révolution, consacra sa modeste fortune et son temps aux bonnes œuvres.

<sup>2</sup> Catherine-Claudine de Chaponay, née en 1746. M<sup>me</sup> de Quinsonas demeurait, en 1811, au n° 8 du boulevard Montmartre.

<sup>3</sup> *Mémoires* du chancelier Pasquier, t. I, ch. xviii.

<sup>4</sup> Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6529.

riale : « Je suis bien vieille, disait-elle, j'ai perdu la mémoire; je ne me souviens plus que des vertus et des malheurs de mes maîtres. » D'un caractère aussi absolu, avec des vertus moins douces et des manières presque viriles, son amie, la duchesse de Duras <sup>1</sup>, n'épargnait ni temps, ni fatigues, ni soins.

Peut-être, à la distance de près d'un siècle, aujourd'hui que nos mœurs catholiques nous ont précisément formés à l'apostolat militant et habitués à la contagion du bon exemple, le dévouement de ces chrétiennes nous semble-t-il simplement conforme à leur devoir, et dès lors l'estime suffirait sans les louanges qui côtoient l'exagération. Songeons qu'en 1810, la France — je parle des honnêtes gens — la France entière se taisait quand agissaient ces femmes courageuses.

Elles reçurent leur meilleure récompense le jour où, après son retour à Rome, le Souverain Pontife, pressé de publier la reconnaissance qu'il entretenait depuis longtemps au fond du cœur, proclama leur zèle en manifestant sa gratitude : « Nous devons aussi des éloges à la France, et particulièrement aux dames les plus illustres de cette nation, dont la piété, la généreuse bienfaisance et les témoignages de vénération nous faisant, pour ainsi dire, oublier notre captivité, nous ont porté bien des fois à remercier le Très-Haut de nous avoir rendu témoin et spectateur de tant de vertus. »

Comme Mathieu de Montmorency était l'âme de l'association et l'abbé Legris-Duval la tête, le chevalier de Thuisy en fut le bras. Il était revenu d'émigration avec quinze louis dans sa bourse, et son premier soin fut d'en user pour des amis malheureux. D'anciens serviteurs eurent la délicatesse de lui faciliter le rachat de quelques terres de famille. Réal avait acquis — à bon compte — une de ces propriétés ; « il ne la lui rendit pas, mais il lui rendit des services, » comme il le disait lui-même, et le chevalier trouva dans ces « relations » un moyen de se soustraire et de soustraire beaucoup d'autres personnes aux vexations de la police. Sa générosité rencontra un aliment dans l'œuvre des Cardinaux noirs ; il la servit avec passion. Il se fit quêteur volontaire, allant de porte en porte, ingé-

<sup>1</sup> Louise de Noailles-Mouchy, qu'il ne faut pas confondre avec Claire de Kersaint, aussi duchesse de Duras, l'auteur d'*Ourika*, l'amie de Chateaubriand, et dont le salon fut célèbre après 1815.



nieux à trouver des ressources : dans une visite, il souffla une des bougies de la cheminée, disant qu'une seule lumière suffisait, mais demandant pour ses protégés le prix de l'autre <sup>1</sup>.

Il était trésorier, et la trésorière générale était M<sup>me</sup> Leclerc, aidée de sa fille, M<sup>me</sup> de Saint-Fargeau <sup>2</sup>. Ces dames recueillaient les cotisations, mais il était convenu qu'elles ne demanderaient jamais rien personnellement.

C'est à cette occasion que prit naissance « l'œuvre des ouvrages, » qui allait, en quelque sorte, être le type des moyens qui devaient alimenter les œuvres catholiques modernes. Une note de M<sup>lle</sup> Aline de Saisseval nous indiquera comment elle imagina d'utiliser les loisirs des femmes du monde par le travail, et d'exploiter l'adresse de leurs doigts au profit de la charité.

« Dans le temps de l'exil du Pape et des cardinaux, M. Legris-Duval ayant dit un jour devant moi qu'il lui fallait de suite 2,000 fr. pour ces augustes indigents, et qu'il ne savait où les trouver, je fus assez heureuse pour offrir un nécessaire que ma sœur m'avait donné à son mariage, après en avoir demandé la permission au marquis de Leusse, son mari. Cet objet pouvait valoir 20 louis. Je le mis en loterie ; les billets étaient de 20 fr. et rapportèrent 1,800 fr. J'étais à Saint-Sulpice, je disais : « Mon Dieu, quand je vous aurai donné mon nécessaire, il ne me restera plus rien ! » J'avais demandé que la messe qui allait se dire fût à l'intention que cette loterie rapportât le plus d'argent possible, et ma confiance était telle que je mis mon nécessaire sur un coin de l'autel, comme pour y attirer les bénédictions. Ce fut alors que j'eus l'idée de garder une petite somme, après avoir prélevé celle qui était nécessaire aux Cardinaux noirs, pour commencer l'œuvre des ouvrages. »

Grâce au chevalier « quêteur, » pendant les trois ans et dix mois que dura l'exil, on put distribuer 150,000 fr. Le 10 de

<sup>1</sup> Charles de Thuisy était né en 1754, en Champagne. Page de la comtesse de Provence et chevalier de Malte, il servit dans les dragons de Noailles. Après une campagne dans l'armée de Condé, il rejoignit sa famille en Angleterre. Il entra en France en 1802. Quand il mourut, à quatre-vingt-six ans, en 1840, il laissait un nom respecté et le souvenir d'une charité que rien ne lassait. Un concours énorme honora ses funérailles.

<sup>2</sup> L'habitude du dévouement ne se démentit pas chez M<sup>me</sup> de Saint-Fargeau ; c'est elle qui, en 1830, essaya de faciliter le départ pour l'Angleterre du prince de Polignac. — Voir *Le procès des ministres*, par Ernest Daudet.

chaque mois, M. de Thuisy remettait régulièrement 3,600 fr., dont bien souvent les derniers acomptes sortaient de sa bourse. Le cardinal Consalvi, se contentant des fonds que lui faisait parvenir de Rome le banquier Torlonia, n'avait jamais voulu rien recevoir de la *Caisse des confesseurs de la foi*, pour ne pas augmenter les sacrifices des donateurs ; et LL. EE. Gabrielli et Brancadoro, ayant seuls accepté la pension mensuelle de 250 fr. <sup>1</sup>, les secours s'adressaient donc à dix des Cardinaux noirs, puis à un cardinal « rouge, » Mgr Despuig, absent de la cérémonie du mariage impérial, excusé par sa maladie, et pour cela *seulement* exilé à Modène, où il mourut.

Mais le champ de l'aumône s'élargit facilement. Au Souverain Pontife à Savone, aux prêtres flamands en Belgique, on fit passer quelques secours indispensables. On n'eut garde d'oublier, dans ces modestes largesses, un des persécutés les plus intéressants, le prisonnier de Fenestrelle, l'illustre cardinal Pacca, qui a consigné dans ses *Mémoires* le témoignage de sa reconnaissance.

« Si les cardinaux et les prêtres italiens furent secourus de la manière la plus généreuse en France, ils le durent en grande partie à la *compassance* des femmes vertueuses de cette nation.... Elles fondèrent une caisse dite des *Confesseurs de la foi*, destinée à fournir des secours aux cardinaux et aux prêtres italiens qui se trouvaient dans la détresse.

« Les respectables dames n'oublièrent pas qu'un cardinal était détenu à Fenestrelle, et lui offrirent leurs généreux secours, en ajoutant que personne n'avait plus droit que lui au dévouement des fidèles français <sup>2</sup>. »

Par bonheur, le bien est contagieux, et l'on vit s'ouvrir des mains qu'on ne s'attendait pas à rencontrer généreuses. Le cardinal Fesch, après avoir accordé plus qu'il ne convenait aux sentiments de la parenté, voulut adoucir, selon ses moyens, les tribulations de ses collègues du Sacré Collège et secourir les

<sup>1</sup> *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle*, t. II, p. 370.

<sup>2</sup> Pacca, *Mémoires*, t. I, p. 293. — Le cardinal subit trois ans et demi de détention, du 6 août 1809 au 5 février 1813, et cela sans interruption. M. Welschinger, dont les informations sont si exactes, a cependant commis sur son compte une double erreur (*Divorce de Napoléon*, p. 230), en le faisant entrer à Fenestrelle dès le 18 juillet 1809. et en le plaçant en surveillance à Novare à la date du 18 décembre 1811. Il était au cachot à ce moment, et pour dix-huit mois encore.

victimes du courroux de son neveu. Contraste singulier : Mgr d'Isoard, auditeur de Rote, et l'abbé Lucotte, de la maison intime de l'archevêque de Lyon, versaient de sa part des souscriptions importantes, pour les cardinaux qu'il n'avait pas eu le courage de suivre dans leur résistance, et à l'heure même où il recevait leur persécuteur dans son hôtel de la rue du Mont-Blanc. On comprend que ces dons étaient faits sous le sceau du secret le plus absolu. Réal, fidèle en cela à ses promesses, ferma les yeux sur ces rapports assez fréquents pour être connus de la police ; et la situation même de l'oncle de l'Empereur commandait une réserve respectueuse à ce conseiller d'État, prudent envers la fortune, déesse sujette aux retours. Quoi qu'il en soit, il convient de lui tenir compte de cette modération, et plus encore de louer le cardinal Fesch d'une générosité dont il trouva sans doute la première récompense dans les lumières qui éclairèrent son esprit et lui donnèrent une fermeté méritoire lors du concile national de 1811.

On dit qu'un personnage bien autrement compromis et, à tous égards, bien moins digne d'indulgence, le cardinal Matry, voulut faire quelque chose pour les exilés, sauvant ainsi les apparences en faveur de ses collègues et vis-à-vis du public. Il aurait tenté des démarches, et se serait paré de ces velléités de bienveillance auprès des vicaires généraux et du chapitre de Notre-Dame. Il est certain que, dans des notes saisies par Savary chez l'abbé d'Astros, celui-ci, à la date du 6 novembre 1810, avait écrit : « Le cardinal nous raconte ses réclamations pour le pape et les Cardinaux noirs. » Mais dans tout cela qu'il y a-t-il de vrai ? Sans doute un de ces retours vers le devoir qui saisisaient parfois l'évêque infidèle, dont l'esprit était moins bon que le cœur, une de ces lueurs d'indépendance dont il aimait à éblouir sa propre conscience aveuglée par le besoin de la gloire, un de ces élans de trouble, de regret, de remords comme celui qu'il laissa échapper devant le cardinal Consalvi, le soir où il alla, en cachette, lui porter les propositions d'accommodement de la part de Napoléon : il se jeta impétueusement dans ses bras, les larmes aux yeux, en s'écriant : « Ah ! vous êtes bien heureux, vous ! » — Mais ce feu était éteint le 1<sup>er</sup> janvier 1811, quand il livra lui-même l'abbé d'Astros à la police du duc de Rovigo, et se fit le propre dénonciateur de son clergé avec une

âpreté dont nous trouvons la preuve dans cette lettre confidentielle adressée à Savary, gardée par ce dernier avec la mention « classer, mais tenir très secrète, » et qui jette sur ces temps étranges une trop triste lumière pour ne pas être reproduite ici :

« Le cardinal Maury s'empresse d'adresser à M. le duc de Rovigo la réponse confidentielle qu'il a bien voulu lui demander. Les bons témoignages qui lui ont été rendus du zèle et de la piété de M. l'abbé Lacalprade paraissent justes ; mais il n'est pas aussi certain qu'il soit étranger aux affaires et aux discussions dont il s'agit. La confiance particulière de *l'homme* qui l'a compromis et qui était sans cesse dans sa maison, le rend plus que suspect d'avoir partagé pour le moins ses opinions. Cette maison de cloître est un rendez-vous où tout le monde n'est pas admis et *qu'il importe de dissoudre*. Une grâce entière après un pareil éclat affaiblirait trop tôt la salutaire impression que cet exemple de vigilance a faite sur tout le clergé. Le parti le plus sage serait de renvoyer cet homme dans son département pour y rester en surveillance et en état d'épreuve pendant trois ou quatre mois. Le séjour de Toulouse n'exposerait à aucun danger. L'autre confident intime du même agent devrait subir le même sort. Ces messieurs attendaient une explosion dont ils auraient été les témoins avec beaucoup d'indifférence, peut-être même de satisfaction. Le cardinal Maury soumet ces observations à la haute sagesse de Son Excellence. L'air de Paris ne convient nullement aux ecclésiastiques qu'on soupçonne avec raison de n'être pas sincèrement dévoués à l'empereur.

« Paris, 31 janvier 1811. »

*A M. le duc de Rovigo, ministre de la police générale*<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Autographe du cardinal Maury. Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6534. Dossier Lacalprade

L'abbé Pierre-Joseph Lacalprade, chanoine honoraire, vice-promoteur du diocèse de Paris, avait été arrêté le 3 janvier 1811, à huit heures du matin, dans son appartement du Cloître Notre-Dame, rue Chanoinesse, n° 2. Bien qu'on n'eût rien trouvé de compromettant dans ses papiers, il avait été conduit à Vincennes. C'est ce moment que choisit le cardinal Maury pour le charger. On l'obligea à donner sa démission de chanoine, et on l'envoya en surveillance dans son pays, à Sarlat. Ses papiers furent remis en partie à sa belle-sœur, M<sup>me</sup> de Marquessac ; mais il ne recouvra le reste qu'au mois de mai 1814.

Sur les agissements de Mgr Maury j'ai trouvé, dans le même carton des Archives, un autre trait caractéristique. Il dénonce encore à Savary (21 novembre 1811) un ancien capucin de Bayeux, nommé Le Perchey, prêtre sacristain de Saint-Louis d'Antin, qui désignait, paraît-il, l'empereur sous le sobriquet d'*Etici* (mot wallon qui signifie : celui-ci) et qui « montrait la bulle d'excommunication à des conscrits » Cet ancien religieux paraît peu estimable ; mais que dire des délations habiles du soi-disant archevêque de Paris !

Tout aussitôt il fallait faire parvenir les sommes recueillies aux proscrits. Nouvelles difficultés. M. de Grosbois courait à Saint-Quentin, à Mézières, à Reims. M<sup>me</sup> de Grosbois pourvoyait, à Semur, aux besoins des cardinaux di Pietro, Gabrielli et Oppizoni. Sa sollicitude les suivra à Vincennes, lorsqu'ils seront enfermés au donjon, puis à Fontainebleau. Par les temps les plus rudes de l'hiver de 1813, à travers les glaces qui barraient les chemins, dans un mauvais cabriolet découvert, elle allait leur porter les vêtements dont ils manquaient. Là encore, il s'agissait de prudence, de précaution, de ruse : M<sup>me</sup> de Chimay ne put faire parvenir un manteau destiné au Saint-Père ; plus heureux, Adrien de Montmorency sut soustraire une soutane blanche à la surveillance des gens de police.

Le chevalier de Thuisy se multipliait à Charleville, à Sedan, à Mézières, mais surtout à Reims, où M. Ruinart de Brimont était son intermédiaire et distribuait par petites sommes, pour ne pas attirer l'attention, les aumônes qu'avaient apportées des commissionnaires fidèles, rouliers ou voituriers, et que des femmes du peuple venaient remettre, sous le manteau, au domestique du cardinal Brancadoro.

Ces visites du chevalier de Thuisy, bien que faites à la dérobée, éveillèrent les soupçons ; et quand, au mois de janvier 1814, l'examen des papiers de M. d'Astros, surtout ceux de l'abbé Perreau, mirent Savary sur la trace de la *Caisse des confesseurs de la foi*, des enquêtes furent ordonnées dans les villes où résidaient les proscrits.

« Je reçus à l'improviste, dit Consalvi, et mon compagnon d'exil aussi, un billet du sous-préfet de Reims, par lequel il m'annonçait que des « ordres supérieurs l'obligeaient à m'appeler sans retard à la sous-préfecture, pour lui fournir des renseignements sur l'objet de ces ordres.... » Le sous-préfet me dit qu'il était chargé de me demander quelles sommes j'avais reçues pour mon entretien depuis mon exil à Reims, et par quel intermédiaire, par la poste ou par la diligence, ou par des voituriers <sup>1</sup>, ou par des personnes venues *ad hoc*, et de qui, et de quel chiffre, et de quelle manière. Je lui répondis que je n'avais jamais reçu un sou de personne. — « Mais, répliqua-t-il comment faites-vous pour vivre, le gouvernement ayant saisi tous vos biens ecclésiastiques et patrimoniaux ? » Je lui déclarai que mon banquier

<sup>1</sup> Preuve que la police était bien informée.

de Rome n'avait pas, dans cette circonstance, retiré à son correspondant de Paris l'ordre de me fournir de l'argent. Le sous-préfet reprit que puisque je n'avais rien reçu de personne depuis mon arrivée à Reims, il n'y avait pas lieu de m'adresser les autres questions : en quelle qualité, de qui, de quelle manière, par quelle voie ? Ainsi se termina cette audience, honnête pour la forme : le sous-préfet n'ayant ajouté aucune impolitesse, aucune dureté à la dureté de la chose <sup>1</sup>. »

En effet, Consalvi n'avait jamais rien reçu, par délicatesse, « ne voulant pas surcharger, de gaieté de cœur, les généreux et nobles souscripteurs. » Tout autre était le cas du cardinal Brancadoro : il refusa de livrer le nom de ceux qui se dévouaient à lui.

La police fit généralement « buisson creux : » quand elle fouilla les papiers de Mgr della Somaglia et de son aumônier, l'abbé Bianchi, elle ne trouva rien que des lettres d'affaires et le testament du cardinal. — Elle parvint seulement à savoir que lui et le cardinal Scotti avaient des fonds déposés chez des banquiers de Paris : MM. Busony, Goupy et André. — Pour Mgr Litta, elle sut aussi qu'un de ses frères, résidant en Russie, lui envoyait une pension de 500 fr. par mois et qu'un autre frère, grand chambellan du royaume d'Italie, lui avait remis 600 louis à son arrivée en France.

Les précautions ne paraissent donc pas superflues quand on sait quelle ingéniosité présidait aux décisions arbitraires de la police d'alors : « Les motifs d'exil étaient aussi nombreux que variés. Un dévouement notoire, bien qu'inerte, aux princes de la maison de Bourbon, cause d'exil. Des relations avec le pape prisonnier ou avec les *cardinaux noirs*, cause d'exil. Des opinions entachées de républicanisme ou même de libéralisme, cause d'exil. Des rapports d'amitié avec les exilés, cause d'exil. Sans compter tout ce que la délation, la malveillance et le caprice d'un fonctionnaire pouvaient fournir de motifs à la rigueur du gouvernement, il y avait cette cause articulée quand on n'en avait pas d'autres : *mauvais esprit dans les sociétés*, qui permettait de tout atteindre <sup>2</sup>. »

Les procédés de Savary n'étaient rien moins que courtois : « J'ai

<sup>1</sup> *Mémoires*, t. II, p. 222.

<sup>2</sup> *Les amis de la jeunesse de M<sup>me</sup> Récamier*. — Appendice : « Les exilés sous le premier Empire. »

reçu une lettre du ministre m'invitant à me rendre chez lui ; je n'y avais jamais été. Pour la première fois il s'est expliqué de la façon la plus sévère. Il m'a reproché des propos que je n'ai pas tenus, mais sans me les citer. Il m'a surtout reproché mon intérêt, *mes plaintes sur les exilés et mes rapports intimes avec eux* ; tout cela, je crois, était un exorde pour arriver à ce qu'il appelle ma *neutralité*. Il est parti de ce texte pour me dire, avec les manières les plus violentes, que j'avais tout à craindre de sa sévérité. Je ne puis entrer ici dans de plus longs détails ; tout cela vous explique assez que je suis sur le bord de l'abîme <sup>1</sup>.

C'est sans avertissement préalable et avec une habileté qui faisait coup double que fut frappé Mathieu de Montmorency : il était à Coppet le 17 août 1810 quand un ordre d'exil lui parvint.

Son zèle ne s'en ralentit pas ; il avait mis de côté « ces misérables petits calculs de prudence timide qui influent sur tant d'autres. Je dois à la vérité de dire que dans cette dernière occasion, je les ai plus redoutés que rencontrés, et que ceux dont l'opinion pourrait avoir de l'influence sur ma décision ont mis de la bonne grâce à me demander de persister dans la première. Je ne vous parle pas d'un certain courage : il me paraît impossible que vous ne l'ayez pas, et notre cause commune, au moins apparente, n'a pas de quoi nous faire rougir <sup>2</sup> ».

Il profita de son éloignement à quarante lieues de Paris pour étendre son œuvre ; d'Orléans, où il vit sa mère, la vicomtesse de Laval, il se rendit à Montmirail, auprès des beaux-parents de sa fille de la Rochefoucauld, le duc et la duchesse de Doudeauville. Il y passa les mois de novembre et de décembre 1811 et reçut plusieurs fois la visite de l'abbé Legris-Duval. A la fin de janvier 1812, il commença une tournée dans le Midi, par Lyon, où les dévouements étaient ardents et où s'était formé le premier groupement de porteurs de dépêches, allant, au péril de leur vie, chercher à Savone les lettres de Pie VII pour les remettre à Semur au cardinal di Pietro. L'abbé Recorbet, supérieur du séminaire de l'Argentière, « prévenu de manœuvres séditeuses, » avait été arrêté par le duc de Rovigo (janvier 1811) ;

<sup>1</sup> Adrien de Montmorency à M<sup>me</sup> Récamier, 28 mars 1812.

<sup>2</sup> Mathieu de Montmorency à M<sup>me</sup> Récamier, 16 novembre 1811.

mais d'autres restaient encore : l'abbé Ripoux, secrétaire de l'archevêché, et surtout trois jeunes laïques admirables, remarqués déjà pour leur piété et dès lors célèbres pour leur audace : Bertaud du Coin, Franchet d'Esperey et Aynès <sup>1</sup>. Quand ils furent arrêtés à leur tour et conduits à la Force, où ils restèrent enfermés jusqu'en 1814, ils avaient accompli le plus difficile de la tâche et créé une tradition de zèle qui ne fut pas perdue.

De Lyon, Mathieu de Montmorency vint à Avignon, Béziers, Toulouse. L'abbé de Chieze, Nicolas de Mac-Carthy, Auguste de Serres l'accueillirent dans cette dernière ville avec empressement. Dans ses *Mémoires*, M. de Villèle a parlé, avec une certaine obscurité, de l'association qu'était venu organiser Mathieu de Montmorency en Languedoc. Habitant alors, en pleine campagne, sa terre de Morville, il n'en a eu vraisemblablement connaissance que par ouï-dire, ce qui explique les erreurs de son information ; mais ce témoignage, tout incomplet qu'il soit, mérite d'être reproduit, comme une preuve de l'importance que prenait le mouvement, et aussi parce que M. de Villèle a su démêler les conséquences, tout d'abord incertaines, qui s'imposaient peu à peu aux adhérents : souhaiter un changement de gouvernement et dès lors y travailler, puisque l'empire semblait invinciblement condamné à ne pouvoir s'arrêter dans la voie de la persécution et de l'arbitraire.

« Dans le courant de l'année 1812, j'appris qu'un membre de la famille de Montmorency était venu dans notre pays et y avait organisé une sorte d'association secrète, dont les membres se vouaient à la pratique des bonnes œuvres et à la propagation des principes religieux et monarchiques ; il se disait autorisé par Louis XVIII et par le pape, alors prisonnier à Savone. J'ai toujours pensé, sans en avoir toutefois la certitude, que cette association avait pris naissance dans les prisons de Bonaparte et que MM. de Polignac, de Rivière et Mathieu de Montmorency en avaient été les promoteurs et les directeurs sous l'inspiration des cardinaux, dont les uns étaient retenus en captivité, les autres en exil dans diverses villes du royaume. Ainsi les

<sup>1</sup> Le cadre de cette étude m'interdit d'entrer dans de plus longs détails biographiques sur Bertaud du Coin et Franchet d'Esperey ; ce dernier surtout a marqué, sous le ministère Villèle, comme directeur général de la police. Tous deux présidèrent la « Congrégation » de Lyon et firent partie de celle de Paris. Je me permets de renvoyer à ce que j'ai dit d'eux dans la *Congrégation*, p. 110, 231, 233, 343, 346.



précautions prises par le gouvernement impérial pour sa sûreté auraient servi à préparer une des causes les plus efficaces à mes yeux de son renversement définitif. Ce fut en effet dans ces affiliations ignorées que les partisans du souverain pontife et du roi légitime puisèrent leur force et leur unité d'action <sup>1</sup>. »

Partout, le zèle des catholiques militants était éveillé, presque partout il était mis en œuvre, et si l'apathie vint paralyser la majorité des fidèles, encore inconscients de leur propre force, il n'en faut que louer davantage ceux qui surent secouer cette torpeur. N'oublions donc pas ces obscurs ouvriers de la première heure, et à côté des Français que l'on connaît déjà, mentionnons à Gènes les frères Charbonnel; à Savone les sieurs Ponzzone, Cappa et Frugone; en Piémont l'abbé Bruno Lanteri, M. René d'Agliano, Galeani d'Agliano, page du prince Borghèse; le chevalier Cordero di Vonzo, ancien officier au régiment de Saluces. Par eux, le Saint-Père ne fut jamais privé de nouvelles d'Italie. Gardons surtout la mémoire de cette humble servante, Paola, dont le nom de famille ne nous est pas même parvenu, mais qui, dans son ingénieux dévouement, joua cent fois sa liberté et sa vie pour assurer l'existence du Souverain Pontife. « Pénétrée de la crainte qu'on n'attentât par le poison à la vie du pape, elle allait chercher à la sacristie, comme pour son propre usage, le pain, le vin et quelques provisions qu'y déposaient les religieuses augustines. Avec une simplicité touchante et une incomparable adresse, elle se riait de toutes les consignes, cachant dans son corsage, dans ses souliers, dans ses bas les lettres et les offrandes destinées au captif; elle bravait les gardes, gagnait leur confiance ou trompait leurs regards, et les cordons de sentinelles qui séparaient l'Église de son chef n'opposaient qu'une impuissante barrière à cette humble fille du peuple <sup>2</sup>. »

La surveillance de la police n'avait pas laissé aux Cardinaux noirs un seul moment d'illusion sur l'apparente tranquillité de leur vie monotone; mais à certains jours ils sentirent plus profondément encore les épines de leur exil. C'est quand leur persécuteur, on peut dire leur ennemi, tant sa colère était constante, passait par la ville où il les faisait garder à vue.

Au printemps de 1810, Napoléon voulut montrer à la Belgique,

<sup>1</sup> *Mémoires*, t. I, p. 195.

<sup>2</sup> Mayol de Luppé, *l. c.*, souvenirs recueillis à Savone.

ancienne terre impériale, l'archiduchesse devenue sa femme. Ce voyage fut un long triomphe, et Marie-Louise se vit acclamée par une foule qui allait, quatre ans après, oublier jusqu'à son nom. Leurs Majestés traversèrent Saint-Quentin. Metternich, alors dans toute la faveur, contraint d'accompagner Napoléon, fut pressé par lui d'assister à une audience où étaient convoquées les autorités de la ville. « Je voudrais vous montrer, avait dit l'Empereur, comment j'ai l'habitude de parler à ces gens-là <sup>1</sup>. » Impressionner Metternich, tout au moins l'éblouir, était sans doute l'intention de Napoléon (on voit qu'il n'y réussit guère); mais j'imagine qu'il n'avait pas moins à cœur d'animer le zèle et d'effrayer quelque peu les magistrats municipaux de Saint-Quentin, à qui il allait confier le soin de veiller sur les cardinaux Litta et Ruffo.

Une scène identique se passa à Rethel à la fin de cette même année. Le 14 novembre 1810, revenant d'Allemagne, l'empereur y déjeuna avec Marie-Louise, la duchesse de Montebello et Berthier. Nous avons, grâce à un Dangeau du pays, les moindres détails du repas : Napoléon resta debout, mangea « quelques pommes de terre simplement préparées, » repoussa les fruits et but du café « qu'il sucra légèrement <sup>2</sup>. » Il reçut à la hâte le président du tribunal et le procureur; sa première question, songeant sans doute aux cardinaux Mattei et Pignatelli traités comme des criminels et consignés dans leurs appartements à quelques pas de là, sa première question fut : « Et l'esprit public? — Sire, ils « aiment et admirent tous le gouvernement de Votre Majesté. « — Ancien pays de frontière, braves gens, cœurs français, « sans superstition; je les reconnais bien. » Ce fut tout, mais assez pour saisir la pensée de l'Empereur en envoyant les cardinaux italiens dans cette partie de la France où le sentiment religieux était peu développé, et où le voisinage habituel de l'ennemi donne aux habitants une tournure d'esprit vigoureuse mais disposée à exécuter sans réplique les ordres du pouvoir central, surtout quand celui qui le dirige se nomme Napoléon <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Metternich ajoute (*Mémoires*, t. I, p. 104). « Je voyais que l'empereur tenait beaucoup à me prouver l'étendue et la variété de ses connaissances administratives. »

<sup>2</sup> *Rethel et Gerson*, par C. Pauffin.

<sup>3</sup> Quand le 8 août 1813, Marie-Louise, allant à Mayence, passa une seconde

La patience seule pouvait être un adoucissement à l'exil des Cardinaux noirs, car tout semblait alourdir le poids de leurs chaînes; chaque victoire de Napoléon reculait l'échéance de leur mise en liberté, chacune de ses entreprises rejetait dans l'inconnu l'indépendance du Saint-Siège. Triste destinée pour un chef d'empire que les plus indifférents en soient conduits à souhaiter sa chute comme l'heure de la délivrance de l'Église! Les malheurs de Pie VII, dont l'écho parvenait jusqu'à eux, ne pouvaient qu'augmenter l'amertume de leurs propres pensées : loin de leur ciel d'Italie, comme enveloppés dans l'atmosphère morne et basse des horizons de Champagne, ils pouvaient se dire, avec Adrien de Montmorency :

« Je conclus de toutes les tristes lumières que j'ai acquises sur notre situation, d'après les premières rigueurs imposées, qu'il ne faut se flatter d'aucun changement en mieux ; mais voir la plaie aussi profonde qu'elle est, et ne point compter sur la générosité de cœurs qui ne s'attendrissent jamais <sup>1</sup>. »

## V.

Depuis le jour où les Cardinaux noirs durent quitter Paris, plusieurs tentatives furent faites auprès du prisonnier de Savone. Au mois de mai 1810, le chevalier de Lebzelter venait lui proposer la médiation de l'Autriche ; Pie VII se montrait touché de la démarche, mais réclamait au préalable la présence de son conseil : les membres du Sacré Collège éloignés de lui par la violence et exilés. Au mois de juillet, les cardinaux Spina et Caselli croyaient obtenir une pacification par des concessions excessives ; Pie VII repoussait froidement cette tentative politique. Au printemps de 1811, les évêques de Tours, de Nantes et de Trèves osaient engager le Pape à faire fléchir ses droits sur l'institution canonique de leurs collègues ; la santé débile du souverain Pontife leur fit un moment espérer le succès ; les événements le rendirent vain.

Le soi-disant concile national, tenu à Paris du 9 juin au

fois à Rethel, elle coucha chez le maire, et le lendemain entendit, dans son appartement, une messe basse dite par le curé de la paroisse. On n'en était plus à l'apparat tapageur et aux rodомontades de 1810!

<sup>1</sup> Lettre à M<sup>me</sup> Récamier, 8 mars 1812.

5 août, n'avait fait qu'augmenter la confusion. Si Pie VII sollicité, je n'ose dire trompé par quelques prélats trop soucieux de ne pas irriter davantage l'Empereur, approuva, vaincu par trois semaines de lutte, les actes de cette assemblée sans mandat, ce fut dans l'affaissement physique de la maladie. Dieu permit que cette concession paternelle n'eût pas d'effet : Napoléon la repoussa sans motif, après l'avoir sollicitée sans raison.

La persévérance du Saint-Père, pendant l'hiver de 1812, faisant écho à sa fermeté de l'année 1811 contre l'intrusion du cardinal Maury, eut pour conséquence un redoublement de persécution et un débordement d'injures <sup>1</sup>. Mais de tout cela, que restait-il ? La constance du Pape, l'honneur du Saint-Siège, le respect du droit. Les catholiques recevaient là un grand exemple, ils puisaient une énergie qui les soutenait dans la mauvaise fortune. Ils attendaient avec tristesse, mais sans crainte, la fin de tant d'attentats sacrilèges, la foi étant sauve, la vérité intacte, le chef de l'Église impassible.

On juge de quelle oreille attentive les cardinaux proscrits écoutaient la voix du pasteur suprême. Pie VII avait implicitement approuvé leur conduite en suivant les mêmes errements. « Je n'accepterai pas de pension, je vivrai des aumônes des « fidèles ; les maximes ne s'y opposent pas. Le Pape peut être « pauvre ; plusieurs l'ont été. » La force de leur conscience suffisait donc aux cardinaux, et les coups nouveaux qui les atteignaient à l'improviste les trouvaient préparés.

Quand, le 1<sup>er</sup> janvier 1811, Napoléon eut fait à l'abbé d'Astros la scène publique et scandaleuse que l'on sait, il ordonna de conduire le soir même en prison, « pour toute sa vie, » le prêtre fidèle. On saisit ses papiers, et, d'échelon en échelon, la police remonta jusqu'à ses correspondants : le Père Fontana et Mgr de Grégorio ; elle s'aperçut que tous trois géraient les affaires ecclésiastiques du diocèse de Paris sous la direction du cardinal di Pietro, nommé par Pie VII délégué apostolique éventuel, « afin que, dans les besoins extrêmes, il n'eût aucun scrupule à

<sup>1</sup> « Ceux qui ont lu en original les minutes des lettres de l'empereur sur les affaires ecclésiastiques, y rencontrent par dizaine les b... les f... et les plus gros mots. » Taine, *Le régime moderne*, t. I, p. 55. — Cette remarque est particulièrement frappante dans les lettres adressées au cardinal Consalvi et au préfet de Montenotte.

procurer, par lui-même et par ses collègues, le salut spirituel des fidèles <sup>1</sup>. »

Sur l'heure, le P. Fontana, Mgr Grégorio, sont jetés dans un cachot infect ; le cardinal di Pietro est arrêté à Semur ; ses deux compagnons d'exil, les cardinaux Gabrielli et Oppizoni, deviennent ses compagnons de captivité, après avoir tous deux spontanément déclaré que « les sacrés Canons, la dignité de cardinal, la conscience et l'honneur » les empêchaient de répondre aux questions de la police <sup>2</sup>. L'un est enfermé à la Force avec deux condamnés à mort, l'autre au donjon de Vincennes, à côté de ce fossé où a péri, il y a six ans, le duc d'Enghien.

Que pouvait faire à la sécurité de l'empire l'emprisonnement du cardinal Gabrielli, « homme éminemment honnête, doux, conciliant, même fort timide <sup>3</sup> » Pour Mgr di Pietro, on le tenait toujours pour le rédacteur de la bulle d'excommunication ; d'où une ardente colère. La police suivait là une fausse piste. Quelle n'eût pas été sa satisfaction si elle avait su qu'elle tenait dans ses filets le véritable « coupable, » le P. Fontana ? Celui-ci eût payé de sa tête une pareille découverte. Mgr Oppizoni avait complètement bouleversé les idées de Napoléon sur la *reconnaissance*. « Eh quoi ! » disait l'Empereur, je l'ai fait archevêque, cardinal, sénateur, « et il obéit au Pape ? C'est une trahison ! » — Cette façon de comprendre les devoirs d'un membre du Sacré Collège paraîtra au moins bizarre ; il n'était pas exact que l'Empereur, pour l'avoir proposé, eût fait Mgr Oppizoni archevêque et cardinal ; sénateur, à la bonne heure. Mais il n'en restait pas moins que ce malheureux prélat demeurerait en butte aux suspicions particulières du maître qui semblait presque de bonne foi dans son indignation, et qu'au moment de l'exil il avait été l'un des trois, avec di Pietro et Consalvi, que Napoléon avait parlé de faire fusiller.

Leurs noms revenaient comme un écho dans les apostrophes incessantes que l'Empereur adressait à cette époque à tous ses interlocuteurs au sujet des affaires religieuses. Visitant l'hôtel de Soubise, où il avait fait empiler sous la colonnade de la cour d'honneur, presque en plein air, les papiers enlevés du Vatican, il fut saisi d'un accès de colère qu'il dirigea sur les deux malheu-

<sup>1</sup> Bref de Pie VII au cardinal di Pietro, Savone, 30 novembre 1810.

<sup>2</sup> Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6535.

<sup>3</sup> Dépêche de Lefebvre, 15 avril 1808. Affaires étrangères. Rome.

reux archivistes romains, Altieri et Marini, qui n'en pouvaient mais : « Vous êtes tous conjurés contre moi, et le cardinal di  
« Pietro et Fontana portent maintenant la peine de leurs intri-  
« gues. Mais qu'est-ce que ce Pietro? Est-il savant? Et Fontana,  
« l'est-il aussi? — Eh bien! je les enverrai tous les deux en Hol-  
« lande. Fontana a voté contre mon mariage : Pietro a toujours été  
« mon ennemi. Le cardinal Gabrielli, cet homme obstiné dans ses  
« principes, et le cardinal Oppizoni, qui met de vains scrupules  
« au-dessus des bienfaits dont je l'ai comblé, et de Grégorio, ils  
« mourront aussi en Hollande. Ils ont essayé de soulever l'em-  
« pire contre moi en y répandant les brefs du Pape. De Grégorio,  
« pour ne pas démentir cette fermeté et cette résolution de ca-  
« ractère dont il est souverainement jaloux, a refusé de dire  
« qui il a laissé à sa place comme légat apostolique à Rome;  
« mais, si les promesses n'en ont pas eu raison, si la prison ne  
« l'a pas effrayé, il ira, lui aussi, mourir en Hollande <sup>1</sup>. »

L'épée de Damoclès restait suspendue sur Reims, Saint-Quentin, Mézières, Rethel et Sedan; mais Dieu permit qu'elle ne tombât pas.

Une lettre adressée d'Italie à Mgr Grégorio, et saisie dans son secrétaire, mentionnait des commissions pour une dame *Camilla*. On courut, rue de Vaugirard, frapper à la porte du Carmel, et la mère Camille de Soyecourt fut conduite à la préfecture. Elle y fut respectueusement traitée par le baron Pasquier, qui l'interrogea avec déférence et à qui elle adressa des réponses pleines de bon sens et de fermeté : « Je puis affirmer que je n'ai point contribué à la quête pour les cardinaux; si je l'avais fait, j'aurais cru faire une belle œuvre et je ne craindrais pas de m'en glorifier <sup>2</sup>. »

A la permission de la visiter, parents et amis s'empressèrent de l'aller voir; quand cette « souricière » eut ainsi permis de dresser la liste des personnes en relation avec elle, on la mit au secret. Un ordre d'exil la conduisit à Guise, parce que des deux villes de réclusion proposées à son choix, c'était celle qu'elle avait repoussée. Fortifiée par une confession générale

<sup>1</sup> Marino Marini a retracé cette scène : « Je n'ai pas seulement rappelé le sens des discours de Napoléon, ajoute le narrateur; ce sont les propres paroles qu'il a prononcées. Je les ai couchées immédiatement sur le papier. »

<sup>2</sup> Interrogatoire du 9 janvier 1811. — Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6536.

au P. de Clorivière, elle se mit en route <sup>1</sup>. Les habitants de Guise la reçurent avec vénération, mais la surveillance était si étroite, qu'elle dut se déguiser pour venir à Paris visiter une fois ses filles, pendant les deux années de son internement. Elle sut se créer des relations avec Saint-Quentin, et le cardinal Ruffo osa se rendre à Guise le 15 octobre 1812, pour célébrer la Sainte-Thérèse avec la pieuse carmélite. Le maire de la ville, le préfet de l'Aisne, baron Malouet, unirent leurs efforts pour solliciter la fin de cet exil ; ils furent assez heureux pour l'obtenir de Savary, et M<sup>me</sup> de Soyecourt revint dans le monastère de la rue de Vaugirard, au moment où le sort des armes, pour la première fois contraire au conquérant de l'Europe, allait changer son système politique et lui faire essayer de la séduction après avoir vainement employé l'arbitraire.

Les cardinaux n'auraient probablement pas pu préciser l'objet de leur attente ; les jours passaient et la lassitude venait au cœur. « Ma vie, écrivait un autre exilé, est à peu près la même que l'an passé, et je me fais illusion sur ce que chaque jour a d'un peu moins libre <sup>2</sup>. » N'était-ce pas là l'écho de leurs pensées ? Cependant, l'espérance dans l'action de la Providence, la certitude de la revanche du bon droit, la confiance dans la justice de leur cause et la satisfaction du devoir accompli les soutenaient. Ils n'en n'étaient pas à leurs premières épreuves, tous avaient traversé la nuit de la Révolution, mais tous allaient assister à l'aurore, trop courte, hélas ! d'une restauration religieuse.

L'annonce soudaine de l'arrivée de Pie VII à Fontainebleau ne leur avait point paru une nouvelle meilleure que tant d'autres ; les détails de sa translation violente, ce rapprochement redoutable de la résidence de Napoléon dont aucun acte n'exprimait de regrets, autorisaient la défiance. Tout à coup, à la fin de janvier 1813, on leur apprend qu'un concordat nouveau est signé, et l'empressement de l'Empereur à faire courir ce bruit les étonne. Les quelques clauses dont on les entretient augmentent leurs craintes : on parle de l'abandon du patrimoine de saint Pierre et des prérogatives du Saint-Siège ; sans nul doute, on a

<sup>1</sup> On lit avec intérêt les détails de son voyage, de son séjour à Guise, de ses relations avec les Cardinaux noirs, dans sa *Vie*. 1 vol. in-18, 1878.

<sup>2</sup> Lettre de Mathieu de Montmorency à M<sup>me</sup> Récamier, 22 novembre 1811.

abusé du Pape, de son âge, de sa faiblesse physique, de sa bonté. Une seule raison de confiance, c'est l'annonce de leur mise en liberté; le Saint-Père va donc pouvoir reformer autour de lui son conseil.

Quand de Saint-Quentin, de Reims, de Mézières, de Rethel et de Sedan les exilés se mirent en route, au milieu des marques de respect prodiguées par des populations qui depuis trois ans admiraient leur dignité dans le malheur, ils savaient déjà, — le public l'ignorait encore, — que leurs craintes étaient justifiées. La tristesse dans l'âme, ils se dirigeaient vers Fontainebleau.

On connaît les phases successives de cette tentative, un moment victorieuse, contre la discipline de l'Église. Le 1<sup>er</sup> janvier 1813, Napoléon, encore sous le coup des désastres de Russie, voulut gagner par la ruse ce que la violence n'avait pu obtenir. Profitant du renouvellement de l'année, il envoya un chambellan complimenter Pie VII. La glace était rompue. Quelques cardinaux italiens restés bien en cour et trois évêques français, tous trop enclins à subir la fascination du pouvoir civil, entamèrent, au nom de l'Empereur, des négociations où ils auraient dû plutôt représenter le souverain Pontife. Mille moyens furent mis en jeu; Napoléon lui-même vint remplir le rôle principal : douceurs, hauteurs, supplications, emportements, rien ne fut négligé; les obsessions des prélats troublèrent le Pape circonvenu, la pensée d'une pacification vaille que vaille le fit fléchir; il accorde enfin au repos des fidèles ce qu'il aurait certainement repoussé pour sa tranquillité personnelle, ce qu'il aurait dû refuser pour leur honneur <sup>1</sup>.

Du moins, pour rendre ces concessions définitives, exigea-t-il

<sup>1</sup> La situation religieuse en 1813 était en effet épouvantable. En voici la peinture exacte :

• Treize cardinaux dépouillés de la pourpre et retenus en prison sous la surveillance de la haute police, quantité de prélats réputés démissionnaires et transportés hors de leur diocèse, des centaines de prêtres exilés en Corse; tous les couvents vides et dépouillés de leurs biens; le Saint-Père captif; Rome, siège antique de la souveraineté pontificale, devenue le simple chef-lieu d'un département français; en France : un grand nombre de sièges épiscopaux vacants et livrés à l'anarchie par le fait de la volonté impériale, trois membres du concile arrêtés, puis contraints de donner leur démission; un grand nombre de prêtres détenus au fort de Fenestrelle ou dans les prisons départementales. C<sup>o</sup> d'Haussonville, *L'Église romaine et le premier Empire*, t. V, chapitre 50.



l'arrivée de son conseil naturel : le collège des cardinaux. Tout le plan de l'Empereur se trouvait ébranlé par cette prétention ; il fallut céder cependant, après avoir vainement réclamé de Pie VII un bref qui condamnât la conduite des treize Cardinaux noirs et qui les obligeât eux-mêmes à signer au préalable la promesse de ne rien faire de contraire aux quatre propositions de 1682 ; on dut déchirer l'arrêté qui les condamnait à l'exil.

Napoléon obtenait des concessions plus graves, mais cette satisfaction, rêvée depuis trois ans, échappait à son orgueil ; et, par la même ironie du sort, ce fut aussi Savary qui tint la plume pour annoncer officiellement aux préfets cet échec de la politique impériale :

« Paris, 26 janvier 1813.

« Je viens d'envoyer, Monsieur, des ordres de S. Exc. le ministre des cultes à MM. les cardinaux tenus en surveillance dans votre département. Dès ce moment toute surveillance cesse à leur égard ; et il leur sera délivré des passeports pour la destination qu'il leur plaira d'indiquer.

« Agréez, Monsieur, les assurances nouvelles de ma considération très distinguée.

« LE DUC DE ROVIGO. »

Les cardinaux persécutés recouvraient leur liberté, reprenaient leurs honneurs sans avoir rien cédé de leurs droits.

M. Thiers paraît croire (certainement il n'en est rien) que Napoléon, après l'échange des signatures, le 25 janvier 1813, combla de grâces les personnages les plus illustres de l'Église pour manifester au Saint-Père ses bonnes intentions ; sur la même ligne, il place le retour des Cardinaux noirs et les faveurs honorifiques ou matérielles prodiguées aux complaisances de l'Empereur.

Cette confusion est inacceptable : pour les premiers, il cédait à regret devant la volonté de Pie VII, et les libéralités octroyées aux seconds leur infligent la marque de leur servilité. L'histoire n'a retenu ces noms que pour conserver la preuve d'une complaisance coupable. « Les cardinaux di Pietro, Gabrielli et Litta, les premiers arrivés à Fontainebleau, avaient fait sentir au Souverain Pontife la gravité de la faute dans laquelle il avait été entraîné par surprise ; il en avait conçu une juste horreur ; et il ne pouvait mesurer la hauteur de la gloire d'où on l'avait

précipité par de mauvais conseils, sans tomber dans la plus profonde mélancolie <sup>1</sup>. »

Cette tristesse, ces regrets, n'échappaient pas aux espions placés près du pape. Napoléon vit bien que Pie VII, entouré d'amis fidèles, ne pourrait plus être aussi facilement trompé qu'au milieu des obsessions des intrigants et de l'énervement d'une solitude calculée ; il n'ignorait pas le caractère purement préliminaire de cette « pièce étrange, à laquelle manquaient les formes diplomatiques d'usage, puisque c'étaient les deux souverains qui avaient directement traité ensemble <sup>2</sup>. » Craignant une rétractation, d'autant plus facile que le concordat nouveau demeurerait encore à l'état de simple projet, il crut qu'un coup d'audace entraverait la possibilité d'un retour ; il viola sa promesse de maintenir secrets les articles jusqu'à leur acceptation formelle, et il les fit communiquer solennellement au Sénat par l'archichancelier Cambacérès <sup>3</sup>.

L'impression d'une *paix* religieuse excita tout d'abord la joie des catholiques, mais la lecture des conditions de cette soi-disant pacification dissipa vite leur allégresse. Les sarcasmes des impies leur donnèrent à réfléchir ; on prévint la fermeté des *Noirs*, et par allusion à la pourpre dont ils allaient de nouveau se revêtir, les Parisiens — car il faut rire de tout — firent ce mot : « Le Pape a conclu avec l'Empereur un concordat qui fait rougir les cardinaux. » — Les fidèles ne comprenaient pas qu'une défaillance si grave pût couronner une résistance si douce mais si forte, et leurs alarmes s'accrurent. Ce sont ces sentiments d'angoisse que, sur leur route, recueillirent les cardinaux proscrits ; sentiments qui les animaient eux-mêmes.

Bientôt tout le Sacré Collège fut réuni à Fontainebleau, après avoir dû subir la double et délicate présentation de leurs hommages à Napoléon et à Marie-Louise. Parmi ceux dont la présence devait faire éprouver le plus d'embarras à l'Empereur — je ne parle pas de remords — était le cardinal Pacca, ne quittant pas seulement une ville dont il ne pouvait franchir l'enceinte, mais sortant de l'affreuse prison de Fenestrelle, où il

<sup>1</sup> Pacca, *Mémoires*, t. II, p. 26.

<sup>2</sup> Talleyrand, *Mémoires*, t. II, p. 117.

<sup>3</sup> Voir le texte de ce Concordat : Rohrbacher, *Histoire de l'Eglise*, t. XII, p. 65-66.

avait passé sans interruption quarante-deux mois au cachot. — Quand un témoin aussi véridique et aussi intéressant prend la parole, il convient de le laisser parler :

« Je me rendis aux Tuileries à l'heure assignée, et je fus conduit dans un vaste appartement où se trouvaient déjà des ministres, l'archevêque de Tours et quelques officiers supérieurs, qui tous étaient venus pour être présents au *lever de l'Empereur*. Je tenais les yeux fixés sur la porte et le cœur me battait. Tout à coup j'entends annoncer : L'Empereur ! — Il s'avance au milieu de la salle, et, après avoir promené des regards farouches sur tous les individus présents, il se dirige vers moi et s'arrête à peu près à la distance de cinq ou six pas. Le ministre des cultes nomme le cardinal Pacca. « Le cardinal Pacca ! » répète l'empereur d'un air sérieux. Faisant un pas de plus vers moi et se rassérénant avec de bonnes manières : « Pacca, vous avez passé « quelque temps dans la forteresse ? — Trois ans et demi, Sire. » Alors il inclina la tête et faisant de la main droite sur la gauche le mouvement de quelqu'un qui écrit : « Vous avez écrit la bulle d'excommunication ? » voulant sans doute justifier publiquement les rigueurs dont j'avais été l'objet. Comme je gardais le silence, autant par convenance que pour ne pas provoquer quelque furieuse invective, il ajouta : « Mais aujourd'hui, il faut oublier le passé. — De quel pays êtes-vous ? reprit-il. — De Bénévent. » A ce mot il passa outre, et, apercevant le cardinal Consalvi : « Voilà Consalvi, dit-il, je le reconnais. « Quelle ville habitez-vous ? — Reims. — Bonne ville, » reprit l'Empereur. Il acheva de parcourir le cercle, adressant à tous quelques paroles. J'avoue que je n'aurais pas cru en être quitte à si bon marché. Mais Bonaparte, qui voulait alors obtenir l'exécution du concordat, croyait que j'avais une grande influence sur l'esprit du Pape <sup>1</sup>. »

Pie VII choisit pour être logés avec lui, au château, par conséquent, comme conseillers intimes : Mattei, di Pietro, della Somaaglia, Gabrielli, Consalvi et Pacca. C'était faire présager la conduite qu'il voulait tenir. Avec eux, il reprit l'examen des clauses du concordat et sollicita leur avis. Ils virent, si les concessions avaient déjà été bien graves, à quelles extrémités l'Église avait échappé quand le Pape, ouvrant son secrétaire, leur présenta les clauses qu'il était parvenu à écarter :

<sup>1</sup> Pacca, *Mémoires*, t. II. p. 32-33. — Le cardinal ajoute : « Vers les quatre heures après midi, je fus présenté à l'impératrice Marie-Louise, avec mes collègues Saluzzo, Galeffi et Consalvi. La souveraine nous fit un accueil gracieux, mais l'audience fut aussi courte qu'insignifiante. »

I. Les Papes, avant leur couronnement, jureraient de ne rien ordonner de contraire aux quatre propositions gallicanes.

II. Ils n'auraient à l'avenir droit de nomination que pour un tiers des cardinaux; les deux autres tiers dévolus aux souverains catholiques.

III. Le Saint-Père condamnerait par un bref solennel la conduite des cardinaux noirs.

IV. Les cardinaux di Pietro et Pacca, exclus de toute *amnistie*, ne pourraient jamais revenir auprès du Saint-Père.

Deux opinions se firent jour, et les esprits, fermes ou lassés, suivirent leur pente.

« Les cardinaux *noirs* eux-mêmes n'avaient pas cette uniformité de sentiments et de pensées qui aurait dû régner parmi les personnes qui avaient suivi la même voie, partagé les mêmes souffrances, et qui se trouvaient, dans l'exil, assis sur la même pierre.

« Les cardinaux qui avaient pris part au concordat <sup>1</sup>, réunis à un petit nombre de cardinaux *noirs*, entraînés par l'esprit de cour et la faiblesse de caractère, demandaient le maintien du traité; mais, pour calmer les clameurs de leurs collègues, proposaient de reprendre les négociations, afin de modifier les articles de cette convention et d'y faire insérer quelques clauses plus favorables au Saint-Siège et au Pape <sup>2</sup>. »

D'autres estimaient ces délais intempestifs, ces démarches inutiles: il convenait de rétracter purement et simplement l'erreur commise.

Leur avis prévalut, Consalvi fut chargé de le porter au Pape.

Pie VII éprouva un profond soulagement de conscience devant cette solution; il ne restait plus qu'à l'exécuter, mais les difficultés étaient grandes. Les espions qui entouraient le Saint-Père ne permettaient pas de tenir des séances dans le palais sans éveiller les soupçons. Parmi les cardinaux logés en ville, Mgr Pignatelli était trop souffrant pour pouvoir quitter ses appartements; là, il était possible de conférer sous le très plausible prétexte d'aller s'informer de sa santé. Sa maison devint le centre de toute la négociation; ses collègues Mattei, Litta, Scotti, Saluzzo, Ruffo, Galeffi, Consalvi, Pacca, di Pietro,

<sup>1</sup> NN. SS. Doria, Dugnani, Fabrice Ruffo et de Bayanne.

<sup>2</sup> Pacca, *Mémoires*, t. II, p. 100-101.

s'y rendirent chaque soir et, « en prenant la précaution de tenir les portes exactement fermées <sup>1</sup>, » purent discuter à l'abri des oreilles indiscretes. Par leur tact, leur patience, leur sagesse, ils gagnèrent le cœur et l'esprit de quelques collègues hésitants <sup>2</sup>, et Pie VII se prépara à écrire de sa main la lettre à l'Empereur rédigée par Consalvi, fruit de leurs communes délibérations.

Sa santé et la surveillance qui l'enserrait sans relâche offraient des obstacles nouveaux. Il était si faible, si abattu, qu'il pouvait à peine tracer quelques lignes par jour et au prix de précautions infinies. — Pendant qu'il célébrait ou entendait la messe, un agent de police visitait ses appartements, ouvrait son bureau et les armoires avec d'autres clefs; le Saint-Père s'en était aperçu lui-même; aussi, chaque matin, les cardinaux di Pietro et Consalvi lui apportaient le papier sur lequel il avait écrit la veille; Pie VII y ajoutait encore quelques lignes; dans l'après-midi, Pacca venant, la même opération se renouvelait; la minute et la copie, cachées sous les habits du cardinal, étaient mises en sûreté chez Mgr Pignatelli.

Enfin cette longue lettre, si grave et si importante, fut terminée <sup>3</sup>.

Le Saint-Père invoquait des motifs au-dessus des considérations humaines, et avouait que, depuis le 25 janvier, les plus grands remords et le plus vif repentir n'avaient cessé de déchirer son âme, qui ne pouvait trouver ni paix ni repos.

« Une seule pensée modérait un peu notre affliction : c'était l'espoir de remédier, par l'acte de l'accommodement définitif, au mal que nous venions de faire à l'Église en souscrivant ces articles. Quelle ne fut pas notre profonde douleur lorsque, à notre grande surprise, et malgré ce dont nous étions convenu avec Votre Majesté, nous vîmes publier, sous le titre de « Concordat, » ces mêmes articles qui n'étaient que la base d'un arrangement futur.

«... Sachant que sous peu de jours, nous aurions la consolation de voir le Sacré Collège, notre conseil naturel, réuni auprès de nous, nous

<sup>1</sup> Pacca, *Mémoires*, t. II, p. 135.

<sup>2</sup> « Si la bonne harmonie ne cessa de régner parmi les membres du Sacré-Collège, on dut l'attribuer à l'excellent esprit et aux vertus des cardinaux Pignatelli, Saluzzo, Ruffo-Scilla, Scotti, Litta, Brancadoro, Galeffi et Oppizoni. » Pacca, *Mémoires*, t. II, p. 97.

<sup>3</sup> Voir le texte intégral dans les *Mémoires* de Pacca, t. II, p. 107 à 114.

voulûmes l'attendre pour nous aider de ses lumières et prendre ensuite une détermination, non sur ce que nous nous reconnaissons obligé de faire en réparation de ce que nous avons fait, car Dieu nous est témoin de la résolution que nous avons prise dès le premier moment, mais bien du choix du meilleur mode à adopter pour l'exécution de cette même résolution.

« Nous adresserons à Votre Majesté, par rapport à cet écrit signé de notre main, les mêmes paroles que notre prédécesseur Pascal II adressa dans un bref à Henri V : *Notre conscience reconnaissant notre écrit mauvais, nous le confessons mauvais, et, avec l'aide du Seigneur, nous désirons qu'il soit cassé tout à fait, afin qu'il n'en résulte aucun dommage pour l'Eglise, ni aucun préjudice pour notre âme.* »

Pie VII exposait alors en quoi les volontés de l'Empereur étaient inadmissibles et inexécutables les articles qui en auraient consacré les prétentions : les circonstances actuelles n'offraient aucun motif plausible pour supprimer des sièges épiscopaux ou dépouiller leurs titulaires ; l'institution canonique des évêques que fixait la constitution même de l'Eglise ne pouvait être bouleversée par « une nouveauté inouïe ; » c'était une des prérogatives essentielles du siège apostolique que le Pape s'était engagé à défendre par serment ; ses droits sur Rome et le domaine pontifical étaient également imprescriptibles.

En faisant cette déclaration à Napoléon, Sa Sainteté « cédait au cri de sa conscience, » mais souhaitait ardemment la paix et un accommodement définitif.

Le 24 mars au matin, le Saint-Père fit appeler le colonel Lagorsse et lui remit cette lettre, en lui recommandant de la porter sans retard à l'Empereur ; ce qui fut exécuté le jour même. Le Pape fit venir tous les cardinaux l'un après l'autre, afin d'éviter jusqu'à l'ombre du reproche d'avoir tenu une assemblée générale, et leur lut à chacun sa lettre en confirmant sa résolution, et en renouvelant ses regrets pour tout acte antérieur que l'obsession de ses gardiens ou la maladie lui auraient arraché.

Napoléon, le premier moment de colère apaisé <sup>1</sup>, s'avisa d'une

<sup>1</sup> « Si je ne fais sauter la tête de dessus le buste de quelques-uns de ces prêtres de Fontainebleau, les affaires ne s'arrangeront jamais. »

ruse nouvelle : il affecta de garder le plus profond silence. Mais Pie VII ne s'y méprit pas ; aux traitements dont il fut victime, il reconnaissait que sa lettre avait été remise et qu'elle avait porté : les entrées sont supprimées, la foule des fidèles qui accourt chaque jour pour obtenir sa bénédiction est consignée brutalement aux portes du palais ; défense aux cardinaux de voir le Pape pour lui « parler d'affaires. » Dans la nuit du 5 avril, le cardinal di Pietro est enlevé de son lit, de nouveau dépouillé de sa pourpre, conduit par un agent de police à Auxonne, où il est mis en surveillance <sup>1</sup>.

Logé, sans même un domestique, à l'hôtel du Grand Cerf, sa santé devint bientôt assez mauvaise pour exciter la pitié de Lagorsse, qui demanda la permission de rendre son secrétaire Joachim Sabelli au cardinal, « qui ne distingue pas les objets à six pouces de distance et n'a pas la plus légère idée des habitudes domestiques et même de la valeur des monnaies ; incapable de s'habiller seul et ne parlant pas du tout le français <sup>2</sup>. » Le maire d'Auxonne, M. Dugué, fut touché à son tour de la situation malade et de la dignité de Mgr di Pietro. « Il supporte son sort avec une résignation édifiante.... Il réunit à des vertus sublimes les qualités les plus éminentes, un caractère plein de franchise.... Je passe chaque jour une heure avec cet homme de bien, et chaque jour je l'apprécie davantage <sup>3</sup>. »

Enfin, le chevalier de Berbis, M. et M<sup>me</sup> de Laforest, M. des Maillis reprirent auprès de lui le rôle de bienfaiteur qu'avait déjà exercé M. de Grosbois.

Le « Concordat de 1813, » déclaré loi d'empire, est inséré au *Bulletin*, réputé obligatoire, sanctionné par des peines contre les contrevenants. On tenta de peser sur l'opinion en affectant de regarder comme légitime et définitif un acte essentiellement caduc, et de l'égarer en accusant le Pape de versatilité, même de mauvaise foi. M. Thiers s'est fait, après cinquante ans, l'écho

<sup>1</sup> Le rapport de l'agent de police Noël est caractéristique : Mgr di Pietro fut conduit sans relais jusqu'à Tonnerre ; là, il fut enfermé dans une chambre dont Noël emporta la clef. Ils traversèrent Dijon au galop, les stores baissés, et dans une auberge voisine de la ville on vit venir un barbier pour raser le cardinal. Comme il avait encore un cordon rouge à son chapeau, on le lui enleva. Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6535.

<sup>2</sup> Lettre manuscrite de Lagorsse. Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6536.

<sup>3</sup> Rapport du 22 mai 1813. *Id.*, F<sup>7</sup> 6535.

de ces calomnies que déjà n'admettait plus personne après le premier mois de leur colportage <sup>1</sup>. Talleyrand, dont la prétention était de ne rien regretter de sa longue carrière, a pu reprocher au Souverain Pontife de s'être rétracté <sup>2</sup>; mais, puisqu'il expose, au paragraphe suivant de ses *Mémoires*, la faute commise en signant les articles préparés par l'Empereur, il est permis de penser que reconnaître cette faute, c'était la réparer; persévérer dans son erreur ne peut jamais être que le signe d'un esprit orgueilleux et la marque d'un homme sans jugement.

Ces menaces éventuelles, la dissimulation de l'Empereur, la campagne qu'il se préparait à soutenir contre les armées européennes, ouvraient le champ des conjectures; il fallait, au milieu de circonstances si extraordinaires, laisser le moins possible à l'imprévu: Pie VII ordonna aux cardinaux de rédiger une bulle réglant les dispositions du futur conclave, au cas où sa mort viendrait se joindre à tant de malheurs.

Pendant tout l'été de 1813, les péripéties de la lutte gigantesque qui se déroulait de Lutze à Leipzig furent suivies par le Saint-Père et son entourage avec les sentiments les plus variés. Puisqu'il était bien avéré que le malheur irritait le despote au point d'augmenter ses folles exigences, et que la prospérité l'enivrait au point de lui faire perdre toute retenue, sa chute seule pouvant amener la liberté de l'Église, cette chute fut souhaitée. Chaque défaite fut considérée comme un succès par ceux qu'il persécutait, et dès qu'il fut permis d'entrevoir une issue pacifique à un conflit qui ensanglantait l'Europe depuis vingt-cinq ans, le Saint-Père écrivit à l'empereur d'Autriche pour obtenir sa médiation et la restitution de ses domaines, « comme fondée sur la justice de sa cause et sur les droits sacrés de la religion, qui exigent que le chef visible de l'Église puisse exercer librement et d'une manière impartiale sa puissance spirituelle dans toutes les parties du monde catholique <sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> *Consulat et Empire*, t. XV, p. 386-388. — On rencontre dans ces pages tant et de si lourdes erreurs, que les rectifications, très faciles cependant, découvriraient celui qui les entreprendrait. C'est, en tout cas, étant donnés l'auteur et l'objet de ses attaques, un travail superflu.

<sup>2</sup> *Mémoires*, t. II, p. 120.

<sup>3</sup> Lettre du 24 juillet 1813.



Napoléon concentrait toutes les ressources de son vaste génie dans les choses de la guerre ; après avoir montré, dans la campagne d'Allemagne, la défaillance d'un cœur qui s'abandonne, il retrouva, pendant la campagne de France, la merveilleuse lucidité de son esprit. Mais à peine maintenant s'occupait-il du pontife gardé à Fontainebleau. Par un reste d'orgueil, il voulut avoir l'air d'accorder ce que lui arrachait la fortune, et, sans préambule, le matin du 23 janvier 1814, il fit avertir Pie VII que la route de Rome lui était ouverte ; une voiture l'attendait au bas du perron du château.

Le Saint-Père réunit à la hâte les cardinaux surpris, et leur adressa la parole :

« Nous avons la ferme persuasion que votre conduite, soit que vous soyez réunis, soit que vous soyez de nouveau frappés de dispersion, sera conforme soit à votre dignité, soit à votre caractère.... Nous laissons au cardinal doyen des instructions écrites de notre main, qui vous serviront de règle dans les circonstances où vous vous trouverez. Nous ne doutons pas que vous ne demeuriez fidèles aux serments que vous avez prêtés à votre exaltation au cardinalat, et que vous ne montriez le plus grand zèle à défendre les droits sacrés de l'Église. *Nous vous commandons expressément* de fermer l'oreille à toute proposition relative à un traité sur les affaires spirituelles ou temporelles ; car telle est notre absolue et ferme volonté. »

Il leur laissa des instructions précises sur leur résidence future, la juridiction épiscopale, les schismes possibles, la souveraineté temporelle de l'Église ; il leur interdit d'accepter du gouvernement usurpateur poste, fonction ou traitement ; leur prescrivant de garder la plus sévère réserve dans la vie publique.

La joie de voir le Pape se diriger vers l'Italie était bien atténuée par la séparation. La bourrasque, d'ailleurs, ne semblait pas entièrement passée : le colonel Lagorsse avait injurié les cardinaux : « Pour vous, il n'y a rien de nouveau ; si vous aviez montré plus de prudence et de modération, toutes les affaires seraient aujourd'hui terminées à la satisfaction des deux parties. » — A cette impertinence, Mattei avait répondu que ce n'était pas le Sacré Collège qui avait manqué de modération et de sagesse, et tous avaient accompagné à la chapelle le Saint-Père, qui se mit en prière.

La journée se passa dans l'angoisse et l'attente ; le soir, des ordres de police éclairaient enfin les craintes sans les dissiper : les seize cardinaux habitant Fontainebleau devaient avoir quitté la ville dans les quatre jours ; ils partiraient à des heures différentes, sous l'escorte d'un officier de gendarmerie qui ne devait leur faire connaître que pendant la route leur lieu de destination. Le 27 janvier, sous les ordres du colonel de la gendarmerie d'élite, baron de Meckenem, le mouvement commença.

La façon dont les serviteurs de l'Empereur s'acquittèrent de leur consigne caractérise trop l'époque pour être passée sous silence ; voici le texte des lettres du ministre de la police et du ministre des cultes :

« Paris, 25 janvier 1814.

« MONSIEUR LE CARDINAL,

« Je viens de recevoir des ordres concernant Votre Éminence, en vertu desquels elle doit partir le plus tôt possible, et dans le plus strict *incognito*, pour se rendre à X..., département de.... La personne qui vous remettra cette lettre est M. N., officier de la gendarmerie impériale, qui a l'ordre de vous accompagner jusqu'à X.... Il lui a été recommandé de condescendre aux désirs de Votre Éminence dans tout ce qui pourra se concilier avec les ordres donnés. J'ai prévenu les autorités de X.... de votre arrivée, et je suis persuadé qu'elles s'empresseront de concourir à tout ce qui pourra vous en rendre le séjour agréable.

« Je profite de cette occasion pour offrir à Votre Éminence l'assurance de ma très haute considération.

« LE DUC DE ROVIGO. »

« Ministère des cultes. — Cabinet particulier du ministre.

« Paris, le 31 janvier 1814.

« MONSIEUR LE CARDINAL,

« J'ai l'honneur de vous prévenir que Son Excellence le ministre de la police générale est chargé de vous notifier des ordres dont l'exécution ne peut être différée. Je ne pourrai recevoir aucune réclamation, et dès lors il serait inutile de demander un délai pour réclamer auprès de moi. Vous donnerez, par votre soumission, une nouvelle preuve de votre respect pour les ordres de votre souverain.

« Agréez, monsieur le cardinal, l'assurance de ma haute considération.

« Le ministre des cultes,

« C<sup>te</sup> BIGOT DE PRÉAMENEU. »

Quant à la manière dont les autorités devaient « s'empressez de concourir à tout ce qui pourrait rendre le séjour de leur ville agréable, » la note secrète remise par l'officier de gendarmerie à chaque sous-préfet nous l'indiquera. Voici celle qui concernait le cardinal Pacca et qui parvint au sous-préfet d'Uzès.

« Celui qui vous remettra cette lettre est M. Lépine, officier de gendarmerie impériale, qui conduit le cardinal Pacca à Uzès, où il doit séjourner. Vous devez le tenir sous la plus étroite surveillance, et découvrir, au moyen des gens de service et de la maison qu'il habite, quelle est sa conduite, quels sont ses discours, les personnes qu'il voit, auxquelles il écrit des lettres, dont il en reçoit, pour m'informer de tout. Transmettez ces ordres au commissaire de police, afin qu'il s'y conforme, et dites-lui que s'il ne remplit pas son devoir, vous pourrez le faire destituer sur-le-champ. Ne laissez pas le cardinal officier en public; surveillez sa conduite avec vos prêtres, parce qu'elle peut être très dangereuse dans les circonstances actuelles. Tâchez de l'effrayer, et dites-lui ouvertement que le moindre motif de plainte contre sa conduite peut lui faire perdre entièrement sa liberté. »

C'est dans le Midi qu'avaient été dirigés les cardinaux, sauf Mgr Pignatelli, que la maladie ne permettait pas de transporter hors de ses appartements : Mgr Brancadoro à Orange; Mgr Consalvi à Béziers; Mgr Gabrielli au Vigan; Mgr Galeffi à Lodève; Mgr Litta à Nîmes; Mgr Mattei à Alais; Mgr Oppizoni à Carpentras; Mgr Louis Ruffo à Grasse; Mgr Saluzzo à Saint-Pons; Mgr Scotti à Toulon; Mgr della Somaglia à Draguignan; Mgr Pacca à Uzès; Mgr Dugnagi à Brignoles, près d'Aix.

Les événements se précipitaient. Pie VII s'acheminait à petites journées vers l'Italie; ses États étaient encore occupés par les troupes napolitaines, et, en lui rendant le « patrimoine de saint Pierre, » Napoléon avait disposé généreusement de ce qu'il ne possédait déjà plus. Jouant à peu près le même rôle facile, le gouvernement provisoire prenait pompeusement un arrêté pour assurer la liberté du Souverain Pontife <sup>1</sup>, beaucoup mieux défendu par la vénération des populations rendues à elles-mêmes que par les déclarations d'un pouvoir sans autorité. Tous ces politi-

<sup>1</sup> « Le gouvernement provisoire, instruit avec douleur des obstacles qui ont été mis au retour du Pape dans ses États, et déplorant cette continuation des outrages que Napoléon Bonaparte a fait subir à Sa Sainteté, ordonne que tout

ques de hasard sentaient le sol trembler sous leurs pieds ; au milieu de l'effondrement, ils s'estimaient en sûreté en se rangeant, même à la dernière minute, dans le parti du bon droit : ils voulaient cacher au plus vite leur cocarde sous un vernis de justice et d'honnêteté ; ils déployaient à se rapprocher des victimes de « l'usurpateur » un empressement égal à celui qu'ils avaient mis à les fuir depuis vingt ans. Aussi Talleyrand, muet sur tant d'autres événements religieux, n'a-t-il pas manqué de faire remarquer avec satisfaction sa présence à la tête du gouvernement qui rendit cet arrêté réparateur <sup>1</sup>.

« Le 2 février, vers midi, la population toulousaine fut avertie que le Pape allait traverser la ville, venant de Fontainebleau et se dirigeant, ou plutôt étant dirigé vers l'Italie. Les rues voisines de la poste aux chevaux furent bientôt remplies d'une foule immense, mais le bruit ne tarda pas à s'y répandre que l'autorité ne permettait pas à la voiture de Sa Sainteté d'entrer dans la ville, que le maître de poste venait de recevoir l'ordre d'envoyer ses chevaux relayer à la porte des Minimes. En un instant les rues furent désertes, et la population couvrit les promenades publiques, qu'allait nécessairement traverser la voiture de l'illustre prisonnier. J'y courus avec ma femme qui, comme toutes les mères, se sentait heureuse de pouvoir obtenir la bénédiction papale pour ses enfants qu'elle conduisait avec elle. Ce fut un beau spectacle, même pour ceux qui comprenaient le moins tout ce que renfermait d'important, au point de vue religieux, moral et politique, la délivrance dont nous étions témoins. C'était en effet un spectacle significatif et touchant à la

retardement à son voyage cesse à l'instant, et qu'on lui rende dans la route les honneurs qui lui sont dus.

• Les autorités civiles et militaires sont chargées de l'exécution du présent ordre.

• Donné à Paris, le 2 avril 1814.

• Signés (*sic*) : Le prince DE BÉNÉVENT.

Le duc DE DALBERG.

Le général comte DE BEURNONVILLE.

François DE JAUCOURT.

L'abbé DE MONTESQUIOU.

• Par le gouvernement provisoire :

• Signé : DUPONT DE NEMOURS, *secrétaire*.

• Pour copie conforme :

• DUPONT (de Nemours). •

(Aff. Etrang. Rome, vol. 945, fol. 4.)

<sup>1</sup> *Mémoires*, t. II, p. 121.

fois que celui de ces immenses avenues couvertes de cinquante mille individus, hommes, femmes et enfants de toutes les classes, de tous les âges ; des infirmes s'y faisaient porter. La foule se jetait à genoux du plus loin qu'elle apercevait la voiture et se prosternait avec respect devant le Saint-Père, dont la main ne cessait de la bénir. Malgré les précautions prises par l'autorité pour laisser ignorer à la population ce passage rapide, il ne fut pas sans utilité pour la ville ; le temps employé à relayer et le peu de distance du village où le Pape passa la nuit, furent mis à profit pour solliciter une foule de dispenses nécessaires à des consciences troublées par les saturnales de la Révolution ; peu de demandes furent rejetées, et cette indulgence du Souverain Pontife contribua à ramener au bercail un grand nombre de brebis égarées.

« Le passage du Pape fut suivi, dès le 7 février, de celui de plusieurs cardinaux, qui furent moins sévèrement traités et reçurent l'autorisation de s'arrêter dans la ville ; on put les visiter, on put connaître l'état de dénuement dans lequel le gouvernement les laissait ; et une quête à domicile, immédiatement organisée, pourvut abondamment à tous leurs besoins <sup>1</sup>. »

On a peu de détails sur le séjour des cardinaux dans le Midi : au Vigan, Mgr Gabrielli logea chez M. d'Alzon, « propriétaire fort riche. » — A Lodève, Mgr Galeffi, chez M. Gilles Arrazat, fabricant de drap ; il y reçut les visites du curé et des religieuses ; un rapport du sous-préfet nous apprend qu'il disait, le dimanche, la messe à l'hôpital, et qu'il assistait aux vêpres à la paroisse, « en frac brun, culotte et bas rouges. » — Le cardinal Mattei, à Alais, descendit, le 9 février, vers quatre heures du soir, à l'hôtel du Luxembourg, en attendant qu'on installât pour lui la maison curiale. Il promit de ne pas officier en public, et assista le dimanche aux cérémonies dans le chœur, mais sans donner sa bénédiction <sup>2</sup>.

Arrivé à Uzès le 11 février 1814, le cardinal Pacca en partit le 22 avril, après soixante-dix jours d'internement. Les procédés de l'administration, de plus en plus gracieux, lui indiquaient heure par heure le degré de la pente que descendait

<sup>1</sup> C<sup>te</sup> de Villèle, *Mémoires*, t. I, p. 204.

<sup>2</sup> Rapports des sous-préfets de Lodève et d'Alais au duc de Rovigo. Arch. Nat., F<sup>o</sup> 6533-6534.

Napoléon <sup>1</sup>. A la nouvelle de l'entrée de Louis XVIII à Paris, l'ivresse fut universelle; instinctivement, la foule se porta sous les fenêtres du cardinal persécuté pour célébrer la chute du persécuteur, et, dans un assemblage disparate, au fond très naturel, de ses sentiments, réunissant à sa satisfaction actuelle ses espérances prochaines, elle cria: « Vive le Roi! vive le Pape! vive le Cardinal! *A bas les droits réunis!* » Le cardinal remarqua un homme du peuple qui récitait une longue et violente satire contre Napoléon; la foule le saluait de ses applaudissements. Il y eut illumination générale: ce ne fut que danses, cris, acclamations; on éleva devant la maison où Mgr Pacca recevait l'hospitalité un petit arc de triomphe sur lequel on lisait: « Au juste délivré de l'oppression. » Quand il sortit, on détela ses chevaux pour le porter à la cathédrale, où il fut reçu sous un dais, harangué par le clergé; il célébra le saint sacrifice au milieu d'un peuple immense <sup>2</sup>. — En quelques heures, que de changements!

Avant même d'avoir quitté notre patrie, d'où, en dépit des jours douloureux, il emportait le meilleur souvenir de nos prêtres et des fidèles, Mgr Pacca put faire un rapprochement éloquent en rencontrant près d'un petit village de Provence, « abattue, déchainée, d'une pâleur mortelle, » cette Pauline Bonaparte « dont les journaux français avaient tant vanté les grâces et les charmes. » Il toucha par sa compassion ce cœur ulcéré, et la princesse, réfugiée à Rome, parlait de cette visite comme d'une démarche héroïque, de la part d'une personne si longtemps maltraitée par l'Empereur <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> « Le gouvernement provisoire, instruit que S. Ém. le cardinal Mattei, doyen du Sacré Collège, est détenu à Alais, et plusieurs autres cardinaux en différentes villes de France, ordonne

« Qu'ils soient tous mis en liberté.

« Donné à Paris, le 9 avril 1814.

Le prince DE BÈNÉVENT.

Le général BEURNONVILLE.

MONTESQUIOU.

Le comte JAUCOURT.

Le duc DE DALBERG.

Par le gouvernement provisoire:

DUPONT DE NEMOURS. »

(Arch. Nat., F<sup>7</sup> 6529.)

<sup>2</sup> *Mémoires*, t. II, p. 190-192.

<sup>3</sup> *Mémoires*, t. II, p. 202-203.

La conduite caractéristique du cardinal Pacca ne faisait que présager l'exemple de mansuétude que Pie VII donna au monde, en gardant, lui la plus pure des victimes du despote, le souvenir le moins irrité de son persécuteur. Il lui accorda un généreux pardon, rappelant le bien, oubliant volontairement le mal, et ne prononça jamais une parole de sarcasme ou de haine contre celui qui, tout-puissant, avait accumulé follement tant de nuages sur sa tête et qui, vaincu, aurait dû inspirer à ses anciens adulateurs plus de pitié.

Ceux que Napoléon, dans son orgueil aveugle, appelait « ses ennemis » : Consalvi, di Pietro, Pacca, tous les Cardinaux noirs, n'étaient que ses victimes et devinrent ses avocats quand le vide fut fait autour de cette grande infortune ; car si le propre de la vertu du chrétien est la résistance, courageuse parfois, toujours patiente, personne ne sait comme lui pardonner à l'oppressur lorsque Dieu a justifié sa propre cause dans la glorification de ses serviteurs. Il faut se reporter aux violences de l'Empereur, à son outrecuidance, à sa tyrannie savante, à la persistance de son courroux, et considérer en face la mansuétude du Pape, son pardon facile, son espoir sans défaillance. Spectacle imposant, éloquent surtout ; morale que les annales religieuses nous retracent à chaque page, mais qui prend un accent plus pénétrant encore quand les acteurs du drame de la liberté de l'Eglise sont nos contemporains.

On aimerait à trouver chez Napoléon vaincu, humilié, rayé presque du nombre des vivants, l'expression d'un sentiment de regret qui rendrait plus aisé le pardon que réclame sa mémoire, mais la déception est profonde. A Sainte-Hélène comme sur le trône, il conserve une superbe qui se traduit en paroles violentes, acerbes, calomnieuses, contre le Souverain Pontife, et cela à l'heure même où sa mère, ses frères Lucien, Jérôme et Louis, sa sœur Pauline, son oncle Fesch, mis au ban de l'Europe, trouvent un asile à Rome, cette terre classique de la liberté et du pardon.

Trop rarement l'orgueil qui aveuglait son esprit, par ailleurs si lucide, fléchissait devant son bon sens, et il avait alors des vues profondes. D'un mot, il caractérisait avec brutalité, mais d'une manière que personne n'exprimera mieux, l'impression de son temps, dans une causerie avec M. de Ségur. « Que dira-t-on

de moi après ma mort ? » — Et le grand maître des cérémonies parlait de regrets unanimes. — « Pas du tout, répartit l'empereur, on dira : *Ouf !* »

Il est probable que, dans leur cœur, les Cardinaux noirs ont prononcé ce soupir de soulagement à la chute de celui qui les avait insultés, exilés, spoliés ; mais ils avaient l'esprit trop droit pour laisser paraître une joie mesquine, l'âme trop haute pour accabler un souverain détrôné. Aussi bien faisaient-ils facilement le sacrifice de leur personne pour n'envisager que la cause qu'ils servaient. En les touchant de son aile, la persécution les rendit forts ; et bien que leurs talents soient incontestables, bien que leurs vertus soient dignes de louanges, s'ils se montrèrent supérieurs à la fortune, en un temps d'unanime défaillance, c'est surtout par l'amour de la vérité et le respect du devoir.

Ils courbèrent la tête sous l'orage, mais ne laissèrent pas leurs cœurs s'abaisser : ils avaient lu l'histoire ; au milieu des tribulations, les rapprochements suggérés à leur mémoire pouvaient soutenir leur patience. Dans cette lutte séculaire et périodique du Sacerdoce et de l'Empire, les mêmes causes engendrent les mêmes effets. Les circonstances peuvent différer, les temps changer, les hommes disparaître ; mais la lumière du monde ne vacille pas, et toujours quelque chemin conduit à Canossa. Il semble que la lutte, dont le résultat, à travers des péripéties variées, est prévu, ne soit que la pierre de touche des consciences, et que ces trompettes de la renommée, si bruyamment embouchées par les apostats de tous les siècles, n'aient d'écho que pour proclamer les noms glorieux des témoins de l'Église et des serviteurs du Saint-Siège.

C. GEOFFROY DE GRANDMAISON.



---

# MÉLANGES

---

## I.

### LES SEIGNEURS D'ARSUR EN TERRE SAINTE

---

Il y a dans la Syrie méridionale deux villes bien distinctes, l'une au nord, l'autre au sud de Jaffa, séparées l'une de l'autre par une distance de quinze lieues environ, et qui ont été néanmoins confondues souvent dans les chroniques et les actes diplomatiques, non seulement par les Occidentaux mais par les Francs orientaux eux-mêmes.

Ces villes, à peu près ruinées aujourd'hui, sont toutes deux d'anciens évéchés syriens, et toutes deux furent comprises dans le vaste territoire, situé entre Beyrouth et la frontière d'Égypte, dont les croisés formèrent le domaine particulier du roi de Jérusalem, ou *Regnum*, en même temps qu'ils constituaient dans le nord du pays conquis les grands fiefs d'Antioche, de Tripoli et d'Édesse.

La première de ces villes, Arsur, qui n'est pas l'ancien *Antipatris*, comme le croyait Guillaume de Tyr <sup>1</sup>, mais *Apollonia*, ainsi qu'on l'a reconnu de nos jours, se trouvait et se trouve encore sur le bord de la mer, à sept lieues environ au nord de Jaffa, dans la Palestine, et l'ancien pays des Amorrhéens. Son nom a été écrit de bien des manières différentes, et cette diversité a fini par amener le trouble géographique que nous signalons. Les textes du moyen âge donnent en général les noms d'*Arsur*, *Assur*, *Arsut*, *Arsuc*, *Arsurth*, et aussi *Arzot*, et *Arzotum*, formes bien voisines d'*Azotum*. Dans les textes français on trouve : *Assur*, *Arsuf*, *Arsouf*, *l'Arsef* et *Absur*. Les Grecs et les Italiens ont écrit et écrivent encore : *Arsefio*, *Arsefi* et

<sup>1</sup> *Rec. des Hist. occident. des Crois*, t. I, p. 394.

*l'Arsephio*. Aujourd'hui, nos marins disent et nos bonnes cartes portent : *Arsuf* ou *Arsouf* <sup>1</sup>.

La terre d'Arsur fut rétrocédée en fief par les successeurs de Godefroy de Bouillon, et le titre de sire d'Arsur, bien que la ville eût été reprise par les Sarrasins dès l'année 1265 <sup>2</sup>, n'en a pas moins continué de figurer jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle sur les rôles des seigneuries dont les titulaires ayant le droit de siéger dans les hautes cours des royaumes de Jérusalem et de Chypre, ont figuré dans toutes les histoires de ces pays.

La seconde ville que nous avons en vue est Azot, l'ancien Achdod ou Esdond biblique, village situé, non pas comme Arsur au bord même de la mer, mais à une lieue du rivage, à peu près à la latitude de Jérusalem, à huit lieues au sud de Jaffa, dans la Judée proprement dite et dans le pays des Philistins. Son nom correct, dans les textes latins, est *Azotus* ou *Assotus*. Mais très souvent, et de bonne heure, soit par le fait des écrivains originaux eux-mêmes, soit par la faute des compilateurs ou des copistes, les manuscrits donnent les leçons altérées d'*Arzotus*, *Arsuthus* et *Arsotus*, leçons qui ont été naturellement, quoique à tort, identifiées avec celles qui désignaient l'Arsur maritime.

La confusion des noms, déjà manifeste au xxiii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> siècles, où on les emploie indistinctement l'un pour l'autre <sup>3</sup>, s'aggrava avec le temps et amena dans les esprits et dans les écrits des Francs la confusion des villes elles-mêmes. La tradition s'égara; on oublia complètement l'antique Azot du vieux Testament, et sous les noms divers d'Arsur, d'Arsuf ou d'Azot, on désigna toujours et exclusivement la ville d'Arsur maritime, siège de la seigneurie féodale bien connue des croisés. Ludolphe de Suchen, pèlerin du xiv<sup>e</sup> siècle, partage et développe complètement l'erreur géographique dans ce passage de son itinéraire, d'ailleurs si intéressant : « *Et est sciendum quod illa terra que olim Philistena dicebatur nunc Palestina vocatur. Et ista civitas, que olim Azota dicebatur, nunc Arsuff vocatur, cujus nobilem dominam sepe bene vidi* <sup>4</sup>. » Il s'agit bien ici de l'Arsur féodale et maritime; et nous reconnaltrons plus tard quel est le sire d'Arsur dont

<sup>1</sup> *Arsuf*, dans la grande carte de la Palestine publiée par M. Georges Armstrong, secrétaire de la *Palestine exploration fund.* Londres, 1893.

<sup>2</sup> *Contin. de Guillaume de Tyr*, p. 450; Vito Durand, ap. Eccard. *Corpus hist.*, t. I, p. 1733.

<sup>3</sup> Voyez plus loin, p. 587-588.

<sup>4</sup> Paris, Bibl. Nat. Réserve des incunables O<sup>12</sup>/A, ancien n° 3, 518, fol. 16 v°. Plus loin, au fol. 17, se trouve un nouveau paragraphe intitulé : *de Assur civitate*, dans lequel Ludolphe confond Assur avec le Château-Pèlerin, localité nommée aussi Athlit, qui se trouvait au sud du mont Carmel et au nord de Césarée.

Ludolphe de Suchen eut l'occasion de voir plusieurs fois la femme.

Arsur, rétrocedée en fief par les successeurs de Godefroy de Bouillon, a laissé son nom à une famille illustre, restée toujours aux premiers rangs des chevaliers de la Haute Cour, dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre. Azot a été peut-être concédée également par la couronne, mais aucun monument, à notre connaissance, n'établit cette inféodation.

L'inféodation est d'ailleurs extrêmement improbable. Nous ne connaissons aucun document qui la mentionne ou dans lequel il y soit fait la moindre allusion. Les rôles des services dus à la couronne de Jérusalem par les seigneuries du royaume n'oublient pas assurément Arsur<sup>1</sup>, jamais ils ne mentionnent Azot. Le nom d'Arsur figure en vingt endroits divers dans les *Lignages d'outremer*<sup>2</sup>, document de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, on y cherche vainement celui d'Azot. Jusqu'à preuve précise du contraire, on est donc autorisé à croire que la vraie ville d'Azot, l'Achdod biblique, n'a jamais été détachée du domaine des rois de Jérusalem, et que toutes les dénominations de seigneurs d'Azot ou d'Arzot, figurant dans les documents historiques ou diplomatiques du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, chartes ou chroniques, concernent, non pas des seigneurs d'Achdod, mais des seigneurs d'Arsur, dont les noms ont été mal écrits, soit originellement par les rédacteurs ou les copistes des documents, soit postérieurement par les éditeurs de ces textes.

Je crois qu'il faut prendre ces faits pour base et pour règle de toutes les recherches et de tous les travaux relatifs aux sires d'Arsur, si l'on veut éviter d'introduire dans la Syrie féodale une seigneurie et une famille qui n'ont jamais existé.

Cette base repose sans doute, en premier lieu, je n'en disconviens pas, sur la conjecture que suggère naturellement l'absence complète du nom d'Azot dans les anciennes matricules et généalogies d'outremer, tandis que le nom d'Arsur y paraît seul. Mais cette présomption déjà grave, quoique née d'une preuve indirecte, devient une certitude absolue, je n'hésite pas à le dire, devant la suite ininterrompue de textes explicites, formels et nombreux qui montrent que, du XIII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, on a indifféremment appelé, en Orient comme en Occident, les seigneurs de l'ancienne Apollonia maritime tantôt seigneurs d'Arsur, tantôt seigneurs d'Azot.

Ainsi, dès 1168, le chevalier que Guillaume de Tyr appelle *Johannes de Arsur*<sup>3</sup> est nommé, dans une charte dressée à Jérusalem

<sup>1</sup> Cf. *Assises de Jérusalem*. t. I, p. 420, 426, 634.

<sup>2</sup> *Assises de Jérus.*, t. II, p. 451 et passim.

<sup>3</sup> T. I, p. 981.

même, *dominus Johannes de Azoto* <sup>1</sup>; et dans un diplôme du roi Amoury I<sup>er</sup> de Jérusalem, de 1198, *dominus de Arsuco* <sup>2</sup>. Les circonstances suivantes sont encore plus probantes. J'ai vu aux archives de Malte, où ont été transférées les précieuses archives de Rhodes, le contrat d'une vente de deux pièces de terre, consentie, en 1255, par le connétable de Jérusalem, Jean d'Ibelin, à l'ordre de l'Hôpital. Le vendeur se nomme ainsi lui-même au début de l'acte : *Jeohan d'Ibelin, seignor d'Arsur*. Au dos du parchemin, on a écrit, au XIII<sup>e</sup> siècle même, la cote suivante : *Privilegium domini de Azoto* <sup>3</sup>. Le même seigneur d'Arsur est le premier témoin laïque d'un accord dressé à Saint-Jean-d'Acre en 1258, dans lequel il est qualifié : *Dominus Azoti* <sup>4</sup>. En 1306, Jean III d'Ibelin, son petit-fils, sire d'Arsur comme lui, assiste au traité de paix conclu à Nicosie avec la république de Venise; il y est nommé *Joannes de Yblino, dominus Asoti* <sup>5</sup>. En 1328, Balian II, fils de Jean III, présent à un nouveau traité de Nicosie avec Venise, est appelé : *Dominus Balianus de Ybelino, dominus de Arsoto* <sup>6</sup>. Le célèbre seigneur d'Arsur, l'un des meurtriers du roi Pierre de Lusignan, est nommé dans diverses pièces dressées à Gênes en 1376 : *Dominus de Azoto* <sup>7</sup>.

Jean de Neuville, vicomte de Nicosie, devenu par ses alliances seigneur d'Arsur, est nommé *Johannes de Nivillis, dominus de Azoto*, dans divers actes de 1382 et 1383 <sup>8</sup>. C'est lui dont la belle dalle tumulaire existe encore dans la mosquée de l'Emerghie à Nicosie. Son épitaphe porte ces mots, dont j'ai pu récemment vérifier le texte sur un estampage : *Ci gist.... Johan de Neviles, seignor d'Arsof* <sup>9</sup>.

L'équivalence des dénominations d'Arsur et d'Azot dans les chartes et les documents divers concernant l'Orient latin me semble donc bien établie. Ce fait admis, il resterait à dresser la série des seigneurs qui ont porté l'un ou l'autre nom. Malheureusement, le point de dé-

<sup>1</sup> Paoli, *Cod. diplom.*, t. I, p. 88.

<sup>2</sup> *Hist. de Chypre sous le règne des princes de Lusignan*, t. II, p. 25.

<sup>3</sup> Cf. Delaville Le Roulx, *Les archives de l'ordre de Saint-Jean de Jérus. à Malte*, p. 191.

<sup>4</sup> Strehlke, *Tabul. Theuton.*, p. 103.

<sup>5</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 103.

<sup>6</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 143.

<sup>7</sup> *Arch. de l'Orient latin*, t. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 175, 176.

<sup>8</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 391-394, 398. Cf. Léonce Machera, p. 365.

<sup>9</sup> *Bibl. de l'École des chartes*, 2<sup>e</sup> série, t. II, p. 528, n<sup>o</sup> 62. *L'île de Chypre, sa situation et ses souvenirs*, in-12, 1879, p. 372-373, n<sup>o</sup> 62. Je dois avouer et signaler l'erreur que j'ai commise en ce livre, au sujet de l'épitaphe de Jean de Neuville. Moins bien renseigné alors que je ne le suis aujourd'hui par la comparaison des textes, j'avais cru qu'Azot (l'Achdod biblique), avait été inféodée par la couronne, et que Jean de Neuville en avait porté le titre; c'est d'Arsur qu'il était seigneur titulaire.

part nous fait défaut. Les *Lignages d'outremer*, généalogies extrêmement précieuses, bien que la forme dans laquelle nous les avons aujourd'hui ne puisse remonter au delà de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, renferment cependant un chapitre spécial consacré aux seigneurs d'Arsur. Il est ainsi intitulé : *Ci dit des hoirs d'Arsur qui furent*<sup>1</sup>. Mais, chose étrange et regrettable, sa rédaction ne fait pas connaître le premier chevalier qui reçut à l'origine des rois de Jérusalem la ville d'Arsur et qui en devint ainsi le premier seigneur latin. Ce chapitre est d'ailleurs incohérent et incomplet; il a dû être altéré par des remaniements successifs, comme il arrive trop souvent dans les anciens textes généalogiques. Plusieurs de ses assertions sont absolument inadmissibles.

On y lit, par exemple, que la noble dame Marguerite, femme de Hugues de Tibériade, qui épousa, après le décès de Hugues, le comnétable de Chypre, Gautier de Césarée, était une princesse de la maison d'Arsur, sœur de Jean I<sup>er</sup> et de Mélissende<sup>2</sup>. Des témoignages, jus certains et concordants établissent que Marguerite, successivement femme de Hugues de Tibériade, prince de Galilée, et de Gautier III de Césarée, était Marguerite d'Ibelin, fille de la reine Marie Comnène et propre sœur du vieux sire de Beyrouth, Jean d'Ibelin, oncle de l'auteur des *Assises*.

En réunissant ce que le chapitre contient d'exact avec les indications et les références disséminées dans les autres parties des *Lignages*, on voit que le premier baron latin d'Arsur, dont le nom et la famille nous sont inconnus d'ailleurs, eut trois enfants : 1<sup>o</sup> un fils nommé Jean (Jean I<sup>er</sup>), qui fut seigneur d'Arsur après son père et qui mourut sans laisser de postérité de sa femme, nommée Héloïse; 2<sup>o</sup> une fille, nommée Mélissende, qui hérita de la seigneurie d'Arsur, à la mort de son frère Jean; et 3<sup>o</sup> une seconde fille, nommée Marguerite, dont on ignore les alliances, car elle ne peut être, nous venons de le dire, la femme ni de Hugues de Tibériade ni de Gautier de Césarée. On pourrait donc établir ainsi les premières lignes de la généalogie des seigneurs d'Arsur :

N., premier seigneur d'Arsur, père de Jean d'Arsur.

Femme : N.

Enfants : 1<sup>o</sup> Jean d'Arsur, qui suit; 2<sup>o</sup> Mélissende d'Arsur, qui suit; 3<sup>o</sup> Marguerite.

1168. JEAN I<sup>er</sup> D'ARSUR, le premier seigneur d'Arsur dont les *Lignages* donnent le nom, était fils du premier chevalier croisé à qui les rois de Jérusalem avaient cédé en fief la ville et la seigneurie d'Arsur. On

<sup>1</sup> *Lignages*, ch. XII. *Assises de Jérusalem*, t. II, p. 451.

<sup>2</sup> Ch. XII, *Assises*, t. II, p. 451.

le voit figurer dans les textes comme seigneur d'Arsur, dès 1168. Il est appelé tantôt seigneur d'Arsur, tantôt seigneur d'Azot : *Dominus Johannes de Asoto* dans les pièces précédemment citées <sup>1</sup> de 1168; *Johannes de Arsurs*, dans le texte latin, et *Jehan d'Arsur* dans le texte français de Guillaume de Tyr en 1171; *Johannes de Arsurs*, en d'autres documents de 1174 et 1175. C'est encore lui, cela nous semble évident, qui figure, sous la désignation de *G. Dominus [de] Arsuco*, dans un diplôme d'Amaury de Lusignan du mois d'octobre 1198. Il périt dans une circonstance qui rappelle à certains égards la mort d'Absalon. Le continuateur de Guillaume de Tyr ne donne pas les détails de l'accident et le constate seulement en ces mots : « Comme il « chassoit dans la forêt d'Arsur, il se pendit de son chapiau et mo-  
« rut <sup>2</sup>. » Jean ne laissant pas d'enfants, la seigneurie d'Arsur passa à sa sœur Mélissende, par qui elle parvint aux Ibelin.

*Femme* : Héloïse de Brie, fille d'Anseau de Brie, qui survécut à son mari et se remaria, une première fois, avec Vilain Danevi, dont on ne sait rien, et secondement avec Geoffroy de Caffran, d'une famille féodale bien connue, qui fut tué par son cheval.

MÉLISENDE D'ARSUR, fille de N., premier seigneur d'Arsur, dont on ignore le nom, hérita de la seigneurie d'Arsur à la mort de son frère Jean, qui ne laissait pas d'enfants.

*Premier mari*. Thierry d'Orguenes, très probablement le chevalier dont on trouve la souscription ou la mention dans des actes de 1194, 1195 à 1200, sous les noms altérés de *Terricus de Orca* <sup>3</sup>, *Dietericus de Orca* <sup>4</sup>, *Terricus Dorgue* <sup>5</sup>, et enfin sous cette désignation plus explicite, quoique onomastiquement vicieuse, *Terricus de Asca*, *dominus Arsurs*, en 1198 <sup>6</sup>.

*Second mari*, vers 1217. Jean d'Ibelin, seigneur d'Ibelin, de Rama, de Mirabel, de Beyrouth, célèbre dans les anciennes histoires d'outre-mer par sa lutte contre Frédéric II et ses Lombards, sous le nom de *Vieux sire de Beyrouth*. Il avait hérité des terres d'Ibelin, de Rama et de Mirabel, comme fils aîné de Balian II d'Ibelin, mort vers l'an 1200; il reçut Beyrouth, qui devint le fief principal de sa maison, par donation solennelle de la reine Isabelle, sa sœur utérine, et du roi Amaury, son beau-frère; il joignit à ces baronnies la seigneurie d'Arsur en épousant Mélissende, qui en était l'héritière directe.

<sup>1</sup> Voir les sources citées précédemment, p. 587-588.

<sup>2</sup> *Lignages*, ch. XII, *Assises*, t. II, p. 451.

<sup>3</sup> Strehlke, *Tabul. ordin. Theuton.*, p. 26, 28-31.

<sup>4</sup> Strehlke, p. 26.

<sup>5</sup> Paoli, *Cod. diplom.*, t. I, p. 87.

<sup>6</sup> Paoli, t. I, p. 287.

Il était alors veuf d'Héloïse de Néphin, dont il avait eu cinq fils, tous morts en bas âge <sup>1</sup>. Mélissende lui donna six enfants.

*Enfants :*

1. Balian 1<sup>er</sup> d'Ibelin de Beyrouth, qui lui succéda dans la seigneurie de Beyrouth.

2. Baudouin, sénéchal du royaume de Chypre, fait prisonnier avec saint Louis à la Massoure, qui fut chef de la branche cadette des Ibelin.

3. Hugues dit le Fort, présent à l'échec subi à Casal-Imbert en 1232, par les chevaliers dévoués aux Ibelin et au roi Henri de Lusignan, et présent aussi à l'heureuse revanche que les royalistes prirent la même année des impériaux au combat d'Agridi, en Chypre <sup>2</sup>. Il ne vivait plus en 1241 <sup>3</sup>.

4. Jean de Foies, tige des seigneurs d'Arsur-Ibelin, dont il est question plus loin.

5. Guy 1<sup>er</sup>, connétable de Chypre, souche d'une nombreuse postérité. L'éloge qu'en fait Joinville suffirait à son illustration. « C'était, dit le sénéchal de Champagne, un des plus accomplis chevaliers que j'aie vus et un de ceux qui étaient le plus aimés des gens d'outremer <sup>4</sup>. » Il commandait, avec son frère Baudouin, le corps des chevaliers chypriotes partis avec saint Louis pour l'Égypte, et fut au nombre des prisonniers de Mansourah. Joinville, pris comme lui par les Sarrasins et croyant le dernier moment venu pour les prisonniers, s'agenouilla à ses côtés et le pria de recevoir sa confession <sup>5</sup>.

6. Isabelle, fut religieuse.

1236. JEAN II D'IBELIN D'ARSUR, quatrième fils de Jean 1<sup>er</sup> d'Ibelin de Beyrouth, est un homme considérable de l'histoire d'outremer. Du vivant de son père et avant d'avoir recueilli dans l'hérédité paternelle la seigneurie d'Arsur, il avait vivement secondé les efforts des chevaliers de Chypre et de Syrie contre les Lombards pour défendre l'indépendance et la constitution de Chypre et de Jérusalem. L'empereur venu en Palestine en 1228 ne lui en garda pas rancune. Espérant calmer ou séduire le sire de Beyrouth, il attacha le fils à son service, le combla de prévenances, l'emmena avec lui en Italie et lui donna en fief (à une époque indéterminée) la terre de Foggia dans la Capitanate. Ainsi s'explique le double nom sous lequel on le désigne dans les chroniques orientales : *Jean d'Arsur* et *Jean Foggia*, de *Foges*

<sup>1</sup> *Lignages d'outremer*, ch. XI, p. 451.

<sup>2</sup> Florio Bustron, p. 79, 89, 94.

<sup>3</sup> *Les Gestes des Chipriotes*, § 221; *Hist. armén. des crois.*, t. II, p. 729.

<sup>4</sup> Édit. de M. de Wailly, n. 339, p. 184.

<sup>5</sup> M. de Wailly, n. 355, p. 194.

ou de Foies. Ces faits sont rappelés par l'auteur anonyme de la chronique d'Amadi <sup>1</sup>, qui les avait lus vraisemblablement dans les *Gestes des Chiprois* <sup>2</sup>, la dernière et la plus précieuse découverte de M. le comte Riant.

En 1231, il avait secondé son père dans la défense du château de Beyrouth, attaqué sur terre et sur mer par les Lombards ; il avait forcé les lignes ennemies et introduit dans la place un renfort inespéré qui contribua à la levée du siège <sup>3</sup>.

En 1232, réuni à son frère Baudouin le sénéchal, il avait amené des secours à Sidon, où se trouvait bloqué le roi Henri, qui lui donna à cette occasion quelques fiefs, situés probablement dans le royaume de Chypre <sup>4</sup>.

En 1236, à la mort de son père, et par suite d'un arrangement conclu avec ses frères, il se chargea de la seigneurie d'Arsur, et en prit le nom, bien qu'il ne fût que le quatrième enfant de Mélissende. C'est ce qu'indique ce passage des *Lignages d'outremer* : « Johan, le fils « Johan de Ibelin, sire de Baruth, fu sire d'Arsur <sup>5</sup> par sa mère ; car « les frères li laisserent avoir. » Balian, son frère aîné, avait hérité de Beyrouth ; Guy eut la connétablie de Chypre.

Ils continuèrent à défendre ensemble l'indépendance et les institutions des royaumes de Chypre et de Jérusalem, tout en respectant les droits que le roi Conrad, fils de l'empereur Frédéric II, pouvait tenir de son père sur le royaume de Jérusalem, et offrant de reconnaître solennellement Conrad pour régent ou bailli de ce royaume, si, à l'époque de sa majorité (1243), le prince venait requérir, personnellement ou par un délégué spécial, la régence ou la couronne, et en jurant de se conformer en tout dans son gouvernement aux lois du pays, c'est-à-dire aux Assises de Jérusalem <sup>6</sup>.

Ils en donnèrent l'assurance à Frédéric dès le 7 juin 1241, dans une respectueuse et ferme déclaration qu'il ne faut pas considérer comme un acte de soumission aux volontés de l'empereur, car les chevaliers maintiennent dans cet acte la commune qu'ils avaient organisée à Saint-Jean-d'Acre, de concert avec les Bourgeois, et exigent de Frédéric et de Conrad, pour condition expresse de leur obéissance, le respect absolu des Assises <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Edit., p. 132.

<sup>2</sup> Recueil des Hist. des Croisades. *Historiens arméniens*, t. II, p. 682.

<sup>3</sup> *Gestes des Chiprois*, dans *Hist. arm. des croisades*, t. II, p. 705.

<sup>4</sup> *Gestes*, etc., t. II, p. 712.

<sup>5</sup> *Lignages*, ch. VIII, p. 449. Le texte porte par erreur : *fu sire de Sur*.

<sup>6</sup> *Hist. de Chypre sous le règne des princes de Lusignan*, t. I, p. 354.

<sup>7</sup> Cette pièce curieuse et précieuse, découverte au musée britannique, a été publiée par le savant M. Reinhold Röhricht, dans les *Archives de l'Orient la-*



L'empereur Frédéric n'ayant pas envoyé le comte de Leycestre, Simon de Montfort, que les chevaliers avaient promis de reconnaître comme régent en attendant la venue de Conrad, les chevaliers d'Orient, dégagés de tous devoirs vis-à-vis des descendants de la reine Isabelle de Jérusalem, proclamèrent la reine de Chypre, Alix de Champagne, mère du roi Henri, régente de Jérusalem, dans un grand parlement réuni chez le patriarche de Jérusalem, et chassèrent de Syrie les dernières troupes impériales qui s'étaient cantonnées à Tyr, sans avoir jamais pu s'établir à Saint-Jean-d'Acre <sup>1</sup>.

Les événements le portèrent aux plus hautes positions. Un passage des *Continuations de Guillaume de Tyr* semble indiquer qu'il n'exerça la régence du royaume de Jérusalem qu'en 1256 <sup>2</sup>. Mais des actes originaux établissent qu'il était déjà régent et connétable de Jérusalem en 1252 et 1253 <sup>3</sup>; et les *Gestes des Chiprois* apprennent qu'il fut investi du pouvoir dès l'année 1247, à la mort de son frère Balian I<sup>er</sup>, à qui l'on avait conféré la régence l'année précédente 1246, lorsque mourut la reine Alix <sup>4</sup>.

Il mourut en 1258, occupant la régence et la connétablie <sup>5</sup>. Sa mort est postérieure au 9 du mois d'octobre 1258, date d'un accord entre les ordres militaires dressé à Saint-Jean-d'Acre, dans lequel il figure comme le premier des témoins laïques : *Joannes de Ybellino, dominus Azoti, conestabulus et bajulus regni Jerosolimitani* <sup>6</sup>.

*Femme.* Alix de Caïphas, fille de Rohart, seigneur de Caïphas <sup>7</sup>.

*Enfants.* 1. Balian I<sup>er</sup>, qui suit. 2. En 1241, Jean avait plusieurs enfants de sa femme Alix, comme on a pu le remarquer précédemment <sup>8</sup>.

*tin*, t. I, p. 402. A la même époque (juin 1241), du consentement de ses enfants et de sa femme *Aeliz*, il fit une donation à l'ordre de l'Hôpital sous forme d'une généreuse vente. Un des témoins de cet acte est Jean, seigneur du Merle, petite ville située entre Césarée et le Carmel (Delaville-Le Roulx, *Arch. et Bibl. de Malte*, 1893, p. 176).

<sup>1</sup> *Hist. de Chypre*. t. I, p. 326.

<sup>2</sup> *Contin. de Guill. de Tyr*, p. 442.

<sup>3</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 67. Delaville-Le Roulx, *Arch. de Malte*, p. 189.

<sup>4</sup> *Gestes des Chiprois*, etc. *Hist. arm.*, t. II, p. 705.

<sup>5</sup> Cf. le *Continuateur de Tyr* lui-même, p. 443, plus exact ici que dans ses mentions antérieures; Sanuto, *Secret fidel.* ap. Boagars, p. 221. Amadi, p. 205.

<sup>6</sup> Strehike, *Tabul. ord. Theut.*, p. 99-103.

<sup>7</sup> Le mariage de Jean d'Arsur avec Alix est bien établi par les *Lignages*, chap. xii et xxxvii, p. 452, 470. Le nom de sa femme *Aeliz* est donné en outre par la charte du mois de juin 1241, citée précédemment (p. 392, n. 6). Il n'est donc pas possible d'admettre qu'il ait épousé *Marie*, fille du grand baron Constantin, régent d'Arménie (*Hist. armén. des Crois.* t. I, p. 541, 605; t. II, p. 666, a), comme l'indiquent quelques sources arméniennes, à moins qu'il ne s'agisse d'un second mariage.

<sup>8</sup> *Lignages*, ch. xxxvii. *Assises*, t. II, p. 470.

1258-1259. BALIAN I<sup>er</sup> D'IBELIN D'ARSUR, fils de Jean I<sup>er</sup> et d'Alix de Caïphas, armé chevalier par saint Louis à Saint-Jean-d'Acre, le jour de Pâques 1254 <sup>1</sup>, ce qui permet de supposer qu'il était né vers 1239; il succéda à son père dans la seigneurie d'Arsur, au plus tôt à la fin de l'année 1258. Il ne la conserva pas longtemps. Dès l'an 1259 ou 1258 un projet d'affermage féodal de la seigneurie avait été concerté entre Balian et l'ordre de l'Hôpital <sup>2</sup>. En 1261, tout en se réservant le titre seigneurial, il la vendit purement et simplement aux chevaliers, qui l'occupèrent sans retard <sup>3</sup>. Bibars Bondocdar s'en rendit maître après un siège, en avril 1265 <sup>4</sup>.

Balian, nommé connétable et régent du royaume de Jérusalem en 1268 <sup>5</sup>, mourut le 29 septembre 1277 <sup>6</sup>.

*Fiancée* : En 1254, Plaisance d'Antioche, veuve de Henri I<sup>er</sup> de Lusignan, avait promis sa main à Balian, et il y eut au moins entre eux des fiançailles. En 1258, toute idée de ce mariage était abandonnée <sup>7</sup>.

*Femme* : Lucie, fille de Jean Gauvain et d'Ermeline de Soissons. Devenue veuve, Lucie épousa Eudes Poilechien, sénéchal de Jérusalem au nom de Charles d'Anjou, qui fit, en 1286, sa soumission à Henri II de Lusignan.

*Enfants* : 1. Jean II, qui suit ; 2. Ermeline, fille aînée qui fut mariée en Pouille ; 3. Jeanne, femme de Baudouin de Morpho, sire de Stamboule, en Chypre ; 4. Nicole, femme de Thibaut de Bethsan.

1277. JEAN II D'IBELIN-D'ARSUR, fils de Balian I<sup>er</sup> et de Lucie Gauvain. Il aurait été connétable de Jérusalem en 1272 <sup>8</sup>. Dans un acte de 1306, il est nommé : *Johannes de Yblino, dominus Assoti* <sup>9</sup>. Il se rangea du côté d'Amaury de Lusignan, dans le conflit qui éclata vers ce temps entre ce prince et le roi Henri II <sup>10</sup>. Il mourut le 18 août 1309, et fut inhumé au grand cimetière de Nicosie <sup>11</sup>.

*Femme* : Isabelle d'Ibelin, fille de Balian d'Ibelin, le sénéchal de Chypre, fidèle ami et conseiller du roi Henri II <sup>12</sup>, fils lui-même de Guy d'Ibelin et petit-fils du vieux sire de Beyrouth.

<sup>1</sup> *Hist. de Chypre*, t. I, p. 365; *Contin. de G. de Tyr*, p. 441. Amadi; Florio Bustron, p. 109.

<sup>2</sup> Delaville-Le Roulx, *Chartes*, p. 194, 196.

<sup>3</sup> *Contin.*, p. 446.

<sup>4</sup> *Contin.*, p. 450; Rainaldi, 1265.

<sup>5</sup> *Contin.*, p. 457. *Gestes des Chiprois*, n. 367.

<sup>6</sup> *Contin.* (p. 478, note 0), qui le nomme *Bellian d'Ybelin, syres d'Arsuf*.

<sup>7</sup> *Hist.*, t. I, p. 365, t. II, p. 69, n. *Contin.*, p. 443.

<sup>8</sup> *Cont.*, p. 463.

<sup>9</sup> *Hist.*, t. II, p. 103.

<sup>10</sup> Amadi. Fl. Bustron.

<sup>11</sup> Amadi.

<sup>12</sup> *Hist. de Chypre*, t. II.

*Enfants* : 1. Balian II, qui suit ; 2. Guy, peut-être évêque de Li-massol ; 3. Alix ; 4. Marguerite ; 5. Lucie.

1309. BALIAN D'IBELIN D'ARSUR, sire d'Arsur, fils de Jean II et d'Isabelle d'Ibelin, témoin au traité de Nicosie avec Venise, en 1328 : *dominus Balianus de Ybelino, dominus de Arsoto* <sup>1</sup>. C'est peut-être « le seigneur d'Arsur » alors défunt, dont les « hoirs » devaient, en 1338, la somme de 3.500 besants à Valérien Catanéo <sup>2</sup>.

*Femme* : N. Ludolphe de Suchen la vit souvent dans son voyage en Orient, vers l'an 1350 : *Azola nunc Arsuff, cujus nobilem dominum sepius vidi bene* <sup>3</sup>.

1361. PHILIPPE D'IBELIN D'ARSUR, seigneur d'Arsur, fils probablement de Balian II, qualifié *dominus de Azoto* dans diverses procurations que donna sa femme de son vivant et après sa mort, en 1361 et 1374 <sup>4</sup>. C'est le fameux sire d'Arsur, l'un des meurtriers du roi Pierre I<sup>er</sup> de Lusignan. Il servit d'abord fidèlement le roi et l'accompagna dans ses voyages et ses expéditions de 1361 à 1367 <sup>5-7</sup>. Mais aigri, comme tant d'autres chevaliers par les violences odieuses auxquelles se laissait aller le roi, il entra dans la conspiration formée contre lui et s'associa aux plus extrêmes résolutions. Il pénétra l'un des premiers dans la chambre du prince la nuit du 19 janvier 1369, et lui porta les premiers coups.

Et si tost com li roys le vit,  
De son lit en gisant li dist :  
• Estes vous là, sire d'Arsur,  
• Faus garson, traître, parjur ?  
• Qui vous fait entrer en ma chambre ? ? •

Nommé lieutenant du sénéchal de Chypre, à la proclamation de Pierre II, il présida la haute cour <sup>8</sup>, et contribua à la défense du pays contre les Génois. L'amiral Pierre de Campo Frégoso lui fit trancher la tête à Nicosie, au mois d'octobre 1373 <sup>9</sup>.

<sup>1</sup> *Lignages*, ch. viii. *Assises*, t. II, p. 449.

<sup>2</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 143.

<sup>3</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 172 ; Traité avec Gênes de 1338, art. 6-8.

<sup>4</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 172, note 3. Ludolphe parle de cette ville d'Azot ou Arsuff, dans le paragraphe consacré au pays des Philistins, de *Philistea* (*Peregrinatio*, fol. 16). C'est donc la ville d'Esdoud qu'il a en vue, bien que réellement il s'agisse de la dame d'Arsur.

<sup>5</sup> Pièces de Gênes du notaire Antoine de Crédence. *Archiv. de l'Orient lat.*, t. II, p. 170, 175 et suiv.

<sup>6</sup> Léonce Machera, trad. Miller, p. 103 ; Strambaldi ; Amadi.

<sup>7</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 291.

<sup>8</sup> Machera, p. 160 ; Guill. de Machaut, *Prise d'Alex.*, p. 269. *Hist. de Chypre*, t. II, p. 335, 341.

<sup>9</sup> *Assises de Jérus.*, t. I, p. 3.

<sup>10</sup> Machera, p. 238 ; Strambaldi. Cf. Amadi, p. 255, 274, Florio Bustron (p. 276,

*Femme* : Alix de Majorque, *Alicia de Majoricis*, fille de Fernand II de Majorque, vicomte d'Omélas (fils de Fernand I<sup>er</sup>, prince de Morée), et d'Échive de Lusignan, fille de Hugues IV, roi de Chypre. Le mariage est antérieur à 1361. A cette date, Alix donne procuration à Obert Gentile pour s'occuper de ses affaires<sup>1</sup>.

Le 19 août 1374, Alix, veuve depuis le mois d'octobre, donne une procuration aux mêmes fins que la précédente à Pierre de Campo Frégoso, amiral de la flotte génoise, qui s'était emparé de Famagouste<sup>2</sup>. Léonce Machera déclare formellement qu'Alix a entretenu des relations coupables avec Campo Frégoso; on ne doit accueillir ces accusations qu'avec beaucoup de réserves; Machera est une mauvaise langue dont il faut toujours se défier.

Les procurations de 1376 ne faisant pas mention d'enfants, il n'est pas probable que Philippe d'Ibelin en ait laissé, ce qui explique la transmission du titre de seigneur d'Arsur à d'autres familles après son décès.

1390. JEAN DE NEUVILLE, témoin au traité de Nicosie, est qualifié : *Johannes de Nivillis, dominus de Azoto*<sup>3</sup>. C'est probablement le même Neuville qui figure comme *vicomte de Nicosie* dans divers documents de 1382 et 1383<sup>4</sup>; et c'est plus vraisemblablement encore le même personnage dont j'ai retrouvé le tombeau à Nicosie, monument dont l'inscription qualifie Jean de Neuville *seigneur d'Arsof* et donne la date de cette même année 1390 comme celle de son décès<sup>5</sup>.

1460. PHÉBUS DE LUSIGNAN est le dernier personnage que nous voyions, dans les monuments de la France orientale, qualifié de sire d'Arsur. Georges Bustron, auteur de la chronique chypriote publiée par M. Sathas, l'appelle : *Ὁ Φέβος τῆ Λουσουνίας καὶ κύρ. τοῦ Αρσασίου*<sup>6</sup>. L'auteur de la chronique d'Amadi traduit exactement : *Phebo de Lusignan, signor de Arsuso*<sup>7</sup>. Tous ces noms désignent un seigneur

294, 311), qui qualifie, par erreur, le sire d'Arsur de *Signor de Sur*, comme Strambaldi et Amadi.

<sup>1</sup> Gênes. *Arch. des Notaires*. Antoine de Crédence, *Arch. de l'Orient latin*, t. II, p. 175.

<sup>2</sup> Pierre de Campo Frégoso rappelle cette procuration dans la substitution qu'il en fait pour un an à Gênes à Luc Gentile, le 18 mars 1376. *Arch. de l'Orient lat.*, t. II, p. 175.

<sup>3</sup> Trad. Miller, p. 161; mais voyez les observations présentées dans l'*Arch. de l'Or. lat.*, t. II, p. 171.

<sup>4</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 421.

<sup>5</sup> *Hist. de Chypre*, t. II, p. 391, 394, 398. Léonce Machera, p. 365; Strambaldi, ann. 1382.

<sup>6</sup> *Inscriptions de Chypre*, n° 62. *Bibl. de l'École des chartes*, 2<sup>e</sup> série, t. II. *Ile de Chypre*, Didot, in-12, p. 372. Comme je l'ai dit déjà, un nouvel examen de l'inscription fait sur un estampage reçu de Chypre permet de bien lire le nom de *Johan de Neviles*.

<sup>7</sup> Edit., p. 397.

d'Arsur, et la mention de Bustron, comme celle d'Amadi, se rapportent à des événements de l'année 1460. Il est assez curieux de trouver vivant à la même époque un autre Phébus de Lusignan. Mais celui-ci, fils naturel du roi Janus, déjà maréchal d'Arménie et chargé par le roi Jean II, son frère, de diverses missions en Occident, est qualifié *sire de Sayette*, c'est-à-dire de Sidon, dans des pièces indiscutables de 1462 et 1463 <sup>1</sup>.

Les deux Phébus sont-ils deux seigneurs différents ? Le même personnage, prince ou chevalier, aurait-il eu simultanément ou successivement les deux titres de sire d'Arsur et sire de Sidon ? C'est peu probable ; la question n'a qu'un mince intérêt et nous ne nous attarderons pas à en chercher la solution.

Le sire de Sidon eut des successeurs. Le titre de sire d'Arsur ne reparaît plus après Phébus ; il dut tomber en désuétude sous la domination vénitienne.

L. DE MAS LATRIE.

## II.

### UNE QUESTION DE CHRONOLOGIE BIBLIQUE

La récente encyclique du Saint-Père sur les études bibliques a rappelé l'attention des érudits catholiques sur les questions chronologiques si débattues depuis un demi-siècle, mais qui ne semblent pas jusqu'ici avoir abouti à une solution entièrement satisfaisante et définitive. Les découvertes archéologiques qui, en se multipliant dans les vallées du Nil et de l'Euphrate <sup>2</sup>, jettent un jour inattendu sur l'histoire des anciens peuples, ne permettent pas d'assigner à l'organisation des premières sociétés humaines une date moindre de soixante ou soixante-dix siècles avant les temps modernes, date très supérieure, comme l'on sait, à celle où la plupart des auteurs, s'appuyant sur les données bibliques, avaient cru jusqu'ici pouvoir la fixer. Tous les hommes qui s'intéressent à ce genre d'étude connais-

<sup>1</sup> *Hist. de Chypre*, t. III, p. 124 et 125, notes.

<sup>2</sup> Voir Babelon, *Hist. ancienne de l'Orient*, t. IV, p. 78-79. Acad. des inscriptions, 21 oct. 1892, 18 août 1893, etc.

sent d'ailleurs les efforts tentés par les exégètes pour mettre d'accord les données fournies par l'Écriture avec les témoignages de l'histoire profane et les diverses solutions qu'ils ont présentées dans ce but.

Parmi les systèmes de concordance les plus autorisés nous rappelons, en premier lieu, celui qui supposerait, dans la liste des patriarches de la lignée Abrahamique, des lacunes permettant de regarder chacun des personnages dont le nom est retenu, non comme le père, mais comme l'aïeul plus ou moins éloigné de celui qui le suit, et d'y introduire ainsi un certain nombre de générations qui pourraient prolonger cette période d'une manière indéfinie. Une autre opinion supposerait dans le texte sacré, tel qu'il nous est parvenu, et particulièrement dans les chiffres qu'on y trouve énoncés, des erreurs résultant, soit de l'inadvertance, soit de l'ignorance des copistes, erreurs qui en auraient, en plusieurs endroits, altéré le texte et compromis l'authenticité. Ces deux solutions, peu conformes au sens direct et obvie du livre sacré, nous semblent empreintes d'un caractère également arbitraire, et la dernière surtout, qui tendrait à infirmer, dans d'autres passages, l'autorité du texte, semble à un grand nombre de théologiens et d'hommes compétents ne pouvoir, malgré les autorités sur lesquelles elle s'appuie, être adoptée sans un grand danger.

Parmi les autres opinions qui se sont produites et qui ne sauraient se soutenir devant une critique sérieuse, nous nous bornons à mentionner celle d'après laquelle la famille Égyptienne, ainsi que plusieurs autres, aurait échappé au cataclysme où périt l'humanité contemporaine de Noé. Mais le nom de Mesraïm, petit-fils de ce patriarche, qu'on doit selon toute vraisemblance assimiler à Ménès, fondateur de la société égyptienne, détruirait la base de ce système.

Une autre explication nous semblerait s'adapter mieux au contexte du livre sacré. Nous croyons que le texte hébreu, regardé comme original par les commentateurs, malgré les remaniements qu'il a pu subir au retour de la captivité, doit être maintenu dans son intégralité. Nous croyons, en outre, qu'il se prête mieux que la version grecque aux exigences de la chronologie profane, et que la contradiction qu'on signale entre les deux textes est seulement apparente et s'explique d'une manière satisfaisante par l'interprétation que doit recevoir le premier.

Celui qui lit, dans la Vulgate, le chapitre XI de la Genèse est frappé d'un fait qui appelle d'abord son attention. L'âge donné aux personnages bibliques qui se succèdent d'Arphaxad à Tharé, au moment où un fils leur est donné, est le même à très peu de chose près, soit trente à trente-cinq ans. Si l'on tient compte de la longévité de la race humaine à cette époque, cet âge est bien celui où chacun d'eux devient

père pour la seconde fois, et les patriarches de la lignée Abrahamique se seraient succédé sans interruption et sans déviation, de premier-né en premier-né, depuis le premier des fils de Sem jusqu'au père d'Abraham. Cette circonstance, nous ne craignons pas de le dire, est d'une extrême invraisemblance pour quiconque n'y voudrait pas voir une loi providentielle que rien ne permet de reconnaître; car, d'après les commentateurs, Abraham lui-même aurait été le dernier des fils de Tharé. Tout porte à croire, d'ailleurs, que les enfants que Noé a engendrés à l'âge de cinq cents ans ont été précédés d'un certain nombre d'autres qui s'étaient séparés de lui à l'époque de la catastrophe diluvienne et dont les noms ne nous ont pas été conservés. De plus, Arphaxad, qui est nommé au chapitre XI, 10, sans doute à titre d'aïeul d'Héber et de la famille d'Israël, est désigné dans le chapitre précédent (X, 22), comme le troisième de ceux des enfants de Noé dont les noms ont été conservés. Il est vrai que les enfants des patriarches sont nommés quelquefois dans un ordre inverse à celui de la primogéniture, comme on le voit par exemple au chapitre X, 6, où Chanaan est nommé le dernier des enfants de Cham, bien qu'il dût être le premier, étant seul désigné comme tel au chapitre précédent et ayant eu, à ce titre, le triste privilège d'avoir part à la malédiction infligée à son père. Mais rien ne permet de croire que l'ordre suivi dans le texte soit arbitraire et qu'Arphaxad, qui figure comme le troisième, puisse être l'aîné des enfants de Sem, soit d'ailleurs que le premier-né ait été Cham, nommé le premier, ou Aram, désigné en dernier lieu.

Enfin, lorsque l'Écriture, dans l'énumération des enfants des patriarches, nomme le premier-né d'entre eux, elle en fait généralement mention : *Chanaan genuit Sidonem, primogenitum suum* (Genèse, x, 15). *Hus primogenitum* (Gen., xii, 21) <sup>1</sup>.

Or cette mention n'existe pour aucun de ceux qui forment la lignée Abrahamique de Sem à Tharé; aucun d'eux n'est désigné comme le *premier-né* de celui qui le précède, et on en peut conclure que le privilège de devenir les auteurs de la race choisie de Dieu fut pour eux, comme pour le fils de Noé et celui de Tharé, différent du privilège de la primogéniture.

Nous croyons donc qu'en faisant suivre des noms de la lignée de ce patriarche le chiffre des années où chacun d'eux devint père, l'écrivain sacré n'a pas l'intention de rapporter la naissance de chacun de ces personnages à l'époque indiquée avant son nom. Ce chiffre a pour objet de faire connaître l'âge où commence pour chacun des patriarches une nouvelle génération, où se fonda une nouvelle famille, événement important dont la date a dû être conservée avec soin dans les

<sup>1</sup> Voir également xxv, 13; xxxv, 23; xxxvi, 15, etc.

souvenirs de leur postérité. Mais cette famille nouvelle a pu compter de nombreux individus, un grand nombre de fils et de filles avant celui dont le nom a été conservé comme formant un des anneaux de la lignée Abrahamique. Ainsi donc, dans plusieurs endroits de la Genèse, l'âge attribué à l'auteur d'une nouvelle génération se rapporte à un ensemble, à un fait compréhensif qui ne peut s'appliquer à tous les détails relatés dans le texte. Noé, à l'âge de cinq cents ans, engendra Sem, Cham et Japhet (v, 32). Mais tous trois ne furent pas donnés au patriarche simultanément et il existait entre eux une différence d'âge (x, 21). Le chiffre de cinq cents ans ne peut donc s'appliquer qu'au premier de ces trois fils dont aucun, probablement, n'était le premier-né de Noé.

Tharé, âgé de soixante-dix ans, *genuit Abram, et Nachor, et Aran* (xi, 27). C'est-à-dire qu'à cet âge il engendra le premier-né des enfants dans le texte, et d'autres encore vraisemblablement. Ce premier-né était Aran, et Abraham, qui ne lui fut donné que soixante ans plus tard, est néanmoins nommé le premier dans le texte.

De même, dans le chapitre XI, chacun des versets qui établissent la lignée hébraïque contiendrait un sous-entendu et devrait, par exemple, se compléter ainsi : *Arphaxad vixit triginta et quinque annos et genuit Sale et fratres ejus*. Le nom du patriarche nommé comme formant un des anneaux de la chaîne est par cette raison répété dans le verset suivant : *Postquam genuit Sale (et fratres ejus)*, sans que l'auteur sacré ait voulu par là faire connaître qu'il fût le premier-né des enfants de sa génération, ce qu'il eût probablement indiqué en ajoutant ici, comme dans d'autres endroits, les mots : *primogenitum suum*.

Si cette interprétation est exacte, comme nous le pensons, ce n'est plus par la simple addition des chiffres employés pour indiquer l'époque de leur vie où les ancêtres d'Israël fondèrent une nouvelle famille et où commença une nouvelle génération que l'on doit calculer les temps qui s'écoulèrent entre la sortie de l'arche et la vocation d'Abraham. Les patriarches de la lignée Abrahamique, au lieu d'être les premiers-nés de chaque génération, peuvent n'avoir apparu qu'à des époques beaucoup plus tardives. Ils peuvent même avoir été les derniers-nés de cette génération, comme on doit le croire à l'égard de Sem, Cham et Japhet, et comme il est certain pour Abraham lui-même. Dès lors, le temps qui doit être accordé à cette époque lointaine de l'humanité ne peut plus être supputé avec précision, sans pouvoir toutefois être étendu d'une manière indéfinie.

En négligeant même la génération de Caïnan, que nous ne voulons pas discuter ici, on peut évaluer à deux mille cinq cents ans et au delà le temps qui s'est écoulé entre la catastrophe diluvienne et la



naissance d'Abraham, ce qui reporte à cinq mille ans environ avant l'ère moderne le commencement des sociétés humaines, limite qui paraît satisfaire aux exigences de la chronologie profane. C'est bien vers cette date, en effet, si l'on interroge les monuments qui sont, dans la vallée du Nil, restés les témoins de cette antique civilisation, que l'on doit reporter l'organisation de l'antique société égyptienne et, par conséquent, celle de la Chaldée dont la première paraît être issue, et qu'ont révélée également dans ces derniers temps tant d'heureuses découvertes.

C'est, autant qu'on peut le conjecturer, à une époque moins reculée qu'il faudrait, à travers bien des obscurités et des nuages, faire remonter l'origine des peuples de l'Inde : on sait que les Védas, dont la critique moderne tend à abaisser la date, en demeurent le plus antique monument écrit.

En ce qui concerne la Chine et les peuples de l'Extrême-Orient, les études les plus récentes et les plus approfondies n'ont rien ajouté, ce semble, aux conclusions qui résultent des travaux des anciens jésuites Gaubil, Amiot, Prémare et autres, qui reportent à vingt-cinq siècles environ avant l'ère moderne les commencements de la période historique.

Toutes ces données, qui se confirment entre elles et s'appuient mutuellement, semblent nous autoriser à fixer à quarante-cinq ou cinquante siècles environ avant l'ère du Christ les débuts des sociétés formées par les premiers hommes lorsqu'ils se furent répandus sur les diverses parties du globe. En outre, ainsi qu'on l'a fait observer avec raison, si l'histoire profane, éclaircie par les découvertes modernes, présente des exigences de temps qui s'accordent mal avec les calculs de l'ancienne chronologie, il ne faut pas perdre de vue que les mêmes exigences résultent des données fournies par le livre sacré lui-même. Dès la troisième génération après Noé, la Bible nous montre le genre humain couvrant une partie considérable du continent asiatique; elle nous fait voir plusieurs cités peuplées par des enfants de Chus, s'élevant dans la terre de Sennaar; elle nous fait assister à la fondation des premiers empires, et une si grande diffusion de la race humaine n'aurait pu avoir lieu dans le petit nombre d'années accordées aux premières générations humaines par la chronologie qui fait vivre Noé lui-même jusqu'aux jours d'Abraham.

A la vue des monuments merveilleux qui sont restés les témoins irrécusables d'un état social déjà avancé, certains érudits se demandent si, aux siècles qui les virent s'élever, il n'y aurait pas lieu d'ajouter encore bien des siècles indispensables, ce semble, à la préparation d'un semblable état de choses; une période d'enfance et d'*incubation* qui aurait dû précéder l'épanouissement de ces civilisations

parvenues à leur plein développement. Nous avouons être peu frappé de cette considération. Les premiers hommes, en s'éloignant du berceau de l'espèce humaine, ont dû, croyons-nous, emporter avec eux tout un faisceau de connaissances nécessaires à l'existence des sociétés dont ils allaient jeter les fondements, et rien ne nous oblige à penser que ces lointaines agglomérations d'hommes qui apparaissent simultanément et dans des conditions presque identiques sur divers points du globe aient dû, par un apprentissage spontané et laborieux dont la durée aurait été incalculable, préluder à l'état de civilisation dont les témoignages nous sont aujourd'hui révélés.

Nous avons dit que cette interprétation, loin d'être en contradiction avec les chiffres fournis par la version grecque dite des Septante, qui jouissait d'une si grande autorité dans les premiers siècles de l'Église, nous semble, au contraire, confirmée par elle. Cette version, on le sait, ajoute ordinairement un terme de cent années au chiffre indiqué par le texte hébreu comme étant l'âge des patriarches, au moment où commence une nouvelle génération. Quelques commentateurs ont cru que cette addition avait été suggérée aux auteurs de la version par la pensée de faire concorder les chiffres de la Bible avec la chronologie de l'ancienne histoire égyptienne. Nous pensons que les interprètes juifs ont dû rester assez étrangers à une semblable préoccupation. Leur esprit, croyons-nous, était peu porté aux considérations exégétiques qui tiennent une si grande place dans les travaux de la science moderne, et, d'un autre côté, au moment où ils écrivaient, l'histoire de l'ancienne Égypte était recouverte de trop d'obscurité pour qu'ils aient pu lui sacrifier l'intégrité du texte sacré.

Une autre raison a dû déterminer les auteurs de la version grecque à modifier les chiffres relatifs à la naissance de chacun des patriarches, et cette raison, selon toute vraisemblance, ne serait autre qu'une interprétation du texte telle que celle que nous proposons. Ces traducteurs, soit par la tradition, soit par la glose, auraient compris que l'âge du patriarche inscrit avant le nom de celui de ses fils qui est destiné à continuer la lignée du peuple israélite n'était pas afférent à la naissance même de ce fils, mais à celle du premier-né de la nouvelle génération. Ils auraient su que la naissance de cet ancêtre d'Abraham devait être placée à une date postérieure à celle qui semble, pour nous, résulter du texte, mais néanmoins indéterminée, et le chiffre de cent années, arbitrairement adopté par eux pour différencier ces deux époques, aurait été, chez eux, l'expression d'une interprétation bien fondée. En un mot, ces auteurs auraient voulu, non par erreur, mais par un calcul intentionnel, rendre spécial aux personnages de la lignée Abrahamique les chiffres qui, dans le texte, s'appliquaient aux premiers-nés de la génération; mais, dépourvus de

données certaines, ils auraient adopté un chiffre approximatif qui, sans doute, se rapproche de la vérité, mais qui aussi peut être resté fort en dessous.

On sait que le texte samaritain, qui s'éloigne peu de l'hébreu pour les chiffres de l'époque antédiluvienne, se rapproche de la version grecque pour celle qui suit. Il est difficile de se rendre compte des circonstances qui ont pu faire adopter, dans ce texte, les uns ou les autres de ces chiffres. Mais les conditions dans lesquelles le samaritain nous est parvenu ne semblent pas lui assurer, dans tous les détails, une authenticité qui doive le faire préférer au texte anciennement usité dans l'Église.

T. L.

---

## COURRIER ANGLAIS

---

La série monumentale des publications qui s'impriment aux frais de l'État et sous la direction du garde des rôles vient d'être enrichie d'un volume de la plus haute importance. Il y a quelques années, quand la sagesse éclairée du Saint-Siège facilita l'accès des archives du Vatican, le gouvernement britannique en profita pour envoyer à Rome M. Bliss, avec mission de puiser dans les archives des pontifes romains les documents qui se rapportaient à l'histoire de la Grande-Bretagne. M. Bliss fut ainsi chargé de faire pour ce pays ce dont s'occupent les écoles françaises d'Athènes et de Rome. Les premiers résultats de cette mission apparaissent dans le volume en question. Il est intitulé : *Inventaire des registres pontificaux*, et nous offre un recueil des lettres papales de 1198 à 1304. Il est à noter que la France nous devance dans cette voie : là où la Grande-Bretagne n'a cru devoir envoyer qu'un seul travailleur, les écoles françaises de Rome et d'Athènes ont employé treize de leurs membres. De cette façon, on a pu donner aux *Regesta* de chaque pontificat un éditeur, ou même deux, et il sortira de cette collaboration une suite de volumes qui s'étendront de l'avènement de Grégoire IX (A. D. 1227) jusqu'à la mort de Benoît XI (A. D. 1304). L'ouvrage de M. Bliss embrasse une période un peu plus étendue, puisqu'il commence à 1198 et parcourt les registres de tous ces pontificats, en donnant, sous la forme d'un inventaire, un bref résumé de chacune des lettres papales. Le catalogue de ces actes est plus complet que celui qui se trouve dans le *Vetera Monumenta* d'Auguste Theiner. Il en comprend d'autres qui manquent dans la belle collection de cinquante-six volumes de transcriptions due à l'abbé Marino Marini, laquelle se conserve au Musée britannique. Il est inévitable que, avec ce système de résumés que M. l'abbé Bliss, suivant le modèle des inventaires de nos papiers d'État, s'est cru obligé d'adopter, on ne peut donner ce ton indéfinissable de vie et d'actualité qui ressort d'un document qu'on copie textuellement, et ainsi on prive le lecteur de ces nuances d'expression qui sont de la plus haute valeur historique. Dans un ouvrage qui doit avoir pour but de présenter d'une manière authentique les rapports officiels entre le Saint-Siège et l'Angleterre dans les siècles qui ont

précédé la Réforme, cette considération est d'une importance qui s'accroît de plus en plus, eu égard aux controverses de nos jours. Pour cette raison, il faut espérer que l'excellent travail de M. Bliss mettra sur la voie de collections plus développées où, pour telle ou telle époque, on donnera la correspondance des papes et des rois d'Angleterre. Tout en exprimant ce vœu, il est impossible de ne pas accueillir avec une vive reconnaissance le précieux contingent que fournit cette collection de lettres papales. Elles font voir d'une manière définitive combien, au XIII<sup>e</sup> siècle, l'autorité des souverains pontifes fut formellement reconnue dans la Grande-Bretagne, et combien la juridiction romaine pénétrait la vie religieuse, sociale et même politique de nos ancêtres. On pourrait signaler en particulier les lettres de Grégoire X de 1274, où les évêques de Moray, d'Aberdeen et d'Argyll, en Écosse, sont chargés de faire une enquête sur la vie d'Archibald, évêque élu de Caithness, et, dans le cas où ils l'en trouveraient digne, de le sacrer, « après avoir préalablement reçu son serment de fidélité au pape. » C'est ainsi qu'en 1219 on trouve le résumé d'une lettre de Reginald, prince des Îles, dans laquelle il rend hommage au pape pour son île de Man comme fief de l'Eglise romaine. Un assez grand nombre de lettres s'occupent des cas d'appel qui surgissent à l'occasion d'élections ou de nominations aux bénéfices contestées, de dispenses soit pour les ordres, soit pour les mariages, des commissions nommées pour arranger les différends entre les églises et les monastères, et souvent des avertissements pour faire payer aux collecteurs nommés par le Saint-Siège le Denier de saint Pierre et les autres cotisations que l'Eglise romaine exigeait de l'Angleterre. Ces lettres comprennent la période de crise du règne du roi Jean, et les années de l'interdit, et laissent constamment entrevoir la sagesse et la modération avec lesquelles les papes dirigeaient la politique de ces jours, et remettaient l'ordre dans le chaos où tombaient l'Eglise et l'État.

— *La vie de saint Edmond, roi et martyr*<sup>1</sup>, vient de paraître sous la plume de dom J.-B. Mackinlay, O. S. B. Dans ce volume, le lecteur trouvera tout ce qu'un chercheur zélé et sympathique a pu puiser dans les sources les moins contestables concernant la vie et le martyre du roi anglo-saxon. La vie écrite par saint Abbo a naturellement servi de base à cette biographie, et les écrivains du moyen âge n'ont pas manqué d'ajouter des amplifications dont l'esprit de foi et de respect pour la tradition populaire rachète ce qu'elles laissent à désirer sous le rapport de la critique. L'auteur tient à l'hypothèse, d'ailleurs

<sup>1</sup> *Saint Edmund king and martyr, a history of his life and times*, from original mss., by the Rev. D. B. MACKINLAY, O. S. B. London and Leamington, Art and Book Company, in-8 de xiv-435 p.

respectable, que ces auteurs de temps postérieurs n'auraient pas écrit d'une manière si compréhensive sans avoir sous les yeux des sources qui ne sont pas parvenues jusqu'à nous. Quoi qu'il en soit, ces hagiographes des siècles de foi avaient pour but non seulement l'instruction, mais l'édification, ce qui n'exige pas toujours la vérité rigoureusement historique. Les événements dont l'auteur fait la relation se rapportent à une époque transitoire de l'histoire de ce pays, et le sujet a une importance plus qu'ordinaire, en nous donnant l'avant-propos de l'invasion danoise et de la conquête normande. Dom Mackinlay s'est montré plein de diligence en rassemblant les matériaux de cette étude, et de zèle en les mettant à profit pour présenter au lecteur un récit toujours intéressant et parfois dramatique. Il est à noter qu'il suit l'opinion d'après laquelle le corps de saint Edmond, martyr, aurait été transporté en France par Louis Dauphin, en 1217, après la guerre qu'il faisait contre le roi Jean et le parti national. D'après le rapport d'une commission ecclésiastique, donné en 1807, le corps du roi se conserve encore dans l'église de Saint-Sernin à Toulouse, dans un écrin de bois recouvert de cuivre doré. Il nous sera permis d'espérer que ceux qui ont le bonheur de posséder ou de vénérer cette relique accueilleront avec faveur la dissertation savante du R. P. Mackinlay, et lui sauront gré de leur avoir mis entre les mains des témoignages si importants pour s'assurer de son authenticité.

— Peu d'ouvrages ont reçu un accueil aussi unanimement favorable que l'ouvrage du R. P. Gasquet sur la grande peste du *xiv<sup>e</sup>* siècle <sup>1</sup>. L'auteur est connu par ses beaux travaux sur notre histoire ecclésiastique. C'est sur la désignation même du pape Léon XIII qu'il a été chargé de se livrer à des recherches historiques. Dans un premier ouvrage il a exposé les moyens employés pour supprimer les monastères sous Henri VIII. Le second a été consacré à la composition du livre de prière commune sous Édouard VI. Son travail sur la grande peste peut être regardé comme une introduction à l'étude de la réforme en Angleterre. L'auteur retrace les commencements de la peste en Asie, et la montre s'avancant par les grandes routes du commerce vers la Crimée, d'où elle arriva à Constantinople et gagna rapidement la Sicile et l'Italie. Dans les premiers jours de l'année 1348, ce fut le tour de la France. L'épidémie s'étendit de Marseille à Narbonne, à Avignon, à Toulouse, et gagna le nord de la France, pour pénétrer ensuite dans l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Angleterre. L'auteur peint d'une manière saisissante les ravages de la peste dans cette

<sup>1</sup> *The Great Pestilence (A. D. 1348-1349), new commonly known as the Black Death*, by Francis Aidan Gasquet, DD. O. S. B. London. Simpkin, Marshall, Hamilton, Kent and Co., in-8 de xx-244 p.

contrée, et il termine par une judicieuse appréciation des effets produits par le fléau dans le domaine de la vie civile et religieuse. C'est une époque dans l'histoire européenne, un voile de deuil qui s'étend entre le moyen âge et la renaissance. Cette épidémie fut, dans l'ordre moral, ce que furent les croisades dans l'ordre militaire. Établir les résultats de cette catastrophe dans ses proportions historiques, tel est l'un des mérites du travail du P. Gasquet, qui fait preuve d'une érudition profonde et pénétrante.

— Le sixième volume des *Actes du Conseil privé*<sup>1</sup> vient de paraître et donne le compte rendu de ce corps important jusqu'en 1558. Le Conseil fut l'organe constitutionnel de la royauté, et exerçait ainsi une influence prédominante sur les événements du xvi<sup>e</sup> siècle. En parcourant ces actes, le lecteur se trouve en face du premier ressort de la haute politique de cette orageuse période où la reine Marie tenta de défaire l'œuvre déplorable de son père et de son frère, et de réconcilier ce pays avec le Saint-Siège apostolique. Dans la préface, M. Dasent, selon l'exemple des éditeurs de cette série de documents d'État, a pris le rôle d'historien et résume en quelques pages les conditions politiques qui donnent l'intelligence des pièces qu'il met en lumière. Son tableau laisse quelque peu à désirer sous le rapport de la connaissance des sources, mais il faut convenir qu'il a accompli sa tâche avec habileté. Ce volume sera indispensable à tout auteur qui abordera l'histoire de la restauration catholique sous Marie Tudor.

— Dans une autre classe de la même série, qui a pour but la publication des vieilles chroniques, vient de paraître le deuxième volume des *Mémoires de l'abbaye de Saint-Edmond*<sup>2</sup>. L'éditeur, M. Thomas Arnold, a donné une intéressante introduction, où il a retracé l'histoire de l'abbaye jusqu'en 1327. Rien de plus charmant et de plus vivant que le tableau que donnent ces *Mémoires* de la vie monastique dans une grande maison religieuse en Angleterre. Il est d'autant plus instructif, que l'abbaye de Saint-Edmond joua parmi les grands monastères de ce pays un rôle d'une importance nationale et fut constamment en rapport avec le Saint-Siège, les rois d'Angleterre et les personnes notables du royaume. Ce volume nous présente les annales de l'abbaye jusqu'à l'année 1210; puis le ms. Harleian 1005, *Electio Hugonis*, rend compte d'une manière détaillée d'une élection monastique en 1213. C'est un traité historique sur les procédés assez compliqués et aussi sur les intrigues qui accompagnaient le choix d'un grand abbé de cette période. Les moyens de faire une appréciation compa-

<sup>1</sup> *Acts of the Privy Council*, vol. VI, 1556-1558. Edited by D. R. DASENT. London, Her Majesty's Stationery Office, 1893, in-8 de 504 p.

<sup>2</sup> *Memorials of Saint-Edmund's Abbey* (Roll series), edited by T. ARNOLD, vol. II. London, Eyre and Spottiswoode, in-8 de 400 p.

relative nous sont fournis dans un autre mémoire qui rapporte l'élection de Thomas de Totington en 1301. Un poème sur la vie de saint Edmond Rey, en français-normand, sera bien accueilli en raison de sa valeur philologique autant qu'historique. Nul exemplaire n'en existe dans la Bibliothèque nationale à Paris.

— L'histoire de la Guerre civile en Angleterre vient de recevoir de nouveaux éclaircissements par la publication de l'*Inventaire sommaire des documents d'État* (intérieurs) des années 1648-1649<sup>1</sup>. Les pièces sont pour la plupart les archives de la Commission influente appelée le *Derby House Committee*. La correspondance de cette Commission nous donne un tableau des événements de la guerre que le parlement avait entamée contre le parti royaliste. Les négociations de Charles I<sup>er</sup>, après la bataille de Newport occupent dix de ces lettres. Ces pièces révèlent les difficultés et les dangers qui de tous côtés menacèrent le parti parlementaire, et combien peu il s'en fallut que leurs plans ne fussent déjoués par l'opposition populaire.

— Le capitaine Mahan est bien connu par ses travaux sur l'histoire de la force maritime. Il y a quelques années, il publia un ouvrage sur l'*Influence de la force maritime sur l'histoire*. Il vient de développer ce sujet et de le traiter avec une application plus précise, en consacrant un volume à l'*Influence de la force maritime durant la Révolution française et l'Empire*<sup>2</sup>. Comme il avait traité, dans son premier ouvrage, de la rivalité entre les grandes puissances européennes de 1660 à 1783, pour obtenir la suprématie maritime, on peut regarder ce nouvel ouvrage comme la suite du précédent. En soutenant la thèse que la puissance et le prestige militaire d'une nation dépendent en grande partie de la maîtrise de la mer, l'auteur avait démontré que le succès de l'Angleterre au Canada eut sa cause dans la faiblesse relative de la flotte française ; que la France aurait pu conserver son empire dans l'Inde si l'on avait suivi le conseil de Duplex, qui cherchait un appui plutôt dans une flotte assez importante pour maintenir ses communications avec la patrie que dans des alliances trompeuses avec les souverains orientaux. Il s'était beaucoup étendu sur la guerre de l'Indépendance en Amérique, et avait fait voir comment les efforts de l'Angleterre pour supprimer la révolte de ses colonies furent en grande partie neutralisés par l'alliance maritime que la sagesse du duc de Choiseul avait fait conclure entre la France et l'Espagne. Dans le volume qui vient de paraître, l'auteur a principalement en vue la France et l'Angleterre sous Napoléon. Il traite, en

<sup>1</sup> *Calendar of Domestic State papers, 1648-1649*. Edited by M. D. HAMILTON. London, Her Majesty's Stationery Office, in-8 de 507 p.

<sup>2</sup> *Influence of sea power upon the French Revolution and Empire*, by A. T. MAHAN. London, Sampson, Low, Marshall and Co., in-8 de 810 p.



spécialiste, les questions de stratégie. Dans ces jours de grands armements et d'alliances colossales, l'ouvrage du capitaine Mahan et les leçons qu'il donne ont un double intérêt pour l'histoire du passé et pour la politique de l'avenir.

— M. Horatio F. Browne a publié une étude sur la république de Venise. Il y retrace le développement de l'état, et nous met sous les yeux le caractère de la république. La constitution politique est expliquée avec beaucoup de clarté, et les guerres, surtout celle que fit la république avec Philippe-Marie Visconti, sont racontées avec une connaissance approfondie des événements. L'auteur fait voir les inconvénients que présentait une situation telle que celle de Venise, et la nécessité où la république se trouva d'étendre son empire en Italie. Il a puisé ses matériaux, pour la plupart, dans la *Storia documentata di Venezia*<sup>1</sup> de Romanini, et dans d'autres sources italiennes authentiques; son ouvrage sera lu avec intérêt.

— Les comptes des officiers du Prieuré de Winchester<sup>2</sup> ont trouvé un éditeur en M. Kitchin, doyen de la cathédrale de cette ville; il a fait de minutieuses investigations sur l'état financier du Prieuré, et en a tiré des conclusions qui nous semblent hardies, et parfois fort contestables. Depuis la publication de l'ouvrage admirable du R. P. Gasquet sur la suppression des monastères sous Henri VIII, il n'est guère possible à des écrivains qui se respectent de répéter ces accusations vulgaires de corruption presque universelle dans la vie monastique qui forment une partie si notable de la tradition protestante. M. Kitchin ne l'a point fait, mais il ne manque pas de dépeindre l'envahissement de l'esprit mondain et la ruine financière qui menacèrent les maisons religieuses dans le siècle qui précéda leur destruction finale. Les comptes que nous signalons étaient les états sommaires qu'on dressait pour les présenter à la communauté, et sous beaucoup de rapports ils nous laissent entrevoir la vie intime du monastère, au moins quant à son régime économique. L'éditeur trouve des preuves d'un relâchement notable de la discipline monastique dans la possession individuelle de la propriété et dans le paiement des salaires. La décadence économique se manifeste, d'après lui, par les efforts qu'on fut obligé de faire pour remplir les engagements au moyen d'emprunts aux marchands de la Lombardie. Le lecteur ne manquera pas d'être reconnaissant à l'éditeur de la masse d'informations utiles et intéressantes que cet ouvrage met à sa portée, et si l'enquête que M. Kitchin a faite, et les conclusions qu'il

<sup>1</sup> *Venice. An historical sketch of the Republic.* By Horatio F. Brown. London, Perceval and Co, in-8 de 458 p.

<sup>2</sup> *Computus Rolls of the obedientiaries of St-Swithun's Priory, Winchester,* edited by G. W. KITCHIN. D. D. Winchester, Warren and son, in-8 de 640 p.

tire semblent contestables, il sera toujours permis de profiter de ses laborieuses recherches.

— La *Chetham Society*, l'une des plus importantes des associations savantes qui travaillent à la publication des documents inédits de notre histoire locale, vient de faire imprimer, par les soins de M. J.-P. Earwaker, un volume d'inventaires et de testaments provenant des comtés de Lancashire et Cheshire <sup>1</sup>. Cette collection comprend une période de cent vingt-quatre ans, de 1572 à 1696. Dans le mouvement historique de notre temps, on a noté une heureuse tendance à envisager le passé d'une façon plus large et plus humaine, à entrer dans la vie sociale et économique du peuple. Pour cette étude d'économie et de sociologie historique, les inventaires et les testaments des siècles passés sont une mine d'informations précieuses et authentiques. Le recueil de M. Earwaker servira de complément à l'ouvrage bien connu que M. le chanoine Raine a écrit sur le même sujet.

— M. R.-C. Hope a consacré un volume aux légendes qui se rattachent aux saints puits en Angleterre <sup>2</sup>. Bien que les limites de son sujet soient nécessairement étroites, il a recueilli beaucoup de traditions populaires, soit dans ses recherches érudites, soit de la bouche des gens du pays où ces puits sont situés.

— Sous ce titre : *Une courte histoire de l'Irlande* <sup>3</sup>, le docteur P.-W. Joyce a publié un volume dont le quart est consacré à une exposition de la langue, de la littérature, des lois et des coutumes qui remontent à l'antiquité la plus reculée. Bien que l'auteur fasse preuve d'une critique plus sévère que la plupart des écrivains qui l'ont précédé, et qu'il relègue dans le domaine de la tradition mythique une grande partie de ces légendes pittoresques qui figuraient si largement sous la plume des historiens irlandais, ses conclusions ethnologiques nous semblent parfois bien contestables. Le détail des coutumes anciennes est des plus intéressants, et il en jaillit beaucoup de lumières sur la vie aryenne, dont cette race a conservé tant de traits primitifs. L'ouvrage du docteur Joyce est d'autant plus utile qu'il indique avec précision les sources sur lesquelles son récit est basé. La suite des événements depuis l'introduction du christianisme jusqu'à l'année 1608, où l'ouvrage s'arrête, se présente sur un terrain historiquement so-

<sup>1</sup> *Lancashire and Cheshire wills and inventories (1572-1696)*, with an appendix of Lancashire and Cheshire wills proved at York and Richmond. Edited by J. P. EARWAKER M. A. Manchester, Chetham Society, in-8 de 252 p.

<sup>2</sup> *Legendary lore of the holy wells of England*, by R. C. HOPE. London, Elliot Stock, in-8 de 222 p. avec illustr.

<sup>3</sup> *A short history of Ireland*, by P. W. JOYCE, L. L. D. London, Longmans, Green and Co, in-8 de 561 p. avec carte.

lide, et l'auteur expose avec franchise la politique cruelle et à outrance que la reine Élisabeth et ses successeurs crurent devoir adopter pour asseoir sur des bases solides la suprématie de l'Angleterre.

— Une étude sur le culte de l'Église de l'Écosse pendant la période du Covenant a été donnée par M. Sprott <sup>1</sup>, avec une connaissance approfondie de la liturgie réformée dont se servait le protestantisme écossais dès le temps de la Réforme. L'auteur montre l'influence qu'exerçait le puritanisme anglais sur les églises réformées en Écosse, et fait voir les traits caractéristiques, aussi bien que les controverses sanglantes, qui marquent l'histoire de la religion de ce temps. La période qu'embrasse ce livre s'étend de 1638 à 1661, et offre le récit des luttes religieuses qui se livrèrent en Écosse contre Cromwell et Charles II.

J. MOYES.

<sup>1</sup> *The Worship of the Church of Scotland during the Covenanting period.* By G. W. SPROTT, DD. Edinburgh, Blackwood, in-8.

---

---

## COURRIER BELGE

---

Nous grouperons désormais dans nos courriers, par ordre de matière et sous des rubriques spéciales, les publications de chaque année. Le lecteur trouvera ainsi, à la place qui leur revient et dans un ordre constant, les ouvrages sur les sources, l'histoire nationale, l'histoire locale, les biographies, les sciences auxiliaires de l'histoire, enfin les livres étrangers à l'histoire de Belgique.

SOURCES. — La commission royale d'histoire a continué ses travaux avec un zèle et une compétence bien connus. Trois grands volumes nouveaux ont vu le jour cette année. MM. Bormans et Schoolmeesters ont fait paraître le tome I du Cartulaire de l'église Saint-Lambert à Liège<sup>1</sup>. Cet ouvrage ne doit contenir que les pièces copiées au XIV<sup>e</sup> siècle dans un vaste recueil ou cartulaire conservé aujourd'hui aux archives de l'État à Liège. Le présent volume ne contient pas moins de 482 actes embrassant quatre siècles, 826-1250. Les tables ont été scrupuleusement dressées et l'ouvrage entier est de tout premier ordre.

M. Piot a terminé par un dixième volume la Correspondance du cardinal de Granvelle<sup>2</sup>. 124 documents (2 janvier-31 décembre 1583) y sont insérés. L'auteur les a extraits des mémoires du cardinal, des archives farnésiennes à Naples et des lettres inédites du cardinal publiées par Junca. 184 pièces de l'année 1583, étrangères à la correspondance, mais relatives aux mêmes faits, sont rejetées en appendice. Le tome VIII de la table chronologique des chartes et diplômes imprimés<sup>3</sup>, de M. Wauters, embrasse les vingt premières années du XIV<sup>e</sup> siècle et contient l'analyse d'environ 5,000 actes. Cet ouvrage rend et rendra pendant de longues années d'immenses services à la science historique. Malheureusement, il est loin d'être parfait et renferme de regrettables erreurs d'analyse, d'interprétation et de date.

<sup>1</sup> BORMANS et SCHOOLMEESTERS. *Cartulaire de l'église Saint-Lambert*, t. I. Dans la *Collection des chroniques belges inédites*, publiée par les soins du gouvernement. Bruxelles, Hayez, in-4 de 699 p.

<sup>2</sup> PIOT : *Correspondance du cardinal de Granvelle*, t. X. Ibid. Bruxelles, Hayez, in-4 de 722 p.

<sup>3</sup> WAUTERS : *Table chronologique des Chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de Belgique*, t. VIII. Ibid. Bruxelles, Hayez, in-4 de 929 p.

C'est une vérité reconnue depuis longtemps par tous ceux qui se servent de la table. Déjà, il y a quelques années, M. Waitz signalait ces défauts dans les *Göttinsche gelehrte Anzeigen*. Récemment, M. le chanoine Reusens<sup>1</sup> en relevait les défauts dans une critique un peu vive.

La commission a décidé la publication de tous les documents qui intéressent l'histoire des corporations et des métiers de Belgique. On s'occupe actuellement d'en dresser l'inventaire.

Publiés par M. Gilliodts van Severen sous les auspices de la commission royale des anciennes coutumes de Belgique, les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> volumes des coutumes des petites villes et seigneuries enclavées du quartier de Bruges<sup>2</sup> contiennent, exposées dans leurs sources et développements successifs, les coutumes de Syssele, Thourout, Watervliet, Wynendaele et Ysendike. Les textes les plus anciens remontent aux premières années du XIII<sup>e</sup> siècle et concernent Thourout. Seule la commune de Watervliet a conservé un texte coutumier complet. L'ouvrage se termine par un supplément considérable à tous les volumes antérieurs.

— Le Conseil provincial de Namur a décidé, il y a plusieurs années, de publier à ses frais les documents intéressant l'histoire de la province. La collection, qui compte déjà plusieurs volumes, s'est enrichie du Cartulaire d'Andenne par M. Lahaye<sup>3</sup>. Le tome I contient 95 chartes et documents de 1101 à 1650. Nous regrettons que l'auteur ait dû réserver pour l'avenir l'introduction de l'ouvrage et nous déplorons l'absence complète de table.

— Le Cartulaire de la commune de Nivelles<sup>4</sup> comprend 35 documents (1262-1455), certaines pièces intéressent directement l'histoire générale du Brabant. Les auteurs préparent actuellement le Cartulaire de l'abbaye de Nivelles, qui est complètement distinct du présent ouvrage.

— Les Bollandistes ont publié, avec tout le soin qu'ils mettent à leurs œuvres, deux textes hagiologiques intéressants. Le premier est

<sup>1</sup> REUSENS : *Questions de chronologie et d'histoire*. Louvain. Péters, in-8 de 56 p., dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique*, 1<sup>re</sup> livraison.

WAUTERS : *Compte rendu de la Commission royale d'histoire*, 5<sup>e</sup> série, n° 3, 1893.

REUSENS : *Suite aux questions de chronologie et d'histoire*. in-8 de 60 p. *Ibid.* et *Analectes*, 2<sup>e</sup> livraison.

<sup>2</sup> GILLIODTS VAN SEVEREN : *Recueil des anciennes coutumes de la Belgique. Coutumes du pays et comté de Flandre. Quartier de Bruges. Coutumes des petites villes et seigneuries enclavées*, t. V et VI. Bruxelles, Gobbaerts, in-4 de 525 et 646 p.

<sup>3</sup> LAHAYE : *Cartulaire d'Andenne*, t. I, 2<sup>e</sup> livraison. Namur, Wesmael, in-8 de 314 p.

<sup>4</sup> BUISSETER et PRELLE DE LA NIEPPE : *Cartulaire de Nivelles*. Nivelles, Guignardé, in-8 de 118 p.

la vie de Paul le Jeune, saint du x<sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>, le second celle d'un évêque martyr du xvi<sup>e</sup> siècle, Jean Fischer <sup>2</sup>. L'un et l'autre sont extraits des *Analecta bollandiana*. Cette collection compte aujourd'hui onze volumes, plus les trois premiers fascicules du douzième. On sait que depuis quelque temps chaque fascicule est accompagné d'un bulletin complet de toutes les publications hagiologiques.

— En déposant à l'Académie l'édition critique, donnée par M. Pirenne, de l'histoire du meurtre de Charles le Bon par Galbert de Bruges, M. Wagener <sup>3</sup> a jugé opportun de donner aux Bollandistes une leçon d'honnêteté scientifique. Reprenant une opinion émise par M. Pirenne comme simplement probable, M. Wagener déclarait catégoriquement, mais sans preuve; que les Bollandistes, premiers éditeurs de cette histoire, avaient omis volontairement certains textes, et exprimait le désir de voir leurs successeurs renoncer désormais à des omissions de ce genre. De là polémique très vive <sup>4</sup>. Les Bollandistes ont prouvé qu'ils savaient se défendre et ne permettaient pas de mettre en doute l'honnêteté de leurs devanciers. — Un dernier ouvrage des mêmes auteurs est le tome III et dernier de leur Catalogue des anciens manuscrits hagiographiques <sup>5</sup> conservés à la bibliothèque nationale de Paris, dont il est parlé, d'une façon spéciale, dans la présente livraison.

— M. Straven <sup>6</sup> a terminé par une troisième livraison le tome IV de son inventaire analytique et chronologique des archives de la ville de Saint-Trond.

— M. l'abbé Cauchie <sup>7</sup>, professeur à l'Université de Louvain, a été chargé, par la commission royale d'histoire, d'une mission scientifique en Italie. Il a fait porter ses investigations sur les différents

<sup>1</sup> *Vita sancti Pauli Junioris a Monte Latio cum interpretatione latina Jacobi Sirmundi*. Bruxelles, Polleunis, in-8 de 120 p.

<sup>2</sup> VAN ORTROY : *Vie du Bienheureux martyr Jean Fischer, cardinal-évêque de Rochester*. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 436 p.

<sup>3</sup> *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 1892, n° 4, p. 417 et suiv.

<sup>4</sup> *Une leçon d'honnêteté scientifique donnée aux Bollandistes*, réponse à M. Wagener, par un Bollandiste. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 7 p. (*Revue générale*, février 1892). Lettre de M. Pirenne (*Revue générale* de mars 1892). *Une défense malheureuse*, réponse à M. Pirenne, par un Bollandiste. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 20 p. *Analecta bollandiana*. t. XI, p. 188 et suivantes et 204.

<sup>5</sup> *Catalogus codicum hagiographicorum latinorum antiquiorum sæculo XVI qui asservantur in bibliotheca nationali Parisiensi* ediderunt hagiographi bollandiani, tomos III. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 739 p. *Indices*. *Ibid.*, in-8 de 102 p.

<sup>6</sup> STRAVEN : *Inventaire analytique et chronologique de la ville de Saint-Trond*. t. IV. 3<sup>e</sup> livraison. Saint-Trond, Moreau, in-8, p. 321 à 496.

<sup>7</sup> CAUCHIE : *Une mission aux archives vaticanes*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 180 p., et *Bull. de la Comm. roy. d'hist.*, 1892.

points de notre histoire, spécialement sous le règne de Philippe II, et il a découvert de nombreux documents dont il donne la nomenclature dans son rapport, en y ajoutant certains textes inédits. L'auteur insiste sur la nécessité d'une école belge à Rome. M. Cauchie a publié<sup>1</sup>, en outre, une note spéciale sur certains documents de notre histoire, conservés dans des bibliothèques publiques ou privées de Rome.

HISTOIRE NATIONALE. — Le tome XXIX du *Cours d'histoire nationale* de Mgr Namèche<sup>2</sup> est relatif aux premières années du siècle (1800-1804). Il offre les mêmes qualités et les mêmes défauts que les précédents et termine la collection. L'auteur ne voulait pas raconter les événements ultérieurs, et dans sa pensée, le tome XXX ne devait contenir qu'une table générale. Il y travaillait avec son ardeur bien connue au moment où la mort l'a frappé. Après une vie consacrée tout entière à ce même travail, Mgr Namèche laisse à son pays la plus vaste des histoires nationales. Œuvre de compilation sans doute, mais faite avec le plus grand soin et aussi complète que possible, elle fournira à tous ceux qui, sans être historiens, veulent être comptés parmi les personnes instruites, un enseignement suffisant et impartial.

— *L'Histoire de Joseph II et de la révolution brabançonne*, par le P. Delplace<sup>3</sup>, est une œuvre sérieuse qui se recommande par une bibliographie de plus de quatre cents opuscules contemporains.

HISTOIRE LOCALE. *Brabant*. — M. Pirenne a publié naguère une histoire de la ville de Dinant. Un de ses élèves, M. Vanderlinden<sup>4</sup>, suivant le même modèle et s'inspirant de la méthode du maître, a écrit l'histoire de la constitution de la ville de Louvain au moyen âge. La faculté de philosophie et lettres de Gand l'a publiée dans le septième fascicule de son recueil.

— L'ouvrage de M. Delvigne<sup>5</sup> sur les doctrines philosophiques de Louvain forme un utile complément aux indications que M. Daris donnait l'an dernier sur le traditionalisme, dans son histoire de la principauté sous Mgr de Montpellier. La bibliographie de la question que M. Delvigne donne dans son ouvrage est complète.

<sup>1</sup> CAUCHIE : *Notes sur quelques sources manuscrites de l'histoire belge à Rome*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 48 p., et *Bull. de la Comm. roy. d'hist.*, 1892.

<sup>2</sup> NAMÈCHE : *Cours d'histoire nationale. Période de transition*, t. XXIX. Louvain, Jonteyn, in-8 de 356 p.

<sup>3</sup> DELPLACE : *Joseph II et la Révolution brabançonne*. Bruges, Bogart, in-8 de 248 p.

<sup>4</sup> VANDERLINDEN : *Histoire de la Constitution de la ville de Louvain au moyen âge*. Gand, Engelcke, in-6 de 194 p.

<sup>5</sup> DELVIGNE : *Doctrines philosophiques de Louvain et des congrégations romaines*, 1834 à 1866. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 42 p.

— *L'Histoire de la commune de Schelle*, par M. de Raadt <sup>1</sup>, est une contribution à l'étude des seigneuries de Malines, étude que l'auteur a continuée cette année par la monographie de Norderwyck.

— *L'Histoire des Franciscains de Malines*, depuis leur établissement dans cette ville quelques années après la mort de saint François jusqu'à nos jours, a été racontée par le P. Van Puymbroek <sup>2</sup>.

— M. Mets, dans son ouvrage <sup>3</sup>, étudie le premier ordre franciscain, celui des prêtres et des frères lais, à l'exclusion des autres. Il nous apprend que ce premier ordre se divise en certains groupes distincts et nous les fait connaître tous.

FLANDRE ORIENTALE. — Un anonyme publie, sous les initiales FVN<sup>4</sup>, une étude complète sur les frères mineurs récollets au pays de Waes. Ce travail, fait d'après les documents authentiques, est accompagné de nombreux textes en appendice.

— MM. de Potter et Broekhaert ont terminé <sup>5</sup> la quatrième série de leur histoire des communes de Flandre Orientale par les monographies de Wichelen, Wieze, Zele. A la fin du volume se trouve une table alphabétique générale de la quatrième série, avec pagination spéciale.

— M. Claeys a retracé <sup>6</sup>, d'après les documents conservés aux archives et à l'Université de Gand, l'histoire complète du théâtre de cette ville.

FLANDRE OCCIDENTALE. — *L'Histoire de Gheluwe*, par M. Huys <sup>7</sup>, a été faite avec méthode, d'après les archives locales jointes à celles de Lille et de Bruxelles. L'auteur étudie successivement les différentes institutions et cite les sources où il puise ses renseignements.

— M. Frédérickx a publié <sup>8</sup> un récit flamand de la bataille de Courtray. La base de son travail est l'étude du général allemand Köhler. M. Frédérickx émet cependant des idées très personnelles et se sépare en maints endroits de MM. Köhler et Pirenne.

<sup>1</sup> DE RAADT et STOCKMANS : *Geschiedenis der gemeente Schelle*. Lierre, van In, in-8 de 208 p. — DE RAADT : *De heertykheden van het land van Mechelen : Norderwyck en zijne heeren*. Turnhout, Splichal, in-8 de 94 p.

<sup>2</sup> VAN PUYMBROEK : *De Franciscanen te Mechelen*. Gand, Hemelsoet, in-12 de 420 p.

<sup>3</sup> METS : *Geschiedenis van de ordre der minderbroeders*. Gand, Siffer, in-8 de 256 p.

<sup>4</sup> *Annales du Cercle archéologique du pays de Waes*. Saint-Nicolas. Edom, in-8 de 289 p.

<sup>5</sup> DE POTTER et BROEKHAERT : *Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost-Vlaanderen, Wichelen, Wieze, Zele*. Gand, Annoot, in-8 de 149 et 80 p.

<sup>6</sup> CLAEYS : *Histoire du théâtre de Gand*. Gand, Vuylsteke, 3 vol. in-8 de 256, 442 et 440 p.

<sup>7</sup> HUYS : *Geschiedenis van Gheluwe*. Kortryk, Nys, in-8 de 360 p.

<sup>8</sup> FRÉDÉRICKX : *De Slage van Kortryk*. Gand, Hoste, in-8 de 44 p.



HAINAUT. — M. Cattier, dans un récent ouvrage <sup>1</sup>, a montré que jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle, le droit pénal du Hainaut était foncièrement germanique, et qu'à partir de cette date il s'est transformé graduellement. Ce travail d'érudition a été fait d'après les chartes et actes de procédure de l'époque.

— M. d'Herbomez s'est fait une spécialité de l'histoire du Tournaisis et s'est déjà fait connaître par de nombreux ouvrages sur cette matière. Cette fois <sup>2</sup>, en exposant les fréquentes relations de Philippe le Bel et des Tournaisiens, il montre le profit que tous deux en tirèrent et surtout la puissante extension de Tournai à cette époque. Le travail est suivi de plus de cent documents ou pièces justificatives.

— Les quelques notes de M. Daras <sup>3</sup> sur l'instruction publique à Châtelet, rédigées d'après les archives de la ville, ne sont pas dépourvues d'intérêt.

NAMUR. — L'ouvrage de M. Lamotte sur le comté de Rochefort <sup>4</sup> a été fait d'après les archives du château et nous fait connaître cette seigneurie depuis son origine jusqu'à sa disparition lors de la Révolution. Nous regrettons que M. Lamotte n'ait pas cru devoir rompre avec l'habitude déplorable de placer en tête des monographies locales de longues digressions banales sur l'époque préhistorique, la conquête romaine et le reste.

La fameuse guerre du xiii<sup>e</sup> siècle, dite de la Vache <sup>5</sup>, n'est nullement due à un vol commis au préjudice d'un habitant de Ciney. Comme l'a très bien montré M. Poncelet par les nombreux textes qu'il a publiés, cette guerre a été amenée par une contestation relative au droit d'inféodation des alleux et aux formalités exigées pour l'opérer.

LIÈGE. — Le tome XIV des notices de M. Daris <sup>6</sup> contient quinze études différentes sur les sujets les plus variés de l'histoire liégeoise.

— Dans ses *Études historiques et archéologiques sur l'ancien pays de Liège*, M. le baron de Chestret <sup>7</sup> nous fait connaître successive-

<sup>1</sup> CATTIER : *Évolution du droit pénal germanique du Hainaut jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle*. Mons, Duquesne, in-8 de 230 p.

<sup>2</sup> D'HERBOMEZ : *Philippe le Bel et les Tournaisiens*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 280 p., et *Bull. de la Comm. roy. d'hist.*

<sup>3</sup> DARAS : *Notes sur l'instruction publique à Châtelet du XV<sup>e</sup> siècle à la Révolution*. Châtelet, Lambillon, in-4 de 21 p.

<sup>4</sup> LAMOTTE : *Récits historiques sur le comté de Rochefort*. Namur, Delvaux, in-8 de 620 p.

<sup>5</sup> PONCELET : *Guerre de la vache de Ciney*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 123 p., et *Bull. de la Comm. roy.* de 1893.

<sup>6</sup> DARIS : *Notices historiques sur les églises du diocèse de Liège*, t. XIV. Liège, Demarteau, in-8 de 245 p.

<sup>7</sup> DE CHESTRET : *Études historiques et archéologiques sur l'ancien pays de Liège*. Liège, de Thier, in-8 de 91 p. en 2 brochures.

ment les statuts somptuaires du clergé, la foire et la police des vivres à Liège pendant le moyen âge.

— M. le chevalier de Borman <sup>1</sup> a publié sur les échevins de Liège un ouvrage analogue à celui de M. de Theux sur le chapitre Saint-Lambert. Les patientes recherches de l'auteur ont été couronnées d'un plein succès. Dans le tome I, après avoir étudié l'organisation, la composition et la juridiction de ce collège, M. de Borman divise son travail en trois périodes. Dans chacune il débute par l'histoire de la principauté, en insistant sur le rôle politique des échevins; vient ensuite la liste de ceux-ci avec une courte notice biographique pour chacun. Cette énumération va de 1260 à 1468; plusieurs textes inédits sont donnés en appendice. L'ouvrage méritait la superbe édition que lui a consacrée la Société des bibliophiles liégeois. De nombreux sceaux d'échevins ont été reproduits.

— Dans le même ordre d'études, mais avec une importance beaucoup moindre puisqu'il ne concerne que les bourgmestres de Huy, l'ouvrage de M. Vierset-Godin <sup>2</sup> est un long dictionnaire tout enluminé de blasons où le nom de chaque bourgmestre est accompagné d'une notice biographique et généalogique. Plusieurs textes inédits sont publiés en appendice.

— Un texte précieux du ix<sup>e</sup> siècle, tiré des miracles de saint Denis, confirme le récit dramatique que l'hagiographe de saint Lambert a fait de sa mort. Bien que publié à diverses reprises, ce passage est demeuré complètement inconnu aux historiens liégeois jusqu'au jour où M. Krusch, après un voyage scientifique en France, l'a remis en lumière dans les *Neues Archiv* <sup>3</sup>. M. Kurth en a publié un savant commentaire dans le Bulletin de la Commission royale d'histoire.

— M. de Ryckel a publié <sup>4</sup> une série de notices historiques sur les différentes communes de la province de Liège. Ce travail remplace la deuxième édition du dictionnaire de Delvaux.

BIOGRAPHIE. — La *Biographie nationale* <sup>5</sup> publiée par l'Académie est entrée, cette année, dans une nouvelle phase. Le tome XI se termine par la monographie de Leruite. Le tome XII en deux fascicules

<sup>1</sup> DE BORMAN : *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. I. Liège, Grammont-Donders, in-4 de 504 p.

<sup>2</sup> VIERSSET-GODIN : *Les bourgmestres de Huy, depuis l'édit d'Ernest de Bavière en 1595 jusqu'en 1890*. Liège, Bénard, in-8<sup>e</sup> de 124 p.

<sup>3</sup> KURTH : *Un témoignage du IX<sup>e</sup> siècle sur la mort de saint Lambert*. Bulletin de la Commission royale d'histoire, t. III, 5<sup>e</sup> série.

<sup>4</sup> DE RYCKEL : *Les communes de la province de Liège, notices historiques*. Liège, Demarteau, in-16 de 664 p.

<sup>5</sup> *Biographie nationale*, publiée par l'Académie des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, t. XI, 3<sup>e</sup> fascicule Bruxelles, Bruylant, in-8 de 641 à 932 p.; t. XII. *Ibid*, in-8 de 829 p.

va de *Leed* à *Lys*. Cette célérité montre que l'Académie a eu la main heureuse en plaçant M. Vanderhaeghen, bibliothécaire de Gand, à la tête de cette publication. La valeur de l'ouvrage se relèvera certainement sous son habile direction. Les notices sont généralement bonnes; les principales sont celles des de Ligne, de Juste-Lipse, de Louis de Nevers, Louis de Maele, Louis de Bourbon, de Lucas et des de Luxembourg. Le tome XII contient la table alphabétique des douze premiers volumes.

— Les membres du Séminaire d'histoire ecclésiastique établi à l'Université de Louvain ont publié sur Jansénius une étude très intéressante <sup>1</sup>. Dans une première partie, M. Callewaert combat avec grande habileté et avec succès l'opinion de ceux qui rejettent l'authenticité de l'Augustinus, ou testament spirituel par lequel l'évêque d'Ypres, mourant, aurait soumis son œuvre au jugement de Rome. Dans la seconde partie, après s'être demandé si jamais Jansénius n'a douté de l'orthodoxie de son œuvre, M. Nols montre que cet acte de soumission au moment suprême n'a rien qui doive étonner.

— La vie de Gilles de Hase, Gantois du XVII<sup>e</sup> siècle et généralissime de la République de Venise, a été racontée par M. de Pauw <sup>2</sup>.

— M. Discailles a entrepris <sup>3</sup> de retracer la vie de Charles Rogier. Le premier volume nous rappelle sa jeunesse et nous fait connaître le professeur et le journaliste; le second nous apprend sa conduite pendant la révolution et au congrès. L'ouvrage sera complet en quatre volumes, ce qui est un peu long.

— M. Jules Helbig, dont le talent et la compétence en semblable matière sont assez connus, a publié une monographie du célèbre peintre et architecte liégeois Lambert Lombard <sup>4</sup>. Dans un épilogue, l'auteur exécute avec autant d'esprit que de science le rapporteur malavisé qui, dominé par ses rancunes politiques, a amené l'Académie à refuser le prix Stassart. Espérons que M. Hymans profitera de la correction.

SCIENCES AUXILIAIRES. — Différents ouvrages de vulgarisation ont vu le jour cette année. D'abord celui de M. Serrure <sup>5</sup>, qui, dépouillé de tout appareil aride, donne les notions indispensables d'épigraphie,

<sup>1</sup> *Jansénius, évêque d'Ypres, ses derniers moments, sa soumission au Saint-Siège*, par les membres du séminaire d'histoire ecclésiastique établi à l'Université de Louvain. Louvain, Van Linthout, in-8 de 228 p.

<sup>2</sup> DE PAUW : *Son Excellence Gilles de Hase, Gantois, généralissime de la république de Venise, d'après des lettres autographes et des documents inédits*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 112 p.

<sup>3</sup> DISCAILLES : *Charles Rogier, 1800-1885, d'après des documents inédits*, t. I et II. Bruxelles, Lebegue, in-8 de 212 et 445 p.

<sup>4</sup> HELBIG : *Lambert Lombard peintre et architecte*. Bruxelles, Bartsoen, in-8 de 109 p.

<sup>5</sup> SERRURE : *Sciences auxiliaires de l'histoire de la Belgique*. Bruxelles, Hayez, in-12 de 176 p.

numismatique, sigillographie. — La Société archéologique de Namur <sup>1</sup> a publié en un volume spécial la table alphabétique complète des volumes XIII à XVIII de sa collection. La table des douze premiers volumes a été publiée antérieurement. *L'Iconographie norbertine* de M. Van Spilbeek <sup>2</sup> est la description des trois arbres hagiologiques de Parc, Ninove et Saint-Michel. — Rappelons en héraldique la seconde édition du *Traité* de M. Bosmans <sup>3</sup> et le *Dictionnaire des figures héraldiques* de M. le comte de Renesse <sup>4</sup>. Les cinq premiers fascicules de cette œuvre ont paru. L'auteur, prenant pour base l'armorial de Rietstap, a dressé un catalogue complet de toutes les figures en usage et placé à la suite la liste des familles qui les portent. Des divisions et sous-divisions nombreuses facilitent les recherches.

— Il manquait à notre pays un ouvrage analogue à ceux de Dahlman pour l'Allemagne et de Monod pour la France. Cette lacune vient d'être comblée par la *Bibliographie* de M. Pirenne <sup>5</sup>. Son but est de faire connaître les sources et les ouvrages principaux qui se rapportent à l'histoire de tous les Pays-Bas jusqu'en 1508 et à l'histoire de la Belgique seule jusqu'en 1830. Parfaitement au courant des publications allemandes, l'auteur est parvenu à grouper en bon ordre plus de 3,000 ouvrages.

— Le P. Sommervogel <sup>6</sup> continue sa remarquable réédition de la *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*. Le tome IV commence par la notice du P. Haakman et se termine par celle du P. Lorette. — La *Bibliotheca Erasmiiana* <sup>7</sup>, œuvre du personnel de la bibliothèque de Gand, sous l'habile direction de M. Vanderhaeghen, est un répertoire des œuvres d'Érasme. Elle est divisée en trois séries qui énumèrent successivement les œuvres, les auteurs publiés par lui et enfin les écrits le concernant. — Citons encore en cette matière les deux brochures de MM. Bacha <sup>8</sup> et Bergmans <sup>9</sup>; quoique incomplètes, elles ne laisseront pas de rendre service.

<sup>1</sup> Namur, Wesmaël, in-8 de 375 p.

<sup>2</sup> VAN SPILBEEK : *Iconographie norbertine*. Gand, Vanderhaeghen, in-8 de 30 p.

<sup>3</sup> BOSMANS : *Traité d'héraldique belge*. 2<sup>e</sup> édition, chez l'auteur, à Limal, par Ottignies, in-8 de 255 p.

<sup>4</sup> DE RENESSE : *Dictionnaire des figures héraldiques*, 5 fascicules parus. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 545 p.

<sup>5</sup> PIRENNE : *Bibliographie de l'histoire de la Belgique*. Gand, Engelcke, in-8 de 231 p.

<sup>6</sup> SOMMERVOGEL : *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. IV. Bruxelles, Société belge de librairie, in-4 de 983 p.

<sup>7</sup> *Bibliotheca Erasmiiana*. Gand, Vanderhaeghen, 2 vol. in-4 de 186 et 195 p.

<sup>8</sup> BACHA : *Les bibliographies méthodiques*. Bruxelles, Économie financière, in-8 de 83 p.

<sup>9</sup> BERGMANS : *Répertoire méthodique décennal des travaux bibliographiques parus en Belgique*. Liège, Vaillant-Carmanne, in-8 de 76 p.

L'Académie a couronné l'ouvrage de M. Max Rooses <sup>1</sup> sur Plantin et les imprimeries plantiniennes.

PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES A L'HISTOIRE DE BELGIQUE. — M. Francotte, dans un ouvrage excellent à tous points de vue <sup>2</sup>, montre qu'après les réformes de Dracon et de Solon la noblesse avait conservé une certaine prépondérance. Clisthènes la lui enleva en juxtaposant avec grande habileté de nouvelles institutions aux anciennes. Les corporations romaines des pompiers, fossoyeurs, charretiers, libres à l'origine, se transformèrent, au III<sup>e</sup> siècle, en institutions officielles obligatoires et héréditaires : c'est ce qu'a très bien exposé M. Waltzing <sup>3</sup> en se basant sur une lettre de Symmaque. — L'*Histoire poétique des Mérovingiens* de M. Kurth <sup>4</sup> a fait l'objet ici même d'un compte rendu de M. Marius Sepet. Le même auteur a publié dans un but de propagande un petit opuscule scientifique sur les corporations ouvrières au moyen âge <sup>5</sup>; 50,000 exemplaires ont été vendus. — M. de Blanckaert <sup>6</sup> a publié en cinq volumes une seconde édition de son *Histoire moderne*. Citons, pour être complet, les ouvrages de MM. Lagrange <sup>7</sup> sur la guerre de la succession d'Espagne; de la Garde de Dieu <sup>8</sup>, sur l'islamisme et l'empire ottoman; de Brouwers <sup>9</sup>, sur la franc-maçonnerie.

A. DELESCLOSE.

<sup>1</sup> ROOSES : *Plantyn et de Plantynsche drukkery*, 2<sup>e</sup> édition. Anvers, Buschman, in-8 de 205 p.

<sup>2</sup> FRANCOTTE : *L'organisation de la cité athénienne et la réforme de Clisthènes*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 127 p.

<sup>3</sup> WALTZING : *Les corporations officielles de l'ancienne Rome*. Gand, Vanderhaeghen, in-8 de 21 p.

<sup>4</sup> KURTH : *Histoire poétique des Mérovingiens*. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 532 p.

<sup>5</sup> *Les corporations ouvrières au moyen âge*. *Ibid.*, in-12 de 32 p.

<sup>6</sup> DE BLANCKAERT : *Histoire moderne*, 2<sup>e</sup> édition. Liège, Demarteau, 5 vol. in-8.

<sup>7</sup> LAGRANGE : *Le duc de Marlborough en Belgique : guerre de la succession d'Espagne*. Bruxelles, Hayez, in-8 de 380 p.

<sup>8</sup> DE LA GARDE DE DIEU : *Histoire de l'islamisme et de l'empire ottoman*. Bruxelles, Société belge de librairie, in-8 de 277 p.

<sup>9</sup> BROUWERS : *Action de la franc-maçonnerie dans l'histoire moderne*. Liège, Dessain, in-8 de 173 p.

---

## COURRIER RUSSE

---

Ceux qui s'intéressent à l'histoire de Russie seront bien aises d'apprendre que la grande œuvre de Serge Soloviev paraît aujourd'hui <sup>1</sup>, sous une forme plus favorable à sa propagation et plus accessible au public. La nouvelle édition, entreprise par l'Association : *Utilité publique*, dans le but de vulgariser l'ouvrage en question, le reproduit textuellement, sans aucune modification ; avec cette différence, qu'au lieu de vingt-neuf volumes des anciennes éditions, elle ne formera que six tomes ou livres, contenant cinq volumes chacun, sauf le dernier livre, qui n'en aura que quatre, mais augmentés de l'index général. De plus, au lieu de cinquante-huit roubles, elle n'en coûtera que quinze.

— L'*Histoire russe* de Karamzine, éditée par Einerling, en trois volumes compacts, à deux colonnes, est dans le même genre. Dans l'absence complète d'une histoire générale de Russie, celle de Soloviev est encore la plus avancée et la meilleure de notre siècle : elle sera longtemps indispensable à quiconque voudra étudier l'histoire de Russie depuis les temps les plus reculés jusqu'au dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle.

— Dans le dernier Courrier, j'ai annoncé que M. Vassilievski avait réuni en un volume ses deux belles études sur la *Vie de saint Georges d'Amastris* et la *Vie d'Étienne de Souroje* (Soudak, en Crimée), deux sources de l'histoire primitive de Russie. Je crois à propos d'y revenir pour faire connaître les résultats de ses doctes et laborieuses recherches. Plus d'une fois il est question dans ces *Vies* des incursions des Russes sur le littoral de la mer Noire. M. Vassilievski a prouvé qu'elles ont eu lieu avant le milieu du IX<sup>e</sup> siècle, et par conséquent avant l'arrivée de Ruric (862) avec ses Scandinaves. Selon lui, l'incursion sur Amastris en Asie Mineure a dû même s'effectuer en 842. Dès lors la théorie scandinave n'aurait plus de base suffisante. Mais il n'admet pas non plus l'origine slave des Russes dont parlent les auteurs du IX<sup>e</sup> siècle. Il les identifie plutôt avec les Tauroscythes,

<sup>1</sup> Saint-Petersbourg, deux livraisons déjà parues.

sous le nom desquels on désignait exclusivement les *Russes*, et leur assigne pour demeure primitive la région riveraine du Dniepr et le pays de Tmoutaracan, sur la mer d'Azov. Quant au nom des *Russes*, M. Vassilievski suppose que c'est un abrégé de celui de *Tauroscythes* dont il n'a conservé que la syllabe principale *ros*, comme le mot grec *τεσσαράκοντα* est devenu en russe *sorok* (quarante) ou comme chez les Slaves du midi, ajouterai-je, Hermahoras s'appelle Mahor. On ne peut mettre en doute le mérite du docte byzantiniste d'avoir fait faire à la question des origines russes un grand pas en avant et fortement ébranlé le système des normanistes; il n'en est pas moins vrai que le problème reste encore pendant.

— M. Ouspenski, professeur à l'Université d'Odessa, a publié le texte comparé du *Synodicon qu'on lisait le dimanche d'Orthodoxie* (1<sup>er</sup> du Carême). Le texte est enrichi d'un appendice et forme un supplément nécessaire au commentaire étendu qu'il avait auparavant consacré à cet important document.

— Le riche héritage qu'a laissé à l'Académie des sciences le savant évêque Porphyre, en lui léguant cent cinquante tomes de matériaux manuscrits, avec le capital nécessaire pour les imprimer, occupe sérieusement deux érudits, dont l'un, M. Loparev, a déjà livré à la presse les papiers relatifs au patriarcat d'Alexandrie, après quoi il publiera successivement les manuscrits concernant les trois autres patriarchats d'Orient. De son côté, M. Syrkou édite avec le concours de la société de Palestine le journal des pèlerinages de Porphyre en Terre sainte.

— En attendant que le neuvième congrès archéologique qui a tenu ses assemblées à Vilno (1893) présente au public ses travaux, il fait paraître, comme pour en donner un avant-goût, les bulletins contenant des comptes rendus des séances.

— Les *Antiquités historiques de Russie*, publiées par le professeur Sergueïévitch, nous initient à la situation juridique de l'ancien *vietché* ou assemblée nationale et des princes apanagés, ces deux principaux représentants du pouvoir monarchique et représentatif <sup>1</sup>.

— Par son œuvre posthume : *Histoire de la vie économique de Novgorod*, Alexandre Nikitski, jadis professeur à l'Université de Varsovie, a réellement enrichi la littérature historique, si pauvre en fait d'écrits de ce genre, où la vie économique soit représentée comme étant organiquement liée avec les autres faces de la vie publique et sociale. Le choix de Novgorod, comme type le plus original de la vie intime des anciens Russes, ajoute à l'importance de cette monographie, fruit d'études et de recherches de longues années.

<sup>1</sup> Moscou, 1893. *Lectures faites à la Société d'hist. et d'antiquités russes.*

Grâce à elles, l'auteur a réussi non seulement à donner un corps à une masse de matériaux puisés principalement aux sources, mais encore à l'animer, en reconstituant dans un tableau vivant l'histoire des conditions économiques d'autrefois.

— Nous mentionnerons deux opuscules concernant la Lithuanie, l'un intitulé : *Le Statut lithuanien et les constitutions polonaises*, par M. Berchadski, déjà avantageusement connu par ses autres ouvrages; l'autre, de M. Lubavski, sur l'*Administration provinciale et locale de Lithuanie* vers le temps de l'édition du premier statut lithuanien.

— Le professeur Forsten a terminé son travail, aussi érudit qu'il est étendu <sup>1</sup>, sur la *Question ballique aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, qui se publiait dans la « Revue du ministère de l'instruction publique. »

— Au milieu d'une masse d'écrits consacrés à la question de la propriété communale, on peut signaler celui de M. Karéline, qui à cela de particulier, que cette question y est envisagée non seulement au point de vue agraire, mais aussi sous toutes ses autres faces, très diverses et peu connues.

— M. Sapounov, depuis longtemps connu dans la littérature historico-géographique, grâce à ses nombreux écrits concernant surtout les provinces de Polatsk et Vitebsk, a fait paraître une excellente monographie intitulée : *La Dūna occidentale* <sup>2</sup>. C'est la première description détaillée de ce fleuve, qui a joué dans les annales de Russie un rôle assez important; sans être exempte de quelques inexactitudes, elle témoigne de grandes recherches et d'un labeur consciencieux. L'ouvrage se compose de dix chapitres, dont le premier, remontant aux temps anciens, passe en revue les divers noms que la Dūna a portés alors et dans les siècles suivants. Le nom de Dūna se rencontre pour la première fois chez le géographe anonyme de Ravenne (Anonymi Ravennatis libri quinque). Les six chapitres suivants traitent de ce fleuve aux points de vue exclusivement géographique, géologique et physique. L'histoire du commerce qui s'y fait depuis l'époque la plus reculée, les principales localités situées le long de son parcours, et la *Dūna dans la poésie* font le sujet des trois derniers chapitres. Quantité de dessins, fort bien exécutés, et qui enrichissent surtout le neuvième chapitre, ainsi que de nombreuses notes, occupant les soixante-dix dernières pages du livre, ajoutent à la valeur et à l'intérêt du livre.

— A l'occasion du centième anniversaire d'annexion de la province de Minsk à l'empire russe, M. Runkievitch a composé une histoire

<sup>1</sup> Pétersbourg, 1894, in-8 de 114 p.

<sup>2</sup> Vitebsk, 1893, in-4 de 512, iv et lxx p.



de l'archevêché de Minsk, laquelle comprend naturellement la triste époque où les chefs de ce vaste diocèse ont déserté l'Église grecque unie pour passer sous la domination du saint synode de Pétersbourg. Fait d'après des documents conservés aux archives, cet ouvrage traite de l'Union avec assez de détails et ne manque pas d'une certaine importance. Le même sujet a été brièvement exposé dans une notice de M. Smirnov, professeur à l'académie ecclésiastique de Kazan.

— L'éparchie de Volynie ayant, à son tour, célébré avec une solennité non pareille le neuvième centenaire de son existence, M. Tëodorovitch a consacré à la mémoire de cette fête un exposé historique de son long passé ainsi que de la ville de Vladimir elle-même <sup>1</sup>. Cet ouvrage peut servir de pendant à la *Volynie*, publiée naguère sous la haute direction de feu Batuchkov, mais qui contient plutôt l'histoire civile et politique de cette province. Plusieurs autres publications de circonstance et plus spéciales virent également le jour; entre autres, la *Vie d'Agathangèle*, archevêque de Volynie et de Zitomir. Le prélat dont il s'agit dans cette esquisse biographique et critico-bibliographique de M. Kranévitch, et qui s'appelait dans le monde Soloviev, est connu par son activité administrative, sociale et littéraire. L'auteur s'est beaucoup servi des notices déjà imprimées, mais il les a considérablement augmentées de manière à pouvoir donner une biographie assez détaillée.

— Dans ses *Relations du clergé petit-russien avec le gouvernement de Moscou sous le tsar Alexis Michailovitch* <sup>2</sup>, M. Einhorn s'est attaché, à l'aide des archives, à éclairer davantage ce point encore insuffisamment connu d'histoire russe, et pourtant si intéressant à connaître.

— Nous devons à M. Vorobiev une bonne notice sur le fameux aventurier Paisius Ligarides, métropolitain de Gaza, venu à Moscou lors du procès du patriarche Nikon que lui avait suscité le tsar Alexis, auparavant son ami de cœur. L'auteur rend bien justice à la science de ce Grec qui avait fait ses études à Rome, au collège de Saint-Athanase, mais avoue que Paisius était une personification de *fides græca*, insidieux, fourbe, mal famé, porteur de faux documents. Au reste, ce triste personnage est depuis longtemps jugé, et il l'est, croyons-nous, définitivement.

— Joseph Siemaszko, métropolitain de Lithuanie, celui qui a le plus contribué à la défection des Uniates, consommée en 1839, a trouvé un historien dans M. Kiprianovitch <sup>3</sup>. L'auteur s'était servi surtout des

<sup>1</sup> Potchaïev, 1893, in-8 de 234, 269 et xiii p.

<sup>2</sup> *Antiquité russe*, janv. 1894.

<sup>3</sup> Vilna, 1894, in-8 de iv, xiii et 418 p. avec trois portraits.

*Mémoires* de Siemaszko, publiés après sa mort par l'Académie des sciences ; il avait compulsé aussi les archives du consistoire lithuanien, complétant le tout par des souvenirs des contemporains. Son livre offre un ensemble de faits assez complet, et sous ce rapport, il sera très utile à quiconque s'intéresse à l'infortunée Église-uniate, cette grande martyre, comme on l'a surnommée avec raison. Mais on y chercherait vainement une appréciation motivée des gestes à jamais déplorables de son sinistre héros. Tout lecteur comprendra cette prudente réserve, d'autant que ces gestes sont assez éloquents par eux-mêmes.

— L'hagiologie a été de tout temps un sujet de prédilection pour le peuple russe, foncièrement religieux. Les vies de saints faisaient sa lecture favorite ; car il a un grand culte envers eux ; et cette branche de littérature est très développée dans l'Église russe. Celle-ci s'attribue la gloire de donner aussi des saints au monde : on en compte près d'une centaine, qu'elle a officiellement reconnus comme tels et plus ou moins dûment canonisés. Comment se faisait jadis, comment se fait maintenant la canonisation des saints indigènes, personne n'a jamais essayé de l'exposer. L'ouvrage tout récent de M. Vassiliev, intitulé : *Histoire de canonisation des saints russes*<sup>1</sup>, est le premier qui traite *ex professo* cette question aussi importante que délicate, à laquelle s'en rattachent d'autres non moins graves. Les laissant de côté, nous dirons seulement que le livre de M. Vassiliev présente plutôt le côté extérieur de la canonisation et la marche des procédures que ce qui constitue le fond de ces enquêtes canoniques. Il passe en revue les serviteurs de Dieu admis aux honneurs du culte public, il indique la date de leur inscription au catalogue des saints, et donne à ce propos quelques notions biographiques sur chacun d'eux ; quant à la procédure elle-même, tout se réduit à quelques règles générales, telles que la visite officielle du corps, la revision de la vie et de l'office composés en honneur du saint, mais surtout la constatation des miracles. Pour ce qui regarde l'examen approfondi des vertus héroïques, pierre de touche de la véritable sainteté, il n'en est guère fait mention. Nous apprenons que, jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, la canonisation se faisait par l'évêque de l'endroit et demeurait locale ; qu'à partir de cette époque le droit en fut restreint d'abord au métropolitain de Moscou, assisté des évêques, puis au patriarche, et enfin au saint Synode établi en 1721, comme autorité ecclésiastique suprême. Les synodes de 1547 et 1549 avaient prescrit certaines règles à suivre dans l'avenir, entre autres une plus *grande circonspection*, règle recommandée plus tard d'une manière toute spéciale et poussée à son extrême dans le

<sup>1</sup> Moscou, 1893, in-8 de 1 et 256 p.

*Règlement ecclésiastique* de Pierre I<sup>er</sup>. Aussi, depuis ce temps, il n'y eut que deux personnages de canonisés : Métrophane, évêque de Voronège (1831), et Tikhon, évêque d'au delà du Don (1861).

— Il n'est pas d'histoire générale, si élémentaire fût-elle, où on ne fasse mention du prêtre Silvestre, qui a joué un rôle exceptionnel sous le règne d'Ivan IV le Terrible, et a tant contribué, avec Adachev, à consolider l'État moscovite à peine formé de divers apanages princiers. Toutefois, il est demeuré jusqu'à présent un personnage assez mystérieux, jugé de la manière la plus diverse, immortalisé par les uns, traité d'aventurier par d'autres. L'évêque Serge (Sokolov) en a fait l'objet d'une étude approfondie, ayant pour titre : *Silvestre, prêtre de l'Annonciation de Moscou, comme homme d'État*<sup>1</sup>, et basée surtout sur les lettres d'Ivan IV, sur les écrits du prince Kourbski et sur les œuvres de Silvestre lui-même. La tâche n'était pas facile, mais l'auteur en a surmonté les difficultés, et a réussi à mettre en plein relief l'imposante figure de cet homme vraiment remarquable et grand politique, sans faire ombrage à d'autres personnages influents de la cour, ou au tsar lui-même. Silvestre, après avoir été pendant de longues années conseiller et ami intime du tsar, finit par encourir une disgrâce et par être exilé dans le couvent de Solovetsk, sur la mer Blanche.

— M. Mertsalov a terminé son esquisse historique de Boris Godounov<sup>2</sup>, dont il fait ressortir les qualités et les mérites qui le rendaient digne d'occuper le trône. Pour expliquer la fatalité qui semblait déjouer les bienfaisantes initiatives de ce souverain sage et instruit, l'auteur en place la cause principale, non dans l'assassinat de Démétrius, héritier présomptif de la couronne, mais bien dans les cabales des boyars descendants de Ruric, et particulièrement des Chouïski, qui ne voulaient à aucun prix s'avilir en se soumettant à un parvenu couronné. D'après M. Mertsalov, le faux Démétrius et le moine défroqué Grégoire Otrépiev étaient deux personnages distincts.

— Sous ce titre : *Cilli et Massa, contemporains de Faux-Démétrius*, le P. Pierling a publié<sup>3</sup> une étude critique, pleine de verve, dans laquelle il soumet à un rigoureux examen les témoignages de ces deux écrivains touchant le mystérieux personnage. Il démontre qu'ils ne méritent point la confiance que leur accordent les historiens russes, et qui vient de ce que ceux-ci les citaient de seconde main ou sans aucun contrôle préalable. Le Hollandais Massa<sup>4</sup>, en sa qualité de

<sup>1</sup> *Lectures à la Société d'hist. et d'antiquités russes*, Moscou, 1893.

<sup>2</sup> *Messager historique*, décembre.

<sup>3</sup> *Antiquité russe*, décembre.

<sup>4</sup> *Histoire des guerres de la Moscovie (1601-1610)*, par Isaac Massa de Harlem, publiée par le prince Michel Obolenski et M. le docteur Van der Linde. Bruxelles, 1866, 2 vol.

calviniste intransigeant, est particulièrement sujet à caution en tout ce qu'il dit de la religion catholique, des jésuites et des papes. Cilli, Italien de Pistoie, *scrittore di storia e musico tenore nella cappella di corte del rè di Polonia Sigismundo III*, comme l'intitule Ciampi, a consacré à la Moscovie une notice de 90 pages, ajoutée en guise d'appendice à son ouvrage bien plus étendu sur les troubles qui ont agité la Pologne en 1606-1608 <sup>1</sup>. Il s'y montre souvent fort inexact jusque dans les choses qu'il raconte comme témoin oculaire, ou bien il en rapporte d'autres tantôt inadmissibles, tantôt invraisemblables. Il s'ensuit qu'en général son témoignage doit être accepté avec grande réserve et que son autorité a été surfaite.

— L'ouvrage de Pervolf : *Les Slaves et leurs rapports mutuels*, dont les deux premiers volumes ont été annoncés ici même lors de leur apparition, s'est accru d'un troisième qui est aussi le dernier <sup>2</sup>. Malgré les tendances panslavistes et les idées préconçues de l'auteur, son livre a des mérites réels et sera consulté avec profit par tous les amis des études slaves. Un index général des trois volumes en rend l'usage très commode; il était d'ailleurs absolument indispensable.

— Nous devons à la plume féconde de M. Kareïev, professeur à l'Université de Pétersbourg, un nouvel ouvrage : *Philosophie d'histoire sociale des temps modernes* <sup>3</sup> (1300-1800). Il sert d'introduction à son *Histoire moderne de l'Europe occidentale*, et a pour but de présenter les événements des temps modernes comme un tout organique, indépendant de divisions ordinaires par peuples ou par époques. Dans un aperçu aussi général, les faits les plus saillants ont pu seuls trouver place; aussi le lecteur est-il renvoyé, pour de plus amples renseignements, aux endroits correspondants de l'histoire citée plus haut.

— Il a paru beaucoup d'écrits se rapportant au règne de Catherine II. Dans la notice sur le couronnement de l'impératrice, M. Trouvorov prouve <sup>4</sup> qu'elle ne s'est pas communie elle-même, comme on le prétendait, mais qu'elle reçut la sainte communion de la main du plus digne archevêque; quant à la couronne, elle se la mit sur la tête de ses propres mains; l'archevêque ne fit que la lui présenter.

— M. Bilbassov, qui a concentré ses études sur le règne de Catherine II, a esquissé, d'après le récent ouvrage de M. de Martens, l'histoire de la politique suivie par elle vis-à-vis de l'Angleterre <sup>5</sup>. Lui aussi traite de fable l'opinion qui attribue au comte Panine la première idée

<sup>1</sup> *Historia delle sollevazioni notabili in Polonia*, etc. Pistoja, 1627.

<sup>2</sup> Varsovie, t. III, in-8 de III, III, 278, XVI et XXXIII p.

<sup>3</sup> Pétersbourg, 1893, in-8 de VIII et 176 p.

<sup>4</sup> *Antiquité russe*, décembre.

<sup>5</sup> *Ibid.*, livraison d'octobre.

de neutralité armée, à laquelle il était au contraire tout à fait opposé et n'adhéra que plus tard. M. Bilbassov fait ressortir le caractère noble et indépendant du comte Vorontzov, ambassadeur à Londres et diplomate éminent, qui réussit à triompher de la situation critique où il se vit placé en y arrivant.

— Nous devons au même auteur la publication des lettres jusqu'ici inédites de Catherine II au comte Nicolas Roumiantsov <sup>1</sup>, diplomate, archéologue, chancelier et mécène. L'intérêt principal de cette correspondance se concentre sur le mouvement révolutionnaire en France. La perspicace et prudente tsarine n'en craignait point l'influence dangereuse sur son pays, trop éloigné du théâtre de l'anarchie; mais elle voulait engager dans les affaires de la France les cours de Berlin et de Vienne pour avoir les coudées franches, et accomplir ses propres entreprises vis-à-vis de la Pologne et la Turquie. Les lettres ne sont qu'au nombre de trente, mais il doit en exister bien d'autres dans des archives privées, la correspondance ayant duré quinze ans. Les douze premières qui ont paru sont imprimées en français et accompagnées d'une traduction russe.

— Le fameux *Nakaze*, ou Instruction donnée par Catherine II à la commission chargée de rédiger un projet du code des lois <sup>2</sup>, a été réédité avec de nombreuses notes bibliographiques, par M. Bezguine.

— *Débâcle de Sébastopol*, tel est le titre que porte l'histoire de la glorieuse défense de cette ville, racontée par M. Vrotchenski <sup>3</sup>. Elle embrasse l'intervalle écoulé depuis septembre 1854 jusqu'au 28 août 1855, et se lit avec un vif intérêt, venant surtout de ce que l'auteur avait eu une part active dans cette lutte à jamais mémorable, et de ce que son récit porte un cachet d'impartialité et de noble franchise. Des douze chapitres qui partagent le volume, le plus important et le plus émouvant est l'avant-dernier, où le lecteur assiste à l'assaut donné le 27 août, terminé par la prise de Sébastopol. L'auteur énumère les pertes subies ce jour-là par les assiégés : sept généraux, 46 officiers d'état-major, 372 officiers supérieurs et 12,488 hommes de rang inférieur. Du côté des alliés, il évalue la perte à beaucoup plus que les 10,000 hommes que donne le chiffre officiel. En tout, l'armée russe aurait perdu, durant les onze mois de siège, de 83 à 85,000 hommes, chiffre apparemment inférieur au véritable. Il ne faut pas oublier que M. Vrotchenski donne ses souvenirs personnels, et non l'histoire proprement dite, appuyée sur des documents ou offrant un tableau complet du siège de Sébastopol, que des plumes célèbres ont retracé bien avant lui en plus grand détail.

<sup>1</sup> *Antiquité russe*, livraison de février 1894.

<sup>2</sup> Pétersbourg, in-4 de 53 et 201 p.

<sup>3</sup> Kiev, 1893, in-8 de 276 et iv p.

— Parmi les *Mémoires* qui abondent toujours, nous mentionnerons ceux de Broussilov, écrivain peu connu de notre siècle et sectateur de Karamzine. Ils contiennent de curieux détails sur le corps des pages, où l'auteur avait fait son éducation, et en général sur les mœurs et les usages de la société d'alors et sur la vie de la cour <sup>1</sup>.

M. Rostislavlev continue ses souvenirs de séminaristes, rien moins que favorables au système d'éducation dominant alors presque partout, et qui laissent une impression pénible.

M. Zotov a terminé <sup>2</sup> son esquisse bibliographique de Nikitenko, professeur de la littérature russe à l'Université de Pétersbourg, académicien et censeur, qui avait laissé des *Mémoires* posthumes assez étendus et du plus vif intérêt. La maison Souvorine en a donné une édition complète.

— Le prince Obolenski a donné, dans ses *Mémoires* encore inachevés <sup>3</sup>, de très curieux détails sur le prince Vladimir Tcherkasski, qui a joué un rôle si marquant dans les affaires de la Pologne après 1863, et puis en Bulgarie pendant la guerre de 1877. Bras droit de Milutine, partisan déclaré de l'émancipation des paysans et des mesures radicales, il était comme celui-ci, au dire du prince Obolenski, profondément détesté par la haute aristocratie.

— La revue de M. Schilder a commencé <sup>4</sup> la publication des *Mémoires* d'Insarski, ou plutôt de son autobiographie, fort étendue et écrite d'un style très correct, élégant même. Par sa position dans le monde administratif, Insarski eut l'occasion de connaître de près une foule de choses et de personnes très hauts placées. A en juger par les premiers chapitres, cette œuvre littéraire promet d'être d'un haut intérêt. On y remarque les portraits du comte Kisselev, ministre des domaines, et du prince Bariatsinski, vainqueur de Chamil, tracés de main de maître. M. Olszewski, dans ses *Mémoires* sur la guerre du Caucase, fait aussi de ce dernier le plus grand éloge et raconte avec admiration ses brillants faits d'armes.

— Une autobiographie bien moins importante, mais où figure un nom à jamais célèbre dans la littérature russe, est celle de feu Nicolas Martinov <sup>5</sup>, qui eut le malheur de tuer en duel le poète Lermontov. Bien que cette espèce de confession publique n'apprenne rien de nouveau sur le point capital, elle est précieuse comme source primitive et tout à fait pure. Dans un langage sincère et impartial, Martinov raconte ses anciennes relations avec Lermontov, son camarade d'é-

<sup>1</sup> *Messenger historique*, 1893.

<sup>2</sup> *Antiquité russe*, décembre.

<sup>3</sup> *Messenger historique*, décembre.

<sup>4</sup> *Antiquité russe*, livraison de janvier-février.

<sup>5</sup> *Archives russes*

cole ; il retrace sa physionomie extérieure, qui n'était rien moins que belle, et son caractère naturellement bon, mais gâté par le monde. Quant à ses talents, il les avait en haute estime, il admirait son esprit et s'étonnait comment, si jeune encore et avec si peu de travail, il avait pu obtenir dans les lettres de si brillants succès. Malheureusement, l'autobiographie n'est pas achevée ; des documents officiels en forment la suite, notamment l'interrogatoire de la commission d'enquête avec les réponses de Martinov. Sa réponse au sixième point contient l'exposé de la cause du duel, auquel, de l'aveu général, il avait été provoqué par Lermontov lui-même.

— Le comte Serge Chérémétev, président de la Société impériale d'amateurs de l'ancienne littérature russe, a eu l'heureuse pensée de publier les *Œuvres complètes* du feu prince Paul Viazemski <sup>1</sup>, son prédécesseur, et fondateur de ladite société, de plus en plus prospère. Le beau volume imprimé sous la direction de M. Tihanov ne contient, il est vrai, rien de nouveau ; mais il réunit tous les écrits sortis de la plume savante de l'auteur, de regrettée mémoire, sauf son ouvrage principal sur l'*Expédition d'Igor*, contenant le texte de ce *Dit* et un commentaire plein d'érudition et d'aperçus nouveaux. Il forme à lui seul un volume aussi considérable que celui qui vient de paraître. Dans ce dernier, on s'empressera de lire le morceau intitulé : *Alexandre Pouchkine, d'après les documents conservés aux archives d'Ostafiev et les souvenirs personnels*. Tout ce qui concerne le grand poète russe excite un vif intérêt. Parmi les autres pièces, nous signalerons l'étude sur les *Pèlerins scandinaves*, et la question de savoir s'ils traversaient la Russie pour se rendre en Terre sainte ; le *Gesta Romanorum*, recueil très connu dans la littérature médiévale ; la *Dispute du panaghote avec un azymite*, et l'article intitulé : *Lermontov et Mme Hommaire de Hell*.

MARTINOV.

<sup>1</sup> Pétersbourg, 1894, in-8 de 644 p.

---

# CHRONIQUE

---

SOMMAIRE : I. Lettre de Sa Sainteté Léon XIII au recteur et aux docteurs de la Faculté de théologie de l'Institut catholique de Paris. — Décadence des idoles de la libre pensée. La « religion de la science » répudiée par M. Chaillemel-Lacour. — Éloge de la tradition par M. F. Brunetière. *L'Évolution* en littérature. — Introduction en cour de Rome de la cause de béatification de Jeanne d'Arc. — II. Académie des inscriptions et belles-lettres. Communications de MM. Cailletet, G. Perrot, Héron de Villefosse, Philippe Berger, Salomon Reinach, Geffroy, de Mas Latrie, Le Blant, le marquis de Vogüé, Viollet (des États généraux de 1358), Louis Passy, Clermont-Ganneau, Henri Weil, Germain Bapst, Oppert, Charles Normand (les arènes de Paris), Menant, Henri Cordier, Heuzey, Schlumberger, Théodore Reinach, Cagnat, Paul Durrieu. — Académie des sciences morales et politiques. Communications de MM. Doniol (la Révolution de 1830), Rodocanachi, Arthur Desjardins (l'ambassade de Vergennes à Constantinople), le prince Georges Bibesco, Rocquain (M. Chéruel). — Élections. — Prix et concours. — Congrès scientifique international des catholiques. — Périodiques nouveaux. — Publications récentes. — Nécrologie : le R. P. de Regnon. — Mgr Casimir Chevalier. — M. Félix Robiou.

## I.

Nous nous félicitons hautement de n'être pas de ces philosophes ou de ces savants entichés d'eux-mêmes sur les têtes desquels un sourire moqueur vient naturellement se placer quand ils entendent parler du dogme catholique, de l'infailibilité de l'Église et de celle, non moins nécessaire, du Souverain Pontife, qui en est le chef inséparable. Ceux-là n'admettent d'autre infailibilité que la leur propre. Pour nous, fidèles enfants de l'Évangile, c'est parce que nous nous savons, que nous nous sentons très faillibles, que nous aimons à nous appuyer sur l'indestructible *Pierre*, contre laquelle ne prévaudra, quoi qu'on fasse, aucun effort de l'erreur. Cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas très satisfaits quand nous pensons avoir vu juste sur quelque point de conséquence. Il est certain, par exemple, que nous éprouvons un réel plaisir en constatant que la façon dont nous avons compris et apprécié ici, dans notre dernière chronique, la belle encyclique de Sa Sainteté Léon XIII sur les études bibliques, ne semble pas s'être beaucoup écartée de la pensée qui a inspiré ce document capital, par où le pape a voulu, disions-nous, non désavouer ou affaiblir, mais soutenir et affirmer, en le réglant, en le dirigeant dans la voie



droite, le mouvement orthodoxe destiné à constituer, pour le plus grand profit de la foi et de la raison, la vraie science des saintes Écritures. Nous nous sommes cru de nouveau fondé à penser ainsi en lisant la remarquable lettre adressée par Sa Sainteté, le 16 décembre dernier, au recteur et aux docteurs de la Faculté de théologie de l'Institut catholique de Paris. Le Souverain Pontife, après avoir félicité les maîtres de cette faculté du témoignage de parfaite obéissance donné par eux à ses enseignements et à ses prescriptions, s'est déclaré également heureux de les entendre exprimer la ferme intention de l'appliquer aux études bibliques avec des forces nouvelles, « et de marcher dans cette voie d'un pas plus ferme encore et plus assuré. » Léon XIII a, de plus, manifesté dans ce document le haut et vif intérêt qu'il porte aux institutions catholiques d'enseignement supérieur, et en particulier à celle dont Mgr d'Hulst dirige avec un zèle à la fois scientifique et apostolique la destinée déjà féconde, l'extension prudemment, mais constamment progressive. « Dans cette noble rivalité, dit le Saint-Père, l'Université de Paris ne doit le céder à personne ; la dignité et l'importance de cette grande capitale exigent, au contraire, qu'elle marche au premier rang. C'est ce que promettent ses heureux débuts ; c'est ce qu'on doit attendre du patronage et de la vigilante direction des évêques ; c'est enfin le souhait que nous formons pour elle parmi les heureuses solennités de notre jubilé épiscopal. — Courage donc, chers fils ! Que votre Faculté de théologie donne des exemples sans cesse plus éclatants ; qu'elle ouvre sur le monde catholique des sources de savoir toujours plus fécondes, qu'elle les répande au loin, sans en altérer la pureté, justifiant ainsi les plus belles espérances de l'Église et ajoutant du même coup un ornement à la cité. »

Malgré les apparences extérieures, l'heure nous paraît propice au développement de la science chrétienne, selon le désir et sous la direction du Souverain Pontife. En dépit des génuflexions qui leur sont encore trop souvent prodiguées, par peur ou par habitude, les idoles de la libre pensée contemporaine sont déjà manifestement en déchet dans l'opinion. Si l'on tient compte du milieu, des précédents et des circonstances, le résultat général de la séance solennelle du 25 janvier à l'Académie française n'a pas été précisément, ce me semble, de rafraîchir beaucoup la divinité, déjà singulièrement en proie aux ravages du temps, de l'auteur, si étrangement adulé naguère, de la *Vie de Jésus* et de l'*Abbesse de Jouarre*. On ne peut vraiment considérer l'éloge prononcé par M. Challemeil-Lacour comme une bien fervente apothéose. Cette fameuse « religion de la science, » qui devait remplacer la religion de Jésus-Christ, et dont les conséquences pratiques se révèlent à présent sous les traits peu aimables des apôtres de l'a-

narchie propagée par la dynamite, cette fameuse « religion de la science » a été, sous la coupole même de l'Institut, nettement et courageusement répudiée en ces termes par le successeur de M. Renan : « La science, une religion, Messieurs ? Je crains que la science elle-même ne fût la première à répudier une pareille ambition. Ses merveilles nous éblouissent depuis un siècle, et elles ne sont encore, assure-t-on, qu'au début. La science pourra entasser découverte sur découverte, non plus peut-être avec cette rapidité qui donne le vertige et qu'explique l'application si récente encore de la vraie méthode à l'exploitation d'un domaine resté vierge jusqu'à nos jours ; elle avancera sans s'arrêter, sans épuiser les secrets du monde livré à ses recherches, sans lasser la curiosité, sans la satisfaire non plus. Le jour ne viendra jamais où le savant le plus infatué pourra dire à l'univers : « Tu n'as plus de secret pour moi. » Pour que la science nous suffise, il faudrait que le sentiment d'une première et d'une dernière raison de l'univers, qui fuient devant nous d'une fuite éternelle, s'éteignît dans l'âme humaine. Si cela arrivait jamais, ce ne serait pas un progrès, mais la fin de tous les progrès et le premier pas sur une pente qui aboutit à l'abaissement définitif. Voilà pourquoi la science, fût-elle parfaite, laissera à la religion toute sa place. Et laquelle, Messieurs ? Rien moins que l'infini. Quelque riche imagination comme celle de M. Renan s'épuisera, de loin en loin, pour le remplir de ses rêves particuliers ; la foule, et j'ose y comprendre le gros des savants eux-mêmes, réclamera toujours, passez-moi le mot, une doctrine de l'inconnu qui apporte la paix aux esprits, qui soit le frein des fantaisies et qui puisse devenir pour de longs siècles le principe des civilisations et le ciment des sociétés. » — Il va sans dire que ces termes ne sont pas ceux exactement dont userait un catholique, mais, tels qu'ils sont, il convient, ce me semble, d'en savoir gré à M. Chaillemel-Lacour.

La séance solennelle du 15 février à la même Académie n'a guère fait moins de bruit dans la république des lettres. M. Ferdinand Brunetière venait y prendre possession du fauteuil laissé vacant par M. John Lemoinne, et c'est M. le comte d'Haussonville qui était chargé de lui souhaiter la bienvenue. Nous avons eu autrefois, ici même, à discuter certains points de critique et d'histoire littéraire avec M. Brunetière, alors à ses débuts, et nous l'avons fait avec la vivacité naturelle à un écrivain brusquement pris à partie et dont la vraie pensée était quelque peu méconnue par la prévention de son agresseur. Cela ne nous a nullement empêché, Dieu merci, de rendre dès lors justice aux qualités d'esprit et de plume qui ont valu rapidement à M. Brunetière les succès et la renommée, couronnés enfin par les suffrages de l'Académie française. Le discours prononcé le 15 fé-

vrier par l'éminent critique de la *Revue des Deux Mondes* contient un éloge de la tradition en littérature, et même de la tradition en général, qui nous persuade qu'après tout si, comme tout le monde, nous avons peut-être quelquefois abondé un peu trop dans notre sens, nous n'avions pas si grand tort dans le culte, supposé même excessif de notre part, des premières origines et des premiers monuments de la tradition française. Nous ne pouvons beaucoup regretter d'avoir réclamé pour eux une place dans le souvenir et dans les études des hommes de notre temps, — sans vouloir aucunement, quoi qu'on en ait dit, déplacer le centre de cette tradition, qui demeure fixé au *xvii<sup>e</sup>* siècle, — nous ne pouvons, disons-nous, beaucoup regretter notre dissidence d'alors avec M. Brunetière, en lisant dans son discours ces belles et fortes paroles : « Non !.... il n'est pas vrai que le respect ou l'amour du passé ne se puisse allier à la curiosité du présent, comme au souci de l'avenir ! et plutôt, s'il y a quelque chose d'insolemment barbare, c'est de prétendre, en cette vie si brève, ne dater, ne compter, ne relever que de nous-mêmes. Nos morts sont aussi de notre famille ; c'est leur sang qui coule dans nos veines ; rien ne bat en nous qui ne nous vienne d'eux ; et, pour ce motif, le progrès même n'est possible que par la tradition. En dehors d'elle et sans elle, nous ne saurions bâtir qu'en l'air, dans les nuages, des cités idéales, mensongères, utopiques, aussitôt évanouies qu'entrevues ou rêvées. Le passé n'est pas seulement la poésie du présent, il en fait peut-être aussi la vie même ! Et c'est pourquoi, Messieurs, en tout temps, ce que nous devons d'abord à ceux qui viendront après nous, ce que nous devons à nos fils, pour les aider à continuer l'œuvre de l'humanité, c'est de leur léguer, accru, si nous le pouvons, mais intact, en tout cas, le patrimoine que nous avons nous-mêmes hérité de nos pères. » — Il ne faut donc pas trop en vouloir à ces érudits, à ces antiquaires dont M. Brunetière attaquait avec tant de verve à ses débuts les habitudes, les défauts, peut-être aussi les qualités, de s'être passionnés pour les reliques de la vieille France, voire pour les poètes et les chroniqueurs du moyen âge. Nous nous demandons même — que l'on veuille bien excuser cette conjecture — si ce n'est pas un peu d'après leur façon de comprendre et de traiter l'histoire littéraire que M. Brunetière a conçu cette idée de l'*évolution* en littérature, à laquelle il semble maintenant rattacher, non sans excès, le système dirigeant de sa méthode et de ses travaux. Les objections que lui a présentées à cet égard M. le comte d'Haussonville dans sa réponse qui rappelle les causeries élégantes et légères, quoique riches d'observations et d'aperçus, des anciens salons de la haute société de France, au temps où la haute société de France aimait encore à causer, ces objections, en partie contestables, sont très justes

en partie. Ce n'est pas le temps d'aborder aujourd'hui une question si importante pour l'histoire littéraire et pour la philosophie. Notons seulement, en passant, que l'on risque bien, sur ce sujet, d'être dupe d'une métaphore et d'attribuer à une sorte d'évolution matérielle, impossible en soi, des genres littéraires, le puissant effet qu'a naturellement sur l'esprit humain ce mobile, trop peu étudié, que ces scolastiques, ces disciples baptisés d'Aristote et de Platon, appelaient la *cause exemplaire*. Bossuet faisait le plus grand cas de la scolastique. M. Brunetière ne perdrait assurément rien à le suivre judicieusement dans cette voie, plutôt que de s'égarer sur les pas de Darwin et de Hæckel. Nous ne le quitterons pas aujourd'hui sans le féliciter de tout notre cœur d'avoir été, peu de temps après son succès académique, publiquement « conquis » en Sorbonne, au cri de « Vive Zola ! » par un auditoire qui représentait tout autre chose que l'élite de la jeunesse française, et dont la composition et les habitudes intellectuelles se trahissaient suffisamment par son cri de guerre. De telles haines ne sont pas pour nuire à une renommée. Nous espérons pourtant que l'autorité universitaire saura maintenir fermement le droit du professeur et de ceux qui veulent l'entendre contre les petites conjurations de brasseries et d'estaminets.

Il est temps, il est grand temps d'élever nos esprits et nos cœurs au-dessus du hideux matérialisme philosophique et littéraire, dont nous voyons, c'est le mot, terriblement éclater sous nos yeux, sous nos pas, les infernales conséquences. Une nouvelle et solennelle invitation nous est faite de lever nos fronts vers le ciel par le récent décret qui nous y montre, attentive à nos vœux, à nos prières, à nos espérances, la libératrice inspirée de la patrie, la vénérable servante de Dieu, Jeanne d'Arc. Rendons-lui tous un culte privé, des honneurs patriotiques, en attendant le jour, qui ne semble plus très éloigné, à en juger par les termes mêmes du décret pontifical, le jour où l'Église, dans sa sagesse inspirée de Dieu, jugera le moment venu de nous autoriser, de nous convier à venir nous agenouiller dans nos églises devant son image, à invoquer publiquement son intercession auprès de Jésus-Christ, son divin maître, à lui crier de toutes nos voix, de toutes nos âmes de chrétiens et de patriotes : « O vierge de Domremy, héroïne d'Orléans et de Reims, blessée de Paris, captive de Compiègne, martyre de Rouen, sainte Jeanne de France, priez pour nous ! »

## II.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a entendu, le 8 décembre, une communication de M. Cailletet sur les découvertes faites près de Châtillon-sur-Seine, sur l'emplacement d'une ancienne cité gallo-

romaine, Vertilium (aujourd'hui Vertault, Côte-d'Or, arrondissement de Châtillon-sur-Seine, canton de Laignes); des inscriptions, dont une nomme les *vicani Vertilienses*, dix-neuf habitations gallo-romaines, des bijoux en or, en argent, en métal émaillé, ont été successivement mis au jour pendant l'année 1893. Les fouilles dirigées à Oudessa par M. Gauckler, directeur du service des antiquités et des fouilles dans la régence de Tunisie, dont M. G. Perrot communique les résultats à l'Académie, ont dégagé un vaste bâtiment, dans lequel on a cru reconnaître des thermes : des mosaïques qui le pavent, la plus importante représente l'enlèvement d'Europe; à Sousse, M. Gauckler a retrouvé un trésor de pièces d'or et d'argent; à Bizerte, une patère en argent damasquiné et plaqué d'or, de style grec. C'est à Cherchell que MM. Victor Waille et le lieutenant Perrin ont opéré des fouilles dont M. Héron de Villefosse, à son tour, a entretenu l'Académie : une inscription de l'an 234 fixe à Césarée la garnison d'une aile de cavalerie : l'*ala Sebastena severiana*; une sorte de billard (*tabula lusoria*) porte une inscription (*seponete juria et veni ludamus*) que M. Héron de Villefosse interprète : « laissons les affaires et jouons, » au lieu que M. Waille pense que *juria* est une forme corrompue de « *jurgia*. »

Dans la séance du 15 décembre, M. Philippe Berger, achevant une lecture commencée antérieurement sur la grande inscription phénicienne de l'île de Chypre, cherche à établir que le nom de la capitale n'était pas Larnaka, mais Narnaka, et que le dieu qui y était adoré s'appelait Melqart sar Narnak : Melqart, prince de Narnak. Expliquant les allusions contenues dans l'inscription, il fait le récit des procédés par lesquels Ptolémée est parvenu à établir sa domination au nord et au sud de l'île. Une curieuse communication de M. Salomon Reinach donne des détails sur l'ex-voto d'Attale, après les victoires sur les Gaulois, et sur le sculpteur Epigonos.

A la séance du 22 décembre, entre autres renseignements fournis sur les fouilles d'Italie par une lettre de M. Geffroy, nous notons la découverte à Salemi, bourg sicilien entre Segeste et Selinunte, d'une petite église du *iv<sup>e</sup>* siècle et de deux pavages en mosaïque, l'un avec inscription grecque, l'autre avec inscription latine. D'une communication de M. de Mas Latrie sur les seigneurs d'Arsur en Syrie, dont nos lecteurs ont le texte sous les yeux dans la présente livraison, il résulte que l'on a confondu les villes d'Arsur et d'Azot et qu'il faut attribuer à la première les prétendus seigneurs donnés à la seconde.

Des fouilles faites à Vienne (Isère) ont fourni à M. Le Blant la matière d'une intéressante communication, le 5 janvier. Il s'agit de tombes voisines de l'abbaye Saint-Pierre et renfermant des épitaphes dont deux sont relatives à de saintes filles : Ananthailda (nom germa-

nique inconnu jusqu'ici) et Celsa ; les inscriptions sont datées des postconsulats de Venantius (508) et d'Agapitus (517). M. le marquis de Vogüé lit ensuite une note sur une borne milliaire arabe trouvée par le P. Lagrange, à Bab-el-Ouady, sur la route de Jaffa à Jérusalem ; l'inscription mentionne le cinquième calife ommiade Abd-el-Mélik (685-705), dont M. Clermont-Ganneau a signalé déjà une borne milliaire.

Dans la même séance et dans celle du 12 janvier, M. Viollet a donné lecture d'un curieux mémoire sur les états de Paris en février 1358-1359. Une ordonnance inédite relate les décisions prises par les états réunis à cette date et sur lesquels les *Grandes chroniques* passent légèrement. L'article 3 de cette ordonnance supprime tous les états provinciaux de la langue d'oïl pour leur substituer une assemblée unique ayant son siège à Paris.

Le 19 janvier, après une communication de M. Louis Passy sur les monuments inédits de la sculpture antique en porphyre, l'Académie entend un mémoire de M. Clermont-Ganneau sur une inscription romaine découverte par lui à Bettir, qui contient le nom de deux centurions commandant des détachements de la légion V *Macedonica* et de la légion XI *Claudia*, appelées du Danube en cet endroit pour écraser la révolte juive de Barcochebas (135 p. C.) ; cette découverte vient confirmer l'identification avec la localité arabe Bettir de la ville de Bethar ou Bether, centre de la rébellion de Barcochebas.

Parmi les découvertes faites à Delphes par notre école d'Athènes, M. Henri Weil a signalé, le 26 janvier, une série d'hymnes pour les fêtes du sanctuaire et dont l'un, complet, fait connaître un détail nouveau de la légende d'Apollon ; tandis que plusieurs autres, accompagnés de la notation musicale, nous offrent les plus étendus et les plus sûrs spécimens de la musique des Grecs. Après une communication de M. Germain Bapst sur deux bas-reliefs de Jean Goujon représentant le départ et la chute de Phaéton et conservés à Chantilly, M. Oppert a lu une note sur l'identification du nom d'Ahasuérus ou Assuérus et de Xerxès. Des textes juridiques du temps de Xerxès l'appellent Akhsuarsu ; et c'est dans des événements arrivés en mars 473 avant notre ère qu'auraient leur origine les faits racontés dans le livre d'Esther. M. Charles Normand a essayé ensuite de reconstituer la monographie du « premier théâtre parisien, » comme il appelle les arènes de Lutèce.

A la séance du 2 février, M. Menant a signalé quelques inscriptions vanniques provenant de l'Arménie russe et relatives à Argistis I<sup>er</sup> (850 av. J.-C.).

Le 9 février, continuant sa communication sur les arènes de Lutèce, M. Ch. Normand a insisté avec raison sur l'utilité qu'il y aurait à dégager de nouveau la partie retrouvée en 1869 et recouverte depuis par

les bâtiments de la compagnie des omnibus ; ce monument, presque égal au Colisée de Rome, atteste l'importance de la population parisienne. M. Henri Cordier a présenté ensuite d'intéressantes considérations sur la représentation de l'Extrême-Orient dans l'atlas catalan de Charles V, roi de France. On sait que cet atlas, conservé à la Bibliothèque nationale, avait attiré déjà l'attention de MM. Buchon et Tasu. M. Cordier, plus au courant que ses devanciers des choses de l'Extrême-Orient, rappelle l'importance de la relation de Marco Polo qui a servi de base à la cartographie et montre que cet atlas, daté de 1375, marque l'apogée de nos connaissances sur l'Extrême-Orient au XIV<sup>e</sup> siècle.

A la séance du 16 février, où cette lecture a été terminée, l'Académie a encore entendu les observations de M. Heuzey sur le palais de Tello : au centre, M. de Sarzec a retrouvé une tour d'angle et une grande porte d'entrée, d'ancienne construction chaldéenne, et certainement édifiées par le patési Goudéa, comme le montre la comparaison avec le plan d'une enceinte fortifiée que ce prince tient sur ses genoux, à la statue du Louvre. M. Schlumberger a présenté ensuite des photographies de la croix des Zaccaria, conservée depuis cinq siècles au trésor de San Lorenzo à Gênes, auquel elle fut donnée par un membre de la famille génoise des Zaccaria, qui fournit des princes à Chio et à Phocée. L'on sait que cette fameuse croix passait pour avoir appartenu à saint Jean l'Évangéliste. Contrairement à l'identification faite d'après Strabon des Halizons dont parle Homère au chant II de l'Iliade avec les Chalybes du Pont, M. Théodore Reinach a cherché à établir qu'« Alybé, où naît l'argent » et d'où ils étaient venus, était la colonne européenne d'Hercule, et qu'on a dans le vers d'Homère la plus ancienne allusion aux mines d'argent de l'Espagne méridionale.

Une inscription romaine, communiquée le 23 février par M. Cagnat, fixe l'un des points où passait le fossé creusé en 146 par Scipion pour marquer la limite des possessions romaines à cette époque : Henchir es Souar, au sud-ouest de Zaghouan.

Le 2 mars, M. Paul Durrieu a fait une très intéressante lecture sur un dessin acquis par le musée du Louvre avec la collection Baldinucci en 1806, et que l'on considérait jusqu'ici comme une œuvre italienne, due à un imitateur de Giotto. M. Durrieu croit pouvoir établir que l'auteur de ce dessin est André Beauneveu de Valenciennes, imagier et peintre de Charles V et du duc de Berry, célébré par Froissart comme le premier artiste de son temps. Ce dessin représente la mort de la sainte Vierge, son assomption et son couronnement, avec saint Jean, patron du duc de Berry, et saint Étienne, patron du diocèse de Bourges. MM. Müntz et de Lasteyrie ont com-

battu cette attribution en faisant ressortir les différences qui existent entre ce dessin et les miniatures de Beauneveu. M. Oppert a ensuite fixé au dimanche 29 février ou au mardi 2 mars de l'an 561 avant notre ère la date précise de la première destruction du temple de Jérusalem. Le siège avait commencé le 15 janvier 589 pour se terminer le 28 juillet 587.

Signalons à l'Académie des sciences morales et politiques la lecture sur les questions que se posera l'histoire, au sujet de la révolution de 1830, faite par M. Doniol dans les séances des 9 et 16 décembre ; il résume tous les vœux de la nation à cette époque en une seule idée : la suppression du suffrage restreint ; et c'est à vouloir lutter contre ce courant que s'est usé le gouvernement de juillet. Le 13 janvier, M. Rodocanachi a fait une communication sur l'organisation des corporations romaines au moyen âge et à l'époque moderne, insistant sur l'économie de leurs statuts, qui a permis à ces petites associations de se perpétuer durant des siècles.

La publication de l'ouvrage de M. Bonneville de Marsangy sur Vergennes a donné l'occasion à M. Arthur Desjardins d'étudier, le 20 janvier, l'*Ambassade de Vergennes à Constantinople*. C'est l'habileté de la conduite de Vergennes pendant cette mission, où il eut d'abord à neutraliser les efforts combinés de la Russie, de l'Autriche et de l'Angleterre contre la France, la Prusse et la Pologne, puis à contrarier les desseins du roi de Prusse et à pallier auprès de la Sublime Porte les fâcheux effets de l'alliance de la France avec la tsarine Élisabeth, enfin à jeter la Turquie dans la guerre contre la Russie pour préserver la Pologne du démembrement, qui mit cet ambassadeur en évidence et le désigna pour la direction des affaires étrangères.

Nous noterons également, à la séance du 27 janvier, une notice du prince Georges Bibesco sur la politique extérieure de Bibesco, hôte de Valachie, et une biographie de M. Chéruel par M. Rocquain ; à la séance du 10 février, une lecture de M. Desjardins sur la diplomatie au x<sup>v</sup>e et au xvi<sup>e</sup> siècle.

M. W. Lecky a été élu comme correspondant dans la section d'histoire générale et philosophique, à la même Académie.

Parmi les sujets mis au concours pour 1896, par l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, le suivant intéresse nos études : Prix Bouctot (500 fr.), étude sur Nicolas Mesnager et sur son rôle dans les affaires diplomatiques ou d'ordre économique auxquelles il a pris part. Le délai pour la remise des manuscrits est fixé au 1<sup>er</sup> mai 1896.

C'est aussi dans l'année 1896, par suite de prorogation de concours, que la Société d'histoire rhénane donnera le prix Mevissen. Le sujet est une histoire du développement de la constitution communale et



des institutions administratives à Cologne jusqu'en 1396. Le délai pour la remise des manuscrits, qui doivent être adressés à l'archiviste de la ville, est fixé au 31 janvier 1896.

Nous croyons devoir rappeler à nos lecteurs que c'est à Bruxelles, et du 4 au 7 septembre, que se tiendra le troisième congrès international des catholiques, et que tout travail rédigé pour être lu au congrès doit être envoyé avant le 31 mai à la commission d'organisation. Parmi les mémoires promis jusqu'à présent à la commission, nous relevons les suivants : *Le Concile tenu en 410 à Séleucie-Ctésiphon*, par Mgr Lamy ; *Le Procès de Galilée*, par M. P. Mansion ; *Les Missions franciscaines en Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par M. l'abbé Pisani ; *La Vie mystique en Belgique au XIV<sup>e</sup> siècle*, par M. A. Auger ; *L'Authenticité de la correspondance entre Abélard et Héloïse*, par M. Hüffer ; *Les Trêves-Dieu au moyen âge*, par M. God. Kurth ; *La Légende de César en Belgique*, par MM. A. et G. Doutrepont. Nous espérons que beaucoup de nos lecteurs auront à cœur de contribuer par leur souscription et par leur présence au succès de ce congrès, afin que l'œuvre, si brillamment inaugurée à Paris en 1888 et 1891, garde en Belgique le même éclat.

C'est d'Allemagne que nous vient la Revue la plus importante pour nos études que nous ayons à signaler aujourd'hui. La *Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte* (Fribourg, J.-C.-B. Mohr. 12 fr. 50 par volume) se publie par fascicules irréguliers sous la direction de MM. St. Bauer, L. M. Hartmann, G. Grünberg et S. Szanto. Il a déjà paru un volume complet de cette publication. Nous y relevons comme de nature à intéresser plus particulièrement nos lecteurs des articles de l'illustre M. Th. Mommsen sur l'administration des biens de l'Église sous Grégoire le Grand ; de M. E. Sackur sur l'histoire économique des monastères français et lorrains aux x<sup>e</sup> et xi<sup>e</sup> siècles ; de M. Lamprecht sur l'état social et économique de l'Allemagne du xiv<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle.

Le titre seul de la nouvelle publication dont M. Adolphe Labitte prend la direction, *le Manuscrit* (Mensuel, 20 fr. par an, 5, rue de Javel), en indique suffisamment l'objet. Tout ce qui touche aux manuscrits et à leur histoire y trouvera place. Le recueil promet donc d'être curieux et riche en renseignements pour les érudits.

C'est surtout un intérêt local que présente la revue de M. W. J. F. Juten : *Taxandria, tijdschrift voor Noordbrabantsche Geschiedenis en volkskunde* (Bergen op Zoom, Jan F. G. Juten. Bimensuel, 3 flor. 25 par an).

L'histoire militaire trouvera quelques renseignements dans le *Car-net de la sabretache* (Paris et Nancy, Berger-Levrault. Mensuel, 6 fr. par an) ; que publie depuis déjà plus d'un an une réunion d'officiers

et d'artistes constituée dès 1889 pour obtenir la création d'un musée de l'armée. Nous relevons dans la première année, entre autres articles, le *Journal de marche* du colonel Lataye (1805) et le *Dernier registre de correspondance* du général de Pully (1814-1815).

La *Revue de droit international public*, qui a commencé sa publication le 1<sup>er</sup> février, sous la direction de MM. Antoine Pillet et Paul Fauchille (Bimestrielle. Paris, Pedone-Lauriel, 20 fr. par an), la *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, dont la direction est aux mains de M. Larnaude (Paris, Chevalier-Marescq, 20 fr. par an) et dont le premier fascicule porte aussi la date de février, comme le *Verwaltungsarchiv*, qui compte déjà un an d'existence (MM. Schultzenstein et A. Keil, directeurs. Berlin, C. Heymann, trimestrielle), ne touchent nos études que par certains côtés.

L'on s'intéresse assez parmi nous aux études scolastiques pour qu'il ne soit pas superflu de signaler la *Revue néo-scholastique* que publie depuis janvier, par fascicules trimestriels, la Société philosophique formée à l'Université catholique de Louvain (Louvain, 11, rue de Namur; Paris, F. Alcan, 12 fr. par an). Elle tiendra dans les Pays-Bas la même place que tient ici la *Revue thomiste*, en Italie le *Divus Thomas* et l'*Accademia romana di san Tommaso*. Si l'histoire proprement dite ne peut y réclamer une place, les questions d'histoire de la philosophie y seront largement traitées.

Ce n'est sans doute qu'exceptionnellement que nos études pourront se glisser dans la *Revue de Paris* (Paris, Calmann Lévy. Bimensuelle, 2 fr. 50 le numéro), que nous ne signalons que pour mémoire, et dans la *Revue mensuelle indo-chinoise illustrée* (Hanoï, 46, rue du Coton, 40 fr. par an).

Ce n'est pas la Belgique seule qu'intéressent les *Documents inédits pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique* que publient dom Ursmer Berlière et les bénédictins de Maredsous. Le premier volume en effet, à côté de chartes de Lobbes et d'un nécrologe de Saint-Martin de Tournay, renferme les procès-verbaux des chapitres bénédictins dans les provinces de Reims et de Sens du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle.

Le recueil entrepris par les Pères jésuites de la province d'Espagne, sous le titre de *Monumenta historica societatis Jesu*, n'est pas, à proprement parler, une revue. La périodicité mensuelle de la publication n'a pour objet que de faciliter aux érudits l'acquisition des ouvrages qui seront publiés. C'est une histoire inédite de saint Ignace et des commencements de la Compagnie, qui nous est offerte dans le premier fascicule, (Madrid, éditeur : D. Antonio Quilez, 10. Balsa; libr. Murillo; Fernandez, Del Amo, 25 fr. par an). L'auteur est un des premiers Pères de la Compagnie, le P. de Polanco, mort en 1577.

Sous ce titre : *Supplément aux Bollandistes pour les vies de saints de l'époque mérovingienne* (Paris, imprimerie Paul Dupont, in-fol.), M. l'abbé Narbey a commencé la publication, par fascicules mensuels, d'un ouvrage considérable. Il se propose de mettre en lumière un certain nombre de manuscrits provenant des vieilles archives des églises et des monastères et de diverses bibliothèques de l'Europe, et qui peuvent se diviser en trois catégories : 1<sup>o</sup> ceux qui contiennent des notices complètes ou mutilées sur les fondateurs des principales églises du midi, de l'est ou du centre de la Gaule, évêques et martyrs des deux premiers siècles; 2<sup>o</sup> ceux qui contiennent des notices substantielles sur divers martyrs des dernières persécutions romaines et des persécutions des Barbares, en particulier des Huns, avec certains épisodes sur Attila et ses hordes dévastatrices; 3<sup>o</sup> ceux qui donnent des biographies primitives des évêques, des moines et des saints qui fondèrent des abbayes, des monastères, des églises, d'où sont nées des villes d'aujourd'hui. Ils sont les plus nombreux et ont surtout rapport au vi<sup>e</sup> et au vii<sup>e</sup> siècle. L'auteur fait précéder les textes qu'il extrait de ces divers manuscrits de dissertations critiques qui en font connaître, selon son jugement, le degré de certitude et d'importance historique. L'ensemble de l'ouvrage formera deux volumes illustrés d'un certain nombre de dessins d'antiquités. — Voici les matières des quatre premières livraisons : I. Introduction. — Saint Saturnin, premier évêque de Toulouse. — II. Saint Trophime, disciple de saint Paul, premier évêque d'Arles. — La question de l'apostolat de sainte Marie-Madeleine et de saint Maximin en Provence. — A quelle époque saint Austremoine évangélisa-t-il le pays des Arvernes? — III. Saint Crescent, disciple de saint Paul, premier évêque de Vienne. — Saint Martial, premier évêque de Limoges, appartient-il aux temps apostoliques? — Saint Gatien, apôtre de Tours. — IV. Saint Paul de Narbonne, disciple de saint Paul. — Saint Savinien et saint Potentien, apôtres de Sens. — Saint Ursin, premier évêque de Bourges. — Nous n'avons pas à examiner ici en ce moment les graves questions d'antiquité chrétienne et ecclésiastique impliquées dans le travail de M. l'abbé Narbey. Notre devoir se borne à signaler cet important travail à nos lecteurs, comme nous leur avons signalé les savantes études de M. l'abbé Duchesne sur des sujets analogues.

M. Édouard Favre a choisi pour sujet d'une monographie critique, qui lui a valu le titre d'élève diplômé de la section d'histoire et de philologie de l'École pratique des hautes études, le règne d'un des fondateurs de la dynastie capétienne, du fils de Robert le Fort, *Eudes, comte de Paris et roi de France (882-898)*. Ce volume, qui a d'ailleurs son individualité propre, fait partie d'une série de travaux en cours d'exécution et intitulés : *Annales de l'histoire de France à*

*l'époque carolingienne*. Il forme, en outre, le 99<sup>e</sup> fascicule de la *Bibliothèque de l'école des hautes études*.

Le R. P. Marie-Joseph Belon, des Frères Prêcheurs, professeur aux Facultés catholiques de Lyon, a publié la conférence dans laquelle il a retracé, d'après les textes authentiques, avec une émotion indignée, le *Martyre de Jeanne d'Arc* (Lyon, E. Vitte, in-8 de 28 p. Extrait de *l'Université catholique*).

Notre collaborateur et ami M. Léon-G. Pélissier ajoute à ses publications déjà nombreuses sur le règne de Louis XII celle de deux *Lettres inédites sur la conquête du Milanais par ce prince* (Extrait des *Atti della R. Accademia delle scienze di Torino*. Torino, C. Clausen, 1893, in-8 de 13 p.). Écrits par le fils aîné de Gilbert de Montpensier, Louis de Bourbon, et par son cousin Charles, fils naturel du duc Jean II, et adressés sans doute à Anne de Beaujeu, ces deux documents fournissent de précieux renseignements sur des points encore mal connus. L'érudition de M. Léon-G. Pélissier a encore ajouté à ces indications des notes curieuses et pleines de faits.

Notre collaborateur M. Henri Stein, se conformant à un aimable usage qui, venu d'Italie, tend depuis quelques années à s'acclimater en France, a publié, à l'occasion du mariage de son ami M. Lucien Auvray, le *Contrat de mariage de Marie Touchet* avec François de Balzac, seigneur d'Antraigues, d'après l'acte original conservé aux Archives nationales (Orléans, Herluison, in-8 de 16 p.)

La notice de M. l'abbé Auguste-François Anis sur *David Rivault de Fleurance et les autres précepteurs de Louis XIII* est une intéressante *Étude historique et littéraire* sur les premières années du grand siècle (Paris, Alphonse Picard, in-8 de 155 p. Extrait du *Bulletin historique et archéologique de la Mayenne*). On y trouve de curieux et utiles renseignements sur l'éducation du prince sévère et mélancolique qui fut l'héritier de Henri IV, le maître de Richelieu et le père de Louis XIV.

M. Gustave Fagniez vient de mettre au jour l'important ouvrage auquel il travaille depuis longtemps avec son ardeur exacte et patiente, et dont quelques parties ont été soumises par lui à l'appréciation de nos lecteurs : *Le Père Joseph et Richelieu, 1577-1638* (Paris, Hachette, 2 vol. in-8).

Annonçons également l'apparition du tome III de *l'Histoire de mon temps*, de M. Pasquier. Nous consacrerons une étude spéciale à ces curieux *Mémoires* dans notre prochaine livraison.

Pendant trente-deux ans, Bossuet fut abbé de Plessis-Grimoult, à huit lieues de Caen. C'est ce qui a permis à M. Armand Gasté de consacrer son discours de rentrée des Facultés de Caen à une étude sur *Bossuet en Normandie* (Caen, Henri Delesques, 1893, in-8 de 50 p.).

M. Gasté, dans ces quelques pages, n'ajoute aucun détail bien intéressant à la biographie de Bossuet, et il répète, nous ne savons trop pourquoi, l'assertion insoutenable que personne au XVIII<sup>e</sup> siècle, sauf M<sup>me</sup> de Sévigné et La Fontaine, n'a compris la nature.

Il n'est personne qui ne connaisse, au moins de réputation, les établissements qu'on trouve aujourd'hui dans quelques villes de Belgique sous le nom de béguinages : sortes de petites cités où de saintes filles vivent dans le calme et la retraite et se livrent en commun à quelques exercices de piété, sans toutefois aliéner leur indépendance, sans prononcer de vœux, ni s'astreindre aux rigueurs d'une véritable règle religieuse. Mais si les béguines belges sont connues de tous, on sait moins généralement qu'au moyen âge la plupart des villes du nord de la France, et notamment Paris, renfermaient des institutions analogues. C'est aux *Béguines de Paris* que M. Léon Le Grand, archiviste aux Archives nationales, vient de consacrer une notice aussi exacte qu'intéressante (Paris, in-8 de 67 p. — Extrait des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, t. XX). Cette étude est ainsi divisée : I. Origine des béguines. — II. Les béguines de Paris au XIII<sup>e</sup> siècle. — III. Suppression de l'ordre des béguines au concile de Vienne. — IV. Vie intérieure du béguinage. — V. Disparition du béguinage. — Les Haudriettes et les Bonnes-femmes Sainte-Avoïe. — L'auteur a publié en appendice les documents suivants : I. Statuts du béguinage de Paris (1341). — II. Statuts des Haudriettes (1388-1395). — III. Règle des Bonnes-femmes Sainte-Avoïe (1548).

La *Silhouette d'émigré* dessinée par M. René Vallette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*, est une courte notice biographique sur *Le comte Édouard de Mesnard* (Vannes, Lafolye, in-8 de 8 p.), né à Luçon en 1767, qui prit part aux opérations de l'armée des princes en 1792, puis aux luttes des chouans en Bretagne, et qui, arrêté à Passy, où il était venu secrètement pour se faire soigner d'une blessure reçue dans cette guerre, fut condamné à mort, le 10 octobre 1797, par la Commission militaire qui siégeait place de Grève, et fusillé dans la plaine de Grenelle sans avoir voulu se laisser bander les yeux et en criant au peloton d'exécution : « Soldats, tirez, je suis prêt ! »

M. Alberto Lumbroso vient de publier à Modène (Tip.-lit. Angelo Namias, in-8 de xxiii-155 p.) le premier fascicule (A-AZUNI) d'un important ouvrage de bibliographie historique et critique intitulé : *Saggio di una bibliografia ragionata per servire alla storia dell'epoca Napoleonica*. L'auteur (229, Corso Vittorio Emanuele, à Rome) fait appel à toutes les personnes qui voudront bien l'aider de leurs communications dans l'œuvre qu'il a entreprise.

M. Louis de Grandmaison vient, par la publication d'un second vo-

lume, d'achever la mise au jour du texte du *Cartulaire de l'archevêché de Tours* (*Liber bonarum gentium*) avec une *table alphabétique des noms et des matières* (Tours, Péricat, in-8 de 508 p. — Tome XXXVIII des *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*.)

Dans son opuscule intitulé : *Une lettre d'Anastase le Bibliothécaire* (Voiron, imprimerie Auguste Mollaret, in-8 de 11 p. Extrait du *Monde latin et du monde slave* du 1<sup>er</sup> janvier 1894), notre éminent collaborateur le R. P. Martinov reproduit, traduit et commente un document fort important pour l'histoire de saint Cyrille, apôtre des Slaves.

M. Henri de la Tour, dont la science et l'obligeance sont si justement appréciées de tous les travailleurs qui fréquentent le département des médailles à la Bibliothèque nationale, a publié une intéressante notice sur un graveur italien de la Renaissance, devenu l'un des artistes favoris de François I<sup>er</sup>, *Matteo dal Nassaro* (Paris, Rollin et Feuardent, in-8 de 45 p. et une planche. Extrait de la *Revue de numismatique*). Parmi les renseignements contenus dans cette remarquable étude, nous signalerons le curieux passage relatif au port des cheveux et de la barbe par François I<sup>er</sup>. Il résulte des recherches de M. de la Tour que ce prince adopta sur ce point trois modes successives. Jusqu'en 1515 il est représenté imberbe et avec les cheveux longs. Dans un portrait daté de 1518 il a encore les cheveux longs, mais on lui voit une barbe naissante. Enfin, à partir de 1534, il est figuré barbu, mais avec les cheveux courts.

M. Maurice Prou a également extrait de la *Revue de numismatique* (Paris, Rollin et Feuardent, in-8 de 15 p. et une planche) la notice qu'il y a insérée sur un *Recueil de dessins de monnaies mérovingiennes donné à la Bibliothèque nationale par M. A. de Barthélemy, membre de l'Institut*. Ce recueil comprend trois mille sept cent vingt-neuf dessins et empreintes laborieusement recueillis de toutes parts depuis quarante ans par l'éminent érudit que la *Revue* s'honore de compter parmi ses plus anciens et plus fidèles collaborateurs.

Le *Rapport présenté à M. le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts*, par M. Georges Picot, membre de l'Institut, au nom de la Commission des bibliothèques nationales et municipales, chargée d'examiner l'état de l'inventaire des livres imprimés de la Bibliothèque nationale et les moyens d'en effectuer l'impression (Paris, Imprimerie nationale, in-4 de 76 p.), fait beaucoup honneur à son auteur par la clarté et la précision de l'exposé, ainsi que par les renseignements et les indications qu'il contient sur le grand établissement scientifique auquel il se rapporte.

M. l'abbé de Madaune a publié pour la première fois, d'après le manuscrit 616 du fonds français à la Bibliothèque nationale, le *Livre des oraisons de Gaston Phébus, vicomte souverain de Bearn, comte de Foix* (Paris, Alphonse Picard, in-8 de viii-41 p.). Gaston Phébus le fit composer pour Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, à qui il est dédié. « Nous mettons, dit l'éditeur, aux mains des historiens, un document qui, sans doute, ne saurait réformer l'histoire de Gaston Phébus, telle que nous l'ont faite Froissart, les pièces de la collection Doat, les vieux écrivains, Mgr de Marca et les travaux savants de Paul Raymond, mais qui, néanmoins, jette sur les dernières années du célèbre comte de Foix un jour bien nouveau.... Le copiste nous apprend que son travail a été commencé le premier jour de mai 1387. Né en 1319 et mort en 1391, Gaston Phébus nous a donc dépeint, dans son *Livre des oraisons*, l'état de son âme avant sa soixante-sixième année. »

Sous ce titre : *Un drame religieux du moyen âge. Le Miracle de Théophile* (Paris, Retaux, broch. in-8 de 33 p. Extrait de la *Revue historique et archéologique du Maine*), M. Marius Sepet vient de publier le travail écrit par lui pour le congrès provincial récemment tenu au Mans sous les auspices de la Société bibliographique. Dans cette étude, il ajoute des renseignements nouveaux à ceux qu'il a déjà recueillis dans ses travaux antérieurs sur le théâtre religieux, et notamment dans ses deux volumes intitulés : *Les Prophètes du Christ, étude sur les origines du théâtre au moyen âge* (Paris, Didier, 1878, in-8; *Bibliothèque de l'École des chartes*, années 1867, 1868 et 1877); *Le Drame chrétien au moyen âge* (Paris, Didier, 1878, in-12).

Le *Voyage d'un Anglais*, M. Henri Wolff, à Metz, en 1890, et les observations qu'il y a faites ont fourni à M. F. des Robert l'occasion de quelques critiques (Nancy, Sidot frères, 1893, in-8 de 36 p.). Nous signalons en passant cette petite brochure, qui n'intéresse nos études qu'assez indirectement.

La *Revue* a reçu les ouvrages suivants, dont il sera rendu compte dans nos prochaines livraisons : *Studi di storia antica e di topografia storica*, del Dott. G. Grasso. Fasc. 1<sup>er</sup> (Ariano, Appulo-Irpino, in-8); *La Propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*, par P. Guiraud (Imprimerie nationale, et Hachette, in-8); *Essai sur le règne de l'empereur Domitien*, par S. Gsell (Thorin, in-8); *Histoire de la latinité de Constantinople*, par A. Belin (A. Picard, in-8); *Ein Traktat des Bischofs von Feltre und Treviso Teodoro de' Lelli über das Verhältniss von Primat und Kardinalat*, herausgegeben von J.-B. Sagmüller (Fribourg-en-Brisgau, Herder, in-8); *Die Entstehung der Konziliaren Theorie zur Geschichte des Schismas und der kirchen-*

politischen schriftsteller Konrad von Gelnhausen († 1390) und Heinrich von Langenstein († 1397), von Dr A. Kneer (Fribourg-en-Brigau, Herder, in-8); *Lorette. Le nouveau Nazareth*, par G. Garratt (Desclée et de Brouwer, in-8); *Vie de saint François d'Assise*, par P. Sabatier (Fischbacher, in-8); *Œuvres de saint François de Sales, évêque et prince de Genève et docteur de l'Eglise*. T. III. *Introduction à la vie dévote* (Genève, Trembley, gr. in-8); *Manuel du baccalauréat de l'enseignement secondaire. Histoire*, par H. Hauser (Rouy, gr. in-18); *Histoire des Francs*, par Grégoire de Tours, publié par G. Collon. *Livres VII-X* (A. Picard, in-8); *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, par l'abbé L. Duchesne. Tome I (Thorin, in-8); *Eudes, comte de Paris et roi de France (882-898)*, par E. Favre (Bouillon, in-8); *Jeanne d'Arc considérée au point de vue champenois*, par l'abbé Étienne Georges (Troyes, Léop. Lacroix; Paris, Lechevalier, gr. in-8); *Mémoires et poésies de Jeanne d'Albret*, publiés par le baron de Ruble (Paris, Huart et Guillemin, in-8); *Der Ursprung des Planes vom Ewigen Frieden in den Memoiren des Herzogs von Sully*, von T. (Berlin, Speyer et Peters Kùkelhaus, in-8); *David Rivault de Fleurance et les autres précepteurs de Louis XIII*, par l'abbé A.-F. Anis (A. Picard, gr. in-8); *Louis XIV et le Saint-Siège*, par Ch. Gérin (Lecoffre, 2 vol. in-8); *Die Augsburger Allianz von 1686*, von R. Fester (München, Rieger, in-8); *Le Régent, l'abbé Du Bois et les Anglais, d'après les sources britanniques*, par L. Wiesener. T. II (Hachette, in-8); *La Diplomatie de Louis XV et le pacte de famille*, par A. Soulange-Bodin (Perrin, gr. in-18); *Dix ans de paix armée entre la France et l'Angleterre, 1783-1793*, par le marquis de Barral-Montferrat. T. I (Plon et Nourrit, in-8); *Glimpses of the French Revolution : myths, ideals, and realities*, by J.-G. Alger (London, Sampson Low, Marston, in-8, cart.); *Les Premières années de la Révolution à Lyon, 1788-1792*, par M. Wahl (Colin, in-8); *La Défense nationale dans le Nord, de 1792 à 1802*, par P. Foucart et J. Finot (Lechevalier, 2 vol. gr. in-8); *Les Révolutionnaires du Rouergue. Simon Camboulas*, par M. de Nissac (Lechevalier, in-8); *Un agent politique à l'armée des Alpes. Correspondance de Pierre Chépy avec le ministre des affaires étrangères (mai 1793-janvier 1794)*, publiés par R. Delachenal (Grenoble, imp. Allier, gr. in-8); *Mémoires du général baron Thiébault*. T. II (Plon et Nourrit, in-8); *Le Livre d'or des diocèses de Périgueux et de Sarlat, ou le clergé du Périgord pendant la période révolutionnaire*, par l'abbé H. Brugière (Montreuil-sur-Mer, impr. N.-D. des Prés, in-8); *Les Cahiers du capitaine Laugier. De la guerre et de l'anarchie, ou Mémoires historiques des campagnes et aventures d'un capitaine du 27<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère*, par Jérôme-Roland Laugier, publiés par



G. Péliissier (Aix, Remondet-Aubin, in-8) ; *Lectures historiques*, par A. Sorel (Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, gr. in-18) ; *Les Chars aux diverses époques*, par le baron de Wismes (A. Picard, in-8) ; *Documents inédits pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, publiés par le R. P. Dom Ursmer Berlière. T. I (Abbaye de Saint-Benoît, à Marredsous, gr. in-8) ; *La Guerre dite de la Vache de Ciney*, par E. Poncelet (Bruxelles, Hayez, in-8) ; *Firenze e contorni*, di P.-A. Bigazzi (Firenze, Ciardelli, gr. in-8) ; *Thomas III, marquis de Saluces*, par N. Jorga (Saint-Denis, Bouillant, in-8) ; *Le Jeune empereur. Guillaume II d'Allemagne*, par H. Frédéric, trad. de l'anglais par J. de Clesles (Perrin, gr. in-18) ; *Manuel de diplomatie*, par A. Giry (Hachette, gr. in-8) ; *Annales des professeurs des académies et universités alsaciennes, 1523-1871*, par O. Berger-Levrault (Nancy, Berger-Levrault, gr. in-8) ; *Nicolas Coeffeteau*, par C. Urbain (Thorin, in-8) ; *Victor Hugo après 1852. L'Exil, les dernières années et la mort du poète*, par E. Biré (Perrin, gr. in-18).

Depuis notre dernière chronique la science catholique a fait trois grandes pertes dans la personne du R. P. Th. de Regnon, de la Compagnie de Jésus, de Mgr Casimir Chevalier, et de notre cher et bien regretté collaborateur M. Félix Robiou.

Sous les aimables dehors d'une gaieté vive et pleine de saillies originales, quoique toujours inoffensives, le R. P. Th. de Regnon était un penseur de premier ordre. Nous sommes heureux d'avoir, à plusieurs reprises, essayé d'indiquer ici le fruit que les études historiques peuvent recueillir dans les beaux travaux de ce grand métaphysicien, notamment dans son livre sur la *Métaphysique des causes* et dans l'introduction de son grand ouvrage sur le dogme fondamental de la *Sainte Trinité*.

Mgr Casimir Chevalier a été l'une des gloires de l'érudition provinciale à notre époque. Ses beaux travaux sur les antiquités et sur l'histoire de la Touraine lui ont valu une renommée qui s'était étendue bien au delà des limites de la région à laquelle il avait consacré ses patientes et fortes études et son rare talent.

Nos lecteurs ont trop présente à l'esprit la vaste et multiple érudition dont M. Félix Robiou leur a donné de si incontestables preuves, pour que nous ayons besoin d'insister ici sur le rare mérite d'un savant dont l'étendue et la fermeté d'esprit n'avaient d'égales que la candeur et la modestie vraiment chrétiennes de son caractère, et l'inébranlable conviction de son âme, passionnément attachée à Jésus-Christ et à son Église.

MARIUS SEPET. — EUGÈNE LEDOS.

---

## REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

---

Aussitôt après la mort de Philippe le Bel, tous les historiens et chroniqueurs s'accordent à reconnaître qu'il y eut une réaction féodale très violente : la noblesse, comprimée par le roi défunt, se souleva dans toutes les provinces en demandant le retour de ses privilèges supprimés. Elle fit tous ses efforts pour s'allier la bourgeoisie et le peuple ; mais ses avances furent peu écoutées. C'est l'histoire de cette réaction féodale, dont la plus illustre victime fut Enguerrand de Marigny, que M. Ch. Dufayard a essayé de refaire <sup>1</sup>. En effet, il n'apprécie pas de la même manière que la plupart des historiens la conduite et le caractère de Louis X et de ses frères au milieu de ces difficultés que rendait encore plus graves la pénurie presque absolue du trésor royal. Il pense que leur politique habile et prudente ne fut que la continuation de l'œuvre de leur père ; qu'ils sacrifièrent certaines des conquêtes de Philippe le Bel pour sauvegarder les résultats généraux de son règne, et que, pendant plusieurs années, la royauté persévéra dans la voie où le roi légiste l'avait engagée, malgré les efforts de la réaction pour l'en faire sortir. La suite de cet intéressant travail, seulement commencé, nous apprendra si l'auteur ne s'est point trompé dans ses appréciations.

— Le 31 mai 1310 fut brûlée en place de Grève à Paris une femme accusée d'hérésie, Marguerite Porete. On n'avait jusqu'à présent sur elle, et sur le livre qu'elle composa et qui la fit condamner, que des données fort vagues. M. Ch.-V. Langlois a retrouvé récemment dans une des layettes du Trésor des chartes une partie des documents de son procès, qui éclairent d'un jour nouveau la doctrine qu'elle préconisait. Cette doctrine se rapprochait d'ailleurs assez sensiblement de celle de Mme Guyon et des quietistes du <sup>xviii</sup> siècle. Avec Marguerite Porete, le procès fait mention d'un certain Guiart, dont M. Langlois a reproduit l'interrogatoire et qui semble avoir eu la tête quelque peu dérangée <sup>2</sup>.

— M. Germain Lefèvre-Pontalis vient de commencer, sous le titre

<sup>1</sup> *Revue historique*, mars-avril 1894.

<sup>2</sup> *Revue historique*, mars-avril 1894.

d'*Épisodes de l'invasion anglaise*, une série d'études relatives à la guerre de Cent ans pendant le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. La première, très intéressante et très nourrie, traite de la guerre de partisans dans la Haute-Normandie pendant la période qui s'étend de 1424 à 1429, c'est-à-dire de la défaite de Verneuil à l'apparition de Jeanne d'Arc <sup>1</sup>. On croit généralement que, pendant cette période, la conquête étrangère ne fut pas inquiétée et put s'asseoir et s'organiser tranquillement sur le sol français. C'est une erreur, et les textes nombreux, principalement des lettres de rémission, sur lesquels M. G. Lefèvre-Pontalis assait son récit, sont une preuve indéniable du contraire. Pendant ces cinq années, il n'est pas de canton de la Haute-Normandie qui n'ait sa bande ou ses bandes de patriotes dévoués, que les Anglais appellent des brigands et exécutent sommairement quand ils en prennent. Réfugiés dans les bois, assurés presque partout de l'appui et de la complicité des habitants, ils font aux envahisseurs une guerre acharnée. Sans doute ils rançonnent, pillent et commettent bien des excès ; mais c'est la conséquence inévitable de cette guerre de buissons, et il est consolant néanmoins d'y reconnaître les manifestations populaires du patriotisme et de l'idée nationale.

— L'étude de M. H. Carré sur la presse clandestine à la fin de l'ancien régime, sur les libelles, leurs auteurs et leurs imprimeurs, est fort intéressante <sup>2</sup>. Elle est loin d'être complète ; la matière demanderait un gros volume ; mais elle donne une idée très juste de la puissance énorme que cette littérature eut comme dissolvant pour les institutions de l'ancien régime. Elle montre comment elle fut encouragée par ceux qui avaient le plus intérêt au maintien de ces institutions, par les courtisans, les magistrats de la grande robe, les fonctionnaires eux-mêmes, qui attaquaient sous main les ministres et surtout les contrôleurs généraux. Le ministère et la police étaient d'ailleurs mal armés pour combattre cette guerre de libelles, quand elle était faite par les gens les plus haut placés, quand le Parlement la soutenait et l'inspirait, quand les saisies ne pouvaient être pratiquées dans certaines enceintes privilégiées.

— M. A. Brette a terminé son travail sur la vérification des pouvoirs des députés à l'Assemblée constituante <sup>3</sup>, travail très soigné, plein de curieuses révélations, et réellement intéressant, quoique l'auteur prétende n'avoir donné que de rapides esquisses sur une matière qui comporterait, si on voulait l'étudier à fond, les plus longs développements.

<sup>1</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, 5<sup>e</sup> livraison de 1893

<sup>2</sup> *Révolution française*, février 1894.

<sup>3</sup> *Ibidem*, novembre et décembre 1893 et janvier 1894.

— M. le comte Charles de Mouy a raconté, d'après les documents et correspondances conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères et aux Archives nationales, les circonstances et les péripéties de l'ambassade du général Junot à Lisbonne en 1805 <sup>1</sup>. L'Empereur voulait obliger le Portugal à fermer ses ports à l'Angleterre et à observer strictement le blocus continental ; le prince régent résistait, car il y allait de la ruine de son pays ; mais Napoléon entendait l'y contraindre, et avant d'employer la force, il voulait user de la persuasion. Junot, qui était passé par Madrid, avait réussi à amener Charles IV et le prince de la Paix à une alliance complète avec la France en vue d'obliger le Portugal à entrer dans le système du blocus continental. Malheureusement il n'eut pas, malgré son habileté et celle de sa femme, autant de succès à Lisbonne. M. de Mouy montre en effet combien il était impossible au Portugal de rompre avec l'Angleterre. Commercialement parlant, le pays était inféodé aux intérêts anglais et ne pouvait s'en séparer sans un bouleversement complet ; de plus, en cas de rupture, quatre vaisseaux anglais auraient suffi pour intercepter les relations du Portugal avec ses colonies et avec l'extérieur, et pour affamer Lisbonne en quelques jours. C'est à ces causes qu'il faut attribuer l'échec de l'ambassadeur, qui, dix-huit mois plus tard, devait rentrer dans la capitale du Portugal à la tête d'une armée victorieuse.

— Les documents si nombreux et si importants conservés aux archives de l'archevêché de Lyon ont fourni à Mgr Ant. Ricard la matière d'un travail très complet et très étudié sur le concile national réuni à Paris au mois de juin 1811 par ordre de Napoléon <sup>2</sup>. On en connaît les circonstances : Pie VII, prisonnier et séquestré à Savone, refusait d'accorder des bulles aux évêques nommés par l'empereur ; plusieurs évêchés étaient à cause de cela vacants depuis de longs mois. Napoléon résolut de passer outre à l'institution canonique du Souverain Pontife et de faire approuver ses choix par un concile formé des évêques de France et d'Italie. Ce concile devait en même temps proclamer ce qu'on appelait encore les « libertés de l'église gallicane » et relâcher les liens de dépendance qui unissaient au pape les évêques français. C'est dans les papiers du cardinal Fesch, président du concile et oncle de l'empereur, que Mgr Ricard a puisé les curieux documents qui sont les sources de son travail ; c'est en dire tout l'intérêt et toute l'importance pour l'histoire religieuse de cette période.

— M. A.-F. Aulard a voulu enlever à Napoléon la gloire d'avoir res-

<sup>1</sup> *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> janvier.

<sup>2</sup> *Université catholique*, octobre-décembre 1893, janvier-février 1894.

suscité en France la religion catholique. Il a cherché à établir <sup>1</sup> que ce fut la Convention qui régla les rapports de l'Église et de l'État, et qu'au moment du Concordat le culte catholique était en exercice dans la majorité des paroisses. Après thermidor, la Convention, dit-il, promulgua quatre grandes lois : en septembre 1794, séparation de l'Église et de l'État; en février 1795, liberté des cultes; en mai de la même année, restitution des églises au clergé catholique, à condition que les ministres se soumissent aux lois de l'État; enfin, en septembre suivant, réglementation de la liberté des cultes. En fait, la première de ces lois consacrait le vol des biens du clergé sans lui accorder d'indemnité; les trois autres n'étaient faites en réalité qu'en faveur du clergé constitutionnel, c'est-à-dire schismatique et condamné par le pape, le clergé fidèle à ses devoirs continuant à être traqué, condamné, déporté. Il n'y a donc pas lieu de tant faire honneur à la Convention de ces mesures qui, fort belles peut-être en théorie, n'étaient point mises en pratique avec impartialité et justice.

— Après la plupart des historiens du Dauphiné et de l'Auvergne, M. A. Prudhomme a repris l'intéressante question de l'origine des mots Dauphin et Dauphiné, et il semble qu'il en a apporté la solution définitive <sup>2</sup>. Un examen attentif de toutes les chartes que l'on possède des comtes de Viennois et de ceux d'Auvergne lui a permis d'arriver aux conclusions suivantes. Le nom de Dauphin fut d'abord un prénom, donné au baptême à certains comtes de Viennois du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, prénom rare, il est vrai, mais qui fut cependant porté au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle par un évêque de Bordeaux et au <sup>vi</sup><sup>e</sup> par un évêque de Lyon. Ce prénom devint ensuite pour ces comtes un véritable nom patronymique. Puis, à la fin du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, il devient titre de dignité, et alors apparaît le mot de Dauphiné. En Auvergne, ce fut exactement la même chose, et à la même époque le nom de Dauphin devint aussi dans ce pays un titre de dignité. Quant à l'emblème du dauphin, dès la fin du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, on le voit apparaître sur les sceaux des deux comtés.

— M. Ferdinand Lot a cherché à éclairer le problème si difficile de l'origine des pairs de France <sup>3</sup>. Après avoir établi que leur ancienneté n'est pas antérieure au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, il constate que, sous l'influence des chansons de geste, l'idée de douze pairs du roi s'imposa dans tous les esprits. Les plus grands seigneurs du royaume, ceux qui relevaient directement du roi, paraissaient naturellement désignés pour succéder aux douze pairs de Charlemagne. Mais la situation poli-

<sup>1</sup> *Revue bleue*, 25 novembre 1893.

<sup>2</sup> *Bibliothèque de l'École des chartes*, 5<sup>e</sup> livraison de 1893.

<sup>3</sup> *Revue historique*, janvier-février.

tique et géographique de la royauté capétienne à cette époque fit qu'il n'y avait alors qu'une douzaine environ de grands seigneurs, tant ecclésiastiques que laïques, qui relevaient directement du roi; c'est ce qui explique la localisation des pairies aux duchés de Normandie, Bourgogne et Guyenne, aux comtés de Flandre, Champagne et Toulouse, et aux évêchés de Reims, Laon, Langres, Beauvais, Noyon et Châlons. M. Lot croit que les pairies ecclésiastiques précéderent les pairies laïques et limitèrent forcément le nombre de ces dernières. Quant aux prérogatives juridiques des pairs de France, elles ne se manifestèrent pas avant la fin du règne de Louis VII. Il y a deux faits cependant dont M. Lot n'a pas rendu compte, c'est d'abord celui de la symétrie de trois duchés et trois comtés laïques contre trois duchés et trois comtés ecclésiastiques; en second lieu, puisque l'évêque de Paris relevait directement du roi et était un seigneur féodal important, comment se fait-il qu'il n'ait pas été un des six pairs ecclésiastiques, tandis que l'évêque de Langres, terre d'empire, en fut un dès l'origine? Il nous semble qu'il y a là deux questions qu'il serait intéressant d'élucider.

— Sous le titre quelque peu prétentieux et romanesque de *l'Innomée*, M. Anthyme Saint-Paul a fait le procès du nom de gothique attribué à l'architecture qui succéda au roman, et a cherché si l'on ne pourrait pas trouver un vocable nouveau qui ne fût pas une injure, comme le mot gothique l'a été à l'origine <sup>1</sup>. Il constate d'abord que Quicherat, qui avait violemment attaqué au début le nom de style ogival inventé par Arcisse de Caumont, s'est déjugé sur la fin de sa carrière et a à peu près répudié ses idées premières. Cependant ce dernier nom ne plaît qu'à moitié à M. Anthyme Saint-Paul, pour deux raisons : la première, c'est que l'usage n'a pas encore adopté le pluriel de ce terme, et qu'on se refuse à dire donjon ogival, escalier ogival, etc. ; la seconde, c'est que tous les autres styles tirent leur nom du peuple qui l'a plus spécialement employé. Partant de ce dernier principe, M. A. Saint-Paul propose l'expression de style gallican, qui désigne en même temps une architecture française et religieuse. Il soumet, dit-il, cette idée aux archéologues et sera heureux des approbations qu'on lui enverra ou des objections qu'on pourra lui faire. Tout en souhaitant bonne chance à ce projet, nous doutons fort que les archéologues puissent se mettre d'accord à cet égard.

— L'architecture gothique en Italie au XIII<sup>e</sup> siècle procède de l'architecture gothique française, « et, quand il s'agissait de bâtir un édifice, c'était dans les provinces françaises voisines de la Provence, et surtout en Bourgogne, qu'on allait chercher des artistes, ou tout au

<sup>1</sup> *Bulletin monumental*, 5<sup>e</sup> livraison de 1893.

moins des inspirations. » M. Enlart a cherché à établir ce fait dans une étude récemment publiée <sup>1</sup> et accompagnée de nombreux dessins de monuments italiens et bourguignons. Car c'est surtout le gothique de l'école de Bourgogne qui servit de modèle aux édifices de la péninsule. La cause en est dans la diffusion de l'ordre de Clteaux, dont les moines importèrent, partout où ils fondèrent des abbayes, le style gothique particulier à la province où se trouvait leur abbaye chef d'ordre.

— A signaler encore, dans le domaine de l'archéologie, les notices de M. H. Jadart sur les peintures de la tribune de l'église d'Aire (Ardennes) exécutées à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, et de M. l'abbé Marsaux, sur un antependium, ou devant d'autel, en broderie, datant du xvii<sup>e</sup> siècle et conservé à l'Hôtel-Dieu de Pontoise, et les descriptions, par M. J. de Lahondès, d'anciennes maisons qui existent encore dans différentes localités de l'Aude et de l'Ariège <sup>2</sup>.

— Parmi les travaux publiés dans les revues locales, il faut signaler l'ingénieuse interprétation proposée par M. Joseph Berthelé pour la lecture du fragment d'inscription encastrée dans le mur de l'église Saint-Hilaire de Poitiers, et connue sous le nom d'inscription de Gunter et d'Hugo <sup>3</sup>; — les trois lettres relatives au séjour de M<sup>me</sup> Guyon en Savoie, de 1681 à 1685, qui ont été publiées par M. Eug. Ritter et qui donnent de curieux renseignements sur sa doctrine mystique <sup>4</sup>; — l'étude que Dom François Plaine a consacrée à Grallon le Grand, roi des Bretons d'Armorique, et à son rôle devant l'histoire et l'hagiographie; l'auteur cherche non seulement à établir que le roi Grallon, le légendaire fondateur de la ville d'Is, a réellement existé, mais encore à spécifier les principaux épisodes de sa vie <sup>5</sup>; — les documents relatifs au couvent des Clarisses à Nantes, depuis sa fondation en 1457 <sup>6</sup>, que le R. P. Emmanuel de Lanmodez a publiés à côté du travail précédent; — l'étude de M. E. Pascalein sur l'époque de la majorité des comtes ou ducs de Savoie <sup>7</sup>; l'auteur établit, par des faits et des textes probants, que ces princes étaient majeurs dès leur quatorzième année, sauf, le cas échéant, à les soumettre à une curatelle avouée ou tacite, d'une durée plus ou moins longue; — les notes de M. B. de Morry sur la danse macabre retrouvée en 1856 dans l'église de Kermaria-en-Isquit <sup>8</sup>; — le document publié par M. le vicomte du

<sup>1</sup> *Revue archéologique*, novembre-décembre 1893

<sup>2</sup> *Bulletin monumental*, 5<sup>e</sup> livraison de 1893.

<sup>3</sup> *Revue poitevine et saintongeaise*, janvier 1894

<sup>4</sup> *Revue savoisiennne*, septembre-octobre 1893.

<sup>5</sup> *Revue historique de l'Ouest*, novembre 1893.

<sup>6</sup> *Ibidem*, septembre et octobre 1893.

<sup>7</sup> *Revue savoisiennne*, novembre-décembre 1893

<sup>8</sup> *Revue historique de l'Ouest*, novembre 1893.

Breil de Pontbriand, qui établit que la tour de l'île des Ebihens, près Saint-Malo, dont on ignorait l'origine, a été bâtie à la fin du *xvii<sup>e</sup>* siècle par un de ses ancêtres pour servir de défense <sup>1</sup>; — les très curieuses notes sur la culture de la vigne au *xiv<sup>e</sup>* siècle en Beaujolais, extraites par M. le marquis d'Albon du registre du compte de tutelle des enfants d'Antoine de Talaru, mort en 1392, registre appartenant à sa collection <sup>2</sup>; — l'intéressante étude que M. Marius Sepet, dont la compétence sur tout ce qui touche le théâtre du moyen âge est si connue, a consacrée au Miracle de Théophile, mystère représenté au Mans, en deux journées, les 7 et 8 septembre 1539 <sup>3</sup>; — l'intéressant travail de M. A. Bardon sur l'entrée de François I<sup>er</sup> à Nîmes en 1533; l'auteur n'a point cherché à décrire les fêtes, les mêmes partout, données à cette occasion; il s'est placé à un point de vue plus curieux : celui de l'organisation de la réception, des frais faits à cette occasion, des ressources employées par la ville, du contrôle des dépenses, etc.; son travail a pour sources les documents inédits des archives départementales du Gard et des archives municipales de Nîmes et d'Alais <sup>4</sup>; — les cartes d'adresse et étiquettes de commerçants lyonnais aux *xvii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles, décrites par M. Natalis Rondot <sup>5</sup>; — enfin l'histoire de l'abbaye de l'Epau du *xiii<sup>e</sup>* au *xv<sup>e</sup>* siècle, dont M. Auguste Ricordeau a commencé la publication dans la *Revue historique et archéologique du Maine* <sup>6</sup>; la deuxième partie contient une description de l'abbaye et de ses dépendances avec de nombreux plans, vues, coupes, profils, etc.

FR. DE FONTAINE.

<sup>1</sup> *Revue historique de l'Ouest*, septembre 1893.

<sup>2</sup> *Revue du Lyonnais*, décembre 1893.

<sup>3</sup> *Revue du Maine*, 1<sup>re</sup> livraison de 1894.

<sup>4</sup> *Revue du Midi*, novembre et décembre 1893.

<sup>5</sup> *Revue du Lyonnais*, octobre-novembre 1893.

<sup>6</sup> 6<sup>e</sup> livraison de 1893 et 1<sup>re</sup> de 1894.



---

# BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

**Les premiers établissements des Grecs en Égypte** (vii<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> siècles), par D. MALLET. Paris, Leroux 1893, in-4 de vi-499 p. (Mémoires publiés par les membres de la mission archéologique française au Caire, tome XII, fasc. 1).

Voici un ouvrage considérable, qu'on consulte avec confiance, de même qu'on le lit avec plaisir. Aucun faible pour les opinions hasardeuses, pour les théories extrêmes ou paradoxales : à une exposition généralement bien conduite s'ajoute une discussion aussi sobre que judicieuse. On s'abandonne volontiers aux mains d'un pareil guide.

Au temps où les premiers Pharaons étendaient leur suzeraineté sur toute la partie orientale de la Méditerranée, la Grèce n'était encore qu'un assemblage de peuplades plus ou moins hétérogènes, mais appelées à jouer un rôle capital dans l'épanouissement ultérieur de la civilisation. Dès le xv<sup>e</sup> siècle avant notre ère on peut surprendre des indices de l'action en retour du monde grec sur le monde oriental, reliés l'un à l'autre par des relations commerciales bien antérieures à l'âge homérique. C'est en soldats d'abord, en marchands ensuite que les Grecs prennent pied sur le sol égyptien. Un roi de Saïs a besoin de leur concours pour réduire l'Égypte : il les appelle, et grâce à eux devient tout-puissant :

comment ne leureût-il pas fait sentir sa munificence ? Certains des successeurs de Psammétique I<sup>er</sup>, Amasis notamment, étalent un philhellénisme encore plus marqué. Samiens et Milésiens profitent de ces excellentes dispositions pour s'établir en trafiquants à Naucratis, plus tard à Abydos. La première de ces villes, fière de ses temples en l'honneur d'Apollon, d'Aphrodite et de Junon, ne l'était pas moins de son port et de sa marine : elle concentrait dans son sein les richesses de l'Égypte pour les répandre sur tous les rivages de la Grèce et de l'Asie Mineure, préparant ainsi inconsciemment, trois siècles avant Alexandrie, la fusion des peuples dans le grand courant de l'hellénisme. Ceci nous aide à comprendre les voyages de Thalès et de Pythagore, mettant à profit, pour connaître l'Égypte, la fréquence des relations entre leur métropole et ses colonies.

Trois chapitres spéciaux nous initient à ce qu'étaient alors l'industrie, l'art et le commerce égyptiens. A la céramique, à la terre vernissée, à la métallurgie se joignait, chose assez inattendue, la culture des fleurs. C'est de là que vint aux Grecs l'usage des couronnes dans les festins et les cérémonies religieuses : il est assez naturel d'ailleurs que la civilisation égyptienne, vieille de tant de siècles, ait connu des raffinements ignorés des

compatriotes de Lycurgue et de Solon.

Parmi les produits de l'art égyptien, M. Mallet relève des figurines archaïques (certaines peintures et inscriptions de la Grande-Grèce y attestent une lente pénétration des idées égyptiennes) — puis des statuettes en calcaire ou en albâtre — enfin des sujets coulés en bronze. Quant au commerce, sauf le papyrus, la statistique des objets d'importation et d'exportation ressemble étonnamment à ce qu'elle est encore aujourd'hui à vingt-cinq siècles d'intervalle.

Le dernier chapitre de l'ouvrage nous retiendra davantage : il est intitulé : *Idee que les Grecs ont pu se faire de l'Égypte vers le VI<sup>e</sup> siècle*. Je laisse aux égyptologues le soin de contrôler l'interprétation de certains hiéroglyphes, comme aux historiens spéciaux celui de discuter, s'il y a lieu, tel ou tel rapprochement mythologique. M. Mallet rappelle que dès la plus haute antiquité l'Égypte a passé pour un pays merveilleux aux yeux des Grecs, dont les prêtres se montraient avides de recueillir sur les contrées et les religions étrangères toutes les informations possibles, et il insiste avec raison sur la défiance qu'il faut garder en face des assertions des écrivains helléniques même les plus autorisés. Chez les deux peuples l'empressement était égal à rapprocher, jusqu'à les confondre, les origines de leurs deux civilisations, et tout particulièrement de leurs croyances religieuses. Pendant que les rois Saïtes se montrent prodigues d'hommages publics aux divinités helléniques, les Grecs de leur côté empruntent à l'Égypte non pas, comme on l'a cru, la métempsycose, mais certaines idées mystiques d'un caractère spécial, et de très anciennes inscriptions attestent l'existence d'un culte d'Isis et d'Horus au Pirée.

Néanmoins, à tout prendre, les Grecs n'avaient des choses de l'Égypte, religion, histoire, divisions politiques, institutions, qu'une connaissance superficielle. « On ne savait que ce qu'en révélaient les guides, sans ordre, au hasard du voyage : on débrouillait ensuite, comme on le pouvait, le chaos de ces récits confus et dénués de chronologie. » Ainsi Platon est persuadé à tort de l'existence de castes formées en Égypte : Hérodote, généralisant outre mesure ses observations personnelles, attribue aux habitants de la vallée du Ni des coutumes d'une originalité étrange : sur la foi de certains récits plus ou moins fantaisistes, on invente un roi imaginaire, Mœris, auteur d'un ouvrage gigantesque qui n'avait pas plus de réalité que lui-même.

Sur tous les points controversés, et ils sont nombreux, M. Mallet se tient à égale distance d'une crédulité absolue et d'un scepticisme de parti pris en face des données de la tradition. Œuvre d'investigation patiente, son livre trouvera, nous le pensons, un favorable accueil auprès des amis de l'antiquité.

C. HUIT.

**De rebus Thyatirenorum  
commentatio epigraphica,**  
auct. M. CLERC. Lutetiae Parisiorum, edebat Picard, 1893, in-8.

La Lydie est à la mode. Après la thèse française de M. G. Radet, *la Lydie et le monde grec*, voici une thèse latine sur l'histoire de la ville de Thyatire. Laissant de côté deux monuments énigmatiques qui paraissent antérieurs à l'arrivée des Grecs, l'auteur aborde l'étude des nombreuses inscriptions recueillies sur ce point. Les plus anciennes sont de l'époque

macédonienne ; les plus nombreuses sont de l'époque romaine. Celles du temps de Caracalla permettent d'affirmer que l'empereur séjourna à Thyatire, en l'année 215, pendant son voyage en Asie Mineure. Plusieurs textes mentionnent des proconsuls d'Asie. L'un d'eux surtout est digne d'attention ; il est relatif au célèbre historien Marius Maximus, qui fut préfet de Rome, proconsul d'Asie et proconsul d'Afrique. Les autres se rapportent aux collèges de la ville, aux magistratures et aux différentes fonctions publiques. Chose digne de remarque, les femmes pouvaient remplir certaines charges municipales. — La divinité principale de Thyatire était *Tyrimnas*, dieu local en l'honneur duquel on célébrait des jeux solennels et très fréquentés, qui plus tard fut confondu avec Apollon. Les dieux grecs et même les dieux égyptiens eurent aussi de nombreux temples dans cette ville. Comme Pergame et beaucoup d'autres cités Thyatire donnait des jeux en l'honneur d'Esculape ; il y en avait également en l'honneur des empereurs. Enfin tout ce que l'épigraphie nous apprend sur les mœurs, la richesse, les habitudes religieuses et les coutumes des habitants de la ville antique s'accorde bien avec la renommée dont jouissait la fameuse Thyatire.

A. H. DE V.

**Histoire de la Provence dans l'antiquité depuis les temps quaternaires jusqu'au V<sup>e</sup> siècle après J.-C.** — I. *La Provence préhistorique et protohistorique jusqu'au VI<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne*, par M. Prosper CASTANIER. Paris et Marseille, 1893, gr. in-8 de ix-306 p. et une carte.

Le savant ouvrage dont M. P. Cas-

tanier vient de publier le tome premier, doit comprendre six volumes, accompagnés de cartes et de photographures et embrassant toute l'histoire ancienne de la Provence. Le titre qui précède permet d'apprécier les nombreux et circonstanciés détails dans lesquels l'auteur s'est proposé d'entrer, puisque cette première section s'arrête au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère. On y trouve, en effet, le relevé et l'indication de toutes les stations de chaque âge, découvertes dans la région, précédés de l'exposé des caractères propres de cet âge et des notions générales.

Après nous avoir donné la liste, par ordre chronologique, des écrivains anciens et des éditions dont il s'est servi au cours de cette œuvre, M. Castanier étudie, dans quatre chapitres, la période paléolithique ou de la pierre taillée et les Ibères en Provence ; — la période néolithique ou de la pierre polie et les Ligures en Provence ; — les *oppida* ligures de la Provence ; — l'âge du bronze et la colonisation phénicienne en Provence. — Le tome premier se termine par une très belle carte de la Provence préhistorique et protohistorique, en cinq couleurs.

Si tout ce début ne présente rien d'original et n'est guère qu'un résumé des travaux antérieurs, du moins doit-on savoir gré à l'auteur d'avoir adopté, dans la solution des problèmes les plus délicats, l'opinion la plus vraisemblable et la plus scientifique. Selon lui, l'homme de Cro-Magnon est l'ibère vrai, et c'est du mélange de ces deux races primitives que sont issus les peuples ibériques historiques. De même, ce sont les Ligures, dont nous devons féliciter M. Castanier de nous avoir indiqué tous les établissements avec autant

de soin, qui doivent être considérés comme ayant apporté la civilisation de la pierre polie. Il nous montre encore que c'est pendant leur domination et avant l'apparition d'autres races en Provence, que l'on assiste à la création sur le littoral des colonies et des postes des Phéniciens.

Le second volume, que tout lecteur du premier ne manquera pas d'attendre avec une vive impatience, doit partir de la fondation de Marseille, c'est-à-dire de la période définitivement historique. A en juger par les promesses de son aîné, qui, très bien documenté et accompagné de deux excellents index des noms géographiques et noms des personnes, jette sur les diverses phases parcourues une vive lumière et témoigne chez son auteur d'autant d'étude patiente et de recherches érudites que de perspicacité dans le choix des opinions et de clarté dans l'esprit, il poursuivra, en abordant l'examen des textes, avec le même succès et un intérêt croissant, une entreprise si heureusement commencée.

X.

#### **Du Saint-Gothard à la mer.**

**Le Rhône. Histoire d'un fleuve,** par Charles LENTHÉRIC, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Paris, Plon et Nourrit, 1893, 2 vol. in-8 de viii-557 et 585 p.

M. de Lenthéric a consacré une partie de sa vie à l'étude du Rhône, et il a préludé par une série de publications de détail bien connues et appréciées à la magnifique étude qu'il vient de livrer au public.

L'histoire d'un fleuve est intéressante au même titre que celle d'un peuple ou d'une dynastie. Le fleuve n'est-il pas pour l'homme un guide,

un itinéraire, un moyen de défense et de transport, comme une source de vie et de richesse? Si le Rhône ne tient pas le premier rang au point de vue du tonnage et de la longueur du parcours, il est le plus varié dans ses aspects, le plus intimement lié à la marche de la civilisation et de l'histoire.

M. Lenthéric prend le Rhône à l'origine des temps et depuis la région tourmentée des glaciers où il naît, le suit jusqu'aux lagunes de son delta. Son lit, sa flore, son climat, ses transformations, sont décrits avec soit et vérité; l'histoire des villes qu'il traverse est tracée de main de maître, et le rôle politique, économique et social qu'il a joué ne saurait être mieux présenté.

Il ne faut chercher dans cette publication si considérable ni appas, ni mise en scène ardue; d'un bout à l'autre la lecture en est facile et attrayante. Les militaires reliront avec fruit ce qui est dit de la marche d'Annibal; la Suisse, la Savoie, le Lyonnais, le Dauphiné et la Provence se verront revivre fidèlement dans cette œuvre, qui est celle d'un savant, d'un penseur et d'un historien.

A cet ouvrage admirablement présenté sont joints dix-sept cartes et plans.

ROCHEBRUNE.

**Die Beziehungen des Papstthums zum fränkischen Staats- und Kirchenrecht unter den Karolingern. Rechtsgeschichtliche Studie** von Dr. RICHARD WEYL (Breslau, 1892, in-8 de xiv-240 p., dans les *Untersuchungen zur Deutschen Staats- und Rechtsgeschichte* herausgegeben von Dr. Otto Gierke, 40 Heft).

Le docteur Richard Weyl, privat-docent à l'Université de Königsberg, sem-

ble s'être donné pour tâche d'étudier à fond les origines de l'histoire ecclésiastique de l'Allemagne; après avoir en 1888 publié dans la collection de « Dissertations sur l'histoire politique et juridique de l'Allemagne, » dirigée par le docteur Otto Gierke, un très intéressant travail sur le *Droit canon public franc à l'époque mérovingienne* (*Das fränkische Staatskirchenrecht zur Zeit der Merovinger*, Breslau, 1888), il s'est occupé, au point de vue du droit politique et du droit canon francs, des relations de la papauté avec les Carolingiens jusqu'à l'époque de Charles le Chauve et au pontificat de Nicolas I<sup>er</sup> (858-867). Tel est l'objet de l'« étude historico-juridique, » comme l'appelle son auteur, dont nous avons à rendre compte aujourd'hui.

Ce travail, fait avec un très grand soin, se divise en deux parties; la première section en est très courte (p. 5-25) et tout à fait générale et purement historique; la seconde, au contraire, qui comprend près de deux cents pages (p. 25-215), est la partie spéciale où le docteur Weyl a exposé le résultat de ses recherches particulières. Le plan adopté par l'auteur dans cette partie, qui est à proprement parler tout son livre, est très simple et d'une lucidité parfaite : 1<sup>re</sup> relations des papes au point de vue du droit politique franc; 2<sup>o</sup> relations des papes au point de vue du droit canon franc; 3<sup>o</sup> conséquences communes. C'est surtout à l'étude très délicate du second de ces points que le docteur Weyl s'est appliqué avec un soin et une patience extrêmes; il s'est attaché à le disséquer en quelque sorte, à en étudier successivement toutes les faces, et aucune ne lui a en effet échappé, comme permet de s'en rendre compte la lecture des neuf sections entre lesquelles est partagé son second chapitre.

J'aurai toutefois quelques légères critiques à adresser à M. Weyl; j'ai été surpris de ne pas le voir citer le livre d'Ebrard sur saint Boniface (*Bonifatius, der Zerstörer des Kolumbanischen Kirchenthums*, 1882), alors qu'il a cité son livre antérieur sur les missionnaires irlandais du VI<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle, ni — ne serait-ce que pour la discuter et la critiquer, — la courte esquisse que M. Lavissee a publiée sur ce même personnage (*R. Deux Mondes*, 15 avril 1887). Peut-être aussi l'auteur aurait-il tiré quelque profit, soit de deux études insérées par M. Bayet dans la *Revue historique* (septembre-octobre 1882 : *Remarques sur le caractère et les conséquences du voyage d'Etienne III en France*; janvier-février 1884 : *Les élections pontificales sous les Carolingiens au VIII<sup>e</sup> et au IX<sup>e</sup> siècle*), soit du travail de M. Gasquet sur l'*Empire byzantin et la monarchie franque* (Paris, 1888). Les clefs de saint Pierre, dont il est question plusieurs fois dans les textes du VIII<sup>e</sup> siècle, sont-elles « le symbole de la soumission de Rome sous la protection du maire du palais Charles Martel? » Le docteur Weyl se borne à le dire sans en fournir de preuve (p. 20), pas plus qu'il n'en fournit quand il reproche à Fustel de Coulanges d'en faire à tort une sorte de décoration (p. 237). Quel texte M. Weyl peut-il invoquer pour démontrer péremptoirement la justesse de son opinion? Ce sont là de petites chicanes sans importance, et ce sont les seules que nous puissions adresser à ce travail consciencieux, que complètent une bibliographie (p. ix-xiii) et deux intéressants appendices.

HENRI FROIDEVAUX.

**Die Rhetorica ecclesiastica.**  
**Ein Beitrag zur canonisti-**  
**schen Literaturgeschichte**  
**des XII Jahrhunderts,** von  
 Dr Emil Ott. Wien, Tempsky 1892,  
 in-8 de 118 p.

Un des professeurs bien connus de l'Université de Prague a consacré, dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie des sciences, une centaine de pages à l'étude d'un curieux spécimen de la littérature canonique au XII<sup>e</sup> siècle, la « *Rhetorica ecclesiastica*. » Ses remarques sur l'union de la rhétorique et de la jurisprudence dans le haut moyen âge et sur les relations du droit canonique avec la théologie et le droit romain viennent jeter une lumière plus intense sur un enseignement qui à juste titre a préoccupé les historiens, provoquant depuis une dizaine d'années plusieurs publications importantes. Après avoir rapidement décrit les caractères de la littérature développée par les commentaires du décret de Gratien, M. Ott recherche quelle place il convient d'accorder à la « *Rhetorica* » au milieu des *Ordines judiciarii* contemporains, et s'efforce de découvrir d'abord le lieu et l'époque de son origine, puis le but de son auteur et la personnalité de celui-ci. D'après lui, cet auteur, demeuré inconnu, devait être un habitant du midi de la France, assurément un clerc et un professeur d'école cathédrale. M. Ott démontre en outre qu'il n'appartient pas à l'école de la rue Saint-Jean de Beauvais. — Cette dissertation, terminée par l'examen des sources et de la signification de l'important traité canonique, est très scientifiquement menée : elle fait, malgré sa modeste étendue, le plus grand honneur à son auteur, qui grâce à cette étude, nous permet de pénétrer plus avant dans la con-

naissance d'une époque extrêmement importante dans l'histoire du droit.

C. P.

**Il Chartularium del monastero di S. Benedetto di Conversano, la prima volta pubblicato, illustrato ed annotato da sac. Domenico MOREA.** — Vol. I : Byzantina, Normanna, Sveva; tipi di Montecassino, 1892, gr. in-4 de LXXVI-429 p., 10 planch. en phototypie, photograv.

Ce *Chartularium Cupersanense*, comme porte le titre extérieur (avec la date de 1893), est dédié à Mgr Nicolas d'Orgemont, abbé du Mont-Cassin : c'est à lui que les antiques chartes de Conversano doivent d'avoir été retrouvées et conservées. Maintenant, qu'elles semblent à l'abri des injures du temps et des hommes, il était opportun d'en mettre le contenu à la disposition des historiens. Elles forment un ensemble fort imposant. L'éditeur, heureux hôte des Bénédictins du Mont-Cassin pendant de longues années, les a partagées en deux volumes. Le premier a vu le jour il y a quelques mois, le dernier ne tardera pas à paraître. La publication s'ouvre par une ample introduction historique. La fondation du monastère de Saint-Benoît de Conversano se rapproche des débuts de l'ordre bénédictin ; une tradition constante l'attribue à saint Maur. L'abbaye eut à subir bien des désastres dans le cours des temps, comme la Pouille où elle se trouve située. M. Morea s'étend, dans sa préface, sur l'importance de ce recueil pour la chronologie, l'histoire, la philologie, la législation, la religion, les annales monastiques et la paléographie, et cette importance n'est nullement exagérée. Ce cartulaire fac-

tice comprend en réalité 203 documents qui embrassent une durée de quatre siècles et demi, partagée en trois périodes : Byzantine (809-1072), Normande (1075-1193) et Souabe (1194-1266). Sur ce nombre de 203 pièces, quatre seulement avaient été publiées plus ou moins exactement : il est rare, de nos jours, de découvrir une telle proportion d'inédit, surtout pour des documents de cette époque et de cette importance. De plus l'éditeur connaît bien sa matière. Chaque texte est précédé des indications suivantes : notes chronologiques, résumé historique assez développé, critique et bibliographie. La reproduction du texte, quand il s'agit d'originaux, et c'est l'ordinaire, est ce qu'on appelle improprement diplomatique, c'est-à-dire absolument conforme pour la graphie et la ponctuation au manuscrit : les avantages de ce système ne compensent pas, à mon sens, la fatigue qu'il occasionne pour la lecture courante et l'intelligence du document. Le texte lui-même est éclairci par de nombreuses notes historiques, géographiques, juridiques, etc. Après avoir signalé comme particulièrement curieux le n° 6 — il mentionne à l'année 915 un abbé Jean, envoyé à Constantinople par les princes de Capoue et qui ne figurait pas encore sur les diplômes du Mont-Cassin — je terminerai par quelques observations sur les bulles rééditées dans ce volume. Celle du pape Léon III, du 25 novembre 815, qui ouvre la série, est considérée comme apocryphe par la majeure partie des critiques, et en dernier lieu dans la nouvelle édition des *Reg. pont. Rom.* de Jaffé (n° 2532) ; M. Morea a cru pouvoir en prendre la défense, à la suite de Palmieri : bonne volonté en pure perte, à raison de formules absolument inusitées à la chancellerie

des papes, au commencement du ix<sup>e</sup> siècle. Dans la bulle de Pascal II (n° 66), du 15 juillet 1110, il faut lire : « P. m. Johannis.... diaconi.... indictione III » (et non VI) ; celle du même pape (inédite), du 17 avril 1117, donnée en note (p. 147-148), demande une légère correction dans la souscription : « P. m. Johannis *sancte Romane* » (et non *scribe*). La lettre de Célestin III (n° 140) doit être fixée non à l'année 1195, mais à 1194, qui seule concorde avec l'année du pontificat et avec l'itinéraire du pape. Quant à la bulle d'Alexandre IV (n° 193), que l'éditeur fixe, d'après le texte lui-même, au 23 mai 1258, la difficulté est plus grande : les notes chronologiques s'appliquent bien à l'année 1258, mais au 23 mai le pape était à Viterbe et non à Anagni. Cependant la solution ne saurait être douteuse : il faut lire : « X. kal. ianuarii » au lieu de « X. kal. iunii » ; le 23 décembre 1258, Alexandre IV était en effet à Anagni. L'original portait sans doute « ian. » et non « iun. » ; la mauvaise lecture d'une seule lettre a entraîné l'erreur. La pièce du même pape, dont l'original est signalé au Mont-Cassin (p. 369, n.), a été publiée dans divers recueils (Potthast, *R. p. R.*, n° 15607).

U. CHEVALIER.

**Mathias Döring, ein deutscher Minorit des 18. Jahrhunderts**, von Dr P. ALBERT. Stuttgart, Süddeutsche Verlagsbuchhandlung, 1892, in-8 de viii-194 pages.

Deux ouvrages ont recommandé à la postérité le nom du moine franciscain Mathias Döring : le *Defensorium postillæ Nicolai de Lyra contra Paulum Burgensem*, qui fut maintes fois réimprimé avec le commentaire de Nicolas de Lyre, ainsi que le tra-

vail de Paul de Burgos qu'il prétend réfuter ; et une continuation de la chronique de Dietrich Engelhus. Si le premier de ces ouvrages n'est plus guère consulté aujourd'hui, le second, au contraire, le devient davantage chaque jour.

Mais ce n'est pas seulement comme théologien ou comme historien que Mathias Döring est intéressant. Dans la vie pratique de son temps, parmi les troubles qui alors déchiraient l'Église, dans la lutte qui séparait les anciens Franciscains de l'ordre réformé, notre moine a joué un rôle considérable ; et c'est sur ce rôle assez ignoré jusqu'ici que l'ouvrage de M. P. Albert vient jeter la lumière.

Né à Kyritz, dans l'ancienne marche de Brandebourg (à 18 l. N.-O. de Berlin), vers la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, entré de bonne heure chez les Franciscains et élevé dans le couvent qu'ils avaient à Kyritz même, il fut en 1427 choisi par le chapitre d'Erfurt pour exercer les difficiles fonctions de provincial de l'ordre en Saxe. C'est à ce titre qu'il prit part aux travaux du concile de Bâle, où il se montra comme un des plus acharnés ennemis du souverain Pontife et comme un adversaire déclaré de la réforme de son ordre. La passion qu'il manifesta dans ces circonstances le fit choisir comme contre-général de l'ordre, par le groupe schismatique qui refusa de se soumettre à l'obédience d'Antonio Rusconi, le général nommé par Engène IV. L'attachement de ce pontife à la cause de la réforme de l'observance fut une des raisons de la haine que lui témoigna Döring, qui naturellement entra dans l'obédience de l'antipape.

Cette violence de sentiments qu'il manifesta dans sa conduite ne pouvait manquer de se refléter dans ses

œuvres. Aussi sa chronique (dont M. P. Albert donnera, nous l'espérons, une édition définitive) est-elle remplie de jugements passionnés. Cette passion et la vigueur avec laquelle il attaque les abus qu'il prétend voir dans l'Église l'ont fait considérer par quelques-uns comme un précurseur des temps nouveaux, comme un homme dont les idées dépassaient celles de son époque. Son biographe, à l'occasion surtout de la *confutatio primatus papæ*, — il apporte de nouveaux et solides arguments pour lui en attribuer la paternité, — fait bon marché de ces hypothèses et montre qu'il a été, au contraire, tout à fait dans les idées de son temps.

Nous louerons encore, en terminant, ce consciencieux et curieux travail, bien que l'auteur n'ait peut-être pas épuisé toutes les sources d'information, bien qu'il ait un peu trop négligé peut-être l'étude des sermons du franciscain. Philibert de la Mare, dont les manuscrits ont passé pour la plupart à la Bibliothèque nationale, est trop connu pour qu'on puisse l'appeler « un certain » (p. 25), et il est étrange de voir un érudit paraître ignorer que « Aquicinctensis » désigne un manuscrit du monastère d'Anchin (ibid).

E. G. LEDOS.

**Der Augustiner Bartholomæus Arnoldt von Usingen, Luthers Lehrer und Gegner. Ein Lebensbild.** von Nicolaus PAULUS. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1893, in-8 de ix-136 p.

Cet opuscule forme la troisième livraison des *Strassburger theologische Studien*, collection catholique de fondation récente. On y trouve d'intéressants détails sur l'état des esprits dans les universités allemandes au



début de la réforme, et sur les déflections ou réactions que la mutinerie de Luther provoqua parmi les moines Augustins. Le conflit des doctrines traditionnelles avec les affirmations nouvelles est retracé et apprécié par M. Paulus; son étude se concentre sur un seul coin de l'Allemagne; mais elle donne bien l'impression de l'ardente activité intellectuelle déployée contre les novateurs par les tenants de la scolastique et de la vieille foi romaine. La vie laborieuse et militante de l'ancien maître de Luther sert de fil conducteur pour suivre l'histoire de ces luttes religieuses, où sombra la prospérité de l'université d'Erfurt : attachante physionomie que celle du vieil Arnoldi, esprit ferme et entier, caractère à la fois tenace et doux, qui n'a vécu longtemps que pour l'étude, et que la nécessité de la défense catholique engagea, presque sexagénaire, dans des polémiques violentes contre ses propres disciples. On saura gré à M. l'abbé Paulus, déjà connu pour ses nombreux travaux sur la première période du protestantisme, d'avoir fait revivre, dans cette biographie, un fidèle champion de l'Église, figure aussi vaillante qu'originale. Parmi les exposés dogmatiques qu'il a tirés des écrits d'Usingen pour les mêler au récit, se trouve un morceau capital sur la justification. Il est à remarquer qu'on y trouve déjà les formules doctrinales que le concile de Trente adoptera plus tard.

J. DELARUE, S. J.

**La Servante de Dieu, Marie de Sainte-Euphrasie Pelletier, fondatrice du Bon-Pasteur d'Angers**, par le Ch. PORTAIS. Paris, Delhomme et Briguët, 1893, 2 vol. in-8 de 501 et 554 p.

L'Église, qui renouvelle sans cesse

sa jeunesse comme celle de l'aigle, montre ce merveilleux privilège surtout dans la création et l'étonnante diffusion des instituts consacrés aux œuvres de zèle et de charité. Il suffira de nommer, parmi tant d'autres, les Petites Sœurs des pauvres, les fils et les filles de Dom Bosco, les religieuses de Saint-Joseph de Cluny et celles du Bon-Pasteur, dont nous présentons à nos lecteurs l'histoire avec la vie de la sainte fondatrice, la R. Mère Marie de Sainte-Euphrasie (Pelletier).

L'auteur, M. le chanoine Portais, a divisé cette excellente biographie en deux volumes comprenant : 1<sup>re</sup> la vie extérieure, 2<sup>e</sup> la vie intérieure. C'est en pleine Vendée qu'il nous place pour nous faire connaître la famille patriarcale des Pelletier, la pieuse enfance et la bonne éducation de Rose-Virginie, son héroïne. Il nous montre ensuite la jeune fille répondant généreusement à l'appel de la grâce et obtenant, malgré de très vives persécutions, une place parmi les sœurs eudistines du Refuge de Tours.

Après un fervent noviciat où l'on remarqua l'attrait de la sœur Sainte-Euphrasie pour la sainte Écriture, pour les livres de sainte Thérèse et pour les œuvres du vénérable Père Eudes, elle fit profession le 9 septembre 1817. Douée d'une merveilleuse activité et d'un zèle ardent pour le salut des pécheurs, elle se montra dès lors capable d'exercer les emplois les plus difficiles et les plus absorbants. Aussi, malgré sa jeunesse, elle fut élue, avec dispense de Rome, le 26 mai 1825, supérieure de la communauté de Notre-Dame de Charité, à Tours.

L'un des premiers soins de la jeune Mère fut la fondation des Madeleines, qu'elle appela, avec l'aide de Mgr Du-

fez, alors vicaire général de Tours, à pratiquer la vie religieuse après plusieurs années d'expiation et d'épreuves courageusement supportées. La bénédiction se répandit sur cette œuvre, qui paraissait de prime abord presque impossible, et sur la fondation d'une seconde maison d'Eudistines dans la ville d'Angers, qui devint très célèbre sous le nom de Bon-Pasteur (1829).

C'est durant le second triennat de la Mère Sainte-Euphrasie comme supérieure qu'eurent lieu les fondations du Mans, de Poitiers, de Grenoble et de Metz. Elles donnèrent tout de suite de l'importance à la maison d'Angers, qui était leur mère. Dès ce moment aussi et malgré bien des obstacles, notre jeune fondatrice, qui était une femme supérieure, comprit qu'il fallait donner plus de vie à l'institut charitable du vénérable Père Eudes en établissant, avec l'approbation du saint-siège, un *généralat*. Mais à peine eut-elle parlé de cette nécessité, qu'une tempête terrible s'éleva contre la maison d'Angers, que l'on traitait presque de schismatique, et contre la Mère Sainte-Euphrasie, qu'on accusa d'ambition. Les évêques qui avaient secondé les premières fondations se divisèrent eux-mêmes, et l'on put croire, un instant, que la congrégation de Notre-Dame de Charité allait périr dans cette tourmente. C'est alors que le saint cardinal Odescalchi, vicaire de S. S. Grégoire XVI et protecteur du Bon-Pasteur d'Angers, apparut en songe à la supérieure et lui promit le secours du ciel et la réussite de son pieux projet (t. I, p. 232). Cette prophétie s'accomplit, mais ce fut après les vicissitudes les plus longues et les plus pénibles, tant pour les religieuses de Notre-Dame de Charité que pour celles du Bon-Pasteur.

Rome, enfin, accorda le généralat pour ces dernières, ce qui fit une nouvelle congrégation dont les progrès furent dès lors merveilleux tant dans l'ancien que dans le nouveau monde (voir le bref du 9 janvier 1835). Il y eut pourtant encore de bien grandes difficultés à subir, surtout durant l'épiscopat de Mgr Angebault; mais elles ne purent ébranler le Bon-Pasteur, qui prit bientôt son rang parmi les plus florissantes congrégations de femmes de notre époque.

Il faudrait maintenant analyser tout le second volume, intitulé : *Vie intérieure*, où se trouvent énumérés, suivant la méthode scolastique, chère aux anciens biographes, les vertus et les dons surnaturels de la sainte fondatrice, décédée le 24 avril 1868, dans sa soixante-douzième année, et qui, dans un généralat de trente-huit ans, fonda cent dix monastères sur toute la surface du globe.

Les vertus de cette grande servante de Dieu offrent une lecture des plus attrayantes et des plus édifiantes. Le chanoine Portais, l'auteur de cette belle vie, la termine par l'exposé des démarches faites pour introduire la cause de la Mère Marie de Sainte-Euphrasie. Elle est appuyée par un bon nombre de prélats et demandée par les quatre-vingt-quinze supérieures présentes au chapitre général de 1886, qui représentait lui-même les quatre mille religieuses de cet institut, les quinze cents Madeleines et les vingt mille pénitentes préservées ou orphelines, car tel est le nombre prodigieux des âmes qui vivent aujourd'hui avec joie et soumission sous la houlette du Bon-Pasteur d'Angers.

D. TH. BÉRENGER, O. S. B.

**Campagnes des Anglais dans l'Orléanais. 1421-1428.**

*Siège de Montargis, campagnes de Jeanne d'Arc sur la Loire*, par M<sup>lle</sup> Amicie DE VILLARET, officier d'Académie. Orléans, Herluison, 1893, in-8 de v-168 p.

Le nouvel ouvrage de M<sup>lle</sup> de Villaret encadre, pour ainsi dire, ce qui a été publié jusqu'ici sur le siège d'Orléans. La première partie raconte les tentatives faites par l'ennemi pour s'établir dans cette grande et fertile région de l'Orléanais, de la Beauce chartraine et du Gâtinais qui, après avoir été une sorte de champ clos entre les deux nations, allait devenir la nouvelle base d'opérations pour la conquête du midi de la France. L'auteur apporte des lumières nouvelles sur le siège de Montargis, glorieux épisode trop peu célébré, présage pour les Anglais d'un retour de fortune, et sur l'armée qui, sous les ordres de Salisbury, semblait devoir venger cet échec sur Orléans.

La deuxième partie met en relief l'espèce d'autonomie dont jouissait, au xv<sup>e</sup> siècle, pour sa défense propre et la défense du territoire voisin, une ville fortifiée ayant des franchises municipales. La participation d'Orléans, en hommes, argent, munitions et vivres, aux campagnes de Jeanne d'Arc sur la Loire, est le résultat d'un état politique que la création des armées permanentes et les progrès de la centralisation vont faire disparaître. Si, à cette époque, le particularisme est dans les faits et les institutions, à certains points de vue, une large et haute solidarité unit les cœurs, comme elle mêle glorieusement les épées autour de la bannière de la Pucelle.

L'abondance des documents inédits (compte d'Esparnon, compte de la

ville d'Orléans, etc.), la sûreté de leur mise en œuvre, ajoutent ici à l'intérêt du sujet.

AD. DE B.

**Lettres et négociations de Claude de Mondoucet, résident de France aux Pays-Bas**, publiées d'après le manuscrit de la Bibliothèque de Reims, par L. DIDIER. Reims, 1891-92, 2 volumes in-8 de xx-424 p. et xvii-364 p.

Peu de sociétés savantes de province ont fait d'aussi importantes publications de documents historiques que l'Académie nationale de Reims. La *Correspondance de Ph. Babon de la Bourdaisière*, ambassadeur à Rome, a été suivie de la *Correspondance du duc de Mayenne* pendant la Ligue, sans parler du *Journalier de Jehan Pussot*, des *Mémoires de Oudart Coquault* et autres documents locaux, relatifs particulièrement au xvi<sup>e</sup> siècle. Deux volumes viennent encore de paraître, comprenant les lettres de l'agent de Charles IX aux Pays-Bas, pendant les années 1571 à 1574, et contenant sur les négociations de cette époque les détails les plus précis. L'éditeur de cette intéressante série est M. L. Didier, professeur d'histoire au lycée Hoche, naguère agrégé à Reims. Les notes sont complétées par deux préfaces et une très bonne table alphabétique; et le travailleur a sous la main tous les éclaircissements qu'il peut désirer.

L'intérêt de cette correspondance est principalement dans les deux politiques simultanées et contradictoires que le résident de France a été obligé de défendre de son mieux pendant son séjour officiel aux Pays-Bas près du représentant de Philippe II, — sorte de gouverneur, de vice-roi, dont la situation entre catholiques et

protestants, Flamands et Espagnols, n'était pas facile. Catherine de Médicis et une partie du Conseil tenaient pour l'Espagne et se préoccupaient peu de la liberté ou de l'indépendance des Pays-Bas ; Charles IX et les politiques trouvaient là des alliés intéressés et fidèles qu'il fallait soutenir contre l'ennemi héréditaire, et qui n'étaient pas éloignés de penser que les provinces belges seraient gouvernées aussi bien par le roi de France que par le fils de Charles-Quint.

C'était l'opinion personnelle du résident, et elle perce à chaque ligne dans ses lettres ; il se montrait bon catholique et bon patriote, mais surtout ennemi des Espagnols, témoin tous les jours de leur animosité contre la France. Ce Mondoucet était un gentilhomme normand de petite noblesse, fils d'un trésorier général de la maison d'Orléans. Il avait débuté dans une mission, en 1570, étant chargé de régler un différend concernant le comte de Saint-Pol ; et l'année suivante il avait remplacé aux Pays-Bas le baron de Ferrals près du duc d'Albe, alors gouverneur, avec lequel il ne tarda pas à être en lutte perpétuelle. Ses sympathies étaient pour Louis de Nassau et Guillaume d'Orange. Mais quand l'insurrection de 1572, qu'il avait préparée, se termina brusquement par la défaite de Genlis à Saint-Ghislain, il dut, pour sauvegarder la responsabilité de Charles IX un peu engagée, féliciter hautement l'Espagne de sa victoire sur les protestants. Ce qui ne l'empêcha pas de continuer de susciter partout des ennemis à Philippe II. Aussi, prenant une situation plus nette, Claude de Mondoucet quitta son poste officiel en 1576 pour devenir l'agent particulier du duc d'Anjou et il entra en correspondance suivie avec le prince d'Orange. Ce fut

lui qui organisa le fameux voyage de Marguerite de Valois aux eaux de Spa. A partir de 1578, il agit d'accord avec un autre agent, un huguenot, nommé des Pruneaux, dont on trouverait les dépêches dans un récent grand recueil en trois volumes intitulé : *Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas* (1570-1583), publiés par P.-L. Muller et A. Diegerick. Tous deux signèrent au nom du père du roi de France le traité par lequel les États généraux conféraient au duc le titre de défenseur des Pays-Bas ; puis Mondoucet disparaît jusqu'à sa mort, arrivée seulement en 1619, sans que M. Didier ait pu trouver des renseignements sur la fin de sa vie.

Au reste, les dépêches conservées dans la bibliothèque de Reims, et dont le manuscrit est beaucoup plus complet que celui de la bibliothèque nationale, ne comprennent que les deux années qui s'écoulèrent entre le 6 septembre 1572 et le 27 octobre 1574. Elles sont au nombre de deux cent vingt, et toutes adressées « au Roy, » sauf un certain nombre envoyées « à la Reine Régente, » dans l'intervalle qui s'écoula entre la mort de Charles IX et le retour en France de Henri III. L'éditeur les a fait précéder d'un court et substantiel sommaire, mais il est à regretter que les tables ne reproduisent pas cet excellent résumé, qui ne ferait pas double emploi avec le répertoire alphabétique. Peut-être aussi aurait-on pu retrouver dans nos grandes collections manuscrites un certain nombre de dépêches adressées par le roi à son agent sous forme de correspondance ou d'instruction. Nous en connaissons quelques-unes qui complèteraient heureusement ce curieux recueil et qu'on aurait avec profit indiquées en note. Telle qu'elle est, cette publi-

cation fait le plus grand honneur à la laborieuse académie et à M. Ch. Loricquet, qui, après plus d'un essai infructueux, a trouvé dans M. L. Didier le meilleur des continuateurs.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

**Mémoires de Saint-Simon.** Nouvelle édition publiée par A. DE BOISLISLE, membre de l'Institut. Tome X. Paris, Hachette, 1893, in-8 de 653 p.

Voici un nouveau volume du *Saint-Simon* de M. de Boislisle, et quel volume ! On s'étonne à la fois de la richesse d'annotation de cette incomparable édition et de la promptitude avec laquelle les volumes se succèdent. Voyez ces notes à toutes les pages, remplissant parfois le rez-de-chaussée et ne laissant que quelques lignes au premier étage ; voyez ces copieux *appendices* où se trouvent souvent de véritables dissertations qui pourraient faire l'objet d'un article de revue ; voyez ces *additions et corrections*, où le moindre petit fait est entouré des observations critiques, des rectifications et additions recueillies au cours de l'impression ; voyez enfin ces tables alphabétiques par lesquelles chaque volume se termine, et dites si vous avez rencontré beaucoup de textes publiés de la sorte. On ne saurait donc assez remercier et féliciter M. de Boislisle et l'engager à poursuivre laborieusement sa tâche. Nous ne sommes qu'à l'année 1702. Que de volumes encore avant d'arriver au terme ! Que Dieu donne longue vie et courage au savant et si consciencieux éditeur, afin qu'il puisse nous offrir un *Saint-Simon* complet !

Le texte de *Saint-Simon* remplit les 411 premières pages du tome X. Puis viennent les additions au *Journal de Dangeau* (p. 415-435), et l'appendice

(p. 437 et suiv.) où nous signalerons : des lettres du marquis de Louville, au nombre de six, dont l'une, en date du 12 octobre 1702, adressée au duc de Beauvilliers, est d'un haut intérêt historique ; des documents et des éclaircissements sur la réception de Saint-Simon au Parlement et sur sa démission comme mestre de camp ; des fragments de la correspondance du duc de Vendôme ; une note sur les Dreux, où le savant éditeur complète ce qu'il avait dit en note à la page 141. — Notons ici que le marquis de Morainville, « de l'ancienne maison de Dreux, » dont parle la *Gazette* de 1674, était François, fils bâtard de François, bâtard de Jean de Dreux, seigneur de Morainville, et de Marguerite le Roy, qui avait été légitimé et anobli par lettres de mars 1606 ; voir le P. Anselme, t. I, p. 144 ; — un extrait du *Journal* du duc du Maine sur la campagne du duc de Bourgogne en Flandre ; des lettres sur la défection de l'amirante de Castille, sur le désastre de Vigo, sur la bataille de Friedlingen ; enfin une longue et très curieuse dissertation où, à propos d'Uranie de la Cropte-Beauvais, comtesse de Soissons, dont il retrace la vie, l'éditeur s'étend sur les familles de la Cropte-Beauvais, de Chantérac et de Martel. Nous remarquerons en terminant que M. de Boislisle ne semble pas bien convaincu (voir p. 92-93, notes) que Vivien Labbé de Bulonde soit définitivement « l'énigmatique Masque de fer. »

G. DE B.

**L'Eglise et l'État, ou les deux puissances au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789),** par P. DE CROUSAZ-CRÉRET. Paris, Retaux 1893, in-12 de v-371 p.

Les rapports de l'Eglise et de l'État, voilà la question à l'ordre du

jour. En a-t-on cependant sérieusement étudié la genèse, sait-on les origines de ce conflit permanent si funeste à notre société ? Non, et c'est un réel service que M. de Crousaz-Crétet vient de rendre au public intelligent en lui présentant « la suite des faits d'où doit sortir... la conception de l'État moderne en face de la conscience religieuse. » Il a toutefois pris la prudente précaution de s'interdire les incursions dans le domaine dangereux de nos discussions contemporaines, enfin de faire avant tout œuvre d'historien.

Le livre s'ouvre avec le réveil du Jansénisme à la fin du règne de Louis XIV, et nous fait assister à tous les événements religieux du XVIII<sup>e</sup> siècle, depuis les démêlés nés de la politique imprudente du régent, l'affaire des édits de mainmorte, la question des refus de sacrements, etc., jusqu'à la Révolution. Nous signalerons d'une façon spéciale le chapitre VII, consacré à l'histoire de la destruction de l'ordre des Jésuites en France; le X<sup>e</sup> : « Réforme des ordres religieux, » et le XI<sup>e</sup> : « Lutte de l'Église contre l'incrédulité. » On a souvent accusé le clergé d'avoir été inférieur à sa tâche en face des progrès de la fausse philosophie; il était bon qu'on prouvât par contre qu'il n'est pas resté aussi inactif qu'on le lui reproche. M. de Crousaz a entrepris en le faisant une lourde tâche, et nous n'oserions pas dire que sa démonstration sur ce point soit absolument concluante; néanmoins, il faut avouer qu'il a réussi à mettre en lumière certains efforts assurément dignes d'éloges et dont on tenait jusqu'ici un trop médiocre compte. — La pénurie de prédicateurs apostoliques dont on souffrit alors ne pouvait être compensée par la publication

des travaux de Bergier et de Guénée, pour les raisons qu'expose fort bien l'auteur, pages 289 et suiv.; la censure était en réalité désarmée et les remontrances du clergé dédaignées : sur cette pente fatale, la France devait glisser rapidement à l'abîme. On ne peut s'empêcher de frémir en constatant cette inconscience prodigieuse et cet inexplicable engouement d'une société foncièrement chrétienne pour les idées les plus subversives et les plus funestes. Roi, magistrature, savants, peuple, hommes d'église même, tous semblent vouloir avoir leur part petite ou grande, hypocrite ou avouée, à l'œuvre de destruction qui se consume. — La langue claire, la phrase sobre et distinguée de l'auteur, son parti pris d'éviter toute récrimination inutile, la modération constante de ses jugements, contribuent encore à accentuer l'impression profonde éprouvée à la lecture de ce livre, qui demeurera l'une des plus importantes contributions à l'histoire religieuse de notre pays.

G. PÉRISS.

**Dix ans de paix armée entre la France et l'Angleterre, (1783-1793),** par le marquis de BARRAL-MONTFERRAT, ancien secrétaire d'ambassade. T. I. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>e</sup>, 1894, in-8 de XII-374 p.

Les études d'histoire diplomatique sont en faveur : elles offrent un champ d'informations presque inépuisable; mais, à la différence des mémoires, elles ont l'avantage de ne pouvoir se modifier après coup. Les appréciations contenues dans les dépêches des ambassadeurs sont des documents absolument contemporains et elles reproduisent l'état de l'opinion au moment où se passent les événements.

Si l'observateur est sagace, l'avenir se charge de lui donner raison. C'est une sorte de lutte au plus fin et au plus habile, dont il y a plaisir et quelquefois tristesse à être le témoin rétrospectif.

Tel est bien l'intérêt que présente le remarquable travail dont M. le marquis de Barral vient de nous donner la première partie. Une guerre d'influence qui se poursuit pendant dix ans entre la France et l'Angleterre et dans laquelle, avec toutes les raisons de rester victorieux, nous finissons par être battus, c'est là un spectacle qui vaut bien qu'on s'y arrête, surtout quand des faits qu'on croyait connaître sont présentés sous un jour nouveau, grâce à un esprit de suite que l'auteur a été obligé de chercher en dehors de notre diplomatie et de nos hommes d'État.

Le traité de Versailles, si habilement conclu par Vergennes en 1763, après la guerre d'Amérique, fut assurément la dernière page glorieuse de l'histoire de notre vieille monarchie. Le pauvre Louis XVI y fut sans doute pour peu de chose, et, après la mort de son habile et honnête ministre des affaires étrangères, il ne sut point lui donner un successeur capable de continuer son œuvre. Tout autre fut pendant le même temps la politique de l'Angleterre : n'acceptant pas son humiliation momentanée, cherchant sa revanche avec une jalousie ardente et une ténacité qui ne perdent jamais de vue le but à atteindre, le gouvernement d'un ministre de vingt-cinq ans triompha de tous les obstacles, profitant des défaillances de ses adversaires et servi par des représentants qui ne laissaient échapper aucune occasion.

M. de Barral aurait pu intituler son livre : l'Ambassade du duc de Dorset

en France. C'est en effet dans les dépêches de ce diplomate, confrontées avec les correspondances conservées aux archives de notre ministère des affaires étrangères, qu'il a puisé les principaux éléments de son récit. Il y a joint la correspondance avec le Foreign-office du secrétaire d'ambassade, Hailes. Et comme le second était aussi haineux et faux que l'autre était loyal et chevaleresque, les deux témoignages se corroborent l'un l'autre, non sans piquer singulièrement la curiosité du lecteur. Si l'on ajoute que ces deux séries comprennent trente gros volumes de la collection du Record office de Londres, on comprendra l'intérêt d'une analyse dans laquelle l'auteur nous a ménagé toutes les surprises, en nous évitant toutes les peines.

D'événements, il n'y en a pas de très marqués : c'est par le détail que les négociations diplomatiques sont curieuses à suivre, soit que l'Angleterre cherche à soulever des difficultés entre les cours de Madrid et de Versailles, soit qu'elle s'efforce de combattre l'influence que la France exerçait sur les Provinces-Unies et qu'elle veuille, à cette occasion, nous brouiller avec la Prusse, soit enfin qu'elle fasse tous ses efforts pour compliquer la question d'Orient, qu'une entente franco-russe était sur le point de résoudre en 1787. Ce qui est non moins piquant, ce sont les appréciations journalières de l'ambassadeur anglais sur les incidents de notre politique intérieure. Personne n'a mieux prévu que lui les conséquences de la première disgrâce de Necker en 1781 ; personne n'a plus finement dépeint l'incapacité de Calonne, ses embarras lors de la réunion de l'Assemblée des notables, les hésitations du roi, sa résolution tardive de

communiquer au pays l'état véritable des finances, l'insuffisance de Loménie de Brienne comme premier ministre, de Montmorin comme ministre des affaires étrangères. C'est avec tristesse qu'on suit pas à pas la décadence française à l'étranger et qu'on la voit augmenter chaque jour à mesure que les difficultés intérieures s'aggravent, sous les yeux attentifs d'ennemis dont l'audace s'accroît avec nos fautes et nos malheurs.

M. le marquis de Barral n'a pas besoin d'indiquer quelles seront les conclusions de son ouvrage : elles ressortent à chaque page de son exposition si claire et si attachante. Nous n'en serons pas moins empressés à voir la seconde partie, qui doit dépasser la Révolution et aller sans doute jusqu'à l'entrée de l'Angleterre dans la première coalition contre la Convention.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

#### **Le Serment du Jeu de Paume.**

Fac-similé du texte et des signatures d'après le procès-verbal manuscrit conservé aux Archives nationales, avec une introduction et des tables par Armand BRETTE, et avec un avant-propos par Edme CHAMPION. Paris, au siège de la Société de l'histoire de la Révolution française, 1893, in-4 de LXXVIII-63 p.

**Les Régicides**, par E. BELHOMME. *Ibid.*, in-8 de 46 p.

**Les Généraux morts pour la patrie, 1792-1871. Notices biographiques**, par Jacques CHARAVAT, publiées par son père. Première série : 1792-1804. *Ibid.*, in-8 de xx-116 p.

Ces trois ouvrages, publiés sous les auspices de la Société de l'histoire de la Révolution française, ont un caractère commun : ce sont des nomenclatures rectifiées par une critique attentive.

#### **1° Le Serment du Jeu de Paume.**

Il y eut deux minutes signées en même temps; l'une est aux Archives nationales, l'autre à la Chambre des députés; la première comprend 638 noms, la seconde 631; en combinant les deux, M. Brette compte 641 adhérents. Il signale les coquilles, les erreurs, les omissions, les confusions de l'imprimeur Baudouin, des *Archives Parlementaires*, de Ch. Vatel lui-même; il s'arrête surtout à l'esquisse et au dessin de David, que Louis Blanc appelle un procès-verbal. et qui ne relève que de la fantaisie de l'artiste. David, en 1797, n'offrait-il pas de terminer son tableau au prix de 175,000 fr. (!), en proposant de substituer aux noms historiques, mais obscurs ou dépopularisés, « ceux quise sont illustrés et qui intéressent bien plus nos neveux ? » M. Brette veut qu'on écrive Martin Dauch (et non d'Auch), « orthographe, dit-il, fixée par sa signature. » Il est vrai qu'il n'y a pas d'apostrophe; mais le D n'est pas majuscule; d'ailleurs, cette signature marque un trouble et une agitation de la main qui permettent de ne pas la prendre pour définitive. Malheureusement, même à Castelnau-dary, où Martin Dauch ou d'Auch était avocat, il n'a été gardé de lui aucune trace. De la critique du tableau de David, M. Brette passe à celle de la décoration actuelle de la salle; il n'y voudrait voir les bustes ni de Mounier, qui regretta son vote. ni de Mirabeau, qui ne donna le sien que par résignation; sur ses instances, on a retiré dom Gerle et Tronchet. Dom Gerle, passe : il ne vint à l'Assemblée qu'en décembre 1789; mais pourquoi retirer Tronchet? Il n'y était pas le 20, mais il y vint et signa le 22. N'y a-t-il de signatures historiques et dignes de mémoire que celles



du 20 juin? — Treize planches donnent le fac-similé du procès-verbal, avec les prénoms, titres, etc.; une table alphabétique facilite les recherches. Dans l'avant-propos. M. Edme Champion déclare que « le 20 juin est la première journée de la Révolution, la meilleure, la plus admirable. » Mirabeau disait : « Ce que je signe est une vraie conjuration » Il est permis de préférer l'avis de Mirabeau.

2° *Les Régicides*. — M. Belhomme a fait un nouveau pointage. « Suivant les uns, dit-il, Louis XVI aurait été condamné à la majorité de cinq voix seulement; suivant d'autres (Ph. Le Bas), cette majorité serait de cent quarante-cinq voix. Ce sont là, ajoute-t-il, les termes extrêmes. » Pour déterminer cette majorité, il a eu l'idée de considérer comme régicides tous les représentants que la seconde Restauration a exclus du royaume par l'ordonnance de 1816; il en résulterait qu'en outre des 361 bien authentiquement régicides, il faudrait en ajouter non pas 145, comme l'a fait Le Bas, mais 94, se divisant ainsi : 26 ayant voté l'amendement Mailhe, 46 pour la mort avec sursis, 22 contre le sursis. Il est un peu étrange de s'en rapporter à une mesure politique postérieure de vingt-trois ans à l'événement pour redresser un vote; le compte qu'avait établi la Convention nous semble et plus simple et plus vrai. M. Belhomme n'a-t-il pas cédé au désir d'augmenter une majorité qui exista à peine, si elle exista? Il y a plus d'intérêt dans certains groupements qu'il établit et dans quelques conclusions qu'il en tire pour l'histoire ultérieure de la Révolution.

3° *Les généraux morts pour la patrie*. — C'est M. Jacques Charavay, mort à seize ans, qui, sous l'inspira-

tion de son père, avait préparé les premiers éléments de ce travail que M. Étienne Charavay a assumé la douloureuse tâche de mener à fin. Les noms sont classés par la date du combat où a été reçue la blessure mortelle; chacun d'eux est accompagné d'une notice sommaire et d'une signature autographe en fac-similé. Les dates de naissance, à l'exception d'une seule (celle de Jean-Louis Dumas, tué en Vendée), ont été contrôlées sur les actes de baptême. On trouvera dans ce recueil beaucoup de généraux obscurs: il ne faut pas s'en plaindre; le service rendu par l'auteur n'en était que plus difficile, et, le cas échéant, n'en sera pour le chercheur que plus précieux. Mais il est à regretter que les généraux les plus célèbres soient, par le titre même, exclus de ces listes. Ainsi Hoche est mort dans son lit: on ne trouve pas son nom ici. Dans les fascicules suivants, il faudra renoncer à chercher soit Bonaparte, soit la plupart des maréchaux de l'Empire, soit, plus tard, Cavaignac et Lamoricière, Bugeaud et Pélissier. Recevons avec reconnaissance ce qu'on nous donne, en regrettant ce qu'on écarte. — Page 68: Chérin était commandant de la garde constitutionnelle, non pas du Directoire, mais du Corps Législatif; Hoche l'avait prêté à Augereau pour concourir au coup d'État du 18 fructidor.

VICTOR PIERRE.

**Le Diocèse de Nantes pendant la Révolution**, par Alfred LALLIÉ. Nantes, B Cier, 1893, 2 vol. gr. in-8 de iv-595 et vi-417 p.

Encore un diocèse qui a rencontré son historien! Depuis longtemps, les recherches poursuivies par M. Lallié

aux archives du tribunal civil de Nantes, à celles de la mairie et de la préfecture, avaient accumulé entre ses mains les documents qui forment la trame serrée de ce nouvel ouvrage. Le premier volume compte trente-quatre chapitres : les vingt premiers vont jusqu'au jour où une loi de l'Assemblée législative condamne à l'exil des milliers de prêtres fidèles ; du chapitre xxi<sup>e</sup> au xxviii<sup>e</sup>, c'est Carrier qui règne à Nantes ; les suivants embrassent la fin de la Convention et le Directoire ; le dernier chapitre (septembre 1799-septembre 1802) expose l'histoire du rétablissement du culte catholique dans le diocèse de Nantes.

S'il y eut un diocèse où le schisme constitutionnel se heurta à l'hostilité des populations, ce fut celui-ci. L'évêque intrus, Minée, n'y recueillit que mécomptes et amertumes. C'est du dehors, n'en trouvant pas à Nantes, qu'il dut faire venir ses vicaires généraux, et, comme lui, la plupart abdiquèrent. Amené à Nantes presque de force, on l'obligea à présider la commission départementale ; son nom est attaché à la plus sanglante période de cette histoire nantaise. Sur 81 prêtres de la ville, 29 seulement prêtèrent le serment schismatique, et, sur 90 des paroisses rurales, 16, dont 7 avec restriction. Minée est un homme vulgaire et pusillanime : « Sa crosse est une béquille, et, de sa soutane, il fera bientôt une carmagnole » (p. 133). A la fête de la Raison, siégeant près de Carrier, il n'eut pas honte de prendre la parole et de s'associer à la Convention, « qui venait de décerner à Marat le sublime honneur de l'apothéose. »

Le séjour de Carrier à Nantes (19 octobre 1793-14 février 1794) fut marqué, on ne le sait que trop, par les plus épouvantables assassinats.

C'est dans les ouvrages antérieurs de M. Lallié (*Noyades, Prisons et Fusillades de Nantes*) qu'il en faut lire le méthodique et néanmoins palpitant exposé ; ici, il n'a retenu que les noyades de prêtres ; celle du 17 novembre, où 84 succombèrent ; celle du 10 décembre, dite des 58 prêtres d'Angers ; 60 autres, mis à mort tant à Nantes qu'en divers autres lieux ; enfin, 40, victimes de l'infection qui régnait dans les prisons. Ces décès, causés par l'inanition et la misère, ne sont pas imputables à Carrier, qui avait depuis longtemps quitté Nantes, mais au comité révolutionnaire et aux administrations de la ville.

L'amnistie accordée aux départements de l'Ouest et les négociations de la Jaunais assurèrent à ces régions un régime particulier. Les chefs militaires, dans l'intérêt de la pacification, prêtaient la main à la liberté ou, tout au moins, à la tolérance. Plus tard, quand le coup d'État de fructidor rendit l'essor à toutes les vieilles lois de proscription, si les autorités cherchèrent à se montrer rigoureuses, le zèle des fidèles lutta avec avantage pour protéger le culte clandestin et ses ministres contre les fureurs officielles.

Le second volume est un dictionnaire biographique de tous les prêtres dont les noms sont cités dans le premier, qu'il s'agisse de réfractaires ou de constitutionnels, de diocésains de Nantes, ou, ce qui ajoutait à la difficulté, de prêtres étrangers au diocèse. D'estimables érudits avaient déjà essayé ce travail, que M. Lallié est venu compléter. Il suffit de parcourir ces biographies pour reconnaître le grand nombre des sources auxquelles l'auteur a puisé et qu'il cite avec une loyauté parfaite, sans parler des non moins nombreuses

notices pour lesquelles il n'a dû puiser que dans son propre fonds. Ces notices (je les ai comptées) sont au nombre de 1.516 ! M. Lallié y a joint une table par paroisse ; chacune d'elles est accompagnée non seulement de chiffres qui renvoient le lecteur au premier volume, mais des noms des prêtres, réfractaires ou intrus, qui les ont desservies. Ainsi, d'une part, chaque prêtre a sa biographie ; de l'autre, il est facile au lecteur studieux de recomposer l'histoire de chaque paroisse qui l'intéresse.

Plus M. Lallié a mis de méthode dans son travail, plus il lui a été possible d'être sobre tout en étant complet. Il n'a pas alourdi son récit de détails ; il a donné à sa composition de justes proportions. C'est un genre de mérite qui, s'agissant d'un érudit, doit compter double.

VICTOR PIERRE.

**Le Livre d'or des diocèses de Périgueux et de Sarlat, ou le Clergé du Périgord pendant la période révolutionnaire**, par l'abbé H. BRUGIÈRE, curé de Coulounieix (Dordogne). — Montreuil-sur-Mer, imprimerie Notre-Dame des Prés, 1893, gr. in-8 de xciv-326 p.

Cet ouvrage a deux parties principales, mais d'inégale importance : l'une, où l'auteur donne un aperçu général sur les diocèses de Périgueux et de Sarlat ; l'autre, beaucoup plus développée, est une série de biographies par ordre alphabétique d'ecclésiastiques ayant joué un rôle dans ces deux diocèses pendant la Révolution. La première offre assez de documents originaux pour qu'il y ait lieu de regretter que M. l'abbé Brugière ait volontairement restreint son cadre. Sur le serment à la constitution civile, sur les prisons de Péri-

gueux, sur les pontons de Rochefort, sur le mauvais accueil fait par les populations aux fêtes décadaires, l'auteur, sans aspirer à être complet, sans donner surtout un récit suivi, fournit des pièces curieuses et qu'il faudra retenir : comment ne dit-il rien, absolument rien, de la période du Directoire ?

La seconde partie, au contraire, est celle où s'est, avec succès, complue son érudition. Il a rédigé près de cinq cents notices ; beaucoup d'entre elles (Duchazaud, d'Albaret, de Féletz, Pontard, Durand de Ramefort, Mgr du Lau, Salignac-Fénelon, Mayaudon, Artigues, Bort, Cayla, etc.) sont de véritables biographies. Par les noms mêmes que nous venons de citer, on peut voir que l'auteur a embrassé dans ses notices des prêtres qui n'avaient avec les deux diocèses que des liens d'origine ; ainsi les frères Mayaudon (et non Mayaudon) exerçaient, croyons-nous, le ministère dans le diocèse de Soissons ; l'abbé de Fénelon à Paris, auprès des petits Savoyards ; Mgr du Lau était archevêque d'Arles. Aux justes éloges que M. de Féletz recueille, il y aurait pourtant ou une réserve ou une explication à ajouter : pourquoi, ordonné prêtre en 1791, transporté sur les pontons de Rochefort en 1794, M. de Féletz quitta-t-il ensuite le costume ecclésiastique et renonça-t-il au ministère ? Il y a là un petit mystère que nous aurions aimé à voir éclaircir par M. l'abbé Brugière. Il ne faudrait pas croire que ces notices soient sèches et brèves ; l'auteur, grâce à ses recherches aux archives de la Dordogne, nous donne tantôt des interrogatoires, tantôt des jugements, tantôt des lettres : tous ces textes animent cette nomenclature. — Nous avons noté en plusieurs endroits l'expression de

• tribunaux révolutionnaires • appliquée à la période directoriale d'après fructidor. C'est une erreur; les jugements cités sont des *arrêtés* pris par les administrations centrales de département.

VICTOR PIERRE.

**Mémoires du général baron Thiébault**, publiés sous les auspices de sa fille, M<sup>me</sup> Claire Thiébault, d'après le manuscrit original, par Fernand CALMETTES, Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1893-1894. 2 vol. in-8 de x - 546 et 563 p., avec portraits en héliogravures.

Paul Thiébault était né en 1769 à Berlin, où son père, Dieudonné Thiébault, littérateur assez en renom, avait été appelé par Frédéric II pour professer la grammaire à l'école militaire. Mais Dieudonné Thiébault n'avait pas renoncé à sa famille ni à la France; un premier voyage l'y ramena en 1776 pour voir son oncle, M. de Sozzi; puis en 1784, songeant que Frédéric vieillissait, et que son successeur manifestait peu de goût pour les lettres, il se décida à rentrer définitivement dans son pays. Le jeune Paul fut dès lors lancé dans cette société lettrée et bourgeoise dont ses Mémoires donnent une bien curieuse description; on comprend, en les lisant, cette douceur de vivre que Talleyrand a célébrée et qu'il a regrettée, même au milieu des gloires de l'empire. C'étaient sans cesse réunions, bals, soupers, parties de campagne; on faisait et on lisait des vers; on jouait des comédies, et cela jusqu'au début même de la Révolution: le 12 juillet 1789, la famille Thiébault et ses amis faisaient un pique-nique au bois de Vincennes, tandis que Paris se soulevait.

Ardent et peu sympathique aux

Bourbons, qu'il juge avec une injuste sévérité, le jeune Thiébault se jeta dans le mouvement; mais hâtons-nous de dire que, s'il adopta les idées de la Révolution, il en répudia les excès et fit partie, jusqu'au 10 août, de cette fraction de la garde nationale qui défendit la constitution et le Roi contre les Jacobins et les Marseillais. La royauté tombée et la famille royale au Temple, il s'enrôla parmi les volontaires qui couraient à la frontière: c'était le seul moyen, pour un suspect comme lui, de sauver sa tête, et en même temps de donner satisfaction à son patriotisme. Mais même à l'armée, on n'était pas en sûreté; Paul Thiébault en fit à ses dépens la dure expérience, et faillit plus d'une fois payer de sa liberté et même de sa vie ses idées antijacobines et les imprudentes folies de son ami de Jouy. Il put prendre part néanmoins, mais presque en se cachant, à l'attaque des lignes de Vissembourg et à la campagne de Hollande. Il prit part aussi à la lutte de la Convention contre les sections de Paris au 13 vendémiaire et s'attacha dès lors à la fortune du jeune Bonaparte. C'est sur cet événement mémorable que se ferme le premier volume de ces Mémoires, écrits sans prétention, mais pleins de détails intéressants. Nous avons parlé de ceux relatifs à la société parisienne avant 1789; il y en a de non moins curieuses sur la vie des camps pendant ces premières guerres de la Révolution, sous la direction de généraux souvent plus habiles que capables et l'autorité suprême des représentants qui, la plupart du temps, sous prétexte de politique, désorganisaient la défense. Il ne faut pas cependant accepter sans contrôle tous les jugements de l'auteur: il subit trop facilement l'influence de

ses préjugés et de ses antipathies, voire même de ses rancunes : nous citerons notamment ce qu'il dit des Vendéens, de Louis XVIII, de Charles X et du duc de Feltre, etc.

Le second volume est consacré aux campagnes d'Italie. Après un stage à Grenoble sous le général Solignac, Thiébault avait rejoint au delà des Alpes le général Bonaparte et assista à une partie des glorieux combats qui aboutirent au traité de Léoben. Il appartenait à la division du général Masséna, pour lequel il conserva toute sa vie un véritable culte. Il fut ensuite attaché à l'armée d'occupation de Rome et de Naples; et sous ce beau climat continua son existence en partie double, menant de front la guerre et l'amour, et se plaisant à donner sur ses exploits dans l'un et l'autre genre les détails les plus complets. Quoi qu'il en soit, la plus grande partie de ce second volume est consacrée à la campagne de Naples, campagne généralement peu connue, et où la vaillance française eut à lutter contre des difficultés de tout genre, contre l'âpreté de la nature et la résistance acharnée des habitants, résistance qu'on pourrait qualifier d'héroïque si elle n'avait pas été trop souvent déshonorée par de terribles excès. Mais des deux côtés les passions étaient vives, les entraînements faciles, et l'on ne peut vraiment traiter de bandits et d'insurgés, comme le fait Thiébault, des hommes qui, au fond, défendaient leur nationalité et leurs souverains légitimes contre des envahisseurs. Ici encore il convient de faire des réserves sur certaines appréciations du général, manifestement partial à l'égard de plusieurs personnages qu'il n'aime point, comme Macdonald, Berthier, et surtout les Bourbons, contre lesquels il accepte

sans réserve les légendes même les plus odieuses.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

**Les Populations agricoles de la France**, par Henri BAUDRILLART, membre de l'Institut. 3<sup>e</sup> série publiée par Alfred BAUDRILLART, docteur ès lettres, agrégé de l'Université. *Les Populations du Midi, passé et présent*. Paris, Guillaumin, 1893, in-8 de vi-654 p.

Ce volume est le troisième de l'enquête que l'Académie des sciences morales et politiques avait confié à l'un de ses membres les plus éminents, M. Henri Baudrillart, la mission de mener à travers la France sur l'état intellectuel, moral et matériel des populations rurales. Semblable mission avait été donnée par elle, dans la première moitié du siècle, à Louis Reybaud, en ce qui concerne les ouvriers de l'industrie; elle a abouti à un livre qui fait autorité. Il en sera certainement de même de l'Histoire agricole que M. Baudrillart a entreprise et poursuivie, pendant près de vingt années, avec autant de talent que de dévouement; la mort ne lui a pas malheureusement permis de la terminer. Tout inachevé que demeure l'ouvrage, le plan adopté n'en donne pas moins aux parties déjà traitées toute leur valeur.

La Révolution a supprimé les provinces au point de vue politique et administratif; elles n'en continuent pas moins, sous le rapport agricole, économique, moral et ethnographique, à répondre plus que les départements à la réalité, à la nature même des choses. L'auteur a donc eu raison de les prendre pour bases de ses monographies; il les a groupées en cinq séries : Normandie et Bretagne; Maine, Anjou, Touraine, Poitou,

Flandre, Artois, Picardie, Ile-de-France; Midi; Centre; Est. Les deux premières séries ont paru, l'une en 1885, l'autre en 1888. Celle que publie aujourd'hui la librairie Guillaumin est consacrée au Midi, aux régions de la Méditerranée, des Alpes, des Pyrénées et du massif central. Les populations agricoles de la Provence, du comté de Nice, du comtat Venaissin, du Roussillon, du comté de Foix, du Languedoc, y sont successivement et scrupuleusement étudiées dans leur passé aussi bien que dans leur présent. Pour cette étude, M. Baudrillart n'a pas reculé devant de longues et fréquentes pérégrinations dans les pays qu'il décrivait; il a dressé et dépouillé de nombreux questionnaires, compulsé tous les auteurs qui avant lui avaient traité le sujet. Au mérite d'une profonde érudition, son livre ajoute celui d'une impartialité complète; il abonde en détails pleins d'intérêt, d'une part sur les mœurs, les usages, la moralité des paysans méridionaux, d'autre part sur les productions variées de leur sol (vigne, oliviers, mûriers, cultures maraîchères et florales), sur les procédés et méthodes de culture, sur les modes d'exploitation. La culture intensive occupe, dans le Midi, moins de place que dans le Nord, et, à un certain nombre d'exceptions près, la puissance du capital appliqué en grand s'y montre avec peu de relief. Le travail personnel, qui d'ailleurs joue un rôle immense dans toutes les parties du territoire français, n'en a nulle part qu'ici un plus grand, et cette prédominance s'explique par l'état de la propriété, par son morcellement, fait antérieur de beaucoup à la Révolution, l'enquête le constate en Languedoc aussi bien qu'en Provence. La Lozère et une partie de

l'Anjou exceptées, tous les départements dont la monographie figure au présent volume sont pays de moyenne et de petite culture. Aussi, tandis qu'au Nord le fermage domine, au Midi le métayage lui dispute la place et le faire valoir direct l'emporte de beaucoup. Indépendamment du morcellement, l'excessive variabilité des saisons qui ne permet pas de suivre l'ordre des assolements, la délicatesse des productions, et les maladies qu'entraîne cette délicatesse, sont les causes de l'importante différence constatée. Quand le propriétaire n'exploite pas directement, comme cela a lieu surtout dans les pays de vignobles, son intervention constante, ses conseils, son concours pécuniaire, sont indispensables, et le métayage seul le comporte. On n'ignore pas quelle influence ce mode d'exploitation exerce sur les habitudes rurales, et en général sur les mœurs et le régime des populations.

Un livre de la nature de celui-ci n'admet pas d'analyse: on ne saurait qu'en conseiller la lecture; elle présente un réel intérêt, non seulement au point de vue économique et statistique, mais encore au point de vue historique. Il y a, notamment sur la Provence dans le passé, sur le caractère et les mœurs de ses populations agricoles, leur état intellectuel et moral, l'organisation politique et administrative du pays, des pages pleines des plus curieuses informations.

Que si, de tous les faits exposés par M. Baudrillart dans les volumes déjà parus de son ouvrage, on tentait de dégager des conclusions, on serait fondé à dire, ce me semble, que, depuis 1789, il y a eu dans les campagnes un progrès économique incon-

testable sous toutes les formes, nourriture, vêtements, habitation, salaires; que la pratique agricole, en bien des lieux, a rompu avec la routine pour s'inspirer des procédés indiqués par la science, dont l'emploi serait plus général encore s'il était moins coûteux, mais que le progrès moral n'a pas marché du même pas, et que, s'ajoutant à la concurrence inégale de l'étranger ainsi qu'à des charges fiscales disproportionnées, la dépopulation, résultat à la fois d'un ralentissement sensible de la natalité et de l'émigration des jeunes générations vers les villes, menacerait l'agriculture française d'une prochaine et irréversible décadence, si les pouvoirs publics ne se décidaient enfin à aviser.

L'implacable maladie n'a pas permis à M. Henri Baudrillart de terminer lui-même son troisième volume; mais une main pieuse y a pourvu, et la façon dont il a su s'acquitter de sa tâche filiale ne saurait que faire émettre le vœu que l'Académie des sciences morales et politiques appelle M. Alfred Baudrillart à continuer l'œuvre si brillamment entreprise par son père.

COMTE DE LUÇAY.

**La Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres**, par l'abbé P. FERET, docteur en théologie. *Moyen âge*. Tome I<sup>er</sup>. Paris, Alphonse Picard et fils, 1894, gr. in-8 de LXIV-367 p.

M. l'abbé Feret n'a pas cru pouvoir aborder l'objet spécial de son étude, l'histoire de la Faculté de théologie, sans présenter d'abord le récit succinct des origines et de l'organisation de l'Université de Paris. Il dit très bien (*Avant-propos*, p. 1) que, pour

les quatre Facultés dont se composait l'Université, le berceau est commun, que les développements constitutifs sont les mêmes ou marchent parallèlement, et que ne pas jeter ce regard d'ensemble, c'eût été séparer ce que le temps et l'ordre logique ont intimement uni. Tous les lecteurs approuveront d'aussi sages idées et sauront gré à l'auteur d'avoir embrassé dans une sorte de tableau synoptique les parties intégrantes du corps enseignant qui se formait. M. l'abbé Feret ajoute qu'en écrivant l'histoire de la Faculté de théologie de Paris, il ne s'est pas seulement proposé d'en dire les commencements, d'en indiquer l'organisation, d'en marquer les accroissements, de la montrer avec ses coutumes et ses lois, ses chaires et ses collèges, mais aussi de la suivre dans son action, son influence, ses combats, ses triomphes, ses gloires, enfin de l'étudier dans ses doctrines. Il annonce qu'il s'occupera d'abord des docteurs et des maîtres qui l'illustrèrent par l'éclat de leur parole et surtout par les productions de leur plume, ensuite de ceux qui, en possession de grades inférieurs, se sont cependant acquis une certaine renommée. Il a cru avec raison qu'il ne fallait pas les passer absolument sous silence. Il a également estimé que ce ne serait pas tout à fait un hors-d'œuvre de traiter de même les illustrations littéraires qui appartiennent à la Faculté, ne serait-ce qu'en qualité d'élèves. Le désir d'être aussi complet que possible, en ce qui touche le célèbre corps enseignant, sera, dit-il, notre justification ou notre excuse. Le travail du savant curé de Saint-Maurice comprend donc deux parties : l'histoire proprement dite de la Faculté et son histoire littéraire; dans ce

cadre se trouve renfermée l'histoire de la théologie elle-même.

Les soixante pages de l'*Introduction* sont consacrées aux origines de l'Université de Paris et à son organisation aux <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles. C'est une excellente étude où ont été utilisés les travaux anciens (Du Boulay, Crévier, Héméré, les premiers volumes de l'*Histoire littéraire de la France*, etc.) et les travaux récents (l'abbé Clerval, le P. Denifle, l'abbé Péries, feu Thurot, etc.). On ne pouvait mieux résumer ce qui jusqu'à ce jour a été écrit de meilleur sur l'histoire des commencements de cette Université que glorifièrent éloquemment le roi saint Louis et le pape Clément IV (cités page LXIV).

Voici les divisions du volume : Livre I. *L'enseignement théologique aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles* (avec cinq chapitres sur la théologie, sur l'école théologique de Notre-Dame et ses principaux maîtres, sur l'école théologique de Sainte-Geneviève et ses principaux maîtres, sur l'école théologique de Saint-Victor et ses principaux maîtres, enfin sur deux fameux théologiens hétérodoxes, Abélard et Gilbert de la Porrée). Livre II. *La Faculté de théologie dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, phases historiques* (avec trois chapitres sur les collèges théologiques réguliers et les collèges théologiques séculiers, sur les études et les grades, sur les doctrines, décisions et condamnations). Livre III. *La Faculté de théologie dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, revue littéraire* (avec cinq chapitres sur les maîtres ou docteurs séculiers français, sur les maîtres ou docteurs séculiers anglais, sur les maîtres ou docteurs franciscains, sur les maîtres ou docteurs dominicains, sur les maîtres ou docteurs des autres ordres

religieux). Tous ces chapitres sont pleins de choses. Les faits, les idées, les hommes, les livres, y sont étudiés et jugés avec la plus consciencieuse exactitude. Les notes mises au bas des pages sont aussi substantielles que les notices qui, dans le texte, concernent successivement Hugues de Saint-Victor, Alain de Lille, Pierre Lombard, Anselme de Laon, Pierre le Mangeur, Maurice de Sully, Pierre le Chantre, Pierre de Poitiers, Pierre et Michel de Corbeil, Joscelin, Robert de Melun, Gautier de Mortagne, Guillaume de Champeaux, Abélard, Gilbert de la Porrée, Richard de Saint-Victor, Guillaume d'Auxerre, Jacques de Vitry, Guillaume d'Auvergne, etc. L'auteur puise toujours aux bonnes sources, qu'il a soin d'indiquer avec précision. Les assertions qu'il emprunte aux ouvrages les plus estimables (*Gallia christiana*, *Histoire littéraire de la France*, etc.) ne sont adoptées qu'après attentive vérification. Non seulement il les discute, mais il les complète et les corrige. Il complète et corrige aussi les travaux de nos plus recommandables critiques contemporains, notamment ceux de M. Hauréau (de l'Institut). Il faut donner un éloge particulier aux indications bibliographiques, qui sont très abondantes et très sûres, les unes prises dans les recueils généraux (Brunet, Fabricius, Graesse, Hain, etc.), les autres prises dans diverses notices spéciales ou même dans des manuscrits inédits, comme le montre cette note sur Roscelin (p. 103) : « Ce qu'on ne sait généralement pas, c'est que la bibliothèque de l'Arsenal possède dans le manuscrit 83 des commentaires du théologien-philosophe sur le Psautier. »

Comme certainement les volumes suivants seront aussi instructifs que



le premier, on peut, dès à présent, déclarer que l'histoire de la Faculté de théologie de Paris méritera d'occuper une bonne place dans toutes les sérieuses bibliothèques.

T. DE L.

**Catalogus codicum hagiographicorum latinorum antiquiorum saeculo XVI qui asservantur in Bibliotheca nationali Parisiensi ediderunt hagiographi Bollandiani. Tomus III.** — Bruxelles et Paris (chez A. Picard), 1893, in-8 de 739 p., et *Indices*, volume à part, 101 p.

La nécessité de bons inventaires des trésors manuscrits de nos bibliothèques et de bons catalogues pour les dépôts publics de livres s'impose de plus en plus. Nous n'aurions d'autre preuve à fournir pour la vérité de cette assertion que le présent tome III du catalogue des manuscrits hagiographiques de la Bibliothèque nationale de Paris. Un docte prélat, Mgr Vauvrey, doyen à Delémont, a publié en deux splendides volumes, imprimés par la maison Benziger, l'*Histoire des évêques de Bâle*. Or il se fait que le plus ancien document où se trouve mentionnée la célèbre cité helvétique est la Passion de saint Quentin, une victime de la persécution du cruel Riccio, préfet de la Gaule. Mgr Vauvrey recourut à l'obligeante intervention du chanoine Corblet, lequel lui envoya une copie inexacte du passage important dans l'espèce, et remercia publiquement son correspondant. Nous n'avions rien compris à cette fausse démarche, puisque les *Acta SS.* à la date du 31 octobre contiennent la vie du glorieux martyr dont les reliques reposent à *Augusta Veromandorum*, la ville de Saint-Quentin. L'érudit doyen de Delémont nous ré-

pondit aussitôt que la bibliothèque de Bâle ne possède jusqu'à présent que les anciens Bollandistes et qu'on a négligé d'acheter les VII volumes de la continuation, dont le XIII<sup>e</sup> lui eût été nécessaire. A son tour, le R. P. Bossue, auteur des *Actes* de saint Quentin, faute d'un inventaire rédigé aujourd'hui, n'a point eu connaissance de deux vies rimées, peu utiles sans doute pour l'histoire, mais qu'il eût en tout cas reproduites aux appendices de son travail critique.

Le lecteur voudra bien se rappeler que ces trois tomes comprennent, outre la description matérielle de chacun des *codices* manuscrits latins hagiographiques, antérieurs au XVI<sup>e</sup> siècle, conservés à la Bibliothèque nationale, un inventaire exact de leur contenu et une indication précise des ouvrages où beaucoup de ces textes précieux ont été déjà imprimés.

Nous allons signaler quelques pièces capitales inventoriées dans le tome III.

Une Vie de saint Jean Chrysostome, dont le cardinal Mai ne distingua pas la valeur (p. 17-45).

Une Vie de saint Agéric, X<sup>e</sup> évêque de Verdun; de saint Hildebert, de Meaux (p. 139); de saint Laurent, archevêque de Dublin, écrite par le cardinal Hulgrin, né à Abbeville (p. 233); de saint Jean Climaque, vendue à Saint-Victor de Paris, l'an 1400, au prix de trois francs monnaie courante, dont quittance (p. 282); de saint Exupère, de Bayeux; — une passion de saint Maurin, d'Agen; — passion et invention de saint Quentin, en vers; — un inventaire des reliques de saint Pierre le Vif au diocèse de Sens, dressé en 1293; — un récit de la translation de saint Martial de Souvignac à Saint-Sauveur de Limoges. Nous passons sous silence plusieurs *miracles* inédits

de divers saints, parmi lesquels saint Didier, de Cahors, saint Magloire, saint Benoît et saint Sigismond à Prague.

Une partie notable de ce tome III est occupée par l'inventaire des calendriers, bréviaires et missels de la Bibliothèque nationale, tous manuscrits. Pour procéder avec ordre, ces précieux documents ont été répartis en quatre classes : églises de France, églises hors de France, ordres religieux, divers. Nous voyons l'église de Paris figurer pour quatre-vingt-dix numéros dans cette collection, les Frères Mineurs pour vingt-huit.

Les *Indices* étaient un appendice indispensable au *Catalogus*. Nous avons hâte de dire qu'ils sont au nombre de cinq. Une première table nous donne le numéro actuel des *codices* décrits. Puis vient l'énumération, autant qu'il a été possible de la faire, de tous les lieux de provenance des *codices*. Un troisième index nous donne la liste des *codices*, avec le numéro correspondant dans l'inventaire de trois célèbres bibliothécaires : Nicolas Rigault, 1622, les frères Dupuy, 1645, et Nicolas Clément, 1682. Un quatrième index nous renseigne sur toutes les acquisitions faites de 1740 à 1868, parmi lesquelles le *Fonds Saint-Germain*, le *Fonds Saint-Victor* et le *Fonds de Sorbonne* méritent une mention spéciale. Enfin une table onomastique, imprimée sur deux colonnes (p 39-101), nous fait connaître tous

les noms de saints cités dans l'inventaire.

Les nouveaux Bollandistes viennent de rendre un service inappréciable aux travailleurs. Désormais, si un érudit veut publier un ouvrage se rapportant en quelque manière à un sujet d'hagiographie, et vérifié sur les sources, il consultera les deux catalogues des fonds de Bruxelles et de Paris. Ces catalogues lui sont d'autant plus nécessaires qu'ils feront éviter des doubles emplois. C'est qu'en effet nous ne sommes pas seulement renseignés sur les actes manuscrits de telle vie de saint, conservée à Paris, à Bruxelles ou ailleurs—on a dépouillé aussi quelques fonds importants au séminaire de Namur, à La Haye, à Chartres, — mais de plus nous savons que tel manuscrit a été publié, soit complètement, soit incomplètement, soit même d'une façon défectueuse. Ajoutons que pour la bibliographie des travaux imprimés, le *Répertoire* de l'abbé Chevalier rendra les plus grands services.

Ces deux catalogues ont leur place marquée dans tous les dépôts publics. Beaucoup d'érudits s'empres-  
seront aussi sans doute d'en enrichir leurs rayons. Remercions les nouveaux Bollandistes d'avoir mis à la disposition de tous des sources d'information aussi parfaitement dressées.

AD. DELVIGNE.

Le Gérant : A. VILLIN.

---

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## CINQUANTE-CINQUIÈME VOLUME

---

LIVRAISON DU 1<sup>er</sup> JANVIER 1894

|                                                                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| L'ÉGLISE AU XI <sup>e</sup> SIÈCLE DANS LA GASCOGNE, par <b>M. l'abbé A. Breulls</b> . . . . .                                                         | 5   |
| LES ORIGINES DE L'HÉRÉSIE ALBIGEOISE, par <b>M. l'abbé E. Vacandard</b> . . . . .                                                                      | 50  |
| L'EXPÉDITION ET LA MORT DE LOUIS I <sup>er</sup> D'ANJOU EN ITALIE (1382-1384), par <b>M. Noël Valois</b> . . . . .                                    | 84  |
| UN PRÊTRE ÉMIGRÉ EN ITALIE EN 1793, D'APRÈS SA CORRESPONDANCE INÉDITE, par <b>M. le vicomte de Richemont</b> . . . . .                                 | 154 |
| MÉLANGES : LES ORIGINES DE LA FRANCE (PÉRIODE MÉROVINGIENNE ET CAROLINGIENNE), D'APRÈS M. FUSTEL DE COULANGES, par <b>M. Godefroid Kurth</b> . . . . . | 208 |
| L'ORIGINE DU <i>LIBER RESPONSALIS</i> DE L'ÉGLISE ROMAINE, par <b>M. l'abbé P. Batiffol</b> . . . . .                                                  | 220 |
| LA DALMATIE DE 1797 A 1815, par <b>M. L. Pingaud</b> . . . . .                                                                                         | 228 |
| COURRIER ALLEMAND, par <b>M. le Dr L. Pastor</b> . . . . .                                                                                             | 234 |
| COURRIER DU NORD, par <b>M. Beauvois</b> . . . . .                                                                                                     | 245 |
| CHRONIQUE, par <b>MM. Marius Sepet et Eugène Ledos</b> . . . . .                                                                                       | 253 |
| REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par <b>M. Fr. de Fontaine</b> . . . . .                                                                                | 277 |
| BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .                                                                                                                     | 284 |

---

LIVRAISON DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1894

|                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| LA FIN DU NOUVEL EMPIRE CHALDÉEN, par <b>M. l'abbé De Moor</b> . . . . .                           | 337 |
| LA MARINE FRANÇAISE SOUS LE RÈGNE DE CHARLES VIII, par <b>M. Alfred Spont</b> . . . . .            | 387 |
| LES DÉBUTS DU JOSÉPHISME, DÉMÊLÉS ENTRE PIE VI ET JOSEPH II, par <b>M. l'abbé Gendry</b> . . . . . | 455 |
| LES CARDINAUX NOIRS (1810-1814), par <b>M. C. Geoffroy de Grandmaison</b> . . . . .                | 510 |
| MÉLANGES : LES SEIGNEURS D'ARSUR EN TERRE SAINTE, par <b>M. le comte de Mas Latrie</b> . . . . .   | 585 |
| UNE QUESTION DE CHRONOLOGIE BIBLIQUE, par <b>M. le marquis Terrier de Loray</b> . . . . .          | 597 |
| COURRIER ANGLAIS, par <b>M. le chanoine Moyes</b> . . . . .                                        | 604 |
| COURRIER BELGE, par <b>M. A. Delescluse</b> . . . . .                                              | 612 |
| COURRIER RUSSE, par <b>le R. P. Martinov, S. J.</b> . . . .                                        | 622 |
| CHRONIQUE, par <b>MM. Marius Sepet et Eugène Ledos</b> . . . . .                                   | 632 |
| REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par <b>M. Fr. de Fontaine</b> . . . . .                            | 650 |
| BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .                                                                 | 657 |

## OUVRAGES ANALYSES DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

|                                                                                                                                                                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| La Grèce avant Alexandre. Étude sur la société grecque du vi <sup>e</sup> au iv <sup>e</sup> siècle, par Paul Monceaux . . . . .                                                                                                                            | 284 |
| Les premiers établissements des Grecs en Égypte (vii <sup>e</sup> et vi <sup>e</sup> siècles), par D. Mallet . . . . .                                                                                                                                      | 657 |
| Traité d'allégorie scripturale, par Prosper Le Blanc d'Ambonne . . . . .                                                                                                                                                                                    | 285 |
| De rebus Thyatirenorum commentatio epigraphica, auct. Clerc . . . . .                                                                                                                                                                                       | 658 |
| Histoire de la Provence dans l'antiquité depuis les temps quaternaires jusqu'au v <sup>e</sup> siècle après J.-C. — I. La Provence préhistorique et protohistorique jusqu'au vi <sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne, par Prosper Castanier . . . . . | 659 |
| Du Saint-Gothard à la mer. Le Rhône. Histoire d'un fleuve, par Charles Lenthéric . . . . .                                                                                                                                                                  | 660 |
| Die Beziehungen des Papstthums zum fränkischen Staats- und Kirchenrecht unter den Karolingern. Rechtsgeschichtliche Studie von Dr Richard Weyl . . . . .                                                                                                    | 660 |

TABLE DES MATIÈRES DU CINQUANTE-CINQUIÈME VOLUME. 685

|                                                                                                                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Quam notitiam linguae hebraicae habuerint Christiani medii aevi temporibus in Gallia, auct. S. Berger . . . . .                                                                                        | 286 |
| Die Rhetorica ecclesiastica. Ein Beitrag zur canonistischen Literaturgeschichte des 12. Jahrhunderts, von Dr Emil Ott . . . . .                                                                        | 662 |
| Il Chartularium del monastero di S. Benedetto di Cuversano, la prima volta pubblicato, illustrato ed annotato dal sac. Domenico Morea. — Vol. 1 : Byzantina, Normanna, Sueva. . . . .                  | 662 |
| Life of saint Edmund of Canterbury from original sources, by Wilfrid Wallace . . . . .                                                                                                                 | 287 |
| Histoire de saint Dominique, fondateur de l'ordre des Frères Prêcheurs, par la T. R. Mère A. Drane, prieure générale des dominicaines d'Angleterre. Traduit de l'anglais par l'abbé Cardon . . . . .   | 288 |
| Mathias Döring, ein deutscher Minorit des 15. Jahrhunderts, von Dr P. Albert . . . . .                                                                                                                 | 663 |
| Der Augustiner Bartholomæus Arnoldi von Usingen, Luthers Lehrer und Gegner. Ein Lebensbild von Nicolaus Paulus. . . . .                                                                                | 664 |
| Vie de Mgr de Forbin-Janson, évêque de Nancy, par le R. P. Philpin de Rivière, oratorien de Londres. . . . .                                                                                           | 289 |
| La servante de Dieu Marie de Sainte-Euphrasie Pelletier, fondatrice du Bon-Pasteur d'Angers, par le Chan. Portais . . . . .                                                                            | 665 |
| Die päpstlichen Kreuzzugs-Steuern des 13. Jahrhunderts, von Dr Adolf Gottlob . . . . .                                                                                                                 | 291 |
| Histoire du droit civil français accompagné de notions du droit canonique et d'indications bibliographiques; droit privé et sources, par Paul Viollet. . . . .                                         | 293 |
| Les élections épiscopales dans l'Église de France du ix <sup>e</sup> au xii <sup>e</sup> siècle. Étude sur la décadence du principe électif, 814-1150, par P. Imbart de la Tour . . . . .              | 295 |
| Gesta Domni Aldrici Cenomannicæ urbis episcopi a discipulis suis, texte publié et annoté par l'abbé A. Charles et l'abbé L. Froyer. . . . .                                                            | 297 |
| Campagnes des Anglais dans l'Orléanais, 1421-1428, siège de Montargis, campagnes de Jeanne d'Arc sur la Loire, par M <sup>lle</sup> Amicie de Villaret . . . . .                                       | 667 |
| Étude sur Jeanne d'Arc, et les principaux systèmes qui contestent son inspiration surnaturelle et son orthodoxie, par le comte de Bourbon-Lignières. 2 <sup>e</sup> édit., revue et corrigée . . . . . | 299 |
| Jean Bréhal, grand inquisiteur de France, et la réhabilitation de Jeanne d'Arc, par le R. P. M. J. Belon, des FF. prêcheurs, et le R. P. Fr. Balme, du même ordre. . . . .                             | 300 |
| Lettres et négociations de Claude de Mondoucet, résident de France aux Pays-Bas, publiées par L. Didier . . . . .                                                                                      | 667 |
| Éphéméride de l'expédition des Allemands en France (août-décembre 1587), par Michel de la Huguerye, publiée avec la collaboration de L. Marlet . . . . .                                               | 301 |

|                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le connétable de Lesdiguières, par Ch. Dufayard . . . . .                                                                                                                                                                                          | 302 |
| Le Masque de fer. Révélation de la correspondance chiffrée de Louis XIV, par Émile Burgaud et le commandant Bazories . . .                                                                                                                         | 304 |
| Mémoires de Saint-Simon, nouvelle édition publiée par A. de Boislisle. T. X. . . . .                                                                                                                                                               | 669 |
| Les Mémoires de Saint-Simon et le P. Le Tellier, confesseur de Louis XIV, par le R. P. Bliard . . . . .                                                                                                                                            | 305 |
| Les derniers jansénistes, depuis la ruine de Port-Royal jusqu'à nos jours (1710-1870), par Léon Seché . . . . .                                                                                                                                    | 307 |
| France under the Regency, with a Review of the Administration of Louis XIV, by James Breck Perkins . . . . .                                                                                                                                       | 308 |
| L'Église et l'État, ou les deux puissances au XVIII <sup>e</sup> siècle (1715-1789), par P. de Crousaz-Cretet . . . . .                                                                                                                            | 669 |
| Dix ans de paix armée entre la France et l'Angleterre (1783-1793), par le marquis de Barral-Montferrat. T. I. . . . .                                                                                                                              | 670 |
| La comptabilité publique pendant la Révolution, par Victor Marie. La journée du 14 juillet 1789. Fragment des mémoires inédits de L.-G. Pitra, électeur de Paris en 1789, avec une introduction et des notes, par Jules Flammermont . . . . .      | 309 |
| Le Serment du Jeu de Paume. Fac-similé du texte et des signatures d'après le procès-verbal manuscrit conservé aux Archives nationales, avec une introduction et des tables, par Armand Brette, et avec un avant-propos par Edme Champion . . . . . | 310 |
| Les Régicides, par E. Belhomme. . . . .                                                                                                                                                                                                            | 672 |
| Les Généraux morts pour la patrie, 1792-1871. Notices biographiques, par Jacques Charavay, publiées par son père. . . . .                                                                                                                          | 672 |
| Mémoires de Chaumette sur la révolution du 10 août 1792, avec une introduction et des notes, par F.-A. Aulard. . . . .                                                                                                                             | 313 |
| Recueil des actes du Comité de salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission, par F.-A. Aulard. T. IV et V . . . . .                                                                                                | 314 |
| La guillotine pendant la Révolution, et les exécutions des arrêts criminels, par G. Lenotre . . . . .                                                                                                                                              | 315 |
| Notes sur la justice et les tribunaux à Agen, pendant la Révolution (1789-1800), par A. Douarche . . . . .                                                                                                                                         | 316 |
| Cathelineau généralissime de la grande armée catholique et royale. Réponse à M. Célestin Port, par l'abbé Eugène Bossard . . . .                                                                                                                   | 317 |
| Le Diocèse de Nantes pendant la Révolution, par Alfred Lallié . .                                                                                                                                                                                  | 673 |
| Le Livre d'or des diocèses de Périgueux et de Sarlat, ou le Clergé du Périgord pendant la période révolutionnaire, par l'abbé H. Brugière . . . . .                                                                                                | 675 |
| Le 18 fructidor. Documents pour la plupart inédits, recueillis et publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par V. Pierre . . . . .                                                                                                        | 319 |
| Dix ans de la vie d'une femme pendant l'émigration. Adélaïde de                                                                                                                                                                                    |     |

TABLE DES MATIÈRES DU CINQUANTE-CINQUIÈME VOLUME. 687

|                                                                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Kerjean, marquise de Falaiseau, d'après des lettres inédites et des souvenirs de famille, par le vicomte de Broc . . . . .                                                     | 320 |
| Le général baron Merle, 1766-1830 : Notice biographique, par Aug. Braquehay . . . . .                                                                                          | 321 |
| Mémoires du général baron Thiébault, publiés sous les auspices de sa fille, M <sup>lle</sup> Claire Thiébault, d'après le manuscrit original, par Fernand Calmette. . . . .    | 676 |
| Manuel historique de politique étrangère, par Émile Bourgeois. T. I. Les Origines . . . . .                                                                                    | 322 |
| La France et l'Italie devant l'histoire, par Joseph Reinach . . .                                                                                                              | 323 |
| Les populations agricoles de la France, par Henri Baudrillart, 3 <sup>e</sup> série publiée par Alfred Baudrillart. Les populations du Midi, passé et présent . . . . .        | 677 |
| Histoire de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude, par Dom P. Benoît . . . . .                                                                                               | 325 |
| La Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres, par l'abbé P. Feret. Moyen âge : T. I . . . . .                                                            | 679 |
| Le culte à Pesmes, notes historiques, par E. Perchet. . . . .                                                                                                                  | 326 |
| La Fondation de l'Université de Douai, par Georges Cardon . .                                                                                                                  | 326 |
| Histoire du pays de Villequiers en Berry, par Max de Laugardière. .                                                                                                            | 328 |
| La civilisation florentine du xiii <sup>e</sup> au xvi <sup>e</sup> siècle, par F.-T. Perrens. .                                                                               | 329 |
| Storia del castello di Milano detto di porta Giovia, dalla sua fondazione al di 22 marzo 1848, di Felice Calvi . . . . .                                                       | 330 |
| Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadpwa, par Eug. Véron. . . . .                                                                     | 331 |
| Correspondenza tra L. A. Muratori e G. G. Leibniz, conservata nella R. Bibliotheca di Hannover ed in altri istituti e pubblicata da Matteo Campori. . . . .                    | 332 |
| Livre-journal de Pierre de Bessot, 1609-1652, publié et annoté par Tamizey de Larroque, Paul Huet et le comte de Saint-Saud . .                                                | 333 |
| Un paladin au xviii <sup>e</sup> siècle. Le prince Charles de Nassau-Siegen, d'après sa correspondance originale inédite de 1784 à 1789, par le marquis d'Aragon . . . . .     | 334 |
| Paul Lamache, professeur aux facultés de Strasbourg et de Grenoble, l'un des fondateurs de la Société de Saint-Vincent de Paul, par Paul Allard . . . . .                      | 336 |
| Les Archives de l'histoire de France, par Ch. V. Langlois et H. Stein. Fasc. III . . . . .                                                                                     | 335 |
| Catalogus codicum hagiographicorum latinorum antiquiorum sæculo xvi qui asservantur in Bibliotheca nationali Parisiensi ediderunt hagiographi Bollandiani. Tomus III . . . . . | 681 |

## NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

- ALBERT (le Dr R.), 663.  
 ALLARD (Paul), 336.  
 ARAGON (le marquis d'), 334.  
 AULARD (F.-A.), 313, 314.  
 BALME (le P. Fr.), 300.  
 BARRAL (marquis de), 670.  
 BAUDRILLART (Alfred et Henri), 677.  
 BAZORIES (le commandant), 304.  
 BELHOMME (E.), 672.  
 BELON (le P. M.-J.), 300.  
 BENOIT (Dom P.), 325.  
 BERGER (S.), 286.  
 BLIARD (le P.), 305.  
 BOISLISLE (A. de), 669.  
 BOSSARD (l'abbé Eug.), 317.  
 BOURBON-LIGNIÈRES (le C<sup>te</sup> de), 299.  
 BOURGEOIS (Emile), 322.  
 BRAQUERAY (Aug.), 321.  
 BRECK-PERKINS (J.), 308.  
 BRETTE (Armand), 672.  
 BRUGIÈRES (l'abbé), 675.  
 BURGAUD (Émile), 304.  
 CALMETTE (Fernand), 676.  
 CALVI (Felice), 330.  
 CAMPOVI (Matteo), 332.  
 CARDON (Georges), 326.  
 CASTANIER (Prosper), 659.  
 CHARAVAY (Jacques), 672.  
 CHARLES (l'abbé A.), 297.  
 CHAUMETTE, 313.  
 CLERC (M.), 658.  
 CROUSAZ-CRÉTET (P. de), 669.  
 DIDIER (L.), 667.  
 DOUARCHE (A.), 316.  
 DRANE (la Rév. M.), 288.  
 DUFAYARD (Ch.), 302.  
 FERET (l'abbé P.), 679.  
 FLAMMERMONT (Jules), 310.  
 FROYER (l'abbé), 297.  
 GOTTLÖB (le Dr Ad.), 291.  
 HUET (Paul), 333.  
 IMBART DE LA TOUR, 295.  
 LA HUGUERYE, 301.  
 LALLIÉ (Alfred), 673.  
 LANGLOIS (Ch. V.), 335.  
 LAUGARDIÈRE (Max de), 328.  
 LE BLANC D'AMBONNE, 285.  
 LENOTRE (G.), 315.  
 LENTHÉRIC (Ch.), 660.  
 MALLET (D.), 657.  
 MARIE (Victor), 309.  
 MARLET (L.), 301.  
 MONCEAUX (Paul), 284.  
 MOREA (Sac. Dom.), 662.  
 OTT (Emil), 662.  
 PAULUS (Nicolas), 664.  
 PERCHET (E.), 326.  
 PERRENS (F.-T.), 629.  
 PHILPIN DE RIVIÈRE (le R. P.), 289.  
 PIERRE (Victor), 319.  
 PINGAUD (Léonce), 320.  
 PITRA (L.-J.), 310.  
 PORTAIS (le ch.), 665.  
 REINACH (Joseph), 323.  
 SAINT-SAUD (le comte de), 333.  
 SECHÉ (Léon), 307.  
 STEIN (H.), 335.  
 TAMIZEY DE LARROQUE, 333.  
 THIÉBAULT (le général baron), 676.  
 VÉRON (Eugène), 331.  
 VILLARET (M<sup>lle</sup> de), 667.  
 VIOLLET (Paul), 293.  
 WALLACE (Wilfrid), 287.  
 WEYL (Rich.), 660.











UNIV. OF MICH.  
APR 18 1906  
RECEIVED



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07333 6649

